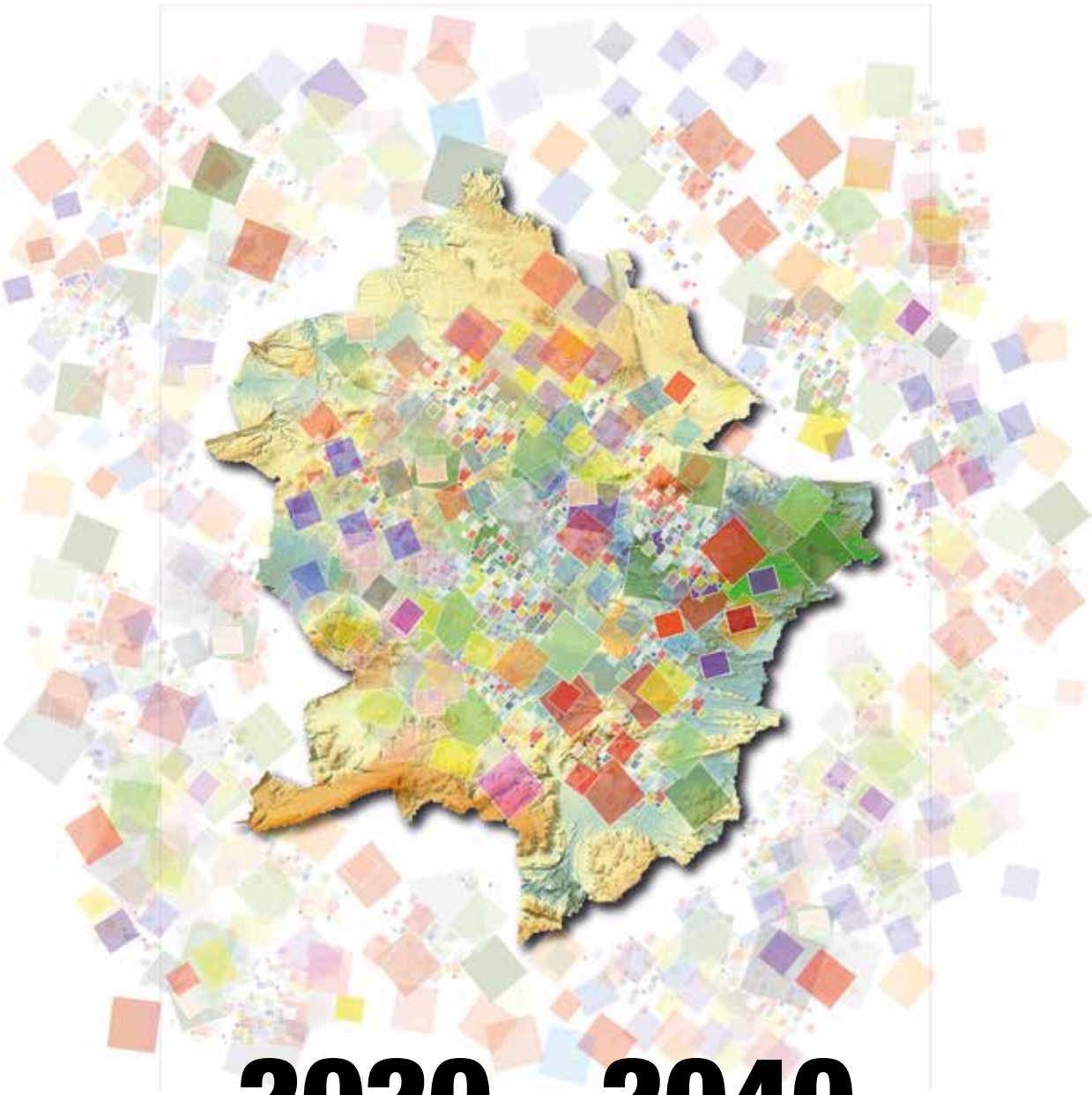
SCoT

Provence Verte Verdon



2020 - 2040

Provence Verte Verdon
Syndicat Mixte



Sommaire Général

Ce SCoT comprend 9 documents :

Le Rapport de présentation (RP)

- Résumé non technique
- Diagnostic
- Etat Initial de L'Environnement
- Articulation des Plans et programmes
- Justification des choix
- Evaluation Environnementale
- Mesures de mise en oeuvre et indicateurs de suivi

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)

1 - RESUME NON-TECHNIQUE 9

I. RESUME DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL 12

II. RESUME DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 20

III. RESUME DE LA JUSTIFICATION DES CHOIX 41

IV. RESUME DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET DES MESURES RETENUES 57

2 - DIAGNOSTIC 69

I. PROVENCE VERTE VERDON , UNE IDENTITE EN MOUVEMENT 75

II. SYNTHESE ENVIRONNEMENTALE 85

III. EXPANSION URBAINE 100

IV. LE MOTEUR RESIDENTIEL, DETERMINANT DE LA CROISSANCE DE LA PROVENCE VERTE 105

V. UN TERRITOIRE ATTRACTIF POUR LES JEUNES MÉNAGES ACTIFS 131

VI. UNE CROISSANCE ECONOMIQUE VIGOUREUSE ET UN REEL POTENTIEL DE DIVERSIFICATION 149

VII. LES EQUIPEMENTS STRUCTURANTS DU TERRITOIRE 231

VIII. UNE MOBILITE QUASI MONOMODALE ET DEPENDANTE DE L'EXTERIEUR 252

IX. ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE 266

3 - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 279

I. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE ET OCCUPATION DU SOL 282

II. ENVIRONNEMENT NATUREL ET BIODIVERSITE 308

III. GESTION DES RESSOURCES NATURELLES 362

IV. POLLUTIONS, DECHETS ET NUISANCES 449

V. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES 476

VI. SYNTHESE ET HIERARCHISATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX 509

ANNEXES 516

4 - ARTICULATION PLANS ET PROGRAMMES 535

I.LA HIERARCHISATION DES PLANS ET PROGRAMMES 537

II. LA NOTION DE COMPTABILITE 537

III. LA NOTION DE PRISE EN COMPTE 558

5 - JUSTIFICATION DES CHOIX 561

PARTIE I : GENESE DES CHOIX AU COURS DE L'ELABORATION DU SCOT 566

PARTIE II : MAITRISER LES CONDITIONS D'ACCUEIL DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE 570

PARTIE III : LES CHOIX POUR RESPECTER ET POUR VALORISER LES RESSOURCES DU TERRITOIRE TOUT EN CONSERVANT UN ENVIRONNEMENT SAIN 575

PARTIE IV : UN DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL AU SERVICE D'UN TERRITOIRE DYNAMIQUE SOLIDAIRE ET DURABLE 594

PARTIE V : UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENDOGENE 604

6 - EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 613

I. ÉVALUATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE DES INCIDENCES DU SCOT SUR L'ENVIRONNEMENT 616

II. ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR LES SITES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHES DE MANIERE NOTABLE & MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION ET COMPENSATION 661

III. ÉVALUATION DES INCIDENCES DU SCOT SUR LE RESEAU NATURA 2000 730

7 - MESURES DE MISE EN ŒUVRE ET INDICATEURS DE SUIVIS 773

I. METHODOLOGIE EMPLOYEE 775

II. MESURES EN FAVEUR DE LA PRESERVATION DES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE ET MODALITES DE SUIVI 776

III. MESURES EN FAVEUR DE LA PRESERVATION DU PAYSAGE ET DU PATRIMOINE ET MODALITES DE SUIVI 778

IV. MESURE EN FAVEUR DE LA LIMITATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET MODALITES DE SUIVI 780

V. MESURES EN FAVEUR DE LA PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES ET MODALITES DE SUIVI 783

VI. MESURES EN FAVEUR DE LA LIMITATION DE L'EXPOSITION AUX RISQUES ET MODALITES DE SUIVI 785

VII.MESURES EN FAVEUR DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE, DE LA PRESERVATION LA QUALITE DE L'AIR ET DE LA REDUCTION DES NUISANCES SONORES ET MODALITES DE SUIVI 787

VIII. MESURES EN FAVEUR D'UNE GESTION OPTIMALE DE LA RESSOURCE MINERALE ET MODALITES DE SUIVI 789

IX. MESURES EN FAVEUR D'UNE GESTION OPTIMALE DES DECHETS ET MODALITES DE SUIVI 791

8 - PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE 793

I. AFFIRMER L'EQUILIBRE DES CENTRALITES 801

II. AMENAGER LE TERRITOIRE PAR UN DEVELOPPEMENT URBAIN RAISONNE 808

III. METTRE EN ŒUVRE UN DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL AU SERVICE D'UN TERRITOIRE DYNAMIQUE, SOLIDAIRE ET DURABLE 810

IV. REALISER UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AMBITIEUX 813

V. RESPECTER ET VALORISER LES RESSOURCES EXCEPTIONNELLES DE PROVENCE VERTE-VERDON, OFFRIR AUX POPULATIONS UN ENVIRONNEMENT SAIN 820

VI. CONCLUSION DU PADD 825

9 – DOCUMENT D'ORIENTATION ET D'OBJECTIFS 827

PARTIE 1 - RESPECTER ET VALORISER LES RESSOURCES EXCEPTIONNELLES, OFFRIR AUX POPULATIONS UN ENVIRONNEMENT SAIN 832

1 - LES GRANDS AXES POUR LA PRESERVATION DES MILIEUX NATURELS, DE LA BIODIVERSITE ET LEUR VALORISATION : LA TRAME VERTE ET BLEUE 833

2 - LA PRESERVATION DES ESPACE AGRICOLES ET LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT 847

3 - VALORISER LES PAYSAGES ET LES PATRIMOINES 853

4 - DEVELOPPER DES FILIERES LOCALES DE PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES ET DIVERSIFIER LE MIX ENERGETIQUE 857

5 - POUR UNE MEILLEURE GESTION DE L'EAU EN PROVENCE VERTE VERDON 859

6 - GERER LA RESSOURCE EN GRANULATS EN REPONSE AUX BESOINS ET EN MINIMISER L'IMPACT DE L'EXPLOITATION 863

7 - GESTION DES DECHETS : OPTIMISATION, VALORISATION, PREVENTION ET PROXIMITE 864

8 - ASSURER ANTICIPATION ET DIMINUTION DES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS 866

PARTIE 2 - UN DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL AU SERVICE D'UN TERRITOIRE DYNAMIQUE SOLIDAIRE ET DURABLE 870

9 - UNE PRODUCTION DE LOGEMENTS REPONDANT AUX BESOINS DES HABITANTS 871

10 - RENFORCER L'ARMATURE URBAINE 874

11 - FAVORISER UN DEVELOPPEMENT URBAIN QUALITATIF ET ECONOME EN ESPACE 878

12 - LE TRANSPORT ET LES MOBILITES 886

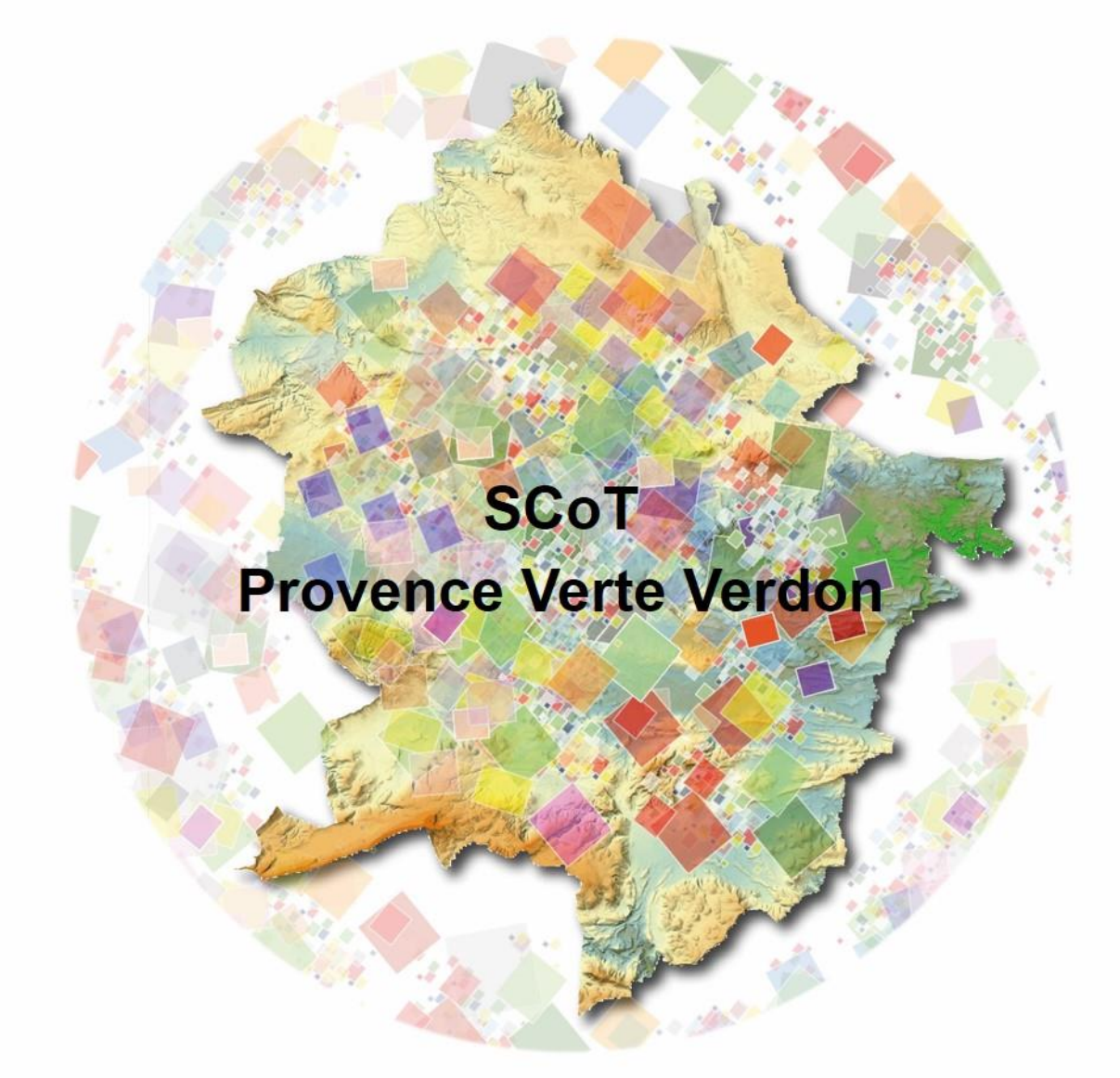
PARTIE 3 - VERS DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENDOGENE 892

13 - ORGANISER ET SPATIALISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 893

14 - POUR UN COMMERCE COHERENT ET EQUILIBRE À L'ECHELLE DU TERRITOIRE 900

15 - DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL ET COMMERCIAL (DAAC) 911

16 - SYNTHESE DU DEVELOPPEMENT URBAIN 2020-2040 931



- 1 -

RESUME NON TECHNIQUE

SOMMAIRE

I. RESUME DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL 12

I.1. La Provence Verte Verdon, une identite en mouvement 12
I.2. Évolutions sociales et spatiales 12
I.2.1. Évolution socio-démographique 12
I.2.2. Quand la ville éclabousse la campagne 13
I.2.3. Des logements sociaux faiblement liés à la demande 13
I.3. Une mobilite quasi-monomodale et dependante de l'exterieur 14
I.4.Culture et patrimoine 15
I.5. Economie : des mutations profondes qui redessinent les perspectives territoriales 15
I.5.1. L'emploi : entre progression et précarité 16
I.5.2. Les pôles économiques du territoire 17
I.5.3. Le tourisme 18
I.6. L'agriculture en Provence Verte Verdon 19

II RESUME DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 20

II.1. L'environnement physique 20
II.1.1. Les composantes physiques et paysagères du territoire 20
II.1.2. Le climat et ses incidences en Provence Verte Verdon 21
II.2. Environnement naturel et biodiversite 21
II.2.1. Caractéristiques de la trame verte et bleue 24
II.3. Gestion des ressources naturelles 26
II.3.1. Évolution de l'occupation du sol 26
II.3.2. La ressource en eau 30
II.3.3. La ressource en bois 31
II.3.4. Le bilan des émissions de gaz à effet de serre 31
II.3.5. Production locale d'énergies renouvelables et potentiels de développement 32
II.4. Pollutions, dechets et nuisances 33
II.4.1. Déchets 33
II.4.2. Assainissement collectif 33
II.4.3. Assainissement non collectif 34
II.4.4. La qualité de l'air 34
II.4.5. Paysage sonore de la Provence Verte Verdon 35
II.5. Risques naturels et technologiques 36
II.5.1. Risques de mouvements de terrain 36
II.5.2. Risques sismiques 36
II.5.3. Risques inondations 36
II.5.4. Risques incendies 37
II.5.5. Risques technologiques 37
II.6. Synthese des enjeux environnementaux 39

III. RESUME DE LA JUSTIFICATION DES CHOIX 41

III.1. Maitriser les conditions d'accueil de la croissance demographique 41
III.1.1. Le choix d'un scénario démographique 41
III.1.2. Le choix de renforcer les centralités et de les équilibrer dans l'armature urbaine 42
III.2. Les choix pour respecter et pour valoriser les ressources du territoire tout en conservant un environnement sain 43

III.2.1. Le maintien d'une Trame Verte et Bleue fonctionnelle et encore bien conservée *43*
III.2.2. La préservation des espaces agricoles et les mesures d'accompagnement *44*
III.2.3. Respecter et valoriser les paysages et les patrimoines *44*
III.2.4. Limiter les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), diminuer la consommation d'énergie et valoriser les sources d'Énergies Renouvelables (EnR) *45*
III.2.5. Les ressources en eau et carrières *46*
III.2.6. Optimiser la gestion des déchets dans une logique de prévention et de proximité *46*
III.3. ASSURER UNE ANTICIPATION ET UNE DIMINUTION DES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS 47
III.3.1. Le risque inondation *47*
III.3.2. Le risque incendie *48*
III.4. UN DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL AU SERVICE D'UN TERRITOIRE DYNAMIQUE SOLIDAIRE ET DURABLE 49
III.4.1. Les objectifs de consommation d'espace *49*
III.4.2. Une urbanisation raisonnée et économe en foncier *50*
III.4.3. Orienter la production des logements pour les besoins des ménages *50*
III.4.4. Améliorer l'offre en équipements et adosser son accessibilité à la trame urbaine *51*
III.4.5. Le transport et les déplacements *52*
III.4.6. Aménagement numérique *53*
III.5. UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENDOGENE 54
III.5.1. Organiser et spatialiser le développement économique *54*
III.5.2. Vers une économie endogène *55*
III.5.3. Un commerce cohérent et équilibré à l'échelle du territoire *56*

IV. RESUME DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET DES MESURES RETENUES 57

IV.1 TABLEAUX DE SYNTHESE 57
IV.2 SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ETRE IMPACTES 65
IV.3 EVALUATION APPROPRIEE DES INCIDENCES AU TITRE DE NATURA 2000 65
IV.4. METHODE UTILISEE POUR REALISER L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 67
IV.4.1. Une échelle d'analyse globale *67*
IV.4.2. L'analyse des incidences *67*

I. RESUME DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL

I.1. LA PROVENCE VERTE VERDON, UNE IDENTITE EN MOUVEMENT

De l'approbation du SCoT en 2014 à la prescription de révision du SCoT puis à l'arrêt du projet de SCoT en juillet 2019, l'histoire du SCoT Provence Verte Verdon n'est pas linéaire.
Le périmètre du SCoT initialement nommé « Provence Verte » a évolué depuis janvier 2014, suite à la réforme des collectivités locales qui a défini une nouvelle carte intercommunale :

- Les Communautés de Communes de Provence d'Argens en Verdon et de Verdon Mont Major ont fusionné pour former la Communauté de Communes Provence Verdon en juillet 2014.
- La commune de Bras a quitté la Communauté de Communes Provence d'Argens en Verdon et a rejoint la Communauté de Communes Sainte Baume Mont Aurélien ;
- La commune de Saint-Antonin-du-Var a quitté la Communauté des Communes du Comte de Provence pour rejoindre la Communauté d'Agglomération Dracénoise. Ainsi, elle est sortie du SCoT Provence Verte Verdon.

Le périmètre du SCoT Provence Verte a donc été étendu aux 5 communes de Rians, Saint-Julien, Artigues, Ginasservis et La Verdière qui composaient l'ancienne CC Verdon Mont Major, et constituent maintenant un périmètre de 43 communes. Certaines de ces communes sont membres du Parc Naturel Régional du Verdon (Saint-Julien, La Verdière et Ginasservis) ce qui constitue une nouveauté.

La fusion des 3 Communautés des Communes de Sainte-Baume Mont Aurélien, Comté de Provence et Val d'Issole a donné au 1er janvier 2017 la Communauté d'Agglomération Provence Verte.

Le Parc Naturel Régional de la Sainte Baume a été créé par décret le 20 décembre 2017. Il englobe tout ou partie des communes du sud du périmètre du SCoT (Brignoles, Saint Maximin, Pourrières, Pourcieux, Méounes, Néoules, La Roquebrussanne, Mazaugues, Nans les Pins, Plan d'Aups, La Celle, Tourves, Rougiers).

I.2. ÉVOLUTIONS SOCIALES ET SPATIALES

I.2.1. Évolution socio-démographique

Au 1er janvier 2015, Provence Verte Verdon comptait 118 809 habitants, soit environ 11 % des résidents du Var, qui se répartissent sur 1 594 km2. La densité est ainsi de 74 habitants au km2, contre 174 hab/km² pour le département dans son ensemble. Le Sud du périmètre est plus densément peuplé que le Nord (densité de 120 habitants au km2 au Sud de l'A8 et de 42 hab/km² au Nord).

Les effets induits par l'attractivité économique de la région PACA ont permis de développer des emplois, et de ce fait, ont généré une croissance démographique très importante liée aux actifs venus habiter dans le territoire sans pour autant y travailler. Cette croissance démographique s'est accélérée

pendant deux décennies (+41% entre 1999 et 2015) jusqu'à être supérieure à l'ensemble du département (17% sur la même période).

En trente-trois ans, la Provence Verte Verdon a gagné plus de 70 555 habitants, affichant un taux annuel moyen de croissance de sa population de 2,77 %/an sur la période 1982-2015, soit 2,3 fois plus que ce qui est mesuré pour l'ensemble du département (1,2 %/an). Le rythme d'augmentation a nettement diminué, 2,16%/an sur les 16 années de 1999 à 2015 et 1,49%/an sur 2010-2015 mais reste largement supérieur à la moyenne varoise (respectivement 0,97%/an et 0,79% / an)).

La répartition des populations en fonction des tranches d'âges fait apparaître une organisation particulière du territoire. La Communauté de Communes de Provence Verdon, est proportionnellement plus « jeunes » que la Communauté d'Agglomération de Provence Verte.

Le statut professionnel des habitants s'avère globalement assez homogène :

- Les retraités sont près de 30 %, un peu plus nombreux au Nord et dans la CCPV ; de même que la part des ouvriers.
- Celle des cadres et professions intermédiaires sur Val d'Issole et Sainte Baume Mont Aurélien.

I.2.2. Quand la ville éclabousse la campagne

Entre 1972 et 2003, l'urbanisation a été caractérisée par la prédominance d'un habitat pavillonnaire diffus. Ce faisant, la tâche urbaine a été multipliée par 10 entre 1972 et 2003. Cette forme d'urbanisation est très importante sur l'ensemble des communes avec toutefois un marquage plus fort au Sud et à l'Ouest du territoire.

Aujourd'hui, la maison individuelle reste toujours le modèle quasi-unique d'habitat puisqu'il représente plus de 90%. Néanmoins, on observe que le tissu urbain se resserre. Il tend à se densifier entre 2014 et 2017. En effet, même si l'habitat individuel prédomine, on observe un phénomène de division parcellaire et par conséquent des habitations sur des parcelles plus petites.

Il est à noter également que depuis 2014, l'urbanisation tend plus à s'étendre sur les espaces semi-naturels et forestiers que les espaces agricoles. Ainsi, 65 % des espaces artificialisés entre 2014 et 2017 se sont développés sur les espaces naturels et forestiers contre 35% sur les espaces agricoles. Il est à souligner que sur ces derniers, près de la moitié d'entre eux se trouvaient dans l'enveloppe urbaine.

I.2.3. Des logements sociaux faiblement liés à la demande

Le parc de logements locatifs sociaux **représente en 2014, 6.1 % du parc total des logements** (soit plus de 3 028 unités dont environ 150 en foyers), ce qui est très en dessous de la moyenne départementale. La répartition du parc locatif social est inégale entre les intercommunalités.

La demande en logements sociaux a fortement progressé depuis. Le profil des demandeurs est diversifié. Près de 17 % sont des jeunes de moins de 30 ans (environ 15 % de la population), dont, pour une partie, les ressources financières ne suffisent pas au lancement du parcours résidentiel. En

revanche, les demandeurs sont pour les deux tiers âgés de 30 à 60 ans, avec une importance relative des 45-59 ans.

I.3. UNE MOBILITE QUASI-MONOMODALE ET DEPENDANTE DE L'EXTERIEUR

Les déplacements au sein du territoire sont aisés car le maillage est dense et le réseau de voirie diversifié.

La part des ménages possédant une voiture ou plus est majoritaire sur le territoire, ils représentent 80 %, à 90 % selon les secteurs. La proportion de ménages non-motorisés est faible car l'absence de véhicule est un facteur d'isolement et les transports collectifs ne permettent pas une autonomie des résidents, tant leur fréquence de passage est faible. De plus, le développement des modes doux sur le territoire en est encore à ses balbutiements.

Avec un ratio emploi par habitant défavorable, une grande part des actifs de la Provence Verte Verdon se déplace quotidiennement vers les territoires voisins, particulièrement en direction d'Aix-en-Provence et de l'aire toulonnaise, afin d'y exercer leur activité professionnelle. Ce sont ainsi près de 40 % des actifs qui quittent le territoire chaque matin ouvré et rentrent chaque soir.

Cette situation conduit à un engorgement des axes principaux de desserte du territoire. Les axes traversant, tels que la RDN7 et l'autoroute A8, ou permettant une liaison vers l'extérieur (RD 562, RD 560, RD3, RD 43, RD 554-RD5, RD22 et RD 222) sont les premiers à subir l'intensification du trafic routier. Ils accueillent en moyenne près 10 000 véhicules/jour, dont près de 10 % de Poids Lourds. Ces axes sont majoritairement à deux sens de circulations répartis sur deux fois une voie, limitant de fait les possibilités de dépassement des poids lourds ou l'installation de transports en commun en site propre.

Ainsi, un peu plus du tiers des actifs occupés soit 35% ont un emploi situé à l'extérieur du territoire du SCoT.

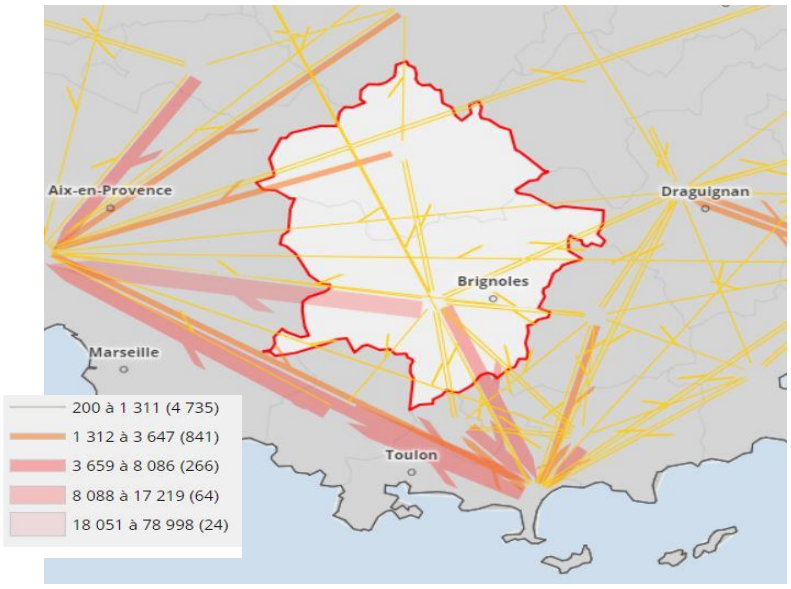


Figure 1 : Flux Domicile-Travail en Provence Verte Verdon. Source : INSEE

I.4.CULTURE ET PATRIMOINE

Le Pays de la Provence Verte Verdon est un véritable réservoir de monuments patrimoniaux dont les 4 sites patrimoniaux cultuels « phares » sont Notre Dame des Grâces à Cotignac (100 000 visiteurs/an), la Basilique de Saint Maximin (100 000 visiteurs/an), l'Abbaye de La Celle (23 000 visiteurs/an) et le Site de la Sainte Baume (360 000 visiteurs/an).

Le Pays d'Art et d'Histoire porté par le SMPVV développe un projet culturel axé sur une politique :

- de connaissance et de protection de l'architecture et du patrimoine ;
- d'animation et de développement du tourisme culturel ;
- d'actions de sensibilisation des habitants à leur patrimoine.

I.5. ECONOMIE : DES MUTATIONS PROFONDES QUI REDESSINENT LES PERSPECTIVES TERRITORIALES

L'activité économique du territoire est essentiellement tertiaire mais conserve les particularités d'un territoire rural en mutation. En effet, le modèle économique traditionnel associant activités agricoles et industrielles exportatrices fait progressivement place à une économie résidentielle essentiellement orientée vers la satisfaction des besoins locaux.

En Provence Verte Verdon, la tertiarisation de l'économie et la croissance démographique sont étroitement liées.

En effet, le territoire a connu au cours des deux dernières décennies la plus forte croissance démographique de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, essentiellement par l'installation de nouveaux habitants en provenance des agglomérations voisines.

Cet afflux de populations nouvelles s'est accompagné par l'augmentation de la demande locale de biens, de commerces et de services mais également par la modification de cette demande. Les nouveaux arrivants ont conservé pour partie leurs habitudes de consommation et ont par la même contribué à modifier le tissu des entreprises locales.

La forte attractivité résidentielle du territoire est donc un élément important du développement économique local. Ainsi, la part des activités productives est relativement faible. La part de l'agriculture est mesurée (3,6%), juste supérieure à celle des industries (3,7%).

La construction est dans la norme avec 7,2%, comme les activités de transport (6 ,8%).
Le territoire compte très peu de grandes unités économiques mais dispose d'un solide tissu de PME/TPE/PMI. En 2015, près de 30% des établissements du territoire comptent moins de 9 salariés et 84% ont moins de 100 salariés.

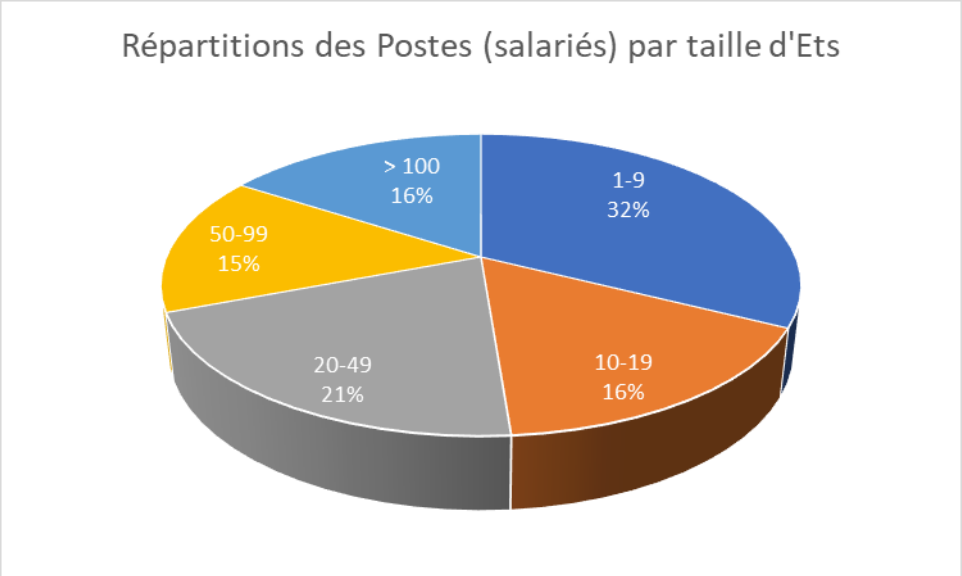


Figure 2 : Répartitions des postes (salariés) par taille d'établissement. Source : INSEE 2015

I.5.1. L'emploi : entre progression et précarité

Le nombre des actifs a augmenté de 53,6 % entre 1999 et 2015, soit plus de 12 points plus rapidement que la population totale sur la même période (+40,8%) et 16,1 points de plus que les 15-64 ans qui du fait du vieillissement général de la population a augmenté moins vite que l'ensemble de la population.

Dans ce contexte de forte croissance des actifs, la dynamique de création d'emplois a été forte avec près de 55% de croissance entre 1999 et 2015.

Ainsi, que ce soit sur la période 1999-2010 ou la période 2010-2015 (et donc sur la période 1999-2015), cette croissance des emplois a été deux fois plus forte que la croissance des emplois dans le Var et près de 3 fois plus forte que les emplois pour l'ensemble de la Région PACA sur la même période
Cette évolution très positive concerne les 2 communautés de communes, avec toutefois des dynamiques différentes entre 1999 et 2015 :

- Communauté de Communes de la Provence verte : +57%
- Communauté d'agglomération Provence Verdon : + 44% %, ce qui reste très positif.

Plus de 50% des actifs sont des ouvriers et des employés comme dans le Var et en PACA.
La seule différence notable réside dans la plus petite part de cadres et de professions intellectuelles supérieures (-3%), compensée par une part un peu supérieure d'artisans et commerçants et de professions intermédiaires.

En classant l'emploi par secteurs d'activité, le premier employeur est le secteur des commerces, transports et services divers De plus celui-ci est particulièrement dynamique et gagne plus de 4.100 emplois depuis 1999. Le second secteur est celui de l'administration, de la santé et de l'action sociale, qui en gagne 4.800.

Cette répartition est très cohérente avec celle du VAR, et un peu décalée avec l'ensemble de la région PACA, un peu moins administratif et un peu plus commerces et services privés :
Autrement dit le profil économique du territoire est de plus en plus orienté vers la satisfaction des besoins de ses habitants. Soit une activité présentielle qui ne s'exporte pas et dépend des habitants « locaux » et aussi des touristes. La sphère présentielle représente 77% des emplois sur le territoire en 2015 contre 57% en 1975.

I.5.2. Les pôles économiques du territoire

La Provence Verte Verdon possède peu de zones économiques importantes, les principales sont au nombre de cinq. Il s'agit des zones les plus pourvoyeuses d'emplois. Quatre d'entre elles se situent sur les villes-centres de Brignoles et de Saint Maximin la Sainte-Baume et une sur la commune-relais de Rocbaron.

L'offre économique s'organise autour des axes structurants A8, RDN7 et RD43. C'est à proximité de ces derniers que se situent la majeure partie des vingt-trois zones d'activités économiques (ZAE) à vocations artisanales, industrielles ou tertiaires

La forte croissance démographique de ces dernières années s'est accompagnée d'un développement important de l'activité commerciale, notamment autour de Saint Maximin, Brignoles, Carcès et Rocbaron. Le développement de ces pôles commerciaux a permis de limiter fortement l'évasion commerciale et de la restreindre à quelques familles de produits pour lesquelles la Provence Verte Verdon est encore en sous-équipements : automobiles, ameublement….

Cependant, le développement commercial, essentiellement en grandes et moyennes surfaces (GMS), s'est essentiellement réalisé sur des sites périphériques en bordure de pénétrantes routières majeures de centre-ville ou village ou bien, sur des sites carrefours importants.

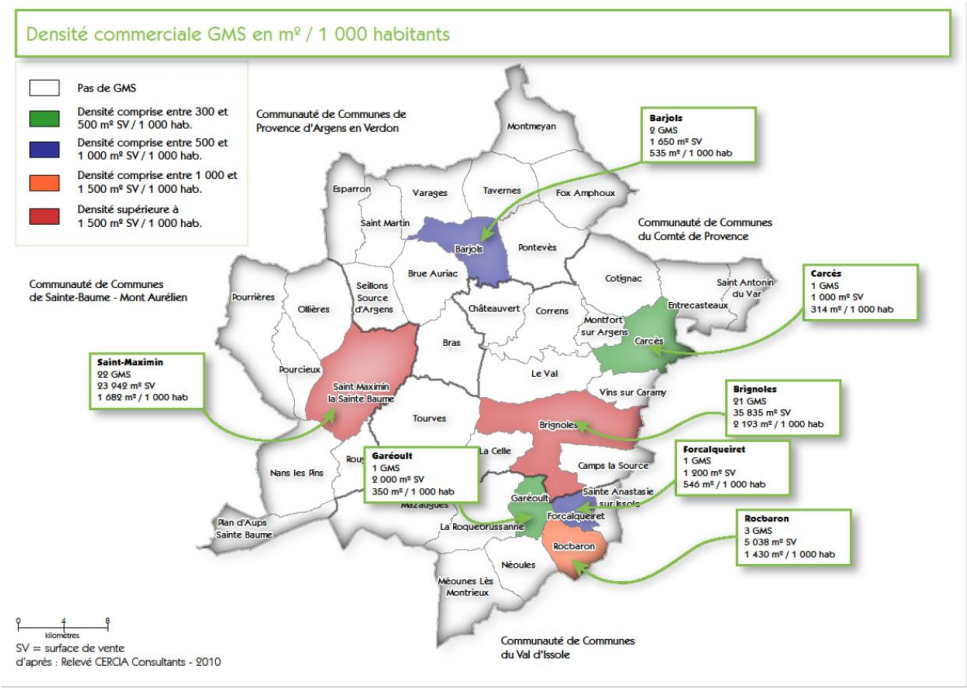


Figure 3 : Densité commerciale en GMS. réal. : SMPVV

I.5.3. Le tourisme

La fréquentation touristique sur le territoire de la Provence Verte Verdon est évaluée à 522 000 touristes/an, ce qui représente près de 5,80 % des touristes du Var.

Les facteurs d'attractivité sont tout d'abord l'héliotropisme suivi de l'attractivité générée par la famille ou les amis, puis viennent les résidences secondaires. La Provence Verte Verdon n'est une destination de découverte que pour 13% des touristes.
Plus des ¾ des touristes proviennent du territoire national (88 %). Cependant, seulement trois régions représentent 70 % de ces touristes : Paca 38 %, Ile de France 20 %, Rhône-Alpes 13 %, et seulement 12 % des visiteurs de la Provence Verte Verdon sont d'origine étrangère.

Aux vues du nombre de nuitées annuelles et de la dépense moyenne/personne/jours, les retombées économiques du tourisme en Provence Verte Verdon peuvent donc être estimées à 112,5 millions d'euros, ce qui représente environ 20% de la richesse du territoire de la Provence Verte Verdon.

Cependant, l'activité touristique en Provence Verte Verdon s'accompagne d'une saisonnalité significative. Ainsi, en moyenne, la population de la Provence Verte Verdon peut croître de plus de 40 % en été. Cette fréquentation touristique a des répercussions en termes de transport, de consommation d'eau et de production de déchets dont l'évaluation reste floue. Cette saisonnalité peut également induire des états de concurrence déstabilisants en basse saison entre moyennes surfaces et commerces traditionnels (perte d'attractivité des centres villes du fait du manque d'animation touristique).

I.6. L'AGRICULTURE EN PROVENCE VERTE VERDON

L'agriculture constitue une filière économique majeure du territoire et contribue pleinement à la défense de la forêt contre les incendies, mais également à la qualité des Paysages de la Provence Verte Verdon

Avec 23 400 hectares de Surface Agricole Utilisée (SAU) et 1 240 exploitations, la Provence Verte Verdon apparaît, en 2010 comme le premier territoire agricole du Var, concentrant près de 35% de la surface agricole du département.

Entre 2000 et nos, le territoire a connu une diminution de -6 % de la SAU et de -25 % du nombre d'exploitations (environ un peu moins de 3 fois moins qu'en 1975).
Cette baisse a été relativement modérée par rapport à ce que l'on a pu observer dans le Var (-22%) et en région (-12%), plus proche de la moyenne nationale (-3%). Elle correspond à une diminution de surfaces exploitées par les agriculteurs, parfois au profit de l'urbanisation, parfois au profit des espaces naturels (déprise agricole et gel des espaces agricoles en lien avec la spéculation).

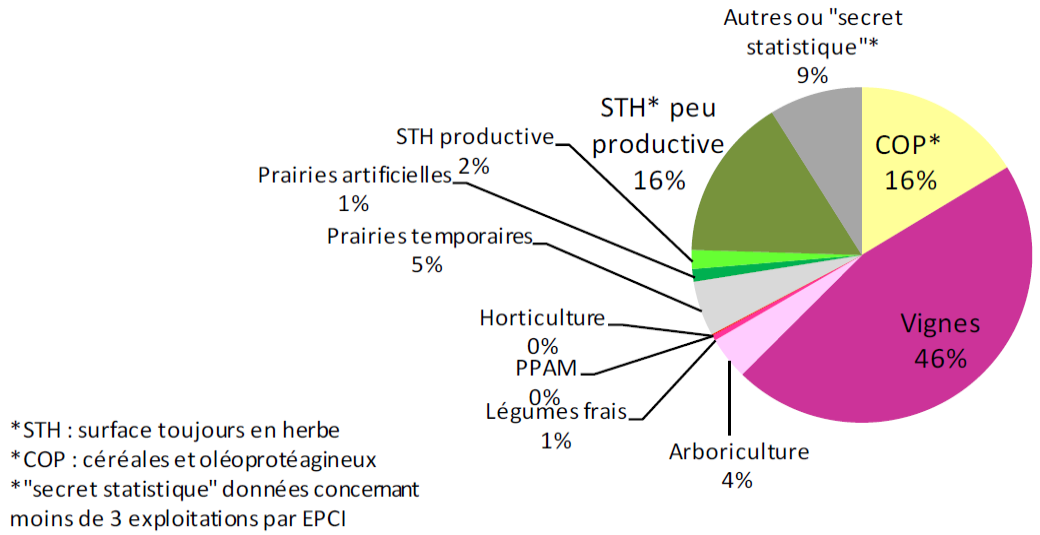


Figure 4 : Répartition de la Surface Agricole Utile en Provence Verte Verdon en 2010 et consolidation par EPCI -, Source : RGA 2010, Traitement : AU[dat]

Depuis 2000, la surface viticole, qui représente 37% de la SAU du territoire, est restée relativement stable (8 700 ha en 2000 – 8 600 ha en 2010). Elle s'est renforcée en Comté de Provence (+10%), a régressé dans les 3 autres bassins de vie.

Cette filière économique se porte plutôt bien et tend à se renforcer. Elle bénéficie de 3 AOC (Coteaux d'Aix-en-Provence, Coteaux varois en Provence, Côtes de Provence), d'une forte image associée à la Provence et à la coopération viticole, et d'une bonne dynamique commerciale, en France comme à l'étranger.

Les agriculteurs sont plus nombreux dans les grandes plaines de l'axe est-ouest (Pourrières, Saint-Maximin, Tourves et Brignoles), également sur les communes de Barjols, Tavernes et Varages, et sur les zones viticoles (Carcès, Cotignac et Correns).
Ils sont peu nombreux dans les communes trop en altitude ou au relief difficile (Mazaugues, Plan d'Aups ou Méounes).
Le type de culture explique en partie cette répartition des agriculteurs et l'on remarque que les communes à dominante viticole rassemblent le plus grand nombre d'exploitants.

Sur les 1 240 exploitations que compte le territoire de la Provence Verte Verdon :

- **670** (54%) sont engagées dans des **démarches de signe officiel de qualité** (principalement AOC, mais également agriculture biologique). C'est beaucoup plus que la moyenne départementale (49%), régionale (41%), ou nationale (40%). Notons que le territoire compte parmi ses communes Correns, 1er village bio de France. En dehors des 3 AOC viticoles précédemment évoquées, le territoire bénéficie de l'AOC « huile d'olive de Provence » et des IGP « Agneau de Sisteron » et « Miel de Provence ».
- Seulement **293** (24%) valorisent leur production via des **circuits courts**. Ce chiffre sous-estime probablement la part de la production agricole valorisée localement puisqu'il exclut de fait la production viticole des coopérateurs, commercialisée via les caves coopératives. Néanmoins, ce mode de commercialisation en circuit court répond à une demande sociétale forte et semble particulièrement destiné à se renforcer en Provence Verte Verdon pour servir les grands bassins de consommations voisins.

II RESUME DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

II.1. L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

II.1.1. Les composantes physiques et paysagères du territoire

La Provence Verte Verdon est localisée dans le centre ouest du département du Var. En plein cœur de la « Basse Provence ». Cette situation géographique détermine sa géomorphologie et son climat, qui jouent des rôles essentiels dans l'organisation historique et actuelle de son territoire.

Le relief s'organise en structures plissées complexes dominées par plusieurs grands massifs d'une orientation générale est-ouest. Au sud le massif de la Sainte-Baume s'impose franchement dans le paysage avec ses 1148 m de hauteur et répond ainsi au deuxième grand massif de la Basse Provence qui jouxte le territoire : la Sainte-Victoire. Plus au Nord, le Petit et le Gros Bessillons (669m et 813m) sont deux sommets isolés et clairement identifiables dans le paysage local.

Les deux grands massifs représentés par les contreforts de la montagne Sainte-Victoire, au nord-ouest, et par le plateau de Bellevue surplombant Tavernes et Fox-Amphoux, au nord, complètent l'inventaire des massifs montagneux. Au milieu de cette trame topographique, se nichent les plaines agricoles. Les grandes étendues, du fait de ces contraintes, sont rares.

Huit types paysagers de l'atlas paysager du Var sont recensés sur le territoire de la Provence Verte Verdon :

- Au nord, le paysage du **Bas Verdon** caractérisé par la rivière du Verdon, cours d'eau bleu émeraude et tumultueux qui a façonné un paysage humide et verdoyant de gorges entourées de montagnes méditerranéennes sèches et calcaires.
- Au sud du Bas Verdon, le **Haut-Var** se compose d'un paysage de haut-plateaux, en transition entre les collines au caractère méditerranéen du centre Var et le caractère pré-alpin du bas Verdon ;
- Dans le **Centre Var** domine un paysage de collines provençales avec, localement, de petites gorges et falaises qui marquent les ruptures de pentes ;
- Les **Collines de Rians** au relief très contrasté allant de 250 mètres d'altitude à près de 650 mètres (sommet du Beaumont, Montagne d'Artigues etc.), entraînant ainsi de forts contrastes entre les plaines intensivement cultivées et irriguées et les collines boisées et denses de chênaies pubescentes mixtes à Pins d'Alep.
- La **plaine de Saint-Maximin et Brignoles** réunit deux espaces ouverts et agricoles liés par de grands axes de circulation historiques et actuels et à l'urbanisation très marquée ;
- La **Sainte-Baume** qui reste la principale chaîne montagneuse du territoire du SCoT Provence Verte Verdon ;
- Le **Val d'Issole**, territoire cerné par des massifs calcaires et marqué par une vaste plaine agricole alimentée par le fleuve du même nom (l'Issole) ;
- Les **Monts Auréliens** constituent un massif sauvage et calcaire à part entière qui se détache dans le paysage.

II.1.2. Le climat et ses incidences en Provence Verte Verdon

Le climat, de type méditerranéen, se caractérise par un ensoleillement important d'environ 2700 h/an soit une moyenne journalière de 7h35 sur l'année (variant de 4h25 en décembre-janvier à 12 h en juillet). Cet ensoleillement entraîne une température moyenne relativement élevée (13-14°C) traduisant une certaine douceur du climat même si on note de fortes amplitudes thermiques dans l'arrière-pays varois qui ne bénéficie pas de la régulation thermique marine du littoral. Ainsi le climat de la Provence Verte Verdon présente une tendance continentale à la différence du littoral varois plus doux. Une autre particularité de ce secteur par rapport au climat méditerranéen est la plus grande fréquence des brouillards en zone de plaine notamment.

II.2. ENVIRONNEMENT NATUREL ET BIODIVERSITE

Le territoire du SCoT est concerné par :

- **54 ZNIEFF terrestres** dont **6 de type I** (hors ZNIEFF de type I géologiques au nombre de 15) sont situées sur le territoire. Elles concernent 21,87% du territoire ce qui est relativement faible par rapport à la moyenne départementale ou régionale. Ces ZNIEFF sont essentiellement concentrées dans la partie sud du territoire mais également au nord du SCoT. Une partie de la ZICO n°PAC06 « Montagne Sainte-Victoire » est située sur le territoire du SCoT. Cela concerne environ 200 ha sur un total de 15 000 ha ;

- **7 sites Natura 2000** ont été désignés au titre de la Directive européenne 92/43/CEE dite « **Habitats** » et **4** autres le sont au titre de la Directive européenne 79/406/CEE dite « **Oiseaux** »;
- **95** sites classés en tant qu'**Espaces Naturels Sensibles** (ENS), gérés par le Conseil Général, qui représentent une surface totale de plus de 46,37km^2 soit 2,8% du territoire de la Provence Verte Verdon. Cinq ENS sont considérés comme d'intérêt majeur ou « sites de Nature » par le département et 9 autres sites sont jugés d'intérêt départemental ;
- **15 sites classés** au titre de la loi 1930 pour une surface d'environ 56,33km^2 (soit 3,4% du territoire du SCoT) et **8 sites inscrits** au titre de cette même loi (environ 15,6km^2 – moins de 1% du territoire) ce qui leur confère un niveau de protection réglementaire inférieur. Les sites classés concernent soit des monuments historiques soit des sites naturels remarquables (notamment le massif du Concors qui correspond à lui seul à plus de 95% de la superficie totale recouverte par les sites classés) ;
- **2 réserves biologiques dirigées** (forêts domaniales de la Sainte-Baume et de Valbelle) ;

La grande richesse biologique du territoire du SCoT de la Provence Verte Verdon, si elle est attestée par le grand nombre de zones d'inventaires ou de labellisation de sites, ne bénéficie cependant que de peu de protection réglementaire sur son territoire. L'essentiel des zonages concerne la gestion contractuelle soit au travers de sites Natura 2000, soit au travers du Parc Naturel Régional du Verdon et du Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume.

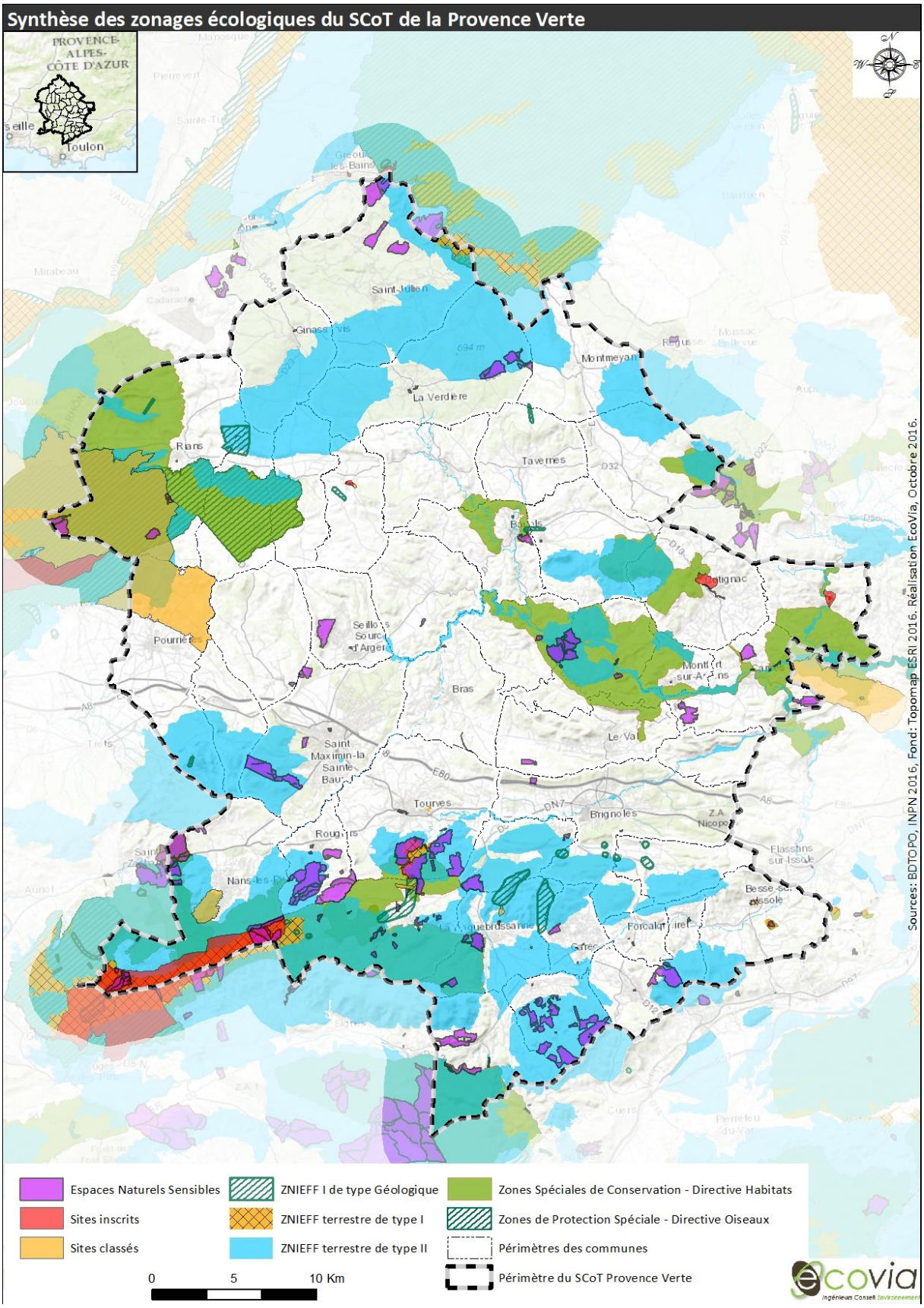


Figure 5 : Cartographie des espaces d'inventaire et de protection écologique. Source : DIREN PACA, CG83

II.2.1. Caractéristiques de la trame verte et bleue

La trame verte et bleue se compose de grands ensembles naturels reliés par de nombreuses continuités :

- Au Sud, une grande entité quasi continue se dévoile sur un axe est-ouest et se compose du Massif de la Sainte Baume, des collines de Tourves, de la Montagne de la Loube et s'accompagne du plateau de Néoules, des collines de Méounes et de Rocbaron ;
- Le Mont Aurélien, les contreforts de la Sainte-Victoire et la forêt d'Artigues établissent une liaison écologique à l'Ouest avec les Bouches-du-Rhône ;
- Dans la partie nord, le territoire est en limite du parc naturel du Verdon et les réservoirs de biodiversité sont définis par la Plaine de la Verdière, les Basses Gorges du Verdon, la forêt de Pelenc et la plaine de Jonqueirolle.

Quatorze « cœurs de nature » sont identifiés sur le territoire. Ils représentent les espaces les plus riches écologiquement.

La principale problématique se localise au niveau du franchissement de l'autoroute A8, qui coupe le territoire en deux dans le sens est/ouest. Les points de passages peu nombreux limitent les possibilités d'échange entre le nord et le sud. L'urbanisation continue qui se fait le long de cet axe renforce cet effet de coupure. De plus, le territoire présente également des zones de fragilité où les espèces animales peuvent être perturbées dans leurs déplacements. Certains points de passage ont été identifiés car fragilisés par les activités humaines. Cela concerne des points d'intersection entre continuités et l'autoroute A8 d'une part, mais aussi des rétrécissements des corridors liés à l'extension de l'urbanisation.

Plusieurs points de fragilité ont été identifiés :

- la Plaine agricole de Seillons-Source-d'Argens et Brue-Auriac ;
- le Resserrement de l'Argens dans la traversée de la plaine de Carcès ;
- la Plaine agricole de l'Issole ;
- le Passage du Caramy et de son affluent sous l'autoroute A8 ;
- le Passage du Cauron sous l'autoroute A8.

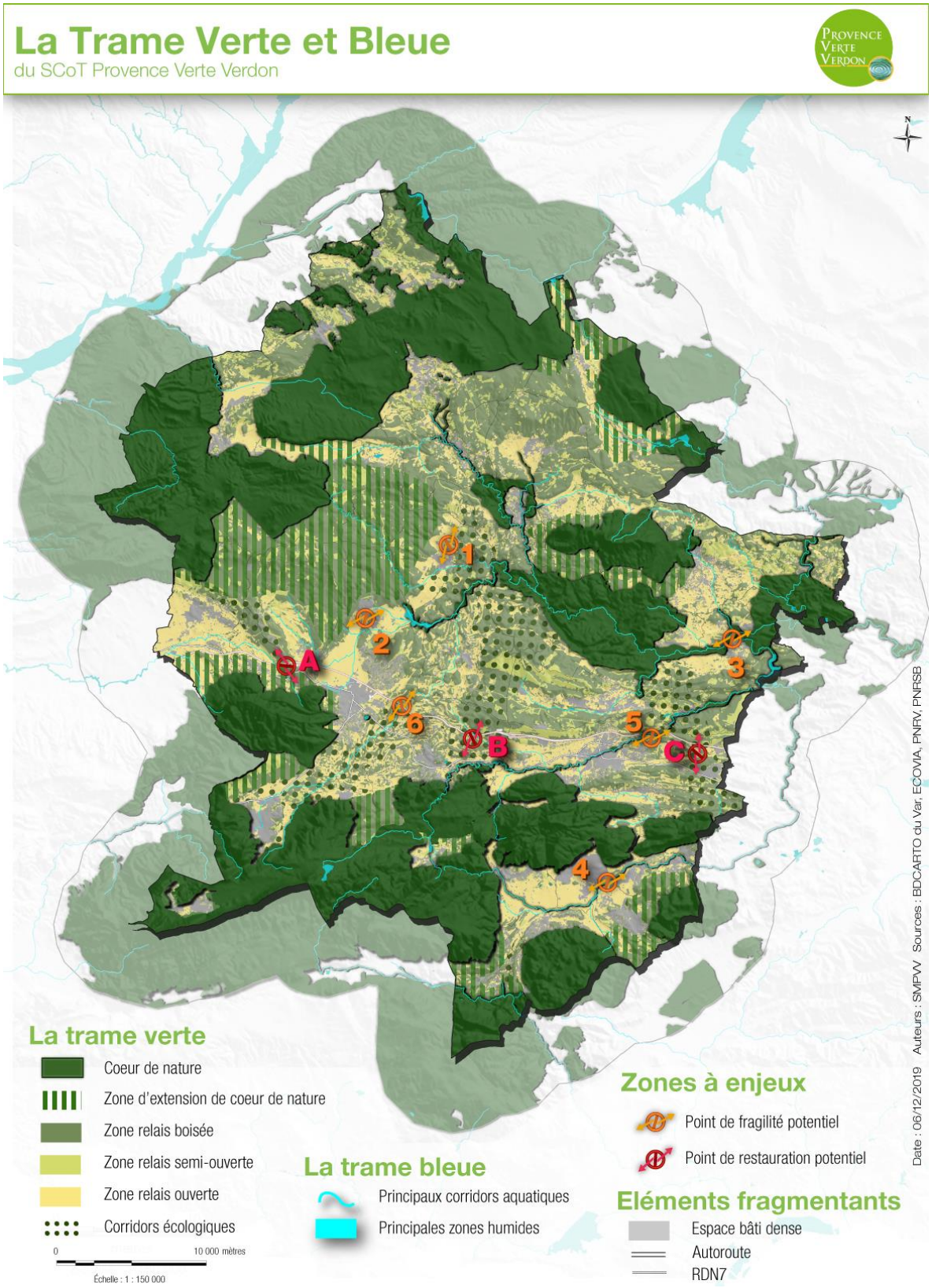


Figure 6 : Le réseau écologique de la Provence Verte Verdon. Source : BIOTOPE/EcoVia. Réal. : Ecovia

II.3. GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

II.3.1. Évolution de l'occupation du sol

L'occupation des sols en Provence Verte Verdon est marquée par des espaces naturels omniprésents (forêts, maquis, landes, prairies, friches...) puisqu'ils occupent en 2014 75 % du territoire essentiellement en milieu accidenté et connaissent une légère croissance (4000 ha entre 1972 et 2003).
Entre 2003 et 2014, les pertes d'espaces naturels et forestiers représentent près de -1200 ha. Ainsi, les communes les plus consommatrices d'espaces naturels sont Saint Maximin (-124 ha) et Brignoles (-112 ha) mais aussi Ollières (-103ha). Cette dernière qui n'a pas énormément développé ses espaces bâtis, doit essentiellement sa consommation d'espaces naturels au profit des centrales photovoltaïques (80ha).
Entre 2014 et 2017, les espaces naturels et forestiers diminuent de près de 240 ha, dont plus de 60%, sont dédiés aux espaces artificialisés.

Les espaces agricoles occupent en 2014 18% du territoire en plaine et sur les coteaux soit environ 29 400 ha. Néanmoins, ces espaces agricoles ont beaucoup diminué. Il y a 30 ans, en 1972, ils représentaient plus de 28% du territoire. Toutefois, on constate entre 2003-2014 que la disparition des espaces agricoles ralentit. Nous estimons à -550ha d'espaces agricoles dont plus de 230ha de friches agricoles consommés entre 2003 et 2014. Près des 2/3 de ces pertes l'ont été au profit des espaces urbanisés, et près d'1/4 au profit des espaces naturels.
En 2017, le ralentissement se confirme, puisque l'on constate une stagnation des espaces agricoles. Même si ceux-ci perdent près de 80 ha au profit de l'artificialisation, ils gagnent en contrepartie sur les espaces naturels et forestiers près de 90ha. Par ailleurs, il est à préciser concernant la perte des espaces agricoles au profit de l'artificialisation que 53% se situent à l'intérieur de l'enveloppe urbaine[1].

L'urbanisation représente en 2014, 6,7% du territoire (0,5% en 1972, 5,6% en 2003) et entre en concurrence directe avec les espaces agricoles dans les zones planes. L'urbanisation semi-dense ou diffuse investit de plus en plus les coteaux. Parmi la trame urbaine, le mitage (urbanisation diffuse) est le plus consommateur d'espace agricole. Les espaces artificialisés représentent plus de 8% sur la Communauté d'Agglomération Provence Verte et moins de 5% sur la Communauté de Communes de Provence Verdon. Les communes les plus touchées par une forte artificialisation sont celles situées à proximité de l'autoroute (Pourrières, Saint-Maximin, Brignoles, Le Val) ou au sud-est (Rocbaron, Garéoult), mais aussi certaines communes, éloignées des villes centres, telle que la Verdière ou Plan d'Aups qui ont connu un très fort développement de leur habitat diffus.
A l'inverse, d'autres communes n'ont pas particulièrement développé leur artificialisation au profit de l'habitat, des équipements ou des activités mais au profit des énergies renouvelables (très consommatrice d'espaces) comme par exemple sur Ollières.

En trois ans, les **espaces artificialisés augmentent d'environ 230 ha**. Ils évoluent sur les espaces forestiers et semi-naturels pour 148 ha dont **90 ha d'espaces naturels mais également sur les espaces agricoles** (**80 ha)**.

[1] Enveloppe urbaine : elle est définie comme l'ensemble de l'espace urbain déjà bâti et équipé, en continuité des noyaux villageois ou hameaux densément habités.

Figure 7 : Evolution de l'occupation du sol du territoire du SCoT Provence Verte Verdon de 2003 à 2017 (Source : SMPVV)

		Surface en 2003		Surface en 2014		Surface en 2017	
	Occupation du sol	**Ha**	**%**	**Ha**	**%**	**Ha**	**%**
SCOT	Espace artificialisé	8967,0	5,6%	10675	6,66%	10904	6,8%
	Espace agricole	29947,7	18,7%	29394	18,33%	29398	18,3%
	Espace naturel et forestier	120255	75,0%	119084	74,28%	118851	74,1%
	Zones humides	849,5	0,5%	860	0,54%	860	0,5%
	Surfaces en eau	301	0,2%	308	0,19%	308	0,2%
	TOTAL	160320	100,0%	160320	100,0%	160320	100,0%

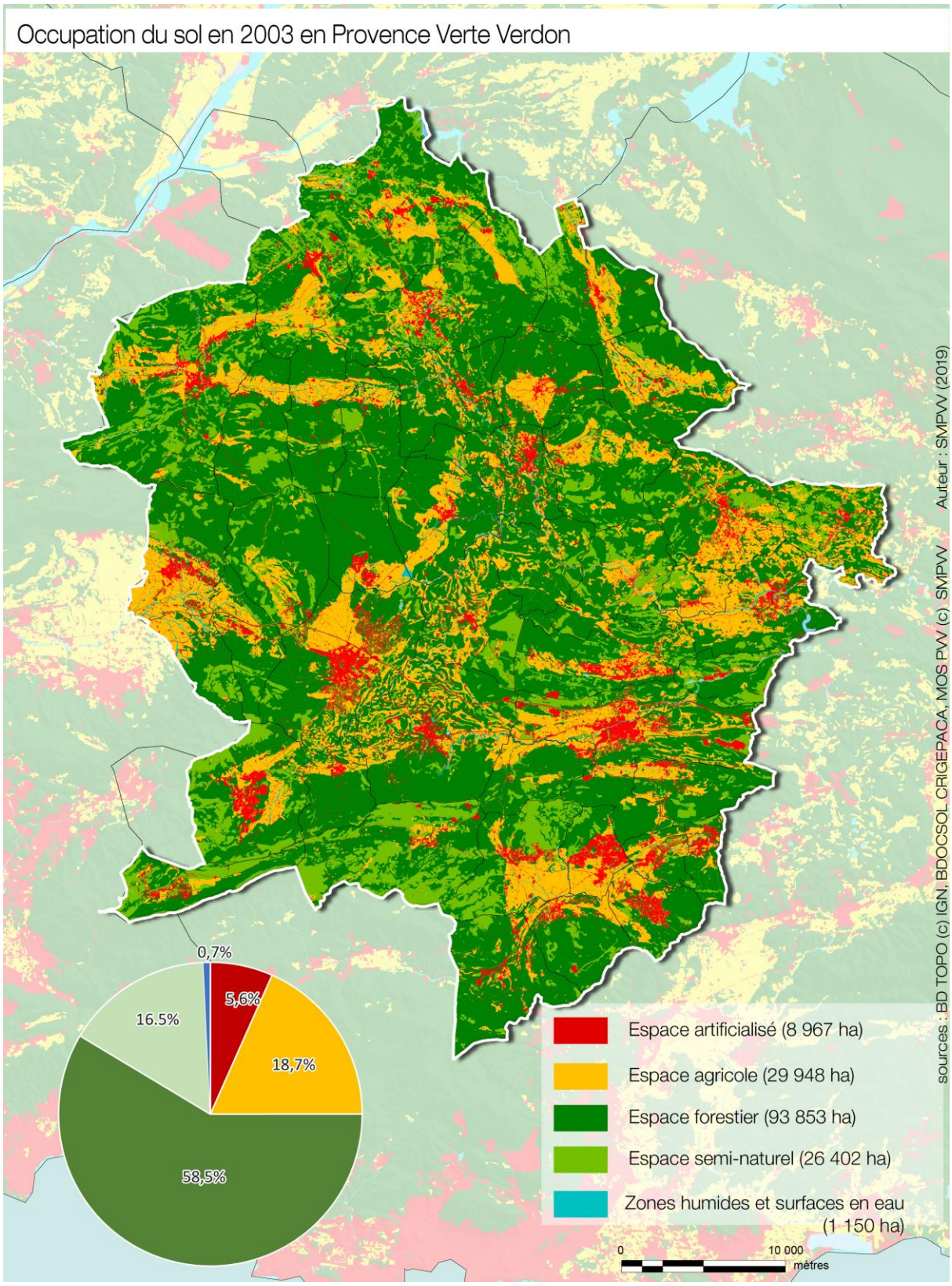


Figure 8 : L'occupation du sol du SCoT Provence Verte Verdon en 2003

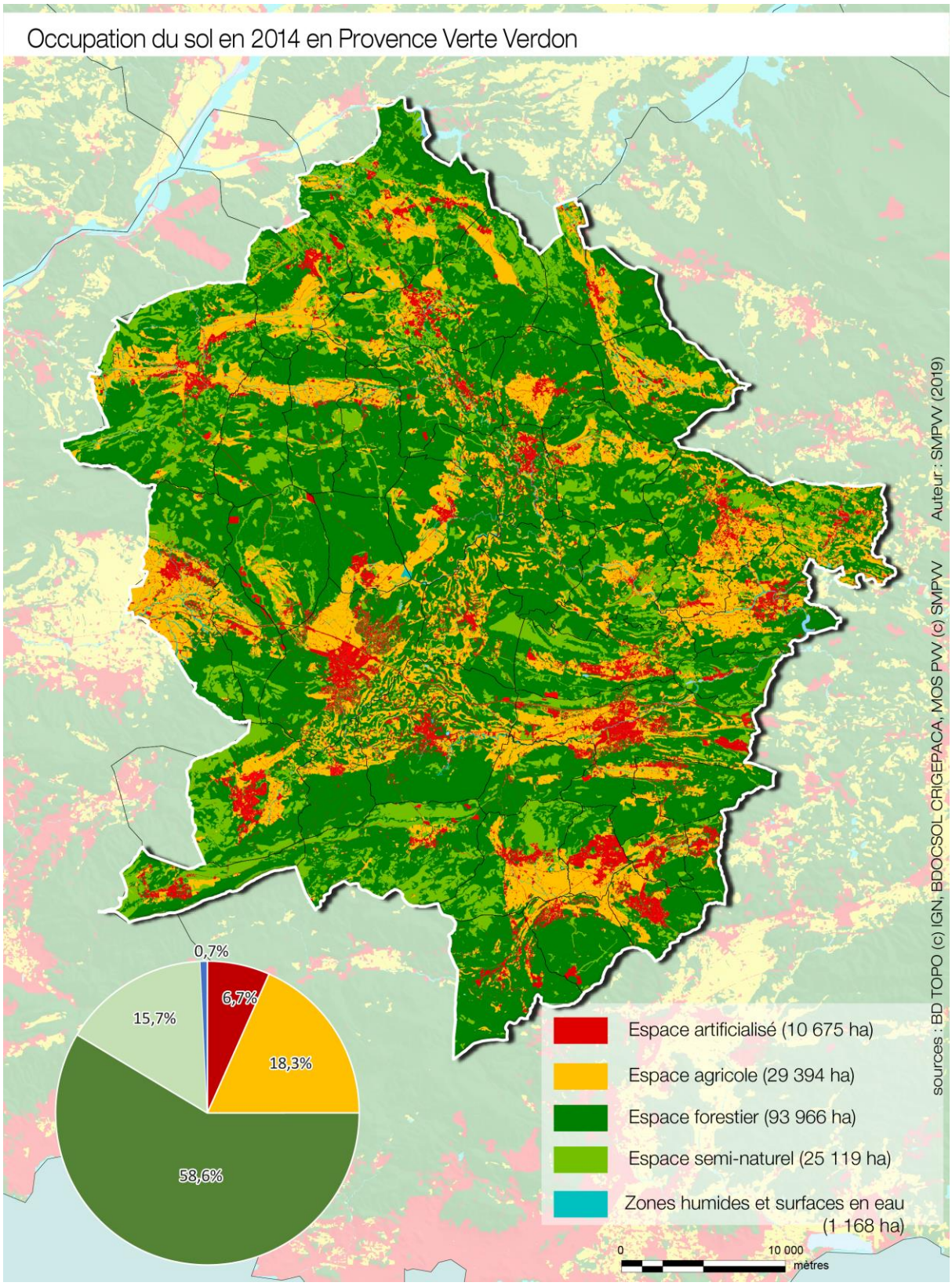


Figure 9 : L'occupation du sol du SCoT Provence Verte Verdon en 2014

II.3.2. La ressource en eau

Le réseau hydrographique présent sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon est dense et composé de quatre principaux fleuves : celui de l'Argens, présent en plein milieu du territoire et qui le structure en fédérant les principaux cours d'eau du territoire, celui du Gapeau, de l'Arc provençal et celui de l'Huveaune, ces deux derniers fleuves n'étant que très partiellement présents sur le territoire. Le réseau hydrographique est également constitué de grandes rivières tels que la Bresque, l'Issole, le Grand Gaudin ou encore le Grand Vallat ainsi que de cours d'eau et ruisseaux de moindre taille comme les ruisseaux des Rayères, de Cologne, de l'Escarelle ou encore de l'Abéou. Ce chevelu hydrographique joue un rôle de premier ordre au niveau des paysages en façonnant la roche pour former de véritables vallons.

Le **principal bassin hydrographique** de Provence Verte Verdon est celui de l'**Argens** qui s'écoule d'ouest en est de Seillons à Fréjus. Le Caramy et son principal affluent l'Issole, confluant avec l'Argens, drainent un large bassin versant d'une superficie de près de 465 km² qui constitue la plus grande sous-unité hydrographique du fleuve. Cette unité s'étire selon un axe Sud-Ouest/Nord-Est entre les communes de Mazaugues et Nans-les-Pins au Sud-Ouest, de Carcès et Entrecasteaux à l'Est et celles de Fox-Amphou et La Verdière respectivement au Nord-Est et au Nord-Ouest. Ainsi ce **sous bassin-versant** du **SDAGE Rhône Méditerranée** irrigue la grande majorité des communes du SCoT Provence Verte Verdon (38 des 44 communes le constituant, bien que certaines d'entre elles ne sont que partiellement concernées).
Cinq autres sous bassins-versants du SDAGE Rhône Méditerranée se partagent les communes délimitant le périmètre du SCoT Provence au Nord, à l'Ouest et au Sud. Il s'agit des sous **bassins-versants** du **Verdon**, présent au Nord de façon partielle sur les communes de Saint-Julien, Ginasservis, La Verdière et de Montmeyan ; celui de la **Basse Durance** concernant les communes de Saint-Julien, Ginasservis, La Verdière, Rians, Artigues et Esparron ; celui de l'**Arc provençal** qui, lui, draine les communes de Pourrières, Pourcieux et s'écoule d'est en ouest vers l'étang de Berre. Enfin, les deux derniers sous bassins-versants ne concernent que cinq communes du territoire à savoir les communes de Nans-les-Pins et du Plan d'Aups Sainte-Baume concernée par celui de l'**Huveaune** et celles de Mazaugues, de Méounes-lès-Montrieux et de Néoules pour le sous bassin-versant du **Gapeau**.

Il faut noter que les périmètres de ces six sous bassins versants du SDAGE Rhône Méditerranée correspondent aux périmètres de SAGEs, certains d'ores et déjà mis en œuvre comme le SAGE du Verdon porté par le PNR du même nom et celui de l'Arc Provençal qui est lui porté par Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Bassin de l'Arc. Le SAGE du Gapeau est lui en cours d'élaboration par le Syndicat mixte du même nom tandis que ceux de l'Argens et de la Durance sont classés dans la catégorie « Emergence souhaitée ». Aucun SAGE ne semble être actuellement envisagé pour le sous bassin-versant de l'Huveaune.

Le territoire de la SCoT Provence Verte Verdon comporte plusieurs contrats de rivières à savoir, au Nord du territoire (Saint-Julien, Ginasservis, La Verdière et Montmeyan) le premier contrat de rivière du Verdon signé en 2008 et qui s'est achevé en 2013 et pour laquelle (la rivière du Verdon) un second contrat est actuellement en cours de mise en œuvre. Ce dernier a été validé en 2016 et signé en 2017. Au Sud-Ouest et présent sur 2 communes (Nans-les-Pins et Plan-d'Aups Sainte-Baume) le contrat de rivière de l'Huveaune portant sur le sous bassin-versant SDAGE RMC du même et qui a été signé le 28/10/2015 et qui est, de ce fait, actuellement mis en œuvre jusqu'en 2020. Ce contrat de rivière concerne pas moins de 27 communes et 5 intercommunalités des Bouches-du-Rhône et du Var. Ce contrat a pour but de répondre aux objectifs fixés par le SDAGE en matière de bon état des eaux tout en développant l'attractivité de l'Huveaune et de son bassin-versant.

Au Sud-Est du territoire et c'est le contrat de rivière qui concerne le plus de communes sur le SCoT (Carcès, Vins-sur-Caramy, Brignoles, Tourves, Rougiers, Mazaugues, La Celle, La Roquebrussanne, Garfoult, Forcalqueiret, Rocbaron, Néoules, Sainte-Anastasie-sur-Issole, Camps-la-Source, Besse-sur-Issole)A noter que le territoire comporte un contrat de rivière sur le Caramy-Issole qui a été validé le 09/04/2015 et qui est depuis en cours d'exécution pour une durée de 5 ans. Ce contrat comporte un total de 84 actions qui concernent 17 communes ainsi que 2 communautés de communes. Ce contrat de rivière a pour principal objectif l'amélioration de la qualité des eaux superficielles et la gestion des risques associés.

Le territoire du SCoT Provence Verte Verdon comporte également des canaux et notamment le canal de Provence. Ce canal a, en outre, permis le développement de l'agriculture sur toute la moitié ouest du territoire où l'on dénombre de nombreuses Associations Syndicales d'Arrosants ayant permis et facilité l'irrigation des terres à vocation agricole.

Les origines de l'alimentation en eau potable sur le périmètre de la Provence Verte Verdon combinent des ressources souterraines (nappes karstiques) largement prédominantes avec notamment 6 masses d'eau affleurantes (Formations bassin d'Aix/Domaine marno-calcaire et gréseux de Provence Est et bassin versant côtier est/Massifs calcaires du Trias au Crétacé dans le bassin-versant de l'Argens/ Domaine marno-calcaire Provence est bassin-versant de la Durance/Plateaux calcaires des Plans de Canjuers et de Fayence/Massifs calcaires de la Sainte Baume, Agnis, Sainte-Victoire, Mont Aurélien, Calanque et bassin du Beausset) et des ressources superficielles qui alimentent quelques communes situées à l'ouest et au nord-ouest et qui correspondent, pour la plupart, aux eaux du canal de Provence (prélèvement des eaux du Verdon dans le barrage de Gréoux qui alimente la prise d'eau de Boutre, origine du Canal de Provence). Ces apports d'origine superficielle représentent moins de 6% du volume prélevé sur la Provence Verte Verdon.

II.3.3. La ressource en bois

La gestion forestière de ce territoire se caractérise par une faible activité économique liée à l'exploitation de la forêt (pas de vocation économique marquée, peu de structuration de la filière bois). La production de bois en Provence Verte Verdon est essentiellement tournée vers le « bois de feu ».

II.3.4. Le bilan des émissions de gaz à effet de serre

Sur le territoire du Pays de la Provence Verte Verdon, les émissions de gaz à effet de serre sont estimées pour l'année 2013 à 571 000 tonnes équivalent CO2 (kteqCO2). Elles sont quasiment exclusivement liées à la consommation d'énergie.
L'ensemble des émissions a doublé, passant ainsi de 280 666 teqCO2 en 1990 à 571 000 en 2013 (période de 24 ans), soit un rythme annuel de 12 kteqCO2 supplémentaires depuis 1990. Ce niveau d'évolution global est principalement dû à la forte progression des émissions du secteur des transports et du bâti.

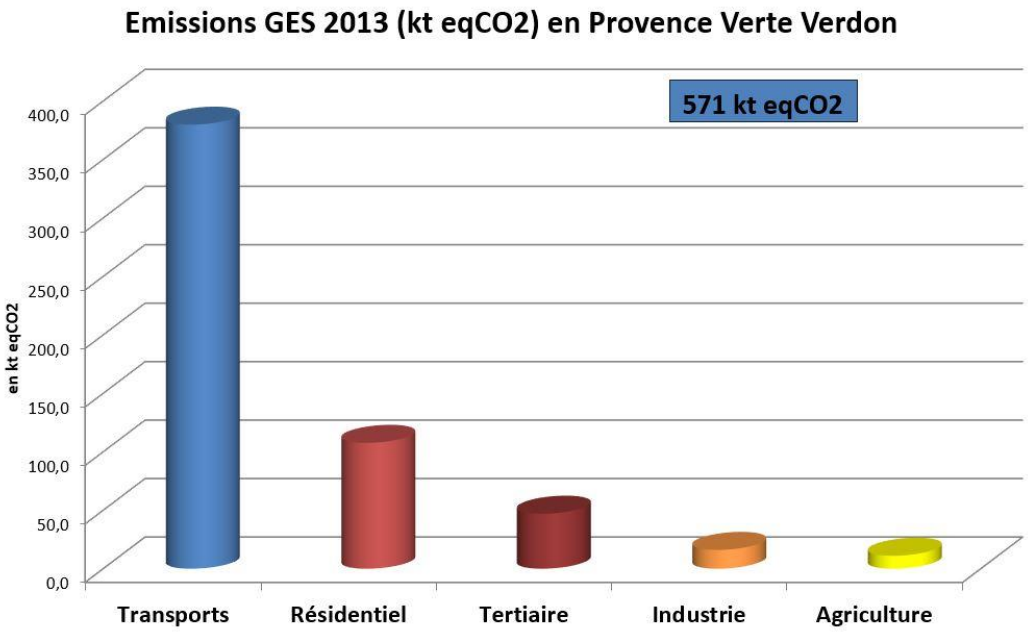


Figure 10 : Émissions de gaz à effet de serre du pays de la Provence Verte Verdon en 2013

Les consommations d'énergie du territoire s'élèvent à 3 654 GWh en 2013, soit 314 155 tonnes équivalent pétrole. Le bilan des consommations d'énergie du territoire est dominé par le secteur des transports qui représente 39 % des consommations, contre 37 % pour l'habitat et 17 % pour le tertiaire. Les produits pétroliers représentent plus de la moitié des consommations d'énergie, et les énergies fossiles plus des deux-tiers. Cette part importante des produits fossiles a une incidence notable quant au contenu carbone de l'énergie consommée.

II.3.5. Production locale d'énergies renouvelables et potentiels de développement

En 2010, d'après la base de données Energ'Air, la production d'énergies renouvelables est estimée à 5 640 MWh (soit 485 tep) dans le Pays de la Provence Verte Verdon. Il s'agit principalement de photovoltaïque et de solaire thermique. Ce niveau de production ne couvre même pas 1 % des consommations énergétiques totales du territoire (sachant qu'au niveau de la Région, la part des énergies renouvelables représente environ 10 %). La quasi-totalité de l'énergie consommée est donc importée (y compris une part renouvelable dans l'électricité notamment).

L'état des lieux de la production d'énergie en Provence Verte Verdon montre pourtant que le territoire dispose de ressources très variées pour la production d'énergie renouvelable, que ce soit pour la production d'électricité (éolien, solaire photovoltaïque) ou pour la production de biomasse :

- Le potentiel est particulièrement important pour l'énergie électrique, par le développement de l'éolien et du photovoltaïque. L'éolien constitue notamment une réelle opportunité pour le territoire ;
- La Provence Verte Verdon compte 17 centrales photovoltaïques en fonctionnement (puissance installée de 190 MW pour une production prévisionnelle de 36 810 MWh/an) et 6 permis ont été accordés mais les centrales ne sont pas encore en fonctionnement. Ces centrales représentent une puissance installée de 190 MWc/an. A cela, s'ajoutent 5 projets dont le permis est en cours d'instruction (74MWc/an) et près d'une vingtaine de projets sont encore à l'étude.

- Vu le contexte forestier local (forêt omniprésente, prélèvement faible, faible valorisation des bois, risque important d'incendie) la filière bois énergie pourrait représenter une voie intéressante de diversification des débouchés et de commercialisation des produits forestiers, tout en permettant de structurer une nouvelle filière économique locale créatrice d'emplois autour de la production de plaquettes forestières et d'entretenir et de mettre en valeur les espaces boisés. Depuis peu, la récente normalisation du pin d'Alep pour son utilisation comme bois de construction, laisse supposer de nouvelles perspectives de valorisation de la ressource en bois, sous forme de bois d'œuvre.

II.4. POLLUTIONS, DECHETS ET NUISANCES

II.4.1. Déchets

En Provence Verte Verdon, le gisement global de déchets ménagers et assimilés s'élève à environ 71 500 tonnes dont près de 57 % sont valorisés, le reste étant stocké sur les ISDND Septèmes les Vallons et Gardanne (13) et sur l'ISDND de Valensole (84). Depuis, la fermeture des ISDND du Cannet des Maures (Balançan) et de Ginasservis, le territoire n'est plus autonome sur le stockage des déchets non dangereux.

La gestion des déchets est organisée à l'échelle intercommunale. Les deux intercommunalités de la Provence Verte Verdon se sont dotées des compétences « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés ». La communauté d'agglomération de la Provence Verte a délégué ces compétences au Syndicat Intercommunal pour la Valorisation et l'Elimination des Déchets - Nouvelle Génération (SIVED NG). La communauté de communes Provence Verdon a elle aussi délégué ces compétences : au syndicat mixte de la Zone du Verdon pour la partie collecte des déchets et au SIVED NG pour la partie traitement des déchets.

La collecte sélective est organisée en porte-à-porte ou points d'apport volontaire. Le territoire dispose de 22 déchetteries et 3 quais de transfert, 1 plateforme de déchets verts, équipements suffisants au regard des gisements actuels. Le territoire n'a pas de centre de tri ni de centre de stockage. Au regard de l'évolution de la population, des gisements attendus, des capacités de traitement à moyen terme et dans un objectif de gestion de proximité des déchets, ces 2 équipements seraient nécessaires sur le territoire.
D'autres projets sont prévus notamment un centre de tri concassage pour les déchets du BTP, 1 plateforme supplémentaire de déchets verts, et une ressourcerie supplémentaire.

A horizon 2030 suivant le scénario démographique retenu et en considérant une légère diminution de la production de déchets par habitant, ce sont au moins 103 000t/an de déchets ménagers qu'il faudra traiter. La mise en œuvre du projet TECHNOVAR devrait y contribuer significativement ainsi que l'ouverture d'un nouveau casier de stockage à Ginasservis permettant la réouverture de l'ISDND.

II.4.2. Assainissement collectif

En 2016, les 47 stations de traitement des eaux usées de la Provence Verte Verdon représentent une capacité nominale totale de 121 150 équivalents habitants (EH). Toutefois, la moitié des stations ont

plus de 20 ans, et plusieurs nécessiterait un remplacement à court ou moyen terme soit d'ici 2020, notamment celle de Fox-Amphoux et de Vins-sur-Caramy qui ne sont plus conformes.

Certaines stations nécessitent aussi un renouvellement ou une extension pour faire face à la croissance démographique (Entrecasteaux, Garéoult, La Verdière, Méounes-lès-Montrieux,…).

II.4.3. Assainissement non collectif

Le contrôle des installations d'assainissement non collectif (ANC) est réalisé dans un cadre intercommunal pour toutes les communes. La communauté de communes Provence Verdon a délégué sa compétence au Syndicat Mixte de la Zone du Verdon. Sur le Comté de Provence, le contrôle est délégué à la société SEGED. Val d'Issole et Sainte Baume Mont Aurélien gère ce service en régie. Le contrôle de bon fonctionnement des installations existantes est très avancé (moins sur le Comté de Provence).

L'un des plus gros problèmes actuellement rencontré par les SPANC est le non-respect de la distance obligatoire de 35 mètres entre un nouvel assainissement non collectif et les forages destinés à l'alimentation en eau potable implantés sur des terrains voisins.

Autre problème : les capacités de traitement des matières de vidange en station d'épuration restent très insuffisantes. L'absence de solution de traitement amène certains vidangeurs à procéder à des rejets sauvages dans le réseau public nuisant gravement au bon fonctionnement des stations d'épuration. Il s'agit d'une problématique très importante sur la Provence Verte Verdon, territoire reconnu comme déficitaire en site de réception de matière de vidange dans le schéma départemental des boues et déchets issus de l'assainissement.

II.4.4. La qualité de l'air

À l'exclusion de certaines zones urbanisées et des grands axes de transports routiers, les sources d'émissions de polluants atmosphériques sont peu nombreuses sur Provence Verte Verdon. Toutefois, de par sa position géographique, la Provence Verte Verdon subi la pollution générée par ses voisins, notamment l'Etang de Berre.
D'après Air PACA, les principaux émetteurs de polluants atmosphériques sur Provence Verte Verdon sont les transports (avec 82% des émissions de NOx et 28 % des émissions de PM10) et le résidentiel/tertiaire (avec 5 % des émissions de NOx et 44 % des émissions de PM10).

En 2015, à l'échelle du département, la qualité de l'air est relativement bonne mais l'on constate un retour de la pollution estivale à l'ozone.
Air PACA effectue la surveillance de plus de 70 composés présents dans l'air ambiant, et dans le département du Var, trois polluants constituent un enjeu sanitaire et environnemental : l'ozone, les particules fines et le dioxyde d'azote.
Pour les particules fines et le dioxyde d'azote, 2015 a vu quelques épisodes de pollution pour les particules et des zones en dépassement à proximité des grands axes de circulation des centres urbains pour le dioxyde d'azote. En revanche, les niveaux en ozone mesurés en 2015 sont plus élevés que ceux de 2014, les conditions météorologiques ayant été plus favorables à la formation de l'ozone pendant la saison estivale.

En moyenne la qualité de l'air a été bonne plus d'un jour sur deux dans le Var (entre 48% et 61 % du temps selon les zones). Le reste de l'année se partage entre des indices moyens (30 %) et médiocres (16 %) en lien majoritairement avec l'ozone pendant la période estivale.
Au total 13 jours d'épisodes de pollution ont été relevés en 2015 dans le Var, 8 pour l'ozone et 5 pour les particules fines.

II.4.5. Paysage sonore de la Provence Verte Verdon

Le paysage sonore de la Provence Verte Verdon est marqué par la présence de l'autoroute A8 qui représente la principale source de bruits du territoire, et un réseau secondaire très fréquenté. Les nuisances provoquées par ces infrastructures détériorent la qualité de vie des habitants et entrainent de nombreuses perturbations sur l'environnement. Les trafics journaliers augmentent de 45 % pendant la période estivale et la croissance démographique sur le territoire laisse supposer une augmentation constante des flux sur les réseaux routiers, primaires et secondaires. Plusieurs tracés routiers du territoire ont été classés en tant que voies bruyantes, notamment l'autoroute A8 (catégorie 2) la RN7 (catégorie 3) la RD3 et la RD43 (catégorie 3).

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), élaboré à l'échelle départementale, affecte sur le territoire de la Provence Verte Verdon six communes (Pourrières, Pourcieux, Ollières, Saint-Maximin, Tourves et Brignoles).

NB : L'élargissement des Routes D3 et D11 est programmé à l'heure actuelle. L'élargissement de cet axe routier reliant Rians à St Paul lès Durance (Iter) est plébiscité par l'ensemble des partenaires locaux d'ITER. Il est inscrit dans la liste des itinéraires d'intérêt régional. Cet axe aura un impact économique, mais aussi des impacts environnementaux par rapport aux flux routiers, aux nuisances sonores et aux GES. Aujourd'hui, 6000 véhicules/jour passent par la route qui relie Ginasservis et Vinon. Potentiellement, cela pourrait augmenter à 10 000 véhicules/jour.

La Communauté du Pays d'Aix est également intéressée par ce projet, cet axe étant en capacité de « dégorger » la périphérie du pays d'Aix, avec un flux routier des Alpes à la côte qui pourrait être dévié par ce « nouvel » itinéraire. Actuellement, des réflexions sont en cours, notamment entre les départements des Bouches-du-Rhône et du Var, pour pouvoir programmer son aménagement.

II.5. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

II.5.1. Risques de mouvements de terrain

En Provence Verte Verdon, l'intégralité des 44 communes sont soumises au risque mouvements de terrain. Seule la commune de Méounes dispose d'un plan de prévention des risques de mouvements de terrain opposable (approuvé le 26/02/1992).

Les risques de mouvements de terrain sont liés à plusieurs phénomènes :

- l'alternance de fortes pluviométries et de sécheresse intense sur la plaine alluviale du Caramy ;
- les tassements partiels liés à la présence de tufs ;
- la présence des anciennes exploitations minières de bauxite ;
- les glissements et d'affaissements de terrains.

38 communes de la Provence Verte Verdon ont également des zones d'habitat individuel, existantes ou futures, sur des secteurs soumis à un aléa retrait-gonflement de niveau moyen.

II.5.2. Risques sismiques

L'ensemble des communes du territoire du SCoT Provence Verte Verdon est classé en zone de sismicité 2 qui correspond à la zone de sismicité faible, à l'exception des communes de Montmeyan, Rians et Saint-Julien qui sont classées en zone de sismicité 3 (soit une sismicité modérée).

Un porter à la connaissance a été transmis par les services de l'Etat le 28 juillet 2011 aux maires rappelant la nature et les caractéristiques de l'aléa sismique, les mesures à mettre en œuvre et la réglementation en vigueur.

II.5.3. Risques inondations

Seule la commune de Brignoles possède un Plan de Prévention des Risques Inondations concernant la rivière du Caramy, prescrit par arrêté préfectoral en date du 11/02/99. Il est actuellement en cours d'approbation. Les études sont en cours sur l'Issole avant la prescription du PPRI.

Sur le territoire du SCOT, l'aléa inondation principal est lié au **débordement des cours d'eau**, avec de fortes cinétiques dans les parties amont des bassins versants, aggravé localement par un ruissellement urbain mal maîtrisé (fort taux d'imperméabilisation et inadaptation des réseaux pluviaux) et des circulations karstiques localisées.

À noter des forts enjeux en matière d'inondations au niveau des biens et des personnes sur la commune de Brignoles avec la traversée du Caramy.

Deux causes expliquent le débordement des cours d'eau : un épisode pluvieux bref et intense ; un épisode pluvieux long et continu, (cas le plus fréquent). Néanmoins, on observe également des

problèmes de **ruissellements** sur certaines communes (comme Garéoult) et des problèmes majeurs de **débordement des réseaux pluviaux** (Brignoles).

Un certain nombre d'éléments sont ou seront à prendre en compte comme éléments de connaissance notamment :

- L'Atlas des zones inondables ;
- L'enveloppe Approchée des Inondations Potentielles ;
- Les cartes d'aléas du PPRI sur Brignoles ;
- Le plan d'Action de Prévention des Inondations (à venir) ;
- Le contrat de rivière Issole-Caramy en cours d'exécution ;
- L'inventaire départemental des Zones d'expansion des crues.

II.5.4. Risques incendies

La couverture forestière est telle que le territoire du SCoT Provence Verte Verdon est soumis au risque de feux de forêt. Aucun PPRIF n'a été prescrit, à ce jour, sur les communes du SCoT. Néanmoins, les massifs forestiers sont sensibles au risque d'incendie qui est aggravé par la conjugaison de facteurs (climatiques, topographiques, anthropiques).

II.5.5. Risques technologiques

Seule la commune de Mazaugues possède une installation de type Seveso (seuil haut) qui fait l'objet d'un PPI et d'un PPRT approuvé qui impacte les communes de : La Celle, Mazaugues, La Roquebrussanne et Tourves.

Les communes de la Provence Verte Verdon traversées par les grands axes routiers (A8, N7, N560) sont soumises aux **risques de transport de matières dangereuses**. Quatorze communes du SCOT sont concernées : Barjols, Besse-sur-Issole, Brignoles, Camps-la-Source, Cotignac, Forcalqueiret, La Celle, Nans-les-Pins, Ollières, Pourcieux, Pourrières, Sainte-Anastasie-sur-Issole, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume et Tourves.

Le bassin de vie est également traversé par des canalisations de **transport de gaz et d'hydrocarbures** qui traversent les communes de Bras, Brignoles, Carcès, Entrecasteaux, Forcalqueiret, Garéoult, Montfort-sur-Argens, Ollières, Pourcieux, Pourrières, Rocbaron et Saint-Maximin.

Sur la Provence Verte Verdon, seules les communes de Carcès, Ginasservis, Montmeyan, Rians et Saint-Julien sont soumises au **risque de rupture de barrage**.

SCoT Provence Verte - Connaissance générale des risques														
Code INSEE	COMMUNES	Population	Risques naturels				Risques technologiques					TOTAL	PPR	CATNAT
			I	MT	S	FF	RI	TMD	G/O	B	NUC			
83006	Artigues	199		X	2	X						3		2
83012	Barjols	3059	X	X	2	X	X	X				6		4
83021	Bras	2449	X	X	2	X	X		X			6		2
83023	Brignoles	16368	X	X	2	X	X	X	X			7	PPRnI Caramy prescrit le	7
83025	Brue-Auriac	1210	X	X	2	X						4		1
83030	Camps-la-Source	1713		X	2	X		X				4		2
83032	Carcès	3332	X	X	2	X	X		X	X		7		2
83039	Châteauvert	135	X	X	2	X						4		2
83045	Correns	842	X	X	2	X						4		2
83046	Cotignac	2201	X	X	2	X		X				5		3
83051	Entrecasteaux	1065	X	X	2	X	X		X			6		6
83052	Esparron	324		X	2	X						3		2
83059	Forcalqueiret	2421	X	X	2	X		X	X			6		4
83060	Fox-Amphoux	455	X	X	2	X						4		2
83064	Garéoult	5613	X	X	2	X			X			5		5
83066	Ginasservis	1496		X	3	X				X	X	5		0
83037	La Celle	1305	X	X	2	X		X				5		4
83108	La Roquebrussanne	2372	X	X	2	X						4		3
83146	La Verdière	1543	X	X	2	X						4		4
83143	Le Val	4174	X	X	2	X	X					5		8
83076	Mazaugues	822	X	X	2	X						4	PPRt Titanobel approuvé le	0
83077	Méounes-lès-Montrieux	2001	X	X	2	X						4	PPR MT approuvé le 26/02/1992	3
83083	Montfort-sur-Argens	1209	X	X	2	X	X		X			6		3
83084	Montmeyan	560	X	X	3	X				X		5		2
83087	Nans-les-Pins	4132	X	X	2	X		X				5		5
83088	Néoules	2486	X	X	2	X						4		3
83089	Ollières	635	X	X	2	X	X	X	X			7		2
83093	Plan-d'Aups-Sainte-Baume	1577		X	2	X						3		4
83095	Pontevès	712	X	X	2	X						4		1
83096	Pourcieux	1136		X	2	X	X	X	X			6		0
83097	Pourrières	4475		X	2	X	X	X	X			6		3
83104	Rians	4197		X	3	X				X	X	5		2
83106	Rocbaron	3595	X	X	2	X			X			5		3
83110	Rougiers	1531		X	2	X						3		2
83111	Sainte-Anastasie-sur-Issole	1922	X	X	2	X		X				5		2
83113	Saint-Julien	2063		X	3	X				X		4		2
83114	Saint-Martin-de-Pallières	212		X	2	X						3		1
83116	Saint-Maximin-la-Sainte-	14505	X	X	2	X	X	X	X			7		3
83125	Seillons-Source-d'Argens	2173	X	X	2	X						4		4
83135	Tavernes	1250	X	X	2	X						4		1
83140	Tourves	4855		X	2	X		X				4		3
83145	Varages	1117	X	X	2	X						4		3
83151	Vins-sur-Caramy	916	X	X	2	X						4		7
PROVENCE VERTE VERDON (43 communes)		110 357	31	43	43	43	11	13	12	5	2			124

Signification des abréviations	
I	Inondation
MT	Mvt de terrain
S	Sismicité
FF	Feux de forêt
RI	Risque industriel
TMD	Transport de Matières Dangereuses
G/O	Gazoduc et/ou Oléoduc
B	Rupture de barrage
NUC	Risque nucléaire
PPR	Plans de Préventions existant ou prescrit
CATNAT	Nombre d'arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

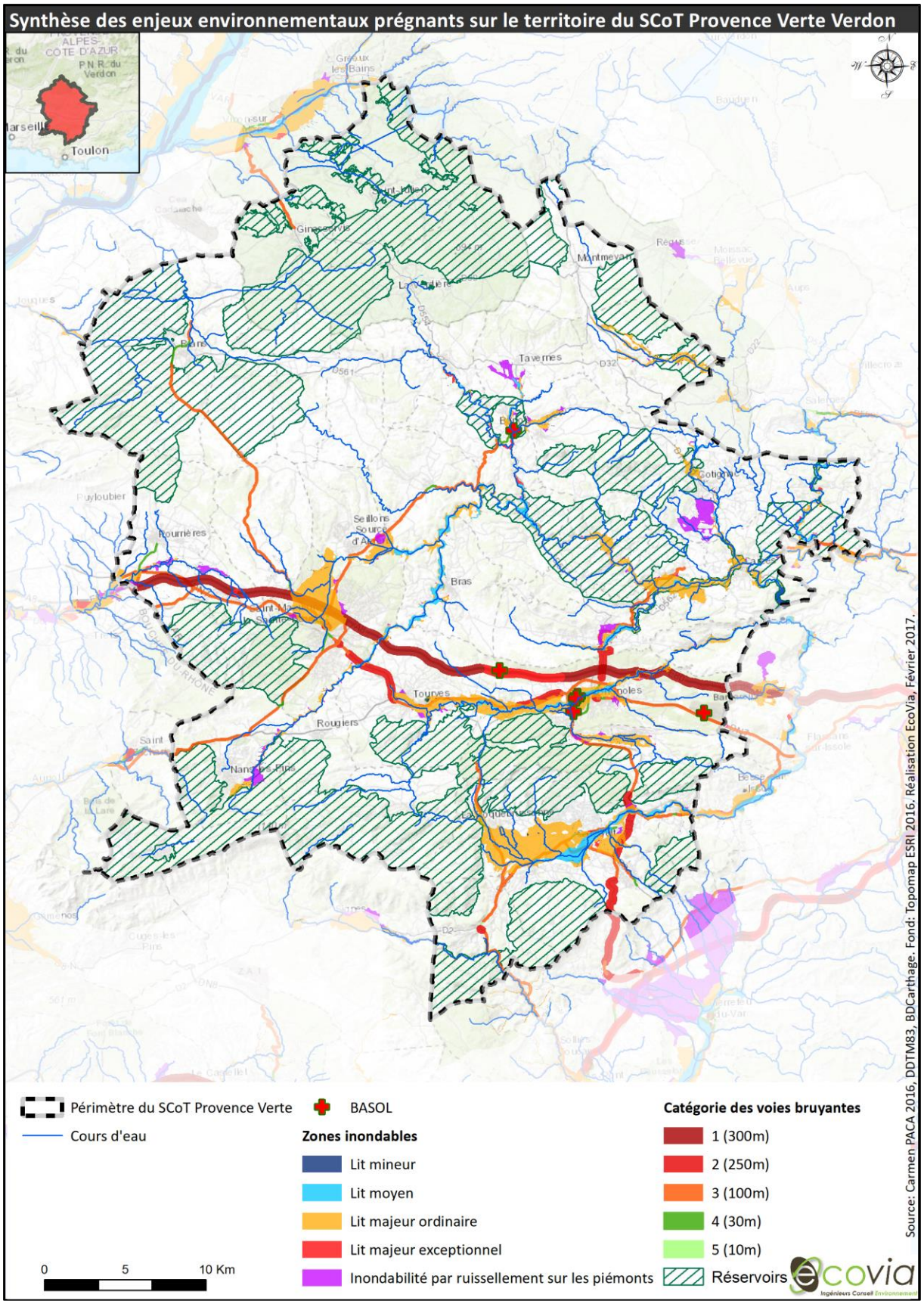
Figure 11 : Connaissance générale des risques. Source : PRIM.net, consultation le 15 Novembre 2016

II.6. SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

En résumé, les enjeux retenus pour l'évaluation environnementale du SCoT Provence Verte Verdon sont :

Thématique	Libellé de l'enjeu	Hiérarchisation
Gestion de l'eau	Préserver la trame bleue et participer au maintien/amélioration de la qualité des ressources en eau	**Fort**
	Protéger et économiser la ressource en eau potable (notamment les eaux souterraines et les captages)	**Fort**
	Améliorer le dispositif d'assainissement, collectif comme autonome	**Fort**
	Améliorer la gestion des eaux pluviales	**Moyen**
Gestion des déchets	Pérenniser une gestion des déchets de qualité, notamment par une gestion autonome des déchets ultimes	**Fort**
Pollutions	Ne pas augmenter la population soumise aux nuisances sonores	**Faible**
	Participer au maintien de la qualité de l'air et ne pas augmenter la population soumise à des dépassements ponctuels	**Moyen**
	Valoriser et requalifier les sites et sols pollués	**Faible**
Gestion des risques	Améliorer la prise en compte des risques naturels	**Fort**
	Améliorer la prise en compte des risques technologiques	**Moyen**
Maitrise et gestion de l'énergie	Maîtriser les consommations énergétiques, notamment en ce qui concerne le résidentiel et les transports	**Fort**
	Favoriser le développement des énergies renouvelables	**Fort**
Patrimoine	Préserver et protéger les milieux naturels et la biodiversité, préserver et restaurer les fonctionnalités écologiques	**Fort**
	Préserver et valoriser le patrimoine culturel et historique	**Moyen**
Paysages	Préserver et valoriser les paysages identitaires naturels	**Fort**
	Préserver et valoriser les paysages identitaires urbains	**Fort**

La carte page suivante présente les principales sensibilités environnementales sur le territoire Provence Verte Verdon.


Synthèse des enjeux environnementaux prégnants sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon
ALPES-CÔTE D'AZUR
P.N.R. du Verdon
Toulon
Périmètre du SCoT Provence Verte
Cours d'eau
BASOL
Zones inondables
Lit mineur
Lit moyen
Lit majeur ordinaire
Lit majeur exceptionnel
Inondabilité par ruissellement sur les piémonts
Catégorie des voies bruyantes
1 (300m)
2 (250m)
3 (100m)
4 (30m)
5 (10m)
Réservoirs
0
5
10 Km
Source: Carmen PACA 2016, DDTM83, BDCarthage. Fond: Topomap ESRI 2016. Réalisation EcoVia, Février 2017.
ecovia
Ingénieurs Conseil Environnement

III. RESUME DE LA JUSTIFICATION DES CHOIX

III.1. MAITRISER LES CONDITIONS D'ACCUEIL DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

L'ambition est de maîtriser et de mieux localiser le développement de Provence Verte Verdon. Le projet du territoire est construit sur la base des besoins à structurer pour la population à l'horizon 2040, soit 20 ans après l'approbation du SCoT.

III.1.1. Le choix d'un scénario démographique

Le territoire a connu un taux de croissance démographique annuel moyen de 2,4% entre 1999 et 2006, puis 2,1% par an entre 2006 et 2010. Ce rythme, d'après les observations, poursuit son inflexion : ainsi entre 2010 et 2015 ce rythme a été de 1,487% par an

	1990	*1999*	*2010*	*2015*
Population SCoT	67 149	84 358	110 357	118 809
Croissance annuelle sur lapériode intercensitaire passée	*4,217%*	*2,567%*	*2,723%*	*1,487%*

.

L'enjeu n'est pas tant de fixer de façon théorique une croissance démographique qui est liée au solde migratoire et dont les raisons sont multifactorielles : attractivité économique de la région Sud PACA, prix du foncier, vitesse de déplacement, attractivité du cadre de vie. Il est également de déterminer les conditions d'accueil de la population dans l'espace et dans le temps, en jouant sur la localisation à l'échelle du territoire, puis à l'échelle des communes, puis sur le phasage de cet accueil.

Le scenario de croissance démographique retenu correspond au scénario haut de l'INSEE.

- Au niveau global à un rythme de croissance qui connaîtrait une inflexion comme celle observée dans les périodes précédentes, soit un rythme de croissance de référence pour la période 2020-2040 de +1,1% par an en moyenne avec des variations selon les périodes comme le montre le tableau prospectiviste ci-dessous :

	1990	*1999*	*2010*	*2015*	*2020*	*2030*	*2040*	*2050*
S1 Pop Hyp haute	67 149	84 358	110 357	118 809	127 000	137 000	147 000	155 700
	4,217%	*2,567%*	*2,723%*	*1,487%*	*1,342%*	*1,527%*	*0,707%*	*0,577%*
S2 Pop hyp basse	67 149	84 358	110 357	118 809	125 000	134 000	141 000	147 500
	4,217%	*2,567%*	*2,723%*	*1,487%*	*1,021%*	*1,400%*	*0,510%*	*0,452%*

- Au niveau de la structure de la population, à la poursuite de l'attractivité du territoire envers les populations d'actifs, à la prise en compte du vieillissement de la population déjà présente et à l'intégration de l'impact des phénomènes de décohabitation prévisible des ménages

familiaux eu égard au passage à l'âge adulte de nombreux habitants d'ores et déjà présents en Provence Verte Verdon.

Ainsi, l'objectif maximal d'accueil démographique total de la Provence Verte Verdon est une population de 147 000 habitants environ soit environ + 20 000 habitants pour la période 2020-2040 du SCoT.

III.1.2. Le choix de renforcer les centralités et de les équilibrer dans l'armature urbaine

La vitesse du développement de la Provence Verte Verdon résulte de l'arrivée massive d'une population cherchant d'abord une implantation résidentielle. Cette pression démographique a été facilité par des documents d'urbanisme maitrisant pas voir peu leur foncier, des axes routiers sécurisés accélérant le temps de transit entre habitat et emploi, des prix moyens de foncier moindre que sur les territoires des voisins.

Cette logique de développement s'est faite sans anticipation ni choix collectifs de localisation et sans que les niveaux d'emplois et de services ne soient organisés pour accompagner cette croissance.

Le choix est d'organiser le développement au service d'une armature urbaine claire et assumée. La mise en cohérence du projet du SCoT réside donc surtout dans la localisation du logement et le développement de l'activité économique le long des Axes A8/RDN7 et RD43 et des centralités du territoire afin de limiter la consommation d'espace et les déplacements, tout en préservant le cadre de vie. C'est pourquoi le projet du territoire décliné au PADD puis au DOO consiste à s'appuyer sur l'armature urbaine pour accueillir la croissance démographique et donc à renforcer les centralités des villes-centres que sont Brignoles et Saint-Maximin et des communs relais de centralités que sont Rians, Barjols, Carcès, Garéoult-Rocbaron.

III.2. LES CHOIX POUR RESPECTER ET POUR VALORISER LES RESSOURCES DU TERRITOIRE TOUT EN CONSERVANT UN ENVIRONNEMENT SAIN

III.2.1. Le maintien d'une Trame Verte et Bleue fonctionnelle et encore bien conservée

Si le territoire de la Provence Verte Verdon est caractérisé par la prédominance de ses milieux naturels, certains éléments fragmentant (A8 notamment) ou projets de développement peuvent néanmoins entrainer une perte de biodiversité par fragmentation ou destruction d'espaces naturels. Le but est donc d'identifier, de préserver et de restaurer un réseau écologique cohérent et fonctionnel permettant aux espèces animales et végétales de réaliser la totalité de leur cycle vital. **Le SCOT a donc réaffirmé dans son PADD le caractère structurant des espaces naturels et agricoles dans le projet de développement du territoire** et **notamment la priorité du maintien d'une Trame Verte et Bleue fonctionnelle**.

Le choix a été fait de ne pas « inclure » les espaces urbains au sein des cœurs de nature, c'est-à-dire des espaces où la biodiversité est la plus riche. Les noyaux urbains entourés ainsi de cœur de nature, font l'objet d'orientations particulières au sein du DOO tels que : développement urbain dans la continuité de l'enveloppe urbaine, performances environnementales renforcées.

Le choix a également été fait de mettre en évidence des zones relais, espaces non concernés par des zonages environnementaux mais jouant un rôle dans les échanges avec les cœurs de nature, qui constituent des espaces pouvant être utilisés par les espèces dans leurs déplacements quotidiens ou saisonniers.

En plus de ce rôle de relais, certains espaces ont une plus grande importance du fait de leur positionnement à proximité immédiate des cœurs de nature. Ils ont un rôle de zone tampon entre les zones de plus forte biodiversité et les zones dédiées aux activités humaines, tout particulièrement aux abords des secteurs urbanisés. **A ce titre, il a été décidé d'identifier ces secteurs comme zones d'extension autour des cœurs de nature, définissant ainsi de grandes entités géographiques fonctionnelles.**

Il est généralement attendu dans un projet de TVB d'identifier des corridors écologiques entre les réservoirs de biodiversité. Ces corridors sont des espaces de déplacements privilégiés pour les espèces. La modélisation a permis d'identifier un ensemble de corridors relativement nombreux et complexes. La matrice naturelle étant prédominante en Provence Verte Verdon, **très préservée et extrêmement fonctionnelle, les déplacements se font de manière diffuse sur la quasi-totalité du territoire. En Provence Verte Verdon, c'est donc l'ensemble des espaces naturels référencés qui participent aux déplacements des espèces.**

Ainsi, mis à part quelques endroits à enjeux, qui présentaient des fragilités particulières, aucun corridor particulier n'a été défini. Ces points de fragilités spécifiques ont fait l'objet de zoom dans le DOO sur des éléments particuliers et d'un encadrement ad hoc dans l'écriture du DOO. **Il a été choisi de mettre**

en évidence les points de fragilité sur ces corridors et les points de restauration potentiels. Cela concerne des points d'intersection entre les continuités et l'autoroute A8 d'une part, mais aussi des rétrécissements des corridors liés à l'extension de l'urbanisation d'autres parts.

III.2.2. La préservation des espaces agricoles et les mesures d'accompagnement

Entre 2014 et 2017, 80 ha d'espaces agricoles mutent en espaces artificialisés mais cette consommation est à 53% à l'intérieur de l'enveloppe urbaine. En réalité, le solde des espaces agricoles indique une stabilisation voire une augmentation très légère (+4.5ha). Les gains sont faits sur les espaces naturels (+50ha) et forestiers (+40ha). Les pertes le sont au profit des espaces naturels et forestiers (-10ha) pour l'artificialisation (-80ha). Ces chiffres indiquent la mise en œuvre des orientations du SCoT de 2014.Pour protéger efficacement les terres agricoles de l'urbanisation, le SCoT entend favoriser le développement des différentes fonctions de l'agriculture : économique, paysagère, pédagogique, sanitaire et sociale, environnementale.

Cette dimension multifonctionnelle assure la légitimité et la pérennité des activités agricoles.

C'est pourquoi, le SCOT entend conserver à l'agriculture une place centrale dans la Provence Verte Verdon d'aujourd'hui et de demain, en tant qu'activité économique à part entière, facteur d'identité et d'attractivité pour le territoire, contribuant à son aménagement, à la qualité de son environnement et ses paysages.

Néanmoins, le maintien et le développement de l'outil et de l'activité agricole passeront avant tout par la préservation des terres agricoles, le foncier étant l'élément fondamental d'une politique agricole à l'échelle du SCOT.

Ainsi l'objectif du DOO est de préserver les espaces agricoles au sein des documents d'urbanisme communaux. Néanmoins, certaines communes du fait de leur contexte territorial, peuvent être dans l'obligation à un moment donné, de déclasser tout ou partie d'une zone agricole. C'est pourquoi le SCoT oriente vers la séquence maintenant classique du principe « ERC » pour Eviter-Réduire-Compenser.

Le SCoT Provence Verte Verdon va au-delà de cette **séquence ERC en définissant les termes de ce qui fait l'objet d'une mise en œuvre effective du principe de compensation préalable à l'ouverture à l'urbanisation de terres agricoles.**

III.2.3. Respecter et valoriser les paysages et les patrimoines

Le modèle de la maison individuelle exerce une pression urbaine forte sur les espaces agricoles et naturels. Ce modèle s'accompagne d'une banalisation du style architectural « néoprovençal » et par une perte de la qualité des aménagements notamment des zones commerciales et/ou artisanales, en

entrées de ville. La pression urbaine s'exerce également sur les milieux naturels comme les zones humides ou d'expansion des crues qui ont un rôle tampon dans la gestion des eaux.

Cependant, ce paysage, ce cadre de vie de qualité, ces éléments patrimoniaux et identitaires mis en valeur par le Pays d'Art et d'Histoire, sont à la fois attractifs et objet de dégradations par les effets cumulés des usages individuels de ceux qui en sont les premiers demandeurs : les habitants et les touristes.

Intervenir sur les paysages est transversal dans le SCoT. Le choix est de protéger et de valoriser les paysages pour en faire une vitrine touristique du territoire, ainsi que pour en préserver la qualité patrimoniale et identitaire. Ceci revient à organiser l'accueil de la démographie dans les documents d'urbanisme et dans les aménagements par une prise en compte très en amont.

III.2.4. Limiter les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), diminuer la consommation d'énergie et valoriser les sources d'Énergies Renouvelables (EnR)

La politique française en matière énergie-climat s'appuie à la fois sur l'engagement européen des «3x20» et sur les objectifs nationaux définis dans la loi Grenelle 1 qui sont la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20 % en 2020 par rapport à l'année de référence 1990, l'amélioration de 20 % de l'efficacité énergétique d'ici 2020, et l'utilisation de 23% d'énergie issue de sources d'énergies renouvelables d'ici 2020 dans la consommation (Loi Grenelle).En Provence Verte Verdon, le choix du scenario volontariste d'« efficacité énergétique » permet de prévoir une diminution des consommations d'énergie globale de 5 % à horizon 2023 par rapport à 2008.

En ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serres, d'amélioration de l'efficacité énergétique e de production d'énergies renouvelables la révision du SCoT n'a pas consistée à revoir les orientations dans ces domaines exceptés par une réactualisation des fonciers susceptibles d'être mobilisés pour les productions d'Energies renouvelables.

Ce foncier passe à un objectif de 150ha toute énergie renouvelable confondue : méthanisation, éolien, photovoltaïque…

Toutefois le critère privilégié retenu par le SCoT en matière de production d'énergie renouvelable est la diminution de l'artificialisation des espaces. Ainsi, sans diminuer ses objectifs de productions d'énergie renouvelable sur le territoire, le SCoT met l'accent en priorité sur l'installation d'unité de production d'énergie renouvelable en site artificialisé ou aménagé : parking, friche industrielles ou d'aménagement, toiture…

Par ailleurs, le reste des objectifs de diminutions des émissions des GES passent dans le SCoT par les orientations suivantes :

- Une organisation plus dense du territoire permet de réduire les distances parcourues et d'éviter les déplacements en véhicule particulier qui contribuent largement à l'émission des GES ;

- En réduisant les émissions et consommations liées principalement aux transports par des solutions alternatives à l'usage du véhicule individuel
- En réduisant les émissions et consommations liées aux bâtiments par une amélioration de la performance énergétique du bâti neuf et ancien, par le développement de l'usage des EnR et du bioclimatisme ;

III.2.5. Les ressources en eau et carrières

Une priorité forte est mise en avant dans le SCoT concernant la préservation des milieux aquatiques. Aussi le SCoT entend protéger et mettre en valeur un réseau hydrographique dense et peu anthropisé en gardant au mieux le partage des eaux, en assurant la fonctionnalité des cours d'eau, en préservant les zones humides. Ceci est également traduit dans la Trame Verte et Bleue.

La mise en place d'une préservation durable des masses d'eau destinées à répondre aux besoins futurs en eau potable est un enjeu majeur. L'alimentation en eau potable des communes de la Provence Verte Verdon doit également être adaptée en permanence pour répondre aux exigences de qualité et aux perspectives d'augmentation de la population attendue dans les 10 prochaines années. De plus, le territoire connaît un certain nombre de problématiques : mauvais rendement des réseaux, problème de sécurisation de la ressource en eau notamment sur certains captages, insuffisante diversification de la ressource.

Aussi l'une des ambitions majeures affichées dans le SCoT est de préserver les ressources pour l'alimentation en eau potable en :

- Préservant les masses d'eau souterraine majeures ;
- Gérant l'alimentation en eau potable des communes de la Provence Verte Verdon et en anticipant les besoins ;
- Gérant la retenue de Sainte Suzanne, Lac de la Provence Verte Verdon à Carcès en tant que captage prioritaire et masse d'eau emblématique.

Afin d'atteindre les objectifs d'atteinte du bon état des masses d'eau, le SCoT prévoit également d'assurer un traitement performant des pollutions et gérer les eaux pluviales

La gestion de la ressource en granulat devra quant à elle répondre aux besoins et minimiser l'impact de l'exploitation.

III.2.6. Optimiser la gestion des déchets dans une logique de prévention et de proximité

Si le territoire de la Provence Verte Verdon est assez bien structuré en matière de collecte sélective, un certain nombre de problématiques subsistent en matière de déchets : un taux de valorisation des déchets relativement faible, une augmentation de la production des déchets attendue avec l'accueil de nouvelles populaitons et activités, une collecte insuffisante de biodéchets, un nombre insufisant

d'installations de prise en charge des déchets, une capacité unsuffisante des installations de stockage actuelles.

Aussi, au vu de ces éléments, l'objectif global du SCoT est bien de passer d'une logique d'élimination à une logique de prévention et de gestion intégrée et optimisée sur le territoire en privilégiant un principe de proximité. Ceci dans une optique économique pour maîtrise des coûts, environnementale pour limitation des impacts sur le milieu, économie de matières premières, diminution des GES… et de santé publique.

Ainsi le SCoT entend promouvoir la hiérarchie suivante en ce qui concerne les modes de gestion des déchets : prévention, réemploi, recyclage et valorisation organique, autre valorisation notamment énergétique, élimination.

III.3. ASSURER UNE ANTICIPATION ET UNE DIMINUTION DES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS

Deux des principaux risques majeurs en Provence Verte Verdon concernent les inondations et les feux de forêt. Pourtant aucune de ces communes ne dispose de Plan de Prévention des Risques (PPR) approuvé relatif à ces risques (un PPR Inondation prescrit sur Brignoles).

III.3.1. Le risque inondation

Les épisodes de ces dernières années ont montré que le territoire pouvait être largement impacté (inondations de 2010 et 2011) par différents phénomènes, débordements de cours d'eau, ruissellements urbains ou saturation et refoulement des réseaux pluviaux, entrainant un risque important pour les personnes et les biens.

Le SCoT n'entend pas se substituer à un PPRI mais prévoit néanmoins dans ses orientations **d'anticiper et prendre en compte les risques inondations dans l'aménagement du territoire afin de réduire l'exposition des populations aux risques**.

Pour cela le DOO précise : « Veiller à ce que les nouvelles constructions ne soient pas exposées au risque inondation et n'augmentent pas le risque existant » que les communes devront ainsi se baser sur les éléments de connaissance existants pour identifier les zones inondables potentielles et devront réaliser une étude de caractérisation du risque inondation pour affiner la connaissance du risque et de son intensité et ainsi adapter la réglementation locale aux risques réels.

Le principe général est bien **d'éviter toute nouvelle construction dans les zones où le phénomène d'inondation est potentiellement de forte intensité** sauf pour certains types d'aménagements et sous réserve de réduire ou de ne pas aggraver la vulnérabilité des personnes et des biens exposées en prenant des mesures adaptées. Le SCoT prévoit une démarche globale pour limiter ces risques en

précisant notamment des orientations pour **diminuer la vulnérabilité des bâtiments et activités implantés en zone à risques.**

Le SCoT a également axé ses orientations sur une prévention en amont du risque. C'est pourquoi le DOO a prévu un ensemble de mesures visant à **limiter le ruissellement à la source et préserver les zones d'expansion des crues**. En corrélation avec les mesures du SDAGE, le SCoT propose aussi un principe de désimperméabilisassions des sols, lors de travaux.

III.3.2. Le risque incendie

En matière de risque incendie, la couverture forestière est telle que toutes les communes de la Provence Verte Verdon sont concernées par ce risque. L'augmentation des friches agricoles et la fermeture des milieux ne font qu'augmenter ce risque. Les interfaces habitat-forêt sont particulièrement sensibles en formant des territoires plus ou moins complexes dans lesquels espaces forestiers et urbains sont en contact ou s'interpénètrent.

Pour autant aucun plan de Prévention des risques incendie de forêt (PPRIF) n'a encore été prescrit sur le territoire.

Le SCoT en a ainsi tiré des orientations en prévoyant au sein du DOO de limiter les risques incendie et l'exposition aux risques des personnes grâce aux objectifs suivants :

- Evaluer le risque incendie afin de déterminer les sites pouvant être ouverts à l'urbanisation ;
- Dans les secteurs soumis à un risque important d'incendie de forêt (même en l'absence de PPRIF), l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation ne sera pas possible.
- Stopper les mitages des espaces boisés ;
- Eviter le développement urbain en zone d'aléa fort du risque incendie
- Prévoir les équipements et aménagements liés à la prévention et à la défense incendies pour les zones déjà habitées en interface habitat/forêt.

En amont il est également prévu :

- de réduire la biomasse potentiellement inflammable par débroussaillement, mobiliser davantage la ressource forestière dans le cadre d'une exploitation durable ;
- d'aménager et gérer les massifs forestiers dans une logique de protection incendie par des coupures de combustibles, le sylvopastoralisme, l'identification et la préservation des zones coupe-feu existantes.

III.4. UN DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL AU SERVICE D'UN TERRITOIRE DYNAMIQUE SOLIDAIRE ET DURABLE

III.4.1. Les objectifs de consommation d'espace

La consommation foncière issue de l'analyse réalisée par les services du syndicat mixte a mis en évidence qu'entre 2004 et 2017, 1 946 ha d'espaces naturels, forestiers et agricoles avaient été artificialisés soit un rythme de 138ha/an.

Le choix de la Provence Verte Verdon, en parfaite cohérence avec les objectifs de limitation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers est ainsi de :

Périodes	durées	ha	ha/an
2020-2040 (ha)	**20 ans**	**940**	**47**
dont	**Habitat/Equipement**	600	
	ZA Eco & commerce	190	
	Energie renouvelable	150	

Figure 12 : Objectifs de consommation d'espace entre 2020 et 2040

Ainsi le rythme de consommation d'espace sur Provence Verte Verdon devrait diminuer **de -66% environ, par la mise en application des orientations du SCoT.**

Pour les espaces à vocation d'habitat, d'équipements, de commerce ou d'activité économique, une enveloppe foncière maximale est affectée par EPCI, en cohérence avec le souhait de confortation de l'armature urbaine mais aussi des typologies d'urbanisation que l'on rencontrera dans ces espaces.

En dehors de ces espaces, le foncier destiné aux activités de production d'énergie renouvelable est globalisé à l'échelle de la Provence Verte Verdon car il est difficile de préciser aujourd'hui leur localisation. Néanmoins des critères très stricts d'implantation puis de déconstruction seront demandés.

A l'échelle du territoire, le choix est fait d'articuler sur l'armature urbaine le développement urbain afin de renforcer les centralités. C'est pourquoi des niveaux de densités moyennes dans les sites de développement urbains des communes sont définis selon le niveau de la commune et qu'ils sont plus importants pour les villes-centres et les communes-relais. Il a été considéré que les bourgs mitoyens des villes-centres devaient participer de l'effort de renforcement des bassins de vie majeur. C'est pourquoi la densité moyenne qui y est demandée est supérieure à celles des autres bourgs.

III.4.2. Une urbanisation raisonnée et économe en foncier

La densification des tissus urbains doit être modulée en fonction de la localisation des sites de développement urbain, selon leur proximité aux centres et aux axes stratégiques ou aux équipements structurants. La densification ne peut être homogène sur le territoire communal, ni égale entre toute les communes.

Dans la quasi-totalité des communes, les zones d'habitat diffus représentent plusieurs dizaines, voire quelque centaines d'hectares. Une densification non raisonnée des zones d'habitat diffus aurait pour conséquence une augmentation considérable de la démographie communale, une surfréquentation des voiries, une pression accrue sur l'environnement, le sous calibrage des équipements publics, etc..

C'est pourquoi, le choix a été fait de geler les enveloppes des zones d'habitat diffus, de demander aux communes la réalisation d'une étude de densification sur ces zones afin qu'elles disposent d'éléments mesurés et tangibles pour arbitrer sur les moyens à mettre en œuvre pour densifier ces zones.

Par contre, une densification des « dents creuses » significatives, considérées comme telles par le SCoT quand elles sont supérieures à 1ha, ou une densification des sites de développement au plus près des centres urbains, présente de nombreux atouts en matière d'aménagement du territoire : elle donne du sens à une politique des déplacements alternatifs à la voiture, optimise le foncier utilisé, permet de créer des formes urbaines plus denses, etc.

Après avoir fixé des objectifs à l'échelle de la Provence Verte Verdon puis des intercommunalité, le SCoT fixe des objectifs pour optimiser le foncier à l'échelle des communes. Ces objectifs diffèrent selon la localisation des sites de développement urbain. **Le choix est fait de proposer aux communes des fourchettes de densités modulant l'urbanisation future**.

Ainsi, les sites de développements urbains futurs ne sont pas cartographiés dans le DOO mais les communes doivent rendre compatibles leurs projets de développement urbains dans le cadre des critères d'urbanisation préférentielle, dans les contraintes imposées par les orientations et objectifs relatifs à la Trame Verte et Bleue, à l'agriculture, à l'énergie, aux risques… qui sont précisés dans les parties spécifiques à ces critères.

Le SCoT donne également des critères qualitatifs pour les aménagements à venir. Ces critères seront à mettre en œuvre par les communes.

III.4.3. Orienter la production des logements pour les besoins des ménages

L'objectif maximal d'accueil de population est de 147 000 personnes à l'horizon 2040, soit 20 000 personnes de plus que l'estimation de l'état 2020, donné par la projection de l'INSEE. Il sera donc nécessaire de produire un minimum de 13 200 résidences principales (660 par an) pour pouvoir accueillir ce supplément de ménages.

Au-delà de ce chiffre de référence, il faut prévoir une marge de manœuvre suffisante pour intégrer le fait que, même dans la production neuve, il existe une part de logements vacants qui apparaît en particulier lors des changements d'occupants. Par ailleurs, le renouvellement du parc de logements trop ancien ou vétuste, plus difficilement chiffrable, nécessitera également un volant de production supplémentaire.

Une fois intégrées les marges de manœuvres indispensables, les objectifs de production de logements de la Provence Verte Verdon, s'élèvent à un maximum de 660 logements par an.

La localisation de l'offre nouvelle de logements doit renforcer l'armature urbaine de la Provence Verte Verdon. Les tendances récentes du développement démographiquese sont traduites à l'inverse par un développement dans les communes rurales bien supérieur au poids démographique que ces communes représentent dans la Provence Verte Verdon (41% de la croissance démographique 2010-2015 alors qu'ils ne représentaient que 20% de la population de la Provence Verte Verdon). Ceci a eu pour conséquence une diffusion de l'urbanisation et un affaiblissement des deux bassins de vie majeurs de la Provence Verte Verdon, notamment celui de Saint Maximin.

Pour infléchir ce mouvement et retouver une dynamique de confortation des deux bassins de vie majeurs de Saint Maximin et de Brignoles, la production de logements doit mieux correspondre au poids démographqiue de chacun des ECPI de la Provence Verte Verdon.

La faiblesse de l'offre de logements locatifs en particulier à destination des jeunes actifs, la trop rare présence d'une offre de logements de petite taille ou de taille intermédiaire en collectif, le coût souvent hors de portée du revenu des ménages locaux pénalisent le parcours résidentiel des ménages déjà présents en Provence Verte Verdon.

Pour ces raisons, le SCoT souhaite que la production de logements s'oriente vers une diversification de l'offre de logements, trop concentrée sur le modèle de la maison individuelle en accession. En particulier, le SCoT fixe des objectifs minimaux de production de logements sociaux.

Le diagnostic a révélé l'enjeu majeur de la réhabilitation du parc de logements anciens en centre-ville. Afin d'améliorer le niveau de cette offre existantes et de contribuer également à l'amélioration des conditions de vies dans les centres des villes et villages, le SCoT recommande de poursuivre les efforts de réhabilitation des parcs privés et publics.

III.4.4. Améliorer l'offre en équipements et adosser son accessibilité à la trame urbaine

Dans la poursuite d'une réduction des inégalités en termes d'offre en équipements sanitaires, culturels, sportifs… publics ou privés. Le PADD s'efforce de proposer les éléments d'équilibre pour une la localisation pertinente des équipements adaptés à la diversité des besoins. Le renforcement de l'armature urbaine, consiste à implanter le bon équipement dans la bonne commune car en fonction

de sa nature, son rayonnement n'est pas le même. Cet équipement génère plus ou moins de déplacements.

Le DOO traduit dans ses orientations ce qui concerne l'armature urbaine, l'anticipation des besoins en foncier pour toutes les communes notamment pour les équipements qui participent de l'attractivité culturelle et de loisirs, ceux qui participent de l'identité du territoire tels que le Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine.

Le choix est fait d'accompagner les politiques publiques qui visent à réduire les fragilités en matière d'accès à l'offre de services et d'équipements sanitaire, de la formation, d'emploi, de justice et de sécurité.

III.4.5. Le transport et les déplacements

L'urbanisme des 30 dernières années, essentiellement fait sous forme d'habitat individuel disséminé géographiquement, de zones commerciales ou d'activités déconnectées des centres urbains a pour conséquence la multiplication des déplacements individuels. Ce modèle de développement connaît aujourd'hui ses limites qui se caractérisent par divers impacts, notamment sur l'environnement.

Certains axes du réseau de voirie de Provence Verte Verdon joue un rôle particulier compte tenu de leur importance en terme de fréquentation, des communes qu'ils desservent, de leur rôle de lien avec les bassins d'emplois extérieurs ou intérieurs.

Le SCoT vise à poser les conditions de développement d'une alternative au tout automobile soit par une offre de transport en commun soit par la mise en place des moyens de déplacements « doux ».

C'est pourquoi à l'échelle de la Provence Verte Verdon, des axes sont considérés comme stratégiques et donc répertoriés comme voirie primaire, prioritaire en terme d'investissements pour le développement d'alternative à l'automobile. Sont considérés également comme stratégiques la réalisation de certaines infrastructures, comme l'échangeur complet de Pourrières sur l'A8 ou leur devenir tel que la réouverture de la ligne ferroviaire qui dessert les principaux pôles d'emplois voisin des agglomérations d'Aix, Marseille et Toulon.

Le SCoT fait également le choix de poser les fondement d'un schéma de déplacement à l'échelle de Provence Verte Verdon qu'il traduit dans le DOO par une série d'orientations et d'objectifs pour une anticipation des réserves foncières, pour la réalisation d'équipements tels que les pôles d'échange multimodaux (voiture/bus/train), les voiries de déplacements doux, les aires de covoiturage, les aires de stationnement.

Une politique des transports et une politique de l'habitat conjuguées se renforcent l'une et l'autre lorsqu'elles sont mises en cohérence. Ce sont néanmoins des politiques qui trouvent leurs résultats sur le long terme, 10 à 15 ans minimum. C'est pourquoi :

- le SCoT veut renforcer les villes-centres et les communes-relais dans l'armature urbaine pour y renforcer le poids démographique ;

- les critères d'urbanisation préférentielle poussent à la programmation des aménagements par les communes afin de donner de la lisibilités aux investissements sur le long terme ;
- la densification à proximité des arrêts de transports en commun, existants ou à venir, demande à être anticipée.

Tous ses paramètres renforcent une politique de déplacements alternatifs à l'autosolisme, concourent à la réduction du bilan énergétique de Provence Verte Verdon et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

III.4.6. Aménagement numérique

Dans un territoire périurbain et rural tel que la Provence Verte Verdon, dont certains points sont distants des centres de décisions, des centres économiques, de équipements et services structurants, voire des premiers secours, les infrastructures permettant la circulation de l'information dématérialisée offrent une alternative importante aux déplacements des biens et personnes.

Le choix consiste à faire de l'aménagement numérique un élément de la compétitivité économique du territoire et de l'accessibilité des services publics. Ainsi les zones d'activités économiques ou tertiaires sont-elles prioritairement à desservir. Par ailleurs, le SCoT pose les éléments d'une réduction de la fracture numérique.

III.5. UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENDOGENE

Les années 1980 à 2000 ont vu le déclin des activités industrielles traditionnelles en Provence Verte Verdon : mines, tanneries, faïenceries et développement d'une économie présentielle directement liée à la croissance démographique de ce territoire. Par contre, l'essentiel du développement économique à l'échelle régionale s'est produit sur le littoral ou dans les agglomérations voisines générant des migrations domicile travail quotidienne de 4 actifs sur 10.

La majorité des entreprises sont de petite taille, moins de 10 salariés. Les collectivités n'ont pas anticipé la production de foncier en Zones d'Activités Economique pour l'accueil d'entreprises. Ces mêmes zones d'activités économiques n'ont pas fait preuve d'aménagements et de services réellement qualitatifs jusqu'à très récemment pour quelques-unes.

Le territoire pâti d'un manque de coordination économique à son échelle ce qui induit une multiplication de petites zones d'activités et peu de sites économiques dont le rayonnement dépasse le bassin de vie locale. Parmi les faiblesses qui ont été constatées se trouve l'offre de formation locale et l'inadéquation entre la demande et l'offre d'emploi. Pour autant, il y a une forte augmentation de l'emploi salarié depuis 1999 mais majoritairement peu qualifié, à temps partiel et saisonnier, et dont les salaires sont moyens à bas comparés à ceux de la Région PACA. Par ailleurs, la répartition de l'emploi sur le territoire est très inégale, en effet, plus de la moitié des emplois se trouvent en Comté de Provence, dont Brignoles est le pôle économique historique.

III.5.1. Organiser et spatialiser le développement économique

Pour rééquilibrer l'offre d'emplois économique, le choix a été fait dans le PADD d'opérer un rattrapage progressif du ratio emploi/actifs par un objectif de création minimum de 700 emplois /an.

Les choix retenus au sein du PADD sont de hiérarchiser et de spatialiser le développement économique sur l'armature urbaine, d'augmenter très significativement la part de foncier dédiées aux activités économique de façon à créer les conditions anticipées d'un accueil des entreprises, et de faire évoluer les ZAE vers un aménagement qualitatif les rendant plus attractives.

Le DOO définit également une typologie d'espaces économiques (ZAE d'intérêt Pays, Relais et de Proximité) participant à l'essor de l'emploi qu'il localise selon leur vocation dominante et de leur localisation sur les axes structurants du territoire.

Le DOO traduit les choix du PADD en poursuivant, notamment, les objectifs croisés de renforcement de l'armature urbaine, de rééquilibrage économique du territoire, de production du foncier économique, sous conditions de préservation de la Trame verte et bleue ainsi que de terres agricoles, de la définition de critères énergétiques et de la limitation des déplacements individuels.
Le choix a été fait dans le PADD de produire 180 ha de foncier économique pour l'accueil des entreprises.

Le choix est fait de produire 180 ha de foncier économique pour l'accueil des entreprises, qui visent :

- à être le support d'un développement significatif de l'emploi sur l'ensemble du territoire Provence Verte Verdon;
- à doter les territoires les plus dépourvus, d'espaces économiques adaptés à l'existence d'un tissu orienté vers la satisfaction des besoins locaux ou à l'exploitation de ressources spécifiques ;
- à conforter le rôle des bassins de vie de Brignoles et Saint Maximin dans leur position de centralités fortes sur l'ensemble de la Provence Verte Verdon.

Aux conditions de respect de ces critères traduits dans les orientations du DOO, le SCoT soutient le renforcement des ZAE centrales pour 105 hectares :

- L'extension du parc NICOPOLIS à Brignoles,
- Le projet de création d'une ZAE Pays, le Parc d'activités des Monts Aurélien, aux environs de 45 ha à l'ouest, sur le bassin de vie majeur de Saint Maximin, en soutenant
- Le projet de création d'une zone sur l'axe RD43 à brignoles
- Au nord, sur le bassin de vie secondaire de Barjols en fixant comme objectif de créer 15 ha de foncier économique.

Pour les zones d'activités économiques « Relais », le SCoT programme 40 hectares qui s'ajoutent aux 2 ha de disponibilités, avec :

- La création d'une zone d'activités sur le pôle relais de Rians,
- L'extension de la zone du Chemin d'Aix à Saint Maximin,
- L'extension de la zone d'activités économiques Les Ferrages à Tourves,
- L'extension de la zone d'activités économiques « les Praderies » à Carcès.

Pour les zones d'activités de niveau communal, le SCoT évalue l'ensemble des surfaces à planifier à environ 35hectares.

III.5.2. Vers une économie endogène

Le choix de développer une activité économique endogène est basé sur les ressources propres du territoire et parfois sous-valorisées. Ces ressources mériteraient des politiques publiques structurantes qui accompagnent et permettent l'essor de filières économiques à part entières de la matière première produite localement aux débouchés soit locaux, en circuits courts, soit à proximité telle que les agglomérations voisines. Ceci passe par une diversification des productions agricoles telles que le maraîchage, la production d'agri-matériaux tel le chanvre ou le développement de petites filières agricoles telles que le pois chiche de Rougiers, par exemple. C'est pourquoi la maitrise de l'urbanisation et notamment la préservation des terres agricoles permet l'essor économique du territoire.

Par ailleurs, la valorisation des ressources sylvicoles, et des filières qui en découlent, permet à la fois de lutter contre le risque incendie tout en favorisant le mix-énergétique par la production d'énergie comme dans le cas de la centrale INOVA.

Le tourisme dans sa globalité constitue pour le territoire une manne de retombées économiques d'où les choix d'émettre les conditions pour développer l'agrotourisme ou pour le structurer.

Les choix pour accompagner le développement économique par une organisation en amont et en aval des politiques publiques visent à affirmer une identité forte du territoire et à l'accompagner d'un environnement économique à la hauteur de ses ambitions en développant l'offre de formation dans les secteurs porteurs, en réalisant une « Maison de l'économie », et en créant des pépinières d'entreprises, des ateliers-relais ou des hôtels d'entreprises thématisées ou généralistes …

III.5.3. Un commerce cohérent et équilibré à l'échelle du territoire

L'offre commerciale n'a pas accompagné de façon linéaire la croissance démographique, d'où une forte évasion commerciale au profit des pôles commerciaux limitrophes d'Aix en Provence, Aubagne, Marseille et Toulon. Au cours des années 2000-2010 et en réponse aux besoins de la population locale, un développement commercial « massif » de périphérie s'est opéré.

Le développement commercial s'est pour l'essentiel traduit par des zones commerciales en périphérie des villes-centres et des communes-relais générant des flux de déplacements individuels motorisés de la clientèle et une forte consommation foncière. Parallèlement, on a constaté un affaiblissement des dynamiques et de l'attractivité des centres-villes. Ils se sont dévitalisés pour diverses raisons liées notamment à des locaux non adaptés, aux difficultés d'accès, aux difficultés de stationnements…

Aujourd'hui, les pôles commerciaux périphériques existants manquent de potentiel de développement et possède une marge de progression dans la nature de l'offre qualitative et quantitative. L'offre commerciale s'est étoffée pour les postes de dépenses liés à l'alimentaire, l'équipement de la personne, mais moins pour les besoins tels que l'équipement de la maison, ou l'automobile…

Le contexte réglementaire sur le volet commercial dans lequel s'inscrit l'élaboration du SCoT est évolutif et imprécis. Le SCoT de la Provence Verte Verdon participant à la démarche « SCoT-Grenelle » a mené une étude pour la mise en œuvre d'un schéma d'urbanisme commercial et d'un Document d'Aménagement commercial selon une réforme non aboutie.

Les choix retenus par les auteurs du SCoT et son exposé au sein du PADD consistent à créer les conditions d'un développement commercial anticipé, fonction de la croissance démographique et accompagnant le renforcement de l'armature urbaine. Ceci revient à déterminer l'implantation préférentielle des commerces en fonction des différents types d'équipements définis et des différents espaces urbains considérés.

Le PADD oriente le SCoT pour faciliter les conditions d'une dynamique commerciale en centres-villes plus équilibrée vis-à-vis des pôles commerciaux périphériques. La traduction de ces choix au sein du DOO vis-à-vis de l'armature urbaine passe par le renforcement des villes-centres (Brignoles et St Maximin) dans le respect d'un principe de complémentarité. Du reste, le confortement de l'autonomie commerciale des communes-relais au sein de leur bassin de vie respectifs participe non seulement à équilibrer l'armature urbaine mais également à limiter les déplacements individuels et donc l'émission de gaz à effet de serre. Enfin, les bourgs doivent assurer et maintenir une offre commerciale de proximité.

IV. RESUME DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET DES MESURES RETENUES

IV.1 TABLEAUX DE SYNTHESE

Milieux naturels et biodiversité		
Incidences positives	**Incidences négatives**	**Mesures correctrices**
Directes ↗ Préservation de l'intégrité des cœurs de nature ↗ Maintien et remise en bon état des continuités écologiques ↗ Renforcement du rôle écologique des zones d'extension ↗ Préservation de la qualité naturelle des zones relais ↗ Limitation de l'étalement de l'urbanisation ↗ Maintien des espaces agricoles par la préservation de l'enveloppe foncière agricole ↗ Développement de la nature en ville *Indirectes* ↗ Soutien aux pratiques culturales respectueuses de l'environnement ↗ Limitation des impacts consécutifs à l'exploitation des ressources en granulats sur les milieux naturels ↗ Réduction du risque incendie pour les milieux naturels	*Directe* ↘ Développement urbain et risque de pression accrue sur la trame verte et bleue ↘ Reconquête agricole sur de jeunes espaces forestiers *Indirectes* ↘ Développement des énergies renouvelables indispensable ↘ Extension de l'agriculture aux abords de la trame bleue	✓ Une démarche itérative pour une meilleure prise en compte du patrimoine naturel ✓ La définition de la trame verte et bleue, fondement du DOO ✓ L'identification des zones de fragilité de la trame verte et bleue pour mieux les préserver ✓ L'identification des points de rupture de la trame verte et bleue pour mieux les restaurer

Paysage et patrimoine		
Incidences positives	**Incidences négatives**	**Mesures correctrices**
Directes ↗ Intégration et qualité paysagère des aménagements ↗ Affirmation de la nature dans les paysages urbains ↗ Protection et valorisation des paysages identitaires ↗ Maintien de la qualité des paysages agricoles et de leurs composantes ↗ Affirmation de la place de l'eau dans le paysage ↗ Conciliation du développement touristique et de la préservation du patrimoine	*Directes* ↘ Modification des paysages avec le développement urbain *Indirectes* ↘ Développement des énergies renouvelables	✓ Interdiction de tout développement urbain dans les coupures d'urbanisation ✓ Préservation des sites paysagers remarquables et des cônes de vue ✓ Préservation de l'enveloppe foncière agricole ✓ Intégration urbaine et paysagère des principales infrastructures routières ✓ Requalification des entrées de ville ✓ Diffusion de la nature en ville à travers les documents d'urbanisme locaux ✓ Limitation de l'impact paysager des installations de production d'énergies renouvelables et règles de localisation préférentielle ✓ Intégration paysagère des mobiliers urbains et des équipements de collecte des déchets ✓ Lutte contre la pollution visuelle par l'incitation des collectivités à réaliser un règlement local de publicité ✓ Affirmation de la place de l'eau dans le paysage ✓ Développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement ✓ Dans le cas d'un déclassement de tout ou partie d'une zone agricole et sous certaines réserves, le SCoT met en place un principe de compensation des terres agricoles et fixe les caractéristiques des surfaces concernées par cette compensation

Consommation d'espace		
Incidences positives	**Incidences négatives**	**Mesures correctrices**
Directes ↗ Réduction du rythme de consommation foncière ↗ Promotion de la ville compacte aux courtes distances ↗ Diminution de la surface de foncier dédiée à l'habitat ↗ Préservation des espaces naturels structurants	*Indirectes* ↘ Augmentation de la tâche urbaine ↘ Augmentation du risque incendie de forêt ↘ Augmentation de l'exposition des personnes et des biens	✓ Préservation des espaces naturels et agricoles structurants ✓ Réduction du rythme de consommation foncière par rapport au phénomène observé durant la décennie précédente, et réduction supplémentaire par rapport au SCoT en vigueur ✓ Priorisation de l'urbanisation à l'intérieur ou en continuité des enveloppes urbaines existantes ✓ Réalisation d'études de densification urbaine lors de l'élaboration ou la modification des documents d'urbanisme locaux ✓ Superficie minimale constructible à fixer dans les zones d'habitat diffus des PLU, compte tenu des conditions architecturales, paysagères et d'assainissement et au regard de l'étude de densification ✓ Réalisation d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), dans le cadre des PLU, pour toute urbanisation supérieure ou égale à 1ha, afin de structurer le développement de ces secteurs ✓ Ouvertures à l'urbanisation sur les « sites stratégiques de développement urbain » conditionnées par des critères de performance énergétiques et environnementales renforcées ✓ Modulation des densités des sites ouverts à l'urbanisation en fonction de leur localisation et préconisations spécifiques ✓ Stopper les mitages des espaces boisés ✓ Eviter le développement urbain en zone d'aléa fort du risque incendie ✓ Limiter les extensions dans les zones déjà habitées en interface habitat/forêt

Ressource en eau et milieux aquatiques		
Incidences positives	**Incidences négatives**	**Mesures correctrices**
Directes ↗ Préservation de la ressource en eau de la retenue de Ste-Suzanne ↗ Préservation de la ressource en eau souterraine ↗ Gestion de l'alimentation et anticipation des besoins en eau potable ↗ Amélioration des performances de l'assainissement collectif et de la qualité de l'assainissement non collectif ↗ Amélioration de la gestion des eaux pluviales *Indirectes* ↗ Préservation de l'intégrité des cœurs de natures et des continuités écologiques ↗ Développement de la nature en ville ↗ Soutien aux pratiques culturales respectueuses de l'environnement ↗ Urbanisation plus compacte ↗ Limitation des surfaces imperméabilisés et du risque de ruissellement	*Directes* ↘ Augmentation des besoins en eau potable *Indirectes* ↘ Augmentation du traitement des eaux usées et du risque de rejets dans le milieu naturel	✓ Préservation des continuités écologiques des cours d'eau ✓ Préservation de la « zone stratégique » de la masse d'eau souterraine du massif de la Sainte-Baume via notamment l'interdiction d'ouverture à l'urbanisation dans les zones de forte vulnérabilité ✓ Renaturation des berges en zone urbaine ✓ Maintien voire élargissement de la ripisylve ✓ Maintien et création, le long des cours d'eau et des chemins proches des cours d'eau, de zones enherbées, boisées ou de haies ✓ Recul significatif des constructions ou installations vis-à-vis du haut de berge des cours d'eau ✓ Développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement ✓ Renforcement du dispositif de protection des captages d'eau potable ✓ Obligation aux communes de disposer d'un schéma de distribution d'eau potable ✓ Obligation aux communes de disposer d'un schéma directeur d'assainissement des eaux usées et d'un zonage d'assainissement ✓ Recherche d'une adéquation entre développement urbain et capacité de production d'eau potable ✓ Recherche d'une adéquation entre développement urbain et capacité de traitement des eaux usées ✓ Evitement de l'urbanisation dans les secteurs où l'aptitude à l'assainissement non collectif est défavorable ✓ Mise en œuvre de dispositifs pour économiser la ressource en eau ✓ Gestion des eaux pluviales à la source ✓ Zones humides : face aux éventuelles destructions partielles rendues nécessaires par les enjeux d'intérêt général, il sera privilégié la restauration d'anciennes zones humides

Risques naturels et technologiques		
Incidences positives	**Incidences négatives**	**Mesures correctrices**
Directes ↗ Limitation de l'exposition des constructions ↗ Limitation du ruissellement urbain ↗ Préservation des zones d'expansion de crues ↗ Gestion des abords des cours d'eau ↗ Développement d'une culture du risque ↗ Limitation du risque incendie de forêt ↗ Limitation de l'exposition des biens et des personnes *Indirectes* ↗ Renforcement du rôle de l'agriculture dans la prévention du risque	*Indirectes* ↘ Absence de gestion du risque mouvement de terrain ↘ Absence de gestion des risques technologiques	✓ Préservation des ripisylves, des zones humides et de l'enherbement des berges des cours d'eau ✓ Préservation des zones d'expansion des crues ✓ Création de zones agricoles tampon à l'interface habitat/forêt ✓ Incitation à la réalisation de PPRI et à l'engagement d'études hydrauliques ✓ Incitation au respect du principe général d'interdiction de toute nouvelle construction dans les zones où le phénomène d'inondabilité est potentiellement de forte densité ✓ Localisation préférentielle des constructions en dehors des zones de risques ✓ Anticipation des conséquences prévisibles en termes d'imperméabilisation des sols et de ruissellement urbain lors des ouvertures à l'urbanisation ✓ Sensibilisation de la population ✓ Incitation à la réalisation d'études d'évaluation du risque incendie ✓ Eviter l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation dans les secteurs soumis à un risque important d'incendie de forêt. ✓ Stopper les mitages des espaces boisés

Choix énergétiques, qualité de l'air et transports		
Incidences positives	**Incidences négatives**	**Mesures correctrices**
Directes ↗ Valorisation des sources d'énergies renouvelables ↗ Développement de la filière bois ↗ Amélioration du bilan énergétique du territoire ↗ Réduction de la part des déplacements dans les émissions de gaz à effet de serre ↗ Limitation de l'exposition aux nuisances sonores *Indirectes* ↗ Diversification de l'activité économique agricole ↗ Réduction de la contribution au changement climatique ↗ Développement des lignes de transport en commun express à haut niveau de fréquence et anticipation de la réouverture de la ligne ferrée Carnoules-Gardanne ↗ Déploiement d'aires de covoiturage ↗ Développement du réseau de modes doux ↗ Urbanisation plus compacte et limitation des distances de déplacements	*Indirectes* ↘ Augmentation du trafic routier et des besoins énergétiques ↘ Augmentation des nuisances sonores ↘ Risque de modification des paysages	✓ Atténuation des nuisances sonores par une localisation préférentielle du développement urbain ✓ Organisation d'une desserte en transports en commun performante ✓ Développement de l'intermodalité et des modes alternatifs à l'autosolisme (transports en commun, pôles d'échange multimodaux, parkings relais, aires de covoiturage) ✓ Développement des modes de déplacement doux (réseau cyclable et piétonnier) ✓ Développement de la ville des courtes distances via notamment une densification des zones urbaines ✓ Incitation à l'amélioration de la performance énergétique du bâti ancien ✓ Définition de critères de performantes énergétiques renforcées (allant au-delà de la FT2012) pour certaines opérations d'aménagement, dans le cadre des PLU ✓ Incitation à la performance énergétique et aux énergies renouvelables pour les constructions neuves, dans le cadre des PLU ✓ Incitation à l'évaluation quantitative des consommations d'énergie et des émissions de GES générées par les bâtiments et les déplacements, dans le cadre d'études préalables aux opérations d'aménagement ✓ Obligation pour les PLU d'exposer les conditions permettant de favoriser le bioclimatisme ✓ Développement des filières locales d'énergies renouvelables ✓ Limitation de l'impact paysager, du risque incendie de forêt des installations de production d'énergies renouvelables et règles de localisation préférentielle ✓ Limitation de l'impact paysager des projets éoliens ✓ Adaptation du territoire au changement climatique

Ressources minérales		
Incidences positives	**Incidences négatives**	**Mesures correctrices**
Directes ↗ Réduction de la production de déchets à la source ↗ Développement de la collecte sélective ↗ Développement de la valorisation organique des déchets ↗ Gestion localisée des déchets ultimes	*Directes* ↘ Augmentation de la production et du traitement des déchets	✓ Interdiction des dépôts de matériaux inertes dans les cœurs de nature et les espaces agricoles structurants ✓ Localisation préférentielle des dépôts de matériaux inertes sur les sites d'activités désaffectés ✓ Localisation préférentielle des sites nouveaux d'exploitation ou d'extraction en extension de sites existants ou sur d'anciennes carrières ✓ Interdiction d'ouverture, de réouverture ou d'extension de carrières et de leurs installations dans les cœurs de nature et les espaces agricoles structurants ✓ Interdiction des extensions urbaines jouxtant les sites d'exploitation et leurs installations ✓ Respect des préconisations du schéma départemental des carrières ✓ Règles spécifiques à la gestion de la ressource minérale et à la réduction des nuisances dans le cadre des PLU

Gestion des déchets		
Incidences positives	**Incidences négatives**	**Mesures correctrices**
Directes ↗ Priorisation de l'utilisation de matériaux issus du recyclage des matériaux inertes ↗ Maîtrise du développement des sites d'exploitation et d'extraction	*Indirectes* ↘ Risques d'accroissement de la consommation de matériaux et de pression sur les milieux naturels ↘ Risques d'accroissement des nuisances liées à l'exploitation des carrières	✓ Incitation à la réalisation de plans locaux de prévention indiquant les objectifs de réduction des quantités de déchets et les mesures mises en place pour les atteindre ✓ Sensibilisation de la population ✓ Incitation au développement du commerce de proximité et aux circuits courts ✓ Incitation à la conception de bâtiments limitant la production de déchets ✓ Installation de ressourceries-recycleries ✓ Développement de la collecte sélective ✓ Développement de la valorisation organique des déchets ✓ Respect des préconisations du plan départemental des déchets ✓ Incitation à la planification de la gestion des déchets et notamment à la prévision des capacités de stockage nécessaires, avec réservation des espaces susceptibles d'accueillir une Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) ✓ Valorisation des boues par le biais de différents outils

IV.2 SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ETRE IMPACTES

Le SCoT porte et spatialise via les cartes du DOO un certain nombre de projets structurants, dont la localisation est précisément connue.
Tous ces projets (soutenus par le DOO, au nombre de 25) ont bénéficié d'une évaluation environnementale rigoureuse et argumentée, qu'ils soient concernés ou non par le réseau Natura 2000.

Ainsi, l'évaluation environnementale détaille, pour chaque projet/secteur :

- Une présentation de leur situation actuelle ;
- Une analyse des incidences potentielles positives et négatives dues à la mise en œuvre du SCoT ;
- Le cas échéant, les mesures d'évitement, de réduction voir de compensation (mesures ERC) préconisées pour réduire les effets du projet sur l'environnement.

La carte page suivante présente la localisation de ces 25 projets sur le territoire Provence Verte Verdon.

IV.3 EVALUATION APPROPRIEE DES INCIDENCES AU TITRE DE NATURA 2000

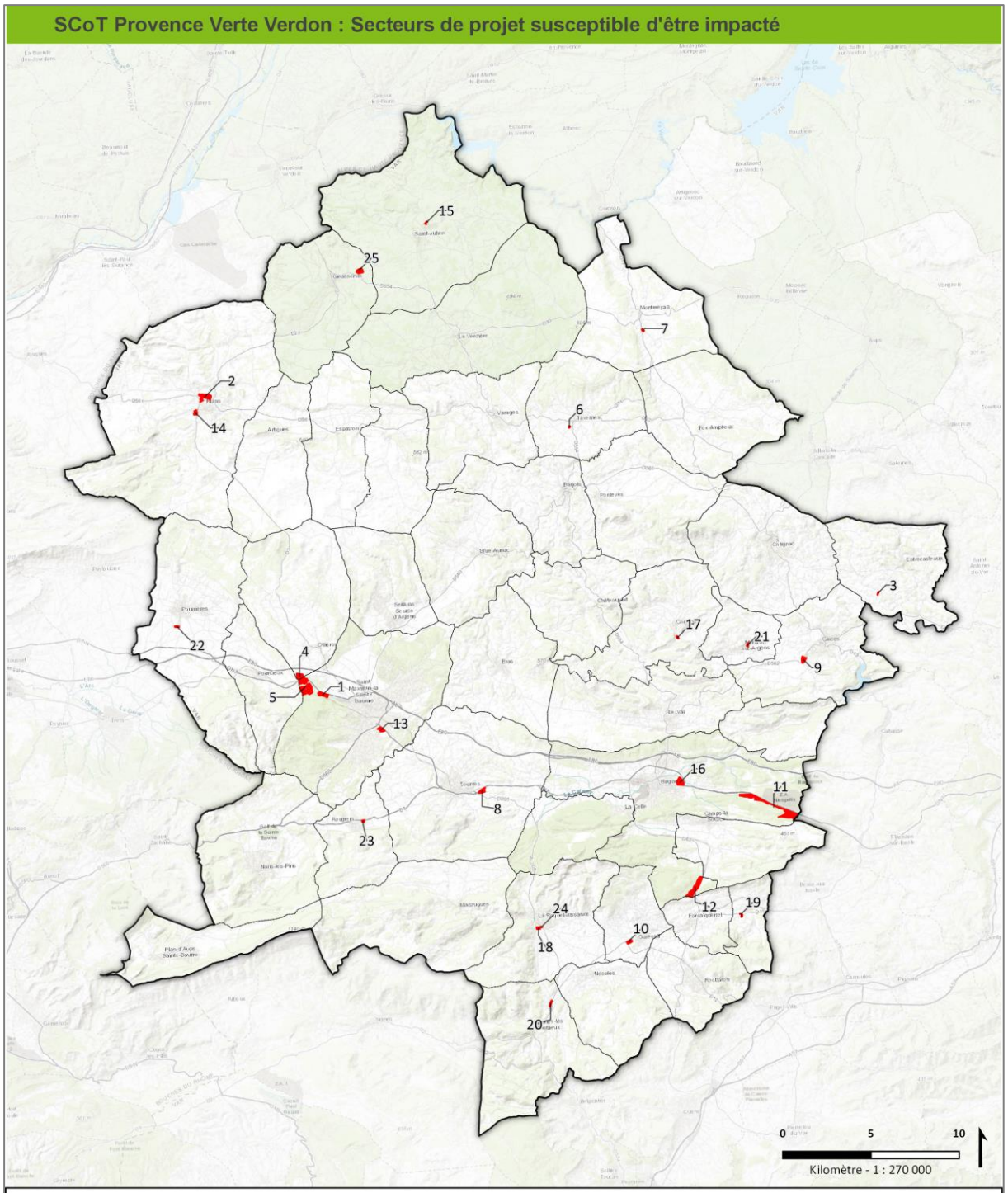
Le SCoT Provence Verte Verdon est un document de planification pour l'aménagement du territoire. Il en définit les grandes orientations politiques et établit des prescriptions de cadrage pour la mise en œuvre de ces orientations.

Soulignons le travail effectué pour la définition d'une trame verte et bleue sur un territoire rural et aux fortes potentialités de biodiversité. La trame définie par le Pays Provence Verte Verdon a fait le choix d'une protection accrue des espaces naturels remarquables dont font partie les sites Natura 2000 et les ZNIEFF qui leur sont attenantes. De ce fait elle assure au territoire et à ses sites Natura 2000 une garantie forte de limitation des impacts directs liés aux aménagements urbains (y compris concernant les énergies nouvelles).

Subsistent à la marge des risques induits liés principalement à l'orientation vers une économie exploitant au mieux les ressources naturelles du territoire : agriculture, forêt, sites touristiques, énergies renouvelables. Ces risques sont ceux d'une utilisation d'un territoire et doivent être pondérés par une évolution des pratiques vers une meilleure prise en compte globale des thématiques environnementales. Outre le contexte règlementaire national, le SCoT renforce cette prise en compte de son patrimoine naturel en prescrivant des mesures d'exigence de performances environnementales et d'organisation des filières, autant de gages d'une meilleure gestion à l'échelle territoriale.

De ce fait, et au regard des analyses effectuées, la mise en œuvre du SCoT Provence Verte Verdon Verdon n'engendrera aucune incidence négative significative susceptible de remettre en cause l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ayant permis la désignation des sites Natura 2000 étudiés, sous réserve d'appliquer strictement les dispositions du DOO et les mesures ERC proposées.

SCoT Provence Verte Verdon : Secteurs de projet susceptible d'être impacté



Périmètre du SSEI

Numéro et nom des projets :

1 - CHEMIN D'AIX
2 - GARRAGAÏ - ST ESPRIT
3 - LA CHEVALIERE
4 - LE PAMA
5 - LE PAMA
6 - LE ROUCASSET
7 - LES BREGOUS
8 - LES FERRAGES
9 - LES PRADERIES
10 - LES CROS
11 - NICOPOLIS EXTENSION
12 - RD 43
13 - RDN7 - L'ETENDARD
14 - SAINTE CATHERINE
15 - ST PIERRE
16 - VABRES
17 - ZA CORRENS
18 - ZA LA ROQUEBRUSSANNE
19 - ZA LES NEGADISSES
20 - ZA MEOUNES
21 - ZA MONTFORT
22 - ZA POURRIERES
23 - ZA ROUGIERS
24 - ZC LA ROQUEBRUSSANNE
25 - PIED DE LA CHÈVRE

Sources : SCOT Provence Verte Verdon. Fond de carte : ESRI World Topo. Réalisation : Écovia, juin 2019.

IV.4. METHODE UTILISEE POUR REALISER L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'évaluation environnementale, rendue obligatoire par le décret du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement, permet d'intégrer, dès le début de l'élaboration du SCoT, une réflexion poussée sur l'environnement qui doit également se révéler force de proposition en termes de projet et de suivi des principes actés.

IV.4.1. Une échelle d'analyse globale

L'évaluation environnementale d'un SCoT n'est pas une simple étude d'impact à vocation opérationnelle. L'objectif de la démarche a été d'évaluer un cadre global : la stratégie de développement du territoire, et non simplement une action (ou un ouvrage) unique et figée.

L'évaluation environnementale s'apparente à une analyse non technique permettant d'identifier la compatibilité entre des éléments déjà étudiés et connus, à savoir les enjeux environnementaux du territoire, et les orientations fixées pour son développement. Les outils ont donc eux aussi été adaptés : plus que des investigations techniques ciblées, la mission a requis une démarche de réflexion, d'analyse et de synthèse.

L'état initial de l'environnement

Il s'agit dans un premier temps de dresser un état initial de l'environnement stratégique, c'est-à-dire non encyclopédique mais visant les problèmes principaux pouvant se poser sur le territoire.

Rôle de l'évaluation environnementale : Présentation des tendances observées constituant un « état zéro » de l'environnement, synthèse et hiérarchisation des enjeux constituant une base à l'élaboration du projet de SCoT.

IV.4.2. L'analyse des incidences

Dans un deuxième temps, l'objectif est de préciser les pressions additionnelles sur le milieu, consécutives à la mise en œuvre du document de planification.

Cependant, le SCoT étant un document de planification et non un projet opérationnel, toutes les incidences sur l'environnement ne sont pas connues précisément à ce stade, et seules les études d'impact propres à chaque projet traiteront dans le détail des effets sur l'environnement. L'objectif est donc ici de cibler les secteurs à fort enjeu que les futures études d'impact devront particulièrement prendre en compte, en fonction des grands équilibres du territoire et des exigences de leur préservation.

L'analyse des incidences du SCoT est effectuée en confrontant les différents types de dispositions du document (objectifs du PADD, dispositions du DOO) à chacun des thèmes analysés dans la présentation de l'état initial de l'environnement. Une réflexion critique est menée sur les impacts positifs et négatifs que l'on peut attendre du SCoT. Les mesures correctrices sont présentées, s'il y a lieu, dans le cadre de chacun des thèmes environnementaux.

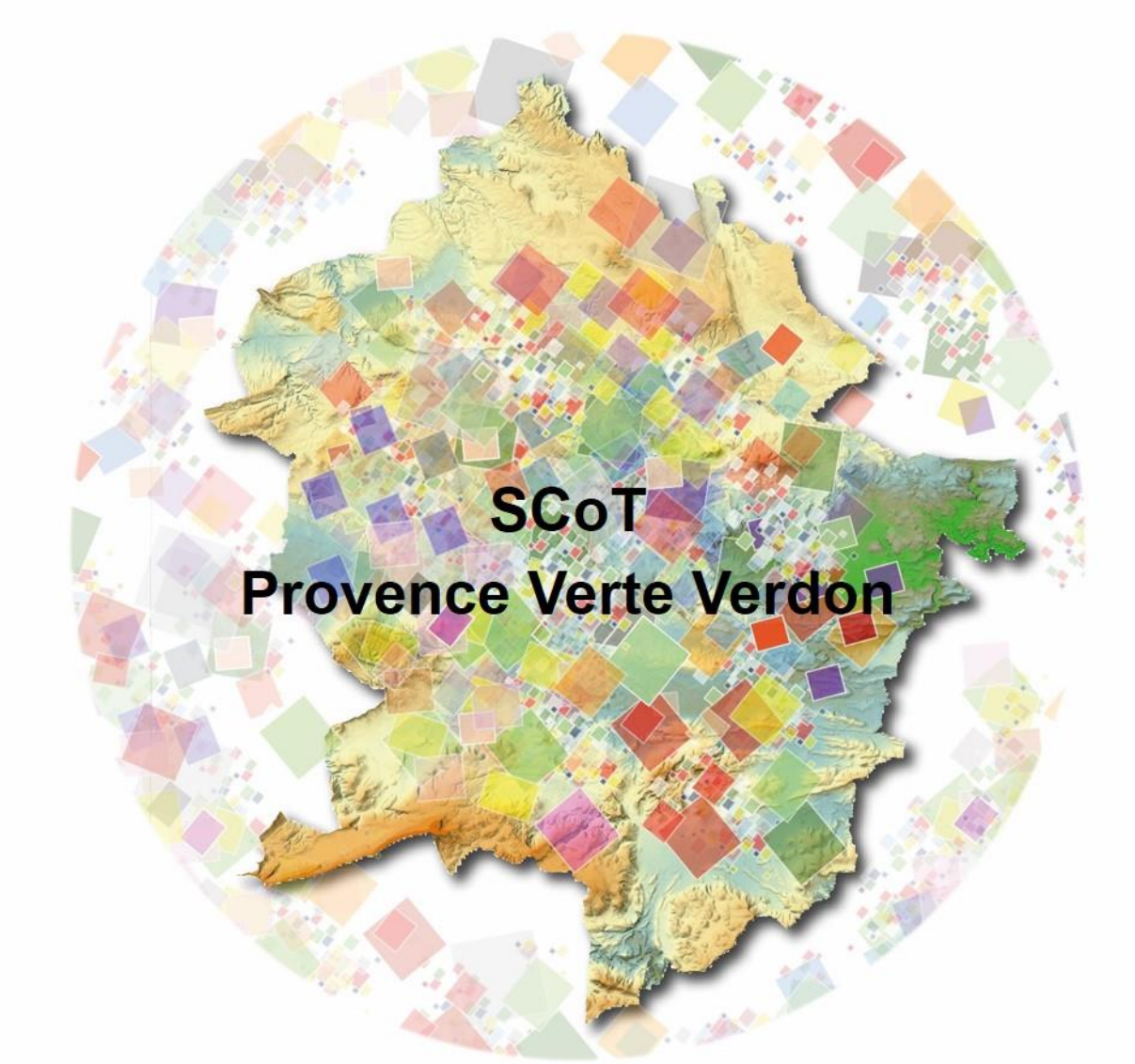
Des indicateurs sont proposés pour permettre le suivi puis l'évaluation environnementale de la mise en œuvre du SCoT dans le temps. Ils sont renseignés selon des temporalités différentes (annuelle, biannuelle, ou au bout des 6 ans – délai réglementaire d'évaluation environnementale du SCoT).

Afin de simplifier la présentation, les incidences, les mesures compensatoires et les modalités d'évaluation ont été regroupées pour chaque thématique environnementale.

Rôle de l'évaluation environnementale : Formalisation des incidences positives et négatives au regard de la précision du projet, proposition de mesures compensatoires à envisager dans le cadre de la mise en œuvre du SCoT.

La précision et la pertinence de l'étude sont directement liées au volume et à la qualité des informations qui ont pu être recueillies. Aussi la phase de collecte de données a-t-elle été traitée avec la plus grande attention.

Un travail de synthèse et d'analyse a, dans un premier temps, porté sur les caractéristiques du territoire, identifiées à travers les différentes données à disposition du maître d'ouvrage (biodiversité, transports, assainissement, déchets…).



- 2 -

DIAGNOSTIC

SOMMAIRE

I. PROVENCE VERTE VERDON , UNE IDENTITE EN MOUVEMENT 75

I.1. HERITAGES, PASSAGES, BRASSAGES ET DEVENIR 75

I.1.1. Présentation de Provence Verte Verdon 75

I.1.2. Une histoire ancrée dans le territoire 76

I.1.3. Une position centrale en Région PACA qui accentue les mutations 77

I.2. LA CONSTRUCTION : UN ETALEMENT AU -DELA DES AIRES URBAINES 79

I.3. L'AGRICULTURE : DE L'IDENTITE AU MOTEUR D'UNE ECONOMIE RENOUVELEE 80

I.4. UNE IDENTITE PARTAGEE A CONSTRUIRE SUR LA BASE D'UN RICHE PATRIMOINE HISTORIQUE 81

I.5. UNE REVISION DU SCOT QUI S'INSCRIT DANS UNE DEMARCHE DE PROJETS TERRITORIAUX AU LONG COURS 82

II. SYNTHESE ENVIRONNEMENTALE 85

II.1. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE 85

II.1.1. Les composantes physiques et paysagères du territoire 85

II.1.2. Le Climat et ses incidences en Provence Verte Verdon 86

II.2. ENVIRONNEMENT NATUREL ET BIODIVERSITE 87

II.2.1. Un patrimoine naturel très riche 87

II.2.2. Caractéristiques de la trame verte et bleue 89

II.3. GESTION DES RESSOURCES NATURELLES 91

II.3.1. La ressource en eau 91

II.3.2. La ressource en bois 92

II.3.3. Le bilan des émissions de gaz à effet de serre 92

II.3.4. Production locale d'énergies renouvelables et potentiels de développement 93

II.4. POLLUTIONS, DECHETS ET NUISANCES 94

II.4.1. Déchets 94

II.4.2. Assainissement collectif 95

II.4.3. Assainissement non collectif 95

II.4.4. La qualité de l'air 95

II.4.5. Paysage sonore de la Provence Verte Verdon 96

II.5. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES 97

II.5.1. Risques de mouvements de terrain 97

II.5.2. Risques sismiques 97

II.5.3. Risques inondations 97

II.5.4. Risques incendies 98

II.5.5. Risques technologiques 98

III. EXPANSION URBAINE 100
III.1. DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES SOUS PRESSION URBAINE 100
III.2. DES ENTREES DE VILLE MOYENNEMENT QUALITATIVES 100
III.3. MORPHOLOGIES ET DYNAMIQUES URBAINES EN PROVENCE VERTE 102
IV. LE MOTEUR RESIDENTIEL, DETERMINANT DE LA CROISSANCE DE LA PROVENCE VERTE 105
IV.1. DES OPPORTUNITES DE DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL QUE N'OFFRENT PLUS LES GRANDS VOISINS 105
IV.1.1. L'acquisition de maisons plus aisée dans la Provence Verte Verdon qu'ailleurs 105
IV.1.2. Un développement résidentiel depuis les années 70 qui a favorisé la constitution d'un parc de logements monotype essentiellement composé de maisons 109
IV.1.3. … Qui favorise les situations de sous-occupation des résidences principales 112
IV.1.4. Une construction neuve dynamique qui entame un début de diversification 112
IV.2. UN MODE DE DEVELOPPEMENT QUI AFFAIBLIT LES CENTRES ANCIENS 115
IV.2.1. LE LOGEMENT, UNE SOURCE DE PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE PROBABLE DES MÉNAGES DU SCOT 118
IV.2.2. DES BESOINS ET DONC UN POTENTIEL IMPORTANT D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT 120
IV.3. UN PARC DE LOGEMENTS QUI NE SATISFAIT PAS L'ENSEMBLE DES PARCOURS RESIDENTIELS 121
IV.3.1. Un parc locatif social faible, concentré, et qui peine à se développer dans le neuf 121
IV.3.2. Une offre locative privée faible dont une partie est de mauvaise qualité 125
IV.3.3. Une demande locative difficile à satisfaire qui pénalise les ménages actifs locaux 127
IV.3.4. Une accession plus abordable pour les ménages venus de l'extérieur que pour les ménages locaux .. 129
V. UN TERRITOIRE ATTRACTIF POUR LES JEUNES MÉNAGES ACTIFS 131
V.1. CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES 131
V.1.1. Une densité de peuplement plutôt faible 131
V.1.2. Un périmètre en forte croissance démographique 132
V.1.3. Les migrations comme moteur principal de l'accroissement démographique 134
V.1.4. Le territoire particulièrement attractif pour les personnes en âge d'être actifs 134
V.1.5. Un niveau de fécondité assez important 137
V.1.6. Des proportions de personnes âgées plus faibles que la moyenne varoise 138
V.1.7. Un vieillissement récent mais accentué 139
V.1.8. Les couples avec enfants surreprésentés 141
V.1.9. La taille moyenne des ménages en diminution 143
V.1.10. Des proportions de diplômés du supérieur plus faibles que la moyenne départementale 145
V.1.11. Des revenus élevés dans l'Ouest et le Sud du périmètre 146
V.1.12. Une pauvreté assez peu fréquente dans l'ensemble, mais des contrastes évidents 148
VI. UNE CROISSANCE ECONOMIQUE VIGOUREUSE ET UN REEL POTENTIEL DE DIVERSIFICATION 149
VI.1. UNE FORTE DYNAMIQUE ECONOMIQUE, ENCORE TRES RESIDENTIELLE 149

VI.1.1. Une croissance très forte 149
VI.1.2. Une tendance similaire de croissance pour les actifs occupés, pour les actifs inoccupés 150
VI.2. L'AGRICULTURE EN PROVENCE VERTE VERDON 166
VI.2.1. Une agriculture assez peu diversifiée 168
VI.2.2. Localisation et caractéristiques des exploitations 172
VI.2.3. Une dynamique démographique inquiétante 173
VI.2.4. Les grandes mutations observées des 10 dernières années 175
VI.2.5. Une difficulté croissante à accéder au foncier en raison, notamment, du prix en augmentation 176
VI.2.6. L'agriculture et l'environnement en Provence Verte Verdon 178
VI.2.7. Les enjeux retenus pour le SCoT en matière d'agriculture 180
VI.3. DES FILIERES PORTEUSES D'AVENIR 180
VI.3.1. Le tourisme , une activité économique à part entière 180
VI.3.2. Le Patrimoine : Le Pays d'Art et d'Histoire 185
VI.3.3. La croissance verte (énergies renouvelables, eau, carrières, bois…) 187
VI.4. LES PÔLES ÉCONOMIQUES DU TERRITOIRE (SMPPV) 188
VI.5. L'ACTIVITE ET L'APPAREIL COMMERCIAL DE LA PROVENCE VERTE VERDON 190
VI.5.1. L'importance du commerce dans l'économie générale du territoire 190
VI.5.2. La territorialisation des emplois du commerce 191
VI.5.3. Une démographie d'entreprises commerciales dynamique 192
VI.5.4. L'offre commerciale actuelle 193
VI.5.5. L'armature urbaine du commerce ; analyse des niveaux différenciés de l'offre 211
VI.5.6. L'évolution des surfaces commerciales 220
VI.5.7. Synthèse des enjeux et principales questions 229
VII. LES EQUIPEMENTS STRUCTURANTS DU TERRITOIRE 231
VII.1. LA FORMATION : UN ACCOMPAGNEMENT TOUT AU LONG DE LA VIE 231
VII.1.1. La formation initiale 231
VII.1.2. La formation continue 233
VII.2. LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS 234
VII.3. LE SECTEUR SANITAIRE ET MÉDICO-SOCIAL 235
VII.3.1. Les grands équipements 237
VII.3.2. L'offre en soins libérale 238
VII.4. L'OFFRE À DESTINATION DES PERSONNES ÂGÉES ET DES HANDICAPÉS 238
VII.4.1. La prise en charge des personnes âgées 238
VII.4.2. Les personnes handicapées 240
VII.5. LE PATRIMOINE : LE PAYS D'ART ET D'HISTOIRE 242

VII.5.1. Un gisement patrimonial riche et diversifié *242*

VII.5.2. Un outil de valorisation en plein essor *242*

VII.5.3. Enjeux et perspectives du patrimoine *245*

VII.6. L'OFFRE CULTURELLE **245**

VII.6.1. Les domaines de l'offre culturelle en Provence Verte *245*

VII.6.2. Les autres services et équipements *248*

VII.6.3. Enjeux et prospectives des équipements *251*

VIII. UNE MOBILITE QUASI MONOMODALE ET DEPENDANTE DE L'EXTERIEUR **252**

VIII.1. UNE GRANDE ACCESSIBILITE DU TERRITOIRE UNIQUEMENT ROUTIERE MAIS UNE PROXIMITE AUX GRANDES PORTES D'ENTREE REGIONALES **252**

VIII.1.1. Un territoire aux portes des métropoles Aix-Marseille-Provence et Toulonnaise irrigué par un axe autoroutier international **252**

VIII.1.2. Un réseau viaire primaire essentiellement Nord-Sud qui vient renforcer la connexion avec les territoires voisins **252**

VIII.2. L'ACCESSIBILITE ROUTIERE AUX GRANDES METROPOLES VOISINES ET LE DESEQUILIBRE ENTRE LE NOMBRE D'EMPLOIS ET LE NOMBRE D'ACTIFS RESIDANTS GENERENT DES FLUX D'ECHANGES QUOTIDIENS INTENSES VERS LES TERRITOIRES VOISINS **254**

VIII.2.1. Plus de 4 actifs sur 10 quittent quotidiennement le territoire pour aller travailler *254*

VIII.2.2. Près d'un actif sur quatre travaille à plus de 40 km de sa commune de résidence *254*

VIII.2.3. Les actifs résidant à l'extérieur du territoire et travaillant en Provence Verte Verdon représentent une petite minorité *255*

VIII.2.4. Les flux internes sont principalement des flux intracommunaux : 15 000 actifs travaillent dans leur commune de résidence *256*

VIII.2.5. Les navetteurs internes à la Provence Verte Verdon sont relativement peu nombreux *257*

VIII.3. LA VOITURE DOMINE FORTEMENT L'ENSEMBLE DES DEPLACEMENTS DES RESIDENTS **259**

VIII.3.1. La majorité des déplacements tous motifs est réalisée en voiture *259*

VIII.3.2. Le trafic supporté par le réseau primaire illustre les relations entre les territoires, et en particulier sur 4 axes majeurs *259*

VIII.4. DES ALTERNATIVES A LA VOITURE INDIVIDUELLE INSUFFISAMMENT ATTRACTIVES **261**

VIII.4.1. Les transports en commun offrent un bon maillage du territoire mais un faible niveau de service *261*

VIII.4.2. Le territoire compte 8 aires de covoiturage qui restent faiblement occupées malgré un réel potentiel *261*

VIII.4.3. Les aménagements cyclables sont faiblement présents et ont une vocation essentiellement touristique *263*

VIII.5. LA DESSERTE NUMERIQUE NE CORRESPOND PAS A L'ARMATURE URBAINE DE LA PROVENCE VERTE **265**

IX. ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE **266**

IX.1. LA MÉTHODOLOGIE **266**

IX.1.1. Le choix de la méthode pour la période 2003-2014 ..... *266*

IX.1.2. Présentation de la base de données du mode d'occupation du sol. *267*

IX.1.3. Mise en place de la méthode 268

IX.1.4. Evolution de la méthode de numérisation 269

IX.1.5. Les biais et limites de la méthode 273

IX.2. LES RÉSULTATS 274

IX.2.1. Rétrospective 274

IX.2.2. Evolution de l'occupation du sol depuis 2014 274

I. PROVENCE VERTE VERDON , UNE IDENTITE EN MOUVEMENT

I.1. HERITAGES, PASSAGES, BRASSAGES ET DEVENIR

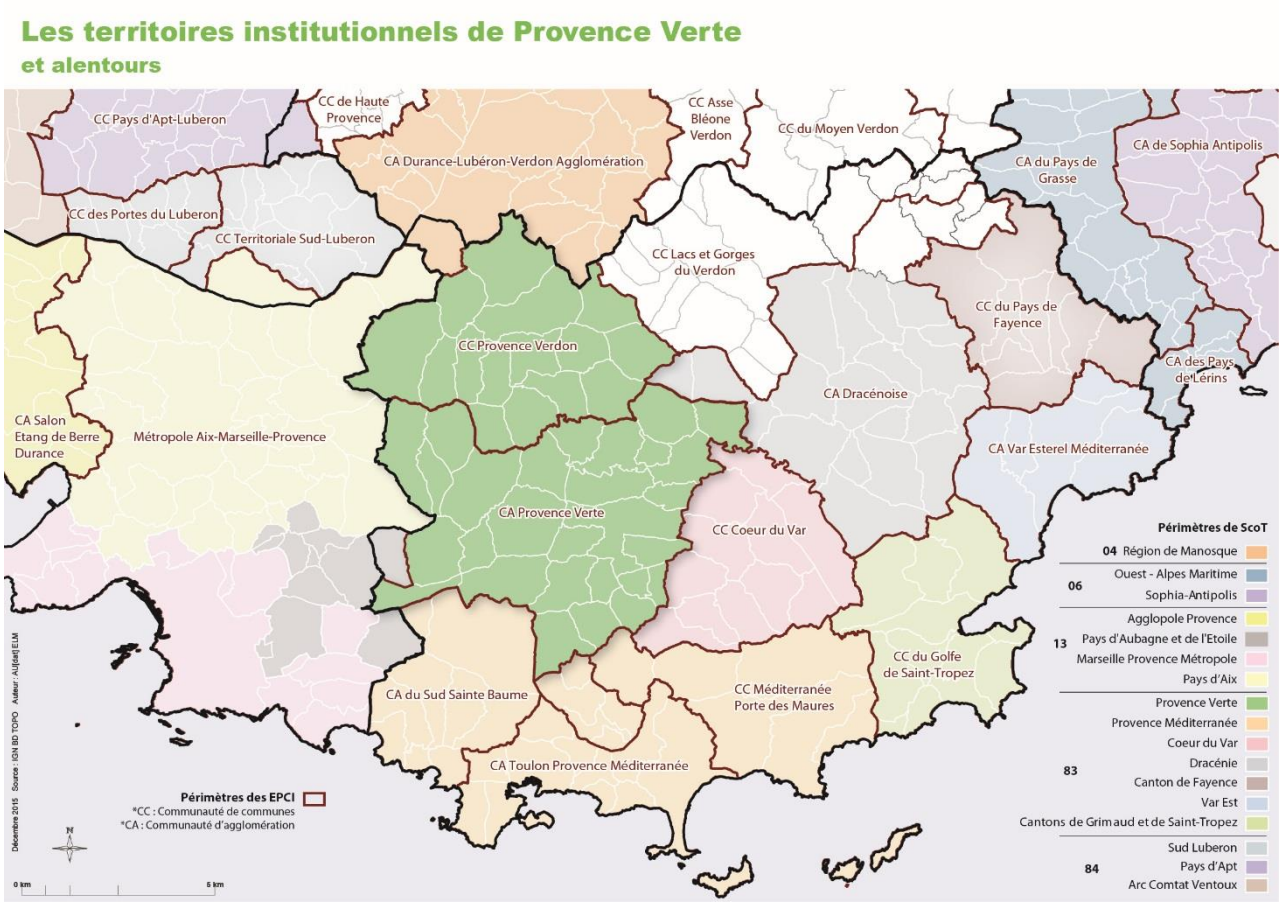
I.1.1. Présentation de Provence Verte Verdon

Au 1er janvier 2017, le projet de révision du SCoT porte sur 43 communes. 15 communes sont membres de la Communauté de communes de Provence Verdon et 28 communes sont membres de la Communauté d'agglomération Provence Verte.

Approuvé en janvier 2014, le premier SCoT de la Provence Verte Verdon était établi sur un périmètre plus restreint de 39 communes réparties en 4 Communautés de communes. Ce périmètre s'est agrandi avec l'évolution de la carte intercommunale :

- La commune de Bras a quitté la Communauté de communes Provence d'Argens en Verdon et a rejoint la Communauté de communes Bassin de vie de St Maximin ;
- La commune de Saint-Antonin-du-Var a quitté la Communauté de communes du Bassin de vie de Brignoles pour rejoindre la Communauté d'Agglomération Dracénoise et son SCoT. Elle a donc quitté le territoire du SCoT Provence Verte.
- Les Communautés de communes de Provence d'Argens en Verdon et de Bassin de vie de Rians ont fusionné en 2014 pour former la Communauté de communes Provence Verdon. Le périmètre du SCoT a donc été étendu aux 5 communes de l'ancienne CC Bassin de vie de Rians (Rians, Saint-Julien, Artigues, Ginasservis et La Verdière).
- Trois Communautés de communes ont fusionné pour former la Communauté d'agglomération Provence Verte. Il s'agissait des Communautés de communes de Val d'Issole, du Bassin de vie de Brignoles et de Saint-Baume Mont-Aurélien.

La démarche de révision du SCoT de la Provence Verte Verdon est conduite aujourd'hui par le Syndicat Mixte Provence Verte Verdon (auparavant Syndicat Mixte du Pays de la Provence Verte). Il comprend comme membres : la Communauté de communes Provence Verdon et la Communauté d'agglomération Provence Verte. Ses compétences sont centrées sur l'aménagement du territoire dont l'élaboration, la mise en œuvre et la révision du SCoT, le développement économique au travers d'un accompagnement des intercommunalités, le Pays d'Art et d'Histoire, le portage de programmes tels que LEADER.



Le territoire est localisé au cœur du moyen Var, aux bords du Verdon et aux pieds du massif de la Sainte-Baume. Il s'étire sur 46 km d'Est en Ouest et 55 km du Nord au Sud. La superficie totale de Provence Verte Verdon est ainsi de 1 593,52 km² soit 26,5 % du territoire varois.

Le SCoT de Provence Verte Verdon compte 118 809 habitants au 1er janvier 2015[1] (soit un dixième environ de la population varoise) dont 27 % se concentrent à Brignoles (17 093 habitants) et Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (16 037 habitants).

I.1.2. Une histoire ancrée dans le territoire

Dès l'antiquité romaine, le territoire de Provence Verte Verdon s'est inscrit dans une tradition d'échanges. Traversé d'Est en Ouest par la *via Aurelia*, la richesse de ce territoire repose sur une histoire et un patrimoine construits au cours des siècles par les nombreux mouvements et brassages de populations.

[1] Source : INSEE RP 2015 publié en juin 2018

Durant de nombreuses années jusqu'à la création et la prise en charge de leurs compétences par les intercommunalités, l'aménagement du territoire a été le fruit d'actions plus ou moins concertées entre les communes et leurs partenaires institutionnels et privés, à des échelles de réflexions variables. Aujourd'hui, avec le SCoT c'est une meilleure coordination des politiques publiques mises en œuvre qui est recherchée.

La Décentralisation a donné aux élus locaux les moyens de prendre en main l'aménagement de leur territoire, et les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) donnent la possibilité de décider collectivement d'une stratégie locale de planification spatialisée. Guidé par un projet politique, le SCoT issus des choix des élus locaux est un espace de réflexions, d'actions concertées et coordonnées sur le moyen et le long terme, le tout au service des habitants. Ensemble, élus, partenaires publics et privés, habitants, acteurs du développement local, ont été invités au dialogue à travers la concertation.

Les élus du territoire ont souhaité organiser son développement part une mise en perspective de son évolution. Ils ont d'abord mis en œuvre une Charte de Pays avec les partenaires instituionnels et associatifs du territoire qui a été signée en 2005 et a donné lieu à diverses contractualisation avec la Région et l'Etat.

Par la suite sur le même périmètre les élus ont décidés de développer une Schéma de Cohérence Territoriale dont la première délibéraiton d'intention date de 2001. En 2005, l'élaboration du premier SCoT est prescrit ainsi que les modalités de la Concertation. En 2008, les premiers éléments ont été réalisés : diagnostic, Etat Initial de l'Environnement, etc et un premier PADD est débattu. Par la suite, le premier SCoT participe de la démarche SCoT exemplaire du Grenelle dans la foulée du Grenelle de l'Environnement portée par le Ministre Borloo. Cette démarche permet d'enrichir l'élaboration par des études et des conférences-débats sur le projet du premier SCoT qui sera arrêté en juin 2013 puis approuvé en janvier 2014.

I.1.3. Une position centrale en Région PACA qui accentue les mutations

Le territoire de la Provence Verte Verdon se situe intégralement dans le département du Var et se trouve aux limites des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse et des Alpes-de-Haute-Provence. Il est au cœur d'un vaste réseau routier, en particulier l'A8, permettant à ses habitants et usagers d'accéder en moins de 2h aux grandes agglomérations et pôles urbains de la région (Marseille, Aix, Nice, Toulon, Avignon, Fréjus, Cannes,).

Provence Verte Verdon se situe également à proximité relative d'un ensemble d'infrastructures de transports nationaux et internationaux :

- Les gares SNCF TGV des Arcs-Draguignan, Toulon et Aix-en-Provence
- Les aéroports internationaux de Marseille Provence, de Toulon-Hyères, de Nice Côte d'Azur et de l'aéroport d'aviation d'affaires du Castellet.
- Le port autonome de Marseille, le port de commerce et de voyageurs de Toulon et sa Base Navale.

- Précision qu'aucun réseau ferré en fonction journalière ne traverse le territoire de Provence Verte Verdon .



La ville comtale de Brignoles est une sous-préfecture. Cette ville est à équidistance d'Aix-en-Provence, de Draguignan et de Toulon, trois centres décisionnels historiques.

Par ailleurs, Provence Verte Verdon est sous influence des métropoles voisines d'Aix-Marseille-Provence, de Toulon, de Nice et de l'agglomération de Draguignan. Par l'entremise de voies de communications facilitant les déplacements (A8), les équilibres internes du territoire ont été déstabilisés et ses dépendances économiques, sociales et spatiales vis-à-vis de ces agglomérations périphériques se sont accrues. Les aires d'influence des centres métropolitains voisins se recoupent sur le SCoT, faisant de ce territoire un espace « interstitiel[2] » qui a perdu en partie la main sur son devenir.

Le tissu économique et la production locale ont fortement été influencés par ce positionnement géographique stratégique. La proximité des aires de consommation, d'exportation et d'approvisionnement ont joué un rôle déterminant dans la construction du territoire.

Les effets induits par l'attractivité économique de la région PACA ont permis de développer des emplois, et de ce fait, ont généré une croissance démographique très importante liée aux actifs venus habiter dans le territoire sans pour autant y travailler. Cette croissance démographique s'est

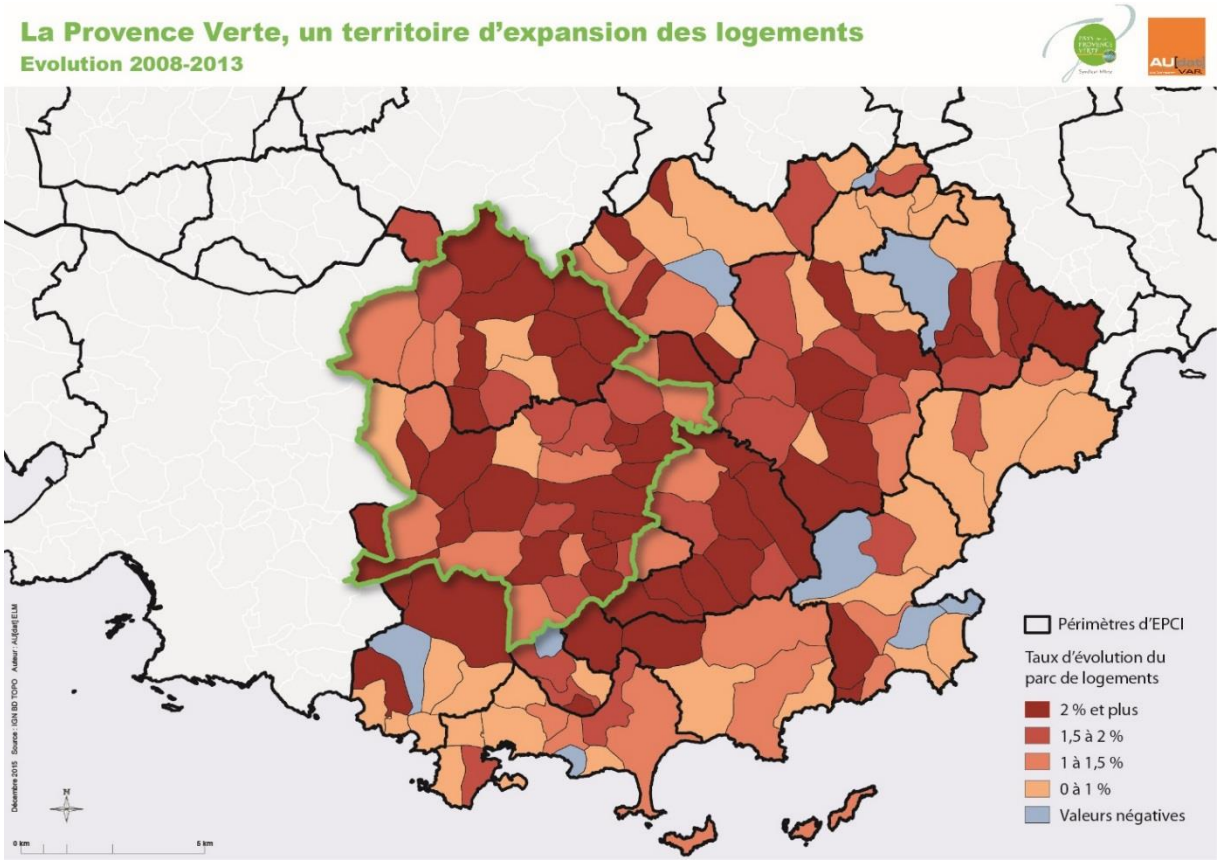
[2] Source : charte du Pays de la Provence Verte

accélérée pendant deux décennies (+41% entre 1999 et 2015) jusqu'à être supérieure à l'ensemble du département (17% sur la même période).

En termes d'emplois, aux niveaux régional et départemental, le secteur salarié privé est en progression (comme pour Provence Verte Verdon qui a bénéficié d'une croissance d'emplois de + 5% entre 2010 et 2015 et +28% entre 1999 et 2010). Il s'est développé dans les grandes agglomérations et sur le littoral méditerranéen, puis s'est ensuite diffusé par le biais des axes de communication accessibles, efficaces et denses.

Ainsi, le développement urbain de la Provence Verte Verdon est intimement lié à l'accessibilité aux grands pôles d'emplois dynamiques (notamment Aix-en-Provence) permise par l'autoroute A8 et les routes structurantes du territoire (RDN7, RD43 notamment).

I.2. LA CONSTRUCTION : UN ETALEMENT AU -DELA DES AIRES URBAINES



Alors que l'emploi se développe principalement dans les grandes agglomérations régionales et sur le littoral, la construction neuve connaît une poussée surtout dans l'arrière-pays. Le manque de disponibilité et la pression foncière sur la côte ont rendu plus évidente la recherche d'un « ailleurs »

proposant un accès à la propriété plus facile et un temps de parcours pour la distance travail-domicile acceptable. La Provence Verte Verdon est cet « ailleurs », comme tout le Centre Var, c'est tout à la fois un lieu de loisirs et de résidence et un jardin pour les actifs des territoires voisins.

Provence Verte Verdon devient un territoire d'expansion urbaine des habitants des communes métropolitaines, autrement dit un espace périurbain. De ceci découle la structuration particulière de son économie, avant tout résidentielle. Il résulte également de cette pression démographique, des formes urbaines dominées par un bâti diffus, composées principalement d'habitat individuel. De plus, cette situation conduit à une hausse des déplacements, des retards en matière d'équipements et de services au niveau communal et intercommunal. Ce décalage et le changement du profil de population et des changements de mode de vie (sous influence urbaine notamment) entraîne une nette augmentation des besoins en services et équipements jusqu'alors peu demandés dans un milieu qui restait essentiellement rural.

I.3. L'AGRICULTURE : DE L'IDENTITE AU MOTEUR D'UNE ECONOMIE RENOUVELEE

Les territoires ruraux sont soumis à de nombreuses pressions : changement d'affectation du sol, augmentation du prix du foncier et des matières premières, etc. À cela s'ajoute l'arrivée de nouveaux résidents qui ne voient dans le paysage agricole qu'une fonction récréative et paysagère, créant de fait un grand nombre de conflits d'usage et des tensions sociologiques.

En Provence Verte Verdon , l'économie agricole a essentiellement deux moteurs : les grandes cultures au Nord, la viticulture au Sud. La viticulture est une activité économique lucrative qui « surfe » sur l'engouement pour le « Rosé de Provence » mais a contrario cela la rend plus dépendante des dynamiques économiques mondiales, fluctuation des prix, etc. Cette situation engendre de nombreux changements sur les paysages et le foncier, abandons d'exploitations, friches naturelles et reforestation, mais également, placements financiers dans des domaines viticoles, replantations, développement des caves coopératives et recherche de terres à cultiver.

La spéculation foncière n'a pas disparue, des propriétaires fonciers et des acheteurs néo-ruraux, ont accentué la déprise agricole selon les secteurs et favorisés l'étalement urbain, notamment grâce à l'appui de documents d'urbanisme parfois trop permissifs. Les décideurs du territoire de Provence Verte Verdon ont pris conscience de cette pression foncière, de la nécessité de sauvegarder les terres agricoles, et de leur capacité à limiter l'étalement urbain lorsqu'elles sont économiquement rentables. Cette prise de conscience s'est d'abord traduite dans le SCoT de 2014 puis s'est déclinée dans les PLU des communes du territoire.

La mise en place de label de qualité comme les Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) puis AOP

(Appellation d'Origine Protégée) et IGP (Indication Géographique Protégée), le développement des savoir-faire et leur organisation à travers des structures d'échange telles que le « Cluster Rosé » sont des moteurs du développement économiques du SCoT qu'il entend développer et faciliter.

I.4. UNE IDENTITE PARTAGEE A CONSTRUIRE SUR LA BASE D'UN RICHE PATRIMOINE HISTORIQUE

Le paysage du territoire de la Provence Verte Verdon s'est construit lentement notamment grâce à une histoire locale riche et des dynamiques économiques qui dépassent le territoire. Les empreintes laissées par l'exploitation des mines de bauxite, principale activité industrielle du territoire jusque dans les années 1980, font aujourd'hui l'objet d'une revalorisation. Ces démarches participent à mettre en lumière une des clefs de l'histoire locale et fabriquent ainsi un vecteur de développement touristique et identitaire.

La Provence Verte Verdon regorge d'éléments patrimoniaux dont il convient que le plus grand nombre d'habitants et de visiteurs du territoire puisse s'approprier et partager la richesse. Il s'agit par exemple, de tout le patrimoine de la République, du patrimoine social tel que « les Cercles », du patrimoine cultuel tel que la Grotte de la Sainte Baume, du patrimoine industriel tel que les anciennes tanneries et mines de Bauxite. Ces éléments ont permis de développer le label « Pays d'Art et d'Histoire », obtenu en 2005, et de renforcer la reconnaissance et la diffusion de celle-ci. L'étendue des capacités culturelles du territoire lui permet de s'animer bien après la période estivale. Outre les actions de partenariats auprès des scolaires et du grand public, le Pays d'Art et d'Histoire trouvera à s'exprimer à travers un équipement qui sera structurant pour le développement économiques du SCoT : le Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine. La pérennité de ses actions et des structures culturelles constitue un potentiel de vie et d'attractivité du territoire notamment sur le plan du tourisme, un autre moteur économique. Le patrimoine est donc un enjeu d'aménagement que le SCoT entend valoriser.

Dès 2005, La Provence Verte Verdon s'est engagée dans une démarche de Pays pour structurer un projet de territoire défini autour d'un futur désiré en commun. Ce projet s'est très largement construit avec la société civile. Cette démarche a débouché sur de nombreuses actions de développement relayées par 4 intercommunalités qui se sont structurées dès 2004 pour évoluer jusqu'en janvier 2017 en une Communauté de communes (Provence Verdon) et une Communauté d'Agglomération (Provence Verte).

I.5. UNE REVISION DU SCOT QUI S'INSCRIT DANS UNE DEMARCHE DE PROJETS TERRITORIAUX AU LONG COURS

Depuis la loi ALUR approuvée en mars 2014, les SCoT doivent intégrer un certain nombre de normes supérieures concernant l'aménagement du territoire avec lesquelles il doit être compatible ou bien qu'il doit prendre en compte. Ainsi, les SCoT sont concernés par les chartes de Parcs Naturels Régionaux (PNR). En effet, les SCoT doivent être compatibles avec les chartes de Parcs et transposer leurs dispositions pertinentes dans leurs Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO).

Le SCoT de la Provence Verte Verdon est concerné par deux PNR. Celui du Verdon au nord du territoire intervient sur trois communes nouvellement intégrées au SCoT : Saint Julien, Ginasservis et La Verdière. En outre, ces trois communes sont les seules soumises à la Loi Montagne.



Au sud du territoire, le PNR de la Sainte Baume a été labellisé en décembre 2017. En février 2012 a été constitué le Syndicat mixte de préfiguration du PNR de la Sainte-Baume, afin d'élaborer un diagnostic partagé de territoire, définir un périmètre de classement cohérent et adapté, et rédiger la Charte du futur PNR. Cette dernière concrétise le projet de protection et de développement du territoire pour 15 ans. Aujourd'hui, ce territoire de projet s'étend sur près de 81 000 ha et comptabilise 26 communes réparties sur les départements des Bouches du Rhône (4) et du Var (22) dont 13 se situent au sud du SCoT Provence Verte Verdon .

En 2009, les communes de St Maximin, Montfort sur Argens, Saint Antonin et Barjols ont été le support d'expérimentation d'un *Atelier du Grenelle Environnement.* Cet exercice pluridisciplinaire, regroupant une quinzaine d'étudiants et cinq enseignants, a réuni l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme Régional, l'Ecole d'Architecture de Luminy, L'Ecole Nationale Supérieure des Paysages de Versailles-Marseille. Cet atelier a eu pour effet de proposer des alternatives à l'étalement urbain par la valorisation des anciens chemins sur Barjols, par la création d'un centre de village à Montfort et Saint Antonin et par l'aménagement d'une entrée de ville à St Maximin alliant habitat durable et dense, stationnement, connectivité aux routes et autoroutes et mobilités douces. Ce travail a débouché sur une publication et a servi de base de réflexion pour les projets des communes qui les ont adaptés, pour certaines, dans leurs documents d'urbanisme.

Compte tenu production législative en ébullition depuis 2007, La Provence Verte Verdon a été engagée dans la démarche des *SCoT du Grenelle* de 2009 à 2012, animé par l'Etat. Cette démarche avait pour objet d'intégrer les savoir-faire acquis par les SCoT SRU (dit de première génération) et surtout les orientations voulues par le Grenelle de l'Environnement et inscrites dans les Lois Grenelle I & II. Cette démarche des *SCoT du Grenelle* fait suite à celle des *SCoT Témoin.* Ces démarches ont apportées au territoire une appréhension et une intégration plus approfondies des objectifs environnementaux, la prise en compte des projets de surfaces commerciales, la réduction de la consommation d'espace et des financements de l'Etat.

L'élaboration du SCoT de 2007 jusqu'à son approbation en janvier 2014 a mobilisé plus de 700 participations d'élus et plus de 500 citoyens. Cette période de débats, d'échanges, d'écoute et de participations des élus auprès de la société civile, des professionnels et des habitants de ce territoire a conduit à la structuration du projet politique de développement de Provence Verte.

Le PADD du SCoT de 2014 ainsi que les orientations et objectifs qui le déclinent dans le DOO, ont pour ambition de créer de l'emploi local, de produire du logement pour reconstruire le parcours résidentiel, de réduire la consommation d'espace, de protéger et valoriser le foncier agricole, de produire une urbanisation plus resserrée sur elle-même mais cohérente avec l'identité du territoire et de protéger l'environnement dans ses composantes en tant que richesse commune, patrimoniale ou économique.

Le premier SCoT a été approuvé en janvier 2014. Par suite de la réforme territoriale portée par la Loi NOTRe, en juillet 2014 le périmètre du SCoT a connu des modifications profondes. Le SCoT a été mis en révision en octobre 2014 pour intégrer ces changements de périmètres et la reconfiguration interne entre intercommunalité qui modifie le projet général du SCoT quant aux objectifs de diminution de la consommation foncière, ceux de la production de logements par EPCI, ...

Cette révision doit prendre en considération les enjeux des communes nouvellement intégrées au nord : St julien le Montagnier, Ginasservis, Rians, Artigues, La Verdière. En effet, leur mitoyenneté les

Bouches du Rhônes (13) renforce les enjeux de développement économique avec le site de Cadarache à Saint Paul les Durances (13) et le projet en cours de construction ITER, tout comme les enjeux de biodiversité avec le Massif de Concors et de Saintes Victoire. La Vallée Durancienne accessible les enjeux de développement urbain et de mobilité touchent directement les communes du nord du SCoT.

Une autre raison de procéder à la révision du SCoT de 2014 est l'inflation législative qui depuis 2014 oblige à considérablement augmenter la prise en compte de documents « supra » SCoT (près de 18), dont suite à la Loi NOTRe, de nouveaux Schémas régionaux : SRADDET, SRDEII qui remplace la précédente génération ayant vu le jour en 2014.

Par suite de la Loi NOTRe toujours, au 1er janvier 2017 trois intercommunalités ont fusionné au sud du périmètre SCoT. Ainsi les communautés de communes de Bassin de vie de Brignoles, Sainte-Baume Mont- Aurélien et Val d'Issole ont laissé la place à la Communauté d'Agglomération Provence Verte. Cet EPCI est dotée de compétences et d'ambitions nouvelles pour le territoire.

Depuis 2017, avec la création du PNR de la Ste Baume des orientations nouvellement portées par la Charte éponyme de décembre 2017 sont à prendre en compte sur la partie sud du périmètre du SCoT.

En 2018, la Loi ELAN a été promulguée permettant des orientations nouvelles et plus volontaristes en matière de commerce dans le SCoT. La Région Sud PACA a arrêté un projet de SRADDET en octobre et devrait l'approuver peu de temps avant l'arrêt du SCoT. Les objectifs et les règles du SRADDET sont aussi prise en compte dans le cadre de la révision du SCoT.

II. SYNTHESE ENVIRONNEMENTALE

II.1. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

II.1.1. Les composantes physiques et paysagères du territoire

La Provence Verte Verdon , d'une superficie de 1 660 km^2, est localisée dans le centre ouest du département du Var, en plein cœur de la « Basse Provence ». Cette situation géographique détermine sa géomorphologie et son climat qui jouent des rôles essentiels dans l'organisation historique et actuelle de son territoire.

Le relief s'organise donc en structures plissées complexes dominées par plusieurs grands massifs d'une orientation générale est-ouest.

Au sud, le **massif de la Sainte-Baume** s'impose franchement dans le paysage avec ses 1 148 mètres de hauteur et répond ainsi au deuxième grand massif de la Basse Provence qui jouxte le territoire : la Sainte-Victoire.

Plusieurs massifs intermédiaires entourent la Sainte-Baume :

- Au nord, les Monts Aurélien (870m) dominés par une crête rocheuse est-ouest ;
- À l'est, la montagne de la Loube (830m) est un enchevêtrement de crêtes et d'affleurement rocheux ;
- Au sud-est, le plateau de Néoules, délimité par les barres de Cuers qui font office de limite administrative du territoire ;
- Enfin au centre, un massif intermédiaire sépare les vallées du Caramy et de l'Argens.

Plus au Nord, le **Petit et le Gros Bessillon** (669m et 813m) sont deux sommets isolés et clairement identifiables dans le paysage local.

Les deux grands massifs représentés par les **contreforts de la montagne Sainte-Victoire**, au nord-ouest, et par le **plateau de Bellevue** surplombant Tavernes et Fox-Amphoux, au nord, complètent l'inventaire des massifs montagneux.

Au milieu de cette trame topographique se nichent les plaines agricoles. Les grandes étendues, du fait de ces contraintes, sont rares. Il s'agit donc de petits bassins agricoles compartimentés.

Ces caractéristiques physiques déterminent 8 types paysagers sur 27 recensés par l'atlas paysager du Var (source : DDE-DIREN, 2007).

- Au nord, le paysage du **Bas Verdon** (*Ginasservis, La Verdière, Saint-Julien*) dont l'entité principale est la rivière du Verdon, cours d'eau bleu émeraude et tumultueux qui a façonné un paysage humide et verdoyant de gorges entourées de montagnes méditerranéennes sèches et calcaires. La rareté de l'eau a contraint l'homme à construire d'importants ouvrages hydrauliques tels que le Canal de Provence afin d'irriguer les cultures, modifiant ainsi le paysage.

- Au sud du Bas Verdon, le **Haut-Var** (*Esparron de Pallières, Ginasservis, La Verdière, Saint-Martin de Pallières, Varages, Tavernes*) forme le paysage des haut-plateaux varois, en transition entre les collines au caractère méditerranéen du centre Var et le caractère préalpin du bas Verdon. Les contraintes climatiques et l'absence d'eau abondante ont historiquement contraint l'occupation du territoire.
- Le **Centre Var** (Barjols, Pontevès, Cotignac, Entrecasteaux, Carcès, Correns, Châteauvert, Montfort, Brue-Auriac, Saint Antonin, Brignoles, Le Val, Saint-Maximin, Seillons) où domine un paysage de collines provençales. Le relief s'adoucit. L'eau y est omniprésente et sculpte localement de petites gorges et falaises qui marquent les ruptures de pentes.
- A l'Est du Centre Var se trouve l'unité paysagère des **Collines de Rians** (*Artigues, Esparron de Pallières, Ginasservis (partiel), Ollières, Pourcieux, Pourrières, Rians, Seillons-Source-d'Argens*) qui, comme son nom l'indique, présente un relief très contrasté allant de 250 mètres d'altitude à près de 650 mètres (sommet du Beaumont, Montagne d'Artigues etc.). Ce relief entraîne ainsi de forts contrastes entre les plaines intensivement cultivées et irriguées et les collines boisées et denses de chênaies pubescentes mixtes à Pins d'Alep. Ce paysage, avec la vallée de la Durance et la Montagne de la Sainte-Victoire, marque la limite Ouest avec le département des Bouches-du-Rhône.
- La **plaine de Saint-Maximin et Brignoles** (*Tourves, St Maximin, Brignoles, Le Val, Ollières, Bras, La Celle, Pourcieux*) réunit deux espaces ouverts et agricoles liés par de grands axes de circulation historiques et actuels. Du fait de cette facilité d'accès, l'occupation urbaine y est très marquée. Les sols très fertiles ont favorisé l'agriculture, alors que la forêt y est moins représentée que dans le reste du territoire.
- La **Sainte-Baume** (Plan d'Aups, Rougiers, Tourves, Mazaugues, Nans, Saint-Maximin, La Celle) est la principale chaîne montagneuse du territoire.
- Le **Val d'Issole** (Besse-sur-Issole, Garéoult, Ste Anastasie, Rocbaron, Camps la Source, Néoules, Forcalqueiret, La Roquebrussanne, Mazaugues, Méounes) est cerné de massifs calcaires et marqué par une vaste plaine agricole alimentée par le fleuve du même nom.

  Les **Monts Auréliens** (*Pourcieux, Pourrières, Saint-Maximin*) constituent un massif sauvage et calcaire à part entière qui se détache dans le paysage.

II.1.2.Le Climat et ses incidences en Provence Verte Verdon

Le climat, de type méditerranéen, se caractérise par un ensoleillement important d'environ 2700 h/an soit une moyenne journalière de 7h35 sur l'année (variant de 4h25 en décembre-janvier à 12 h en juillet). Cet ensoleillement entraîne une température moyenne relativement élevée (13-14°C) traduisant une certaine douceur du climat même si on note de fortes amplitudes thermiques dans l'arrière-pays varois qui ne bénéficie pas de la régulation thermique marine du littoral. Ainsi le climat de la Provence Verte Verdon présente une tendance continentale à la différence du littoral varois plus doux. Une autre particularité de ce secteur par rapport au climat méditerranéen est la plus grande fréquence des brouillards en zone de plaine notamment.

II.2.ENVIRONNEMENT NATUREL ET BIODIVERSITE

II.2.1.Un patrimoine naturel très riche

La région PACA du fait de sa position entre les régions biogéographiques méditerranéennes et alpines est un haut lieu de la biodiversité, la plus importante pour la France métropolitaine.

À l'image de la Région, le département du Var apparaît comme l'un des plus riches en espèces de France métropolitaine.

Le territoire du SCoT est concerné par un total de **57 ZNIEFF** dont 15 sont géologiques, 6 de type I et 36 de type II. Au total, ces ZNIEFFs occupent des superficies sur le territoire d'environ :

- 10,84 km^2 concernés par des ZNIEFF de type géologique, soit 0,68% du périmètre du SCoT Provence Verte Verdon ;
- 16,14km^2 concernés par une ZNIEFF terrestre de type I, soit environ 1% du territoire de la Provence Verte Verdon ;
- 514,6 km^2 pour les ZNIEFF de type II, soit près de 32,09% de la superficie totale du SCoT Provence Verte.

Au sein de la Provence Verte, **7 sites Natura 2000** ont été désignés au titre de la Directive européenne 92/43/CEE dite « Habitats » et occupent une superficie totale de 314,5 km^2 sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon (soit près de 20%).

105 sites en Provence Verte Verdon sont des **Espaces Naturels Sensibles** (ENS) et représentent une surface totale de plus de 44,27km², soit 2,69% du territoire de la Provence Verte Verdon. Ces ENS sont des propriétés du Département, acquises grâce à une part départementale de la taxe d'aménagement, en vue de les protéger, les gérer et de les ouvrir au public. Seulement 5 ENS sont considérés comme étant d'intérêt majeur ou « sites de Nature » par le département tandis que les autres sont jugés d'intérêt local.

Le territoire compte également **2 réserves biologiques dirigées**, gérées par l'ONF, au sein des forêts domaniales de la Sainte-Baume (Plan d'Aups) et de Valbelle (Méounes).

La grande richesse biologique du territoire de la Provence Verte, si elle peut être attestée par un certain nombre de zones d'inventaires (e.g. ZNIEFF) ou de labellisation de site (e.g. Natura 2000), ne bénéficie cependant que de peu de protection réglementaire. L'essentiel des zonages concerne la gestion contractuelle soit au travers de sites Natura 2000, soit au travers du Parc Naturel Régional du Verdon et du Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume labellisé fin 2017.

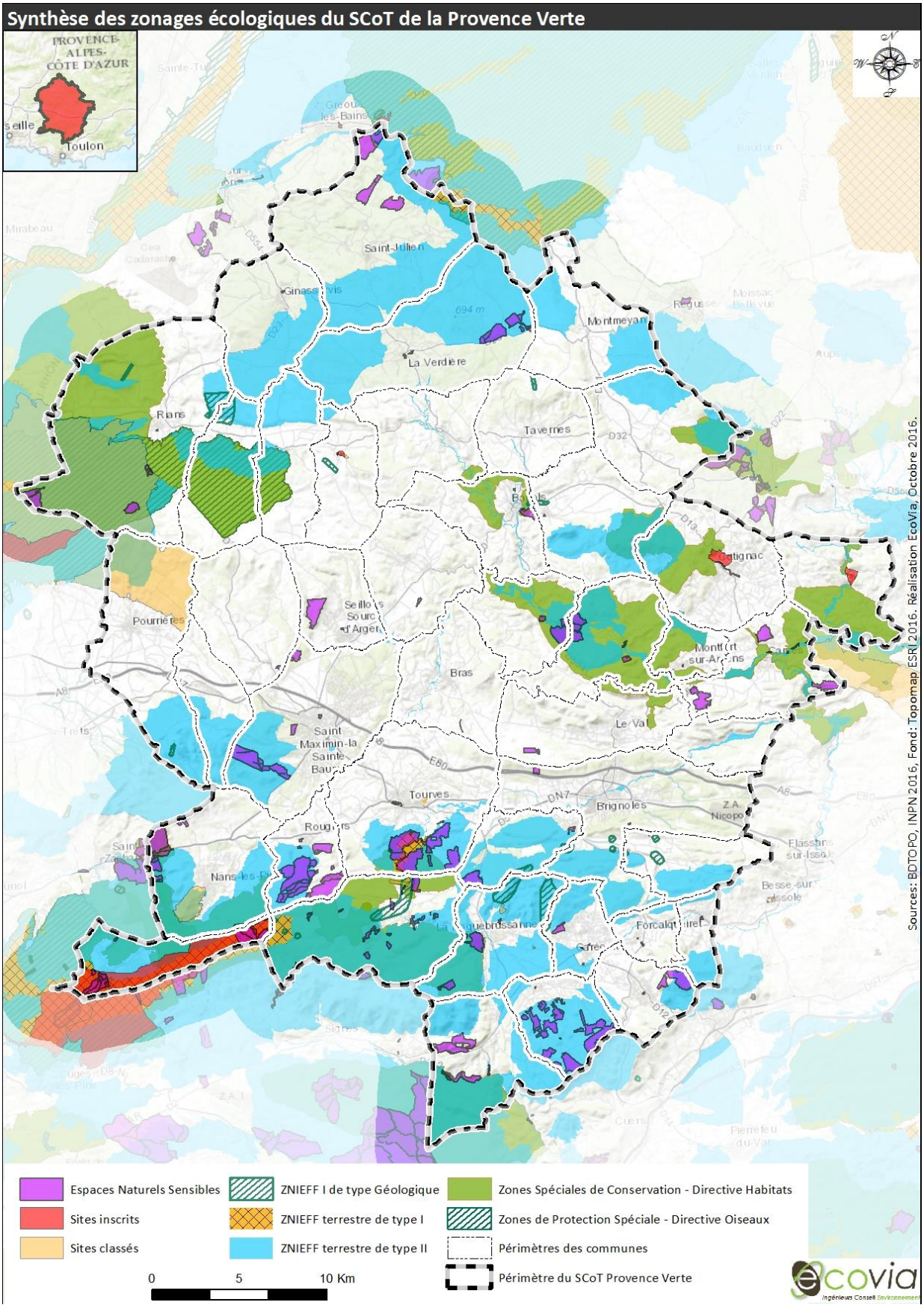


Figure 1: Les espaces d'inventaire et de protection de l'environnement dans le SCoT Provence Verte

II.2.2.Caractéristiques de la trame verte et bleue

La trame verte et bleue se compose de grands ensembles naturels reliés par de nombreuses continuités :

- Au Sud, une grande entité quasi continue se dévoile sur un axe est-ouest et se compose du Massif de la Sainte-Baume, des collines de Tourves, de la Montagne de la Loube et s'accompagne du plateau de Néoules, des collines de Méounes et de Rocbaron ;
- Le Mont Aurélien, les contreforts de la Sainte-Victoire et la forêt d'Artigues établissent une liaison écologique à l'Ouest avec les Bouches-du-Rhône ;
- Dans la partie nord, le territoire est en limite du parc naturel du Verdon et les réservoirs de biodiversité sont définis par la Plaine de la Verdière, les Basses Gorges du Verdon, la forêt de Pelenc et la plaine de Jonqueirolle.

Quatorze « cœurs de nature » (ou réservoir de biodiversité) ont été identifiés sur le territoire. Ils constituent un espace où la biodiversité est la plus riche écologiquement et la mieux représentée. C'est dans ces espaces qu'une espèce peut ainsi exercer l'ensemble de son cycle de vie.

Afin de relier ces cœurs de nature, la faune et la flore empruntent des voies de déplacement appelé corridors écologique.

Avec le développement de l'artificialisation ces espaces de transition se voient fragilisés. Ainsi, sur le territoire de Provence Verte Verdon , la principale problématique se localise au niveau du franchissement de l'autoroute A8, qui coupe le territoire en deux dans le sens est/ouest. Les points de passages peu nombreux limitent les possibilités d'échange entre le nord et le sud. L'urbanisation continue qui se fait le long de cet axe renforce cet effet de coupure.

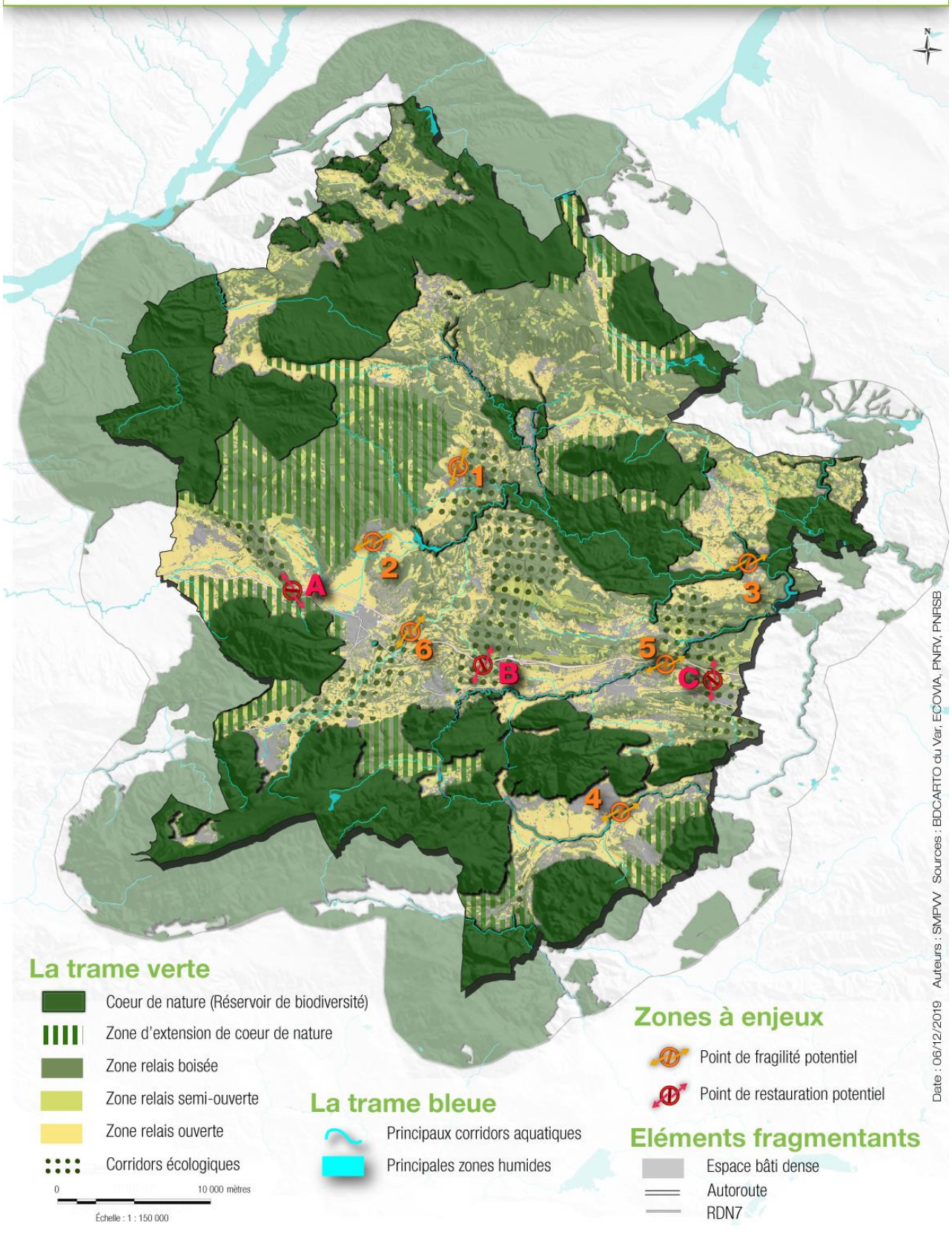
Par ailleurs, le territoire présente également des zones de fragilité où les espèces animales peuvent être perturbées dans leurs déplacements. Certains points de passage ont été identifiés car fragilisés par les activités humaines. Cela concerne des points d'intersection entre continuités et l'autoroute A8 d'une part, mais aussi des rétrécissements des corridors liés à l'extension de l'urbanisation.

Plusieurs points de fragilité ont été identifiés :

- la Plaine agricole de Seillons-Source-d'Argens et Brue-Auriac ;
- le Resserrement de l'Argens dans la traversée de la plaine de Carcès ;
- la Plaine agricole de l'Issole ;
- le Passage du Caramy et de son affluent sous l'autoroute A8 ;
- le Passage du Cauron sous l'autoroute A8.

La Trame Verte et Bleue

du SCoT Provence Verte Verdon



II.3.GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

II.3.1.La ressource en eau

Le réseau hydrographique présent sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon est dense et composé de quatre principaux fleuves : celui de l'Argens, présent en plein milieu du territoire et qui le structure en fédérant les principaux cours d'eau du territoire, celui du Gapeau, de l'Arc provençal et celui de l'Huveaune, ces deux derniers fleuves n'étant que très partiellement présents sur le territoire. Le réseau hydrographique est également constitué de grandes rivières tels que la Bresque, l'Issole, le Grand Gaudin ou encore le Grand Vallat ainsi que de cours d'eau et ruisseaux de moindre taille comme les ruisseaux des Rayères, de Cologne, de l'Escarelle ou encore de l'Abéou. Ce chevelu hydrographique joue un rôle de premier ordre au niveau des paysages en façonnant la roche pour former de véritables vallons.

Le **principal bassin hydrographique** de Provence Verte Verdon est celui de l'**Argens** qui s'écoule d'ouest en est de Seillons à Fréjus. Le Caramy et son principal affluent l'Issole, confluant avec l'Argens, drainent un large bassin versant d'une superficie de près de 465 km² qui constitue la plus grande sous-unité hydrographique du fleuve. Cette unité s'étire selon un axe Sud-Ouest/Nord-Est entre les communes de Mazaugues et Nans-les-Pins au Sud-Ouest, de Carcès et Entrecasteaux à l'Est et celles de Fox-Amphoux et La Verdière respectivement au Nord-Est et au Nord-Ouest. Ainsi ce **sous bassin-versant** du **SDAGE Rhône Méditerranée** irrigue la grande majorité des communes du SCoT Provence Verte Verdon (38 des 43 communes le constituant, bien que certaines d'entre elles ne sont que partiellement concernées).
Cinq autres sous bassins-versants du SDAGE Rhône Méditerranée se partagent les communes délimitant le périmètre du SCoT Provence au Nord, à l'Ouest et au Sud. Il s'agit des sous **bassins-versants** du **Verdon**, présent au Nord de façon partielle sur les communes de Saint-Julien, Ginasservis, La Verdière et de Montmeyan ; celui de la **Basse Durance** concernant les communes de Saint-Julien, Ginasservis, La Verdière, Rians, Artigues et Esparron ; celui de l'**Arc provençal** qui, lui, draine les communes de Pourrières, Pourcieux et s'écoule d'est en ouest vers l'étang de Berre. Enfin, les deux derniers sous bassins-versants ne concernent que cinq communes du territoire à savoir les communes de Nans-les-Pins et du Plan d'Aups Sainte-Baume concernée par celui de l'**Huveaune** et celles de Mazaugues, de Méounes-lès-Montrieux et de Néoules pour le sous bassin-versant du **Gapeau**.

Il faut noter que les périmètres de ces six sous bassins versants du SDAGE Rhône Méditerranée correspondent aux périmètres de SAGEs, certains d'ores et déjà mis en œuvre comme le SAGE du Verdon porté par le PNR du même nom et celui de l'Arc Provençal qui est lui porté par Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Bassin de l'Arc. Le SAGE du Gapeau est lui en cours d'élaboration par le Syndicat mixte du même nom tandis que ceux de l'Argens et de la Durance sont classés dans la catégorie « Emergence souhaitée ». Aucun SAGE ne semble être actuellement envisagé pour le sous bassin-versant de l'Huveaune.

Le territoire de Provence Verte Verdon comporte plusieurs contrats de rivières à savoir, au nord (Saint-Julien, Ginasservis, La Verdière et Montmeyan) le premier contrat de rivière du Verdon signé en 2008 et qui s'est achevé en 2013. Un second contrat est actuellement en cours d'élaboration et de validation pour le même bassin-versant. Une signature officielle a eu lieu en 2017 mais il faut noter que les actions de ce second contrat sont d'ores et déjà en cours (mi-2016/mi-2019 pour la phase 1).
Au Sud-Ouest, présent sur 2 communes (Nans-les-Pins et Plan-d'Aups Sainte-Baume) le contrat de rivière de l'Huveaune portant sur le sous bassin-versant SDAGE RMC qui a été signé le 28/10/2015 et qui est, de ce fait, actuellement mis en œuvre jusqu'en 2020. Ce contrat de rivière concerne pas moins de 27 communes et 5 intercommunalités des Bouches-du-Rhône et du Var. Ce contrat a pour but de

répondre aux objectifs fixés par le SDAGE en matière de bon état des eaux tout en développant l'attractivité de l'Huveaune et de son bassin-versant.

Au Sud-Est du territoire c'est le contrat de rivière qui concerne le plus de communes de Provence Verte Verdon (Carcès, Vins-sur-Caramy, Brignoles, Tourves, Rougiers, Mazaugues, La Celle, La Roquebrussanne, Garfoult, Forcalqueiret, Rocbaron, Néoules, Sainte-Anastasie-sur-Issole, Camps-la-Source, Besse-sur-Issole)A noter que le territoire comporte un contrat de rivière sur le Caramy-Issole qui a été validé le 09/04/2015 et qui est depuis en cours d'exécution pour une durée de 5 ans. Ce contrat comporte un total de 84 actions qui concernent 17 communes ainsi que 2 communautés de communes. Ce contrat de rivière a pour principal objectif l'amélioration de la qualité des eaux superficielles et la gestion des risques associés.

Le territoire du SCoT Provence Verte Verdon comporte également des canaux et notamment le canal de Provence. Ce canal a, en outre, permis le développement de l'agriculture sur toute la moitié ouest du territoire où l'on dénombre de nombreuses Associations Syndicales d'Arrosants ayant permis et facilité l'irrigation des terres à vocation agricole.

Les origines de l'alimentation en eau potable sur le périmètre de la Provence Verte Verdon combinent des ressources souterraines (nappes karstiques) largement prédominantes avec notamment 6 masses d'eau affleurantes (Formations bassin d'Aix/Domaine marno-calcaire et gréseux de Provence Est et bassin versant côtier est/Massifs calcaires du Trias au Crétacé dans le bassin-versant de l'Argens/ Domaine marno-calcaire Provence est bassin-versant de la Durance/Plateaux calcaires des Plans de Canjuers et de Fayence/Massifs calcaires de la Sainte Baume, Agnis, Sainte-Victoire, Mont Aurélien, Calanque et bassin du Beausset) et des ressources superficielles qui alimentent quelques communes situées à l'ouest et au nord-ouest et qui correspondent, pour la plupart, aux eaux du canal de Provence (prélèvement des eaux du Verdon dans le barrage de Gréoux qui alimente la prise d'eau de Boutre, origine du Canal de Provence). Ces apports d'origine superficielle représentent moins de 6% du volume prélevé sur la Provence Verte Verdon.

II.3.2.La ressource en bois

La gestion forestière de ce territoire se caractérise par une faible activité économique liée à l'exploitation de la forêt (pas de vocation économique marquée, peu de structuration de la filière bois). La production de bois en Provence Verte Verdon est essentiellement tournée vers le « bois de feu ».

II.3.3.Le bilan des émissions de gaz à effet de serre

Les émissions ont diminué de **1 % entre 2007 et 2016**, notamment liée au secteur résidentiel **(- 14 kteq CO_2** à comparer avec la **baisse globale de 8 kteq CO_2**)[3].

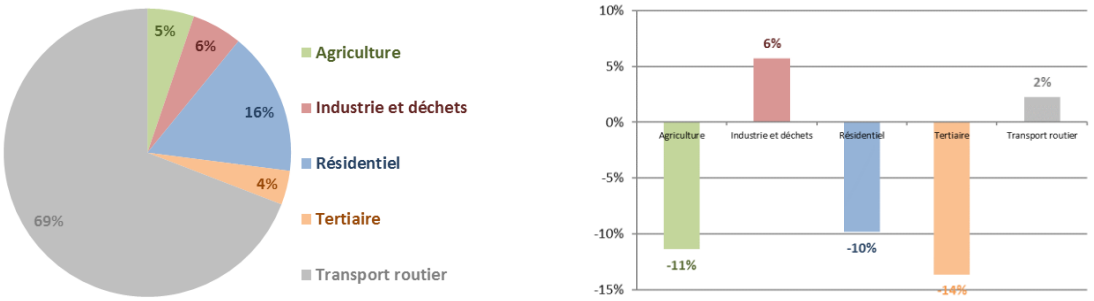
Ce qu'il faut retenir des émissions de GES sur le territoire du S.M.P.V.V

- **69 %** des émissions sont imputables au **transport routier**

[3] *Source diagnostic provisoire du PCAET Provence Verte Verdon, juin 2019, id paragraphe suivant.*

- Le **secteur agricole** représente **légèrement plus** qu'il ne représentait en matière de consommations énergétiques (5 % contre 2 %). Ce résultat peut s'expliquer par le poids des émissions non énergétiques mais doit être nuancé par le rôle de la séquestration carbone.

Figure 2 : Contribution des différents secteurs aux émissions de G.E.S, hors U.T.C.F et gaz fluorés en 2016 (à gauche) et évolution des émissions entre 2007 et 2016 (à droite) sur le territoire du S.M.P.P.V - Artelia d'après AtmoSud - Inventaire d'émissions de polluants et G.E.S[4]



En 2017, les consommations électriques pour un **usage résidentiel** représentaient **71 %** de la consommation totale électrique (et **90 %** des clients consommateurs)[5].

Les consommations électriques **des clients « tertiaires »** représentaient **16 %** de la consommation totale électrique (pour **seulement 495 clients** soit **0,7 %** des clients consommateurs). Ces consommations tertiaires étaient concentrées principalement sur les communes de Brignoles (41 %[6]) et Saint-Maximim-la-Sainte-Baume (19 %[7]).

Productions électriques

En 2017, ENEDIS indiquait avoir 2 016 clients producteurs d'électricité. Ce nombre a été multiplié par 1,3 par rapport à 2011.

II.3.4.Production locale d'énergies renouvelables et potentiels de développement

En 2016, la part représentative des productions EnR par rapport aux consommations finales d'énergie atteignait **18 %** sur le territoire du S.M.P.V.V.

En 2019, la production énergétique est estimée à 500 GWh. La production d'électricité est quasiment exclusivement permise par les centrales photovoltaïques (215 MWh pour une surface de 392 ha).

La quasi-totalité de l'énergie consommée est donc importée.

---

[4] *Sce : Diagnostic provisoire PCAET Provence Verte Verdon*

[5] Cette analyse étant réalisée hors consommations liées à l'éclairage public.

[6] Les 3 principales branches tertiaires consommatrices d'électricité sur la commune de Brignoles sont : le commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocyclesles (22 %), les transports terrestres et transport par conduites (19 %), et le commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles (13 %) – classsification par code N.A.F

[7] Les 2 principales branches tertiaires consommatrices d'électricité sur la commune de Saint-Maximim-la-Sainte-Baume sont : le commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (31 %) et l'administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire (19 %) – classsification par code N.A.F

L'état des lieux de la production d'énergie en Provence Verte Verdon montre pourtant que le territoire dispose de ressources très variées pour la production d'énergie renouvelable, que ce soit pour la production d'électricité (éolien, solaire photovoltaïque) ou pour la production de biomasse :

- Le potentiel est particulièrement important pour l'énergie électrique, par le développement de l'éolien et du photovoltaïque. L'éolien constitue notamment une réelle opportunité pour le territoire ;

- Avant 2014, Provence Verte Verdon compte 15 centrales photovoltaïques en fonctionnement pour une surface de 262 ha et puissance installée de 139 MW). Après 2014, 8 projets ont été installés (ou permis de construire accordés) pour une surface concernée de 130 ha et une puissance de 76.53 MWc. 5 projets ont des permis de construire en cours d'instruction pour une surface de 97ha et une puissance de 57 MWc. Enfin les projets à l'étude représentent 198 ha pour une puissance non encore estimée ;
- Vu le contexte forestier local (forêt omniprésente, prélèvement faible, faible valorisation des bois, risque important d'incendie) la filière bois énergie pourrait représenter une voie intéressante de diversification des débouchés et de commercialisation des produits forestiers, tout en permettant de structurer une nouvelle filière économique locale créatrice d'emplois autour de la production de plaquettes forestières et d'entretenir et de mettre en valeur les espaces boisés.

II.4. POLLUTIONS, DECHETS ET NUISANCES

II.4.1.Déchets

En Provence Verte Verdon , le gisement global de déchets ménagers et assimilés s'élève à environ 71500 tonnes, dont 57 % sont valorisés, le reste (39%) étant stocké sur les ISDND de Septème les Vallons et Gardanne dans les Bouches-du-Rhône et sur l'ISDND de Valensole dans les Alpes de Haute-Provence.

La gestion des déchets est organisée à l'échelle intercommunale. Les deux intercommunalités de la Provence Verte Verdon se sont dotées des compétences « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés ». La communauté d'agglomération de la Provence Verte a délégué ces compétences au Syndicat Intercommunal pour la Valorisation et l'Elimination des Déchets - Nouvelle Génération (SIVED NG). La communauté de communes Provence Verdon a elle aussi délégué ces compétences : au Syndicat Mixte de la Zone du Verdon pour la partie collecte des déchets et au SIVED NG pour la partie traitement des déchets.

La collecte sélective est organisée en porte-à-porte ou points d'apport volontaire. Le territoire dispose de 22 déchetteries et 3 quais de transfert dont 1 en projet sur Ginasservis. Il est à noter également 1 composteur électromécanique à Brignoles valorisant les déchets de cuisine d'un lycée, de cinq écoles primaires et d'un jardin éducatif de la commune.

Le territoire de Provence Verte-Verdon vise à réduire la quantité de déchets produits et encourage le recyclage avant l'élimination des déchets ultimes, même s'il n'est pas équipé de équipé de centre de tri ni de centre de stockage. Au regard de l'évolution de la population, des gisements attendus, des

capacités de traitement à moyen terme et dans un objectif de gestion de proximité des déchets, le traitement des déchets est une réelle problématique pour le territoire en attendant que le projet de traitement des déchets se réalise.

Ce dernier s'appuie sur deux installations majeures de structuration inscrites dans au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PRPGDND). D'une part, le projet de remise en service de l'ISDND de Ginasservis par l'ouverture d'un nouveau casier dimensionné pour les besoins du territoire, d'autre part le projet Technovar, localisé sur la zone d'activité de Nicopolis à Brignoles, qui sera une unité de valorisation multifilière pour la réduction des déchets ultimes et l'optimisation des tansports. Elle permettra de valoriser les ordures ménagères et répondra aux exigences environnementales actuelles et futures.

II.4.2.Assainissement collectif

En 2016, les 47 stations de traitement des eaux usées de la Provence Verte Verdon représentent une capacité nominale totale de 121 150 équivalents habitants (EH). Toutefois, la moitié des stations ont plus de 20 ans, et plusieurs nécessiterait un remplacement à court ou moyen terme soit d'ici 2020, notamment celle de Fox-Amphoux et de Vins-sur-Caramy qui ne sont plus conformes.

Certaines stations nécessitent aussi un renouvellement ou une extension pour faire face à la croissance démographique (Entrecasteaux, Garéoult, La Verdière, Méounes-lès-Montrieux,…).

II.4.3. Assainissement non collectif

Le contrôle des installations d'assainissement non collectif (ANC) est réalisé dans un cadre intercommunal pour toutes les communes. La Communauté de communes Provence Verdon a délégué sa compétence au Syndicat Mixte de la Zone du Verdon. Sur le territoire de l'agglomération Provence Verte, le contrôle de bon fonctionnement des installations existantes est très avancé.

L'un des plus gros problèmes actuellement rencontré par les SPANC est le non-respect de la distance obligatoire de 35 mètres entre un nouvel assainissement non collectif et les forages destinés à l'alimentation en eau potable implantés sur des terrains voisins.

Autre problème : les capacités de traitement des matières de vidange en station d'épuration restent très insuffisantes. L'absence de solution de traitement amène certains vidangeurs à procéder à des rejets sauvages dans le réseau public nuisant gravement au bon fonctionnement des stations d'épuration. Il s'agit d'une problématique très importante sur Provence Verte Verdon, territoire qui était déficitaire en site de réception de matière de vidange dans le schéma départemental des boues et déchets issus de l'assainissement.

II.4.4.La qualité de l'air[8]

La liste des polluants atmosphériques pris en compte dans le présent diagnostic sont **les oxydes d'azote (NOx), les particules PM_{10}, $PM_{2.5}$, les composés organiques volatils non méthaniques**

[8] *Sce : Diagnostic provisoire PCAET SCoT Provence Verte Verdon*

(COVNM), ainsi que le dioxyde de souffre (SO_2) et l'ammoniac (NH_3).

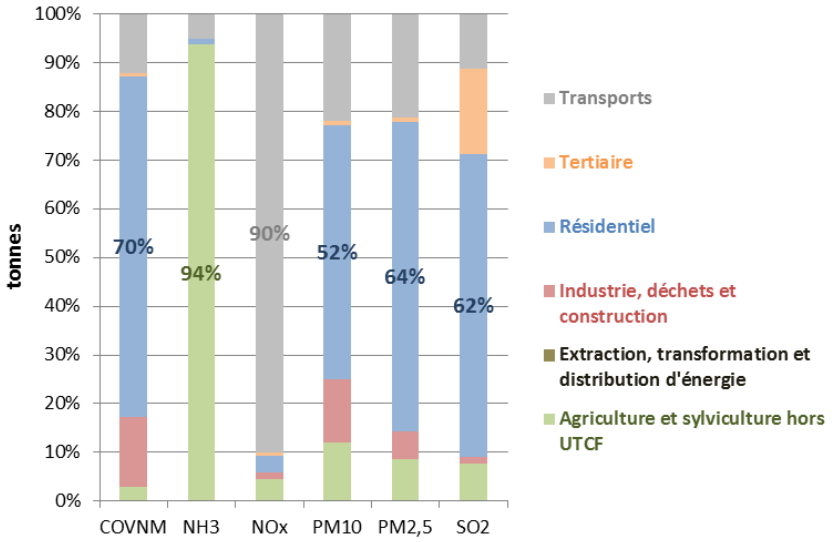


Figure 3 : Répartition sectorielle des polluants atmosphériques réglementaires sur le territoire de la Provence Verte Verdon en 2016 - Artelia d'après AtmoSud - Inventaire de polluants atmosphériques

- Le **secteur des transports** est **majoritaire** dans les **émissions d'oxydes d'azote** (90 %). Il s'agit principalement des véhicules diesel qui sont émetteurs de ce polluant.
- Le **secteur résidentiel** est **très émetteur de particules fines** (PM_{10} : 52 % ; $PM_{2.5}$: 64 %,). Il s'agit principalement des émissions liées **aux chauffages au bois non performants**.

Les **émissions de NH_3** sont dues au **secteur agricole** mettant en jeu l'ammoniac (94 %) à priori lié aux rejets organiques de l'élevage

II.4.5.Paysage sonore de la Provence Verte Verdon

Provence Verte Verdon est marquée par la présence de l'autoroute A8 qui représente la principale source de bruits du territoire, et un réseau secondaire très fréquenté. Les nuisances provoquées par ces infrastructures détériorent la qualité de vie des habitants et entrainent de nombreuses perturbations sur l'environnement. Les trafics journaliers augmentent de 45 % pendant la période estivale et la croissance démographique sur le territoire laisse supposer une augmentation constante des flux sur les réseaux routiers, primaires et secondaires. Plusieurs tracés routiers du territoire ont été classés en tant que voies bruyantes, notamment l'autoroute A8 (catégorie 2) la RN7 (catégorie 3) la RD3 et la RD43 (catégorie 3).

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), élaboré à l'échelle départementale, affecte sur le territoire de la Provence Verte Verdon six communes (Pourrières, Pourcieux, Ollières, Saint-Maximin, Tourves et Brignoles).

II.5.RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

II.5.1.Risques de mouvements de terrain

En Provence Verte Verdon , l'intégralité des 43 communes sont soumises au risque mouvements de terrain. Seule la commune de Méounes dispose d'un plan de prévention des risques de mouvements de terrain opposable (approuvé le 26/02/1992).

Les risques de mouvements de terrain sont liés à plusieurs phénomènes :

- l'alternance de fortes pluviométries et de sécheresse intense sur la plaine alluviale du Caramy ;
- les tassements partiels liés à la présence de tufs ;
- la présence des anciennes exploitations minières de bauxite ;
- les glissements et d'affaissements de terrains.

38 communes de Provence Verte Verdon ont également des zones d'habitat individuel, existantes ou futures, sur des secteurs soumis à un aléa retrait-gonflement de niveau moyen.

II.5.2.Risques sismiques

L'ensemble des communes de Provence Verte Verdon est classé en zone de sismicité 2 qui correspond à la zone de sismicité faible, à l'exception des communes de Montmeyan, Rians et Saint-Julien qui sont classées en zone de sismicité 3 (soit une sismicité modérée).

Un porter à la connaissance a été transmis par les services de l'Etat le 28 juillet 2011 aux maires rappelant la nature et les caractéristiques de l'aléa sismique, les mesures à mettre en œuvre et la réglementation en vigueur.

II.5.3.Risques inondations

Seule la commune de Brignoles possède un Plan de Prévention des Risques Inondations concernant la rivière du Caramy, prescrit par arrêté préfectoral en date du 11/02/99. Il est actuellement en cours d'approbation. Les études sont en cours sur l'Issole avant la prescription du PPRI.

Sur le territoire du SCOT, l'aléa inondation principal est lié au **débordement des cours d'eau**, avec de fortes cinétiques dans les parties amont des bassins versants, aggravé localement par un ruissellement urbain mal maîtrisé (fort taux d'imperméabilisation et inadaptation des réseaux pluviaux) et des circulations karstiques localisées.

À noter des forts enjeux en matière d'inondations au niveau des biens et des personnes sur la commune de Brignoles avec la traversée du Caramy.

Deux causes expliquent le débordement des cours d'eau : un épisode pluvieux bref et intense ; un épisode pluvieux long et continu, (cas le plus fréquent). Néanmoins, on observe également des problèmes majeurs de débordement des réseaux pluviaux (Brignoles) et des problèmes de ruissellements sur certaines communes (comme Garéoult). Ces phénomènes de ruissellement peuvent bien sûr avoir lieu en milieu urbain (ruissellement urbain) mais aussi sur de nombreux autres secteurs

de communes qui ne sont pas ou peu urbanisés.

Un certain nombre d'éléments sont ou seront à prendre en compte comme éléments de connaissance notamment :

- L'Atlas des zones inondables ;
- L'enveloppe Approchée des Inondations Potentielles ;
- Les cartes d'aléas du PPRI sur Brignoles ;
- Le plan d'Action de Prévention des Inondations (à venir) ;
- Le futur contrat de rivière ;
- L'inventaire départemental des Zones d'expansion des crues.

II.5.4.Risques incendies

La couverture forestière est telle que Provence Verte Verdon est soumis au risque de feux de forêt. Aucun PPRIF n'a été prescrit, à ce jour, sur les communes du SCoT. Néanmoins, les massifs forestiers sont sensibles au risque d'incendie qui est aggravé par la conjugaison de facteurs (climatiques, topographiques, anthropiques).

II.5.5.Risques technologiques

Seule la commune de Mazaugues possède une installation de type Seveso (seuil haut) qui fait l'objet d'un PPI et d'un PPRT approuvé qui impacte les communes de : La Celle, Mazaugues, La Roquebrussane et Tourves.

Les communes de Provence Verte Verdon traversées par les grands axes routiers (A8, N7, N560) sont soumises aux **risques de transport de matières dangereuses**.

Quatorze communes du SCOT sont concernées : Barjols, Besse-sur-Issole, Brignoles, Camps-la-Source, Cotignac, Forcalqueiret, La Celle, Nans-les-Pins, Ollières, Pourcieux, Pourrières, Sainte-Anastasie-sur-Issole, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume et Tourves.

Le bassin de vie est également traversé par des canalisations de **transport de gaz et d'hydrocarbures** qui traversent les communes de Bras, Brignoles, Carcès, Entrecasteaux, Forcalqueiret, Garéoult, Montfort-sur-Argens, Ollières, Pourcieux, Pourrières, Rocbaron et Saint-Maximin

SCoT Provence Verte - Connaissance générale des risques														
Code INSEE	COMMUNES	Population	Risques naturels				Risques technologiques					TOTAL	PPR	CATNAT
			I	MT	S	FF	RI	TMD	G/O	B	NUC			
83006	Artigues	199		X	2	X						3		2
83012	Barjols	3059	X	X	2	X	X	X				6		4
83021	Bras	2449	X	X	2	X	X		X			6		2
83023	Brignoles	16368	X	X	2	X	X	X	X			7	PPRrl Caramy prescrit le	7
83025	Brue-Auriac	1210	X	X	2	X						4		1
83030	Camps-la-Source	1713		X	2	X		X				4		2
83032	Carcès	3332	X	X	2	X	X		X	X		7		2
83039	Châteauvert	135	X	X	2	X						4		2
83045	Correns	842	X	X	2	X						4		2
83046	Cotignac	2201	X	X	2	X		X				5		3
83051	Entrecasteaux	1065	X	X	2	X	X		X			6		6
83052	Esparron	324		X	2	X						3		2
83059	Forcalqueiret	2421	X	X	2	X		X	X			6		4
83060	Fox-Amphoux	455	X	X	2	X						4		2
83064	Garéoult	5613	X	X	2	X			X			5		5
83066	Girasservis	1496		X	3	X				X	X	5		0
83037	La Celle	1305	X	X	2	X		X				5		4
83108	La Roquebrussanne	2372	X	X	2	X						4		3
83146	La Verdière	1543	X	X	2	X						4		4
83143	Le Val	4174	X	X	2	X	X					5		8
83076	Mazaugues	822	X	X	2	X						4	PPRt Titanobel approuvé le	0
83077	Méounes-lès-Montrieux	2001	X	X	2	X						4	PPR MT approuvé le 26/02/1992	3
83083	Montfort-sur-Argens	1209	X	X	2	X	X		X			6		3
83084	Montmeyan	560	X	X	3	X				X		5		2
83087	Nans-les-Pins	4132	X	X	2	X		X				5		5
83088	Néoules	2486	X	X	2	X						4		3
83089	Ollières	635	X	X	2	X	X	X	X			7		2
83093	Plan-d'Aups-Sainte-Baume	1577		X	2	X						3		4
83095	Pontevès	712	X	X	2	X						4		1
83096	Pourcieux	1136		X	2	X	X	X	X			6		0
83097	Pourrières	4475		X	2	X	X	X	X			6		3
83104	Rians	4197		X	3	X				X	X	5		2
83106	Rocbaron	3595	X	X	2	X			X			5		3
83110	Rougiers	1531		X	2	X						3		2
83111	Sainte-Anastasie-sur-Issole	1922	X	X	2	X		X				5		2
83113	Saint-Julien	2063		X	3	X				X		4		2
83114	Saint-Martin-de-Pallières	212		X	2	X						3		1
83116	Saint-Maximin-la-Sainte-	14505	X	X	2	X	X	X	X			7		3
83125	Seillons-Source-d'Argens	2173	X	X	2	X						4		4
83135	Tavernes	1250	X	X	2	X						4		1
83140	Tourves	4855		X	2	X		X				4		3
83145	Varages	1117	X	X	2	X						4		3
83151	Vins-sur-Caramy	916	X	X	2	X						4		7
PROVENCE VERTE VERDON (43 communes)		110 357	31	43	43	43	11	13	12	5	2			124

Signification des abréviations	
I	Inondation
MT	Mvt de terrain
S	Sismicité
FF	Feux de forêt
RI	Risque industriel
TMD	Transport de Matières Dangereuses
G/O	Gazoduc et/ou Oléoduc
B	Rupture de barrage
NUC	Risque nucléaire
PPR	Plans de Préventions existant ou prescrit
CATNAT	Nombre d'arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Figure 4 : Connaissance générale des risques. Source : PRIM.net, consultation le 15 Novembre 2016

Sur Provence Verte Verdon , seules les communes de Carcès, Ginasservis, Montmeyan, Rians et Saint-Julien sont soumises au **risque de rupture de barrage**.

III. EXPANSION URBAINE

III.1. DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES SOUS PRESSION URBAINE

L'occupation des sols en Provence Verte est marquée par des espaces naturels omniprésents (forêts, maquis, landes, prairies, friches...) puisqu'ils occupent en 2014 75 % du territoire essentiellement en milieu accidenté et connaissent une légère croissance (4000 ha entre 1972 et 2003). Les pertes d'espaces naturels et forestiers sont plus importantes sur la CAPV (-1215ha) que sur la CCPV (-363ha). Ainsi, les communes les plus consommatrices d'espaces naturels sont Saint Maximin (-124 ha) et Brignoles (-112 ha) mais aussi Ollières (103ha). Cette dernière qui n'a pas énormément développé ses espaces bâtis, doit essentiellement sa consommation d'espaces naturels au profit des centrales photovoltaïques (80ha).

Les espaces agricoles occupent 18% du territoire en plaine et sur les coteaux soit environ 29 400 ha. Néanmoins, ces espaces agricoles ont beaucoup diminué. Il y a 30 ans, en 1972, ils représentaient plus de 28% du territoire. Toutefois, depuis 11 ans, la disparition des espaces agricoles ralentit. Nous estimons à -550ha d'espaces agricoles dont plus de 230ha de friches agricoles consommés entre 2003 et 2014. Près des 2/3 de ces pertes l'ont été au profit des espaces urbanisés, et près d'1/4 au profit des espaces naturels.

L'urbanisation représente en 2014, 6,6% du territoire (0,5% en 1972) et entre en concurrence directe avec les espaces agricoles dans les zones planes. L'urbanisation semi-dense ou diffuse investit de plus en plus les coteaux. Parmi la trame urbaine, le mitage (urbanisation diffuse) est le plus consommateur d'espace agricole. Les espaces artificialisés représentent plus de 8% sur la communauté d'agglomération Provence Verte et moins de 5% sur la communauté de communes de Provence Verdon. Les communes les plus touchées par une forte artificialisation sont celles situées à proximité de l'autoroute (Pourrières, Saint-Maximin, Brignoles, Le Val) ou au sud-est (Rocbaron, Garéoult).

III.2. DES ENTREES DE VILLE MOYENNEMENT QUALITATIVES

Jusqu'à la première décennie des années 2000, un urbanisme d'opportunité et peu organisé en Provence Verte Verdon a généré des aménagements urbains sans grande cohérence entre eux, «au fil de l'eau» et des paysages urbains qui ont eu tendance à se banaliser. Ceux-ci n'ont pas toujours représentés une qualité architecturale et paysagère très valorisante pour l'image, notamment touristique, dont le territoire aimerait se doter. Fort de ce constat, la puissance publique locale a agit pour inverser cette tendance.

Les entrées de villes marquent la transition, ou bien le passage entre l'espace agricole ou naturel et l'espace urbain. Ces portions de ville sur le SCoT se composent souvent d'une alternance :

- de tissu pavillonnaire lâche et peu structuré, dont les accès sur la voirie sont individuels et de ce fait démultipliés et accidentogènes ;
- d'une succession de bâtiments technico-industriels et d'activités de dépôts ou de transformations de matériaux placées au plus proche des routes ;
- de zones d'activités artisanales et plus souvent commerciales purement fonctionnelles aménagées aux points de connexion que constituent les ronds-points pour permettre un repérage visuel depuis la route et une accessibilité automobile optimales. On y constate le plus souvent peu ou pas d'intégration avec le tissu urbain préexistant, ou de prise en compte d'un schéma de mobilité propre ou en lien avec les quartiers périphériques...

Le mode de déplacement qui s'est imposé est la voiture, ce qui a généré la réalisation de grandes aires de stationnement devant chaque commerce sans logique d'ensemble sur certaines zones commerciales et le plus souvent perceptibles depuis la route. Par ailleurs, ceci explique l'absence de cheminements piétonniers ou cyclables sécurisés entre les zones commerciales et les zones d'habitat voisines.

On observe également des zones techniques de stockage ou de stationnement de bâtiments industriels visibles depuis la route, sans traitement paysager les occultant ou atténuant leur effet de confusion depuis l'extérieur. Cette confusion peut être encore accentuée par un réseau viaire, qui malgré les efforts de sécurisation, multiplie les entrées de chemins ou de propriétés privés sur des axes de forte circulation, notamment sur la voirie primaire. Ceci est en partie la résultante de la diffusion excessive de l'habitat individuel sur le territoire.

Une des raisons de l'absence de perception de la transition rural/urbain est une juxtaposition de fonctions urbaines sans organisation d'ensemble. C'est ainsi que se succèdent les friches agricoles, les friches industrielles ou artisanales, les zones économiques ou commerciales… Parfois, comme à l'entrée Ouest de Brignoles l'aménagement des zones commerciales et la connexion avec les axes routiers et les quartiers urbains existants est inachevé. Des activités commerciales peuvent être isolées en plaine agricole servant de repère tacite à une progression de l'urbanisation dans les espaces agricoles. Des friches industrielles peuvent constituer les premiers champs visuels perceptibles par les automobilistes, tel que l'arrivée sud de Barjols. Sur le Val d'Issole, le bâti continu le long de la RD43 menace l'alternance des paysages agricoles et urbains, risquant de donner une perception de continuum urbain depuis l'entrée de Rocbaron constituée d'habitat diffus sous couvert de pins jusqu'après la zone artisanale de Forcalqueiret en surplomb de la route. Ce risque de continuité urbaine se retrouve, de façon moins prégnante toutefois, entre Saint-Maximin et Bras, comme entre Brignoles et Vins et Le Val.

Par ailleurs, les mélanges de formes urbaines d'habitat pavillonnaire récent, de bastides provençales à caractère patrimoniale, de petits collectifs, ou de grandes et moyennes surfaces peuvent se prolonger de l'entrée de ville jusqu'au centre ancien sans continuité ou logique d'ensemble, sans que ne puisse se dégager une « ambiance » urbaine.

Ajoutons que la multiplication des panneaux publicitaires entraine une pollution visuelle excessive qui a aussi pour conséquence de diluer les informations données par la signalétique routière ou par les panneaux d'affichages communaux.

Le cumul des aménagements peu qualitatifs, des pollutions visuelles diverses, de la place faite à l'automobile conduit à un manque de conscience de l'individu d'être en milieu urbain. Par ailleurs, ce mode de développement (ainsi que les signaux le caractérisant : mobilier urbain, signalétique publicitaire, formes et matériaux du bâti…) est le fait de la plupart des villes de France si bien que le caractère paysager propre à Provence Verte Verdon n'est pas perceptible. De ce fait, l'effet vitrine des aménagements urbains qui s'efforcent de rendre une image qualitative du territoire est contrariée.

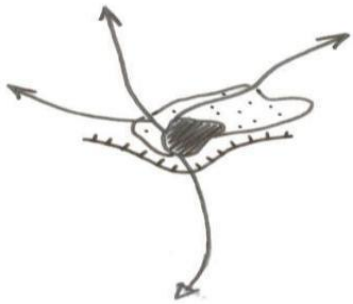
III.3. MORPHOLOGIES ET DYNAMIQUES URBAINES EN PROVENCE VERTE

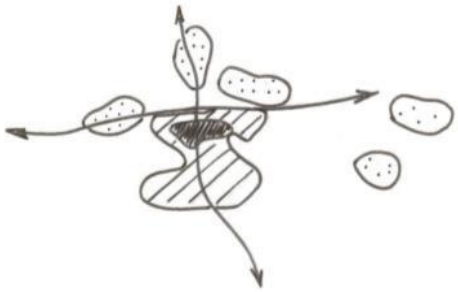
Parmi les éléments qui participent à l'évolution de la morphologie du tissu urbain des communes, outre ceux liés aux éléments naturels (pente, qualité du sol, etc.) et à la localisation (éloignement par rapport aux grandes infrastructures, proximité d'un pôle urbain important, etc.), les choix politiques ont un pouvoir d'influence fort qui marque profondément la forme urbaine du village.

Différents types d'habitat individuel peuvent être signalés :

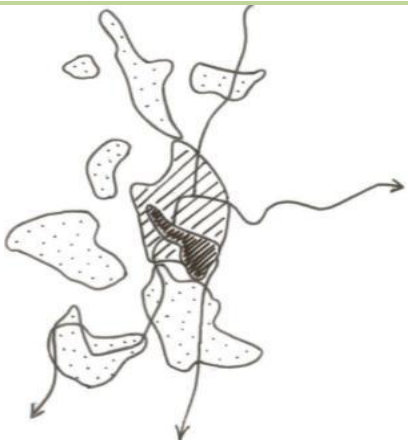
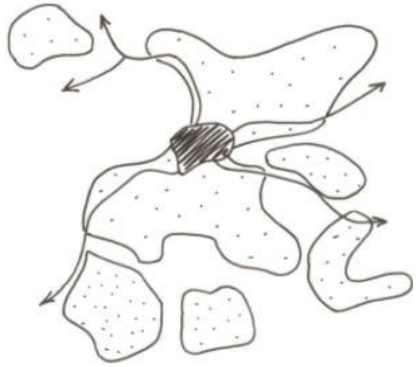
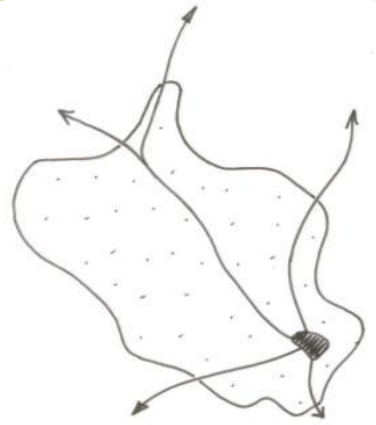
- l'habitat individuel « libre », d'une densité proche de 4 logements par ha. Cette catégorie représente 70 % des constructions entre 2000 et 2004 (données plus récentes ?). Ce type d'implantation pavillonnaire se diffuse au gré des opportunités foncières ;
- l'habitat individuel « avec procédure » d'une densité proche de 10 logements par ha correspond à un développement pavillonnaire sous forme de lotissements, générant un regroupement de parcelles bâties et une mutualisation des équipements et des réseaux ;
- l'habitat individuel « dense » lié à un développement pavillonnaire sous forme de lotissement, avec une densité plus forte liée à des constructions sur 2 à 3 niveaux sur des parcelles de petites tailles.

Ces différentes formes d'urbanisation peuvent être regroupées en trois grandes catégories :

	**Type 1 : Le développement urbain de ces communes est jugé « faible ». Les communes d'Artigues, d'Esparron de Pallières et Saint-Martin de Pallières ont une tâche urbaine qui évolue peu, inférieure à 15 ha avec un noyau urbain dense qui polarise l'extension ;**

Type 2 : Le développement urbain est « modéré » mais il connaît une croissance importante aujourd'hui. La tâche urbaine est ici comprise entre 15 et 100 ha ; Le type 2 regroupe plusieurs formes de développement urbain « modéré » :	
	**2A** : Concerne particulièrement les communes de Brue-Auriac, Correns, Mazaugues, Pontevès, Pourcieux, Rougiers, Varages. Elles ont connu un développement maîtrisé autour du noyau historique et les opérations d'extension ont été liées avec le centre bourg;
	**2B** : Concerne particulièrement les communes de La Celle, Châteauvert, Entrecasteaux, Fox-Amphoux, Ginasservis, Montfort, Ollières, Plan d'Aups, Rians, Tavernes et Vins-sur-Caramy. Le développement de ces communes est récent, il est marqué par la diffusion de l'habitat individuel et l'accessibilité automobile. Le territoire communale est constitué de plusieurs tâches d'urbanisation, sans réelle centralité, ces espaces peuvent être polarisés par d'autres communes plus importantes (Saint Maximin, Aix, Marseille, Brignoles, Barjols).

Type 3 : Le développement urbain est « important » et les formes urbaines multiples. La tâche urbaine a évolué de façon exponentielle ces 30 dernières années et atteint une surface comprise entre 100 et 800 ha.

	**3A** : Pour les communes de Barjols et Brignoles, le bourg centre a conservé son rôle de polarité et le développement s'est majoritairement fait par densification du centre historique et des premiers faubourgs, l'habitat individuel établit la liaison entre ces espaces;
	**3B** : Concerne particulièrement les communes de Bras, Camps-la-Source, Carcès, Pourrières, La Roquebrussanne, Méounes, Montmeyan, Saint Anastasie, Saint Julien le Montagnier, Saint-Maximin, Seillons, Tourves et La Verdière. Le bourg ancien est encore identifiable mais le développement diffus, sans réelle stratégie d'organisation, marque profondément le territoire communal ;
	**3C** : Concerne particulièrement les communes de Cotignac, Forcalqueiret, Garéoult, Nans-les-Pins, Néoules, Rocbaron et Le Val. Le développement diffus est excessivement important, il prend une place prépondérante dans l'occupation de l'espace communal. Le centre ancien est absorbé et ne se distingue presque plus.

Cette typologie fait apparaître à l'échelle de la Provence Verte Verdon, diverses tendances :

- un développement important et diffus dans le sud du territoire, notamment alimenté par l'influence de l'aire toulonnaise, mais également sur quelques communes au nord soumises à l'influence d'Aix ;
- un développement mixte le long de l'A8 ;
- un espace de croissance autonome dû au développement du secteur touristique (Carcès et Cotignac) ;
- un développement plus traditionnel sur la moitié nord du pays.

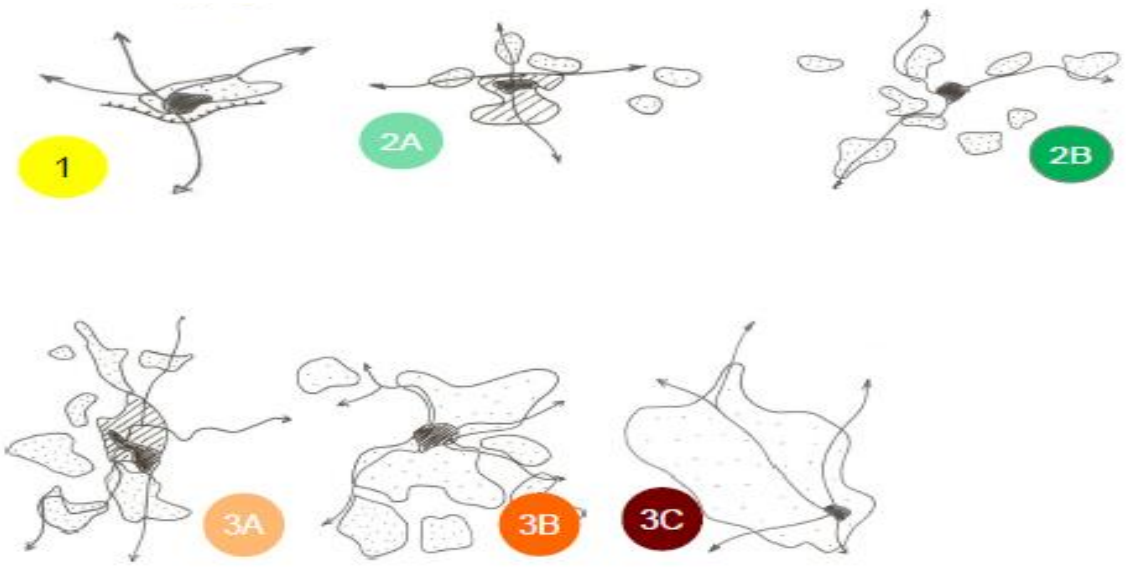


Figure 5 : les différentes typologies urbaines de la Provence Verte Verdon

IV.LE MOTEUR RESIDENTIEL, DETERMINANT DE LA CROISSANCE DE LA PROVENCE VERTE

IV.1. DES OPPORTUNITES DE DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL QUE N'OFFRENT PLUS LES GRANDS VOISINS

IV.1.1. L'acquisition de maisons plus aisée dans la Provence Verte Verdon qu'ailleurs

Comme ailleurs en France, la maison individuelle en propriété constitue le modèle résidentiel le plus recherché par les familles. A ce titre, les prix d'acquisitions moins élevés en la que sur les agglomérations limitrophes en font un territoire particulièrement attractif.

Sources : PERVAL, ECLN vi ODH selon périmètre EPCI 2014	Prix moyens des logements acquis en 2013		
	Appartements de plus de 5 ans	Maisons de plus de 5 ans	Appartements en VEFA
Bassin de vie de Brignoles	1 713 € / m²	250 785 €	2 985 € / m²
CC Provence Verdon	1 453 € / m²	198 510 €	/
Le bassin de vie de Saint Maximin	2 330 € / m²	286 451 €	3 316 € / m²
Val d'Issole	2 090 € / m²	273 780 €	3 144 € / m²
CC Vallée du Gapeau	2 332 € / m²	315 952 €	3 351 € / m²
CA TPM	2 754 € / m²	367 279 €	4 148 € / m²
CA Sud Sainte Baume	4 415 € / m²	482 241 €	5 366 € / m²
VAR	3 174 € / m²	395 274 €	4 421 € / m²

Figure 6 : Prix moyens des logements acquis en 2013

Ainsi en 2013 les prix moyens d'acquisition se situaient, pour un appartement (de plus de 5 ans) dans une fourchette de 1713 €/m² dans le bassin de vie de Brignoles à 2 330 €/m² dans celui de le bassin de vie de Saint Maximin, et pour une maison (de plus de 5 ans) dans une fourchette de 198 510 € dans le territoire de Provence Verdon (Provence d'Argens en Verdon et Bassin de vie de Rians) à 273 780 € dans celui de le bassin de vie de Saint Maximin. Il s'agit de niveaux de prix inférieurs à la moyenne varoise et des territoires limitrophes du Var ou des Bouches du Rhône.

Sources : Immoprix octobre 2015	Prix moyens des logements acquis entre octobre 2014 et septembre 2015		
	Appartements de plus de 5 ans	Maisons de plus de 5 ans	Appartements neufs
Secteur de Brignoles [9]	1 890 € / m²	234 300 €	3 320 € / m²
Secteur d'Aix en Provence[10]	3 180 € / m²	323 200 €	3 930 € / m²
Secteur de Marseille[11]	2 330 € /m²	331 200 €	3 790 € / m²

Figure 7 : Prix moyens des logements acquis entre octobre 2014 et septembre 2015

[9] *Le secteur de Brignoles comprend Besse sur Issole, Bras, Brignoles, Flassans-sur-Issole, Forcalqueiret, Garéoult, Nans-les-Pins, Pignans, Pourrières, Régusse, Rians, Rocbaron, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Seillons-Source-d'Argens, Tourves, Val, Verdière, Vinon-sur-Verdon.*

[10] *Le Secteur d'Aix en Provence comprend Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Éguilles, La Fare-les-Oliviers, Fuveau, Gardanne, Grans, Lançon-Provence, Meyreuil, Mimet, Pélissanne, Pennes-Mirabeau, Peynier, La Roque-d'Anthéron, Salon-de-Provence, Septèmes-les-Vallons, Simiane-Collonge, Trets, Velaux et Venelle.*

[11] *Le secteur de Marseille comprend Marseille, Allauch, Aubagne, Auriol, La Bouilladisse, Carnoux-en-Provence, Cassis, La Ciotat, Plan de Cuques et Peypin.*

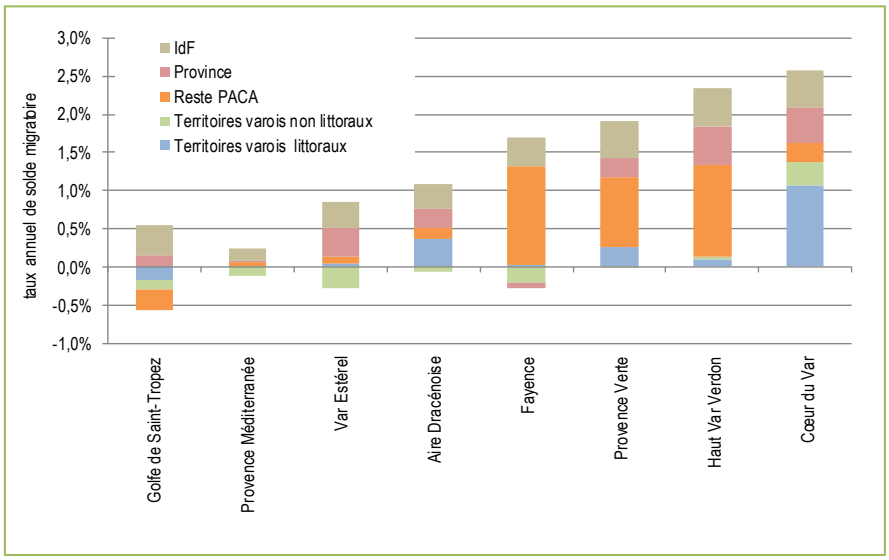
Cette attractivité résidentielle de la Provence Verte Verdon auprès de ménages extérieurs au territoire est particulièrement importante et s'observe au travers des nombreuses migrations résidentielles ainsi que des déplacements domicile-travail.

La photographie de l'Habitat dans le Var[12] souligne l'importance de la mobilité résidentielle des ménages en faveur de leur installation dans les territoires non littoraux et notamment en Provence verte.

Ainsi en 2008, l'essentiel du solde migratoire et du taux de croissance des territoires du Département du Haut Var Verdon (Lacs et Gorges du Verdon, Provence Verdon) et de la Provence Verte (Val d'Issole, bassin de vie de Saint Maximin et Bassin de vie de Brignoles) s'explique par un apport important de personnes venues des départements voisins.

Les bassins de Val d'Issole, de le bassin de vie de Saint Maximin et de bassin de vie de Brignoles qui composent une partie du territoire de la Provence Verte Verdon, bénéficient par ailleurs d'un apport net de population du littoral varois (respectivement 0,26%, 0,37% et 1,07%).

Note de lecture :
La Provence Verte (bassins de Val d'Issole, de de Sainte Baume Mont Aurélien et de Comté de Provence) et le Haut Var Verdon (CC Provence Verdon, CC Lacs et Gorges du Verdon) sont excédentaires dans leurs échanges migratoires avec tous les autres territoires varois, le reste de PACA, ainsi que le reste de la France. On note sur ces territoires un taux particulièrement important d'échanges avec le reste de PACA.



Source : Insee, RP 2008

Figure 8 : Structure des taux de solde migratoire selon les zones d'échanges, par territoire du Var en 2008 pour la population de 5 ans ou plus (source : Photographie de l'Habitat dans le Var)

L'analyse des déplacements domicile-travail (supérieurs à 100 flux quotidiens) donne une approche de l'attractivité résidentielle des territoires de la Provence Verte Verdon auprès des ménages actifs travaillant dans les zones d'emploi extérieures. Ainsi sur 42 170 déplacements quotidiens d'actifs résidents en Provence Verte, si 54% sont internes, 38% sortent de Provence Verte, dont près de 23% en direction des Bouches du Rhône et 7% vers la CA de Toulon Provence Méditerranée.

[12] *Etude réalisée par l'AU[dat]-var dans le cadre de l'Observatoire Départemental de l'habitat – juillet 2014. Echelle des 8 territoires du Département.*

Les déplacements vers les Bouches du Rhône concernent l'ensemble de la Provence Verte Verdon mais proviennent essentiellement d'actifs du Bassind de vie de St Maximin (63%) et des bassins de vies de Rians et Barjols (25% à l'échelle des deux bassins). Notons que les actifs de Provence Verte Verdon se déplaçant quotidiennement dans les Bouches du Rhône se dirigent en majorité vers l'agglomération d'Aix en Provence (50%), puis vers l'agglomération marseillaise (39%) et ensuite vers celle d'Aubagne (11%). Concernant les déplacements vers l'agglomération toulonnaise, ils ne concernent pas l'ensemble de la Provence Verte. Les actifs de Provence Verte Verdon se déplaçant dans l'agglomération toulonnaise habitent principalement dans Val d'Issole (74%), puis Bassin de vie de Brignoles (19%) et Le bassin de vie de Saint Maximin (7%).

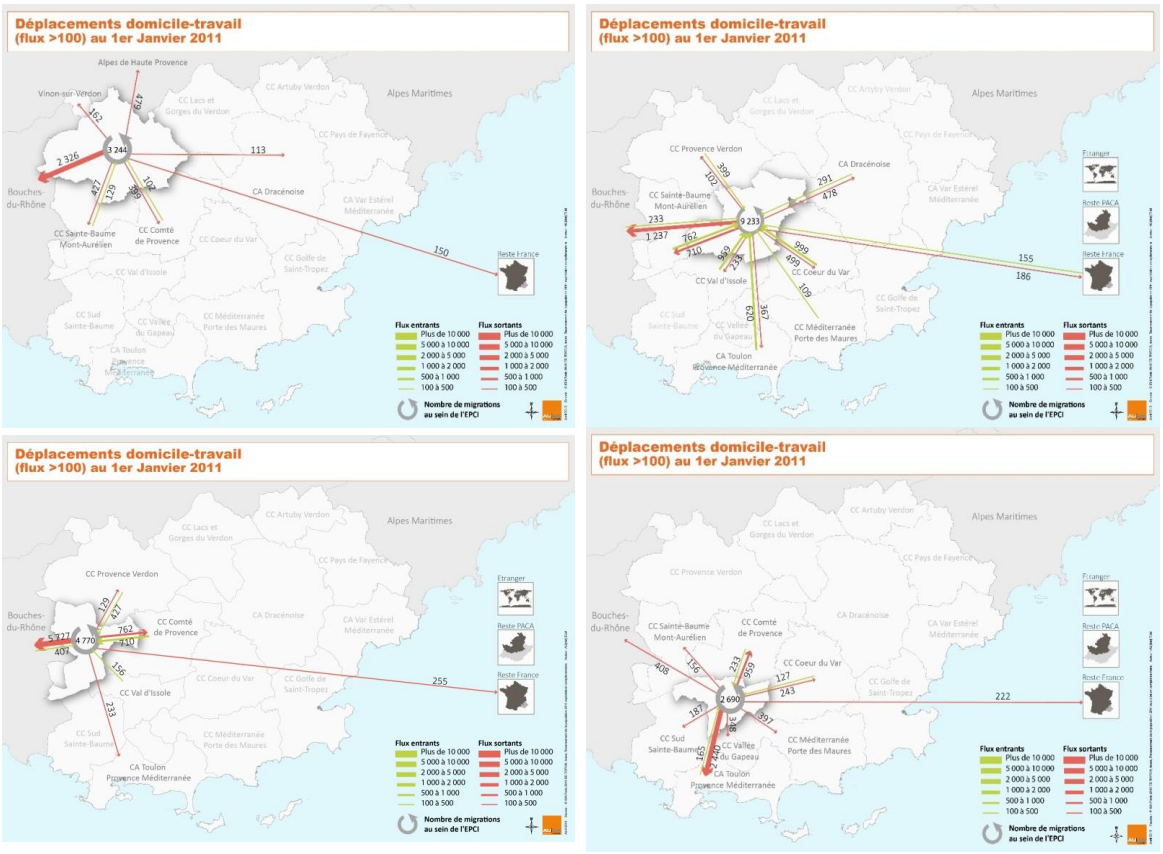


Figure 9 : Déplacements domicile-travail de plus de 100 trajets quotidiens en 2011
(source : Diagnostic du Schéma Départemental de l'Habitat - INSEE)

IV.1.2. Un développement résidentiel depuis les années 70 qui a favorisé la constitution d'un parc de logements monotype essentiellement composé de maisons

L'habitat en Provence Verte Verdon s'est développé à partir de la deuxième moitié du 20e siècle, et notamment depuis 1975, traduisant un parc plus récent qu'à l'échelle départementale. Entre 57% et 77% des résidences principales des intercommunalités de la Provence Verte Verdon datent ainsi d'après 1975 (contre 55% dans l'ensemble du Var). Notons qu'à l'intérieur de la Provence Verte, le développement de l'habitat à partir des années 70 est particulièrement important dans Le bassin de vie de Saint Maximin et Val d'Issole, où respectivement 71% et 77% des logements ont été construits également après 1975.

Sources : FILOCOM 2013 via ODH selon périmètre EPCI 2014	Résidences principales 2013 construites avant 1949	Résidences principales 2013 construites entre 1949 et 1975	Résidences principales 2013 construites ente 1975 et 1999	Résidences principales 2013 construites après 2000
Bassin de vie de Brignoles	28%	13%	33%	26%
Provence Verdon	29%	13%	33%	24%
Bassin de vie de St Maximin	18%	12%	43%	28%
Val d'Issole	14%	9%	49%	28%
VAR	20%	26%	37%	18%

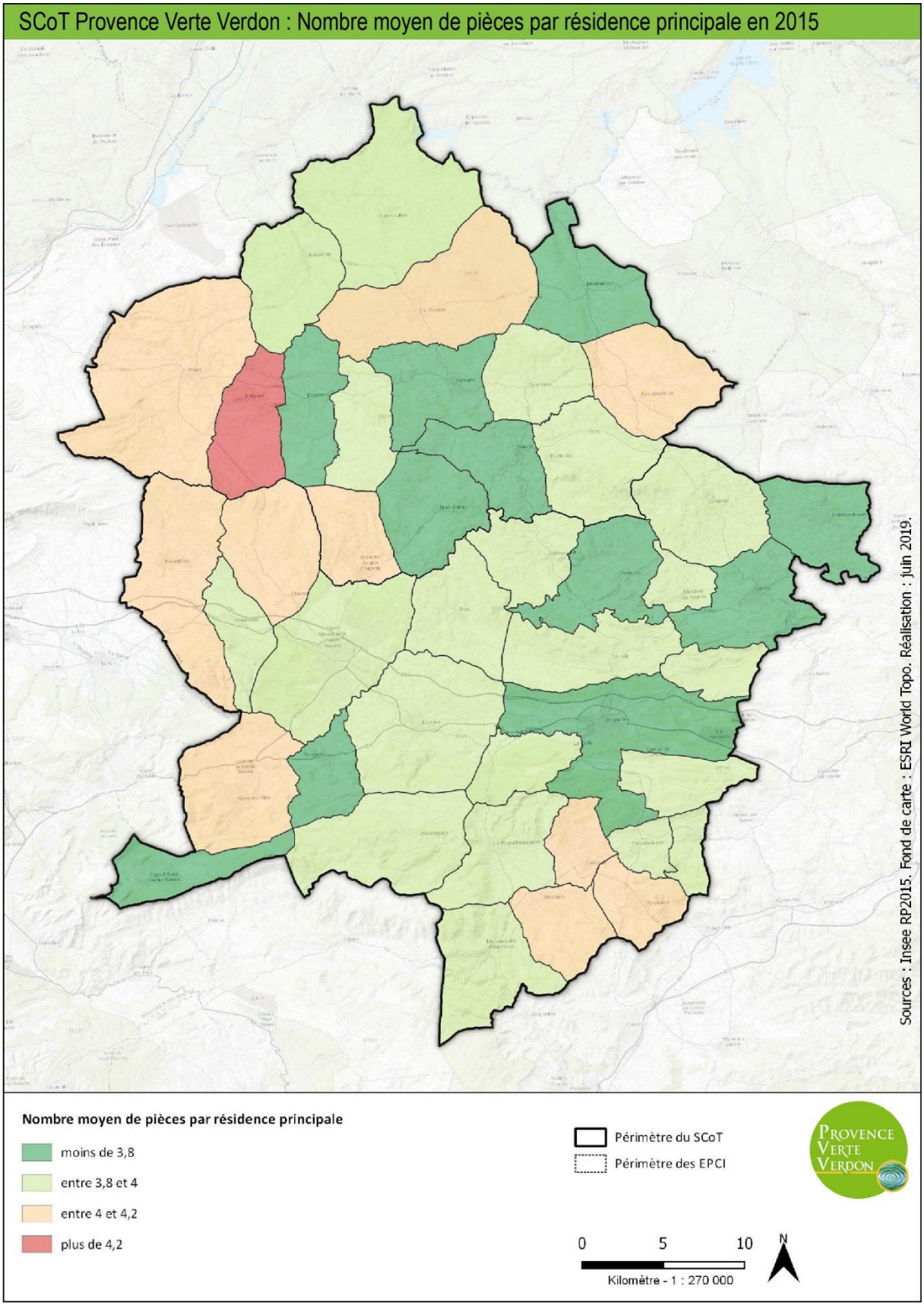
Ce développement de l'habitat à partir des années 70 s'est principalement réalisé dans l'habitat individuel. L'analyse des caractéristiques du parc de logements souligne ainsi un poids largement majoritaire des maisons et des grandes typologies, traduisant un parc de résidences principales particulièrement monotype : 78% de résidences principales de type maison et 67% de typologies à partir de 4 pièces.

Ce développement de l'habitat à partir des années 70 s'est principalement réalisé en individuel. L'analyse des caractéristiques du parc de logements souligne ainsi un poids largement majoritaire des maisons et des grandes typologies. Le parc de résidences principales de Provence Verte Verdon est particulièrement monotype : 78% de résidences principales de type maison et 67% de typologies à partir de 4 pièces.

Ce caractère monotype apparaît très marqué dans les territoires périurbains comme Val d'Issole (où l'on compte 88% de maisons et 74% de typologies T4 et plus). Le parc de résidences principales est un peu moins monotype sur le bassin de vie de Brignoles où l'on compte 31% d'appartements et 37% de T1-T2 et T3.

Sources : INSEE 2015	Résidences principales 2011	T1-T2	T3	T4 et plus	Maisons	Appartements
CA de la Provence Verte	39 811	13%	24%	63%	77,6%	22,4%
CC Provence Verdon	9 357	13%	24%	63%	83,9%	16,1%
SCoT Provence Verte Verdon	49 168	12%	21%	67%	79,0%	21%
VAR	476 515	20%	28%	52%	48,2%	51,8%

SCoT Provence Verte Verdon : Nombre moyen de pièces par résidence principale en 2015



IV.1.3. … qui favorise les situations de sous-occupation des résidences principales

Une des conséquences du caractère monotype du parc de logements de la Provence Verte Verdon dans un contexte de forte diminution de la taille des ménages (due au vieillissement de la population, aux décohabitations ainsi qu'aux séparations) est l'importance des situations de sous-occupation de logements. En 2011, 27% des résidences principales de la Provence Verte Verdon étaient en situation de sous-occupation (soit 11 086 logements concernés), alors que celles-ci représentent 21% des résidences principales à l'échelle du département.

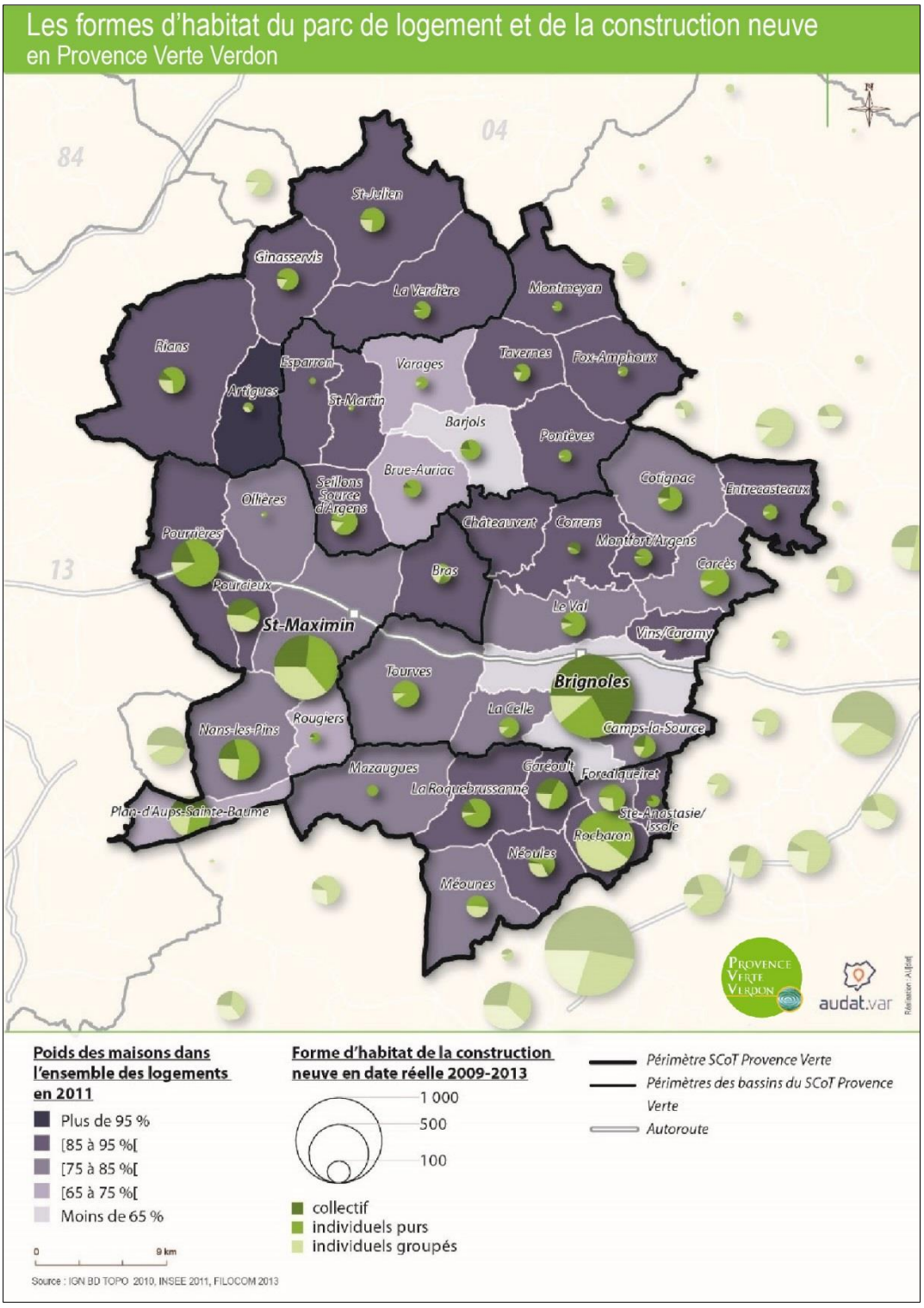
Les situations de sous-occupation de logements sont présentes dans l'ensemble des territoires de la Provence Verte Verdon et apparaissent particulièrement importantes là où le poids des maisons et des grandes typologies est le plus important. On compte ainsi 29% de logements sous-occupés dans Val d'Issole et 30% dans les communes « relais bis ».

IV.1.4. Une construction neuve dynamique qui entame un début de diversification

En Provence Verte Verdon l'activité de construction neuve de logements est de manière générale parmi les plus dynamique du département au regard du nombre d'habitants. Avec 9,1 logements autorisés entre 2009 et 2013 pour 1 000 habitants, l'activité de construction neuve en Provence Verte Verdon apparait supérieure à la moyenne départementale (7,8).

Sources : SITADEL 2 population municipale 2012	Moyenne annuelle des logements autorisés 2009-2013 (hors résidence)	Logements neufs 2009-2013 pour 1000 habitants en 2012*
Bassin de vie de Brignoles	318	8,2
Provence d'Argens en Verdon	80	7,0
Bassin de vie de Rians	73	7,4
Bassin de vie de St Maximin	329	10,5
Val d'Issole	226	10,3
Provence Verte	1 026	9,1
VAR	8 010	7,8

A l'intérieur de la Provence Verte, la construction est particulièrement importante dans les territoires proches de pôles d'emplois extérieurs comme Val d'Issole (10,3 logements neufs pour 1000 habitants) et Le bassin de vie de Saint Maximin (10,5).



Compte tenu des caractères périurbains et ruraux du territoire, la forme d'habitat dominante dans la construction neuve est l'individuel (individuel pur et individuel groupé), qui représente 75% des logements autorisés entre 2009 et 2013 en Provence Verte Verdon . Notons que l'individuel atteint 90% de la construction neuve de logements dans Val d'Issole, 92% dans le bassin de vie de Barjols et 93% dans le bassin de vie de Rians (contre 43% dans l'ensemble du Var).

Logements autorisés entre 2009 et 2013 Source : SITADEL2	Poids de l'individuel pur	Poids de l'individuel groupé	Poids du collectif
Bassin de vie de Brignoles	48%	11%	41%
bassin de vie de Barjols	83%	9%	8%
bassin de vie de Rians	72%	21%	7%
bassin de vie de St Maximin	46%	26%	28%
bassin de vie du Val d'Issole	60%	30%	10%
SCoT	54%	21%	25%
VAR	27%	16%	57%

L'évolution de la construction neuve en Provence Verte Verdon souligne cependant un mouvement de diversification des formes d'habitat sur la période récente en faveur de formes plus denses en individuel (individuel groupé) comme en collectif. En effet, entre 2009 et 2013, l'individuel pur a représenté 54% des logements autorisés contre 67% entre 2004 et 2008.

Cette diversification a été très forte dans Bassin de vie de Brignoles, passant de 67% d'individuel pur dans les logements autorisés entre 2004 et 2008 à 48% entre 2009 et 2013.

Dans les bassins de Rians et du Val d'issole, la baisse du poids de l'individuel pur, bien que moins prononcée s'observe également, passant respectivement pour ces deux bassins de 80% et 73% entre 2004 et 2008, à 72% et 60% entre 2009 et 2013.

Dans Le bassin de vie de Saint Maximin, la diversification des formes d'habitat était déjà à l'œuvre et s'est poursuivie : l'individuel pur est passé de 50% des logements autorisés entre 2004 et 2008 à 46% entre 2009 et 2013.

Notons que dans le bassin de Barjols, ce mouvement de diversification des formes d'habitat n'est pas à l'oeuvre, puisque la part de l'individuel pur augmente entre les deux périodes (2004-2008 et 2009-2013) passant de 74% à 83%.

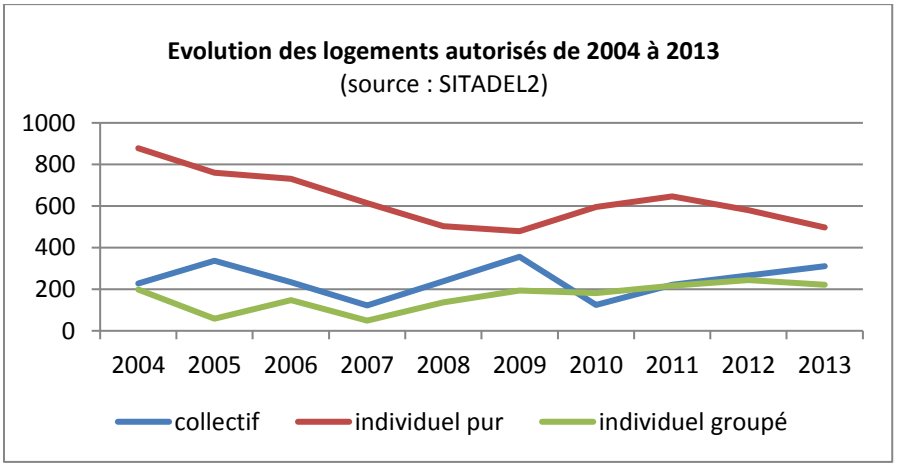
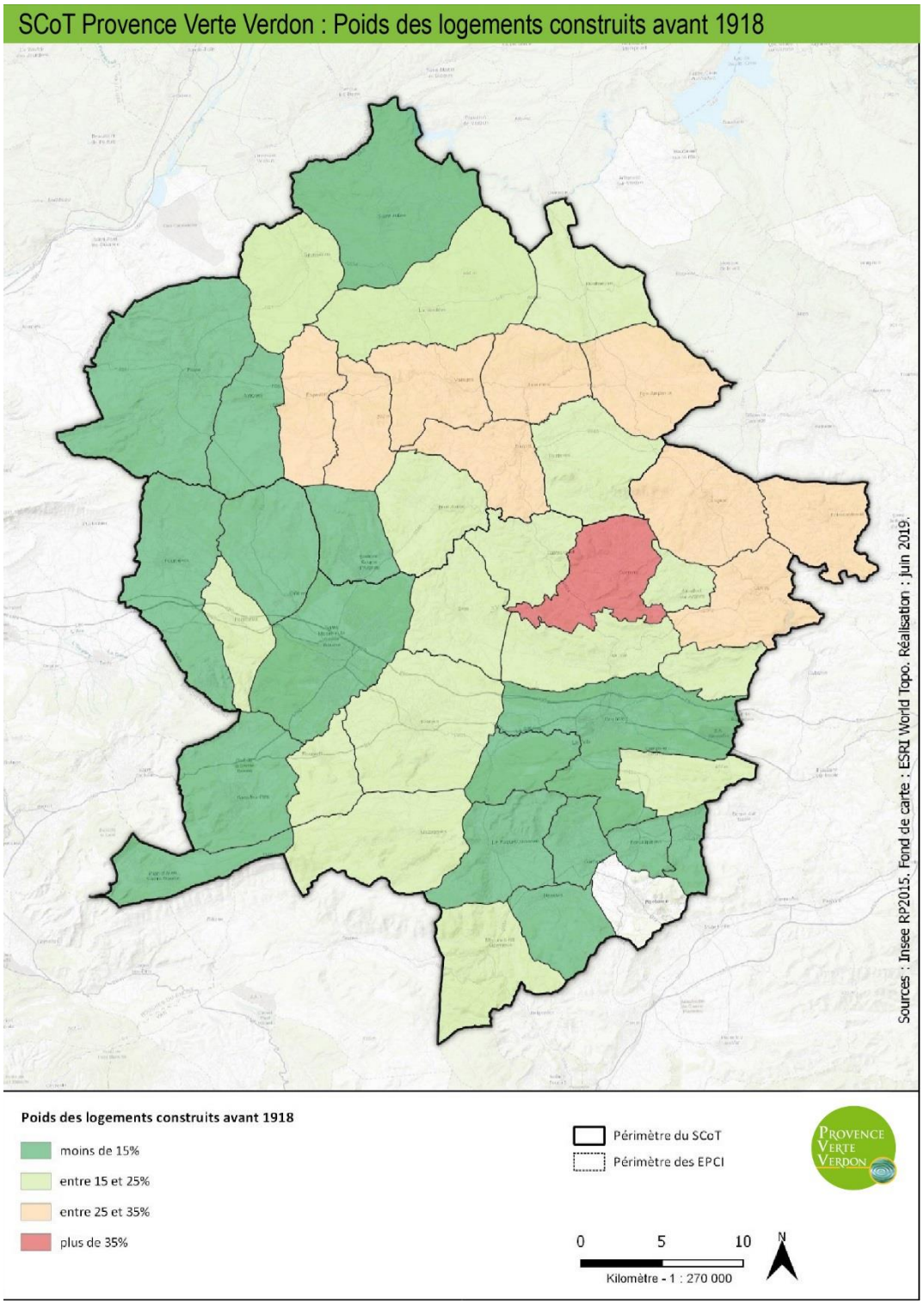


Figure 10 : Evolution des logements autorisés de 2004 à 2013

IV.2. UN MODE DE DEVELOPPEMENT QUI AFFAIBLIT LES CENTRES ANCIENS



Dans ce contexte de développement résidentiel en individuel souvent situé en périphérie des centralités, l'habitat en centre ancien s'est vu délaissé.

Les indicateurs de vacance viennent souligner le délaissement d'une partie du parc de logements du

territoire de la Provence Verte Verdon . Le taux de vacance de la Provence Verte Verdon s'élève à 9,3% en 2015, soit un niveau supérieur aux territoires varois limitrophes et à l'ensemble du département. C'est un niveau de vacance supérieur à la nécessaire fluidité des marchés de l'habitat (généralement admis entre 5 et 7%) et qui traduit un certain délaissement d'une partie du parc de logements, comme le souligne la vacance de plus de 3 ans supérieur en Provence Verte Verdon (1,8% des logements en 2013) que dans l'ensemble du département (1,2%).

En outre, les indicateurs de vacance permettent de faire un lien direct avec les époques de construction les plus anciennes (d'avant 1949), puisque l'on observe qu'entre 41% et 52% des logements vacants dans la Provence Verte Verdon en 2013 datent d'avant 1949. Une grande partie de la vacance en Provence Verte Verdon se localise ainsi dans les centres anciens des communes.

Sources : FILOCOM 2013 via ODH selon périmètre EPCI 2014	Logement vacants en 2013	Taux de vacance	Taux de vacance de plus de 3 ans	Poids du parc ancien dans la vacance
BV de Brignoles	2 281	9,8%	2,1%	51%
BV de Rians et Barjols	1 274	9,3%	2,2%	54%
BV St Maximin	959	6,1%	1,2%	43%
BV du Val d'Issole	682	6,2%	1,4%	42%
VAR	46 084	6,7%	1,2%	39%

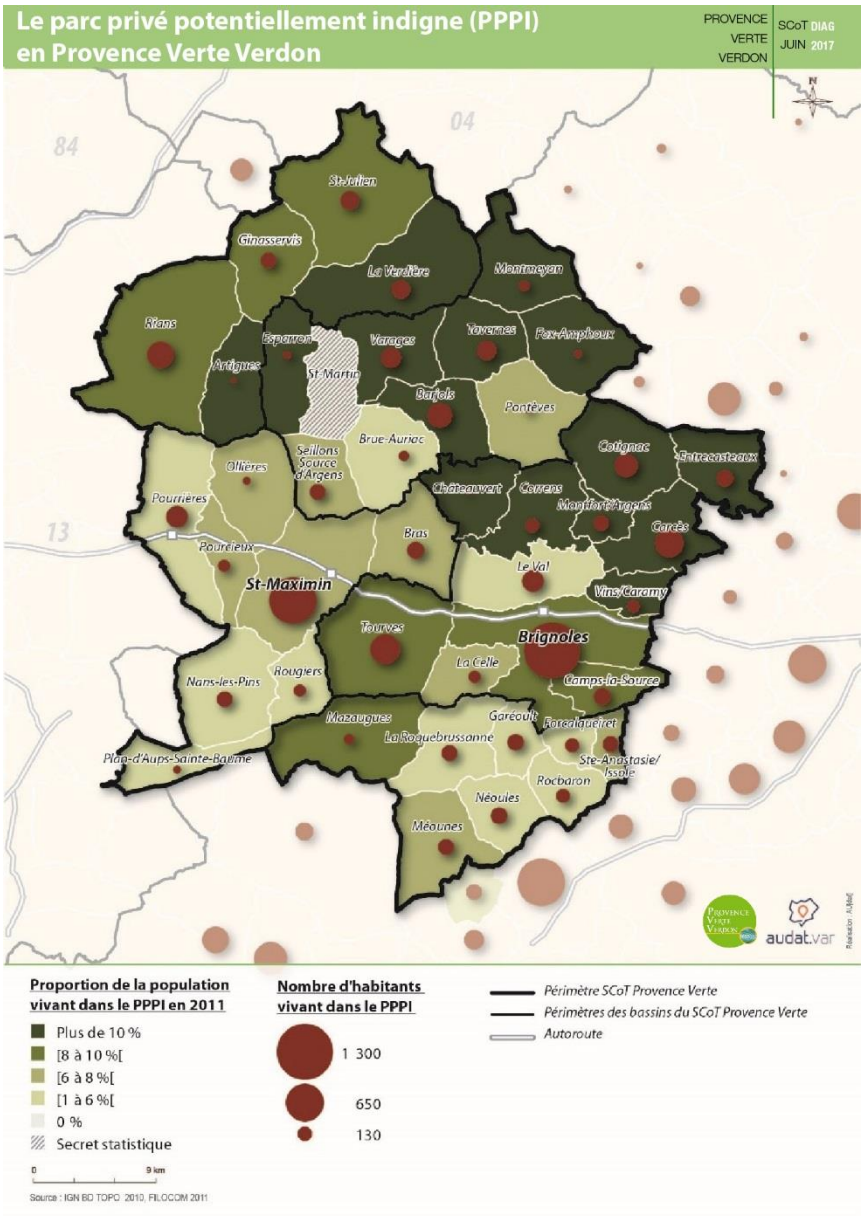
Les indicateurs de délaissement liés à la vacance sont particulièrement élevés, dans le bassin de vie de Brignoles et les bassins de Barjols et Rians (Provence Verdon), là où le poids du parc ancien est important (respectivement 28% et 29% des résidences principales datent d'avant 1949). Dans ces territoires, la vacance dépasse 9% de l'ensemble des logements, et la vacance de plus de 3 ans dépasse 2% de logements.

Conjointement, les centres anciens ont tendance à se dégrader et à se paupériser. L'analyse du Parc Privé Potentiellement Indigne (PPPI) permet d'approcher ces phénomènes[13]. En Provence Verte Verdon, on estime le PPPI à 3 895 logements soit 15% du PPPI du département (alors que le territoire ne regroupe que 7% du parc de logement départemental). Dans le SCoT, les phénomènes de paupérisation et de dégradation sont plus particulièrement marqués dans le bassin de vie de Brignoles et les bassins de vie de Barjols et Rians (Provence Verdon), où l'on observe des taux de PPPI de plus de 10%, soit des niveaux particulièrement importants et nettement supérieurs à la moyenne départementale de 6%.

[13] *le PPPI regroupe les résidences principales privées de catégorie cadastrale 6 occupées par un ménage dont le revenu est inférieur ou égal à 70 % du seuil de pauvreté (source FILOCOM), et les résidences principales privées de catégories cadastrale 7 et 8 occupées par un ménage dont le revenu est inférieur ou égal à 150 % du seuil de pauvreté*

Sources : FILOCOM 2011 via ODH Selon périmètre EPCI 2014	Parc privé potentiellement indigne (PPPI) 2011	Poids du PPPI* dans le parc privé en 2011	Poids du parc ancien dans le PPPI
BV de Brignoles	1 640	10,4%	72%
BV de Rians et Barjols	1 012	11,4%	Nc
BV de Saint Maximin	787	6,3%	58%
BV du Val d'Issole	456	5,4%	50%
VAR	25 888	5,9%	68%

Concernant le PPPI, un lien est également établi avec les époques de construction les plus anciennes (d'avant 1949). On observe ainsi dans la Provence Verte Verdon qu'entre 50% et 72% du Parc privé Potentiellement Indigne en 2011 concerne des logements construits avant 1949.



IV.2.1. Le logement, une source de précarité énergétique probable des ménages du SCoT

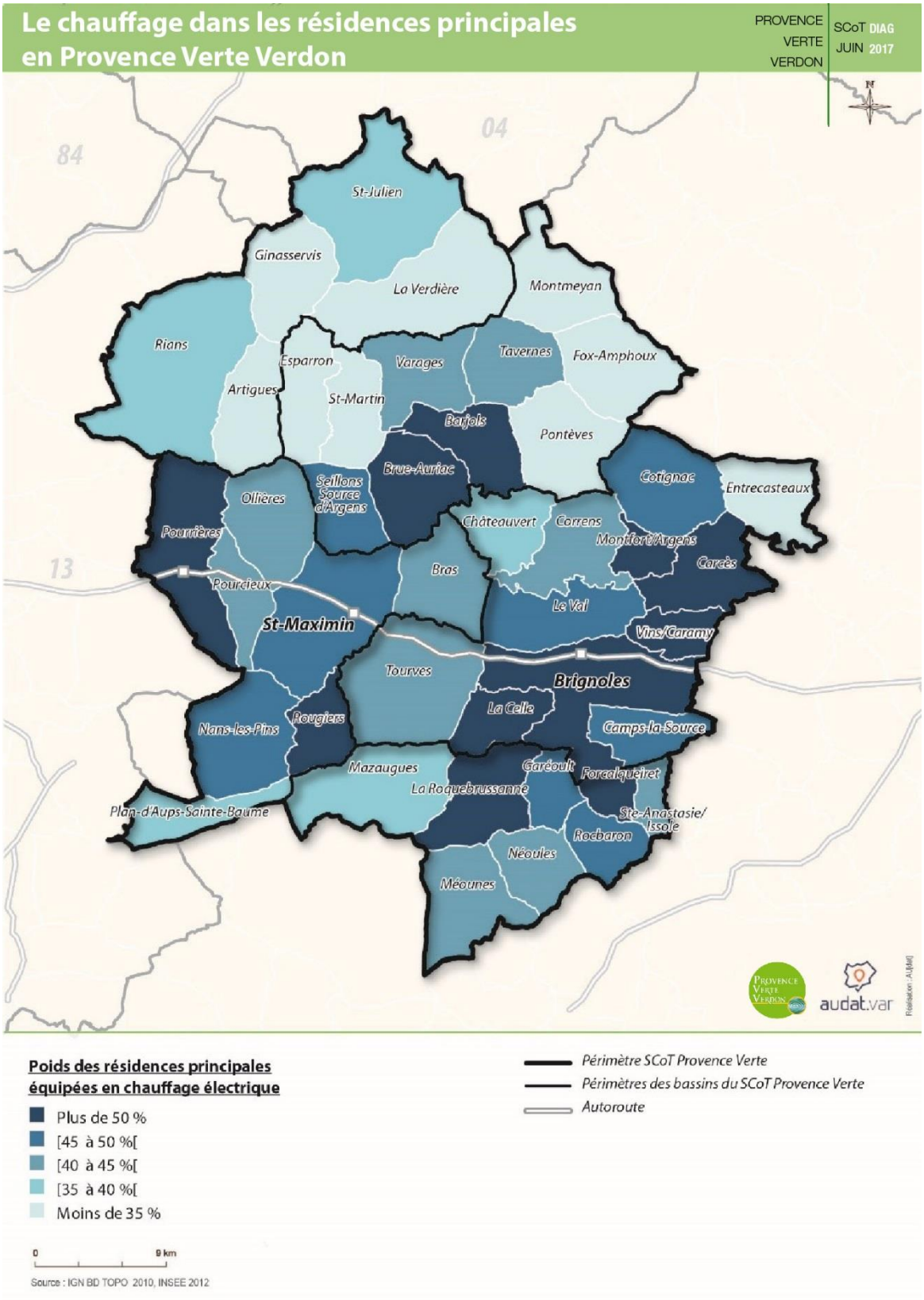
Les consommations d'énergies pour un logement varient selon le nombre d'habitants et leurs modes de vie, mais également selon l'âge du logement, sa forme d'habitat et son mode de chauffage.

Les caractéristiques du parc de résidences principales de la Provence Verte Verdon laissent penser que le potentiel de logements fortement consommateurs d'énergie est important compte tenu :

- Des logements construits avant 1975 : ces logements construits avant les premières règlementations thermiques, et qui n'ont pas été rénovés sont généralement très consommateurs d'énergie, notamment les logements semi-récent construits entre 1949 et 1975. Dans la Provence Verte Verdon les logements semi-récents représentent entre 9% et 13% des résidences principales des territoires.

- De l'importance des maisons individuelles, forme d'habitat qui consomme proportionnellement plus d'énergie qu'un logement collectif. En effet les maisons construites à partir de la 2^{e} moitié du XXe siècle sont généralement non mitoyennes et la déperdition par les parois (murs et combles) s'en trouve plus importante. Pour rappel, 78% des résidences principales de la Provence Verte Verdon sont des maisons.

- Notons que les logements très consommateurs d'énergies peuvent fragiliser les ménages occupants dans un contexte d'augmentation continue des prix des énergies. D'autant plus que la majorité des résidences principales sont chauffées à l'électricité (carte ci-avant), mode de chauffage le plus coûteux.


Le chauffage dans les résidences principales
en Provence Verte Verdon
PROVENCE VERTE VERDON
SCoT DIAG
JUIN 2017
84
04
13
St-Julien
Ginasservis
La Verdière
Montmeyan
Rians
Esparron
Varages
Tavernes
Fox-Amphoux
Artigues
St-Martin
Barjols
Pontèves
Brue-Auriac
Cotignac
Entrecasteaux
Seillons Source d'Argens
Ollières
Châteauvert
Correns
Montfort/Argens
Pourrières
Carcès
Bras
Pourcieux
Le Val
St-Maximin
Vins/Caramy
Tourves
Brignoles
La Celle
Rougiers
Nans-les-Pins
Camps-la-Source
Mazaugues
Garéoult
Forcalqueiret
La Roquebrussanne
Plan-d'Aups-Sainte-Baume
Ste-Anastasie/Issole
Roebaron
Néoules
Méounes
audat.var
Poids des résidences principales équipées en chauffage électrique
Plus de 50 %
[45 à 50 %[
[40 à 45 %[
[35 à 40 %[
Moins de 35 %
Périmètre SCoT Provence Verte
Périmètres des bassins du SCoT Provence Verte
Autoroute
0
9 km
Source : IGN BD TOPO 2010, INSEE 2012

IV.2.2. Des besoins et donc un potentiel important d'amélioration de l'habitat

L'amélioration de la qualité du parc existant et la revalorisation des logements dégradés figurent parmi les objectifs des Programmes Locaux de l'habitat de Le bassin de vie de Saint Maximin et de Bassin de vie de Brignoles.

Par ailleurs le territoire de Le bassin de vie de Saint Maximin a mis en place depuis plusieurs années un Programme d'Intérêt Général (PIG), dispositif intercommunal d'amélioration de l'Habitat. Un PIG a également été mis en place sur le territoire de Bassin de vie de Brignoles. Les enjeux de ces dispositifs sont multiples : lutte contre la précarité énergétique, éradication de l'habitat indigne et insalubre ainsi que le maintien à domicile des personnes âgées, à mobilité réduite ou en perte d'autonomie.

Le bilan du dispositif d'amélioration de l'habitat mis en place par le Département entre 2012 à fin 2014, montre que le potentiel d'amélioration de l'habitat est important sur le territoire de la Provence Verte. En effet, le Programme d'Intérêt Général de lutte contre la « Précarité Energétique » qui comportait un volet animation et suivi du dispositif les 3 territoires de Provence Méditerranée (hors agglomération toulonnaise disposant déjà d'un PIG intercommunal), de Cœur du Var et de Provence Verte[14] (hors CC de Le bassin de vie de Saint Maximin disposant déjà d'un PIG intercommunal et hors périmètre OPAH de Brignoles), a connu une activité importante en Provence Verte Verdon : 47% des projets étudiés concernent la Provence Verte Verdon et 49% des logements réhabilités étaient localisés en Provence Verte.

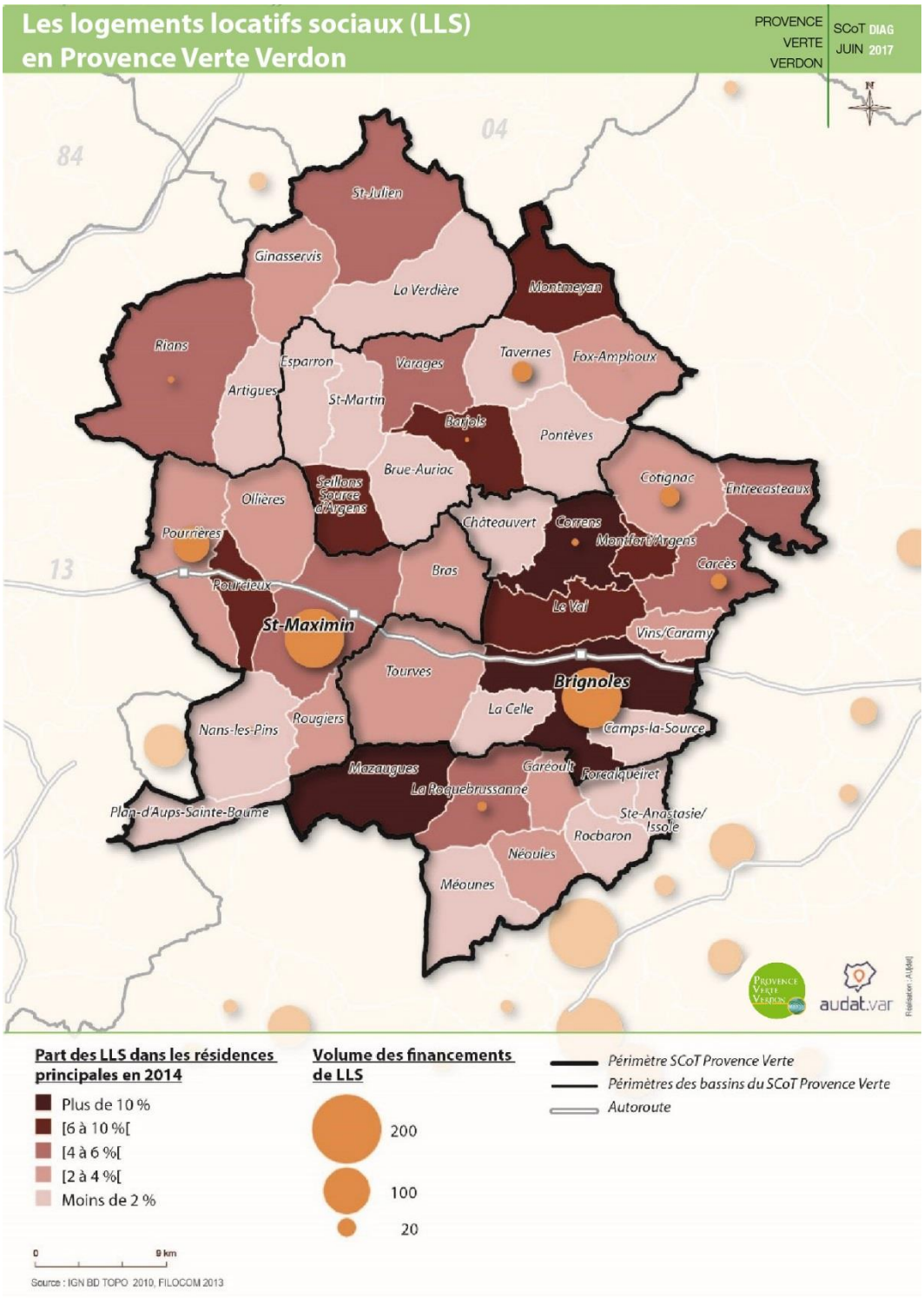
En 2016, la Communauté de Commune Provence Verdon a lancé une étude sur l'Habitat qui pourrait voir le jour en 2017 sur un PIG intercommunal.

[14] incluant Saint Zacharie et Saint Antonin du Var.

IV.3. UN PARC DE LOGEMENTS QUI NE SATISFAIT PAS L'ENSEMBLE DES PARCOURS RESIDENTIELS

IV.3.1. Un parc locatif social faible, concentré, et qui peine à se développer dans le neuf

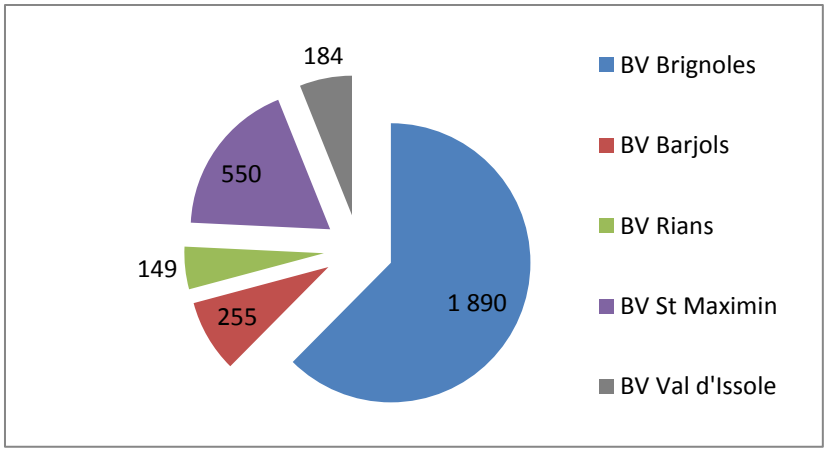
Avec un peu plus de 3 000 logements locatifs sociaux en 2014, soit 6,1% des résidences principales de la Provence Verte, le parc locatif social du territoire est globalement faible.



Le parc locatif social apparait plus important dans Bassin de vie de Brignoles, où il représente 10,8% des résidences principales soit un taux supérieur à celui du département (10,3%). Dans les autres territoires de Provence Verte, le parc locatif social ne dépasse pas 5% des résidences principales.

Sources : DDTM 83	Total des logements locatifs sociaux 2014	Poids dans les résidences principales
Bassin de vie de Brignoles	1 890	10,8%
Bassin de vie de Barjols	255	5%
Bassin de vie de Rians	149	3,5
Bassin de vie Ste-Maximin	550	4%
Bassin de vie du Val d'Issole	184	2%
SCoT	3 028	6,1%
Var	50 829	10,3%

Répartition géographique des logements locatifs sociaux en 2014 (source : DDTM 83)

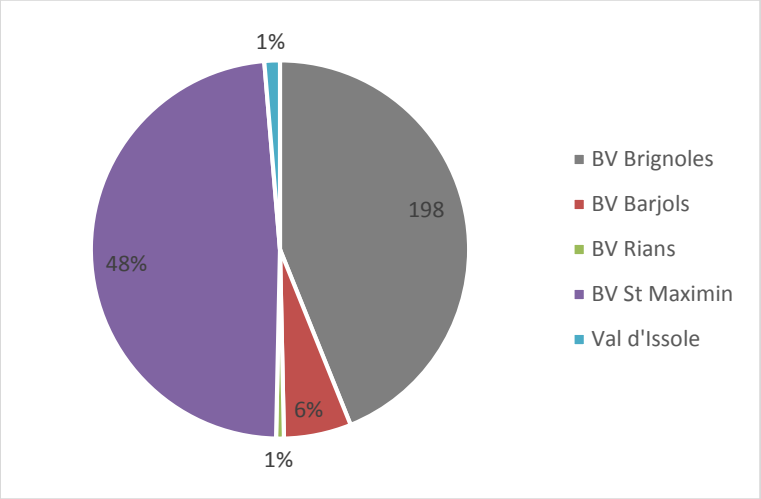


Le bassin de Bassin de vie de Brignoles regroupe aujourd'hui 66% des logements locatifs sociaux du SCoT. Cette concentration s'explique par l'activité de production de logements locatifs sociaux historiquement localisée dans la ville-centre de Brignoles, alors que la production de logements locatifs sociaux est bien plus récente sur le reste du territoire.

Sources : RPLS 2014	Logements des bailleurs sociaux en 2014	Entrée patrimoine < à 1970	Entrée patrimoine 1970-1989	Entrée patrimoine 1990-1999	Entrée patrimoine depuis 2000
Bassin de vie de Brignoles	1 558	14%	59%	7%	21%
Bassin de vie de Barjols	99	0%	100%	0%	0%
Bassin de vie de Rians	84	0%	100%	0%	0%
Bassin de vie Ste-Maximin	442	5%	43%	3%	48%
Bassin de vie du Val d'Issole	158	0%	69%	11%	20%
SCoT	2 341	10%	60%	6%	24%
VAR	44 675	23%	39%	15%	23%

Cette concentration perdure aujourd'hui dans la production récente qui traduit une attractivité inégale des territoires de la Provence Verte Verdon auprès des bailleurs sociaux.

Répartition géographique des logements locatifs sociaux financés de 2010 à 2014 (source : DDTM 83)



A l'intérieur de la Provence Verte Verdon l'activité de financements se concentre à 92% dans les deux bassins de vie de Saint Maximin et de Brignoles. Notons que dans ces deux territoires, des aides à la production de logements locatifs sociaux ont été mis en œuvre dans le cadre de Programmes Locaux de l'Habitat.

Logements locatifs sociaux publics financés Sources : DDTM 83	2010	2011	2012	2013	2014	Total 2010-2014	Moyenne annuelle 2010-2014
BV de Brignoles	15	54	58	71	0	198	40
BV de Barjols	0	2	0	0	24	26	5,2
BV de Rians	3	0	0	0	0	3	0,6
BV de vie St-Maximin	118	3	9	14	74	218	44
BV du Val d'Issole	6	0	0	0	0	6	1,2
SCoT	142	59	67	85	98	451	75
Var	1 516	1 123	1 599	2 183	2 059	8 480	1 696

De manière générale le développement de l'offre locative sociale publique en Provence Verte Verdon se confronte à la faible intervention des opérateurs en dehors de Brignoles et Saint Maximin et surtout au nord de l'A8. On note ainsi de fortes fluctuations des volumes de financements entre les années dans Bassin de vie de Brignoles et Le bassin de vie de Saint Maximin, et l'absence de financements sur plusieurs années dans les bassins de Barjols, de Rians. Le SCoT, compte 7 communes soumises à l'article 55 de la loi SRU en 2014, et où le volume de demandes enregistrées en logements locatifs sociaux est moins important qu'ailleurs dans le Var, souffre d'une faible attractivité auprès des opérateurs de logements locatifs sociaux publics.

Sources : DDTM 83	Nombre de logements sous convention ANAH en 2014	Poids des logements conventionnés ANAH dans les logements locatifs sociaux
Bassin de vie de Brignoles	94	5%
BV de Barjols	46	18%
BV de Rians	48	32,5%
BV de vie St-Maximin	29	5%
BV du Val d'Issole	10	5,4%
SCoT	227	7,5%
Var	1 795	3,5%

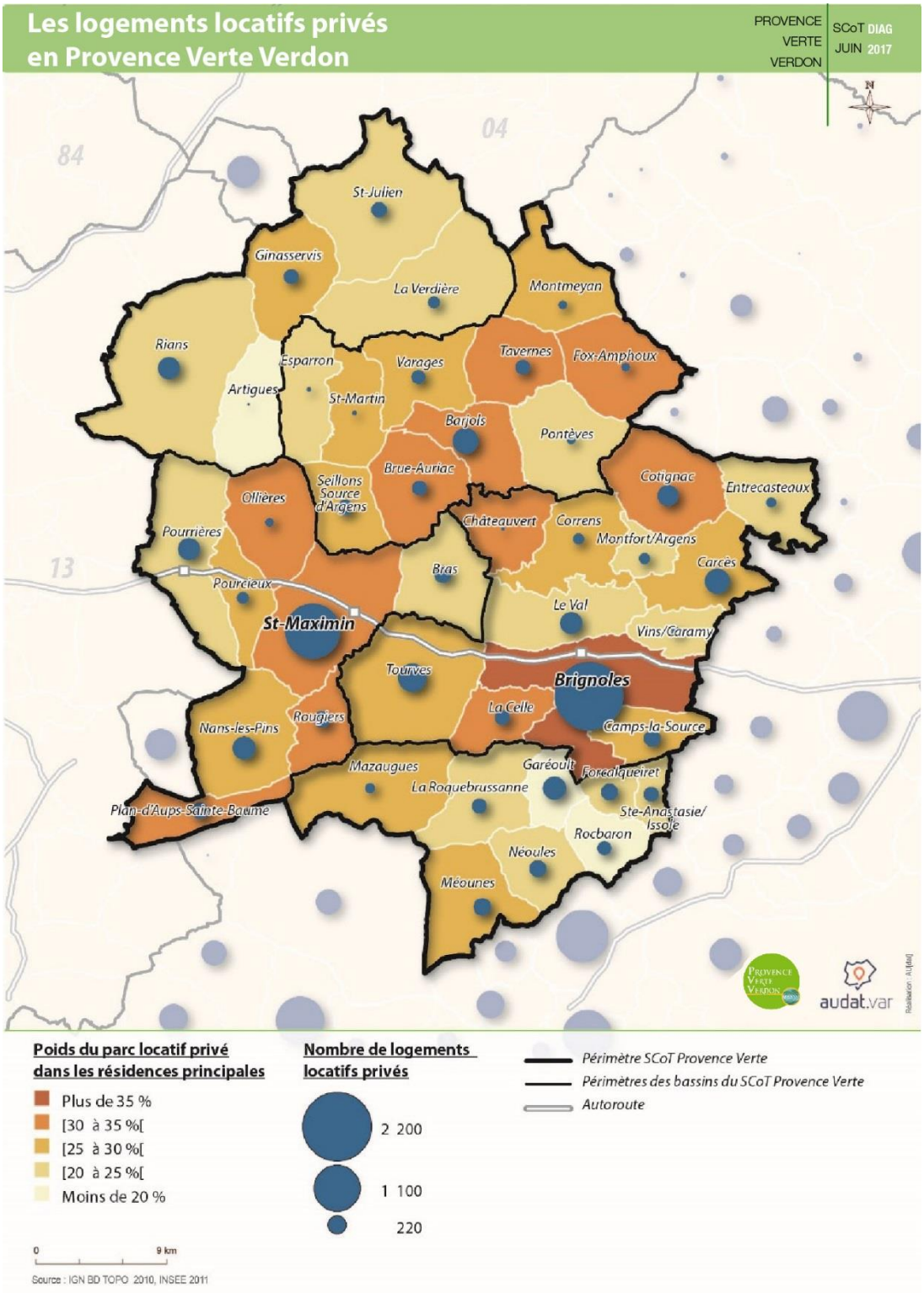
L'analyse de la composition du parc locatif social souligne ainsi qu'une part non négligeable du parc locatif social de Provence Verte Verdon est composée de logements privés conventionnés ANAH, notamment dans les territoires les plus éloignés de l'autoroute, généralement peu attractifs pour les opérateurs publics. Les logements conventionnés ANAH représentent 7,5% du parc locatif social et jusqu'à 32,5% du parc locatif social total de Verdon Mon Major (contre 3,5% du parc locatif social départemental).

IV.3.2. Une offre locative privée faible dont une partie est de mauvaise qualité

Le parc locatif privé en Provence Verte Verdon est assez peu développé, même s'il occupe dans le parc une part supérieure au parc locatif social. L'analyse des statuts d'occupation des ménages de Provence Verte Verdon indique que le parc locatif privé représente moins d'un logement sur quatre (23%) et seulement 1 logement sur six dans la CC de Val d'Issole (16%).

Le parc locatif se concentre dans les villes de Brignoles et Saint-Maximin qui comptent respectivement 2 153 et 1 509 locataires du parc privé en 2011 soit, à elles deux, près d'un ménage locataire du parc privé sur trois de la Provence Verte Verdon (pour environ 27% de l'ensemble des ménages). En dehors de ces communes, le parc locatif est très peu développé et ne dépasse pas 500 locataires par commune.

Sources : INSEE 2011, FILOCOM 2011 via ODH *selon périmètre EPCI 2014	Locataires du parc privé en 2011	Poids du parc locatif privé dans les résidences principales	Poids des ménages locataires du parc privé dans les occupants du PPPI
BV Brignoles	4 208	26%	62%*
CC Provence Verdon	nd	nd	54%*
BV Barjols	1 177	24%	Nd
BV Rians	716	18%	nd
BV St Maximin	2 842	24%	66%*
BV du Val d'Issole	1 392	16%	56%*
SCoT	10 335	23%	nd
Var	13 3840	30%	69%



Outre la faiblesse de l'offre en volume, on observe également la faiblesse de l'offre locative de qualité obligeant les ménages locataires à se reporter sur une offre qui ne correspond plus aux standards actuels, voire sur une offre en très mauvais état. Sur le territoire de la Provence Verte, entre 54% et 66% occupants du Parc Privé Potentiellement Indigne sont locataires.

Malgré la faiblesse de l'offre locative privée en volume et en qualité, on observe des niveaux de loyers

équivalents aux agglomérations voisines de Toulon et d'Aubagne voire supérieurs pour les typologies T4.

IV.3.3. Une demande locative difficile à satisfaire qui pénalise les ménages actifs locaux

Dans un contexte de croissance démographique forte, face à la faiblesse de l'offre locative, les ménages locaux éprouvent des difficultés croissantes d'accès aux parcs locatifs, privés ou publics. Fin 2013 on enregistrait 1 421 demandes de logements locatifs sociaux, dont plus d'une demande sur cinq (22%) était enregistrée depuis plus de 2 ans, délai considéré comme anormalement long. Si le taux de demandes supérieures à deux ans apparait inférieur au taux départemental (impacté par une tension très élevée dans les principales agglomérations varoises et sur le littoral), il n'en demeure pas moins important, notamment dans Val d'Issole où les demandes supérieures à 2 ans atteignent 29% des demandes exprimées.

Par ailleurs, notons que la demande locative sociale enregistrée ne permet pas d'estimer pleinement le besoin locatif en tant que tel, notamment dans les communes où l'offre locative sociale est faible ou absente, et où la demande en logement locatif social ne peut pas s'exprimer.

Sources : Numéro Unique via ODH	Demandes locatives sociales 2013	Taux de demandes supérieures à 2 ans
BV de Brignoles	747	21%
BV Barjols	41	15%
BV Rians	63	16%
BV St Maximin	484	24%
BV du Val d'Issole	86	29%
SCoT	1 421	22%
Var	27 405	33%

L'importance des ménages locataires du parc privé dont les revenus entrent dans les plafonds de ressources du logement locatif social PLUS donne une autre approche de la demande locative sociale potentielle : en 2013, ceux-ci- représentait entre 76% et 86% de l'ensemble des locataires du parc privé des territoires de la Provence Verte.

La faiblesse du parc locatif social sur le territoire, ainsi que celle des mutations ne permettent actuellement pas de répondre à l'ensemble des demandes exprimées, et on observe que l'essentiel des ménages aux revenus modestes et très modestes, en attente ou non d'un logement locatif social, se loge dans le parc locatif privé. 80% de ménages locataires du parc privé de Provence Verte Verdon ont ainsi des revenus en dessous des plafonds PLUS et 49% en dessous de 60% des plafonds PLUS (correspondant aux niveaux de revenus des logements PLAI), contre 74% et 43% à l'échelle du département.

Sources : FILOCOM 2013 via ODH périmètre EPCI 2014	Ménages ayant des revenus inférieurs aux plafonds PLUS en 2013 parmi les locataires du parc privé
BV de Brignoles	80%
BV de Barjols et RiansBV Barjols et BV Rians	86%
Bassin St Maximin	76%
BV du Val d'Issole	78%
Var	74%

Ce rôle social « de fait » du parc locatif privé auprès de la population aux revenus très modestes apparait particulièrement prononcé dans les bassins de Provence d'Argens en Verdon et de Bassin de vie de Rians, où les ménages aux revenus très modestes (inférieurs à 60% des plafonds PLUS) représentent 58% des ménages locataires du parc privé. C'est en effet dans ces territoires que le parc locatif social et particulièrement. En Provence Verte, le parc locatif privé joue ainsi un rôle social particulièrement important, mais parfois dans de mauvaises conditions (sur-occupation, occupation du parc dégradé, loyers inadaptés).

L'insuffisance de l'offre locative privée et publique (en terme de volume et en terme de loyer) ainsi que les problèmes de qualité dans le parc privé pénalise les ménages aux revenus très modestes mais également les ménages actifs–occupés aux revenus modestes à moyens.

Sources : Numéro Unique via ODH	Poids des demandeurs de logements locatifs sociaux 2014 ayant un emploi
Bassin de vie de Brignoles	31%
Provence d'Argens en Verdon	29%
Bassin de vie de Rians	24%
Bassin de vie de St Maximin	44%
Val d'Issole	36%
Provence Verte	35%
Var	40%

L'analyse de la demande locative sociale montre ainsi une part importante de ménages actifs-occupés parmi les demandeurs signe de leurs difficultés en logements (35%). Les ménages actifs-occupés parmi les demandeurs de logements locatifs sociaux apparait forte dans Val d'Issole (36%) et le bassin de vie de Saint Maximin (44%). Faute d'offre adaptée, une partie des ménages à la recherche d'une location part du territoire pour se loger dans les territoires plus urbains (notamment les jeunes ménages locaux).

IV.3.4. Une accession plus abordable pour les ménages venus de l'extérieur que pour les ménages locaux

Malgré des niveaux de prix d'acquisition moins élevés en Provence Verte Verdon que sur les territoires voisins, on observe que l'accession est difficile pour une partie des ménages locaux. L'approche de la solvabilité[15] des ménages résidents vis-à-vis des prix d'acquisition (réalisée dans la Photographie de l'habitat du Var[16]) donne une vision des difficultés d'accession. En 2012, moins de 30% des ménages (toutes tailles confondues) des bassins de vie de Brignoles, de Saint Maximin et du Val d'Issole avaient les revenus nécessaires pour acheter une maison ancienne (de plus de 5 ans), principal vecteur de l'offre sur le marché de l'accession.

L'offre en maisons apparait plus accessible aux ménages locaux des bassins de vie de Barjols et de Rians où entre 34% et 41% des ménages fiscaux ont les revenus nécessaires pour acheter une maison (de plus de 5 ans). Notons que l'offre en appartement apparait accessible à une grande majorité de ménages (entre 71% et 75%), et ce sur l'ensemble du SCoT. Néanmoins il s'agit d'une offre encore peu abondante sur le territoire et souvent moins recherchée que les maisons par les ménages à la

[15] *L'approche de la solvabilité est réalisée en fonction de la part des ménages solvables selon le type de bien, à partir des éléments de prix, de revenus des ménages par décile, ainsi que d'hypothèses de financement de l'acquisition réalisées d'après des données nationales.*

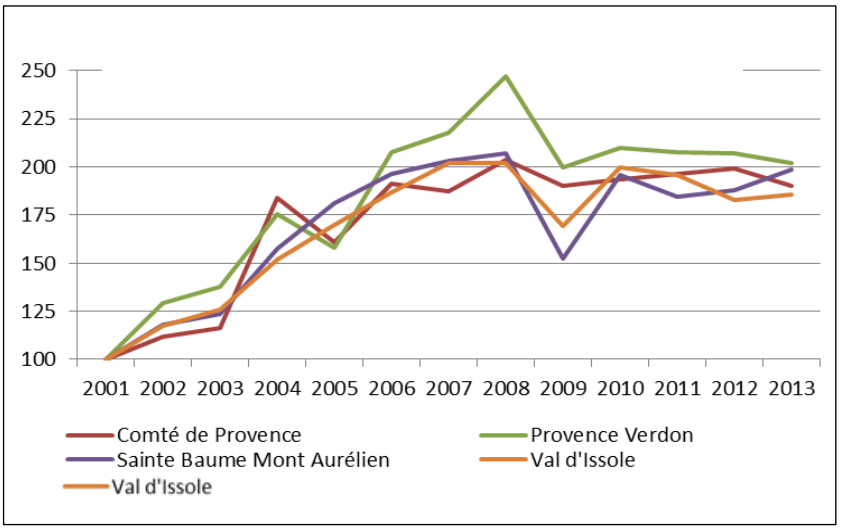
[16] *Etude réalisée par l'AU[dat]-var dans le cadre de l'Observatoire Départemental de l'habitat – juillet 2014.*

recherche d'un bien à acheter.

Sources : Photographie de l'Habitat dans le Var	Part des ménages solvables pour l'acquisition d'un appartement ancien	Part des ménages solvables pour l'acquisition d'une maison ancienne
Bassin de vie de Brignoles	71%	20%
Bassin de vie de Rians	75%	41%
Bassin de vie de Barjols	75%	34%
Bassin de vie de St Maximin	74%	28%
Bassin de vie du Val d'Issole	71%	29%

Les difficultés d'accession des ménages locaux se sont accrues au fur et à mesure de l'évolution des prix. En effet, à l'image de l'ensemble du Var, et même du territoire national, les prix d'acquisition des biens ont fortement augmenté dans la Provence Verte. Depuis 2001, les prix des maisons sur le marché de la revente, principal vecteur d'offres sur le marché de l'accession, ont augmenté sur le territoire de + 85% à + 102% (de + 68% à + 178% pour un appartement).

Evolution des prix des acquisitions de maisons – base 100 en 2001 (source : PERVAL via ODH)



Notons que les difficultés d'accession de la population locale ont été accentuées par la demande en résidence principale extérieure au territoire et bénéficiant souvent de capacités d'achat supérieures aux ménages locaux : celle en provenance des ménages des pôles d'emplois des Bouches du Rhône ou de l'agglomération toulonnaise, à laquelle s'ajoute la demande en résidence secondaire dans les bassins de Provence d'Argens en Verdon et de Bassin de vie de Rians.

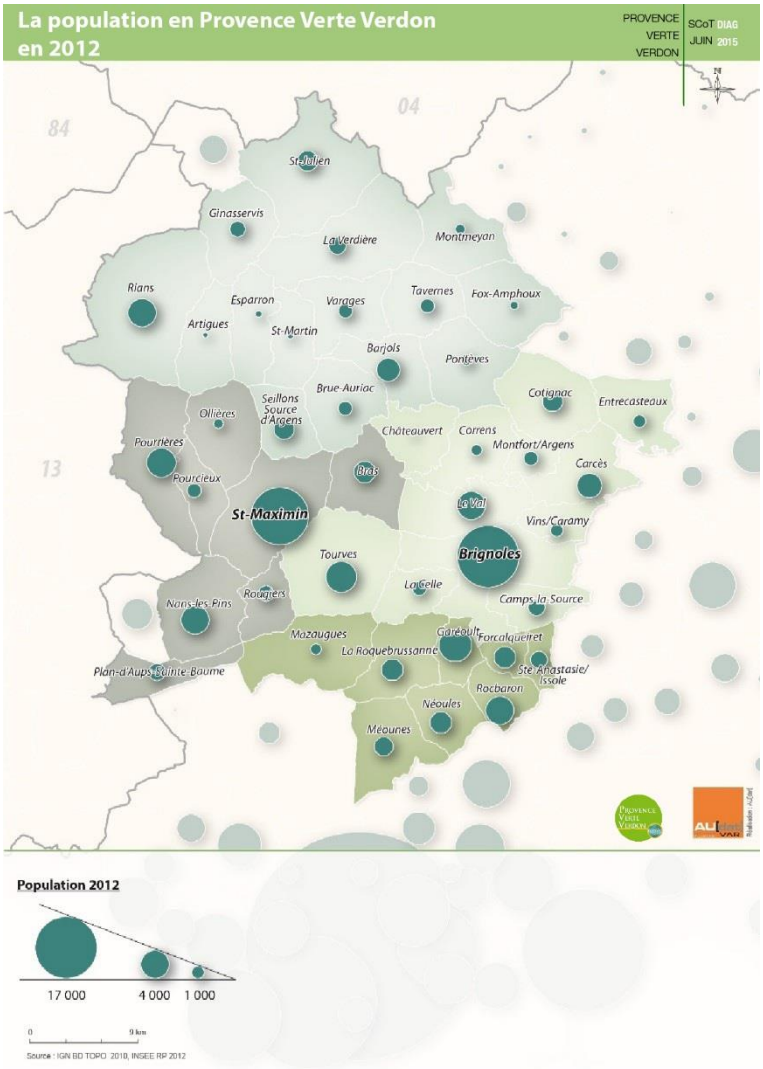
V. UN TERRITOIRE ATTRACTIF POUR LES JEUNES MÉNAGES ACTIFS

V.1. CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES

V.1.1. Une densité de peuplement plutôt faible

Au 1er janvier 2015, Le SCoT comptait 118 809 habitants, soit environ 11 % des résidents du Var, qui se répartissent sur 1 603 km². La densité est ainsi de 74 habitants au km², contre 174 hab/km² pour le département dans son ensemble. Le sud du périmètre est plus densément peuplé que le nord (densité de 120 habitants au km² au sud de l'A8 et de 42 habitants au km² au Nord).

Provence Verte Verdon comptant 43 communes, le nombre moyen d'habitants par ville est donc de 2 763 habitants. Néanmoins, seules 12 municipalités affichent une population supérieure à cette valeur, tirée vers le haut par Brignoles (16 690 habitants) et Saint-Maximin-la-Sainte Baume (15 753 habitants). L'écart entre les populations de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume et Garéoult, troisième ville la plus peuplée de Provence Verte, est de plus de 10 000 habitants. Les trois communes les moins peuplées (Chateauvert, Artigues et Saint-Martin), comptant une population de moins de 300 habitants, se situent toutes au nord de l'autoroute A8.



V.1.2. Un périmètre en forte croissance démographique

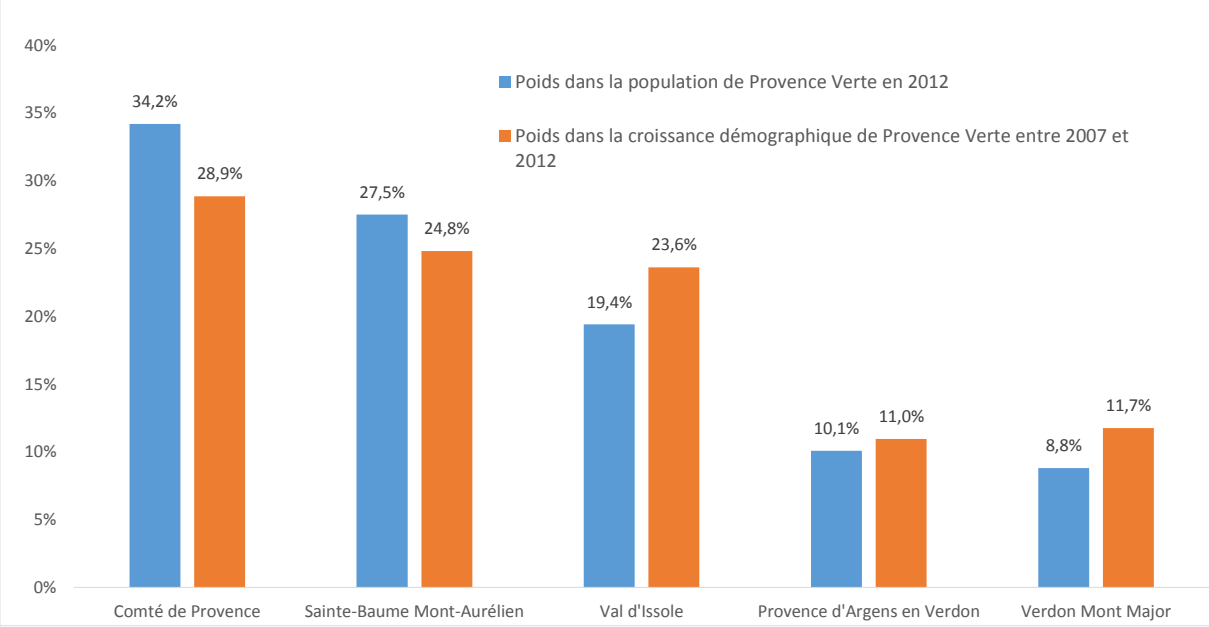
En trente trois ans, la Provence Verte Verdon a gagné plus de 70 555 habitants, affichant un taux annuel moyen de croissance de sa population de 2,77 %/an sur la période 1982-2015, soit 2,3 fois plus que ce qui est mesuré pour l'ensemble du département (1,2 %/an). Le rythme d'augmentation a nettement diminué, 2,16%/an sur les 16 années de 1999 à 2015 et 1,49%/an sur 2010-2015 mais reste largement supérieur à la moyenne varoise (respectivement 0,97%/an et 0,79% / an)).

Ce constat s'applique à toutes les composantes de la Provence Verte Verdon . Ainsi, dans les 2 communautés de communes, la croissance de la population tend à ralentir, mais les gains relatifs de population restent plus élevés que ceux mesurés pour le département.

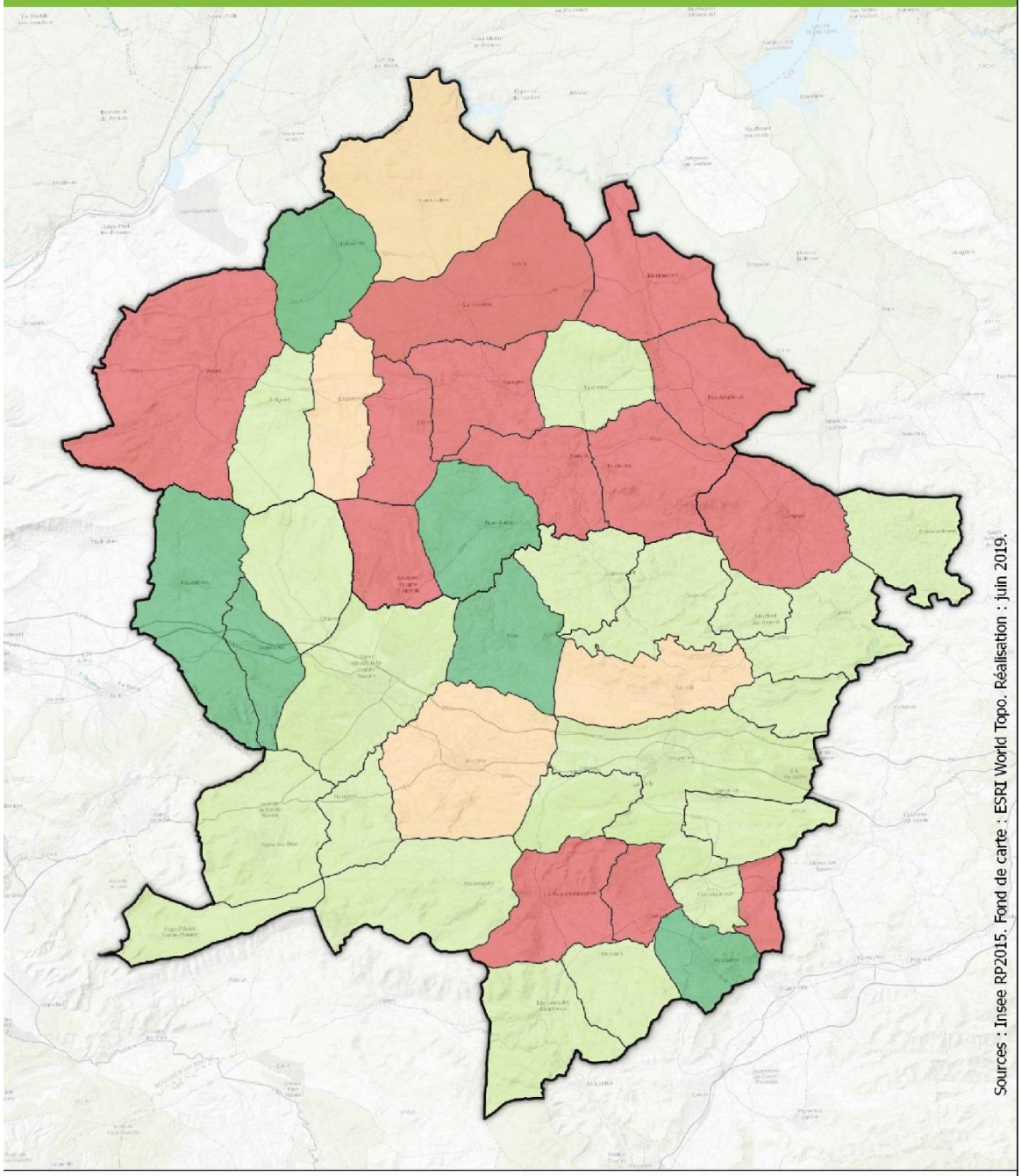
Evolutions démographiques de la population du périmètre SCoT Provence Verte Verdon , du département et de la région, des 2 communautés de communes (source INSEE-RP)

	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	1968-2015	1999-2015
PACA	3 298 654	3 675 575	3 965 072	4 257 773	4 506 012	4 898 946	5 007 771	51%	11%
Var	555 926	626 093	708 331	815 449	898 441	1 008 183	1 048 652	87%	17%
SCoT Provence Verte Verdon	36 580	39 844	48 254	67 149	84 358	110 357	118 809	221%	41%
CA de la Provence Verte	28 110	31 379	38 931	54 945	69 361	89 787	96 752	239%	39%
CC Provence Verdon	8 470	8 465	9 323	12 204	14 997	20 570	22 057	160%	47%

Poids des bassins de vie dans la population en 2012 et la croissance démographique de Provence Verte Verdon entre 2007 et 2012 (source INSEE-RP)



SCoT Provence Verte Verdon : Evolution du nombre d'habitants entre 2010 et 2015



V.1.3. Les migrations comme moteur principal de l'accroissement démographique

Entre 1999 et 2015, La Provence Verte Verdon a gagné environ 34 450 habitants. Près de 90 % de cette augmentation sont dus aux échanges migratoires, c'est-à-dire à la différence entre les arrivées et les départs de résidents. Le périmètre affiche un solde migratoire relatif de 2,1 %, là où la valeur pour l'ensemble du Var est de 0,9 %. De manière générale, les valeurs pour les communes situées au Nord de l'A8 sont plus élevées que celui des communes situées au Sud de l'axe. Ainsi, le solde migratoire relatif pour le bassin de vie Rians est supérieur à 2 %.

Solde naturel et solde migratoire entre 1999 et 2015

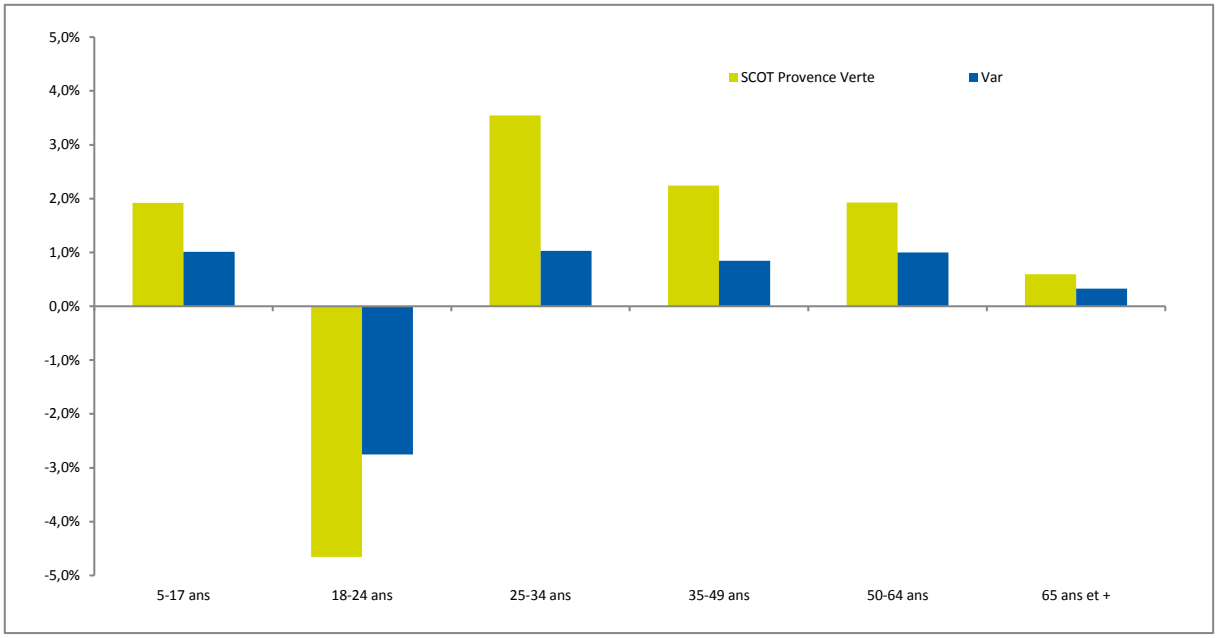
Sources : Insee RP2015	Naissances	Décès	Solde naturel	Solde migratoire
SCoT	**18 138**	**15 798**	**2340**	**32 111**
dont CA de la Provence Verte	14 964	12 389	2575	24 816
dont CC Provence Verdon	3 174	3 409	- 235	7 295
Var	172 945	162 935	10 010	140 201

V.1.4. Le territoire particulièrement attractif pour les personnes en âge d'être actifs

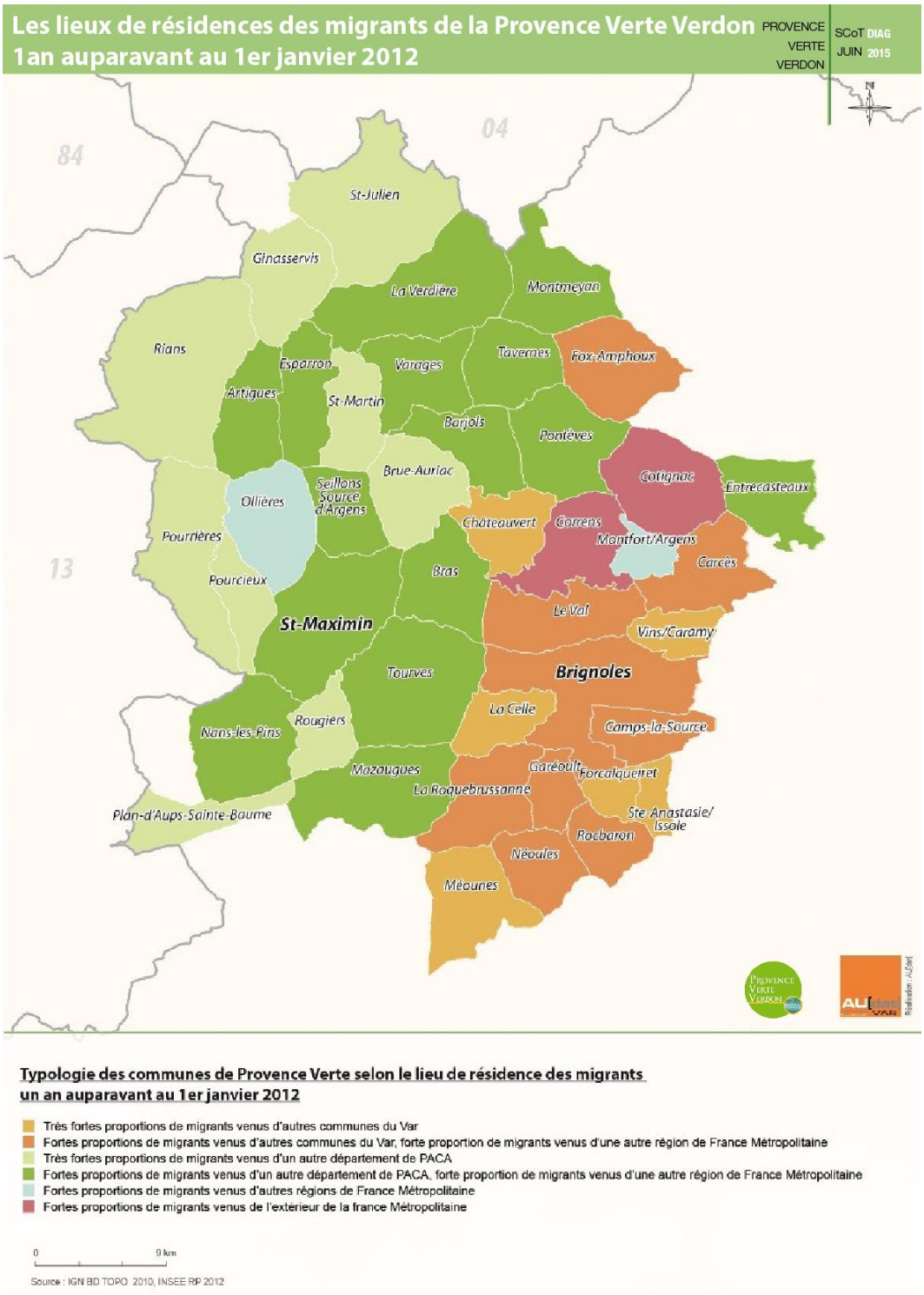
Le solde migratoire relatif pour les personnes âgées de 25 à 34 ans est particulièrement important dans Provence Verte Verdon . Les valeurs sont particulièrement élevées dans Val d'Issole et dans les Bourgs. En revanche, le déficit migratoire est important entre 18 et 24 ans, ce qui peut s'expliquer par les migrations de jeunes adultes vers de grandes agglomérations pour y faire des études. Val d'Issole et les communes « centralités de bassin » sont les composantes du territoire les plus concernées. Bassin de vie de St Maximin parait par ailleurs particulièrement attractif pour les 65 ans et plus. Les deux bassins du Verdon présente un profil assez proche des moyennes pour le périmètre, avec toutefois une attractivité un peu plus importante pour les moins de 18 ans.

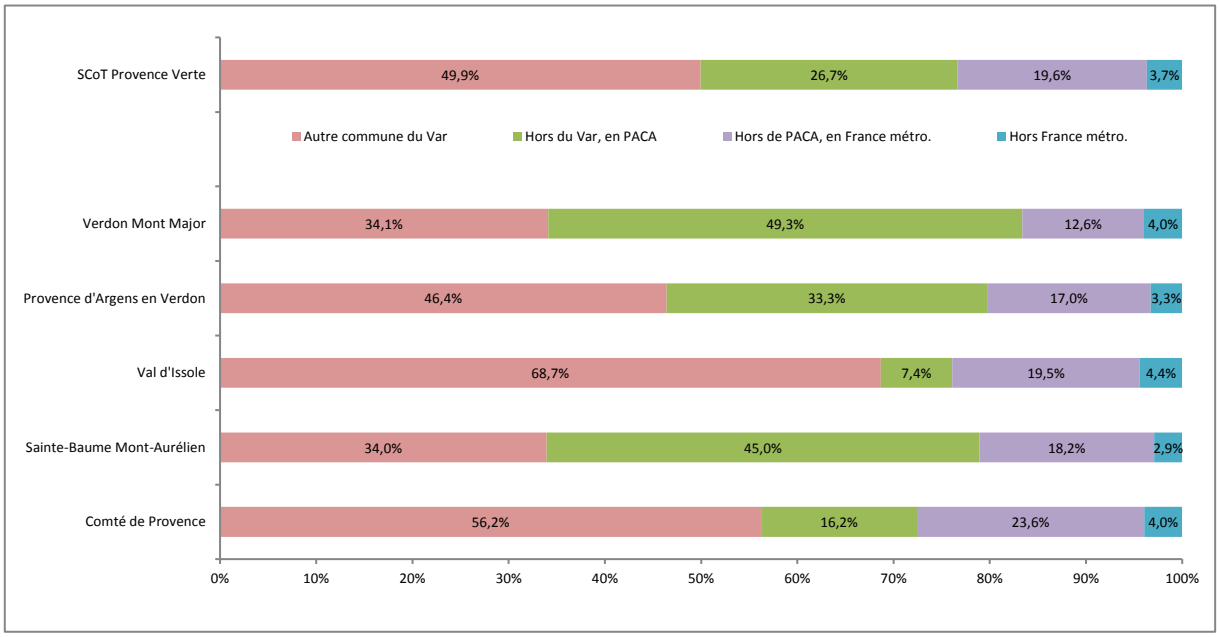
Les données diffusées par l'INSEE offrent la possibilité d'avoir une idée du lieu de résidence un an auparavant des habitants de Provence Verte Verdon . Ainsi, il apparait que les personnes arrivées dans la communauté d'agglomération Provence Verte Verdon résidaient pour la majorité dans une autre commune du Var un an auparavant. Les nouveaux résidants de la communauté de communes Provence Verdon arrivent davantage d'autres départements de la région, ce qui s'explique notamment par la situation géographique de ces intercommunalités, proches des Bouches-du-Rhône. Cette composition des origines migratoires confirme tout à fait l'effet du moteur résidentiel et du marché du logement dans le développement démographique de Provence Verte Verdon décrit plus haut.

Soldes migratoires relatifs entre 2007 et 2012 selon la tranche d'âges (source INSEE-RP)



Répartition au 1er janvier 2012 des personnes ayant changé de lieu de résidence au cours de l'année passée selon le lieu de résidence antérieur (source INSEE-RP)

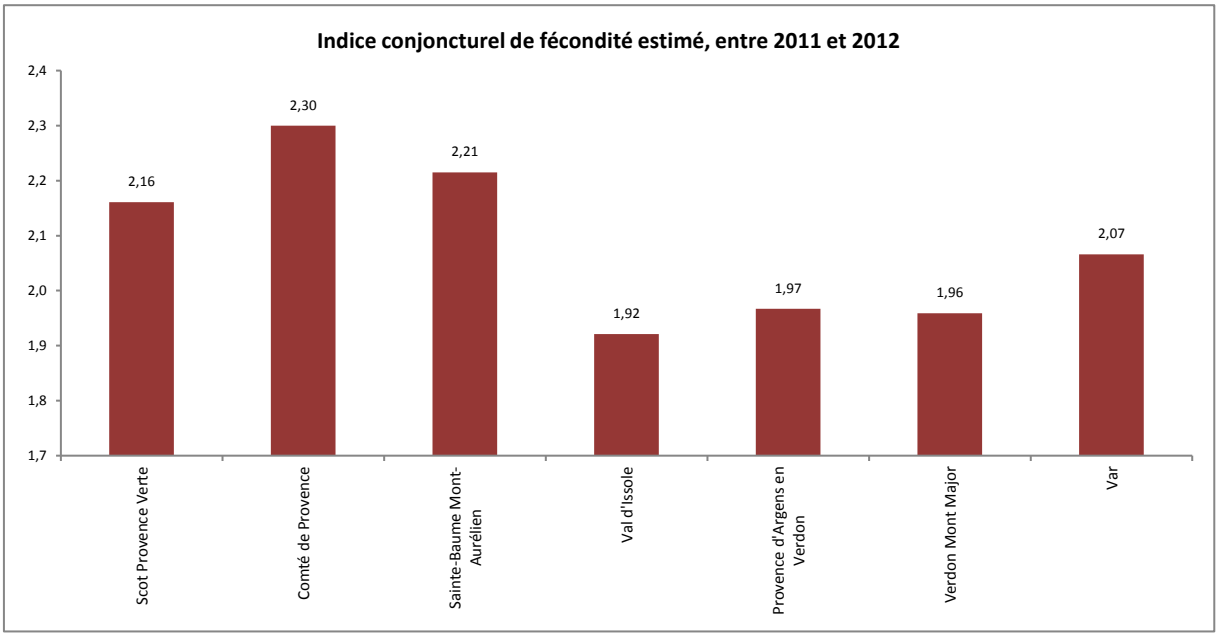




V.1.5. Un niveau de fécondité assez important

Si le solde naturel (l'écart entre les naissances et les décès) ne contribue qu'à 6,8 % de l'accroissement du nombre d'habitants du périmètre, il n'en demeure pas moins plutôt élevé. Ainsi, le solde naturel relatif est de 1,8 pour 1 000 dans Provence Verte Verdon Verte, contre 0,7 pour 1 000 dans le Var. A l'inverse de ce qui est mesuré pour le mouvement migratoire, les valeurs sont plus élevées au Sud de l'A8 (2,6 pour 1 000) qu'au Nord (0,6). Les communes « centralités de bassin » présentent un solde naturel relatif négatif (-1,6 pour 1 000), du fait notamment d'une surreprésentation des personnes de 50 ans et plus (voir plus bas) et malgré un niveau de fécondité assez important.

Elle varie fortement selon le bassin de vie : ainsi, de 2,20 dans les deux bassins de vie les plus peuplés (Bassin de vie de Brignoles et Sainte-Baume Mont Aurélien), les valeurs tombent à moins de 2 dans les trois autres bassins. Ces valeurs, mises en relation avec les fortes proportions de couples avec enfants dans les communes les moins peuplées, tendent à dessiner des parcours résidentiels et de vie où les ménages auraient davantage leurs enfants en ville, souvent dans les pôles d'emplois majeurs voisins de la Provence Verte, mais iraient ensuite s'installer dans des localités moins peuplées, et dans logements plus adaptés, tant en taille qu'en coût, à la vie en famille.



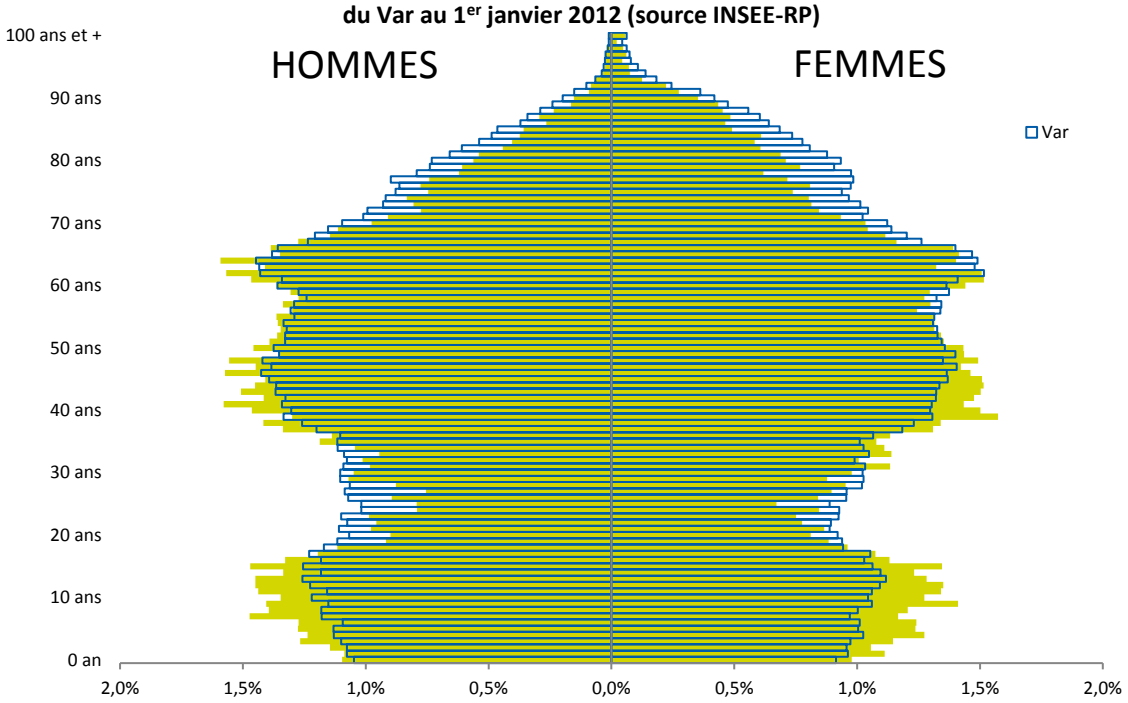
V.1.6. Des proportions de personnes âgées plus faibles que la moyenne varoise

Provence Verte Verdon compte en 2015 près de 29 000 personnes âgées de moins de 20 ans, soit 24,4 % de sa population.

Pour l'ensemble du Var, la proportion est de 21,3 %. Le poids des 0-20 ans varie assez peu d'un bassin de vie à l'autre. De façon très logique, les 45-65 ans sont également surreprésentés dans le périmètre (28,1 % contre 27 % dans le Var), et en particulier dans les Bourgs. Le poids des 50-64 ans est assez important, ce qui fait de Provence Verte Verdon un territoire au potentiel de vieillissement plutôt élevé.

La proportion de 65 ans et plus est en revanche faible en Provence Verte, étant de 20,8 % (24,6 % de moyenne départementale). Le poids des personnes âgées est plus élevé dans le Nord de la zone, et notamment dans le bassin Provence d'Argens en Verdon. Autre sous-représentation notable, celles des 18-34 ans, comptant pour moins de 16 % de la population du périmètre SCoT, contre plus de 17 % au niveau du département. Leur proportion est plus faible dans le Nord du périmètre, et notamment dans le Verdon.

Répartition par âge des populations du périmètre SCOT Provence Verte Verdon et du Var au 1er janvier 2012 (source INSEE-RP)



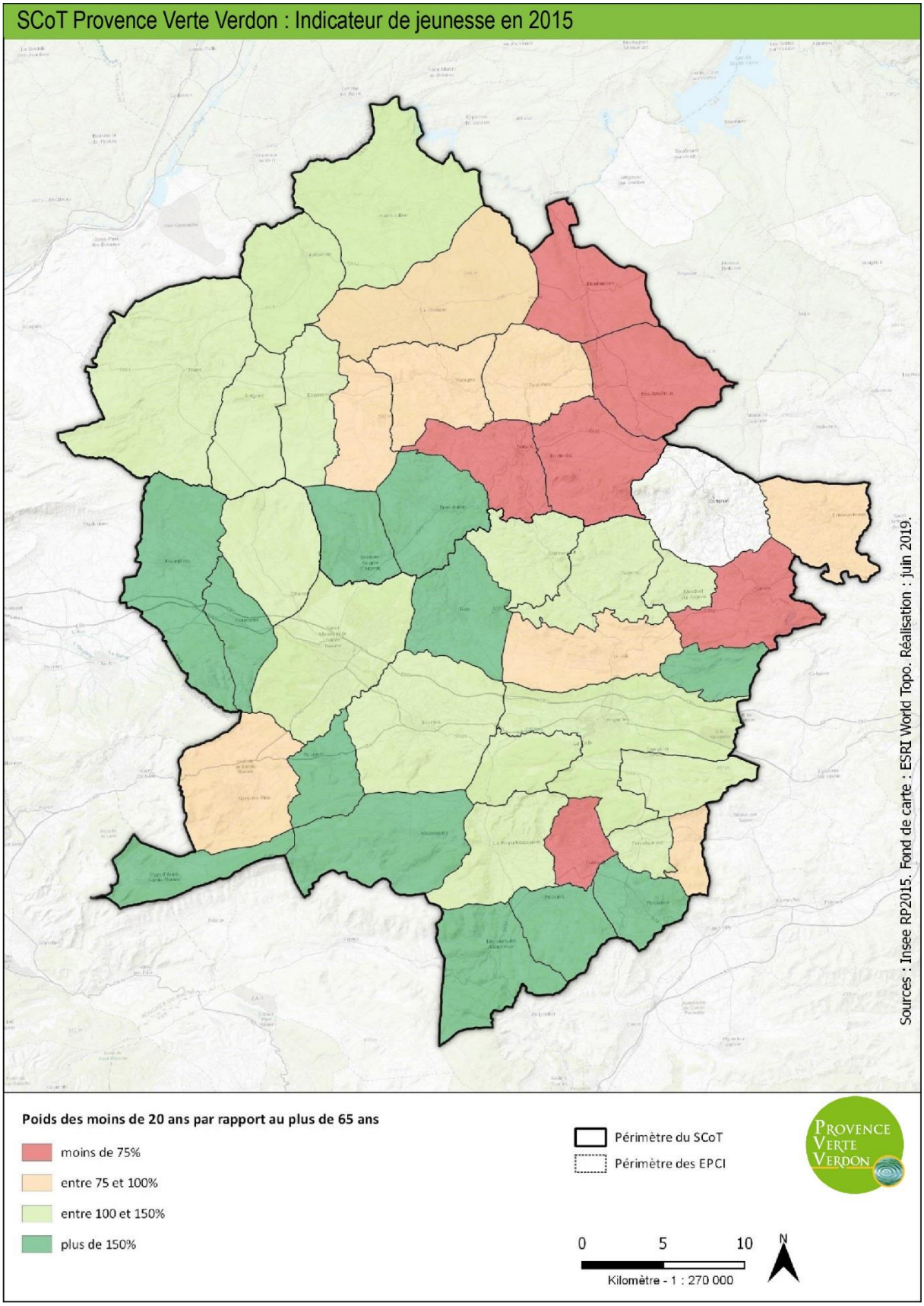
Répartition de la population selon le groupe d'âges au 1er janvier 2015 (source INSEE-RP)

Sources : Insee RP2015	< 20 ans	20 – 44 ans	45 – 65 ans	> 65 ans
SCoT Provence Verte Verdon	**24,4%**	**26,6%**	**28,1%**	**20,8%**
dont CA de la Provence Verte Verdon	24,6%	26,8%	28,1%	20,4%
dont CC Provence Verdon	23,6%	25,7%	28,0%	22,7%
Var	21,3%	27,0%	27,0%	24,6%

V.1.7. Un vieillissement récent mais accentué

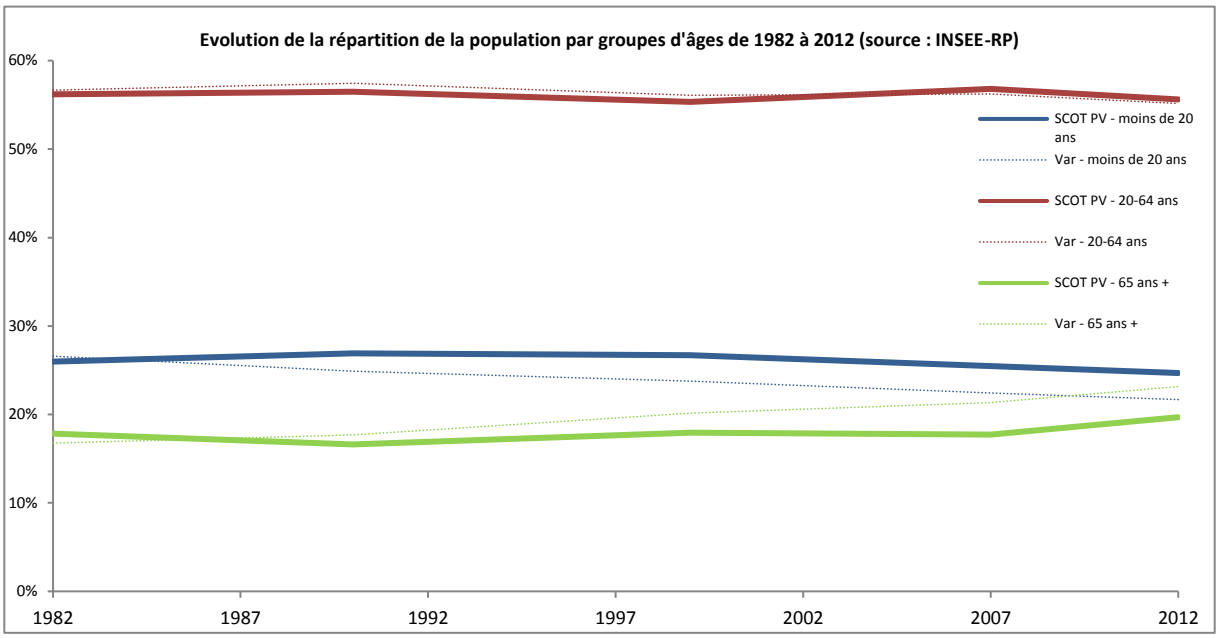
La proportion des 65 ans et plus a augmenté de façon continue dans le Var entre 1982 et 2015, gagnant 7,3 points durant la période. En Provence Verte Verdon , le vieillissement de la population est plus récent : ainsi, le poids des 65 ans et plus était presque le même en 1982 et en 1999, mais a gagné 3 points entre 1999 et 2015. Ce rythme est plus important que celui mesuré au niveau du département lors de la même période. Parallèlement, la baisse de la proportion des moins de 20 ans est assez récente dans la Provence Verte Verdon , alors qu'elle a été continue dans le Var depuis sur la période d'observation. Si le nombre de moins de 20 ans reste à l'heure actuelle supérieur à celui des 65 ans et plus, cela devrait changer dans les années à venir, notamment avec l'arrivée dans la tranche d'âge des personnes âgées de nombreux 60-64 ans, tel que constaté sur la pyramide des âges.

SCoT Provence Verte Verdon : Indicateur de jeunesse en 2015



A l'intérieur de Provence Verte Verdon et sur la période la plus récente (2010-2015), le vieillissement a été davantage accentué pour Bassin de vie de St Maximin que dans les autres bassins de vie, même si tous sont concernés. Ainsi, la proportion de 65 ans et plus y a augmenté de 3 points durant les cinq

ans. Le poids des moins de 20 ans a fortement diminué durant cette même période.

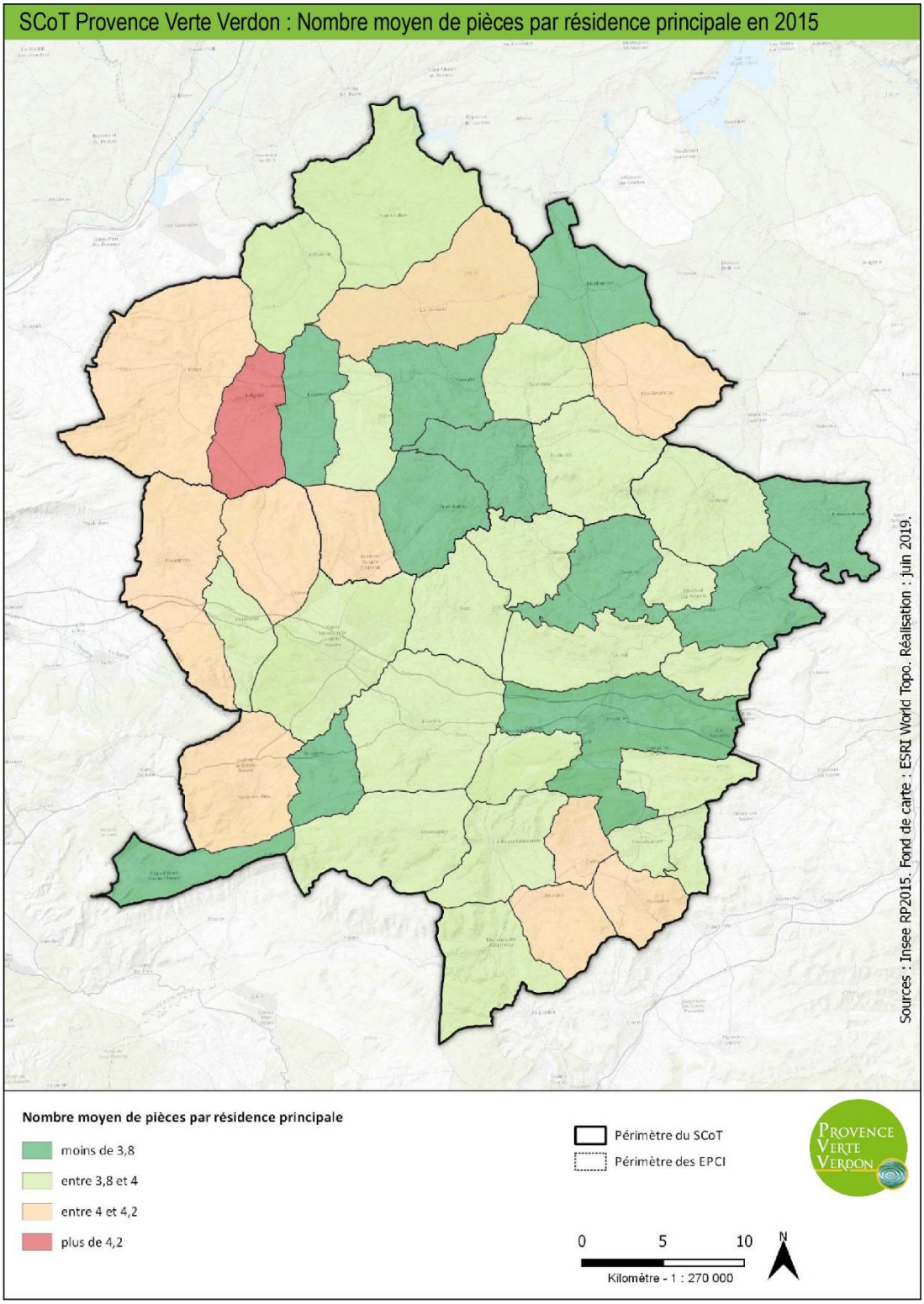


Evolution des proportions des groupes d'âges entre 2010 et 2015

Sources : Insee RP2015	< 20 ans	20 – 44 ans	45 – 65 ans	> 65 ans
SCoT Provence Verte Verdon	0,6%	1,8%	-0,3%	-2,1%
dont CA de la Provence Verte Verdon	0,5%	1,8%	-0,4%	-1,8%
dont CC Provence Verdon	0,9%	1,8%	0,4%	-3,1%
Var	0,6%	1,4%	0,2%	-2,3%

V.1.8. Les couples avec enfants surreprésentés

La proportion de couples avec un ou plusieurs enfants est particulièrement importante en Provence Verte Verdon (31 % des ménages du secteur contre 24 % pour le Var). Quelle que soit la composante du territoire, la valeur mesurée est supérieure à la moyenne départementale. Les couples avec enfants sont nettement surreprésentés dans les bassins de vie de Bassin de vie de St Maximin, Val d'Issole et de Bassin de vie de Rians. Ces constats peuvent s'expliquer en partie par le fait que les logements de grande taille (cinq pièces ou plus) sont très nombreux dans le périmètre, et plus particulièrement dans les bassins de vie cités.



Dans le même ordre d'idée, la faible proportion de petits logements dans le périmètre contribue également à expliquer la part peu importante des ménages composés d'une personne vivant seule. Les couples sans enfant paraissent enfin légèrement surreprésentés (32 % des ménages de Provence Verte Verdon , 30 % de ceux de l'ensemble du Var), notamment dans les communes « centralités de bassin », dans le Nord du département et dans le Val d'Issole.

Près de 29 % des familles de Provence Verte Verdon ont deux enfants ou plus (24 % pour l'ensemble du Var). La proportion est généralement au Sud de l'autoroute A8.

Répartition des ménages selon le type au 1er janvier 2015

Sources : Insee RP2015	Ménage 1 personne	Autres sans famille	Couple sans enfant	Couple avec enfant(s)	Famille monoparentale
SCoT	26,9%	2,3%	32,0%	29,7%	9,1%
dont CA Provence Verte	26,6%	2,2%	31,8%	30,1%	9,3%
dont CC Provence Verdon	28,2%	2,5%	32,9%	28,3%	8,1%
Var	35,0%	2,4%	29,6%	23,6%	9,5%

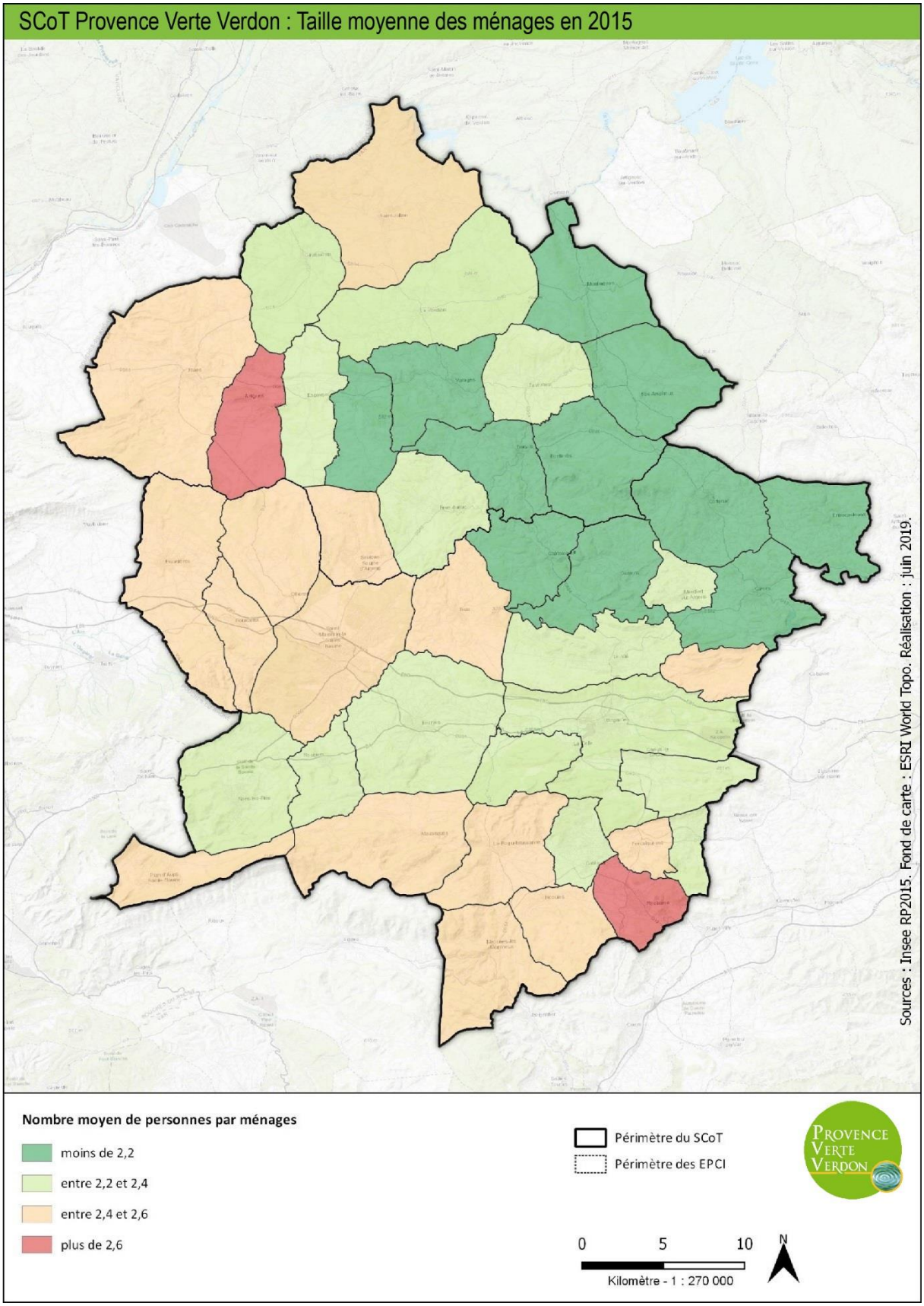
V.1.9. La taille moyenne des ménages en diminution

Sous l'effet notamment des fortes proportions de couples avec enfants, la taille moyenne des ménages de la Provence Verte Verdon est nettement plus importante que la valeur pour l'ensemble du Var (2,37 contre 2,15 en 2015). Néanmoins, entre 2010 et 2015, la population a augmenté aussi fortement que le nombre de ménages, ce qui implique que le nombre moyen d'habitants par résidence principale a diminué, perdant 0,06 points (2,43 en 2010). Les baisses ont été beaucoup plus importantes au Sud de l'autoroute A8, et notamment dans les bassins de vie de St Maximin (de 2,60 à 2,49). Dans les villes-centres, la diminution a également été assez importante (de 2,48 à 2,40 personnes).

Comme évoqué plus haut, cette évolution semble en partie due au recul de la proportion des couples avec enfants, passée de plus de 31,5 % à 29,7% entre 2010 et 2015 en Provence Verte Verdon. La baisse a été particulièrement importante dans le bassin de vie de St Maximin et dans les villes-centres. On remarque également dans ces espaces une hausse significative du poids des personnes vivant seules, autre facteur contribuant à expliquer le desserrement des ménages, dans ces territoires comme au niveau du périmètre SCoT. Ce phénomène peut se relier au vieillissement des familles arrivées dans les années 90 en Provence Verte Verdon , vieillissement qui se traduit par le départ des enfants, devenus majeurs, étudiants voire actifs.

Parallèlement, le poids des couples sans enfant a diminué dans tous les espaces composants le périmètre. La part des familles monoparentales est plus importante en 2015 qu'elle ne l'était en 2010, augmentant de près de 1,5 points.

SCoT Provence Verte Verdon : Taille moyenne des ménages en 2015



Evolution de la répartition des ménages selon le type entre 2010 et 2015

Sources : Insee RP2015	Ménage 1 personne	Autres sans famille	Couple sans enfant	Couple avec enfant(s)	Famille monoparentale
SCoT	15,0%	5,7%	7,8%	4,0%	**31,7%**
dont CA Provence Verte	15,0%	2,0%	7,7%	4,6%	**33,7%**
dont CC Provence Verdon	14,8%	22,3%	8,1%	1,4%	**22,8%**
Var	10,9%	-1,5%	3,6%	1,6%	**12,2%**

De manière générale, entre 2010 et 2015 les familles monoparentales sont en augmentation sur l'ensemble du territoire et accentuent la baisse de la taille moyenne des ménages. Cela pose la question des residences principales et de la taille des logements. Il est necessaire d'adapter le marché du logement au besoin de la population.

V.1.10. Des proportions de diplômés du supérieur plus faibles que la moyenne départementale

Dans l'ensemble, le niveau de diplôme moyen de Provence Verte Verdon est légèrement inférieur à celui du département dans sa globalité. Ainsi, 27 % des 15 ans et plus du périmètre SCoT ont pour diplôme le plus élevé un CAP ou un BEP, contre 25 % des Varois. Pour un diplôme d'enseignement supérieur long (licence, master, doctorat), les proportions sont respectivement de 25 et 26 %. La valeur est de 61 % pour les villes-centres et de 56 % pour les Bourgs. Cette hiérarchie est la même si on se limite à l'examen de générations plus jeunes, les 35-44 ans, en moyenne plus diplômées que la moyenne globale.

Environ 39 % des 18-24 ans résidant dans le périmètre du SCoT sont scolarisés. La proportion est de 44 % pour l'ensemble du Var. L'écart est donc assez prononcé, et peut s'expliquer par des migrations sélectives, c'est-à-dire notamment les départs des jeunes diplômés du baccalauréat vers les grandes villes pour y effectuer des études supérieures.

Répartition des 15 ans et plus ayant achevé leur scolarité par niveau de diplôme au 1er janvier 2015

Sources : Insee RP2015	CEP, BEPC, brevet des collèges	CAP, BEP	BAC	Enseignement supérieur
SCoT	14,6%	13,3%	9,4%	12,7%
dont CA Provence Verte	14,5%	13,0%	9,6%	12,9%

dont CC Provence Verdon	14,9%	14,5%	8,9%	11,8%
Var	15,1%	12,3%	9,6%	13,0%

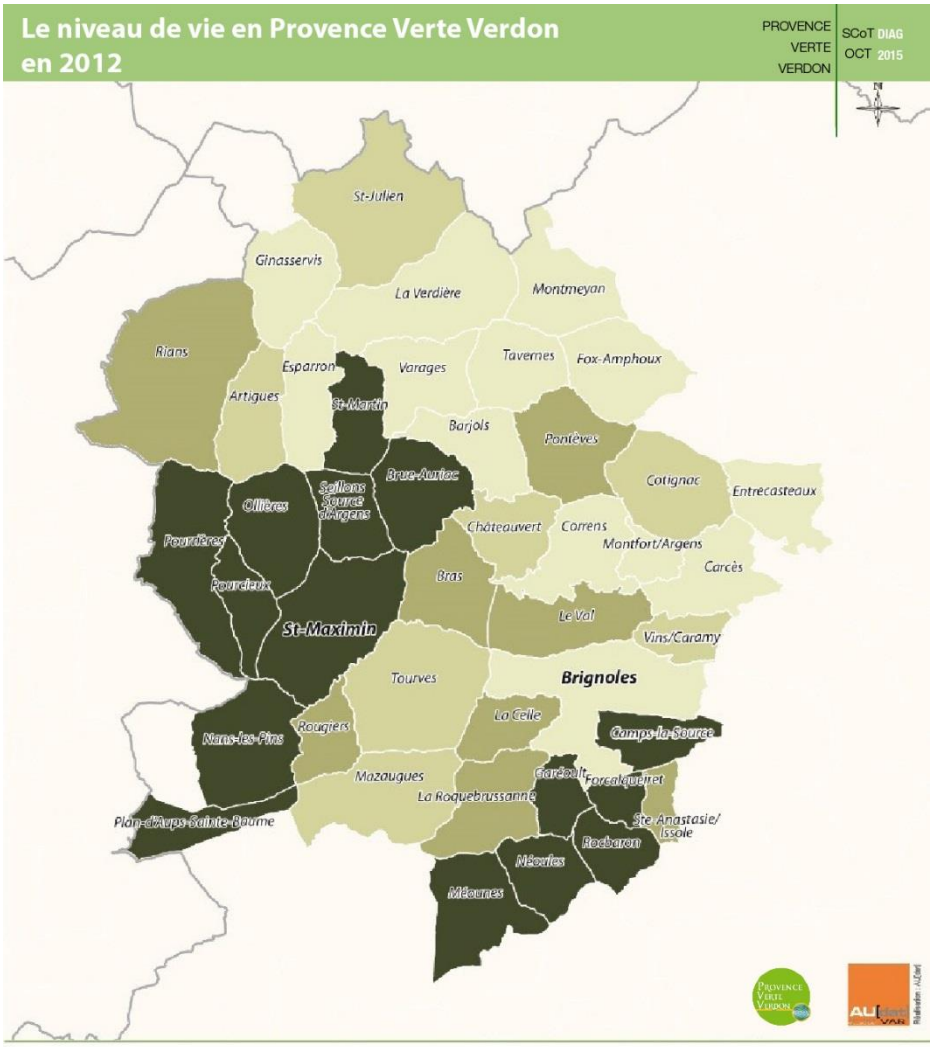
V.1.11. Des revenus élevés dans l'Ouest et le Sud du périmètre

Les niveaux de vie[17] médians les plus élevés sont mesurés dans l'Ouest du périmètre, dans des communes limitrophes des Bouches-du-Rhône (Pourrières, Nans-les-Pins, Plan-d'Aups Sainte-Baume), où ils sont supérieurs à 21 800 € (19 600 € pour l'ensemble du Var). Les valeurs sont également importantes dans le Val d'Issole, et notamment à Garéoult, Rocbaron et Néoules. Les niveaux de vie les plus faibles sont inférieurs à 17 000 €. Ils concernent des communes de Provence Verdon (Fox-Amphoux, Montmeyan, Varages) et de bassin de vie de Brignoles (Correns, Entrecasteaux).

Les informations par bassins de vie montrent ainsi une valeur plutôt élevée pour le bassin de vie de St Maximin (21 193 €). Seule la communauté d'agglomération de Sud Sainte-Baume présente un niveau de vie médian plus élevé dans le département. Les valeurs sont en revanche faibles pour le bassin de vie de Brignoles (18 135 €), Provence d'Argens en Verdon (18 139 €) et le bassin de vie de Rians (18 811 €). Artuby Verdon est, à la date de référence des données, la seule intercommunalité varoise à présenter un niveau de vie médian plus faible (16 781 €).

Le niveau de vie médian décliné par type de ménages montre que, quelle que soit la CA de Provence Verte, la valeur pour les femmes seules est inférieure à la moyenne départementale. Leur revenu est particulièrement faible dans les bassins de vie de Brignoles et Barjols. Néanmoins, dans les cinq bassins de vie, les familles monoparentales affichent les niveaux de vie médians les moins élevés.

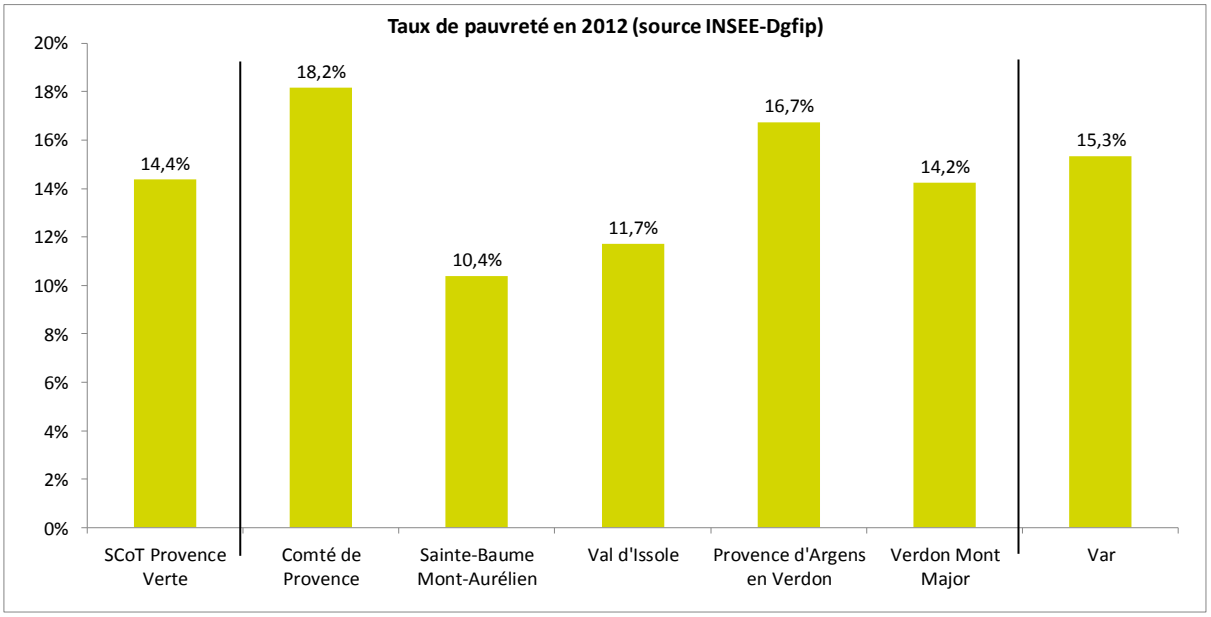
[17] *« Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans » (définition INSEE). Le niveau de vie médian est celui au-dessus duquel se situe une moitié de la population, l'autre se situant au-dessous. La moitié de la population varoise vit donc en 2012 dans un ménage qui dispose d'un niveau de vie de 19 600 € sur l'année (soit environ 1 630 € par mois).*


Le niveau de vie en Provence Verte Verdon en 2012
PROVENCE VERTE VERDON
SCoT DIAG OCT 2015
St-Julien
Ginasservis
La Verdière
Montmeyan
Rians
Esparron
Varages
Tavernes
Fox-Amphoux
Artigues
St-Martin
Barjols
Pontèves
Cotignac
Entrecasteaux
Salernes
Source d'Argens
Brue-Auriac
Ollières
Châteauvert
Correns
Montfort/Argens
Pourcieux
Carcès
Bras
Le Val
St-Maximin
Vins/Caramy
Tourves
Brignoles
La Celle
Rougiers
Camps-la-Source
Nans-les-Pins
Mazaugues
Garéoult
Forcalquier
La Roquebrussanne
Ste Anastasie/ Issole
Plan-d'Aups-Sainte-Baume
Rocbaron
Méounes
Méounes
Médiane du niveau de vie en 2012
20 000 € et plus
[19 200 à 20 000 €[
[18 400 à 19 200 €[
Moins de 18 400 €
0
9 km
Source : IGN BD TOPO 2010, INSEE DGFIP 2012

V.1.12. Une pauvreté assez peu fréquente dans l'ensemble, mais des contrastes évidents

La fréquence de la pauvreté apparaît plus faible pour Provence Verte Verdon que pour l'ensemble du département. Toutefois, de fortes disparités existent dans le périmètre. Ainsi, dans le bassin de vie de Brignoles, ce sont plus de 18 % des habitants qui vivent sous le seuil de pauvreté[18], alors que la valeur pour le bassin de vie de St Maximin est inférieure de près de 8 points.

Les personnes vivant dans un ménage dont le référent a moins de 30 ans sont les plus concernées par la pauvreté, quel que soit le bassin de vie. Dans les bassins de vie de Brignoles, de Rians et de Barjols, les personnes âgées apparaissent bien plus fréquemment touchées que la moyenne départementale : ainsi, ce sont plus de 12 % des personnes vivant dans un ménage dont le référent a 75 ans ou plus qui sont considérées comme pauvres (10 % au niveau varois dans la tranche d'âges). Dans ces mêmes bassins, la prévalence de la pauvreté apparait également importante pour les ménages propriétaires occupants.



[18] *Le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. En général, et dans le présente travail, un seuil à 60 % de la médiane des niveaux de vie est utilisé. En 2012, notre année de référence, la valeur du seuil de pauvreté était de 987 € par mois. Le taux de pauvreté correspond à la proportion de personnes vivant dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur à cette valeur.*

VI.UNE CROISSANCE ECONOMIQUE VIGOUREUSE ET UN REEL POTENTIEL DE DIVERSIFICATION

VI.1. UNE FORTE DYNAMIQUE ECONOMIQUE, ENCORE TRES RESIDENTIELLE

VI.1.1. Une croissance très forte

- **Un taux d'activité de la population en hausse**

Le nombre des actifs a augmenté de 53,6 % entre 1999 et 2015, soit plus de 12 points plus rapidement que la population totale sur la même période (+40,8%) et 16,1 points de plus que les 15-64 ans qui du fait du vieillissement général de la population a augmenté moins vite que l'ensemble de la population.

Source : RP 2015 - INSEE	**Population totale**	**Population 15-64 ans**	***% 14-64 ans/ pop totale***	**Actifs 15-64 ans**
1999	**84 358**	**52 488**	*62%*	**33 773**
Evolution 1999-2010	*30,8%*	*30,4%*		*40,7%*
2010	**110 357**	**68 463**	*62%*	**47 531**
Evolution 2010-2015	*7,7%*	*5,4%*		*9,1%*
2015	**118 809**	**72 169**	*61%*	**51 867**
Evolution 1999-2015	*40,8%*	*37,5%*		*53,6%*

Concernant les 15-64 ans, cette évolution est supérieure à celle constatée pour l'ensemble du département du Var (12% au lieu des 37,5 % du SCoT) et encore plus par rapport à l'observation sur la région PACA avec +7%

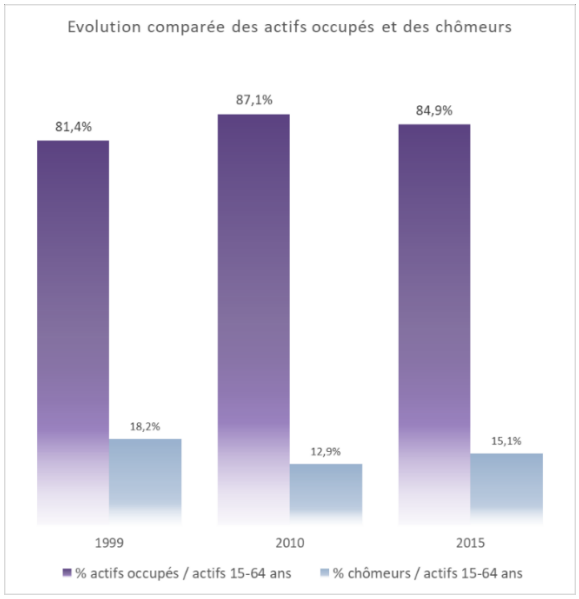
Concernant les actifs de 15-64 ans, cette évolution est très supérieure à celle constatée pour l'ensemble du département du Var (23% au lieu des 53,6% du SCoT) et encore plus par rapport à l'observation sut la région PACA avec +15%

Ces observations renforcent l'idée d'une dynamique beaucoup plus rapide sur le territoire du SCoT que pour l'échelle régionale ou départementale.

VI.1.2. Une tendance similaire de croissance pour les actifs occupés, pour les actifs inoccupés

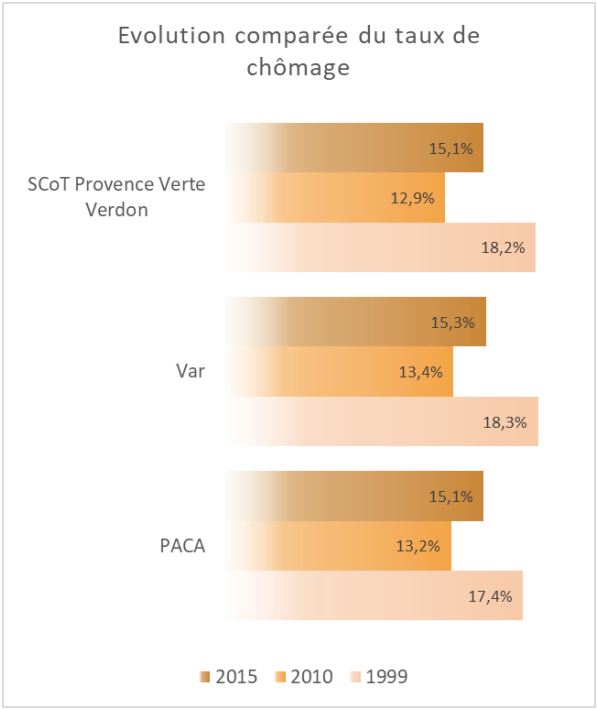
La part des actifs occupés a également augmenté dans des proportions importantes puisque de 81% des actifs de 15-64ans, cette part est passée à 85% en 2015, après avoir dépassé les 87% en 2010.

Pour autant, la part des chômeurs (actifs inoccupés) est encore forte avec 15% environ.



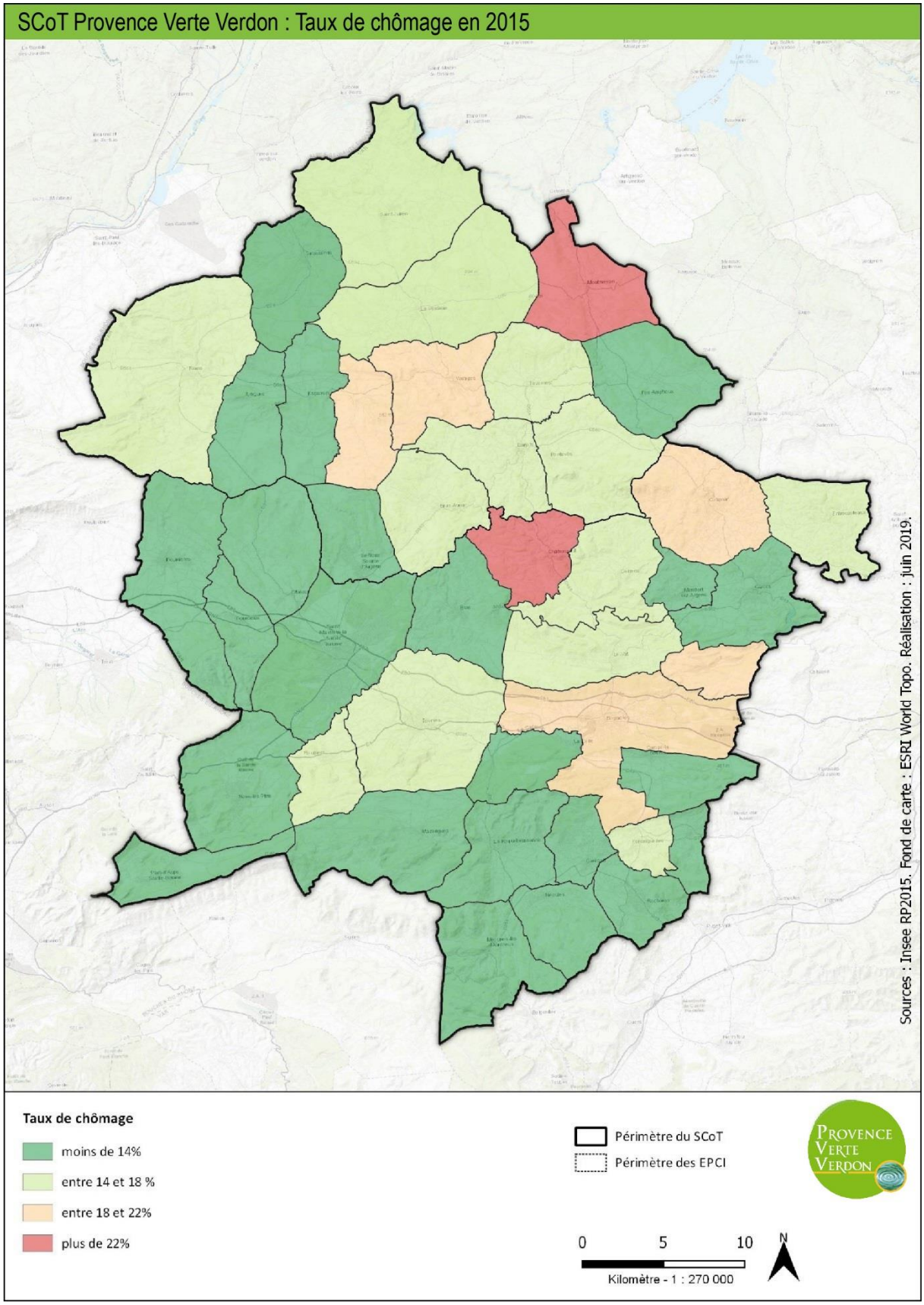
Source : RP 2015 - INSEE

Ce renforcement de la part des actifs occupés est également observé à l'échelle départementale, de 81,4% en 1999 à 84,7% en 2015, et à l'échelle régionale à 84 ,9% en 2015, avec également une part équivalente des actifs inoccupés.



Source : RP 2015 - INSEE

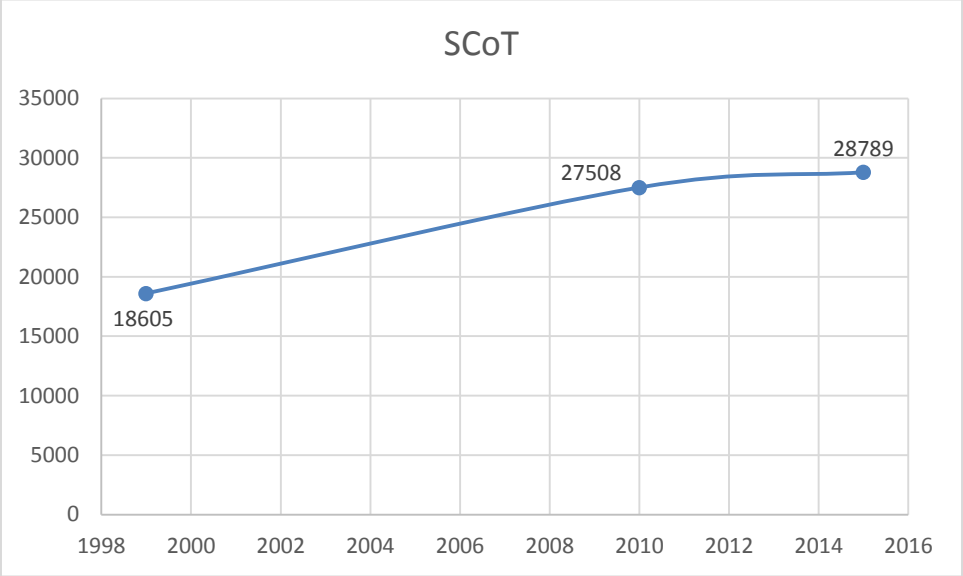
Au plan territorial, on observe un lissage des taux avec une diminution des écarts entre les 2 communautés de communes ; ainsi, de près de 2 points en 1999, l'écart est de 0,6 points en 2015.



On peut noter que Brignoles se situe dans la fourchette haute des communes avec 20% alors que Saint Maximin se situe dans la moyenne avec 15%.

- **Une croissance d'emplois très importante …**

Dans ce contexte de forte croissance des actifs, la dynamique de création d'emplois a été forte avec près de 55% de croissance entre 1999 et 2015 :



Source : RP 2015 - INSEE

Cette croissance a été plus forte jusqu'en 2010 puis cette dynamique s'est un peu ralentie entre 2010 et 2015.

Cette croissance forte est bien supérieure à ce qui a été observé aux niveaux départemental et régional sur la même période :

	1 999	2 010	2 015	Evolutions		
				1999-2010	*2010-2015*	*1999-2015*
PACA	1 575 819	1 881 418	1 891 064	*19%*	*1%*	*20%*
Var	282 697	348 342	356 827	*23%*	*2%*	*26%*
SCoT Provence Verte Verdon	**18 605**	**27 508**	**28 789**	***48%***	***5%***	***55%***
CA de la Provence Verte	15 855	23 729	24 824	*50%*	*5%*	*57%*
CC Provence Verdon	2 750	3 779	3 965	*37%*	*5%*	*44%*

Source : RP 2015 - INSEE

Ainsi, que ce soit sur la période 1999-2010 ou la période 2010-2015 (et donc sur la période 1999-2015), cette croissance des emplois a été deux fois plus forte que la croissance des emplois dans le Var et près de 3 fois plus forte que les emplois pour l'ensemble de la Région PACA sur la même période

Cette évolution très positive concerne les 2 communautés de communes, avec toutefois des dynamiques différentes entre 1999 et 2015 :

- Communauté de Communes de la Provence Verte Verdon : +57%
- Communauté d'agglomération Provence Verdon : + 44% %, ce qui reste très position

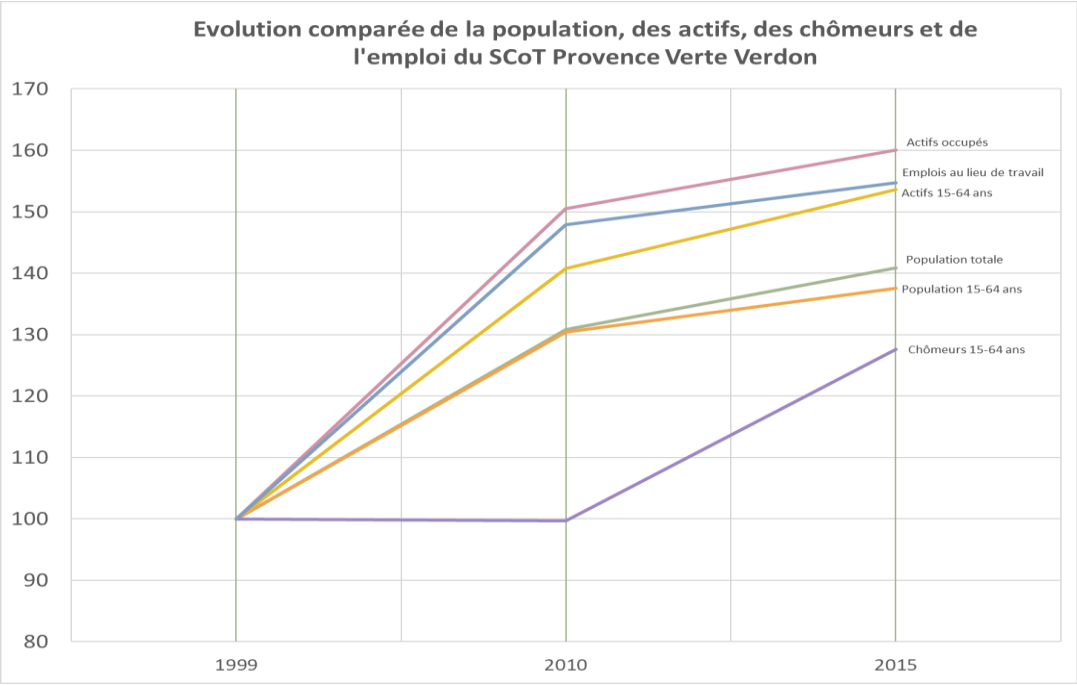
- **… en phase avec la croissance des actifs 15-64 ans mais légèrement moins importante que la croissance des actifs occupés**

L'observation montre une croissance des emplois légèrement moins importante que la croissance du nombre des actifs occupés ce qui induit une légère augmentation du recours à l'emploi extérieur au territoire :

	Population totale	Population 15-64 ans	Actifs 15-64 ans	Actifs occupés	Chômeurs 15-64 ans	Emplois au lieu de travail
1999	**84 358**	**52 488**	**33 773**	**27 503**	**6 145**	**18 605**
1999-2010	*31%*	*30%*	*41%*	*51%*	*0%*	*48%*
2010	**110 357**	**68 463**	**47 531**	**41 404**	**6 127**	**27 508**
2010-2015	*8%*	*5%*	*9%*	*6%*	*28%*	*5%*
2015	**118 908**	**72 169**	**51 867**	**44 026**	**7 841**	**28 789**
1999-2015	*41%*	*37%*	*54%*	*60%*	*28%*	*54,74%*

Source : RP 2015 - INSEE

Ainsi, la croissance du nombre des emplois locaux[19], de 55% entre 1999 et 2015 a été quasiment la même que la croissance du nombre des actifs de 15-64 ans (54%). On peut en conclure que sur le plan de l'emploi, le territoire a fait face à ses responsabilités sociales.



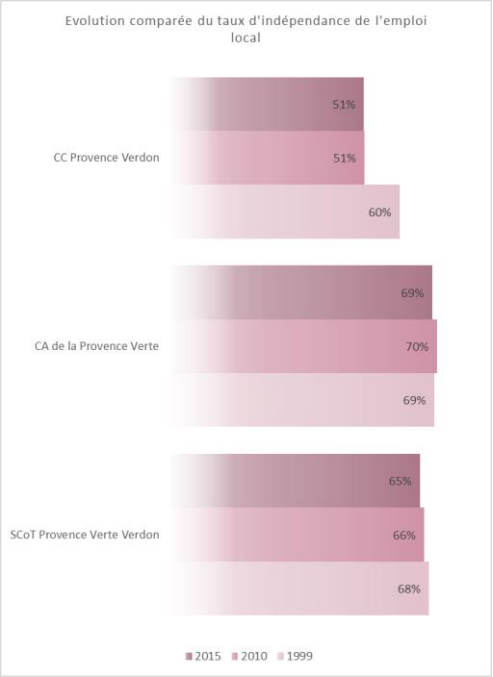
Source : RP 2015 - INSEE

[19] *Les emplois locaux sont appelés « Emplois au lieu de travail » pour l'INSEE*

Sur la même période, le nombre d'actifs occupés a augmenté sur la période de +60%, soit plus vite que le nombre d'actifs de 15-64 ans, ce qui signifie que malgré cette dynamique d'emplois remarquable, le recours à l'emploi a augmenté sur la période.

De 32% d'actifs sortant du territoire pour occuper un emploi situé à l'extérieur (sur les agglomérations de Toulon et de Aix-en-Provence principalement, le recours à l'emploi extérieur s'est élevé jusqu'à 35 % en 2015.

Le taux d'indépendance[20] a donc diminué de 3 points, passant de 35% à 32%.



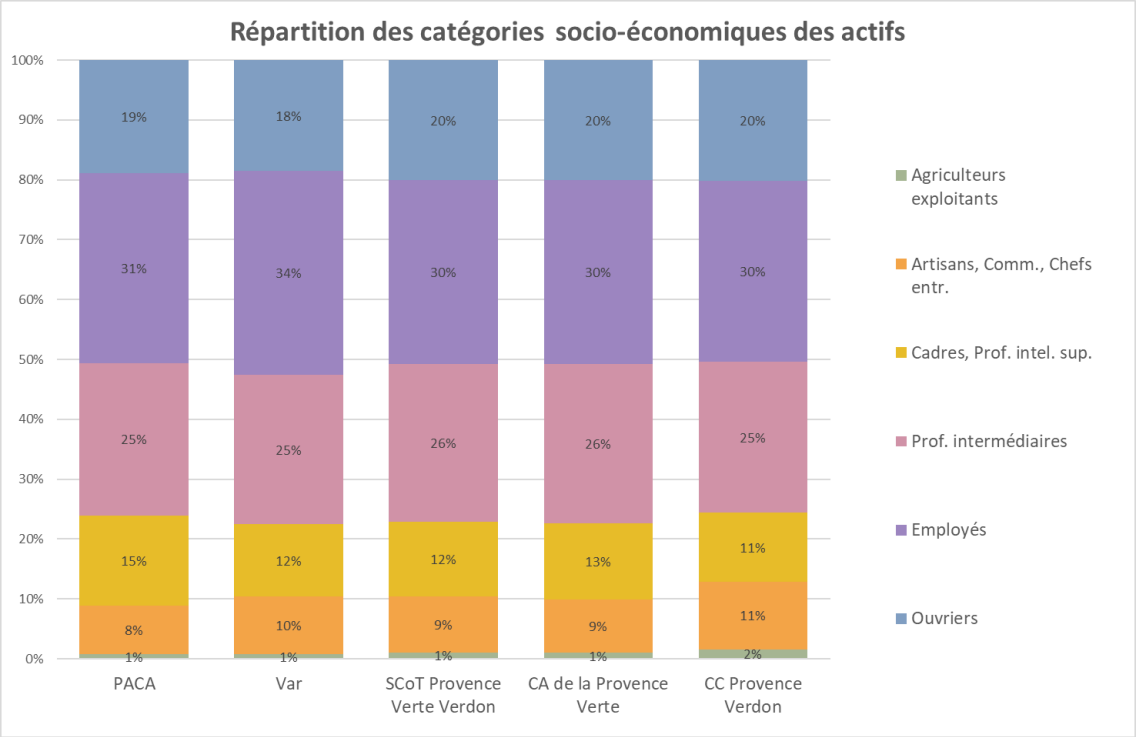
Source : RP 2015 - INSEE

- **Une typologie socio-économique en cohérence avec la typologie régionale**

Plus de 50% des actifs sont des ouvriers et des employés comme dans le Var et en PACA.

La seule différence notable réside dans la plus petite part de cadres et de professions intellectuelles supérieures (-3%), compensée par une part un peu supérieure d'artisans et commerçants et de professions intermédiaires.

[20] *Taux d'indépendance = nombre d'emplois locaux / Nombre d'actifs occupés*



Source : RP 2015 - INSEE

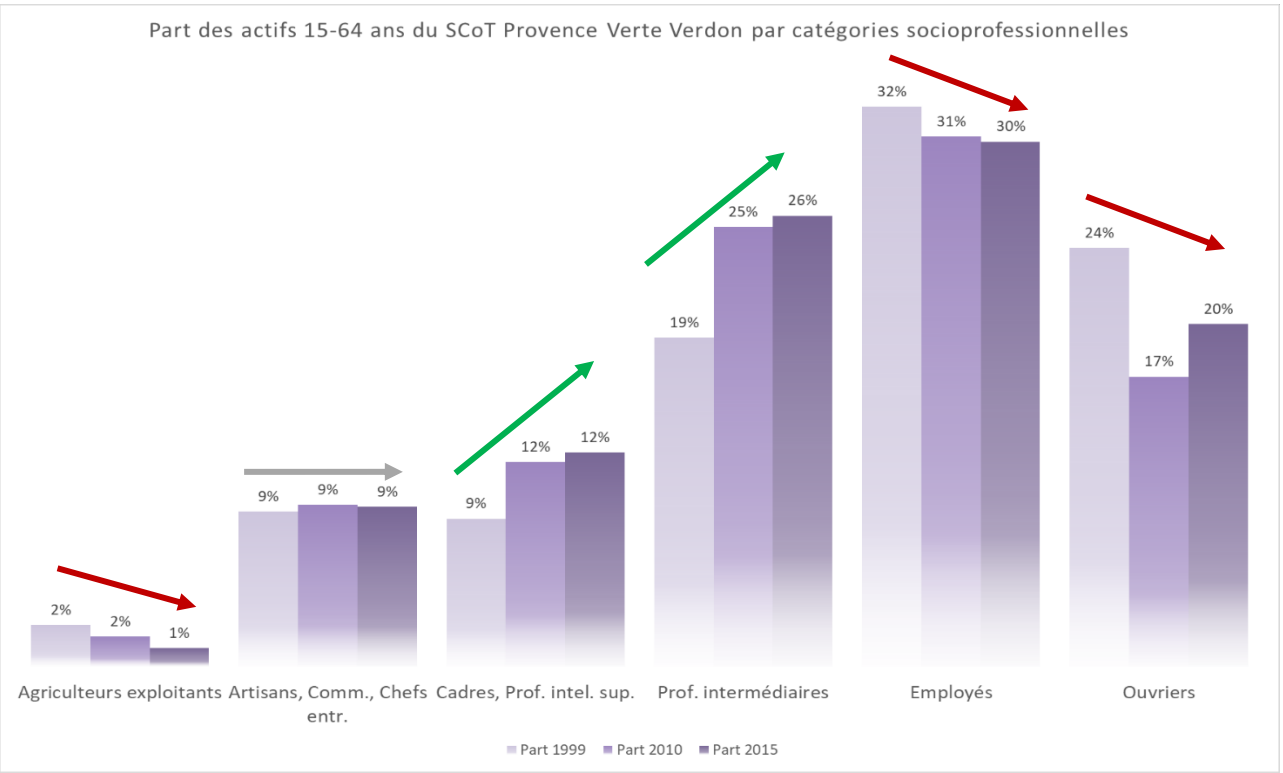
Pas de différences importantes entre les deux EPCI, avec juste la part de cadres et de professions intellectuelles supérieures et celui des professions intermédiaires encore inférieures de 1 point, compensées par un % encore un peu plus important d'artisans et commerçants.

Ces différences s'expliquent par la structure urbaine des 2 communautés de communes et des ensembles départementaux / régionaux.

L'observation des évolutions montre les types d'emplois qui ont très fortement progressé sur la période 1999-2015 :

- Les cadres et professions intellectuelles supérieures (+123%), ce qui argumente un rattrapage par rapport aux niveaux départemental et régional,
- Les professions intermédiaires (+110,9%) ,
- Les agriculteurs exploitants, seule catégorie dont le nombre diminue à la même tendance qu'aux niveaux régional et départemental.
- Les artisans et commerçants (+44,3%), qui progressent moins vite que l'ensemble (55%),
- Les employés (44%)
- Les ouvriers (26%)

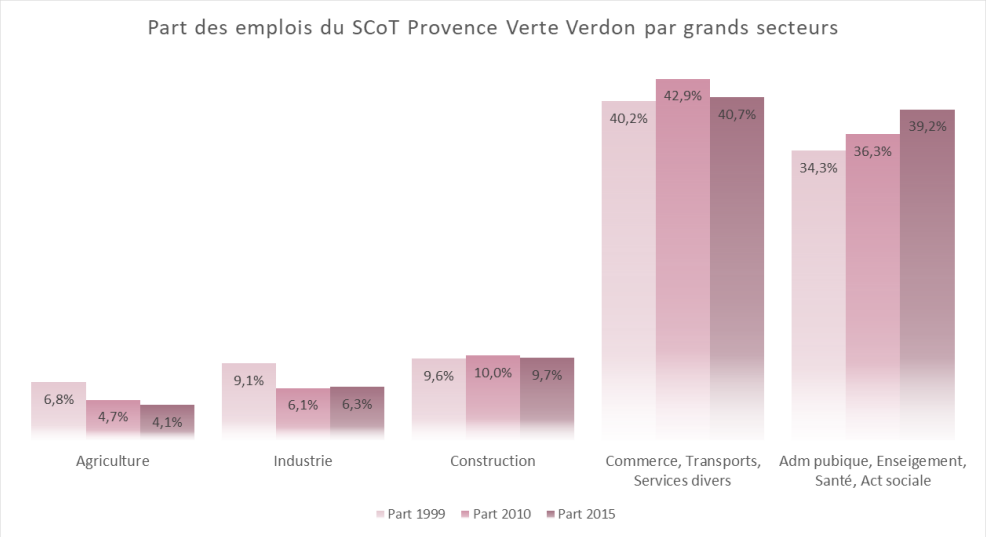
Ces éléments traduisent en partie une tertiarisation de l'économie.



Source : RP 2015 - INSEE

- **Des activités et des emplois de plus en plus tournés vers la satisfaction des besoins de la population locale**

En classant l'emploi par secteurs d'activité, le premier employeur est le secteur des commerces, transports et services divers De plus celui-ci est particulièrement dynamique et gagne plus de 4.100 emplois depuis 1999. Le second secteur est celui de l'administration, de la santé et de l'action sociale, qui en gagne 4.800.

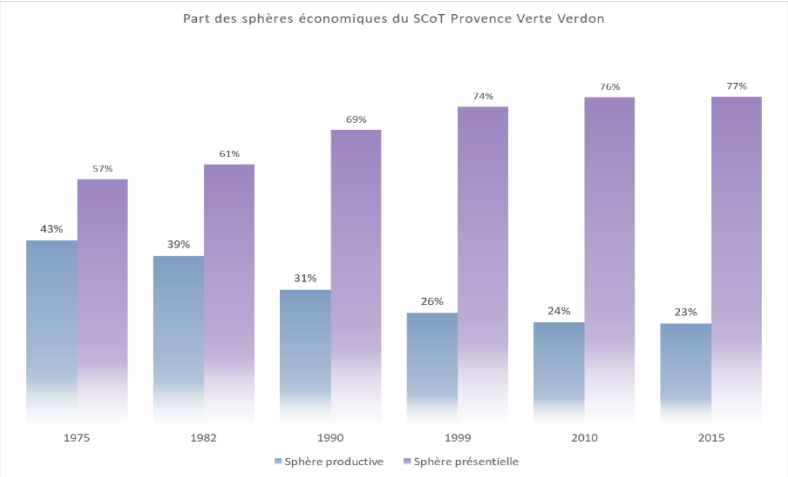


source : RP 2015 - INSEE

Cette répartition est très cohérente avec celle du VAR, et un peu décalée avec l'ensemble de la région

PACA, un peu moins administratif et un peu plus commerces et services privés :

Autrement dit le profil économique du territoire est de plus en plus orienté vers la satisfaction des besoins de ses habitants. Soit une activité présentielle qui ne s'exporte pas et dépend des habitants « locaux » et aussi des touristes. La sphère présentielle représente 77% des emplois sur le territoire en 2015 contre 57% en 1975.

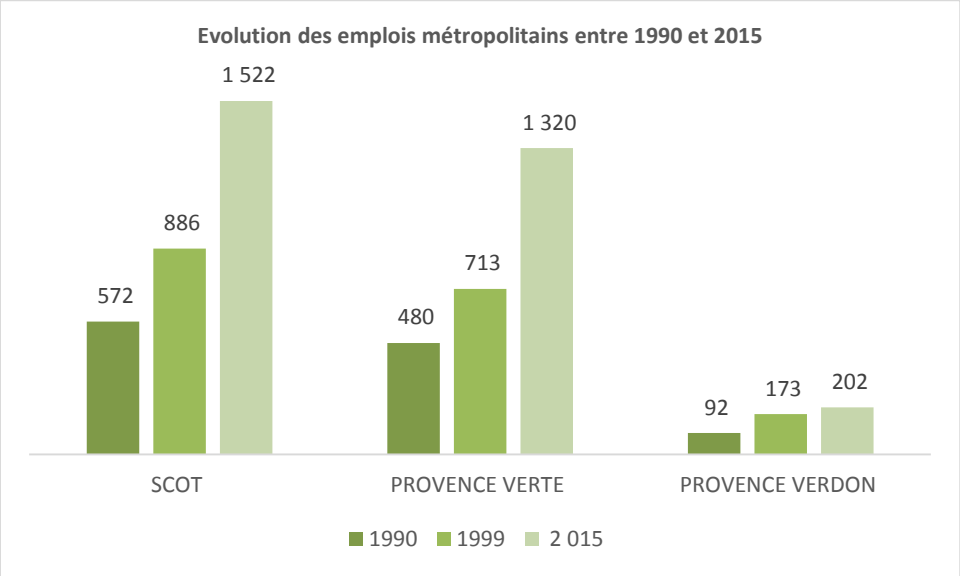


Source : RP 2015 - INSEE

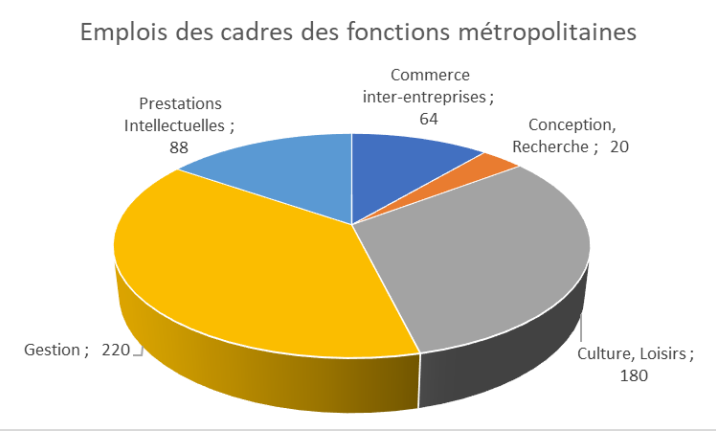
Source : RP 2015 - INSEE

- **Les emplois métropolitains**

Les emplois de cadres des fonctions métropolitaines reflètent le potentiel de développement d'un territoire, du fait de leur rôle d'entraînement sur d'autres fonctions productives[21]. Le terme d'emplois métropolitains désigne tous les emplois qui n'ont pas de localisation imposée par l'activité (au contraire des activités dites présentielles), autour de cinq secteurs : prestations intellectuelles (conseil, expertise, droit, architecture…), conception et recherche, gestion, commerce interentreprises, culture et loisirs. Ce sont des fonctions intellectuelles et de décision et beaucoup sont des emplois très qualifiés de cadres.



Source : RP 2015 - INSEE



Sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon , le nombre de ce type d'emplois a augmenté de +166% en 25 ans, soit deux fois plus vite que l'ensemble des emplois.

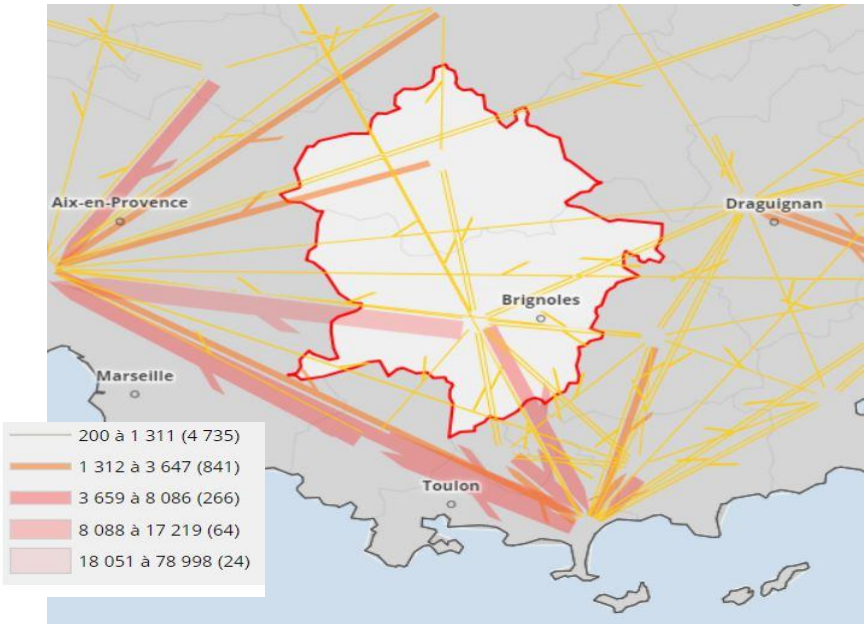
Ainsi, bien que l'on soit encore inférieur à la moyenne régionale (24,7%) qui les concentre dans deux grandes aires urbaines de rayonnement national, le territoire du SCoT renforce sa capacité d'entraînement de son développement.

Les emplois de gestion sont les plus nombreux, suivis de près par les emplois concernant la culture et les loisirs. Seuls les emplois de cadres des fonctions de recherche et de conception sont en nombre faible. Même en nombre encore mesuré, ces nouveaux emplois constituent un signe encourageant

[21] *Le terme d'emplois métropolitains désigne tous les emplois qui n'ont pas de localisation imposée par l'activité (au contraire des activités dites présentielles), autour de cinq secteurs : prestations intellectuelles (conseil, expertise, droit, architecture…), conception et recherche, gestion, commerce interentreprises, culture et loisirs. Ce sont des fonctions intellectuelles et de décision et beaucoup sont des emplois très qualifiés de cadres.*

pour le futur.

- **Les déplacements domicile-travail : un territoire sous influence**

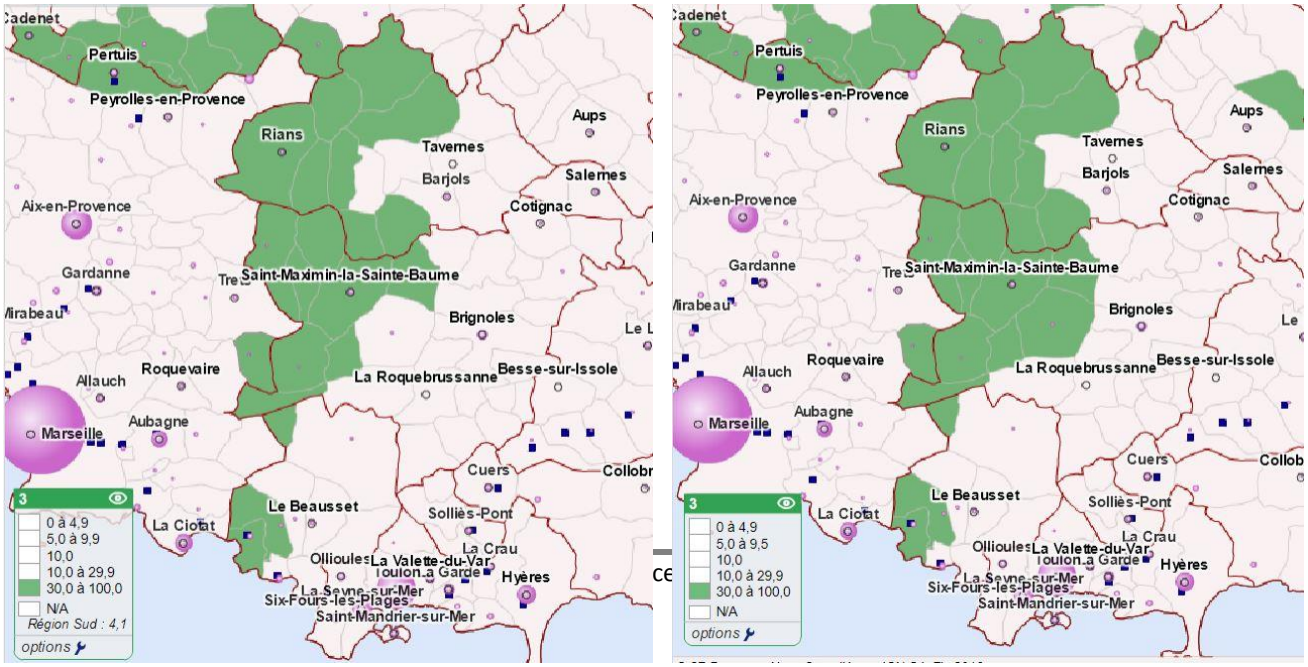


Source : RP 2015 - INSEE

Un peu plus du tiers des actifs occupés soit 35% ont un emploi situé à l'extérieur du territoire du SCoT.

Les destinations principales sont les métropoles Aix-Marseille-Provence et Toulon Provence Méditerranée.

L'illustration des espaces dont 30% au moins des actifs occupés travaillent sur le territoire de la métropole Aix Marseille Provence montre la dynamique de ce phénomène qui s'étend vers l'est entre 2010 et 2015 :



source : RP 2015 - INSEE

L'INSEE comptabilise près de 18 559 flux d'actifs en 2015 depuis le territoire du SCOT pour seulement 3 419 actifs qui habitent à l'extérieur du SCoT et qui viennent y travailler :

Lieux de résidence	Flux (200)	Lieux de travail
CA Provence Verte	28 595	CA Provence Verte
CA Provence Verte	996	CC Provence Verdon
CA Provence Verte	8 732	M Aix Marseille Provence
CA Provence Verte	3 661	M Toulon Provence méditerranée
CA Provence Verte	569	CC Vallée du Gapeau
CA Provence Verte	304	CA Sud Sainte Beaume
CA Provence Verte	582	CA Dracénoise
CA Provence Verte	909	CC Cœur du Var
CA Provence Verte	575	CC Méditerranée Portes des Maures
Total des trajets dom-travail vers l'extérieur de la CC	16 328	36% des actifs occupés
dont trajets vers l'exter. Du SCoT	**15 332**	

CC Provence Verdon	244	CA Provence Verte
Aix Marseille Provence	769	CA Provence Verte
Toulon Provence méditerranée	614	CA Provence Verte
CC Vallée du Gapeau	211	CA Provence Verte
CA Dracénoise	261	CA Provence Verte
Cœur du Var	1 292	CA Provence Verte
CC Méditerranée Portes des Maures	272	CA Provence Verte
Total des trajets dom-travail vers la CA PV	3 663	
dont trajets depuis l'exter. du SCoT	**3 419**	

CC Provence Verdon	2 722	M Aix Marseille Provence
CC Provence Verdon	505	CA DLVA
CC Provence Verdon	244	CA Provence Verte
Total des trajets dom-travail vers l'extérieur de la CC	3 471	38% des actifs occupés
dont trajets vers l'exter. Du SCoT	**3 227**	

Travers Domicile-Travail depuis le SCoT vers l'extérieur	18 559	35% des actifs occupés
Trajets Domicile-Travail Vers le SCoT depuis l'extérieur	3 419	

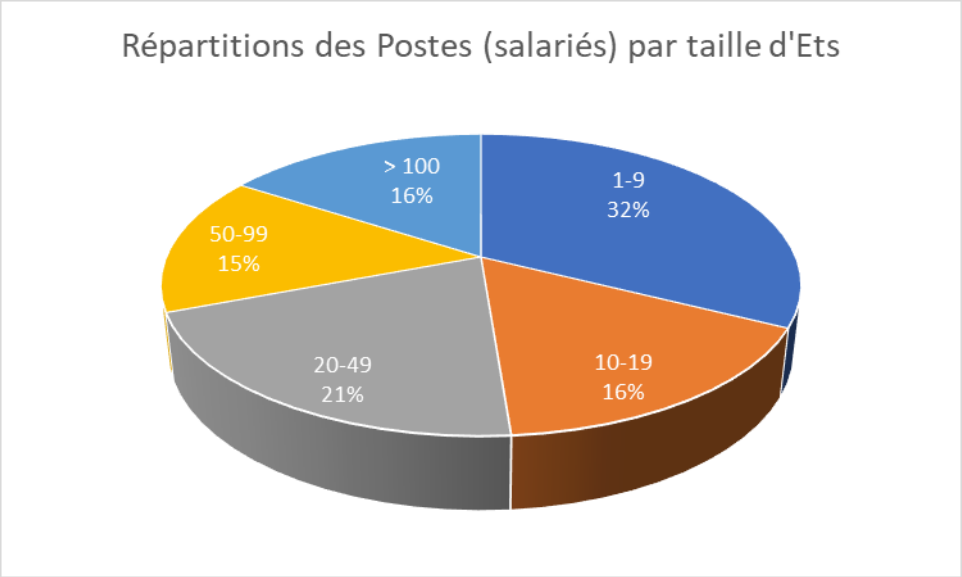
source : RP 2015 - INSEE

À noter les seulement 2,5% d'actifs occupés de la CC Provence Verdon qui vont travailler sur le territoire de la Provence Verte Verdon et les 2,1% d'actifs de la Provence Verte Verdon qui vont

travailler sur le territoire de la CC Provence Verdon.

- **Un tissu économique composé de petits établissements**

Un tiers des salariés du territoire (hors secteur agricole) travaille dans un établissement compris entre 1 et 9 postes, un tiers des salariés travaillent dans des entreprises de plus de 50 postes, dont la moitié dans des entreprises de plus de 100 postes.



source : RP 2015 - INSEE

Le nombre d'emplois par établissement s'échelonne entre 0,7 poste et 5,3 postes .

Sources : Insee RP2015	Total	Agriculture	Industrie	Construction	Commerces et services	Administration publique
Nombre d'établissements	**12 654**	**931**	**727**	**2 000**	**7 416**	**1 580**
Nombre de postes	20 283	671	1 060	1 467	8 674	8 411
Nombre de postes / établissements s	1,6	0,7	1,5	0,7	1,2	5,3

Source : RP 2015 - INSEE

Les établissements d'agriculture et de la construction sont les établissement où l'on compte le plus d'indépendants ou de non-salariés dont le chiffre de salariés / entreprise < 1.

À l'inverse, le niveau le plus élevé pour les administrations est dû aux quelques grands établissements (hôpital, lycée, …).

En démographie d'entreprises par type d'activités, les entreprises les plus représentées sont de très loin les entreprises relevant des activités des commerces et services (59%) suivis par les Ets de construction (16%), les administrations (12%).

Les établissements d'agriculture et d'industries « ferment la marche » avec respectivement 7% et 6% de l'ensemble.

Sources : Insee RP2015	Total	Agriculture	Industrie	Construction	Commerces et services	Administration publique
SCoT	**12 654**	**931**	**727**	**2 000**	**7 416**	**1 580**
Provence Verte	10 534	721	589	1 651	6 229	1 344
Part	*83%*	*77%*	*81%*	*83%*	*84%*	*85%*
Provence Verdon	2 120	210	138	349	1 187	236
Part	*17%*	*15%*	*19%*	*17%*	*16%*	*15%*

source : RP 2015 - INSEE

Les établissements de 0 salarié, soit des personnes autoentrepreneurs ou de professions libérales, ou agriculteurs **représentent la grande majorité des établissements** avec 9 861 établissements sur les 12654 que compte le territoire du SCoT, **soit 78%.**

Sources : Insee RP2015	Total	%	Agriculture	Industrie	Construction	Commerces et services	Administration publique
0 salariés	**9 861**	***78%***	**714**	**551**	**1 600**	**5 804**	**1 192**
1 à 9 salariés	2 352	***19%***	208	146	371	1 430	197
10 à 19 salariés	244	***2%***	8	22	23	115	76
20 à 49 salariés	134	***1%***	1	7	4	47	75
> 50 salariés	63	***0%***	-	1	2	20	40

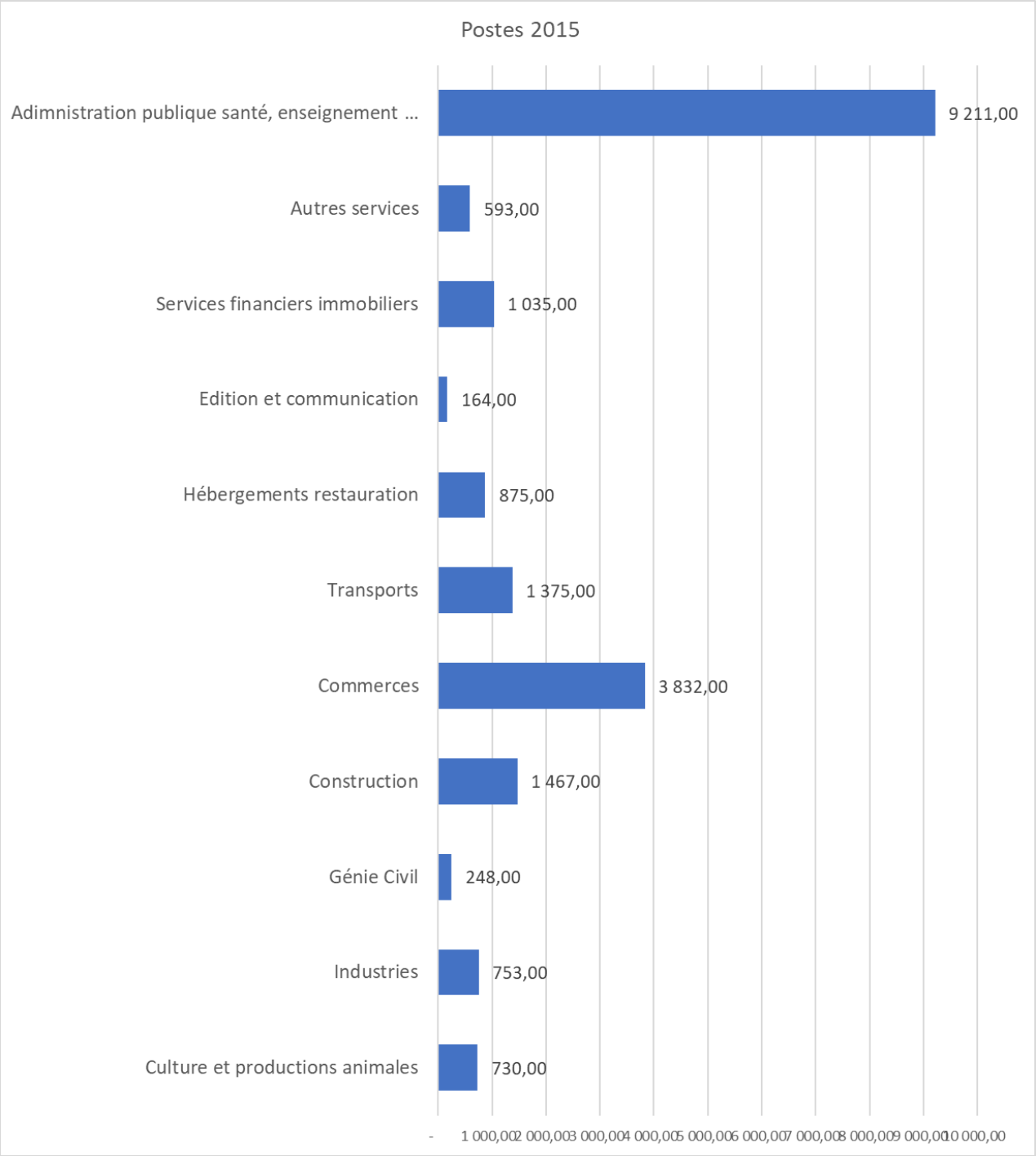
Source : RP 2015 - INSEE

- **Les filières**

L'offre économique globale du territoire

Comme vu précédemment, la part des activités productives est relativement faibles. La part de l'agriculture est mesurée (3,6%), juste supérieure à celle des industries (3,7%).

La construction est dans la norme avec 7,2%, comme les activités de transport (6 ,8%)/

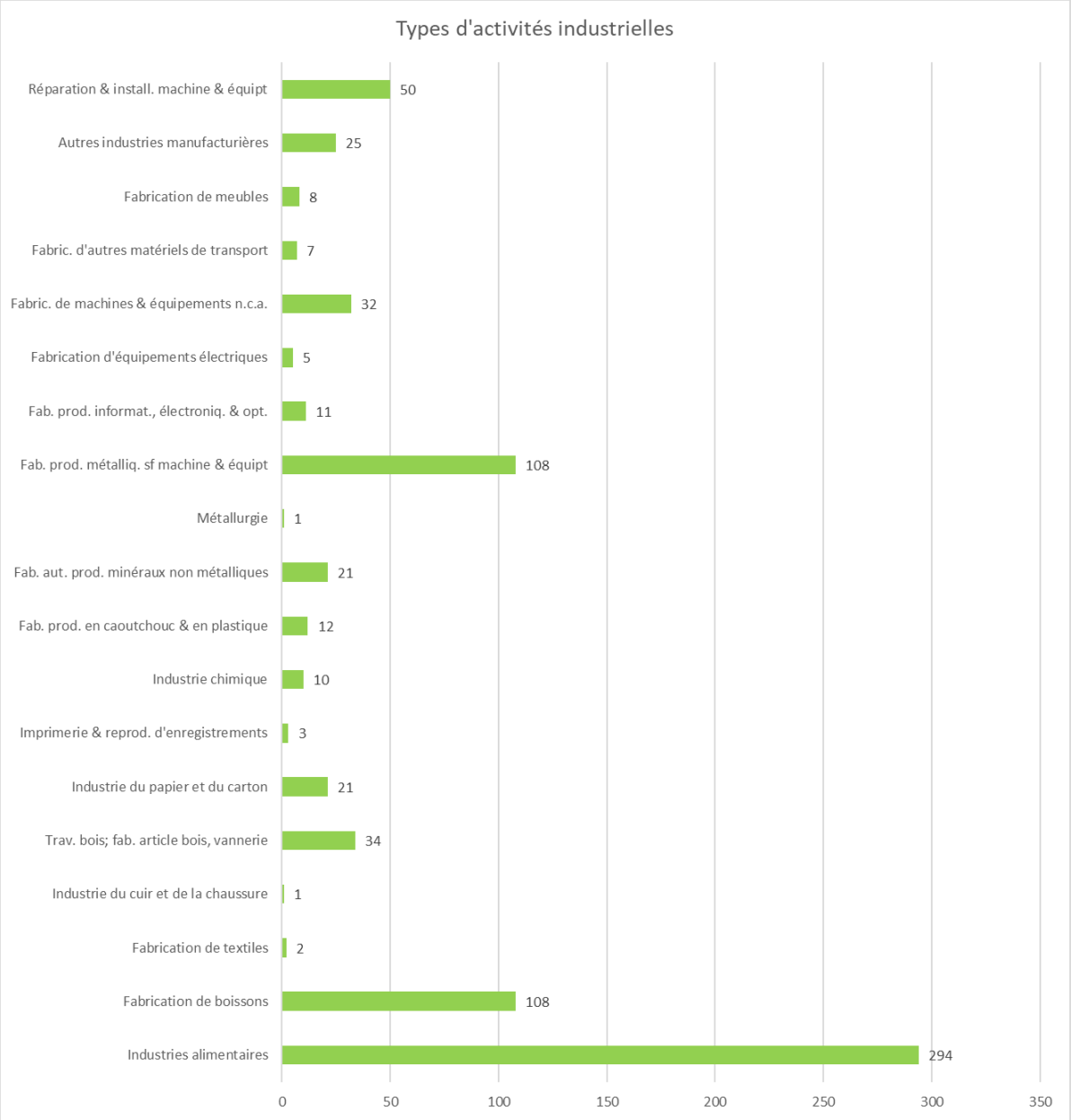


source : RP 2015 - INSEE

.

Zoom sur les activités industrielles

Les seules activités industrielles bien représentées sont les industries alimentaires et dans une moindre mesure la fabrication de produits métalliques, de machines et d'équipement.

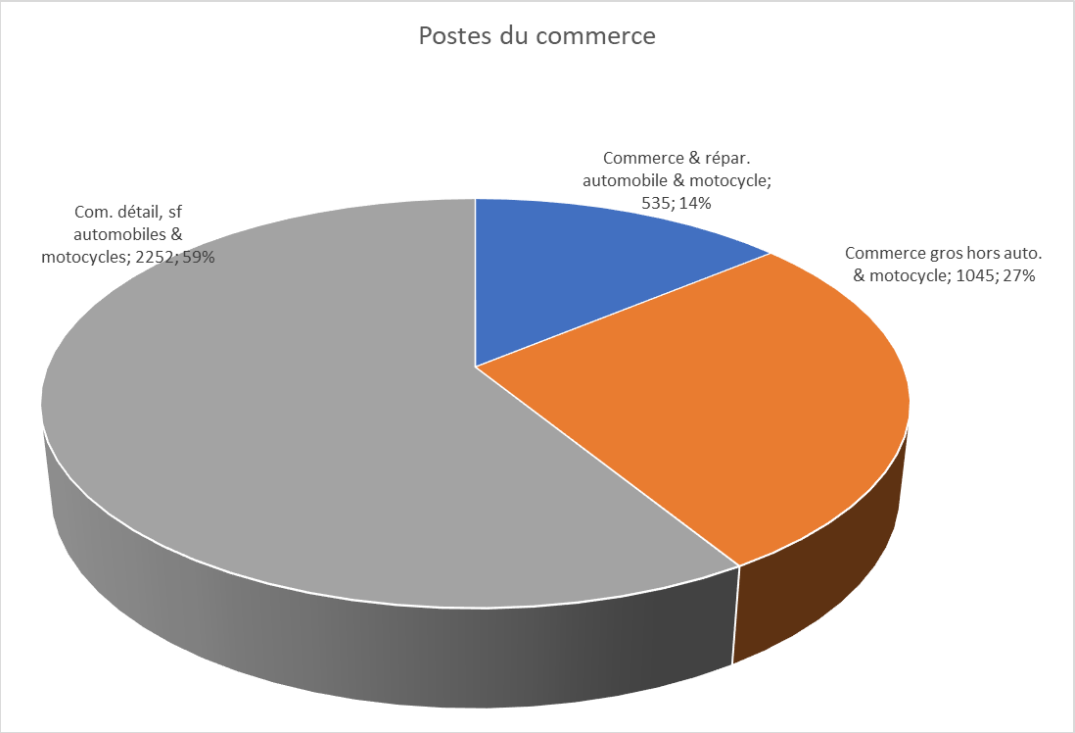


Source : RP 2015 - INSEE

Zoom sur le commerce

Avec 3 832 postes, soit 18,9% du total des postes existants sur le territoire du SCoT, le commerce constitue l'une des activités majeures de Provence Verte Verdon ..

Le commerce de gros représente 27% de ces emplois du commerce et le commerce de détail 73%, ce qui se situe dans la norme (le plus souvent 1/3 – 2/3).



source : RP 2015 - INSEE

Zoom sur les activités d'administration publique

Les activités d'administration publique représentent près de la moitié des postes salariés 31 décembre 2015., soit 45 ,4%.

Les postes majeurs concernent :

- L'enseignement : 2648 emplois (13% de l'ensemble des postes salariés)
- Administration publique : 1 910 emplois (9%)
- Action sociale : 1 335 emplois (7%)
- Activités pour la santé humaine : 1 268 emplois (6%)
- Hébergement médico-social et social : 1 250 emplois (6%)

VI.2. L'AGRICULTURE EN PROVENCE VERTE VERDON

Avec 23 400 hectares de Surface Agricole Utilisée (SAU) et 1 240 exploitations, la Provence Verte Verdon apparaît, en 2010 comme le premier territoire agricole du Var, concentrant près de 35% de la surface agricole du département[22].

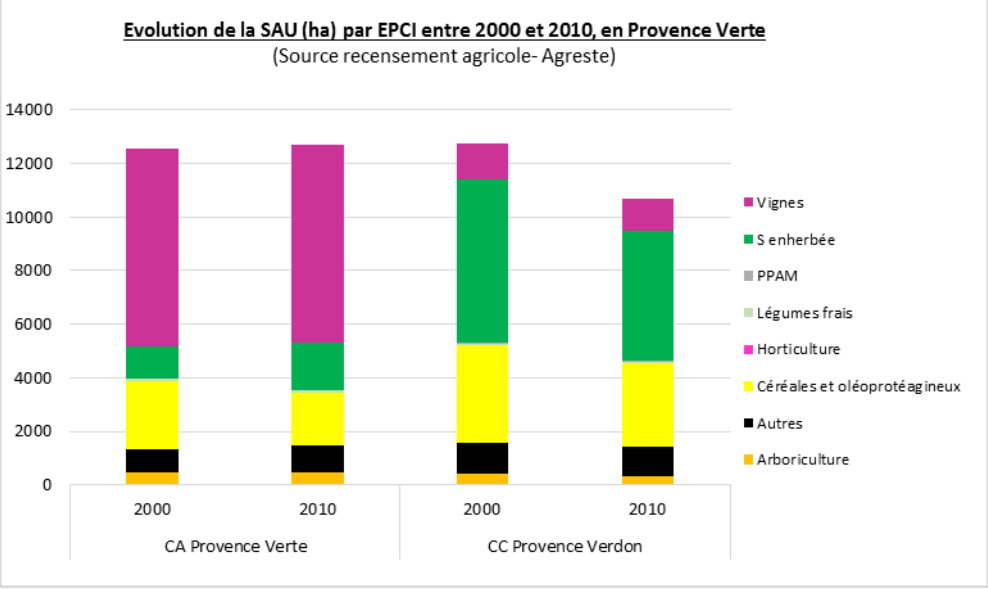
L'agriculture constitue une filière économique majeure du territoire, puisqu'elle emploie environ 1 400 personnes. Elle contribue par ailleurs à la qualité des paysages et participe significativement à la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue et à la prévention des risques naturels, en particulier inondations et incendies.

Les 4 bassins de vie du territoire ont un profil agricole très différent :

- **Provence Verdon,** qui concentre 46% de la SAU du territoire (environ 10 700 ha - 400 exploitations), est largement dominé par les surfaces en herbes et par les céréales et oléoprotéagineux.
- **Bassin de vie de Brignoles et Le bassin de vie de Saint Maximin** comptent respectivement 5800 et 4400 ha de SAU, surface largement dominée par la viticulture.
- **Val d'Issole, ne possède que 2 500 ha de SAU,** environ la moitié étant localisée sur la commune de la Roquebrussanne.

Les données d'évolution des SAU entre 2000 et 2010 montrent une diminution de l'ordre de 8% en 10 ans, principalement liée à une diminution des surfaces en Provence Verdon et dans une moindre mesure, sur le territoire du bassin de vie de Saint Maximin.

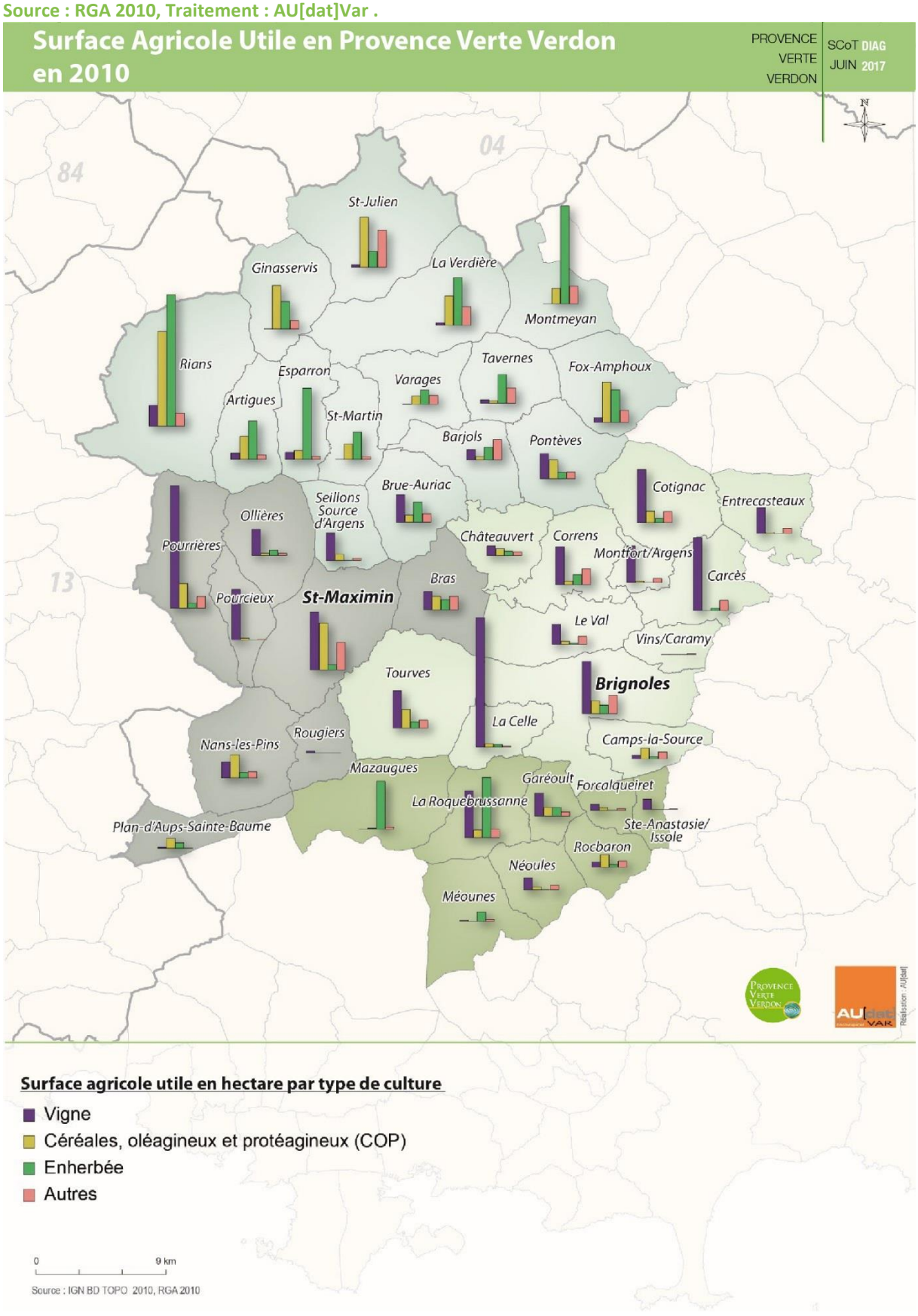
Figure 67 : Répartition de la SAU par type de culture en Provence Verte. Source : RGA 2010, traitement : AU[dat]



[22] *NB : L'essentiel des données quantitatives présentées est issue du Recensement Agricole qui comporte plusieurs limites :*

- *Toute donnée se rapportant à moins de 3 exploitations étant soumise au secret statistique, seules des données consolidées, à l'échelle des EPCI ou du SCOT ont pu être exploitées.*
- *Les surfaces recensées sont rattachées au siège d'exploitation de la commune. Ex : les surfaces qu'un agriculteur de Brignoles exploite au Val, sont recensées à Brignoles…*

Répartition de la Surface Agricole Utile par bassin de vie en 2010
Source : RGA 2010, Traitement : AU[dat]Var .

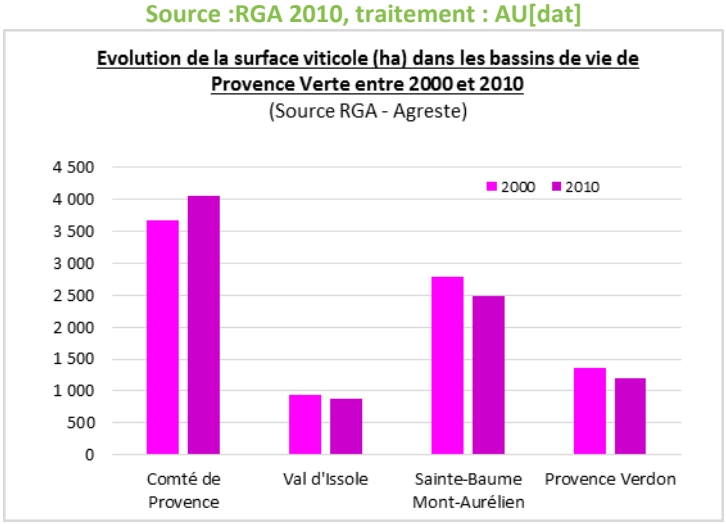


VI.2.1. Une agriculture assez peu diversifiée

- **La viticulture, une production stable et dominante**

Depuis 2000, la surface viticole, qui représente 37% de la SAU du territoire, est restée relativement stable (8 700 ha en 2000 – 8 600 ha en 2010). Elle s'est renforcée dans le bassin de vie de Brignoles (+10%), a régressé dans les 4 autres bassins de vie.

Evolution de la SAU viticole en Provence Verte Verdon entre 2000 et 2010.
Source :RGA 2010, traitement : AU[dat]



Cette filière économique se porte plutôt bien et tend à se renforcer. Elle bénéficie de 3 AOC (Coteaux d'Aix-en-Provence, Coteaux varois en Provence, Côtes de Provence), d'une forte image associée à la Provence et à la coopération viticole, et d'une bonne dynamique commerciale, en France comme à l'étranger.

Cette forte spécialisation de l'agriculture du territoire pourrait à terme être affectée par les changements climatiques qui devraient tendre à se renforcer : épisodes de sécheresse qui posent la question de l'adaptation des cépages actuels à ces stress hydriques et celle de la gestion de la ressource en eau, mais également épisodes climatiques extrêmes (grêle – inondations…), qui ont affecté la Provence Verte Verdon ces dernières années.

Enfin, notons qu'il existe un potentiel de production viticole AOC encore sous-exploité, que ce soit au sein des espaces agricoles (friches) ou naturels.

- **Les productions animales et céréalières en diminution**

En Provence Verte Verdon , l'élevage est généralement très extensif. Le pastoralisme (hors brûlage) peut contribuer au débroussaillement, utile dans la prévention du risque incendie de forêt.

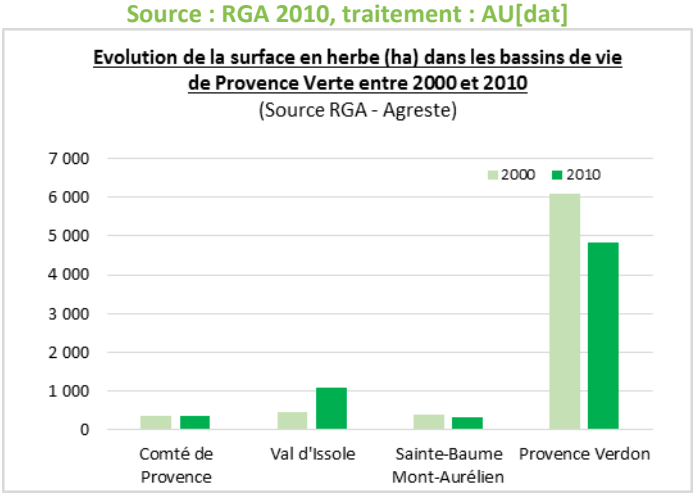
La filière élevage est présente sur tout le territoire avec une prédominance sur la Communauté de Communes Provence Verdon. La production animale (3900 équivalents gros bovins), dominée par la production ovine (72%), est majoritairement localisée dans le Nord du territoire. Elle accuse une baisse

importante d'activité (-34% du cheptel en 10 ans), la filière ovine souffrant en particulier d'un manque d'abattoir à proximité des lieux de production. Pour pallier à ce manque, un travail a été engagé depuis 2018 sur la mise en place d'un système d'abattage dans le Var. Un groupe d'éleveur s'est structuré sur Provence Verte Verdon, nommé « Abattoir Paysan de Provence Verte », et étudie un projet d'implantation sur St Maximin.

Parmi les motifs de recul de la filière, il s'agit également de la problématique de la prédation par le loup et des difficultés de renouvellement des générations. Sur ce dernier point, une étude « transmission », conduite sur l'intercommunalité Provence Verdon, a mis en avant ce problème.

Malgré un déclin observé du pastoralisme, un projet est en cour sur le territoire pour le favoriser. Ce projet intitulé « Viti-Pastoralisme » vise à démontrer la complémentarité entre les activités agricoles sur une même parcelle. Il pourrait avoir des conséquences positives pour l'avenir de la filière.

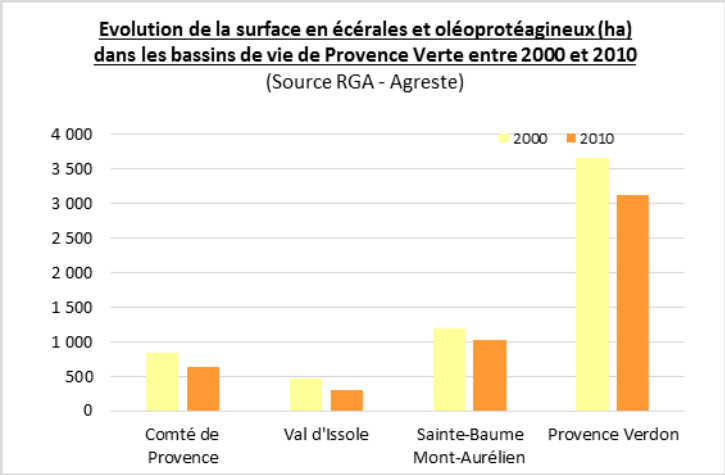
Évolution des surfaces enherbée en Provence Verte Verdon entre 2000 et 2010, Source : RGA 2010, traitement : AU[dat]



Malgré cette baisse d'activité, les surfaces enherbées n'ont chuté que de 9%, principalement dans le nord du territoire.

Particulièrement affectée par les réformes de la PAC, la production de céréales et oléoprotéagineux (près de 5 100 ha en 2010) est quant à elle, en net recul entre 2000 et 2010 en Provence Verte Verdon (-18%).

Evolution de la SAU des céréales et oléo-protéagineux en Provence Verte Verdon entre 2000 et 2010
Source : RGA 2010, traitement : AU[dat]



Les changements climatiques pourraient également avoir des incidences sur cette production (baisse des rendements – évolution des types de production).

- **D'autres productions à forte valeur ajoutée**

L'arboriculture, qui concerne **800 ha** en 2010, se concentre essentiellement dans les bassin de vie de Brignoles et de Barjols. Entre 2000 et 2010, la surface arboricole a chuté d'environ 7%. **L'oléiculture représente l'essentiel des surfaces arboricoles (673 ha en 2010).** Emblématique des paysages provençaux, elle est présente au sein des entités paysagères qui disposent de relativement peu d'espaces agricoles. L'oléiculture bénéficie d'une bonne diversité variétale, d'un signe officiel de qualité et représente un apport économique non négligeable pour les agriculteurs. En revanche, elle souffre d'une concurrence internationale importante et est particulièrement vulnérable aux maladies.

La production de légumes demeure assez faible sur le territoire de Provence Verte Verdon, avec seulement 143 ha en production en 2010 (156 en 2000). Le maraîchage représente un potentiel important, que ce soit pour répondre aux besoins de consommation de la Provence Verte Verdon ou à ceux des bassins voisins, plus urbanisés. Par ailleurs, ce type de production, sous réserve d'un potentiel irrigable, est assez bien adapté aux espaces agricoles en milieu péri-urbain.

La production de plantes pharmaceutiques, aromatiques et médicinales (PPAM) représente 31 ha et la production horticole seulement 7 ha.

Certaines productions « identitaires » sont exploitées par quelques agriculteurs : prunes de Brignoles, coing de Cotignac, pois chiche de Rougiers, châtaignes de Camps. Ces productions peuvent constituer des niches pour un développement futur.

- **Qualité, circuit court et diversification**

Sur les 1 240 exploitations que compte le territoire de la Provence Verte Verdon :

- **670** (54%) sont engagées dans des **démarches de signe officiel de qualité** (principalement

AOC, mais également agriculture biologique (AB) ou Indication géographique protégée (IGP)). C'est beaucoup plus que la moyenne départementale (49%), régionale (41%), ou nationale (40%). Notons que le territoire compte parmi ses communes Correns, 1er village bio de France. En dehors des 3 AOC viticoles précédemment évoquées, le territoire bénéficie de l'AOC « huile d'olive de Provence » et des IGP « Agneau de Sisteron » et « Miel de Provence ».

- Seulement **293** (24%) valorisent leur production via des **circuits courts**. Ce chiffre sous-estime probablement la part de la production agricole valorisée localement puisqu'il exclut de fait la production viticole des coopérateurs, commercialisée via les caves coopératives. Néanmoins, ce mode de commercialisation en circuit court répond à une demande sociétale forte et semble particulièrement destiné à se renforcer en Provence Verte Verdon pour servir les grands bassins de consommations voisins.

Par ailleurs, de nombreuses démarches sont organisées dans le Var pour soutenir la commercialisation en circuit court : Bienvenue à la ferme – Terres du Var – Marchés de Producteurs de Pays – Découverte des terroirs du Var - Associations pour le maintien d'une agriculture Paysanne – Points de vente collectifs – la Route des Vins…. L'usage des circuits courts pour la restauration collective devrait également se renforcer. En effet, le Département du Var souhaite les développer dans les collèges publics. Certains d'entre eux en sont d'ailleurs déjà actuellement à ce niveau. Depuis le 2 octobre 2018, la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable a été adoptée par le parlement, c'est la loi EGalim. Elle poursuit trois objectifs qui devrait favoriser cette perspective :

- payer le juste prix aux producteurs, pour leur permettre de vivre dignement de leur travail ;
- renforcer la qualité sanitaire, environnementale et nutritionnelle des produits ;
- favoriser une alimentation saine, sûre et durable pour tous.

- **121 exploitations** (10%) sont impliquées dans une activité de **diversification**, **majoritairement dans la Communauté de communes Provence Verdon**. D'une manière générale, cette activité intéresse surtout les exploitants agricoles de type « domaine » à fort pouvoir d'investissement (visites suivies de dégustation, expositions Art et Vin…) et assez peu les petits exploitants qui n'ont ni l'espace ni le temps nécessaires à consacrer à l'accueil touristique.

La Communauté d'Agglomération Provence Verte fait partie des 33 lauréats de l'appel à projet national 2017-2018 lancé par l'Etat (376 candidatures déposées) pour la mise en œuvre d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT). L'objectif étant d'impliquer les acteurs institutionnels, socio-professionnels et citoyens pour privilégier une alimentation locale, de saison et de qualité, accessible à tous.

Créés par la LAAF[23] en 2014, les PAT doivent répondre à l'enjeu d'ancrage territorial mis en avant dans le Programme National pour l'Alimentation et revêtir l'une des dimensions suivantes :

– sur le plan économique : structurer et consolider des filières en rapprochant offre et demande, maintenir la valeur ajoutée sur le territoire du PAT, contriber à l'installation d'agriculteurs et à la préservation des espaces agricoles ;

– sur le plan environnemental : développer la consommation de produits locaux de qualité, plutôt agroécologique, dont la production biologique, la préservation de l'eau et des paysages, la lutte contre le gaspillage alimentaire ;

– sur le plan social : participer à l'éducation alimentaire, la création de liens, l'accessibilité sociale, le don alimentaire, la valorisation du patrimoine.

Le PAT finalisé bénéficiera de la marque « PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL reconnu par le ministère de l'agriculture » et du logo associé.

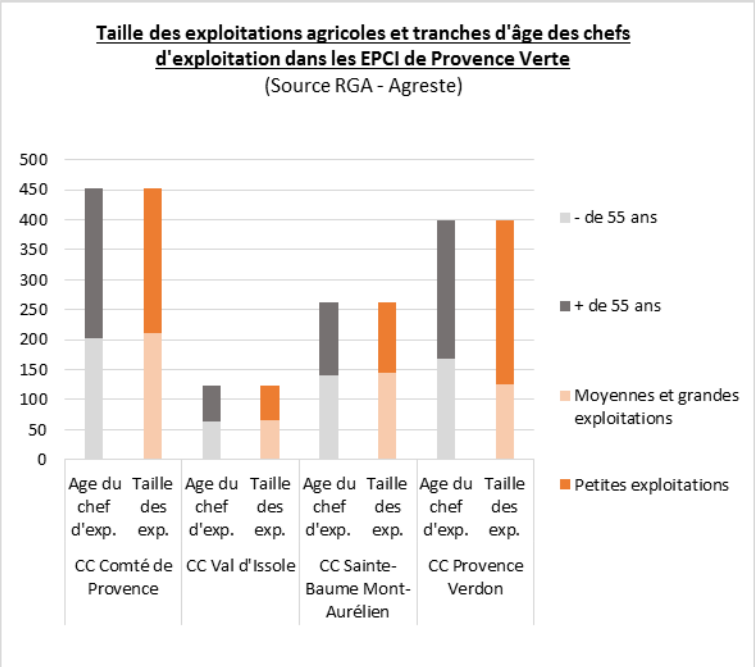
VI.2.2. Localisation et caractéristiques des exploitations

- **Localisation des exploitations**

Les agriculteurs sont plus nombreux dans les grandes plaines de l'axe est-ouest (Pourrières, Saint-Maximin, Tourves et Brignoles), également sur les communes de Barjols, Tavernes et Varages, et sur les zones viticoles (Carcès, Cotignac et Correns).
Ils sont peu nombreux dans les communes trop en altitude ou au relief difficile (Mazaugues, Plan d'Aups ou Méounes).
Le type de culture explique en partie cette répartition des agriculteurs et l'on remarque que les communes à dominante viticole rassemblent le plus grand nombre d'exploitants.

[23] *Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014*

- **Un tissu important de petites exploitations**



Parmi les 1240 exploitations, on recense **un nombre particulièrement important de « petites exploitations »,** c'est-à-dire ne pouvant générer plus de 25 000 euros de produit brut standard : 56% (693 exploitations pour 13% de la SAU). À l'échelle nationale, ces petites exploitations ne représentent que 36% des exploitations (7% de la SAU), en région PACA 47% (16% de la SAU) et dans le Var 52% (13% de la SAU). Leur part relative dans le tissu agricole diminue, illustrant ainsi leur fragilité (elles représentaient 60% des exploitations en 2000).

Aussi, même si ces petites exploitations ne représentent « que » 13% de la SAU en Provence Verte Verdon , leur disparition pourrait avoir une incidence considérable sur l'animation des villes et villages du SCoT.

Notons que **Provence Verdon** est le territoire le plus concerné puisque 69% des exploitations sont classées parmi ces « petites » exploitations (273).

Taille des exploitations agricoles et tranche d'âge des chefs d'exploitation dans les EPCI de Provence Verte Verdon , Source : RGA 2010, traitement : AU[dat]

- **Une présence plus forte dans les grandes plaines et les espaces viticoles**

Les agriculteurs sont plus nombreux dans les grandes plaines de l'axe est-ouest (Pourrières, Saint-Maximin, Tourves et Brignoles), également sur les communes de Barjols, Tavernes et Varages, et sur les zones viticoles (Carcès, Cotignac et Correns).

Ils sont peu nombreux dans les communes trop en altitude ou au relief difficile (Mazaugues, Plan d'Aups ou Méounes).

Le type de culture explique en partie cette répartition des agriculteurs et l'on remarque que les communes à dominante viticole rassemblent le plus grand nombre d'exploitants.

VI.2.3. Une dynamique démographique inquiétante

- **Un vieillissement des exploitants**

Phénomène probablement lié au précédent, la population agricole de plus de 55 ans en Provence Verte Verdon est relativement importante : elle concerne 54% des chefs et coexploitants contre 36% à l'échelle nationale. La situation parait particulièrement préoccupante en **Provence Verdon** puisque sur

ce territoire, la part des chefs d'exploitation de plus de 55 ans atteint désormais 58%. Cela signifie que l'on risque d'assister à un départ massif en retraite dans les prochaines années.

Sur l'ensemble du territoire, environ 40% de l'ensemble des exploitations n'ont pas de successeur connu, 471 exploitations. A Brignoles, cette problématique concerne 43 exploitations (63% des exploitations). La situation est également particulièrement préoccupante à Tavernes (37 exploitations), Saint Maximin la Sainte Baume (33), Barjols (31), Cotignac (27), Correns (23)…

- **Une variété d'exploitations et de modes de faire valoir**

On retrouve dans la réalité trois groupes d'agriculteurs, différents d'un point de vue structurel et économique : l'agriculture de type « entreprise », «traditionnelle » et « de loisirs».

- Les exploitations de type **« entreprise »** sont de taille importante (plus de 60 ha de vignes). Souvent achetées récemment par des investisseurs étrangers ou de riches familles de viticulteurs de la région, ces exploitations tendent à s'agrandir. Ce sont des caves particulières, qui bénéficient de moyens fonciers et financiers, investissant dans des replantations de nouveaux cépages et diversifiant l'activité par d'autres productions (oliviers, plantes aromatiques) ou/et par l'agritourisme. Les chefs d'exploitations sont des chefs d'entreprise qui s'entourent d'employés qualifiés. Ce type d'exploitation est sous forme sociétaire, consommateur d'espace, le plus souvent tourné vers l'export, porteur d'emploi et de qualité.
- Les exploitations de type **« agriculture traditionnelle »** sont de taille moins importante mais non négligeable (20-30 ha) et ne sont pas dans une logique d'agrandissement. Ce sont souvent des exploitations familiales qui apportent leur production en coopérative, ou qui ont une cave particulière. La main d'œuvre est familiale et l'amélioration du système d'exploitation est fonction du contexte économique de la filière et du dynamisme de la coopérative. Lorsque ces structures prédominent, le soutien de la coopérative s'avère vital. Ce type d'exploitation est dominant en nombre en Provence Verte Verdon , mais un glissement de ce modèle vers le modèle « entreprise » est en train de s'opérer, comme l'illustre l'évolution importante de la SAU moyenne des exploitations.
- Les exploitations de type **« loisirs »** sont gérés par des pluriactifs qui cultivent de petites parcelles, principalement pour leur consommation personnelle, ou réalisent quelques ventes à la ferme. L'agriculture de loisirs apparaît généralement dans les communes ayant un potentiel agricole faible, mais elle représente tout de même un enjeu important car elle permet de maintenir des surfaces en culture dans des zones où l'agriculture est maintenant marginale. Dans d'autres zones, souvent proches des pôles urbains, c'est la pression foncière qui fait passer des terrains agricoles dans les mains d'actifs urbains qui souhaitent garder autour d'eux une «ambiance agricole».

Trois modes de faire-valoir co-existent :

- Le **fermage** est le mode de faire-valoir le plus répandu en Provence Verte Verdon . Il concerne 60% de la SAU du territoire (51% en 2000), ce qui est bien plus important que sur l'ensemble du département (50%). Ce mode de faire-valoir concerne jusqu'à 68% de la

surface de du bassin de vie de St Maximin et 70% de la SAU de Provence Verdon. Anciennement plutôt exploitées en céréales, les terres détenues par des propriétaires non exploitants ont continué à faire l'objet de fermages malgré le passage en vignes.

Assez contraignant pour le propriétaire, ce mode de faire-valoir ne favorise pas les transactions et donc la mobilité des terres, ce qui peut parfois conduire les propriétaires à ne pas remettre leurs terres en fermage dans l'attente d'une possible vente, générant ainsi des friches agricoles dans les paysages. Aujourd'hui, de plus en plus d'agriculteurs tentent de se constituer un fonds propre d'exploitation.

- **Le faire-valoir direct** est en diminution en proportion de la SAU. Il concernait 41% de la SAU en 2000 et ne concerne plus que 34% en 2010. Il est surtout présent sur le bassin de vie de Brignoles (51% de la SAU), beaucoup moins dans les autres bassins de vie (23 à 29%).
- Le **métayage** est peu répandu dans le Pays, on en trouve plutôt dans les zones viticoles. Plus maniable que le fermage, ce mode de faire-valoir apparaît bien souvent comme le moyen de transmettre et installer progressivement, et est de ce fait à nouveau utilisé. Cependant, il n'est pas un moyen de location des terres à long terme puisqu'il implique de faibles cotisations sociales et de faibles retraites. Par ailleurs, une bonne répartition des charges et des prises de décisions entre propriétaire et métayer est nécessaire pour le maintien du potentiel de production des terres.

VI.2.4. Les grandes mutations observées des 10 dernières années

- **Une perte de 25 % du nombre d'exploitations en 10 ans**

En 2010, la Provence Verte Verdon compte **1 240 exploitations**, soit 26% de moins qu'en 2000 (perte de 436 exploitations).

Ces dix dernières années, c'est **Provence Verdon** qui a vu son nombre d'exploitations le plus fortement chute. Brignoles et Cotignac sont les deux communes les plus touchées par ce phénomène, avec une perte respective de 73 et 65 exploitations sur les 141 et 123 qu'elles comptaient en 2000.

Plusieurs éléments peuvent expliquer cette baisse importante du nombre d'exploitations :

- L'absence de reprise d'exploitations en difficulté, l'absence de transmission lorsque le chef d'exploitation a atteint l'âge du départ à la retraite. Les surfaces agricoles concernées ont pu bénéficier à l'agrandissement d'autres structures. Les petites exploitations sont probablement les plus concernées par ce phénomène.
- L'arrêt d'activité de certaines exploitations dans les espaces récemment urbanisés.

- **Une perte relativement modérée de 6% de la SAU en 10 ans**

Entre 2000 et 2010, la Provence Verte Verdon a perdu **1 900 ha de SAU** (soit une baisse de 8%). Même si importante, cette baisse a été relativement modérée par rapport à ce que l'on a pu observer dans le Var (-22%) et en région (-12%), plus proche de la moyenne nationale (-3%). Cette baisse correspond à une diminution de surfaces exploitées par les agriculteurs**.**

Par ailleurs, notons que les surfaces irrigables ont été particulièrement impactées puisqu'elles ont baissé de 32% entre 2000 et 2010, passant de 3 360 ha en 2000 à 2 280 ha en 2010.

C'est principalement dans les environs de Pourrières et de Saint Maximin la Sainte Baume que ces surfaces irrigables ont disparu, mais également dans les communes du bassin de vie Provence Verdon. Si ce phénomène est avéré, cette forte chute est particulièrement préoccupante, alors même qu'avec les perspectives de réchauffement climatique, l'irrigation risque de devenir un enjeu majeur pour la pérennisation de l'agriculture sur le territoire.

Plusieurs conséquences :

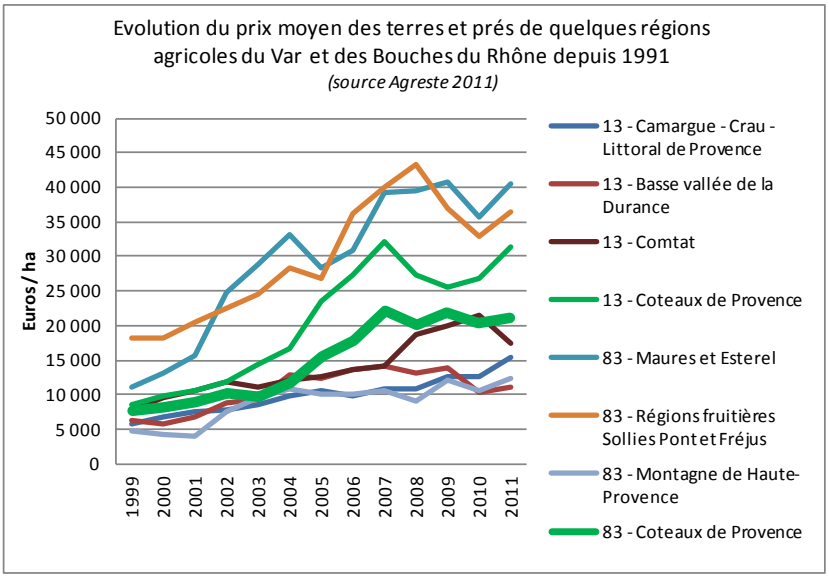
- Une augmentation de 25% de la SAU moyenne des exploitations : la forte baisse du nombre d'exploitations (-26%) constatée, corrélée à une plus faible baisse de la SAU (-8%) conduit à une élévation de la SAU moyenne par exploitant. : + 25% entre 2000 et 2010, passant de 15 à 19 ha par exploitation, principalement constatée en Bassin de vie de Brignoles et Val d'Issole.
- Une baisse de l'emploi agricole : alors qu'en France, en région et dans le Var, la perte d'exploitation (environ 25%) s'est accompagnée d'une perte d'emploi du même ordre (environ 20%), l'emploi agricole semble s'être mieux maintenu en Provence Verte Verdon (-9%).

Ceci peut probablement s'expliquer par la disparition d'une part importante de petites exploitations peu mobilisatrices d'emplois, mais également par la disparition essentiellement de surfaces céréalières, également assez peu mobilisatrices d'emplois.

VI.2.5. Une difficulté croissante à accéder au foncier en raison, notamment, du prix en augmentation

En 2011, la valeur marchande d'un ha de Côtes de Provence, dans la zone « coteaux », avoisinait les **30 000 euros / ha (20 000 euros / ha pour les terres et prés agricoles)**. Ce prix a globalement été multiplié par 2.5 entre 1999 et 2011, ce prix a probablement évolué à la hausse autour de 45 000€/ha.

Évolution du prix du foncier agricole entre 1999 et 2011,
Source : Agreste, traitement : AU[dat]



Outre la valeur agricole des terres, l'attractivité de la Provence Verte Verdon , que ce soit pour les actifs travaillant à l'extérieur de la Provence Verte Verdon ou pour l'achat de résidences secondaires, surtout au-dessus de l'A8, pèse indiscutablement sur le prix (concurrence entre les usages – spéculation foncière) mais aussi sur la disponibilité du foncier agricole.

En effet, on assiste à un **gel de certaines terres agricoles**, pourtant non constructibles. Ces terres, ne sont ni cédées (espoir d'une urbanisation future), ni mises en fermage (statut jugé trop contraignant pour le propriétaire).

Ceci a pour conséquence :

- **l'augmentation des surfaces laissées en friche** : friches périurbaines dans l'espoir d'une urbanisation future (zone d'influence d'Aix et de l'aire toulonnaise – Brignoles) ou reconquête par les espaces naturels (reforestation, « fermeture des paysages ») ;
- **la difficulté d'installation des jeunes agriculteurs**.

Pour lutter contre ce phénomène, plusieurs outils ont été développés ou mis en œuvre localement :

- Plusieurs **Zones Agricoles Protégées** (ZAP) ont été mises en place à La Celle, La Roquebrussanne, Pourrières, Pourcieux et Saint-Maximin. D'autres sont en projet comme à Pontevès et à Rougiers. A ce jour, ce sont environ 6 000ha de zones agricoles qui sont sécurisées sur la Provence Verte Verdon, territoire comprenant le plus de surfaces classées en ZAP dans le Var. Ces ZAP s'accompagnent de mesures en faveur de l'agriculture (entretien des chemins, animation foncière, recensement des terres en friches…) ;
- Pour consolider cette dynamique, l'Agglomération Provence Verte a déposé un dossier FEADER Foncier intitulé «*Pérenniser le socle agricole de la Provence Verte et contribuer à l'autonomie alimentaire du territoire*». Ce projet a pour ambition de mettre en place 10 nouvelles ZAP sur le territoire, d'animer les périmètres de ZAP existants afin de dynamiser l'agriculture notamment par la revalorisation du foncier en friche, de mobiliser le foncier agricole dans les périmètres de ZAP pour favoriser l'implantation de productions

alimentaires. Ce dossier, porté par l'Agglomération, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Var et la SAFER, est en cours d'instruction.

- La commune de **Mazaugues** projette la mise en place d'une Cabane pastorale dans le cadre de l'association transhumance hivernale.
- Des **Conventions d'Aménagement Rural** et **Conventions d'Interventions Foncières** ont été signées avec la SAFER dans l'objectif de lutter contre le développement de friches et de contribuer au développement de l'agriculture. Ces conventions permettent de disposer d'un observatoire foncier et d'une animation foncière. Elles permettent également de mettre en place différents outils, parmi lesquels, des conventions de mise à disposition, un soutien financier pour la remise en état de parcelles en friches, des incitations à la réalisation d'échanges, la cession de petites parcelles ou encore la préemption et le stockage de terrains.
- Sur la **Communauté de Communes Provence Verdon** la politique agricole en cours est le développement de filières du chanvre et de plantes aromatiques, le renouvellement des générations en agriculture ... . Sur la commune de Tavernes, il est à noter un projet d'aménagement foncier en collaboration avec la commune, le Département, la Chambre d' Agriculture et la SAFER.
- Sur la **Communauté d'Agglomération Provence Verte**, la politique agricole en cours est l'accompagnement à la mise en place d'aires de lavage et de remplissage, l'installation de nouveaux exploitants, l'accompagnement technique des maraichers pour consolider la filière …

La Chambre Départementale d'Agriculture du Var, en partenariat avec l'Etat, le Conseil Départemental, l'association des maires du Var, l'Association des maires ruraux, l'association des maires des communes forestières, et les deux autres chambres consulaires, ont élaboré une charte pour une reconnaissance et une gestion durable des territoires départementaux à vocation agricole qui décline plusieurs outils en faveur de la préservation des espaces agricoles (guide méthodologique pour le maintien du potentiel de production agricole, livre blanc des moyens d'action sur le foncier agricole, suggestion pour rédaction du règlement de la zone « A » des PLU).

VI.2.6. L'agriculture et l'environnement en Provence Verte Verdon

- **Fonction écologique**

Au-delà de sa fonction productive, l'agriculture joue également un rôle majeur dans la Trame Verte et Bleue en tant qu'espaces support de déplacement (corridor), espaces ouverts nécessaires dans le cycle de vie des espèces (alimentation) et zones tampons entre l'urbanisation et les cœurs de nature (voir partie TVB dans l'EIE).

Des dispositifs contractuels commencent également à être développés avec les agriculteurs pour l'entretien des milieux naturels notamment dans les milieux les plus sensibles (Natura 2000). Ainsi, des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) ont été mises en place notamment sur la commune de Fox-Amphoux, pour préserver les prairies naturelles permanentes et les prairies humides, mais aussi soutenir le maintien et l'entretien de haies et la création de mares.

Sur l'ensemble du territoire, certaines pratiques telles que le sylvopastoralisme, l'agropastoralisme (pâturage des vignes et des vergers), la réduction de l'emploi de produits phytosanitaires, mais aussi l'enherbement des vignes et/ou des oliveraies, se développent de plus en plus et contribuent fortement au maintien et au développement de la biodiversité. la mosaïque de petites parcelles, grâce notamment à l'organisation en structure coopératives oléicoles et viticoles, le maintien du réseau de restanques, la diversification des cultures, contribuent également à la biodiversité.

- **Qualité des paysages**

L'agriculture contribue également largement à la **qualité des paysages** de la Provence Verte Verdon et lui confère son identité et une part de son attractivité. Les plaines agricoles structurent le paysage et constituent des espaces de respiration au sein d'une matrice forestière dominante et des coupures d'urbanisation entre les noyaux urbains. **Le patrimoine bâti et traditionnel agricole** est également un élément fort du paysage : restanques, cabanons, murs de pierre, canaux d'irrigation.

Les phénomènes de déprise agricole constatés dans les zones de relief, de développement de l'habitat diffus, contribuent à la fermeture des milieux et constituent un risque pour la pérennité de la qualité des paysages du territoire.

- **Prévention des risques**

L'agriculture participe également à la **prévention des risques naturels** sur le territoire.

Les espaces agricoles jouxtant les cours d'eau jouent un rôle de Zone d'expansion des crues et participent ainsi à la prévention du risque inondation par écrêtement des crues.

Les espaces agricoles sont également souvent des zones tampons par rapport aux risques incendies et constituent des zones coupe-feu ou des coupures de combustibles permettant de cloisonner les massifs forestiers ou de limiter les risques sur les zones d'interface habitat/forêt. Le développement du sylvopastoralisme permet également de limiter la végétation inflammable.

- **Impacts environnementaux**

Les activités agricoles en Provence Verte Verdon peuvent néanmoins générer des impacts quantitatifs et qualitatifs sur la ressource en eau (voir EIE ; ressource en eau).

Le SDAGE Rhône Méditerranée a notamment identifié des problèmes liés à l'utilisation des pesticides par l'agriculture mais aussi pour les autres usages (jardinage) en fixant comme objectif de réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique notamment en zones agricoles. Il est également prévu de sécuriser les différentes phases de manipulation des pesticides en prévoyant les installations nécessaires (aires de remplissage et de lavages des engins agricoles). Les masses d'eau concernées sont : le lac de Carcès, l'Argens depuis sa source, l'Eau Salée, le Caramy et l'Issole.

- **Périmètres de protection des captages publics**

Un programme d'actions spécifiques en vue de la protection des eaux contre la pollution par les produits phytosanitaires du captage du Lac Sainte Suzanne a d'ailleurs été approuvé par arrêté préfectoral en 2012 (l'aire d'alimentation de ce captage est en effet classée en Zone Soumise à Contrainte Environnementale). Ainsi ce programme prévoit notamment la modification des pratiques agricoles : réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, développement de l'agriculture biologique; sens des labours, maintien de la couverture hivernale des sols.

VI.2.7. Les enjeux retenus pour le SCoT en matière d'agriculture

Le SCoT conçoit l'agriculture comme une activité économique à part entière, facteur d'identité et d'attractivité pour le territoire, contribuant à l'aménagement du territoire et à la qualité de l'environnement et des paysages. Les axes du pojet de SCoT retenus sont alors les suivants :

- Préserver le potentiel agricole
- Favoriser l'accès au foncier des agriculteurs
- Favoriser la diversité des activités et productions agricoles
- Renforcer la compétitivité de l'agriculture locale en dynamisant la commercialisation et en poursuivant les démarches de qualité
- Développer une agriculture plus respectueuse de l'environnement
- Valoriser le rôle d'entretien des espaces et paysages de l'agriculture
- Éviter les concurrences quant à l'usage du sol entre activités agricoles et production d'énergies renouvelables
- Mutualiser les compétences et développer la formation pour accompagner la mutation de l'agriculture
- Concilier activités agricoles et préservation de la biodiversité
- Encourager les activités agricoles jouant un rôle dans la prévention des risques
- Développer le foncier agricole

VI.3. DES FILIERES PORTEUSES D'AVENIR

VI.3.1. Le tourisme , une activité économique à part entière

« Est considérée comme touriste toute personne en déplacement hors de son environnement habituel pour une durée d'au moins une nuitée et d'au plus un an, pour des motifs non liés à une activité rémunérée dans le lieu visité. »

- **Clientèles et fréquentations**

Les chiffres clefs

La fréquentation touristique sur le territoire de la Provence Verte Verdon est évaluée à 522 000 touristes/an, ce qui représente près de 5,80 % des touristes du Var. La population attirée par notre territoire reste pour des séjours courts (sur un week-end) ou un peu plus étendus (entre 4 et 6 jours,

durée moyenne du séjour touristique : 5,1 jours). Tous modes confondus, ce sont près de 2,5 millions de nuitées qui sont réalisées sur le territoire, soit 3,75 % des nuitées du département.

À l'échelle du Var, près de 6% des séjours du Var se font en Provence Verte. Si l'afflux de visiteurs en saison estivale reste fort, la fréquentation sur les ailes de saison est en augmentation : été 51 %, printemps 25 %, automne 13 %, hiver 11 %.

Un tourisme provenant de diverses régions

Les facteurs d'attractivité sont d'abord l'héliotropisme (28% des réponses) suivis de l'attractivité générée par la famille ou les amis, puis viennent les résidences secondaires (16 %). La Provence Verte Verdon n'est une destination de découverte que pour 13% des touristes.

Plus des ¾ des touristes arrivent du territoire national (88 %).Cependant, plus précisément, seulement trois régions représentent 70 % de ces séjours : Paca 38 %, Ile de France 20 %, Rhône-Alpes 13 %, et seulement 12 % des visiteurs de la Provence Verte Verdon sont d'origine étrangère. L'afflux de population résidant hors des frontières de l'Etat vient majoritairement de cinq pays représentent plus de ¾ de ces séjours étrangers : Belgique 39 %, Pays-Bas 11 %, Royaume-Uni 10 %, Allemagne 8 % et Italie 8 %.

La clientèle touristique de la Provence Verte Verdon est essentiellement constituée de familles ou de cercles restreints d'amis : 83% des séjours.

Les séjours sont organisés pour près des ¾ (74 %) dans le secteur non-marchand (résidences secondaires, famille, amis …).

Les motivations du séjour sont liées pour une part au lieu du séjour, puisque 54 % des séjours ont pour objectif la visite de famille/amis. En revanche, près de 39 % ont pour but les loisirs (principalement : repos, randonnée, visite de villages/sites) et seulement 3 % pour des motifs professionnels.

- **Contribution du tourisme et des loisirs à la richesse locale**

Le tourisme est un vecteur de développement économique. Il apporte une valeur ajoutée non délocalisable et participe aux dynamiques économiques internes du territoire, notamment au travers de la consommation locale, des commerces locaux, artisanat et de services du territoire. La promotion touristique est également un outil de communication et de marketing territorial : en valorisant la destination touristique Provence Verte, c'est l'ensemble du territoire que l'on valorise auprès des visiteurs comme des habitants avec pour conséquence un gain d'attractivité.

Les apports directs sur le territoire peuvent être chiffrés, la dépense moyenne par personne et par jour d'un visiteur de la Provence Verte Verdon est estimée à 45 € (98 € dans le secteur marchand et 27 € dans le secteur non marchand) soit une augmentation de 33 % par rapport au chiffre de 2003.

Ces dépenses se répartissent de la sorte : hébergement 50 %, nourriture 21 %, transport (hors frais de transport pour venir en Provence Verte Verdon et en repartir) 16 %, loisirs 8 %, biens durables 5 %[24].

Aux vues du nombre de nuitées annuelles et de la dépense moyenne/personne/jours, les retombées

[24] Source: étude clientèle CG-ADT 2012

économiques du tourisme en Provence Verte Verdon peuvent donc être estimées à 112,5 millions d'euros.

En 2005, le tourisme représentait 19,6 % de la richesse du territoire du SCoT. On peut donc avancer, en lien avec les études mentionnées précédemment, que ce chiffre dépasse désormais les 20 %[25].

On compte 649 structures professionnelles du tourisme recensées en 2012 par l'Office de Tourisme de la Provence Verte, dont les principaux secteurs d'activités sont : la restauration (145), l'hébergement privé ,chambres d'hôtes (126), les caves et domaines viticoles (96), les métiers d'art (83) et enfin, les activités sportives ou de pleine nature (69), sachant que ce nombre n'inclut qu'une faible partie des loueurs de meublés, dont les réservations, durant la période estivale, ne désemplissent pas.

- **Les impacts du tourisme sur le territoire**

En moyenne, la population de la Provence Verte Verdon peut croître de plus de 40 % en été. Cette fréquentation touristique a des répercussions en termes de transport, de consommation d'eau et de production de déchets dont l'évaluation reste floue.

- **Les secteurs de développement de l'offre touristique**

Le tourisme vert

La position géographique de la Provence Verte Verdon lui permet de développer une identité propre vis-à-vis de la côte méditerranéenne. Point de passage pour accéder au Verdon, ce territoire possède de réels atouts liés à son environnement. Son réseau hydrographique comporte des pièces maîtresses pour le développement du tourisme nature telles que le fleuve Argens et le Lac de Carcès, potentiellement plan d'eau touristique du territoire mais inexploitable à ce jour. Ces développements touristiques dont 30 km sont navigables en Canoë-kayak, se doivent néanmoins d'intégrer les critères de protection et de respect des zones humides et des ripisylves.

Les reliefs du territoire offrent également des possibilités d'activités touristiques telle que randonnée pédestre avec 45 circuits balisés FFRP soit 361,5 km ou Vélo Tout Terrain – 30 circuits labellisés FFCT soit 394 km – ou encore des sites d'escalades : Vallon Sourn et Carcès soit 250 voies de tous niveaux.

Les voiries de faibles circulations à proximité des agglomérations possèdent un réel potentiel pour des circuits cyclotouristiques, ainsi il existe 5 circuits départementaux. Le Département du Var développe un projet de création de Vélo-route / voie-verte sur le réseau européen reliant Cadix à Athènes grâce à une voie des Réseaux Ferrés de Provence désaffectée. Cet itinéraire se nomme Eurovélo 8 (EV8). Cette ancienne voie ferrée, actuellement en piste stabilisée dessert le Nord du territoire de Provence Verte Verdon et pourrait irriguer les communes par une activité touristique respectueuse de l'environnement.

Une dizaine de centres équestres co-existent et répondent à un secteur marchand touristique mais également à une clientèle locale. 2 Golfs à Brignoles et Nans les Pins permettent de diversifier la typologie de la clientèle touristique.

[25] Source: étude Laurent Davezies/ L'oeil – 2009

Ces activités sont encore à développer en favorisant la cohabitation des pratiques et le respect de l'environnement.

Le patrimoine culturel

Avec 13 musées et expositions permanentes dont le Musées du pays brignolais, Musée de la glace, des faïences de Varages, du santon, … et plus particulièrement grâce à la labellisation « Pays d'Art et d'Histoire » obtenue en 2005, ce territoire développe un atout supplémentaire pour conforter sa dimension touristique culturelle.

On y note la présence de sites incontournables tels que la Basilique de Saint-Maximin et le Massif de la Sainte-Baume, la vieille ville de Brignoles, une dizaine de châteaux dont ceux d'Entrecasteaux, de Saint-Martin, de Pontevès et de Vins, le rocher de Cotignac, le circuit des fontaines de Barjols, … L'ensemble de ce gisement patrimonial est en cours de structuration afin de le mettre en valeur, de concourir à une professionnalisation des personnels d'accueil et à une mise en réseau pour sa promotion touristique.

Cependant, à ce jour, cette offre culturelle est encore difficile à vendre car elle souffre de problèmes de fonctionnement liés à son harmonisation et à son accès, notamment pour la valorisation du tourisme cultuel.

- **Enjeux du tourisme en Provence Verte**

Des atouts diversifiés

- un territoire de qualité, une image de poumon vert
- une identité affirmée face au littoral
- bonne accessibilité pour être un terrain de jeu pour les agglomérations voisines
- bonne desserte routière et point de passage obligé du département
- une économie touristique à affirmer autour des activités
- patrimoine riche (label PAH)
- intercommunalité en place
- mobilisation des acteurs
- politique de Marque Territoriale avec animation des professionnels
- une réelle identité du territoire
- saisonnalité moins marquée qu'ailleurs et une offre toutes saisons
- une centrale de réservation
- un territoire d'animation

Des freins puissants

- pas d'atout majeur
- répercutions de l'image négative de la Côte d'Azur
- contraintes foncières
- difficile cohabitation de certains usages
- hôtellerie de petite capacité
- surcapacité en chambres d'hôtes

- perte de qualité sur les meublés
- nature peu accessible aux familles et pas d'offre « enfants »
- manque d'un équipement structurant
- pas de plan d'eau à vocation touristique
- mauvaise communication entre les acteurs
- manque d'implication des acteurs dans le tourisme
- un positionnement à affirmer

Des menaces

- banalisation du tourisme vert
- une destination noyée dans l'offre varoise
- économie souterraine
- pression foncière
- faire de tout, ne pas faire de choix
- se priver d'une nécessaire cohérence
- une concurrence touristique élevée

Des opportunités

- affirmer une identité et un positionnement autour des activités de pleine nature et du patrimoine
- une région vivante et authentique
- faire du territoire un point de passage voulu et non subi
- poursuivre le développement des APN
- exploiter l'aspect identitaire, culturel
- travailler en réseau pour décloisonner les hommes et les filières
- développer la formation

VI.3.2. Le Patrimoine : Le Pays d'Art et d'Histoire

- **Un gisement patrimonial riche et diversifié**

Le patrimoine est riche et diversifié en Provence Verte Verdon : grottes ornées du Néolithique, dolmens des Adrets, sites gallo-romains, Villae du Loou à La Roquebrussanne, Trophée de Marius, Voie Aurélienne, nombreux oppida, Collégiale de Barjols, monuments des Templiers, patrimoine vernaculaire... et friches des activités industrielles des tanneries et des sites d'extraction de Bauxites délaissés dans les années 80.

Le Pays de la Provence Verte Verdon est un véritable réservoir de monuments patrimoniaux dont les 4 sites patrimoniaux cultuels « phares » sont Notre Dame des Grâces à Cotignac (100 000 visiteurs/an), la Basilique de Saint Maximin (100 000 visiteurs/an), l'Abbaye de La Celle (23 000 visiteurs/an) et le Site de la Sainte Baume (360 000 visiteurs/an).

Des abris peints du Chalcolithique au garage atelier dessiné par Le Corbusier, le patrimoine de « La Provence Verte Verdon » est riche de diversité. Fort de ces atouts patrimoniaux, le Label « Villes et Pays d'Art et d'Histoire » (PAH) est accordé par la Commission Nationale. Cette démarche se concrétise par une Convention du Pays d'art et d'Histoire signée le 02 mai 2005 avec l'État.

- **Un outil de valorisation en plein essor**

Le Pays d'Art et d'Histoire porté par le SMPVV développe un projet culturel axé sur une politique :

- **de connaissance et de protection de l'architecture et du patrimoine** :
  - missions d'identification du patrimoine bâti avec le centre PARTIR et l'école d'architecture de Marseille Luminy ;
  - mission d'inventaire en partenariat avec le Service régional de l'Inventaire ;
  - encouragement à l'étude de SPR (Site Patrimonial Remarquable) anciennes ZPPAUP (zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager) et AVAP (dispositif des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine);
  - édition des « Cahiers du patrimoine ».

- **d'animation et de développement du tourisme culturel** :
  - mise en place de visites-conférences ;
  - conception de circuits historiques dans les communes ;
  - site Internet www.la-provence-verte.org avec une partie spécifique sur la découverte du patrimoine.

- **d'actions de sensibilisation des habitants à leur patrimoine** :
  - création d'un service éducatif ;
  - mise en place de l'animation « Un dimanche en Provence Verte Verdon » ;
  - participation aux manifestations nationales (Journées du patrimoine…).

La volonté de « La Provence Verte Verdon » de s'inscrire dans le réseau national « Villes et Pays d'art et d'histoire » se traduit par l'utilisation du label pour :

- Mieux connaître en favorisant la recherche, parfois en l'initiant, et surtout en centralisant la documentation existante au sein d'un centre de ressources ;

- Sensibiliser la population pour créer une prise de conscience collective de la richesse du patrimoine local ;
- Valoriser l'existant pour encourager les actions de remise en état du bâti dans un souci de protection, en apportant une aide technique ;
- Structurer pour organiser une offre cohérente d'actions à proposer à l'ensemble du territoire ;
- Diffuser en mettant à la disposition du public les clés nécessaires à la bonne compréhension de la culture et du patrimoine local ;
- Coopérer en favorisant la création de contacts dans un but de partage d'expériences et de savoirs ;
- Exploiter en utilisant le patrimoine comme support d'une activité mais dans un souci permanent de conservation.

Cette volonté affichée dévoile deux grands objectifs :

- Le **renforcement de l'identité locale** par la valorisation du patrimoine et la sensibilisation à l'architecture : la labellisation du territoire permet la mise en place d'actions pour la population locale afin de développer une sensibilisation et une meilleure connaissance de l'architecture et du patrimoine. Sa valorisation concrétise encore plus cette réappropriation. Cela facilite un renforcement de l'identité locale, nécessaire pour que le territoire garde son authenticité et préserve son originalité ;

- Une **valorisation globale du territoire par l'image culturelle** : si l'image provençale est forte et déjà valorisante pour le pays, l'image culturelle née du projet de Pays d'Art et d'Histoire, est un atout supplémentaire en termes de développement et de promotion. Cette image renforce l'identité globale du pays. Elle donne à chacun des éléments qui le composent la sensation d'appartenance à un tout : la Provence Verte.

Les Villes et Pays d'Art et d'Histoire s'engagent à développer une politique culturelle et touristique en articulant le patrimoine et les équipements culturels. Cette politique culturelle se décline notamment par :

- la sensibilisation des habitants et des professionnels à leur environnement et à la qualité architecturale, urbaine et paysagère ;
- la présentation du patrimoine dans toutes ses composantes et promotion de la qualité architecturale ;
- l'initiation du public jeune à l'architecture, à l'urbanisme, au paysage et au patrimoine ;
- l'offre au public touristique de visites de qualité par un personnel qualifié.

Le PAH a comme objectif la création d'un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP). Le Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine est :

- pour la collectivité territoriale, un lieu d'information et de présentation des enjeux de l'évolution architecturale, urbaine et paysagère ;
- pour les habitants, un lieu de rencontre et d'information sur les activités de valorisation du patrimoine et les projets urbains et paysagers ;
- pour les touristes, un espace d'information donnant les clés de lecture du pays ;
- pour les jeunes, un support pédagogique dans le cadre des ateliers d'architecture et du patrimoine.

Véritable lieu de ressources et de débats, le Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP) est un équipement de proximité conçu de manière originale. Il présente une exposition permanente didactique sur l'évolution du pays et les principales caractéristiques de son architecture et de son patrimoine. Le CIAP développe une scénographie originale de manière à mieux faire comprendre le pays aux visiteurs, leur donner l'envie d'en connaître plus et découvrir par eux-mêmes

les différents aspects évoqués de l'identité du Pays d'Art et d'Histoire. Des expositions temporaires et des conférences prenant en compte l'actualité de l'architecture et du patrimoine sont régulièrement organisées.

À la vue de ces actions et de la volonté affirmée de « La Provence Verte Verdon » de mieux valoriser son patrimoine culturel, le SMPPV a donc pris conscience de l'importance de développer une politique pluriannuelle d'animation et de sensibilisation de la population locale (tout particulièrement des jeunes) pour appréhender, redécouvrir et protéger son patrimoine.

Du point de vue du SCoT, un CIAP représente un vecteur de communication et de sensibilisation pédagogique sur les orientations que le document d'urbanisme développe. L'impact positif des actions de valorisation du patrimoine sur l'économie locale a été en partie quantifié dans une étude menée par le Pays d'Art et d'Histoire de la Provence Verte Verdon. Elle fait apparaître en substance que les retombées en termes d'emplois s'élèvent à plus de 1000, directs et indirects, et qu'en termes de retombées économiques, celles-ci s'élèvent à plus de 8 millions d'euro (Données sous-évaluées en raison du manque de retour d'informations).

Les actions de restauration et de préservation engagées par les communes ou les intercommunalités sont nombreuses. En 2009, les communes ont attribué plus de 2 millions d'euros à la restauration du patrimoine bâti.

- **Enjeux et perspectives du patrimoine**

L'enjeu principal est de faire de la culture un élément dynamique du développement territorial. Ceci se décline par un projet global à l'échelle du territoire, s'appuyant sur des équipements structurants et permettant l'émergence d'un réseau avec les structures et les collectivités.

Les enjeux sont de développer les offres culturelles là où elles sont absentes et/ou d'en faciliter l'accessibilité. Cette offre gagnerait à se professionnaliser, à se former pour améliorer qualitativement les services rendus.

- **Les enjeux/objectifs sont donc les suivants**

- Renforcer les services de bibliothèques-médiathèques ;
- Développer l'offre d'enseignement musical ;
- Soutenir les structures professionnelles de création et de diffusion ;
- Problématique des structures muséales du territoire ;
- Installation d'un multiplex cinématographique sur le territoire ;
- Développer l'offre d'évènementiels culturels sur le territoire ;
- La valorisation du patrimoine doit participer au développement économique du territoire ;
- La valorisation des centres anciens des villages ;
- Placer le Pays d'Art et d'Histoire au cœur de la réflexion.

VI.3.3. La croissance verte (énergies renouvelables, eau, carrières, bois…)

Bénéficiant d'un ensoleillement et de courants d'air importants, plusieurs collectivités de la Provence Verte Verdon ont souhaité encourager le développement des énergies renouvelables. Des projets ambitieux ont ainsi émergé au cours des dernières années générant de nouveaux emplois et de nouvelles ressources.

Ainsi, de nombreuses communes ont développé des projets d'installation photovoltaïques et d'éoliennes – voir par ailleurs precision de l'Etat initial de l'environnement.

L'installation de plusieurs champs d'éoliennes et le projet d'installation, sur la partie nord de Nicopolis, de 18 000 panneaux photovoltaïques (soit une couverture de 3 ha au total). D'autres projets sont également en cours d'étude pour poursuivre le développement de ces installations sur d'autres communes.

Le développement de filières bois construction ou énergie ou bien encore l'hydraulique, constitue également des pistes à envisage dans la stratégie de developpement économique de Porvence Verte Verdon.

VI.4. Les pôles économiques du territoire (SMPPV)

Le territoire de la Provence Verte Verdon compte 29 zones d'activités existantes, hors projet de création. Ces 29 zones représentent 332 hectares de foncier d'accueil et de développement des activités, des entreprises et des emplois :

Types de surfaces	Surfaces occupées	Disponibilités
ZAE centrales	200	
ZAE Relais	84,5	2
ZAE Communales	47,7	7,8
Total dispositif	332,2	9,8

La communauté d'agglomération de la Provence Verte comprend la grand majorité des zones d'activités et la communauté de communes Provence Verdon, ne compte aucune zone relais ou centrales mais uniquement des zones communales.

Types de surfaces	Surfaces occupées	Disponibilités
CA Provence Verte	318,2	9,8
CA Provence verdon	14	0
	332,2	9,8

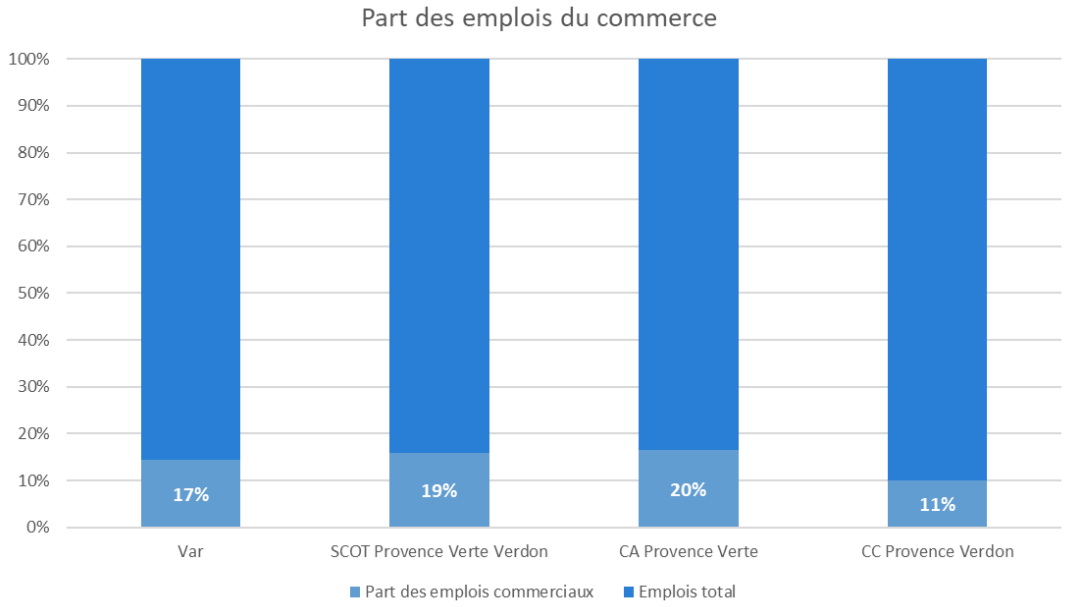
Ainsi que les chiffres le démontrent, le territoire du SCoT est en panne d'offre de foncier d'activités, d'autant que la grande majorité des disponibilités (7,7 ha pour 9,8ha soit 80% environ) se situe dans des zones communales (artisanales le plus souvent voire tertaires) donc en dehors des standards du marché pour des entreprises de taille moyenne à grosse.

Communes	EPCI	Nom de la ZAE	Surface actuelle de la ZAE (ha)	Surfaces mobilisables dans la ZAE avant arrêt révision SCoT (hors PC en cours)
Brignoles	CA PV	Nicopolis	200	0
Sous total ZAE Centrales			***200***	***0***
Saint Maximin	CA PV	Chemin d'Aix	23	0
Brignoles	CA PV	Consacs	38	0
Brignoles	CA PV	ZA le Plan	15	0
Tourves	CA PV	Les Ferrages	6,5	2
Carcès	CA PV	Les Praderies	4	0
Sous total ZAE Relais			***86,5***	***2***
Brignoles	CAPV	ZA Les Censiés	2	0,5
Pourrières	CA PV	ZA Pourrières	3	
Correns	CA PV	ZA Correns	0,5	
Rougiers	CA PV	ZA Rougiers	1,5	
Cotignac	CA PV	ZA Loup à Loup	2,5	1,8
Camps la Source	CA PV	Les Cavières	3	
Garéoult	CA PV	ZAC Le Tilleul	2	
Néoules	CA PV	ZA Néoules	2	
Forcalqueiret	CA PV	Les Fontaites	6	0,5
Mazaugues	CA PV	ZA de Mazaugues	5	0,5
Sainte Anastasie	CA PV	ZA Les Négadisses	1	
Saint Maximin	CAPV	ZA Distillerie	13	4,5
Tavernes	CC PV	Le Roucasset	3	
Barjols	CC PV	Les Gavottes partie artisanale	1	
Barjols	CC PV	Les Carmes	1	
Barjols	CC PV	Bourgneuf (Tanneries)	1,5	
Brue-Auriac	CC PV	Saint Esteve	2,5	
Pontevès	CC PV	Clos de Panse	1,5	
Varages	CC PV	Les Faienceries	1	
Montmeyan	CC PV	Les Brégous	1	
Rians	CC PV	Sainte Catherine	0,5	
Saint Julien	CC PV	Saint Pierre	1	
Sous total ZAE Relais			***55,5***	***7,8***
TOTAUX			**342**	***9,8***

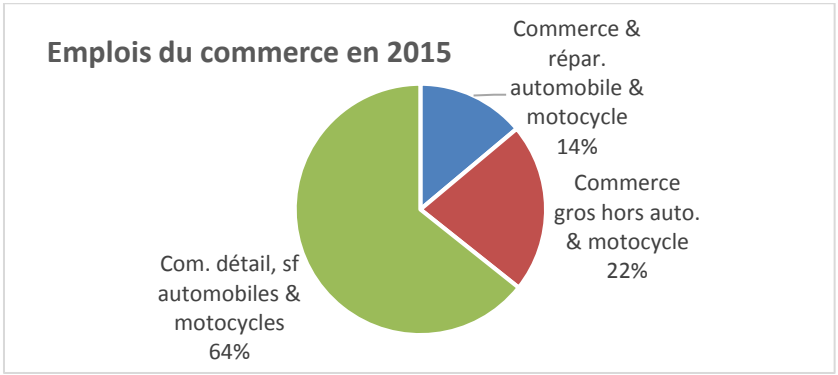
VI.5. L'ACTIVITE ET L'APPAREIL COMMERCIAL DE LA PROVENCE VERTE VERDON

VI.5.1. L'importance du commerce dans l'économie générale du territoire

L'emploi dans le commerce contribue pour 19% des emplois du SCoT, contre 17% pour dans le Var. le commerce de détail , hors commerce de gros et réparation-vente automobiles, contribue à 11% des emplois salariés du territoire



Les emplois du commerce se répartissent à 64% pour le commerce de détail hors automobiles et cycles, 14% pour commerces automobiles et cycles et 22% pour le commerce de gros :



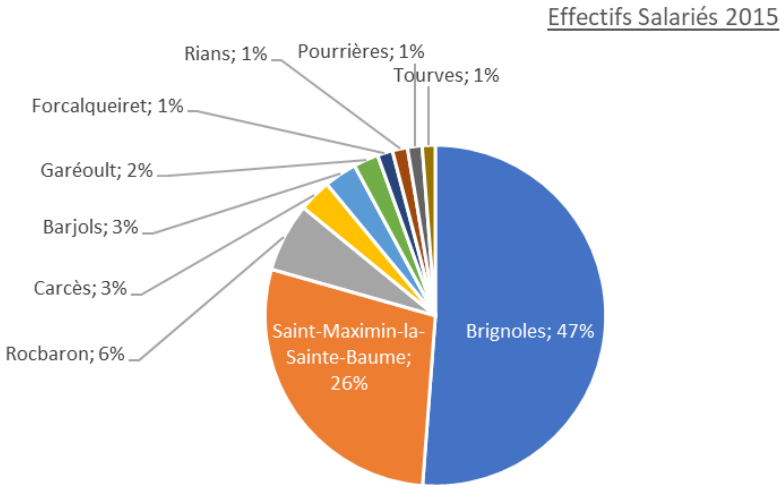
Sur les 8 dernières années, l'évolution de +6% de l'emploi dans les activités de commerce entre 2007 et 2015 est cohérente avec celle de l'emploi total sur la même période *(7%) :*

Effectifs salariés	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros, intermédiaires	Commerce de détail hors automobiles et cycles	Total des effectifs salariés
2007	636	1 060	1 933	3 629
2015	535	1 045	2 252	3 832
2007-2015	-16%	-1%	17%	6%
Var 2007-2015	*-9%*	*-7%*	*4%*	*0%*

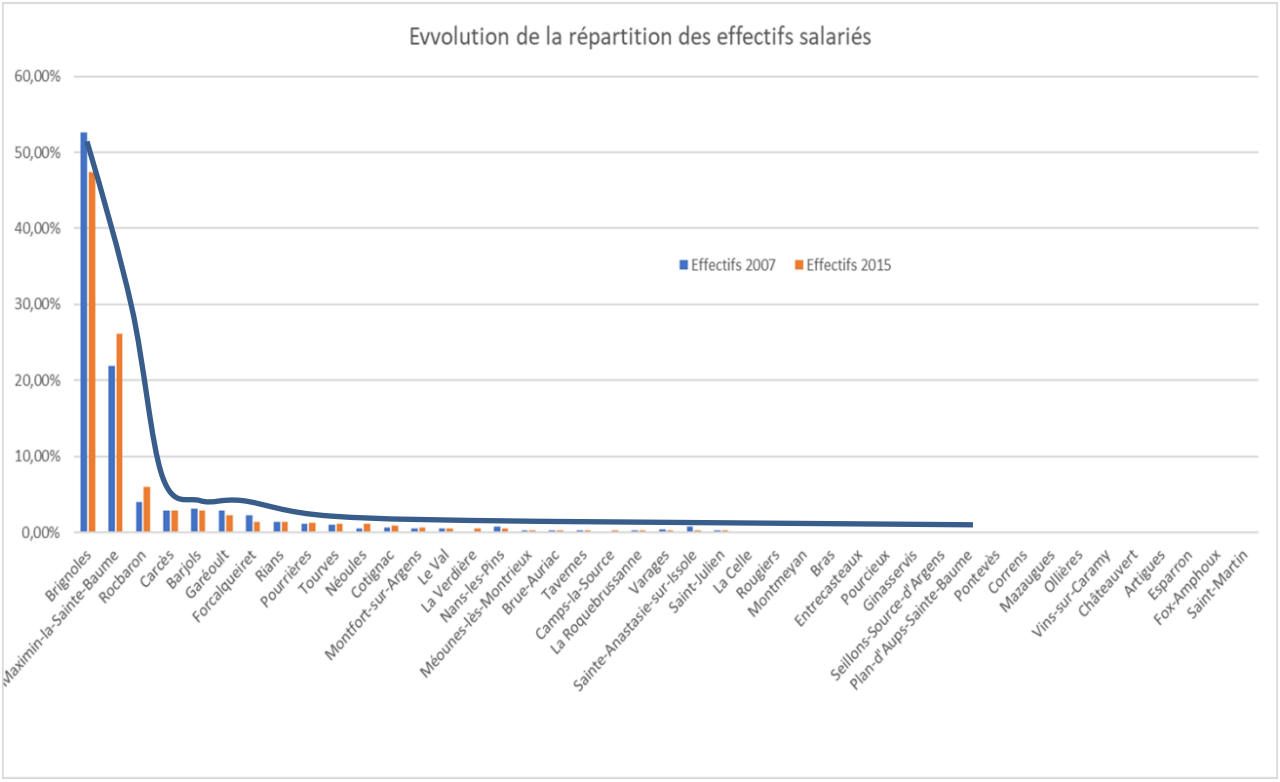
Dans le détail, on observe une baisse (-16%) de l'emploi dans les « commerces – réparations automobiles » entre 2007 et 2015 et une quasi-stabilité (-1%) pour le commerce de gros (pourtant relativement faible en raison du niveau moyen de Brignoles et Saint-Maximin dans l'armature régionale/nationale)

VI.5.2. La territorialisation des emplois du commerce

En termes de localisation, 73% des emplois sont implantés dans les 2 villes du 1er niveau et 90% de ces emplois sont situés dans 8 communes :



À l'inverse, 10 % des communes n'ont pas de salariés du Commerce ou 1 seul.



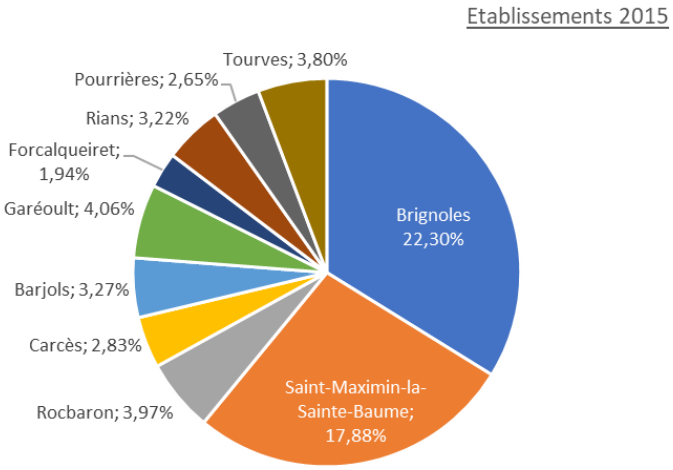
La répartition et les poids relatifs respectifs des communes évoluent sensiblement. Ainsi, sur la période 2007-20175, le nombre d'emplois du commerce a baissé de 5% à Brignoles alors que Saint-Maximin et Rocbaron ont vu leurs nombres de salariés du commerce augmenter respectivement de +4 % et +2%.

VI.5.3. Une démographie d'entreprises commerciales dynamique

La démographie des entreprises commerciales a connu une évolution (49%) bien supérieure à l'évolution du nombre des salariés (6%), et même 2 fois supérieure à l'évolution départementale. Dans le détail, les évolutions sont dans le même sens pour le commerce de détail : +62 % (+17% pour les effectifs salariés) et la filière du commerce automobiles (+50%) alors que le nombre de salariés baisse (-16%)

Nombre d'établissements	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros, intermédiaires	Commerce de détail hors automobiles et cycles	Nombre total Etablissements
2007	184	396	936	1 516
2015	276	474	1 515	2 265
2007-2015	50%	20%	62%	49%
Var 2007-2015	*34%*	*8%*	*28%*	*24%*

Selon la même logique, le nombre d'établissements du commerce de gros est resté stable alors que dans le même temps les effectifs ont diminué de 1%.



La concentration moins forte du nombre des établissements témoigne d'une taille très supérieure des commerces dans les pôles.

VI.5.4. L'offre commerciale actuelle

Dans la logique de la définition des localisations préférentielles du commerce, le diagnostic distingue les polarités de centres-villes et les sites périphériques.

- **Les polarités de centres villes**

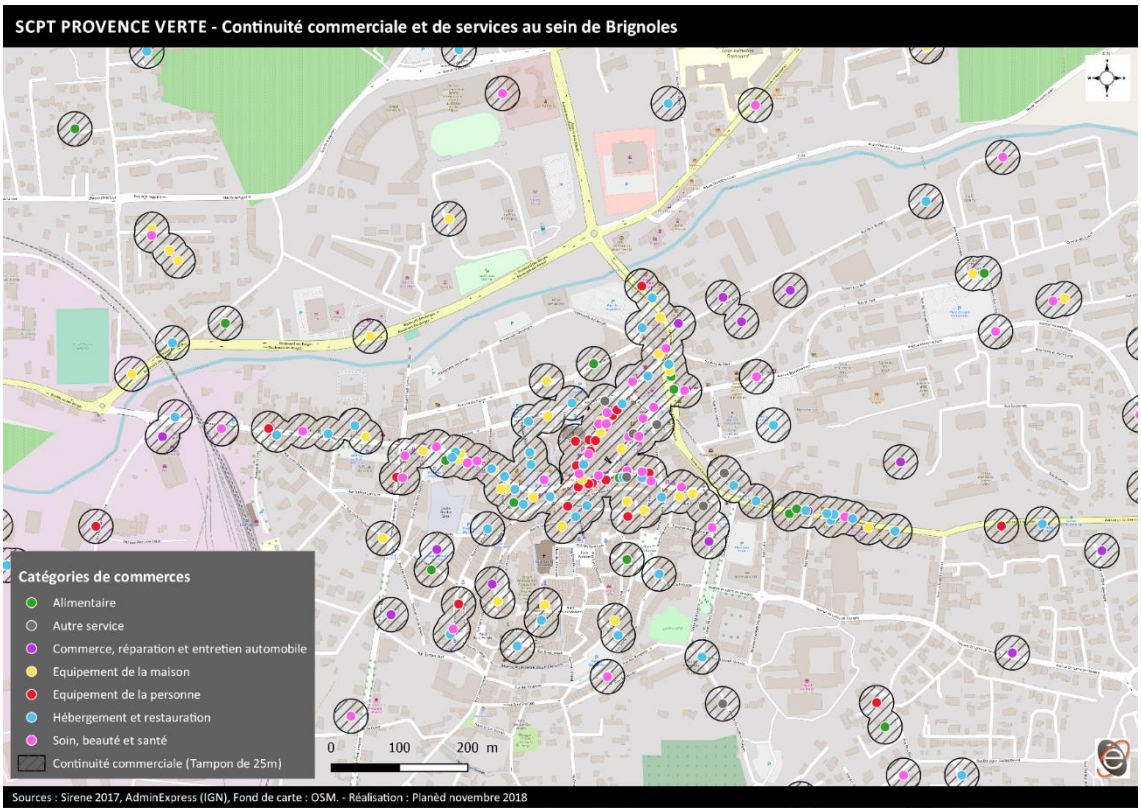
Brignoles

L'hypercentre historique de Brignoles regroupe de nombreuses activités commerciales, souvent sur des petites surfaces de vente. Les principaux axes commerçants sont les suivants :

- la place Caramy avec notamment un supermarché Spar (626m²), un opticien, un grand Café, une pharmacie, une banque (LCL), un magasin de chaussures, un bijoutier, une boulangerie, etc.
- la rue Jules Ferry avec un opticien, un primeur, des magasins de beauté (Yves Rocher), un magasin de chaussures, un coiffeur, etc.
- la rue Barbaroux avec des, un magasin de décoration, une parfumerie, un magasin de téléphonie), une quincaillerie, etc.
- la rue de la république avec une librairie, un coiffeur, un magasin de prêt-à-porter, etc.
- la rue du 8 mai 1945 avec un fleuriste, un coiffeur, un magasin de décoration, un primeur, etc.






SCPT PROVENCE VERTE - Continuité commerciale et de services au sein de Brignoles
Catégories de commerces
Alimentaire
Autre service
Commerce, réparation et entretien automobile
Equipement de la maison
Equipement de la personne
Hébergement et restauration
Soin, beauté et santé
Continuité commerciale (Tampon de 25m)
0
100
200 m
Sources : Sirene 2017, AdminExpress (IGN), Fond de carte : OSM. - Réalisation : Planèd novembre 2018


Crédit






SPAR
Supermarché

Saint Maximin-la Sainte-Baume

- L'hypercentre historique de Saint-Maximin est très dynamique. Il regroupe ainsi de nombreuses activités commerciales, souvent sur des petites surfaces de vente.

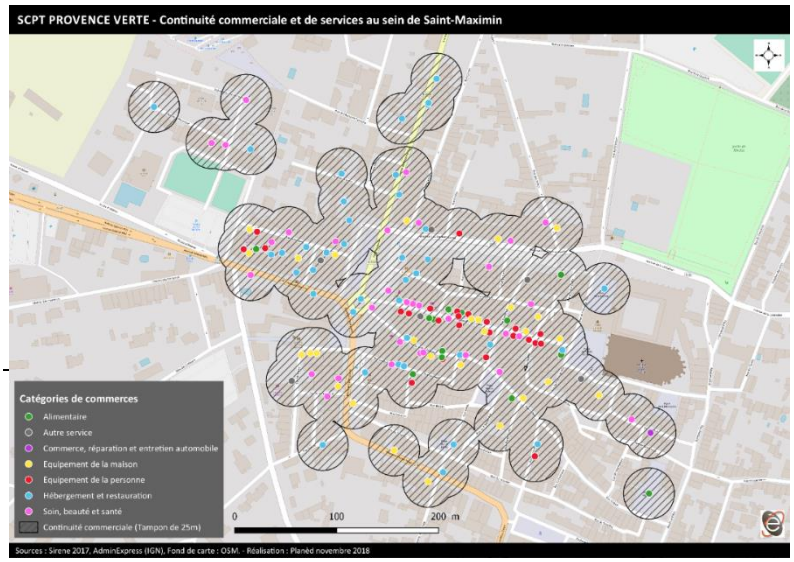
Les principaux axes commerçants sont les suivants :

- La rue Général de Gaulle, axe principal avec une supérette petit Casino (120m²), des magasins de prêt-à-porter, de l'alimentaire, etc.
- La place Malherbe : restaurants et cafés, banque, pharmacie, etc.
- La rue de la République, plus intimiste avec une boucherie, un fleuriste, un bar, etc.
- Le Pré de Foire, en frange ouest du centre-ville, avec des restaurants notamment, etc.









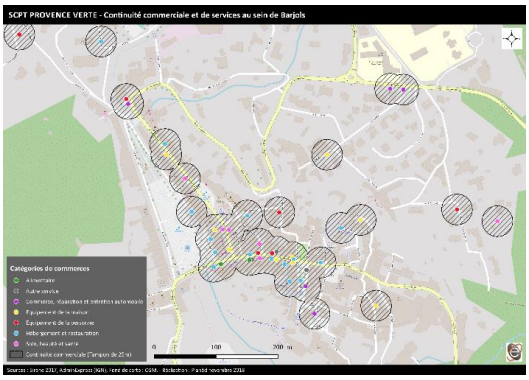


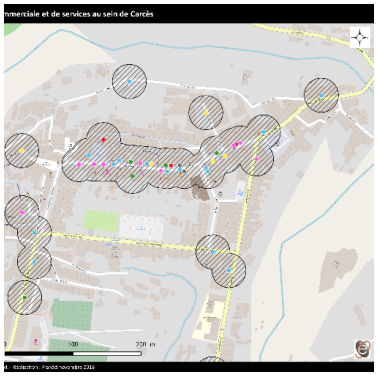


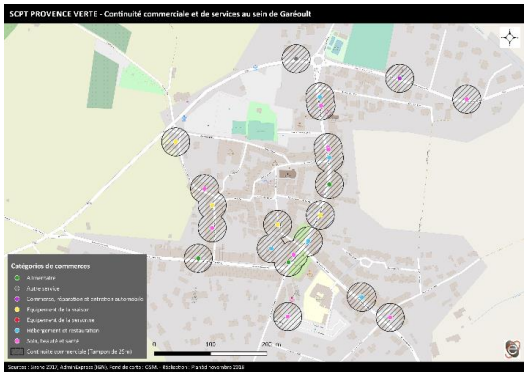


- **<u>Les autres bourgs de Barjols, Carcès, Garéoult et Rians</u>**

Avec des linéaires plus réduits, mais qui assurent leurs fonctions de proximité.







À noter le bourg patrimonial de Rians, tout récent qui accueille quelques commerces (Caisse d'épargne, autoécole, auberge, restaurant,…)



Synthèse thématique des polarités des centres-villes

Qualité paysagère et architecturale

- Les 2 villes sont caractérisées par un centre ancien très dense irrigué par de multiples rues tortueuses (notamment à Brignoles). Le bâti est aligné à la voie. Les espaces verts sont rares ; les platanes, parfois centenaires, en alignement ou en composition y font office.
- Les commerces, le plus souvent de petite taille, s'insèrent dans un tissu urbain historique dense et mixte et contribuent à la valorisation et à l'animation des façades et des espaces publics. Cependant la vacance est parfois critique dans certaines rues.





Confort d'usage

- Les voiries sont en bon état, avec un pavage en matériaux locaux sur les trottoirs voir sur toute la chaussée quand elle est entièrement piétonne. La largeur des rues fait qu'elles sont partagées; les trottoirs et la voie centrale étant au même niveau.
- Une signalétique dédiée à hauteur du piéton est mise en place à Saint-Maximin, qui accompagne l'agrandissement de la zone piétonne (place Malherbes). La circulation est le plus souvent en sens unique.
- L'accessibilité est facilitée par des petites venelles et, dans le cas de Brignoles, des passages voutés dans les immeubles depuis les parkings extérieurs.






Consommation et partage de l'espace

- Du stationnement en grande capacité est accessible de 2 à 5 minutes de marche des axes commerçants des 2 centres-villes. Ces espaces sont aménagés en couronne de l'hypercentre.
- Néanmoins, la vacance dans certaines rues est forte (surtout à Brignoles) avec une faible diversité de l'offre commerciale :
  - Rue Barbaroux et Rue République à Brignoles
  - Rue de la République à Saint-Maximin






- **Les sites périphériques**

On recense 11 sites commerciaux périphériques existants :

- Route de Nice, Brignoles
- Saint-Jean, Brignoles
- Pré de Pâques, Brignoles
- Fray Redon, Rocbaron
- Zone d'activité, Garéoult
- Zone d'activité, Forcalqueiret
- Zone d'activité, Pourrières
- Cap Sainte-Baume, Saint-Maximin
- Chemin d'Aix, Saint-Maximin
- La Laouve, Saint-Maximin
- Zone d'activité, Rians

Le site périphérique de la Route de Nice, Brignoles

- Situé à l'Est du centre-ville, en bordure de la RD12, ce pôle est composé d'un supermarché Intermarché de 2 016m² et d'un magasin Bricomarché de 2 309 m².
- Les deux magasins seront transférés et agrandis vers le secteur du Vabre (CDAC avis favorable 9 janvier 2018, voir plus loin)

Qualité paysagère et architecturale	Qualité médiocre, 2 blocs dénivelés Espace public négligé
Confort d'usage	État moyen de la voirie, mode doux compliqué et peu entretenu Pas de signalétique propre, seulement totem des enseignes Très bonne accessibilité routière (D7n, D12)
Consommation et partage de l'espace	Parkings privatifs à chaque enseigne Déconnecté du tissu urbain à proximité (lotissement d'habitat) Pas de locaux vacants
Développement durable	Pas d'aménagements spécifiques Gestion des eaux pluviales à revoir













Le Site périphérique de Saint-Jean, Brignoles

- Situé à l'ouest du centre-ville, en bordure de la RDN7 (route de Marseille), ce pôle s'est développé à partir du centre commercial Saint-Jean constitué d'un hypermarché Leclerc et de sa galerie marchande (Jennifer, Espace Culturel, Micromania, SFR, Mag Press, Optic 2000,…). Il s'agit d'un des plus grand site exclusivement commercial du territoire SCoT.
- La CNAC du 25/06/2015 a autorisé l'agrandissement de l'hypermarché Leclerc (surface de vente totale projetée de 7208m²) et l'extension de 3563m² de la galerie marchande, portant ainsi la surface de vente de l'ensemble à 12 271m².
- À proximité immédiate de cet hypermarché sont implantées des grandes et moyennes surfaces spécialisées : Célio, Camaïeu, Leclerc Espace Habitat (1000m²), Gémo (1300m²), La Halle (2024m²), Orchestra (450m²), Intersport (1000m²), Jouet Club (750m²), Gamm vert (3535m²), Mr Bricolage (3814m²+876m²), Mc Donald's.

Qualité paysagère et architecturale	Architecture vieillissante à dominante hangar. La zone est majoritairement structurée par ses parkings. Avenue intéressante bordée d'arbres d'alignement entre des cellules commerciales de petites tailles. Nombreux arbres d'ombrage sur les parkings
Confort d'usage	État moyen de la voirie, modes doux compliqués, pas d'aménagements cyclables, nombreux flux automobiles qui se croisent Pas de signalétique interne seulement totem des enseignes Très bonne accessibilité routière (DN7), 1 km du centre-ville et 3 km de l'échangeur de l'A8
Consommation et partage de l'espace	Parkings mutualisés en majorité Déconnecté du tissu urbain à proximité (lotissement d'habitat) Très peu de locaux vacants
Développement durable	Containers de tri, poubelles












Eram
celio*


celio*
Eram




KingJouet


LA HALLE

Le Site périphérique de Pré de Pâques, Brignoles

- Situé au nord de la ville de Brignoles, ce site secondaire est composé d'un supermarché Casino (1 544m²), d'un magasin Gifi (1 200m²) et d'un magasin de discount alimentaire Lidl (800m²).

Qualité paysagère et architecturale	Implantation clairsemée de bâtiment à faible hauteur et toiture en tuiles rouges Végétalisation importante : arbres d'alignements, arbres d'ombrage sur parkings
Confort d'usage	Voirie et trottoir en bon état Pas de bandes cyclables Pas de signalétique propre, éclairage enterré, mobilier de ville rudimentaire Très bonne accessibilité routière (D7n, D12)
Consommation et partage de l'espace	Parkings privatifs adaptés à chaque enseigne Activités mixées avec le tissu urbain d'habitat de première couronne. Proximité immédiate du centre-ville Pas de locaux vacants
Développement durable	Pas d'aménagements spécifiques









Le Site périphérique de Fray Redon, Rocbaron

- Ce pôle important est constitué d'un supermarché Super U (2533m²), d'un supermarché ALDI et d'un magasin de bricolage Weldom (1625m²), ainsi que divers petits commerces : pharmacie, restaurants, garage, services aux particuliers, etc.

Qualité paysagère et architecturale	Ensemble cohérent : implantations, mutualisation des bâtiments, mixité des toitures Mixité des bardages (crépis, métallique) Végétalisation importante : îlots avec haies et arbres d'ombrage des parkings
Confort d'usage	Voirie en bon état, accessibilité modes doux, pas d'aménagement cyclable Pas de signalétique propre, seulement totem des enseignes Très bonne accessibilité routière (D7n, D12)
Consommation et partage de l'espace	Parkings mutualisés en majorité Inséré au tissu urbain à proximité (lotissements d'habitat), bonne densité Pas de locaux vacants
Développement durable	Gestion des eaux pluviales Containers de tri, poubelles













Le Site périphérique de Garéoult

- Petit pôle périphérique, en linéaire d'une route départementale, composé d'un supermarché Casino, d'un magasin de matériau Point P et de cellules commerciales de services à la personne

Qualité paysagère et architecturale	Mixité des formes sans cohérence (hangar et immeuble collectif), opération au coup par coup, sans liens entre elles Aménagement paysager : arbres d'ombrages…
Confort d'usage	Voirie en bon état Trottoir sur la RD54, pas d'aménagement cyclable Pas de signalétique interne, mats d'éclairage 1 km des 2 centres de Garéoult et Forcalqueiret
Consommation et partage de l'espace	Parkings privatifs adaptés à chaque enseigne Extension sans lien avec le tissu urbain à proximité (habitat diffus)
Développement durable	Containers de tri, poubelles















Le Site périphérique de la Zone d'activités, Forcalqueiret

- Petit pôle périphérique, d'abord artisanal, le long de la RD43, composé d'un supermarché Casino avec une surface moyenne alimentaire Leader Price

Qualité paysagère et architecturale	Médiocre, hétérogénéité des bâtiments Végétation absente, espaces très minéraux Supermarché rénové
Confort d'usage	Voirie en bon état Pas de signalétique interne, mats d'éclairage basiques Accessibilité excellente par la D43 (Brignoles-Toulon). 1 km du centre de Forcalqueiret
Consommation et partage de l'espace	Parkings privatifs, aucune mutualisation Extension sans lien avec le tissu urbain à proximité (habitat diffus)
Développement durable	Containers de tri Imperméabilisation importante





Le Site périphérique de la Zone d'activité, Pourrières

- Petit pôle périphérique, au sud du centre-ville, composé d'un supermarché Carrefour Contact, d'un opticien, d'un restaurant, d'une épicerie fine, d'une biscuiterie, d'un garage, etc.

Qualité paysagère et architecturale	Implantations au coup par coup sauf ensemble de cellules commerciales organisé autour d'un parking commun Médiocre, hétérogénéité des bâtiments (hauteur, façades, toitures …) Peu végétalisé, arbres d'ombrages en alignement
Confort d'usage	Voirie en bon état, notamment la RD, avec aménagement dédiés aux modes doux pour liaison entre centre-ville (à 500 m) et site (néanmoins manque d'entretien, peu utilisés, reste 50 mètres à aménager). Totem publicitaire des enseignes présentes
Consommation et partage de l'espace	Parking mutualisé pour supermarché et cellules commerciales Extension déconnectée du tissu urbain du centre-ville (coupure agricole en devenir)
Développement durable	Containers de tri















Le site périphérique des Gavottes, Barjols

- Petit pôle périphérique, au nord du centre-ville, composé d'un supermarché Intermarché, d'un magasin d'électroménager, un coiffeur, une banque.

Qualité paysagère et architecturale	Implantations au coup par coup sauf ensemble de cellules commerciales organisé autour d'un parking commun Platanes centenaires sur RD et arbres d'ombrages sur parking du supermarché
Confort d'usage	Voirie en bon état, notamment la RD, avec aménagement dédié aux modes doux limité aux trottoirs non revêtus Totem Intermarché Accessibilité route de Rians par giratoire
Consommation et partage de l'espace	Parking privatif Extension déconnectée du tissu urbain du centre-ville (secteur d'habitat diffus ou lotissement, et parcelles agricoles)
Développement durable	Rien à signaler









Le Site périphérique de Sainte-Baume, Saint- Maximin-la-Sainte-Baume

- Ce site périphérique important aménagé d'un seul tenant est exclusivement dédié au commerce. Il comprend un hypermarché Hyper U + Drive (8 814 m²) avec un Flunch, un Mr Bricolage (3 200 m²), un Espace U Culture (650 m²), un Sport 2000 (1 200 m²), un PRO & Cie (790 m²) et des magasins de vêtement.
- Le pôle est complété par un Aldi (768 m²), un Lidl (515 m²), un primeur (541 m²) le long de la RDn7.

Qualité paysagère et architecturale	Ensemble cohérent de hangars (harmonie des coloris de façade. Ambiance minérale, quelques arbres d'ombrage, bosquets le long de l'Hyper U
Confort d'usage	Voirie en bon état, notamment la RD, avec aménagements dédiés aux modes doux limité aux trottoirs non revêtus Pas de signalétique interne (enseignes font le rôle), grands mâts d'éclairage Accessibilité excellente depuis la RDn7 et la RD560
Consommation et partage de l'espace	Parking mutualisé (parking silo en construction en nov. 2018) Extension déconnectée du tissu urbain du centre-ville (secteur d'habitat diffus ou lotissement, et parcelles agricoles)
Développement durable	Recyclage dans le centre commercial













Le Site périphérique du Chemin d'Aix, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume

- Cette grande zone artisanale, comprend du commerce avec par exemple un Gamm Vert (1 666 m²), un magasin de bois PACA Bois (950 m²) et de nombreux magasins d'équipements de la maison

Qualité paysagère et architecturale	Mixité des formes urbaines (hangar, R+2, toiture terrasse, toiture à 2 pentes, etc.) Façade commerciale assez ordonnée le long de la RDn7 Ambiance minérale importante, très peu d'arbres d'ombrage. Quelques espaces verts entretenus.
Confort d'usage	Voirie en bon état, avec aménagements dédiés aux modes doux limité aux trottoirs non revêtus Signalétique interne qualitative, réseau d'éclairage enterré, du mobilier urbain peu utilisé (bancs) Accessibilité depuis la RDn7 (giratoire, seul accès), zone irriguée par 2 voies internes principales
Consommation et partage de l'espace	Parking privatif par enseigne, stationnement en épi et sur trottoir (parfois illégal) Extension linéaire le long de l'axe RDn7 sans lien direct avec le secteur d'habitat à l'est) Quelques locaux vacants (artisanaux)
Développement durable	Containers de tri Gestion des eaux avec bassins de rétention















Le Site de La Laouve, Saint- Maximin-la-Sainte-Baume

- Site récent dédié au commerce, et complémentaire à Cap Sainte-Baume regroupant un magasin de jouet (Maxi Toys : 1 000 m²), de puériculture (Aubert : 2 000 m², Orchestra : 400 m²), d'électroménager (MDA : 300 m²), d'habillement (GO Sport 800 m², Kiabi : 956 m², Chauss'expo : 600 m²), d'équipements (GIFI : 2000 m², Casa : 417 m²), etc.

Qualité paysagère et architecturale	Homogénéité des formes urbaines, implantation des bâtis et –ouest- Enseigne publicitaire discrète Aménagement paysager qualitatif (îlots de haies et de cyprès), arbres d'ombrage sur parkings, pas d'alignements d'arbres le long des voiries internes
Confort d'usage	Voirie en excellent état avec aménagements dédiés aux modes doux limité aux trottoirs non revêtus Signalétique interne qualitative, Relais Information Service, réseau d'éclairage enterré, Accessibilité excellente depuis la RD560 (2 giratoires) à 2 km de l'échangeur avec l'A8
Consommation et partage de l'espace	Parking privatif par enseigne sauf pour quelques cellules (GIFI, CASA), stationnement sur voirie en épi et en bataille
Développement durable	RAS

















Le Site du quartier Sainte Catherine, Rians

- Petit pôle périphérique, au sud du centre-ville, composé d'un supermarché Carrefour Contact, d'une agence Crédit Agricole, d'un négoce-réparateur de motoculture, d'un magasin Pont P, d'un restaurant bar-tabac (l'Atrium), de quelques artisans du bâtiment, un commerce-garage d'attelages de voitures,…

Qualité paysagère et architecturale	Hétérogénéité des formes urbaines et des architectures Zone très peu arborée, pas de haie, aménagement très minéral
Confort d'usage	Voirie en bon état. Signalétique limitée, mais adaptée à la taille réduite du site Grande proximité du bourg Accessibilité excellente depuis le giratoire sur la D3 (contournement de Rians)
Consommation et partage de l'espace	Parking partagé sur la partie nord, mais productivité assez moyenne entre Carrefour et Caisse d'Épargne Parkings plus séparés au sud du site
Développement durable	RAS







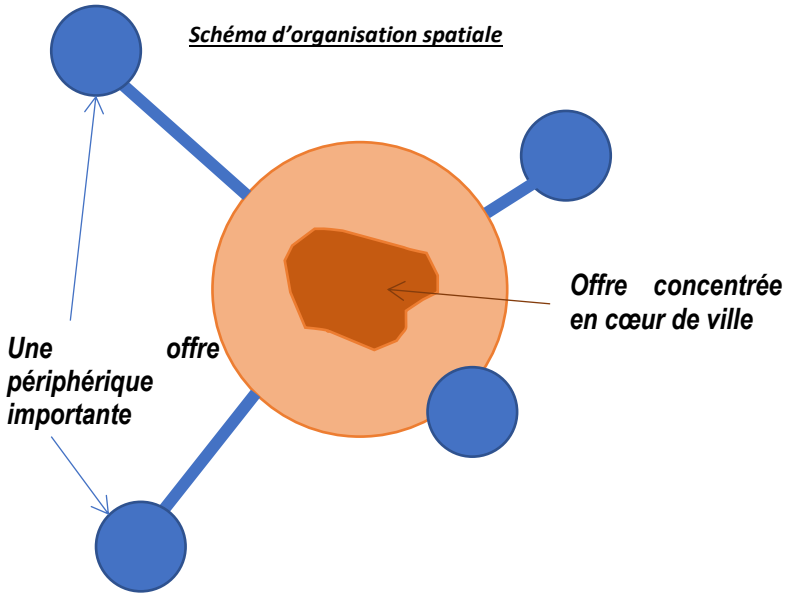
VI.5.5. L'armature urbaine du commerce ; analyse des niveaux différenciés de l'offre

Les polarités commerciales de Provence Verte Verdon peuvent être classées en plusieurs catégories d'offre en fonction du quantitatif et de l'organisation de l'offre. 3 catégories sont distinguées :

- Niveau structurant
- Niveau relais
- Niveau de proximité

- **Le niveau structurant : Saint-Maximin-la-Sainte-Baume et Brignoles**

L'offre présente dans les polarités de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume et Brignoles est considérée comme structurante à l'échelle du territoire de Provence Verte. L'offre commerciale est diversifiée par des locomotives alimentaires et des enseignes nationales non alimentaires. Une partie de l'offre globale est concentrée dans le cœur de ville et l'autre partie est répartie dans des sous-ensembles périphériques aux portes d'entrée/sortie. Les polarités structurantes drainent une zone de chalandise large et les déplacements domicile/travail des communes limitrophes.



- **Saint-Maximin-la-Sainte-Baume**

L'offre commerciale sur cette commune se caractérise par :

- Un centre-ville avec une offre commerciale plutôt avec des petites surfaces de vente
- Une surface commerciale importante aux portes de la ville essentiellement concentrée sur deux zones périphériques : les zones commerciales de la Laouve et Cap Sainte-Baume/ZA route d'Aix/projet Mirade.

Le cœur de ville de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume dispose des caractéristiques du centre-ville c'est-à-dire une vaste place centrale avec des commerces et des rues adjacentes commerçantes. La place centrale Malherbe est en cours de requalification, elle se veut être vecteur de rassemblement et de convivialité. Les commerces installés sur le pourtour permettent de concentrer une offre tournée vers la restauration permettant d'avoir un dynamisme commercial. Les rues commerçantes du centre sont localisées en rayon par rapport à la place Malherbe. La rue Générale de Gaulle concentre des commerces de type équipement de la personne, alimentaire (boulangerie/pâtisserie/restauration rapide), santé. Le caractère rue piétonne est incitatif pour le chaland. Cette rue apparait comme la plus animée hormis la place Malherbe.

D'un point de vue qualitatif, cette rue du centre-ancien a conservé une ambiance d'hypercentre et les façades sont assez bien conservées. La rue de la République est peu animée, plusieurs locaux sont vacants et les commerces présents sont peu dynamiques (façade peu qualitative notamment). Elle est

cependant accessible aux véhicules. Les rues Gabriel Péri et le Bd Jean Jaurès sont également peu attractives alors qu'elles sont directement connectées à la place ou aux parkings.

Les commerces présents dans ces rues sont diversifiés (Poste, banque, restaurants notamment), mais ces rues sont passantes et donc bruyantes ce qui n'incite pas à la déambulation. De manière générale, les grandes enseignes sont peu présentes dans le centre-ville, ce sont des commerces locaux qui sont implantés.



Rue peu attractive– Rue de la République



Rue animée– Rue G. de Gaulle



Place fédératrice– Place Malherbe

En termes de stationnement, 3 aires de stationnement sont présentes à proximité du centre-ville de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (parking des Cerisiers, Pré de Foire, bd. du Dr. Bonfils). Les parkings sont saturés régulièrement et manquent de signalisation. Des places sont également présentes le long de la DN7. La commune a mis en place une heure de stationnement gratuit par demi-journée permettant de faciliter l'accès et valoriser l'offre en centre-ville. L'accès au centre-ville en voiture reste une problématique forte pour les habitants du territoire.

Les zones périphériques localisées en bordure de l'A8 ou la DN7, ont un atout considérable en termes d'accessibilité par rapport au centre-ville. Offrant des grandes nappes de parking, elles apparaissent facilement accessibles pour les chalands. Ces zones concentrent les enseignes nationales et alimentaires dont certains pourraient avoir une place dans le centre-ville (santé, équipement de la personne ou de la maison par exemple). Ces zones sont organisées avec un schéma classique de zone commerciale : aire de stationnement peu végétalisée par magasin, un maillage de voirie et des bâtiments standardisés. La zone de la Laouve dispose par ailleurs d'un réseau de cheminements piétons (d'emprise réduite) permettant de parcourir la zone à pieds, mais souvent occupé par du stationnement sauvage. Quelques limites sont traitées avec des plantations permettant de rompre avec la minéralité du site.



Vaste zone de parking – Cap Sainte Baume



Espace piéton réduit – La Laouve

- **Brignoles**

L'offre commerciale sur cette commune se caractérise par :

- Un centre-ville avec une offre commerciale plutôt avec des petites surfaces de vente
- Une surface commerciale importante aux portes de la ville essentiellement concentrée sur deux zones périphériques : les zones commerciales de Saint Jean et le Plan
- L'hypercentre de Brignoles se caractérise par une offre de petites surfaces de vente essentiellement regroupées autour de la place Caramy et des rues de la République et Jules Ferry, Dr Barbaroux et du 8 mai 1945. La place Caramy regroupe des commerces de bouches et un supermarché. Cette place a fait l'objet d'une requalification récente qui l'ancre dans son rôle de place centrale. Par ailleurs, les rues adjacentes sont peu qualitatives (état de la voirie, façades dégradées et devantures vétustes). Le centre-ville de Brignoles est peu attractif et peu animé. Plusieurs poches de stationnements permettent d'accéder facilement au cœur de ville (par exemple rue du Petit Paradis, rue Lice de Signon). Le vaste parking de la promenade des Berges offre de nombreuses places de stationnement à proximité du centre, mais est régulièrement saturé. Avec le parking place du Gaou, ils constituent les stationnements les plus proches du centre. L'appareil commercial du centre-ville de Brignoles fait face à un phénomène de vacance commercial important dont la commune s'est saisie, mais qui peine à se résorber. L'offre n'est pas suffisamment importante pour être attractive et générer un dynamisme à la hauteur d'un centre-ville correspondant à la taille de la commune et jouer un rôle central pour les communs alentours.



Une articulation place/commerces - Place Caramy



Des commerces en front de place - Place Caramy



Rue peu qualitative – rue de la République

Par ailleurs, l'offre présente dans les zones périphériques dites satellitaires est fortement attractive et rayonne au sein du territoire de la Provence Verte Verdon. La zone de Saint Jean compte plus de 27 000 m² de surface commerciale et concentre des enseignes nationales de l'équipement de la personne, de la maison, un hypermarché et sa galerie marchande. Cette zone reste fortement attractive malgré qu'elle soit vieillissante du fait de son organisation : grande nappe de stationnement, absence de cheminements piétons, peu de végétation, organisation en « boite à chaussures » des constructions. Cette zone est coupée en deux par l'avenue du Dr Guistiniani, la traversée piétonne est peu aisée. Elle reste attractive malgré tout, mais demande à être requalifiée pour une meilleure intégration en entrée de ville.

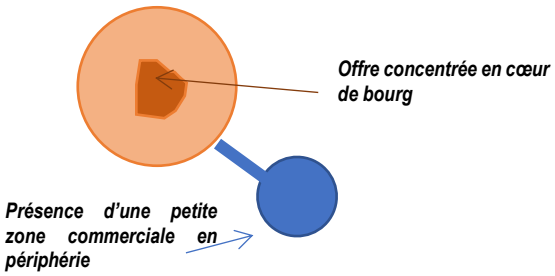


Stationnements non mutualisés– Zone Saint Jean

- **Le niveau relais**

Les polarités de niveaux relais correspondent à l'offre commerciale de proximité à laquelle s'ajoutent des commerces complémentaires de type supermarché. L'offre est destinée aux achats du quotidien. L'offre est concentrée dans le centre-bourg, mais la commune comporte une petite zone commerciale périphérique localisée en bordure d'axe structurant. Les secteurs relais quadrillent le territoire, ils permettent de satisfaire les achats du quotidien dans une zone de chalandise rapprochée.

Schéma d'organisation spatiale



- **Barjols**

L'offre commerciale sur cette commune se caractérise par :

- Un centre-village avec une offre commerciale diversifiée et assez vaste en linéaire continu
- Une zone commerciale périphérique localisée en entrée de ville nord.

Les commerces du centre-village de Barjols sont implantés le long du Bd Grisolle et rue de la République. Les magasins sont positionnés de manière continue le long de ces deux axes structurants dont le linéaire est d'environ 500 m. Les rues sont circulables aux véhicules, mais sont aménagées de trottoirs permettant un accès piéton facilité. Le Bd Grisolle a été requalifié apportant une meilleure qualité aux déplacements piétons.

La rue de la République semble moins attractive, quelques locaux vacants sont présents et les devantures sont plus sommaires voir vétustes. L'offre en stationnements est essentiellement localisée

sur la place Anatole France le long du Bd de Grisolle. Le vaste parking fait face à un linéaire commercial rue Pasteur. Cet espace pourrait être valorisé, car la rue est piétonne. Le parking demande à être requalifié pour une meilleure intégration paysagère.



Manque d'intégration paysagère– zone « Intermarché »



Peu de végétalisation– zone « Intermarché »



Vaste parking peu qualitatif– place Anatole France



Espace piétonnier à valoriser – rue Pasteur



Rue requalifiée– Bd Grisolle

Caractéristique du niveau relai, la commune de Barjols compte une zone commerciale périphérique localisée en entrée de ville nord le long de la D554. Cette zone comprend un supermarché et des commerces portés sur les services à la personne, une banque. Cette zone est organisée de part et d'autre de la D554. Ces implantations ont été réalisé au coup par coup et ne suivent pas un plan d'aménagement global. Les voies sont multipliées et l'intégration paysagère des constructions est peu qualitative.

Barjols dispose d'un appareil commercial en cœur de village diversifié et une bonne accessibilité. La zone commerciale périphérique doit conserver sa fonction essentiellement liée aux besoins déplacement domicile/travail afin de ne pas déséquilibrer l'offre en cœur de village. Les commerces de type service à la personne, équipement de la personne ou maison, santé sont à implanter en priorité dans le centre pour alimenter le dynamisme commercial local.

- **Carcès**

L'offre commerciale sur cette commune se caractérise par :

- Un centre-village avec une offre commerciale de petite surface en linéaire continu
- Une zone commerciale périphérique comprenant un supermarché au sud-ouest du centre-village

- Une zone artisanale périphérique dite les Praderies localisée en entrée de ville sud-ouest

L'appareil commercial de la commune de Carcès se compose d'une offre en centre-bourg regroupé essentiellement autour de la rue Maréchal Foch et le Bd de Fourney. Les commerces sont organisés en front quasi continu sur la rue M. Foch et plus discontinu sur le Bd de Fourney. Les commerces sont de petite surface et sont traditionnels (boulangerie, boucherie, presse, restaurant, etc.). Les rues sont circulables aux véhicules. Ces deux rues comptent des places de stationnement sur l'ensemble du linéaire permettant un accès facilité, mais la place du piéton est peu agréable sur certains tronçons (trottoir étroit). L'offre en stationnements est complétée par différentes poches à proximité. Une partie du cœur de village a été rénové, mais les rues commerçantes ont des aménagements vieillissants (état de la voie, peu de végétation, place du piéton).



Peu de place au piéton – rue M. Foch



Des devantures entretenues – rue M. Foch

À l'instar de son niveau relai, Carcès dispose d'une zone commerciale périphérique de petite taille composé d'un supermarché. Par contre, la zone artisanale des Praderies accueille également des activités commerciales. Cette zone en entrée de ville sud capte des achats spécifiques.

- **Rians**

L'offre commerciale sur cette commune se caractérise par :

- Un centre-village avec une offre commerciale de petite taille
- Deux zones commerciales périphériques dont l'une comprenant un supermarché et des commerces divers le long de la D3

Les commerces du centre-village de Rians sont implantés de manière discontinue le long de la rue de la République, rue F. Roosevelt. Ils sont concentrés autour du carrefour routier D2003 et D2551. L'accès aux commerces peut être contraignant du fait de la configuration du centre-village (en escargot). Les espaces de stationnements sont peu importants et plutôt éloignés des commerces (place du Château, rue de la Liberté, place des Moulins à Vent). L'offre au cœur de village est plutôt à destination des habitants à proximité.



Commerces rassemblés autour d'une placette



Linéaire discontinu – D2003



Linéaire commercial discontinu le long de la D3



Zone commerciale continue – zone « carrefour Market »

Pour satisfaire les besoins de l'ensemble des habitants et des communes limitrophes, deux zones commerciales sont implantées en bordure de la D3. Les commerces sont implantés de part et d'autre de la voie et constituent un linéaire discontinu. Le tissu commercial est peu organisé : implantation du bâti en milieu de parcelle, stationnements individuels et la qualité d'insertion est faible. La zone commerciale la plus organisée est la zone comprenant un supermarché. Ces deux zones regroupent des commerces qui auraient une place en cœur de bourg (banque, coiffeur, etc.), mais le cœur de bourg de Rians semble peu accessible pour répondre aux besoins.

- **Garéoult**

L'offre commerciale sur cette commune se caractérise par :

- Un centre-village avec un appareil commercial de petite taille
- Une zone commerciale périphérique avec un supermarché et des commerces divers le long de la D554 en entrée nord-est

Les commerces du centre-village de Garéoult sont implantés le long du Bd Louis Brémond et rue du Capitaine Audibert. Les magasins sont positionnés de manière éparse le long de ces deux axes structurants dont le linéaire est d'environ 600 m. Les rues sont circulables aux véhicules. Ces deux rues comptent des places de stationnement sur l'ensemble du linéaire permettant un accès facilité. L'offre en stationnements est complétée par deux vastes aires de stationnement (le long de la D554 et Jean Moulin) se situant aux entrées nord et sud du centre. Toutefois le cœur de village manque d'attrait car

les aménagements sont vieillissants (état de la voie, peu de végétation, devantures peu qualitatives). Malgré une emprise des voies importante, la voiture tient une place prépondérante. Le centre ne dispose pas de véritable place permettant de créer un dynamisme commercial. La place Jean Moulin est organisée comme un petit centre commercial et ne joue pas un rôle de place. Garéoult a la particularité d'avoir en entrée de centre-bourg une petite zone commerciale composée d'une banque, tabac notamment, correspondant à des typologies d'activités de centre-village.



Centre commercial en entrée de centre-bourg – D554



Des commerces peu visibles – Place Jean Moulin



Une large emprise, mais prépondérance de la voiture– Bd Louis Brémond

L'appareil commercial du village est également caractérisé par l'implantation d'une zone commerciale périphérique en entrée de ville nord-est le long de la D554. Elle comprend un supermarché et des commerces diversifiés (restauration, concessionnaire par exemple). Cette zone a pour objet de capter les besoins essentiellement alimentaires des déplacements domicile/travail.

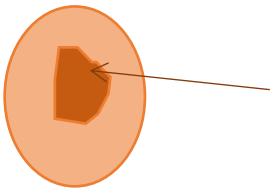


Vaste zone de parking – Zone « Casino »

- **Le niveau de proximité**

Les polarités de niveau de proximité correspondent à des communes dont l'appareil commercial comporte les commerces traditionnels de centre-village. Ce sont des commerces avec une petite surface de vente destinés à répondre aux besoins quotidiens des habitants. L'appareil commercial de niveau de proximité a vocation à rayonner à une échelle locale. Ce niveau d'armature commerciale correspond aux petits villages du territoire Provence Verte. L'offre est généralement réduite à quelques commerces dans la rue principale ou autour d'une place.

Schéma d'organisation spatiale





Des espaces de stationnement à proximité des commerces – La Celle



Rue centrale qualitative – Forcalqueiret

VI.5.6. L'évolution des surfaces commerciales

Sans qu'il y ait une correspondance précise entre le développement des grandes surfaces dans les zones commerciales et les difficultés du commerce des bourgs, le SCoT s'intéresse à l'équilibre des formes commerciales car il peut correspondre à l'équilibre (au potentiel de choix) des modes de consommation.

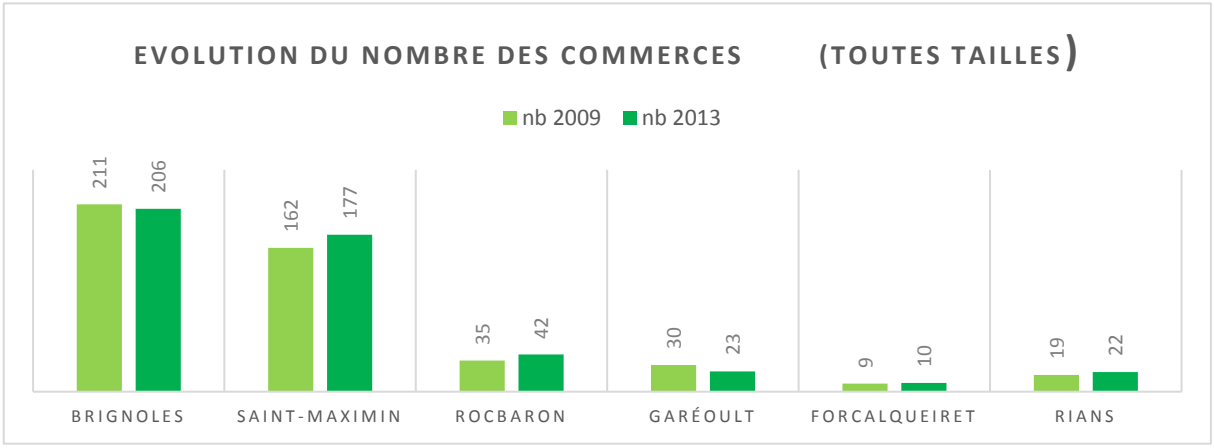
2 périodes sont analysées

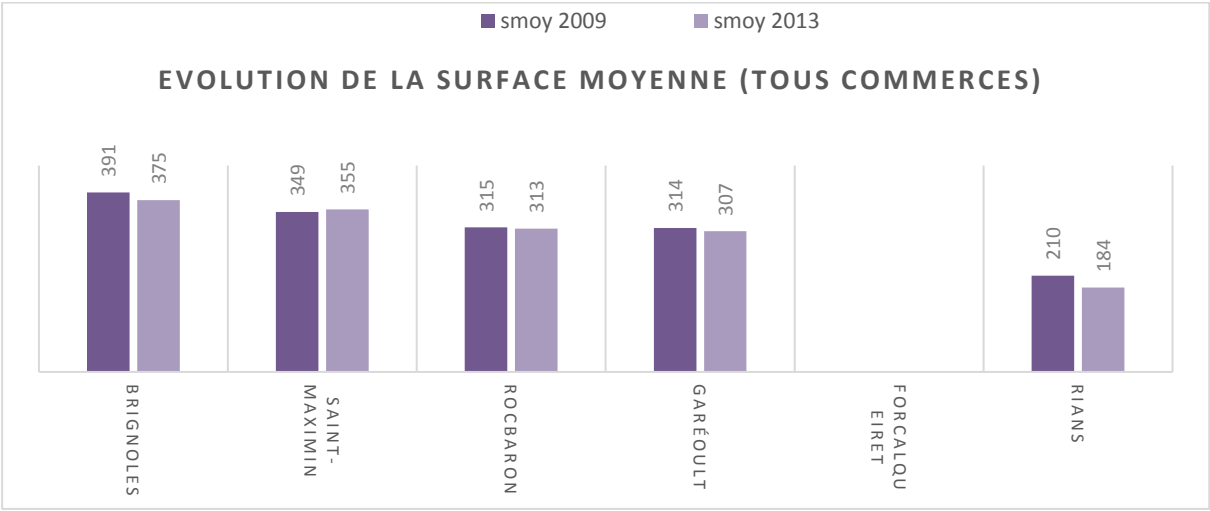
- Les 13 années avant l'élaboration du SCoT actuellement en vigueur ;
- Les 5 années de 2014 à 2018.

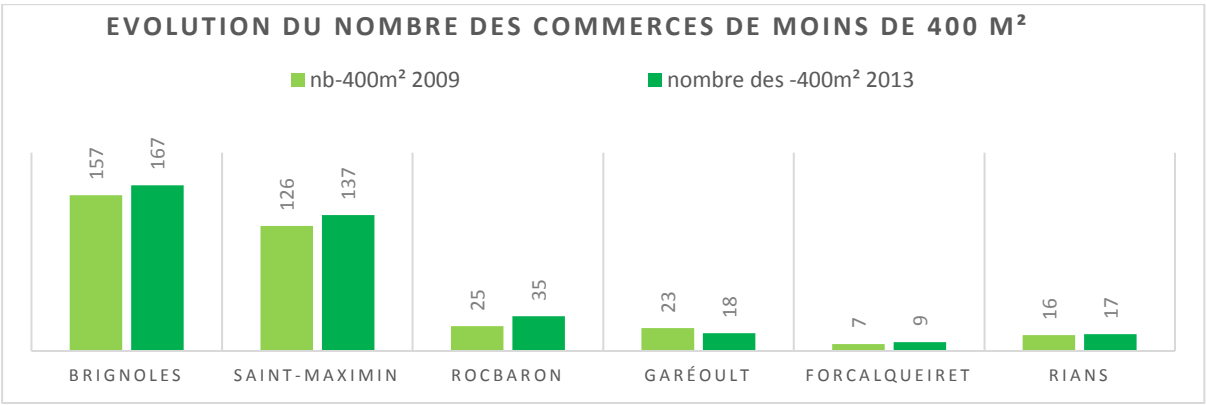
- **L'évolution des commerces (Plus ou moins 400 m² de surface de vente (source ICODE[26]) sur la période 2009-2013**

L'analyse de la base de données ICODE montre les évolutions en nombre et en surfaces pour les communes de – 400 m² ou plus.

[26] *Base de données sur les commerces de détail, créée le 27 mars 2015*



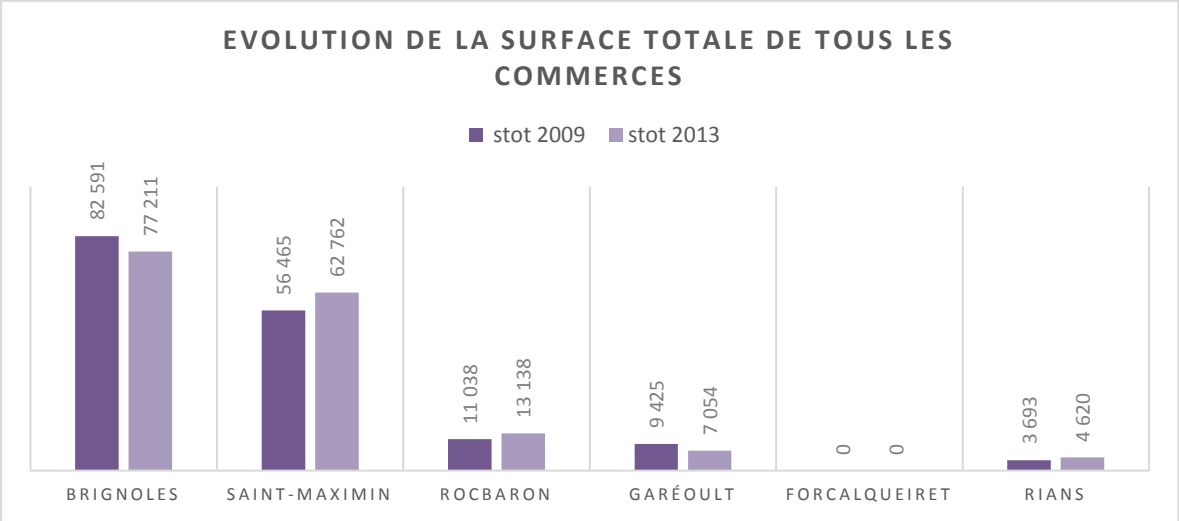




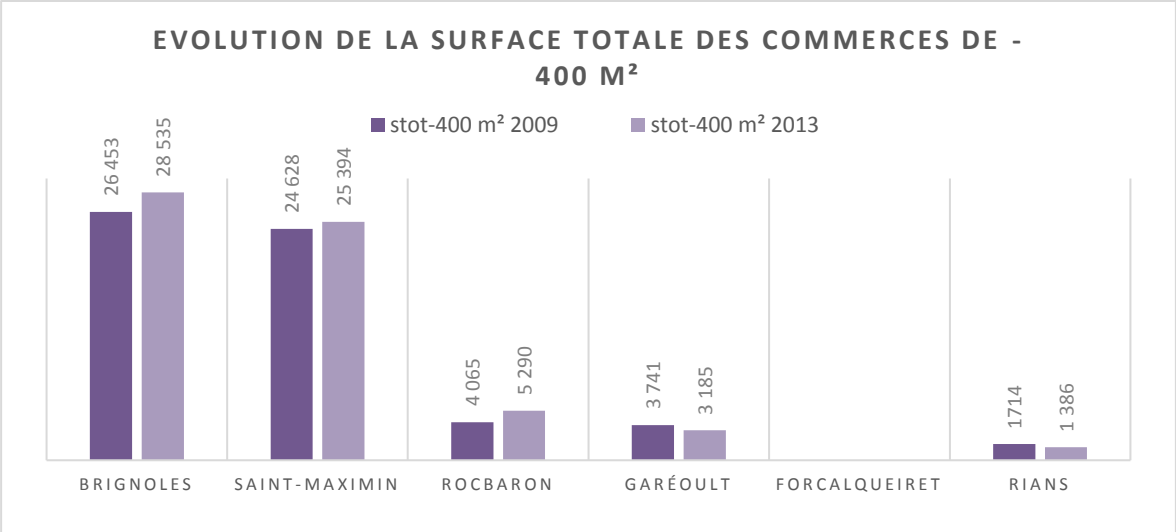
Si l'on concentre l'observation sur les commerces dont la surface est inférieure à 400 m², qu'ils soient situés dans une rue ou dans une galerie commerciale puisque la base ICODE ne permet pas de les distinguer, montre une croissance quasi partout sauf à Garéoult.

Concernant les surfaces de ventes, seule St Maximin a vu la surface moyenne de ses commerces augmenter. Les autres communes de niveaux 1 et 2 ont vu cette surface moyenne baisser alors même

que certaines d'entre elles ont connu une croissance du nombre de commerces.

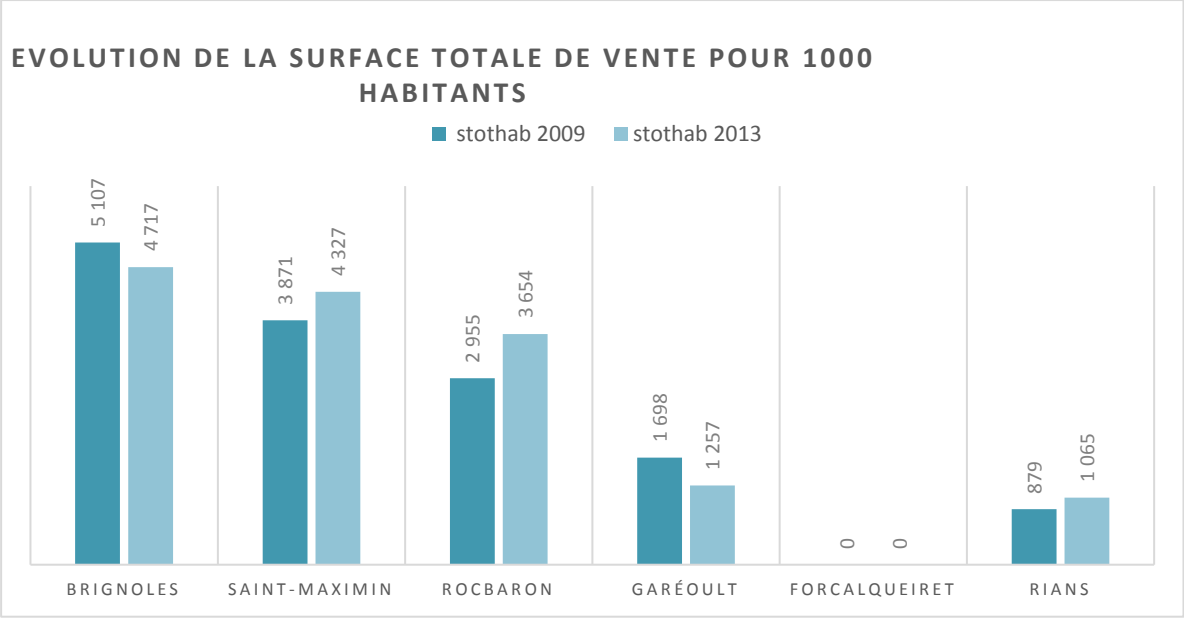


L'observation de la surface totale de l'ensemble des commerces montre une baisse d'environ 5000 m² sur Brignoles et de 2400 m² sur Garéoult. Partout ailleurs, cette surface globale augmente.



La même analyse conduite pour les seuls commerces dont la surface de vente est inférieure à 400 m² montre une croissance des surfaces pour Brignoles, Saint Maximin et Garéoult.

Même Brignoles connaît une croissance significative de cette surface totale des commerces de moins de 400 m². Dans ce cas précis, la surface moyenne des commerces de moins de 400 m² est passée de 157 m² à 167 m², ce qui peut s'expliquer par un remplacement de commerces de rues (parfois entre 50 et 100 m²) par des commerces de galeries commerciales (souvent 250 à 350 m²).

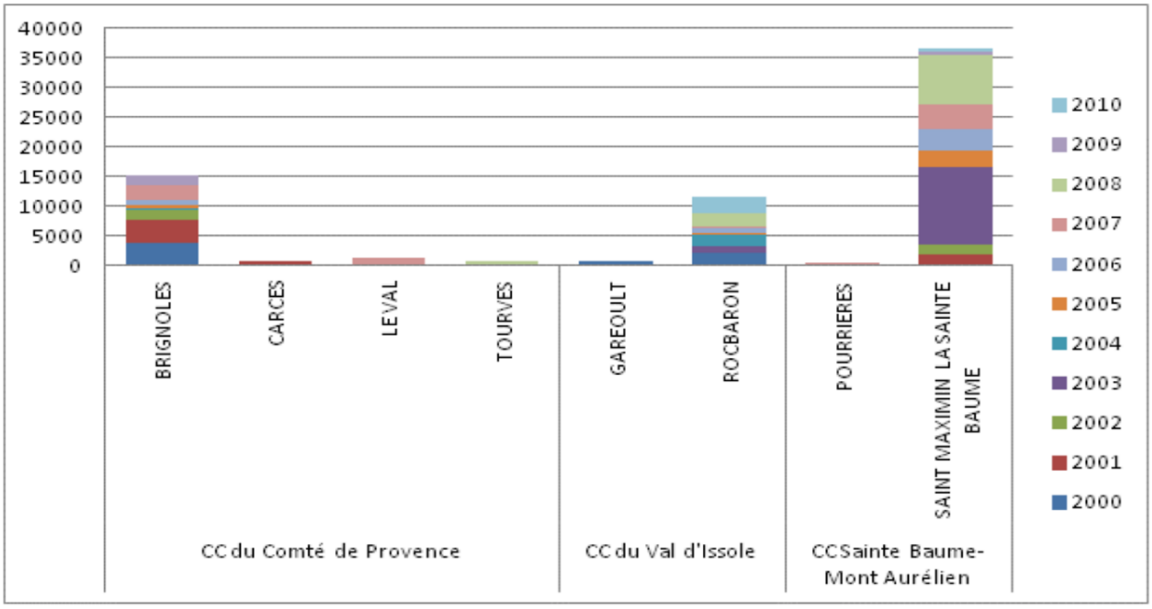


D'une façon générale, hors Brignoles et Garéoult (comme vu pour les observations précédentes), le nombre de m² de surface de vente par habitant ont progressé de 15 à 25% supplémentaires.

Les évolutions sur les 2 villes centres ont évolué de façon inversée pour se rejoindre prés de 4500 m².

- **L'évolution des commerces de la GMS entre 2000 et 2013**

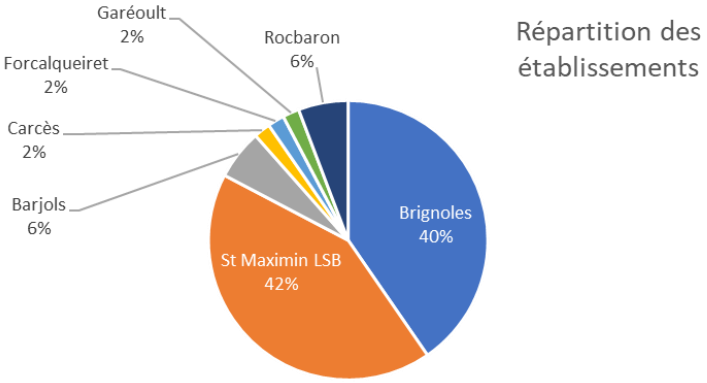
Tiré du rapport de présentation du SCoT de 2014, le tableau des surfaces créées entre 2000 et 2014 montre la très forte progression de Saint Maximin par rapport à Brignoles, le SCoT parlait de rééquilibrage et dans une moindre mesure sur Rocbaron qui capte les flux passants.



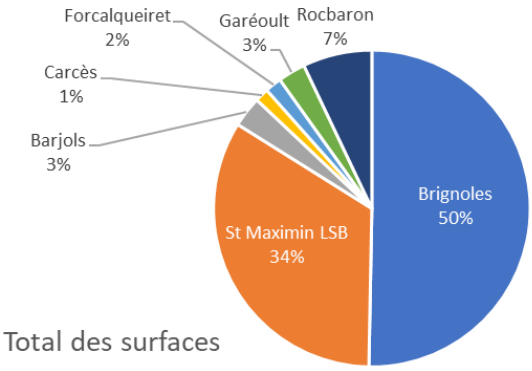
Les sites d'implantations sont essentiellement le pôle commercial de la Laouve à Saint Maximin et la ZAC de Fray Redon sur la commune de Rocbaron, les surfaces étant plus dispersées sur la commune de Brignoles.

L'évolution des commerces de la GMS est de +32 950 m² soit +4,89% / an , soit près de 2 fois plus que l'évolution globale de la population sur la même période (+2,47%).

En 2013, l'inventaire commercial comprend 52 établissements commerciaux de grandes enseignes 2013, majoritairement concentrés sur Brignoles et Saint-Maximin :



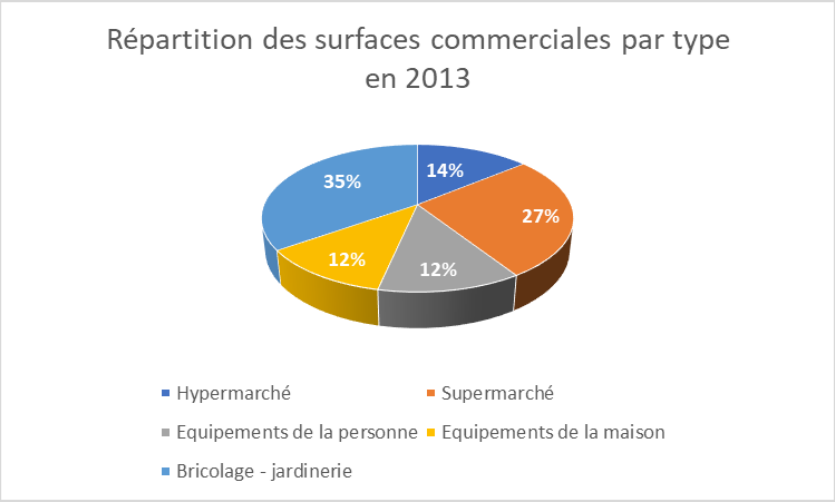
71 247 m² de surface de vente de Grande et Moyenne Distribution (GMS), également très concentrée sur Brignoles et Saint-Maximin, et qui représentent environ 616 mètres² de GMS pour 1000 habitants[27] :



84% des surfaces ont été implantées sur l'un des deux pôles de Brignoles et Saint Maximin.

La typologie des commerces est composée de 14% de supermarché, 27% de supermarchés, 12% d'équipement de la personne et 12% d'équipement de la maison, et 35% de jardinerie-bricolage

[27] *Le territoire du SCoT comptait 115 635 habitants en 2013*



- **L'évolution des commerces de la GMS entre 2013 et 2018**

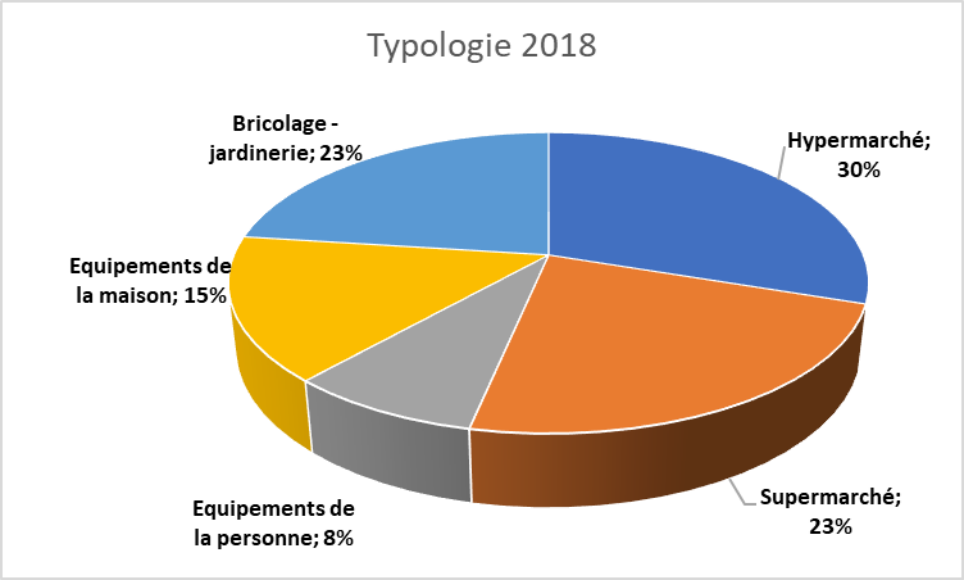
Entre 2013 et 2018, 10 projets ont été validés en Commission Départementale d'Aménagement Commercial :

Commune	Enseigne	Types d'opérations	Surfaces demandées	Surfaces finales	Année
SAINT MAXIMIN	INTERMARCHE	Extension	500	2000,00	2014
BARJOLS	INTERMARCHE	Extension	664	1864,00	2014
SAINT MAXIMIN	DRIVE	création	2 553	2553,00	2014
BRIGNOLES	BRIDIS	extension	6 471	12271,00	2014
SAINT MAXIMIN	DARTY	création	678	678,00	2016
SAINT MAXIMIN	ameublement	création	1 144	1144,00	2017
SAINT MAXIMIN	M. BRICOLAGE	extension	800	4000,00	2017
SAINT MAXIMIN	HYPER U	extension	4 076	8814,00	2017
BRIGNOLES	INTERMARCHE (y compris 1 Drive)	Création	15 149	15149,00	2018
SAINT MAXIMIN	Ens Commercial	Création	4 717	4717,00	2018
			36 752		

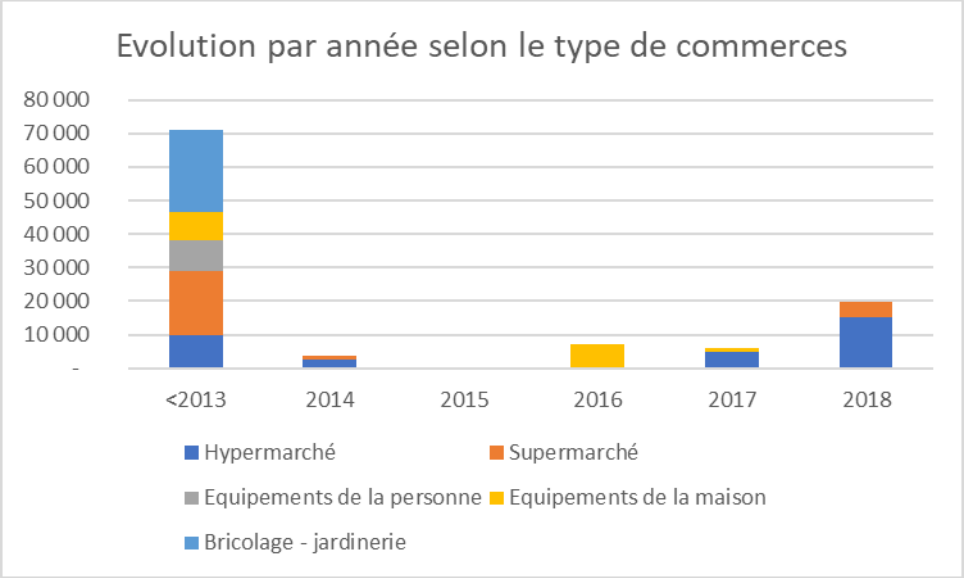
Ils représentent un total de 36.752 m² soit une croissance de 8,67% / an par rapport au dispositif existant en 2013. Pour mémoire, la croissance de la population a diminué par rapport à la période précédente et en moyenne s'établit en moyenne à+1,45%/an).

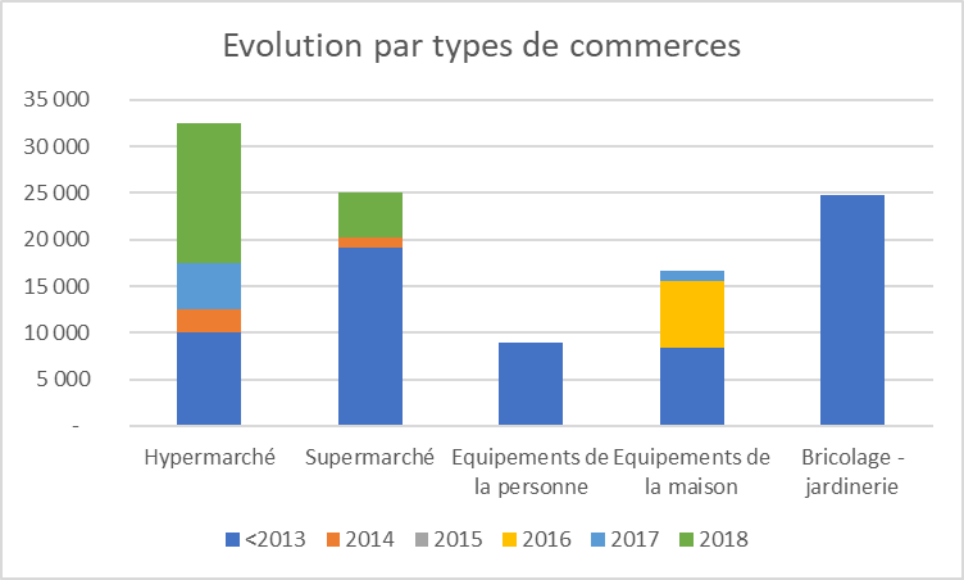
Si tous les projets étaient réalisés, la typologie serait sensiblement modifiée avec le doublement de la part des hypermarchés de 14% à 30%.

	2013		2018	
Hypermarché	**9 988**	***14%***	**32 566**	***30%***
Supermarché	**19 123**	***27%***	**25 004**	***23%***
Equipements de la personne	**8 930**	***13%***	**8 930**	***8%***
Equipements de la maison	**8 415**	***12%***	**16 708**	***15%***
Bricolage - jardinerie	**24 791**	***35%***	**24 791**	***23%***
	71 247	***100%***	**107 999**	***100%***



Hormis 2018, avec le grand Projet d'Hypermarché sur Brignoles (15.149 m²), la croissance est assez régulière avec environ 4 200 m² / an, ce qui correspond à environ +6% de croissance annuelle alors que dans le même temps la croissance de la population est d'environ 1,45%/ an.





Hormis le grand projet de supermarché sur Brignoles, les plus fortes croissances sur la période 2013-2018 concernent les commerces d'équipements de la maison qui, avec 8.293 m², ont quasiment doublé sur la période 2013-2018, suivis par les hypermarchés dotés de 7.429 m² (mais +74%de croissance).

En 3ème position, les supermarchés ont connu un développement significatif avec 5 881 m² soit 31% de croissance par rapport à 2013.

- **Bilan des évolutions sur les 18 dernières années (2000-2018)**

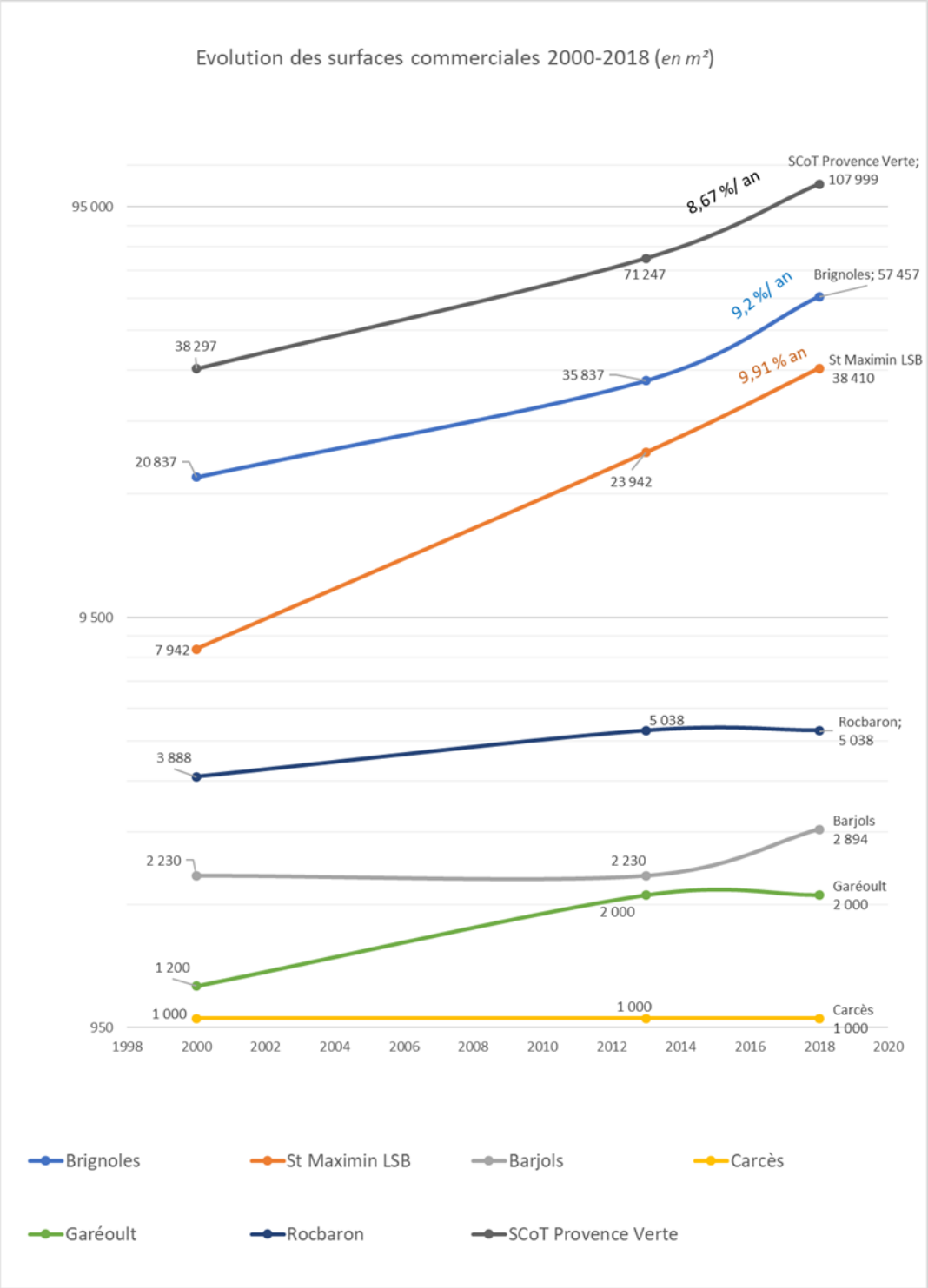
Le bilan des évolutions des surfaces commerciales des grandes enseignes de distribution sur les 18 dernières années est sans équivoque.

La croissance de ces surfaces est très supérieure à la croissance de la démographie donc de la croissance associée du potentiel de chalandise.

Bien évidemment, on peut penser que le territoire, sous-doté au début des années 2000 dans ce type d'équipements commerciaux, a connu un rattrapage.

Cet argument est valable et doit être entendu, mais l'accélération de ce développement dans les années 2013-2014 semble ne plus correspondre à ce qui pouvait apparaître comme une nécessité et ressemble de plus en plus à ce que l'on observe dans les autres territoires urbains du Var (Toulon et le littoral notamment).

D'un point de vue territorial, le rythme de croissance est principalement important sur les 2 pôles de Brignoles et Saint Maximin :



Un rapide calcul du nombre de m² de GMS proposé à la population, ramené pour une population de référence de 1000 habitants, montre un ratio qui devient très important, notamment au regard d'autres agglomérations de références, locales ou non.

Ainsi, le nombre de m² de GMS pour 1 000 habitants est passé de 451 m² / 1000 habitants à 839 m² pour 1 000 habitants, avec une part grandissante des hypermarchés et des supermarchés :

	2000	2013	2018
Total m² GMS	38 297	71 247	107 999
Population	85 000	115 500	128 800
Surfaces en m² de la GMS/ 1000 habitants	451	617	839
Surfaces en m² en Hyper et supermarchés pour 1000 habitants		252	447

Pour comparaison, on peut citer plusieurs agglomérations de tailles et de région diverses (références de 2013) :

Agglomérations	Population	M² en hyper et supermarchés
Poitiers	127 845	415
Valence	126 924	414
Fréjus	92 029	417
Sète	88 116	267
Draguignan	75 001	285
Toulon	557 802	251
Marseille – Aix-en-Provence	1 559 780	220

De cette comparaison rapide, il ressort que le territoire du SCoT se trouve aujourd'hui dans le haut de la fourchette des dispositifs commerciaux

VI.5.7. Synthèse des enjeux et principales questions

- **Principaux enseignements**

- Une contribution du commerce pour 19% des emplois du territoire, avec un emploi sur 5 dans le commerce de gros et 4/5 dans le commerce de détail ;
- Les emplois du commerce suivent la même évolution (6%) que l'emploi total ;
- Brignoles et Saint-Maxim concentrent 73% des emplois commerciaux du territoire ;
- Les polarités urbaines connaissent des fortunes diverses, avec Brignoles dont les commerces de centre-ville souffrent beaucoup alors que dans le même temps, ceux de Saint Maximin semblent connaitre un sort plus positif ;
- Les zones commerciales périphériques (ZACOM dans le SCoT de 2014) comprennent un potentiel de 25,4 ha de disponibilités foncières pour l'implantation de nouveaux commerces

dans les ZACOM, qui pourrait correspondre à de nouveaux développements de surfaces de vente, envisageables dans une fourchette de 40.000 à 60 000 m² de vente.

- Les développements de la Grande et Moyenne Distribution (essentiellement des enseignes nationales) ont créé +32.950 m²soit + 4,89%/an sur la période 2000 – 2013 et + 36.750 m² soit 8,67 %/an sur la période 2013 – 2018, ce qui constitue une croissance de plus déconnectée de la croissance démographique
- Cette croissance, qui pouvait apparaître comme un nécessaire rattrapage certain au début de la période, s'inscrit plus aujourd'hui dans le phénomène de périurbanisation commerciale « galopante » qu'ont connu certaines grandes agglomérations françaises (Caen, Poitiers...).

- **Enjeux majeurs et questionnements pour la révision du SCoT**

La question essentielle du territoire du SCoT au plan commercial est bien le maintien de l'équilibre entre les différents modes de consommation proposés aux habitants et notamment la préservation voire le renforcement des centres urbains commerciaux.

S'agissant des centralités urbaines, l'enjeu n° 1 est la revitalisation du centre-ville de Brignoles en croisant l'enjeu de dynamisme commercial avec les enjeux du fonctionnement urbain (circulation et stationnement, qualité des espaces publics…) et du logement.

Dans ce domaine et pour le sujet plus global de la revitalisation des centres villes, la loi Élan offre de nouvelles possibilités qui pourront être valorisées dans le cadre de la révision du SCoT.

Par ailleurs, on peut avancer que l'offre en commerces de la grande et moyenne distribution est mature et que la poursuite de son développement sur le rythme des 5 dernières années va déséquilibrer l'ensemble de l'offre commerciale. Pour autant, des ajustements sur des niches « manquantes » peuvent justifier des développements significatifs. La Loi Élan offre de nouvelles possibilités d'intervention sur ce thème.

Au plan du foncier commercial, le potentiel retenu dans les ZACOM du SCoT actuellement en vigueur permet des perspectives de développement trop importantes. Le SCoT devra donc mesurer voire réduire Ces capacités de développement des ZACOM sous peine de voir fragiliser encore plus les centres urbains.

VII. LES EQUIPEMENTS STRUCTURANTS DU TERRITOIRE

VII.1. LA FORMATION : UN ACCOMPAGNEMENT TOUT AU LONG DE LA VIE

VII.1.1. La formation initiale

La petite enfance

Les communes et intercommunalités ont fait un gros effort d'équipement et de structuration pour l'accueil de la petite enfance. C'est aujourd'hui une compétence mise en œuvre par les 2 intercommunalités. Les modes de gestions diffèrent d'une collectivité à l'autre (régie, DSP ou associatif selon les structures).

Les écoles du 1er degré

Toutes les communes de la Provence Verte Verdon ont une école primaire publique, à l'exception de Châteauvert, Esparron-de-Pallières et Ollières :

- La commune d'Esparron-de-Pallières est partie prenante de l'école intercommunale située à Saint-Martin-de-Pallières, les 2 communes s'étant associées à cet effet dans un Syndicat Intercommunal à Vocation Unique (SIVU) ;
- Les écoliers (et collégiens) de Chateauvert sont scolarisés à Barjols avec un transport scolaire assuré par le réseau Zou ! ;
- Les écoliers (et collégiens) d'Ollières sont scolarisés à Saint-Maximin (transport des primaires assuré par Saint-Maximin).

2 écoles privées accueillent des élèves du 1er degré :

- l'Institution Sainte Jeanne d'Arc à Brignoles
- l'École Sainte Marie Madeleine à Saint Maximin

La formation du 2nd degré

Les collèges et lycées de la Provence Verte Verdon font partie du bassin d'éducation et de formation de Brignoles, lequel est dépendant de l'Académie de Nice.

- 8 collèges publics sur la Provence Verte Verdon : à Barjols, Brignoles (2 établissements), Carcès, Garéoult, Rocbaron, Saint-Maximin (2 établissements),
- 6 communes du territoire du SCoT sont sectorisées en dehors du territoire :
  - sur le collège de Vinon : Saint-Julien, Ginasservis, Rians et Artigues,
  - sur le collège de Saint-Zacharie : Nans les Pins et Plan d'Aups
- 4 établissements privés accueillent des élèves collégiens à Saint-Maximin, Brignoles et la Celle.

La capacité d'accueil du territoire dans le public est de 6060 élèves pour 5785 élèves scolarisés à la rentrée 2018.

- 2 lycées publics polyvalents à Brignoles et Saint-Maximin qui proposent quelques formations professionnelles (BAC PRO, BTS) ;
- 1 école privée « sous contrat » déclinant 1er et 2nd cycles à Brignoles avec une antenne pour le 1er cycle à Saint-Maximin ;
- 1 cours privé « hors-contrat » à La Celle ;

- 1 école de coiffure et esthétique à Brignoles délivrant des CAP en 1 et 2 ans.

Cette liste doit être complétée par les établissements ne relevant pas de l'Éducation Nationale :

- 1 Lycée d'Enseignement Agricole Privé (LEAP) à Saint-Maximin (agréé par le Ministère de l'Agriculture) ;
- le Centre de Formation des Apprentis (CFA) de Saint-Maximin (dépendant de la Chambre des Métiers).

L'offre en formation initiale du 2nd cycle est assez complète et bien implantée sur la Provence Verte, le dispositif de formation rayonne sur un territoire plus vaste qui s'étend hors des frontières du SCoT. Les 12 collèges du territoire (8 publics et 4 privés) accueillent près de 6000 élèves. Les lycéens sont plus de 3 500 à suivre leur scolarité sur Provence Verte. Toutes les communes de Provence Verte Verdon sont rattachées à l'un ou l'autre des 2 lycées polyvalents publics existants à l'exception de :

- Méounes qui est dans le secteur du lycée du Coudon ;
- Entrecasteaux qui est dans le secteur du lycée de Lorgues.

Les 2 lycées publics polyvalents ont développé des orientations complémentaires (en Bac Technologique, Bac Pro ou BTS) :

- Des formations plus tournées vers les services sur le lycée Louis Raynouard de Brignoles ;
- Des formations à connotation plus industrielle sur le lycée polyvalent Maurice Janetti à Saint-Maximin.

L'Institution privée Sainte Jeanne d'Arc a mis en place une antenne de collège à Saint-Maximin.

Le Lycée d'Enseignement Agricole Professionnel (LEAP) de Saint-Maximin est un établissement privé à gestion associative sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture.

Sur le secteur de Saint-Maximin / Pourrières, on observe d'importants flux de déplacements domicile-étude en direction d'Aix-en-Provence. En revanche, le bassin d'éducation et de formation de Brignoles ne comprend pas de lycée professionnel. Il est rattaché au lycée technique de Lorgues. Quelques bacs technologiques et professionnels sont néanmoins proposés dans les lycées polyvalents du territoire. Il n'existe pratiquement pas de formation supérieure sur le bassin d'éducation en dehors de quelques BTS, très demandés.

De plus, le taux de scolarisation des 18-24 ans est relativement faible sur le territoire (38 % contre 44% dans le département et 51 % dans la région). Ceci en raison du départ des étudiants vers d'autres bassins de formation et l'abandon des études par certains jeunes, faute de dispositif local. Pour autant, 19% des 25 à 39 ans ont obtenu un diplôme universitaire de 1er cycle (18% en PACA et dans le Var).

Par contre, 9% seulement des personnes non scolarisées de 15 ans et plus ont un diplôme universitaire de 2nd ou 3ème cycle contre 13% en PACA (niveaux maîtrise et supérieur).

Les projets :

- La création d'un collège d'une capacité de 600 élèves à Carcès, annoncée pour la rentrée 2017, permettra de désengorger les collèges de Brignoles qui accueillent les collégiens de Carcès et Montfort et celui de Barjols qui accueille les collégiens de Cotignac. Il rapatriera peut-être aussi les collégiens d'Entrecasteaux. Cette programmation apparaît cohérente avec les besoins pressentis (environ 600 collégiens supplémentaires à l'horizon 2020) et avec le rôle de pôle relais joué par Carcès.

- Pour répondre à un besoin de jeunes en fin de 3ème et à une carence en formation de niveau CAP, le LEAP projette de développer un CFA pour leur proposer des Certificats d'Aptitude Professionnelle (CAP) en production agricole par la voie de l'apprentissage avec un accompagnement personnalisé. Cela vise aussi à répondre à une demande de main d'œuvre émanant des professionnels. La première section devrait ouvrir en 2013. À terme, il n'exclut pas d'ouvrir aussi des BTS en alternance.

- Les problèmes de déplacements des jeunes jusqu'à 18/19 ans sont un facteur limitant pour la poursuite des études et le développement de la formation en alternance.

Centre de formation régional aux carrières sanitaires et sociales

Le Conseil Régional a développé des formations dans le secteur sanitaire et social qui sont dispensées sur Brignoles, notamment par l'Institut de Formation Public Varois des Professions de Santé (IFPVPS).

Le Centre de Formation des Apprentis (CFA) de Saint-Maximin accueille forme environ 500 jeunes apprentis chaque année ainsi que des auditeurs de la formation continue (professionnels et demandeurs d'emploi). Son activité s'organise autour des filières suivantes : alimentation, hôtellerie-restauration, vente-entreposage-messagerie, métiers de l'automobile et de la coiffure. Étant donné la moyenne d'âge du public en formation qui est de 18-19 ans, le plus gros problème rencontré par les jeunes est le manque de moyen de transports en commun et la longueur des temps de trajet. Du fait de sa situation géographique, le CFA est fréquenté par une centaine de jeunes des Bouches-du-Rhône.

VII.1.2. La formation continue

Il est indispensable d'accompagner les jeunes, les demandeurs d'emploi et les actifs en situation d'insertion sociale dans leurs démarches d'orientation professionnelle. Plusieurs structures concourent aux objectifs d'insertion professionnelle de ces publics : le Service d'Orientation de l'Education Nationale, la Mission Locale Ouest Haut Var, les Agences de Pôle Emploi, l'Ecole de la deuxième chance (E2C)...

Le GRETA Var Méditerranée et SIGMA Formation interviennent sur Brignoles et Saint-Maximin pour préparer les jeunes non qualifiés et les demandeurs d'emploi à l'accès à une qualification professionnelle ou à un emploi, à travers l'Espace Territorial d'Accès aux Premiers Savoirs (ETAPS).

L'Espace Territorial d'Accès à la Qualification (ETAQ) prépare des jeunes de 16 à 25 ans sans

qualification à une certification reconnue.

Les établissements de formation continue sont peu nombreux à avoir une implantation sur le territoire:

- Le GRETA, présent dans les 2 lycées publics ;
- Le CFA de Saint-Maximin ;
- L'Atelier La Pierre d'Angle à Brignoles qui organise des sessions de formation de maçon et tailleur de pierre débouchant sur un titre professionnel.

Pôle Emploi met en œuvre des formations dans des secteurs variés en fonction des besoins du territoire. Le principal financeur de ces formations reste la Région.

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (CCIV) organise des formations ponctuelles pour répondre à des besoins spécifiques, en matière de commercialisation notamment.

Il convient également de signaler l'existence sur Brignoles d'un Centre de Formation Professionnelle de branche aux métiers de l'automobile. Le Centre GNFA de Brignoles est le site de formation de référence du GNFA sur la région PACA. Il organise des formations qui couvrent l'ensemble du domaine automobile à destination des professionnels et des enseignants.

Installé sur la zone artisanale de Nicopolis depuis 2008, il met à la disposition des professionnels de l'Automobile des matériels de pointe et une capacité d'accueil (20 salles de formation, 2000 m² d'ateliers, un showroom) qui autorisent une large palette d'actions :

- formations auto, moto et véhicules industriels ;
- organisation de lancements de produits ;
- conception et mise en place d'événementiels.

VII.2. LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Répartition des équipements sportifs

Communauté de Communes	Nombre total d'équipements sportifs	Nombre moyen d'habitants par équipement
CA de la Provence Verte	471	205
CC Provence Verdon	106	208
Total Provence Verte	577	210

Figure 11 : Répartition des équipements sportifs (source : MSS-RES 2019)

Le recensement des équipements sportifs (RES) prend en compte des équipements publics et privés de nature très différente (du dojo aux sports de nature). Une analyse comparative basée sur le nombre d'équipements sportifs par commune doit être considérée comme strictement indicative puisqu'elle ne reflète pas le niveau des équipements recensés.

Au regard des données détaillées, il y a des écarts d'équipements importants entre les communes de la Provence Verte Verdon :

- Brignoles est la commune qui compte le plus grand nombre d'équipements : 78
- Saint-Maximin apparaît moins équipée sur le plan sportif avec 58 équipements
- 4 communes sont équipées de bassins de natation sportifs ou mixtes (longueur mini de 25 mètres), Aquavabre à Brignoles (3 bassins dont un de 50m) et 4 non couverts :, Saint-Maximin-la Sainte-Baume, Garéoult, Barjols, Rians.

Plusieurs projets de grands équipements structurants sont programmés à court terme :

- Aménagement / mise aux normes du complexe sportif du Vabre à Brignoles pour la création d'un pôle de rugby et de football comprenant 3 stades avec des vestiaires, tribunes et club house et pour la réhabilitation du gymnase (échéance : 2013) ;
- Aménagement du parc des sports avec construction d'une halle des sports et d'une nouvelle piscine couverte à Saint- Maximin ;
- Construction d'un gymnase adossé au collège de Barjols avec ouverture sur la ville.

À côté des équipements sportifs au sens strict, il ne faut pas négliger les équipements de loisirs de type « parc » ou « espace naturel aménagé » propices à la détente pour le plus grand nombre et notamment pour les familles. Les communes disposent de réels potentiels d'aménagements comme les berges du Caramy à Brignoles qui pourraient permettre de relier en mode doux et les communes de La Celle et Brignoles le long de ce cours d'eau tout en préservant la ripisylve et en luttant contre le risque inondation.

VII.3. LE SECTEUR SANITAIRE ET MÉDICO-SOCIAL

Pour un territoire rural, l'offre existante sur la Provence Verte Verdon est assez large grâce à la présence du centre hospitalier mais elle présente des fragilités. L'analyse qui suit s'appuie en particulier sur l'état des lieux élaboré par l'Observatoire Régional de Santé (ORS) et sur les diagnostics que l'Agence Régionale de Santé (ARS) a réalisés en préparation du projet stratégique régional de santé 2012-2016.

Les indicateurs

En 2008, le territoire de proximité de Brignoles (Provence Verte Verdon + canton de Besse) était très en deçà des moyennes PACA pour toute une série d'indicateurs.

La médecine ambulatoire présente des densités de professionnels basses (souvent inférieures de plus de ½ par rapport aux moyennes régionales) :

- 98 médecins généralistes libéraux, soit un taux de 88/100 000 habitants (moyenne PACA : 126) ;
- 44 médecins spécialistes libéraux, soit un taux de 40/1 000 000 habitants (PACA : 134) ;
- 3 pédiatres libéraux, soit un taux de 13/1 000 000 enfants de moins de 16 ans (PACA : 34) ;
- 3 gynécologues-obstétriciens libéraux, soit un taux de 13/100 000 femmes de 15 à 49 ans (PACA : 35) ;
- 4 psychiatres libéraux, soit un taux de 3,6/100 000 habitants (PACA : 16)

- 56 chirurgiens-dentistes libéraux, soit un taux de 51/100 0000 habitants (PACA : 83) ;
- infirmiers libéraux : 186/100 000 habitants (PACA : 210).

L'offre hospitalière est également globalement peu dense pour la médecine/chirurgie/obstétrique (MCO) : 147 lits au total, soit un taux de 13 lits/10 000 habitants (PACA : 38).

Le secteur des soins de suite et de réadaptation (SSR) (292 lits) dépasse la moyenne régionale (taux de 26 lits pour 10 000 habitants contre 22 lits en PACA). Mais cela est à relativiser si l'on exclut les 102 lits spécialisés du centre de cure pneumologique de Nans qui va quitter le territoire sans compter que les nombreux lits SSR de la clinique gérontologique de Nans sont en partie tournés vers une clientèle qui n'est pas locale. En dehors de l'offre Nansaise, il n'y a que 30 lits sur l'hôpital de Brignoles.

Le secteur des soins de longue durée, à la charnière des activités sanitaires et médico-sociales, paraît également bien doté. Il compte 95 lits (taux de 105 lits pour 10 000 personnes âgées de 75 ans ou plus contre 38 lits en PACA). Ce résultat reste à nuancer par le fait que les établissements de Nans (49 lits) ne sont pas forcément tournés vers la clientèle locale.

L'offre médico-sociale présente des densités s'écartant moins de la moyenne régionale (sachant toutefois que celle-ci est globalement faible par rapport aux moyennes nationales qu'il s'agisse des personnes âgées ou handicapées).

C'est le cas :

- Des établissements d'hébergement pour personnes âgées avec 1 199 places, soit un taux de 132 lits pour 1000 personnes âgées de 75 ans ou plus (taux PACA : 117). Là encore, il faudrait un éclairage sur la provenance de la clientèle des établissements nansais ;
- Des établissements hébergeant des adultes handicapés : avec 307 places soit un taux de 5,5 lits pour 1 000 personnes de 20 à 59 ans, excédant le taux régional (taux PACA : 2,6 lits) ;
- Des structures d'insertion professionnelle pour adultes handicapés avec 256 places, soit un taux de 4,6 pour 1000 personnes de 20 à 59 ans (PACA : 4,2).

Par contre, on observe un fort déficit dans :

- L'hébergement temporaire des personnes âgées ;
- La prise en charge des enfants handicapés (seulement 60 places –taux inférieur de plus de moitié du taux régional alors que celui-ci est déjà faible rapporté à la moyenne nationale) ;
- Les services d'éducation spéciale et de soins à domicile pour l'enfance handicapée (seulement 20 places de SESSAD).

L'un des grands enjeux du Schéma Régional de Prévention (SRP) est d'identifier les territoires, les problèmes de santé et les publics sur lesquels agir en priorité. À ce titre, plusieurs indicateurs révèlent les fragilités sur la Provence Verte, parmi lesquels :

- La vulnérabilité sociale : le canton de Brignoles fait partie des 35 cantons les plus mal classés pour son taux de bénéficiaires de la CMUC (régime général) et son taux de personnes sans diplôme ;
- Mortalité prématurée : les cantons de Barjols et Tavernes présentent un taux de mortalité prématurée supérieur au taux moyen régional et ils ont vu leur taux de mortalité prématurée progresser entre 1991 et 2007 (alors qu'il diminuait en PACA). Le canton de Brignoles présente aussi un taux de mortalité prématurée (2001-2007) supérieur au taux moyen régional ;

- Taux de pauvreté infantile **:** 8 communes de la Provence Vertes font partie des 50 communes de PACA sur lesquelles on observe les plus forts taux de pauvreté infantile en 2009. Ce sont : Tavernes, Varages, Entrecasteaux, Barjols, Cotignac Brignoles, Carcès et Correns. Les cantons de Barjols et Cotignac sont donc très représentés à ce titre ;
- Le canton de Brignoles cumulant situation sociale dégradée et indicateurs de santé préoccupants est identifié par le Schéma Régional de Prévention 2012-2016 comme prioritaire (avec 3 autres cantons dans le Var : Toulon, la Seyne et Le Luc).

VII.3.1. Les grands équipements

L'hôpital intercommunal de Brignoles est l'un des principaux équipements structurants du territoire, sans doute même le plus emblématique et c'est un maillon essentiel de l'offre de santé.

Son aire d'attraction couvre tout le territoire de la Provence Verte Verdon et s'étend au canton de Besse et au secteur du Luc où il est en concurrence avec l'hôpital de Draguignan. La poursuite de son activité de chirurgie a fait l'objet d'âpres discussions avec l'ARS en 2010 et 2011. L'activité de l'hôpital est en croissance régulière, notamment celle des urgences et de la maternité. L'hôpital ouvre son bloc opératoire aux spécialistes libéraux locaux en maintenant des coûts publics pour les patients. Cette activité s'inscrit dans le cadre d'un groupement de coopération sanitaire dit «pôle sanitaire du Centre Var ». Elle permet de retenir sur le territoire certaines spécialités.

De plus, l'hôpital, en partenariat avec l'hôpital Henri Guérin de Pierrefeu développe toute une panoplie de services et équipements psychiatriques, notamment des centres Médico Psychologiques pour adultes et pour enfants sur les communes de Saint- Maximin et Brignoles.

Les projets

- **Le projet « Hôpital 2012 »**. Il porte sur la construction d'un nouveau pôle des urgences (dimensionné pour 30 000 passages annuels) et de nouveaux locaux pour améliorer l'hébergement des malades (lits des services de médecine, chirurgie, obstétrique). Les études ont été lancées au printemps 2012 après le déblocage de financements de l'Agence Régionale de Santé.
- **Le projet de pôle de santé.** Ce projet dont l'initiative revient à l'Hôpital de Brignoles vise à faire du « pays brignolais » un site pilote de l'implication et de la coordination des acteurs de soins, de l'accompagnement social et médico-social, de la prévention et de l'éducation thérapeutique autour d'un projet commun structuré. Il donnera lieu à la signature d'une charte et à la mise en place d'un comité de pilotage regroupant tous les professionnels intéressés ainsi que les collectivités territoriales.
- Le projet de communauté hospitalière de territoire avec Toulon et Hyères

De plus, il y a deux centres médicaux relevant du secteur privé lucratif :

- **La Polyclinique Gériatrique Saint-François**, dispose de 36 lits de médecine et de 177 lits de soins de suite et de rééducation dont quelques lits de soins de suite lourds. Une coopération régulière existe avec l'hôpital de Brignoles.
- **Le Centre de Pneumologie et de Rééducation Respiratoire de la Sainte Baume,** installé sur Nans-les-Pins, il dispose de 102 lits

- Le centre de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie à Brignoles.

L'offre en soins libérale

Les professionnels de santé libéraux en 2011	Nombre total	dont				
		secteur 1	CC CP	CC SBMA	CC VI	CC PAV
Médecins généralistes	83	78	29	26	18	10
Dont : médecins généralistes de plus de 55 ans	37		14	14	6	3
Médecins spécialistes	46		27	14	5	0
Dentistes	50		23	14	8	5
Infirmiers	187		66	61	29	31
Population 2009			38 349	27 412	20 891	13 260
Nb de médecins libéraux pour 100 000 habitants			76	95	86	75

Figure 12 : Source ARS PACA, 2011 ; Base de donnée SiRSéPACA

En ce qui concerne la Provence Verte, le diagnostic réalisé pour l'élaboration du schéma régional d'organisation des soins relève que 4 « espaces de santé de proximité » sur 5 sont identifiés comme étant « à risque » sur le plan de l'offre de santé de premier secours (médecins généralistes, pharmacies, infirmiers, chirurgiens-dentistes et masseurs kiné). Ce sont les cantons de Brignoles, Carcès, Barjols et La Roquebrussanne. Les Communautés de Communes du Bassin de vie de Brignoles et de Provence d'Argens en Verdon sont particulièrement sous-dotées en médecins généralistes libéraux : 75 pour 100 000 habitants. Il y a aussi sur l'ensemble de la Provence Verte Verdon un fort déficit de médecins spécialistes libéraux.

VII.4. L'OFFRE À DESTINATION DES PERSONNES ÂGÉES ET DES HANDICAPÉS

VII.4.1. La prise en charge des personnes âgées

La répartition géographique des lits en établissement d'hébergement médicalisé pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) est assez équilibrée sur la Provence Verte. Sur 16 établissements, 10 sont privés lucratifs avec une offre limitée en lits habilités à l'aide sociale.

Établissements d'hébergement pour personnes âgées relevant du secteur médico-social

Communauté de communes		CP	SBMA	VI	PAV	Sous-total	TOTAL
Nombre d'EHPAD	publics	3	1	0	0	4	16
	associatifs	1	0	1	0	2	
	lucratifs	2	5	1	2	10	
	Sous-total	6	6	2	2		
Nb de lits ouverts	USLD	46	49	0	0	95	1 036
	EHPAD	334	308	156	143	941	
Nb de lits "vacants"							41
Nb de lits HAS	Publics et associatifs	282	57	0	26	365	474
	lucratifs	55	39	0	15	109	

Figure 13 : Établissements d'hébergement pour personnes âgées relevant du secteur médico-social. ***Source : Conseil Général du Var, mai 2012***

NOTA : Nombre de lits Alzheimer : 171 ; nombre d'accueils de jour autorisés en EHPAD : 9

Il n'y a qu'un foyer-logement sur Saint-Maximin d'une capacité de 31 places. Même si le ratio de lits rapporté à la population paraît satisfaisant au regard des ratios régionaux, il semblerait que les nombreux lits existants en unité de soin longue durée (USLD) et EHPAD sur la commune de Nans soient en partie tournés vers une clientèle venant des Bouches-du-Rhône ce qui limite sans doute les places réellement accessibles à la population locale.

Un équipement dédié à l'accueil de jour Alzheimer d'une capacité de 10 places ouvrira sur Brignoles en septembre 2012. Il permettra la prise en charge de 30 personnes environ. Sa gestion sera assurée par le CCAS de Brignoles.

Un CLIC (Centre Local d'Information et de Coordination) Gérontologique labellisé au niveau 2 existe sur le Bassin de vie de Brignoles depuis 2004. Il participe à des actions de prévention, de coordination gérontologique et à la définition des plans d'aide aux personnes âgées vivant à domicile.

Sur le Bassin de vie de Brignoles, il est constaté une ascension de la capacité de prise en charge des Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD). Il en existe 3 pour une capacité d'accueil de 147 personnes à Brignoles et 65 personnes à Carcès) et de nombreux services à domicile intervenant dans l'assistance aux personnes âgées (13 structures).

De plus, un phénomène nouveau se développe sur le territoire, il s'agit des résidences sénior. Bien que celles-ci ne relèvent pas du secteur médico-social mais de l'habitat, leur développement ne sera pas sans incidence sur le secteur médico-social lorsque les résidents seront en perte d'autonomie. Une résidence sénior existe à Plan d'Aups. D'autres sont en projet sur les CC Bassin de vie de Brignoles (Brignoles, La Celle, Cotignac) Le bassin de vie de Saint Maximin (Saint-Maximin) et Val d'Issole (Sainte-Anastasie et Rocbaron). Certaines sont prévues dans le centre-ville des principales communes (Brignoles, Saint-Maximin, La Celle), d'autres en sont éloignées.

La plupart ciblent une clientèle relativement aisée non installée sur le territoire. À cet égard, le projet de résidence sénior de Brignoles se présente comme ayant un caractère « social » dans la mesure où il est conçu pour accueillir des personnes âgées ayant des revenus moyens d'environ 1 500 euros. Le projet de La Celle prévoit aussi quelques logements à caractère social.

VII.4.2. Les personnes handicapées

Les adultes

L'offre à destination des personnes handicapées adultes apparaît assez bien répartie sur la Provence Verte. Elle s'adresse essentiellement à des publics présentant des déficiences intellectuelles.

- Un établissement de prise en charge des adultes autistes est implanté sur Barjols avec une antenne à Tavernes.
- Il n'y a pas d'établissement de prise en charge pour des handicaps moteurs lourds.
- Il existe 4 établissements d'aide par le travail (ESAT) sur Brignoles, Le Val, Garéoult et Saint-Maximin.

Tous les équipements et services relèvent du secteur associatif.

Du fait du déport de la demande de territoires voisins sur la Provence Verte, l'existence d'une offre significative ne permet pas de conclure à la satisfaction des besoins locaux. Les places disponibles peuvent être rapidement occupées par des personnes originaires d'autres territoires.

La liste d'attente établie par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) recense les besoins suivants au 14/05/2012 :

Structures d'accueil PH adultes	Nombre de demandes en attente	Type de handicap principal
Foyer occupationnel (FO)	17	Déficience intellectuelle et psychiatrique (13) Handicap moteur (3)
Foyer d'accueil médicalisé (FAM)	23	Déficience intellectuelle et psychiatrique (15) (autisme en particulier)
Maison d'accueil spécialisée (MAS)	16	Handicap moteur (12)
ESAT (aide par le travail)	63 (à relativiser)	Déficience intellectuelle et psychiatrique (50) Handicap moteur (6)

Les enfants

On recense 2 structures d'accueil :

- Pour les enfants souffrant de troubles du comportement : un Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique (ITEP) à Châteauvert (40 enfants de 4 à 12 ans en internat) avec une antenne à Barjols pour les enfants scolarisés en milieu ordinaire (8 enfants de 4 à 16 ans en semi-internat) ;
- Pour les enfants présentant des déficiences intellectuelles : un Institut médico-éducatif (IME) à Brignoles dépendant du groupe « Jean Itard » présentant une capacité de 12 places en semi-internat pour des enfants de 4 à 13 ans avec une section d'éducation et d'enseignement spécialisés (SEES les Cigalons) - Gestion UGECAM.

Et quelques structures offrant des services spécialisés :

- un service d'accompagnement et de soins à domicile (SESSAD) spécialisé de 20 places dépendant de l'Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique l'Essor qui fait état de listes d'attente importantes ;
- l'association autisme Solidarité.

Il apparaît, un manque de structures de prise en charge en institution de proximité pour les enfants déficients intellectuels, polyhandicapés ou autistes.

Des projets en attente ou émergents :

- Un projet de CAMPS (centre de dépistage précoce des 0-6 ans) associé à un CMPP (centre médico-psycho-pédagogique délivrant consultations et soins auprès des 0-20 ans) et à un SESSAD. La concrétisation de ce projet monté par 3 associations partenaires est en attente de l'octroi de financements (terrain mobilisé par la commune de Brignoles) ;
- Un projet de centre de loisirs pour autistes (enfants et adultes) à Entrecasteaux porté par l'association Autisme Relais Assistance PACA sur un terrain mis à sa disposition par la commune ;
- Un projet d'ITEP professionnel d'une capacité de 10 places avec une orientation agricole à Châteauvert porté par l'Institut thérapeutique l'Essor en réponse au constat d'une prise en charge déficiente des jeunes filles ayant des difficultés comportementales au-delà de 12 ans (aucune structure de ce type dans le département).

VII.5. LE PATRIMOINE : LE PAYS D'ART ET D'HISTOIRE

VII.5.1. Un gisement patrimonial riche et diversifié

Le patrimoine est riche et diversifié en Provence Verte Verdon : grottes ornées du Néolithique, dolmens des Adrets, sites gallo-romains, Villae du Loou à La Roquebrussanne, Trophée de Marius, Voie Aurélienne, nombreux oppida, Collégiale de Barjols, monuments des Templiers, patrimoine vernaculaire... et friches des activités industrielles des tanneries et des sites d'extraction de Bauxites délaissés dans les années 80.

Il existe 33 zones de présomptions de prescriptions archéologiques (ZPPA) sur le territoire du SCoT, représentant une superficie totale de 1 910 ha, plutôt concentrées dans les zones aménageables (centres urbains et périphéries). Parmi ces 33 zones, les plus vastes sont sur les communes de Pourrières, d'Ollières, de Tourves, de Saint-Maximin et de Brignoles.

En outre, le territoire du SCoT compte 1 493 sites archéologiques géolocalisés, soit une moyenne de 35 sites par commune (171 rien que sur la commune de Saint-Maximin). Ces sites archéologiques sont à répartir entre la Préhistoire (253), les âges des Métaux (464), les époques romaines (662), médiévales (418) et modernes (252).

Provence Verte Verdon est un véritable réservoir de monuments patrimoniaux dont les 4 sites patrimoniaux cultuels « phares » sont Notre Dame des Grâces à Cotignac (100 000 visiteurs/an), la Basilique de Saint Maximin (100 000 visiteurs/an), l'Abbaye de La Celle (23 000 visiteurs/an) et le Site de la Sainte Baume (360 000 visiteurs/an).

Des abris peints du Chalcolithique au garage atelier dessiné par Le Corbusier, le patrimoine de « La Provence Verte Verdon » est riche de diversité. Fort de ces atouts patrimoniaux, le Label « Villes et Pays d'Art et d'Histoire » (PAH) est accordé par la Commission Nationale. Cette démarche se concrétise par une Convention du Pays d'art et d'Histoire signée le 02 mai 2005 avec l'État.

VII.5.2. Un outil de valorisation en plein essor

Le Pays d'Art et d'Histoire porté par le SMPPV développe un projet culturel axé sur une politique :

- de connaissance et de protection de l'architecture et du patrimoine :
  - missions d'identification du patrimoine bâti avec le centre PARTIR et l'école d'architecture de Marseille Lumigny ;
  - mission d'inventaire en partenariat avec le Service régional de l'Inventaire ;
  - encouragement à l'étude de ZPPAUP (zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager) / AVAP (dispositif des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine);
  - édition des « Cahiers du patrimoine ».

- d'animation et de développement du tourisme culturel :
  - mise en place de visites-conférences ;

- conception de circuits historiques dans les communes ;
- site Internet www.la-provence-verte.org avec une partie spécifique sur la découverte du patrimoine.

- d'actions de sensibilisation des habitants à leur patrimoine :
- création d'un service éducatif ;
- mise en place de l'animation « Un dimanche en Provence Verte Verdon » ;
- participation aux manifestations nationales (Journées du patrimoine…).

La volonté de « La Provence Verte Verdon » de s'inscrire dans le réseau national « Villes et Pays d'art et d'histoire » se traduit par l'utilisation du label pour :

- Mieux connaître en favorisant la recherche, parfois en l'initiant, et surtout en centralisant la documentation existante au sein d'un centre de ressources ;
- Sensibiliser la population pour créer une prise de conscience collective de la richesse du patrimoine local ;
- Valoriser l'existant pour encourager les actions de remise en état du bâti dans un souci de protection, en apportant une aide technique ;
- Structurer pour organiser une offre cohérente d'actions à proposer à l'ensemble du territoire ;
- Diffuser en mettant à la disposition du public les clés nécessaires à la bonne compréhension de la culture et du patrimoine local ;
- Coopérer en favorisant la création de contacts dans un but de partage d'expériences et de savoirs ;
- Exploiter en utilisant le patrimoine comme support d'une activité mais dans un souci permanent de conservation.

Cette volonté affichée dévoile deux grands objectifs :

- Le renforcement de l'identité locale par la valorisation du patrimoine et la sensibilisation à l'architecture : la labellisation du territoire permet la mise en place d'actions pour la population locale afin de développer une sensibilisation et une meilleure connaissance de l'architecture et du patrimoine. Sa valorisation concrétise encore plus cette réappropriation. Cela facilite un renforcement de l'identité locale, nécessaire pour que le territoire garde son authenticité et préserve son originalité ;
- Une valorisation globale du territoire par l'image culturelle : si l'image provençale est forte et déjà valorisante pour le pays, l'image culturelle née du projet de Pays d'Art et d'Histoire, est un atout supplémentaire en termes de développement et de promotion. Cette image renforce l'identité globale du pays. Elle donne à chacun des éléments qui le composent la sensation d'appartenance à un tout : la Provence Verte.

Les Villes et Pays d'Art et d'Histoire s'engagent à développer une politique culturelle et touristique en articulant le patrimoine et les équipements culturels. Cette politique culturelle se décline notamment par :

- la sensibilisation des habitants et des professionnels à leur environnement et à la qualité

architecturale, urbaine et paysagère ;
- la présentation du patrimoine dans toutes ses composantes et promotion de la qualité architecturale ;
- l'initiation du public jeune à l'architecture, à l'urbanisme, au paysage et au patrimoine ;
- l'offre au public touristique de visites de qualité par un personnel qualifié.

Le PAH a comme objectif la création d'un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP). Le Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine est :

- pour la collectivité territoriale, un lieu d'information et de présentation des enjeux de l'évolution architecturale, urbaine et paysagère ;
- pour les habitants, un lieu de rencontre et d'information sur les activités de valorisation du patrimoine et les projets urbains et paysagers ;
- pour les touristes, un espace d'information donnant les clés de lecture du pays ;
- pour les jeunes, un support pédagogique dans le cadre des ateliers d'architecture et du patrimoine.

Véritable lieu de ressources et de débats, le Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP) est un équipement de proximité conçu de manière originale. Il présente une exposition permanente didactique sur l'évolution du pays et les principales caractéristiques de son architecture et de son patrimoine. Le CIAP développe une scénographie originale de manière à mieux faire comprendre le pays aux visiteurs, leur donner l'envie d'en connaître plus et découvrir par eux-mêmes les différents aspects évoqués de l'identité du Pays d'Art et d'Histoire. Des expositions temporaires et des conférences prenant en compte l'actualité de l'architecture et du patrimoine sont régulièrement organisées.

À la vue de ces actions et de la volonté affirmée de « La Provence Verte Verdon » de mieux valoriser son patrimoine culturel, le SMPPV a donc pris conscience de l'importance de développer une politique pluriannuelle d'animation et de sensibilisation de la population locale (tout particulièrement des jeunes) pour appréhender, redécouvrir et protéger son patrimoine.

Du point de vue du SCoT, un CIAP représente un vecteur de communication et de sensibilisation pédagogique sur les orientations que le document d'urbanisme développe. L'impact positif des actions de valorisation du patrimoine sur l'économie locale a été en partie quantifié dans une étude menée par le Pays d'Art et d'Histoire de la Provence Verte Verdon et l'Agence pour le développement et la valorisation du patrimoine. Elle fait apparaître en substance que les retombées en termes d'emplois s'élèvent à plus de 1000, directs et indirects, et qu'en termes de retombées économiques, celles-ci s'élèvent à plus de 8 millions d'euro (Données sous-évaluées en raison du manque de retour d'informations).

Les actions de restauration et de préservation engagées par les communes ou les intercommunalités sont nombreuses. En 2009, les communes ont attribué plus de 2 millions d'euros à la restauration du

patrimoine bâti.

VII.5.3. Enjeux et perspectives du patrimoine

L'enjeu principal est de faire de la culture un élément dynamique du développement territorial. Ceci se décline par un projet global à l'échelle du territoire, s'appuyant sur des équipements structurants et permettant l'émergence d'un réseau avec les structures et les collectivités.

Les enjeux sont de développer les offres culturelles là où elles sont absentes et/ou d'en faciliter l'accessibilité. Cette offre gagnerait à se professionnaliser, à se former pour améliorer qualitativement les services rendus.

Les enjeux/objectifs sont donc les suivants :

- Renforcer les services de bibliothèques-médiathèques ;
- Développer l'offre d'enseignement musical ;
- Soutenir les structures professionnelles de création et de diffusion ;
- Problématique des structures muséales du territoire ;
- Installation d'un multiplex cinématographique sur le territoire ;
- Développer l'offre d'évènementiels culturels sur le territoire ;
- La valorisation du patrimoine doit participer au développement économique du territoire ;
- La valorisation des centres anciens des villages ;
- Placer le Pays d'Art et d'Histoire au cœur de la réflexion.

VII.6. L'OFFRE CULTURELLE

VII.6.1. Les domaines de l'offre culturelle en Provence Verte

- **Les Musées et les Bibliothèques-médiathèques une offre à professionnaliser**

Il existe 4 musées pérennes (Musée du Pays Brignolais, Musée de la glace à Mazaugues, Musée des faïences de Varages, Musée des Gueules Rouges à Tourves) sur le territoire et 6 salles d'expositions permanentes (« Cotignac autrefois et aujourd'hui », « Nécropole Louis Cauvin » à Garéoult, - « Il était une fois Rougiers », Maison de l'Olivier au Val, Musée d'art sacré au Val, Musée du santon au Val). L'offre de structures muséales est diversifiée et les associations sont actives au sein des musées.

L'utilisation du titre de « Musée » est parfois abusive et risque de déprécier la nature de l'offre que le public recherche dans ce type de structure. Les muséographies sont insuffisamment réactualisées au risque de paraître «vieillissantes».

On dénombre sur le territoire 34 bibliothèques municipales ou associatives. Toutes bénéficient des services de la médiathèque départementale : prêt de ressources documentaires, formations, actions culturelles, accompagnement professionnel individualisé. Une nouvelle médiathèque à Montfort a été inaugurée en septembre 2019, il est prévu l'ouverture d'une médiathèque à Bras au 1er trimestre 2020, et une requalification est en cours à Cotignac.

Aujourd'hui, le schéma départemental de lecture publique 2014/2019 pointe la nécessité de structurer le réseau de bibliothèques et médiathèques. Le prochain schéma départemental de lecture publique, en cours de rédaction, devrait permettre de valoriser cette dynamique et de l'accompagner au mieux, grâce à une connaissance améliorée des territoires et de leurs réalités et à une concertation plus affirmée entre partenaires en présence. Par ailleurs, une offre de formation adaptée et enrichie d'un volet numérique permettra de répondre aux enjeux de professionnalisation dans un contexte de mutation des pratiques culturelles.

- **Écoles de musiques et de danses**

Depuis 2018, deux écoles d'enseignement artistique ont intégré la Communauté d'agglomération de Provence Verte.

- **Le conservatoire Provence Verte**, inscrit au schéma départemental des enseignements artistiques depuis 2014, est un service à part entière de la CAPV. Il assure des cours d'éveil, des cours d'initiation et de cycle de danse classique, de musique classique, de musique actuelle et de théâtre auprès des enfants et des adultes.
  Le Conservatoire regroupe 28 communes : Brignoles, Bras, Camps-la-Source, Carcès, Châteauvert, Correns, Cotignac, Entrecasteaux, Forcalqueiret, Garéoult, La Celle, La Roquebrussanne, Le Val, Mazaugues, Méounes-les-Montrieux, Montfort-sur-Argens, Nans-les-Pins, Néoules. Ollières, Plan d'Aups, Pourcieux, Pourrières, Rocbaron, Rougiers, Ste-Anastasie, St-Maximin, Tourves et Vins-sur-Caramy. Il est installé dans les locaux de la « Croisée des Arts » à Saint-Maximin.
- **L'école intercommunale de musique, arts plastiques et danse** est également un service de la communauté d'agglomération. Elle est classée conservatoire à rayonnement intercommunal. Elle intervient dans 13 communes : Brignoles, Camps-la-Source, La Celle, Tourves, Le Val, Correns, Châteauvert, Carcès, Entrecasteaux, St-Antonin, Cotignac, Montfort-sur-Argens et Vins-sur-Caramy.

Sur la communauté de communes Provence Verdon, deux associations sont présentent sur ce thème :

- **Centre artistique Provence Verdon** : école de musique, danse et théâtre à Ginasservis et en itinérance
- **Orchestre d'Harmonie du Bessillon (OHB)** : école de musique à Barjols

Ce secteur culturel manque de lisibilité et fonctionne principalement sur le bouche à oreille. Un tiers des communes n'est rattaché à aucune école de musique ou de danse et comme pour l'offre en musées et bibliothèques, il n'y a pas de travail en réseau au niveau du territoire.

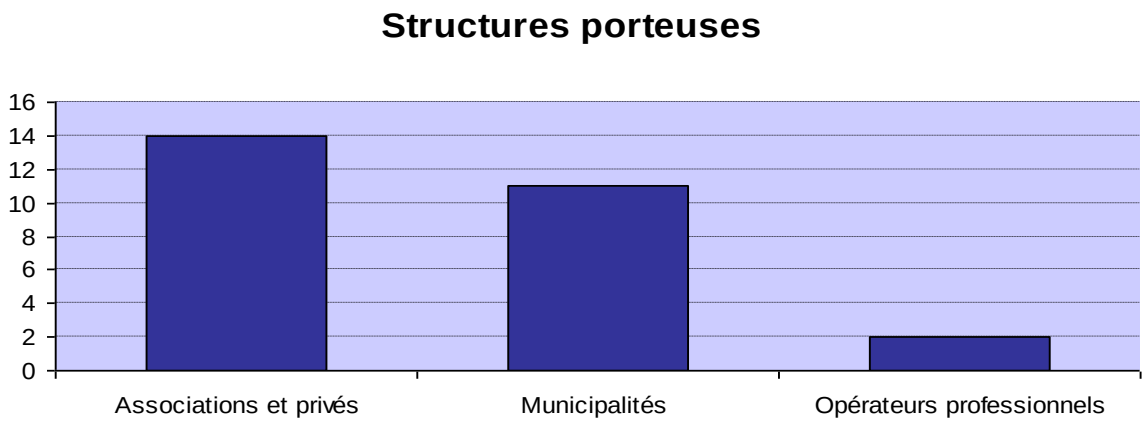


Figure 14 : Structures porteuses. Source: Étude des retombées économiques du patrimoine et de la culture sur le pays de la Provence Verte, SMPPV 2010

Les collectivités locales s'investissent de manières inégales dans ces écoles. Sont aussi inégaux les niveaux de formation des enseignants ainsi que les niveaux d'enseignement des disciplines dans les écoles.

- **L'offre cinématographique**

L'offre en lieux de projections cinématographiques repose sur un réseau de salles polyvalentes (Rocbaron, Garéoult, Correns, Nans les Pins, Bras, Tourves, Carcès).

Il existe 5 salles permanentes :

- à Brignoles « La boite à images » ;
- à Saint-Maximin-la-Ste-Baume « La Croisée des arts » ;
- à Barjols « L'Odéon » ;
- à Bras « Le Cercle » ;
- à Cotignac « Marcel Pagnol ».

L'été, de nombreuses communes proposent des projections en plein air. La création d'une nouvelle salle de projection est à l'étude dans le projet du futur Pôle Liberté à Brignoles.

Quelques salles se sont équipées en projeteurs numériques mais la grande majorité utilise encore des bandes, la programmation des projections est alors subordonnée à la disponibilité des copies des bandes cinématographiques du circuit national. Cela entraîne un temps de latence plus ou moins long entre la sortie nationale et la projection en Provence Verte.

- **Les arts vivants et arts plastiques**

En ce qui concerne le domaine du spectacle vivant, il existe un seul lieu professionnel de création sur le territoire qui est *« Le Chantier »* à Correns. Ce lieu de création et de diffusion professionnelle est de portée nationale. Il emploie à l'année une équipe de dix professionnels. La structure professionnelle

« La Tannerie », située à Barjols, est spécialisée dans la danse contemporaine et a fermé ses portes en 2011 après plus de 10 années de programmation en raison de difficultés financières.

Depuis février 2012, le pôle culturel de la Provence Verte Verdon « La Croisée des Arts» à Saint Maximin-la-Sainte-Baume, propose une programmation en musique, théâtre et danse en partenariat avec les grandes scènes départementales, régionales et nationales. Elle contient une salle de spectacle ayant une capacité de 430 places.

La création d'une nouvelle salle de spectacle est prévue dans le projet du Pôle Liberté à Brignoles.

Enfin, de nombreuses salles d'exposition jalonnent le territoire, pour la grande majorité d'initiative privée.

Néanmoins, nous pouvons compter quelques salles appartenant à des collectivités qui offrent une programmation annuelle :

- La Croisée des arts à Saint Maximin ;
- Le pôle culturel des Comtes de Provence à Brignoles ;
- Le château à Carcès ;
- Centre d'art contemporain à Châteauvert
- Centre d'art à Sainte-Anastasie

- **Prospectives et enjeux du développement culturel**

L'enjeu principal est de faire de la culture un élément de dynamique de développement du territoire. Ceci se décline par un projet global se développant à l'échelle du territoire, s'appuyant sur des équipements structurants et permettant l'émergence d'un réseau entre structures et avec les collectivités.

Les enjeux sont de développer les offres culturelles là où elles sont absentes et/ou d'en faciliter l'accessibilité. Cette offre gagnerait à se professionnaliser, à se former pour améliorer qualitativement les services rendus.

VII.6.2. Les autres services et équipements

VII.6.2.1. Secteurs régaliens

55 communes dépendent du ressort du tribunal d'Instance situé à Brignoles. Comme l'hôpital ou les lycées, il contribue à étendre le rayonnement du territoire au-delà des frontières de la Provence Verte Verdon.

Les communes de Brignoles et Saint-Maximin disposent, chacune, d'une antenne de justice destinée à faciliter l'accès au droit pour tous.

Un centre éducatif fermé, ouvert en 2007, qui permet une alternative à l'incarcération pour des mineurs multirécidivistes de 15 à 18 ans. Le centre n'accueille pas plus de 10 jeunes simultanément,

encadrés par une équipe pluridisciplinaire comprenant des éducateurs spécialisés, professeurs, psychiatres. Les séjours sont limités à 6 mois, renouvelables une fois.

Cette structure travaille en partenariat avec la Mission Locale et Pôle Emploi pour faciliter l'insertion des jeunes à leur sortie de l'établissement.

La Provence Verte Verdon fait partie du Groupement Territorial Centre qui assure la gestion des interventions régulées par le centre 18.

Il est couvert par :

- un centre de secours principal à Brignoles qui a inauguré ses nouveaux locaux en 2007 ;
- un centre d'incendie et de secours à Saint-Maximin équipé d'un atelier de mécanique ;
- 8 centres de première intervention.

L'activité des centres est en constante augmentation du fait de la croissance démographique du territoire.

Plusieurs casernes sont vieillissantes ou mal situées. Aucun échéancier n'est arrêté pour leur rénovation ou leur transfert dans de nouveaux locaux plus adaptés et plus accessibles. La marge de manœuvre du Service Départemental d'Incendie et de Secours pour réaliser des investissements est actuellement réduite. Plusieurs communes ont prévues des empalcements réservés dans leur PLU pour une relocalisation de caserne, c'est le cas entre autre de St-Maximin, Carcès, Cotignac, Tourves, Rians, Barjols...

L'unité d'Instruction et d'Intervention de la Sécurité Civile (UIISC7) dépend de l'Armée de terre, peut intervenir pour la protection des populations sur toute catastrophe naturelle ou technologique, en temps de paix, de crise ou de guerre, tant en France qu'à l'étranger. Pendant l'été, c'est le groupement opérationnel de lutte contre les feux de forêts sur le continent. Elle est implantée à Brignoles, au camp Couderc, sur 30 hectares, depuis 1974.

Les gendarmeries sont implantées sur les communes suivantes : Rians, Barjols ; Brignoles ; Carcès ; La Roquebrussanne ; Saint-Maximin.

VII.6.2.2. Autres services et équipements

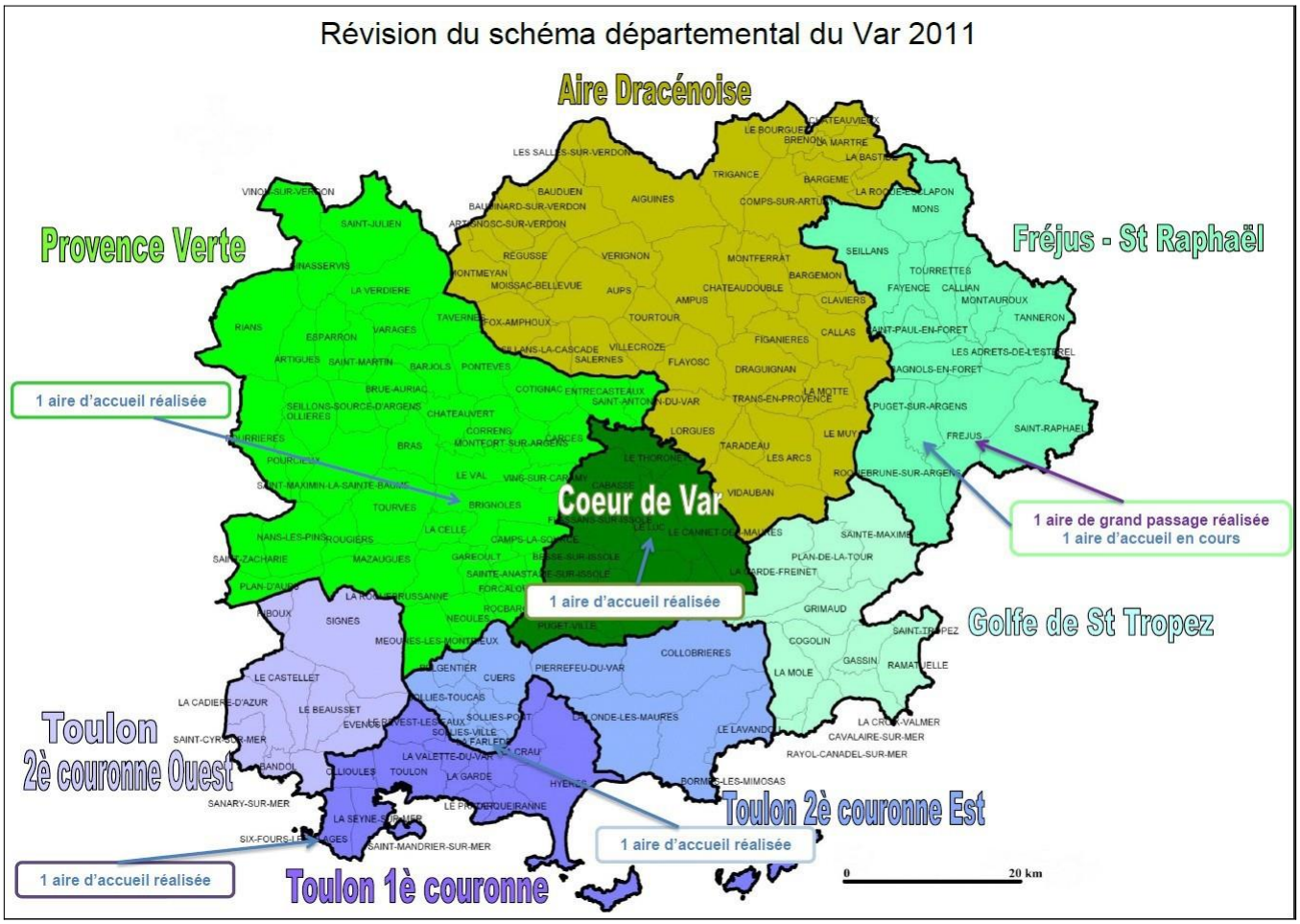
Plusieurs communes de la Provence Verte Verdon ont été confrontées à la fermeture de leur bureau de poste et ont été amenées à créer une agence postale communale en concertation avec La Poste. La Poste a inauguré en mars 2012, sur la zone d'activités de Nicopolis, une plateforme de préparation et de distribution du courrier (PPDC) qui rayonne sur 60 communes, de Saint-Maximin au Luc et du Verdon au Gapeau.

Il est à souligner qu'il existe quatre maisons des services au public (MSAP) sur le territoire, à Barjols, Saint Julien, Rians et Méounes. Deux sont gérées par la Poste (Saint Julien et de Méounes). Ce dispositif est en train d'évoluer avec la création des « maisons France Services ». La liste des MSAP labellisées « maison France Services» sera publiée prochainement par le commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) à compter du 1er janvier 2020.

La Provence Verte Verdon est sujette à près de 45 à 70 stationnements sauvages par an sur les communes de St Maximin, Nans les pins, Tourves, Brignoles et Camps la Source.

La Loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 vise à mettre en place dans chaque département un dispositif d'accueil des gens du voyage. Toute commune de plus de 5000 habitants est concernée, à savoir sur le territoire de la Provence Verte Verdon : les communes de Brignoles, Saint Maximin et Garéoult. La compétence a été déléguée aux EPCI. D'après le Schéma départemental 2012-2018, approuvé le 2 juillet 2012 qui prévoit les secteurs d'implantation des aires d'accueil et des aires de grands passages, la Provence Verte Verdon possède une aire d'accueil localisée sur Brignoles de 30 places qui répond aux besoins du bassin d'habitat de la Provence Verte. Ce schéma a été mis en révision depuis le 11 octobre 2018 par le préfet et le président du conseil départemental.

Figure 15 : Schéma départemental d'accueil des gens du voyage. source : DEPARTEMENT 83



VII.6.3. Enjeux et prospectives des équipements

Maintenir un niveau de services et d'équipements adapté permet au territoire de rester attractif et ainsi éviter la fuite des populations vers d'autres espaces. La croissance démographique prévue à l'horizon 2020, offre un ordre de grandeur pour appréhender les équipements et services supplémentaires à prévoir, en matière de formation initiale ou de structures médico-sociales pour les personnes âgées, par exemple.

Pour le secteur de la formation :

- Développer un observatoire de la formation et une structure de référence et d'organisation de la formation ;
- Atténuer les facteurs limitant pour la poursuite des études et le développement de la formation en alternance, notamment les problèmes de déplacements des jeunes ;
- Proposer de nouveaux locaux ;
- Développer une offre en formation en lien avec les secteurs porteurs pour le développement du territoire.

Il serait judicieux de réaliser à l'échelle de la Provence Verte Verdon (ou à celle des futures intercommunalités), un schéma directeur des équipements sportifs pour favoriser :

- un diagnostic objectif de la situation actuelle ;
- des réponses plus adaptées aux attentes de la population et des pratiquants ;
- l'optimisation de l'utilisation des moyens publics ;
- le plein emploi des équipements sportifs ;
- la solidarité entre les territoires ;
- compléter l'offre en aires d'accueil des gens du voyage ;
- localiser les grands équipements dans une logique d'équilibre territorial.

Pour les secteurs de la santé et des soins :

- Créer un observatoire de l'offre sanitaire et sociale à l'échelle de la Provence Verte Verdon ;
- Développer et assurer l'irrigation du territoire en maisons de soins (à l'échelle des communes ou des bassins de vie) ;
- Anticiper la pénurie de médecins et l'accueil de la progression du nombre de personnes âgées ;
- Évaluer les structures de prise en charge des enfants déficients intellectuels, polyhandicapés ou autistes ;
- Poursuivre le déploiement des services d'accueil de la petite enfance
- Conforter le rôle central de l'hôpital de Brignoles sur un territoire en forte expansion démographique.

Pour les secteurs régaliens :

- Évaluer la couverture du territoire en offre de services publics

VIII. UNE MOBILITE QUASI MONOMODALE ET DEPENDANTE DE L'EXTERIEUR

VIII.1. UNE GRANDE ACCESSIBILITE DU TERRITOIRE UNIQUEMENT ROUTIERE MAIS UNE PROXIMITE AUX GRANDES PORTES D'ENTREE REGIONALES

VIII.1.1. Un territoire aux portes des métropoles Aix-Marseille-Provence et Toulonnaise irrigué par un axe autoroutier international

La Provence Verte Verdon est traversée d'Est en Ouest par l'autoroute A8 qui supporte un trafic de 40 000 véhicules par jour. Offrant une connexion rapide entre l'Italie et la vallée du Rhône en évitant les métropoles congestionnées de Marseille et Toulon, elle constitue un axe de transit national et international accueillant des flux de marchandises et des flux touristiques majeurs. Les poids-lourds représentent 20 % du trafic et en période estivale il est constaté une augmentation des trafics routiers de 50 %, soit 20 000 véhicules supplémentaires par jour.

Un territoire à moins de 45 minutes des principaux pôles d'emplois des territoires voisins et des grandes infrastructures de transport

Avec deux échangeurs complets à St-Maximin-la-Sainte-Baume et Brignoles et un demi-échangeur à Pourrières, l'autoroute A8 place le territoire à moins de 45 minutes des grands pôles urbains voisins de Marseille, Aix-en-Provence, Toulon et des polarités de Draguignan et Manosque. Elle permet aussi aux résidents d'accéder aux portes d'entrée nationales maritimes (Port de Marseille, Port de Toulon), aéroportuaires (Aéroport de Marseille Provence) et ferroviaires (Gares TGV d'Aix, de Marseille à l'Ouest, de Toulon au Sud et des Arcs à l'Est).

Cette forte accessibilité s'est accompagnée par une résidentialisation massive du territoire et une multiplication des échanges avec l'extérieur pour l'accès à l'emploi ainsi qu'aux équipements et commerces structurants.

VIII.1.2. **Un réseau viaire primaire essentiellement Nord-Sud qui vient renforcer la connexion avec les territoires voisins**

Le réseau départemental vient compléter la liaison autoroutière par un réseau viaire primaire principalement Nord-Sud ainsi qu'un axe Est-Ouest qui longe l'autoroute A8 (RDN7) et qui relie les deux plus grandes polarités urbaines de Provence Verte, Brignoles et Saint-Maximin-la-Sainte-Baume.

Au Sud, les RD5, RD554 et RD43 relient Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Brignoles et le Val d'Issole à l'aire toulonnaise et en particulier aux pôles d'emplois de l'Est de TPM, par l'A57 en section gratuite jusqu'à Toulon. La RD560 relie Saint-Maximin-la-Sainte-Baume et Brignoles à Aubagne puis Marseille via l'A52.

Au Nord, la D554 relie le territoire à l'aire urbaine de Manosque et aux Alpes de Hautes-Provence.

Grande accessibilité du territoire de la Provence Verte Verdon
Principales infrastructures de transports environnantes

PROVENCE VERTE VERDON | SCoT DIAG MAI 2017



Les infrastructures de transports

- Autoroutes
- Echangeurs autoroutiers
- Voies ferrées principales
- Voies ferrées à grande vitesse (TGV)
- Gares/haltes TER

Source : IGN BD TOPO 2010

0 11 km

Les portes d'entrée régionales

- Grands ports de commerce
- Aéroports internationaux
- Gares TGV
- Echangeurs autoroutiers du ScoT de la Provence Verte
- Population des grandes aires urbaines en 2013

VIII.2. L'ACCESSIBILITE ROUTIERE AUX GRANDES METROPOLES VOISINES ET LE DESEQUILIBRE ENTRE LE NOMBRE D'EMPLOIS ET LE NOMBRE D'ACTIFS RESIDANTS GENERENT DES FLUX D'ECHANGES QUOTIDIENS INTENSES VERS LES TERRITOIRES VOISINS

Les migrations pendulaires (déplacements quotidiens entre le lieu d'habitation et le lieu de travail ou d'étude) sont des déplacements réguliers qui structurent la mobilité des habitants, leur programme d'activités ainsi que l'usage des infrastructures de transport du territoire. Leur analyse permet d'appréhender le quotidien des habitants de l'agglomération et la manière dont le territoire interagit avec ses voisins.

VIII.2.1. Plus de 4 actifs sur 10 quittent quotidiennement le territoire pour aller travailler

42% des actifs (17 411 actifs) du SCoT Provence Verte Verdon travaillent en dehors du territoire. Cette proportion dépasse les 50% pour les territoires du Val d'Issole et de Sainte-Baume-Mont-Aurélien et se limite à 25% pour les communes du Bassin de vie de Brignoles. Ce dernier, avec près de 50% des emplois du SCoT, bénéficie d'une certaine autonomie.

Les principales destinations sont les pôles d'emplois du Pays d'Aix (29 % des actifs sortants, 11 % pour Aix, 6 % pour Rousset) et de Marseille Provence Métropole (20 % des actifs sortants, 16 % pour Marseille) pour les communes de Provence Verdon et du secteur de St-Maximin-la-Sainte-Baume, ainsi que les pôles d'emplois de Toulon Provence Méditerranée (19 % en tout, 8 % pour Toulon, 3 % pour La Garde et 3 % pour Hyères) pour les communes du Val d'Issole. L'aire urbaine de Manosque exerce également, avec le projet ITER à Cadarache, une attraction sur les communes de Provence Verdon.

Cette dépendance aux territoires voisins s'explique à la fois par les temps de déplacements inférieurs à 45 minutes-60 minutes vers les grands pôles d'emplois de Marseille, Aix-en-Provence et Toulon et à la fois par le caractère résidentiel de la Provence Verte Verdon où résident 43 500 actifs pour 28 000 emplois. La relation avec les territoires voisins pour l'accès à l'emploi tend à s'accentuer. Entre 2006 et 2011, les flux sortants de la Provence Verte Verdon ont augmenté de 13%.

VIII.2.2. Près d'un actif sur quatre travaille à plus de 40 km de sa commune de résidence

La dépendance aux territoires voisins génère d'importantes distances de déplacements au quotidien qui pèsent sur le budget des ménages et sur l'environnement. En moyenne, les actifs de Provence Verte Verdon parcourent 23,4 km pour se rendre sur leur lieu de travail contre 12,8 km pour les actifs varois.

Près de 18 000 actifs (41%) travaillent à plus de 20 km de leur commune de résidence, soit 40 km aller-retour. Parmi eux près de 10 000 travaillent à plus de 40 km de leur commune de résidence, soit presque 1/4 des actifs résidants.

VIII.2.3. Les actifs résidant à l'extérieur du territoire et travaillant en Provence Verte Verdon représentent une petite minorité

Les emplois du territoire sont très majoritairement occupés par des actifs qui y résident. Sur les 28 000 emplois que comptait le territoire en 2011, seulement 14 % d'entre eux étaient occupés par des actifs résidant ailleurs dans la Région PACA, soit environ 3 900 actifs entrants. Cette proportion est en relative stabilité mais le volume est en augmentation de 15 % par rapport en 2006.

La majeure partie de ces actifs vient travailler dans le Bassin de vie de Brignoles (60 % des 3 896 flux entrant, 53 % pour Brignoles), depuis les communes de Cœur du Var, de la Dracénie et de Toulon Provence Méditerranée, et dans une moindre mesure dans les communes du bassin de vie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (13 %), depuis la Métropole Aix-Marseille-Provence, et Rocbaron (5 %).



VIII.2.4. Les flux internes sont principalement des flux intracommunaux : 15 000 actifs travaillent dans leur commune de résidence

36 % des actifs résidant en Provence Verte Verdon travaillent dans leur commune résidence. Cette proportion est la plus élevée pour le bassin de vie de Brignoles avec 48% des actifs qui restent travailler dans leur commune de résidence contre 33% des actifs pour le bassin de vie de St Maximin.

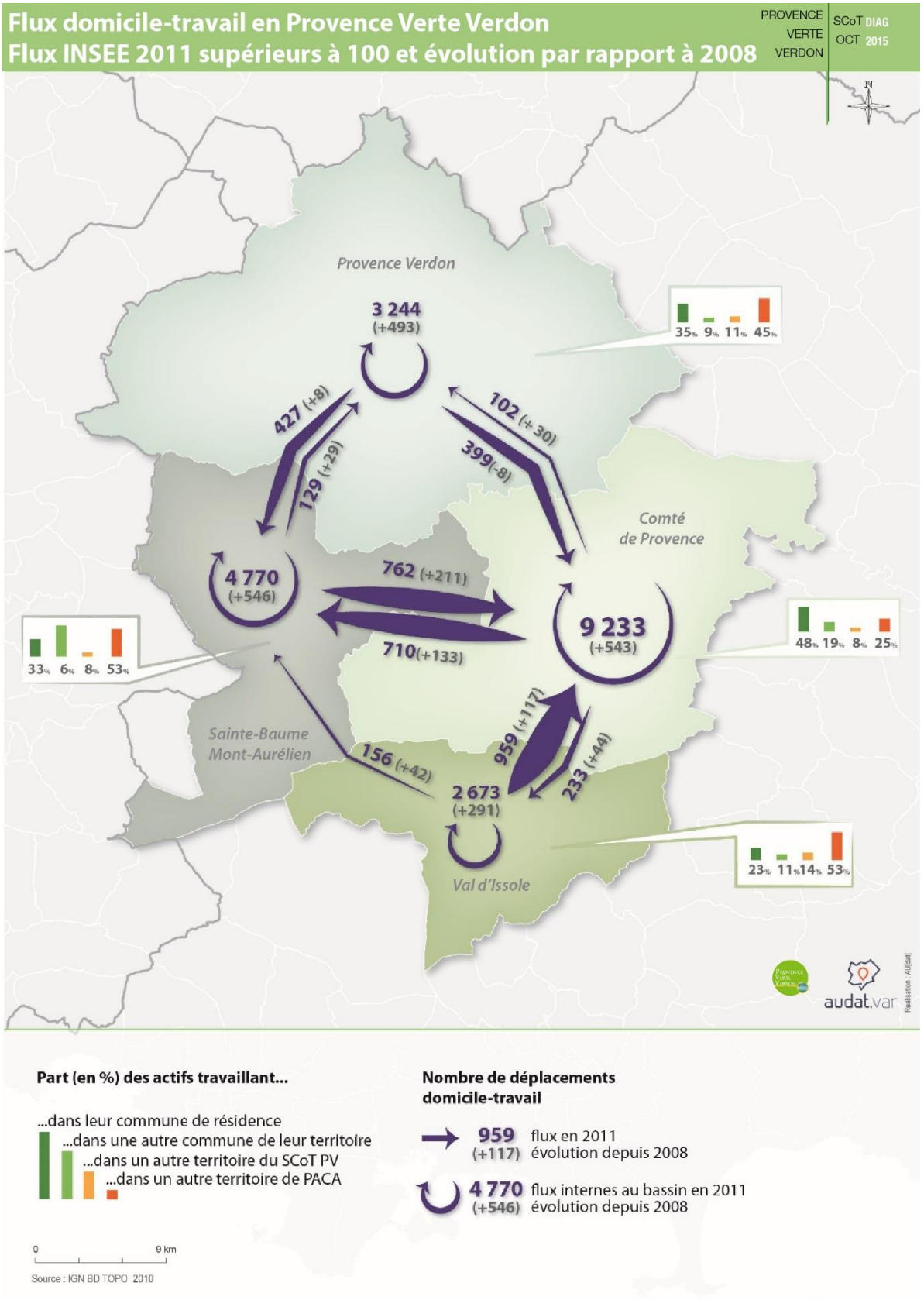
Brignoles est à la fois la commune qui compte le plus d'actifs avec 5 886 actifs et celle avec le degré d'autonomie le plus important. 70 % des actifs résidants travaillent dans la commune. En revanche, ce chiffre

est le plus faible pour le Val d'Issole (23% des actifs), territoire fortement polarisé par le SCoT Provence Méditerranée.

Les actifs ont de plus en plus tendance à sortir de leur commune pour aller travailler. Ce chiffre d'autonomie communale est en très légère baisse à l'échelle du SCoT depuis 2006, avec une baisse légèrement plus marquée pour le bassin de vie de Brignoles où cette proportion passe de 52,4 % à 48,2 %.

VIII.2.5. Les navetteurs internes à la Provence Verte Verdon sont relativement peu nombreux

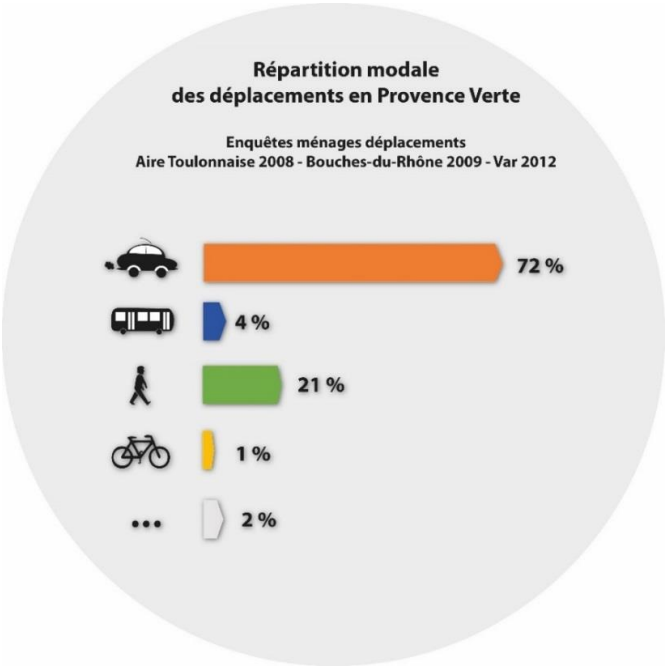
Environ 20 % des actifs sortent de leur commune mais restent en Provence Verte Verdon pour travailler. Un peu plus de la moitié d'entre eux (presque 5 000 actifs) travaille dans une autre commune de leur bassin de vie et presque 4 000 se déplacent dans un des 4 autres territoires de vie de la Provence Verte. Les principaux flux d'échanges sont à destination le bassin de vie de Brignoles qui attire près de 1 000 actifs du bassin de vie du Val d'Issole et 762 de celui de St Maximin. Les flux entre Saint-Maximin et Brignoles sont équilibrés, plus de 700 dans chaque sens. Enfin, les actifs de Provence Verdon sont autant attirés par Saint-Maximin que par Brignoles avec environ 400 actifs qui se rendent quotidiennement dans chacune des deux polarités.


Flux domicile-travail en Provence Verte Verdon
Flux INSEE 2011 supérieurs à 100 et évolution par rapport à 2008
PROVENCE VERTE VERDON
SCoT DIAG OCT 2015
Provence Verdon
3 244 (+493)
35% 9% 11% 45%
427 (+8)
129 (+29)
102 (+30)
399 (-8)
Comté de Provence
4 770 (+546)
762 (+211)
710 (+133)
9 233 (+543)
33% 6% 8% 53%
48% 19% 8% 25%
Sainte-Baume Mont-Aurélien
156 (+42)
959 (+117)
233 (+44)
2 673 (+291)
Val d'Issole
23% 11% 14% 53%
audat.var
Part (en %) des actifs travaillant...
...dans leur commune de résidence
...dans une autre commune de leur territoire
...dans un autre territoire du SCoT PV
...dans un autre territoire de PACA
Nombre de déplacements domicile-travail
959 (+117) flux en 2011 évolution depuis 2008
4 770 (+546) flux internes au bassin en 2011 évolution depuis 2008
0
9 km
Source : IGN BD TOPO 2010

VIII.3. LA VOITURE DOMINE FORTEMENT L'ENSEMBLE DES DEPLACEMENTS DES RESIDENTS

VIII.3.1. La majorité des déplacements tous motifs est réalisée en voiture

L'usage de la voiture dans les déplacements du quotidien est, comme sur l'ensemble des territoires varois, prédominant. 72% des déplacements tous motifs sont réalisés en voiture. Cette part figure parmi les plus élevées du département, avec les territoires de l'est du Var (Var Est, Canton de Fayence, Golfe de Saint-Tropez). La marche occupe également une place importante avec 21% des déplacements.



En ce qui concerne les flux domicile-travail, l'usage de la voiture est encore plus massif. 84,2% des déplacements sont réalisés en voiture contre 1,7% pour les transports en commun. Les transports en commun apparaissent plus attractifs pour les flux de longues distances. 68% des trajets domicile-travail réalisés en transport en commun sont des flux sortant du territoire, ce qui met en évidence le caractère interurbain (grandes liaisons de cars avec les territoires voisins) de l'offre de transports en commun de la Provence Verte.

VIII.3.2. Le trafic supporté par le réseau primaire illustre les relations entre les territoires, et en particulier sur 4 axes majeurs

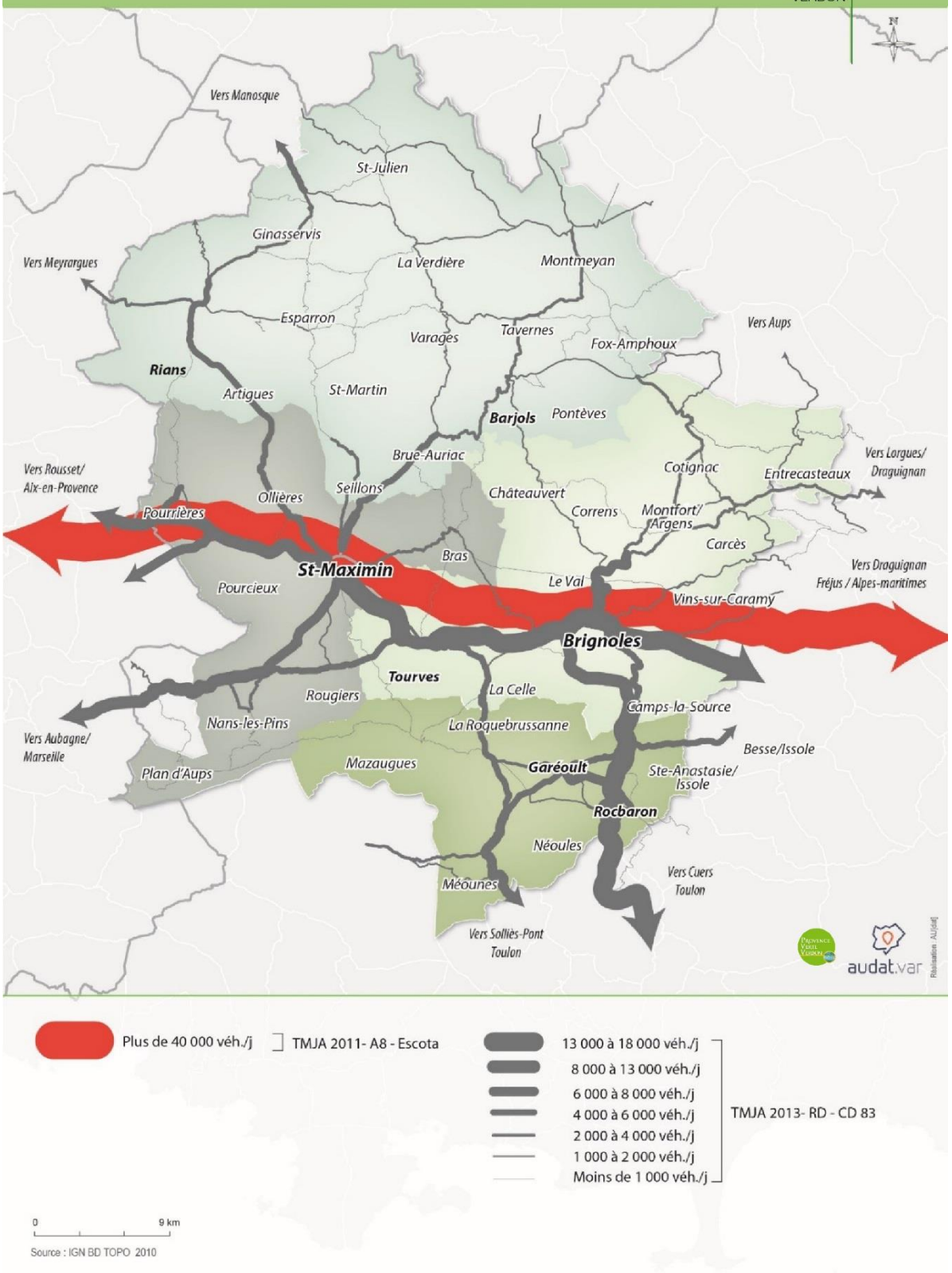
L'organisation démographique de la Provence Verte Verdon et des flux de déplacements quotidiens de ses habitants et visiteurs se traduisent par une distribution du trafic routier qui occupe en majorité la partie Sud du territoire. Les plus forts trafics sont observés sur les deux grands axes Est-Ouest (A8, RDN7) ainsi que sur les axes reliant le sud du territoire aux grands pôles d'emplois voisins :

- L'autoroute A8 enregistre en moyenne un trafic quotidien en 2018 de plus de 62 000 véhicules / jour[28], avec une part importante liée au trafic de transit ;
- La RDN7 (15 à 18 000 véhicules par jour) a une fonction de desserte interne des 2 grandes polarités de Brignoles et Saint-Maximin-la-Sainte-Baume et constitue une alternative à l'autoroute pour se rendre dans le Pays d'Aix, la Dracénie et le Cœur du Var.
- La RD43 (16 000 véhicules par jour), axe nord-sud, relie Brignoles et le secteur de Rocbaron/Garéoult à l'échangeur de Cuers (A57) et à l'aire toulonnaise, premier pôle d'emplois du Var.
- La RD560 (10 000 véhicules par jour), axe nord-sud, connecte le secteur de St-Maximin à l'autoroute A52 et aux polarités d'Aubagne et Marseille.

[28] *Source :Vinci Autoroutes, rapport d'activité 2018*

Desserte routière de la Provence Verte Verdon
Trafic Moyen Journalier Annuel des RD en 2013 et des autoroutes en 2011

PROVENCE VERTE VERDON | SCoT DIAG OCT 2015



VIII.4. DES ALTERNATIVES A LA VOITURE INDIVIDUELLE INSUFFISAMMENT ATTRACTIVES

VIII.4.1. Les transports en commun offrent un bon maillage du territoire mais un faible niveau de service

L'offre de transport en commun est composée du réseau de transport interurbain régional Zou 83 et de 2 lignes express régionales (LER).

La vingtaine de lignes régulières du réseau régional est centralisée sur Saint-Maximin-la-Sainte-Baume et Brignoles, et dessert l'ensemble des communes du territoire. Les lignes offrant les meilleures fréquences sont tournées vers l'extérieur du territoire et affirment ainsi la vocation interurbaine du réseau. Le niveau de service des « meilleures lignes » plafonne à une vingtaine de services par jour, ce qui représente environ 10 allers-retours. Le réseau régulier est complété par du transport à la demande dans les communes du nord-est du territoire (autour de Rians).

La fréquence de passage faible et la tarification relativement élevée (3 € pour un billet unitaire, 21 € pour le carnet 10 voyages) ne permettent pas à l'offre interurbaine de constituer une réponse attractive pour les trajets courts (trajets intercommunaux de courtes distances, trajets intracommunaux). Pour les trajets de longues distances, ce sont les temps de parcours peu compétitifs face à l'automobile qui peuvent nuire à l'attractivité de l'offre, malgré l'intérêt économique qu'elle peut constituer pour des trajets quotidiens (domicile-travail) de longues, voire de très longues distances. La complexité de la desserte de certaines lignes (itinéraires multiples…) nuit également à la lisibilité de l'offre et peut décourager le nouvel utilisateur ou l'usager occasionnel.

Deux lignes express régionales (LER) complètent l'offre interurbaine avec la ligne 20 qui relie le territoire à Aix et Marseille en environ 1h30 (halte routière de Brignoles – Marseille Saint-Charles), et à Nice en 2h30, en allers-retours par jour. La ligne 36 relie Saint-Maximin-la-Sainte-Baume et Brignoles à la gare d'Aix-en-Provence TGV et à l'aéroport de Marseille Provence et propose 4 allers-retours par jour.

VIII.4.2. Le territoire compte 8 aires de covoiturage qui restent faiblement occupées malgré un réel potentiel

Le covoiturage représente un réel potentiel pour les flux quotidiens de longues distances qui constituent une part importante des flux quotidiens des actifs de Provence Verte.

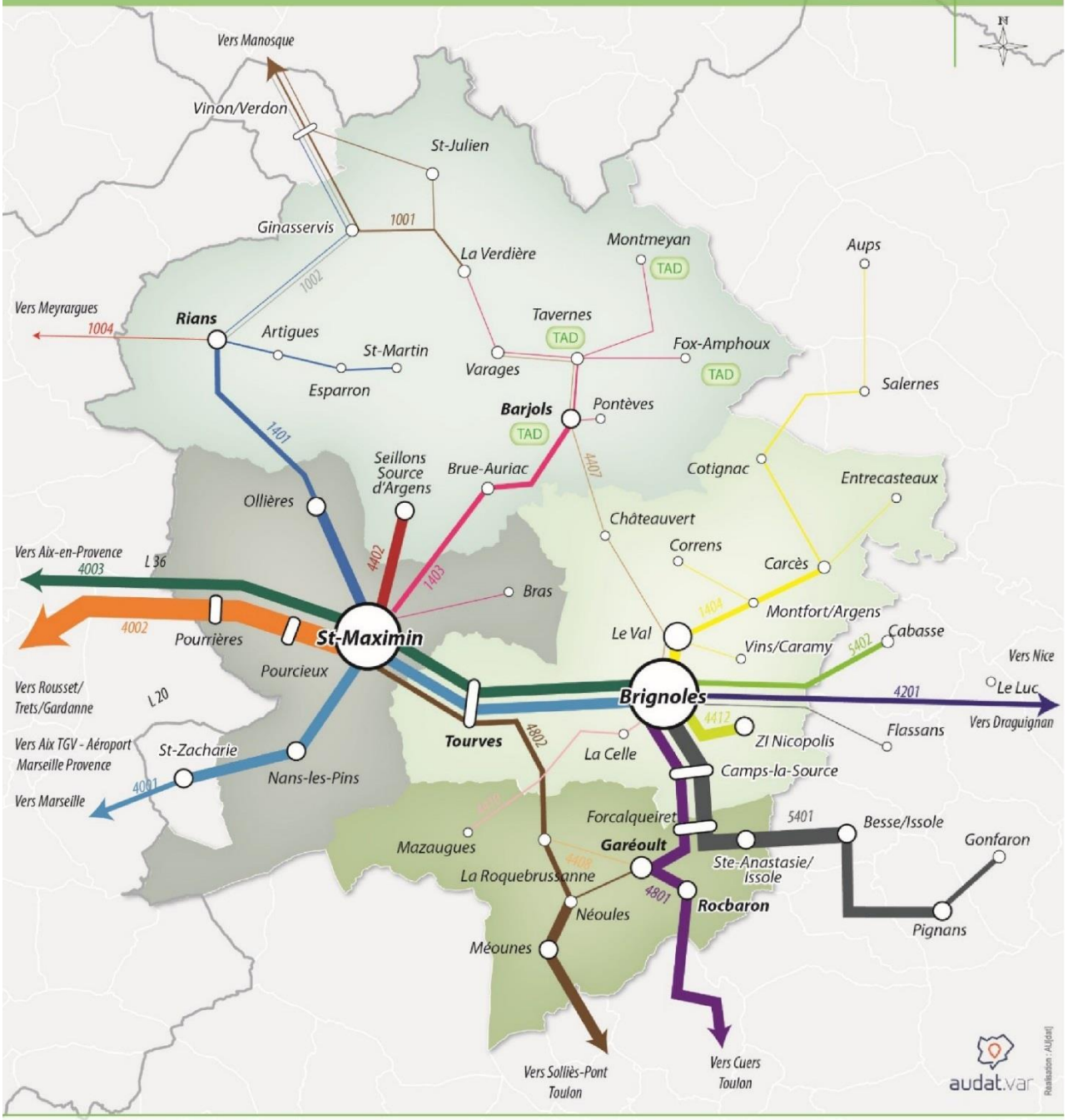
Le territoire compte 8 aires de stationnement (110 places au total) de petite taille dédiée au covoiturage : 10 places au sud de St. Maximin au niveau du carrefour St Pilon sur la RD560, une aire au niveau de la RD560 ZA de la Laouve à Saint-Maximin ; 18 places à Pourcieux; 25 places à Nans les Pins ; 26 places à Néoules ; 27 places à Brue-Auriac ; 30 places à Ginasservis ; et depuis peu, le Super U de Saint-Maximin propose au dernier étage de son nouveau parking aérien une aire de stationnement dédiée au covoiturage.

Ces emplacements sont faiblement occupés. Leur taux de remplissage ne dépasse pas les 25% en 2015.

En revanche les trois parkings des échangeurs autoroutiers de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (51 places) et Brignoles (16 places) sont saturés. Les taux d'occupation sont proches des 100%, voire au-delà pour l'échangeur de Brignoles avec 25 véhicules pour 16 places, ce qui se traduit par du stationnement anarchique sur le site. C'est également le cas pour les aires de covoiturage de Cuers et Solliès-Pont, situées en limite de la Provence Verte.

Desserte en transport en commun de la Provence Verte Verdon
Fréquences des lignes quotidiennes Varlib et LER

PROVENCE VERTE | SCoT DIAG OCT 2015



Nombre de services réguliers par jour ouvrable en période scolaire (tous sens)

- plus de 20 services/j
- de 16 à 20 services/j
- de 12 à 16 services/j
- de 8 à 12 services/j
- de 4 à 8 services/j
- moins de 4 services/j

0 — 9 km

Source : IGN BD TOPO 2010

- 4002 — Lignes régulières du réseau ZOU! et numéro de ligne
- TAD — Transport à la demande Varlib
- L 20 — Lignes LER et numéro
  - *Ligne 20 : 6 services/j*
  - *Ligne 36 : 8 services/j*

VIII.4.3. Les aménagements cyclables sont faiblement présents et ont une vocation essentiellement touristique

Le réseau est constitué de portions discontinues qui représentent au total 45 km de voiries aménagées pour les cyclistes. Il s'agit uniquement de bandes cyclables aménagées par le département sur les grands axes départementaux et ont une vocation essentiellement tournée vers le cyclotourisme. Les aménagements sont cependant dispersés et n'offrent pas d'itinéraires continus qui permettent de traverser le territoire. L'axe le plus long relie la commune de Rians à Ollières le long de 16 km de voirie.

Les centres-villes et villages n'offrent quasiment pas d'aménagement excepté Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Garéoult et Brignoles. L'importance des flux intra-communaux, et donc de courtes distances, représente un potentiel significatif pour l'usage des modes actifs et en particulier du vélo mais la configuration du réseau viaire en milieu urbain (étroitesse des voies) et le trafic de transit qu'il supporte rende son usage dangereux.

Desserte en modes actifs de la Provence Verte Verdon
Réseau cyclable et grands projets en 2014

PROVENCE VERTE | SCoT DIAG OCT 2015



voie verte EuroVelo 8 (EV8)
aménagements cyclables

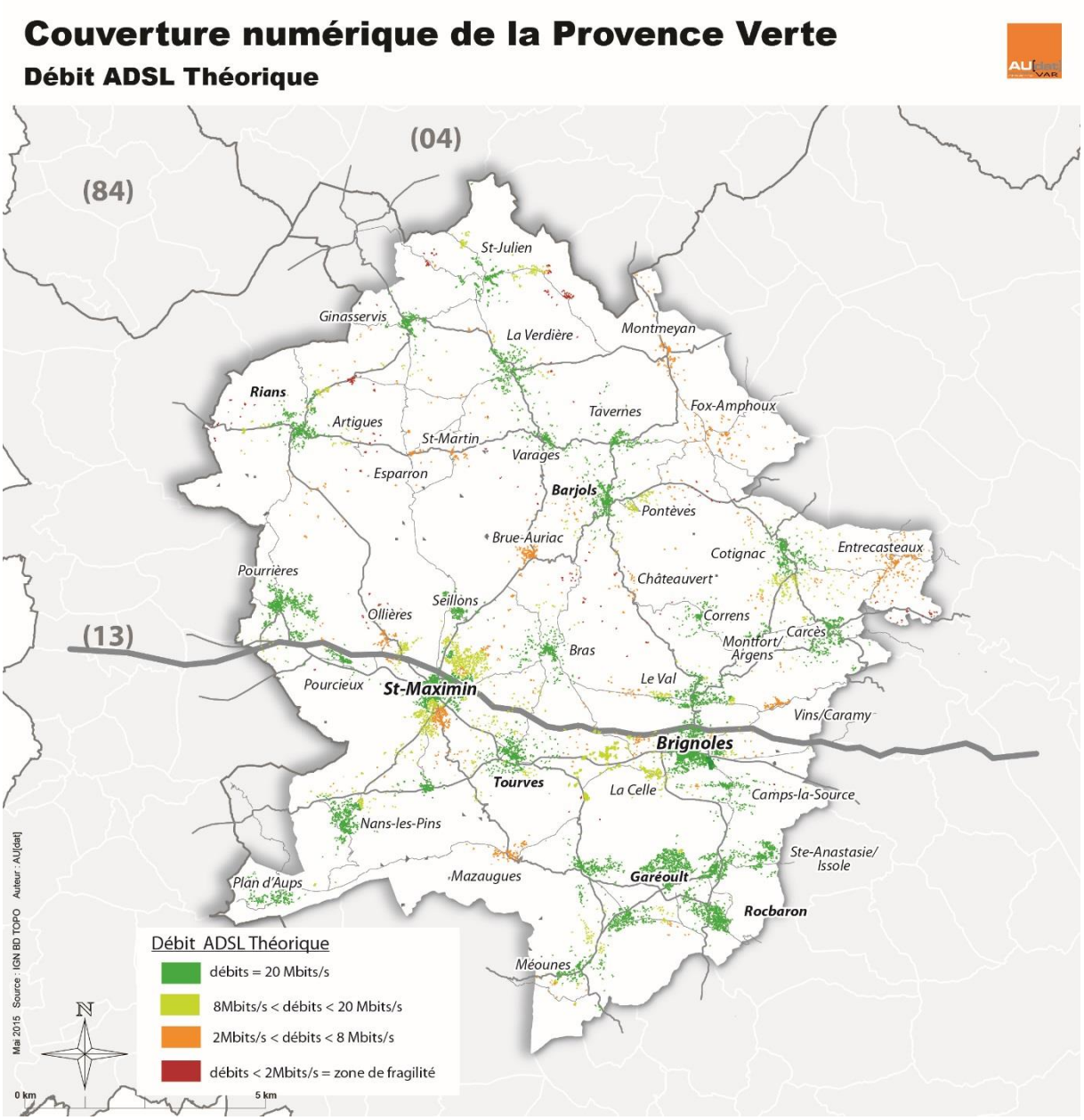
0 9 km

Source : IGN BD TOPO 2010

VIII.5. LA DESSERTE NUMERIQUE NE CORRESPOND PAS A L'ARMATURE URBAINE DE LA PROVENCE VERTE

Toutes les communes bénéficient d'un accès numérique. La commune de Brignoles et le sud-est de la Provence Verte Verdon bénéficient d'un bon niveau de couverture en haut débit.

Saint Maximin souffre d'une couverture relativement hétérogène. Des communes entières ne bénéficient pas d'un débit supérieur à 8 Mbits/secondes : communes du nord-est de la PV, St. Martin, Brue-Auriac, Mazaugues.



IX. ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

Cette note explicite la méthode et les résultats qui ont permis d'aboutir à une estimation de la consommation d'espace de la Provence Verte Verdon entre 2003 et 2014. Ces données serviront d'étalon aux objectifs de limitation de la consommation d'espace (indiqué dans le code de l'urbanisme) que les élus de la Provence Verte Verdon se donneront dans le projet de révision de SCoT soumis à approbation en 2020.

IX.1. LA MÉTHODOLOGIE

IX.1.1. Le choix de la méthode pour la période 2003-2014

Le choix de l'analyse du mode d'occupation du sol réalisée dans le cadre de la révision du SCoT Provence Verte Verdon, diffère de la méthode utilisée dans le précédent SCoT approuvé. Il s'agissait d'une méthode d'extrapolation issue de la base de données des autorisations de construire et des déclarations d'ouverture de chantier ainsi que la base de données SIT@DEL2 pour obtenir une mesure de l'évolution de l'urbanisation depuis 2006 jusqu'en 2012.

La méthode utilisée pour la révision du SCoT est une méthode de photo-interprétation du territoire en 2003 et en 2014 afin d'avoir un mode d'occupation du sol. Ces données permettent de reconstituer et de mesurer sur notre territoire, l'évolution de la consommation d'espace entre deux millésimes. Leur analyse comparée permet d'évaluer la quantité d'espace naturel, agricole et forestier grignotée par l'urbanisation au cours de cette période, et d'avoir ainsi, une première estimation de la consommation foncière sur les premières années de référence du SCoT.

Pour rappel, le code de l'urbanisme précise que le rapport de présentation du SCoT « présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de schéma et justifie les objectifs chiffrés de limitation de cette consommation compris dans le document d'orientation et d'objectifs. » (Article L. 141-3 du code de l'urbanisme). Le SCoT doit donc faire un état des lieux de sa façon de consommer le territoire et tendre vers un aménagement plus raisonné et moins consommateur d'espaces.

Bien que disposant de l'occupation du sol de la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur réalisée par le Centre Régional d'Interprétation Géographique (CRIGE PACA) sur la période 2006-2014, nous avons choisi de réaliser le mode d'occupation du sol, par souci de précision, à l'échelle de notre territoire sur la période 2003-2014. En effet, la donnée de l'occupation du sol PACA est adaptée pour effectuer des analyses à grande échelle telle que la Région ou les Départements. Elle n'est pas adaptée pour effectuer des analyses à des échelles plus fines telles qu'un territoire de SCoT ou un territoire communal.

Le choix de ces années de référence (2003 et 2014) se justifie par la mise à disposition des photo-aériennes du Var sur la plateforme de données du CRIGE PACA. Ce pas de temps permet d'observer les évolutions des différents espaces du territoire sur 11 années.
Enfin, par souci d'homogénéisation des termes et de la codification, notre nomenclature, structurée selon un système emboité et hiérarchisé, du plus général au plus spécifique, reprend en partie la nomenclature des données de l'Occupation du Sol du CRIGE. Ainsi, elle constitue un socle commun auquel les communes peuvent se référer afin de pouvoir faire ensuite des analyses comparatives inter-territoriales.

IX.1.2. Présentation de la base de données du mode d'occupation du sol.

Ce mode d'occupation du sol se décompose ainsi en 5 postes :

- Les territoires artificialisés
- Les territoires agricoles
- Les espaces forestiers et milieux semi-naturels
- Les zones humides
- Les surfaces en eau.

Ces postes sont déclinés ensuite en plusieurs niveaux précision allant de 1 à 4.
Face au pas de temps impartis, tous les postes n'ont pu être déclinés au même niveau de précision. Ainsi, seuls les territoires artificialisés ont pu être déclinés au niveau 4, les espaces forestiers et milieux semi-naturels en niveau 2 afin de pouvoir distinguer les espaces forestiers des espaces semi-naturels. Les territoires agricoles, les zones humides et surfaces en eaux sont déclinés à un niveau 1.

L'échelle de numérisation
La numérisation de ces espaces s'est faite pour les espaces urbains jusqu'à une échelle au 2000ème et au 5000ème pour les espaces agro-naturels (c'est-à-dire les espaces agricoles et les espaces semi-naturels et forestiers).

NIV1	Intitulé	NIV2	Intitulé	NIV3	Intitulé	NIV4	Intitulé
1	Espaces artificialisés	11	zones urbanisées	111	Tissu urbain continu	1110	Tissu urbain continu
				112	Tissu urbain discontinu	1120	Tissu urbain discontinu
				113	Espace bâti diffus et autre bâti	1130	Espace bâti diffus et autre bâti
		12	Zones industrielles ou commerciales, infrastructures et équipements	121	Zone d'activité et équipement	1211	Zone d'activité industrielle, commerciale, économique
						1214	Equipement collectif accueillant du public
						1215	Equipement collectifs n'accueillant pas de public
						1216	Equipement eau, énergies, TIC et déchets
				122	Réseaux routier et ferroviaire et espace associé	1221	Reseau routier et bâtis techniques associés
						1222	Reseau ferroviaire et batis techniques associés
						1224	Parkings
						1225	Espace associés aux reseaux routier et ferroviaire
		13	Mines, décharges et chantiers	131	Extraction de matériaux	1311	Carrières
				132	Décharges	1321	Décharges sauvages ou dépôt de matériel
				133	Chantier	1331	Sol remanié ou en construction
		14	Espaces ouverts urbains et zones de loisirs	141	Espaces ouvert urbain	1411	Espaces verts urbains
						1412	Places
						1413	Terrain vague en espace urbanisé
						1414	Cimetière
						1415	Jardins familiaux
						1416	Jardins privés
				142	Espace bâti de sport et de loisirs	1421	Espaces bâtis de sport et de loisirs
						1422	Espaces ouverts de sport et de loisirs
2	Espaces agricoles	20	Espaces agricoles	200	Espaces agricoles	2000	Espaces agricoles
3	Forêts et milieux semi-naturels	31	Forêts	310	Forêts fermées	3100	Forêts fermées
		32	Milieux à végétation arbustive et/ou herbacée	320	Milieux à végétation arbustive et/ou herbacée	3200	Milieux à végétation arbustive et/ou herbacée
		33	Espaces ouverts sans ou avec peu de végétation	330	Espaces ouverts sans ou avec peu de végétation	3300	Espaces ouverts sans ou avec peu de végétation
4	zones humides	40	Zones humides	400	Zones humides	4000	Zones humides
5	surface en eau	50	Surface en eau	500	Surface en eau	5000	Surface en eau

Figure 16 : Nomenclature simplifiée de l'occupation du sol du SCoT PV

IX.1.3. Mise en place de la méthode

Les données externes utilisées

Face au temps imparti pour réaliser cette occupation du sol, plusieurs données externes (locales et nationales) ont été utilisées pour mener à mieux cette numérisation du territoire aux deux dates.

- La base des espaces agricoles de 2014 réalisée par le bureau d'étude Terres et Territoires

Réalisée dans le cadre de l'étude de compensation agricole lancée par le Syndicat Mixte de la Provence Verte Verdon, cette base a permis d'avoir l'ensemble des espaces agricole pour 2014. Pour 2003, une mise à jour a dû être réalisée en régie sur l'ensemble du territoire.

- La BD CARTO IGN© est la référence des limites communales du territoire.

- La BD TOPO 2017 IGN©

Cette riche base de données a été le support de nombreux éléments (les routes et voie ferrée, les bâtis, les cours d'eau, les zone de surface en eau). Toutefois, plus récente que les millésimes à numériser, une mise à jour a dû être effectuée en 2003 et en 2014 que cela soit pour les routes ou les bâtiments voire parfois même pour les surfaces en eau où certains bassins de rétention ont été réalisés après 2014. Concernant les cours d'eau il n'y a pas eu d'évolution, il n'y a donc pas eu de mise à jour de la base.

- La BD Forêt (IFN)

Cette base de données élaborée depuis 2007-2008 par photo-interprétation d'images en infrarouge couleurs de la BD ORTHO® a été révisé en 2014. Nous l'avons donc utilisée et réinterprétée aux besoins pour 2003. Seule la forêt fermée a été pris en compte pour le poste « forêt » c'est-à-dire les espaces dont le couvert végétal est supérieur à 40%.

- La BD ORTHO IGN © et le SCAN25 IGN ©

Les photos-aériennes de 2003, 2014 et 2017 ont servi de support à la numérisation pour le mode d'occupation du sol et le scan 25 a permis de vérifier en cas de doute comme par exemple la caractéristique du bâti (équipement, habitation, ...).

BD ORTHO® v2 2003 - dept83

La BD ORTHO est l'orthophotographie numérique standard que l'IGN a inscrite dans le programme d'équipement cartographique national de base. Elle utilise des prises de vues aériennes départementales au 1 / 25 000. La BD ORTHO® à 50 cm fait partie du Référentiel à Grande Echelle de l'IGN (RGE). Les dates de prise de vue sur le département du VAR ont eu lieu les 14, 15, 20 et 22 mai 2003

BD ORTHO® 25CM réechantillonnée 2014 - DEPT 83

La BD ORTHO® 25CM est issue d'un ré-échantillonnage de la BD ORTHO® 35CM. C'est un produit intermédiaire de la BD ORTHO® 50CM qui est disponible sur le Géoportail de l'IGN-F. La Prise de Vue Aérienne (PVA) a été faite entre le 17/07/2014 et le 18/08/2014

ORTHO HR® 2017 20 cm - DEPT 83

L'ORTHO HR® est une collection de mosaïques numériques d'orthophotographies en couleurs rectifiées en projection légale. Réalisation d'une prise de vues aériennes départementale 2017 de résolution compatible avec une orthophotographie à 20 cm sur le département du Var.

- Occupation du sol régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur - 2006 - V2 et 2014

Elaborée par le CRIGE PACA en 2017 cette base a été un support lors de doute d'interprétation, pour vérification.

IX.1.4. Evolution de la méthode de numérisation

NB : La méthode de numérisation du MOS de la Provence Verte Verdon ne s'appuie ni sur le cadastre ni sur les documents d'urbanisme en vigueur des communes. Elle est la simple interprétation du terrain sur photo-aérienne en 2003 et en 2014. Elle s'est faite au fur et à mesure, commune par commune à une date puis à l'autre, afin de mieux évaluer les changements.

Ainsi, bien que la méthode de numérisation ait évolué entre le début du travail et sa finalisation, par souci d'épuration de la base et de netteté du rendu, cela ne tronquera pas les chiffres à la commune, puisqu'il a

été fait en sorte que chaque commune soit numérisée de la même manière en 2003 et en 2014.

Depuis les premières communes numérisées sur le territoire, la méthode a quelque peu évolué pour tendre à une méthodologie commune avec le CRIGE PACA.

Les prémices de la méthode

La première méthode de numérisation consistait à réaliser une base de données par poste et par commune en 2003 et en 2014.
Le premier poste a être numérisé est l'urbanisation, c'est-à-dire les zones bâties d'habitat, les zones d'activités et équipements, les zones impactées par l'homme telles que les carrières, chantiers, décharges, les espaces ouverts urbain et les espaces de sport et de loisirs). La numérisation de ces espace prend en compte l'espace construit et de son espace de vie autours. Les espaces agricoles et les espaces forestiers ont été numérisés en s'appuyant sur les bases de données existantes (les données du MOSA, les BD Topo et forêt, et BD de l'IFN). La numérisation du réseau routier et ferré a été réalisée en appliquant une zone tampon de part et d'autre du linéaire.
Ainsi pour la voie ferrée, un tampon uniforme de 4 mètres a été appliqué. Pour les routes un travail portant sur la classification des routes a été fait selon leur largeur. Ainsi, dans cette première méthode, mis à part les chemins que nous n'avons pas pris en compte, car le sol n'est pas considéré comme artificialisé, la totalité des routes avaient été prises en compte et une zone tampon leur avait été attribuée en fonction de leur largeur annoncée par la base de données de la BD_topo IGN. Ainsi, si dans la base de données une route renseignée comme ayant 10 mètres de largeur, un tampon de 10 mètres de large lui est appliqué.
Enfin, la couche « espaces naturels » a été construite, une fois tous les autres espaces créés, par le comblement des espaces vides.
Des règles de « priorité » sont ensuite appliquées sur les différents postes. Ainsi, le réseau routier et réseau ferré sont prioritaires sur tous les autres espaces. Les surfaces en eau sont prioritaires sur les espaces urbanisés, les espaces urbanisés sont prioritaires sur les espaces forestiers, agricoles et naturels. Enfin les espaces agricoles sont prioritaires sur les espaces semi-naturels et forestiers.
Cette technique de numérisation provoquait beaucoup de petits polygones inutiles et alourdissait la base de données. C'est pourquoi, nous avons choisi de la faire évoluer sur les conseils du CRIGE Paca afin de se rapprocher le plus possible de leur méthode.

Vers une méthode finalisée

Sur les conseils du CRIGE PACA, nous avons élaboré une seule base de données par commune et par millésime regroupant les différents postes.

Un « squelette » routier et ferré a été ensuite élaboré ainsi qu'un squelette comprenant certains linéaire de surface en eau lorsque ceux-ci sont visibles sur photo-aérienne.
C'est sur cette ossature que les autres espaces vont s'appuyer.

1/ Le traitement du réseau routier et ferré : squelette de cette base de données.

Afin de constituer cette ossature par rapport à la première méthode, il a été nécessaire d'épurer le réseau routier. Un choix a ainsi été fait via le champ « importance » de la table attributaire de la BD TOPO 2017 réseau routier. Les routes, dont l'importance est comprise entre 1 et 4, ont été prises en comptes. Pour les routes d'importance 5, c'est-à-dire les routes de moins grande importance, un tri plus poussé a été effectué

selon le champ « nature ». En conséquence, les « chemins » ont été exclus car nous considérons qu'il n'y a pas d'artificialisation de la route. De même, les « routes empierrées » de largeur annoncée de 0 mètre **et** sans nom, dans la base de données source, ont été écartées. Ainsi, une route empierrée large de 0 mètre mais ayant un nom de route sera prise en compte.

Une fois la sélection des routes réalisée, une zone tampon à largeur adaptative leur est attribuée. C'est-à-dire qu'en fonction de la largeur annoncée par la base de données BD_TOPO IGN 2017 pour toutes les routes ayant une largeur supérieure ou égale à 5 mètres on attribue un tampon égal à sa largeur. Par exemple dans la base de données, une route renseignée comme ayant « 10 » de largeur se verra appliquer un tampon de 10 mètres de large. Pour les routes dont la largeur est de 4, 3, ou 2, un tampon de 2 mètres leur est appliqué. Pour les routes dont la largeur est de 1 ou 0 un tampon de 1 est appliqué.

Malgré cette sélection, comme la base de données servant à réaliser cette ossature date de 2017, certaines routes n'étaient pas encore construites ou avaient une autre trajectoire en 2003 et/ou 2014. Par conséquent, un travail manuel au cas par cas s'est fait au fur et à mesure de la numérisation. Il a donc été nécessaire de reprendre manuellement le résultat pour coller au mieux à la photo aérienne.

Une fois l'ossature réalisée, il est possible de numériser les autres espaces (bâti, agriculture, forêt…).
La couche espace naturel reste construite en majorité par le comblement des espaces vides lorsque les tous les autres espaces sont créés.

2/ Le traitement au niveau de la densité de tissu urbain

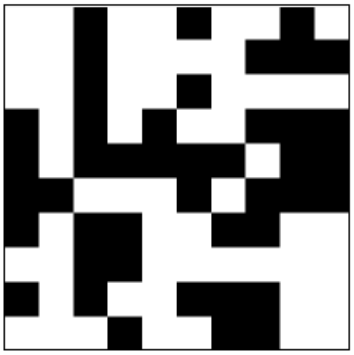
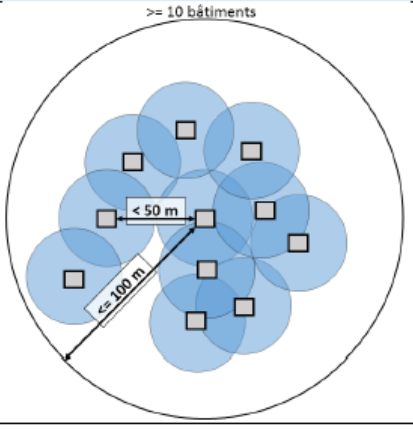
Dans les zones urbanisées, concernant le tissu urbain, on distingue le tissu urbain continu, le tissu urbain discontinu et les espaces bâti diffus et autres bâtis. Il est assez facile de photointerpréter le tissu urbain continu représenté par le centre ancien, le tissu du noyau urbain et villageois (cf. illustration ci-dessous) mais il est beaucoup plus compliqué de distinguer le tissu urbain discontinu et l'espace bâti diffus.


Tissu urbain continue (en rouge) commune de Tavernes

Le tissu discontinu est constitué d'habitations individuelles groupées ou individualisées dans un lotissement dense ou faiblement construit. Afin de trancher les cas litigieux des seuils ont été fixés, même si cela ne remplace pas l'interprétation.

Seuil de définition du tissu discontinu

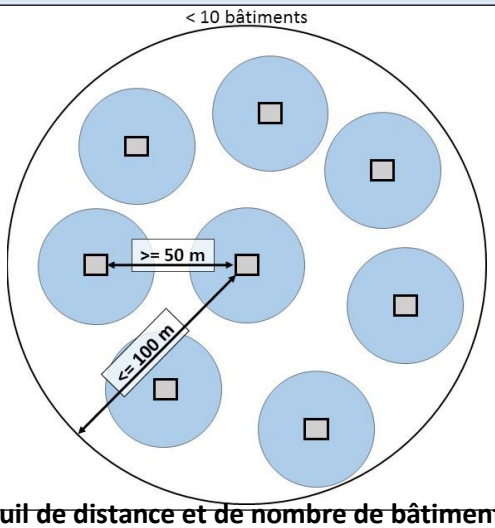
- le bâti occupe moins de 80% de la surface, voir moins de 50% de la surface
- la distance entre les bâtiments est inférieure à 50 m
- il doit y avoir à minima 10 bâtiments dans un rayon de 100m (sinon c'est du diffus)

SCHEMA	
 < à 50 %	
Seuil(s) de pourcentage de fermeture bâtie Source(s) : R. Louvet – CRIGE-PACA Trame aléatoire : fermeture bâtie = carrés noirs / total	**Seuil de distance et de nombre de bâtiments distinguant le bâti individuel** Source(s) : R. Louvet – CRIGE-PACA

Extrait annexe technique 2 des fiches descriptives des poste de la nomenclature OSCOLGE PACA (CRIGE PACA)

A l'inverse les seuils pour le bâti diffus sont :

- la distance entre les bâtiments est supérieure ou égale à 50 m
- il doit y avoir à moins de 10 bâtiments dans un rayon de 100m

SCHEMA

Seuil de distance et de nombre de bâtiments distinguant le bâti diffus
Source(s) : R. Louvet – CRIGE-PACA

IX.1.5. Les biais et limites de la méthode

Bien que la photo interprétation soit peut-être la technique la plus précise pour réaliser le mode d'occupation du sol, cette méthode comporte des biais qui s'expliquent parfois par le manque de qualité des photos aériennes (c'est le cas de la photo-aérienne de 2003), par la subjectivité de la photo-interprétation même. En effet, l'expertise humaine est capable de caractériser finement les typologies d'occupation du sol et l'utilisation de l'espace mais il est possible, plus le niveau de précision est élevé, d'estimer différemment selon le photo-interprète. Ainsi, il peut y avoir des confusions de postes par exemple entre les postes semi-naturels et agricoles. Des surfaces enherbées (poste agricole) peuvent être photo-interprétées comme des pelouses et pâturages naturels (poste semi-naturel) de même que des friches agricoles peuvent être considérées comme des espaces semi-naturels ou vice versa. Il est parfois difficile, malgré les seuils fixés par la méthode, de situer la limite entre le tissu urbain discontinu lâche (bâti individuel lâche) et l'espace bâti diffus. Il peut ainsi y avoir une mauvaise interprétation du tissu urbain.
Malheureusement, même si un travail terrain a été fait, tout n'a pas pu être vérifié. Cela explique que dans le futur, certains identifieront parfois des manques ou des incohérences comparé à leur très bonne connaissance du terrain.
Concernant les zones humides, il est important de rappeler qu'il est impossible de certifier par photo-interprétation (sans travaux terrain systématiques avec relevé pédologique et relevé floristique) que les zones cartographiées sont à 100% des zones humides au sens de la loi sur l'eau. En effet, il est difficile par photo-interprétation de distinguer une zone humide, d'une terre enherbée ou d'un espace semi-naturel et peut être classées dans une autre catégorie d'occupation du sol. C'est pourquoi ce poste a souvent été identifié en tant que ripisylves suivant les cours d'eau.

Enfin, comme expliqué plus haut, l'évolution de la méthode entre les premières communes numérisées et les dernières peuvent aussi expliquer certains décalages.
Néanmoins, il est important de rappeler que, même si la méthode de numérisation de l'occupation du sol a évolué, chaque commune a été analysée de la même manière aux deux dates, et est ainsi homogène. L'évolution de l'occupation du sol peut ainsi être évaluée.
A un niveau 1 de précision, la numérisation du MOS de la PV a une marge d'erreur quasi nulle pour l'ensemble du territoire du SCoT. Cette marge d'erreur augmentera avec le niveau de précision ainsi pour un niveau 3, est estimé une marge d'erreur de 5%.

IX.2. LES RÉSULTATS

IX.2.1. Rétrospective

Pour déterminer la consommation foncière de la décennie précédant le SCoT, conformément au code de l'urbanisme, la méthode de la photo-interprétation a été utilisée sur la période 2003-2014.

		Surface en 2003		Surface en 2014		Evolutions	
	Occupation du sol	**Ha**	**%**	**Ha**	**%**	**Ha**	**%**
SCOT	Espace artificialisé	8967,0	5,6%	10675	6,66%	1708	19,0%
	Espace agricole	29947,7	18,7%	29394	18,33%	-554	-1,9%
	Espace naturel et forestier	120255	75,0%	119084	74,28%	-1171	-1,0%
	Zones humides	849,5	0,5%	860	0,54%	11	1,2%
	Surfaces en eau	301	0,2%	308	0,19%	7	2,1%
	TOTAL	160320	100,0%	160320	100,0%	0	0,0%

		Surface en 2003		Surface en 2014		Evolutions	
	Occupation du sol	**Ha**	**%**	**Ha**	**%**	**Ha**	**%**
CCPV	Espace artificialisé	2512	3,9%	2939	4,53%	427	17,0%
	Espace agricole	11584	17,8%	11455	17,64%	-129	-1,1%
	Espace naturel et forestier	50270	77,4%	49965	76,94%	-304	-0,6%
	Zones humides	455	0,7%	460	0,71%	5	1,1%
	Surfaces en eau	121	0,2%	122	0,19%	1	0,9%
	TOTAL	64941	100,0%	64941	100,0%	0	0,0%

		Surface en 2003		Surface en 2014		Evolutions	
	Occupation du sol	**Ha**	**%**	**Ha**	**%**	**Ha**	**%**
CAPV	Espace artificialisé	6455	6,8%	7736	8,12%	1281	19,8%
	Espace agricole	18364	19,3%	17939	18,81%	-425	-2,3%
	Espace naturel et forestier	69985	73,4%	69119	72,46%	-866	-1,2%
	Zones humides	395	0,4%	400	0,42%	5	1,4%
	Surfaces en eau	181	0,2%	186	0,19%	5	2,9%
	TOTAL	95379	100,0%	95379	100,0%	0	0,0%

IX.2.2. Evolution de l'occupation du sol depuis 2014

Depuis le travail d'analyse de l'évolution de l'occupation du sol entre 2003 et 2014, une mise à jour a pu être effectuée grâce la photo aérienne du Var 2017 disponible seulement au premier semestre 2018. Cette actualisation portant sur trois années après l'approbation du SCoT a permis d'enrichir l'analyse de l'occupation du sol et de constater des changements dans la consommation d'espace depuis l'approbation du SCoT en 2014.

Nous constatons qu'en trois ans, les **espaces artificialisés augmentent d'environ 230 ha**. Ils évoluent essentiellement sur les espaces forestiers et les espaces semi-naturel (148 ha) dont **60 ha sur les espaces forestiers** et **90 ha sur les espaces naturels**. **80 ha d'espaces agricoles** mutent à leur profit. Néanmoins,

cette superficie est à nuancer. En effet, lorsque l'on regarde la consommation d'espaces agricoles on s'aperçoit que 53% des espaces agricoles perdus au profit des espaces artificialisés se situe à l'intérieur de l'enveloppe urbaine[29].

On observe également une évolution de près de 70ha des différentes catégories d'espaces artificialisés. Ainsi, 50 ha étaient catégorisés par des chantiers en 2014 évoluent vers essentiellement de l'habitat mais aussi des équipements. En trois ans, on observe également un resserrement du tissu urbain. Les espaces de bâtis diffus (8 ha) se densifient et tendent vers un tissu plutôt semi-dense. Les espaces urbains ouverts (terrains vagues en milieu urbain, jardin) se construisent complétant ainsi les dents creuses du tissu urbain (5ha).

Les espaces agricoles évoluent mais la superficie des terres agricoles sur le territoire reste stable voir même augmente (+4,5ha). En effet, même si l'on constate une perte de près de 90 ha dont de 80 ha pour les espaces artificialisés, on s'aperçoit que parallèlement, d'autres espaces sont remis en culture. Cela se réalise sur les espaces forestiers (40 ha) et sur les espaces naturels (50 ha). Ces chiffres indiquent la mise en œuvre des orientations du SCoT de 2014.

Les espaces forestiers et semi-naturels ont eux aussi changé. **Les espaces forestiers baissent, les espaces semi-naturels augmentent**. Même si, comme nous avons pu constater plus haut 148 ha profitent aux espaces artificialisés, et 90 ha aux espaces agricoles, la plus grosse évolution est entre les espaces forestiers et les espaces naturels. En effet, on constate une perte de 633 ha du couvert forestier. Près de 85% de ces espaces basculent au profit des espaces naturels. En contrepartie, seulement 3 ha d'espaces naturels se referment en forêt. Cette soudaine évolution est due notamment à un violent incendie sur les communes de Correns, Montfort et Cotignac, qui a fait évoluer quelque peu le paysage. Ainsi, 147 ha de forêt et 205 ha de milieux à végétations principalement arbustive et/ou herbacée sont ainsi partis en fumée.

	Surface en 2003		Surface en 2014		Surface en 2017	
Occupation du sol	**Ha**	**%**	**Ha**	**%**	**Ha**	**%**
Espace artificialisé	8967,0	5,6%	10675	6,66%	10904	7%
Espace agricole	29947,7	18,7%	29394	18,33%	29398	18%
Espace naturel et forestier	120255	75,0%	119084	74,28%	118851	74%
Zones humides	849,5	0,5%	860	0,54%	860	1%
Surfaces en eau	301	0,2%	308	0,19%	308	0%
TOTAL	160320	100,0%	160320	100,0%	160320	100%

Figure 17 : Occupation du sol entre 2003 et 2017 (source : SMPVV)

[29] ***L'enveloppe urbaine*** *est l'ensemble de l'espace urbain déjà bâti et équipé, en continuité des noyaux villageois ou hameaux densément habités, généralement zoné U ou AU dans les PLU*

	Perte d'espaces depuis 2014 (en hectare)				Gains des espaces entre 2014 et 2017 (en hectare)	Evolution des espaces entre 2014 et 2017 (en hectare)
	Espaces agricoles	Espaces forestiers	Espaces naturels	Total des pertes des espaces entre 2014 et 2017 (en hectare)		
Espaces artificialisés	-81	-59	-89	0	229	229
Espaces agricoles	0	-40	-50,5	-86	90,5	4,5
Espaces forestiers et naturels	-5	-546	-2,8	-787	553,8	-233,2
Espaces forestiers	*0*	*0*	*-2,8*	*-645*	*2,8*	*-642,2*
Espaces naturels	*-5*	*-546*	*0*	*-142*	*551*	*408,7*

Figure 18 : Evolutions des différents espaces entre 2014 et 2017 en hectare (source : SMPVV)

	Hors enveloppe urbaine			Dans l'enveloppe urbaine			total des nouveaux espaces artificialisés
	Types d'espaces		TOTAL (ha)	Types d'espaces		TOTAL (ha)	
EPCI	Espaces agricoles	Espaces naturels et		Espaces agricoles	Espaces naturels et		
CA PROVENCE	22,7	63,3	86,0	33,7	52,4	86,1	172,1
CC PROVENCE	15,4	29,4	44,8	9,6	2,7	12,3	57,1
SCoT (en ha)	**38,1**	**92,7**	**130,8**	**43,4**	**55,1**	**98,4**	**229,2**
SCoT (%)	17%	40%	**57%**	19%	24%	**43%**	100%

Figure 19 : Localisation selon l'enveloppe urbaine des évolutions des différents espaces entre 2014 et 2017 en hectare (source : SMPVV)

La consommation d'espaces représente près de 1 937 ha entre 2003 et 2017 dont 229ha entre 2014 et 2017. Nous constatons un ralentissement de la consommation d'espaces agricole ou naturel au profit des espaces artificialisés. Sur les onze premières années, ces espaces augmentaient d'environ 155 ha par an. Depuis l'approbation du SCoT en 2014, la consommation d'espace a diminué de moitié puisque sur 4 années, seulement 57ha/an d'espaces naturels ou agricoles ont muté vers des espaces artificialisés. Ainsi l'augmentation moyenne des espaces artificialisés entre 2003 et 2017 (14ans) représente 138 ha /an.

Afin de mieux comprendre les gains et les pertes de chacun de ces espaces, un reclassement a été élaboré sur les différentes catégories d'espaces artificialisés. Ceci a permis de distinguer les espaces bâtis dédiés à l'habitat, aux activités, aux équipements et aux infrastructures, des espaces ouverts urbains c'est-à-dire des espaces qui offrent des ouvertures dans l'espace urbain. Ces espaces reprennent ainsi les terrains vagues, les espaces verts, les jardins, mais aussi les espaces associés au réseau routiers qui sont généralement les espaces verts en bordure de route. Certains équipements sportifs et de loisirs offrant des espaces ouverts tels que les terrains de sport enherbés ont été intégrés à cette catégorie. Les décharges bien plus souvent représentées par du dépôt de matériel, ainsi que les chantiers ont également été intégrés. Enfin la catégorie « bâti léger et informel » qui comprend les cabanons, les ruines, a aussi été attachée à ces espaces.

INTITULE		CODE			
Tissu urbain compact		1111	habitat	espaces bâtis	espaces artificialisés
Tissu urbain aéré		1112			
Tissu urbain discontinu		1120			
Bâti individuel dense		1121			
Bâti individuel lâche		1122			
Bâti individuel dans parc paysager		1123			
Bâti collectif		1124			
Bâti mixte		1125			
Espaces de bâti diffus et autres bâtis		1130			
Bâti diffus en zone agricole		1131			
Bâti diffus en zone naturelle		1132			
Bâti isolé en zone agricole		1133			
Bâti isolé en zone naturelle		1134			
Zones d'activités et équipements		1210	activités		
Zones d'activité industrielle		1211			
Zones d'activité commerciale		1212			
Zones d'activité économique		1213			
Équipements collectifs accueillant du public		1214	equipements		
Équipements collectifs n?accueillant pas du public		1215			
Gares routières et/ou ferroviaires		1223			
Cimetières		1414			
Espaces bâtis de sports et de loisirs		1421			
Extraction de matériaux		1310			
Parkings		1224	infrastructures		
Places		1412			
Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés		1220			
Réseau routier et bâtis techniques associés		1221			
Réseau ferroviaire et bâtis techniques associés		1222			
Terrains vagues en zone d'activité		1217	espaces ouverts urbains		
Espaces associés aux équipements		1219			
Équipements eau, énergies, TIC et déchets		1216			
Bâti léger ou informel		1135			
Espaces associés aux réseaux routier et/ou ferroviaire		1225			
Décharges		1320			
Décharges		1321			
Chantiers		1330			
Chantiers		1331			
Espaces ouverts urbains		1410			
Espaces verts urbains		1411			
Terrains vagues en zone urbaine		1413			
Jardins familiaux		1415			
Jardins privés		1416			
Équipements sportifs et de loisirs		1420			
Espaces ouverts de sports et de loisirs		1422			

Nouvelle classification des espaces artificialisés

Les installations de production d'énergie renouvelable

Le développement récent des Énergies Nouvelles et Renouvelables a suscité un fort engouement auprès des collectivités locales. Depuis le SCoT approuvé en janvier 2014, ce type de consommation d'espace a été référencé dans la nomenclature et est compris pour un niveau 4 dans la classe numérotée : 1216 et libellée « équipement, eau, énergies, TIC et déchets ».
Suite à l'étude, sur la critérisation des centrales photovoltaïques au sol, lancée par le syndicat mixte, nous pouvons estimer précisément ce qui a été consommé en 2014, ce qui l'a été depuis et ce qui est en cours.

Les données actuelles et futures ont été établies sur la base de la photo aérienne de 2017 (BD ORTHO 2017 IGN ©) croisées avec d'une part l'étude sur les potentialités du territoire à recevoir des centrales photovoltaïques au sol, mais aussi les services de la DDTM du Var[30].

Ainsi, avant 2014, 272 ha[31] d'espaces naturels ont été consommés au profit des centrales photovoltaïques. Entre 2014 et 2017, 13 ha d'espaces naturels ont été consommés au profit de la centrale photovoltaïque que Tavernes.

	Superficie des centrales photovoltaïques au sol (ha)	
	en 2014	2017
Ollières	87	
Rians	2,3	
Ginasservis	29	
La Verdière	12	
Varages	22,5	
Tavernes		12,8
Mazaugues	7,3	
Néoules	44,6	
Méounes	34	
Brignoles	9,5	
Le Val	16,4	
Cotignac	7,2	
Superficie totale	271,8	12,8

Au niveau des dossiers de permis de construire, depuis 2014 :

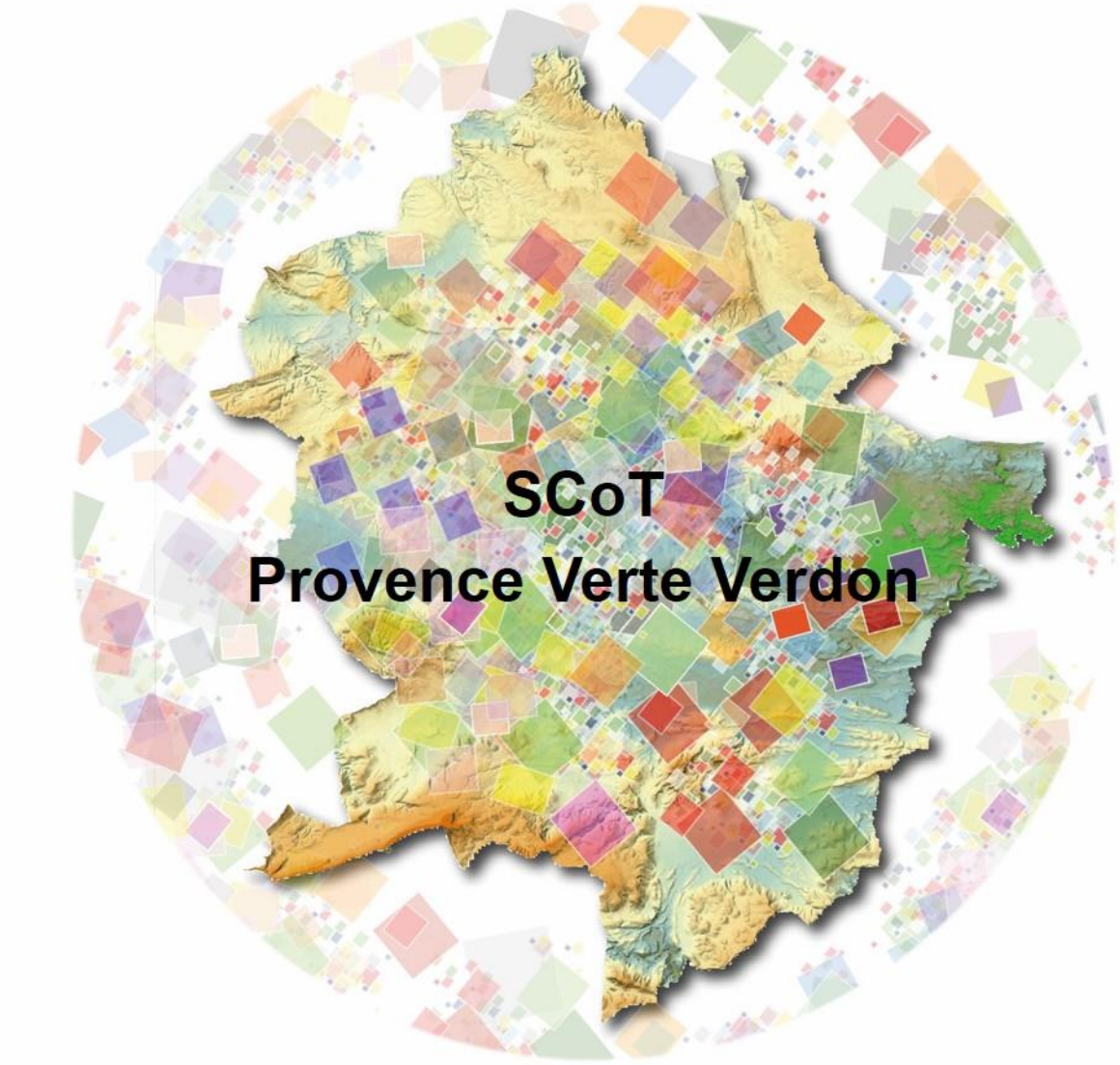
- 8 permis de construire ont été accordés (130ha) dont :
  - 6 projets représentant 96 ha au total (depuis réalisés)[32]
  - 2 projets représentant 34.5 ha (toujours pas réalisés)
- 5 projets ont leur permis de construire en cours d'instruction (96,6 ha)
- 17 projets sont encore en études sur l'ensemble du territoire avec des niveaux d'avancement dans le montage du projet très disparates.

D'ici 2020, 392 ha du territoire devraient être à termes consacrés aux centrales photovoltaïques au sol si l'on prend en compte tous les projets dont les permis de construire accordés. Cela devrait représenter une puissance totale estimée à 216 Mwc.

[30] Dernière mise à jour des données 18/12/2018

[31] Dont 43 ha sur les communes nouvelles (Rians, Artigues)

[32] Certaines centrales telles que celles du Val ou Ollières ont été comptabilisée en 2014 au niveau de l'occupation du sol même si celles-ci n'étaient pas encore construites les terrains montaient des traces de dégradation type chantier.



- 3 -

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE

I -ENVIRONNEMENT PHYSIQUE ET OCCUPATION DU SOL 282

I.1. LES COMPOSANTES PHYSIQUES ET PAYSAGERES DU TERRITOIRE 282
I.2. LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE 286
I.3. OCCUPATION DU SOL ET EVOLUTION 289
1.3.1 Des espaces forestiers et semi-naturels prédominants 289
1.3.2 Un ralentissement des pertes des espaces agricoles 291
1.3.3 Une légère diminution de la croissance des espaces artificialisés 293
1.3.4 Entre 2014 et 2017, une confirmation de la baisse du rythme de consommation d'espaces 296
I.4 LE CLIMAT ET SES INCIDENCES EN PROVENCE VERTE VERDON 300
I.4.1 Les caractéristiques du climat en Provence Verte Verdon et son évolution 300
I.4.2 Vulnérabilité du territoire au changement climatique 304

II. ENVIRONNEMENT NATUREL ET BIODIVERSITE 308

II.1 LE PATRIMOINE NATUREL DE LA PROVENCE VERTE VERDON 308
II.1.1 Les espaces boisés 308
II.1.2 Les cours d'eau 309
II.1.3 Les crêtes rocheuses 309
II.1.4 Les falaises et gorges 309
II.1.5 Zones humides et dépressions (marais, étangs, prairies humides) 310
II.1.6 Plaines agricoles ayant conservé un caractère extensif 310
II.2 LES ESPECES PROTEGEES 310
II.3 LES OUTILS D'INVENTAIRE, DE GESTION ET DE PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL : LES ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX 313
II.3.1 Les ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) 313
II.3.2 Les zones humides 317
II.3.3 Le réseau Natura 2000 326
II.3.4 Les sites inscrits et classés au titre de la loi 1930 330
II.3.5 Les Espaces Naturels Sensibles en Provence Verte 333
II.3.6 Les réserves biologiques 337
II.3.7 Les Parcs Naturels Régionaux 337
II.4 LE RESEAU ECOLOGIQUE ET SA FONCTIONNALITE 340
II.4.1 Les composantes de la Trame Verte et Bleue 340
II.4.2 La caractérisation du réseau écologique de la Provence Verte Verdon 341

III- GESTION DES RESSOURCES NATURELLES 362

III.1 EAU ET MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES 362
III.1.1 Les principaux cours d'eau et bassins-versants 374
III.1.2 Les lacs (retenues d'eau) de la Provence Verte Verdon 381
ressources en eau 385
III.2 LA RESSOURCE FORESTIERE 420
III.3 LES RESSOURCES ENERGETIQUES ET LE PROFIL « ENERGIE-CLIMAT » DU PAYS DE LA PROVENCE VERTE VERDON 425
III.3.1 Le bilan des émissions de gaz à effet de serre 427
III.3.2 Les consommations d'énergie 429
III.3.3 Une production locale d'énergies renouvelables relativement faible 430
III.3.4 Le potentiel énergétique renouvelable 431
III.4 LES RESSOURCES MINIERES ET L'EXPLOITATION DES CARRIERES 445
III4.1 État des lieux de la production et de la demande 445
III.4.2 Les anciens sites miniers 447

IV - POLLUTIONS, DECHETS ET NUISANCES 449

IV.1. GESTION DES DECHETS MENAGERS 449
IV.2 GESTION DES DECHETS DE L'ASSAINISSEMENT 458
IV.3 LA QUALITE DE L'AIR 465
IV.4.LA POLLUTION DES SOLS 469
IV.5 PAYSAGE SONORE DE LA PROVENCE VERTE VERDON 473

V. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES 476

V.1 LES RISQUES DE MOUVEMENTS DE TERRAIN 476
V.2 LES RISQUES SISMIQUES 485
V.3 LES CAVITES SOUTERRAINES 485
V.4 LES RISQUES D'INONDATION 486
V.5 LES RISQUES D'INCENDIES 498
V.6. RISQUES TECHNOLOGIQUES 504
V.7 SYNTHESE DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES 507

VI. SYNTHESE ET HIERARCHISATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX 509

ANNEXES 516

ANNEXE - 1 : LES ESPECES PROTEGEES SUR LE SCOT PROVENCE VERTE VERDON 516
ANNEXE - 2 : Liste des sites soumis aux outils d'inventaire ou de protection de l'environnement 525
ANNEXE - 3 : Liste des habitats ayant entraîné la désignation de sites au réseau Natura 2000 527
ANNEXE - 4 : Liste des especes ayant entraîné la désignation de sites au réseau Natura 2000 530
ANNEXE - 5 : Critères de recherche de sites pour le stockage des déchets ménagers 531

I -ENVIRONNEMENT PHYSIQUE ET OCCUPATION DU SOL

I.1. LES COMPOSANTES PHYSIQUES ET PAYSAGÈRES DU TERRITOIRE

La Provence Verte Verdon, d'une superficie de 1 603 km^2, est localisée dans le centre ouest du département du Var, en plein cœur de la « Basse Provence ». Cette situation géographique détermine sa géomorphologie et son climat qui jouent des rôles essentiels dans l'organisation historique et actuelle de son territoire.

Caractérisée par ses roches blanches et dures, qui se retrouvent dans le patrimoine bâti, la « Provence calcaire » est en réalité composée de roches très hétérogènes. Elles ont pour la plupart été formées au cours de l'ère secondaire par une forte sédimentation marine dans ce secteur. La nature des roches et les poussées provoquées par l'orogénèse pyrénéenne et alpine expliquent, pour partie, la morphologie du territoire avec la surrection des principaux massifs du territoire : Sainte-Baume, Mont-Aurélien, Montagne de la Loube, Bessillons, etc. (en marron sur la carte) et les dépressions dolomitiques qui sont, pour la plupart, occupées par l'agriculture (en violet). Les forts gisements de Bauxite (en rouge) ont, pour leur part, eu une forte influence sur l'occupation industrielle du 20ème siècle.

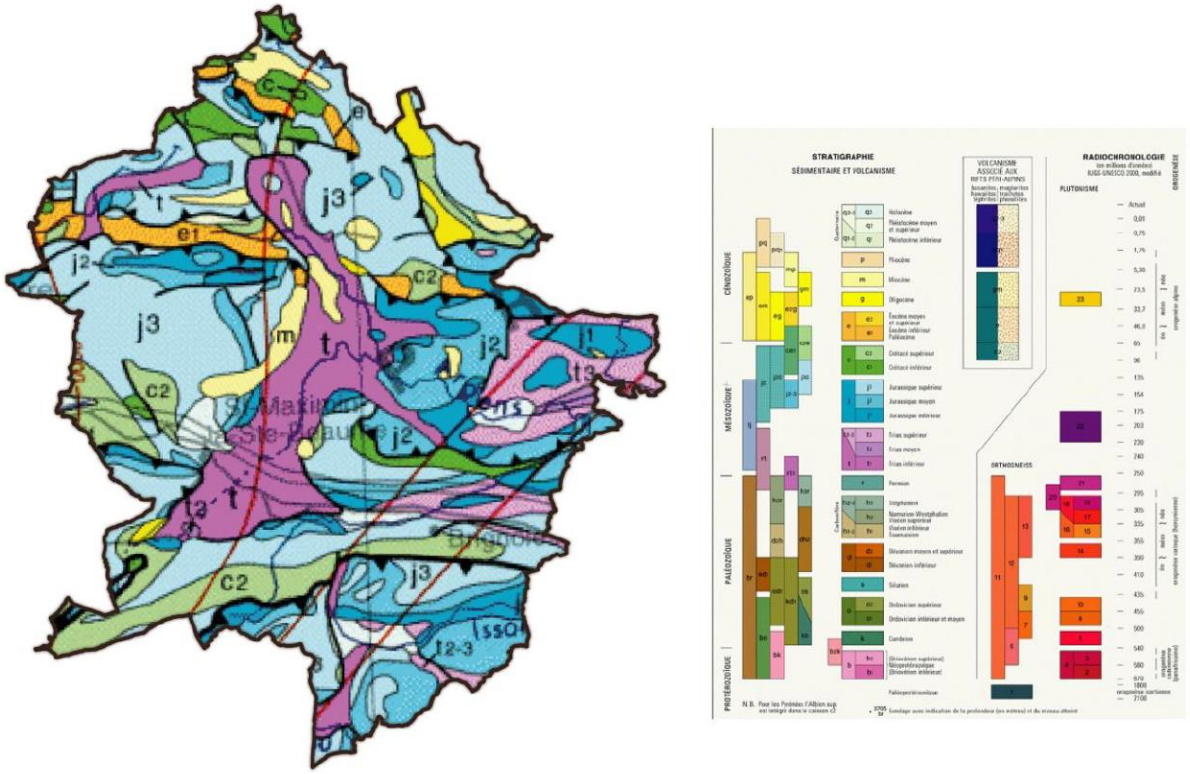


Figure 1 : Géologie de la Provence Verte Verdon (source : BRGM)

Le relief s'organise donc en structures plissées complexes dominées par plusieurs grands massifs d'une orientation générale est-ouest.

Au sud le **massif de la Sainte-Baume** s'impose franchement dans le paysage avec ses 1148 mètres de hauteur et répond ainsi au deuxième grand massif de la Basse Provence qui jouxte le territoire : la Sainte-Victoire.

Plusieurs massifs intermédiaires entourent la Sainte-Baume :

- Au nord, les Monts Aurélien (870m) dominés par une crête rocheuse est-ouest ;
- À l'est, la montagne de la Loube (830m) est un enchevêtrement de crêtes et d'affleurement rocheux ;
- Au sud-est, le plateau de Néoules, délimité par les barres de Cuers qui font office de limite administrative du territoire ;
- Enfin au centre, un massif intermédiaire sépare les vallées du Caramy et de l'Argens.

Plus au Nord, le **Petit et le Gros Bessillons** (669m et 813m) sont deux sommets isolés et clairement identifiables dans le paysage local.

Les deux grands massifs représentés par les **contreforts de la montagne Sainte-Victoire**, au nord-ouest, et par le **plateau de Bellevue** surplombant Tavernes et Fox-Amphoux, au nord, complètent l'inventaire des massifs montagneux.

Au milieu de cette trame topographique se nichent les plaines agricoles. Les grandes étendues, du fait de ces contraintes, sont rares. Il s'agit donc de petits bassins agricoles compartimentés.

Ces caractéristiques physiques déterminent 8 types paysagers sur 27 recensés par l'atlas paysager du Var (source : DDE-DIREN, 2007).

- Au nord, le paysage du **Bas Verdon** (*Ginasservis, La Verdière, Saint-Julien*) dont l'entité principale est la rivière du Verdon, cours d'eau bleu émeraude et tumultueux qui a façonné un paysage humide et verdoyant de gorges entourées de montagnes méditerranéennes sèches et calcaires. La rareté de l'eau a contraint l'homme à construire d'importants ouvrages hydrauliques tels que le Canal de Provence afin d'irriguer les cultures, modifiant ainsi le paysage.
- Au sud du Bas Verdon, le **Haut-Var** (*Esparron de Pallières, Ginasservis, La Verdière, Saint-Martin de Pallières, Varages, Tavernes*) forme un paysage des haut-plateaux varois, en transition entre les collines au caractère méditerranéen du centre Var et le caractère pré-alpin du bas Verdon. Les contraintes climatiques et l'absence d'eau abondante ont contraint l'occupation historique du territoire.
- Le **Centre Var** (*Barjols, Pontevès, Cotignac, Entrecasteaux, Carcès, Correns, Châteauvert, Montfort, Brue-Auriac, Brignoles, Le Val, Saint-Maximin, Seillons)* où domine un paysage de collines provençales. Le relief s'adoucit. L'eau y est omniprésente et sculpte localement de petites gorges et falaises qui marquent les ruptures de pentes.
- A l'Est du Centre Var se trouve l'unité paysagère des **Collines de Rians** (*Artigues, Esparron de Pallières, Ginasservis (partiel), Ollières, Pourcieux, Pourrières, Rians, Seillons-Source-d'Argens*) qui, comme son nom l'indique, présente un relief très contrasté allant de 250 mètres d'altitude à près de 650 mètres (sommet du Beaumont, Montagne d'Artigues etc.). Ce relief entraîne ainsi de forts contrastes entre les plaines intensivement cultivées et irriguées et les collines boisées et denses de chênaies pubescentes mixtes à Pins d'Alep. Ce paysage, avec la vallée de la Durance et la Montagne de la Sainte-Victoire, marque la limite Ouest avec le département des Bouches-du-Rhône.

- La **plaine de Saint-Maximin et Brignoles** (*Tourves, St Maximin, Brignoles, Le Val, Ollières, Bras, La Celle, Pourcieux*) réunit deux espaces ouverts et agricoles liés par de grands axes de circulation historiques et actuels. Du fait de cet accès facilité, l'occupation urbaine y est très marquée. Les sols très fertiles ont favorisé l'agriculture, alors que la forêt y est moins représentée que dans le reste du territoire.
- La **Sainte-Baume** *(Plan d'Aups, Rougiers, Tourves, Mazaugues, Nans, Saint-Maximin, La Celle*) est la principale chaîne montagneuse du territoire.
- Le **Val d'Issole** (*Besse-sur-Issole, Garéoult, Ste Anastasie, Rocbaron, Camps la Source, Néoules, Forcalqueiret, La Roquebrussanne, Mazaugues, Méounes*) est cerné de massifs calcaires et marqué par une vaste plaine agricole alimentée par le fleuve du même nom.
- Les **Monts Auréliens** (*Pourcieux, Pourrières, Saint-Maximin*) constituent un massif sauvage et calcaire à part entière qui se détache dans le paysage

***NB** : L'unité « Plateau de Siou Blanc » et l'unité « Gorges du Verdon et Lac de Sainte-Croix », bien que présentes sur la carte page suivante, ne sont pas abordées ici, car marginales sur le territoire de la Provence Verte Verdon.*

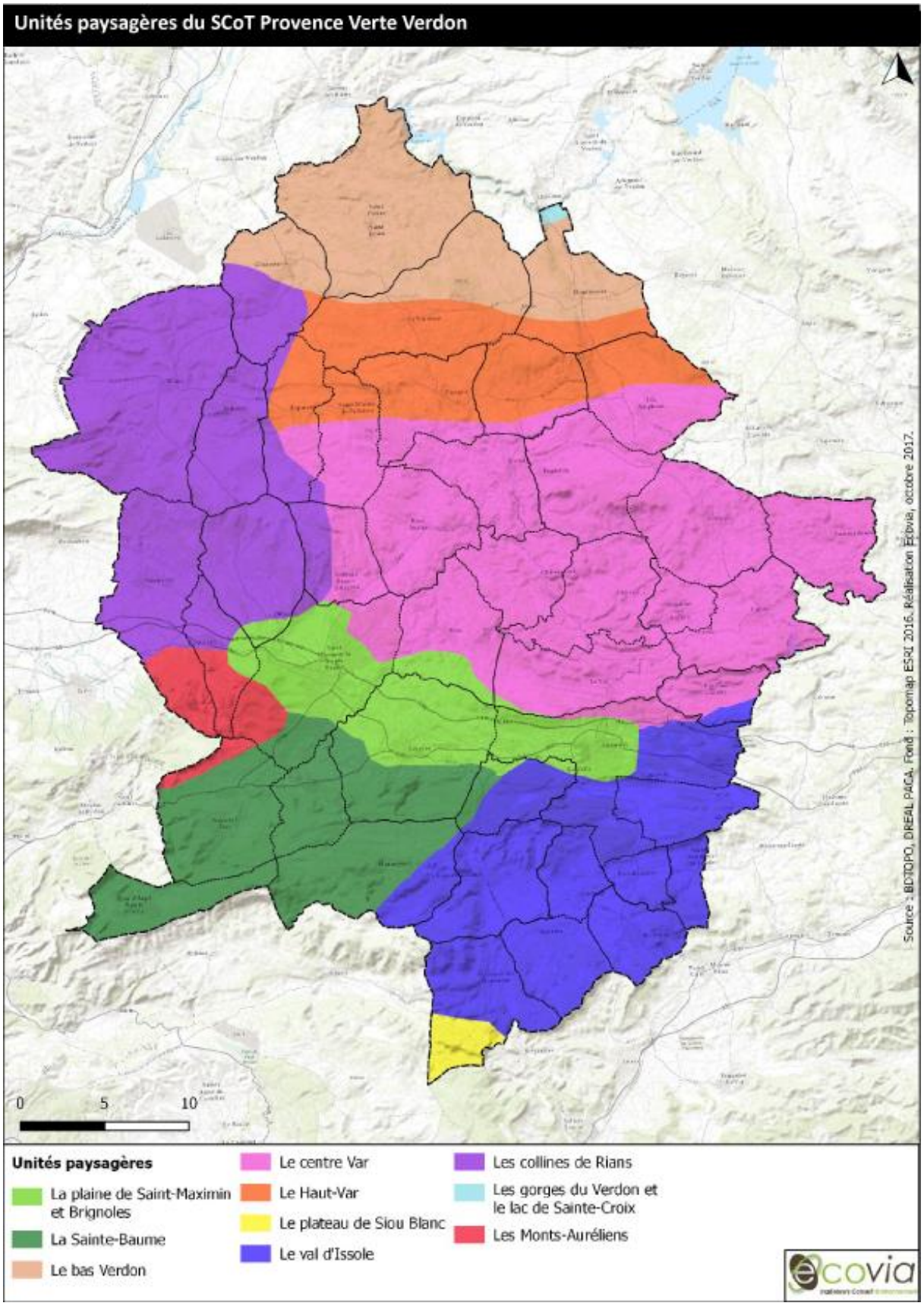


Figure 2 : Les grands ensembles naturels et paysagers de la Provence Verte Verdon

I.2. LE RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE

L'une des caractéristiques les plus marquantes de la Provence Verte Verdon est la densité de son réseau hydrographique qui joue un rôle de premier ordre dans la constitution des paysages tant par son action érosive (*par exemple :* Vallon Sourn, gorges de la Bresque) ou sédimentaire (*par exemple :* falaises de tufs de Cotignac ou de Varages) que par son utilité pour les usages humains.

La Provence Verte Verdon se situe à la limite de partage des eaux de l'Arc qui coule vers l'ouest et de l'Argens qui se dirige à l'est. Mais c'est principalement l'Argens dont la source est à Seillons qui fédère les principaux cours d'eau du territoire : le Caramy et son affluent principal l'Issole, le Cauron, l'Eau Salée et la Bresque.

En plus de l'Argens, 3 autres fleuves prennent leur source sur le territoire : le Gapeau, l'Huveaune et l'Arc. Plusieurs rivières prennent également leur source sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon tels que le cours d'eau de l'Abéou au niveau de la commune de La Verdière à environ 400 mètres d'altitude, la petite rivière de La Bresque entre la commune de Fox-Amphoux et celle de Sillans-la-Cascade, la rivière de La Cassole sur la commune de Pontevès, la rivière de l'Eau Salée sur la commune de Châteauvert etc.

Si le réseau hydrographique de surface est dense, les circulations souterraines sont encore plus abondantes en raison de la géologie karstique dominante. La Provence Verte Verdon bénéficie donc d'importantes réserves en eau qui jaillissent au niveau de résurgences, de sources ou de forages.

Si l'eau ne manque pas en Provence Verte Verdon, le contexte climatique méditerranéen induit une très forte irrégularité saisonnière des pluies. Souvent secs l'été, les cours d'eau peuvent devenir ravageurs l'hiver. Les villages se sont d'ailleurs construits historiquement à l'écart des zones de crues (villages perchés.)

L'alimentation en eau est aussi répartie de manière inégale sur le territoire. Aussi certaines lacunes ont été compensées par la construction du canal de Provence. Déconnecté du réseau hydrographique, il traverse l'ouest de la Provence Verte Verdon à ciel ouvert dans les plaines et en réseau souterrain pour franchir les Monts Auréliens et la Sainte-Baume.

A noter le projet de raccordement au canal de Provence des communes situées au Nord du SCoT de la Provence Verte Verdon.

Quelques définitions réglementaires du SDAGE RMC (source : www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr) :

L'article L214-17 du code de l'environnement, introduit par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques de décembre 2006, réforme les classements des cours d'eau en les adossant aux objectifs de la directive cadre sur l'eau déclinés dans les SDAGE.

Une **liste 1** est établie sur la base des résevoirs biologiques du SDAGE, des cours d'eau en très bon état écologique et des cours d'eau nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins (Alose, Lamproie marine et Anguille sur le bassin Rhône-Méditerranée). L'objet de cette liste est de contribuer à l'objectif de non dégradation des milieux aquatiques.

Ainsi, sur les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau figurant dans cette liste, aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique (cf article R214-109 du code de l'environnement). Le renouvellement de l'autorisation des ouvrages existants est subordonné à des prescriptions particulières (cf article L214-17 du code de l'environnement).

Une **liste 2** concerne les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau nécessitant des actions de restauration de la continuité écologique (transport des sédiments et circulation des poissons).

Tout ouvrage faisant obstacle doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant. Ces obligations s'appliquent à l'issue d'un délai de cinq ans après publication des listes.

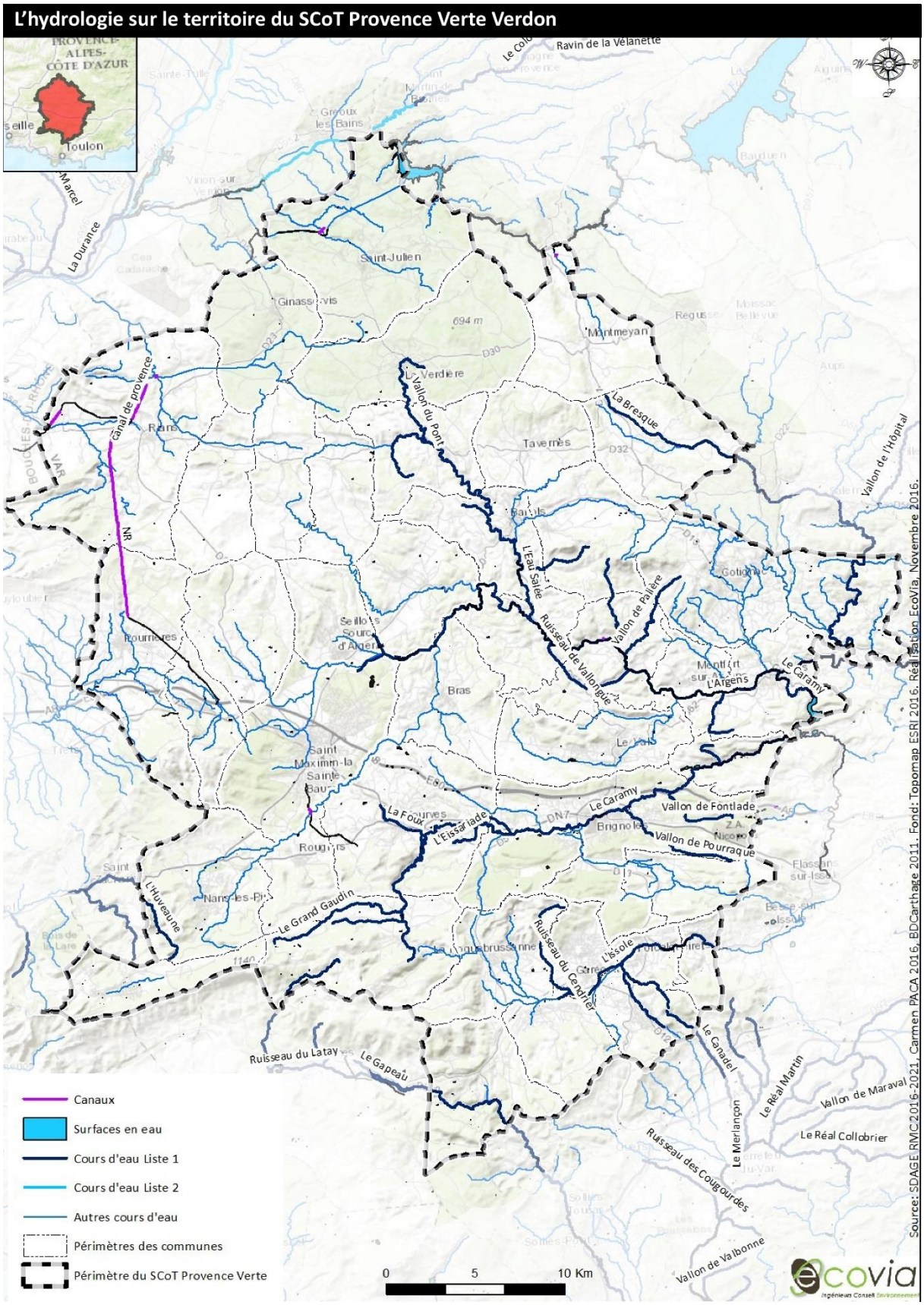


Figure 3 : Le réseau hydrologique de la Provence Verte Verdon

I.3. OCCUPATION DU SOL ET ÉVOLUTION

NB : Ces chiffres sont issus du Mode d'Occupation du Sol réalisé par le SMPVV. Bien que disposant de l'occupation du sol de la Région SUD PACA réalisée par le CRIGE PACA, nous avons choisi de réaliser le mode d'occupation du sol à l'échelle de notre territoire. L'objectif est d'effectuer des analyses à une échelle plus fine telle qu'un territoire de SCoT ou un territoire communal (cf. méthodologie p.).

Si l'on considère les secteurs agro-naturels (donc autres qu'artificialisés), ces espaces occupent près de 93% du territoire du SCoT Provence Verte Verdon en 2014 (158 613 ha) contre environ 94% en 2003 (151 353 ha) cela dénote d'une bonne préservation du caractère agro-naturel du SCoT.

		Surface en 2003		Surface en 2014		Evolutions	
	Occupation du sol	**Ha**	**%**	**Ha**	**%**	**Ha**	**%**
SCOT	Espace artificialisé	8967,0	5,6%	10675	6,66%	1708	19,0%
	Espace agricole	29947,7	18,7%	29394	18,33%	-554	-1,9%
	Espace naturel et forestier	120255	75,0%	119084	74,28%	-1171	-1,0%
	Zones humides	849,5	0,5%	860	0,54%	11	1,2%
	Surfaces en eau	301	0,2%	308	0,19%	7	2,1%
	TOTAL	160320	100,0%	160320	100,0%	0	0,0%

Figure 4 : L'occupation du sol entre 2003 et 2014

1.3.1 Des espaces forestiers et semi-naturels prédominants

Le Var est le premier département forestier de France métropolitaine. En 2014, plus de 74% de sa superficie est occupée par des espaces forestiers et semi-naturels.

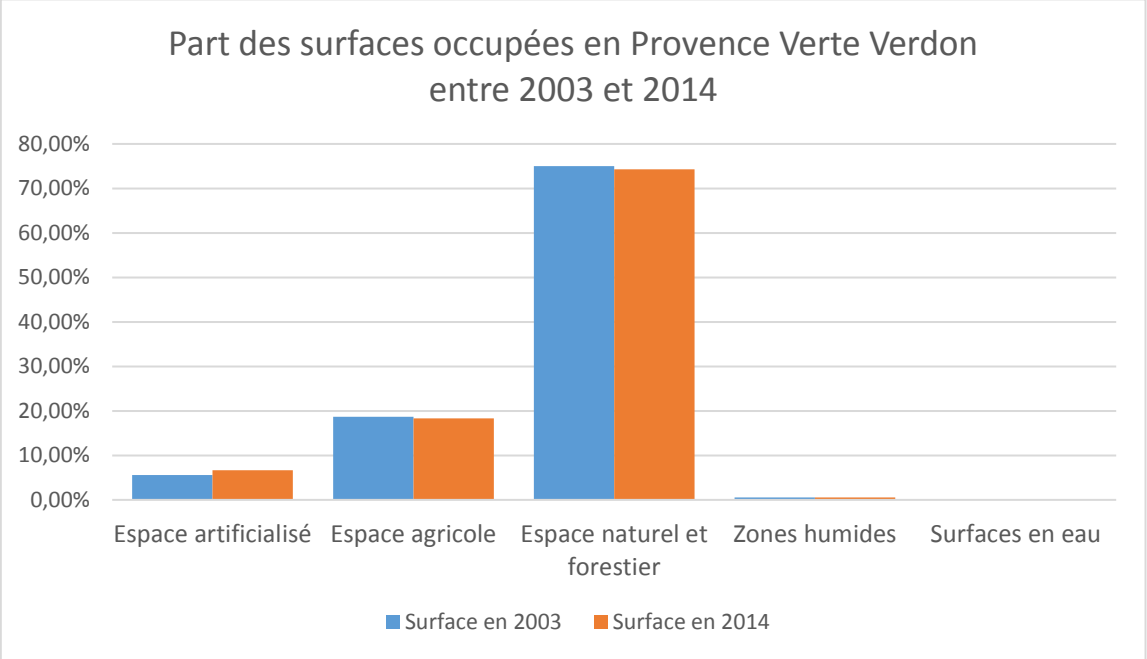


Figure 5 : La part des surfaces occupées en Provence Verte Verdon entre 2003 et 2014

La Provence Verte Verdon comme son nom l'évoque est majoritairement marquée par les espaces forestiers et semi-naturels (forêts, maquis, landes, prairies, friches etc.). Les reliefs calcaires aux sols pauvres favorisent en effet le développement des forêts et garrigues bien qu'ils aient été historiquement abondamment exploités par l'élevage. Ils s'avèrent être omniprésents à l'échelle du territoire du SCoT puisqu'ils occupaient, en 2014, 75% du territoire soit plus de 119 000 ha (119 084ha) composés d'espaces forestiers[1] (59% du territoire) et d'espaces semi-naturels (16%). Entre 2003 et 2014, ces espaces forestiers et semi naturels ont vu leur superficie diminuer de près de 1171 hectares, passant ainsi de 120 255 ha en 2003 à 119 084 hectares en 2014, ce qui correspond à une évolution relative de moins de 1% (-0,97%).

Les pertes d'espaces naturels et forestiers sont plus importantes sur la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte (CAPV) (-1215ha) que sur la Communauté de Commune de la Provence Verdon(CCPV) (-363ha). Ainsi, les communes qui ont perdu le plus d'espaces naturels sont Saint Maximin (-124 ha) et Brignoles (-112 ha) mais aussi Ollières (103ha).

La perte des espaces naturels et forestiers s'est faite, à plus de 68% (-1 084 ha), au profit des espaces artificialisés, et 30% au profit des espaces agricoles (-480ha).

Lorsque l'on détaille le poste forêt et semi naturel en 2014, nous pouvons observer que les espaces forestiers sont majoritaires. Ils occupent à eux seuls 59% du territoire du SCoT. Les espaces semi-naturels ne représentent que 16%.

Entre 2003 et 2014, ces espaces forestiers progressent de près de +113ha alors que les espaces semi-naturels perdent -1 284ha. Cette perte est due majoritairement au renfermement de ces espaces et donc à leur bascule en espaces forestiers (-4 737 ha). Elle s'est faite également au profit des espaces artificialisés (-596ha) et des espaces agricoles (-275 ha).

A l'inverse, des forêts ont disparu au profit des espaces semi-naturels (4 022ha). Cela peut s'expliquer par l'exploitation dans certaine zone de la forêt, où l'on passe d'un couvert végétal dense en 2003 à de jeunes pousses d'arbres en 2014. De plus, ce changement de poste s'explique par les incendies de forêts mais aussi par la lutte du risque incendie (création de piste DFCI, obligations légales de débroussaillement …) qui modifie le paysage.

La perte la plus importante des espaces semi-naturels s'est faite au profit des espaces artificialisés avec près de -600 ha consommés en 11 ans.

[1] Les espaces forestiers correspondent à ce que l'Inventaire forestier national appelle la forêt fermée où le couvert des arbres est supérieur ou égal à 40 %. Les sites momentanément déboisés, en régénération ou incendiés sont classés comme espace semi-naturel.

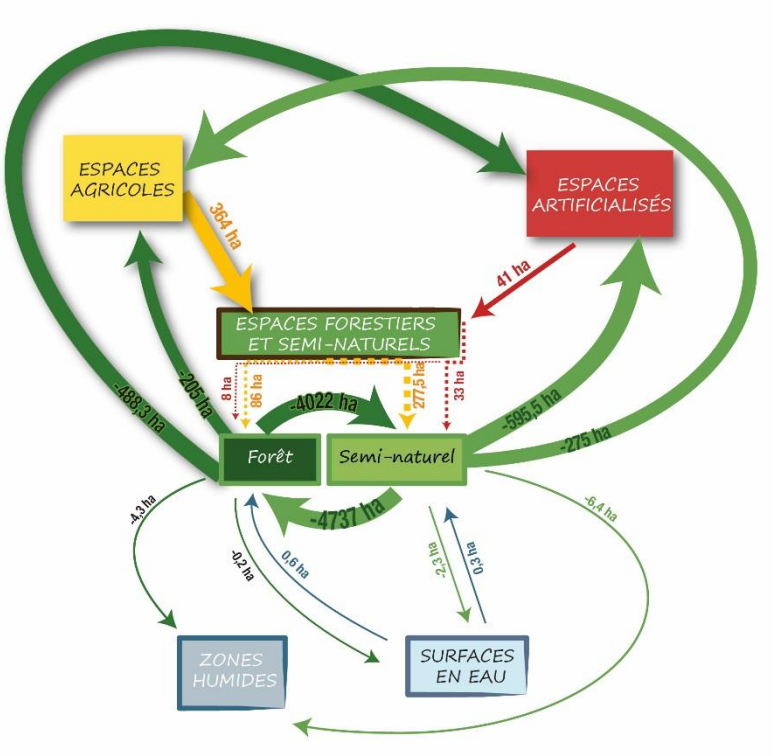


Figure 6 : Gains et pertes des espaces forestiers et semi-naturels entre 2003 et 2014

1.3.2 Un ralentissement des pertes des espaces agricoles

Le deuxième type d'espaces occupant le plus de superficie correspond aux espaces agricoles, essentiellement situés en plaine et sur les coteaux, ils occupent en 2014, 29 394 ha soit plus de 18% du territoire.

- La plaine de Fox-Amphoux/Montmeyan est en quasi-totalité occupée par de grandes cultures et prairie fourragères ;
- La plaine de Tavernes a la particularité d'accueillir de nombreuses oliveraies ;
- Les plaines de Cotignac/Montfort/Carcès et Pourrières/Pourcieux sont quasi exclusivement consacrées à la viticulture ;
- Les plaines de St Maximin/Nans/Rougiers, de Brignoles/Tourves et du Val d'Issole présente une mosaïque de cultures ;
- Les collines de Barjols/Bras sont essentiellement destinées aux grandes cultures, celles d'Entrecasteaux sont plantées de vignes ;
- Sporadiquement, des dolines ou cros agricoles forment des cellules cultivées isolées.

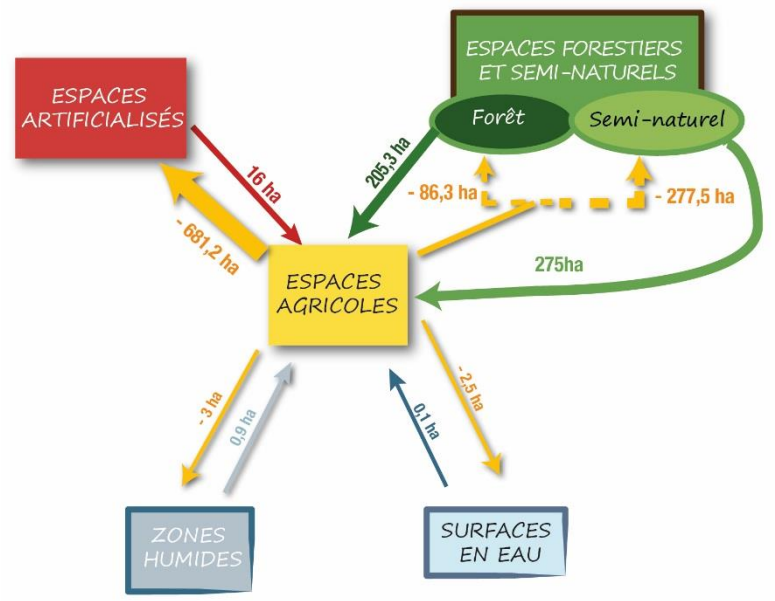


Figure 7 : Gains et pertes des espaces agricoles entre 2003 et 2014

En 31 ans, entre 1972 et 2003, 11 000 ha d'espaces agricoles ont été perdus, soit -355ha /an, généralement au profit des espaces naturels (*source CRIGE PACA*).
Entre 2003 et 2014, ce rythme de perte agricole a considérablement diminué, puisqu'il a été divisé par 4. En effet, en 11 ans, les pertes de terres agricoles s'élèvent à - 1 050 ha, soit -95 ha/an.

Si l'on prend en compte la reconquête des espaces agricoles sur les espaces forestiers et semi-naturels, on s'aperçoit que la perte nette des terres agricoles s'élève environ à -550 ha entre 2003 et 2014.

Près des **2/3** de ces pertes l'ont été au **profit des espaces urbanisés**, et près d'**1/4** au **profit des espaces naturels**. Les espaces artificialisés se sont étendus sur plus de 680 ha de terres agricoles dont 16.4% étaient en friches.

Seulement trois communes consomment plus de 50 ha d'espaces agricoles au profit de l'urbanisation et représente deux formes de développement :

- Brignoles (-65ha) et Saint Maximin (-54ha) qui, en tant que ville centre, ont développé leurs espaces bâtis pour de l'habitat, pour des équipements ou des zones d'activités mais également pour de nouvelles infrastructures telles que leur déviation localisée sur d' « ex » terres agricoles. Leur développement est relatif à leur taille, à leur fonction économique, à leur place dans l'armature urbaine.
- A l'inverse, la consommation d'espace agricole sur La Verdière (-52ha) est déconnectée de son statut de « bourg » dans l'armature urbaine. Elle a subi en 11 ans le développement de son habitat diffus, localisé majoritairement dans sa plaine agricole.

On observe également un **phénomène d'enfrichement** des terres agricoles puisque le deuxième poste vers lequel les terres agricoles ont basculé est le poste semi-naturel (-277,5 ha).

Là aussi, il est important de souligner que 33% de ces terres agricoles étaient en friche et se sont transformées au fil du temps en espaces naturels. Ces derniers ne sont pas totalement perdus et peuvent faire l'objet de reconquête agricole. C'est d'ailleurs ce que l'on observe sur la Provence Verte Verdon entre ces deux dates, puisque près de 500 ha d'espaces forestiers et semi-naturels, ont été reconquis par l'agriculture.
Ainsi, certaines communes du territoire voient leurs espaces agricoles augmenter entre 2003 et 2014. C'est les cas des communes de Chateauvert, Correns, Entrecasteaux, Vins sur Caramy, Brue-Auriac et Fox-Amphoux.

1.3.3 Une légère diminution de la croissance des espaces artificialisés

La progression des espaces artificialisés entre 2003 et 2014 représente 1707 ha, soit 155 ha/an.

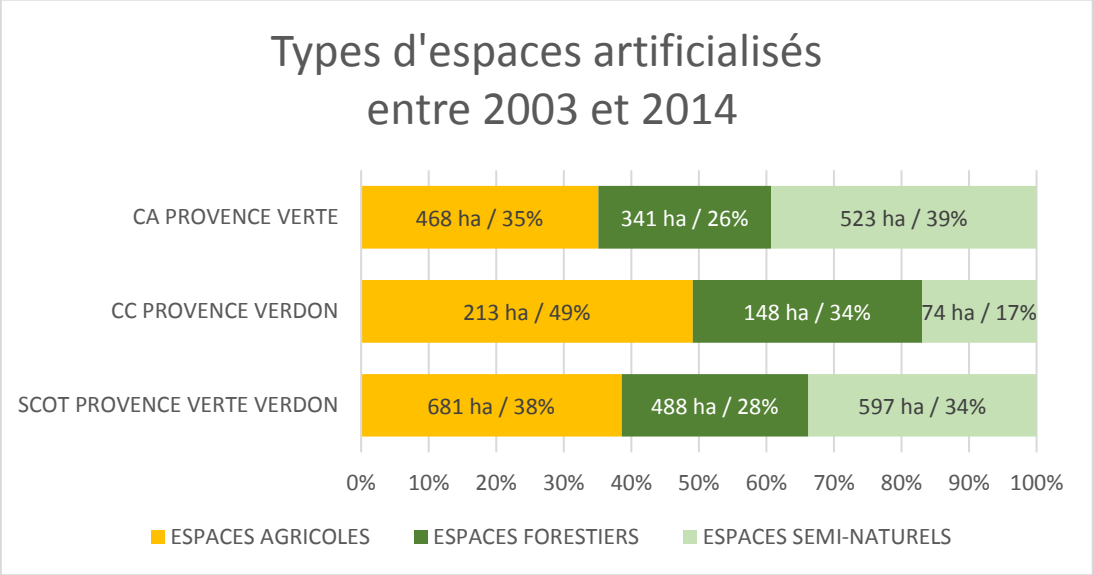


Figure 8 : Types d'espaces artificilisés sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon de 2003 à 2014

L'artificialisation, durant les 11 ans passés, connait une croissance relative de +19,04% sur le territoire. Cependant, elle n'occupe en 2014 que 7% du territoire (10 675 ha) contre 6% en 2003 et 3% en 1972. Comme vu précédemment, cette progression s'est faite en défaveur des espaces agricoles (+ 681 ha) et des espaces semi-naturels et forestiers (+ 480 ha).

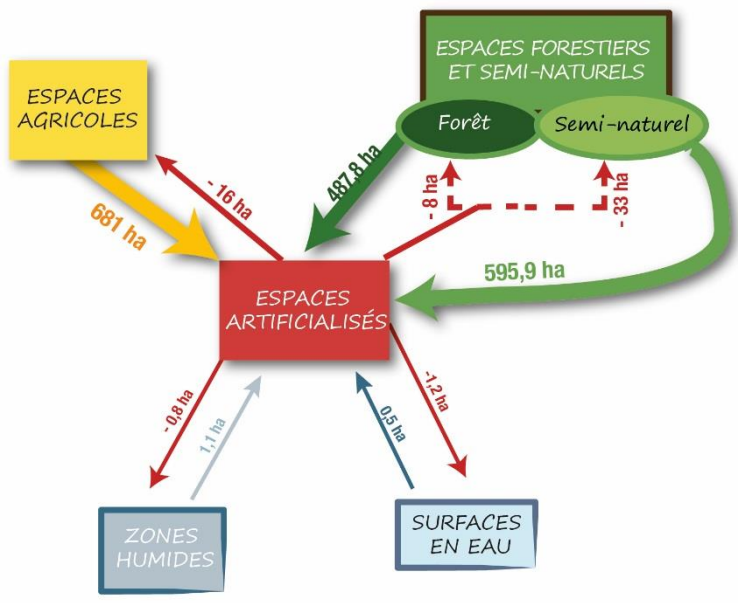


Figure 9 : Gains et pertes des espaces artificialisés entre 2003 et 2014

L'habitat semi-dense et diffus investit de plus en plus les coteaux. Parmi la trame urbaine le mitage (mode d'habiter diffus) est le plus consommateur d'espace agricole.
Les communes, dont l'espace bâti évolue fortement, sont :

- celles situées à proximité des axes structurants comme pour les deux villes centres consommant chacune plus de 100 ha au profit d'espaces bâtis[2] (Saint-Maximin +115 ha, Brignoles +117ha.
- Au sud-est, le long de la RD43, Rocbaron (+54 ha),
- Au sud-ouest, Plan d'Aups (+61 ha) subit de plein fouet la proximité des grandes agglomérations
- Au nord, comme dit précédemment, La Verdière (+69 ha) voit ses espaces agricoles se restreindre au profit de formes d'habitat diffuses consommatrices d'espaces. (cf. carte de l'évolution relative entre 2003 et 2014 des espaces bâtis)
- A l'est, Carcès (+57ha).

Soulignons également, qu'entre 2003 et 2014, le tissu urbain semi-dense a connu une plus grosse évolution que le tissu diffus. Cela indique que, même si l'habitat diffus continue à se développer, certaines communes du territoire densifient leur espace d'habitat diffus.
Ainsi, il est possible de distinguer des communes de Provence Verte Verdon, qui ont consommé très peu d'espaces entre 2003 et 2014 (moins de 15 ha).
Ces communes ont développé de manière restreinte leur village autour du noyau villageois : Vins sur Caramy, Camps la source, Sainte Anastasie, La Celle, Rougiers, Correns, Châteauvert, Pontevès, Fox-Amphoux, Saint-Martin-de-Pallières, Esparron, Artigues et Ollières.

[2] Cf. méthodologie : définitions des espaces bâtis, des espaces artificialisés et des espaces ouverts urbains

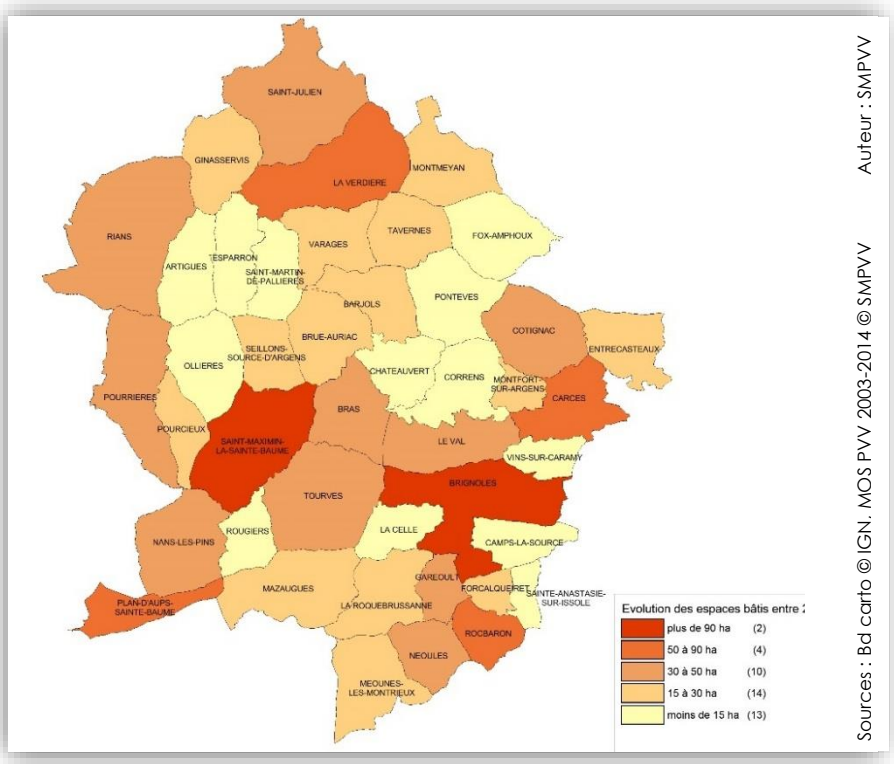


Figure 10 : Evolution des espaces bâtis par commune sur la période 2003-2014

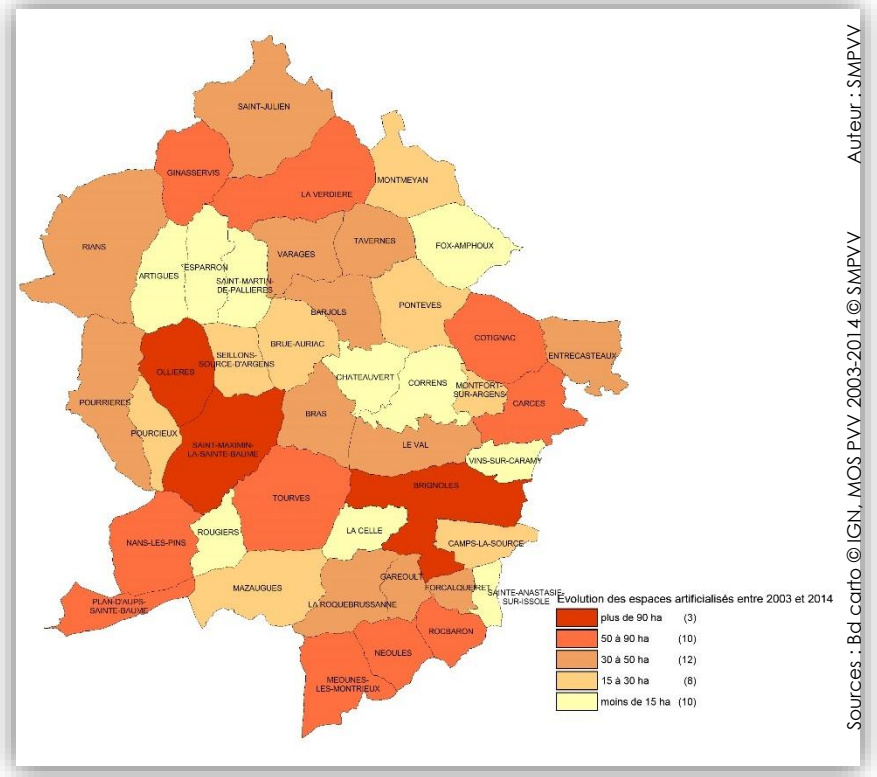


Figure 11 :Evolution des espaces artificialisés par commune sur la période 2003-2014

Lorsque l'on compare l'évolution des espaces artificialisés avec l'évolution des espaces bâtis par commune sur le territoire, certaines d'entre elles qui apparaissait peu consommatrices d'espaces, le

deviennent soudainement. Cela s'explique notamment par l'apparition des premières centrales photovoltaïques au sol sur la Provence Verte Verdon après 2010. Ces structures, implantées sur des espaces forestiers et semi-naturels, occupent généralement de grands espaces. C'est pour cela que nous distinguons les « espaces bâtis » des « espaces ouverts urbains[3] ».
Ainsi, une commune comme Ollières, qui a très faiblement consommé d'espaces pour développer de l'habitat, des équipements ou des activités, a consommé près de 80 ha pour le développement d'ENR. De même, les communes de Méounes, Néoules et Ginasservis.

Concernant les zones humides et les surfaces en eau, il y a très légère évolution qui s'explique notamment par la construction de bassin de rétention le long de l'autoroute A8.

1.3.4 Entre 2014 et 2017, une confirmation de la baisse du rythme de consommation d'espaces

Entre 2014 et 2017, les **espaces artificialisés augmentent d'environ 230 ha**. Ils évoluent sur les espaces forestiers et semi-naturels pour 148 ha et 80 ha les espaces agricoles. Concernant la consommation d'espaces agricoles, 53% sont perdus au profit des espaces artificialisés se situent à l'intérieur de l'enveloppe urbaine4. Ainsi, le rythme de consommation d'espaces par an est de 58ha, contre 155ha sur la période 2003-2014.

Pendant cette période, on observe un resserrement du tissu urbain. Ainsi, les espaces de tissu diffus se densifient et tendent vers un tissu plutôt semi-dense.

Le solde des espaces agricoles indique une stabilisation voir une augmentation très légère (+4.5ha). Les gains sont faits sur les espaces naturels (+50ha) et forestiers (+40ha). Les pertes le sont au profit des espaces naturels et forestiers (-10ha) pour l'artificialisation (-80ha). Ces chiffres indiquent la mise en œuvre des orientations du SCoT de 2014.

Les espaces forestiers et semi-naturels ont eux aussi changé. **Les espaces forestiers baissent, les espaces semi-naturels augmentent**. Même si, comme nous avons pu le constater 148 ha profitent aux espaces artificialisés, et 90 ha aux espaces agricoles, la plus grosse évolution se réalise entre les espaces forestiers et semi-naturels eux-même.

[3] Cf. méthodologie : définitions des espaces bâtis, des espaces artificialisés et des espaces ouverts urbains

[4] Enveloppe urbaine : elle est définie comme l'ensemble de l'espace urbain déjà bâti et équipé, en continuité des noyaux villageois ou hameaux densément habités.

Occupation du sol du SCoT	Surface en 2014		Surface en 2017		Evolutions
	Ha	%	Ha	%	Ha
Espace artificialisé	10675	7%	10904	7%	+229
Espace agricole	29394	18%	29398	18%	+4
Espace naturel et forestier	119084	74%	118851	74%	-233
Zones humides et surfaces en eau	1168	1%	1168	1%	0
TOTAL	160320	100%	160320	100%	

Figure 12 : Répartition de l'occupation du sol entre 2014 et 2017

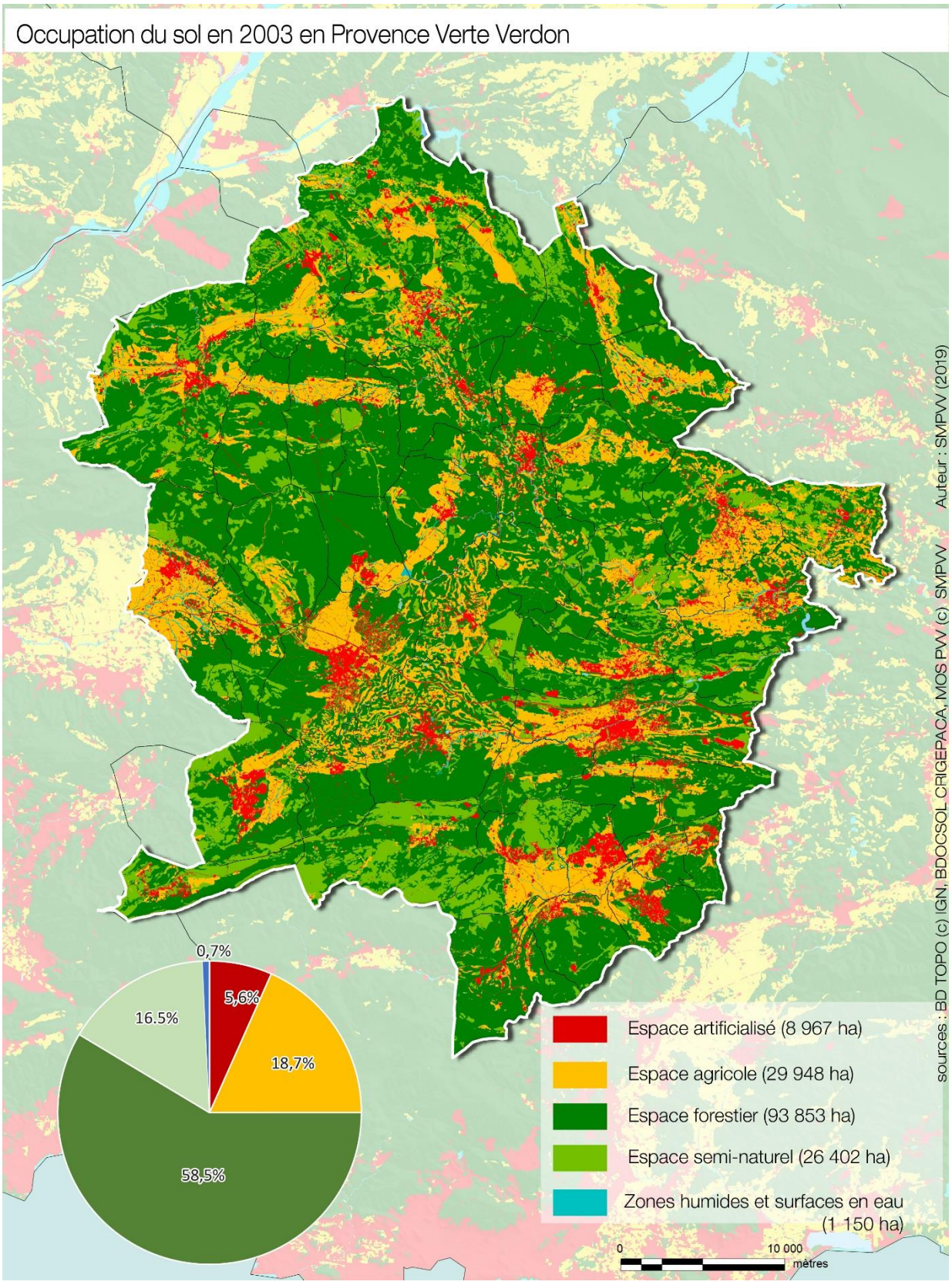


Figure 13 : Carte de l'occupation du sol en 2003

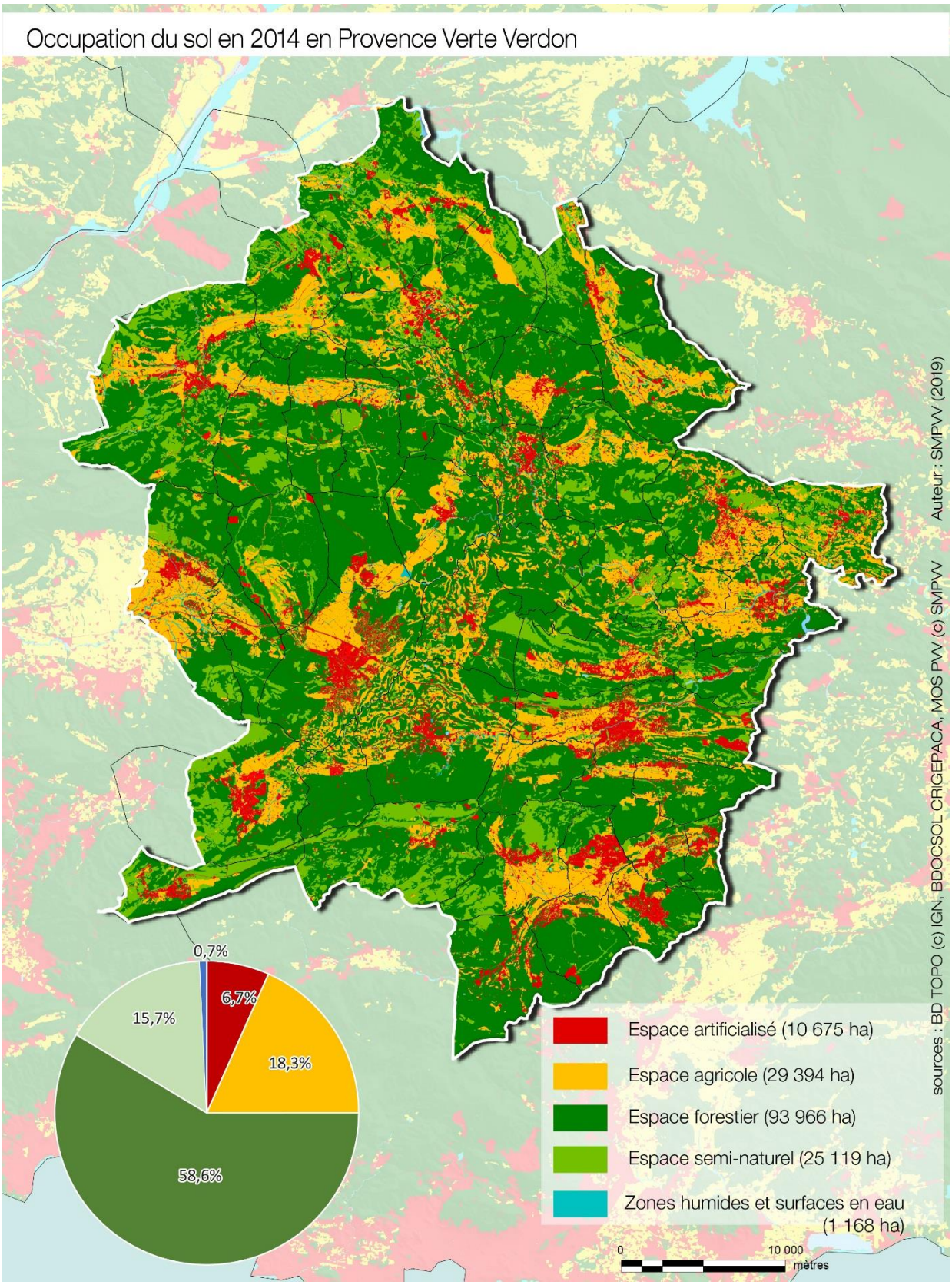


Figure 14 : Carte de l'occupation du sol en 2014

I.4 LE CLIMAT ET SES INCIDENCES EN PROVENCE VERTE VERDON

I.4.1 Les caractéristiques du climat en Provence Verte Verdon et son évolution

Le climat, de type méditerranéen, se caractérise par un ensoleillement important d'environ 2700 h/an soit une moyenne journalière de 7h35 sur l'année (variant de 4h25 en décembre-janvier à 12 h en juillet). Cet ensoleillement entraîne une température moyenne relativement élevée (13-14°C) traduisant une certaine douceur du climat même si on note de fortes amplitudes thermiques dans l'arrière-pays varois qui ne bénéficie pas de la régulation thermique marine du littoral. Ainsi le climat de la Provence Verte Verdon présente une tendance continentale à la différence du littoral varois plus doux. Une autre particularité de ce secteur par rapport au climat méditerranéen est la plus grande fréquence des brouillards en zone de plaine notamment.

Comme l'indiquent les enregistrements au poste de Brignoles, le mois de juillet représente l'extremum d'une période chaude qui s'étend de juin à septembre (températures minimales supérieures à 10°C et températures maximales supérieures à 25°C).

Les gelées débutent en novembre et prennent fin généralement en mars.

Les températures peuvent atteindre exceptionnellement des extrêmes très marqués : ex : jusqu'à -17 °C en février au poste du Luc, tandis que le record de chaleur a avoisiné les 43°C en juillet.

Les vents dominants sont :

- le Mistral qui prend ici une direction Nord-Ouest et se trouve légèrement atténué par rapport au département limitrophe des Bouches-du-Rhône.
- les vents d'Est et du Sud-Est freinés par le massif des Maures.

➢ La pluviométrie

Elle est d'environ 800 à 900 mm/an. Quatre stations pluviométriques fournissent des données sur le secteur d'étude : Brignoles, La Roquebrussanne, Méounes et Carcès.

Lors d'une année moyenne, les automnes et les hivers sont les périodes pendant lesquelles les précipitations sont les plus abondantes en quantité tandis que le mois de juillet est le plus sec. Mais la saison sèche débute avant l'été (avril ou mai). Les précipitations de forte intensité peuvent aussi se produire en été sous forme d'orages surtout près des reliefs. Il est important de noter que les précipitations brutales qui ont lieu l'été ne suffisent pas à enrayer les éventuelles sécheresses car elles ruissellent rapidement vers la mer et ne permettent donc pas la recharge des nappes phréatiques.

Malgré un cumul annuel de précipitations relativement important, le territoire souffre régulièrement de sécheresse durant l'été, entrainant des épisodes de déficit hydrique annuels.

➢ Évolution observée du climat

À l'échelle planétaire, la température moyenne à la surface de la terre a crû d'environ 0,7°C au cours du XXème siècle. Le réchauffement global a été de plus en plus rapide ces cinquante dernières années avec une hausse globale de 0,13°C par décennie (*source : Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat*). Les modifications concernant les régimes de précipitations sont moins nettes mais, de manière générale, il a été observé une baisse des précipitations dans les pays méditerranéens et un accroissement de la fréquence des événements extrêmes de précipitations sur une grande majorité des zones terrestres.

Dans le Var, les données publiées par Météo-France montrent que l'évolution thermique va dans le sens d'une hausse des températures (température moyenne sur la période 1999-2008 plus élevée que celle observée sur la période 1971-2000). Cependant, le territoire de la Provence Verte Verdon a été moins concerné par cette augmentation de la température et a plutôt connu une stabilité.

Si l'on observe l'évolution des degrés jours sur la commune de Cotignac (qui permettent de mesurer la rigueur du climat et de déterminer les périodes de chauffe[i]) on assiste à une diminution de la rigueur climatique sur le territoire de près de 10 % (sur les trente dernières années).

Concernant les précipitations, à l'échelle du Var elles sont moins importantes en moyenne annuelle sur la période 1999-2008 par rapport à la moyenne 1971-2000 (source : Météo France).

Cependant, les évènements climatiques « extrêmes » sont plus récurrents (source : MétéoFrance) sur la dernière décennie :

- Épisode de grêle des 27 et 28 mai 2012 (11 communes concernées par l'arrêté de reconnaissance du caractère de calamité agricole des dommages subis) ;
- Épisode de fortes pluies début novembre 2011 sur le Var et la Côte d'Azur : 276 mm à Varages, 266 mm à la Celle en 2 jours (arrêté de catastrophe naturelle inondation du 18/11/2011) ;
- Évènement pluvieux dans le Var du 15 juin 2010 ;
- Fortes pluies sur la côte Varoise du 8 octobre 2008 : 108 mm en 1 jour à la Roquebrussanne ;
- Importantes chutes de neige sur le Sud-Est fin janvier 2006 : 250 mm en 1 jour à la Roquebrussanne ;
- Pluies dans le Sud fin novembre 2002.

Un changement climatique observé : des températures annuelles en légère hausse, des hivers plus doux, un déficit hydrique annuel mais des évènements pluvieux « extrêmes » plus récurrents.

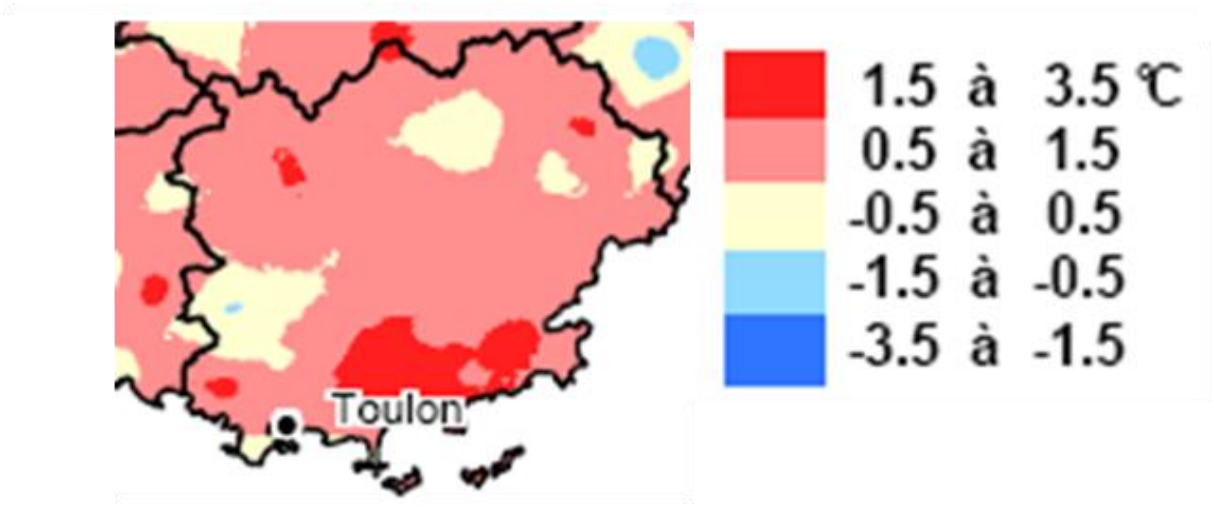


Figure 15 : Ecart à la normale 1971-2000 des températures annuelles sur la période 1999-2008 (source : MétéoFrance)

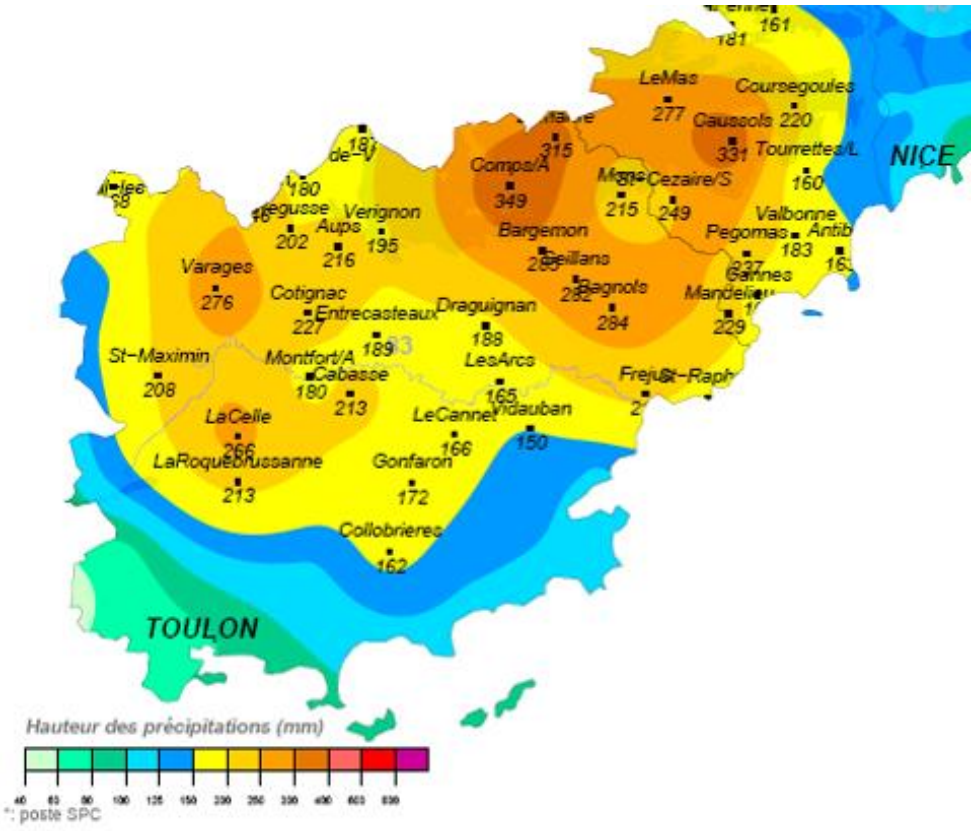


Figure 16 : Cumul des précipitations en 2 jours, le 4 et le 5 novembre 2011 (source : MétéoFrance)

➢ Évolution estimée du climat

À l'échelle planétaire, le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) prévoit une élévation globale des températures à la surface de la terre pour les prochaines décennies. L'augmentation moyenne des températures d'ici 2100 se situe entre + 1,8°C (scénario B1) et +4°C (scénario A1F1).

En France, les modélisations d'évolutions du climat (produites par Météo-France et l'IPSL, utilisées par le GIEC) se basent sur deux scénarios d'émissions de gaz à effet de serre : le scénario B2, plutôt optimiste et le scénario A2, plutôt pessimiste.

Ces scénarios climatiques prévoient pour la France pour le XXIème siècle :

- Une augmentation des températures d'environ 2° à 2,5°C d'ici la fin du XXIème siècle pour le scénario B2 et d'environ 2,5° à 3,5°C pour le scénario A2, une augmentation de la fréquence et de l'intensité des extrêmes chauds (38 jours où la température maximale quotidienne serait anormalement élevée, contre 26 actuellement),

- Dans les deux scénarios, une tendance à la diminution des précipitations au printemps et en été avec un risque accru de sécheresse sur le sud de la France, en hiver, le signe des changements de précipitations est incertain.

À l'échelle du territoire de la Provence Verte Verdon, les projections de l'ONERC (Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique) montrent un impact significatif du

changement climatique sur la température. Ainsi, la température moyenne annuelle de l'ordre de 13,8°C actuellement serait de 17°C environ en 2100.

La hausse de température engendrée par le changement climatique pourrait être particulièrement soutenue lors des périodes estivales et se traduirait ainsi par deux phénomènes :

- l'augmentation de la fréquence des phénomènes caniculaires,

- la croissance de l'intensité des épisodes caniculaires. Ainsi, les températures des mois de juin, juillet et août pourraient augmenter de plus 5°C sur le territoire pour atteindre une moyenne supérieure à 28°C en été (contre une moyenne actuelle de l'ordre de 23°C).

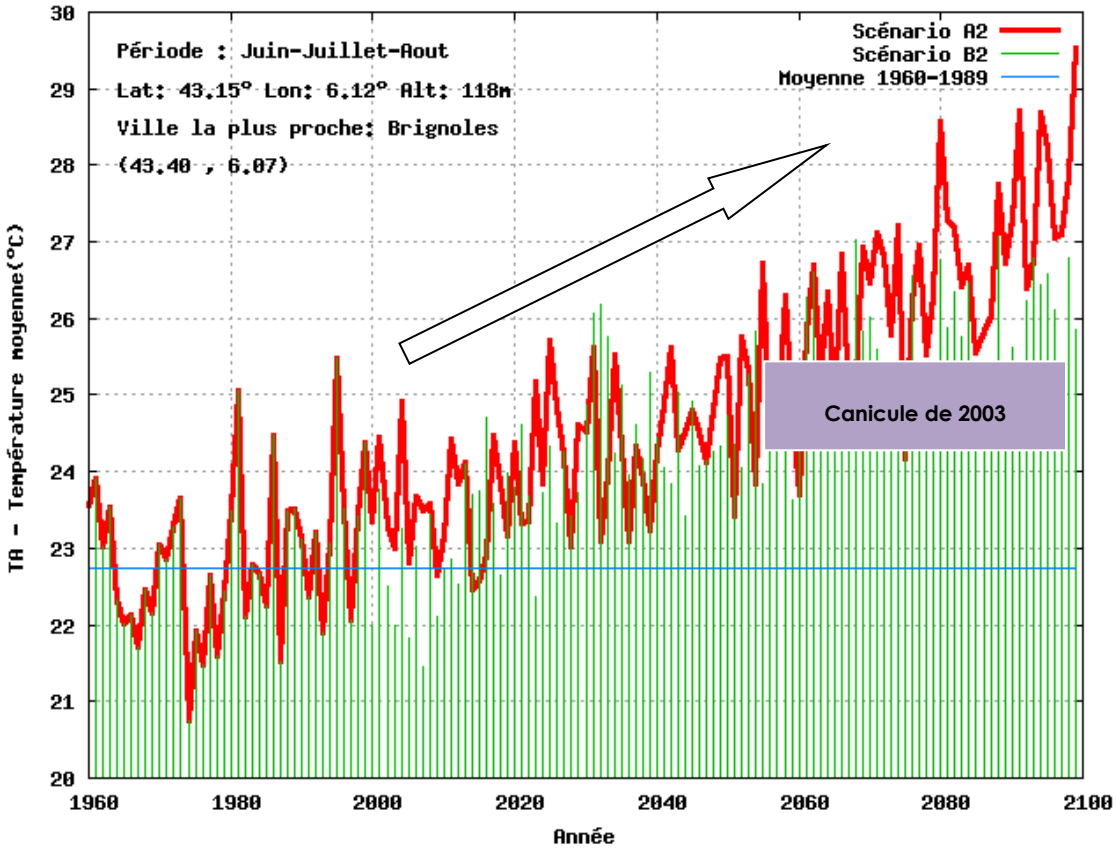


Figure 17 : Prospectives d'évolution du climat à Brignoles entre 1960 et 2100. Source: Explicit (ONERC)

S'agissant des épisodes de précipitations, la tendance est moins nette. On observe cependant une légère diminution des précipitations estivales à partir de 2030 et une augmentation des précipitations hivernales à partir de 2020.

I.4.2 Vulnérabilité du territoire au changement climatique

À l'échelle française, une **Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique**, élaborée dans le cadre d'une large concertation menée par l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC), a été adoptée en 2006. Ce document d'orientation, point de départ d'une réflexion plus opérationnelle, présente les options et domaines d'investigations des pouvoirs publics en matière de réduction de la vulnérabilité des territoires, des milieux, des populations, des acteurs socio-économiques et des filières aux effets induits par la modification des conditions climatiques.

Le 20 juillet 2011 a été publié le Plan national d'adaptation au changement climatique qui a vocation à planifier les actions d'adaptation, à prévenir la mal-adaptation et assurer la cohérence des politiques publiques par rapport à l'adaptation. Il a été préparé selon les principes suivants :

- Améliorer la connaissance sur les effets du changement climatique, afin d'éclairer les décisions publiques en matière d'adaptation,
- Intégrer l'adaptation dans les politiques publiques existantes, afin de garantir la cohérence d'ensemble et de refléter la nature transversale de l'adaptation,
- Informer la société sur le changement climatique et l'adaptation afin que chacun puisse s'approprier les enjeux et agir,
- Considérer les interactions entre activités,
- Flécher les responsabilités en termes de mise en œuvre et de financement.

Dans une démarche de réflexion sur l'adaptation possible d'un territoire au changement climatique, la réflexion passe tout d'abord par un diagnostic de la vulnérabilité du territoire aux impacts potentiels et avérés du changement climatique.

La vulnérabilité du territoire se définit à travers trois dimensions :

- La vulnérabilité des milieux (biodiversité, risques naturels, ressources en eau) ;
- La vulnérabilité des activités (agriculture, tourisme, industries, infrastructures) ;
- La vulnérabilité des populations (santé, solidarités, formation).

La vulnérabilité future du territoire aux effets du changement climatique selon un scénario tendanciel dépend à la fois :

- **Des aléas climatiques** : aujourd'hui le territoire fait face à certains aléas et ceux-ci vont connaître une modification de leurs fréquences et de leurs intensités. Par ailleurs, d'autres aléas climatiques inexistants à l'heure actuelle sur le territoire peuvent également apparaître.

- **De l'exposition future du territoire aux aléas climatiques** : celle-ci dépend de l'exposition actuelle, de l'évolution tendancielle de la pression anthropique (augmentation de la population, choix d'aménagement, installations d'activités) et de l'évolution climatique

La vulnérabilité du territoire de la Provence Verte Verdon au changement climatique est synthétisée par le schéma et le tableau suivant :

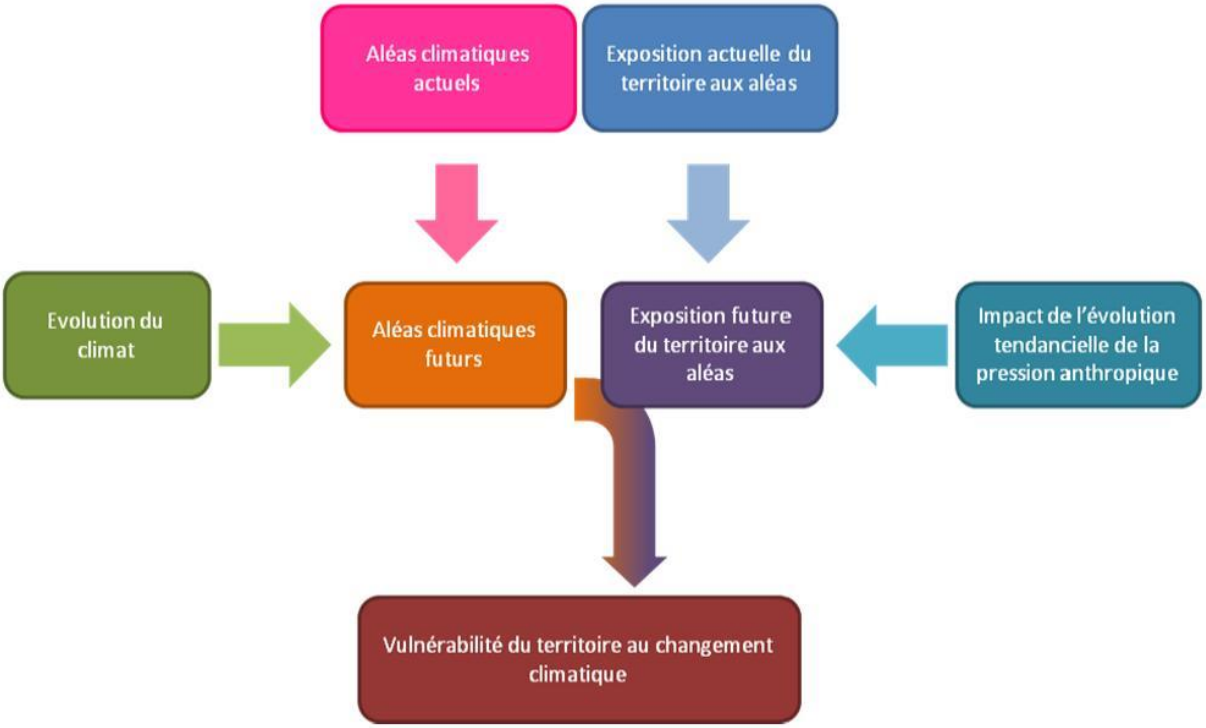


Figure 18 : Schéma de principe de la vulnérabilité du territoire

Le tableau suivant établit la synthèse de la vulnérabilité du territoire au changement climatique.

		Exposition actuelle du territoire aux aléas	Incidences du changement climatique sur l'exposition	Incidences de phénomènes météorologiques extrêmes sur l'exposition	Impact de l'évolution tendancielle de la pression anthropique	Vulnérabilité future du territoire
Milieux	Incendies	Forte	Moyen	Fort	Fort	Forte
	Inondations	Forte localement	Moyen	Fort	Fort	Forte localement
	Ressource en eau potable	Forte localement	Moyen	Faible	Fort	Forte
	La qualité des eaux sur le territoire	Moyenne	Moyen	Moyen	Fort	Moyen
	La biodiversité des zones humides	Moyenne	Moyen	Faible	Fort	Moyen
	Les milieux aquatiques et ressources piscicoles	Moyenne	Moyen	Faible	Moyen	Moyen
	Stabilité des zones forestières	Forte localement	Fort	Fort	Moyen	Forte
	Le retrait-gonflement des argiles	Moyenne localement	Moyen	Fort	Faible	Forte localement
Activités	L'agriculture	Faible	Moyen	Forte	Faible	Faible
	La viticulture	Forte localement	Fort	Forte	Faible	Forte
	Urbanisme et infrastructures	Faible	Faible	Moyen	Faible	Faible
	Energie	Forte	Fort	Fort	Fort	Forte
Populations	Hyperthermie	Moyenne	Moyen	Fort	Moyen	Moyen
	Pollution à l'ozone	Moyenne	Fort	Fort	Faible	Moyen
	Apparition nouvelles maladies	Moyenne	Fort	Faible	Faible	Moyen

Figure 19 : Tableau de synthèse de la vulnérabilité de la Provence Verte Verdon face au changement climatique.
Source : étude Explicit-2010

Grille atouts-faiblesses/opportunités-menaces : Environnement physique & Occupation du sol			
Situation actuelle		Tendances	
+	8 unités paysagères avec des spécificités locales	⇗	L'identité paysagère des unités devrait être préservée, notamment avec le Plan Paysage
		⇘	Les secteurs agricoles et naturels périurbains sont menacés par la pression foncière et la banalisation des aménagements.
+	Un climat méditerranéen avec 2600 h d'ensoleillement par an	⇗	Pas de modifications du contexte physique attendues à l'horizon du SCoT
+	Un socle géologique varié	⇗	
-	Une consommation d'espace de 1700 hectares environ sur les 11 dernières années entre 2003 et 2017	⇗	L'augmentation de population attendue devrait provoquer le maintien du rythme de l'artificialisation du territoire.
+	Une consommation d'espaces qui ralentit ces 4 dernières années	⇗	La mise en œuvre des orientations du SCoT devrait permettre de mieux maitriser l'artificialisation
+	Des silhouettes de villages perchés	⇗	Les périmètres devraient être préservés
+	11 sites classés et plus d'une soixante de monuments historiques	⇗	Pas de nouveau projet de classement
+	4 sites patrimoniaux culturels « phares » sont Notre Dame des Grâces à Cotignac, la Basilique de Saint Maximin, l'Abbaye de La Celle et le Site de la Sainte-Baume	⇗	Les périmètres devraient être préservés

+	Atout pour le territoire	⇗ La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘ La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives

II. ENVIRONNEMENT NATUREL ET BIODIVERSITÉ

II.1 LE PATRIMOINE NATUREL DE LA PROVENCE VERTE VERDON

La région PACA du fait de sa position entre les régions biogéographiques méditerranéennes et alpines est un haut lieu de la biodiversité, la plus importante pour la France métropolitaine.

À l'image de la Région, le département du Var apparaît comme l'un des plus riches en espèces de France métropolitaine.

Située à l'ouest du département, la Provence Verte Verdon se trouve à l'interface entre deux grandes unités écologiques :

- Les hauts-plateaux (ou grands plans) du nord varois, marqués par les influences montagnardes où beaucoup d'espèces trouvent leur limite sud de répartition ;
- Le centre Var, ensemble de collines calcaires et dolomitiques qui héberge une biocénose typiquement méditerranéenne. C'est un secteur de transition entre les milieux montagnards froids et les zones méridionales chaudes.

II.1.1 Les espaces boisés

La Sainte-Baume et la Forêt des Morières abritent des forêts relictuelles dont les hêtraies (forêts de Hêtres) et les taxaies (Bois méditerranéens d'Ifs ou ivaies) sont des représentantes spectaculaires tant par leur richesse biologique que leur valeur patrimoniale : ces deux types de forêts étant devenus rares en Europe, ils sont de ce fait protégés au titre d'habitats prioritaires de la Directive européenne Habitats-Faune-Flore (réseau Natura 2000).

D'autres boisements sont également présents sur le territoire du SCoT de la Provence Verte Verdon et varient essentiellement en fonction de l'hydrologie et du relief. On peut donc distinguer plusieurs types de chênaies du Centre Var : celles à Chênes verts et Chênes kermès qui sont des peuplements typiquement méditerranéens de garrigue, des chênaies à Chênes pubescents qui se situent aux endroits plus frais et humides (comme on peut en rencontrer sur les plateaux majoritairement forestiers qui jouxtent les basses gorges du Verdon). Ces chênaies peuvent se retrouver en mosaïque avec des peuplements de Pins d'Alep. Des ripisylves jouxtent les berges des différents cours d'eau et sont généralement constituées de Peupliers (noirs et blancs) et de quelques espèces de Saules et abritent également des espèces patrimoniales dont certaines peuvent y nicher. En plus du caractère patrimonial de certains de ces boisements, ces derniers permettent d'abriter une faune variée avec notamment quantité de gîtes à chiroptères, de nombreuses espèces d'avifaune ou encore d'amphibiens et reptiles. Citons en exemples la Genette commune (*Genetta genetta*), l'Alyte accoucheur (*Alytes obstretricans*), la Barbastelle d'Europe (*Barbastellus barbastella*), la Rosalie alpine (*Rosalia alpina*) ou encore le Barbot ou pique-prune (*Osmoderma eremita*).

II.1.2 Les cours d'eau

Au travers des zones karstiques, des formations à tufs et travertins se forment le long de nombreux cours d'eau de la Provence Verte Verdon donnant parfois lieux à de magnifiques cascades comme la Cassole à Cotignac. Ces habitats abritent des espèces très spécialisées, très rares voire endémiques de Basse Provence.

D'autre part, la végétation des nombreuses ripisylves associées aux cours d'eau présentent des faciès écologiques très intéressants. L'ensemble accueille bon nombre d'espèces animales pour leur cycle de vie ou leurs migrations : Murin de Capaccini (*Myotis capaccinii*), Cincle plongeur (*Cinclus cinclus*), Guêpier d'Europe (*Merops apiaster*), etc.

II.1.3 Les crêtes rocheuses

Sur les crêtes de la Sainte-Baume et du Mont-Aurélien se développent les landes épineuses à Genêt de Lobel et leur pendant septentrional à genêt de Villars sur le Gros Bessillon. Ces formations végétales présentent une végétation riche, hébergeant de nombreuses espèces rares. On trouve aussi dans le massif de la Lare la Sabline de Provence espèce endémique des massifs littoraux de Toulon et Marseille.

II.1.4 Les falaises et gorges

Ces secteurs, comme les secteurs des gorges du Verdon, combinent des secteurs de falaises escarpées et rocheuses (fonds de ravins) ainsi que de belles ripisylves voire des forêts alluviales. S'y développent ainsi des milieux exceptionnels abritant des espèces rares voire endémiques comme la Doradille de Jahandiez (*Asplenium jahandiezii*). Des espèces patrimoniales se développent également sur les parois et vires rocheuses du karst haut-varois, telles que la Sabline du Verdon (*Moehringia intermedia*) sur les rochers de Baggarèdes (Vallon Sourn) ou la Dauphinelle fendue (*Delphinium fissum*) dans le vallon des Abeilles de la commune de Seillons-source-d'Argens tandis que les fonds de ravin boisés des gorges basses du Verdon abritent d'autres espèces patrimoniales comme la Fraxinelle blanche (*Dictamnus albus*), la Violette de Jordan (*Viola jordanii*) ou encore l'Ophrys de la Drôme (*Ophrys saratoi*). Généralement les formations rocheuses permettent le développement de formations à la fois typiques de la Basse-Provence occidentale.

Intérêt faunistique : les falaises abritent la nidification et le gîte de nombreuses espèces d'oiseaux (le Monticole des roches par exemple) et notamment des rapaces comme le Grand-Duc d'Europe ou le Faucon pèlerin dont un couple se reproduit dans la Montagne de la Loube, mais aussi pour de nombreuses espèces de chauve-souris (jusqu'à une bonne dizaine dont la plus emblématique dont le rare Rhinolophe euryale au sein des gorges basses du Verdon) dont le Molosse de Cestoni, espèce typiquement méditerranéenne et un des plus grands chiroptères d'Europe avec la Grande Noctule (*Nyctalus lasiopterus*), qui reste l'espèce la plus emblématique pour ces milieux.

II.1.5 Zones humides et dépressions (marais, étangs, prairies humides)

Comme en atteste l'inventaire du Département du Var, ces zones humides sont nombreuses en Provence Verte Verdon mais sont soumises à de nombreuses pressions pour la plupart anthropiques. Elles constituent pourtant des espaces indispensables pour le développement d'espèces rares et offrent des services écosystémiques nombreux et importants. C'est notamment le cas pour les lacs de Tourves où peuvent encore se rencontrer le Nénuphar blanc (*Nymphea alba*) et la grande Utriculaire (*Utricularia australis*). La mare de l'Etandard, dépression irrégulièrement inondée, abrite également l'Héliotrope couchée (*Heliotropium supinum*) et la Salicaire à trois bractées (*Lythrum tribracteatum*). De nombreuses espèces animales sont inféodées aux zones humides et en dépendent comme les odonates (ex. les lacs de Tourves sont la seule station du Var et l'une des rares où se reproduit la Cordulie métallique (*Cordulia aenea*), les Fauvettes aquatiques, le Blongios nain (*Ixobrychus minutus*) ou encore la seule tortue d'eau douce indigène : la Cistude d'Europe (*Emys orbicularis*).

II.1.6 Plaines agricoles ayant conservé un caractère extensif

Ces secteurs non « naturels » sont en effet très intéressants pour de nombreuses espèces macro-insectivores ou granivores patrimoniaux telles que les Pie-grièches écorcheurs (*Lanius collurio*) et à tête rousse (*Lanius senator*), l'Outarde canepetière (*Tetrax tetrax*) dont plusieurs couples fréquentent la plaine de Pourrières et dont la présence a été notée jusqu'en 2010 dans la plaine de la Roquebrussanne, ou encore le Lézard ocellé (*Timon lepidus*), reptile relativement peu abondant (au sein de formations herbacées steppiques (pelouses) des plateaux jouxtant les gorges basses du Verdon) et le plus remarquable du territoire du SCoT Provence Verte Verdon ou encore le Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros)* dont plusieurs gites en cabanons agricoles sont connus sur les communes de Correns ou de Fox-Amphoux, etc.

II.2 LES ESPÈCES PROTÉGÉES

Les tableaux en annexe 1 dressent un bilan des statuts de protection et de reconnaissance de l'intérêt patrimonial des espèces floristiques et faunistiques présentes sur le territoire du SCoT.

Au sein de la Provence Verte Verdon, 71 espèces de plantes vasculaires font l'objet d'une protection nationale, régionale ou départementale et 168 espèces animales font l'objet d'une protection nationale ou au titre des annexes 2 et 4 de la Directive Habitats-Faune-Flore et de l'annexe 1 de la Directive Oiseaux.

Le Plan National d'Action de l'Aigle de Bonelli

13 communes sont concernées par un domaine vital de l'Aigle de Bonelli : Artigues, Châteauvert, Correns, Cotignac, Le Val, Montfort-sur-Argens, Plan-d'Aups-Sainte-Baume, Pontevès, Pourrières, Rians et dans une moindre mesure les communes de Barjols, Bras et Carcès.

En Europe, l'Aigle de Bonelli est inféodé aux milieux semiarides (milieux rocailleux, garrigues) des régions ensoleillées de type méditerranéen. Il affectionne les paysages en mosaïque, car cette espèce niche dans les gorges et les escarpements rocheux, et chasse essentiellement en milieu

ouvert, sur les plateaux, les collines de garrigue ouverte, certaines zones cultivées riches en proies mais parfois aussi dans des habitats boisés. Il niche généralement en dessous de 500 mètres d'altitude (parfois jusqu'à 700 mètres).

La taille du domaine vital global varie en fonction de la disponibilité alimentaire : entre 70 et 140 Km². La superficie varie selon la saison, la période du cycle de reproduction (réduction constatée entre l'accouplement et l'envol des jeunes), la composition du couple et la densité de population.

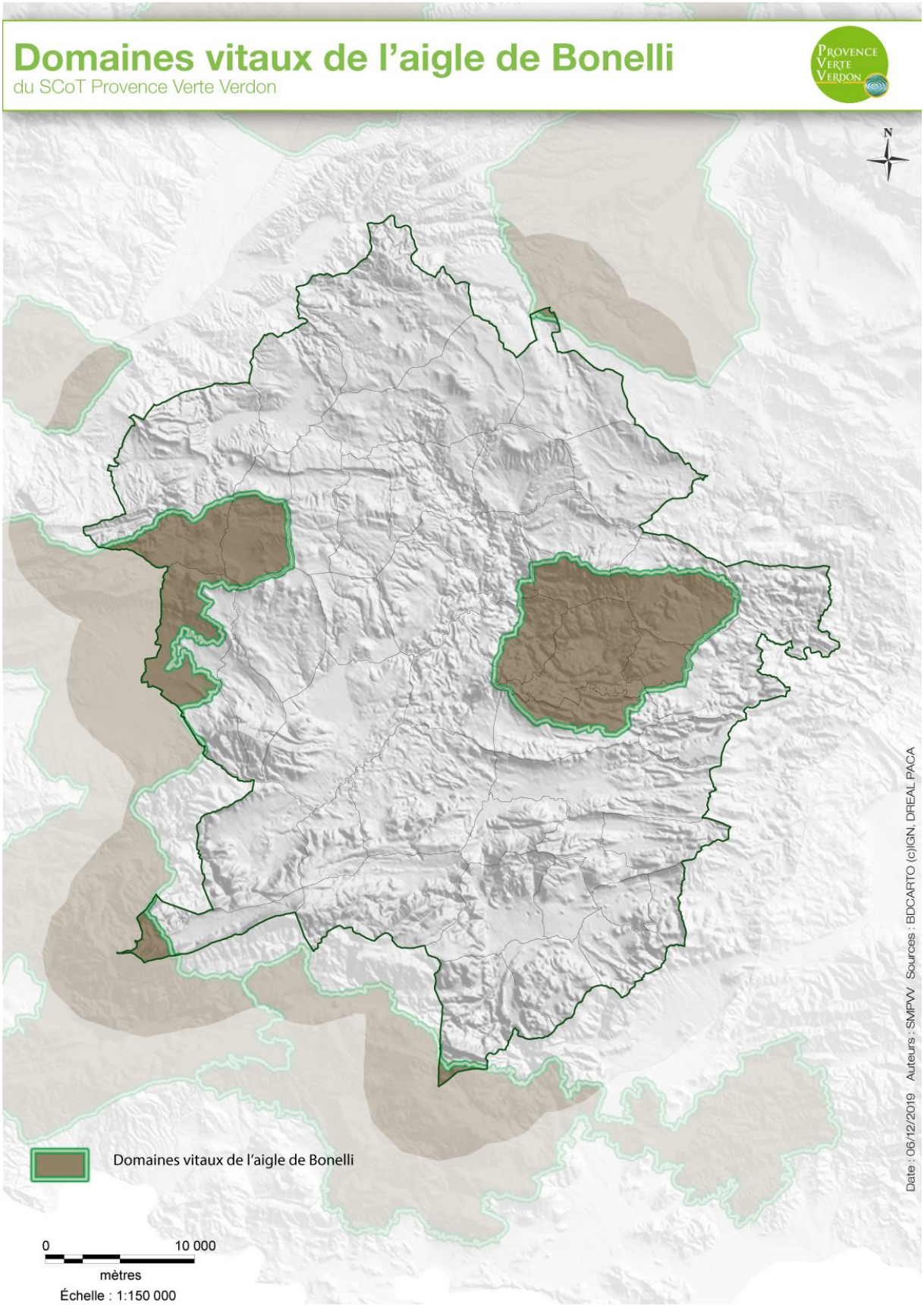
21 025 hectares, soit 13% du territoire de Provence Verte Verdon sont identifiés en domaine vital.

Le PNA vise les objectifs suivants :

- Réduire et prévenir les facteurs de mortalité d'origine anthropique ;
- Préserver, restaurer et améliorer l'habitat ;
- Diminuer les sources de dérangements ;
- Favoriser la prise en compte du Plan dans les politiques publiques.

Domaines vitaux de l'aigle de Bonelli

du SCoT Provence Verte Verdon



II.3 LES OUTILS D'INVENTAIRE, DE GESTION ET DE PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL : LES ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX

La grande richesse biologique du territoire de la Provence Verte Verdon, si elle peut être attestée par un certain nombre de zones d'inventaires (*e.g.* ZNIEFF) de labellisation de site ou de protection contractuelle (*e.g.* Natura 2000), ne bénéficie cependant que de peu de protection réglementaire, bien qu'il en existe certaines. Toutefois, il n'y a par exemple aucun arrêté de protection de biotope et aucune réserve naturelle sur le territoire.

II.3.1 Les ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique)

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance, indiquant la présence localisée de certaines espèces ou milieux rares et protégés par la loi.

L'inventaire des ZNIEFF, lancé en 1982, est un outil d'information et d'inventaire patrimonial à l'échelle nationale (France métropolitaine et DOM-TOM). Cet élément majeur de la politique de protection de la nature a ainsi pour but d'identifier et de décrire des secteurs en bon état de conservation dont le potentiel biologique s'avère important. Ils renvoient donc à des secteurs terrestre, fluvial et marin particulièrement intéressants sur le plan écologique, notamment en raison de l'équilibre ou de la richesse des écosystèmes. Cet inventaire permet ainsi une meilleure gestion et protection des espaces identifiés via sa prise en compte dans le cadre de projets d'aménagement du territoire (documents d'urbanisme, élaboration de schémas départementaux de carrières, etc.) sans pour autant se substituer aux études d'impacts. Il faut noter que ces inventaires n'ont, en effet, pas de valeur juridique directe. Une fois réalisé, cet inventaire scientifique des richesses écologiques, floristiques et faunistiques est validé aux niveaux régional et national.

Ces ZNIEFF sont réparties en deux types :

- les **ZNIEFF de type I** correspondant à des secteurs d'intérêt biologique ou écologique remarquables ;
- les **ZNIEFF de type II**, globalement plus vastes, renvoyant à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés aux potentialités biologiques importantes.

LES ZNIEFF TERRESTRES

Le territoire du SCoT est concerné par un total de 58 ZNIEFF dont 15 sont géologiques, 6 de type I et 37 de type II. Au total, ces ZNIEFFs occupent des superficies sur le territoire d'environ :

- 10,84 km^2 concernés par des ZNIEFF de type géologique, soit 0,68% du périmètre du SCoT Provence Verte Verdon ;
- 16,14km^2 concernés par une ZNIEFF terrestre de type I, soit environ 1% du territoire de la Provence Verte Verdon ;
- 514,6 km^2 pour les ZNIEFF de type II, soit près de 32,09% de la superficie totale du SCoT Provence Verte Verdon.

NB : certains des périmètres d'inventaire listés dans le tableau ci-dessous ne sont que partiellement présents sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon notamment en ce qui concerne la ZNIEFF de type 2 Vallon de La Foux (0,94 hectare sur la commune de Rocbaron) ainsi que la ZNIEFF I de type géologique du Ravin des Encanaux présent sur la commune de Plan d'Aups Sainte-Baume sur environ 0,5 ha.

	Nombre de ZNIEFF dans le SCoT	Surfaces (km²) dans le SCoT	Pourcentage du SCoT concerné (%)
ZNIEFF de type I	6	16,14	1,01
ZNIEFF de type I géologique	15	10,84	0,68
ZNIEFF II	37	514,6	32,09
TOTAL	**58**	**541,6**	**33,78**

Figure 20 : Tableau Synthèse des ZNIEFF sur le territoire du SCoT de la Provence Verte Verdon, le département du Var, la Région PACA et la France métropolitaine (sources : Biotope, 2010 ; INPN 2016)

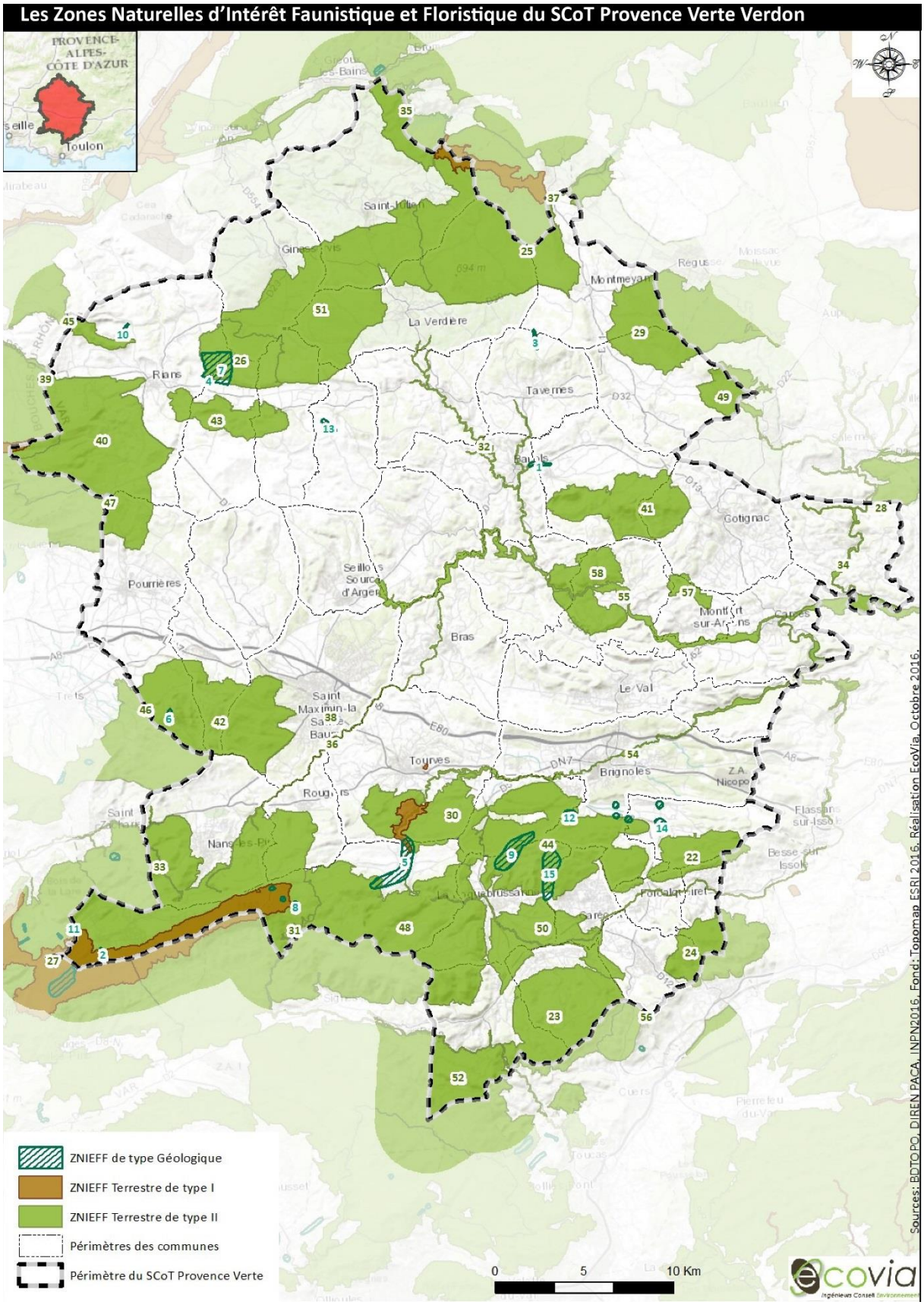


Figure 21 : Carte des inventaires écologiques spécifiques (sources : DREAL PACA, INPN 2016)

Tableau : liste des ZNIEFF présentes sur le territoire du SCoT de la Provence Verte Verdon

NOM	Numero	Surfaces (ha)
COUPE DE BARJOLS	1	21,64
COUPE DE LA BRASQUE	2	3,65
COUPE DE PLAN DE BURY LES VINASSIERS	3	16,35
GISEMENTS FOSSILIFERES DE RIANS, LES SABLES BLEUTES DU HAUT VAR	4	8,01
LE CRETACE SUPERIEUR DE MAZAUGUES	5	230,22
LE GISEMENT AURELIEN	6	11,38
LES BOIS DE MONT MAJOR	7	245,26
LES GLACIERES DE FONFREGE	8	17,68
MONTAGNE DE LA LOUBE	9	193,04
MONTAGNE DE LA VAUTUBIERE	10	11,48
RAVIN DES ENCANAUX	11	0,50
ROC DE CANDELON	12	28,63
SAINT MARTIN DE PALLIERES	13	23,19
SYNCLINAL DE CAMPS	14	72,10
VALLONS DE L'INFERNET ET DU CENDRIER	15	201,00
TOTAL ZNIEFF GEOLOGIQUE	**15**	**1084,14**
BASSES GORGES DU VERDON	16	116,33
CRETES DE LA SAINTE-BAUME ET HAUTS DU VALLON DE SAINT-PONS	17	7,76
CRETES ET UBACS DE LA SAINTE-BAUME	18	1267,22
GORGES DU CARAMY	19	190,24
LAC DE TOURVES	20	5,02
MONTAGNE DES UBACS, LE GRAND SAMBUC, VALLON DES MASQUES	21	27,60
TOTAL ZNIEFF TYPE I	**6**	**1614,16**
BARRE DE SAINT-QUINIS	22	878,06
BARRES DE CUERS ET COLLINES DE NEOULES	23	2419,67
BARRES ET COLLINES DE ROCBARON ET DE CARNOULES	24	731,68
BASSES GORGES DU VERDON - BOIS DE MALASSOQUE ET DE LA ROQUETTE - PLATEAU DE LA SEUVE	25	4153,94
BOIS DE MONT MAJOR	26	1287,10
CHAINE DE LA SAINTE-BAUME	27	6477,29
COLLINES DE SALERNES	28	12,32
FORET DE PELENC	29	1513,66
FORETS DE VAUTRUITE ET DE SAINT-JULIEN - COLLINES DE TOURVES	30	1780,47
HAUTE VALLEE DU GAPEAU	31	74,00
LA BRESQUE ET SES AFFLUENTS	34	105,00
LE BAS VERDON ENTRE VINON-SUR-VERDON ET LE LAC D'ESPARRON - BOIS DE MAURRAS - PLAINE ALLUVIALE DU COLOSTRE A L'AVAL DE SAINT-ANTOINE	35	654,19
LE CAURON ET SES AFFLUENTS	36	93,65
LE VERDON ET SES VERSANTS BOISES, ENTRE LES BASSES GORGES ET LE BARRAGE DE SAINTE-CROIX - RETENUE DE QUINSON	37	31,44
L'EAU SALEE ET SES AFFLUENTS	32	181,71
L'HUVEAUNE ET SES AFFLUENTS	33	34,37
MARE DE L'ETENDARD	38	6,77
MASSIF DE CONCORS, PLATEAU DE PEYROLLES, MONTAGNE DES UBACS, BOIS DU LIGOURES	39	205,11
MASSIF DE LA GARDIOLE	40	4243,42
MASSIF DU BESSILLON	41	1877,47
MONT AURELIEN	42	3337,38
MONTAGNE D'ARTIGUES	43	980,47
MONTAGNE DE LA LOUBE	44	4001,77
MONTAGNE DE VAUTUBIERE - MASSIF DE MIRABEAU - PLAINE DE LA SEOUVE	45	241,20

MONTAGNE DU REGAGNAS - PAS DE LA COUELLE - MONT OLYMPE	46	5,94
MONTAGNE SAINTE-VICTOIRE - PLATEAU DU CENGLE ET DES BREGUIERES - LE DEVANEON	47	2,30
MOURRE D'AGNIS ET LA FORET DOMANIALE DE MAZAUGUE	48	4667,28
PLAINE DE JONQUEIROLLE	49	435,69
PLAINE DE LA ROQUEBRUSSANNE	50	1641,85
PLAINE DE LA VERDIERE ET DE GINASSERVIS	51	5329,98
PLATEAU DE SIOU-BLANC - FORET DOMANIALE DES MORIERES	52	1210,01
RIPISYLVES ET ANNEXES DES VALLEES DE L'ISSOLE ET DU CARAMY	54	447,78
REAL DE JOUQUES	53	0,02
VALLON DE LA FOUX	56	0,94
VALLON DE ROBERNIER	57	208,61
VALLON SOURN	58	1247,99
VALLEE DE L'ARGENS	55	935,84
TOTAL ZNIEFF TYPE II	**37**	**51456,30**

II.3.2 Les zones humides

Source : DREAL PACA qui a compilé l'inventaire départemental du Var de 2003 et les inventaires de zones humides du Parc Naturel Régional du Verdon ainsi que les données de l'ONF, de la BDCarthage2011

Les zones humides se caractérisent par la présence, permanente ou temporaire, en surface ou à faible profondeur dans le sol, d'eau douce, saumâtre ou salée. À l'interface entre terre et eau, elles se distinguent par des sols plus ou moins gorgés d'eau et par une végétation dominante adaptée aux milieux aquatiques ou humides au moins pendant une partie de l'année.

Maillons indispensables dans le cycle de l'eau, les zones humides sont des réservoirs de biodiversité et assurent aussi de nombreuses fonctions écologiques : véritables filtres pour les eaux (auto-épuration), zones naturelles tampon en bordure de la lagune, zone d'expansion des crues (régulation des régimes hydrologiques), production de ressources naturelles, espaces de loisirs et paysages de qualité etc. Pour ces raisons (liste non exhaustive) de richesse écologique exceptionnelle, d'intérêt fonctionnel et économique, ces zones sont absolument à préserver voire à restaurer pour une grande partie des cas puisqu'elles ont longtemps été considérées comme insalubres et détruites pour cette même raison.

Durant les dernières décennies, le nombre et la superficie des zones humides du département ont connu une très forte régression, en liaison avec la pression exercée par les différentes activités humaines (extension des zones urbaines et des zones d'activité, exploitations agricoles, extractions de matériaux, infrastructures, lutte contre les crues et les inondations, assainissement). Outre la réduction de leurs surfaces, les zones humides ont également été affectées dans leur fonctionnement par les pollutions d'origine anthropique et par la transformation des dynamiques naturelles indispensables à leur maintien.

Eu égard à leurs fonctions naturelles de réservoir pour la biodiversité et d'infrastructure naturelle pour l'épanchement des crues, la réglementation souligne la nécessité de les prendre en compte, de les protéger et d'engager des mesures de restauration voire de reconstitution au même titre que pour

les autres milieux aquatiques. Le SDAGE 2016-2021 réaffirme la nécessité *a minima* de maintenir la surface des zones humides du bassin Rhône Méditerranée, y compris celles qui n'ont pas fait l'objet d'inventaire et/ou sont sans statut de protection, notamment en tête de bassin versant. Le SDAGE a ainsi 2 orientations fondamentales concernant les zones humides à savoir « préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides » et « préserver, restaurer et gérer les zones humides ». Les documents d'urbanisme doivent définir des affectations des sols qui respectent l'objectif de non dégradation des zones humides présentes sur leurs territoires.

D'éventuels aménagements partiels devront faire l'objet de compensations. À cet égard, le SDAGE préconise que les mesures compensatoires prévoient, dans le même bassin versant, soit la création de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la biodiversité, soit la remise en état d'une surface de zones humides existantes, et ce à hauteur d'une valeur guide de l'ordre de 200% de la surface perdue. D'autres actions peuvent également être préconisées (compléments d'inventaires, maîtrise foncière, action de gestion appropriée…).

Ces zones humides sont souvent insuffisamment connues et donc insuffisamment gérées ou valorisées. L'inventaire des zones humides réalisé par le conseil départemental du Var en 2003 recense 34 zones humides présentes sur le territoire du SCoT de la Provence Verte Verdon (et 37 zones humides si l'on compte celles présentes en périphérie) et dont les typologies sont variées : eau douce stagnante, prairies humides, tufs, sources, rivières et leurs corridors etc. Une réactualisation a été réalisée en 2015 notamment en ce qui concerne les espaces de fonctionnalité des zones humides, il en résulte 31 autres zones humides. En considérant l'ensemble des données fournies (département du Var, ONF, DoCOB, BDCarthage, Parc Naturel Régional du Verdon etc.), ce ne sont pas moins de 108 zones humides pour une superficie d'environ 4 212,7 hectares (cf tableau ci-après).

L'inventaire départemental propose une hiérarchisation des zones humides. Le tableau suivant, en plus de lister les zones humides présentes sur le territoire, précise celles pour lesquelles la mise en œuvre d'actions semble prioritaire (action de protection ou action de gestion). Depuis 2003, certaines voire la totalité de ces actions ont dû être réalisées voire reconduites. En plus de la localisation même des zones humides, des espaces de fonctionnalité ont été définis. Ces espaces correspondent à l'espace entourant la zone humide proprement dite et contribuent donc à son fonctionnement. Sa délimitation a, dans la plupart des cas, était établie sur la base de critères simples : limites de bassin versant, limites de zones inondables, voire bassin versant hydrogéologique etc.

Toutefois, dans certains cas, des critères plus précis et/ou moins évidents ont été utilisés afin de réaliser cette délimitation :

- types d'occupation du sol ;
- étagement de la végétation et répartition des habitats naturels,
- espace nécessaire au maintien de certaines espèces ;
- zone de transition entre différentes zones humides.

Tableau : Les zones humides (prioritaires) et leurs enjeux (lorsqu'explicités dans les inventaires) (Source des données indiquées au sein du tableau)

Nom	Codes	Typologie du SDAGE RMC 2016-2021	Surfaces (en ha)	Communes	Menaces	Actions	Origines des inventaires
Ancienne carrière de l'Equireuil	83DPTVAR0075	Zones humides artificielles	9,05	Mazaugues	-	-	CEN 2015
Ancienne carrière des Rabinets	83DPTVAR0051	Zones humides ponctuelles	0,39	Ollieres	-	-	CEN 2015
Bassin du Grand Jas	83ONF75	Zones humides ponctuelles	0,03	Meounes-Les-Montrieux	-	-	ONF
Bouillidoux de Chateauvert	83DPTVAR0055	Plaines alluviales	1,23	Chateauvert	-	-	CEN 2015
Confluence Eau salée-Argens	83DPTVAR0056	Plaines alluviales	16,01	Chateauvert	-	-	CEN 2015
Coste Longue (sablières)	83CGLVAR0726	Zones humides artificielles	**4,59**	Entrecasteaux	-	-	CGVAR 2003
Franco	83CGLVAR0591	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	72,84	La Celle	-	-	CGVAR 2003
Glacière Pivaut	83DPTVAR0073	Plaines alluviales	0,72	Mazaugues	-	-	CEN 2015
Grand Laoucien	83CGLVAR0596	Zones humides ponctuelles	1,01	La Roquebrussanne	Milieu proche de l'équilibre naturel mais menacé par les dépôts sauvages (notamment véhicules abandonnés)	Interdire et surveiller les dépôts de déchets	CGVAR 2003
La Bresque	83CARTHAGE51	Bordures de cours d'eau	146,17	Entrecasteaux, Fox-Amphoux	-	-	BDCARTHAGE
La Cassole	83CARTHAGE22	Bordures de cours d'eau	58,76	Carcès, Cotignac, Pontèves	-	-	BDCARTHAGE
La Chaberte	83PNRV0030	Zones humides ponctuelles	0,06	La Verdiere	-	-	PNR du VERDON
La Font de l'Evoué Massif du Siou Blanc	83CGLVAR0546	Zones humides artificielles	0,42	Meounes-Les-Montrieux	-	-	CGVAR 2003
La Rabelle	83PNRV0029	Zones humides ponctuelles	0,03	La Verdiere	-	-	PNR du VERDON
La Resclauve Vallee du Caramy	83CGLVAR0979	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	29,87	Tourves	-	-	CGVAR 2003
La Ribeirotte	83CARTHAGE48	Bordures de cours d'eau	52,10	Le Val	-	-	BDCARTHAGE
L'Abéou	83CARTHAGE24	Bordures de cours d'eau	47,14	Esparron, Ginasservis, La Verdière, Rians	-	-	BDCARTHAGE
Lac de Carcès	83CGLVAR0730	Zones humides artificielles	85,69	Cabasse	-	-	CGVAR 2003
Lac d'Esparon	83CGLVAR0515	Zones humides artificielles	79,91	Saint-Julien	-	-	CGVAR 2003
L'Américaine	83PNRV0028	Zones humides ponctuelles	0,42	Saint-Julien	-	-	PNR du VERDON
L'Arc	83CARTHAGE4	Bordures de cours d'eau	41,05	Pourcieux, Pourrières, Saint-	-	-	BDCARTHAGE

				Maximin-La-Sainte-Baume			
L'Argens	83CARTHAGE37	Bordures de cours d'eau	874,37	Bras, Brue-Auriac, Carcès, Châteauvert, Correns, Montfort-Sur-Argens, Seillons-Source-d'Argens	-	-	BDCARTHAGE
Le Caramy	83CARTHAGE50	Bordures de cours d'eau	117,06	Brignoles, La Celle, Mazaugues, Tourves Et Vins-Sur-Caramy	-	-	BDCARTHAGE
Le Cauron	83CARTHAGE35	Bordures de cours d'eau	86,78	Bras, Nans-Les-Pins, Rougiers, Saint-Maximim-La-Sainte-Baume, Tourves	-	-	BDCARTHAGE
Le Font-Pétugue	83CGLVAR1100	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	1,70	Meounes-Les-Montrieux	-	-	CGVAR 2003
Le Gapeau	83CARTHAGE55	Bordures de cours d'eau	123,24	Méounes-Lès-Montrieux	-	-	BDCARTHAGE
Le Grand Jas	83CGLVAR1042	Zones humides ponctuelles	1,33	Bras	-	-	CGVAR 2003
Le Plan de Mazaugues	83CGLVAR1056	Plaines alluviales	7,77	Mazaugues	-	-	CGVAR 2003
Le Réal	83CARTHAGE16	Bordures de cours d'eau	37,89	Rians	-	-	BDCARTHAGE
Le Révaou	83CGLVAR0590	Bordures de cours d'eau	2,58	Tourves	-	-	CGVAR 2003
Le Sambuc	83DPTVAR0071	Marais et landes humides de plaines et plateaux	2,70	La Roquebrussanne	-	-	CEN 2015
Le Val de Camps	83CARTHAGE2	Bordures de cours d'eau	36,90	Brignoles, Camps-La-Source	-	-	BDCARTHAGE
L'Eau Salée	83CARTHAGE25	Bordures de cours d'eau	79,68	Barjols, Châteauvert, Varages	-	-	BDCARTHAGE
Les Brégières	83CGLVAR0706	Zones humides artificielles	8,73	Vins-Sur-Caramy	-	-	CGVAR 2003
Les Etangs de Tourves	83CGLVAR0586	Régions d'étangs	3,22	Tourves	Milieu partiellement dégradé, menacé par l'extension de l'urbanisation empoissonnement pour les activités de pêche	Etablir un bilan actualisé du patrimoine. Contrôler l'extension de l'urbanisation. Gérer la fermeture des milieux par extension de la roselière	CGVAR 2003
Les Glacières de la Ste Baume	83CGLVAR0617	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	37,74	Mazaugues	-	-	CGVAR 2003
Les Laus	83DPTVAR0057	Marais et landes humides de plaines et plateaux	0,42	Barjols	-	-	CEN 2015
L'Etendard	83CGLVAR1043	Régions d'étangs	4,86	Saint-Maximin-La-Sainte-Bau	-	-	CGVAR 2003
L'Huveaune	83CARTHAGE33	Bordures de cours d'eau	18,91	Nans-Les-Pins	-	-	BDCARTHAGE

L'Issole	83CARTHAGE60	Bordures de cours d'eau	135,71	Besse-Sur-Issole, Forcalqueiret, Garéoult, La Roquebrussanne, Mazaugues, Sainte-Anastasie-Sur-Issole	-	-	BDCARTHAGE
Malasoque	83PNRV0031	Zones humides ponctuelles	0,01	La Verdiere	-	-	PNR du VERDON
Marais de Gavoti - Eaux stagnantes	83HABITATS20	Zones humides ponctuelles	0,48	Gonfaron	-	-	HABITATS
Marais de la Margillière	83DPTVAR0061	Plaines alluviales	2,66	Brignoles	-	-	CEN 2015
Marais de St Hilaire	83DPTVAR0053	Plaines alluviales	1,34	Ollieres	-	-	CEN 2015
Marais de Vallongue	83DPTVAR0011	Zones humides ponctuelles	0,47	St Julien	-	-	CEN 2015
Mare cupulaire de la Samble du Boeuf	83ONF76	Zones humides ponctuelles	0,03	Meounes-Les-Montrieux	-	-	ONF
Mare de la Mérigue	83DPTVAR0070	Zones humides ponctuelles	0,07	La Roquebrussanne	-	-	CEN 2015
Mare de la piste du centre	83ONF74	Zones humides ponctuelles	0,03	Meounes-Les-Montrieux	-	-	ONF
Mare de l'ancienne carrière du pont du lac de Carcès	83DPTVAR0064	Zones humides ponctuelles	0,29	Carces	-	-	CEN 2015
Mare des Combes	83ONF72	Zones humides ponctuelles	0,03	Mazaugues	-	-	ONF
Mare des Tirassades	83ONF73	Zones humides ponctuelles	0,03	Meounes-Les-Montrieux	-	-	ONF
Mare du gué du Gapeau	83ONF110	Zones humides ponctuelles	0,03	Meounes-Les-Montrieux	-	-	ONF
Mare du Plan de Vins	83DPTVAR0078	Zones humides ponctuelles	0,13	Vins-Sur-Caramy	-	-	CEN 2015
Mare du Plantacier	83DPTVAR0054	Zones humides artificielles	0,27	Ollieres	-	-	CEN 2015
Mare temporaire des Tourettes	83DPTVAR0052	Zones humides ponctuelles	0,36	Ollieres	-	-	CEN 2015
Monts du Toulonnais - Prairies humides	83HABITATS5	Plaines alluviales	5,64	Meounes-Les-Montrieux	-	-	HABITATS
Monts du Toulonnais - Ripisylves	83HABITATS6	Plaines alluviales	2,42	Meounes-Les-Montrieux	-	-	HABITATS
Moulin Madame - Château de Bresc	83CGLVAR0836	Plaines alluviales	53,05	Fox-Amphoux	-	-	CGVAR 2003
Petit Laoucien	83CGLVAR0597	Zones humides ponctuelles	0,97	La Roquebrussanne	Milieu proche de l'équilibre naturel mais menacé par les dépôts sauvages (notamment	Interdire et surveiller les dépôts de déchets	CGVAR 2003

					véhicules abandonnés)		
Plaine agricole La Mourotte	83CGLVAR0516	Plaines alluviales	89,01	La Verdiere	-	-	CGVAR 2003
Plan d'eau de la Mine du Carnier	83CGLVAR0704	Zones humides artificielles	4,05	Le Val	-	-	CGVAR 2003
Prairie humide de St Julien	83CGLVAR1057	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	62,96	La Celle	-	-	CGVAR 2003
Prairie humide des Jonquiers	83CGLVAR1048	Plaines alluviales	1,02	Cotignac	-	-	CGVAR 2003
Prairies du Cauron nord	83DPTVAR0048	Plaines alluviales	3,74	Bras	-	-	CEN 2015
Prairies du Cauron sud	83DPTVAR0049	Plaines alluviales	2,19	Bras	-	-	CEN 2015
Prairies humides de St Martin	83CGLVAR0536	Bordures de cours d'eau	8,09	Saint-Martin-De-Pallieres	-	-	CGVAR 2003
Queue de retenue de Gréoux	83PNRV0022	Zones humides artificielles	26,79	Montmeyan	-	-	PNR du VERDON
Ravin de Malaurie	83CARTHAGE39	Bordures de cours d'eau	38,79	Saint-Julien	-	-	BDCARTHAGE
Retenue collinaire de la crau de Briourente	83DPTVAR0074	Zones humides artificielles	0,08	Mazaugues	-	-	CEN 2015
Retenue collinaire de la Taurelle	83DPTVAR0016	Zones humides artificielles	0,19	Nans-Les-Pins	-	-	CEN 2015
Retenue collinaire de Lorges	83DPTVAR0050	Zones humides artificielles	0,45	Nans-Les-Pins	-	-	CEN 2015
Retenue de la Taurelle	83ONF79	Zones humides ponctuelles	0,03	Nans-Les-Pins	-	-	ONF
Retenue de l'affluent de l'Huveaune	83ONF80	Zones humides ponctuelles	0,03	Nans-Les-Pins	-	-	ONF
Ripisylve des Chaumes à Tavernes	83DPTVAR0059	Plaines alluviales	5,83	Tavernes	-	-	CEN 2015
Ripisylve du Caramy à Vins sur Caramy	83DPTVAR0079	Plaines alluviales	62,33	Vins-Sur-Caramy	-	-	CEN 2015
Ripisylve du Naj à Méounes	83DPTVAR0027	Plaines alluviales	0,94	Meounes-Les-Montrieux	-	-	CEN 2015
Ripisylve du Plan à Pontevès	83DPTVAR0058	Plaines alluviales	3,99	Ponteves	-	-	CEN 2015
Ripisylve et prairie humide de la Peyrouar à Méounes	83DPTVAR0028	Plaines alluviales	5,14	Meounes-Les-Montrieux	-	-	CEN 2015
Ripisylve et prairies de Garéoult	83DPTVAR0069	Plaines alluviales	47,28	Gareoult	-	-	CEN 2015
Ripisylve et prairies du vallon de Fontlade	83DPTVAR0062	Plaines alluviales	2,55	Brignoles	-	-	CEN 2015

Ripisylves à Castor du Verdon	83DPTVAR0013	Plaines alluviales	108,70	Vinon-Su-Verdon	-	-	CEN 2015
Ripisylves et prairies de St Anastasie sur Issole	83DPTVAR0077	Plaines alluviales	9,63	Sainte-Anastasie-Sur-Issole	-	-	CEN 2015
Ruisseau de Boutre	83CARTHAGE15	Bordures de cours d'eau	23,29	Ginasservis	-	-	BDCARTHAGE
Ruisseau de Pontevès	83CARTHAGE26	Bordures de cours d'eau	37,79	Pontevès	-	-	BDCARTHAGE
Ruisseau du Latay	83CARTHAGE34	Bordures de cours d'eau	48,19	Mazaugues	-	-	BDCARTHAGE
Source des Gouffres bénits	83CGLVAR1009	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	1,34	Bras	Milieu menacé par l'extension de l'urbanisation	Assurer la gestion et la protection de ce milieu - Eviter toute artificialisation	CGVAR 2003
Source et Marais de l'Argens	83CGLVAR0362	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	63,29	Bras, Brue Auriac, Saint Maximin, Seillons source d'Argens	Milieu fragilisé et menacé, d'une superficie beaucoup plus réduite que par le passé, les cultures ayant été développées à ses dépens.	Maîtrise foncière de la zone par le département Limitation des prélèvements d'eau et valorisation pédagogique	CGVAR 2003
Source et prairie humide de la Foux	83DPTVAR0014	Zones humides ponctuelles	2,86	Ginasservis	-	-	CEN 2015
Source et tufs de Latay	83CGLVAR1039	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	25,07	Mazaugues	-	-	CGVAR 2003
Source tuf de Rampins	83CGLVAR1019	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	3,00	Meounes-Les-Montrieux	-	-	CGVAR 2003
Sources et tufs du haut Var - Mares	83HABITATS15	Zones humides ponctuelles	0,12	Tourtour	-	-	HABITATS
Sources et tufs du haut Var - Prairies humides	83HABITATS14	Plaines alluviales	3,19	Tourtour	-	-	HABITATS
Sources et tufs du haut Var - Ripisylves	83HABITATS13	Plaines alluviales	8,38	Tourtour	-	-	HABITATS
Suintement de la Taurelle	83DPTVAR0015	Zones humides ponctuelles	0,01	Nans-Les-Pins	-	-	CEN 2015
Tuf de la Bresque et affluents	83CGLVAR1046	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	36,46	Entrecasteaux, Salernes	Milieu menacé par la fréquentation	Maîtriser la fréquentation	CGVAR 2003
Tuf Montrieux le Jeune	83CGLVAR1044	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	58,89	Meounes-Les-Montrieux	-	-	CGVAR 2003
Tufs de Cotignac	83CGLVAR1049	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	0,36	Cotignac	-	-	CGVAR 2003

Tufs du Gapeau	83CGLVAR1113	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	41,23	Sollies-Toucas	-	-	CGVAR 2003
Val d'Argens - Prairies	83HABITATS32	Plaines alluviales	51,70	Frejus	-	-	HABITATS
Val d'Argens - Ripisylves	83HABITATS37	Plaines alluviales	64,79	Puget-Sur-Argens	-	-	HABITATS
Val d'Argens - Sources	83HABITATS29	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	13,39	Le Thoronet	-	-	HABITATS
Vallon de Castelette (Sources de l'Huveaune)	83CGLVAR1095	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	4,97	Nans-Les-Pins	-	-	CGVAR 2003
Vallon de l'Herbette	83CGLVAR1058	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	24,10	Mazaugues	-	-	CGVAR 2003
Vallon de l'Oure	83CARTHAGE20	Bordures de cours d'eau	35,65	Fox-Amphoux	-	-	BDCARTHAGE
Vallon des Rocas	83CARTHAGE23	Bordures de cours d'eau	35,35	Cotignac, Entrecasteaux	-	-	BDCARTHAGE
Zone à nénuphars de l'Issole à Forcalquieret	83CGLVAR1101	Bordures de cours d'eau	0,89	Forcalqueiret	Fréquentation du site	Contrôler les pollutions et l'eutrophisation	CGVAR 2003
Zone à nénuphars du Caramy à Carcès	83CGLVAR1097	Bordures de cours d'eau	1,43	Carces	-	-	CGVAR 2003
Zone de sources Les Plaines Vallon Sourn - Bois de Correns	83CGLVAR0700	Zones humides de bas-fonds en tête de bassin versant	845,76	Chateauvert, Correns	Milieu menacé par la fréquentation	Maîtriser la fréquentation du site	CGVAR 2003

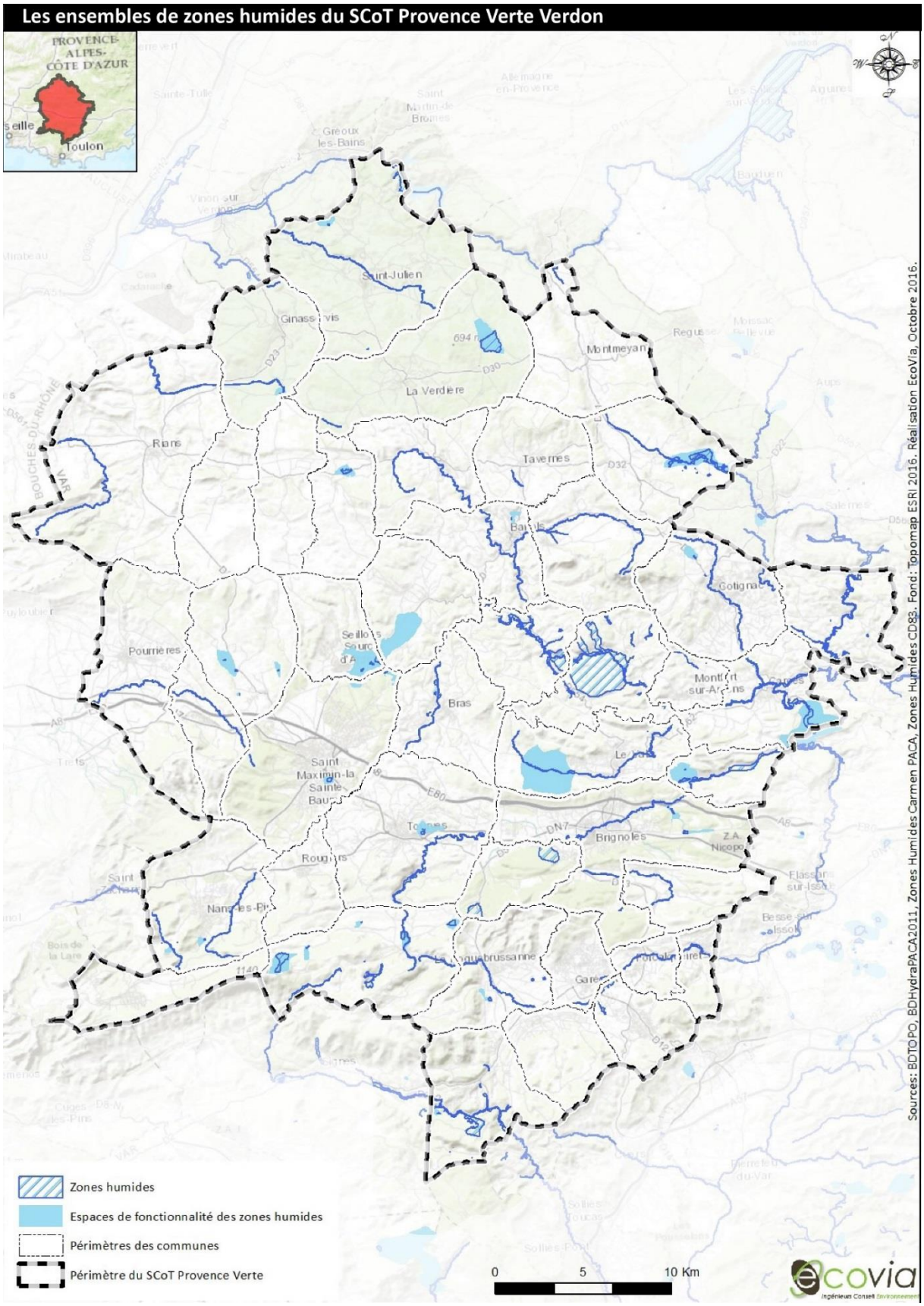


Figure 22 : Carte des ensembles de zones humides

II.3.3 Le réseau Natura 2000

Le réseau **Natura 2000** renvoie à un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et/ou de leurs habitats alors considérés d'intérêt communautaire.

Ce réseau correspond ainsi aux sites identifiés au titre de deux directives européennes : la Directive « **Oiseaux** » et la Directive « **Habitats Faune Flore** » qui permettent leur protection et conservation de manière réglementaire. Ce réseau concilie préservation de la nature et de sa biodiversité intrinsèque et préoccupations socio-économiques locales. Il se compose de deux catégories de sites : les **Zones de Protection Spéciale (ZPS)** et les **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)**:

- **Zones de Protection Spéciales (ZPS)** renvoient, pour la plupart d'entre elles, aux zones classées en ZICO. Les ZPS ont ainsi pour but la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive "**Oiseaux**" ou de zones identifiées comme étant des aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou encore de zones relais pour les oiseaux migrateurs. Elles sont désignées par arrêté ministériel sans consultation de la Commission européenne.
- **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** visent la conservation du patrimoine naturel exceptionnel qu'elles abritent, que ce soit des types d'habitats et/ou des espèces animales et végétales d'intérêt communautaire figurant aux annexes I et II de la Directive "**Habitats**". Pour désigner une zone en ZSC, chaque État membre fait part de ses propositions à la Commission européenne, sous la forme de pSIC (proposition de **Site d'Intérêt Communautaire**). Après approbation par la Commission, le pSIC est inscrit comme **site d'intérêt communautaire (SIC)** et est intégré au réseau Natura 2000. Un arrêté ministériel désigne ensuite le site comme **ZSC**.

Au sein de la Provence Verte Verdon, 5 sites Natura 2000 ont été désignés au titre de la Directive européenne 92/43/CEE dite « Habitats » et occupent une superficie totale de 314,5 km^2 sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon (soit près de 20%) :

- Sainte-Baume occidentale (DOCOB en cours d'élaboration) ;
- Montagne Sainte-Victoire (FR9301605) (DOCOB approuvé en 2007 et en animation) ;
- Mont Caume, Mont Faron, Forêt Domaniale des Morières (FR9301608) (DOCOB approuvé depuis 2012 et en animation) ;
- Sources et tufs du Haut-Var (FR9301618) (DOCOB approuvé en 2012 et en animation) ;
- Val d'Argens (FR9301626) (DOCOB approuvé en 2012 et en animation) ;
- Basses Gorges du Verdon (FR9301615) (DOCOB approuvé en 2010 et en animation)

et 3 sites au titre de la Directive 79/406/CEE dite « Oiseaux » qui occupent près de 70km^2 sur le territoire de la Provence Verte Verdon (soit seulement 4,25% de la superficie totale du SCoT) à savoir :

- Montagne Sainte-Victoire (FR9310067) (DOCOB en animation);
- Verdon (FR9312022) (DOCOB approuvé en 2010 et en animation) ;
- Massif de la Sainte-Baume (DOCOB approuvé depuis 2001 et en cours de révision suite à l'extension du site).

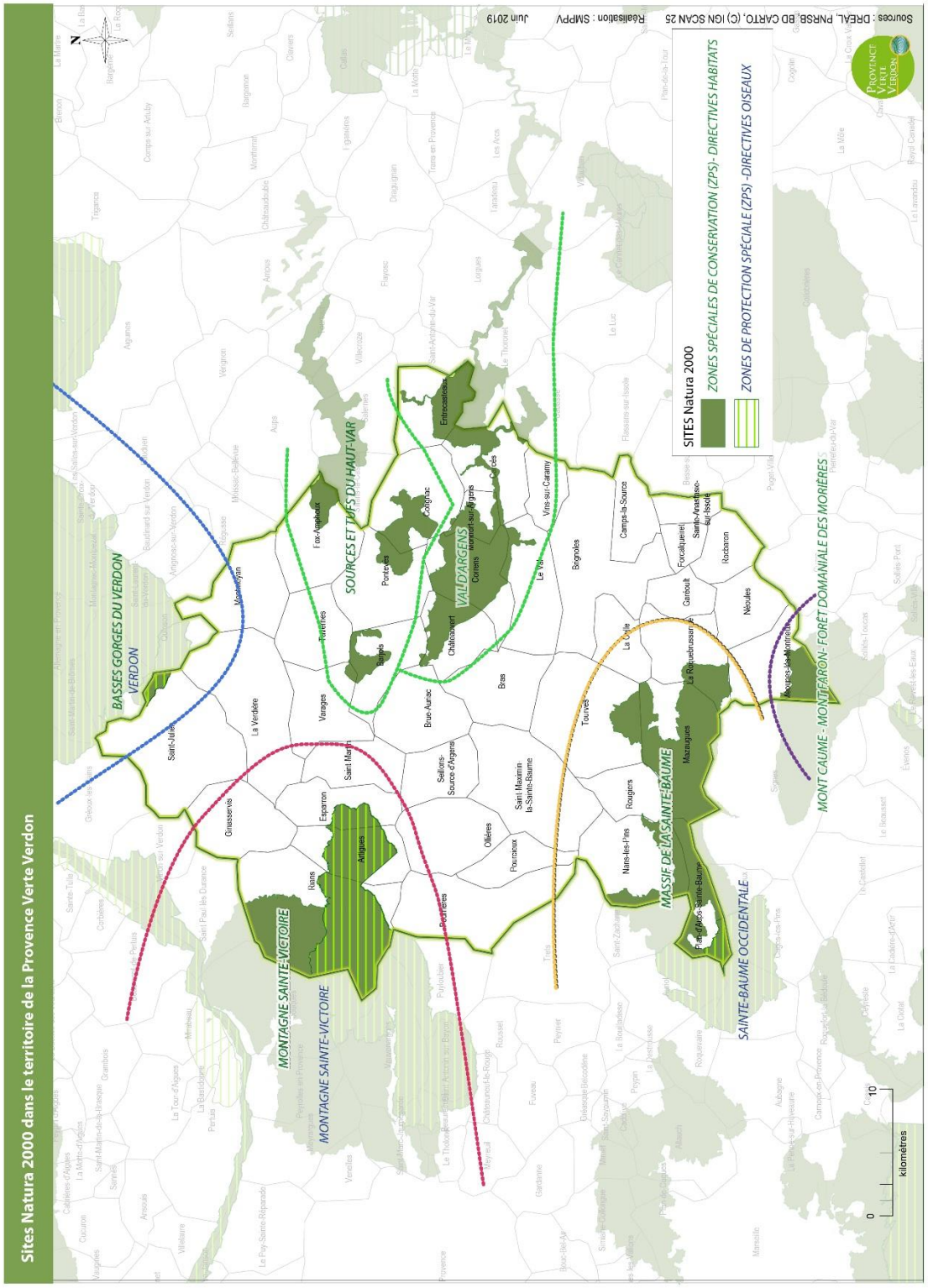


Figure 23 : Carte du réseau Natura 2000

Montagne de la Sainte-Victoire

La Sainte-Victoire, comme le massif de la Sainte-Baume, est un massif calcaire qui date du supra-jurassique, dressé sur un socle constitué par le plateau du Cengle. L'adret présente une succession d'escarpements rocheux alors que l'ubac, moins abrupt, se creuse de vallons profonds. La montagne de la Sainte-Victoire est une limite biogéographique avec en adret une végétation mésoméditerranéenne (groupements de falaises et d'éboulis) et en ubac des groupements euroméditerranéens (landes à Genêt de Lobel). La flore, d'affinité orophile, présente des éléments rares pour la France. Les zones karstiques, les milieux ouverts et les vieilles forêts constituent un complexe d'habitats favorables aux chiroptères. Un vaste territoire forestier continu permet la prise en compte d'une entité fonctionnelle du plus grand intérêt.

Arenaria provincialis : dernière observation dans les années 1970. Non retrouvée depuis, malgré des prospections ciblées en 2004 (inventaires DOCOB). Toutefois la présence sur le site de cette espèce endémique provençale reste fortement probable du fait de sa discrétion, de son caractère sporadique et du caractère escarpé de son habitat (éboulis), rendant sa prospection difficile.

La montagne Sainte-Victoire a fortement pâti de l'incendie de 1989. Elle subit actuellement une forte déprise agricole et pastorale (risque de fermeture des milieux ouverts) et fait l'objet d'une forte pression touristique.

Massif de la Sainte-Baume

Le massif de la Sainte-Baume est un massif calcaire littoral qui présente un climat de type méditerranéen montagnard. Le caractère exceptionnel du site tient à la présence d'une hêtraie mature (41.1754), en situation de marginalité chorologique, préservée depuis des siècles et à l'existence de nombreux coléoptères français cités à l'annexe II de la directive Habitats, notamment le Taupin violacé et l'Osmoderme. Il abrite également une des stations les plus septentrionales de la Sabline de Provence.

Certains habitats de pelouse sont menacés par le tassement des sols du au stationnement automobile et au piétinement. L'urbanisation périphérique et les dépots sauvages de carcasses, vidanges, etc. menacent la qualité des eaux souterrainnes. Les grottes et cavités sont très fréquentées. Les pratiques agricoles sont à surveiller sur le plateau.

Le site est concerné par les deux sites Natura 2000 « Massif de la Sainte-Baume » et « Sainte-Baume occidentale » qui couvrent environ 17 000 hectares.

Gorges du Verdon

Les gorges du Verdon est un canyon creusé par la rivière du Verdon durant des milléniaires. Le site présente une mosaïque de milieux particulièrement intéressants : formations rupicoles de gorges encaissées, pelouses sèches, forêts mélangées de ravins, de basses gorges etc. Autant de milieux qui autorisent la présence d'une faune et d'une flore très riche. Le Verdon longe par le nord la commune de Saint Julien le Montagnier (seule commune du territoire Provence Verte Verdon concernée par la zone spéciale de conservation Basses gorges du Verdon et par la zone de protection spéciale du Verdon).

Val d'Argens

Ce site Natura 2000, comme son nom l'indique, a été mis en place afin de préserver le principal cours d'eau du Var qu'est l'Argens ainsi que les milieux naturels qui lui sont associés. L'Argens prend sa source à l'ouest du département et draine l'ensemble du centre Var. La rivière draine un système karstique et présente un régime permanent, lent, avec des eaux froides. Ce fonctionnement contraste fortement avec les régimes torrentiels, qui caractérisent la plupart des rivières de la région méditerranéenne.

Notamment, l'action des crues y est limitée et les systèmes pionniers peu représentés. A l'inverse, les ripisylves forment de belles forêts galeries diversifiées. Le bon état de conservation général de son bassin versant permet le développement d'une grande diversité d'habitats et de peuplements, caractérisés par la présence de nombreuses espèces floristiques et faunistiques remarquables. Le site comprend notamment de belles formations de tufs, habitat d'intérêt communautaire prioritaire (secteur du Vallon Sourn).

Le Val d'Argens présente un fort intérêt pour la préservation des chauves-souris. Diverses espèces sont présentes, dont certaines en effectifs importants. Le site accueille ainsi la colonie de reproduction la plus importante de France pour le Vespertilion de Capaccini, ainsi que des colonies d'importance régionale pour le Minioptère de Schreibers et le Vespertilion à oreilles échancrées. Le comportement colonial des certaines espèces de chauves-souris les rend très vulnérables à la dégradation voire la destruction de leurs gîtes de reproduction et/ou d'hibernation. Des mesures simples (pose de grilles, information des riverains) peuvent être mises en oeuvre pour assurer leur protection. Pour s'alimenter et élever leurs jeunes, les chiroptères ont en outre besoin d'un environnement de qualité auquel des mesures de gestion adaptées pourraient contribuer (maintien des corridors biologiques tels que les ripisylves et les haies, réduction des intrants chimiques, etc.).

La rivière abrite diverses espèces aquatiques, dont certains poissons d'intérêt communautaire.

Sources et tufs du Haut Var

Cette zone spéciale de conservation abrite de multiples sources et petits cours d'eau parcourant des systèmes karstiques. Elle compte ainsi de nombreux secteurs à tufs et travertins, qui comptent parmi les plus importants de France. Les principaux secteurs se localisent à l'aval de sources ou de résurgences (Cotignac, Salernes), dans des zones de rupture de pente des cours d'eau (cascades de la Bresque à Sillans) et au niveau des berges de cours d'eau, dans les zones de battement. D'autres habitats d'intérêt communautaire sont présents sur le site, dont les plus intéressants sont les prairies humides et marécageuses, les ripisylves et les milieux rocheux.

Le site est également fréquenté par plusieurs espèces d'intérêt communautaire dont diverses espèces de chauves-souris, dont les gites de reproduction sont situés à proximité dans la vallée de l'Argens.

La conservation de ce site Natura 2000 est menacée par un risque de régression des prairies humides par reconversion agricole, un risque ponctuel d'altération des tufs et travertins, qui constituent des milieux très fragiles (piétinement, aménagements) ou encore par un risque d'incendies.

Mont Caume – Mont Faron - Forêt domaniale des Morières

Ce site abrite des gorges calcaires ainsi que des zones karstiques qui constituent un réseau d'habitat, notamment pour plusieurs espèces de chiroptères d'intérêt communautaire.

Ce site présente un grand intérêt biologique et écologique, avec notamment une forêt domaniale (des Morières) bien conservée. Les crêtes et autres biotopes rupestres accueillent l'association

endémique toulonnaise à Choux de Robert et Alysse épineuse ainsi que des éboulis à Sabline de Provence (espèce endémique).

Ce site s'avère néanmoins menacé par des risques d'incendie (notamment les zones boisées) ainsi que par une sur-fréquentation touristique (risque de dérangement et de destruction des habitats de chiroptères) qui sont autant de facteurs dérangeant la bonne conservation du site. De plus ce site subit également des pressions en périphérie (à l'exception de la forêt domaniale des Morières), à savoir la pression de l'urbanisation et celle des aménagements (carrières).

Noms		Surfaces (ha) sur le SCoT	Pourcentage du SCoT	Surface totale (ha) du site	Pourcentage du site présent sur le SCoT
Zone Spéciale de Conservation - Directive Habitats	Basses gorges du Verdon	207,2	0,1 %	1276,5	16 %
	Sainte Baume occidentale	1633,5	1,0 %	2164,3	75 %
	Mont Caume - mont Faron - forêt domaniale des Morières	1250,9	0,8 %	11304	11 %
	Montagne Sainte Victoire	9113,6	5,7 %	32 759,4	27,8 %
	Sources et tufs du Haut Var	2747,9	1,7 %	5599,3	49 %
	Val d'Argens	7055,1	4,4 %	12219,4	57,7 %
	TOTAL	**22 008,2**	**13,7 %**	-	-
Zone de Protection Spéciale - Directive Oiseaux -	Montagne Sainte Victoire	6368,0	3,97	15459,6	41,2 %
	Verdon	207,2	0,13	16033,5	1,3 %
	Massif de la Sainte-Baume	1633,5	1,02	17 232	9 %
	TOTAL	**8209,4**	**5 %**	-	-

Figure 24 : Liste des zones Natura 2000 présentes sur le territoire du SCoT de la Provence Verte Verdon

II.3.4 Les sites inscrits et classés au titre de la loi 1930

Le classement ou l'inscription d'un site peuvent se superposer ou s'ajouter à d'autres législations : le classement ou l'inscription constituent alors des labels et apportent aussi une garantie de qualité aux travaux envisageables, les autorisations nécessaires n'étant délivrées (ou refusées) qu'après une expertise approfondie. Un permis de construire en site inscrit comme en site classé ne peut être tacite. Le permis de démolir est requis dans les sites inscrits et classés, mais il ne peut être tacite.

Les sites inscrits ont pour objet la conservation de formations naturelles, de paysages, de villages et de bâtiments anciens (entretien, restauration, mise en valeur, etc.) qui présentent un intérêt au regard de la loi (artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque). Cette inscription concerne soit des sites et/ou des monuments naturels qui méritent d'être ainsi protégés mais dont l'intérêt n'est pas suffisamment important pour entraîner leur classement, soit une mesure préalable au classement. L'inscription permet également leur préservation contre toute atteinte grave (destruction, altération, banalisation, etc.). L'inscription des sites est donc souvent relayée

soit par le classement pour les sites naturels ou ruraux, soit par des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager pour les ensembles bâtis ce qui constitue un outil de gestion souple. Elle introduit la notion d'espace protégé dans les raisonnements des acteurs de l'urbanisme. Cette mesure entraîne pour les maîtres d'ouvrage l'obligation d'informer l'administration de tous projets de travaux de nature à modifier l'état ou l'aspect du site quatre mois au moins avant le début de ces travaux. L'Architecte des bâtiments de France émet, soit un avis simple sur les projets de construction, soit un avis conforme sur les projets de démolition. La commission départementale des sites, perspectives et paysages (CDSPP) peut être consultée dans tous les cas, et le ministre chargé des sites peut évoquer les demandes de permis de démolir. Sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon on dénombre :

14 sites classés au titre de la loi de 1930 sont présents en Provence Verte, ils concernent soit des monuments historiques soit des sites naturels remarquables. A noter qu'un site classé se situe en bordure du périmètre du SCoT (le site du Vallon de l'abbaye du Thoronet). Ces 14 sites classés occupent une surface d'environ 56,23 km^2 sur le territoire du SCoT (soit seulement 3,5% du périmètre) dont 53,52 km^2 correspond au site du Massif du Concors.

7 sites sont inscrits au titre de cette même loi (niveau de protection réglementaire inférieur), notamment la forêt, la falaise et les crêtes de la Sainte-Baume tandis que 2 autres sites se trouvent en limites immédiates du périmètre du SCoT de la Provence Verte. Ils occupent une superficie d'environ 15,6km^2 au sein de la Provence Verte (soit moins de 1% du territoire) et le site de la Sainte-Baume correspond à lui seul à 14,3 km^2.

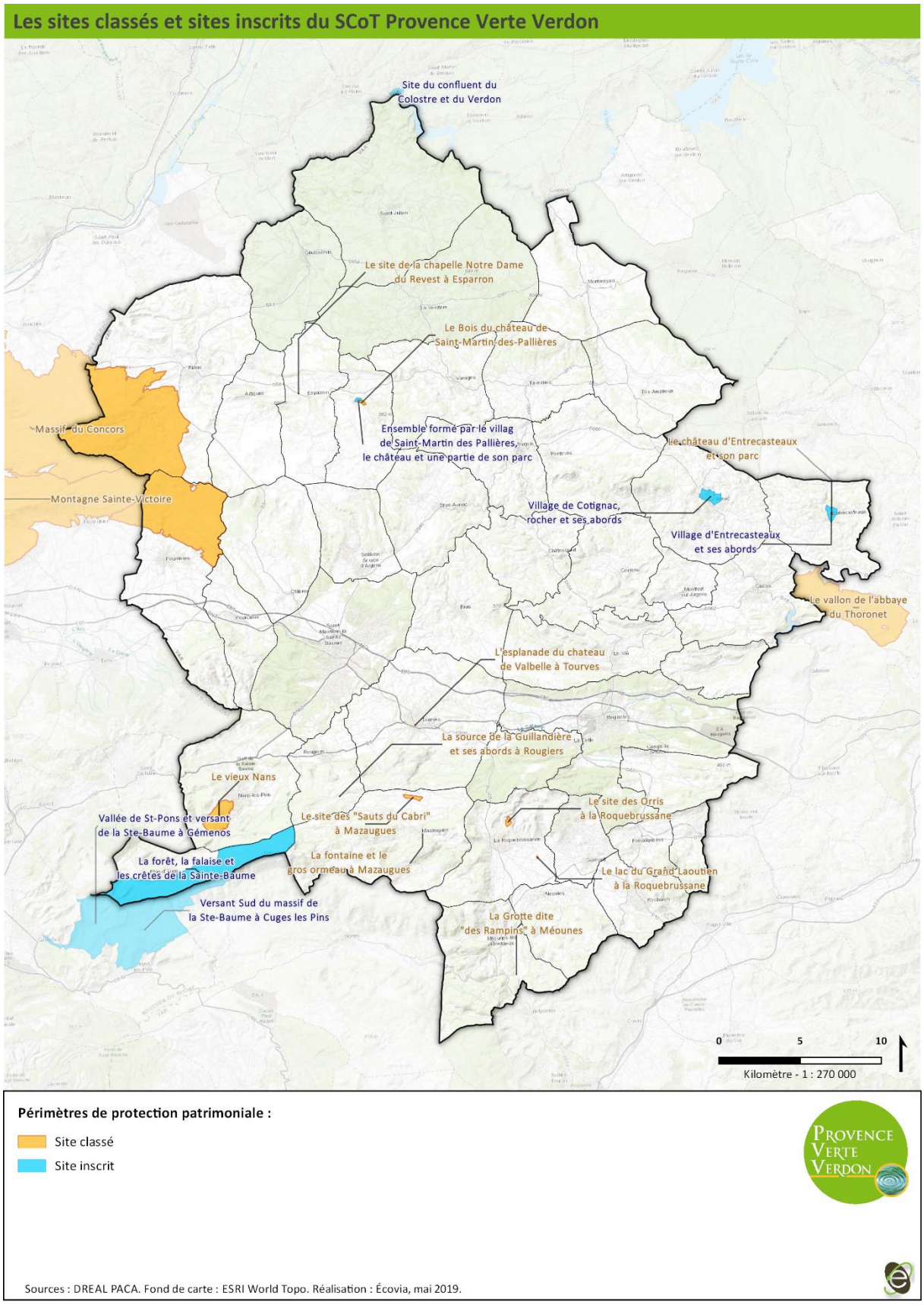


Figure 25 : Zonage des protections réglementaires et foncières (source : INPN 2016)

II.3.5 Les Espaces Naturels Sensibles en Provence Verte

Le Département du Var, de par sa compétence d'acquisition et de gestion des Espaces Naturels Sensibles (ENS), est devenu propriétaire et gestionnaire de 101 sites en Provence Verte (mais ce chiffre passe à plus d'une centaine d'Espaces Naturels Sensibles si l'on prend en compte les sites en bordure du périmètre du SCoT). Les ENS représentent une surface totale de plus de 43,14km², soit 2,69% du territoire de la Provence Verte Verdon.

5 ENS sont considérés comme étant d'intérêt majeur ou « sites de Nature » par le département :

- Le vallon Sourn, site de 220 ha sur les communes de Correns et Châteauvert ;
- La Forêt séculaire de la Sainte-Baume sur les communes de Plan d'Aups et Nans-les-Pins ;
- Le site du Bourg Neuf – les Carmes sur la commune de Barjols ;
- Le site « le Latay » sur la commune de Signes et Mazaugues ;
- Le site du plateau de Malasoque sur la commune de La Verdière.

Tandis que les autres sont jugés d'intérêt local (à noter que le site ENS Bois d'Anadeau fait partie du sentier GR99).

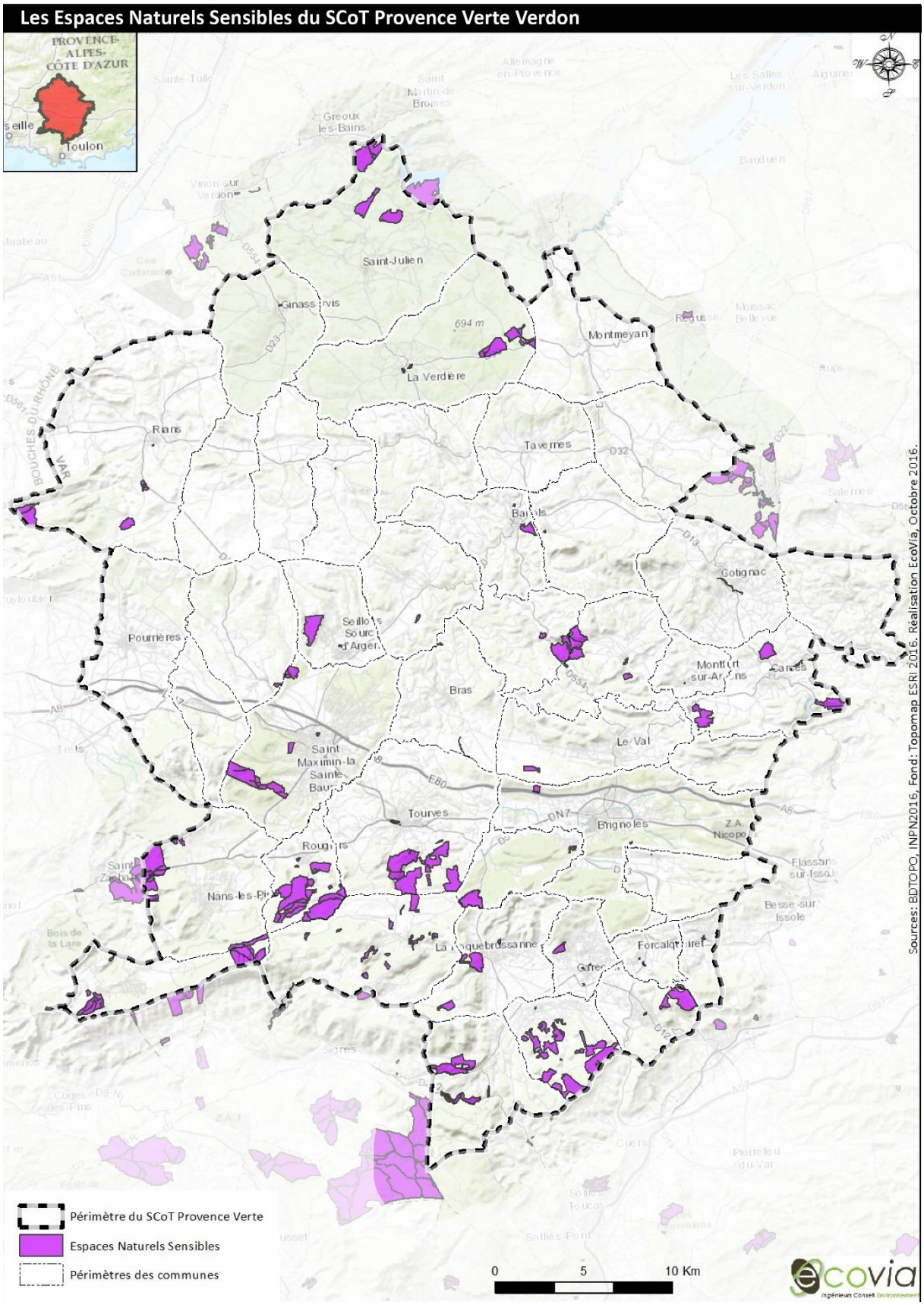


Figure 26 : Les Espaces Naturels Sensibles en Provence Verte Verdon

Figure 27 : Tableau de synthèse des espaces à enjeux écologiques en Provence Verte Verdon

Type d'outil	Superficie (en km²)	Part du territoire du SCoT(%)	Nombre d'éléments
Espaces Naturels Sensibles	43,14	2,69	101
Sites classés	56,23	3,51	14
Sites inscrits	15,6	0,97	7
ZNIEFF - Géologique	10,84	0,68	15
ZNIEFF - Terre - Type I	16,14	1,01	6
ZNIEFF - Terre - Type II	514,56	32,1	36
Natura2000 - ZPS	65,80	4,1	3
Natura2000 - ZSC	220,09	13,7	6
Total général	**942,4**	**58,8**	**188**
SCoT Provence Verte Verdon	**1 603,4**	-	

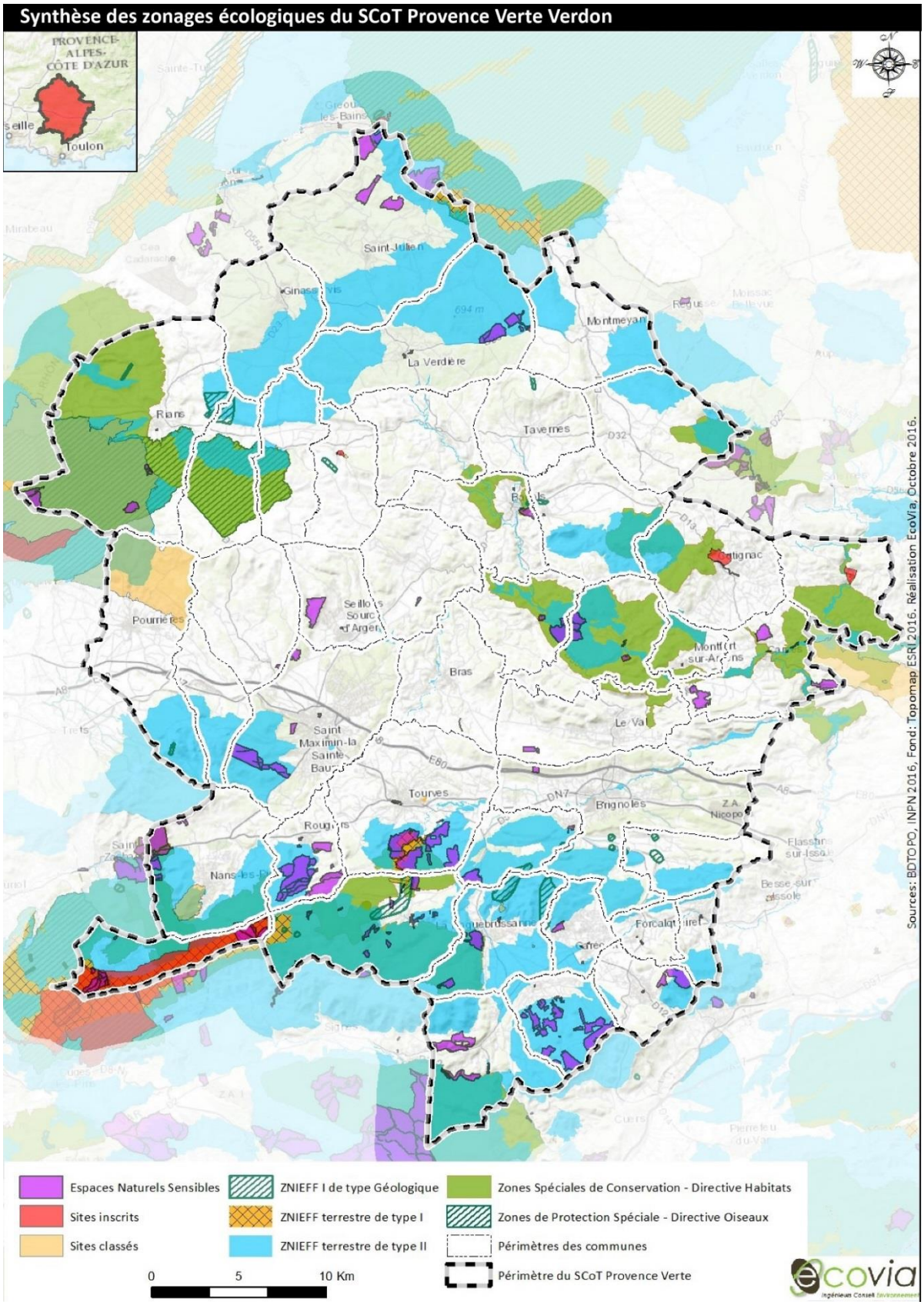


Figure 28: Les espaces d'inventaire et de protection de l'environnement dans le SCoT Provence Verte Verdon

II.3.6 Les réserves biologiques

Le territoire compte également 2 réserves biologiques dirigées, gérées par l'ONF, au sein des forêts domaniales de la Sainte-Baume (Plan d'Aups) et de Valbelle (Méounes).

II.3.7 Les Parcs Naturels Régionaux

Un Parc Naturel Régional (PNR) est un territoire rural habité, reconnu au niveau régional pour sa forte valeur patrimoniale et paysagère, mais également pour sa fragilité (dévitalisation rurale, pression urbaine ou sur-fréquentation).

Il a pour vocation de protéger et valoriser le patrimoine naturel, culturel et humain de son territoire en mettant en œuvre une politique innovante d'aménagement et de développement économique, social et culturel, respectueuse de l'environnement. Il participe également à la gestion de l'accueil touristique, afin de préserver les milieux naturels de pression trop « intense » dues aux visiteurs.

Classé par décret du Premier Ministre pour une durée de quinze ans renouvelable, il est généralement géré par un syndicat mixte regroupant les collectivités ayant approuvé la charte du Parc.

Le territoire du SCoT de la Provence Verte abrite actuellement **au nord, le Parc Naturel Régional du Verdon** géré par un syndicat mixte regroupant les 46 communes adhérentes, les conseils départementaux des Alpes-de-Haute-Provence et du Var ainsi que le Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Seulement trois de ses communes (Ginasservis, La Verdière et Saint-Julien) font parties du SCoT de la Provence Verte. Le territoire du Parc offre une grande variété de paysages et de milieux avec notamment le plateau de Valensole, des lacs et montagnes, les basses gorges du Verdon, l'Artuby, le lac de Sainte Croix, les collines du Haut Var et les gorges du Verdon. Avec un tiers de la flore française, la richesse floristique est unique. L'Outarde Canepetière, le Vautour fauve, le Lézard ocellé (le plus gros d'Europe) et 22 espèces de chauve-souris sur 32 répertoriées en France sont un exemple de la diversité animale présente. La rivière du Verdon, avec ses 165 km et une capacité de stockage de 434 millions de m3, constitue avec la Durance, le château d'eau de la Provence. Elle alimente en eau potable de qualité les grandes villes de la région.

Au sud, le Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume a été labelisé le 21 décembre 2017. Le 10 juillet 2009, le Conseil régional a voté par délibération la préfiguration du projet de Parc. Un Syndicat Mixte de préfiguration du PNR réunissant 26 communes dont 12 de la Provence Verte (Plan d'Aups, Brignoles, Saint-Maximin, Nans-les-Pins, Rougiers, Tourves, Mazaugues, Méounes-lès-Montrieux, Néoules, La Roquebrussanne, Garéoult et La Celle) s'est constitué en 2012 pour l'élaboration de la Charte (pour rappel, la commune de Garéoult n'adhère pas au projet de PNR Sainte-Baume). Néanmoins le périmètre ayant été fixé en 2009 a fait l'objet d'un remaniement au regard des critères de classement des PNR et de l'avis d'opportunité adressé par le Préfet de Région. La mise en œuvre d'une méthode rigoureuse de délimitation fondée sur l'analyse paysagère, naturelle et culturelle des caractéristiques et des qualités du territoire a permis de redéfinir ses contours sur 29 communes dont deux nouvelles sur le territoire de la Provence Verte Verdon (Pourcieux et Pourrières).

Aujourd'hui, la charte du Parc naturel régional a été signée par 26 communes. Son territoire s'étend sur environ 80 800 hectares et accueille 58 500 habitants. A cheval entre le département du Var et celui des Bouches-du-Rhône, il s'articule principalement autour de la longue falaise calcaire de la Sainte-Baume véritable montagne qui domine du haut de ses 1 147 mètres d'altitude un vaste massif aux paysages spectaculaires.

Proche de la mer Méditerranée et non loin des Alpes, le territoire de ce potentiel PNR bénéficie d'une triple influence bioclimatique et biogéographique (méditerranéenne, steppique et montagnarde) qui lui offre une abondance d'eau, élément rare et précieux en basse Provence. Un important réseau de gouffres, aven, grottes et rivières souterraines, dû à la nature géologique du massif, restitue cette eau aux hommes et aux milieux naturels par de nombreuses sources et résurgences qui contribuent à sculpter les flancs de la montagne. Dans ces conditions écologiques idéales, une abondante richesse naturelle se développe, certaines espèces y trouvent un lieu de vie unique au monde.

A noter que le SCoT doit être compatible avec la charte des PNR.

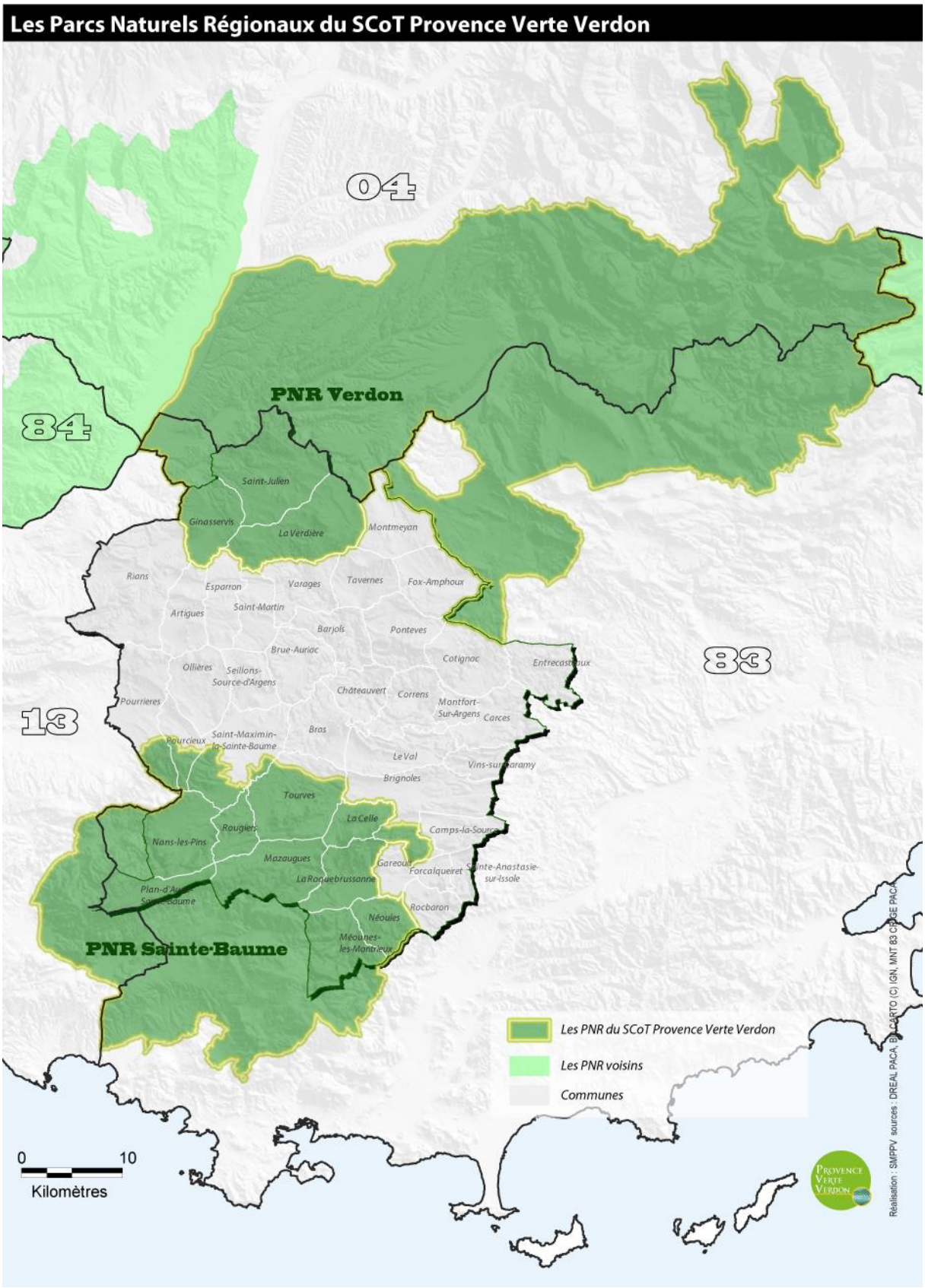


Figure 29 : Carte des PNR présents sur le territoire d'étude

II.4 LE RÉSEAU ÉCOLOGIQUE ET SA FONCTIONNALITÉ

Pour stopper la perte de biodiversité , les lois Grenelle 1 et 2 sur l'Environnement ont fixé comme objectif la constitution d'une Trame verte et bleue pour 2012 et ont apporté des modifications aux codes de l'environnement et de l'urbanisme pour assurer la prise en compte de la biodiversité et des continuités écologiques dans les documents d'urbanisme.

La Trame Verte et Bleue est un outil d'aménagement dont l'objectif est principalement de préserver la biodiversité des territoires en assurant une continuité des espaces naturels indispensables à la survie des espèces animales et végétales. En ce sens, la Trame Verte et Bleue s'inscrit bien au-delà de la simple préservation d'espaces naturels isolés et de la protection d'espèces en danger.

En effet, une des principales causes de perte de biodiversité est la fragmentation et la destruction des milieux naturels (urbanisation croissante, agriculture intensive, infrastructure linéaire de transport.) : pour survivre une espèce doit disposer d'un territoire de taille suffisante pour réaliser la totalité de son cycle vital (reproduction, alimentation, repos, nidification…).

Le but est donc d'identifier, de préserver et restaurer un réseau écologique cohérent et fonctionnel permettant aux espèces animales et végétales de réaliser la totalité de leur cycle vital.

II.4.1 Les composantes de la Trame Verte et Bleue

La composante verte de la Trame renvoie aux milieux naturels terrestres (ex. : forêts, prairies sèches, ripisylves…) et la composante bleue au réseau fluvial (ex. : fleuves, rivières, étangs…) et aux zones humides (ex. : marais, prairies humides…).

Les continuités écologiques sont constituées de réservoirs de biodiversité reliés les uns aux autres par des corridors écologiques.

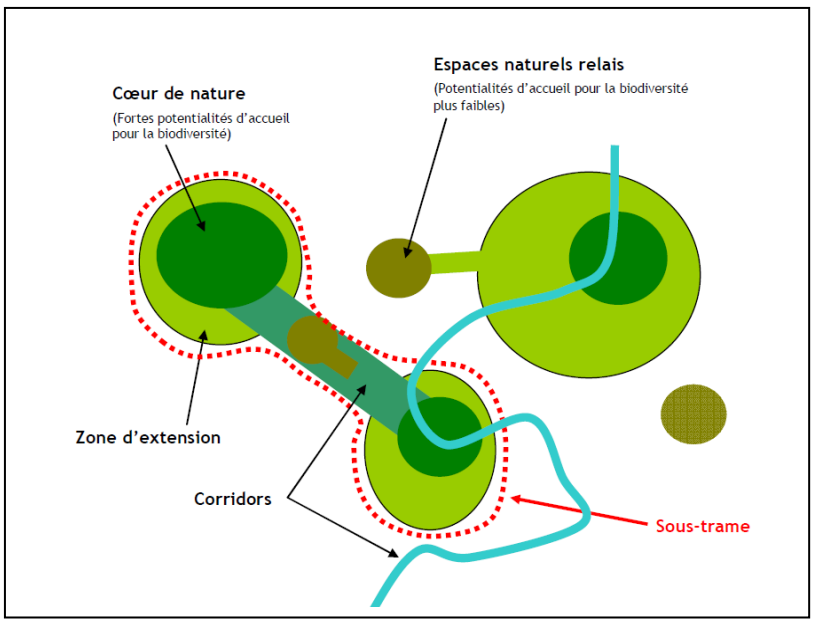


Figure 30 : Schéma de principe pour l'élaboration de la Trame Verte et Bleue

II.4.2 La caractérisation du réseau écologique de la Provence Verte Verdon

Le diagnostic de la trame verte et bleue du SCoT est antérieur au SRCE sur la partie du périmètre objet de l'approbation du schéma en janvier 2014. Le choix a été fait de conserver la terminologie du SCoT de 2014 ***au sein du DOO*** *pour l'intégralité du périmètre objet de la révision. Le SRCE développe une autre terminologie :*

- *Les cœurs de nature du SCoT correspondent aux réservoirs de biodiversité SRCE.*
- *Les zones d'extension des cœurs de natures sont propres au SCoT.*
- *Les corridors écologiques du SCoT correspondent aux corridors écologiques du SRCE.*

Notion écologique utilisée pour le diagnostic	Définition Écologique
Cœur de nature ou réservoir de biodiversité	Espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.
Axe de déplacement ou corridor écologique	Axes de liaison qui assurent des connexions entre des cœurs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. 3 types : ▪ Structures linéaires (chemins, haie, cours d'eau et leurs rives…) ▪ Structures en pas japonais (ponctuation d'ilots refuges, mares, bosquets) ▪ Matrices paysagères : type de milieu paysager dominant sur le territoire d'étude,…
Zone d'extension de cœur de nature	Zones de transition, à l'interface des réservoirs de biodiversité et de la matrice dominante du territoire. Elles ont plusieurs rôles à jouer. Ce sont les zones à privilégier pour le développement des réservoirs de biodiversité à travers la restauration ou le renforcement de leurs qualités, capacités et fonctions écologiques. Par ailleurs, ces zones jouent un rôle dans la protection des cœurs de nature contre les perturbations extérieures. Elles ont en effet un rôle de zone tampon entre les zones de plus forte biodiversité et les zones dédiées aux activités humaines, tout particulièrement aux abords des secteurs urbanisés.
Zone relais	Espaces de «nature ordinaire» avec une potentialité d'accueil des espèces plus faible mais qui peuvent jouer un rôle pour la survie des espèces qui les utilisent pour leur déplacement.

Termes réglementaires	Définitions réglementaires
Réservoir de biodiversité	Les réservoirs de biodiversité comprennent tout ou partie des espaces protégés et les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité (article L. 371-1 II et R. 371-19 II du code de l'environnement).
Corridor écologique	Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau mentionnées au I de l'article L. 211-14 du code de l'environnement (article L. 371-1 II et R. 371-19 III du code de l'environnement).

La méthode utilisée (développée par le cabinet BIOTOPE, puis prolongée sur les nouvelles communes par EcoVia) consiste en une analyse objective du réseau écologique du territoire d'étude, homogène et standardisée à partir de son occupation du sol. Elle est fondée sur une analyse paramétrable de l'occupation du sol à travers le filtre de l'écologie du paysage, au moyen d'un Système d'Information Géographique (SIG) et fait également intervenir des modélisations du déplacement des espèces animales.
Cette méthode présente l'originalité forte d'intégrer dans ses calculs la fragmentation existante du territoire pour un résultat au plus proche de la réalité de terrain mais ne constitue qu'une aide à la décision pour définir les composantes du réseau écologique. Elle est ensuite confrontée aux inventaires du patrimoine naturel et aux enjeux paysagers et mise en lien avec les observations terrain, les savoirs des acteurs du territoire (consultations) et les dires d'experts naturalistes du territoire.

La modélisation du réseau écologique du territoire d'étude a comporté quatre étapes principales :

- identification des sous-trames pertinentes à l'échelle de l'aire d'étude, sur la base essentiellement de son occupation du sol ;
- caractérisation des cœurs de nature potentiels à l'échelle du territoire considéré ;
- définition des axes de déplacements potentiels entre ces zones sources de biodiversité ;
- révélation des espaces naturels relais jointifs aux corridors de chaque sous-trame, des zones d'extension de cœurs de nature ainsi que des points de fragmentation sur lesquels doivent portés les efforts de préservation voire de restauration.

A- Identification des sous-trames pertinentes à l'échelle de l'aire d'étude

Les espèces utilisent des milieux supports différents pour se déplacer, ainsi un chevreuil ne suivra pas le même chemin qu'une chauve-souris, un oiseau ou un poisson. Il existe autant de chemins que d'espèces. Cependant, pour simplifier l'approche, on regroupe les espèces par grand type de milieux.
Ainsi **un travail par sous-trame est réalisé**. Les sous-trames sont des ensembles dont la constitution éco-paysagère est semblable. Une approche simplifiée peut aboutir à la définition d'une sous-trame boisée, d'une sous-trame milieux aquatiques, d'une sous-trame milieux ouverts ou semi-ouverts.
La trame verte se compose des sous-trames **boisée, semi-ouverte** et **ouverte** tandis que **la trame bleue** est une sous-trame en elle-même. Cette dernière rassemble les cours d'eau naturels permanents, les plans d'eau et les canaux à ciel ouverts.

Ces sous trames occupent la quasi-totalité du territoire, à l'exception des zones de fragmentation, à savoir les espaces urbains et les infrastructures de transport.







Exemples de paysages de sous-trame :
A : Trame boisée, la Sainte-Baume au Plan d'Aups ; **B** : Trame ouverte, vignobles à Pourrières (Source : BIOTOPE) **C** : Plaines entre Tavernes et Varages (©Elsa Olu_SMPVV)

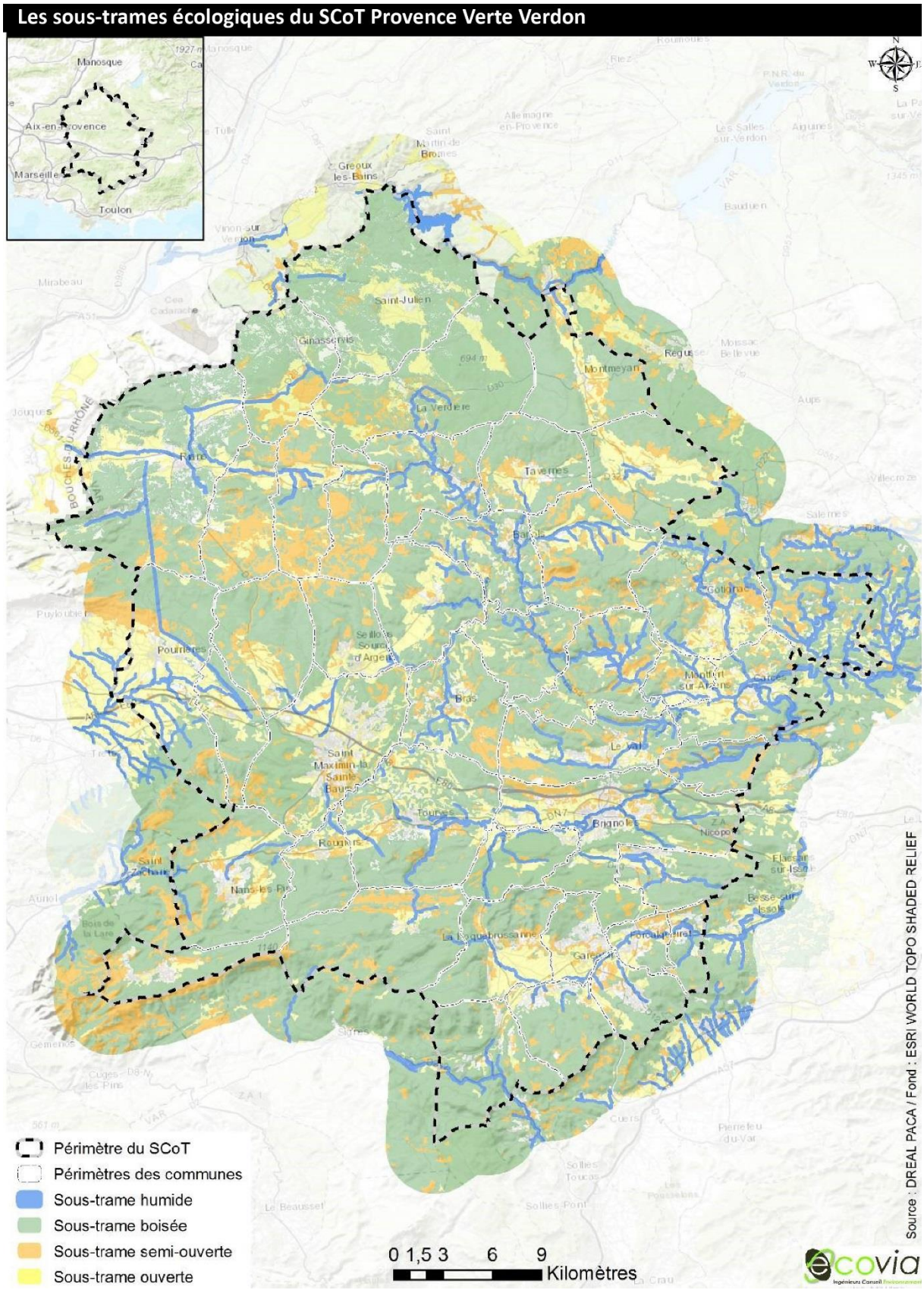


Figure 31 : Carte des sous-trames écologiques en Provence Verte Verdon

B- La caractérisation des cœurs de nature

Modélisation du potentiel de biodiversité des cœurs de biodiversité

Cinq critères ont été utilisés pour modaliser le potentiel des cœurs de nature :

- **La naturalité :** représente le niveau de pression exercé par l'homme sur le milieu. Généralement, moins ces pressions sont importantes, plus la naturalité d'un d'habitat est forte et plus ses potentialités biologiques sont élevées ;
- **La connectivité :** correspond aux potentialités de déplacement et d'échange de la faune et de la flore entre les milieux. Une connectivité importante garantit le brassage génétique, et, par conséquent, la santé et la survie des populations animales et végétales ;
- **Le coefficient de fragmentation *:*** ce paramètre traduit la densité des infrastructures routières et ferroviaires au sein de chaque unité. Plus le coefficient est élevé, plus cette densité est importante ;
- **La surface et la compacité :** ces paramètres permettent d'évaluer la présence et l'importance d'un cœur d'habitat favorisant les espèces animales et végétales. Plus un habitat est vaste et compact, plus il est susceptible d'accueillir une biodiversité importante et des espèces typiques du milieu concerné ainsi que de garantir la viabilité des populations.
- **L'hétérogénéité :** met en valeur les zones d'écotone et de mosaïque des milieux. Plus une zone est hétérogène, plus les effets de lisière sont importants. Cet indice met notamment en évidence les secteurs favorables aux espèces nécessitant différents milieux complémentaires pour réaliser leur cycle de vie.

Le potentiel de cœur de nature combine les 5 critères précédents.

Le territoire est homogène et naturel avec de belles continuités existantes. La carte ne fait pas ressortir de zone nodale isolée mais met en évidence les grands ensembles naturels que sont le Massif de la Sainte-Baume, le Mont Aurélien et les contreforts de la Sainte-Victoire.

Un fractionnement nord/sud s'observe en raison de la présence d'infrastructures linéaires (A8 et N7) malgré des points de passage relictuels.

Des zones d'alerte se dessinent au niveau des plaines agricoles, des vallées (secteur aval) et des zones de mosaïque. Appui à la définition des zones relais, cette carte est à croiser avec des outils d'aménagement tels que la protection des espaces naturels, les PPRI, PIDAF, projets en cours, zone humide, etc.

Croisement du potentiel avec les outils d'inventaire et de protection du patrimoine naturel

La carte des potentiels de cœur de nature a été croisée avec les éléments de connaissance du territoire (zonages liés au réseau Natura 2000, aux Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope et aux zonages ZNIEFF).

Seuls les secteurs connus pour leur caractère patrimonial (APPB, ZNIEFF et Natura 2000) ont été retenus comme cœur de nature. Ces zonages, dont les principaux concernent des ZNIEFF, sont globalement cohérents avec le niveau de potentiel de cœur de nature.

La ZNIEFF de la Plaine de la Roquebrussanne n'a cependant pas été prise en compte car son potentiel était plus faible que pour les autres zonages. De même, les ZNIEFF concernant des tronçons de cours d'eau en dehors des sites Natura 2000 n'ont pas été retenues, ces éléments linéaires auront un rôle à jouer comme corridors.

Notons que le centre du territoire, malgré un potentiel de cœur de nature élevé, n'est pas concerné par de tels zonages qui se concentrent davantage sur les bordures du périmètre du SCoT. Il n'est pas retenu comme cœur de nature, cependant il a un rôle à jouer dans les échanges entre les cœurs de nature.

La Provence Verte Verdon présente ainsi 14 cœurs de nature dont seulement 4 entièrement inclus dans le territoire. Ils comprennent majoritairement des boisements, bien que les 4 sous-trames y soient toutes représentées, à l'exemple du Val d'Argens (la trame bleue y est notamment présente).

Au Sud, une grande entité quasi continue se dévoile sur un axe est-ouest et se compose du Massif de la Sainte-Baume, des collines de Tourves, de la Montagne de la Loube et s'accompagne du plateau de Néoules, des collines de Méounes et de Rocbaron.

Le Mont Aurélien, les contreforts de la Sainte-Victoire et la forêt d'Artigues établissent une liaison écologique à l'Ouest avec les Bouches-du-Rhône.

Dans la partie nord, le territoire est en limite du parc naturel du Verdon et les réservoirs de biodiversité sont définis par la Plaine de la Verdière, les Basses Gorges du Verdon, la forêt de Pelenc et la plaine de Jonqueirolle.

Enfin les collines de Salernes, le massif du Bessillon et le Val d'Argens caractérisent l'Est du territoire.

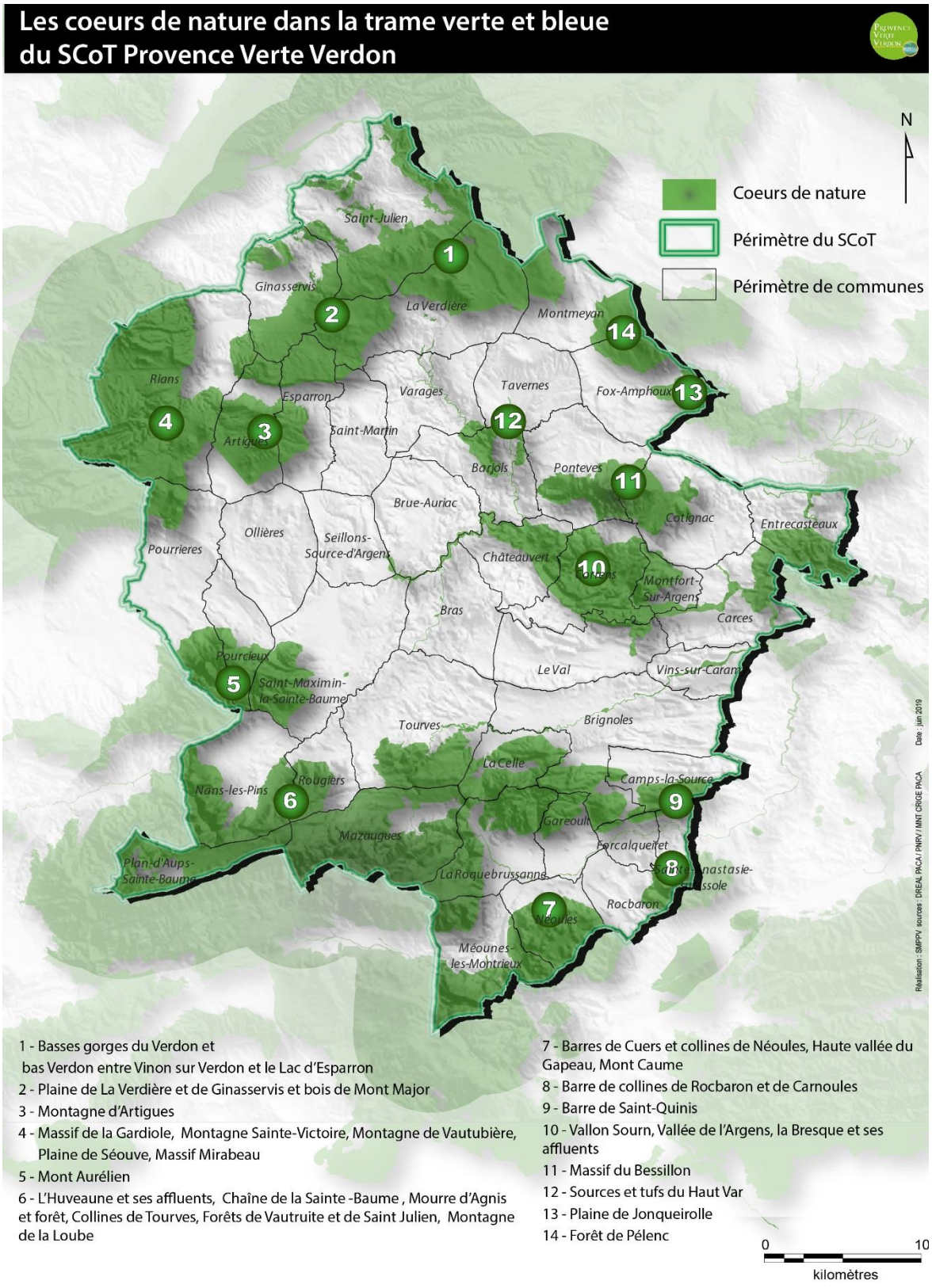


Figure 32 : Carte d'identification des potentiels de Cœurs de nature en Provence Verte Verdon

C - Définition des axes de déplacements

La modélisation fait ressortir des axes de déplacements bruts pour la trame verte qui restent relativement nombreux et complexes. Ce premier résultat montre que le territoire possède une trame verte de qualité (dominance des milieux naturels, plusieurs solutions pour les échanges entre les cœurs de nature). Néanmoins, afin de simplifier leur lisibilité et de supprimer les axes de déplacements théoriques les moins fonctionnels, une sélection des axes de déplacements a été réalisée sur la base de 3 critères :

- **Les passages physiques franchissant l'autoroute :** les trajets des axes de déplacements traversant l'autoroute sont modifiés et dessinés au niveau des passages existants les plus près et les plus favorables au déplacement ;
- **L'urbanisation :** si un axe de déplacement franchit une zone urbaine dense, il est supprimé car considéré non fonctionnel ;
- **La densité de la sous-trame :** si l'axe de déplacement rencontre très peu de parcelles de la sous-trame étudiée, il est supprimé car il n'est pas fonctionnel (ex : passage de lignes de crêtes à priori peu franchissables pour des espèces à faible déplacement).

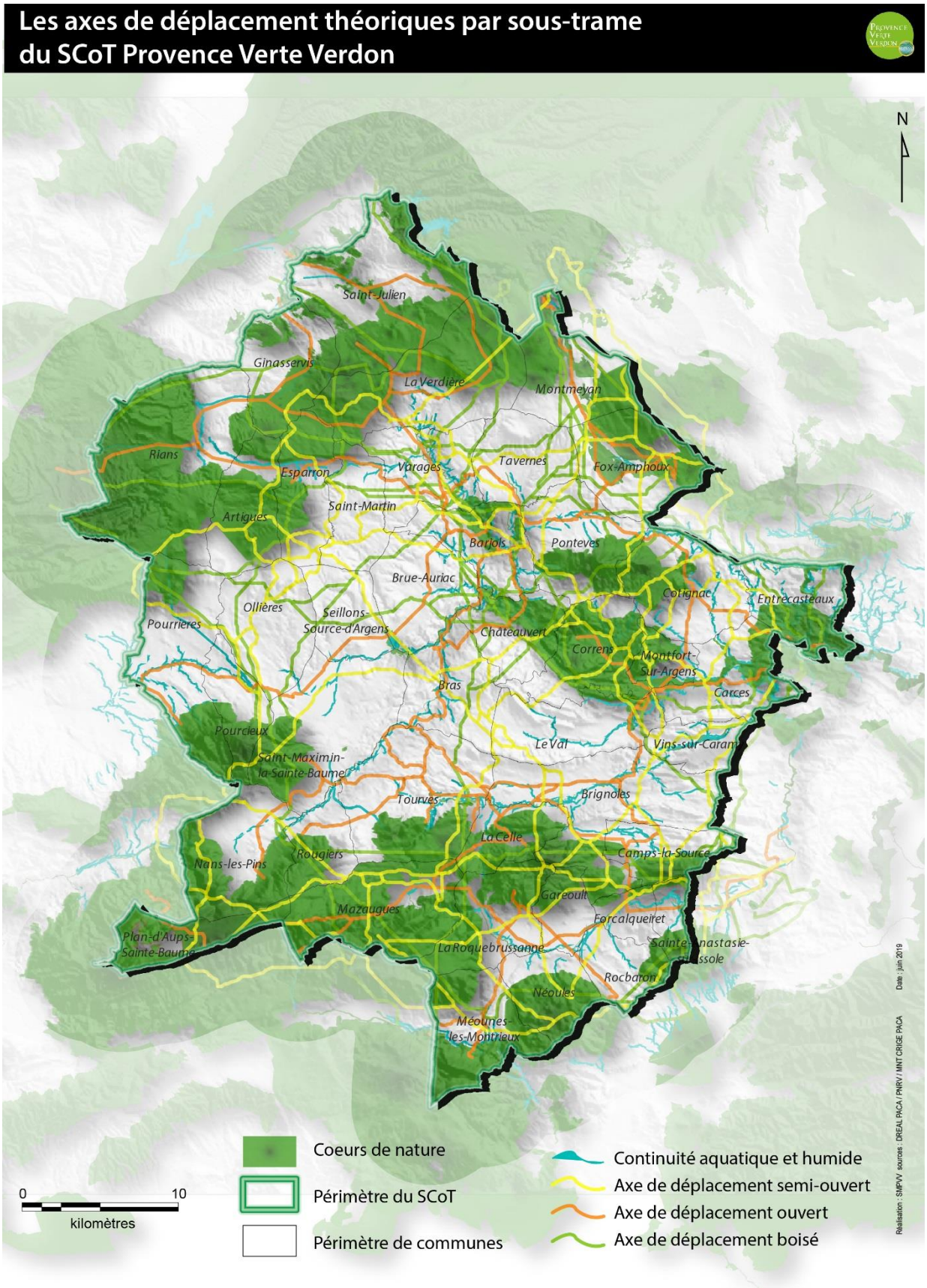


Figure 33 : Carte des axes de déplacements théoriques par sous-trame

La trame boisée est très bien conservée, aussi, les échanges entre les massifs sont nombreux, en particulier sur le nord du territoire. La modélisation souligne l'importance de la continuité des ripisylves associées à la trame bleue (ex : un des axes de déplacements suit l'Arc dans la plaine de Pourcieux).

La principale problématique se localise au niveau du franchissement de l'autoroute A8, qui coupe le territoire en deux dans le sens est/ouest. Les points de passages peu nombreux limitent les possibilités d'échange entre le nord et le sud. L'urbanisation continue qui se fait le long de cet axe renforce cet effet de coupure. Trois points de passage ressortent de l'analyse :

- à l'ouest, l'autoroute est en déblais ce qui facilite le passage des volants mais empêche tout passage de la faune terrestre.
- De part et d'autre de la plaine de Brignoles, 2 autres passages préférentiels sont notés

La trame ouverte, constituée principalement par des espaces agricoles, n'est pas continue. Une dizaine de plaines se répartissent sur le territoire. Elles sont plus ou moins connectées entre elles et peuvent créer des entités fonctionnelles à l'exemple de la plaine de Nans jointive avec celle de Brue-Auriac et de Seillons.

Les problématiques liées à la trame ouverte se localisent sur les points de passage entre les vallées et plaines agricoles, souvent empruntées par les infrastructures de transports.

- L'axe de déplacement reliant la plaine de Pourrières à celle de Brue-Auriac constitue une connexion importante qui croise les enjeux de préservation de paysage ouvert avec les enjeux écologiques (malgré la coupure de l'A8) ;
- Plus au nord, les plaines de Tavernes, Esparron, du Ruisseau de Payères et de Pontevès semblent bien reliées entre elles et peu menacées ;
- La Plaine de Cotignac, Montfort, Carcès semble plus isolée ;
- Il existe plusieurs axes de déplacements fonctionnels sur les communes de Saint-Julien et de Ginasservis, qui permettent des connexions sur la partie nord du territoire ;
- Enfin au sud, il subsiste une connexion entre le Plateau de Néoules et la Plaine de Camps la Source à surveiller du fait de l'extension de l'urbanisation sur ce secteur.

Les éléments d'analyse de **la trame semi ouverte** montre son bon état de conservation au sein des reliefs (ligne de crêtes). En revanche, les échanges entre certains massifs semblent difficiles du fait de leur éloignement. Ainsi les échanges entre le Massif intermédiaire de Brignoles et la Chaîne de la Sainte Victoires ou le Gros Bessillon semblent peu fonctionnels, de même que des échanges entre les parties nord-est et nord-ouest du territoire (seulement un axe de déplacements est-ouest sur La Verdière. La même remarque sur les échanges nord-sud limités par la présence de l'autoroute peut être faite.

Globalement **la trame bleue** est bien préservée, néanmoins plusieurs questions se posent : le passage des plaines agricoles qui voient le rétrécissement de la ripisylve qui l'accompagne, le passage en zone urbaine où les cours d'eau sont le plus souvent canalisés pour mieux gérer les risques naturels, les passages de part et d'autre de l'autoroute.

Le passage de l'autoroute se fait en trois points : Le Cauron, l'Arc, le Caramy et un de ses affluents.

Les observations terrain ont révélé des fonctionnalités écologiques faibles à moyennes.

La zone du cœur de nature n°10 (Val d'Argens), se resserre dans la plaine de Carcès, qui se caractérise par une urbanisation dynamique. La préservation des cours d'eau et de leur ripisylve est un enjeu majeur sur le territoire, ces derniers permettent en effet, de relier naturellement les cœurs de biodiversité.

Éléments fragmentants

Ainsi il y a peu d'éléments fragmentants même si le fractionnement nord/sud est considérable en raison de la présence d'infrastructures linéaires (A8 et N7) avec quelques points de passage relictuels.

Les voies de circulation secondaires comme la RD43 ou d'autres équipements comme le canal de Provence sont également des infrastructures potentiellement fragmentantes.

C- Des zones d'extension et des zones relais bien préservées

Le centre du territoire, malgré un potentiel de cœur de nature élevé, n'est pas concerné par des zonages réglementaires qui se concentrent davantage sur les bordures du périmètre du SCoT. S'il n'est pas retenu comme cœur de nature, il a cependant un rôle à jouer dans les échanges entre les cœurs de nature.

C'est vrai pour l'ensemble des espaces naturels ouverts, semi ouverts et forestiers qui composent la matrice du territoire. Globalement, ils constituent des espaces pouvant être utilisés par les espèces dans leurs déplacements quotidiens ou saisonniers. A ce titre, ils sont retenus sur le territoire de la Provence Verte Verdon comme **« zones relais** ». Dans un territoire à prédominance naturelle comme la Provence Verte Verdon, ces zones relais sont autant d'axes de déplacements potentiels pour les espèces car les déplacements se font de manière très diffuse.

En plus de ce rôle de relais, certains espaces ont une plus grande importance du fait de leur positionnement à proximité immédiate des cœurs de biodiversité. Ils ont un rôle de zone tampon entre les zones de plus forte biodiversité et les zones dédiées aux activités humaines, tout particulièrement aux abords des secteurs urbanisés. A ce titre, ces secteurs ont été identifiés comme **zones d'extension autour des cœurs de biodiversité, définissant ainsi de grandes entités géographiques fonctionnelles**.

C'est en particulier le cas aux abords des Monts Aurélien qui sont entourés par des zones présentant un fort potentiel de naturalité mais qui ne bénéficient d'aucun statut de protection. De même entre les cœurs de nature 10 et 11 des espaces ont été identifiés comme zone d'extension permettant de relier la vallée de l'Argens avec le Massif du Bessillon. Le même rôle est noté pour les espaces naturels à l'interface des différents éléments qui composent le cœur de nature de la Sainte-Baume. Ce travail a été plus fouillé aux abords des espaces urbanisés présentant de fortes dynamiques.

Ces espaces sont importants à préserver comme interface entre cœurs de nature et zone de plus faible naturalité (zone urbaine ou espace agricole avec pratique intensive par exemple).

D- Une Trame Verte et Bleue bien conservée, avec néanmoins des points de fragilités notés

L'analyse des cartes ne fait pas ressortir de zone nodale isolée mais met en évidence les grands ensembles naturels que sont le Massif de la Sainte-Baume, le Mont Aurélien et les contreforts de la Sainte-Victoire pour ne citer qu'eux.

Les échanges et déplacements étant multiples et se faisant de façon diffuse sur le territoire, l'ensemble des zones relais des 4 sous trames représente des axes de déplacements potentiels pour la plupart fonctionnels. Aussi le territoire de la Provence Verte Verdon présente une Trame Verte et Bleue très bien conservée liée à une matrice naturelle boisée dominante,

Malgré tout, certains **points de fragilité** sur ces axes de déplacements/zones relais ont été identifiés où les espèces animales peuvent être perturbées dans leurs déplacements du fait des activités humaines. Des **points de restauration potentiels** (liés à une rupture d'axes de déplacements du fait d'éléments fragmentants) ont également été mis en évidence, présentant des possibilités de restauration à court ou moyen terme.

Cela concerne des points d'intersection entre continuités et autoroute A8 d'une part, mais aussi des rétrécissements des corridors liés à l'extension de l'urbanisation.

Six points de fragilité ont été identifiés :

- Zones de fragilité 1 et 2 : Plaine agricole de Seillons-Source-d'Argens et Brue-Auriac ;
- Zone de fragilité 3 : Resserrement de l'Argens dans la traversée de la plaine de Carcès ;
- Zone de fragilité 4 : Plaine agricole de l'Issole ;
- Zones de fragilité 5 : Passage du Caramy et de son affluent sous l'autoroute A8 ;
- Zones de fragilité 6 : Passage du Cauron sous l'autoroute A8.

Zones de fragilité 1 et 2 :

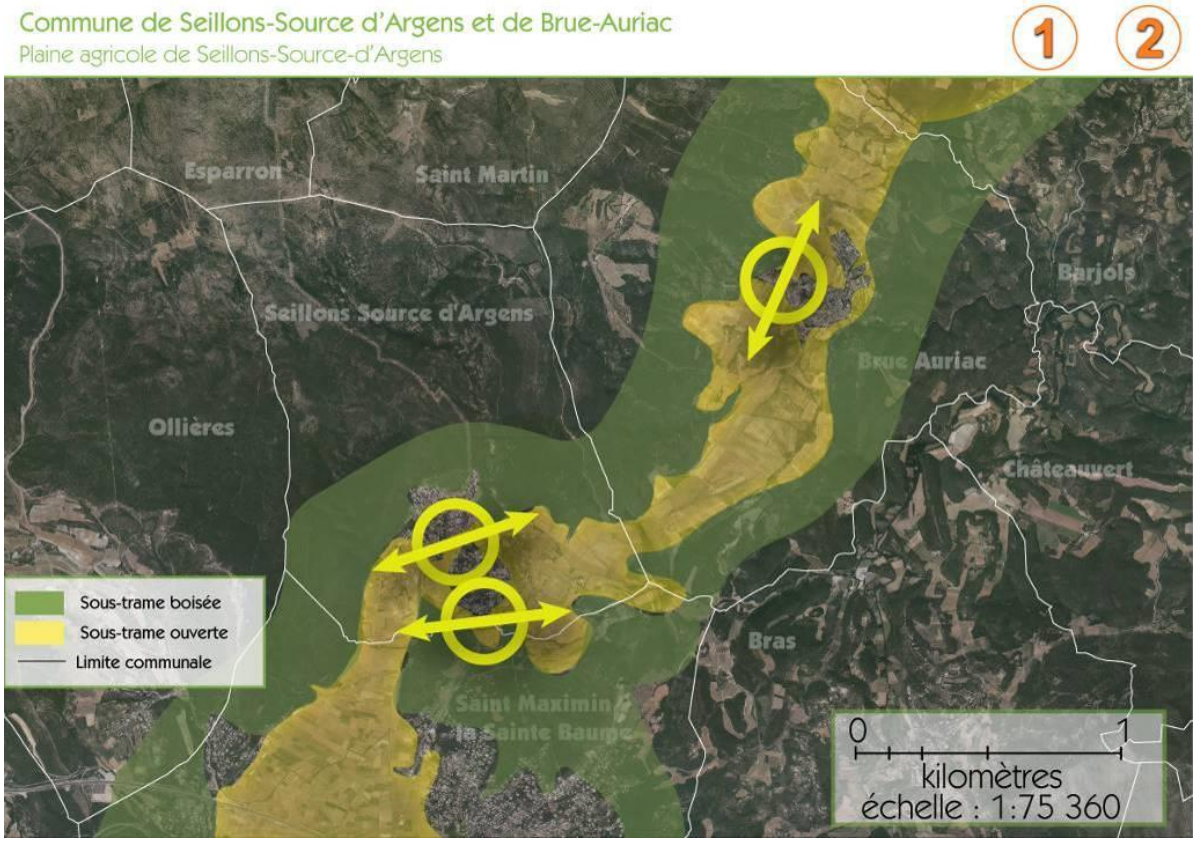


Figure 34 : Carte des zones de fragilité 1 et 2 (plaine agricole de Seillons)

La plaine agricole de Seillons-Source-d'Argens et Brue-Auriac constitue une continuité ouverte, une zone relais pour le déplacement des espèces associées à ces milieux (Aigle de Bonelli, Pie-grièche écorcheur/ Diane, Proserpine, Piéride de la Roquette et Aurore de Provence…). Cette plaine crée une entité fonctionnelle avec la plaine de Nans et du fait représente un axe de déplacements important.

De plus, cette plaine présente des enjeux de préservation de l'activité agricole. Cette continuité ouverte est menacée notamment par la régression de l'activité agricole entraînant une fermeture des milieux. Les espaces agricoles subissent également une pression urbaine liée au développement des communes de Seillons et Brue-Auriac.

Néanmoins les déplacements sont encore possibles sur les zones agricoles présentes et sur les espaces forestiers concomitants.

Zone de fragilité 3



Figure 35 : Carte zone de fragilité 3 (resserrement de l'Argens dans la traversée de la plaine de Carcès)

La ripisylve de l'Argens est dense et très intéressante des points de vue faunistique (poissons, chauves-souris, oiseaux,…) et floristique. Elle est un relai arboré entre les boisements qui entourent la plaine. La plaine agricole de Carcès est largement réservée à la viticulture qui apparaît relativement intensive. Quelques haies, mais dégradées, sont encore présentes et de rares prairies entrecoupent les vignes.

L'habitat au sud de Carcès est relativement dispersé. Il occupe une cuvette de friches agricoles et les versants de collines boisées. Dans Carcès, la ripisylve est relativement bien conservée mais accueille des espèces exotiques échappées des jardins.

L'extension de l'urbanisation et les pratiques agricoles doivent tenir compte de cet axe de déplacement car certains projets risquent de venir impacter ce milieu. Au-delà d'une protection de la ripisylve, des efforts doivent être fournis pour en préserver sa qualité.

Communes de Garéoult - Forcalqueiret - Rocbaron

Plaine agricole de l'Issole

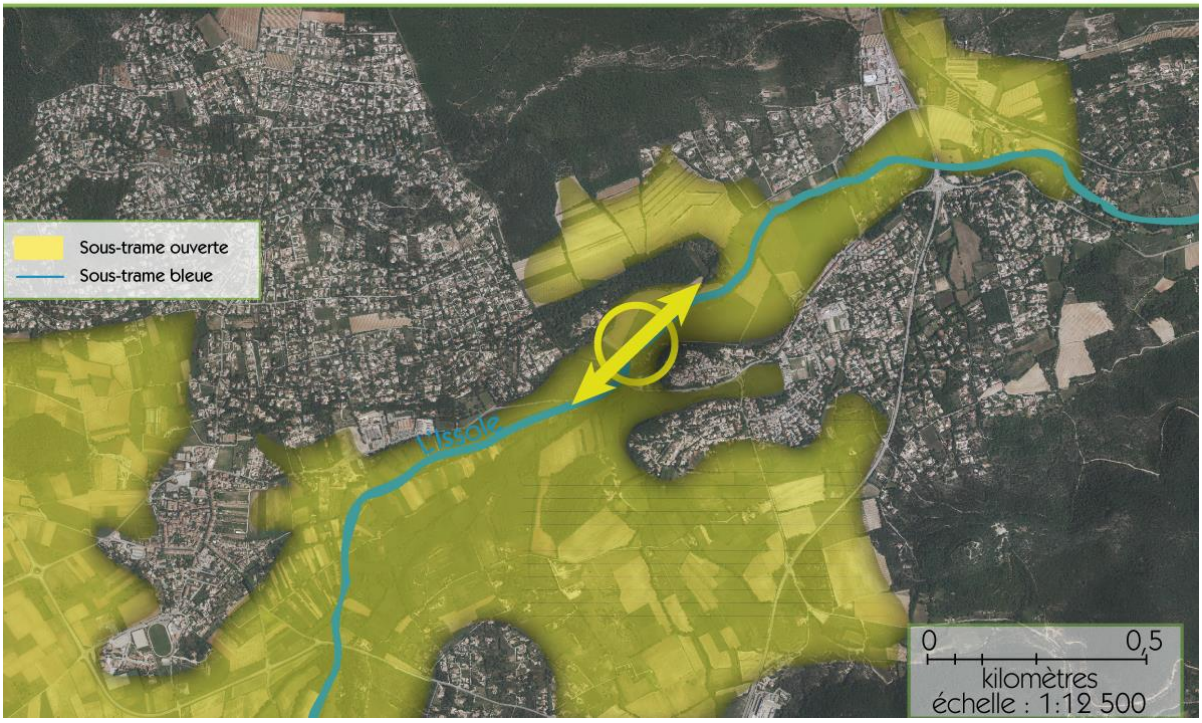


Figure 36 : Carte zone de fragilité 4 (Plaine agricole de l'Issole)

Entre les communes de Garéoult et Forcalqueiret, la trame bleue est associée à la trame ouverte et semi-ouverte. L'espace « axe de déplacements» correspond à la plaine agricole.

Dans cet espace, les enjeux de conservation des milieux ouverts sont également liés à des enjeux de redynamisation des activités agricoles en régression.

Cet axe de déplacement est menacé par la régression de ces espaces agricoles face à l'urbanisation croissante.



Figure 37 : Carte zone de fragilité 5 (Traversée de l'A8 par le Caramy et son affluent et par le Cauron)

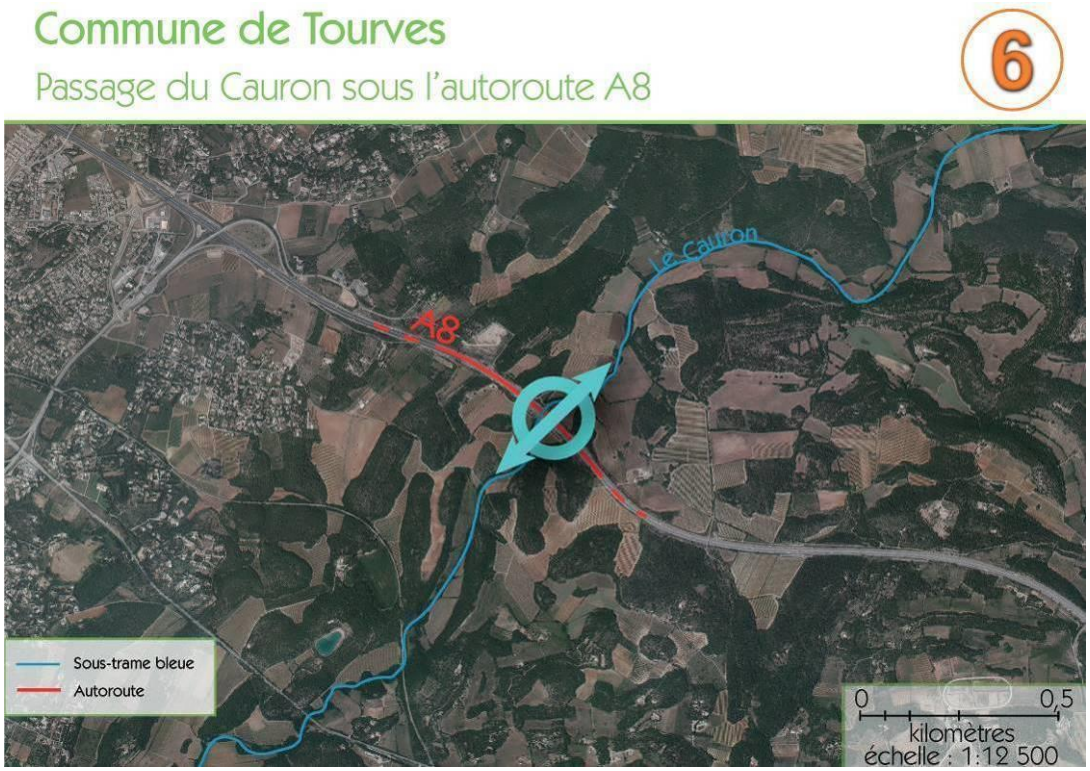


Figure 38 : Carte zone de fragilité 6 (Passage du Cauron sous l'autoroute)

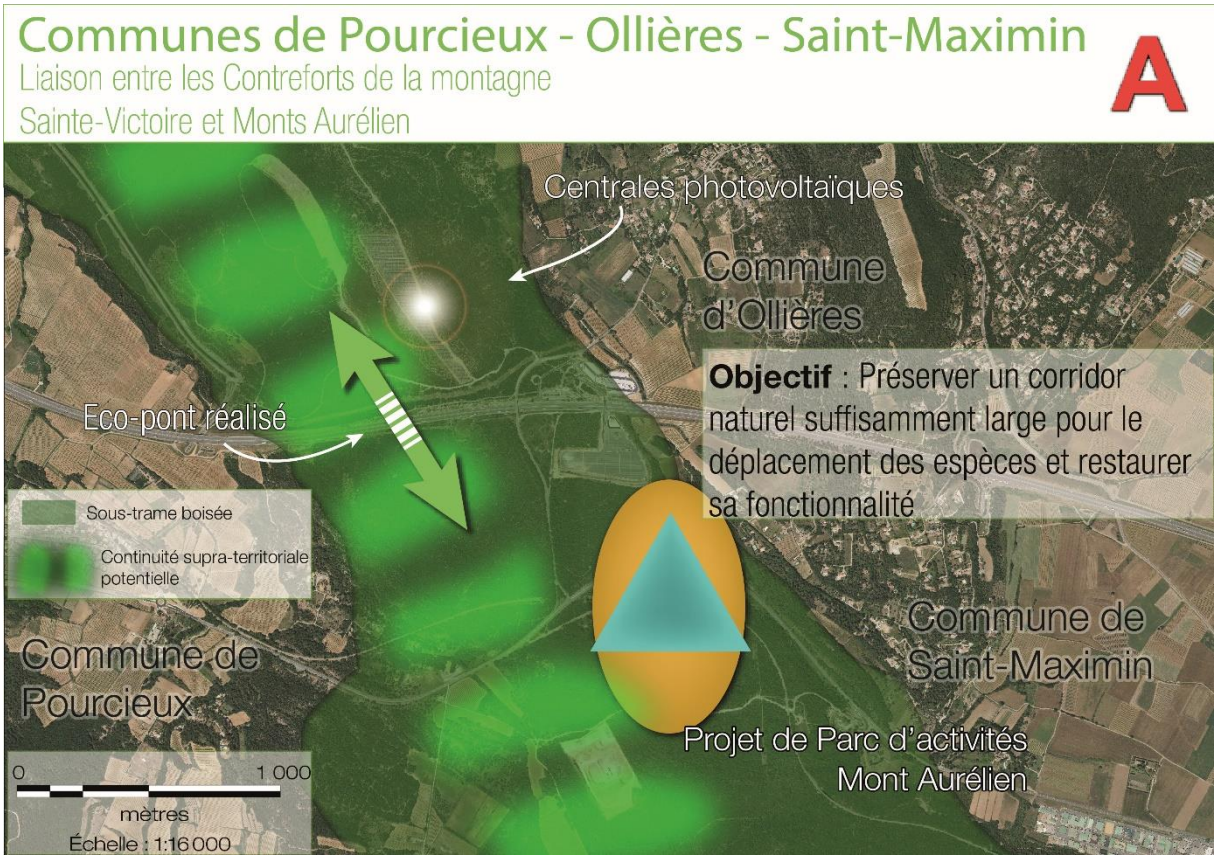
L'aménagement de l'autoroute a respecté la continuité hydraulique de ces 2 cours d'eau, en revanche les continuités écologiques n'ont pas été prises en compte (la réglementation est plus stricte aujourd'hui) pour favoriser le passage des espèces (végétalisation des accotements…) La fonctionnalité de franchissement est moyenne pour le Caramy et très faible pour le Cauron (tunnel bétonné). Il apparait important de valoriser au mieux ces points de passage pour restaurer plus facilement les continuités en particulier pour la faune terrestre. Une prise en compte des ripisylves et des zones humides accompagnant ces cours d'eau mais aussi des parcelles situées de part et d'autre de l'infrastructure est indispensable dans le projet de territoire qui doit garantir ainsi les continuités écologiques.

Points de restauration potentiels :

Lors de la modélisation des axes de déplacements écologiques, plusieurs points de passage théoriques préférentiels sont ressortis des analyses au droit de l'autoroute. À ce jour ils ne sont plus fonctionnels car rompus par l'autoroute A8. Ces points peuvent être traités néanmoins comme les zones de fragilité pour leur possible restauration. Le point C est en cours de restauration.

- Point A : Entrée ouest du territoire, liaison entre contreforts de la Montagne Sainte Victoire et Mont Aurélien à restaurer
- Point B : liaison entre la Sainte-Baume et le Val d'Argens/Massif du Bessillon
- Point C : liaison entre Montagne de la Loube et Val d'Argens/Massif du Bessillon cours de restauration

Point A :

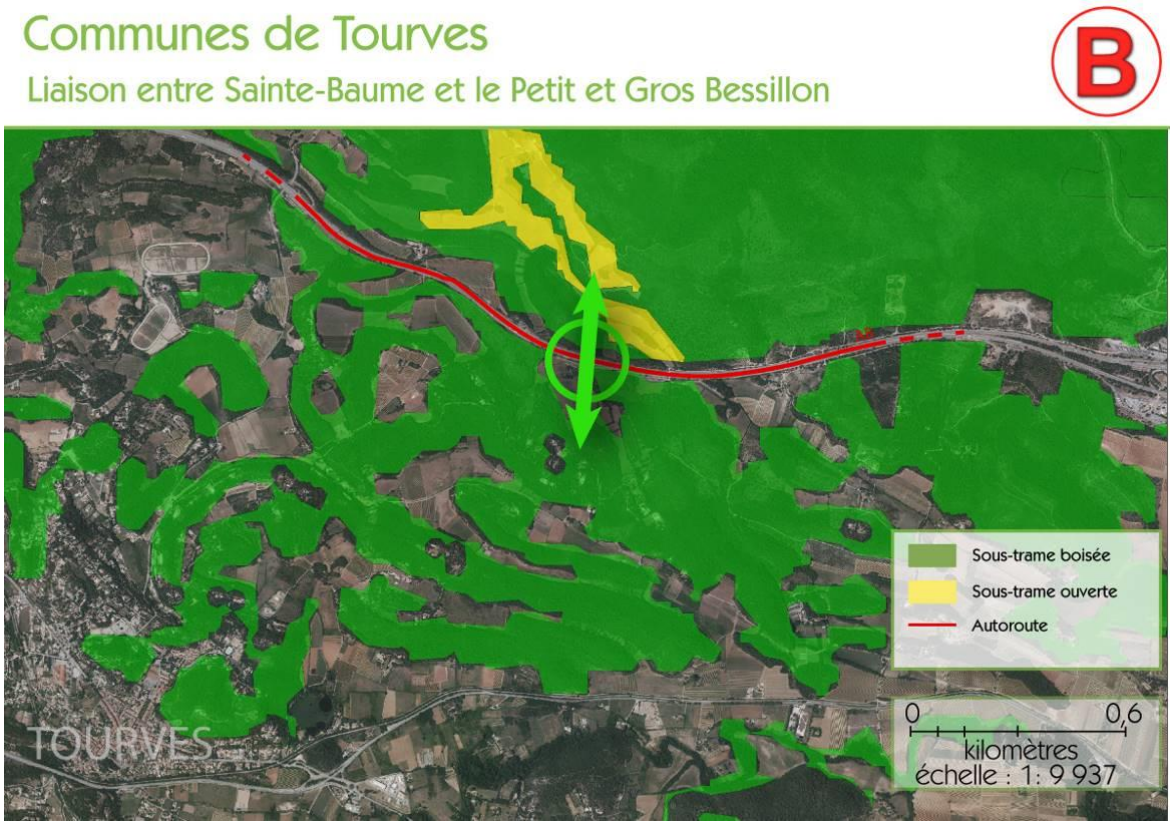


Cette « bande » naturelle, située à l'ouest de l'agglomération de Saint-Maximin, associe des axes de déplacements de la trame boisée, semi-ouverte, ouverte et de la trame bleue. Cet espace remplit donc pleinement un rôle d'axe de déplacement écologique.

Cet espace conjugue également des enjeux paysagers puisqu'il se situe à l'entrée du territoire de la Provence Verte Verdon. Néanmoins, cet axe de déplacement est menacé par l'extension de l'urbanisation et est fragmenté par le passage de l'autoroute A8 et la route RDN7 (en déblai) même si depuis, un écopont a été réalisé par la société d'autoroute dans le cadre du « Paquet Vert autoroutier » permettant ainsi le franchissement de l'A8.

Seule la trame bleue est connectée.

Point B :



Un point de passage a été identifié sur la commune de Tourves qui, s'il était restauré (franchissement de l'autoroute) permettrait de rétablir un axe de déplacements reliant la Sainte-Baume au cœur de nature formé par le Val d'Argens et le Massif du Bessillon.

Point C : Liaison entre les montagnes de La Loube et le Petit et Gros Bessillon



Un éco-pont a été installé fin 2012 à l'Est de Brignoles par la société d'autoroute afin de favoriser le franchissement de l'A8, à un endroit où la matrice boisée est bien conservée et faiblement fragmentée de part et d'autre de l'infrastructure. Cet ouvrage facilite notamment les déplacements d'espèces à enjeux tels que les reptiles (Tortue d'Hermann, Lézard ocellé), ou certains insectes terrestres aptères (Magicienne dentelée, Ephippigère de Provence…). Par ailleurs il favorise les échanges pour les ongulés entre le massif de la Sainte-Baume, la Montagne de la Loube et le massif du Bessillon et plus largement les Alpes de Haute-Provence, notamment pour le chamois. Il convient donc de mettre en œuvre les conditions visant à préserver et renforcer l'opérationnalité de cet éco-pont.

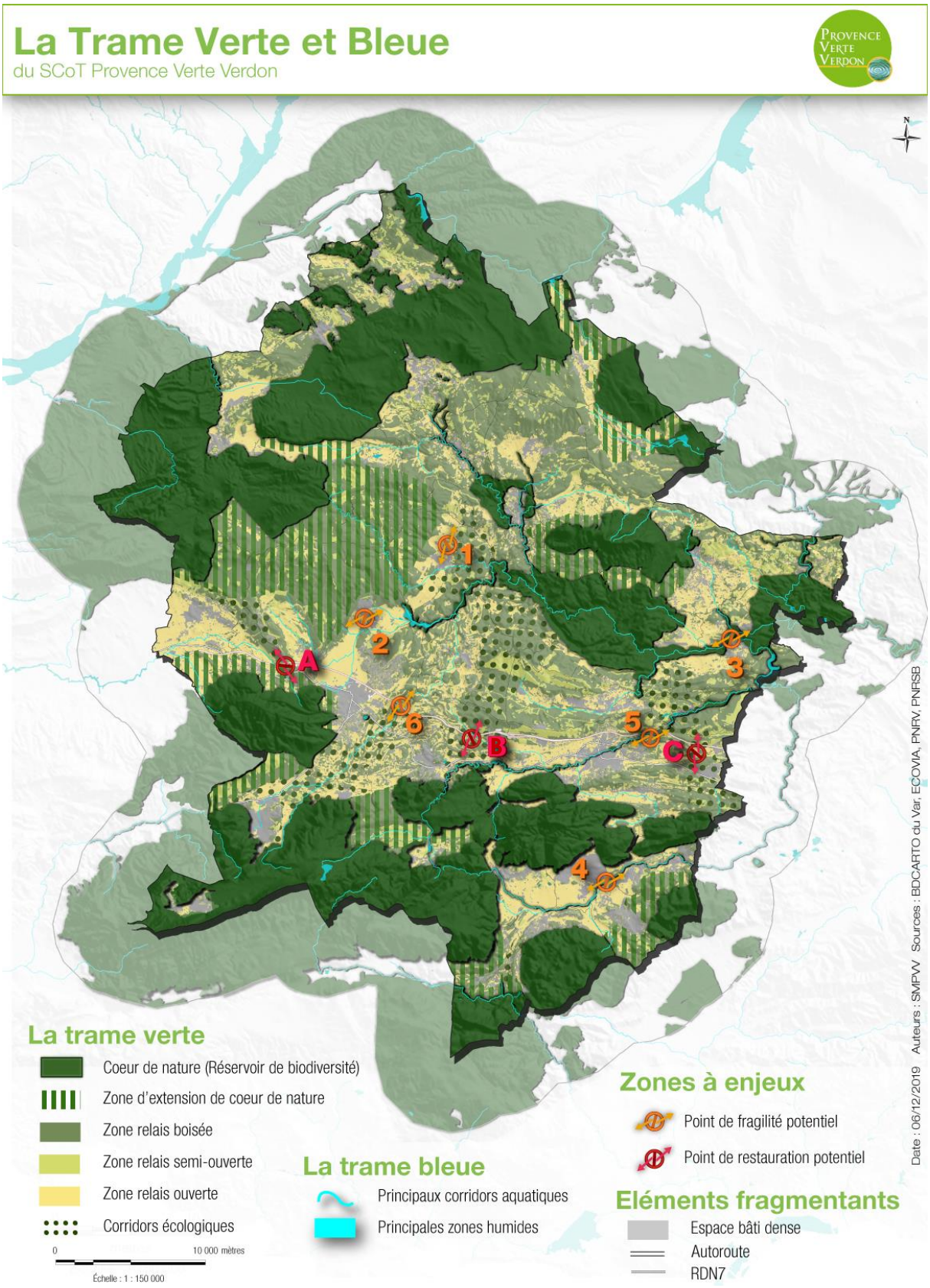


Figure 39 : La Trame Verte et Bleue de la Provence Verte Verdon (Source : Ecovia, PNRV, PNRSB, SMPVV)

Grille atouts-faiblesses/opportunités-menaces : Environnement naturel & Biodiversité			
Situation actuelle		**Tendances**	
+	Un patrimoine naturel reconnu, 3 domaines vitaux pour l'Aigle de Bonelli, 58 ZNIEFF	⇗	L'ensemble des sites d'inventaires et de protection est en principe bien pris en compte par les projets d'aménagements, et devrait donc être valorisé et préservé.
+	De nombreux sites bénéficiant d'une protection règlementaire ou foncière, dont 101 ENS et 2 réserves biologiques dirigées	⇗	
+	9 sites Natura 2000	⇗	
+	Le PNR du Verdon et de la Sainte Baume assurent une gestion efficace du patrimoine de la partie nord et sud du territoire.	⇗	La mise en œuvre des Chartes de Parc devrait préserver les richesses sur la partie Nord et Sud du territoire.
+	Des continuités écologiques fonctionnelles bien que soumises à des pressions et à des infrastructures fragmentantes (on recense 6 points de fragilité).	⇗	La mise en œuvre du SRCE devrait permettre de préserver/valoriser ces continuités écologiques.
		⇘	Le développement du territoire est susceptible de dégrader ces fonctionnalités.

+	*Atout pour le territoire*	⇗ *La situation initiale va se poursuivre*	*Les perspectives d'évolution sont positives*
-	*Faiblesse pour le territoire*	⇘ *La situation initiale va ralentir ou s'inverser*	*Les perspectives d'évolution sont négatives*

III- GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

III.1 EAU ET MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES

POSITIONNEMENT DE LA THEMATIQUE PAR RAPPORT AU SCOT

En tant qu'outil de gestion et de planification du territoire, le SCoT semble avoir peu de leviers d'actions directs sur la qualité des milieux aquatiques et humides, l'alimentation en eau potable et l'assainissement. Toutefois, il doit s'articuler avec les demandes du SDAGE et des SAGE qui concernent ses bassins-versants. Ainsi, il peut être amené à recommander la mise en place des périmètres de protection de captage, épargner de l'artificialisation les zones humides de rang intercommunal et les lits majeurs des cours d'eau et proposer des emplacements pour la réalisation de stations de traitements (eaux usées ou eaux potables).

RAPPELS REGLEMENTAIRES SUR L'EAU

➢ La Directive Cadre sur l'EAU (DCE)

La **Directive Cadre sur l'Eau** a été publiée au journal des communautés européennes le 22 décembre 2000. Elle donne la priorité à la protection de l'environnement, en demandant de veiller à la non-dégradation de la qualité des eaux et d'atteindre d'ici 2015, pour la plus proche des échéances, un bon état général tant pour les eaux souterraines (échéance en 2021) que pour les eaux superficielles, y compris les eaux côtières.

La directive cadre, transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004 confirme et renforce les principes de gestion de l'eau en France définis par les lois de 1964 et de 1992. La gestion par bassin versant (unité hydrographique naturelle), la mise en place d'un document de planification (le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux - SDAGE), le principe de gestion équilibrée pour satisfaire tous les usages, la prise en compte des milieux aquatiques, la participation des acteurs de l'eau à la gestion sont autant de principes développés par la DCE.

➢ La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA)

La **Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA)** du 30 décembre 2006 a rénové le cadre global défini par les lois sur l'eau du 16 décembre 1964 et du 3 janvier 1992, qui avaient bâti les fondements de la politique française de l'eau : instances de bassin, redevances, agences de l'eau.

Les nouvelles orientations qu'apporte la LEMA sont :

- de se donner les outils en vue d'atteindre en 2015 l'objectif de « bon état » des eaux fixé par la DCE ;
- d'améliorer le service public de l'eau et de l'assainissement : accès à l'eau pour tous avec une gestion plus transparente ;
- de moderniser l'organisation de la pêche en eau douce.

Enfin, la LEMA tente de prendre en compte l'adaptation au changement climatique dans la gestion des ressources en eau.

➢ Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône - Méditerranée RMC 2016-2021

Source : SDAGE Rhône-Méditerranée Corse 2016-2021

Document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques à l'échelle du bassin, le SDAGE Rhône-Méditerranée 2010-2015 est entré en vigueur le 17 décembre 2009. Il a depuis fait l'objet d'une

révision et il en résulte le SDAGE 2016-2021 approuvé en décembre 2015. Il intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement. Il fixe pour une période de 6 ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau, d'une préservation et d'une mise en valeur des milieux aquatiques, et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour atteindre d'ici 2021 des objectifs de bon état des eaux.

Le SDAGE fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques, ainsi que des objectifs de qualité à atteindre d'ici à 2021. Les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions sont opposables aux décisions administratives dans le domaine de l'eau et aux documents d'urbanisme.

Le SDAGE définit également des principes de gestion spécifiques en fonction des masses d'eau concernées.

Les 9 orientations fondamentales du SDAGE 2016-2021 sont :

- S'adapter aux effets du changement climatique ;
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ;
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement ;
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau ;
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé ;
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides ;
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le SDAGE définit également des principes de gestion spécifiques des différents milieux : eaux souterraines, sous-bassins versants, cours d'eau de montagne, grands lacs alpins, rivières à régime méditerranéen, lagunes, littoral.

Le SCoT doit être compatible avec les orientations, les mesures et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

DEMARCHES LOCALES DE GESTION DES EAUX

➢ Les sous-bassins versants du SDAGE RMC 2016-2021

Dans le cadre du SDAGE Rhône-Méditerranée, plusieurs **sous bassins-versants** ont d'ores et déjà été identifiés à une échelle plus locale dont **6** (celui de l'Arc Provençal, de l'Argens, de la Basse Durance, du Gapeau, de l'Huveaune et du Verdon) concernent le périmètre du SCoT de la Provence Verte Verdon (détaillés par la suite) dont le réseau hydrographique dense joue un rôle de premier ordre dans l'ambiance paysagère du territoire. 4 fleuves y prennent leur source plus ou moins dans le même

secteur : l'Argens, le Gapeau, l'Huveaune et l'Arc tandis que celui du Verdon est, quant à lui, présent au Nord du territoire du SCoT Provence Verte Verdon sans pour autant y prendre sa source.

Malgré la présence de ces fleuves et de leurs bassins-versants respectifs, le territoire de la Provence Verte Verdon reste principalement concerné par la tête du **bassin-versant de l'Argens** qui présente un réseau hydrographique très ramifié et diversifié. Ce bassin-versant s'écoule d'ouest en est de Seillons à Fréjus. Le Caramy et son principal affluent l'Issole, confluant avec l'Argens, drainent ainsi un large bassin versant d'une superficie de près de 465 km² qui constitue la plus grande sous-unité hydrographique du fleuve. Cette unité s'étire selon un axe sud-ouest/nord-est entre les communes de Mazaugues et Nans-les-Pins au sud-ouest, de Carcès et Entrecasteaux à l'est et celles de Fox-Amphoux et La Verdière respectivement au nord-est et au nord-ouest. Ainsi ce **sous bassin-versant** du **SDAGE Rhône Méditerranée** irrigue la grande majorité des communes du SCoT Provence Verte Verdon (38 des 43 communes le constituant, bien que certaines d'entre elles ne soient que partiellement concernées).

Cinq autres sous bassins-versants du SDAGE Rhône Méditerranée se partagent les communes délimitant le périmètre du SCoT Provence au nord, à l'ouest et au sud. Il s'agit des sous **bassins-versants** du **Verdon**, présent au nord de façon partielle sur les communes de Saint-Julien, Ginasservis, La Verdière et de Montmeyan ; celui de la **Basse Durance** concernant les communes de Saint-Julien, Ginasservis, La Verdière, Rians, Artigues et Esparron ; celui de l'**Arc provençal** qui, lui, draine les communes de Pourrières, Pourcieux et s'écoule d'est en ouest vers l'étang de Berre. Enfin, les deux derniers sous bassins-versants ne concernent que cinq communes du territoire à savoir les communes de Nans-les-Pins et du Plan d'Aups Sainte-Baume concernée par celui de l'**Huveaune** et celles de Mazaugues, de Méounes-lès-Montrieux et de Néoules pour le sous bassin-versant du **Gapeau**.

➢ Les réservoirs biologiques du SDAGE RMC 2016-2021

Le SDAGE RMC de 2009 avait identifié plusieurs cours d'eau en tant que **« réservoirs biologiques »** sur la Provence Verte qui ont été repris, pour la plupart, dans le nouveau SDAGE et sur lesquels il y a des enjeux forts de qualité des eaux et de maintien de la continuité écologique des cours d'eau ainsi que des enjeux de maîtrise de l'impact de la fréquentation du public et des usagers. Les cours d'eau identifiés en tant que réservoirs biologiques sont listés dans le tableau ci-dessous :

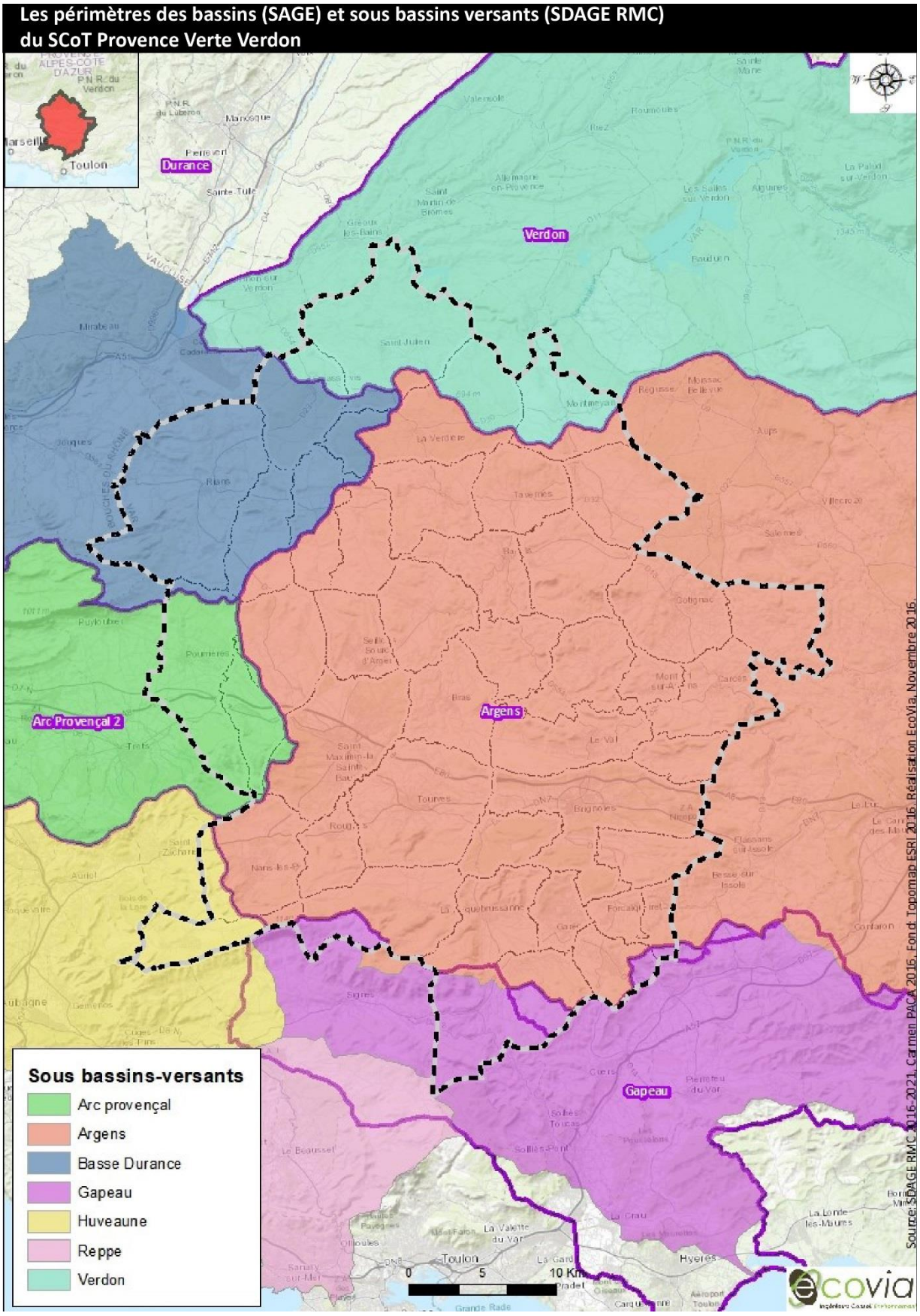


Figure 40 : Carte des périmètres des bassins et sous bassins versants

Tableau : Les réservoirs biologiques du SDAGE du territoire du SCoT Provence Verte Verdon et leurs caractéristiques (Source : SDAGE RMC2016-2021)

Nom du réservoir biologique	Espèces visées	Secteur avec frayères (inventaire départemental)	Type de fonctionnement	Commentaires
L'Argens de sa source au Caramy, l'Eau Salée et le Vallon du Pont inclus, et leurs affluents	TRF, CypEv (BAM, BLN)	OUI	Diffusion vers l'aval	Participe au fonctionnement et au soutien du peuplement de l'Argens. Frayères TRF sur l'ensemble du linéaire même si l'amont des Bouillidous présente des assecs en étiage sévère - Réservoir de biodiversité pour le BAM.
Le Caramy en amont du Lac de Carces et ses affluents	APP, TRF, CypEV (BAM, BLN)	OUI	Diffusion aval/amont et affluents	Réservoir de biodiversité pour APP et BAM. Zones de frayères à TRF. Fonctionnement à la montaison limité par les obstacles. Pas de connexion avec l'Argens du fait du plan d'eau de Carcès.
Le Cauron de l'aval de la souce des Gouffres Bénits (en amont immédiat de Bras) jusqu'à la confluence avec l'Argens	TRF, CypEV (dont BAM, BLN)	Oui	Diffusion vers l'aval et l'amont	Affluent de la tête de bassin de l'Argens. La partie pérenne du Cauron présente des habitats favorables à l'ichtyofaune. Elle participe au soutien des peuplements piscicoles de la partie amont du Cauron soumise à des assecs et de l'Argens
L'Issole du pas de Gaou à Néoules au pont de la D15 à Sainte-Anastasie-sur-Issole et ses affluents à l'exception du Ruisseau de la Source de Trian	TRF, CypEv (BAM, BLN)	OUI	Diffusion vers l'aval	Secteur pérenne de l'Issole qui permet recolonisation des tronçons à assecs à la dévalaison, malgré la présence d'obstacles. Réservoir de biodiversité pour le BAM.
Le Gapeau de la source au barrage Lantier 350m en aval du ruisseau le Naï et ses affluents	APP, TRF	OUI	Diffusion vers l'aval	Zones de frayères à TRF. Participe au soutien du peuplement du Gapeau par dévalaison
L'Huveaune de sa source à la confluence du ruisseau de Vede à Auriol, le Ruisseau de Peyruis et le ruisseau de Vede et des Encanaux	BAM, APP, TRF, BLN	OUI	Diffusion vers l'aval	Réservoir de biodiversité pour le BAM. et apports de TRF pour l'aval
L'Ubayette et ses affluents, de sa source à la prise de Meyronnes	TRF	OUI	Diffusion sur l'aval	Source de truite autochtone (étude génétique). Frayères en amont de la prise d'eau de la micro centrale de Meyronnes. Fonctionnement à la dévalaison. Présence de zones humides d'altitude connectées au réservoir biologique et soutenant son hydrologie.
Le ruisseau du boutre				
Le ruisseau du latay				
Le Verdon du barrage d'Esparron au retour du tronçon court-circuité				
Le lac d'Esparron				

Le SDAGE est ensuite généralement décliné en Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), à une échelle plus locale de bassin ou sous bassins-versants comme c'est le cas sur le territoire du SCoT de la Provence Verte.

➢ Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Source : www.gesteau.eaufrance.fr

Le SAGE est un document de planification élaboré de manière collective pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et doit être compatible avec le SDAGE.

Le SAGE est établi par une Commission Locale de l'Eau représentant les divers acteurs du territoire, soumis à enquête publique et est approuvé par le préfet. Il est doté d'une portée juridique : le règlement et ses documents cartographiques sont opposables aux tiers et les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau. **Les documents d'urbanisme (schéma de cohérence territoriale, plan local d'urbanisme et carte communale) doivent être compatibles avec les objectifs de protection définis par le SAGE.**

Il faut noter que les périmètres de ces six sous bassins versants du SDAGE 2016-2021 correspondent aux périmètres de SAGEs, certains d'ores et déjà **mis en œuvre** comme le **SAGE du Verdon** porté par le PNR du même nom et celui de l'**Arc Provençal** qui est lui porté par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Bassin de l'Arc.

Le **SAGE du Gapeau** est, lui, **en cours d'élaboration** par le Syndicat mixte du même nom tandis que ceux de l'**Argens** et de la **Durance** sont **classés** dans la catégorie « **Emergence souhaitée** », pas de SAGE envisagé pour celui de l'Huveaune.

Le **SAGE du Verdon** (validé par arrêté interpréfectoral le 13 octobre 2014), actuellement mis en œuvre, couvre une superficie de 2 289km^2 et concerne, de ce fait, 69 communes, sur 4 départements (Alpes-de-Haute-Provence, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var). Le Verdon, affluent de rive gauche de la Durance, prend sa source à 2 325 m sur les pentes de la Sestrière dans le massif des Trois Evêchés. La confluence avec la Durance s'effectue dans la retenue de Cadarache à 237 m d'altitude. D'une longueur de 165 km, le Verdon reste le principal fleuve de ce bassin versant qui regroupe l'ensemble de ses affluents, y compris les 5 retenues artificielles EDF (tronçons naturels, tronçons soumis à éclusées, tronçons court-circuités en débit réservé, lacs) qui sont présentes à différents endroits du lit du Verdon. Les structures intercommunales agissant dans le domaine de l'eau sont nombreuses sur le bassin-versant. Le Parc naturel régional du Verdon regroupe 43 des 69 communes du bassin-versant. La mise en place d'un SAGE à l'échelle de tout le bassin-versant est inscrite dans sa Charte. Le PNR est la structure porteuse du SAGE. Ce SAGE présente 4 principaux enjeux :

- Amélioration de la gestion des débits et des matériaux solides, et de la gestion du risque inondation dans le cadre de la chaîne hydroélectrique Durance-Verdon ;
- Préservation et valorisation du patrimoine naturel, exceptionnel mais fragile et soumis à de nombreuses contraintes ;

- Amélioration de la qualité des eaux, pour l'usage baignade et alimentation en eau potable (prélèvement de la Société du Canal de Provence) ;
- Conciliation des activités touristiques liées à l'eau et de la préservation des milieux.

Le **SAGE de l'Arc Provençal** (validé par arrêté préfectoral du 13 mars 2014) est le second SAGE actuellement mis en œuvre sur le territoire de la Provence Verte Verdon. Il couvre une superficie de 715km^2 et concerne ainsi l'Arc, fleuve côtier se jettant dans l'Etang de Berre, et ses nombreux affluents ainsi que deux nappes souterraines : l'aquifère profond d'Aix-Gardanne et la nappe superficielle de Berre.

Long de 85 km, l'Arc est un fleuve côtier qui prend sa source dans le Var (Pourcieux) et vient se jeter dans l'Etang de Berre (Berre l'Etang). Le réseau hydrographique est assez développé avec une multitude de petits ruisseaux affluents sur la partie amont et des petites rivières en pays aixois. Le lit de l'Arc traverse, d'Est en Ouest, une succession de plaines sédimentaires et de gorges calcaires qui jouent alternativement le rôle de plaine inondable et de « verrou » hydraulique où la pente du lit s'accroît. La qualité des eaux superficielles est globalement moyenne bien qu'elle se soit particulièrement améliorée au cours des 10 dernières années. En hiver, lorsque les débits sont soutenus par les pluies, la qualité de l'eau est globalement bonne. Par contre, à l'étiage, les apports sont bien supérieurs aux capacités d'acceptation des cours d'eau, la qualité de l'eau se dégrade. Les principaux facteurs de dégradations sont l'azote et le phosphore ainsi que les pesticides.

Le bassin-versant de l'Arc se caractérise par deux principaux enjeux : le risque inondation et la qualité des milieux aquatiques qui sont intrinsèquement liés à l'occupation des sols et à la forte densité démographique ayant, par le passé, engendré d'importants rejets d'eaux usées domestiques en inadéquation avec les capacités d'acceptation des cours d'eau. Les milieux aquatiques de ce bassin-versant sont donc, notamment les affluents de l'Arc, particulièrement dégradés.

Le Syndicat intercommunal d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) regroupe actuellement 24 communes et reste la seule structure qui intervient dans l'aménagement de rivières.

Ce SAGE présente 5 principaux enjeux :

1 - Gestion des inondations ;

2 - Qualité des eaux et des milieux aquatiques ;

3 - Fonctionnalité des milieux naturels ;

4 - Ressource en eau ;

5 - Réappropriation des cours d'eau du territoire.

➢ Les contrats de milieux

Institués par la circulaire du ministre de l'Environnement du 5 février 1981, les contrats de milieux sont des accords techniques et financiers entre partenaires concernés pour une gestion globale, concertée et durable d'une unité hydrographique cohérente. Il existe différents types de contrats de milieux : les contrats de rivière qui sont les plus souvent rencontrés, les contrats de lac, de baies, de nappe etc. Ces contrats visent à établir et mettre en œuvre un programme volontaire d'actions (études, travaux etc.) multithématiques sur 5 ans pour atteindre des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau. Les contrats de milieux visent notamment à décliner les objectifs majeurs du SDAGE pour chaque sous bassin versant. **A la différence des SAGE, ils n'ont pas de portée** juridique mais constituent un engagement contractuel entre les signataires que sont les préfet(s) de département(s), l'agence de l'eau et les collectivités locales (conseil général, conseil régional, communes, syndicats intercommunaux etc.).

Le territoire de la Provence Verte Verdon regroupe également 4 contrats de rivière différents : celui de l'**Arc Provençal** (2ème contrat) qui est maintenant achevé, celui du **Verdon** (2ème contrat) qui a été validé mi-2016 et dont la mise en œuvre débute à peine, et les contrats de rivière du **Caramy-Issole** et de l'**Huveaune** qui sont, eux, mis en œuvre depuis plus longtemps.

Source : contrat de rivière Verdon 2 – Note de synthèse du 11 mai 2016

Le périmètre concerné par le **contrat de rivière Verdon 2** est le même que celui du SAGE autrement dit le bassin-versant du Verdon (69 communes). Ce bassin-versant est situé en Région Provence-Alpes-Côte-D'Azur, à cheval sur quatre départements : les Alpes-de-Haute-Provence (04), le Var (83), les Alpes-Maritimes (06) et les Bouches-du-Rhône (13).
Les principaux cours d'eau concernés sont :

- Le Verdon (et ses lacs de retenue) ;
- Les principaux affluents du Haut Verdon : le Bouchier, le Chadoulin, la Lance, la Chasse, l'Issole.
- Les principaux affluents et sous-affluents du Moyen Verdon : l'Artuby, le Jabron, la Bruyère, la Lane, le Rieu Tort ;
- Les affluents du Bas Verdon : le Colostre.

La mise en œuvre du programme d'actions du Contrat de Rivière Verdon s'établit sur 6 ans, à compter de sa signature et s'échelonnera donc de mi-2016 à mi-2022. Durant cette période, l'ensemble des 159 actions (détaillées en 245 opérations) devra être engagé.

Objectif Contrat	Volet Contrat	Sous volet contrat
Mesure Charte / enjeu SAGE		Dispositif Charte
1 - Rechercher un fonctionnement hydraulique et biologique permettant la satisfaction des différents usages, la préservation des milieux naturels et la gestion des risques	1A - Actions de prévention des inondations et de protection contre les crues concernant les zones urbanisées (travaux et mesures réglementaires)	1A-1 - Travaux de confortement et de protection
		1A-2 - Gestion du risque
		1A-3 - Gestion du transport solide et des espaces de bon fonctionnement
	1B - Amélioration de la gestion des grands aménagements	1B-1 - Amélioration de la gestion hydroélectrique vis-à-vis de la fonctionnalité des milieux
2 - Préserver et valoriser le patrimoine naturel, exceptionnel mais fragile et soumis à de nombreuses contraintes	2 - Travaux de restauration, de renaturation, d'entretien et de gestion des berges, du lit et des zones humides, mise en valeur des milieux aquatiques et de paysages, de protection des espèces aquatiques	2-1 - Restauration des continuités écologiques
		2-2 - Restauration et entretien des milieux
		2-3 - Amélioration connaissance et préservation espèces
3 - Aller vers une gestion solidaire de la ressource	3A - Travaux d'amélioration de la gestion quantitative de la ressource, protection des ressources en eau potable	3A-1 - Economies d'eau
		3A-2 - Plans de gestion de la ressource dans les secteurs sensibles
		3A-3 - Schémas directeurs eau potable
		3A-4 - Amélioration de la connaissance des aquifères
	3B - Coordination, animation, suivi et évaluation	3B-1 - Gouvernance, solidarités et aménagement du territoire
		3B-2 - Diffusion des connaissances et évaluation
		3B-3 - Sensibilisation, éducation à l'environnement et au développement durable
4 - Assurer une qualité des eaux permettant la satisfaction des différents usages et préservant les potentialités biologiques	4 - Amélioration de la qualité des eaux superficielles et souterraines	4-1 - Amélioration de l'assainissement des effluents domestiques
		4-2 - Gestion des sous-produits de l'assainissement
		4-3 - Gestion des rejets diffus
		4-4 - Protection des ressources en eau potable et amélioration de la qualité de l'eau potable
		4-5 - Suivi de la qualité des eaux
5 - Concilier les activités touristiques liées à l'eau avec les autres usages et la préservation des milieux	5 - Développement durable des activités de loisir aquatique et gestion des impacts	5-1 - Plan de gestion des gorges
		5-2 - Aménagements pour l'accès à l'eau sur les lacs

Source : contrat de rivière Caramy-Issole/www.gesteau.eaufrance.fr

Le **contrat de rivière Caramy-Issole**, signé le 6 novembre 2015 (Brignoles) concerne 17 communes et leurs 56 300 habitants ainsi que 2 communautés de communes. Il s'étend sur 468 km². Le Caramy prend sa source à 470 mètres d'altitude sur l'ubac du mont d'Agnis à Mazaugues. Durant son parcours, il traverse les communes de Mazaugues, Tourves, La Celle, Brignoles, Vins sur Caramy, avant d'alimenter le lac de Sainte Suzanne ou "Lac de Carcès". Après avoir parcouru 44 km depuis sa source, il rejoint l'Argens au niveau du village de Carcès. La rivière traverse, depuis sa source jusqu'à Tourves des vallées encaissées aux paysages remarquables. Son lit serpente ensuite dans la grande plaine de Brignoles où la viticulture est l'activité dominante.

Le principal affluent du Caramy est l'Issole qui prend également sa source sur la commune de Mazaugues, à 436 m d'altitude. L'Issole traverse 9 communes jusqu'au lac de Sainte Suzanne : Mazaugues, La Roquebrussanne, Garéoult, Néoules, Rocbaron, Sainte Anastasie, Besse-sur-Issole, Flassans-sur-Issole et Cabasse. Son linéaire représente une longueur de 44 km.

Le cours d'eau était autrefois entretenu par nécessité (bois de chauffage, nourriture, alimentation des moulins...). Aujourd'hui, si ses usages ne sont plus fréquents, son utilité reste vitale. Rappelons que l'eau du Caramy et de l'Issole est captée pour alimenter en eau potable plus de 300 000

personnes de l'agglomération toulonnaise et l'eau des forages coule dans le robinet des 56 300 habitants du bassin-versant.

Pourtant les pressions qui s'exercent sur les milieux aquatiques sont de plus en plus nombreuses : pollutions de toutes natures (dysfonctionnement des systèmes d'assainissement non collectifs, utilisation de pesticides et herbicides, rejets directs dans le milieu naturels...), imperméabilisation des sols réduisant les infiltrations, dégradation de la ripisylve (végétation des bords de berges), etc. De nombreuses mesures sont donc prises pour réduire ou prévenir ces dégradations.

Ce contrat de rivière constitue, pour les actions ne relevant pas du secteur agricole, un support pour l'animation du programme d'actions approuvé par l'arrêté préfectoral du 5 mars 2012 en vue de la protection des eaux contre la pollution par les produits phytosanitaires du captage du lac de Sainte Suzanne (dit lac de Carcès dans le SDAGE).

Ce contrat de rivière a également pour objectif de favoriser le partage de l'eau entre les différents usages en veillant à ce que les prélèvements n'entrainent pas de déséquilibre quantitatif nuisible aux milieux aquatiques. Pour ce faire, il aborde la question des prélèvements pour l'irrigation à des fins agricoles ou autres.

Liste des enjeux du contrat:

- L'amélioration de la qualité de l'eau ;
- La restauration et valorisation des milieux aquatiques ;
- La gestion du risque d'inondation ;
- La gestion quantitative de la ressource en eau et la protection de la ressource en eau potable ;
- La valorisation des usages récréatifs de l'eau ;
- La gestion, le suivi et la communication.

A noter que ce contrat de rivière fait suite à un premier programme d'entretien et de mise en valeur de la ripisylve conduit jusqu'en 2011 par les anciennes communautés de communes du Comté de Provence et du Val d'Issole.

Sources : contrat de rivière de l'Huveaune – Notes de synthèse et Tome 1

Le **contrat de rivière de l'Huveaune** a été signé le 28 octobre 2015 à Aubagne et voit, depuis, ses actions mises en œuvre. D'une superficie supérieure à 520 km², il concerne 27 communes, 1 métropole et 2 EPCI (Établissements Publics de coopération Intercommunale) :

- Métropole Aix-Marseille-Provence (22 communes);
- communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume (3 communes) ;
- communauté d'Agglomération de la Provence Verte (2 communes : Plan d'Aups et Nans les Pins).

L'Huveaune, fleuve côtier, prend sa source dans le Vallon de la Castelette (Massif de la Sainte-Baume) sur la commune de Nans-les-Pins à partir de laquelle il ira se jeter dans la Mer Méditerranée (Marseille) 52 kilomètres plus loin.
Le fleuve est à dominante rurale dans sa partie amont, et est urbanisé à très urbanisé entre Aubagne et Marseille. Ainsi l'Huveaune, dont les berges sont majoritairement naturelles dans le secteur amont,

est un cours d'eau qui se voit rapidement artificialisé. La plupart des seuils, ainsi que les Béals (dérivations souvent en relation avec un seuil), sont liés aux très nombreuses activités passées, qui nécessitaient la force motrice des cours d'eau (moulins, industries). En effet ce fleuve a depuis 1972 un fonctionnement bien particulier puisque ses eaux sont détournées par temps sec à l'aval de sa confluence avec le Jarret, au niveau du barrage de la Pugette à Marseille. Ce détournement est assuré sans débit réservé et après dégrillage, vers un émissaire aboutissant à l'anse de Courtiou (Parc National des calanques). Cette configuration pose de nombreux problèmes, notamment en termes de discontinuité écologique. Par temps de pluie, lorsque le débit de l'Huveaune dépasse les 30m^3/s, le barrage de la Pugette s'abaisse et ses eaux retrouvent leur lit naturel, jusqu'aux plages du Prado. Ce fonctionnement en période pluviale contribue à menacer la qualité des zones de baignade situées à proximité de l'exutoire naturel de l'Huveaune
Le contrat concerne les masses d'eaux superficielles et souterraines présentes sur ce territoire. L'Huveaune, fleuve qui parcourt 52 km, prend sa source dans le département du Var au niveau du vallon de la Castelette dans le massif de la Sainte-Baume et se rejette en mer Méditerranée, dans le département des Bouches-du-Rhône.

Dans le cadre de la démarche de co-construction du contrat de rivière, les enjeux retenus pour le bassin versant de l'Huveaune sont présentés ci-dessous :

- **qualité des eaux** : reconquérir la qualité des milieux aquatiques en agissant sur la réduction et le contrôle des pollutions urbaines et des pollutions à caractère industriel et agricole ;
- **qualité des milieux naturels aquatiques** : restaurer les fonctionnalités écologiques des cours d'eau en termes de qualité physique et de quantité d'eau disponible pour la vie aquatique ;
- état des ressources en eau : **gérer durablement la ressource en eau** en adéquation avec les besoins du territoire et en lien avec la fonctionnalité des cours d'eau ;
- **gestion quantitative du ruissellement et des inondations** : construire une stratégie globale de réduction du risque inondation, en lien avec une gestion concertée des eaux pluviales, cohérente avec les politiques d'urbanisation et favorisant le rôle des zones naturelles et agricoles du territoire ;
- **gestion locale concertée et valorisation du bassin-versant** : instaurer une gestion concertée et durable du bassin versant en favorisant la transversalité entre les acteurs et projets du territoire, autour de la politique de l'eau et des milieux ainsi que développer la réappropriation de l'Huveaune et ses affluents par les riverains et les acteurs locaux pour réhabiliter le lien social entre cours d'eau et population.

Ils ont été déclinés en 46 typologies d'actions dont à peu près 75% répondent à l'enjeu relatif de reconquête et préservation de la qualité des eaux.

Le territoire du SCoT est ainsi concerné par 2 SAGE d'ores et déjà mis en œuvre (détaillés ci-après) : le SAGE du Verdon et le SAGE de l'Arc Provençal, celui du Gapeau est en cours d'élaboration ainsi que par 4 contrats de rivière actuellement en cours : celui de l'Arc Provencal 2, de l'Huveaune, du Verdon 2 et celui de Caramy-Issole ainsi que le contrat de baie des îles d'Or.

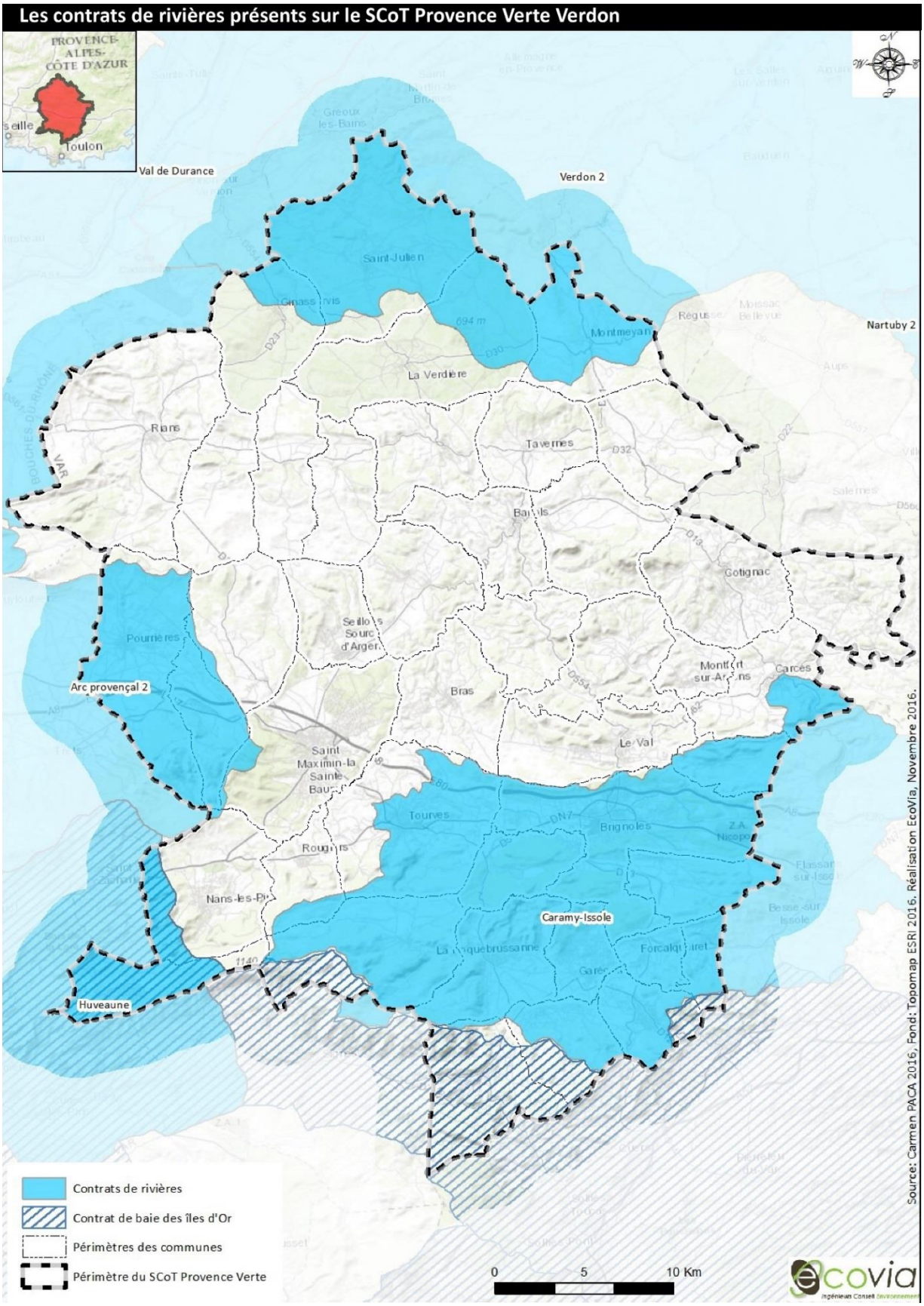


Figure 41 : Carte des contrats de rivières

III.1.1 Les principaux cours d'eau et bassins-versants

L'ARGENS

L'Argens est un fleuve côtier méditerranéen qui draine le centre du département du Var et dont la source, une résurgence karstique, se situe à 270 mètres d'altitude sur la commune de Seillons Source d'Argens.
De l'amont vers l'aval, les **principaux affluents de l'Argens** situés sur la Provence Verte sont :

- En rive droite : la Meyronne, le Cauron, la Ribeirotte, le Caramy et l'Issole.
- En rive gauche: l'Eau salée, la Cassole, la Bresque.

Sur la Provence Verte, le cours de l'Argens se déroule uniquement en terrain calcaire de type karstique à l'origine de formations particulières telles que des cascades, des résurgences, des gorges profondes ou encore des parcours souterrains. Une autre particularité tient à la présence de formations travertineuses qui résultent de concrétions calcaires.

L'Argens est un fleuve permanent à régime pluvial méditerranéen avec un étiage de juillet à septembre et de hautes eaux en janvier. Ses périodes d'étiage sont accentuées par les prélèvements directs ou souterrains (irrigation, AEP …) mais sont nettement moins marquées qu'ailleurs.

En effet, l'Argens est un cours d'eau d'assez faible hydraulicité, c'est-à-dire globalement peu abondant, mais qui paradoxalement reste alimenté la quasi-totalité de l'année du fait des résurgences karstiques qui alimentent ses sources et plusieurs de ses affluents.

La Provence Verte est surtout concernée par le **Haut-Argens** qui correspond au cours principal de **l'Argens de sa source à sa confluence avec le Caramy**.

Le Haut Argens n'a pas subi de forts aménagements, ce qui fait que le cours d'eau et sa ripisylve ont pu conserver leur dynamique naturelle, essentielle pour garantir la diversité des habitats et des espèces qui y sont associés. La qualité écologique du tronçon de l'Argens (L'Argens de sa source au Caramy) présent sur le territoire du SCoT (identifié par l'état des lieux de 2013 du SDAGE RMC 2016-2021 – tableau ci-après) reste médiocre mais sa qualité chimique (avec et sans ubiquistes) avait été jugée bonne. En plus de ce tronçon, sur les 21 cours d'eau du bassin-versant de l'Argens présents en Provence Verte, 16 présentent un bon état écologique et 4 autres un état moyen. A noter que la totalité de ces cours d'eau ont une qualité chimique avec ou sans ubiquistes qui avait été jugée bonne lors de l'état des lieux de 2013 dénotant ainsi de la bonne capacité d'auto-épuration du milieu. Ces conditions sont à conserver pour garantir le maintien de la biodiversité qui a justifié son classement partiel en site NATURA 2000.

Le suivi « SESAMA » effectué par l'ARPE en 2009 et 2015 pour évaluer l'impact des rejets des stations d'épuration sur les milieux aquatiques du bassin Versant « Haut Argens » démontrait aussi que l'impact des stations d'épuration sur la qualité des eaux n'était pas neutre que ce soit en raison de leur vétusté, de leur fonctionnement et/ou de leur entretien. Elle souligne que les rejets peuvent impacter les nappes karstiques.

4 stations seulement se rejettent dans le cours principal du Haut Argens (Chateauvert, Correns, Montfort-sur-Argens et Carcès). Les stations de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, de Seillons-Source d'Argens, de Brue-Auriac hameau de Saint-Estève et d'Ollières rejettent leurs eaux usées traitées dans la Meyronne, la station d'épuration de Brue-Auriac village se jette, elle, dans les eaux du vallon de Font Taillade, celles de Rougiers, de Nans-les-Pins et de Bras dans la rivière du Cauron, celles de

Varages et Barjols dans l'Argens de sa source au Caramy - l'Eau salée incluse, celle d'Entrecasteaux dans la Bresque, celle de Pontevès dans le ruisseau du même nom, celle de Cotignac dans la Cassole, celle de Saint-Martin-de-Pallières dans le Grand Vallat, la station d'épuration de la commune de Le Val dans la Ribeirotte, celle de Carcès dans l'Argens du Caramy à la confluence avec la Nartuby, celle de Fox-Amphoux dans le ruisseau des Rayères.
Le Haut Argens fait aussi l'objet de fortes pressions, notamment :

- de prélèvements pour l'irrigation agricole ou domestique ;
- de pratiques d'activités de loisirs et touristiques : pêche et activités d'eau vive en constant développement.

En conclusion, les eaux de l'Argens sont globalement de bonne qualité physicochimique et présentent une très bonne potentialité biologique. Les principales altérations de la qualité de l'eau sont d'ordre microbiologique et la plupart du temps corrélées à des stations d'épuration présentant des dysfonctionnements ou un manque de traitement dit « tertiaire ».

A noter que certaines communes et EPCI du SCoT de la Provence Verte mènent un programme pluriannuel d'entretien et de restauration qui concerne tout le cours de l'Argens tandis que certaines communes ont, elles, transmises ces compétences au Syndicat Mixte de l'Argens (SMA). Ce programme a comme principaux objectifs la prévention des inondations du bassin (mise en œuvre d'un PAPI qui est porté par le SMA), la gestion des phénomènes érosifs, la gestion des usages riverains et la valeur écologique des milieux.

On peut rattacher à cette démarche **le plan de gestion du Vallon Sourn,** espace naturel sensible (ENS) du département situé en bordure du cours de l'Argens sur les communes de Châteauvert et Correns.

L'ISSOLE ET LE CARAMY

Ces 2 rivières du bassin versant de l'Argens qui s'écoulent aussi d'ouest en est doivent faire l'objet d'une attention particulière dans la mesure où elles alimentent le lac de Carcès dont l'eau est acheminée vers l'agglomération toulonnaise pour un usage domestique.

Le Caramy prend sa source à 470m d'altitude (Mont d'Agnis). Après avoir parcouru 44 kms, il alimente le lac de Carcès avant de rejoindre l'Argens au niveau du village de Carcès.

De sa source à Tourves, la rivière traverse des vallées encaissées aux paysages remarquables très prisés pour la randonnée. Son lit serpente ensuite dans la grande plaine viticole de Brignoles avant sa confluence avec le ruisseau du Val de Camps. En aval de Brignoles, jusqu'au lac de Carcès, le Caramy s'écoule à nouveau dans une vallée plus ou moins étroite marquée ponctuellement par la présence de vignobles.

Le Caramy est une rivière dynamique avec une bonne capacité d'auto-épuration. Le cours d'eau traverse des secteurs où les enjeux matériels et humains sont notables. Les étiages sont soutenus par de nombreuses sources ce qui garantit la pérennité des écoulements. Néanmoins le Caramy est la seule masse d'eau du bassin versant sur laquelle le SDAGE pointe un « mauvais » état chimique des eaux, sur la partie aval des Gorges.

L'Issole, principal affluent du Caramy, prend sa source sur la commune de Mazaugues à 436 mètres d'altitude et traverse, sur 44 kms, 9 communes jusqu'au lac de Carcès.

Depuis la source jusqu'à La Roquebrussanne, les prémices de la rivière dévalent le massif d'Agnis dans des vallons entièrement boisés. À l'aval du village, il traverse une vaste plaine agricole où il est alimenté par remontée de nappes et par de nombreux ruisseaux qui drainent les eaux des vallons adjacents ainsi que par quelques résurgences.

Le SDAGE fait état d'une altération morphologique du cours de l'Issole.

Le régime hydraulique du Caramy et de l'Issole peut être qualifié de « pluvial méditerrannéen **»** : ils présentent de fortes amplitudes de débits au cours de l'année. En période estivale, les débits sont faibles. La période d'étiage maximum a lieu au mois d'août et le débit annuel maximum se situe pendant le mois de janvier Globalement, ces 2 cours d'eau sont très dépendants des écoulements et niveaux d'eau souterrains**.** Ils sont sujets à des pertes karstiques qui mettent en péril leur écoulement dans certains secteurs en période d'étiage. C'est particulièrement le cas sur l'Issole qui connaît des assecs durables. Les 2 cours d'eau réagissent très vite aux fortes précipitations. Le Caramy présente un débit annuel bien supérieur à celui de l'Issole.

Usages

Sur le Caramy, l'ARPE relève en 2011 de fortes pressions liées au développement touristique avec le développement d'activités d'eau vive. Sur l'Issole, les usages paraissent plus limités.

Les prélèvements d'eau à usage agricole ou non sont encore assez nombreux notamment sur le cours de l'Issole : 20 ASA y étaient dénombrées en 2001.

Sur le plan piscicole, le nombre d'ouvrages infranchissables, type seuil ou barrage, est plus important sur le Caramy que sur l'Issole limitant davantage les possibilités de migration du poisson alors que les débits et niveaux d'eau y sont moins pénalisants.

Moins d'une vingtaine de stations d'épuration se rejettent directement ou indirectement dans le Caramy et l'Issole.

L'ARC

L'Arc est long de 85 kms. Il prend sa source en limite du Var et se jette dans l'étang de Berre. Soumise à un climat méditerranéen, la rivière présente des étiages prononcés, allant jusqu'à l'assèchement complet de certains affluents et des crues importantes (le débit de crue décennale est estimé à 200 m^3/s, à l'entrée dans la plaine d'Aix-en-Provence, et à 700 m^3/s au débouché dans l'étang de Berre).

Parmi ses principaux affluents, on peut citer la Torse, la Luynes, le Ruisseau du Malvallat, le Vallat Marseillais ou encore le Grand Torrent. Le bassin versant de l'Arc est caractérisé par des milieux humides de grande qualité qui constituent une véritable richesse écologique pour l'Arc et ses affluents. Le développement faunistique et floristique est assuré principalement par certains affluents, aux eaux de bonne qualité, qui constituent de véritables réservoirs biologiques.

Peu de prélèvements directs sont effectués dans l'Arc. Les apports en eau domestique, industrielle et agricole proviennent de l'extérieur du bassin, via en particulier les réseaux de la Société du Canal de Provence. En revanche, le cours d'eau reçoit de très nombreux rejets domestiques et industriels, à l'origine d'importants problèmes de pollution.

D'un point de vue qualitatif, sur les premiers kilomètres, la qualité de l'eau est bonne. Elle se dégrade tout au long de son trajet pour devenir polluée à l'aval d'Aix-en-Provence. Des progrès ont récemment été observés, et depuis 2008, la qualité de l'Arc au niveau d'Aix en Provence est bonne pour la plupart des paramètres physico-chimiques, excepté le phosphore, où la qualité reste moyenne à médiocre.

Le risque d'inondation est très présent sur le bassin, il est aggravé par le développement urbain qui s'est fait au détriment du champ d'inondation. La surface inondable communale sur le bassin versant de l'Arc est estimée à 1 337 ha (pour une crue centennale, associé à des débordements en terrasses et au ruissellement).

LA DURANCE

Longue de 305 kilomètres, la Durance est le second plus grand affluent du Rhône (après la Saône) et la première rivière torrentielle de France. Elle possède un bassin versant d'une superficie de 14 225 km^2 qui occupe 45% de la surface de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le territoire de la commune se situe pour une toute partie dans la zone de la Basse Durance, sans aucun linéaire de cours d'eau.

Les eaux de la Durance sont principalement utilisées pour :

- l'alimentation en eau potable de plusieurs communes en aval (canal de Marseille – prise d'eau de St Estève Janson : 15 m^3/s) ;
- l'irrigation des terres agricoles à partir du canal EDF ;
- la production d'électricité (4ème bassin énergétique français).

La Durance est également reconnue comme une rivière de pêche et de loisir.

Sur la base du schéma d'aménagement déjà existant, un contrat de rivière du Val Durance a été signé en novembre 2008, pour concilier les impératifs d'usage et de protection et préservation du milieu et du patrimoine naturel. Il est porté et animé par le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD).



Un paysage typique du bassin versant de la Basse Durance

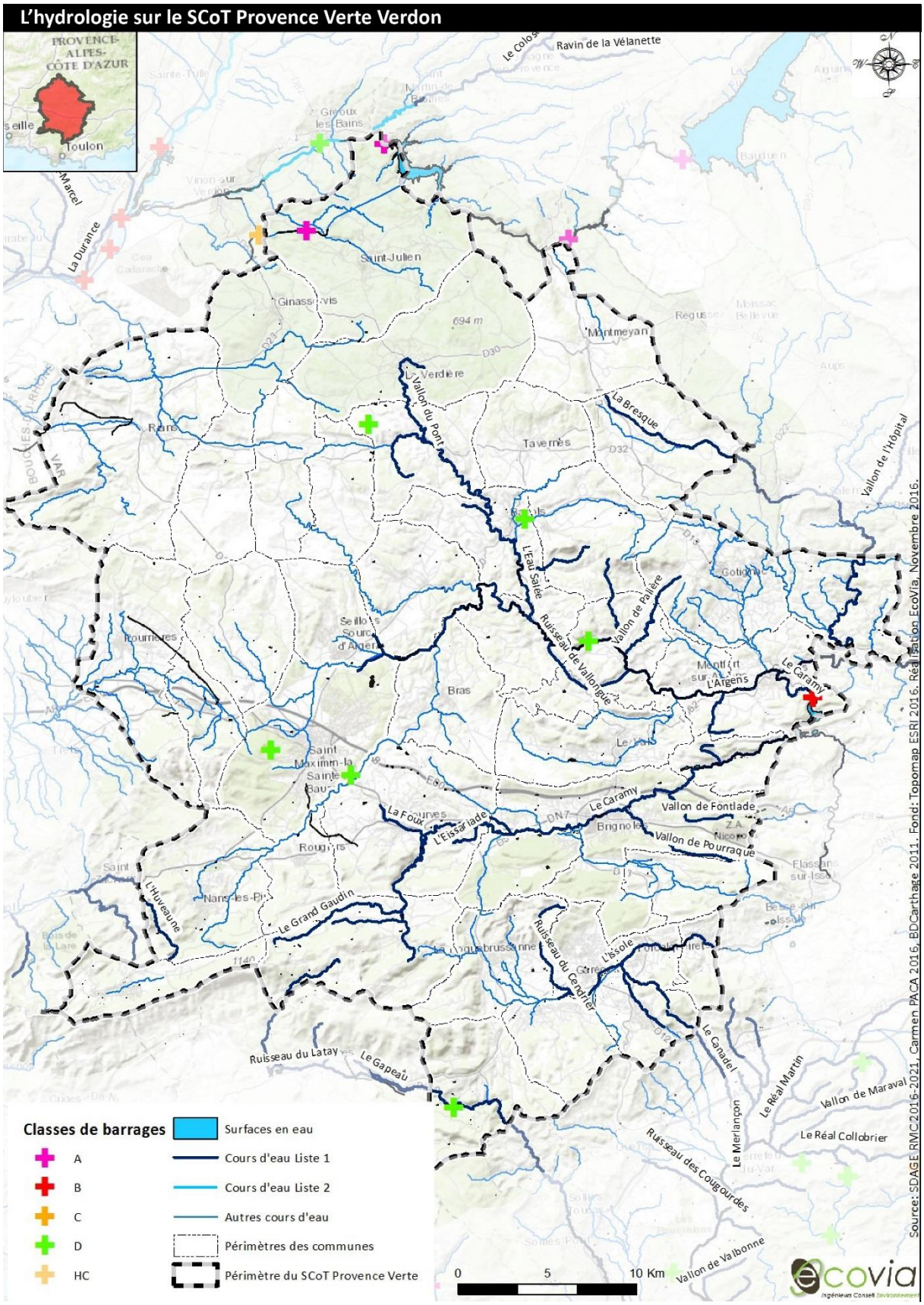


Figure 42 : Carte Hydrologie de la Provence Verte Verdon

Légende : Il existe plusieurs types de barrages allant de la classe A (la plus importante) à la classe D (la moins importante), en fonction de la hauteur par rapport au terrain naturel et du volume d'eau retenue. Suivant le classement de leur ouvrage, les gestionnaires de barrage sont tenus de réaliser diverses obligations réglementaires d'entretien et de surveillance. Ces mesures sont proportionnées en fonction de la classe des ouvrages. Les critères permettant de déterminer la classe sont fixés à l'article R.214-112 du code de l'environnement. A noter néanmoins que le décret du 12 mai 2015 a modifié le décret du 11 décembre 2007 notamment pour ce qui concerne le classement des barrages. Les barrages sont désormais répartis en trois classes, en fonction de deux paramètres géométriques qui sont la hauteur H du barrage au-dessus du terrain naturel et le volume d'eau dans le réservoir (le volume V est exprimé en millions de mètres cube). Ces deux paramètres permettent notamment de calculer un paramètre K = H^2 x $\sqrt{V}$. Les barrages de ***classe A****, les plus importants, comprennent tous les barrages de hauteur supérieure ou égale à 20 m et qui respectent en outre la condition K ≥ 1500. Les barrages de* ***classe B****, de hauteur supérieure ou égale à 10 m, respectent en outre la condition K ≥ 200. Les barrages de* ***classe C*** *ont une hauteur d'au moins 5 mètres et retiennent, quand ils sont pleins, un volume d'eau suffisant pour que K ≥ 20. Relèvent également de la même classe les barrages de hauteur supérieure à 2m, qui retiennent aussi plus de 0,05 millions de m^3 d'eau et pour lequel il existe au moins une habitation à moins de 400 m à l'aval du barrage. Toutefois les données n'ont pas encore été actualisées sur le site de la DREAL. Il semblerait néanmoins qu'au-delà de la classe C, les autres barrages sont considérés comme non classes au sens du dernier décret (cela concernait donc les barrages de classe D presents sur le territoire du SCoT de la Provence Verte). (Source : www.barrages-cfbr.eu).*

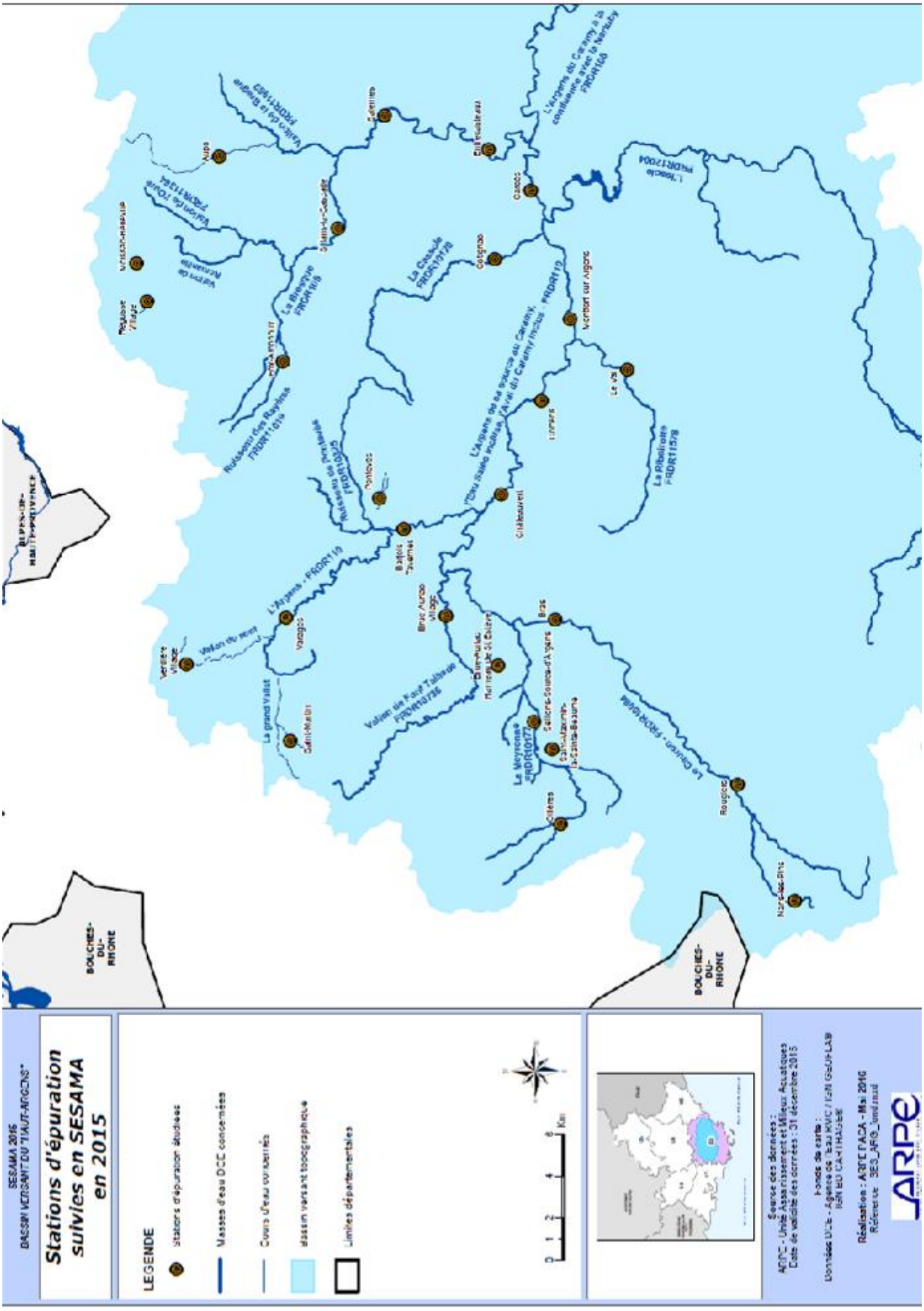


Figure 43 : Carte des stations d'épuration suivies en SESAMA 2015

Qualité des eaux

In suivi SESAMA – ARPE 2011

La qualité globale des cours d'eau ne semble pas fortement altérée par le fonctionnement des stations d'épuration même si des impacts ont été relevés sur les milieux récepteurs proches de certaines stations (La Celle, sur le Caramy et La Roquebrussanne, Néoules, Rocbaron-Forcalqueiret, Sainte Anastasie, sur l'Issole)

Ces impacts sont plus sensibles sur l'Issole qui est affectée par des étiages plus sévères.

Tableau : Les autres fleuves et cours d'eau majeurs du territoire

Rivière	Communes concernées	Enjeux du SDAGE
Arc (de sa source à la Cause)	Pourcieux Pourrières une partie de Saint-Maximin-la Sainte-Baume	zone sensible faisant l'objet d'obligations règlementaires en application de la directive sur les eaux résiduaires urbaines. Enjeu particulier de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle.
Huveaune	Plan d'Aups-Sainte-Baume Nans-les-Pins	milieu prioritaire pour la mise en place d'une démarche de gestion concertée « rivière » en vue de l'atteinte du bon état des eaux
Gapeau	Méounes-lès-Montrieux	- Identification du ruisseau du Latay prenant naissance sur la commune de Mazaugues en tant que « réservoir biologique ». - bassin versant sur lequel un SAGE est nécessaire (au plus tard fin 2015) pour atteindre les objectifs de la directive Cadre sur l'Eau - bassin versant inscrit en zone sensible à l'eutrophisation - BV classé en zone de répartition des eaux du fait de l'insuffisance chronique des ressources en eau par rapport aux besoins. Les prélèvements y sont réglementés de façon stricte
Verdon	Saint-Julien	- - préservation de l'équilibre quantitatif en matière de prélèvements - amélioration de la gestion hydraulique des ouvrages.
Caramy	Mazaugues (source), Tourves, La Celle, Brignoles, Vins-sur-Caramy, Carcès	-
Issole	Mazaugues, La Roquebrussanne, Néoules, Garéoult, Forcalqueiret, Sainte-Anastasie-sur-Issole,	-

III.1.2 Les lacs (retenues d'eau) de la Provence Verte Verdon

Le territoire du SCoT de la Provence Verte Verdon comporte également deux lacs servant également à l'alimentation en eau potable de certaines communes du SCoT ainsi qu'en dehors du territoire (commune de Toulon par exemple) à savoir le **lac de Carcès** et le **lac d'Esparron**.

Le lac de Sainte-Suzanne (ou retenue de Carcès), dont le barrage date de 1934, est la propriété de la ville de Toulon. Ce captage a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 3 juillet 1992. Il s'agit là d'une étendue d'eau de plus de 100 hectares qui se trouve aux abords immédiats du

village de Carcès et de la commune de Cabasse. Ce lac, situé à plus de 170 mètres d'altitude, est alimenté par 6 rivières différentes.

En moyenne, les prélèvements effectués par la Ville de Toulon pour ses besoins et ceux d'autres collectivités de l'agglomération sont aujourd'hui de l'ordre de 18 millions de m^3/ an, soit 3 fois le volume de la retenue. Compte tenu des volumes en jeu, il s'agit là d'une ressource fondamentale pour l'alimentation en eau potable à l'échelle départementale.

L'état des lieux de 2013 indique ainsi que pour cette masse d'eau « fortement modifiée » (FRDL108) l'état chimique (avec et sans ubiquistes) et écologique sont BON. L'objectif de bon potentiel qu'il s'agisse de l'état écologique ou chimique était fixé à 2015 dans les deux cas et n'a pas été reconduit à une date ultérieure.

La retenue de Carcès a été répertoriée comme captage prioritaire pour la lutte contre les pollutions diffuses par le Grenelle de l'Environnement et par le SDAGE. En effet, la restauration de la qualité des eaux brutes des captages d'eau potable à l'échelle de leurs aires d'alimentation est une priorité nationale pour assurer une eau potable de qualité et limiter au maximum le recours à un traitement de l'eau avant distribution.

Ce captage avait été classé en tant que prioritaire suite à des pollutions chroniques par des produits phytosanitaires (herbicides, insecticides, fongicides etc.) alors même qu'il alimente plus de 400 000 habitants de l'aire toulonnaise.

De ce fait, une démarche de reconquête de la qualité des eaux du lac a été lancée par l'Etat, formalisée par :

1) un arrêté préfectoral en date du 6 mai 2010 portant sur la délimitation des zones de protection de l'Aire d'Alimentation du Captage (AAC) ainsi que sur la délimitation d'une Zone Soumise à des contraintes environnementales qui concernent ainsi 17 communes dont 14 appartiennent à la Provence Verte.

2) un arrêté préfectoral en date du 5 mars 2012 « approuvant le programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les produits phytosanitaires du captage du lac de sainte Suzanne » et portant modification du périmètre de son aire d'alimentation. L'objectif de la démarche est donc de maintenir les concentrations en produits et résidus phytosanitaires en dessous de 0,1 µg/l par substance (seuil sanitaire fixé pour l'eau potable par la réglementation).

Ce programme a été mis en œuvre sur une base volontaire et contractuelle pendant 3 ans. A l'expiration de ce délai, tout ou partie des mesures agricoles pourront être rendues obligatoires par arrêté préfectoral dans le cas où les objectifs de mise en œuvre des actions ne seraient pas atteints.

Le programme d'actions porte sur :

- La suppression de pollutions ponctuelles : mise aux normes des bornes de remplissage et aires de lavage utilisées par les exploitants agricoles, mise aux normes des points d'eau et puits
- La réduction des pollutions diffuses par :
    - le strict respect des zones non traitées (5 mètres minimum au voisinage des points d'eau) ;
    - la modification des pratiques agricoles : réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, développement de l'agriculture biologique pouvant bénéficier de mesures agroenvironnementales ; sens des labours, maintien de la couverture hivernale des sols, … ;

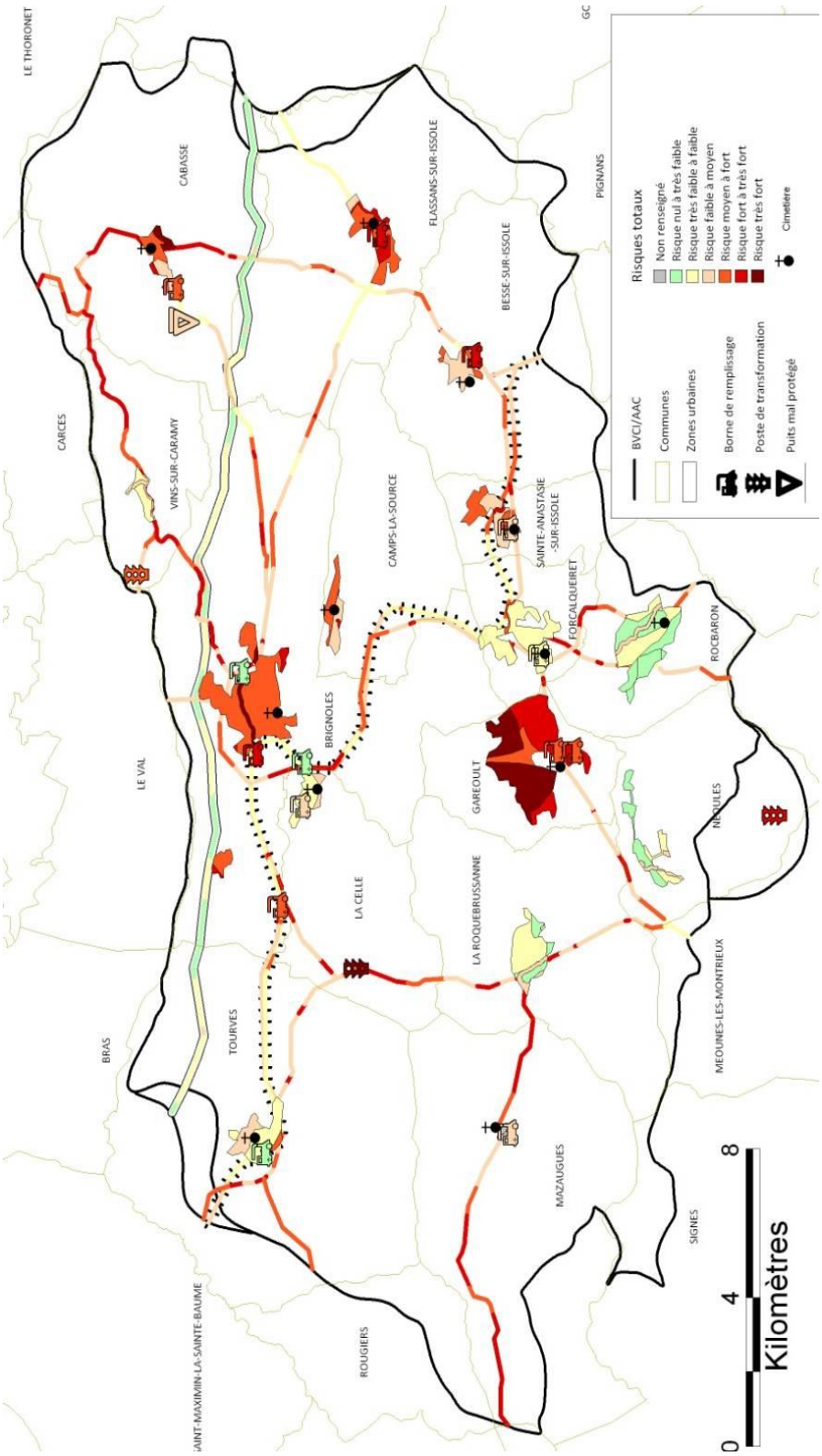
- la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires par les collectivités ;
- dans les zones à risque moyen ou fort, en secteur agricole ou non : l'implantation de zones tampons, d'une largeur de 5 mètres minimum, consistant en des bandes enherbées ou boisées et des haies, le long des cours d'eau et le long des chemins proches des cours d'eau (chemins situés à moins de 100 mètres des cours d'eau, distance portée à 200 mètres dans les zones de pente) ;
- la sensibilisation de la population, des caves, des revendeurs de produits phytosanitaires.

Ce plan d'eau, de loin le plus vaste du territoire, n'a quasiment pas de retombées locales excepté peut-être le petit parc de loisirs du lac. La possibilité d'y développer des usages de loisirs et d'en faire un lieu d'accueil d'actions pédagogiques sur le thème de la gestion de l'eau mérite d'être étudiée, dans le respect du milieu et surtout en tenant compte de la qualité chimique (problèmes de qualité récurrents) et quantitative (étiages sévères). Ce pourrait être une sorte de contrepartie aux efforts supportés par le territoire pour améliorer la qualité des eaux du lac au bénéfice des habitants de l'agglomération Toulonnaise.

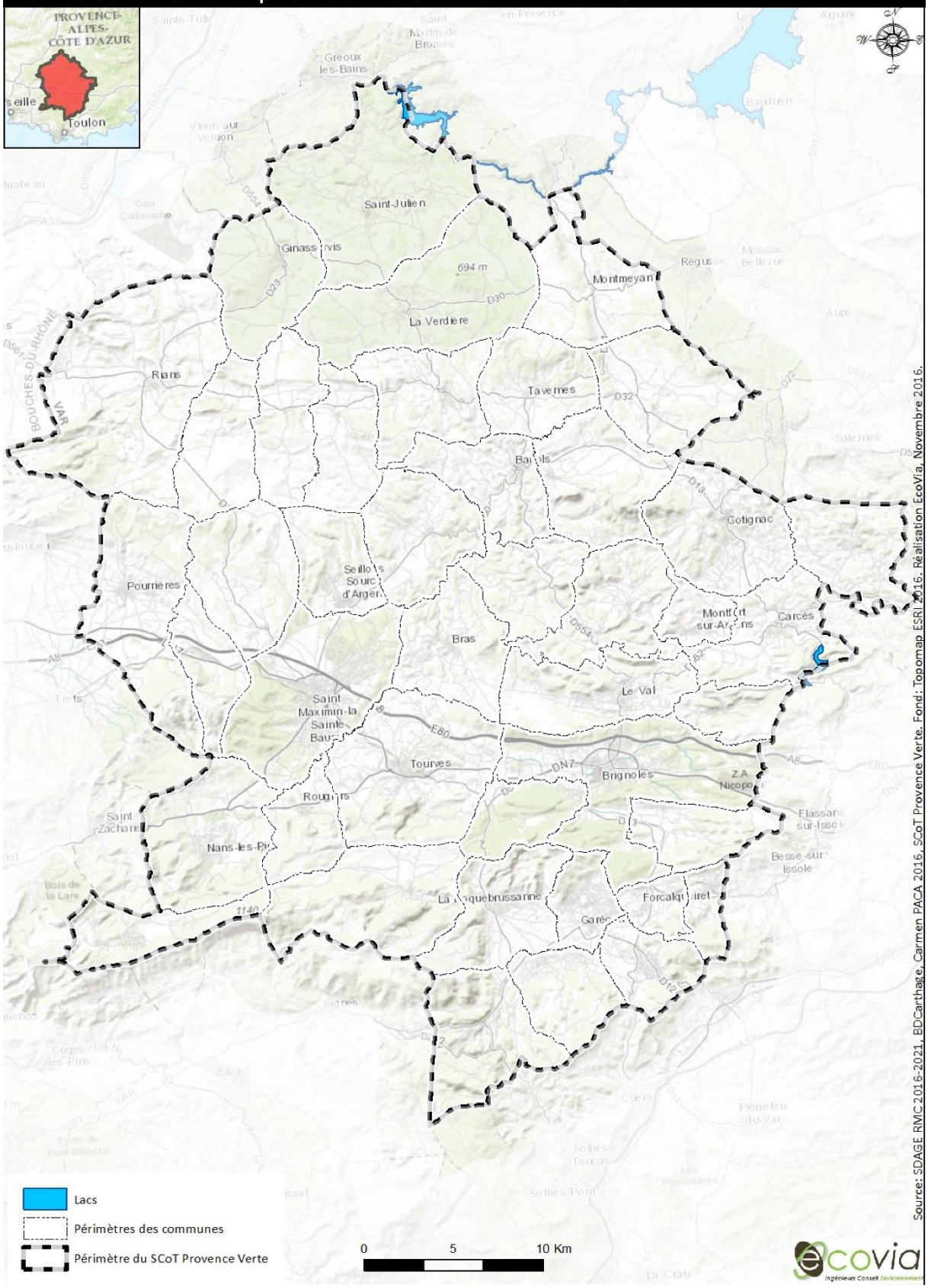
Un second lac est également présent sur le territoire du SCoT de la Provence Verte, il s'agit du **lac d'Esparron (FRDL89)**. Il s'agit là d'une retenue d'eau artificielle mise en eau en 1967, à la suite de la construction du barrage de Gréoux, sur le cours du Verdon. Il est situé près du village d'Esparron-de-Verdon et de celui de Saint-Julien (limite communale). La profondeur maximale de 55 m se mesure à l'aplomb du barrage. Sur cette même rive, à proximité de la Plage de St-Julien, se trouve la première des deux imposantes prises d'eau qui participent à l'alimentation du canal de Provence. L'eau passe ensuite par la Galerie des Maurras et d'autres galeries et canaux ouverts pour rejoindre le Canal de Provence près de Rians.

L'état des lieux de 2013 indique ainsi que pour cette masse d'eau « fortement modifiée » (FRDL108) l'état chimique (avec et sans ubiquistes) et écologique sont bons. L'objectif de bon potentiel qu'il s'agisse de l'état écologique ou chimique était fixé à 2015 dans les deux cas et n'a pas été reconduit à une date ultérieure.

Le périmètre de l'aire d'alimentation du captage du lac de Sainte Suzanne



Les lacs ou retenues d'eau présents sur le SCoT Provence Verte Verdon



Ressources en eau

La mise en place d'une préservation durable des masses d'eau (qu'elles soient souterraines ou superficielles) destinées à répondre aux besoins futurs en eau potable est un enjeu majeur découlant des exigences de la Directive Européenne Cadre sur l'Eau.

Cela concerne ainsi :

- des ressources souterraines majeures que le SDAGE identifie sous la forme de grandes entités ;
- des captages dégradés présentant un fort enjeu tels que la retenue de Carcès (ou lac de Sainte-Suzanne) ;
- les captages publics d'eau potable locaux.

L'alimentation en eau potable des communes de la Provence Verte doit être adaptée en permanence pour répondre aux exigences de qualité et aux perspectives d'augmentation de la population à court et moyen termes.

➢ Les masses d'eau superficielles et leurs états écologique et chimique (avec et sans ubiquistes[5])

Source : état des lieux 2013 du SDAGE RMC/SDAGE RMC 2016-2021/rhône-méditerranée.eaufrance.fr

Au titre de la directive cadre sur l'eau, l'unité d'évaluation de l'état des eaux et des objectifs à atteindre est la masse d'eau (souterraine ou superficielle).

Le SDAGE Rhône-Méditerranée (projet 2016-2021) énonce ainsi que « La masse d'eau correspond à tout ou partie d'un cours d'eau ou d'un canal, un ou plusieurs aquifères, un plan d'eau (lac, étang, retenue, lagune), une portion de zone côtière. Chacune des masses d'eau est homogène dans ses caractéristiques physiques, biologiques, physico-chimiques et son état. ».

L'état d'une masse d'eau est qualifié par :

- L'état **chimique** et l'état **écologique** pour les eaux **superficielles** ;
- L'état **chimique** et l'état **quantitatif** pour les eaux **souterraines**.

D'après le SDAGE Rhône Méditerranée, le territoire du SCoT Provence Verte Verdon est concernée par 39 masses d'eaux superficielles qui sont listées dans le tableau ci-dessous avec le bon état écologique et chimique (avec et sans ubiquistes), les objectifs d'atteinte du bon état, la date d'échéance du bon état pour chaque bassin-versant et chacun des cours d'eau identifiés par le SDAGE RMC et qui sont présents sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon figurent au sein du tableau ci-dessous.

[5] **Le caractère ubiquiste** (que l'on peut rencontrer dans des milieux écologiques très différents) de certaines substances signifie qu'elles sont susceptibles d'être détectées pendant des décennies dans l'environnement aquatique, y compris à des concentrations qui pourraient présenter un risque significatif, même si des mesures rigoureuses visant à réduire ou éliminer leurs émissions ont déjà été prises (EC, 2013). Ces substances regroupent notamment le mercure, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), des composés perfluorés ou encore des PCB de type dioxine en plus d'autres substances.

Tableau : Qualité des cours d'eau présents sur le territoire du SCoT de la Provence Verte Verdon par sous-bassins versants

Sous-bassins versants	Etat écologique 2013	Code masses d'eau	Libellé masses d'eau	Objectif d'état des eaux	Date d'échéance atteinte du bon état écologique	Paramètre faisant l'objet d'une adaptation	Etat chimique avec et sans ubiquistes 2013	Date d'échéance atteinte du bon état chimique	
								SANS ubiquistes	AVEC ubiquistes
Argens	BON	FRDR10080	rivière le grand gaudin	Bon état	2015	-	BON	2015	2015
		FRDR10084	rivière le cauron						
		FRDR10120	ruisseau la cassole						
		FRDR10325	ruisseau de pontevès						
		FRDR10659	ruisseau de cologne						
		FRDR10726	ruisseau de l'escarelle						
		FRDR10736	vallon de font taillade*						
		FRDR10832	rivière le val de camps						
		FRDR10966	vallon du pont*						
		FRDR11008	vallon des rocas						
		FRDR11019	ruisseau des rayères						
		FRDR11364	vallon de l'oure						
		FRDR11533	vallon de robernier						
		FRDR11578	ruisseau la ribeirotte						
		FRDR12004	rivière l'issole						
		FRDR12096	le grand vallat						
	MOYEN	FRDR10177	ruisseau la meyronne	Bon état	2021	matières organiques et oxydables			
		FRDR108	L'Argens du Caramy à la confluence avec la Nartuby		2027	continuité, morphologie, pesticides, substances dangereuses, hydrologie			
		FRDR109	La Bresque			continuité, hydrologie			
		FRDR111	Le Caramy			continuité, pesticides, substances dangereuses, matières organiques et oxydables, hydrologie			

	MEDIOCRE	FRDR110	L'Argens de sa source au Caramy, l'Eau Salée incluse, l'aval du Caramy inclus			continuité, hydrologie			
Huveaune	MOYEN	FRDR122	L'Huveaune de sa source au Merlançon	bon état	2027	continuité, morphologie, matières organiques et oxydables, hydrologie	BON	2015	2015
		FRDR10831	ruisseau le Naï			morphologie, hydrologie			
		FRDR114a	Le Gapeau de la source au Rau de Vigne Fer			continuité, matières organiques et oxydables, hydrologie	bon (sans ubiquistes) mauvais (avec ubiquistes)	2027	
		FRDR11527	ruisseau du Latay		2021	-	BON	2015	
	MEDIOCRE	FRDR10586	rivière le Meige Pan		2027	morphologie, hydrologie			
Arc Provençal	MEDIOCRE	FRDR10004	Aubanede*	bon état	2027	morphologie, pesticides			
		FRDR10538	ruisseau de Saint-Pancrace			morphologie, pesticides			
		FRDR131	L'Arc de sa source à la Cause			pesticides, matières organiques et oxydables			
		FRDL112	lac du Bimont	bon potentiel	2015	-			
		FRDL113	bassin de Réaltor		2021	A confirmer			
Basse Durance	MOYEN	FRDR10781	ruisseau le réal deJjouques	Bon état	2027	continuité			
	BON	FRDR11659	ruisseau l'Abéou		2015	-			
Verdon	BON	FRDR11297	ruisseau le Beau Rivé	bon état	2015	-			
		FRDR11994	ruisseau de Boutre						
		FRDR12059	ravin de Malaurie						
		FRDR2028	Le Verdon du Riou du Trou au plan d'eau						
	MOYEN	FRDR250b	Le Verdon du Collostre au retour du tronçon court-circuité	bon potentiel	2021	continuité, morphologie			
		FRDR251	Le Colostre de sa source à la confluence avec le Verdon	bon état	2027	continuité, morphologie, pesticides, matières organiques et oxydables			

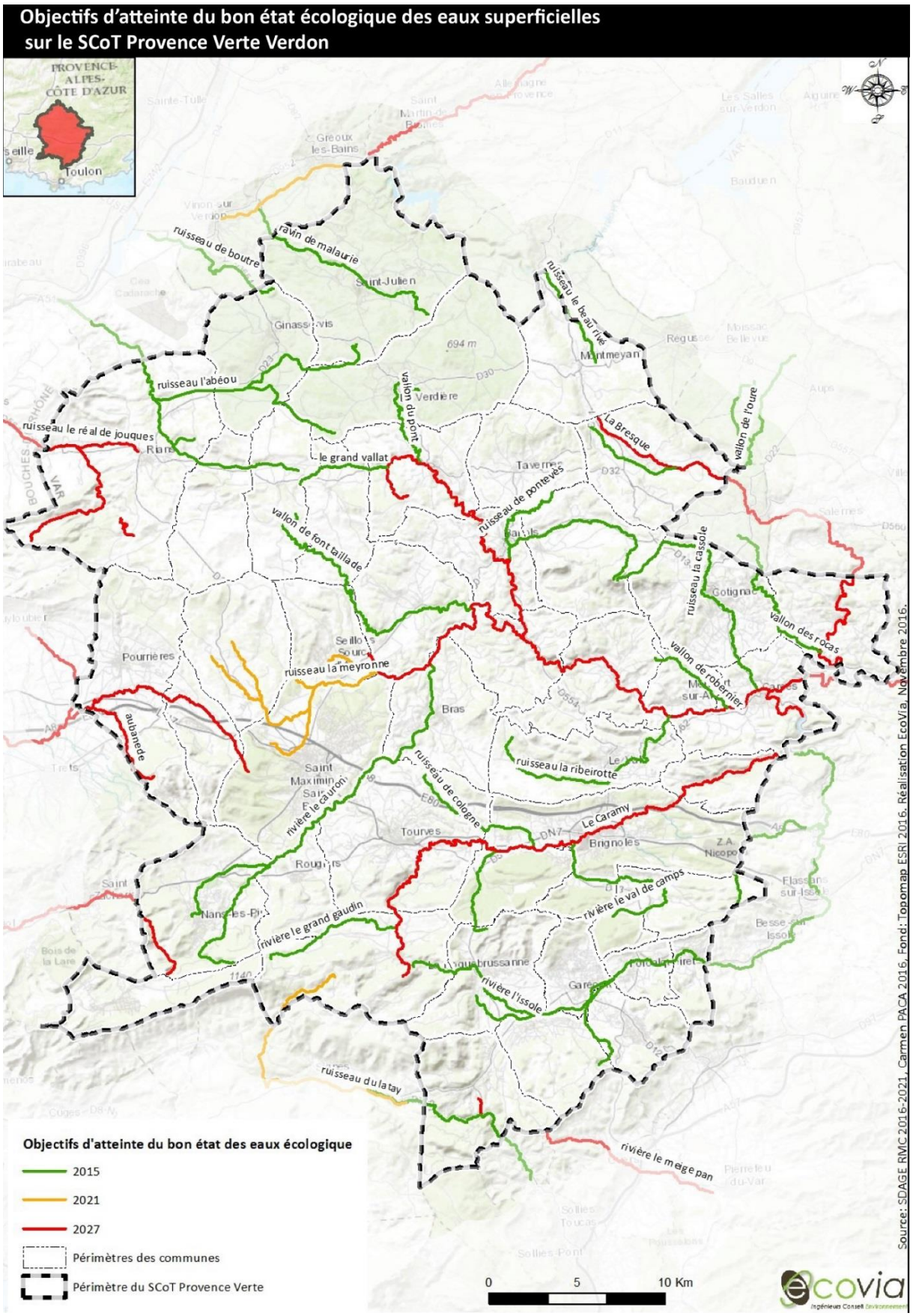


Figure 44 : Carte des objectifs d'atteinte du bon état écologiques des eaux superficielles

➢ Volume prélevable sur le bassin versant de l'Argens

L'ensemble des données présentées ci-après provient d'une étude Agence de l'Eau RMC.

Le bassin versant de l'Argens recouvre 88 communes (270 000 habitants) et présente une superficie de 2730 km², soit près de 50 % du département du Var (6032 km²). Les cours d'eau principaux sont l'Argens, la Nartuby, la Bresque, l'Issole et le Caramy, totalisant un linéaire de 1750 km. Le bassin versant est principalement calcaire sur l'amont et la moyenne vallée, qui renferme des aquifères karstiques, tandis que la partie aval du bassin correspond au socle cristallin.



Le SDAGE Rhône-Méditerranée a identifié le bassin de l'Argens et sa nappe alluviale comme étant en déséquilibre quantitatif, justifiant la conduite d'une étude des volumes prélevables sur ce territoire.

Les objectifs de l'étude sont de définir les volumes maximum prélevables et les débits objectifs aux points stratégiques définis par le SDAGE sur ce territoire, dans le but de garantir le bon fonctionnement des milieux, nécessaire à l'atteinte des objectifs « état des masses d'eau », tout en conciliant la pérennité des principaux usages (alimentation en eau potable, irrigation).

Un bassin versant à la situation contrastée

Le cours de l'Argens connaît des étiages relativement peu sévères, notamment liés à l'inertie du système karstique. La situation est différente sur les affluents pouvant présenter des assecs naturels et sur lesquels la pression relative des prélèvements est plus importante.

Ce bassin-versant dispose d'un réseau de suivi des débits important, tant spatialement (12 stations), que temporellement (20 années de mesures). Il présente également la particularité de possibilité de stockage (retenue de Ste Suzanne) permettant de lisser l'impact des prélèvements dans le temps.

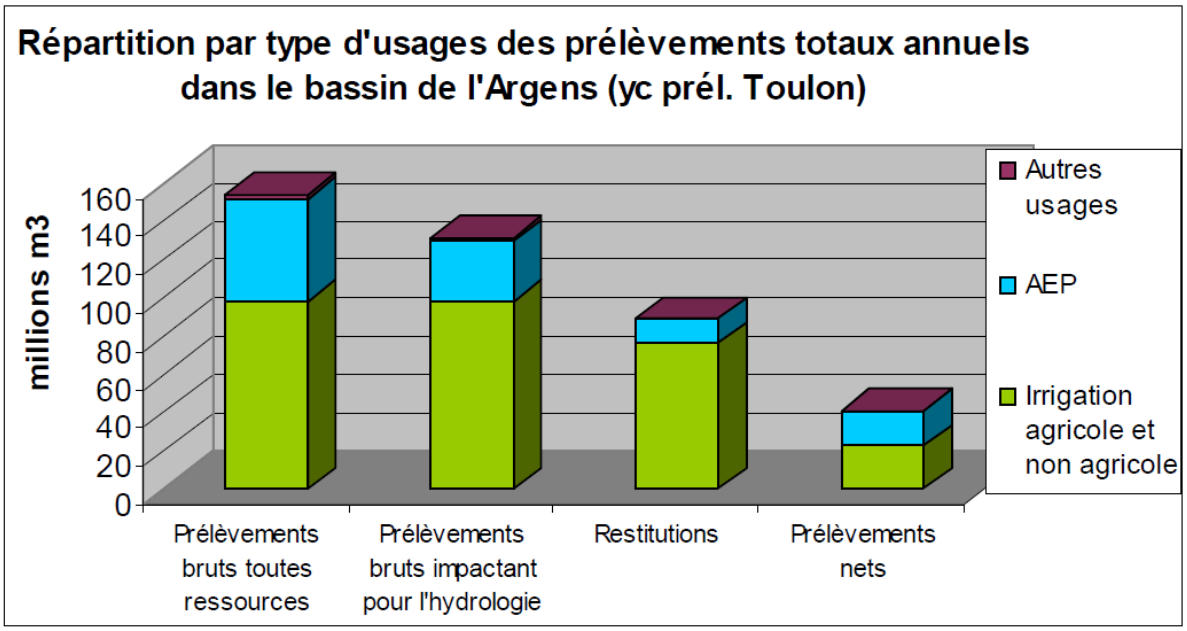
La pression sur la nappe alluviale de l'Argens est liée exclusivement à l'usage alimentation en eau potable. La nappe se décompose en deux secteurs présentant des fonctionnements et caractéristiques distincts :

- la basse vallée (à l'aval du Muy), bénéficiant de plusieurs décennies de suivi fonctionnel dans le cadre de son exploitation (40 ouvrages sur 20 ans),
- la moyenne vallée (gorges de l'Argens en amont du Muy), pour laquelle les éléments de connaissance sont plus faibles et sont à acquérir (20 ouvrages sur 10 ans).

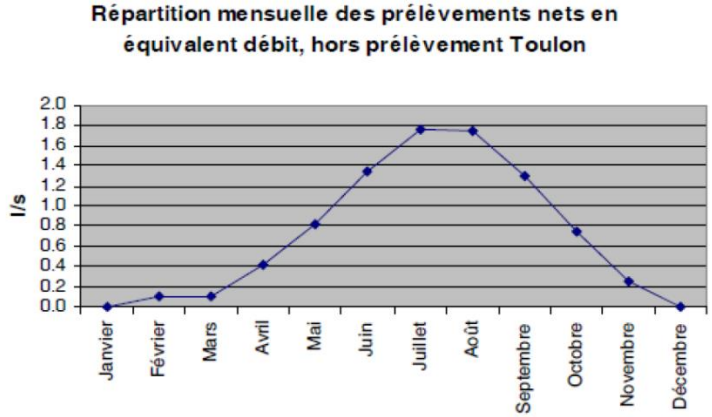
Des prélèvements aux impacts hétérogènes

La sollicitation de la ressource superficielle de l'Argens en pointe estivale est de 60 % de la ressource naturelle, réduite à 40% en prenant en compte le déstockage du barrage de Ste Suzanne (qui approvisionne l'agglomération de Toulon, le SIAE Est de Toulon…).
Les usages principaux sont l'Alimentation en Eau Potable (AEP), et l'irrigation agricole et non-agricole). Les prélèvements pour les autres usages (industries et assimilés) sont très faibles.

- ✓ Le prélèvement net global à l'échelle du bassin s'élève à 41 millions de m3 par an, en prenant en compte le prélèvement dans la retenue de Ste-Suzanne, répartis à 54 % pour l'irrigation et 45% pour l'AEP (graphe cidessous) ;



- ✓ Les prélèvements pour l'alimentation en eau potable constituent les usages majoritaires sur le bassin versant du Carami et sur la nappe alluviale de l'Argens ;
- ✓ Les prélèvements pour l'irrigation sont importants sur le bassin versant de la Bresque et de l'Issole ;
- ✓ Les prélèvements nets sont plus importants en été (graphe ci-dessous).



Le diagnostic quantitatif : certains affluents de l'Argens et la nappe alluviale de la basse vallée sont en déséquilibre

L'analyse de la situation d'équilibre se fait à partir de l'hydrologie naturelle reconstituée, des besoins des milieux identifiés à partir des débits biologiques et de l'évaluation des prélèvements des différents usages.

Les volumes prélevables correspondent à l'écart entre les débits naturels et les débits biologiques.

Les Débits Biologiques (DB, graphe page suivante), sont définis sur la base de l'analyse des caractéristiques physiques et biologiques des cours d'eau et sur la prise en compte des débits naturels reconstitués. La méthode utilisée Estimhab, développée par l'IRSTEA, permet d'évaluer l'évolution de la surface utilisable par l'espèce piscicole cible (ou le groupe d'espèces) pour chaque station considérée, en fonction du débit.

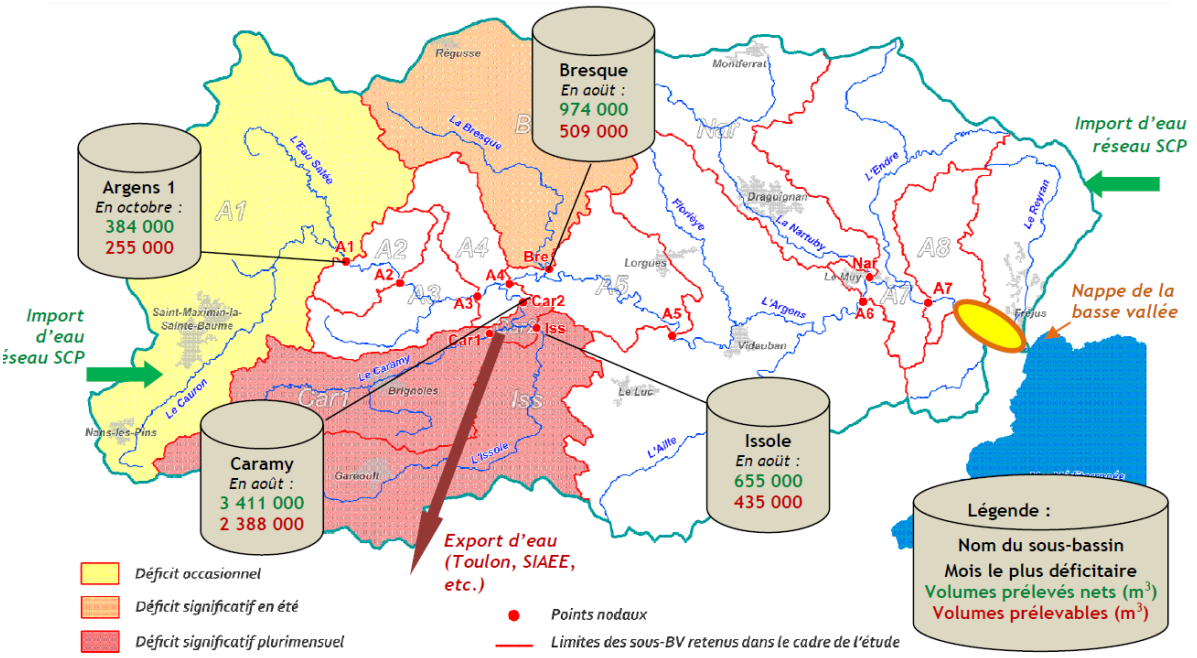
- Les résultats : A l'échelle de l'ensemble du bassin versant de l'Argens, il n'existe pas de déséquilibre quantitatif : la ressource globale naturelle avec l'effet du stockage du barrage de Sainte-Suzanne est suffisante pour respecter les objectifs de bon état écologique et la satisfaction des usages 8 années sur 10.
- Le prélèvement net total sur le bassin pour juillet et août est de 15 Mm3 et le volume prélevable global de 17,7 Mm3/an, en tenant compte du stockage dans la retenue de Ste Suzanne (5 Mm3). Cependant, cette situation est contrastée dans le temps (répartition mensuelle) et dans l'espace (par bassins-versants).
- Certains sous-bassins présentent un déséquilibre sur certaines périodes de l'année entre ressource disponible et prélèvements : la partie amont de l'Argens, la Bresque, le Caramy dont l'Issole.
- L'étude confirme le déséquilibre quantitatif de la nappe alluviale de la basse vallée pour la période 2004-2008, marquée notamment par une nette augmentation des chlorures des eaux souterraines ; elle fait ressortir sa fragilité et la nécessité d'un système de gestion adapté.

Pour faire face à cet état de fait, des objectifs de réduction des prélèvements sont établis pour chaque sous-bassin en déséquilibre. Ils doivent permettre de respecter les volumes prélevables, pour chacun des sous-bassins-versants concernés :

- ✓ Sur l'Argens amont, le déséquilibre ne concerne que le mois d'octobre ; une baisse des prélèvements des canaux en hiver permettrait de le résoudre.
- ✓ Sur le Caramy, le respect des volumes prélevables conduirait pour les mois d'étiage (juin – octobre) à réduire les prélèvements globaux de 30 %, en diminuant à la fois les prélèvements dans la retenue de Ste Suzanne et ceux des canaux d'irrigation.
- ✓ Sur l'Issole, le déséquilibre quantitatif (68%) concerne une longue période : février et mars en lien avec les étiages hivernaux, et de juillet à novembre avec les étiages estivaux se prolongeant en automne. Les canaux représentant 95 % du prélèvement net total annuel, les efforts seraient à porter principalement sur cet usage.

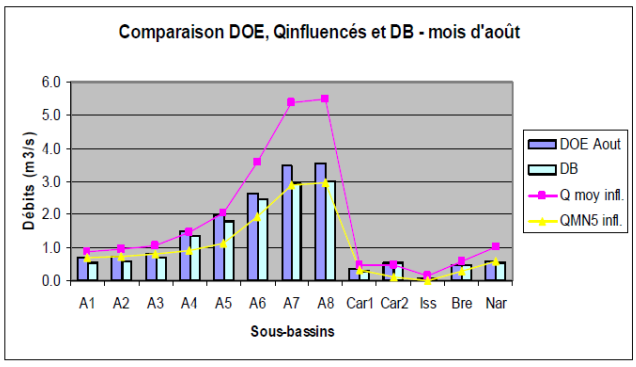
Synthèse des objectifs quantitatifs

Les volumes prélevables pour chaque sous-bassin versant sont présentés ci-dessous. Ils doivent permettre le respect permanent du bon état écologique du cours d'eau et la satisfaction, en moyenne 8 années sur 10, de l'ensemble des usages.



- Eaux superficielles : les Débits Objectifs d'Etiage (DOE, tableau ci-dessous), établis pour chaque point nodal, seront utilisés pour la gestion structurelle de l'eau sur l'ensemble du bassin versant. Ils correspondent à des situations pour lesquelles il y a équilibre entre les prélèvements et les ressources et le bon fonctionnement des milieux aquatiques ; le graphe ci-dessous illustre, pour le mois d'août, les écarts entre l'objectif de gestion (DOE), la situation hydrologique en moyenne (Qmoy) et pour le mois quinquennal sec QMNA5 ainsi que les débits biologiques (DB).

DOE (m³/s)	Localisation	Juillet	Août	Septembre
A1	Chateauvert	0,86	0,69	0,54
A2	Aval Correns	0,91	0,72	0,64
A3	Amont Carcès	1,0	0,79	0,71
A4	Aval Carcès	1,8	1,5	1,5
A5	Seuil Vacquière	2,3	2,0	2,2
A6	Amont du Muy	3,0	2,0	3,6
A7	Roquebrune	4,1	3,5	5,0
A8	Seuil de Verteil	4,2	3,5	5,1
Car1	Vins s/Caramy	0,45	0,38	0,46
Car2	Sortie Carcès	0,55	0,55	0,55
Iss	Cadasse	0,12	0,09	0,09
Bre	Pont-roux	0,55	0,47	0,65
Nart	Le Muy	0,79	0,60	0,91



- Eaux souterraines : Concernant les alluvions de la basse vallée, l'étude conclut à un volume maximum prélevable annuel de 4 Mm3, un débit maximum prélevable instantané de 200 l/s et la nécessité de décliner le volume prélevé par période pluri-mensuelle et par mois (tableau ci-dessous) ; elle définit également les indicateurs de gestion à suivre pour anticiper les situations de sécheresse, ainsi que les niveaux d'alerte (NA) et de crise (NC) pour chaque indicateur : teneurs en chlorures, débit du fleuve Argens, déséquilibre pluviométrique cumulé.

- Pour la nappe alluviale de la moyenne vallée, les données disponibles actuellement ne permettent pas de déterminer le volume maximum prélevable.

Situation de nappe	Période	Volume global par période (m3)	Volume mensuel (m3)
recharge	novembre à février	800 000	200 000
hautes eaux	mars à juin	1 200 000	300 000
moyennes eaux	juillet et août	1 200 000	600 000
basses eaux	septembre et octobre	800 000	400 000

Tableau de synthèse de l'étude volume prélevable sur le bassin de l'Argens (source Agence de l'Eau RMC – 2014)

Caractéristiques du territoire		2720 km2, 270 000 habitants, canaux, retenue de Carcès													
Données TRONCONS		ARGENS 1			ISSOLE			CARAMY				BRESQUE			
		AEP	agricole	industriel	total ARGENS	AEP	agricole	industriel	total ISSOLE	AEP	agricole	industriel	total caramy	AEP	agricole	industriel	total BRESQUE
Volumes prélevés annuels totaux nets (en milliers de m3)		2 197	2 110		4 307	142	3 073		3 215				20 748	137	7 129		7 266
Volumes prélevés nets (en milliers de m3) en période d'étiage : octobre pour Argens 1 et juillet à septembre ou octobre pour les autres tronçons		197	187		384		fermeture canaux d'octobre à mai		1 798				118				2 743
Volumes prélevés par mois (en milliers de m3)	juillet					66	590		656	2 940	1227		4 166				970
	août					65	590		655	2 838	1227		4 065				974
	septembre					36	451		487	1 853	988		2 840				799
	octobre	197	187		384					1 177	673		1 850				
Volumes prélevables totaux nets (en milliers de m3) en période d'étiage : octobre pour Argens 1 et juillet à septembre ou octobre pour les autres tronçons					255 (34%)				1 274				8 897				2 110
Volumes prélevables par mois d'étiage et (% de réduction par rapport aux volumes prélevés) volume exprimé en milliers de m3	juillet								514 (22%)				2 897 (30%)				723 (25%)
	août								435 (33%)				2 826 (30%)				509 (48%)
	septembre								325 (33%)				1 974 (30%)				878
	octobre				255 (34%)								1 200 (35%)				
Points de référence (eau de surface)		Station ARGENS 1 (Chateauvert)				Station ISSOLE (Cabasse)				Station CARAMY 2 (confluence Argens)				Station BRESQUE (Pont-Roux)			
QMNA5 naturel (l/s)		720								850				570			
QMNA5 influencé par les prélèvements actuels (l/s)		540								170				210			
1/10 du module naturel (l/s)		270								280				210			
Débit biologique (l/s) au point de fermeture		540				90				550				470			
DOE (l/s) par mois d'étiage	juillet	860				120				550				550			
	août	690				90				550				470			
	septembre	540				90				550				650			
	octobre	540								640				650			
DCR (l/s)		540				90				550				470			

➢ Volume prélevable sur le bassin versant du Gapeau

Une étude des volumes prélevables a également été menée par l'Agence de l'Eau RMC sur le bassin versant du Gapeau. Toutefois, seule la commune de Méounes est concernée sur le territoire de Provence Verte Verdon. Ainsi, seules les grandes conclusions sont présentées dans le présent état initial de l'environnement.

C'est principalement au niveau du Gapeau à hauteur de Solliès Pont que l'on rencontre des difficultés à satisfaire le débit biologique définit. Des réductions de l'ordre de 10% sont nécessaires en étiage pour permettre de satisfaire le débit biologique défini au niveau de ce point.

Sur le Réal, l'analyse mensuelle ne fait pas apparaitre de déficit, mais les prélèvements actuels sont très proches des volumes maximums prélevables.

Sur la partie du bassin versant comprise de Solliès Pont à la confluence avec le Réal Martin, qui reçoit de nombreux retours (retours des canaux et via stations d'épuration), les prélèvements actuels permettent le respect du débit biologique définis.

Globalement, l'étude conclut donc à l'absence de déficit sur le bassin versant.

Cette conclusion ne signifie toutefois pas l'absence de tension quantitative sur la ressource, ni que des mesures de gestion ne sont pas nécessaires. En effet, localement, des prélèvements bruts importants, (même s'ils sont ensuite associés à des retours importants eux-aussi), peuvent avoir un impact local fort sur le tronçon de cours d'eau court-circuité. De la même façon, l'échelle mensuelle ou saisonnière masque les variations de débit rencontré à l'échelle de la journée ou de quelques jours.

Tableau de synthèse de l'étude volume prélevable sur le bassin du Gapeau (source Agence de l'Eau RMC – 2017)

Bassin versant du Gapeau	AEP	Agricole	Industrie	Total
Volumes moyens prélevés bruts annuels totaux bruts (en millions de m3)	6,5	19,2	0,3	26
Volumes prélevés bruts (en millions de m3) en période d'étiage (juillet à septembre)	2,34	11,5	0,06	13,9
Volumes prélevés bruts par mois d'étiage (en millions de m3)	Juillet	0,83	4,95	0,02	5,8
	Août	0,81	4,57	0,02	5,4
	Septembre	0,7	1,98	0,02	2,7
Volumes maximum prélevables totaux bruts (en millions de m3) en période d'étiage (juillet à septembre)	Réduction de l'ordre de 8% des volumes prélevés sur le Gapeau, gel des prélèvements sur le Réal			

	Gapeau		Réal Martin	
Points de référence (eau de surface)	Station de Solliès Pont	Station Hyères		Station de La Crau
QMNA5 naturel et (Qnat 5 sec en juillet , août et septembre) en (l/s)	393 (585, 521, 318)	540 (810, 711 , 522)	220	(360, 293, 276)
QMNA5 influencé par les prélèvements actuels (l/s)	57	209	89	
DOE (l/s) égal au DB pour l'étiage (juillet à septembre)	110		100	

Points de référence (eau souterraine)		Pz4	Pz5	Pz7	Pz15
Alerte	Piézométrie (mNGF)	0,15	0,15	0,3	0,25
	Conductivité (µS/cm)	3 000	800	1 200	1 000
Crise	Piézométrie (mNGF)	0,05	0	0,2	0,15
	Conductivité (µS/cm)	5 000	1 200	1 600	1 500

➢ Les masses d'eau souterraines et leur état chimique et quantitatif

Les eaux souterraines proviennent de l'infiltration de l'eau issue des précipitations et des cours d'eau. Cette eau s'insinue par gravité dans les pores, les microfissures et fissures des roches, jusqu'à rencontrer une couche imperméable. Là, elle s'accumule, remplissant le moindre vide et formant ainsi un réservoir d'eau souterraine. En revanche dans les aquifères karstiques, les eaux s'engouffrent rapidement dans le sous-sol pour rejoindre des conduits et galeries de drainage souterrain structurés de la même manière que les réseaux hydrographiques de surface. Les eaux cheminent en sous-sol, parfois pendant des dizaines voire des centaines de kilomètres, avant de ressortir à l'air libre, alimentant une source, un cours d'eau ou la mer.
Le territoire du SCoT de la Provence Verte présente sur son territoire un total de 11 masses d'eau de type « affleurante » :

1. FRDG 167 « Massifs calcaires de la Sainte-Baume, du Mont Aurélien et Agnis » (regroupement d'entités disjointes) ;
2. FRDG 139 « Plateaux calcaires des Plans de Canjuers » ;
3. FRDG166 « Massif calcaire de la Sainte-Victoire » ;
4. FRDG168 « Calcaires du bassin de Beausset et du massif des Calanques » ;
5. FRDG169 « Calcaires et dolomies du Muschelkalk de l'avant Pays provençal » ;
6. FRDG170 « Massifs calcaires jurassiques du centre Var » ;
7. FRDG179 « Unités calcaires Nord-Ouest varois (Mont Major, Cadarache, Vautubière) » ;
8. FRDG209 « Conglomérats du plateau de Valensole» ;
9. FRDG210 « Formations variée et calcaires fuvéliens et jurassiques du bassin de l'Arc » ;
10. FRDG213 « Formations gréseuses et marno-calcaires tertiaires dans le bassin-versant de la Basse Durance » ;
11. FRDG215 « Formations oligocènes de la région de Marseille » ;
12. FRDG357 « Alluvions de la moyenne Durance » ;
13. FRDG370 « Alluvions de l'Arc de Berre » ;
14. FRDG520 « Formations gréseuses et marno-calcaires de l'avant Pays-provençal ».

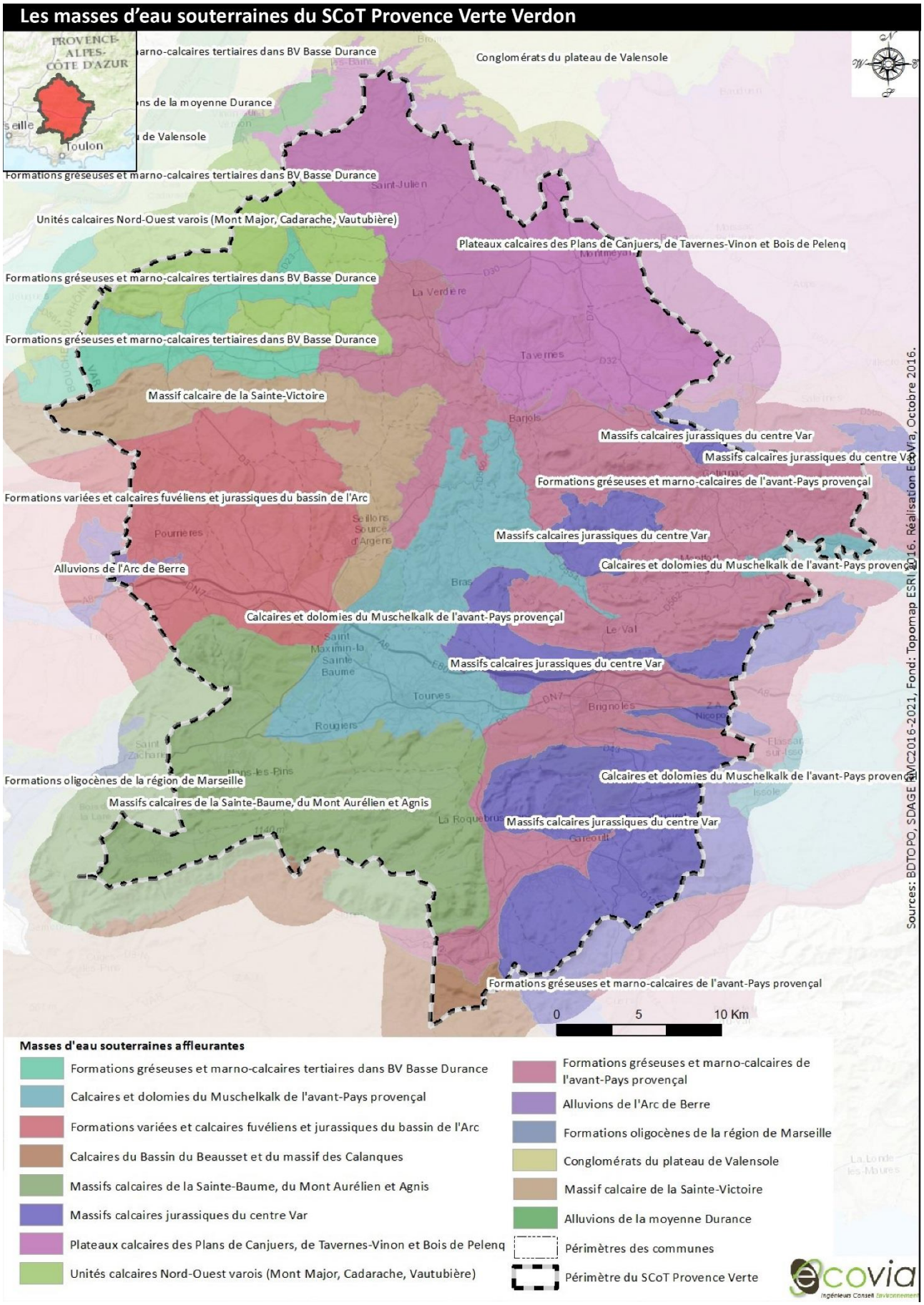
Le SDAGE (disposition 5E-01) a établi une liste de masses d'eau souterraines recelant des ressources majeures à préserver pour assurer l'alimentation actuelle et future en eau potable. Une ressource stratégique est ainsi un « aquifère à fort intérêt stratégique pour les besoins en eau actuels et futurs », fortement sollicités et dont l'altération poserait des problèmes immédiats pour les importantes populations qui en dépendent, ou faiblement sollicités mais à forte potentialités et à préserver pour les générations futures.

Le SDAGE prévoit donc que ces ressources souterraines majeures devront faire l'objet d'études pour appréhender leur potentiel, leurs caractéristiques et leur comportement inter-saisonnier comme cela a été le cas pour le bassin-versant de l'Argens.

Sur ces masses d'eau :

- les zones stratégiques à préserver pour l'alimentation en eau potable doivent être individualisées ;
- la satisfaction des besoins pour l'eau potable doit être reconnue comme prioritaire par rapport à d'autres usages (activités agricoles, industrielles ou récréatives).

Les masses d'eau souterraines du SCoT Provence Verte Verdon



La première masse d'eau a fait l'objet, sur les contreforts nord de la Sainte Baume (secteur de Mazaugues), d'études conduites par le Conseil Général en 2011. Ces études ont confirmé l'existence d'un potentiel exploitable estimé à 4 millions de m3 environ. Certains points restent à préciser comme les conséquences qu'aurait le prélèvement de cette ressource sur le débit d'étiage du Caramy et donc sur l'alimentation en eau de la retenue de Carcès. Sur ce secteur, l'enjeu est à présent de prendre des mesures pour protéger la zone stratégique délimitée.

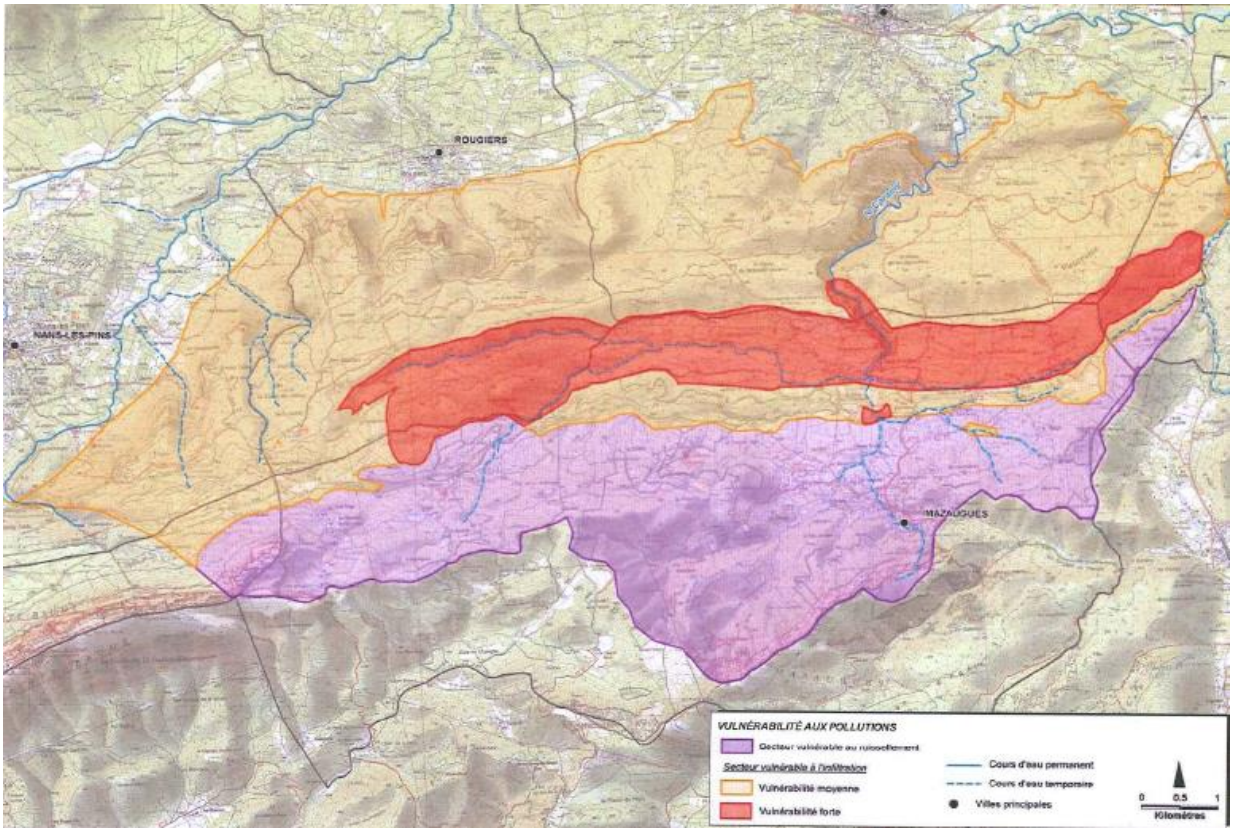


Figure 45 : Vulnérabilité aux pollutions de la zone stratégique du secteur de Mazaugues Source : Conseil Général du Var d'après Etude sur la ressource en eau des contreforts nord de la Sainte Baume, SAFEGE 2011

La cartographie de la « zone stratégique » à protéger distingue 3 secteurs en fonction de leur vulnérabilité aux pollutions :

- deux secteurs vulnérables à l'infiltration distingués suivant leur degré de vulnérabilité, moyenne (zone jaune) ou forte (zone rouge)
- un secteur vulnérable au ruissellement (zone mauve)

Définition de la stratégie de protection de l'aquifère de Mazaugues :

- Une maîtrise des usages de l'eau avec une priorisation de l'usage AEP par rapport aux autres usages de l'eau en ce qui concerne l'aspect quantitatif.
- Une réactualisation des périmètres de protection des captages des communes de Tourves, Rougiers (celui des Lecques notamment) et Nans-les-Pins
- une maîtrise de l'occupation du sol. L'implantation de projets d'aménagement et d'activités à risque doit être orientée en dehors de la zone stratégique et il convient de favoriser le maintien d'une agriculture respectueuse de l'environnement.

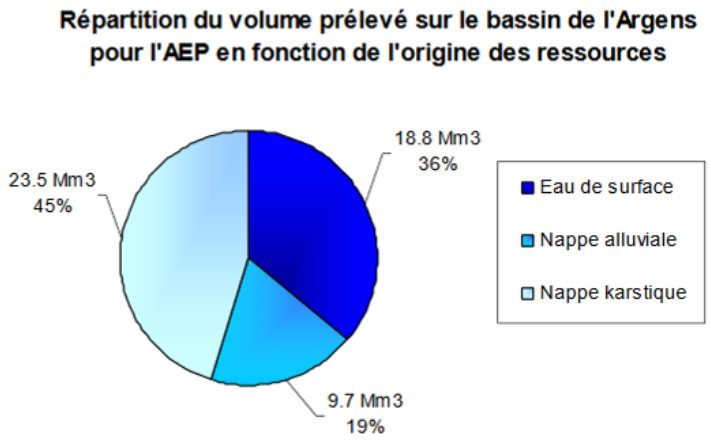
- L'intégration dans les documents de planification et d'urbanisme de prescriptions de protection des eaux souterraines portant sur la zone stratégique
- La création d'une structure intercommunale de gestion en vue d'une gestion équilibrée et durable de la nappe

La masse d'eau des « massifs calcaires du trias au crétacé dans le bassin versant de l'Argens » est la ressource sollicitée par la plupart des communes de la Provence Verte. Dans l'ensemble, cette masse d'eau souterraine conserve un bon potentiel sur la Provence Verte. Il n'y a pas de vrai souci sur l'équilibre quantitatif des différentes ressources utilisées localement. Il n'apparaît pas nécessaire à court terme d'y lancer des études. Par contre, il y a un fort enjeu de préservation de la qualité de cette ressource. D'une manière générale, des activités induisant un risque de pollution des eaux souterraines sont à proscrire sur les périmètres de protection des captages publics.

Des observations similaires peuvent être formulées pour la masse d'eau souterraine majeure située dans le secteur de la Sainte Victoire.

Tableau : Liste des masses d'eau souterraines affleurantes présentes sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon, leurs états chimique et quantitatif et les dates d'objectif du bon état

Code masse eau	Libellé masse d'eau	Etat chimique	Etat quantitatif	Échéance objectif état quantitatif	Échéance objectif d'état chimique	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation (état chimique)
FRDG139	Plateaux calcaires des Plans de Canjuers, de Tavernes-Vinon et Bois de Pelenq	Bon	Bon	2015	2015	-
FRDG166	Massif calcaire de la Sainte-Victoire	Bon	Bon	2015	2015	-
FRDG167	Massifs calcaires de la Sainte-Baume, du Mont Aurélien et Agnis	Bon	Bon	2015	2015	-
FRDG168	Calcaires du Bassin du Beausset et du massif des Calanques	Bon	Bon	2015	2015	-
FRDG169	Calcaires et dolomies du Muschelkalk de l'avant-Pays provençal	Bon	Bon	2015	2015	-
FRDG170	Massifs calcaires jurassiques du centre Var	Bon	Bon	2015	2015	-
FRDG179	Unités calcaires Nord-Ouest varois (Mont Major, Cadarache, Vautubière)	Bon	Bon	2015	2015	-
FRDG210	Formations variées et calcaires fuvéliens et jurassiques du bassin de l'Arc	Bon	Bon	2015	2015	-
FRDG213	Formations gréseuses et marno-calcaires tertiaires dans BV Basse Durance	Bon	Bon	2015	2015	-
FRDG370	Alluvions de l'Arc de Berre	Médiocre	Bon	2015	2027	nitrates, pesticides
FRDG520	Formations gréseuses et marno-calcaires de l'avant-Pays provençal	Bon	Bon	2015	2015	-



A noter que les différents prélèvements d'eau effectués sur les « alluvions de l'Argens » bassin versant de l'Argens, constituent l'un des principaux problèmes identifiés avec les problématiques de pollutions domestiques et industrielles et de pesticides. En effet en 2013 le bassin versant de l'Argens voyait ses réserves en eau potable sur-exploitées.Ce bassin versant est effectivement identifié comme prioritaire sur les aspects quantitatifs de la ressource en eau. Une étude conduite par l'Agence de l'Eau en juin 2013 sur la détermination des volumes prélevables sur le bassin-versant de l'Argens montre ainsi qu'en 2009 le volume annuel total prélevé à l'échelle du bassin-versant tout entier (soit 71 communes) pour l'alimentation en eau potable des collectivités était de 52Mm^3.

Néanmoins les prélèvements pour l'alimentation en eau potable réalisés dans cette nappe ne sont pas les plus problématiques. En effet les principaux prélèvements en termes de mètres cubes d'eau utilisés sont ceux agricoles et s'effectuent directement dans les canaux. Il s'agit là de la principale problématique et donc des principaux leviers d'action afin d'économiser de manière efficace l'eau des nappes phréatiques à l'échelle du territoire du SCoT et ce afin d'atteindre l'équilibre quantitatif requis par le SDAGE RMC 2016-2021.

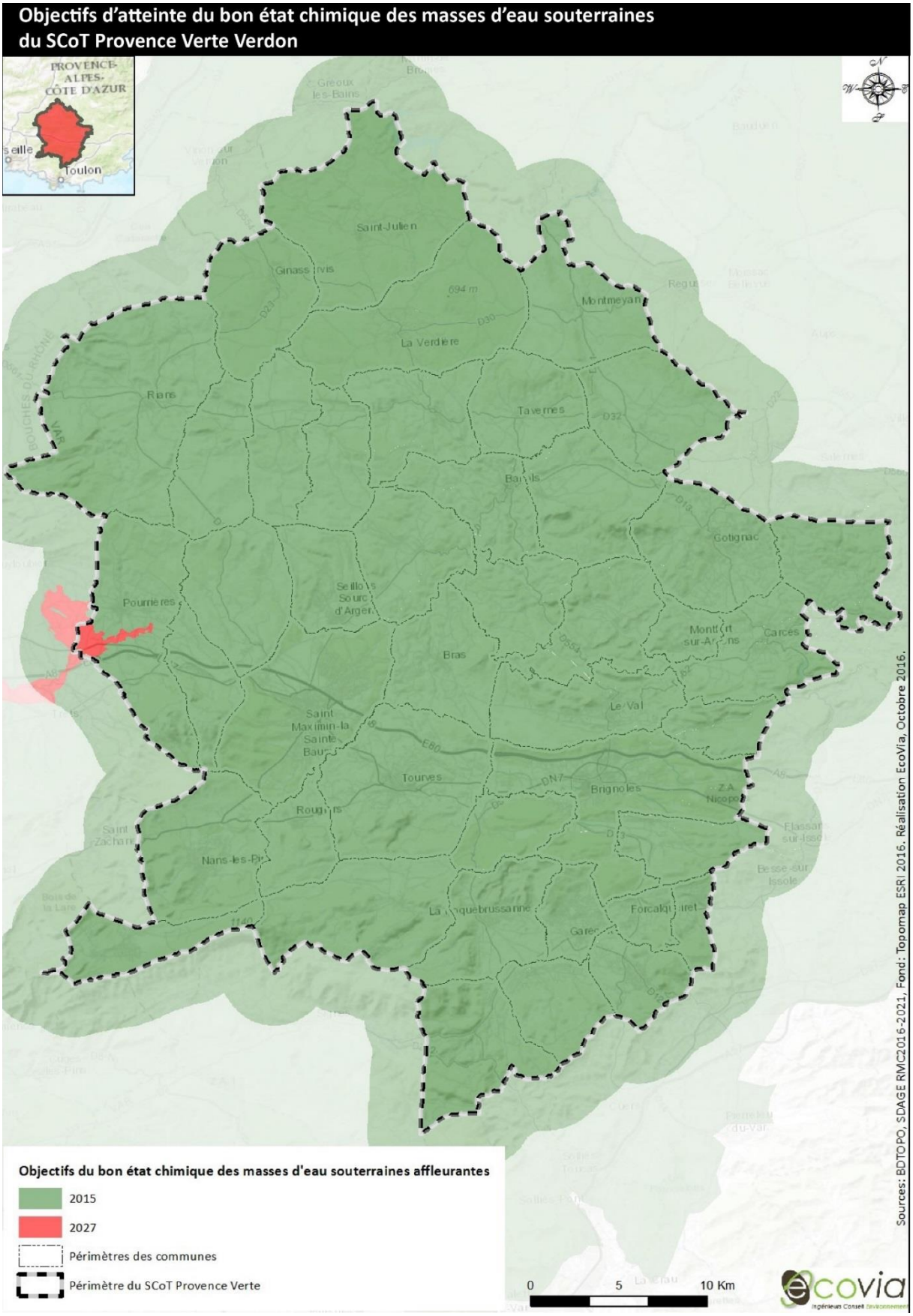


Figure 46 : Carte d'objectifs du bon état chimique des masses d'eau souterraines affleurantes

➢ L'alimentation eau potable des communes

Aujourd'hui, le territoire du SCoT de la Provence Verte est un territoire quasi « autonome » pour son alimentation en eau potable puisque l'essentiel des ressources communales provient de ressources souterraines locales (captages dans la nappe karstique). Toutefois, cet équilibre est fragile et amène à la vigilance. Il est donc important de sécuriser ainsi que de diversifier les ressources en eau.

En ce qui concerne le mode de gestion de la distribution d'eau, les Syndicat Intercommunaux d'alimentation en eau réunissent moins d'un tiers des communes du territoire de la Provence Verte Verdon : une grande majorité d'entre elles (14) gérant encore cette compétence en régie communale, notamment Brignoles et Saint-Maximin. A noter que 18 communes font appel à la société Eaux de Provence, désormais SUEZ, pour s'occuper de l'alimentation en eau potable de leur territoire (cf tableau ci-dessous).

Qu'il s'agisse d'une société privée, d'un syndicat intercommunal ou d'une gérance en régie, les compétences du service d'alimentation en eau potable regroupent généralement la production, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transfert, le stockage et la distribution de l'eau potable.

Il faut néanmoins noter que le SIAE de la Sainte-Baume, contrairement aux autres SIAE, exerce la compétence de distribution à la place des communes de Nans-les-Pins et de Plan-d'Aups la Sainte-Baume. En effet, les autres syndicats ne distribuent pas l'eau potable : ils la produisent, la vendent à leurs communes adhérentes qui, elles, effectuent la distribution. De ce fait, il n'y a pas de délégataire du service d'eau potable pour les communes de Nans-les-Pins et de Plan-d'Aups la Sainte-Baume (car transfert total au SIAE).

Peu de communes ne bénéficient pas encore d'un schéma directeur d'alimentation en eau potable et, lorsque c'est le cas, celui-ci est généralement en cours de développement puisqu'il s'agit là d'une obligation qui était à satisfaire pour le 1er janvier 2014.

Dans la grande majorité des cas, lorsqu'une commune présente des forages ou captages d'eau sur son territoire, l'eau potable qui y est produite reste généralement à destination des habitants de ladite commune (cf. tableau ci-dessous).

Sauf certains captages qui sont réalisés sur des eaux de surface tels que le Lac de Carcès, les autres prélèvements se font au sein de nappes karstiques comme c'est le cas dans 99% des cas sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon (cf tableau ci-dessous).

La quantité totale d'eau prélevée pour l'alimentation en eau potable des 43 communes du SCoT Provence Verte Verdon (hors importations ou achat d'eau) s'élèvait à 8 174 917m^3 pour l'année 2009.

NB : les volumes prélevés par les communes de Nans-les-Pins ainsi que Plan-d'Aups-Sainte-Baume ne sont pas disponibles pour l'année 2009 et ne sont donc pas comptabilisés dans le total de 2009.

En considérant l'ensemble du territoire du SCoT Provence Verte Verdon, on obtient une moyenne de consommation de 125,9m^3/abonné/an pour l'année 2009 ce qui était, globalement, dans la moyenne de la consommation départementale du Var pour cette même année. Cela correspond à une consommation quotidienne d'environ 350L/j/hab.

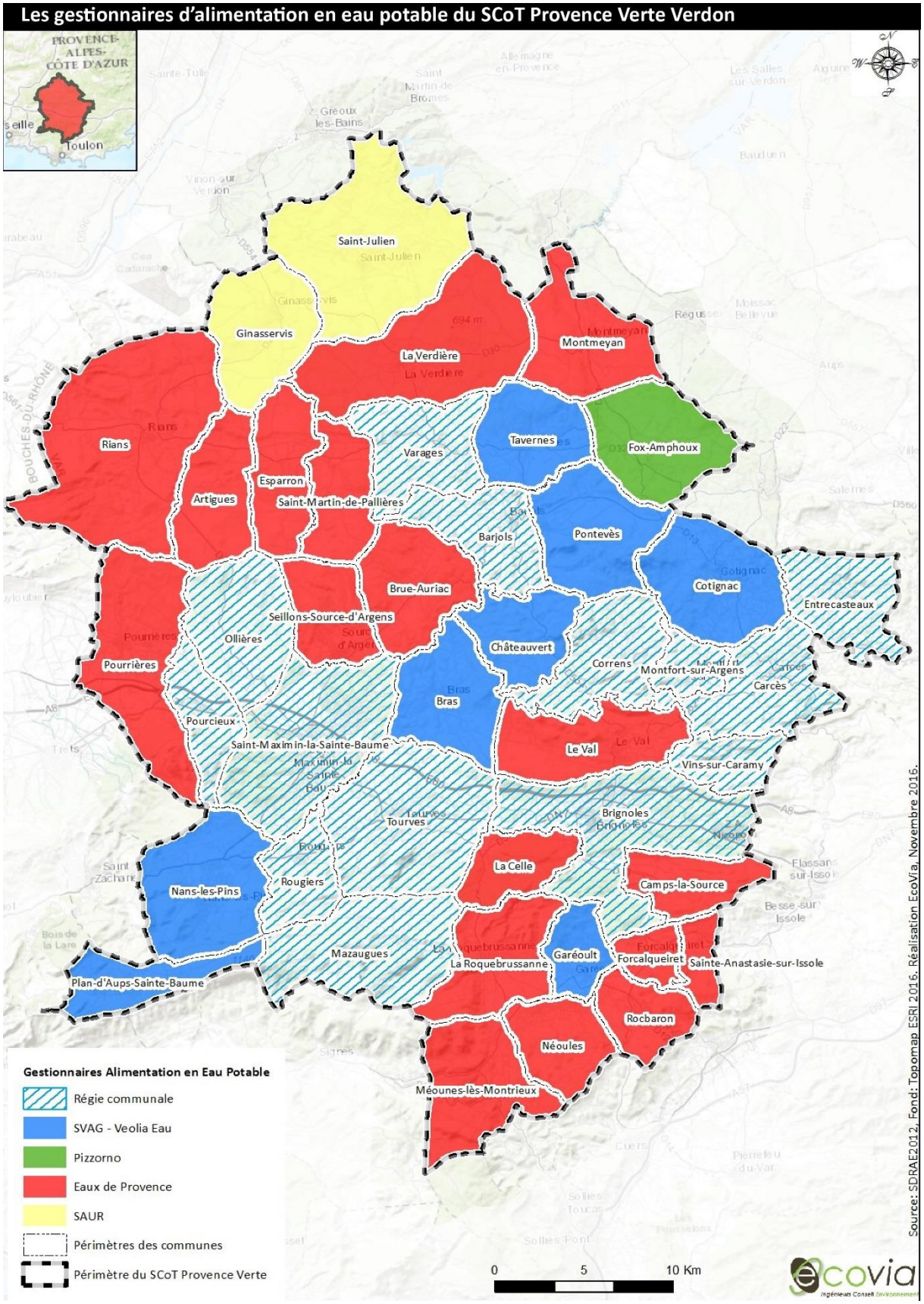


Figure 47 : Carte des gestionnaires d'alimentation en eau potable

Tableau : Le type d'alimentation en eau potable et les différentes caractéristiques des 43 communes du SCoT Provence Verte Verdon (d'après SDRAE2012)

Communes/Syndicat	Gestionnaire	SDAEP	Captages Publics	Nature du point d'eau	Nature de la ressource	Utilisation AEP	Collectivité productrice
Artigues	Eaux de Provence	OUI	-	-	-	-	-
Barjols	Régie communale	OUI	Source des Paluds	Source	Nappe karstique	VRAI	**Barjols**
Bras	Veolia Eau – SVAG	OUI	Forage de Saint Aquilé	Forage	Nappe karstique	VRAI	**Bras**
Brignoles	Régie communale	OUI	Source de Saint Sumian Forages de Pélicon, Merlançon, Fontlade, La Rouge Forages de Nicopolis Forages des Censiés	Sources Puits et Descenderie Forages Forages	Nappe karstique Nappe karstique Nappe karstique Nappe karstique	VRAI VRAI VRAI VRAI	**Brignoles**
Brue-Auriac	Eaux de Provence	OUI	Forage du Bois de Seguiranne	Forage	Nappe karstique	A VENIR	**Brue-Auriac**
Camps-la-Source	Eaux de Provence	NON	Forages du Claou de Jas	Forage	Nappe karstique	VRAI	**Camps-la-Source**
Carcès	Régie communale	OUI	Forage de Tasseau Forages de Piéfama 1 & 2	Forage Forages	Nappe karstique Nappe karstique	VRAI	**Carcès**
Toulon			Retenue de Sainte-Suzanne (eau de surface) – sur la commune de Carcès	Retenue	Eau de surface		**Toulon**
Châteauvert	Veolia Eau – SVAG	NON	Forage de Châteauvert	Forage	Nappe karstique	VRAI	**Châteauvert**
Correns	Régie communale	OUI	Forage des Combes Forage de Pierroubaud Source de Barquiou	Forage Forage Source	Nappe karstique	VRAI VRAI VRAI	**Correns**
Cotignac	Veolia Eau – SVAG	OUI	Puits et forage des Pouverels Puits de Saint Martin Forage des Condamines longue	Puits-Forages Puits Forage	Nappe karstique	VRAI VRAI VRAI	**Cotignac**
Entrecasteaux	Régie communale	OUI	Forages du Grand Pré Forage de Gaboins	Forages	Nappe karstique	VRAI	**Entrecasteaux**
Esparron	Eaux de Provence	NON	-	-	-	-	**Sianov**
Forcalqueiret	Eaux de Provence	OUI	-	-	-	-	**SIVU de l'Issole** (appartenance de la commune)
Fox-Amphoux	Pizzorno	NON					**SI HAUT-VAR**
SI HAUT-VAR			Forage du Plan (sur commune de Fox)	Forages	Nappe karstique	VRAI	
Garéoult	Veolia Eau – SVAG	OUI	Puits et forages de Font de Clastre	Puits-Forages	Nappe karstique	VRAI	**Garéoult**
Ginasservis	SAUR	OUI	-	-			

Communes/Syndicat	Gestionnaire	SDAEP	Captages Publics	Nature du point d'eau	Nature de la ressource	Utilisation AEP	Collectivité productrice
La Celle	Eaux de Provence	OUI	Forages du Vallon Source des Alibrans	Forages Source	Nappe karstique	VRAI	**La Celle**
La Roquebrussanne	Eaux de Provence	OUI	Source des Barrières Neufs-Fonts Forage de la Valescure	Sources-Forages Forages	Nappe karstique	VRAI	**La Roquebrussanne**
La Verdière	Eaux de Provence	NON	-	-	-	-	**SIANOV**
Le Val	Eaux de Provence	OUI	Sources et Puits des Treize Raïes	Sources-Puits-Forages	Nappe karstique	VRAI	**Le Val**
Mazaugues	Régie communale	OUI		Sources	Nappe karstique	VRAI	**Mazaugues**
Montfort-sur-Argens	Régie communale	OUI	Forages des Pierres Sèches (sur commune du Val)	-Forages	Nappe karstique	VRAI	**Montfort-sur-Argens**
Montmeyan	Eaux de Provence	OUI					**SI Haut-Var**
SI Haut-Var		OUI	Champ de captage de Montmeyan (sur commune de Montmeyan)	Puits-Forages	Nappe karstique	VRAI	
Méounes-lès-Montrieux	Eaux de Provence	OUI	Source Mère des Fontaines-La Servie Forage de Vigne Groussière Source de Font Petugue	Sources Forages Source	Nappe karstique	VRAI	**Méounes-lès-Montrieux**
Belgentier			Source de Gavaudan (sur commune de Méounes)	Sources	Nappe karstique		**Belgentier**
Nans-les-Pins						VRAI	**SIAE Ste-Baume**
SIAE Ste-Baume	Veolia Eau – SVAG	OUI	Source de la Grande Foux Font d'Alaman Forage de Rondoline (sur commune de Nans-les-Pins)	Sources-Forages Sources Forages	Nappe karstique		
Néoules	Eaux de Provence	OUI	Forage des Clos	Forages	Nappe karstique	VRAI	**Néoules**
Ollières	Régie communale	OUI	Forage du Vallon d'Ollières	Forages	Nappe karstique	VRAI	**Ollières**
Plan-d'Aups-Sainte-Baume			-	-	-	-	**Siae ste baume**
Ponteves	Veolia Eau – SVAG	OUI	Source du Pavillon	Sources	Nappe karstique	VRAI	**Ponteves**
Pourcieux	Régie communale	OUI	Forages des Vitalis	Forages	Nappe karstique	VRAI	**Pourcieux**
Pourrières	Eaux de Provence	NON	SCP	-			
Rians	Eaux de Provence	OUI	-	-	-	-	**SIANOV**
Rocbaron	Eaux de Provence	OUI	Forages de Cascavéou	Forages	Nappe karstique	VRAI	**Rocbaron**
Puget-ville			Forage des Terres Blanches (sur commune de Rocbaron ?	Forages	Nappe karstique		**Puget Ville**
SIVU Issole Rocbaron			Forage des Guines (sur commune de Rocbaron)	Forages	Nappe karstique		

Communes/Syndicat	Gestionnaire	SDAEP	Captages Publics	Nature du point d'eau	Nature de la ressource	Utilisation AEP	Collectivité productrice
Rougiers	Régie communale	OUI	Forages du Vallon Source de Fontfrège (sur commune de Mazaugues)	Forages Sources	Nappe karstique	VRAI	**Rougiers**
Sainte-Anastasie-sur-Issole	Eaux de Provence	OUI	-	-	-	-	**SIVU DE L'ISSOLE**
Saint-Julien	SAUR	NON					**SIANOV**
SCP			Verdon – Prise de Boutre (sur commune de Saint-Julien)	Retenue	Eau de surface	Mixte AEP/AGRICOLE	
Saint-Martin-de-Pallières	Eaux de Provence	OUI	-	-	-	-	**SIANOV**
Saint-Maximin-la-Sainte-Baume	Régie communale	OUI	Source puits et forages des Sceaux Forage du Défends	Sources-Puits-Forages Forage	Nappe karstique	VRAI	**Saint-Maximin-la-Sainte-Baume**
Seillons-Source-d'Argens	Eaux de Provence	OUI	Source d'Argens Forages de Gascon	Sources Forages	Nappe karstique	VRAI	**Seillons-Source-d'Argens/Brue-Auriac**
Tavernes	Veolia Eau – SVAG	OUI	Forage de Bury Puits des Chaumes	Sources Puits	Nappe karstique	VRAI	**SI Haut Var**
SI Haut			Forages de l'Entec (sur commune de Tavernes)	Forages	Nappe karstique		
Tourves	Régie communale	OUI	Source des Lecques Forage de Messies Peire La Foux	Sources Forages Sources	Nappe karstique	VRAI VRAI FAUX	**Tourves**
Varages	Régie communale	OUI	Source de la Foux	Source	Nappe karstique	VRAI	**Varages**
Vins-sur-Caramy	Régie communale	NON	Forage de l'Hubac de Viera ou les Adrechs	Forages	Nappe karstique	VRAI	**Vins-sur-Caramy**

Tableau : Production d'AEP et volumes prélevés en 2009 par les communes du SCoT Provence Verte Verdon (d'après SDRAE2012) hors syndicats.

Communes	Captages Publics	Part de la production AEP (en%)	Volumes prélevés en 2009 (en m³)	
			Détails	TOTAL
Barjols	Source des Paluds	99	**653 118**	
Bras	Forage de Saint Aquilé	100	**164 353**	
Brignoles	Source de Saint Sumian Forages de Pélicon, Merlançon, Fontlade, La Rouge Forages de Nicopolis Forages des Censiés	54 42 3 1	826 515 642 193 49 717 10 610	**1 529 035**
Brue-Auriac	Source de l'Argens	100	**96 117**	
Camps-la-Source	Forages du Claou de Jas	100	**107 425**	
Carcès	Forage de Tasseau Forages de Piéfama 2	54 16	285 177 55 570	**340 747**
Châteauvert	Forage de Châteauvert	100	**8 471**	
Correns	Forage des Combes Forage de Pierroubaud	67 33	27 504 13 579	**41 083**
Cotignac	Puits de Saint Martin Forage des Condamines longue	43 57	188 687 253 380	**442 067**
Entrecasteaux	Forages du Grand Pré	100	**211 304**	
Garéoult	Puits et forages de Font de Clastre	100	**734 820**	
La Celle	Forages du Vallon Source des Alibrans	84 16	99 229 18 250	**117 479**
La Roquebrussanne	Source des Barrières Neufs-Fonts Forage de la Valescure	18 82	41 029 185 699	**226 728**
Le Val	Sources et Puits des Treize Raïes	100	**354 134**	
Montfort-sur-Argens	Forage des Pierres Sèches	100	**149 533**	
Méounes-lès-Montrieux	Source Mère des Fontaines-La Servie Forage de Vigne Groussière Source de Font Petugue	35 43 21	63 559 78 259 38 423	**180 241**
Nans-les-Pins et Plan d'Aups	Source de la Grande Foux	52	**319 278**	
Néoules	Forage des Clos	100	**174 791**	
Ollières	Forage du Vallon d'Ollières	100	**76 000**	
Ponteves	Source du Pavillon	100	**84 604**	
Pourcieux	Forages des Vitalis	28	**21 515**	
Rocbaron	Forages de Cascavéou	100	**503 304**	

Communes	Captages Publics	Part de la production AEP (en%)	Volumes prélevés en 2009 (en m³)	
			Détails	TOTAL
Rougiers	Forages du Vallon Source de Fontfrège	24 76	34 432 110 476	**144 908**
Saint-Maximin-la-Sainte-Baume	Source puits et forages des Sceaux Forage du Défends	93 2	2 383 724 58 187	**2 441 911**
Seillons-Source-d'Argens	Source d'Argens	100	**224 290**	
Tavernes	Forage de Bury Puits des Chaumes	1 28	1 382 33 624	**35 006**
Tourves	Source des Lecques Forage de Messies Peire	86 14	263 809 41 686	**305 495**
Varages	Source de la Foux	75	**137 059**	
Vins-sur-Caramy	Forage de l'Hubac de Viera ou les Adrechs	100	**75 000**	
TOTAL	**Hors syndicats d'alimentation en eau potable**	**9 899 816**		

NB : les données de consommation AEP des communes de Nans-les-Pins et de Plans d'Aups Sainte-Baume ne figurent pas au sein du SDRAE2012 et ne figurent donc pas au sein de ce tableau.

Tableau : Liste et part de l'alimentation en eau potable et volumes prélevés en 2009 des communes du SCoT Provence Verte Verdon alimentées par des syndicats mixtes (d'après SDRAE2012) hors production communale

Syndicats d'alimentation en eau potable	Communes alimentées	Part de l'alimentation en AEP de la commune (en%)	Volumes prélevés en 2009 (en m³) TOTAL
SCP	Mazaugues	100	**62 164**
	Nans-les-Pins et Plan d'Aups	3	**20 524**
	Pourcieux	72	**54 595**
	Pourrières	100	**414 405**
	Saint-Maximin-la-Sainte-Baume	5	**119 643**
	TOTAL		**671 331**
SIAE de la Sainte-Baume soit Font d'Alaman	Nans-les-Pins et Plan d'Aups	45	**227 200**
SIAE NO VAROIS	Artigues	100	26 040
	Barjols	1	3 511
	Esparron	100	**31 085**
	Ginasservis	100	**127 093**
	La Verdière	100	**222 806**
	Rians	100	**441 048**
	Saint-Julien	100	**227 841**
	Saint-Martin-de-Pallières	100	**19 146**
	Varages	25	**45 502**
	TOTAL		**1 144 072**
SI HAUT VAR	Fox-Amphoux	100	**67 832**
	Montmeyan	100	**74 562**
	Tavernes	71	**86 339**
	TOTAL		**228 733**
SIVOM ISSOLE	**Forcalqueiret**	100	**344 493**
	Sainte-Anastasie-sur-Issole	100	**158 633**
	TOTAL		**503126**
TOTAL	**hors captages communaux**	**2 774 462**	

NB : les données de consommation AEP des communes de Nans-les-Pins et de Plans d'Aups Sainte-Baume ne figurent pas au sein du SDRAE2012 et ne figurent donc pas au sein de ce tableau.

Tableau : Valeurs des indicateurs du réseau de distribution d'eau potable des communes du SCoT Provence Verte Verdon en 2009 (d'après SDRAE2012)

Communes	Nombre d'abonnés (2009)	Volume mis en distribution 2009 (m^3)	Nombre abonnés/km	ILC 2009	Rendement du réseau (%)	Indicateur du rendement	Consommation par abonné en 2009 (m^3/an/abonné)	Indicateur de consommation
Artigues	113	26 040	9,8	4,3	**70,1**	**Bon**	162	Dans la moyenne du Var
Barjols	2 314	**656 629**	44,5	12,9	37,4	Insuffisant	106	Dans la moyenne du Var
Bras	970	164 353	33,7	9,0	57,7	Insuffisant	98	< moyenne du Var
Brignoles	6 462	1 529 035	68,1	26,8	60,7	Insuffisant	144	< moyenne du Var
Brue-Auriac	485	96 117	34,9	13,3	**70,4**	**Bon**	139	Dans la moyenne du Var
Camps-la-Source	780	107 425	64,7	18,0	**73,6**	**Bon**	101	Dans la moyenne du Var
Carcès	1 949	340 747	39,0	12,5	66,9	Insuffisant	117	Dans la moyenne du Var
Châteauvert	69	8 471	7,4	1,9	**77,2**	**Bon**	95	< moyenne du Var
Correns	449	41 083	68,0	11,1	65,3	Insuffisant	60	< moyenne du Var
Cotignac	1 551	442 067	37,2	18,2	62,7	Insuffisant	179	> moyenne du Var
Entrecasteaux	741	211 304	29,1	11,0	48,3	Insuffisant	138	< moyenne du Var
Esparron	218	31 085	35,5	7,7	55,8	Insuffisant	80	< moyenne du Var
Forcalqueiret	933	344 493	53,3	19,8	36,8	Insuffisant	136	< moyenne du Var
Fox-Amphoux	231	67 832	17,1	7,8	56,9	Insuffisant	167	Dans la moyenne du Var
Garéoult	2 350	**734 820**	42,0	19,7	54,7	Insuffisant	171	> **moyenne du Var**
Ginasservis	712	127 093	48,0	23,0	**98,0**	**Bon**	175	Dans la moyenne du Var
La Celle	522	117 479	45,9	15,4	54,2	Insuffisant	122	< moyenne du Var
La Roquebrussanne	1 033	226 728	43,5	13,2	50,4	Insuffisant	111	< moyenne du Var
La Verdière	1 061	222 806	20,3	6,4	54,7	Insuffisant	115	< moyenne du Var
Le Val	1 985	354 134	48,0	18,2	**77,6**	**Bon**	138	Dans la moyenne du Var
Mazaugues	439	62 164	36,4	10,6	**75,2**	**Bon**	107	Dans la moyenne du Var
Montfort-sur-Argens	769	149 533	39,7	11,2	52,9	Insuffisant	103	Dans la moyenne du Var
Montmeyan	534	74 562	26,0	4,7	47,0	Insuffisant	66	< moyenne du Var
Méounes-lès-Montrieux	828	180 241	31,4	11,7	62,7	Insuffisant	136	< moyenne du Var
Nans-les-Pins et Plan d'Aups (SIAE de la Sainte-Baume)	-2400	617002	38,3	17,8	66	Insuffisant	170	Dans la moyenne du Var
Néoules	843	174 791						
Ollières	293	76 000	27,9	14,3	**71,9**	**Bon**	187	**> moyenne du Var**
Ponteves	395	84 604	22,4	6,3	47,6	Insuffisant	102	< moyenne du Var
Pourcieux	480	76 110	53,3	16,9	**73,1**	**Bon**	116	Dans la moyenne du Var

Pourrières	1 658	414 405	34,4	16,1	68,1	Insuffisant	170	Dans la moyenne du Var
Rians	1 846	441 048	51,9	20,6	60,5	Insuffisant	145	< moyenne du Var
Rocbaron	1 603	**503 304**	38,1	15,0	45,6	Insuffisant	143	Dans la moyenne du Var
Rougiers	677	144 908	76,9	20,6	45,7	Insuffisant	98	< moyenne du Var
Sainte-Anastasie-sur-Issole	903	158 633	45,9	16,3	**73,6**	**Bon**	129	Dans la moyenne du Var
Saint-Julien	1 298	227 841	20,4	6,3	64,6	Insuffisant	113	Dans la moyenne du Var
Saint-Martin-de-Pallières	199	19 146	31,7	5,9	**70,3**	**Bon**	68	< moyenne du Var
Saint-Maximin-la-Sainte-Baume	7 300	**2 561 554**	34,8	13,2	39,4	Insuffisant	138	Dans la moyenne du Var
Seillons-Source-d'Argens	778	224 290	34,8	16,9	61,6	Insuffisant	177	Dans la moyenne du Var
Tavernes	749	121 345	37,5	9,5	57,4	Insuffisant	93	Dans la moyenne du Var
Tourves	1 708	305 495	55,1	18,0	66,7	Insuffisant	119	< moyenne du Var
Varages	794	182 561	74,2	19,9	42,5	Insuffisant	98	< moyenne du Var
Vins-sur-Caramy	446	75 000	89,2	25,4	61,8	Insuffisant	104	< moyenne du Var
TOTAL	**50 368 (somme)**	**8 174 917 (somme)**	41,6 (moyenne)	13,8 (moyenne)	60,5 (moyenne)	-	125,9 (moyenne)	-

Diagnostic quantitatif

La grande majorité de l'eau utilisée pour l'alimentation en eau potable des communes du territoire du SCoT Provence est puisée au sein de nappes karstiques à l'aide de forages et correspond donc à des ressources souterraines locales.

En 2009, les volumes mis en distribution s'élèvaient à plus 8 millions de m^3. On observe une tendance à la diminution des volumes consommés par abonné depuis 2006. **En moyenne, en 2009, le rendement des réseaux d'eau potable du SCoT Provence Verte Verdon était le plus faible du département : 60,5%,** alors que le rendement moyen varois était de 73%.

Les valeurs moyennes observées dans le département du Var sur la base des données de 2009 sont :

- Consommation lors du mois de pointe : 210 L/jour/habitant ou 670 L/jour/abonné ;
- Consommation moyenne annuelle : 170 m^3/an/abonné pour ce qui est du département contre 126m^3/an/abonné à l'échelle du SCoT qui présentait donc une consommation annuelle inférieure à celle du Var.

Néanmoins en 2009 plusieurs communes présentaient des valeurs similaires voire supérieures à la moyenne de consommation annuelle du département du Var à savoir les communes de : Ollières (187m^3/an/abonné), Cotignac (179m^3/an/abonné), Seillons-Source-d'Argens (177m^3/an/abonné), Ginasservis (175m^3/an/abonné), Garéoult (171m^3/an/abonné) et celles de Nans-les-Pins, Plan-d'Aups-Sainte-Baume et Pourrières qui présentaient une consommation de 170m^3/an/abonné.

A contrario certaines communes du SCoT présentaient une consommation annuelle par abonné nettement inférieure à celle du département comme celles de Bras, de Rougiers et de Varages (98m^3/an/abonné), celle de Châteauvert (95m^3/an/abonné), de Tavernes (93m^3/an/abonné), d'Esparron (80m^3/an/abonné), de Saint-Martin-de-Pallières (68m^3/an/abonné), de Montmeyan (66m^3/an/abonné) et enfin celle de Correns, la plus faible du SCoT, avec 60m^3/an/abonné.

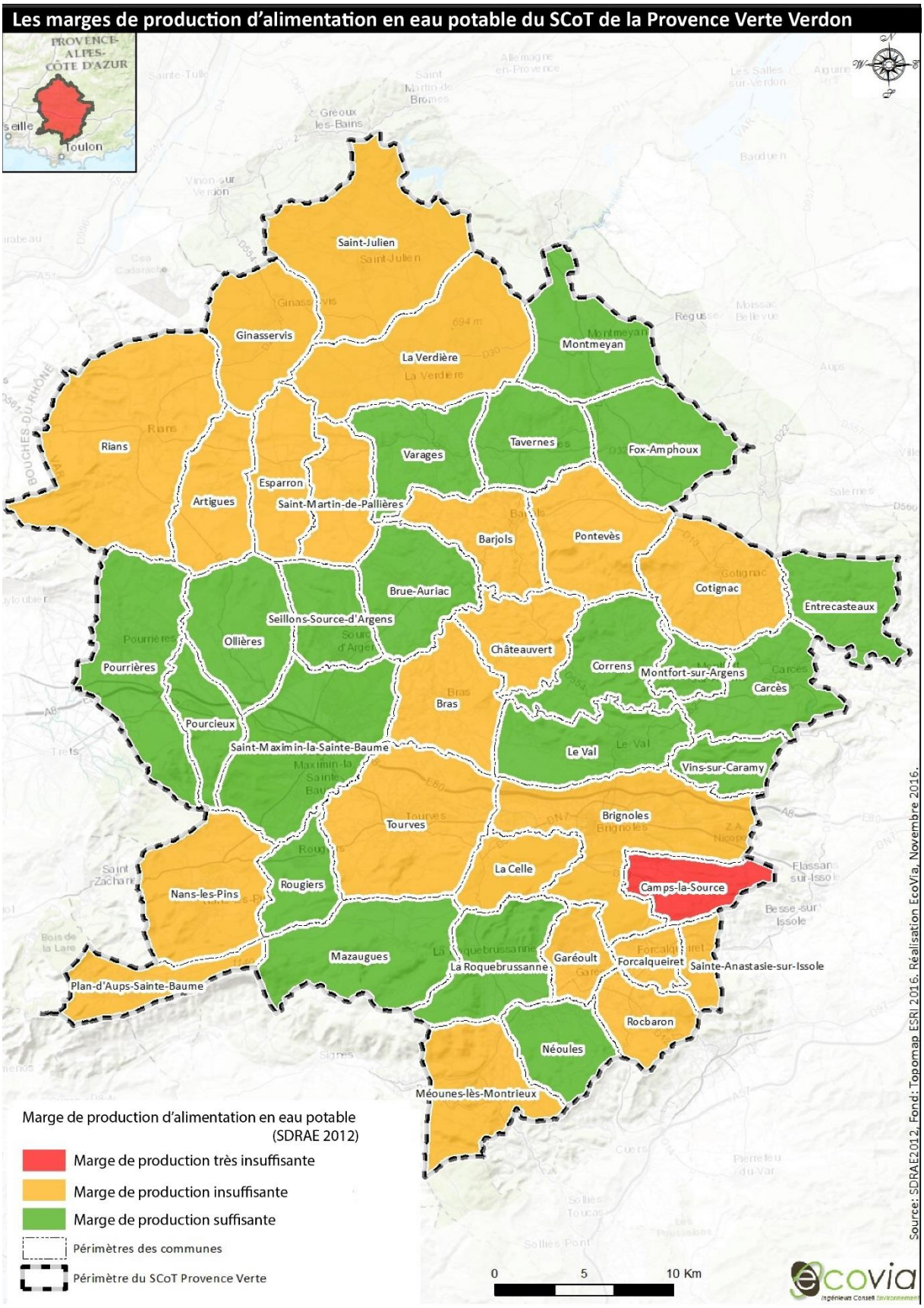
De nombreuses communes (Barjols, Besse-sur-Issole, Bras, Brignoles, Entrecasteaux, Esparron, Forcalqueiret, Fox Amphoux, Garéoult, La Celle, La Roquebrussanne, La Verdière, Montfort-Sur-Argens, Montmeyan, Ponteves, Rians, Rocbaron, Rougiers, Saint-Maximin, Tavernes et Varages) ont un rendement du réseau de distribution d'eau potable inférieur ou égal à 60%, voire même <50%.

Les marges de production (= Besoins en eau - Capacités de production) apparaissent insuffisantes sur un nombre élevé de communes. Cela ne signifie pas forcément que la ressource est insuffisante. Il peut s'agir d'ouvrages vieillissants ou de dépassements du volume autorisé, par exemple.

En 2009, une vingtaine de communes ne disposaient que d'un seul captage (une unique ressource en eau voire, dans certains cas, dépendaient entièrement de ressources extérieures fournies par des syndicats mixtes. Pour ces communes l**a diversification de la ressource est un objectif fondamental afin de sécuriser leur approvisionnement, d'autant plus avec l'augmentation de population attendue (20 000 habitants environ) à horizon 2022.**

Ce sont donc les ressources en eau locales qu'il conviendra de mobiliser en priorité pour répondre à moyen terme aux besoins supplémentaires en eau potable sous réserve d'en préserver l'équilibre quantitatif et qualitatif sans exclure la mise au point d'une gestion coordonnée qui mobilise, en complément des ressources locales, le réseau de la Société du Canal de Provence.

Les marges de production d'alimentation en eau potable du SCoT de la Provence Verte Verdon



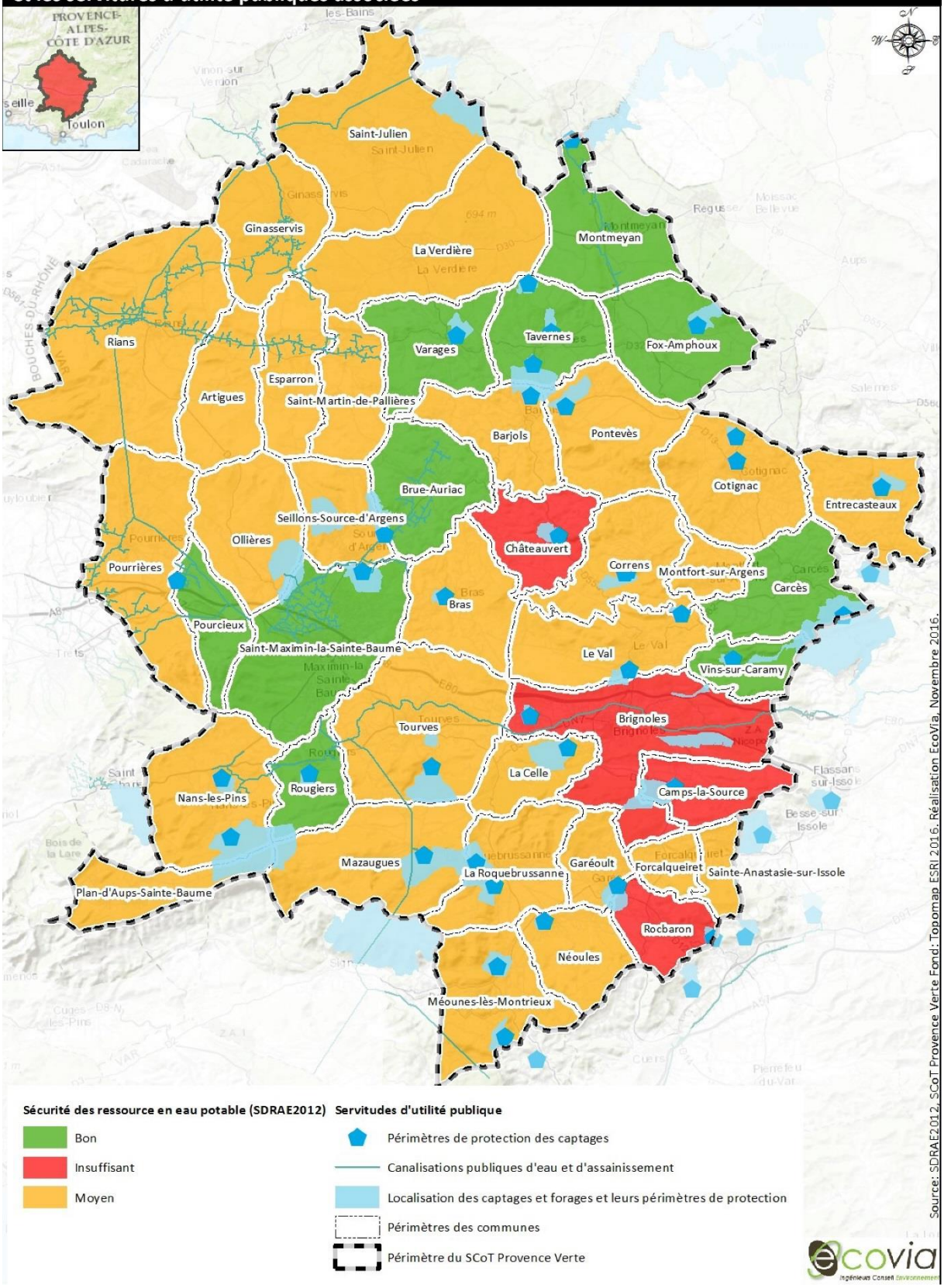
La qualité des eaux distribuée est satisfaisante mis à part des problèmes de turbidité récurrents. Les ressources souterraines qui alimentent la Provence Verte ne sont pas affectées par des pollutions diffuses.

La mise en oeuvre des procédures de protection des captages publics est très avancée sur la Provence Verte : 78 % des captages ont fait l'objet d'une DUP.

Les procédures de DUP non abouties sont maintenant rares et celles restantes à faire comme sur la commune d'Ollières doivent être réalisées rapidement. Les communes situées au Nord-Ouest du territoire du SCoT Provence Verte Verdon ne présentent pas de protection tout simplement puisqu'elles sont alimentées, pour la plupart d'entre elles, par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau du Nord Ouest Varois (SIAE NO VAROIS).

L'enjeu porte à présent sur la prise en compte des mesures de protection des captages inscrites dans les arrêtés de DUP par les documents d'urbanisme, lors de l'instruction des autorisations d'occupations des sols (permis de construire), lors du contrôle des installations d'assainissement non collectif et dans le cadre de l'activité agricole, etc. En effet, il y a un manque de prise en compte des périmètres de protection des captages et des dispositions particulières qui y sont attachées.

La sécurité des ressources en eau potable du SCoT de la Provence Verte Verdon et les servitures d'utilité publiques associées



Conclusions du SDRAE (Schéma Départemental des Ressources et Alimentation en Eau)

L'échéance fixée pour le schéma départemental est l'année 2015. Les objectifs qu'il fixe sont donc des objectifs à court terme.

Les priorités d'actions recommandées pour tous les territoires sont :

- La réalisation des schémas directeurs de l'alimentation en eau potable (obligatoire avant le 01/01/2014) ce qui a été fait ;
- Le respect du programme de renouvellement des réseaux
- L'audit et la réhabilitation des forages anciens (de plus de 15 ans)
- La réalisation des travaux structurants portés par les syndicats, ce qui a grande partie été réalisé.

Les priorités spécifiques à la Provence Verte, sur les plans quantitatif et qualitatif, sont les suivantes à court terme :

Territoire	Actions prioritaires sur le plan Quantitatif	Actions prioritaires sur le plan Qualitatif	Actions prioritaires sur les nappes et sur les milieux (SDAGE)
Provence Verte	**Améliorer les rendements**	**Résorber les branchements en plomb** Finaliser la protection réglementaire des captages d'eau Suivre la turbidité des eaux brutes	Préserver la ressource stratégique des calcaires du Trias (Entraigues) et Crétacé et de la Ste-Baume

Source : Conseil Départemental du Var, SDRAE – Actualisation 2011-2012 version provisoire

L'amélioration des rendements est un objectif à court et moyen terme. La préservation de la ressource stratégique est un objectif permanent qui pourra être mieux ciblé lorsque la ressource sera mieux connue. Dans une vision à l'horizon 2020, on pourrait ajouter à ces objectifs : la diversification de la ressource ce qui suppose d'engager des recherches d'eau pour sécuriser à moyen terme l'alimentation en eau potable sur le plan quantitatif voire qualitatif.

➢ Irrigation

Le réseau de la Société du Canal de Provence

Si le territoire alimente en eau l'agglomération toulonnaise, il tire aussi profit d'autres ouvrages qui transitent sur son sol pour sécuriser l'alimentation de l'agglomération toulonnaise et de l'Est Varois.

Les ouvrages existants sur le territoire

Les eaux du canal de Provence qui transitent en Provence Verte sont prélevées à Boutre, au nord du département du Var. Le Canal de Provence n'utilise en moyenne que la moitié de la réserve qui lui est dévolue.



Figure 48 : carte du réseau de la Société du Canal de Provence (SCP)

De Pourrières à Pourcieux, le canal dit « canal maître II » peut transiter jusqu'à 31 m^3/s jusqu'au partiteur de Pourcieux, à partir duquel se séparent les débits destinés au Var (18 m^3/s) et à la branche de Marseille Est.

La branche qui dessert la région toulonnaise passe par Saint-Maximin, Tourves, Rougiers, Nans-les-Pins et Mazaugues. À partir de cette branche du canal, s'est développé un réseau de distribution à des fins principales de sécurisation des ressources en eau des communes ainsi que d'irrigation agricole.
Une autre branche du canal de Provence traverse également les communes de Tourves et de Brignoles avant de poursuivre son tracé vers l'Est du Var. Cette branche permet ainsi d'anticiper un risque de pénurie de la ressource en eau disponible dans le réservoir de Saint-Cassien, de sécuriser l'alimentation en eau potable en diversifiant la ressource tout en répondant aux développements futurs de cette même ressource.

A long terme, cette liaison offrirait un potentiel de desserte supplémentaire des collectivités et des espaces agricoles (300 hectares) entre Tourves et Le Luc (15 000 habitants) (source SCP in schéma régional »SOURCE »).
A proximité de la prise du Canal à Boutre, le nord-ouest de la Provence Verte est équipé des premiers réseaux d'irrigation.
En 2009 (toujours selon le SDRE), certaines communes du SCoT Provence Verte Verdon bénéficiaient déjà des eaux de la SCP pour une partie de leur alimentation en eau potable (exceptée la commune

de Pourrières qui était entièrement dépendante de cette ressource) à savoir les communes d'Artigues, Barjols, Esparron, Ginasservis, La Verdière, Mazaugues, Pourcieux, Rians, Saint-Julien, Saint-Martin-de-Pallières et Varages.

Selon le schéma régional de la ressource en eau, un des enjeux de la nouvelle desserte du Canal de Provence serait de ne pas induire un développement inconsidéré mais de rester d'abord un outil de sécurisation des usages existants. En effet, les changements climatiques vont renforcer les besoins de régulation intersaisonnière, voire interannuelle.

Le bilan des volumes distribués par la SCP sur la Provence Verte Verdon

Une analyse du bilan des volumes distribués entre 2008 et 2011 (avant mise en service de la liaison Verdon-Saint Cassien) fait ressortir :

- un usage prépondérant à des fins d'irrigation à hauteur de 1 300 000 m^3 (dont 1 000 000 m^3 pour l'irrigation agricole) ;
- un usage second pour l'alimentation eau potable des communes à hauteur de 750 000 à 800 000 m^3 environ (eaux directement livrées par la SCP et eaux mises en distribution sur la Provence Verte par le SIANOV dont la ressource provient à 22% du réseau de la SCP) ;
- des usages divers pour 100 000 m3 environ.

III.2 LA RESSOURCE FORESTIERE

La part des espaces forestiers ou semi-forestiers représente plus de 60% du territoire. Près du quart de la surface forestière du Var se situe en Provence Verte.

La propriété privée des forêts est très nettement majoritaire sur le territoire. Les forêts feuillues ou mixtes prédominent (52%), principalement en forêt publique. Elles sont particulièrement diversifiées et souvent plus riches à l'ubac : chênaies pubescentes des collines varoises, chênaies vertes parsemées de pin d'Alep, Forêts patrimoniales de la Sainte-Baume et des Morières, ripisylves de saules et peupliers, etc. Les pinèdes occupent principalement le quart nord-est du territoire.

Les principales essences forestières que l'on rencontre en Provence Verte sont :

- Le chêne vert (*Quercus ilex*) commun en région méditerranéenne. Très adapté aux conditions sèches il colonise les adrets en compagnie du Pin d'Alep ;
- Le chêne pubescent (*Quercus pubescens*) s'installe plutôt dans les stations plus fraiches que le chêne vert : ubacs et fonds de vallons ;
- Le Pin d'Alep (*Pinus alepensis*) très adapté aux sols pauvres et secs et aux incendies, il a largement colonisé le territoire comme l'ensemble de la Basse Provence ;
- Le Pin Maritime (ou Mésogéen) (*Pinus pinaster mesogeensis*) qui quoique normalement inféodé aux milieux cristallins se retrouve localement dans le Haut-Var et la Sainte-Baume ;

- Le pin sylvestre (*Pinus sylvestris*) est une espèce plutôt des piémonts alpins. Il se trouve lui aussi de manière localisé à la faveur de conditions stationnelles particulières dans le Haut-Var ou les massifs montagneux ;
- Les essences arbustives sont elles aussi très variées en forêt méditerranéenne voire localement enrichie d'une flore préalpine (Sainte-Baume).

La gestion forestière de ce territoire se caractérise par une assez faible activité économique liée à l'exploitation de la forêt (pas de vocation économique marquée, peu de structuration de la filière bois). La production de bois en Provence Verte est essentiellement tournée vers le « bois de feu ». Il existe néanmoins des débouchés pour le bois d'industrie (jusqu'à présent, l'unique débouché était la papeterie de Tarascon pour les bois de résineux) et des potentialités pour le bois d'œuvre. La récente normalisation du Pin d'Alep pour son utilisation comme bois de construction, laisse entrevoir des perspectives de valorisation de la forêt sous forme de bois d'oeuvre qui était jusqu'ici quasiment inexistante. Le développement du débouché « bois énergie » devrait permettre une meilleure valorisation, notamment au travers de la Centrale Biomasse Sylvania portée par Inova qui prévoit une consommation de 180 000 t de bois par an, dont 140 000 t de bois forestier et 40 000 t de déchets classe A. Localement, les sous-produits forestiers permettent aussi de générer des revenus complémentaires aux propriétaires : droits de chasse, trufficulture, champignons.

Les feuillus sont globalement bien valorisés par la filière bois de chauffage traditionnelle mais les résineux sont insuffisamment exploités d'où un manque à gagner pour les propriétaires forestiers et des problématiques importantes en terme de gestion forestière. Pourtant les conditions d'accessibilité et d'exploitation sont relativement bonnes. En moyenne, environ 600 ha par an de coupes sont programmés dans les plans de gestion, dont : 300 ha de feuillus et 300 ha de résineux.

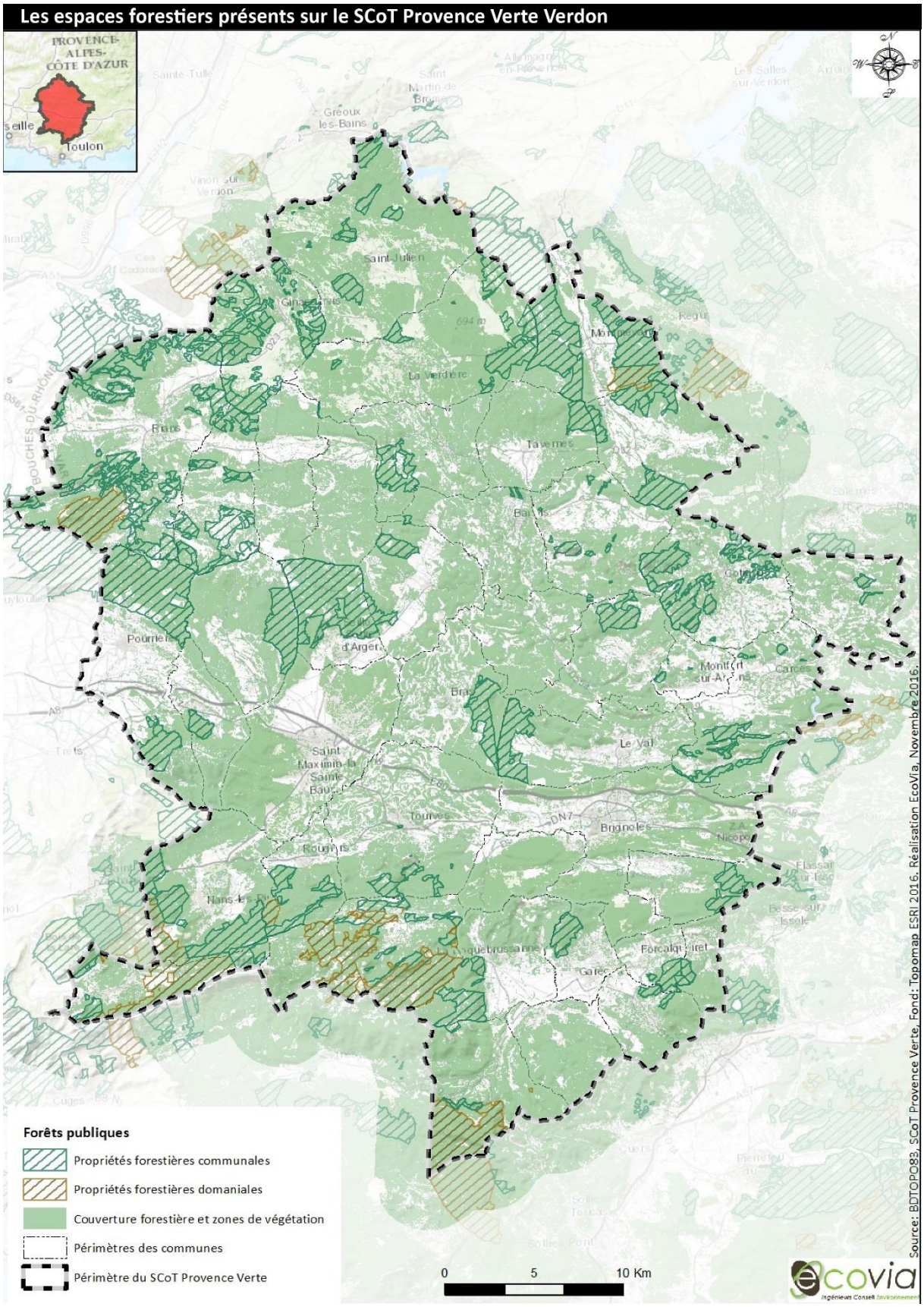


Figure 49 : Couverture forestière et statut foncier des forêts - (source : Diagnostic paysage de la Provence Verte)

Communes	**Forêt** (FC = forêt communale, FD = forêt domaniale)	Surface (ha)	Aménagement
Artigues	FC Artigues	79	en cours d'élab.
	FC Rians	782	2000-2019
Barjols	FC Barjols	26	en cours d'approbation
Besse sur Issole	FC Besse/Issole	296	2008-2027
Bras	FC Bras	397	2009-2028
Brue Auriac	FC Brue Auriac	190	en cours d'élab.
	FC Seillons source argens	126	2008-2027
Camps la Source	FC Camps	363	2006-2020
Carcès	FC Carcès	221	2015-2029
Correns	FC Correns	308	2006-2020
Cotignac	FC Cotignac	1262	en cours d'élab.
Entrecasteaux	FC Entrecasetaux	61	2014-2033
Forcalqueiret	FC Forcalqueiret	161	2010-2029
	FCRocbaron	34	2011-2031
Fox Amphoux	FC Fox Amphoux	833	2008-2022
	FD Pelenc	18	2014-2033
Gareoult	FC Garéoult	226	2008-2027
	ENS Garéoult	20	en cours d'approbation
Ginasservis	FC Ginasservis	1259	2004-2024
La Roquebrussanne	FC Roquebrussanne	391	2010-2025
	ENS Roquebrussanne	71	en cours d'élab.
La Verdière	FC La Verdière	813	2015-2034
	ENS Malassoque	155	en cours d'élab.
Le Val	FC Le Val	518	2008-2027
Mazaugues	FC Mazaugues	515	2015-2034
	FD Mazaugues	1941	2015-2034
	Vallon de l'Herbette	89	en cours d'élab.
Méounes	ENS Méounes, Roquebrussan	85	en cours d'élab.
	FD Morières	1093	2012-2031
Montfort sur Agens	FC Montfort	33	2017.2036
Montmeyan	FC Montmeyan	1778	2011-2020
	FDPelenc	255	2014-2033
Nans les Pins	FCNans	859	2009 - 2028
	ENS la Sambuc, Fauvouillères	263	en cours d'approbation
	FD SteBaume	422	2017-2036
Ollières	FC St Maximin	563	2010-2029
Pland'Aups	FC Plan d'Aups	173	2017-2036
	ENS Brasque, St Cassien	274	en cours d'approbation
	FD SteBaume	948	2017-2036
Pontevès	FCPonteves	146	en cours d'approbation
Pourcieux	FC Pourcieux	133	en cours d'approbation
Pourrières	FC Pourrières	1944	2011-2030
Rians	FD Gardiole	705	en cours d'approbation
	FCRians	2273	2000-2019
	ENS Rians	45	en cours d'élab.
Rocbaron	FC Rocbaron	84	2011-2031
Rougiers	FC Rougiers	347	2009-2028
	FD SteBaume	106	2017-2036
Seillons sce d'Argens	FC Seillons	1609	2008-2027
St Julien	ENS St Julien	294	en cours d'élab.
	FC St Julien	244	en cours d'approbation

Ste Anastasie	FC Ste Anastasie	65	2010-2029
Tavernes	FC Tavernes	189	2010-2029
Tourves	FC Tourves	239	en cours d'élab.
Varages	FC Varages	360	2009-2023
Vins sur Caramy	FC Vins	243	2010-2029
	TOTAL	**26927**	

Figure 50 : Tableau Listing des forêts et de leur régime forestier (source : ONF septembre 2019)

La Provence Verte Verdon compte une cinquantaine d'entreprises forestières.

Dans certains secteurs les forêts revêtent un rôle social et touristique très fort (Sainte-Baume, forêt des Morières, Vallon Sourn, etc.)

Malgré tout, les forêts de la Provence Verte Verdon subissent de nombreuses pressions. Comme pour la plupart des massifs du département, les risques d'incendies sont non négligeables, faisant apparaître notamment des besoins en équipements supplémentaires (Monts Auréliens, Sainte-Baume, Centre Var) et en entretien des équipements existants. La pression foncière est également très forte sur certains secteurs du fait de la généralisation de l'habitat diffus, résidentiel durant la dernière décennie.

Aujourd'hui la multifonctionnalité des forêts devient un enjeu de développement local tant en terme de prévention des risques (érosion, inondation) que de préservation de la biodiversité ou de développement touristique. Bien que la loi d'orientation sur la forêt de 2001 s'attache à promouvoir le développement durable au travers de la mise en valeur des domaines forestiers, l'espace forestier de la Provence Verte Verdon est globalement en attente de politiques de gestion destinées à assurer sa pérennité :

- Aucune charte forestière territorialisée n'est approuvée sur le territoire. Toutefois, une charte forestière est en cours d'élaboration sur le massif de la Sainte-Baume (elle concerne 29 communes, dont 14 sur le territoire Provence Verte Verdon) et devrait être finalisé en avril 2017. Cette charte, portée et animée par le PNR de la Sainte-Baume, a été financée dans le cadre de l'appel à projet régional sur la forêt de fin 2014 ;

- La Provence Verte Verdon est concernée *pro parte* par 3 plans de développement de massif en cours de définition à l'initiative du Département du Var, dont un sur le périmètre du PNR de la Sainte-Baume et porté par le CRPF ;

- Il est à noter qu'une stratégie forestière territoriale est en cours de définition dans le cadre du futur PNR de la Sainte-Baume.

Aussi la gestion de ces espaces et l'organisation de l'accueil du public deviennent une priorité pour la sauvegarde de cette richesse potentielle pour le territoire.

Forêts publiques

L'Office National des Forêts (ONF) est le principal acteur de la gestion des forêts publiques. L'unité territoriale (UT) des « collines varoises » regroupe les anciennes communautés de communes de Comté de Provence, Sainte-Baume - Mont Aurélien, Provence en Verdon ainsi que les communes de Mazaugues et La Roquebrussanne. Les autres communes de l'ancienne communauté de communes Val d'Issole font partie de l'UT « Maures ».

Sur cet ensemble, 30 communes sont propriétaires de forêts bénéficiant du régime forestier, dont au moins la moitié est aménagée ou en cours d'aménagement (néanmoins, la forêt communale non soumise représente des surfaces non négligeables en Provence Verte). La taille des forêts communales est assez variable de la plus grande à Pourrières d'une surface de plus de 2000 ha aux plus petites d'Entrecasteaux (65 ha) et Montfort-sur-Argens (33 ha).

Les forêts domaniales (Plan-d'Aups-la-Sainte-Baume, Mazaugues, Méounes) bénéficient également d'un plan d'aménagement forestier pluriannuel.

L'exploitation des feuillus est assez soutenue mais un certain nombre de coupes ne sont pas exploitées soit pour des raisons techniques (volume à l'hectare insuffisant, difficulté d'exploitation, etc.) soit pour des raisons d'ordre politique (rejet des communes généralement à cause d'une mauvaise acceptation sociale de la part du public, mais aussi sous pression des chasseurs, suite à la faible rémunération des coupes), ou encore du fait de l'absence de demande de bois.

Forêts privées

Contrairement aux autres territoires varois, la Provence Verte Verdon est caractérisée par de très grandes propriétés privées et le morcellement habituellement observé dans l'ensemble de la propriété forestière privée ne concerne ici que certaines zones, souvent proches des secteurs urbanisés. Malgré tout, on dénombre plus de 17 000 propriétaires fonciers dont 10 000 habitent le Var. Plusieurs structures de regroupements existent (syndicat des propriétaires forestiers, ASL, etc.).

Un certain nombre de ces propriétaires connait mal ses forêts, ses obligations, les opportunités de valorisation et les outils existants.

III.3 LES RESSOURCES ENERGÉTIQUES ET LE PROFIL « ENERGIE-CLIMAT » DU PAYS DE LA PROVENCE VERTE VERDON

Les lois Grenelle ont renforcé la portée environnementale des SCOT notamment dans le domaine du climat et de l'énergie. Le code de l'urbanisme prévoit désormais que «le SCOT détermine les conditions permettant d'assurer la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air ».

Le cadre Européen et National

La politique française en matière énergie-climat s'appuie à la fois sur l'engagement européen des « 3x20 » et sur les objectifs nationaux définis dans la loi Grenelle 1 :

- Réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20 % en 2020 par rapport à l'année de référence 1990 ;
- Amélioration de 20 % de l'efficacité énergétique d'ici 2020 ;
- 20 % de la consommation d'énergie en Europe doit provenir de sources d'énergie renouvelables d'ici 2020. (les lois Grenelle portent cet objectif à 23%)

Le cadre Régional

Le Schéma Régional Climat-Air-Énergie (SRCAE)

Document essentiel d'orientation, de stratégie et de cohérence sur les problématiques du climat, de l'énergie et de la qualité de l'air. Son objectif est de définir les orientations et les objectifs régionaux aux horizons 2020 / 2030 en matière de réduction des gaz à effet de serre, de maîtrise de la demande énergétique, de développement des énergies renouvelables, de lutte contre la pollution atmosphérique et d'adaptation au changement climatique.

Le SRCAE de Provence-Alpes-Côte d'Azur a été approuvé par l'assemblée régionale le 28 juin 2013 et arrêté par le préfet de région le 17 juillet 2013. **SCoT et PLU doivent être en cohérence avec le SRCAE.**

Le Schéma Régional Eolien (SRE)

Arrêté le 28/09/12, le schéma régional éolien (SRE), annexé au SRCAE, identifie les parties du territoire régional favorables au développement de l'énergie éolienne terrestre. Il établit la liste des communes dans lesquelles sont situées ces zones. Ainsi les zones de développement de l'éolien (ZDE) créées ou modifiées postérieurement à la publication du SRE doivent se situer au sein de ces parties favorables du territoire régional.

NB : Le Tribunal Administratif de Marseille a annulé par son jugement du 19 novembre 2015 l'arrêté du 28 septembre 2012 portant approbation du schéma régional éolien.

Le cadre Départemental

En raison de la problématique régionale de sécurisation électrique de l'Est PACA, le Département du Var a signé, le 21 janvier 2011, un contrat d'objectifs ministériel avec différents partenaires afin de définir les actions à mener pour :

- Renforcer le réseau de transports d'électricité ;
- Réduire la consommation énergétique ;
- Promouvoir le développement des énergies renouvelables localement en produisant 15% de la consommation d'énergie à partir de sources renouvelables d'ici fin 2012 puis 20% à l'horizon 2020.

Afin de répondre à l'objectif de production d'énergies renouvelables, le Département du Var a souhaité élaborer un cadre départemental de référence pour le développement des énergies renouvelables sur son territoire qui permet de définir les filières à soutenir et développer prioritairement sur le territoire (bois-énergie, solaire et éolien pour la Provence Verte Verdon) ainsi que leurs conditions d'implantation.

III.3.1 Le bilan des émissions de gaz à effet de serre

Sur le territoire de SCoT, les émissions de gaz à effet de serre sont estimées pour l'année 2013 à 561 700 tonnes équivalent CO2 (teqCO2). Elles sont quasiment exclusivement liées à la consommation d'énergie par les transports, le résidentiel et le tertiaire.

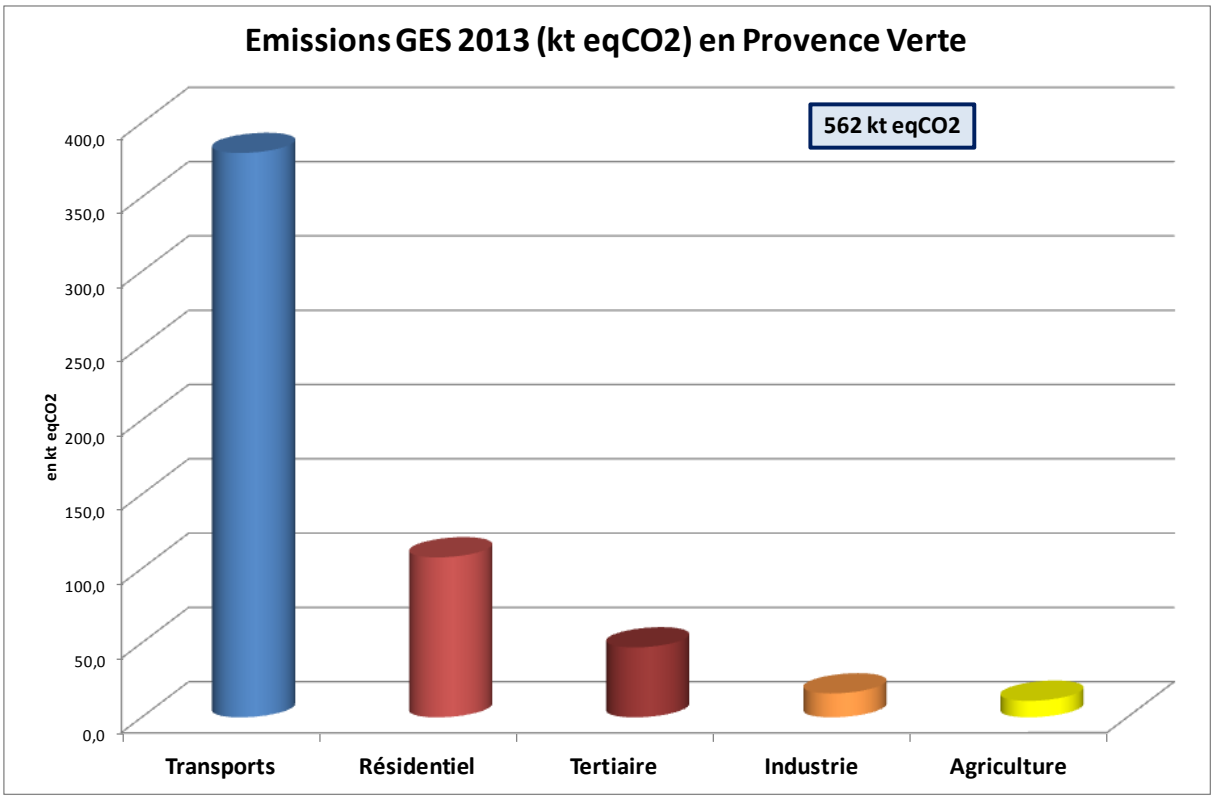


Figure 51 : Émissions de gaz à effet de serre du pays de la Provence Verte en 2013 (source Energ'Air)

Les émissions de type énergétique sont dues principalement aux secteurs des transports et du bâtiment (habitat et tertiaire). Avec 380 milliers de tonnes équivalent CO2, les émissions de transports représentent 68 % du total des émissions. Celles des secteurs de l'habitat viennent en seconde position avec 19% des émissions totales, et enfin les émissions du secteur tertiaire n'occupent qu'une part d'environ 8%.

Les émissions d'origine non-énergétique, (5 % des émissions du territoire) sont principalement imputables aux rejets du secteur industriel et du secteur agricole.

Entre 1990 et 2013, l'ensemble des émissions de type énergétique et non énergétique de la Provence Verte Verdon a augmenté de 100%, passant ainsi de 280 666 téqCO2 à 561 700 téqCO2 en 23 ans.

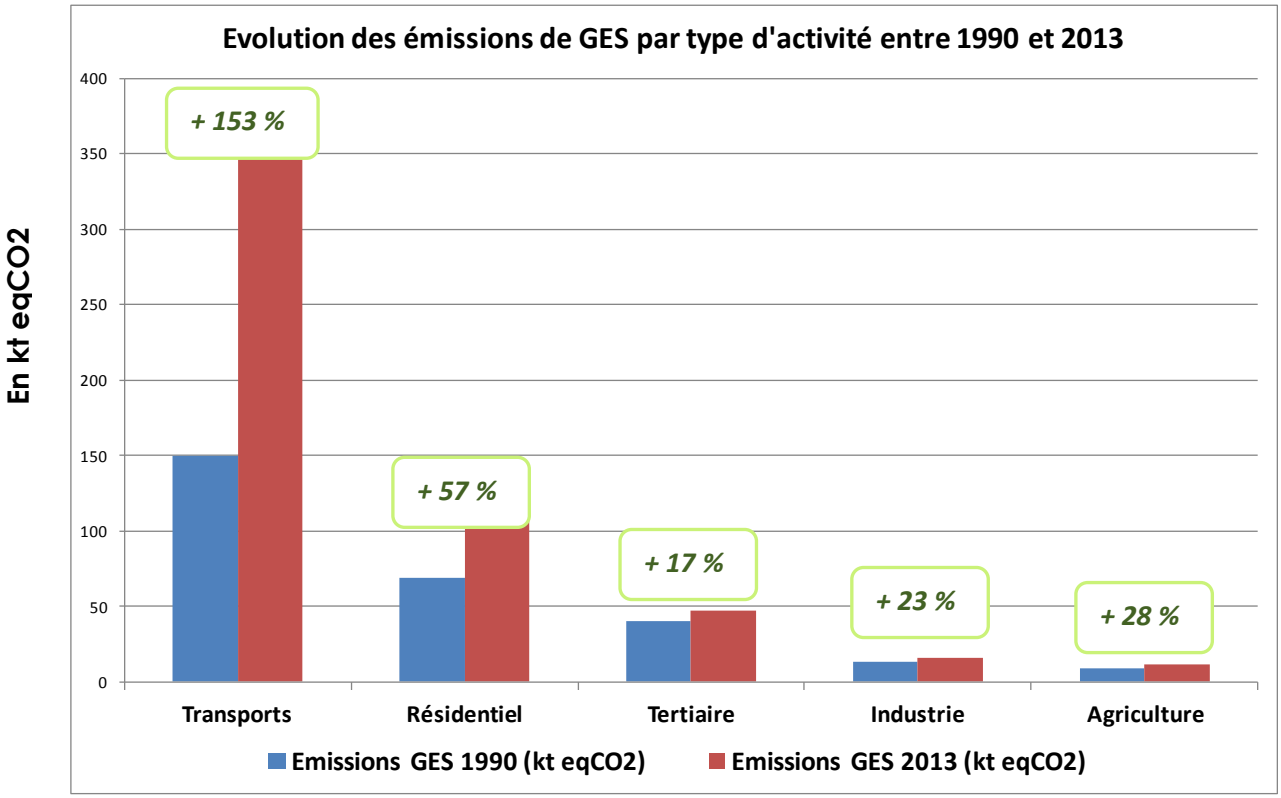


Figure 52 : Évolution des émissions de gaz à effet de serre par type d'activité, entre 1990 et 2013.

Ce niveau d'évolution global est principalement dû à la forte progression des émissions du secteur des transports et du bâti. En effet, l'augmentation des déplacements et du transport de marchandises a entraîné une augmentation de 153 % des émissions de ce secteur sur la période 1990-2013.

Les émissions de type énergétique des bâtiments des secteurs résidentiel et tertiaire connaissent également une augmentation significative de leur niveau, soit +57% pour le résidentiel et +17% pour le tertiaire. Plusieurs facteurs semblent justifier ces tendances :

- La localisation géostratégique de la Provence Verte Verdon qui favorise son attractivité résidentielle et économique ;
- L'augmentation des phénomènes de décohabitation des ménages et de migrations résidentielles sur ce territoire ;
- La diffusion de nouveaux usages et comportements.
- Une augmentation des émissions non énergétiques dans le secteur tertiaire (climatisation et froid) ;

Les secteurs de l'industrie et de l'agriculture sont ceux qui ont subi la plus faible augmentation de leur niveau d'émissions sur la période 1990-2013.

NB : L'élargissement des Routes D3 et D11 est programmé à l'heure actuelle. L'élargissement de cet axe routier reliant Rians à St Paul lès Durance (Iter) est plébiscité par l'ensemble des partenaires locaux d'ITER. Il est inscrit dans la liste des itinéraires d'intérêt régional. Cet axe aura un impact économique, mais aussi des impacts environnementaux par rapport aux flux routiers, aux nuisances sonores et aux GES. Aujourd'hui, 6000 véhicules/jour passent par la route qui relie Ginasservis et Vinon. Potentiellement, cela pourrait augmenter à 10 000 véhicules/jour.
La Communauté du Pays d'Aix est également interessée par ce projet, cet axe étant en capacité de « dégorger » la périphérie du pays d'Aix, avec un flux routier des Alpes à la côte qui pourrait être dévié par ce « nouvel » itinéraire. Actuellement, des réflexions sont en cours, notamment entre les départements des Bouches-du-Rhône et du Var, pour pouvoir programmer son aménagement.

III.3.2 Les consommations d'énergie

En 2013, les consommations d'énergie du territoire s'élèvent à 3 577 GWh, soit 307 548 tonnes équivalent pétrole.

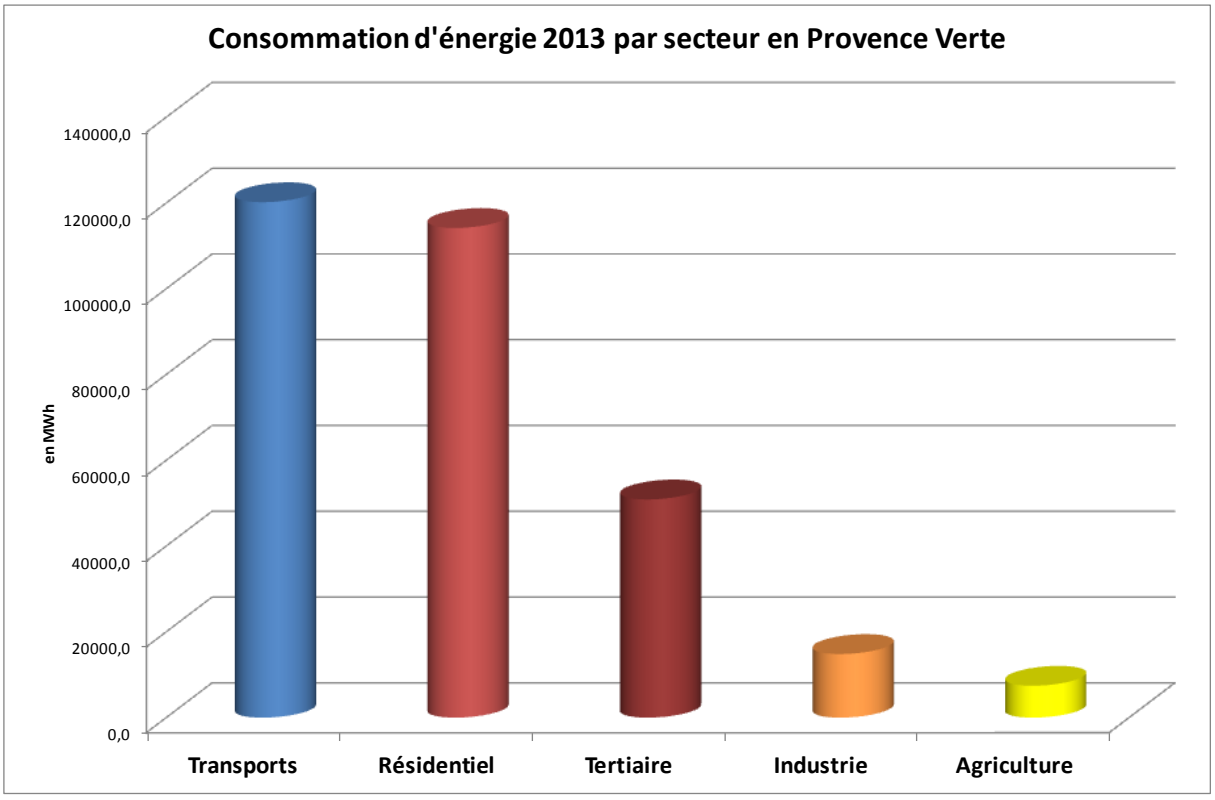


Figure 53 : Consommations d'énergie du Pays de la Provence Verte en 2013 en MWh (Source : Energ'Air 2013)

Le bilan des consommations d'énergie du territoire est dominé par le secteur des transports qui représente 39 % des consommations, contre 37 % pour le résidentiel et 17 % pour le tertiaire. L'industrie constitue seulement 5 % des consommations d'énergie du territoire contre 33 % en Provence Alpes Côte d'Azur, région particulièrement industrialisée et 23 % en France en moyenne. Par ailleurs, la quasi-absence d'activité d'élevage et de culture agricole combinée à la faible implantation de grosses activités industrielles sur ce territoire justifient le fait que les émissions de gaz à effet de serre des secteurs agriculture et industrie soient les moins élevées sur le territoire.

Sur le territoire de la Provence Verte Verdon, les produits pétroliers représentent 32 % des consommations d'énergie, et l'électricité 27 %. Cette part importante des produits fossiles a une incidence notable quant au contenu carbone de l'énergie consommée.

III.3.3 Une production locale d'énergies renouvelables relativement faible

Entre 2010 et 2012, la production énergétique annuelle locale reste faible (estimée à 26 955 tep, soit 313 484 MWh) et est assurée essentiellement par les installations de consommation de bois des particuliers. La production d'électricité est quasiment exclusivement permise par les centrales photovoltaïques (environ 11260 tep, soit 130 954 MWh).

Ce niveau de production couvre 8,8 % des consommations énergétiques totales du territoire (sachant qu'au niveau de la Région, la part des énergies renouvelables ne représente que 11%). Plus de 91 % de l'énergie consommée est donc importée.

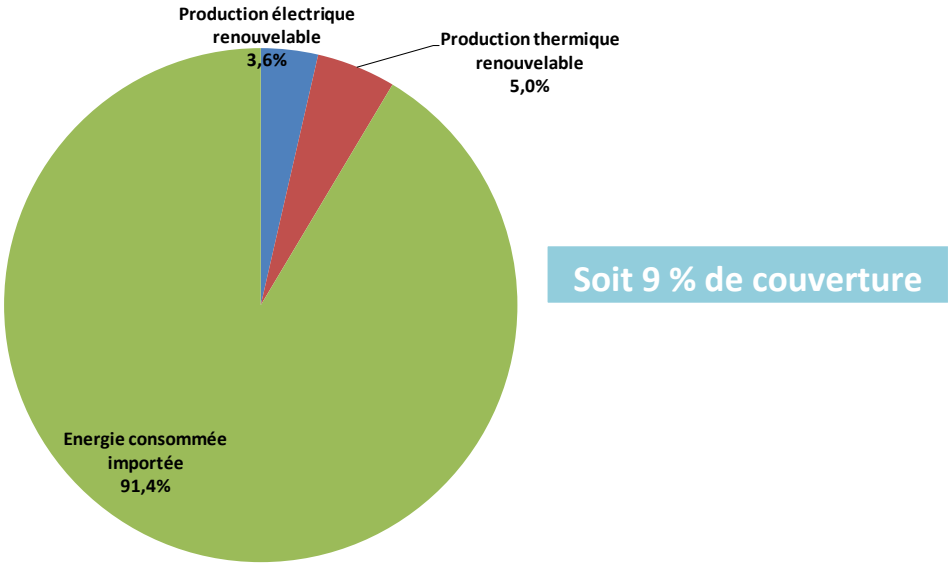


Figure 54 : Production locale annuelle en énergies renouvelables en Provence Verte Verdon entre 2010 et 2012 (source Energ'Air & Provence Verte)

Production d'énergie	Production annuelle (tep) entre 2010 et 2012
Photovoltaïque	11260
Petite hydraulique	17,8
Eolien	15,9
TOTAL Production d'électricité	11 293,7
Bois de chauffage/bois énergie	15477
Solaire thermique	184
TOTAL Production thermique	15 661
TOTAL de la production d'énergie	26 955
Taux de couverture énergétique en 2012	*8,8%*

Figure 55 : Tableau de synthèse des productions en énergies nouvelles et renouvelables

III.3.4 Le potentiel énergétique renouvelable

L'éolien

L'éolien constitue une réelle opportunité pour le territoire. Un ou plusieurs parcs éoliens raccordés au réseau électrique constitueraient un moyen de sécurisation important vu la puissance et le rendement énergétique des éoliennes d'aujourd'hui.

Face à cet enjeu, un **schéma de développement éolien a été lancé en 2006** par le Syndicat Mixte afin d'évaluer les potentialités de développement sur le territoire et de maîtriser les enjeux liés à l'implantation d'éoliennes face aux nombreuses sollicitations des opérateurs privés. Le but étant aussi de constituer les dossiers de ZDE « Zone de développement éolien » pour les zones propices et en fonction des volontés politiques locales.

Environ 40 % du territoire étudié présenterait un potentiel supérieur à 300 W/m² à 80 mètres.

Les Zones de Développement de l'Eolien (ZDE)

Les Zones de Développement de l'Éolien (ZDE) ont été introduites par la loi de Programme fixant les Orientations de la Politique Énergétique du 13 juillet 2005 (loi POPE). Ces zones sont définies par les Préfets de département sur proposition des communes ou des EPCI. Ces zones permettent de bénéficier d'une obligation d'achat de l'électricité produite à tarif réglementé bonifié (obligation d'achat garantie pendant 15 ans). Chaque ZDE est définie par un zonage et une puissance électrique maximale et minimale.

Deux Zones de Développement Éolien (ZDE) ont été définies sur le territoire (dont une a été annulée) :

- **ZDE Artigues / Ollières** : validée par arrêté préfectoral en octobre 2007, et confirmé en 2015

Puissance autorisée comprise entre 44 et 69 MW. Le projet de parc porté par Eco Delta Développement a obtenu un permis de construire en 2008 (projet de 12 éoliennes de 3 MW sur Ollières et de 11 éoliennes sur Artigues). La ZDE et les 2 PC ont été annulés en 2010. Mais la procédure a été restaurée le 27 Octobre 2015, suite à un recours en appel. Le potentiel de production d'électricité d'origine éolien avec ces deux ZDE est d'environ 160 000 MWh/an à l'horizon 2020.

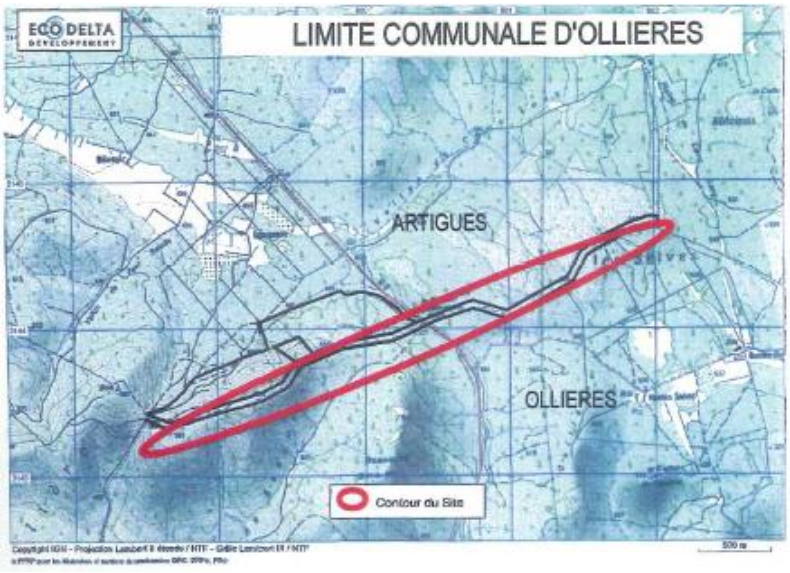


Figure 56 : Projet de site d'implantation du parc éolien Ollières Artigues (source commune d'Ollières)

Le potentiel de production d'électricité d'origine éolien avec ces deux projets est d'environ **160 000 MWh/an** à l'horizon 2020.

Le Schéma régional éolien a intégré l'ensemble des communes de la Provence Verte Verdon (pour tout ou partie) dans ses zones favorables à l'éolien. Néanmoins, un ensemble de contraintes sont à prendre en compte pour l'implantation d'éoliennes :

- La zone réglementée LF-R95A, ou zone EALAT : périmètre géré directement par la base du Luc qui protège l'entraînement des hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de terre et de l'école franco-allemande du Tigre. Ce périmètre concerne une grande majorité du territoire. Le SRCE précise que si deux ZDE (Artigues-Ollières et Pallières) ont pu être créées dans le périmètre réglementé LF-R 95A, tout nouveau projet situé dans le périmètre de cette zone aurait de fortes probabilités de se voir opposer un avis défavorable de la part du ministère de la Défense.

- Les servitudes radioélectriques : zone de consultation obligatoire de 30 km autour des radars civils et militaires, zone de concertation de 15 km autour des radars VOR (systèmes de navigation de l'aviation civile).

- Les secteurs à enjeux paysagers et patrimoniaux : sur le territoire de la Provence Verte Verdon, les zones des sensibilités paysagères majeures et très fortes concernent les massifs à la silhouette exceptionnelle (Mont Aurélien, Sainte-Baume, montagne de la Loube), le Vallon Sourn, Bessilons, les lignes de crêtes et cols secondaires et les paysages agricoles remarquables.

En fonction de ces contraintes, le SRE a identifié des zones préférentielles de développement du petit éolien et du grand éolien. Les communes qui présentent un potentiel de développement éolien sont essentiellement : Plan d'Aups, Nans-les-Pins, Ollières, Seillons-source-d'Argens, Saint-Martin, Esparron et Montmeyan.

Les objectifs de puissance installée pour le VAR sont de 65 MW en 2020 et 190 MW en 2030.

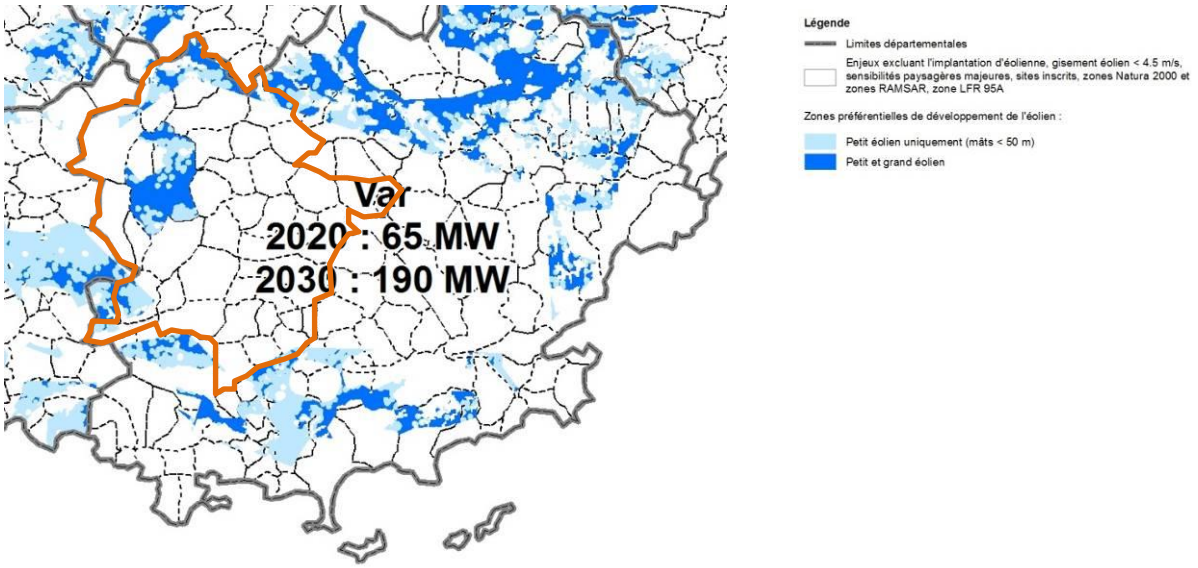
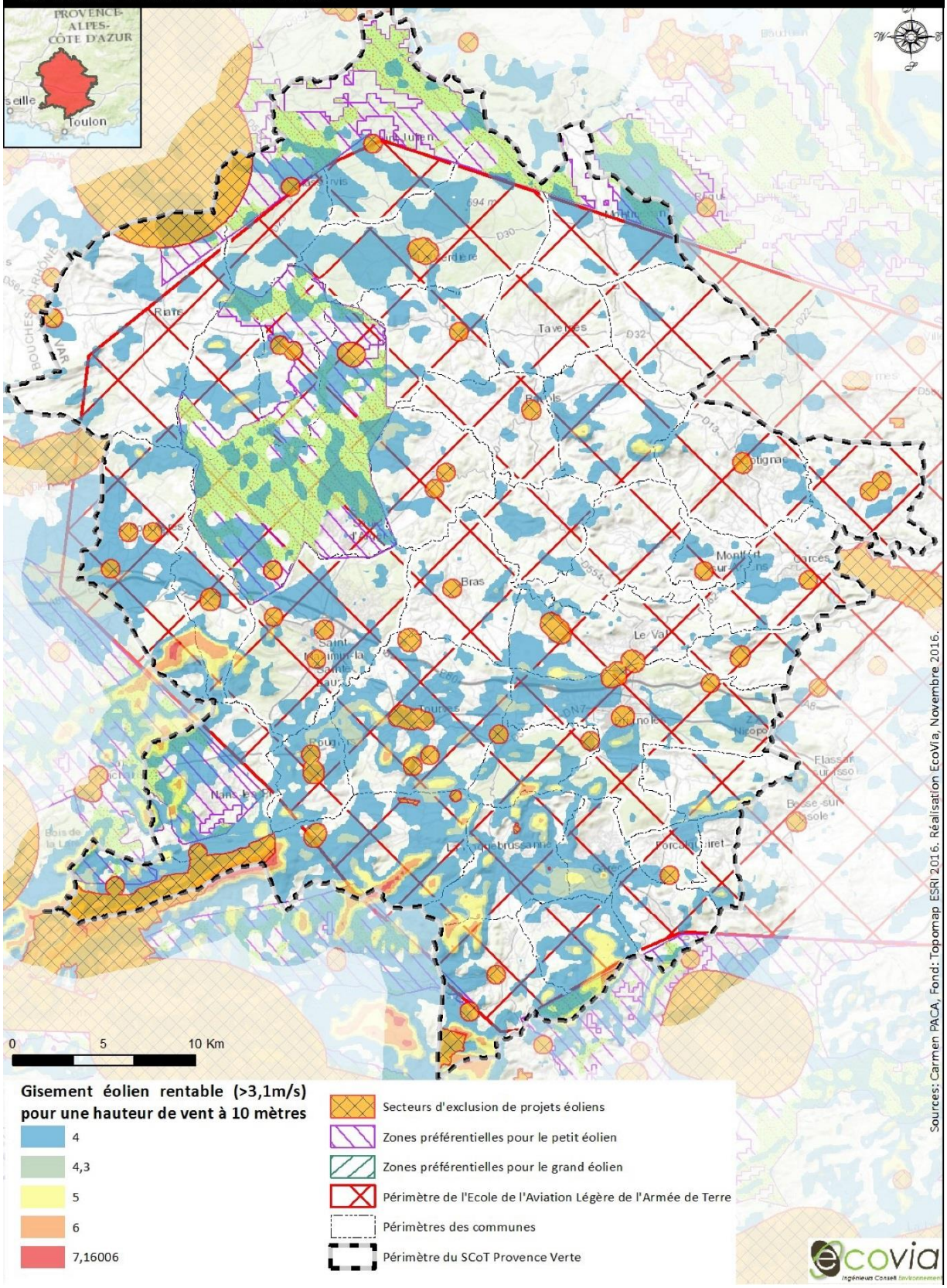
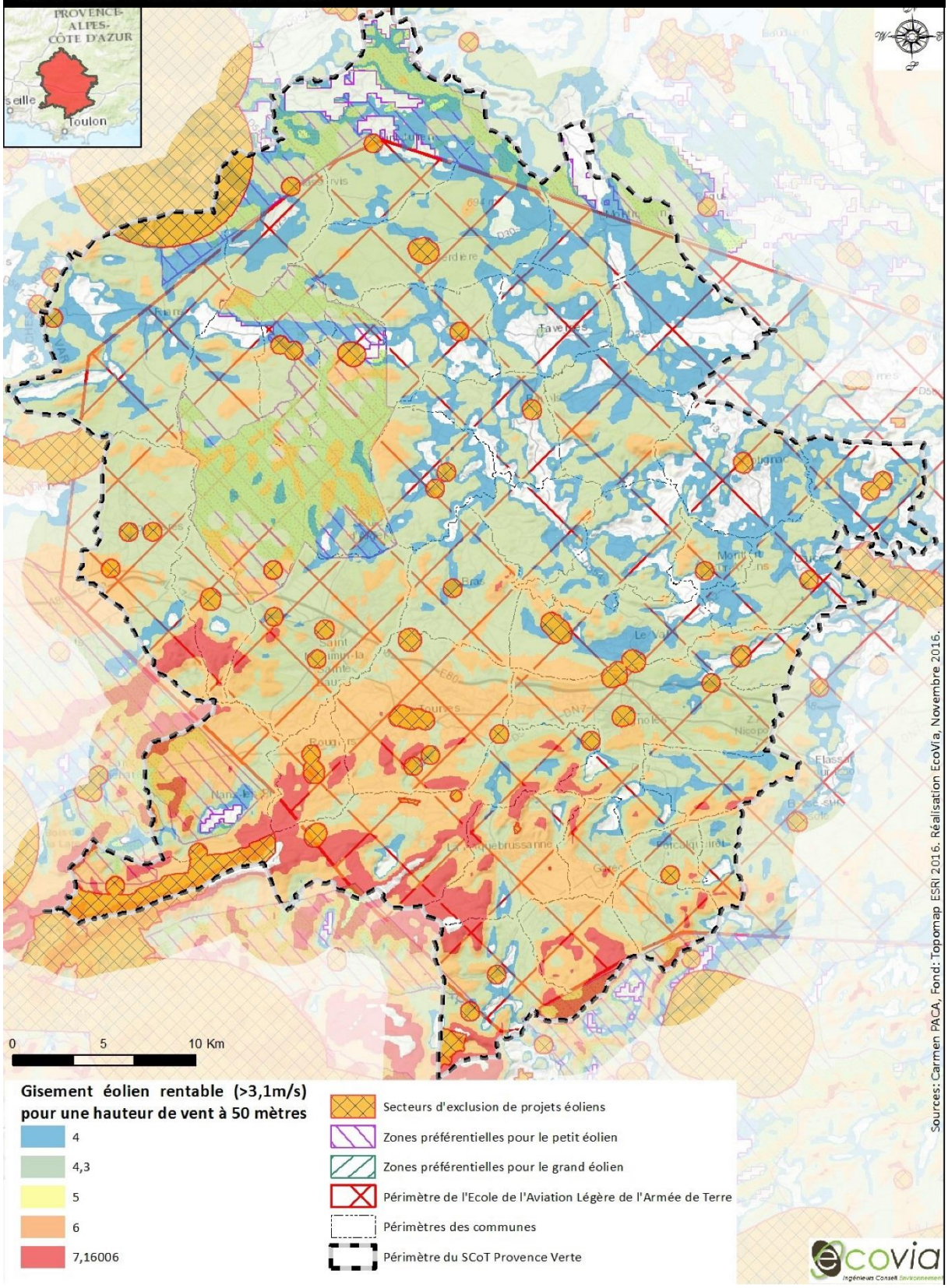


Figure 57 : Extrait du SRE, zones préférentielles et objectifs de développement.

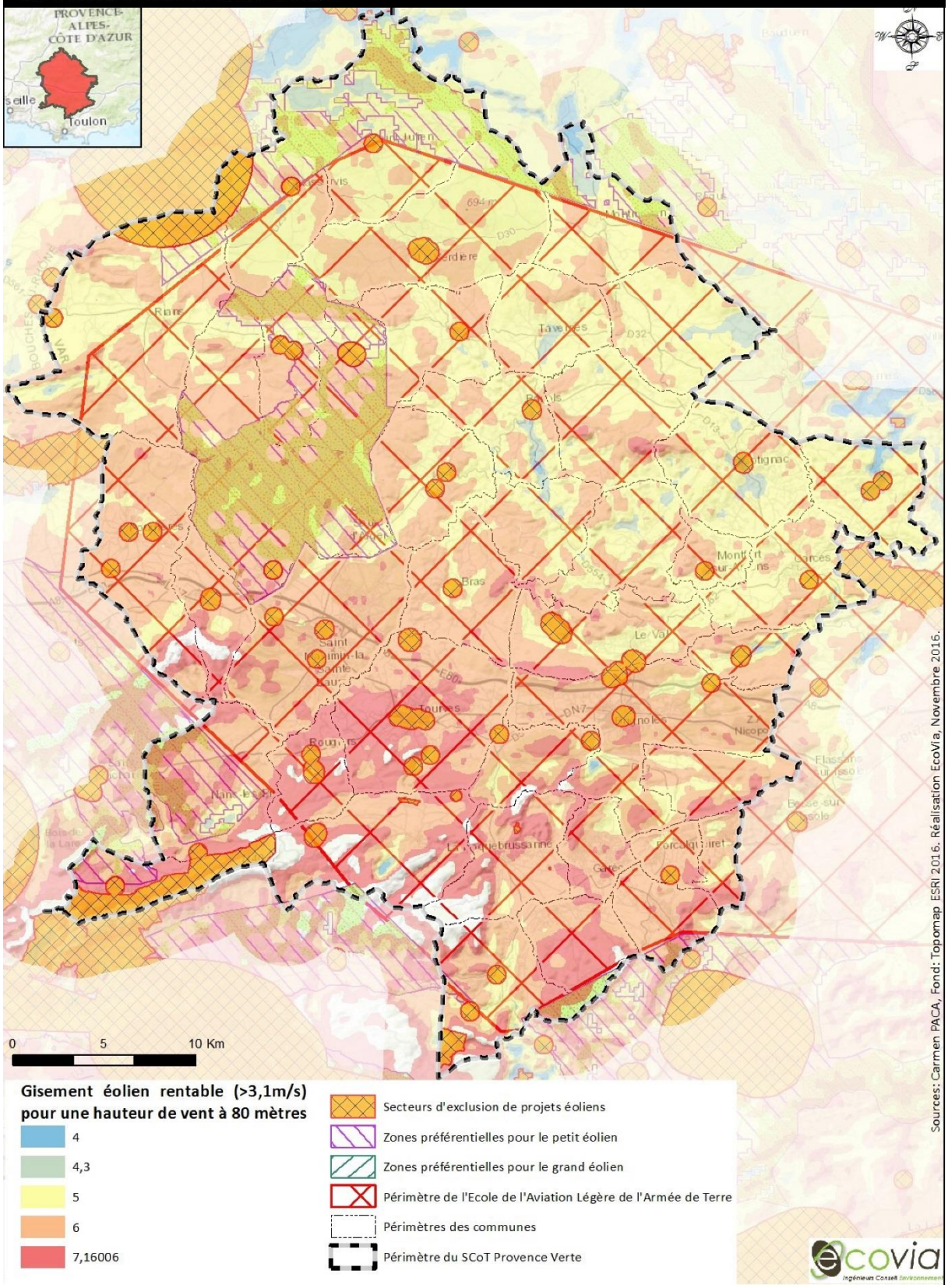
Le gisement éolien rentable pour une hauteur de vent à 10 mètres d'altitude sur le SCoT Provence Verte Verdon



Le gisement éolien rentable pour une hauteur de vent à 50 mètres d'altitude sur le SCoT Provence Verte Verdon



Le gisement éolien rentable pour une hauteur de vent à 80 mètres d'altitude sur le SCoT Provence Verte Verdon



Le solaire photovoltaïque

La Provence Verte Verdon est située sur un territoire parmi les mieux dotés en ressource solaire en métropole (gisement d'énergie solaire supérieur à 1 550 kwh/m²/an selon l'ADEME). Le territoire dispose ainsi d'une ressource particulièrement favorable pour le développement de la valorisation de l'énergie solaire.

Les centrales photovoltaïques au sol

Malgré la baisse des tarifs de rachats de l'électricité produite par des installations photovoltaïques, la Provence Verte Verdon compte plusieurs centrales en fonctionnement et de nombreux projets en cours d'instruction ou à l'étude.

Dix-huit centrales photovoltaïques fonctionnement actuellement (décembre 2018) sur le territoire. Elles représentent une puissance installée de 154MWc pour une production prévisionnelle de 128 037 MWh/an (soit 11 010 tep/an).

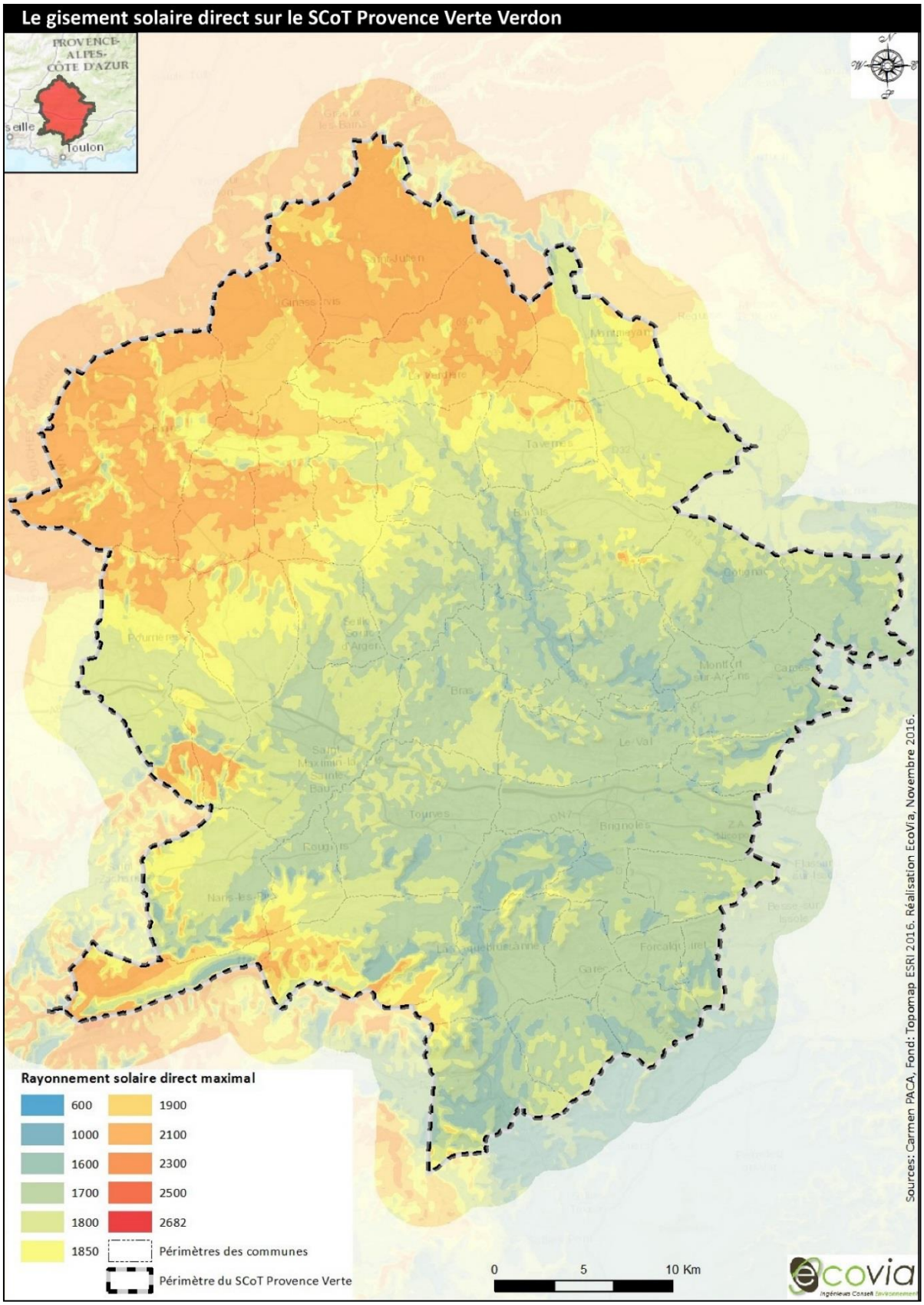
De nombreuses centrales photovoltaïques au sol sont encore en projet, en cours d'instruction, ou en attente d'être érigées et/ou en fonctionnement :

- 5 projets dont les permis de construire ont été accordés ;
- 5 projets dont les permis de construire ont été déposés ;
- Une vingtaine de projets en réflexion.

Au total, l'ensemble des projets de centrales photovoltaïques au sol (existants et en projet) pourraient représenter une puissance installée d'environ 425 MWc pour une production prévisionnelle de plus de 45 686 tep/an.

On notera que les objectifs du SRCAE en matière de production d'énergie solaire par les centrales photovoltaïques au sol sont de 920 MW de puissance installée en 2020, 1900 MW en 2030 et 3 612 MW en 2050 (scénario de transition énergétique). Ainsi, la Provence Verte Verdon pourrait contribuer significativement à la production d'énergie solaire photovoltaïque à l'échelle de la région PACA : 46% à l'horizon 2020 ou 22% de la production à horizon 2030.

Le gisement solaire direct sur le SCoT Provence Verte Verdon



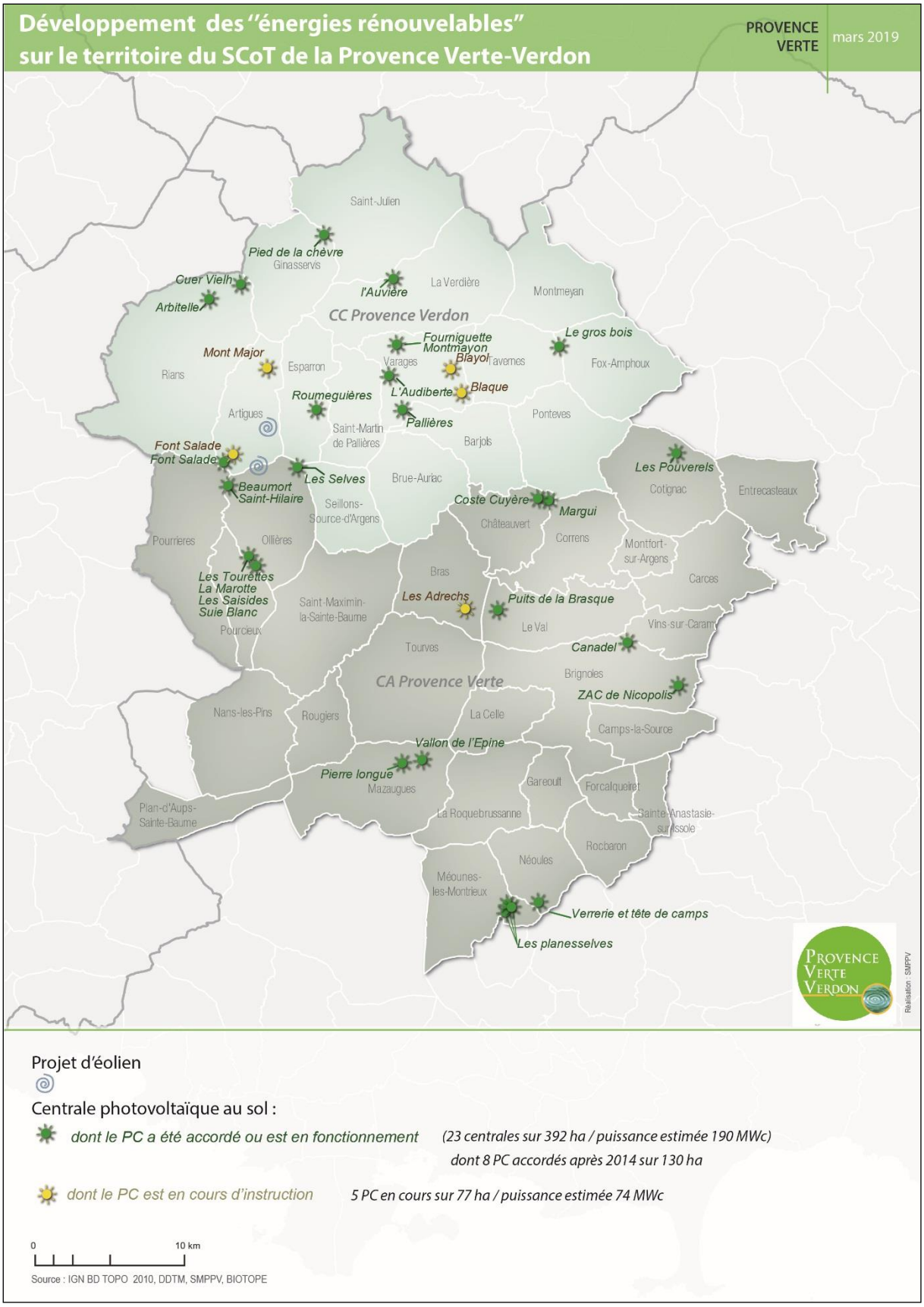


Figure 58 : Carte de localisation des centrales photovoltaïques au sol

Le photovoltaïque en toitures

Si la production est aujourd'hui très faible, le Photovoltaique en toiture (habitat, zones d'activités, hangars agricoles) a une contribution possible estimée à environ **70 000 MWh** sur la base des hypothèses suivantes :

- Habitat : 25% des logements (existants ou produits sur la période du SCOT) équipés d'ici 2020 (2kWc/ logement)
- Zone d'activité : 50% des surfaces en toiture sont exploitables. Parmi celles-ci, 50% sont équipées.
- Hangars agricoles : 25% des exploitations sont concernées pour une puissance moyenne de 75kWc

Ceci est un chiffre théorique qui représente un potentiel maximal mais qui ne tient pas compte des autres paramètres intervenant dans le développement de cette filière : prix d'achat ; volonté des maîtres d'ouvrages, faisabilité technique…

Le solaire thermique

En 2000 on ne comptait encore que 8 CESI pour 32m2 de capteurs puis le nombre d'installations a fortement augmenté en 2006. Ainsi, fin 2007, on comptait 214 CESI (chauffe-eau solaire individuel) installés sur le territoire soit 958 m2 de capteurs solaires. Une estimation faite par le bureau d'étude EXPLICIT, évalue qu'en 2010 le nombre d'installations à 302 pour les CESI et 40 pour les SSC (Système Solaire Combiné).

D'après l'étude des potentiels de production d'énergies renouvelables (source : EXPLICIT, 2010-2012), le potentiel de production en solaire thermique serait de **67 000 MWh en 2020** en prenant comme hypothèse :

- 50% des logements individuels et des logements collectifs ayant un système de chauffage central collectif sont équipés de panneaux solaires permettant de chauffer environ 150 litres d'eau,
- 50% des bâtiments (existants et neufs) du tertiaire sont équipés de CES ce qui permettrait de couvrir 40 % des besoins en eau chaude.

On notera que les objectifs du SRCAE en matière de production d'énergie solaire en toitures sont pour la Région de 1 200 MW de puissance installée en 2020, 2 800 MW en 2030 et de 6 500 000m² en 2050 (scénario de transition énergétique).

Le bois énergie

Vu le contexte forestier local (voir partie ressource forestière) **la filière bois énergie** pourrait représenter une voie intéressante de diversification des débouchés et de commercialisation des produits forestiers, tout en permettant de structurer une nouvelle filière économique locale créatrice d'emplois autour de la production de plaquettes forestières et d'entretenir et de mettre en valeur les espaces boisés.

Cette filière répond aux enjeux environnementaux et énergétiques, de lutte et protection DFCI, de gestion forestière et économique.

Le bois énergie est une ressource stable face aux fluctuations mondiales du coût des combustibles et permet de réinjecter localement les dépenses de chauffage. Il permet une Indépendance énergétique et l'émergence d'une économie locale.

Cette filière limite l'aggravation de l'effet de serre par la réduction des émissions de dioxyde de carbone et supprime la pollution par le souffre et réduit la biomasse combustible (opportunité pour réduire les coûts de la gestion forestière). Dans le cadre d'une gestion durable des massifs forestiers, la filière bois joue un rôle positif vis à vis des enjeux environnementaux (cycles de l'eau et de l'air, préservation de la biodiversité...).

L'énergie bois génère, à dépense égale, 3 à 4 fois plus d'emplois que les autres énergies, fioul, gaz, ou charbon. L'utilisation de 1 000 mètres cubes de bois génère directement un emploi qualifié à temps complet (source : *ministère du travail*). La filière bois créée et favorise le maintien d'emplois locaux.

Aussi afin de dynamiser cette filière, une étude sur la ressource forestière mobilisable pour le bois énergie avait été réalisée en 2004 par l'ONF et le CRPF à la demande du Syndicat Mixte. Seuls les peuplements résineux ont été pris en compte dans cette étude en forêt publique et privée**,** les feuillus étant bien valorisés par la filière bois de chauffage traditionnel. Cette étude prévoyait une ressource mobilisable d'environ 46 000 m3/an à partir de 2012.

Sur le territoire de la Provence Verte Verdon, la production forestière s'élève à 146 000 m3 par an (Source : IFN). 13 500 m3 sont prélevées ce qui correspond à 9,3% du total. Une étude réalisée en 2003 au niveau national pour le compte de l'ADEME a permis d'estimer le potentiel bois énergie sur un arbre entier de la façon suivante :

- 41% en bois énergie
- 36% en bois d'œuvre
- 23% en bois bûche (à destination des particuliers).

En appliquant ce taux, on arrive à un volume disponible pour le bois énergie d'environ 59 000 m3 par an ce qui représenterait environ 125 706 MWh par an.

Le gisement existe donc pour développer des projets de chaufferies bois et de réseaux de chaleur bois. Aujourd'hui, les fournisseurs des installations existantes sont à proximité mais en dehors du territoire.

Si les projets continuent de se développer, il pourra être envisagé une structuration territoriale de la filière bois énergie. Cela permettra de garantir un approvisionnement local et sécurisé.

Les installations

La Provence Verte Verdon compte 14 installations existantes.

Chaudières en fonctionnement				Année mise en service	Puissance Bois (kW)	Conso bois étude (t)
24	St Maximin	Reseau chaleur Collège	Département	2011	220	121
18	Correns	Reseau chaleur communal	Commune	2010	150	41
15	St Maximin	Bureaux (ancienne gare SNCF)	Département	2009	100	51
12	Plan d'Aups	Salle polyvalente "Le Corbusier"	Commune	2009	120	40
9	Fox Amphou	Reseau chaleur communal	Commune	2008	100	80
5	Ollières	Chalbre dhote "Bastides"	Domaines de Provence	2005	110	214
4	Ollières	Gites "Marotte"	Domaines de Provence	2005	110	
3	Ollières	Reseau chaleur "Cave"	Domaines de Provence	2005	400	
1	Plan d'Aups	Réseau chaleur communal	Commune	2004	340	260
1	La Verdière			2010		
1	Brignoles	Complexe aquatique	Commune	2016		
1	Vins sur Cara	Salle des fêtes	Commune	2015		
				TOTAL	1650	807

Figure 59 : Chaudières bois en fonctionnement sur la Provence Verte Verdon

Une Centrale Biomasse :

Une unité de production d'énergie électrique à partir de biomasse SYLVANIA (portée par la Société Inova et retenue dans le cadre d'un appel à projet de la Commission de régulation de l'Energie) est en fonctionnement depuis 2016 sur la zone industrielle de Nicopolis. L'unité, d'une puissance électrique de 21.5MWh, correspond à une production annuelle de 186 000 MWh, et permet de satisfaire 42 000 foyers.

Le combustible utilisé est de la biomasse « propre » principalement d'origine forestière, estimée à 140 000 t de bois forestier et 40 000 t de déchets de classe A par an. La plus grande partie de l'énergie produite est achetée par EDF à prix défini, pour une durée de 20 ans. Bien que la valorisation de chaleur (réseau de chaleur) ne soit pas effective à ce jour (2017), cette éventualité reste possible et permettrait de récupérer la chaleur fatale pour d'autres utilisations industrielles.

Autres filières

D'autres filières peuvent également constituer un potentiel énergétique intéressant dans le cadre d'une diversification du mix énergétique même si elles ne seront pas les principales productrices :

- **La valorisation de la biomasse agricole** : il n'existe pas aujourd'hui d'installations de valorisation existante de la biomasse agricole sur le territoire de la Provence Verte Verdon. La Chambre d'Agriculture de la région PACA a lancé une étude sur la valorisation de la biomasse agricole. Cette biomasse peut être valorisée soit par combustion soit par méthanisation. Le potentiel estimé en Provence Verte serait d'environ 49 000 MWh annuels.

- **L'hydroélectricité** : Le GERES (Groupe Energie Renouvelables, Environnement et Solidarités) a mené une « Etude du potentiel régional pour le développement de la petite hydroélectricité » Potentiellement, quatre sites de production d'électricité pourraient être envisagés : deux à Barjols (dont un déjà en fonctionnement) et deux à Correns (existants mais hors service). La production annuelle se situerait autour de 870 MWh, soit 0,02% de la consommation annuelle totale d'énergie sur le territoire de la Provence Verte Verdon.

Conclusion/État des potentiels énergétiques renouvelables :

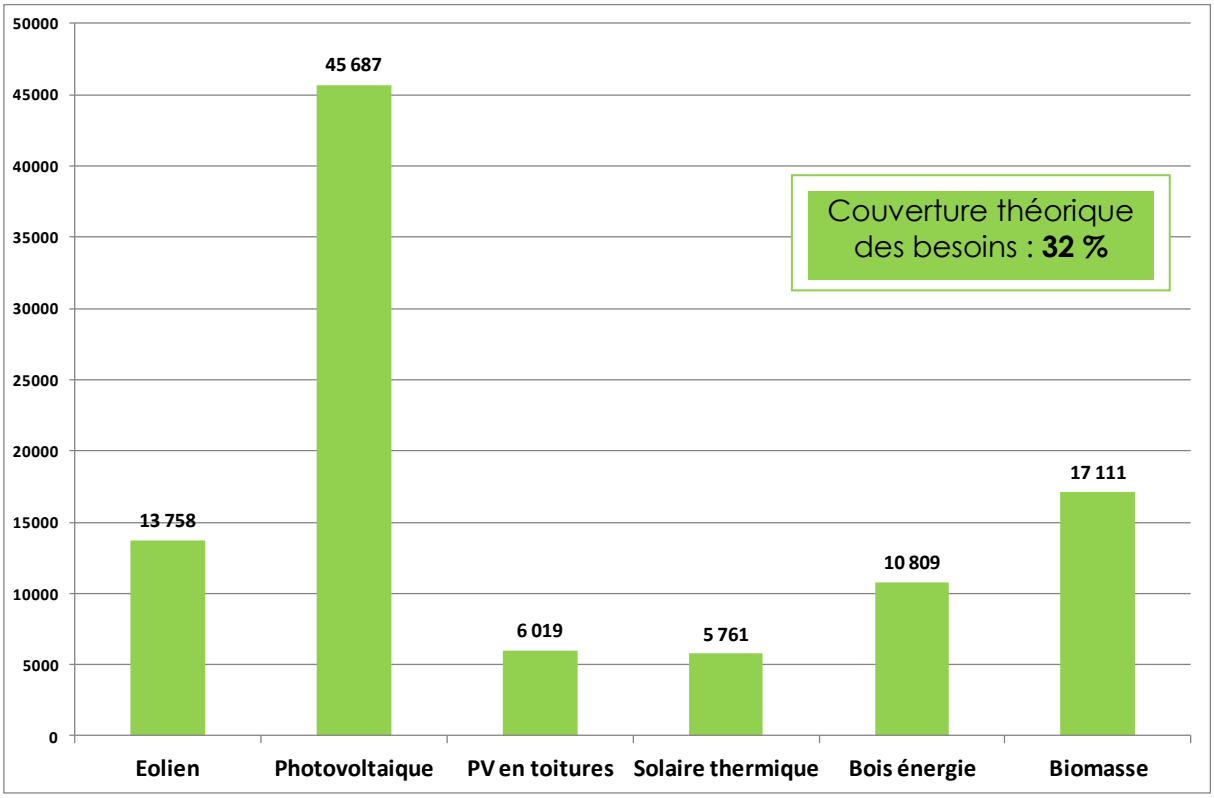


Figure 60: Synthèse des potentiels de production énergétique renouvelable en Provence Verte Verdon (en tep)

Conclusions :

Le territoire connaît aujourd'hui une forte dépendance énergétique avec une très faible production notamment d'énergie électrique. Néanmoins, il dispose d'un potentiel considérable (plus de 99 000 tep/an) qui lui permettrait de développer son mix énergétique : potentiel solaire et éolien, biomasse, avec notamment un ensemble de projets en cours qui pourrait se concrétiser à court ou moyen termes. La meilleure façon de réduire cette dépendance énergétique serait donc de concilier cette production d'énergie renouvelable avec une diminution des consommations, notamment dans le secteur de l'habitat et des transports.

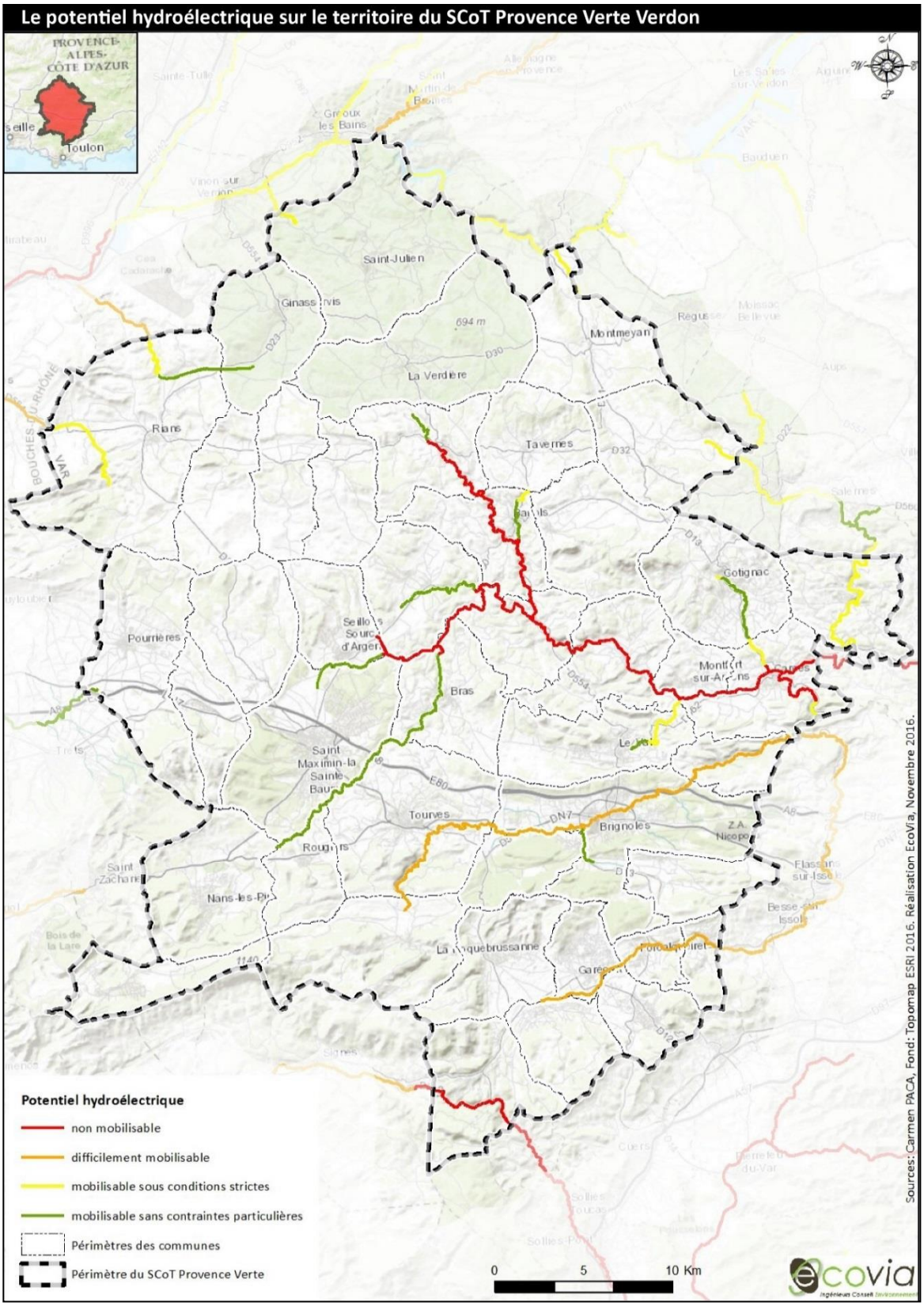


Figure 61 : Carte sur Le potentiel hydroélectrique en Provence Verte Verdon

III.4 LES RESSOURCES MINIÈRES ET L'EXPLOITATION DES CARRIÈRES

Les ressources minérales pouvant être valorisées au sein de la Provence Verte Verdon sont principalement de nature calcaire et argile. Leur exploitation soutient le développement économique et participe à l'aménagement du territoire. Elle pourvoit aux besoins locaux en matériaux pour la construction et l'industrie mais exporte également une grande part de sa production vers les territoires avoisinants (Toulon notamment).

L'exploitation des ressources minérales est encadrée par le Schéma Départemental des Carrières approuvé en 2001 et dont la révision a été publiée le 7 mars 2011. L'élaboration du Schéma Régional des Carrières (SRC) PACA est également en cours d'élaboration. Sa finalité est de contribuer à la stratégie nationale de gestion durable des granulats terrestres et marins et des matériaux et substance de carrières. A l'horizon 2020, tous les schémas départementaux de carrières de PACA seront caducs dès l'adoption de ce Schéma Régional des Carrières.

III4.1 État des lieux de la production et de la demande

La production

Le département du Var est le premier producteur de granulats de roches massives de la région Provence-Alpes - Côte-d'Azur avec près de 7 millions de tonnes produites en 2010, et le second producteur de pierres de tailles.

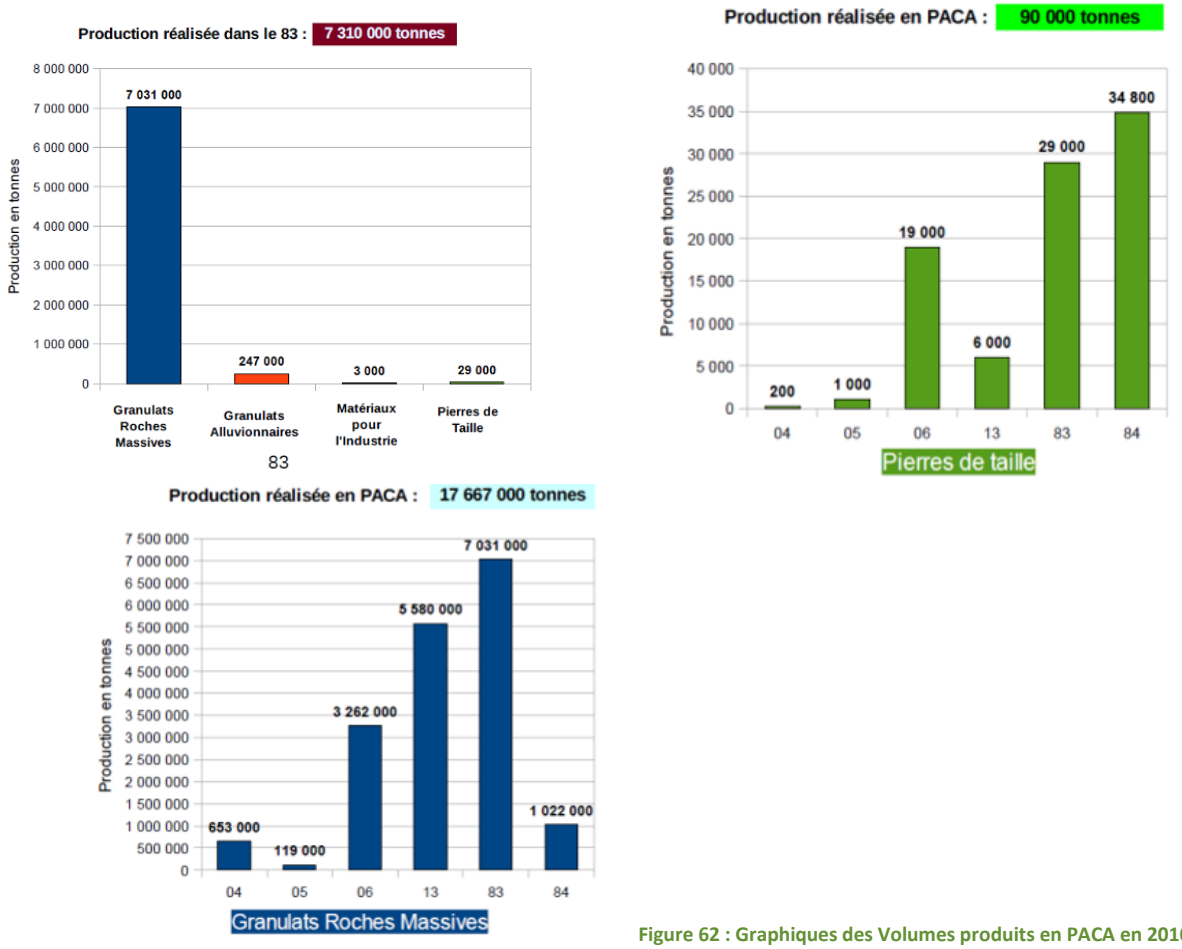


Figure 62 : Graphiques des Volumes produits en PACA en 2010. Source : UNPG

Les granulats de roches massives représentent la plus grosse production du département.

En Provence Verte, 8 carrières sont actuellement en activité et une est en projet de réouverture sur la commune de Saint-Julien. Six exploitants se répartissent la production, les plus important sont Provençale SA et la Société Méridionale de Carrières (SOMECA). Ensemble, les six exploitants peuvent extraire une quantité maximale autorisée de 2 515 000 t, (sur les 7 310 000 t réalisées dans le Var) en 2010 soit **34 % de la production départementale**.

Figure 63 : Tableau sur Les carrières du territoire Provence Verte Verdon. Source : DREAL PACA, maj. Septembre 2016

Commune	Lieu-dit	Exploitant	Quantité Autorisée (t)	Nature matériau	Usage	Autorisation Préfectorale en cours	Echéance
Brignoles	Le Candelon	PROVENCALE SA	50 000	Marbre – Sable - Graviers	Granulats	21/03/2003	21/03/2017
Le Val	ZI les Consacs	SOMECA	500 000	Calcaire	Granulats	14/12/2000	28/08/2019
Le Val	Le Juge	SOMECA	500 000	Calcaire	Granulats	02/04/1986	02/04/2019
Mazaugues	Lieux dit La Baume Saint Michel	SOMECA	300 000	Haldes	Granulats	12/01//2007	12/02/2014
Pourcieux	lieux dit LAMOUREUX	SA GUINTOLI	400 000	Calcaire	Granulat	19/06/2013	19/06/2025
Pourcieux	GARRAGAI	SAS DURANCE GRANULATS	490 000	Calcaire	Granulats	02/08/2007	02/08/2017
Rians	Lieu dit « Caugnon »	CBA	190 000	Calcaire	Granulats	09/06/2004	09/06/2019
Tavernes	Lieu-dit "Pourchier"	SARL STTP PAYAN	85 000	Calcaire	Granulats	21/06/2007	21/06/2022

Or, les volumes de production actuelle déclineront, notamment en raison des échéances préfectorales. En 2019, le déficit en granulats représentera près de 700 000 tonnes[ii].

III.4.2 Les anciens sites miniers

Le territoire de Provence Verte Verdon est parsemé d'anciens sites miniers et de carrières, parmi ces sites, peu font l'objet d'une reconversion ou de projet de réaménagement, notamment ceux de :

Barjols, Brignoles (2 sites miniers), Brue-Auriac, Châteauvert (rte de Correns ; calcaire faible cohésion-à sec- à flanc de relief ; visible), Ginasservis (2 anciennes carrières à ciel ouvert) ; La Verdière (5 anciennes carrières à ciel ouvert) ; Méounes-les-Montrieux (carrière souterraine de gypse datant du siècle dernier ; entraîne des dégâts de surface) ; Pontevès (Chemin du Bossillio : anciennes mines de Bauxite Camparoux , Rognette et St Ferréol ; Sable faible cohésion – à sec- à flanc de relief ; visible) ; Rians (8 anciennes carrières à ciel ouvert) ; Rougiers ; Ste Anastasie sur Issole ; Seillans ; Tavernes (Pourchier, calcaire – roche massive –à sec- à flanc de relief ; visible – facilement accessible – vestiges).

Les incidences environnementales des exploitations minières

Les interactions entre les carrières et l'environnement sont nombreuses. Les exploitations de carrières sont le plus souvent ressenties par le public au travers des atteintes qu'elles portent à l'environnement, par suite des diverses nuisances et des bouleversements des sols qu'elles engendrent.

Pour faciliter l'analyse, les effets sur l'environnement peuvent être subdivisés en six parties :

- effets sur l'atmosphère : bruits, vibrations, poussières;
- effets sur les eaux : souterraines et de surface;
- effets sur les sols, la faune et la flore;
- effets sur les paysages;
- effets sur la sécurité des tiers;
- effets des transports hors de la carrière.

Grille atouts-faiblesses/opportunités-menaces : Gestion des ressources naturelles			
Situation actuelle		Tendances	
+	Un réseau hydrographique dense et structurant, composé de 4 principaux fleuves.	↘	La mise en œuvre du SDAGE, des SAGE et des nombreux contrats de rivière devrait permettre d'améliorer et de maintenir l'état des cours d'eau.
-	6 masses d'eau souterraines fortement exploitées pour l'alimentation en eau potable	↘	La mise en œuvre du SDAGE et des SAGE devrait permettre d'améliorer l'état quantitatif des masses d'eau souterraines.
		↗	L'augmentation démographique attendue va accroitre encore les besoins en eau potable sur le territoire.
-	Des émissions de gaz à effet de serre importante, surtout liés aux consommations énergétiques des transports.	↘	L'augmentation démographique attendue va accroitre encore les émissions de GES sur le territoire.
-	Une importante consommation d'énergie, notamment dû à l'habitat et aux transports.	↘	Le développement des potentialités devraient permettre d'assurer une autonomie de 32 % des besoins en énergie d'ici à 2020.
		↘	L'augmentation démographique attendue va accroitre encore les besoins en énergie sur le territoire.

+	Atout pour le territoire	↗ La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	↘ La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives

IV - POLLUTIONS, DÉCHETS ET NUISANCES

IV.1. GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS

Rappel du contexte réglementaire :

Les loi Grenelle ont relancé une politique déchets très ambitieuse axée sur la prévention ou réduction de la quantité de déchets. Elles prévoient notamment que Les plans départementaux d'élimination des déchets intègrent des objectifs de réduction de la production de déchets et des objectifs de recyclage et fixent une limite aux capacités d'incinération et d'enfouissement. Ces objectifs doivent avoir comme finalité une valorisation matière correspondant au moins à 40 % des déchets produits. Les collectivités territoriales responsables de la collecte ou du traitement doivent également définir un programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés indiquant les objectifs de réduction des quantités de déchets et les mesures mises en place pour les atteindre

Le Décret du 11 juillet 2011 a précisé les dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets avec notamment dans le cadre du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPG-DND) :

- Introduction de plans de prévention
- planification de la gestion des déchets avec un renforcement des objectifs et des indicateurs sur le recyclage et la valorisation
- Prise en compte d'objectifs spécifiques en matière de biodéchets : obligation de tri et de collecte séparée des biodéchets par les gros producteurs
- limitation des capacités de stockage et d'incinération des déchets à 60% des déchets non dangereux produits dans le département à terme de 12 ans

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition étique pour la croissance verte :

- Fixe comme objectif de dépasser le modèle économique linéaire (extraire-produire- consommer-jeter)
- Réaffirme la priorité donnée à la prévention de la production de déchets, et la hiérarchie des modes de traitement des déchets (réutilisation, recyclage, ou à défaut valorisation)
- Définit un nouvel objectif de réduction des déchets ménagers et assimilés (DMA) par habitant de 10% à l'horizon 2020 par rapport à 2010 et de réduction des Déchets d'Activités Economiques (DAE), notamment du secteur du BTP
- Rend obligatoires ce11aines actions pour les collectivités publiques (lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration collective, réduction de la consommation de papier de bureau, achat de papier recyclé)

Depuis la Loi NOTRe du 7 août 2015, la compétence de planification des déchets a été confiée aux régions. Ainsi, le Plan Départemental de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés du Var (PDGDMA) a été remplacé par le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PRPGDND) de la Région Sud PACA. Il a été approuvé par délibération de l'Assemblée Plénière en date du 26 juin 2019 et intégré dans le SRADDET. Ce dernier impose :

- Réduction de 10% de la production de DMA en 2020 par rapport à 2010
- Développement du réemploi et augmentation de la quantité de déchets faisant l'objet de préparation à la réutilisation
- Valorisation matière de 55% en 2020 et 65% en 2025 des déchets non dangereux non inertes
- Valorisation de 70% des déchets issus de chantiers du BTP d'ici 2020

- Limitation en 2020 et 2025 des capacités de stockage ou d'incinération sans production d'énergie des déchets non dangereux non inertes (-25% à -30% en 2020, puis -50% en 2025 par rapport à 2010)

Le **Schéma Départemental des Boues et déchets issus de l'assainissement** a été quant à lui été adopté par le Conseil Général en juin 2012.

Le **Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets** (PRPGD) actuellement en projet devrait être validé prochainement.

Les structures compétentes en matière de collecte et traitement des déchets en Provence Verte Verdon

Les 2 intercommunalités de la Provence Verte Verdon se sont dotées des compétences « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés ». La communauté d'agglomération de la Provence Verte a délégué ces compétences au Syndicat Intercommunal pour la Valorisation et l'Elimination des Dechets Nouvelle Génération (SIVED NG). La communauté de communes Provence Verdon a elle aussi délégué ces compétences, au Syndicat Mixte de la Zone du Verdon (SMZV) pour la partie collecte des déchets et au SIVED NG pour la partie traitement des déchets.

Les circuits de collecte et traitement et les équipements présents sur le territoire

La **collecte sélective** est mise en place sur l'ensemble du territoire :

- En porte à porte (réel ou regroupé) ou en Point d'apport volontaire (PAV) pour les emballages
- En PAV pour les JMR (journaux magazines revues) et le verre

Le territoire dispose également de 22 déchèteries et de 3 quais de transfert, ce qui semble suffisant à la population et aux gisements actuels. Les collectivités devront néanmoins s'attacher à anticiper les besoins en fonction de l'évolution de la population.

En ce qui concerne la fraction fermentescible des Ordures Ménagères, des composteurs individuels sont distribuées (le SIVED a déjà distribué plus de 5 300 composteurs individuels, le Syndicat Mixte de la Zone du Verdon plus de 1000 sur l'ensemble de son territoire). Un composteur de proximité (fermenteur électromécanique) a également été installé par le SIVED sur la commune de Brignoles en 2010 afin de traiter les déchets fermentescibles de cinq cantines scolaires de la commune (capacité 70t/an)**.** Le compost produit est utilisé pour les espaces verts. L'équipement comprend également un bâtiment-abri dont la toiture est composée de panneaux photovoltaïques**,** à vocation de démonstration pédagogique.

Le territoire n'étant pas doté de Centre de tri et de centre de stockage, les produits de la collecte sélective (JMR, emballages et verre) sont envoyés au centre de tri de Manosque pour le SMZV et du Muy pour le SIVED. Au regard de l'insuffisance des équipements actuels, de l'évolution attendue des gisements et des taux de captage (augmentation de la collecte des emballages), et de la nécessité de favoriser un transport de proximité, un centre de tri pourrait être envisagé sur le territoire de la Provence Verte Verdon.

De même, différents scénarios potentiels de prétraitement des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) sont actuellement à l'étude sur le territoire afin de contribuer à la diminution ou à la stabilisation des déchets avant stockage, en fonction des enjeux économiques, environnementaux et du contexte local.

Ainsi, les déchets ultimes étaient auparavant acheminés vers l'ISDND (Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux) du Cannet des Maures et de Ginasservis pour y être enfouis conformément à la réglementation en vigueur. Depuis le 16 janvier 2017, l'ISDND de Ginasservis a vu son exploitation s'arréter, et le 8 août 2018 l'ISDND du Cannet des Maures a fermé.

Dès lors, le SIVED NG traite ces déchets ultimes sur les ISDND de Gardanne pour le secteur du SMZV et une partie de l'ouest de la Communauté d'agglomération Provence Verte et sur l'ISDND de Septèmes les Vallons ainsi que l'ISDND de Valensole pour le reste de la CAPV (cf. carte ci-après).

Depuis, un projet de territoire articulé autour de trois grands axes a été le fruit partagé des élus du SIVED NG.
Le premier axe concerne **la prévention de la production de déchets à la source** qui a fait l'objet d'un Plan local de Prévention approuvé le 1er juillet 2019. Il est construit autour de 6 grands axes :

- Agir sur la performance de tri
- Agir sur les biodéchets
- Agir sur les Déchets d'Activité Economique
- Agir sur l'augmentation de la durée de vie des produits
- Agir sur l'éco-exemplarité de la collectivité
- Agir sur des actions globales et transversales

Le deuxième axe est **le développement du tri des déchets** par la mise en œuvre des dispositifs de collecte adaptés (optimisation des fréquences, développement de nouvelles collectes de déchets valorisables, développement des Espaces-Tris ...) **et la sensibilisation à l'environnement**.

Enfin, le troisième axe concerne **la structuration du traitement des déchets ménagers** par la création d'une filière complète en maîtrise d'ouvrage publique afin de garantir des coûts acceptables et la pérennité. La mise en œuvre de cette filière se fera au-delà du territoire du SCOT, puisqu'elle englobera le territoire de la Communauté de Communes Cœur du Var (CCCV) voisin.

Les projets d' ISDND

Deux installations majeures et de structuration sont inscrites dans le PRPGDND.

D'une part, la création d'une unité de valorisation multifilière (TECHNOVAR) située au centre du territoire du SIVED NG pour la réduction des déchets ultimes et l'optimisation des transports.

D'autre part, la remise en service de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux de Ginasservis par l'ouverture d'un nouveau casier.

Les équipements et projets en Provence Verte

- **Une ressourcerie-recyclerie a vu** le jour en janvier 2014 sur la commune de St Maximin « La Courtoise ». Le but est, à partir d'une collecte séparative des encombrants ménagers à la source ou en déchetteries, d'envisager une valorisation par réemploi. Les objets récoltés sont triés, contrôlés, nettoyés et réparés afin de leur rendre toute leur valeur. Les autres objets non réutilisables seront recyclés dans les filières adéquates. Ensuite les objets sont revendus afin d'assurer une part de ressources propres et d'offrir les biens revalorisés à faibles coûts aux personnes qui en ont besoin.

Ce projet a :

- un écho économique: la valorisation par réemploi est éminemment plus créatrice d'activités et de services de proximité que la valorisation matière ;
- un écho environnemental ;
- un écho social: permet l'accès à l'emploi à des personnes en difficultés, peu ou pas qualifiées.

Une deuxième ressourcerie « Vivre ensemble en Provence » se situe sur Brignoles (SIVED), avec les mêmes objectifs.

- **Une plate-forme de déchets verts-déchets bois** est ouverte depuis 2013 sur la commune de Tourves par le SIVED avec 2 vocations :

- une *filière de traitement des végétaux* : réception et broyage des végétaux sur le site puis utilisation du broyat dans les silos CESAM (co-compostage avec les boues de station d'épuration). Le broyat pourra également être écoulé directement auprès des professionnels (paysagistes, agriculteurs…). Selon les besoins du procédé CESAM, il pourra être rajouté un lieu de compostage direct des végétaux.

- *une filière Bois Energie.* Le SIVED travaillera avec l'entreprise ZETA afin de mettre en œuvre un procédé innovant qui, à partir de déchets végétaux, permet de produire des granulés bois (pellets), combustibles directement exploitables dans des chaufferies bois.

A titre d'information en 2015 :
- 192 tonnes de compost ont été orientées vers une utilisation agricole ;
- 200 tonnes ont été valorisées en granulés par l'entreprise ZETA.

Depuis début 2016, un contrat avec la centrale biomasse Sylvania (Groupe INOVA) a été signé afin de valoriser la fraction ligneuse des déchets verts.

Depuis 2019, une plateforme bois AFA s'est installée sur Brignoles pour la production de plaquettes forestières.

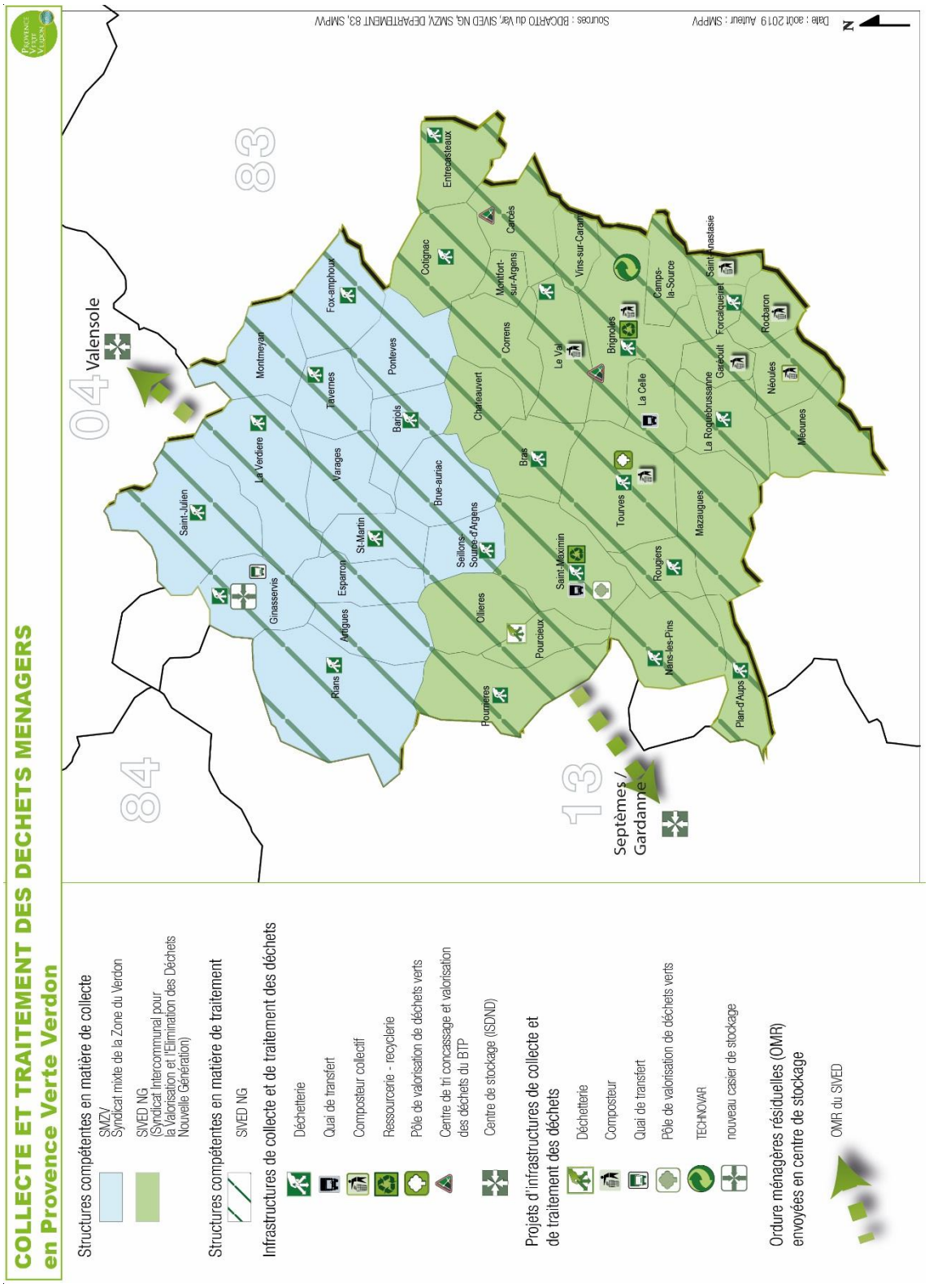


Figure 64 : Carte de collecte et traitement des déchets ménagers dans le SCoT Provence Verte Verdon

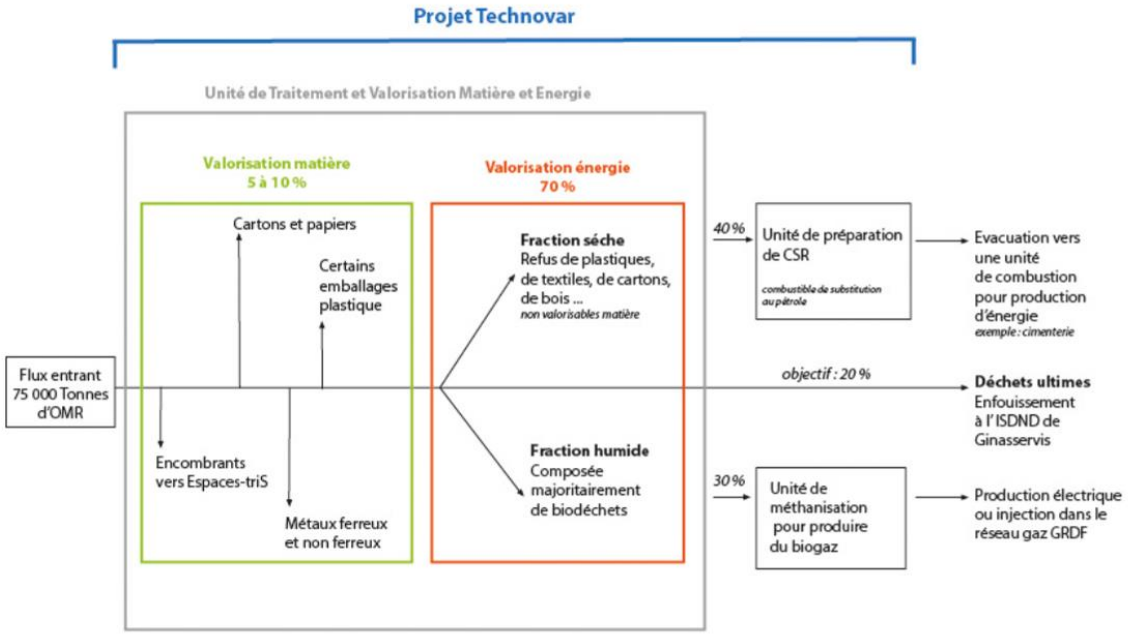
- **Des composteurs de proximité** ont été installés par le SIVED sur les communes de Garéoult, Rocbaron, Tourves, Le Val, mais aussi dans des campings (Brignoles, Sainte-Anastasie et Rocbaron).

- **Une plate-forme de compostage des déchets verts en association avec des biodéchets** est à l'étude sur la commuanuté d'agglométation de la Porvence Verte**.** Cette installation située à proximité de la déchetterie de St Maximin pourrait permettre de traiter sur place les déchets verts collectés en déchetterie et dans un même temps permettre aux producteurs de biodéchets (cantines, restaurants, grande distribution) d'avoir un exutoire et réduire ainsi les quantités enfouies.

- Un projet de **création d'usine de traitement mécano-biologique** est en étude sur la commune de Saint-Maximin qui a prévu une réserve foncière à cet effet. Une ligne de tri des emballages ménagers peut être envisagée dans cette unité tout comme le tri des Déchets Industriels Banals.

- En ce qui concerne les déchets du BTP**, l'installation d'un concasseur mobile** est en projet sur la commune de Varages.

- Un projet commun émerge pour faire face au besoin en matière de traitements de déchets sur le département varois : TECHNOVAR. Il s'agit d'un projet ambitieux nécessitant l'association de plusieurs territoires afin de constituer un gisement de déchets suffisant pour permettre la construction d'une installation de haute technologie, qui permettrait une valorisation matière et énergie des déchets.



Le projet TECHNOVAR se fera sous le régime d'une délégation de service publique sous forme concessive. Les élus souhaitent un opérateur unique qui se chargera de la conception, de la construction, de l'exploitation et de la maintenance de l'installation (ce qui permettra de maitriser les couts et de maintenir l'installation dans le domaine public).

TECHNOVAR n'est pas une technologie de substitution au tri à la source mais sera un outil complémentaire. Les dispositifs de tri à la source seront poursuivis et développés. La production

électrique de cette installation devrait permettre d'alimenter l'équivalent de 10 000 foyers chaque année.

Gisement, valorisation, élimination

Le **gisement** global de déchets ménagers et assimilés (OM, déchets verts, encombrants, déchets liées aux petites activités) sur le territoire s'élève à **71 566 t** *(chiffres 2017),* soit un ratio de 805 kg/an/hab. Le gisements d'ordures ménagères est d'environ 28 200 tonnes, soit un ratio de 317kg/an/hab..

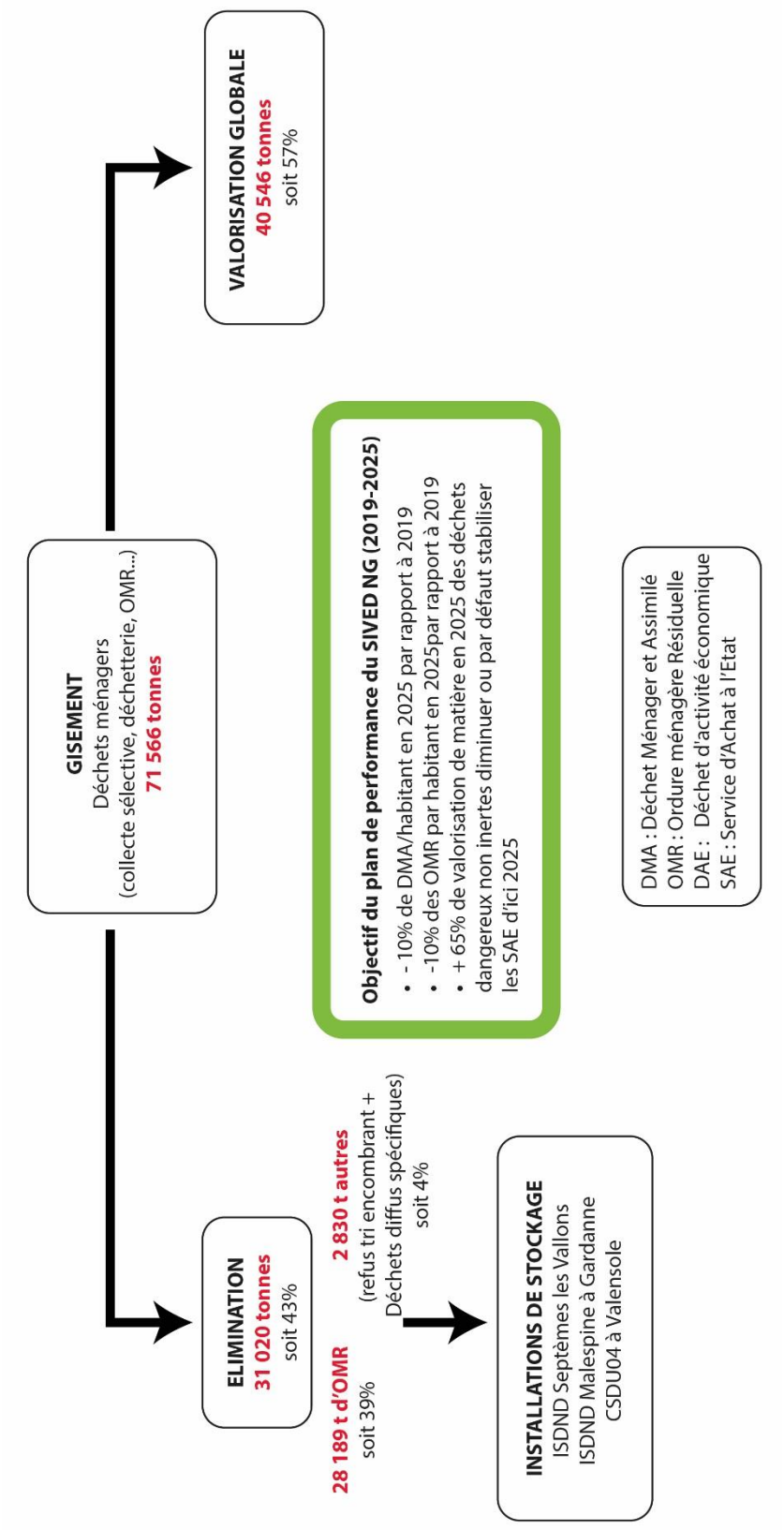
Environ **39%** de ces déchets (Ordures ménagères résiduelles, non valorisées) **sont stockés** sur les ISDND du Valensole (04), de Septème et Gardanne (13). **57% sont valorisés** essentiellement grâce au recyclage matière. Dans le détail ces chiffres diffèrent assez nettement d'une structure gestionnaire à une autre.

On observe de manière générale une baisse de la production de déchets par habitant qui tend à stabiliser ou à augmenter faiblement le gisement global comparativement à l'augmentation de la population. Les taux de valorisation augmentent légèrement grâce à l'amélioration de la collecte sélective.

À horizon 2040, suivant le scénario démographique retenu (20 000 habitants en plus environ) et en considérant une légère diminution de la production de déchets par habitant, ce sont environ 14 980 t/an supplémentaire qu'il faudra traiter, soit un total d'environ 98 000 t/an.

Le gisement des déchets du BTP est d'environ 320 000 t sur le territoire dont environ 90% d'inertes (+ 28 000t de déchets banals et 10 000 t de déchets dangereux). À ce jour, le réseau d'installations varoises de prise en charge des déchets du BTP est nettement insuffisant pour pourvoir aux besoins des professionnels. Cette inadéquation est à l'origine entre autres de pratiques illégales et d'aberrations concernant le transport et l'élimination des déchets de chantiers.

Figure 65 : Schéma de synthèse : gisement, valorisation et élimination des déchets ménagers et assimilés



IV.2 GESTION DES DÉCHETS DE L'ASSAINISSEMENT

Assainissement collectif

En 2016, les 46 stations de traitement des eaux usées de la Provence Verte Verdon ont une **capacité nominale totale de 117 850 Equivalents-habitants (EH)** sur le périmètre du SCoT. Deux stations d'épuration ont une capacité nominale de plus de 10 000 EH. Ce sont celles de Brignoles (52 000 EH) et Saint-Maximin (16 000 EH). 18 stations ont une capacité nominale comprise entre 10 000 et 2 000 EH.

Plus de la moitié des stations ont plus de 20 ans. Une majorité de ces stations nécessiterait un remplacement à court ou moyen terme.

- La station d'Entrecasteaux est en cours de renouvellement ; et celles de Pontèves et de La Celle font l'objet de projet en cours d'étude ;
- Les stations de Fox-Amphoux n'est plus conforme, nécessiterait également un renouvellement total ou partiel de leurs équipements –
- La réhabilitation de la station d'épuration de la zone d'activités de Nicopolis a été réalisée, et des conventions de raccordement ont été passées avec les industriels pour un traitement dit « tertiaire ».

Des stations plus récentes nécessitent aussi un renouvellement ou une extension pour faire face à la croissance démographique :

- Les stations de Garéoult, La Verdière et Méounes-les-Montrieux arrivent à saturation.
- La commune de Tourves envisage une extension ou un renouvellement de sa station (construite en 1997) dans le cadre de son futur PLU.

Certaines stations pourraient dégager une capacité d'accueil supplémentaire en engageant des travaux d'amélioration de leurs réseaux d'assainissement des eaux usées pour réduire les entrées d'eaux parasites. Des travaux d'élimination des eaux parasites sont à envisager, notamment sur les communes de Plan d'Aups et Saint-Maximin.

La commune de Vins a inauguré une nouvelle station d'épuration végétale (lit de roseaux) en 2018 qui remplace celle qui avait été construite en 1993.

La commune de Saint-Julien dispose de cinq stations d'épurations, mais dont deux ne sont plus conformes, et deux ne fonctionnent plus. La dernière, réalisée en 1986, présente heureusement une bonne conformité, avec 2700 EH pour une population de 2063 habitants environ.

La France s'est engagée en 2007 à mettre en conformité avec la directive européenne relative aux eaux résiduaires urbaines toutes les agglomérations de plus de 2000 Equivalents-habitants d'ici la fin 2011. En mars 2012, la France avait établi une liste de stations nouvellement non conformes parmi lesquelles figuraient les stations d'épuration de Brignoles, Nans-les-Pins et Rocbaron/Forcalqueiret. Ces stations sont actuellement conformes.

- A Brignoles, des travaux d'extension de la station d'épuration du Vabre récemment réalisés ont permis d'augmenter sa capacité de 20 0000 à 52 000 EH permettant d'assurer sa pérennité sur les 30 prochaines années.

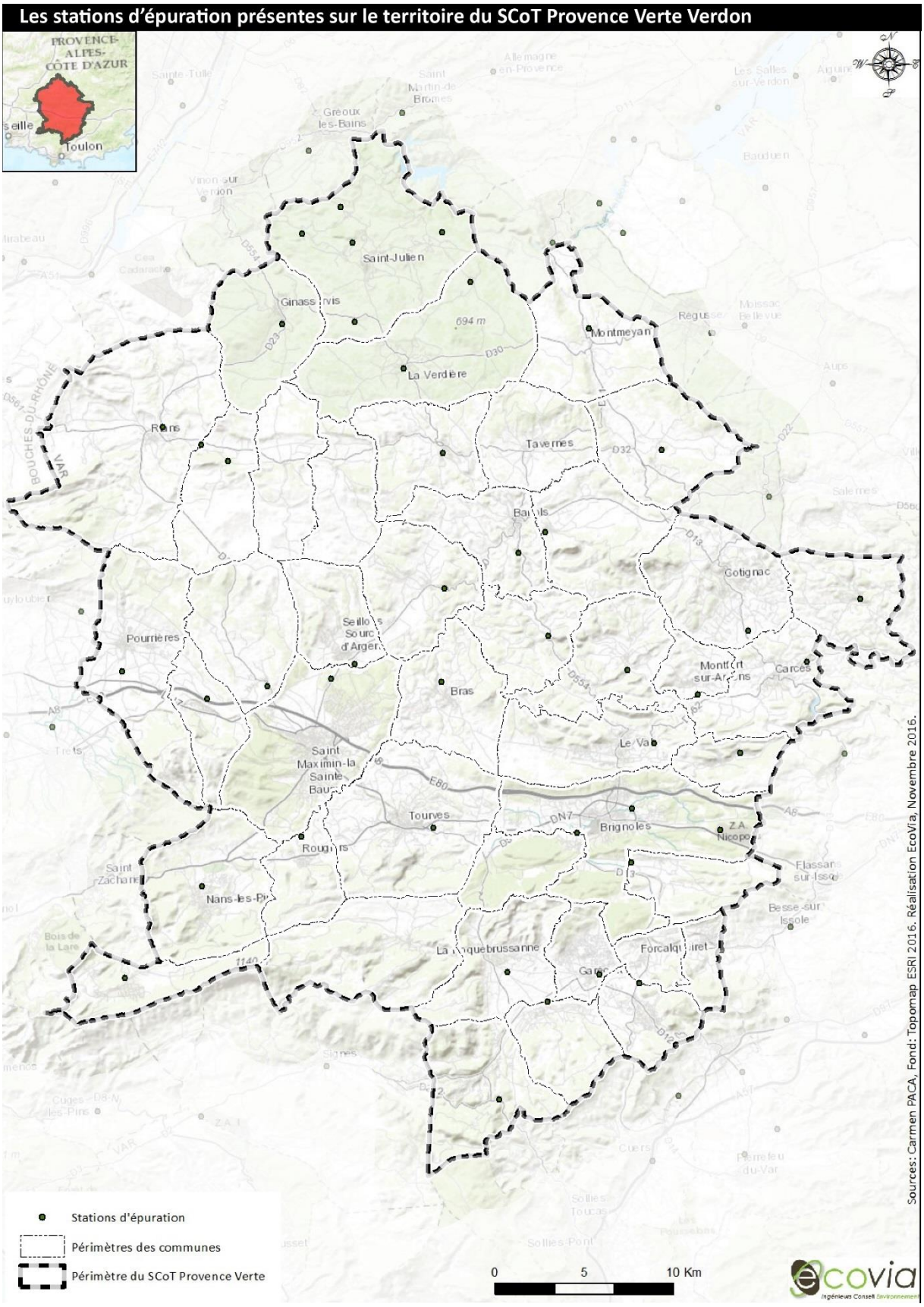


Figure 66 : Carte des stations d'épuration en Provence Verte Verdon. (Source: EauRMC)

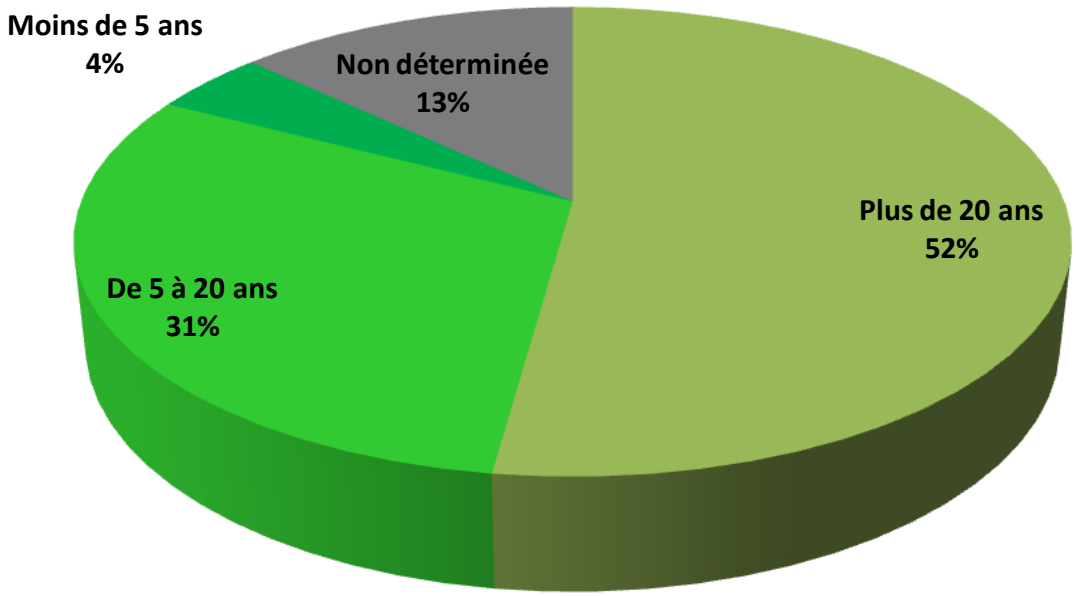


Figure 67 : Age des stations de traitement des eaux usées. (Sources : EauRMC)

Les boues d'assainissement sont évaluées à environ **1 400 t de matières sèches** sur le territoire de la Provence Verte Verdon (Schéma départemental). Environ **95% ont une valorisation agricole** essentiellement après compostage (sur les sites de Chateaurenard, Tarascon et Manosque), les 5% restants étant mis en décharge au Balançan. Il n'existe aucun site sur la Provence Verte Verdon qui soit en mesure de traiter les boues.

Les solutions de valorisation privilégiant l'envoi de boues à l'extérieur du département ne sont pas optimales. Le schéma départemental propose de rechercher un outil intercommunal de valorisation des boues entre Brignoles et St Maximin tout en laissant la possibilité aux collectivités d'avoir recours à des prestataires publics et privés sur d'autres territoires dans le respect du principe de proximité. Le schéma propose également de tirer les conclusions du projet pilote expérimental CESAM (compostage en silo aérateur avec un mélange de boues de STEP et de déchets verts) et en cas de succès, d'en équiper les stations de moyenne importance en milieu rural.

Ces propositions d'actions sont à compléter par des efforts en vue de la réduction des quantités de boues par des moyens techniques de déshydratation, séchage ou minéralisation afin de limiter les quantités transportées et traitées. Les initiatives et les procédés novateurs soucieux de l'environnement sont à favoriser.

Figure 69 : Tableau de la gestion des SPANC

	CCCP	CC SBMA	CCVI	CC PV
Compétence intercommunale	oui	oui	oui	Déléguée au Syndicat Mixte de la Zone du Verdon
Date mise en place du service de contrôle de l'existant	2006	2003	-	2007
Mode de gestion	DSP	Régie	Régie	Régie
Nombre d'agents		2	1	2
Nombre d'ANC 2015	3413	4933	4534	-
Nombre d'ANC contrôlés	2247	4902	4447	-
% d'ANC contrôlés	66%	99%	98%	-
Installations neuves contrôlées en 2015 (PC et réhabilitations)	561	471	210	-

La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 a instauré une obligation de contrôle des installations d'assainissement non collectif (ANC) à la charge des communes. Ce contrôle doit être effectué au moins tous les 10 ans. Toute installation nouvelle doit également faire l'objet d'un contrôle. La loi sur l'Eau et les milieux aquatiques du 20 décembre 2006 avait prévu que le contrôle de toutes les installations devait être achevé d'ici le 31 décembre 2012. Depuis le 1er janvier 2013, un document attestant du contrôle doit être annexé à tout acte de vente.

Le contrôle des installations d'assainissement non collectif (ANC) est réalisé dans un cadre intercommunal pour toutes les communes. Aujourd'hui, la communauté d'agglomération Provence Verte gère en régie le service, avec 5 agents répartis sur les secteurs est et ouest.

Le contrôle de bon fonctionnement des installations existantes est très avancé. Néanmoins, les SPANC ont rencontré une forte opposition de la part des usagers lors du lancement des premières campagnes de contrôle. Aujourd'hui, cela se passe plus facilement mais ils se voient encore opposer de nombreux refus de contrôle. Avant que a communauté d'agglomération regroupe les services des trois spanc intercommunaux, l'appréciation de la conformité des installations existantes était variable d'un service l'autre. Il était estimé que le taux de conformité des dispositifs ANC (en bon fonctionnement et conforme à la réglementation et aux normes en vigueur, totalement revu pour 2015) était de :

- 86% sur l'ancienne communauté de communes du Val d'Issole, ce qui ne correspond pas à la réalité du terrain. Le terrain donnerait plutôt un taux de conformité de 33%, avec l'ancienne méthode de calcul ;
- 83 % sur l'ancienne communauté de communes Sainte Baume Mont Aurélien ;
- 43 %sur l'ancienne communauté de communes Comté de Provence (mais seulement 17% non conforme avec risque).

Des campagnes d'accompagnement, des réhabilitations ont été lancées avec l'aide financière de l'Agence de l'Eau sur les communes de la communauté d'agglomération ayant réalisé leurs zonages d'assainissement. Ce type d'action mériterait d'être étendu et ciblé en particulier sur les dispositifs non conformes dans les périmètres de protection des captages et les zones stratégiques à préserver pour l'alimentation en eau potable.

Pour les nouvelles installations, toutes les intercommunalités exigent une étude de sols ce qui est notamment justifié par la présence de terrains à dominante karstiques entrainant des risques accrus de pollution des masses d'eaux souterraines.

L'un des plus gros problèmes actuellement rencontré par les SPANC est le non respect de la distance obligatoire de 35 mètres entre un nouvel assainissement non collectif et les forages destinés à l'alimentation en eau potable implantés sur des terrains voisins. Avec l'augmentation des divisions parcellaires, ce problème, souvent découvert a postériori, une fois la construction commencée ou achevée, devient plus fréquent. Les projets de réhabilitation y sont également confrontés. Cela semble un problème récurrent sur le Val d'Issole et le Comté de Provence mais il n'est pas signalé sur Provence d'Argens en Verdon. En fait, le problème se pose avec plus d'acuité sur des terrains de moins de 1 500 m². En l'état actuel de la réglementation, c'est un élément à considérer à l'échelle des PLU avant toute décision de densification de l'urbanisation.

Les SPANC doivent également prendre en compte les contraintes existantes dans les périmètres de protection des captages publics d'eau potable (contraintes spécifiques à chaque périmètre) qui peuvent justifier des aménagements particuliers voire s'opposer à un projet d'assainissement non collectif dans les périmètres rapprochés.

Autre problème signalé : l'engorgement des dispositifs ANC par les eaux de pluie, engorgement lié au développement de l'urbanisation et donc des surfaces imperméabilisées sans gestion des eaux pluviales.

Les **capacités de traitement des matières de vidange** en station d'épuration restent très insuffisantes. L'absence de solution de traitement amène certains vidangeurs à procéder à des « rejets sauvages »

dans le réseau public nuisant gravement au bon fonctionnement des stations d'épuration. Il s'agit d'une problématique très importante sur la Provence Verte Verdon, territoire reconnu comme déficitaire en site de réception de matière de vidange dans le schéma départemental des boues et déchets issus de l'assainissement.

La STEP de Brignoles a longtemps été une solution pour une bonne partie des communes situées au nord du département ainsi que ponctuellement pour les communes du centre Var. Cette station équipée d'une zone de réception des matières de vidange accepte aujourd'hui les matières de vidange des communes adhérentes à la communauté d'agglomération. Le territoire de la communauté est couvert par des conventions avec les vidangeurs. Une nouvelle station est en prévision sur Brignoles toujours prévue pour être destinataire des boues. En parallèle, la station du Val comporte une cuve de réception des matières de vidange destinée à ne recevoir que celles de la commune. Ce site diminue d'autant le volume reçu sur Brignoles.

La nouvelle STEP de Garéoult est doté d'une petite zone de réception des matières de vidange (non encore opérationnelle). La réactualisation envisagée de la STEP de rocbaron/Forcalqueiret pourrait, en supplément, offrir une solution potentielle au secteur.

La STEP de St Maximin est équipée d'une zone de réception, et la convention en est aujourd'hui signée.

Sur Provence Verdon, une zone de prétraitement est présente sur la commune de Barjols en tête de la STEP intercommunale Tavernes Barjols. Le site ne reçoit plus de matières de vidange. Une nouvelle STEP est en cours de construction où est prévue une zone de réception qui sera prochainement opérationnelle. Les communes du Nord (Esparron, St Martin, Varages) pourraient éventuellement bénéficier de la future zone de réception des matières de vidange de St Julien.

Gestion et assainissement des eaux pluviales

L'imperméabilisation des sols, corollaire de l'urbanisation, empêche l'infiltration de l'eau dans le sol et accélère le ruissellement des eaux pluviales.

Le risque pluvial correspond au risque d'inondation par ruissellement pluvial lorsque celui-ci ne peut être absorbé par le réseau existant.

Les enjeux liés à la gestion des eaux pluviales sont de 4 ordres :

- Des enjeux quantitatifs : dimensionnement des réseaux d'assainissement des eaux pluviales, gestion de la vitesse d'écoulement des eaux pluviales avant leur arrivée dans le réseau, capacité des stations d'épuration à faire face à un afflux massif d'eau à traiter lors d'un évènement pluvieux
- Des enjeux qualitatifs : mise en place de modes de traitement adaptés aux pollutions transportées par les eaux pluviales
- Des enjeux environnementaux : protection des milieux récepteurs dans lesquels se déversent les trop-pleins du réseau d'assainissement contre les chocs de pollution à l'origine de forts taux de mortalité piscicole

- Des enjeux vis-à-vis de la place de l'eau dans la ville : mise en place de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales contribuant à la mise en valeur du paysage et supports d'activités de loisirs.

Schémas directeur d'assainissement des eaux pluviales

Le code général des collectivités territoriales prévoit que les collectivités doivent procéder à la délimitation des secteurs où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement (article L 2224-10 du CGCT et L123-1-11 du code de l'urbanisme). Les PLU doivent prendre en compte ces zonages.

L'élaboration d'un schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales reste un chantier à conduire dans la plupart des communes de la Provence Verte Verdon.

Quelques communes l'ont réalisé : Pourcieux, La Roquebrussanne, Le Val, Nans-les-Pins, Néoules, La Verdière, Rians, Saint Julien, Artigues… Sur d'autres communes un schéma est en cours de réalisation, le plus souvent en parallèle à la réalisation du plan local d'urbanisme : Brignoles, Rocbaron, Sainte-Anastasie sur Issole, Mazaugues, Tourves…

IV.3 LA QUALITÉ DE L'AIR

Études et données disponibles

À l'exclusion de certaines zones urbanisées et des grands axes de transports routiers, les sources d'émissions de polluants atmosphériques sont peu nombreuses. À l'échelle du département, le secteur des transports représente près de 80 % des polluants émis. De par sa position géographique, la Provence Verte Verdon subit la pollution générée par ses voisins, notamment l'Etang de Berre.

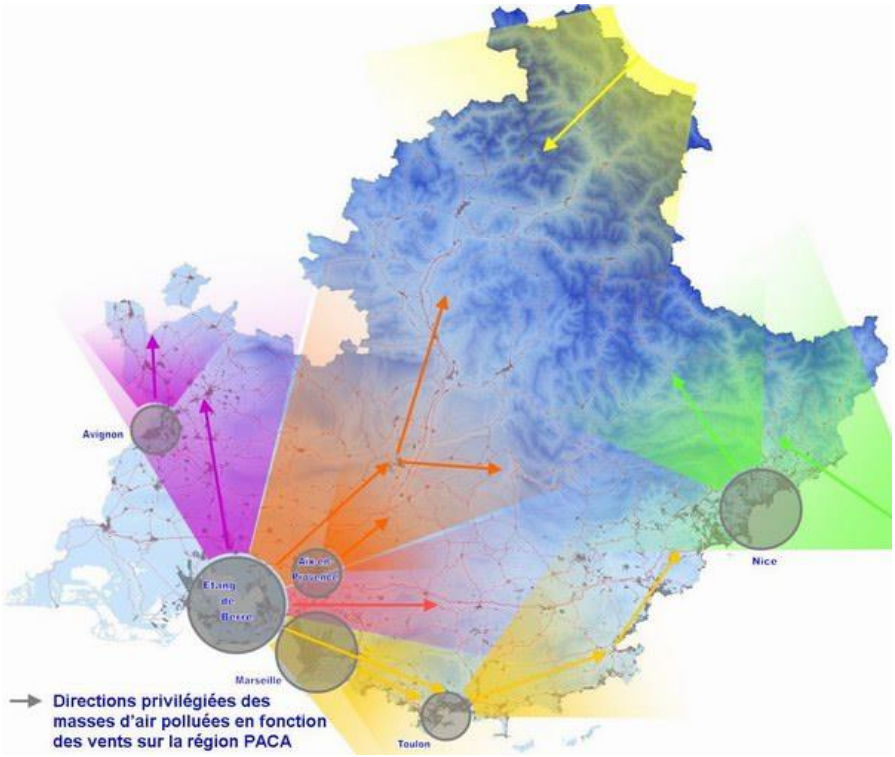


Figure 70 : Directions privilégiées des masses d'air sur la région PACA

La Provence Verte Verdon accueille de façon permanente deux stations de surveillance et de mesures :

- A Brignoles, une station située en périphérie des sources directes permet d'estimer les niveaux de fonds en ozones ;
- A Plan d'Aups, un site rural permet une surveillance à l'échelle globale de la pollution photochimique.

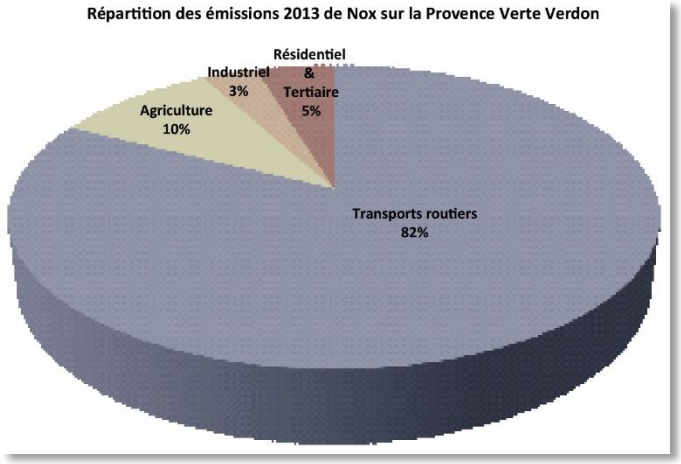
En 2015, à l'échelle du département, la qualité de l'air est relativement bonne mais l'on constate un retour de la pollution estivale à l'ozone. En moyenne la qualité de l'air a été bonne plus d'un jour sur deux dans le Var (entre 48% et 61 % du temps selon les zones). Le reste de l'année se partage entre des indices moyens (30 %) et médiocres (16 %) en lien majoritairement avec l'ozone pendant la période estivale.

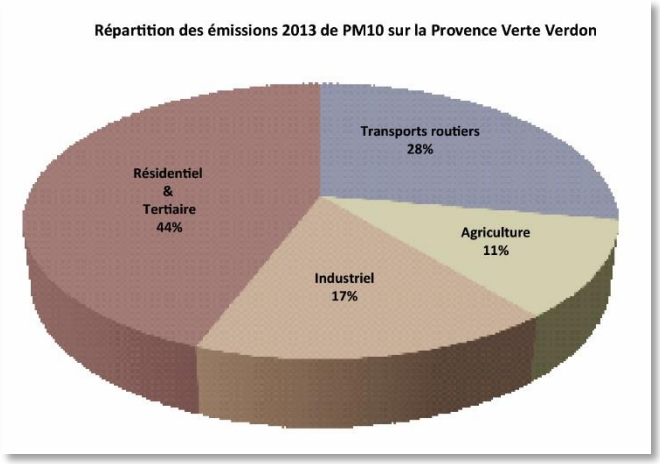
Air PACA effectue la surveillance de plus de 70 composés présents dans l'air ambiant, et dans le département du Var, trois polluants constituent un enjeu sanitaire et environnemental : l'ozone, les particules fines et le dioxyde d'azote.

Pour les particules fines et le dioxyde d'azote, 2015 a vu quelques épisodes de pollution pour les particules et des zones en dépassement à proximité des grands axes de circulation des centres urbains pour le dioxyde d'azote. En revanche, les niveaux en ozone mesurés en 2015 sont plus élevés que ceux de 2014, les conditions météorologiques ayant été plus favorables à la formation de l'ozone pendant la saison estivale.

Au total 13 jours d'épisodes de pollution ont été relevés en 2015 dans le Var, 8 pour l'ozone et 5 pour les particules fines.

Sur le territoire de la Provence Verte Verdon, les principaux secteurs émetteurs de polluants atmosphériques se répartissent ainsi pour les NOx (dioxyde d'azote et associés) et les PM10 (particules fines) :





Les transports représentent une part importante de la pollution atmosphérique (avec plus de 80% des NOx émis), suivie par l'habitat (responsable de près de la moitié des émissions de particules).

En dehors de l'ozone, du dioxyde d'azote et des poussières en suspension d'origine diverse (diesel, industries, chauffage d'hiver…), les principaux polluants à surveiller sont :

- Le dioxyde de soufre : polluant d'origine essentiellement industrielle, produit lors de la combustion de combustible fossiles ;
- Le monoxyde de carbone.

Ces polluants ne sont pas mesurés sur les stations de Brignoles et de Plan d'Aups.

NB : L'élargissement des Routes D3 et D11 est programmé à l'heure actuelle. L'élargissement de cet axe routier reliant Rians à St Paul lès Durance (Iter) est plébiscité par l'ensemble des partenaires locaux d'ITER. Il est inscrit dans la liste des itinéraires d'intérêt régional. Cet axe aura un impact économique, mais aussi des impacts environnementaux par rapport aux flux routiers, aux nuisances sonores et aux GES. Aujourd'hui, 6000 véhicules/jour passent par la route qui relie Ginasservis et Vinon. Potentiellement, cela pourrait augmenter à 10 000 véhicules/jour.
La Communauté du Pays d'Aix est également interessée par ce projet, cet axe étant en capacité de « dégorger » la périphérie du pays d'Aix, avec un flux routier des Alpes à la côte qui pourrait être dévié par ce « nouvel » itinéraire. Actuellement, des réflexions sont en cours, notamment entre les départements des Bouches-du-Rhône et du Var, pour pouvoir programmer son aménagement.

En 2012, le groupe Air PACA (Atmo PACA et AIRFOBEP) a été mandaté par la commune de Brignoles afin d'analyser la qualité de l'air sur le territoire communal.

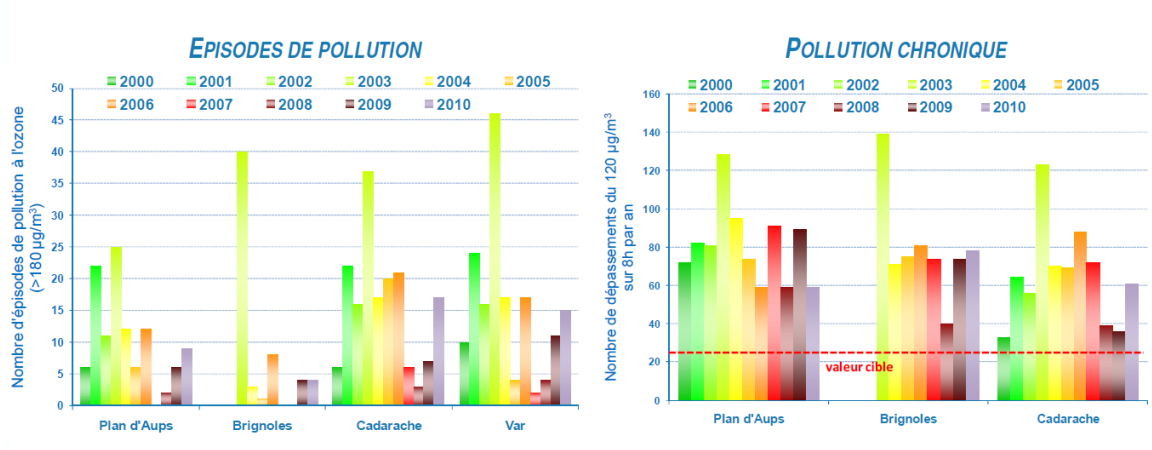


Figure 71 : Episodes de pollution à l'ozone et pollution chronique de 2000 à 2010. Source : AtmoPACA

Près de 36 sites répartis sur la commune ont été équipés de préleveurs NO_2, 14 de BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène et Xylènes) et 2 sites Aldéhydes. La station périurbaine de Brignoles a été équipée d'un analyseur en particules fines durant la campagne de mesure et une station mobile a été implantée en centre-ville. Les échantillons prélevés feront l'objet d'analyse de la composition des particules en suspension.

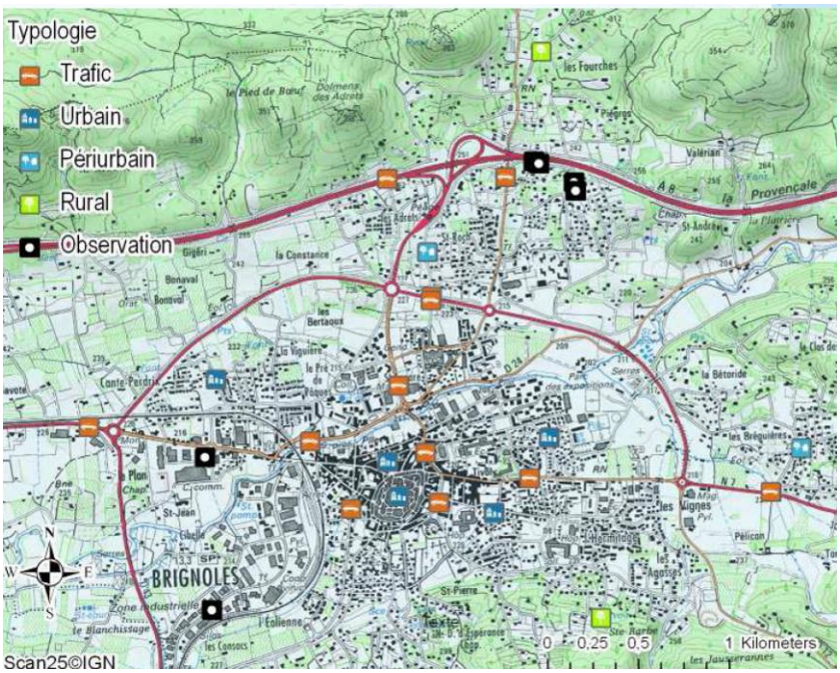


Figure 72 : les sites de mesure de la qualité de l'air à Brignoles

Station	Type	Moyenne annuelle en µg/m³	Maximum en µg/m³			Nb jours avec max. horaire >			Nb jours avec moy. sur 8h >		AOT40 (mai-juillet) en µg/m³
			Jour-nalier	Sur 8h	Sur 1h	180	200	240	110	120	
Plan d'Aups/Sainte Baume	Rural	88	143	170	194	11	0	0	129	90	34 035
Brignoles	Périurbain	67	118	167	204	7	1	0	114	78	33 485
Hyères	Urbain	68	122	167	196	1	0	0	113	70	30 119
La Valette-du-Var	Périurbain	58	111	153	183	1	0	0	86	42	23 819
Toulon Arsenal	Urbain	55	107	149	197	4	0	0	76	42	21 242
Toulon Chalucet	Urbain	51	107	139	176	0	0	0	43	17	13 998
Seuil d'information et de recommandation					180						
Seuils d'alerte	Seuil d'alerte européen				240						
	Seuils d'alerte pour la mise en œuvre progressive des mesures d'urgence				240* 300* 360						
Valeurs cibles (à partir de 2010)										25	18 000**
Objectifs de qualité				120							6 000**

* Sur 3 heures consécutives - ** Pour la protection de la végétation

Figure 73 : Synthèse des mesures d'ozone en 2009 dans le Var. source : ATMO PACA

En 2009, les mesures de concentration de l'Ozone effectuées sur Plan d'Aups et Brignoles présentent des concentrations qui n'ont jamais dépassé le seuil d'alerte. Les seuils d'information et de recommandations ont eux été dépassés à plusieurs reprise, 7 fois sur Brignoles, et 11 fois sur Plan d'Aups.

La qualité de l'air sur la Provence Verte Verdon peut donc être globalement qualifiée de bonne, malgré une pollution de fond à l'ozone essentiellement présente en période estivale, et quelques pollutions ponctuelles, notamment près des grands axes routiers.

IV.4 LA POLLUTION DES SOLS

La pollution des sols intervient essentiellement en zones urbanisées le long des axes de communication très fréquentés ou sur des sites d'activités industrielles utilisant des produits à haut risque environnemental. En Provence Verte Verdon, deux communes présentent des terrains sensibles à la pollution des sols : Pourrières et Pourcieux, communes appartenant au bassin versant de l'étang de Berre.

Le ministère de l'écologie et du développement durable recense les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant à une action des pouvoirs publics à titre préventif et curatif, via la base de données BASOL. En Provence Verte, deux communes accueillent de tels sites :

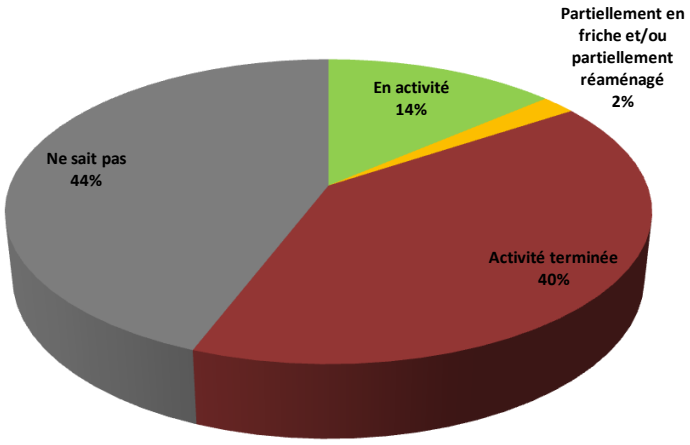
- Brignoles où était installée une activité de traitement du bois par trempage dans une cuve. Suite à la mise en place de mesures de prévention du sol et du sous sol et à l'arrêt de l'activité « sensible » de traitement du bois en 2002, il n'y a plus de risque environnemental.

Brignoles présente également 4 stations services, dont 2 ne présentent plus de risques pour l'environnement (dont une encore en cours d'exploitation), une station exploitée, surveillée et ne nécessitant pas de travaux dans l'immédiat et une station exploitée qui doit être mise à l'étude.

- Barjols où était implantée une ancienne tannerie depuis le siècle dernier au pied de laquelle coule le cours d'eau de Fauveri. Aujourd'hui en friche industrielle, les produits identifiés comme polluants sont présents en fûts (140 fûts de 20 à 200l) ; le site est à l'étude, en cours de mise en sécurité. »

La base de données BASIAS recense 340 sites (donc ayant ou ayant eu une activité potentiellement polluante, mais non forcément avérée) sur le territoire de Provence Verte.
Sur ces 340 sites :

- 47 sont en activité ;
- 7 sont partiellement en friche et/ou partiellement réaménagé ;
- 136 sont en activité terminée ;
- 150 ne sont pas renseignés.



***Basias :** base de données faisant l'inventaire de tous les sites industriels ou de services, anciens ou actuels, ayant eu une activité potentiellement polluante.*

****Basol** : base de données sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.*

Tableau récapitulatif des sites et sols identifiés sur BASIAS et BASOL

Communes	Sites identifiés BASIAS*	Vocation des sites	Sites BASOL**
Artigues	1	Dépôt de gaz combustibles liquéfiés	-
Barjols	33	Principalement les anciennes tanneries, dépôts d'essence	Les « Anciennes Tanneries » Fûts de produits divers (produits chromés notamment) Hydrocarbures et DIS Mise en sécurité du site Pas de risques (hormis malveillance) Travaux de traitement prévus Projet de réaménagement
Bras	5	Moulins à huile, station service, mine de bauxite, …	-
Brignoles	75	Anciennes tanneries, dépôts de gaz et d'essence, moulins à huile, teintureries, …	L'entreprise « Matériaux réunis » (traitement du bois) Pas de menace pour l'aquifère Pas de risque environnemental avéré et arrêt de l'activité "sensible" de traitement du bois depuis 2002 Travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire 4 stations services, dont 2 ne présentent pas de risque pour l'environnement, 1 surveillé et 1 devant être mise à l'étude
Brue-Auriac	2	Dépôts de gaz	-
Camps-la-source	2	Four à chaux, dépôt de gaz	-
Carcès	10	Distilleries, dépôts de gaz, fours à chaux, dépôt d'engrais organo-chimiques, atelier de forge, …	-
La Celle	4	Dépôts de gaz, carrière de gypse, usine d'engrais	-
Châteauvert	-	-	-
Correns	5	Fours à chaux, moulin à huile, décharge publique	-
Cotignac	14	Tanneries, dépôts de gaz, fours à chaux, distilleries, exploitation de minerai	-
Entrecasteaux	-	-	-
Esparron	-	-	-
Forcalqueiret	1	Station service	-
Fox-Amphoux	4	Dépôt d'engrais, four à chaux, tuilerie, mine de bauxite	-
Garéoult	9	Dépôts de gaz, station service, fours à chaux,	-

Communes	Sites identifiés BASIAS*	Vocation des sites	Sites BASOL**
Ginasservis	5	Dépots d'hydrocarbures, dépots de gaz, station service	-
Mazaugues	1	Mine de bauxite	-
Méounes	15	Station service, dépôts de gaz, fabrique d'allumette chimique, fabrication de soude artificielle, fours à chaux, tuilerie	-
Montfort	2	Moulin à huile, station service	-
Montmeyan	5	Fours à chaux, concassage et broyage, station service	-
Nans-les-pins	15	Dépôts de gaz, station service, tuilerie, fours à chaux, mine de bauxite	-
Néoules	1	Station service	-
Ollières	-	-	-
Plan-d'Aups	7	Dépôts de gaz, verrerie	-
Pontèves	5	Fours à chaux, tuilerie, mine de bauxite	-
Pourcieux	5	Equarrissage, dépôt d'os, dépôt d'engrais, dépôt de gaz, distillerie	-
Pourrières	8	Dépôt d'hydrocarbures, station service, moulin à tourteaux, fours à chaux, distillerie, dépôt de gaz	-
Rians	7	Dépôt de gaz, station service, four à chaux, Distillerie, Tuilerie	-
Rocbaron	1	Four à chaux hydraulique	-
La Roquebrussanne	9	Dépôts de gaz, d'épaves de voitures, de métaux, four à chaux, distillerie, moulin à huile, station service	-
Rougiers	1	Mine de bauxite	-
Ste-Anastasie-sur-Issole	1	Garage	-
Saint-Julien	4	Dépôt de gaz, Station service, Tuilerie	-
Saint-Martin de Pallières	-	-	-
Saint-Maximin	33	Dépôts de gaz, moulins à huile, distilleries, dépôts d'hydrocarbures, stations service, tuilerie, tannerie, fours à chaux,	-
Seillons	1	Dépôt d'hydrocarbures	-
Tavernes	2	Carrière de bauxite, four à chaux	-
Tourves	7	Tuileries, dépôts de gaz	-
Le Val	15	Station service, dépôt de gaz, tanneries, fours à chaux, dépôts d'hydrocarbures, mine de bauxite, atelier d'équarrissage	-
La Verdière	-	-	-
Varages	15	Fabrique de faïence, station service, dépôts de gaz, tuileries	-
Vins-sur-Caramy	10	Fours à chaux, dépôt d'essence, mine de bauxite	-

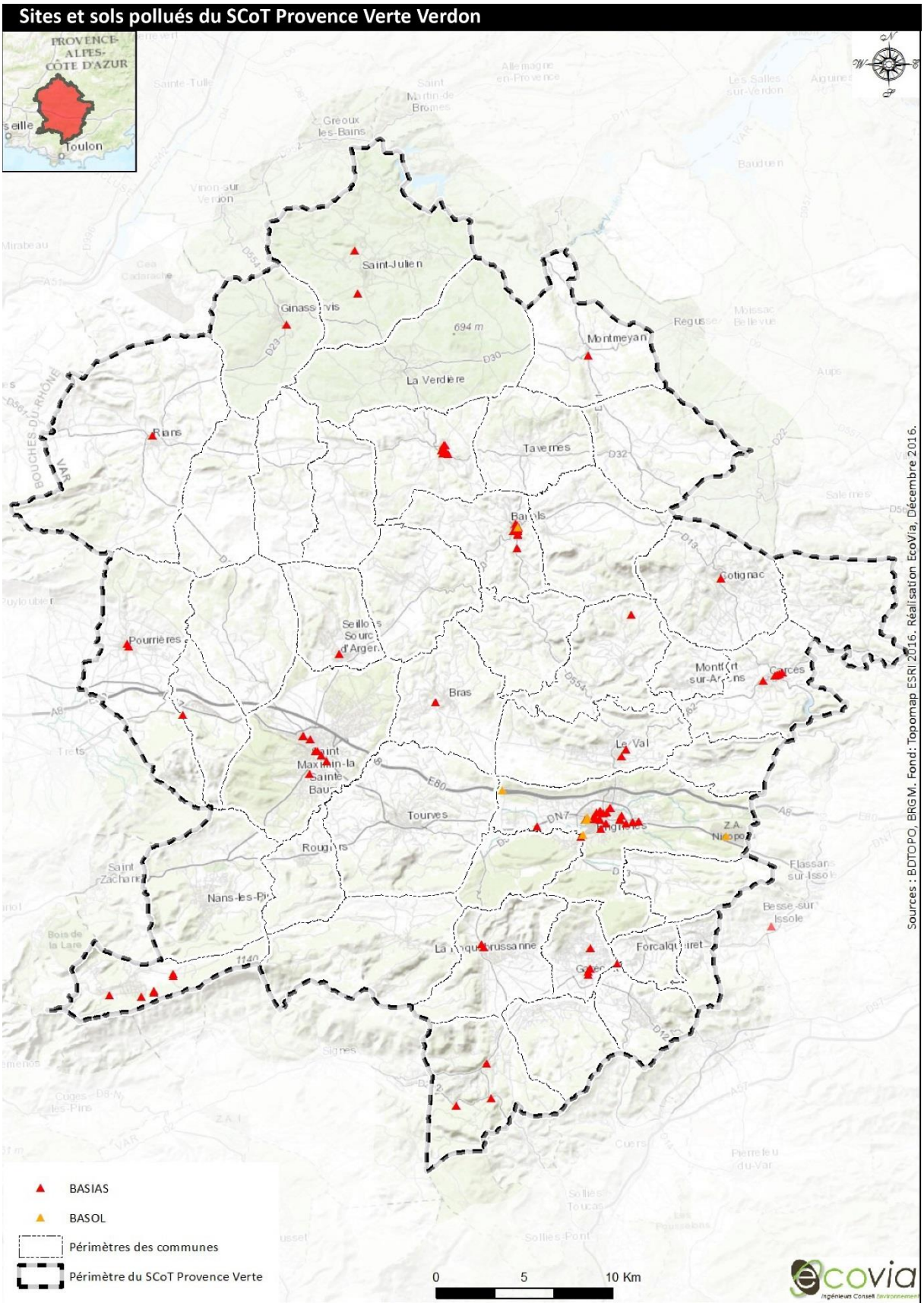


Figure 74 : Cartes des Sites BASOL et BASIAS géolocalisées sur la Provence Verte Verdon . Source : BASOL & BASIAS

IV.5 PAYSAGE SONORE DE LA PROVENCE VERTE VERDON

Le paysage sonore de la Provence Verte est marqué par la présence de l'autoroute A8 qui représente la principale source de bruits du territoire, et un réseau secondaire très fréquenté. Les nuisances provoquées par ces infrastructures détériorent la qualité de vie des habitants (troubles de l'audition, insomnie, hypertension artérielle, irritabilité et stress) et entrainent de nombreuses perturbations sur l'environnement. Les trafics journaliers augmentent de 45% pendant la période estivale et la croissance démographique sur le territoire laisse deviner une augmentation constante des flux sur les réseaux routiers, primaires et secondaires. Plusieurs tracés routiers du territoire ont été classés en tant que voies bruyantes, notamment l'autoroute A8 (catégorie 2) la RN7 (catégorie 3), la RD3 et la RD43 (catégorie 3). La prise en compte des zones de bruit dans les documents d'urbanisme est indispensable afin, d'une part, de limiter l'exposition des populations aux nuisances, et d'autre part, d'assurer un confort acoustique aux habitants.

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), élaboré à l'échelle départementale, affecte sur le territoire de la Provence Verte Verdon six communes (Pourrières, Pourcieux, Ollières, Saint-Maximin, Tourves et Brignoles).

Sur l'ensemble du tronçon de l'autoroute A8, unique générateur recensé dans le PPBE, de Pourrières à Fréjus, 3 900 personnes sont affectées par un niveau de bruit fort durant toute la journée et toute la nuit (Lden > 68 dB), elles ne sont plus 1 700 à être dérangées principalement la nuit (Ln > 62 dB). L'inventaire des Points Noirs Bruit (PNB) a recensé 9 éléments critiques (Lden > 68dB et Ln > 62 dB) et 2 sensibles (Lden > 68dB).

Sur le territoire de la Provence Verte Verdon, seulement trois ont été recensés, il s'agit principalement d'habitation :

- Pourrières : 1 ;
- Pourcieux : 1 ;
- Tourves : 1.

NB : L'élargissement des Routes D3 et D11 est programmé à l'heure actuelle. L'élargissement de cet axe routier reliant Rians à St Paul lès Durance (Iter) est plébiscité par l'ensemble des partenaires locaux d'ITER. Il est inscrit dans la liste des itinéraires d'intérêt régional. Cet axe aura un impact économique, mais aussi des impacts environnementaux par rapport aux flux routiers, aux nuisances sonores et aux GES. Aujourd'hui, 6000 véhicules/jour passent par la route qui relie Ginasservis et Vinon. Potentiellement, cela pourrait augmenter à 10 000 véhicules/jour.
La Communauté du Pays d'Aix est également interessée par ce projet, cet axe étant en capacité de « dégorger » la périphérie du pays d'Aix, avec un flux routier des Alpes à la côte qui pourrait être dévié par ce « nouvel » itinéraire. Actuellement, des réflexions sont en cours, notamment entre les départements des Bouches-du-Rhône et du Var, pour pouvoir programmer son aménagement.

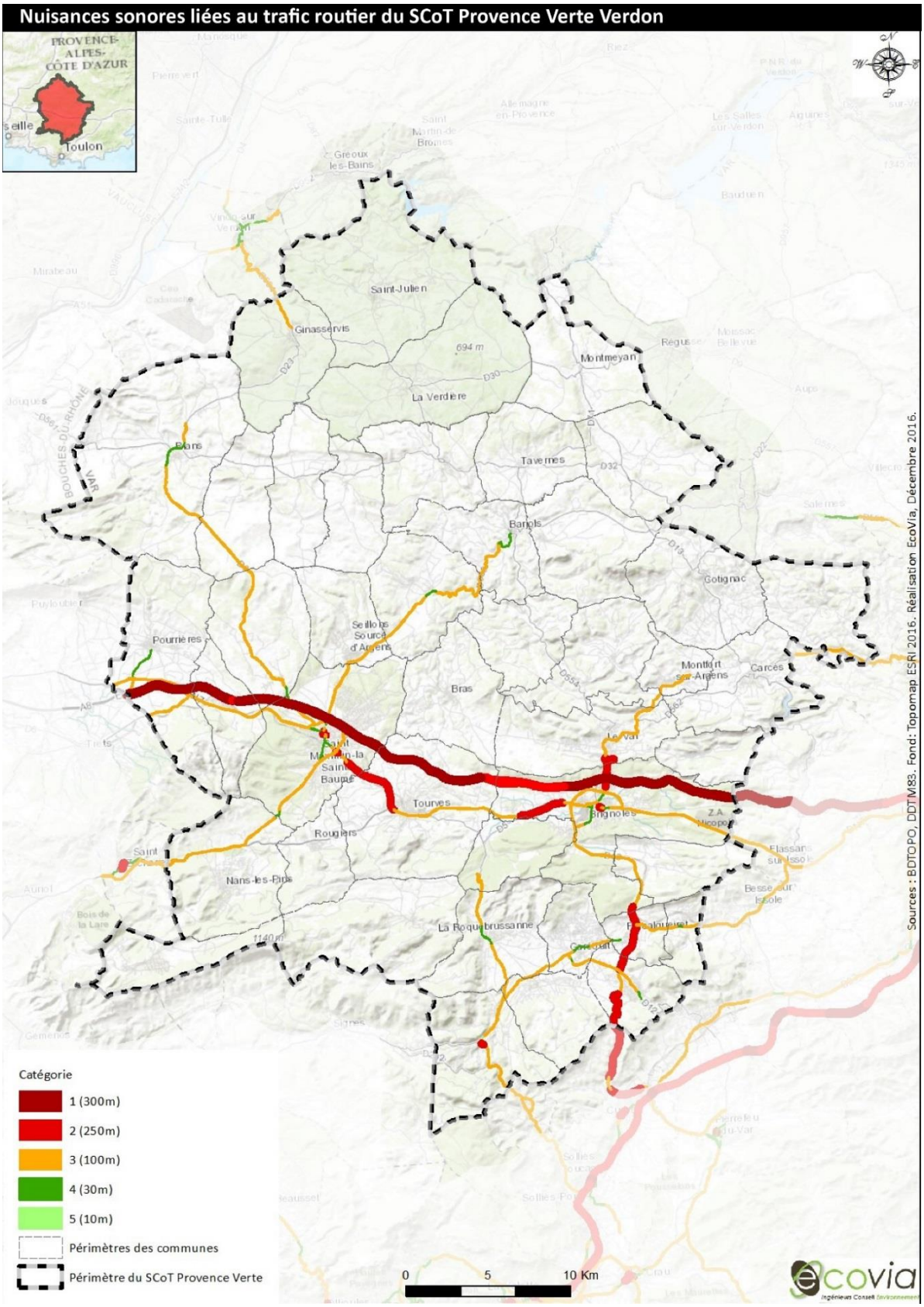


Figure 75 : Cartographie des infrastructures classés au titre des nuisances sonores. source : DDTM83

Grille atouts-faiblesses/opportunités-menaces : Pollutions, Déchets & Nuisances			
Situation actuelle		Tendances	
-	Une production de 82 680 tonnes de déchets, tous types confondus,	↘	La mise en œuvre du Plan Départemental de Gestion des Déchets devrait faire diminuer ce nombre
		↗	L'augmentation de population attendue devraient entrainer le maintien voire l'augmentation de la production de déchets.
-	65 % des déchets stockés sur les ISDND du Cannet des Maures et de Ginnaservis	↘	La réalisation du projet TECHNOVAR devrait permettre de mieux faire face à ces besoins.
+	46 stations d'épurations représentant une capacité de 117 850 EH.	↗	Certaines stations doivent être renouvelées ou étendues pour faire face aux besoins attendus par l'augmentation de population.
-	Des capacités de traitement des matières de vidange en station d'épuration qui restent très insuffisantes.	↗	Les rejets sauvages risquent d'augmenter, malgré des projets en cours.
+	Des sources d'émissions de polluants atmosphériques peu nombreuses, à l'exception des grands axes de transports routiers.	↗	Malgré l'augmentation du nombre de véhicules attendus, la qualité de l'air devrait se maintenir grâce au caractère rural du territoire.
+	Un territoire calme, sauf à proximité des grands axes routiers.	↗	Malgré l'augmentation du nombre de véhicules attendus, le calme devrait se maintenir grâce au caractère rural du territoire.

+	Atout pour le territoire	↗ La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	↘ La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives

V. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

L'article L121-1 du code de l'urbanisme prévoit que les SCOT doivent déterminer les conditions permettant d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles et des risques technologiques et qu'ils doivent préciser les objectifs en matière de prévention des risques.

Le risque peut être défini comme la probabilité de subir un dommage. Il y a un risque quand un événement potentiellement dangereux – l'aléa – est susceptible de survenir dans un espace où existent des enjeux humains, économiques et environnementaux

Le territoire du SCOT Provence Verte Verdon est soumis :

- au risque **de mouvements de terrains**,
- au **risque minier**,
- à l'aléa **retrait-gonflement des argiles,**
- au risque **sismique**
- au risque d'**inondation**,
- au risque **feux de forêts**,
- aux risques **technologiques.**

V.1 LES RISQUES DE MOUVEMENTS DE TERRAIN

Le risque mouvements de terrain prend en compte les phénomènes suivants :

- les glissements de terrains ;
- les éboulements ou chutes de blocs ;
- les effondrements (notamment liés à la présence d'anciennes exploitations minières) ;
- le retrait-gonflement des sols argileux.

Le risque minier

Le risque minier se manifeste par plusieurs phénomènes physiques en fonction des matériaux exploités, des gisements et des modes d'exploitation et fait suite à l'abandon des mines.

On distingue :

- les affaissements de terrains meubles créant une cuvette d'affaissement ;
- l'effondrement généralisé avec chute des terrains situés au-dessus d'une cavité peu profonde et de grandes dimensions ;
- les fontis qui correspondent à un effondrement localisé du toit d'une cavité souterraine.

Sur le territoire du SCoT, le risque minier est lié à la présence d'anciennes explotiations de bauxite situées sur les communes de Mazaugues, Rougiers, Saint-Julien et Tourves.

Plusieurs types d'aléas ont été identifiés :

- l'affaissement,
- l'effondrement généralisé,
- l'effondrement localisé,
- le glissement,

- le tassement.

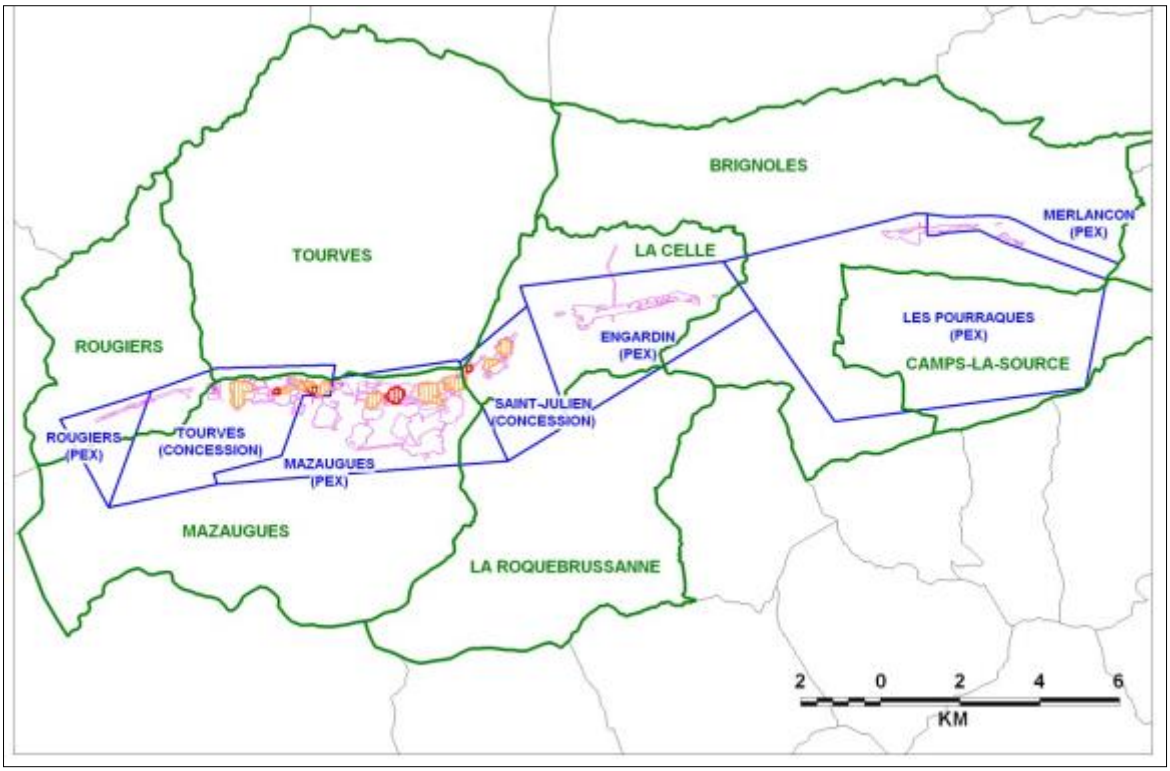


Figure 76 : Carte de la Répartition de de l'aléa effondrement généralisé (en rouge l'aléa de niveau fort et en orange l'aléa de niveau moyen)

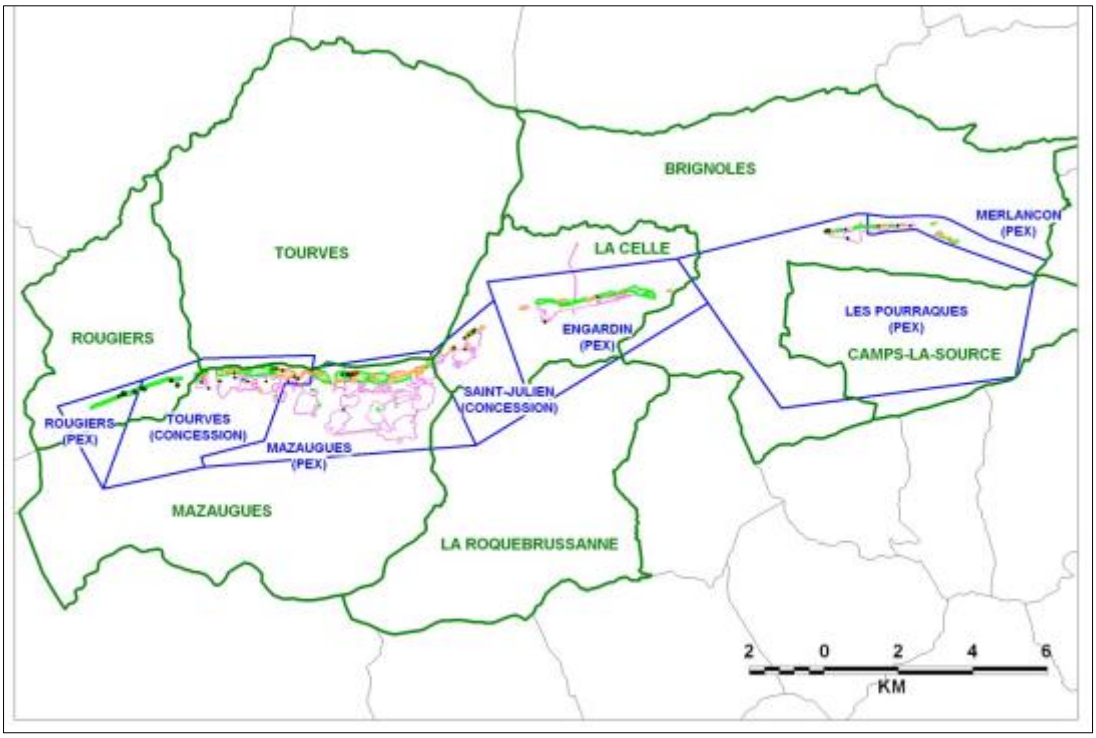


Figure 77 : Carte de la Répartition de l'aléa effondrement localisé (en rouge l'aléa de niveau fort, en orange l'aléa de niveau moyen et en vert clair l'aléa de niveau faible)

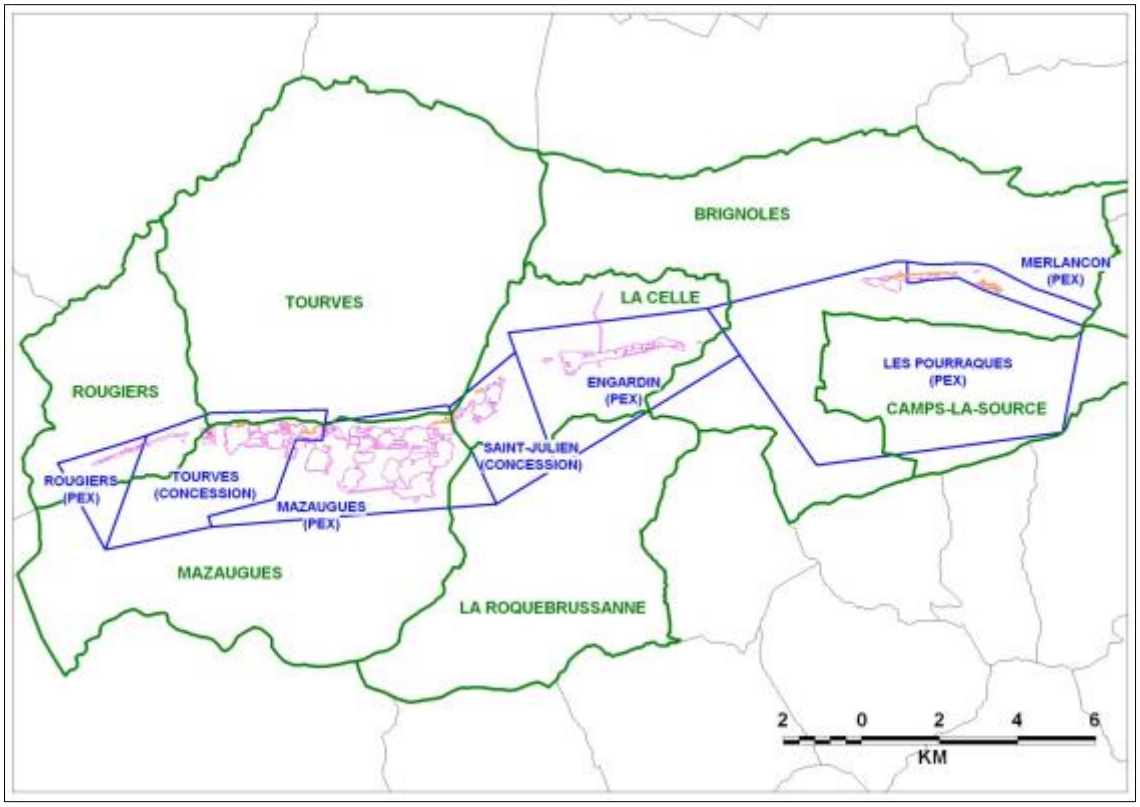


Figure 78 : Carte de la Répartition de l'aléa écroulement (en orange l'aléa écroulement de niveau moyen)

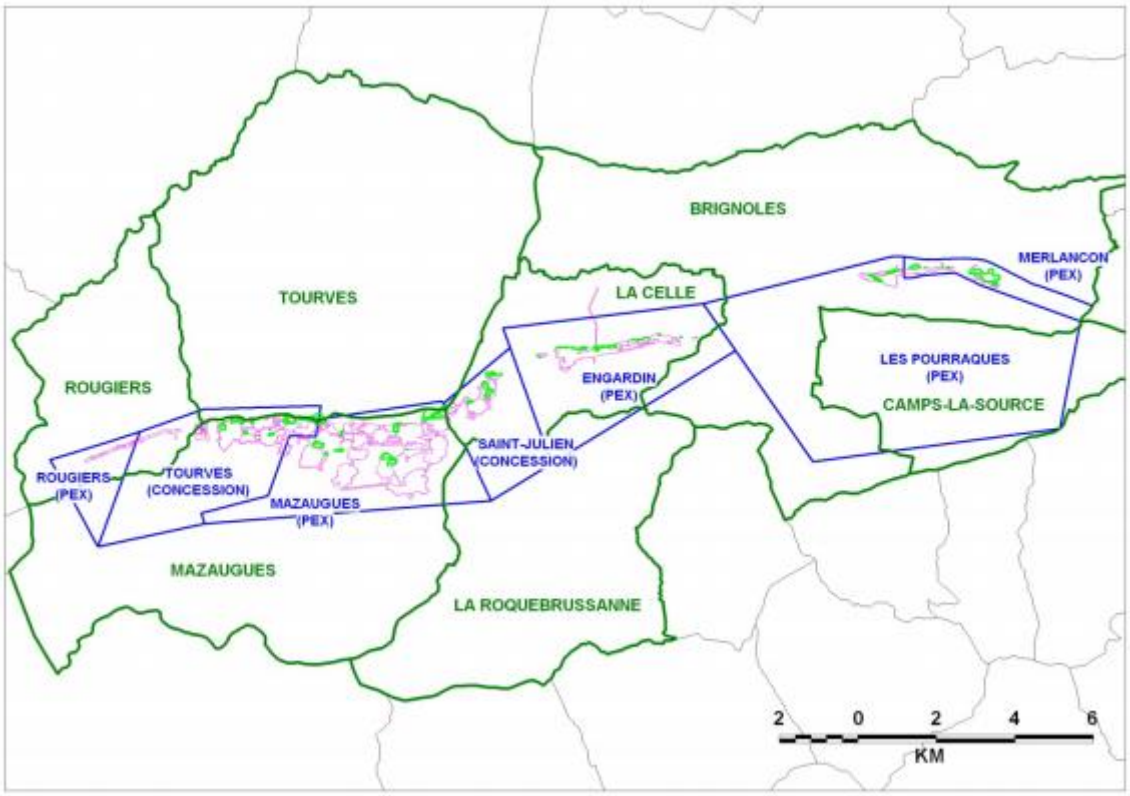


Figure 79 : Carte de la Répartition de l'aléa tassement (en vert clair l'aléa tassement de niveau faible)

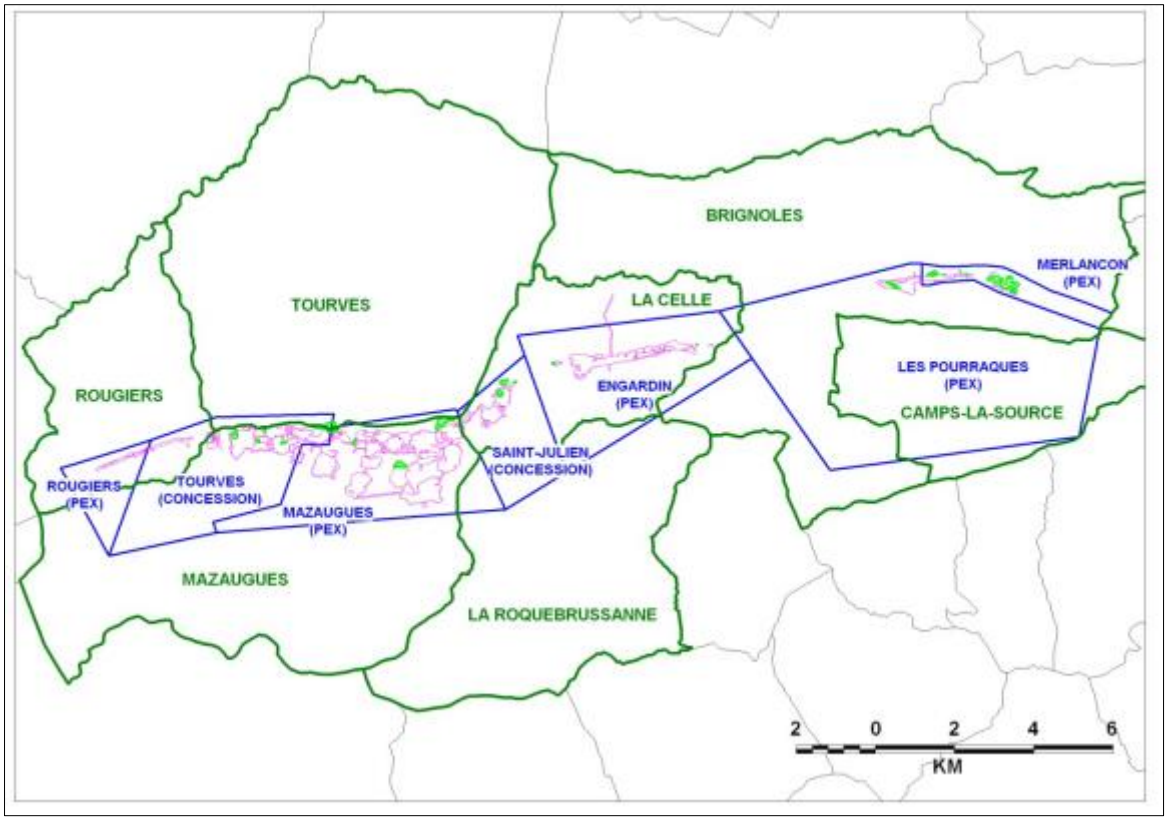


Figure 80 : Carte de la Répartition de l'aléa glissement (en vert clair l'aléa glissement de niveau faible)

Le risque lié au Trias gypseux

Au nord de la dépression permienne (qui s'étend de Toulon à la vallée de l'Argens) se développent des terrains meubles et fragiles du Trias. Ils sont le siège de mouvements de terrains en raison des arrivées d'eau (des terrains calcaires dominants) et de la présence de gypse (pierre à plâtre), qui se dissout rapidement. Les formations évaporitiques (gypse, anhydrite) présentent, d'une part, un risque d'instabilité de terrain dû au gonflement et au fluage (glissements sur les pentes), et, d'autre part, un risque d'effondrement résultant des phénomènes de dissolution du gypse (karst gypseux).

L'ensemble de la formation du Trias supérieur (Keuper) présente ce risque.

Le risque lié aux formations karstiques

Les formations carbonatées (calcaires et dolomies) sont très sensibles à la dissolution par les eaux météoriques chargées en gaz carbonique. Ce phénomène se traduit par le développement d'un modelé karstique au sein des massifs calcaires avec la présence potentielle d'un réseau de cavités souterraines actif (ou non) selon que le réseau recèle des circulations d'eau (ou pas). C'est la présence de cavités qui est susceptible de présenter un risque naturel, en particulier lorsque le « cavernement » est superficiel, induisant un risque d'effondrement.

Le risque lié aux instabilités rocheuses

Il s'agit des phénomènes d'éboulements, de chutes de blocs, qui peuvent être fréquents dans le département en raison du relief et de l'état souvent tectonisé de la roche. Ces risques sont cependant liés à des contextes topographiques et géologiques très localisés (présence de surplombs, fracturation défavorable, etc.).

En Provence Verte Verdon, toutes les communes sont soumises aux risques mouvements de terrain. Pour autant, un seul Plan d'Exposition aux risques (PER) valant Plan de Prévention des Risques Mouvement de Terrain a été approuvé par arrêté préfectoral le 26 février 1992 sur la commune de Méounes.

De manière générale, et de par la constitution des sols (alluvions et tufs liés à la présence de nombreuses sources) il convient d'être vigilant lors de l'alternance de fortes pluviométries et de sécheresse intense sur la plaine alluviale du Caramy sur la commune de Vins (phénomène pouvant entraîner des déstabilisations de constructions).

Au-delà des phénomènes de tassement partiels liés à la présence de tufs, il est nécessaire de prendre en considération les risques de mouvements de sols liés aux anciennes exploitations minières de bauxite. Ces gisements se situent sur le versant nord-ouest du massif des brasques sur la commune du Val, sur les lacs de Vins et de St Christophe sur la commune de Vins sur Caramy.

Par ailleurs, la commune de Barjols est constituée en grande partie de marnes et d'argiles qui peuvent être le siège de glissements et d'affaissements de terrains. Les affleurements de gypse présents sur ce site ont été exploités : leur dissolution potentielle peut entraîner la déstabilisation des constructions. La stabilité globale du village réside dans le regroupement judicieux des constructions.

Enfin, il existe plusieurs secteurs où l'on observe des formations susceptibles d'abriter des karsts formés par dissolution calcaire, et qui sont susceptibles de s'effondrer, notamment sur les communes de Ginasservis, La Verdière, Pourrières, Rians et Saint-Julien.

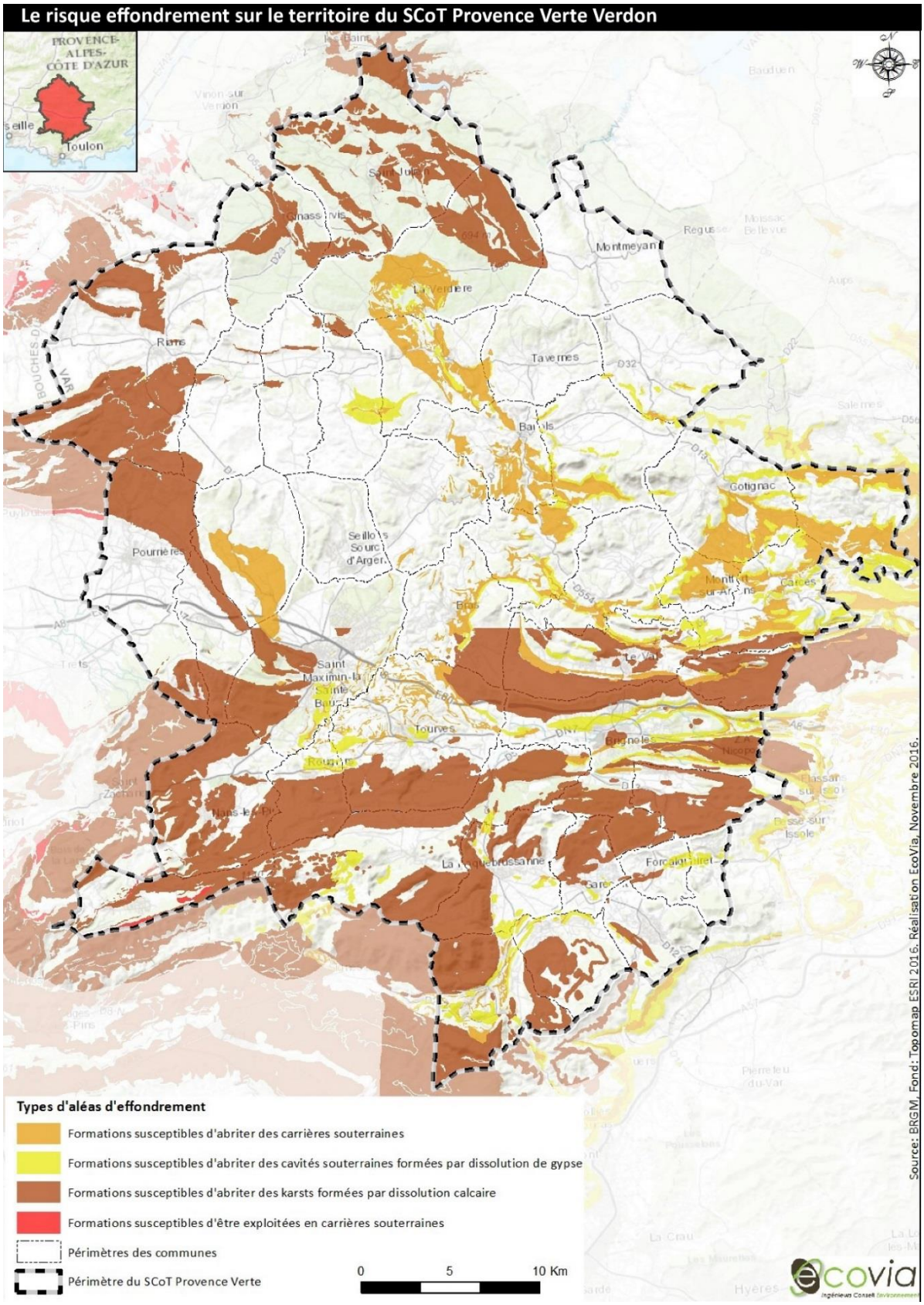


Figure 81 : Carte d'Aléa Mouvement de terrain Effondrement . source : BRGM

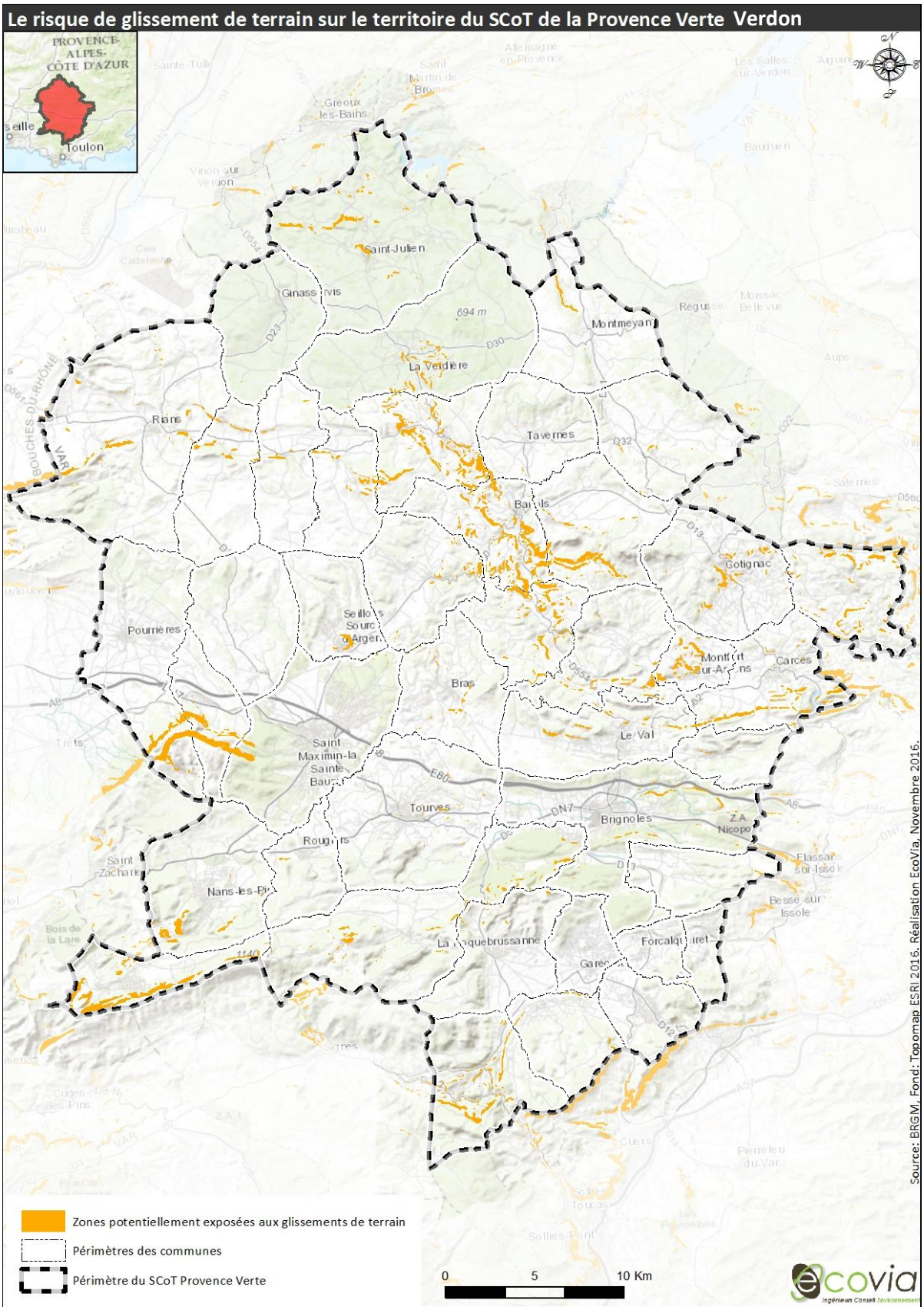


Figure 82 : Carte d'Aléa Mouvement de terrain Glissement de terrain . source : BRGM

ALEA RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES

Le phénomène de retrait et de gonflement de certains sols argileux occasionne de nombreux désordres, principalement sur les maisons individuelles. Concernant les bâtiments situés en zones sensibles au phénomène, l'examen de nombreux dossiers de diagnostics ou d'expertises révèle que beaucoup de sinistres auraient sans doute pu être évités ou que, du moins, leurs conséquences auraient pu être limitées, si certaines dispositions constructives avaient été respectées.

Un porter à la connaissance a été transmis par les services de l'Etat en 2011 aux maires des communes du département qui avaient des zones d'habitat individuel, existantes ou futures, sur des secteurs soumis à un aléa retrait-gonflement de niveau moyen. Seules dix communes étaient alors concernées (Barjols, Brignoles, Chateauvert, Nans-les-Pins, Ollières, Plan-d'Aups-la-Sainte-Baume, Pourrières, Seillons-source-d'Argens, Tourves, Varages et Vins-sur-Caramy).

Un **porter à connaissance** a été transmis le **7 février 2012** aux maires des autres communes du département concernées par l'aléa retrait gonflement des argiles. Les 25 communes restantes du territoire du SCoT sont concernées.

La mise à jour de cette cartographie (Novembre 2016) révèle qu'aujourd'hui, ce sont 38 communes de la Provence Verte qui sont concernées.

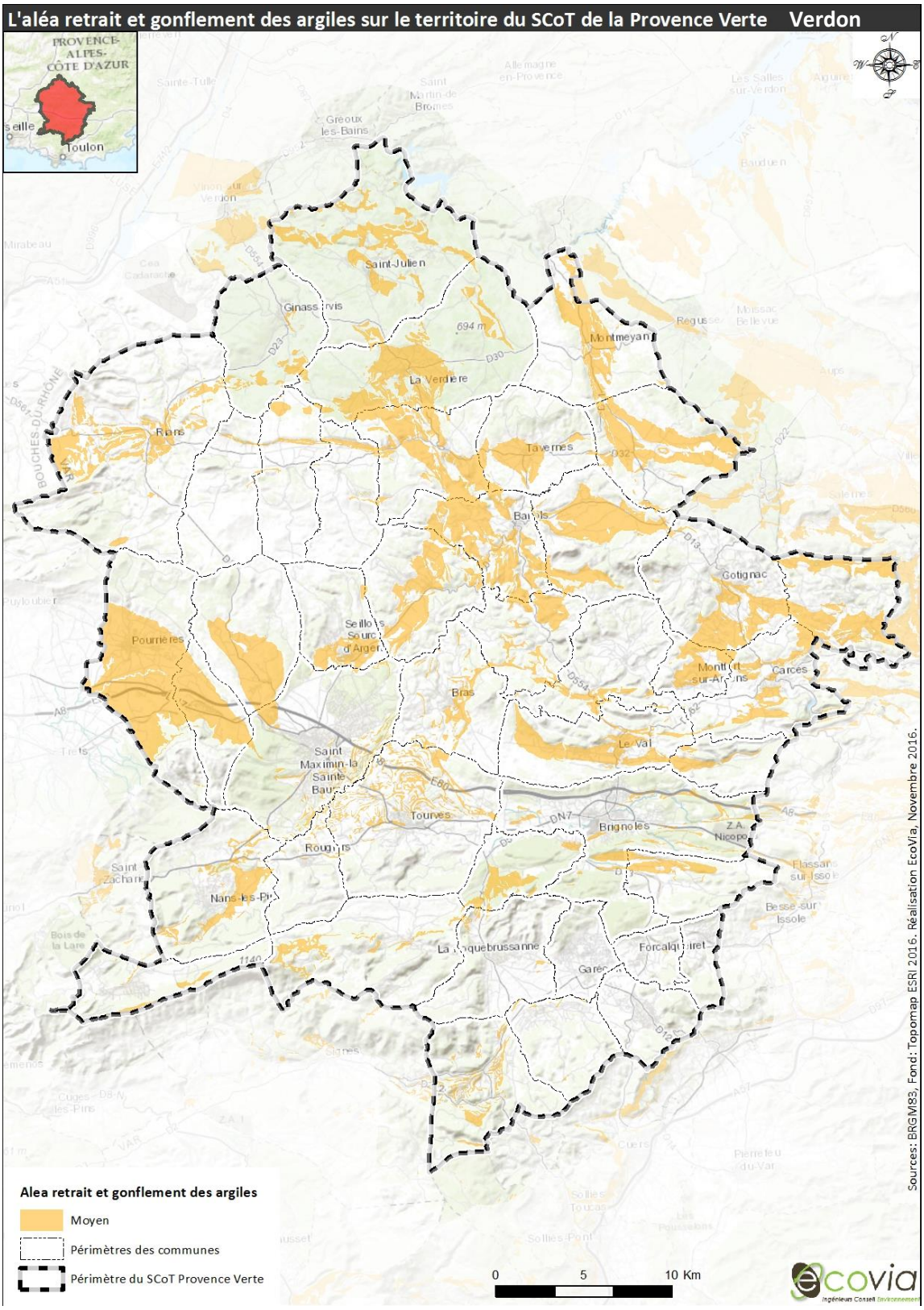


Figure 83 : Carte d'Aléa retrait gonflement des sols argileux. Source BRGM

V.2 LES RISQUES SISMIQUES

La France dispose depuis le 22 octobre 2010 d'une nouvelle réglementation concernant l'aléa sismique pour les bâtiments de classe, dite « à risque normal ».
Les décrets n° 2010-1254 et n° 2010-1255 ainsi que l'arrêté du 22 octobre 2010 fixent le nouveau zonage et les nouvelles règles de construction parasismique avec leur mise en application à compter du 1er mai 2011. Elles s'appliquent à tous les dossiers déposés à compter de cette date et également aux permis en cours d'instruction.
L'évolution des connaissances scientifiques a engendré une réévaluation de l'aléa sismique et une redéfinition du zonage en se fondant principalement sur une approche de type probabiliste (prise en compte des périodes de retour).
Le territoire national est ainsi divisé en 5 zones de sismicité, allant de 1 à 5 soit de l'aléa très faible à l'aléa fort.

L'ensemble des communes du territoire du SCoT Provence Verte Verdon est classé en zone de sismicité 2 qui correspond à la zone de sismicité faible, à l'exception des communes de Montmeyan, Rians, Ginasservis et Saint-Julien qui sont classées en zone de sismicité 3 (soit une sismicité modérée).

Un porter à la connaissance a été transmis par les services de l'Etat le 28 juillet 2011 aux maires rappelant la nature et les caractéristiques de l'aléa sismique, les mesures à mettre en œuvre et la réglementation en vigueur.

V.3 LES CAVITÉS SOUTERRAINES

Certaines **cavités ou carrières souterraines abandonnées** « hors mines » peuvent présenter des risques naturels prévisibles pour les personnes.
Les communes suivantes sont concernées :

CODE INSEE	COMMUNES	Nombre de cavités	CODE INSEE	COMMUNES	Nombre de cavités
83006	Artigues	1	83077	Méounes-lès-Montrieux	64
83012	Barjols	3	83083	Montfort-sur-Argens	2
83021	Bras	9	83084	Montmeyan	1
83023	Brignoles	4	83087	Nans-les-Pins	22
83025	Brue-Auriac	0	83088	Néoules	47
83030	Camps-la-Source	0	83089	Ollières	1
83032	Carcès	0	83093	Plan-d'Aups-Sainte-Baume	33
83039	Châteauvert	6	83095	Pontevès	1
83045	Correns	4	83096	Pourcieux	0
83046	Cotignac	7	83097	Pourrières	9
83051	Entrecasteaux	0	83104	Rians	4
83052	Esparron	0	83106	Rocbaron	1
83059	Forcalqueiret	1	83110	Rougiers	10
83060	Fox-Amphoux	1	83111	Sainte-Anastasie-sur-Issole	3
83064	Garéoult	2	83113	Saint-Julien	9
83066	Ginasservis	3	83114	Saint-Martin-de-Pallières	4
83037	La Celle	0	83116	Saint-Maximin-la-Sainte-Baume	2
83108	La Roquebrussanne	14	83125	Seillons-Source-d'Argens	0
83146	La Verdière	1	83135	Tavernes	0
83143	Le Val	7	83140	Tourves	23
83076	Mazaugues	35	83145	Varages	6
			83151	Vins-sur-Caramy	2

Figure 84 : Tableau du nombre de cavités (tous type) par commune. Source : bdcavite.net - BRGM

V.4 LES RISQUES D'INONDATION

Éléments de cadrage et contexte réglementaire

Directive européenne 2007/60/CE relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondations dite « Directive Inondation ».

Cette Directive a pour principal objectif d'établir un cadre pour l'évaluation et la gestion globale des risques d'inondations visant à réduire les conséquences négatives pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique en fonction des différents types d'inondations dans la Communauté. Elle préconise de travailler à l'échelle des grands bassins hydrographiques appelés "districts hydrographiques", en l'occurrence le district Rhône et côtiers méditerranéens dit « bassin Rhône-Méditerranée » pour ce qui concerne notre bassin.

La Directive Inondation a été transposée en droit français par les 2 textes suivants :

1. **L'article 221 de la Loi d'Engagement National pour l'Environnement dite « LENE » du 12 juillet 2010.**

2. **Le décret n° 2011-227 du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation.**

Cette démarche vise à :

- replacer l'aménagement et le développement des territoires, qu'ils soient directement inondables ou non, au cœur de la démarche ;
- intégrer toutes les origines naturelles des inondations (cours d'eau, nappe, mer, ruissellement pluvial hors débordements de réseaux artificiels) ; elle focalise son action sur les effets négatifs liés à la présence de l'homme ;
- intégrer des évènements plus rares et limiter les dommages pour des évènements plus fréquents. Pour la directive, un évènement centennal est un évènement « moyen » ;
- établir des plans de gestion pour réduire les conséquences dommageables et atteindre des objectifs de réduction définis en concertation sur la base d'un état initial partagé.

La première étape a été la mise en œuvre d'une Évaluation Préliminaire des Risques d'Inondations (EPRI) approuvée par M. le Préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée le 21 décembre 2011. Cette étape avait pour objectif :

- d'évaluer les risques d'inondations potentiels sur le bassin suivant quatre types d'enjeux à savoir la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique ;
- d'initier le processus d'association entre l'État et les parties prenantes identifiées par le Préfet Coordonnateur de Bassin pour aboutir en première étape à la sélection des Territoires à Risques d'Inondations importants (TRI) sur le bassin.

La seconde étape dans la mise en œuvre de la Directive Inondation correspond à la phase de sélection des Territoires à Risques Importants d'inondation (TRI) qui s'appuie sur le diagnostic de l'EPRI. Deux TRI ont été validés par la C*ommission Administrative de Bassin du 7/11/12* pour le département du Var (TRI Toulon-Hyères et TRI Est Var) ; aucune commune du territoire du SCoT
Provence Verte n'est incluse dans le périmètre d'un des deux TRI.

À ce jour, ***la politique de prévention du risque inondation en France*** a été rappelée au travers de plusieurs circulaires.

Circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables, qui fixe les objectifs de l'État en la matière visant :

- à interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones inondables ;
- à préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval ;
- à sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant de petites crues et la qualité des paysages.

Dans ce sens, la circulaire précise que toute construction nouvelle doit être interdite à l'intérieur des zones soumises aux aléas les plus forts et que toute opportunité doit être saisie pour réduire le nombre de constructions exposées.

Dans les zones d'aléas moins importantes, les dispositions nécessaires, pour réduire la vulnérabilité des constructions qui pourront éventuellement être autorisées, doivent être prises. Il convient, en outre, de contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues car elles jouent un rôle déterminant, en réduisant notamment le débit à l'aval, en allongeant la durée de l'écoulement. Par ailleurs, il convient d'éviter tout endiguement ou remblaiement qui ne serait pas justifié par la protection des lieux fortement urbanisés, ces aménagements étant susceptibles d'aggraver les risques en amont et en aval.

Circulaire du 30 avril 2002

Elle précise les impératifs de gestion des espaces situés en arrière des digues. La gestion du risque dans les zones endiguées doit prendre en compte leurs particularités, notamment le fait qu'elles sont protégées contre les crues les plus fréquentes mais que le risque est augmenté en cas de sur-verse et de rupture de digue, en particulier pour les secteurs situés en arrière immédiat des digues. Ainsi, une zone endiguée reste une zone soumise au risque. On ne peut avoir de garantie absolue sur l'efficacité des ouvrages, et il peut toujours survenir un aléa plus important que celui pris en compte pour leur dimensionnement.

Éléments du SDAGE Rhône Méditerranée

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux a été arrêté par le préfet coordonnateur de Bassin et est en vigueur depuis le 21/12/2015. Les dispositions du SDAGE en matière de gestion des risques d'inondation sont reprises dans l'orientation fondamentale n°8 (déclinées en 12 sous-orientations).

Orientation fondamentale n°8 : « Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques », en particulier :

- 8-01 Préserver les champs d'expansion des crues ;
- 8-02 Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues ;
- 8-03 Éviter les remblais en zones inondables ;
- 8-05 Limiter le ruissellement à la source ;
- 8-06 Favoriser la rétention dynamique des écoulements ;
- 8-07 Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines ;
- 8-09 Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux ; En application de l'article L111-1-1 du code de l'urbanisme, le SCoT doit être compatible avec le SDAGE

Éléments de connaissance et outils existants

L'Enveloppe Approchée des Inondations Potentielles « débordements de cours d'eau » (EAIPce) définie dans le cadre de l'EPRI a pour objectif d'approcher le contour des événements extrêmes. Pour cela, dans un premier temps, les informations immédiatement disponibles sur l'emprise des inondations (atlas des zones inondables, cartes d'aléas des PPR, etc.), ont été mobilisées, puis complétées si nécessaire par d'autres approches lorsque la connaissance disponible portait sur des évènements possédant une période de retour de l'ordre de la centennale voire inférieure, ou lorsque la connaissance des zones inondables était inexistante.

L'EAIPce a ainsi été élaborée pour les inondations par débordements de cours d'eau, y compris les débordements des petits cours d'eau à réaction rapide (thalwegs secs), les inondations des cours d'eau intermittents et les inondations des torrents de montagne (à partir d'une superficie de bassin versant de quelques km2). Pour élaborer l'EAIPce, s'agissant d'approcher l'enveloppe d'un événement extrême, l'effet des ouvrages hydrauliques (barrages et digues de protection) n'a pas été pas considéré. Sauf cas particuliers, les digues de protection ont été considérées comme transparentes.

En octobre 2011, **l'Atlas des Zones Inondables** a également été porté à la connaissance des communes. L'AZI, document informatif, constitue un des principaux types d'étude globale menée par l'État sur un bassin versant de risques. Il apporte une connaissance des zones inondables et a été établi entre 2005 et 2009 (IPSEAU – DREAL PACA) selon la méthode dite « hydrogéomorphologique » préconisée dans la circulaire du 14 octobre 2003.

L'atlas est constitué d'une note de présentation et de planches cartographiques au 1/25 000ème représentant les zones inondables pour les cours d'eaux étudiés. L'atlas décrit la structuration et le fonctionnement naturel de la plaine alluviale fonctionnelle du cours d'eau en délimitant les différentes structures morphodynamiques façonnées par les crues successives ; la plaine est dans sa configuration naturelle hors aménagement anthropique et l'atlas ne prend pas en compte les autres phénomènes d'inondation tels que le ruissellement pluvial, les remontées de nappes ou les submersions marines.
L'atlas des zones inondables est à prendre à titre d'information, en complément de la connaissance de l'aléa.

Les secteurs en lits mineur et moyen sont susceptibles de présenter de fortes dynamiques et/ou de fortes hauteurs d'eau en cas d'évènements conséquents et l'aléa inondation y est globalement élevé à très élevé. Le principe est la non construction dans les zones urbanisées, naturelles ou agricoles et le maintien de l'activité en limitant la vulnérabilité des personnes et des biens dans les centres anciens ou urbains denses.

Dans les secteurs en lit majeur ordinaire, et où de forts enjeux existent, il est nécessaire que soit réalisée une étude hydraulique permettant de caractériser la dynamique de la crue (hauteurs d'eau, vitesses d'écoulement, caractéristiques des écoulements, caractérisation des débordements...) pour une occurrence centennale, à défaut de crue historique supérieure connue.

Une attention doit être portée aussi aux secteurs situés entre les limites du lit majeur et de la crue de référence (si elle est connue) afin d'y éviter l'implantation d'installations nécessaires à la gestion de crise (centres de secours, services techniques etc…) ou pour envisager, dans ces secteurs, des mesures de diminution de la vulnérabilité des constructions futures éventuelles ou d'interdiction des établissements sensibles.

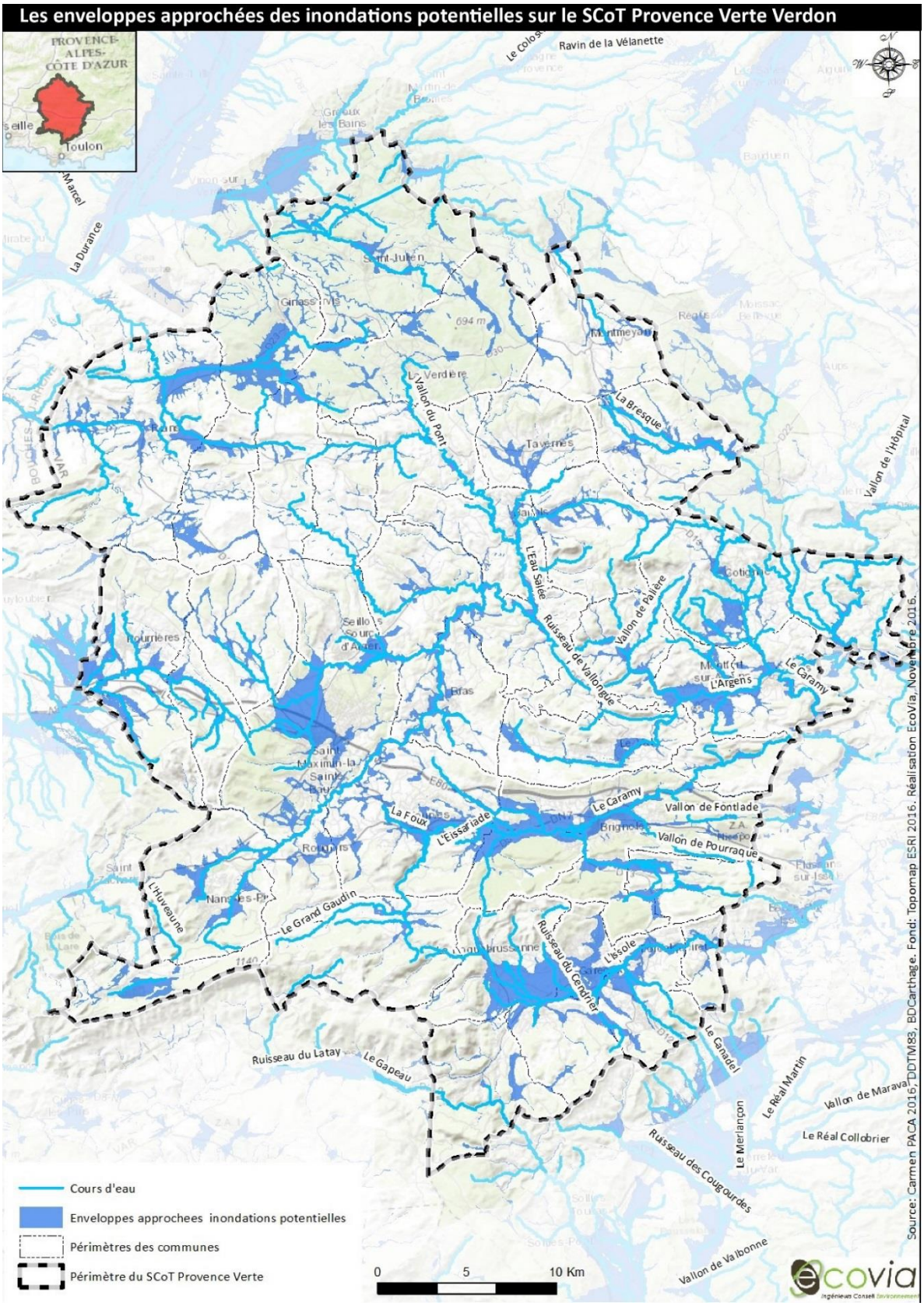


Figure 85 : Carte des EAIP. Source : DREAL

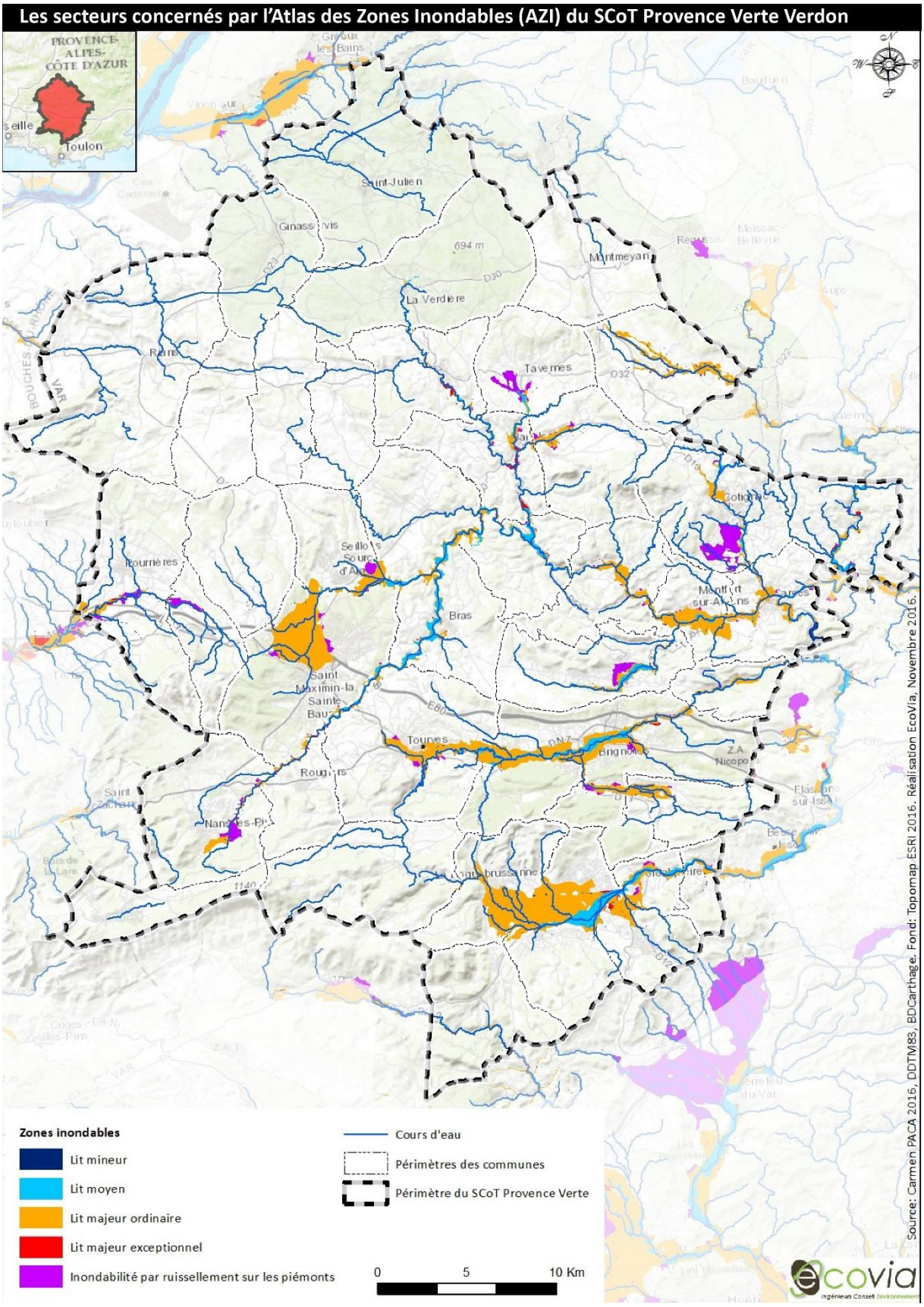


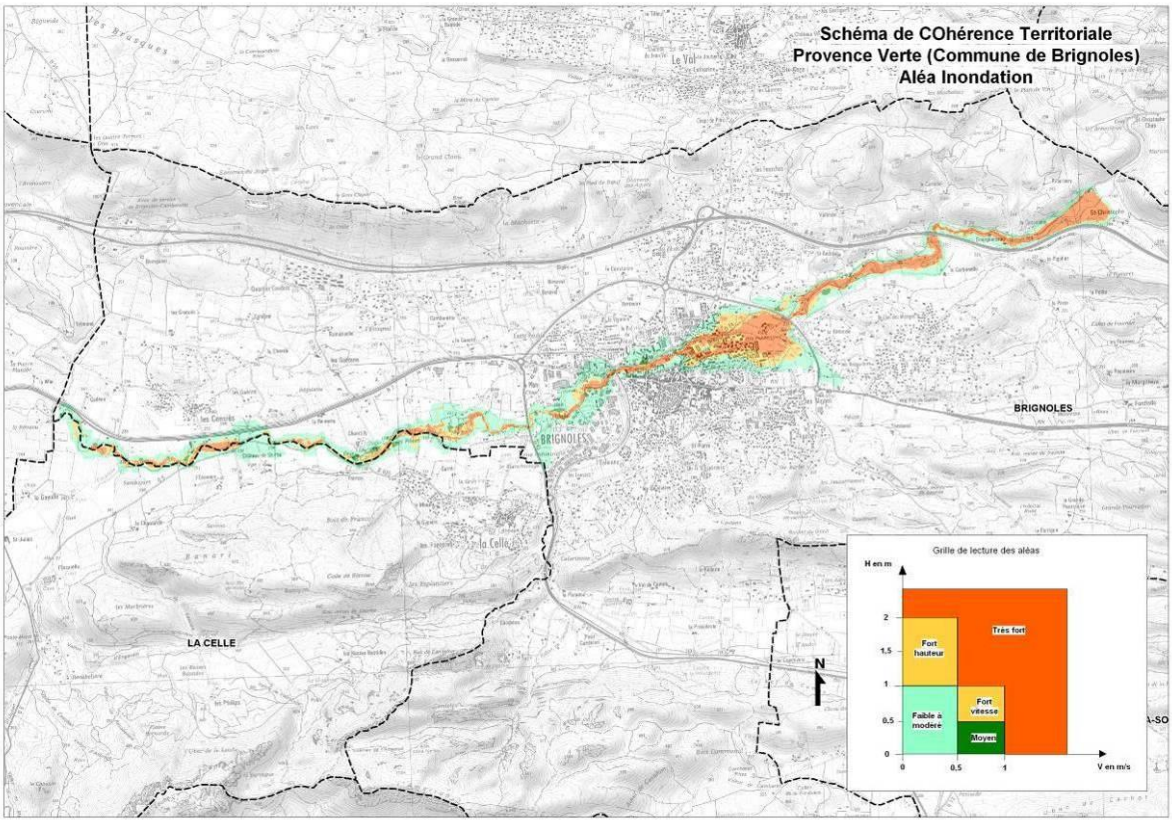
Figure 86 : Carte de l'Atlas des Zones Inondables. Source DREAL

Plan de Prévention des Risques

Si la totalité des communes de la Provence Verte Verdon peut être soumise au risque inondation, il n'existe pas à ce jour de PPRI approuvé sur le territoire.
Cependant, en juin 2017 des PPRI ont été prescrits pour les communes de Sainte-Anastasie, Garéoult, La Roquebrussanne, Rocbaron, Néoules, et Forcalqueiret. Faisant suite au PPRI prescrit en février 1999 sur la commune de Brignoles pour le cours d'eau du Caramy.
Les études nécessaires à l'élaboration de ce dernier sont conduites par la société SAFEGE, laquelle s'appuie également sur les réflexions et études réalisées antérieurement, à savoir :

- Schéma directeur d'assainissement des eaux février 2007 ;
- Études des zones inondables du Caramy à Brignoles –Délimitation des zones inondables – juillet 1998 ;
- R.N. 7 Déviation de Brignoles – Étude hydraulique du franchissement du Caramy –janvier 1996

L'objectif principal étant d'aboutir à la restitution d'une cartographie des aléas sur le bassin versant du Caramy et de ses affluents sur la commune de Brignoles. L'état d'avancement des études et de cette cartographie a été présenté le 03 décembre 2012 à la commune de Brignoles, ainsi que l'esquisse d'une traduction réglementaire.



Certaines études préalables à la prescription du PPRI ont également été réalisées sur l'**Issole** (Rocbaron, Forcalqueiret).

Etudes hydrauliques spécifiques

Certaines communes ont également réalisé des **études hydrauliques ponctuelles** pour améliorer la connaissance du risque inondation sur leur territoire :

- Etude ENVEO 2011 PLU Bras ;
- Etude de Daragon Conseil, décembre 2000, « etudes des zones inondables du Caramy à Carcès» ;
- Etude Enveo de Barjols « Alea inondation pour une crue centennale du ruisseau des écrevisses ».

Plan d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) d'intention

En 2011, suite aux inondations de 2010-2011 qui ont mis en évidence des lacunes dans le dispositif local de prévention des inondations, le Département du Var a également lancé un **Plan d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) d'intention** sur le bassin de l'Argens. Le PAPI complet de l'Argens promeut une gestion globale et concertée du risque à l'échelle d'un bassin, autour de 7 axes :

1- Amélioration de la connaissance de l'aléa
2- Développement de la conscience du risque
3- Amélioration de la surveillance, de l'alerte et de la gestion de crises
4- Amélioration de la maîtrise de l'urbanisation future (hors zones inondables) et diminution de la vulnérabilité des personnes et des biens exposés aux inondations
5- Actions de préservation des zones humides et des zones d'expansion des crues
6- Renforcement d'ouvrages hydrauliques afin de mieux protéger certains sites à fort enjeu humain
7- Aménagement destinés à augmenter la capacité hydraulique de certains tronçons en aval du bassin

Ces 7 axes sont développés en 63 actions qui ont été définies sur la période 2017-2022.
C'est le Syndicat Mixte de l'Argens qui porte le PAPI et met en œuvre le programme d'action concerté et cohérent. Cet outil permettra notamment de mieux intégrer le risque inondation dans l'aménagement du territoire

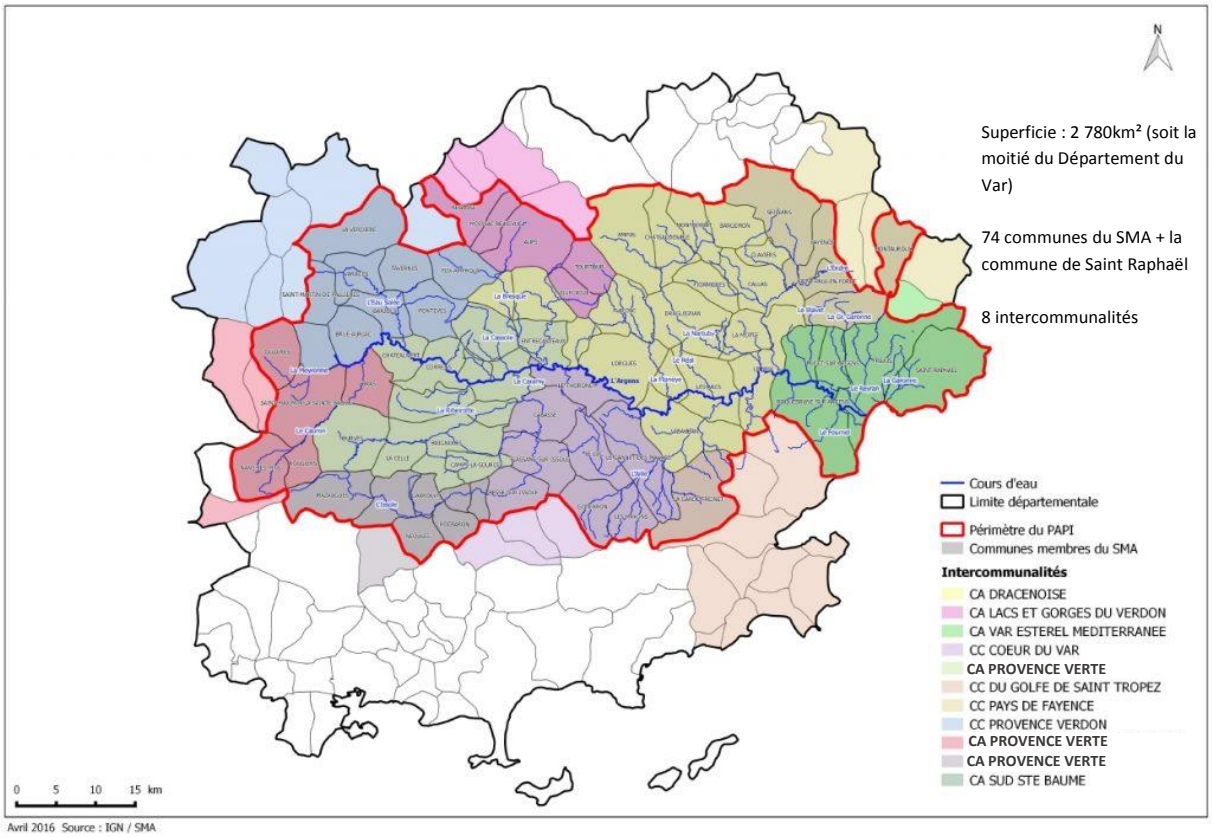


Figure 87 : Périmètre du PAPI Argens. Source : SMA

Typologies d'inondations, fréquence des phénomènes et éléments de prévention

Sur le territoire du SCOT, l'aléa inondation principal est lié au **débordement des cours d'eau**, avec de fortes cinétiques dans les parties amont des bassins versants, aggravé localement par un ruissellement urbain mal maîtrisé (fort taux d'imperméabilisation et inadaptation des réseaux pluviaux) et des circulations karstiques localisées.

À noter des forts enjeux en matière d'inondations au niveau des biens et des personnes sur la commune de Brignoles avec la traversée du Caramy.

Deux causes expliquent le débordement des cours d'eau :

- un épisode pluvieux bref et intense. Cet épisode pluvieux peut être centré sur les bassins versants ou concerner un plus vaste territoire ;
- un épisode pluvieux long et continu, le cas le plus fréquent

Néanmoins, on observe également des problèmes de **ruissellements** sur certaines communes (comme Garéoult) et des problèmes majeurs de **débordement des réseaux pluviaux** (Brignoles).

Cours d'eau	Localisation	Date			Type inondation	Pluviométrie	Impacts	
		Année	Mois	Jour		Hauteur (mm)	Pertes humaines	Dommages
Argens	Rivière de la Cassole	1902			Débordement		2	Les eaux submergent le plateau de Cotignac et gagnent le centre-ville
Argens	Eeau salée, Argens	1907	Novembre	8	Débordement		1	1 pont emporté à Correns, inondations à Barjols
Argens		1947	Septembre	26	Débordements	168 (Brignoles) 155 (St Maximin)		Eboulements, ponts emportés ; arbres arrachés
Argens / Nartuby	Argens, Issole, Caramy	1994	Janvier	6 et 7	Débordements	170 (La Roquebrussanne)		Terres agricoles de la basse vallée de l'Argens inondées. Inondations à Brignoles (10cm d'eau dans certains quartiers) suite au débordement du Caramy. L'Issole submerge la plaine de Garéoult.
Argens	Argens	1994	Janvier	8 au 12	Débordement			
Argens / Gapeau	Caramy	2000	Décembre	25	Débordement			Inondations graves à Brignoles dues au Caramy
Argens		2004	Août	3 au 5	Ruissellement	56,5 (St Maximin)		Centre Var particulièrement touché, nombreux dégâts aux habitations du fait de la grêle
Argens / Gapeau / Arc	Argens, Caramy	2008	Décembre	15	Débordement			Champs et routes inondés sur la basse vallée de l'Argens. Quartiers de Brignoles inondés par le Caramy.
Argens	Argens	2010	Juin	15	Débordement		23 et 2 disparus	
Argens	Argens	2011	Novembre	3 au 10	Débordement			
Argens	Argens	2014	Janvier	14	Débordement			

Figure 88 : Tableau des crues historiques en Provence Verte Verdon

Pour éviter les risques d'inondations, un entretien régulier des cours d'eau est primordial. Le schéma de restauration et d'entretien de la ripisylve mis en place sur l'Issole et le Caramy a eu notamment pour objectif de prévenir ces dysfonctionnements. **Le Contrat de Rivière Issole Caramy**, signé le 6 Novembre 2015 et actuellement en cours d'exécution, complète cette démarche en mettant en œuvre une stratégie globale de gestion à l'échelle du bassin versant, l'un des objectifs étant de « Gérer le risque inondation en lien avec le Syndicat Mixte de l'Argens et le PAPI (Programme d'Action de Prévention des Inondations) : actions de gestion des eaux pluviales ».

D'autres éléments peuvent venir diminuer les risques d'inondations, notamment la **préservation de Zones d'expansion des Crues (ZEC)**.

> **Définition des ZEC** : *zones inondables très peu urbanisées, qualifiées de zones ou de champs d'expansion des crues en raison des faibles dommages qu'elles sont susceptibles de subir en cas d'inondation (par débordement de cours d'eau, ruissellement et remontées de nappe). Leur préservation présente un intérêt dans le cadre de la gestion du risque inondation à l'échelle locale ou globale, dans le cadre de la préservation de biocénoses[iii] intéressantes ou dans le cadre de la recharge en eau des nappes aquifères[iv].*

Une étude a été réalisée par le Conseil Général en 2007 sur le bassin versant de l'Argens afin d'identifier, en vue de leur préservation, les ZEC, espaces inondables jouant un rôle significatif sur l'écrêtement des crues ou la limitation des risques d'inondation. L'objectif étant de permettre aux collectivités une meilleure prévention des risques par la maîtrise foncière et la préservation de tels espaces de même que par la compréhension du fonctionnement hydraulique des vallées.

Cette analyse hydrologique a confirmé l'efficacité hydrologique pour les crues courantes à moyennes des ZEC du bassin de l'Argens, avec une forte nécessité de préserver voire de renforcer leur fonction et leur efficacité.

Ainsi, la forte densité de Zones Naturelles d'Expansion des Crues sur ce bassin versant permet :

- De limiter les volumes de crues, les zones de rétention se vidangeant en assez forte proportion par infiltration, ce qui permet par ailleurs un effet important de recharge des nappes souterraines ;
- De limiter les débits de pointe des cours d'eau par écrêtement des crues ;
- De freiner la propagation des crues ;
- De provoquer des décalages temporels assez nets entre les pointes de crue des différents affluents ;
- De limiter les vitesses d'écoulement en crue sur les berges et donc le risque d'érosion

Au-delà de leur fonction hydraulique, ces espaces ont une valeur environnementale globale avec des fonctions biologiques associées qui peuvent s'avérer intéressantes

Sur la Provence Verte Verdon, la présence de ZEC permet de décaler les apports des différents affluents du Haut Argens évitant ainsi un cumul des débits maximaux. Les taux de ruissellement sont aussi plus faibles que sur la partie aval du bassin versant ainsi que les débits spécifiques de crues.

Les cours d'eau caractérisés par les proportions de ZEC les plus fortes sont l'Issole, le Cauron, la Meyronne (et le Vallat d'Ollières aux sources de l'Argens). Le Caramy possède de nombreuses ZEC potentielles.

Quatre types de zones d'expansion de crues se distinguent selon l'usage et l'affectation des terres. On distingue :

- des espaces agricoles (mosaïque de vigne, parcelles cultivées, prairies)
- des espaces à vocation pastorale
- des espaces « naturels » (prairies humides, roselières...)
- des espaces soumis à une pression anthropique importante

Ces ZEC ont été cartographiées et classées en fonction de leur efficacité hydraulique :

- Les ZEC actuellement efficaces au plan hydrologique sont identifiées en vert, quelle que soit leur nature (zone d'expansion des crues d'un cours d'eau, vallée sèche, versant aménagée en restanques,…).
- Les ZEC d'efficacité hydrologique potentielle moyennant un aménagement spécifique (par exemple un remblai transversal) sont identifiées en orange.
- Certaines ZEC identifiées initialement à partir de l'atlas des zones inondables ou des cartes du relief et de la géologie se sont avérées peu ou pas efficaces au plan hydrologique (ZEC rouge): il a été choisi de ne pas les retenir.

Cette réflexion est importante au sein du SCoT Provence Verte Verdon afin de maîtriser l'urbanisation sur ces zones.

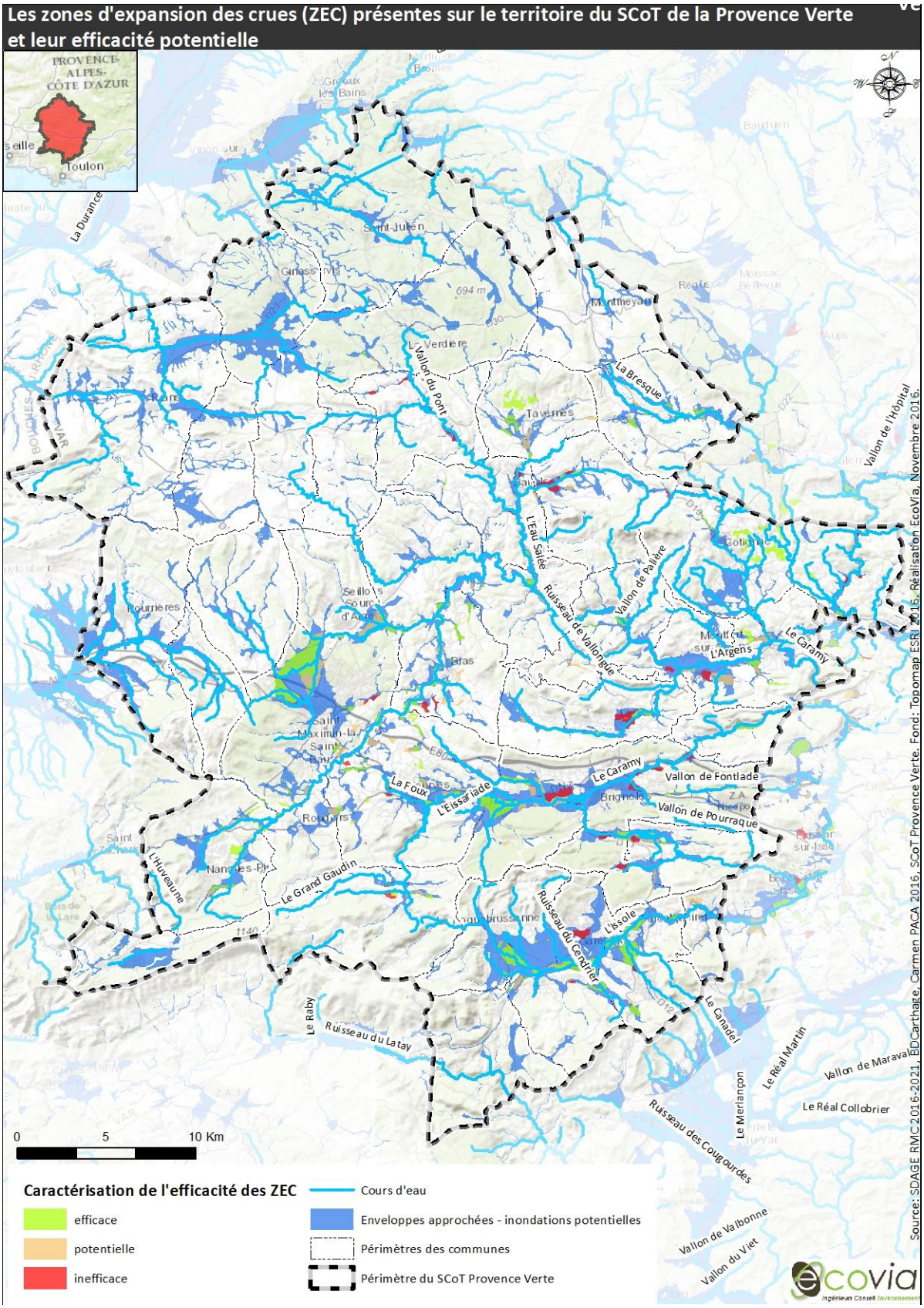


Figure 89 : Carte des ZEC

V.5 LES RISQUES D'INCENDIES

La couverture forestière est telle que le territoire du SCoT Provence Verte Verdon est soumis au risque de feux de forêt.
Aucun PPRIF n'a été prescrit, à ce jour, sur les communes du SCoT. Néanmoins, les massifs forestiers sont sensibles au risque d'incendie qui est aggravé par la conjugaison de facteurs :

- ***climatiques*** **:** des vents forts, la sécheresse et les fortes chaleurs qui rendent la végétation fortement inflammable et combustible ;
- ***topographiques*** *:* des massifs souvent non isolés les uns des autres facilitant le passage du feu, un relief souvent tourmenté qui accélère le feu à la montée ;
- ***anthropiques*** : l'embroussaillement de zones rurales consécutif à la déprise agricole, une urbanisation diffuse très étendue, une fréquentation croissante des espaces boisés, des zones habitées qui augmentent au contact direct de l'espace naturel,... Ces facteurs accroissent la surface de contact entre les espaces naturels combustibles et les habitations, ce qui augmente les risques d'incendie.

Les feux de forêt peuvent représenter sur un bassin de vie :

- une menace pour la sécurité des personnes ;
- une menace pour le patrimoine naturel et paysager entraînant aussi des pertes économiques difficilement chiffrables.

Par ailleurs, la disparition de la couverture végétale suite à ces incendies aggrave les phénomènes d'érosion des sols et les conditions de ruissellements des eaux superficielles.
Près de 23 000 ha ont brûlé en 50 ans. L'augmentation des friches agricoles ne fait qu'augmenter le risque incendie. Face à cette problématique des réflexions sont nécessaires afin de gérer les franges périurbaines, les secteurs d'habitat isolé en zone forestière, les activités de tourisme situées à proximité de zones forestières sensibles ainsi que les nouveaux espaces naturels gagnés sur les terres cultivées. La prévention du risque feux de forêt à travers la maîtrise de l'urbanisation est le moyen privilégié pour assurer la sécurité des personnes et des biens.

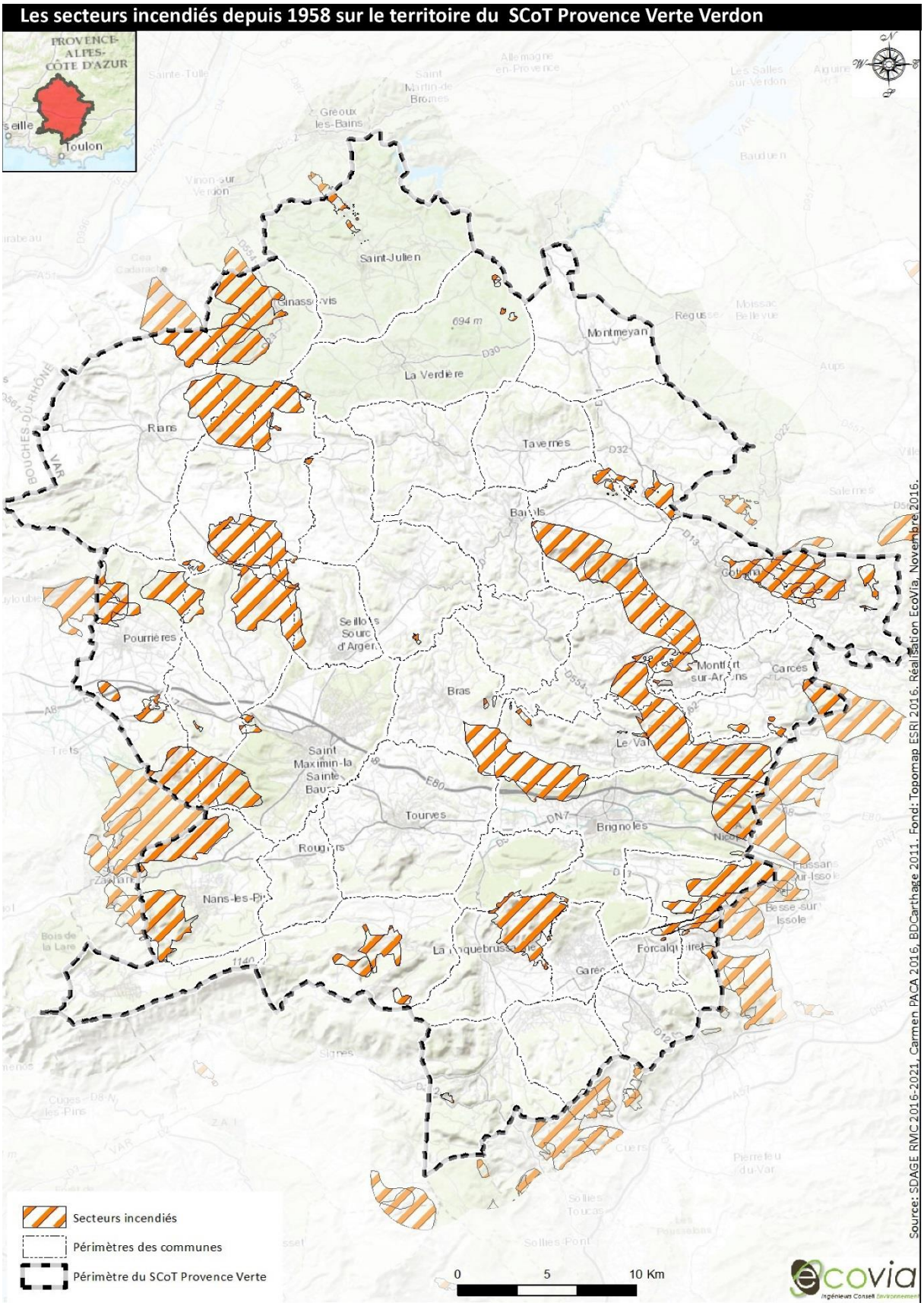


Figure 90 : Carte des espaces touchés par les grands incendies entre 1958 et 2010. Source : Prométhée

Il existe sur le territoire 3 Plans Intercommunaux de Débroussaillement et d'Aménagements Forestiers (PIDAF). Ces documents de planification relatifs à l'aménagement et à l'équipement d'un massif forestier sont établis en vue de lutter efficacement contre les feux de forêt. Ils ont pour objet de planifier les équipements et aménagements d'un massif forestier sur une période de 10 ans, pour prévenir les incendies, ralentir leur progression et favoriser les actions de lutte.

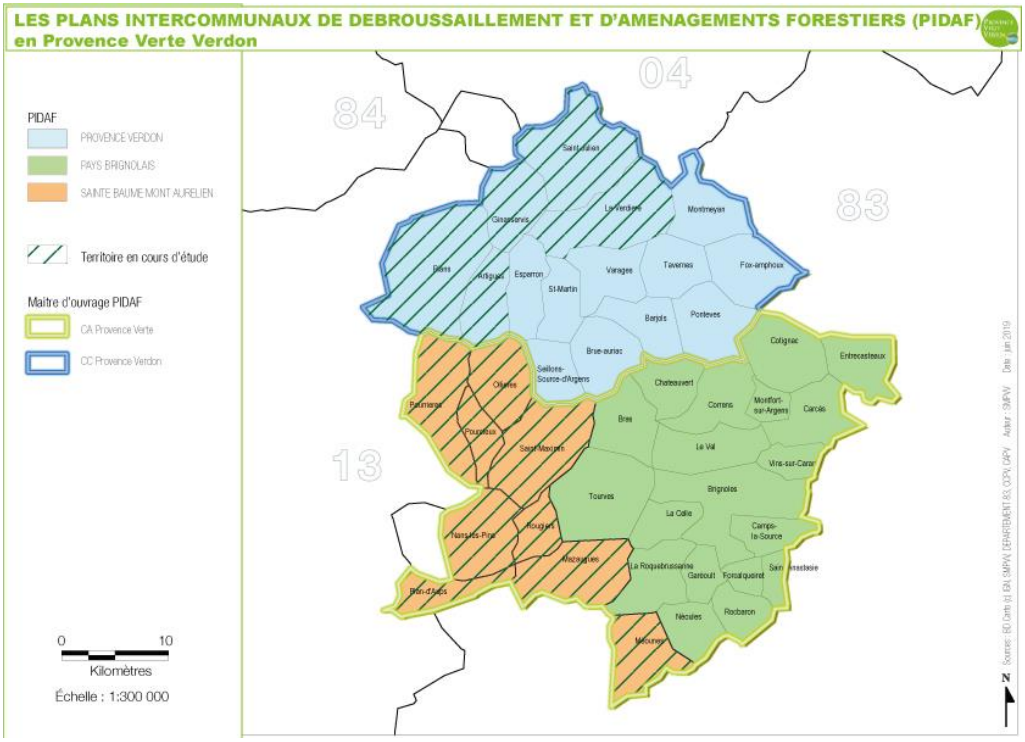
- PIDAF Provence Verdon
- PIDAF du Pays Brignolais
- PIDAF Sainte-Baume Mont Aurélien

Le PIDAF Provence Verdon reprend l'ancien périmètre du PIDAF de l'ex- communauté de communes Provence d'Argens en Verdon et s'étend sur les nouvelles communes que sont : La Verdière, Ginasservis, Artigues, Saint-Julien et Rians. Des études sont actuellement en cours pour intégrer ces dernières et devraient être finalisées en 2020.

Le PIDAF Sainte-Baume Mont Aurélien intègre les communes de l'ancienne intercommunalité du même nom, et se voit rattacher les communes qui étaient isolées[6]. Les études sur ce PIDAF sont en cours d'études et devraient être finalisées en 2021.

A termes le PIDAF Sainte-Baume Mont Aurélien et le PIDAF du Pays Brignolais formeront le PIDAF Provence Verte qui devrait être subdivisé en secteur Est et secteur Ouest.

Figure 91 : Les PIDAF en Provence Verte Verdon



[6] Communes qui avaient soit leur propre PIDAF, soit qui n'en avaient pas.

Vu le contexte boisé de la Provence Verte Verdon, toutes les communes du territoire sont concernées par les obligations de débroussaillement (OLD).

Même en l'absence de PPRIF sur le territoire d'étude, les risques doivent être pris en compte dans les documents de planification **:** le PLU, la carte communale et le SCoT sont des outils d'aménagement de l'espace, à ce titre, ils sont aussi des outils de la prévention. Ils déterminent les conditions permettant d'assurer la prise en compte des risques naturels dans l'aménagement du territoire.

Ainsi le SCoT doit être l'occasion d'intégrer l'ensemble du massif végétal des communes concernées dans la politique de prévention contre les incendies, afin d'en dégager une cohérence qui ne peut résulter d'une addition d'initiatives communales et de permettre une continuité et la mise en cohérence des PIDAF.

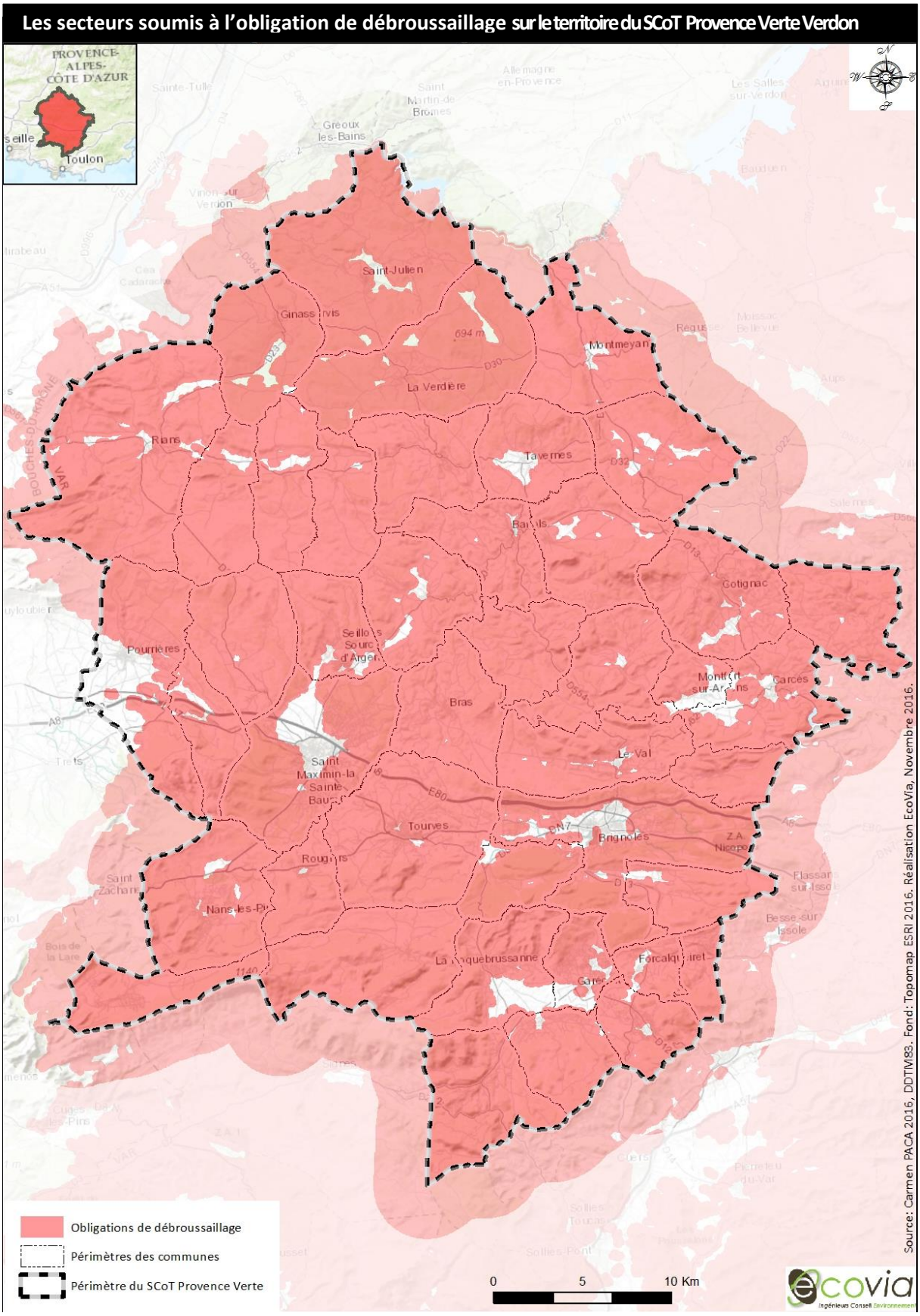
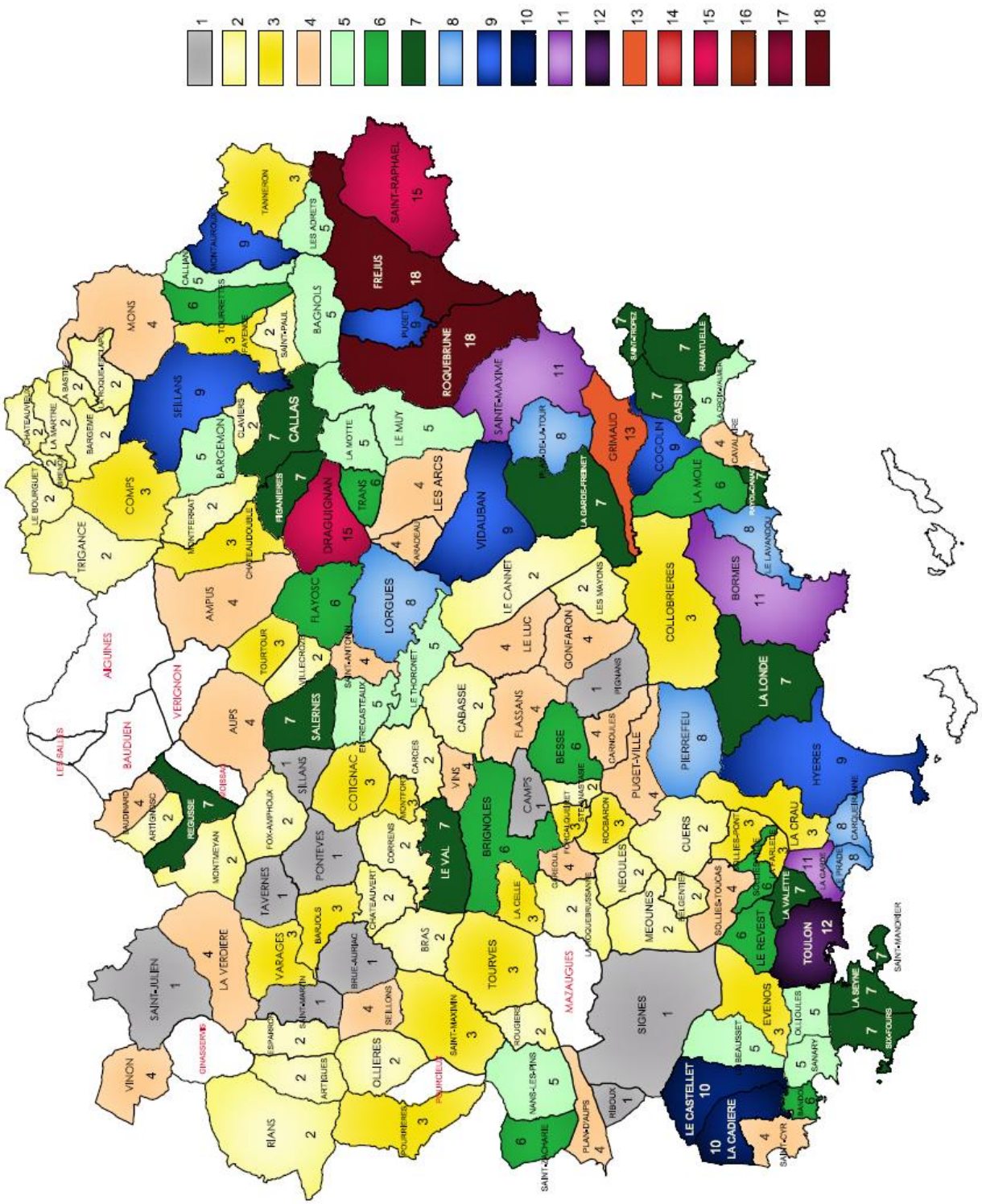


Figure 92 : Carte des terrains soumis aux Obligations Légales de Débroussaillement (OLD). source : DDTM/SEF

Figure 93 : Carte des Arrêtés de catastrophe naturelle pris dans le Var de 1982 à 2012. Source : DDTM



V.6. RISQUES TECHNOLOGIQUES

Installations classées

Une installation soumise à autorisations avec servitudes (AS) est présente sur le territoire du SCoT Provence Verte Verdon, il s'agit du site de la société TITANOBEL (fabrication et stockage d'explosifs) située à 3 km du village de Mazaugues en zone boisée. Ce site (SEVESO) fait l'objet d'un PPI et d'un PPRT approuvé qui impacte les communes de : La Celle, Mazaugues, La Roquebrussane et Tourves.

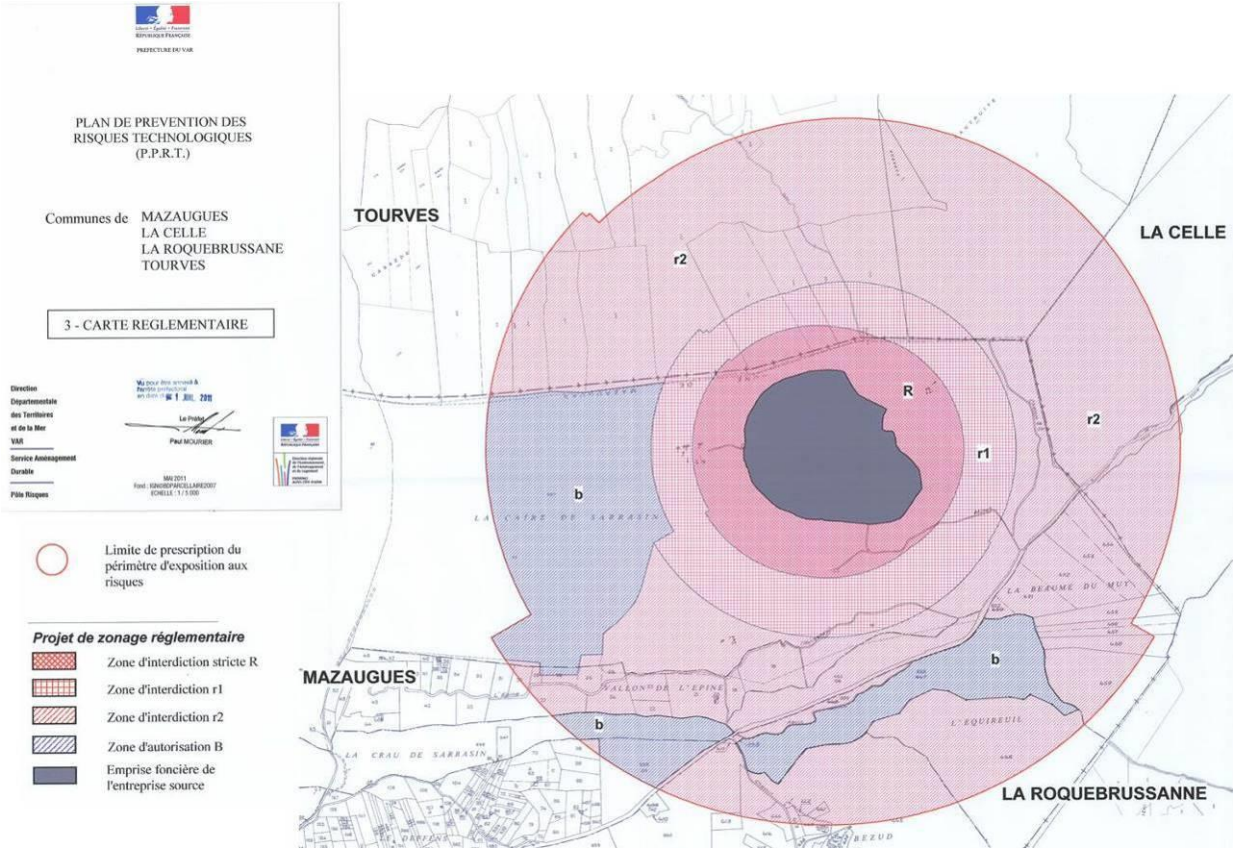


Figure 94 : Carte du PPRT de Titanobel

Transport de matières dangereuses (TMD)

Les communes de la Provence Verte Verdon traversées par les grands axes routiers (A8, N7, N560) sont soumises aux risques de transport de matières dangereuses. 13 communes du SCoT sont concernées : Barjols, Brignoles, Camps-la-Source, Cotignac, Forcalqueiret, La Celle, Nans-les-Pins, Ollières, Pourcieux, Pourrières, Sainte-Anastasie-sur-Issole, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume et Tourves.

Le bassin de vie est également traversé par des canalisations de transport de gaz et d'hydrocarbures.

Les canalisations de gaz font l'objet de servitudes d'utilité publiques (codifiées « I3 ») qui réglementent strictement les constructions et les affouillements de terrain dans une bande de largeur variable selon les canalisations et soumettent à déclaration les ouvertures de chantier à proximité :

SCOT PROVENCE VERTE
LISTE DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ HAUTE PRESSION CONCERNES
(Canalisations et postes)

Canalisations	DN	PMS (bar)	Communes concernées	(2) Zone de dangers très graves Distance (m)	(2) Zone de dangers graves Distance (m)	(2) Zone de dangers significatifs Distance (m)
ARTERE COTE D'AZUR	400	67.7	BRAS, BRIGNOLES, CARCES, ENTRECASTEAUX, LE VAL, MONTFORT SUR ARGENS, OLLIERES, POURCIEUX, POURRIERES, ST ANTONIN DU VAR, ST MAXIMIN LA STE BAUME	105	150	190
ARTERE DU HAUT VAR	400	80	COTIGNAC, ENTRECASTEAUX, FOX AMPHOUX, PONTEVES, TAVERNES, VARAGES	115	165	205
LE VAL – LA CRAU	250	67.7	BRIGNOLES, FORCALQUEIRET, GAREOULT, LA CELLE, LE VAL, ROCBARON	55	80	105
ANTENNE DE BARJOLS DP	80	80	BARJOLS, TAVERNES	10	15	25
ANTENNE DE CARCES DP	80	67.7	CARCES	10	15	20
ANTENNE DE ST MAXIMIN DP	80	67.7	ST MAXIMIN LA STE BAUME	10	15	20
ANTENNE DE SALERNES DP	80	80	ENTRECASTEAUX	10	15	25

Postes	Communes concernées	(2) Zone de dangers très graves Distance (m)	(2) Zone de dangers graves Distance (m)	(2) Zone de dangers significatifs Distance (m)
BARJOLS DP	BARJOLS	19		
BRIGNOLES DP	BRIGNOLES	27		
CARCES DP	CARCES	25		
ENTRECASTEAUX COUP SECT DP	ENTRECASTEAUX	115	165	205
FORCALQUEIRET SECT DP	FORCALQUEIRET	26		
LE VAL SECT COUP	LE VAL	27		
PONTEVES SECT	PONTEVES	27		
ST MAXIMIN COUP	ST MAXIMIN LA STE BAUME	27		
ST MAXIMIN DP	ST MAXIMIN LA STE BAUME	25		
TAVERNES PRED	TAVERNES	28		
VARAGES DP	VARAGES	28		

(1) Catégorie définie conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 août 2006 modifié, portant règlement de sécurité pour les canalisations de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

(2) Zones de dangers définies dans la circulaire 2006-55 ou BSEI n°06-254

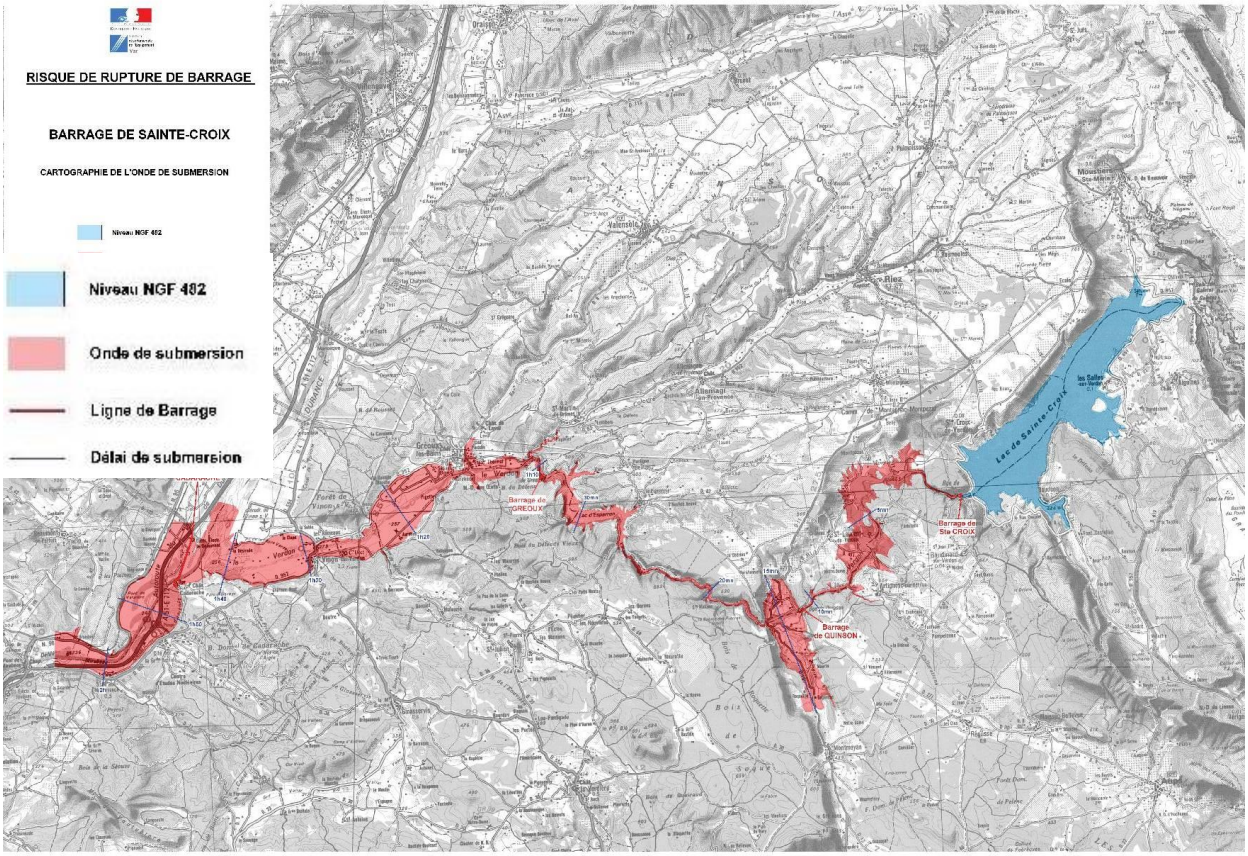
Sce : GRT GAZ

La canalisation d'hydrocarbures (pipeline SPMR) traverse les communes de : Barjols, Fox Amphoux, La Celle, Pontevès, Pourrières, Pourcieux, Ollières, Saint Maximin, Bras, Le Val, Montfort/Argens, Carcès et Entrecasteaux.

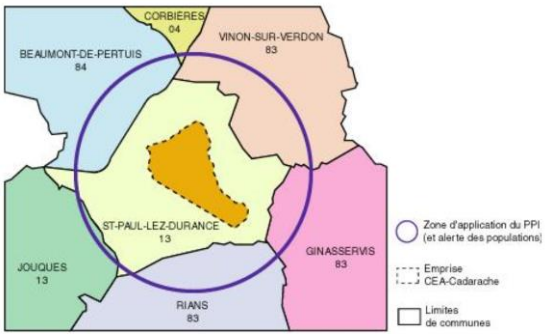
Rupture de barrage

Un seul barrage est présent sur le territoire, il s'agit du barrage de Carcès d'une capacité de 8 millions de m^3 destinés à l'alimentation en eau potable. En cas de rupture, la seule commune du territoire concernée est Carcès.

Les communes de Ginasservis, Montmeyan, Rians et Saint-Julien sont également soumises au risque de rupture de barrage. Il s'agit des ouvrages du Verdon, et notamment ceux de Quinson et de Gréoux. En particulier, la rupture de l'ouvrage dit « de Quinson », situé sur la commune de Régusse pourrait entraîner la submersion de Montmeyan par diffusion de l'onde, et plus partiellement encore celle de Saint-Julien.



Risque nucléaire



De par la proximité du Centre de Cadarache ayant pour vocation la recherche dans le domaine électronucléaire, la Provence Verte Verdon est concernée par la zone d'alerte du Plan particulier d'Intervention qui couvre un secteur de 5 km de rayon, sur les communes de Ginasservis et de Rians.

Le Plan Particulier d'Intervention a été élaboré par la Préfecture des Bouches-du-Rhône et le CEA - Cadarache pour mieux garantir la sécurité des populations riveraines du site en cas d'accident majeur. Sa mise en œuvre par le Préfet s'effectue dans le cas où les conséquences d'un accident chimique ou radiologique dépassent les limites géographiques du Centre.

V.7 SYNTHÈSE DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

SCoT Provence Verte - Connaissance générale des risques														
Code INSEE	COMMUNES	Population	Risques naturels				Risques technologiques					TOTAL	PPR	CATNAT
			I	MT	S	FF	RI	TMD	G/O	B	NUC			
83006	Artigues	199		X	2	X						3		2
83012	Barjols	3059	X	X	2	X	X	X				6		4
83021	Bras	2449	X	X	2	X	X		X			6		2
83023	Brignoles	16368	X	X	2	X	X	X	X			7	PPRrI Caramy prescrit le	7
83025	Brue-Auriac	1210	X	X	2	X						4		1
83030	Camps-la-Source	1713		X	2	X		X				4		2
83032	Carcès	3332	X	X	2	X	X		X	X		7		2
83039	Châteauvert	135	X	X	2	X						4		2
83045	Correns	842	X	X	2	X						4		2
83046	Cotignac	2201	X	X	2	X		X				5		3
83051	Entrecasteaux	1065	X	X	2	X	X		X			6		6
83052	Esparron	324		X	2	X						3		2
83059	Forcalqueiret	2421	X	X	2	X		X	X			6		4
83060	Fox-Amphoux	455	X	X	2	X						4		2
83064	Garéoult	5613	X	X	2	X			X			5		5
83066	Ginasservis	1496		X	3	X				X	X	5		0
83037	La Celle	1305	X	X	2	X		X				5		4
83108	La Roquebrussanne	2372	X	X	2	X						4		3
83146	La Verdière	1543	X	X	2	X						4		4
83143	Le Val	4174	X	X	2	X	X					5		8
83076	Mazaugues	822	X	X	2	X						4	PPRt Titanobel approuvé le	0
83077	Méounes-lès-Montrieux	2001	X	X	2	X						4	PPR MT approuvé le 26/02/1992	3
83083	Montfort-sur-Argens	1209	X	X	2	X	X		X			6		3
83084	Montmeyan	560	X	X	3	X				X		5		2
83087	Nans-les-Pins	4132	X	X	2	X		X				5		5
83088	Néoules	2486	X	X	2	X						4		3
83089	Ollières	635	X	X	2	X	X	X	X			7		2
83093	Plan-d'Aups-Sainte-Baume	1577		X	2	X						3		4
83095	Pontevès	712	X	X	2	X						4		1
83096	Pourcieux	1136		X	2	X	X	X	X			6		0
83097	Pourrières	4475		X	2	X	X	X	X			6		3
83104	Rians	4197		X	3	X				X	X	5		2
83106	Rocbaron	3595	X	X	2	X			X			5		3
83110	Rougiers	1531		X	2	X						3		2
83111	Sainte-Anastasie-sur-Issole	1922	X	X	2	X		X				5		2
83113	Saint-Julien	2063		X	3	X				X		4		2
83114	Saint-Martin-de-Pallières	212		X	2	X						3		1
83116	Saint-Maximin-la-Sainte-	14505	X	X	2	X	X	X	X			7		3
83125	Seillons-Source-d'Argens	2173	X	X	2	X						4		4
83135	Tavernes	1250	X	X	2	X						4		1
83140	Tourves	4855		X	2	X		X				4		3
83145	Varages	1117	X	X	2	X						4		3
83151	Vins-sur-Caramy	916	X	X	2	X						4		7
PROVENCE VERTE VERDON (43 communes)		110 357	31	43	43	43	11	13	12	5	2			124

Figure 95 : Tableau des Connaissances générales des risques. Source : PRIM.net, consultation le 15 Novembre 2016

Signification des abréviations	
I	Inondation
MT	Mvt de terrain
S	Sismicité
FF	Feux de forêt
RI	Risque industriel
TMD	Transport de Matières Dangereuses
G/O	Gazoduc et/ou Oléoduc
B	Rupture de barrage
NUC	Risque nucléaire
PPR	Plans de Préventions existant ou prescrit
CATNAT	Nombre d'arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Grille atouts-faiblesses/opportunités-menaces : Risques			
Situation actuelle		Tendances	
-	Un risque minier important localement pour 4 communes : Mazaugues, Rougiers, Saint-Julie et Tourves.	⇗	Aucun PPR minier n'a été prescrit
-	Un risque inondation très prégnant	⇗	Aucun PPRi approuvé sur le territoire. PPRI prescrits sur 7 communes.
-	Un risque feu de forêt important	⇗	Aucun PPRif n'a été prescrit.
+	Un risque sismique de faible à modéré	⇗	L'aléa sismique et les risques liés aux sols ne devraient pas évoluer d'ici l'horizon du SCoT
-	43 communes concernées par un risque mouvement de terrain	⇗	
-	37 communes du territoire présentent un aléa retrait gonflement des argiles de niveau moyen	⇗	
+	1 seule installation SEVESO	⇗	Maintien de l'installation d'ici à l'échéance du SCoT
-	5 communes concernées par le risque Rupture de barrage	⇗	Maintien des barrages d'ici à l'échéance du SCoT
-	13 communes du territoire sont soumises au risque TMD[7] (voie routière, ferroviaire et canalisations)	⇗	Maintien des infrastructures d'ici à l'échéance du SCoT

+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives

[7] Transport de matières dangereuses

VI. SYNTHESE ET HIERARCHISATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

La pondération des enjeux environnementaux peut s'effectuer au regard de différents critères d'appréciation :

- le nombre de communes et la superficie du territoire concernés par tel ou tel enjeu ;
- le degré d'urgence de l'intervention (celle-ci peut relever de l'identification de retards vis-à-vis des normes nationales ou européennes, de risques pour la santé humaine, etc.) ;
- la marge de manœuvre potentielle d'action : fait état de la prise en compte des enjeux, degré de sensibilisation, par rapport à des processus engagés sur d'autres territoires par exemple ;
- la force d'initiative relevant d'une volonté politique locale et les actions publiques engagées, symboles de leur mise en œuvre.

Voir tableau de synthèse ci-après

Lecture du tableau :

Les signes « + » et « = » se traduisent par une note évaluant chaque critère d'appréciation pour chaque thématique de l'environnement, selon la correspondance suivante :

- **Le signe '=' vaut 0 ;**
- **Le signe '+' vaut 1 ;**
- **Le signe '++' vaut 2.**

Le somme de ces points donne une note finale pour chaque thématique environnementale permettant de hiérarchiser les enjeux de la façon suivante :

- **moins de 3 = enjeu faible** ;
- **entre 3 et 5 = enjeu moyen** ;
- **entre 6 et 8 = enjeu fort**.

Thème	Sous-thèmes	Superficie concernée	Degré d'urgence de l'intervention	Marge de manœuvre	Volonté politique locale	Total	Force de l'enjeu	Rappels
Gestion de l'eau	Trame Bleue / Qualité des eaux	++	++	+	+	6	Fort	Trois cours d'eau majeurs : L'Argens (Cauron, Eau Salée et Bresque), Le Caramy et L'Issole qui confluent vers le Lac de Carcès Pollutions chimiques du Caramy et de l'Issole (substances dangereuses et pesticides) et pollutions domestiques et industrielles. Des actions sont en cours pour améliorer la situation (notamment en termes de traitement des rejets et de raccordements). Pression sur les milieux liée aux divers usages / activités : kayak, promenade, pique-nique, baignade, pêche, …
	Alimentation en eau potable	++	++	+	+	6	Fort	Problèmes de diversification des ressources en eau, essentiellement souterraines Vétusté de certains réseaux entraînant des pertes de rendement (travaux de réhabilitation) Protection des captages parfois difficile
	Assainissement	++	++	+	+	6	Fort	Problèmes de capacité des STEP, bien qu'en partie réhabilitées ou en cours de rénovation (dépassements) Problématique des dispositifs d'assainissement autonome Gestion des matières de vidange au sein des STEP difficile (dépassements)
	Eaux pluviales	+	+	+	=	3	Moyen	Peu ou pas d'aménagements sur les réseaux pluviaux Peu ou pas de traitement Augmentation / aggravation des risques d'inondation et de pollution des milieux naturels

Gestion des déchets		++	++	+	+	6	Fort	Efforts sur les collectes sélectives Projets tels que dispositif CESAM, composteurs Nécessité des ISDND (pas sur le territoire : Cannet des Maures)
Pollutions	Nuisances sonores	+	=	+	=	2	Faible	Nuisances limitées aux abords des grands axes routiers, notamment l'A8, et des centres urbains
	Pollutions de l'air	+	+	+	=	3	Moyen	Nuisances limitées autour des grands axes routiers et des centres urbains (pas de données disponibles, hors ozone) Quelques épisodes de pollution à l'ozone
	Sols pollués	+	+	=	=	2	Faible	2 sites BASOL qui font l'objet de traitement et de réhabilitation : Les Anciennes Tanneries à Barjols et Matériaux réunis (traitement du bois) à Brignoles De nombreux autres sites pouvant potentiellement être pollués (activités spécifiques pouvant présenter des risques pour l'environnement et la santé)
Gestion des risques	Risques naturels	++	++	+	+	6	Fort	Des risques d'inondations localisés et liés aux cours d'eau du Caramy, de l'Issole et du Val de Camps Importance des espaces agricoles en plaine, ayant une fonction de champs d'expansion de crues Des risques d'incendies de forêt sur la totalité du territoire au regard du couvert forestier et de l'urbanisation diffuse
	Risques technologiques	+	=	+	+	3	Moyen	1 site SEVESO à Mazaugues (qui impacte 3 autres communes voisines) Un risque de TMD sur les principaux axes qui traversent le territoire Présence de gazoduc et oléoduc 22 ICPE réparties sur le territoire

Maîtrise et gestion des énergies	Économies d'énergie	++	++	+	+	6	Fort	Absence d'une politique commune en matière de maîtrise énergétique, avec un mode d'urbanisation consommateur (habitat individuel, transport…)
	Énergies renouvelables	++	++	+	+	6	Fort	Quelques actions en cours en matière de développement des énergies renouvelables (plusieurs projets de ZDE, parcs solaires, INOVA, …) avec un potentiel de développement important (solaire, éolien, bois énergie)
Patrimoine	Patrimoine naturel / Biodiversité / Trame Verte et Bleue	++	++	+	+	6	Fort	5 Zones Spéciales de Conservation (ZSC) et 1 Zone de Protection Spéciale (ZPS) qui couvrent 10% du territoire Nombreuses ZNIEFF (28% du territoire) Nombreux Espaces Naturels Sensibles, dont 2 d'intérêt majeur : Vallon Sourn et Brasque Bayounette Trame Verte et Bleue couvrant la quasi-totalité du territoire Présence d'espèces menacées Plusieurs Zones Humides menacées (agriculture, urbanisation, pollution, fréquentation) **Intérêt écologique de la Trame Bleue pour la diversité d'espèces de poissons, la présence d'espèces rares et menacées (Cistude d'Europe, laîche faux-souchet)** Importance des ripisylves pour les espèces d'oiseaux et de chiroptères Des éléments fragmentants tels que l'A8 et la RDN7 scindent le territoire, mais aussi le développement des zones bâties dans les plaines, constituent des ruptures de continuités écologiques
	Patrimoine culturel et historique	++	=	+	+	4	Moyen	Patrimoine riche et diversifié (grottes ornées du Néolithique, dolmens des Adrets, sites gallo-romains, Villae du Loou à La Roquebrussanne, Trophée de Marius, Voie Aurélienne, nombreuses oppida, Collégiale de

								Barjols, monuments des Templiers, patrimoine vernaculaire, anciennes mines de bauxite, …) Plus d'une soixantaine de Monuments Historiques (édifices religieux, châteaux, domaines, archéologie, centres villageois, …) Patrimoine vernaculaire (murs de pierres, terrasses, ouvrages d'eau, bâti agricole, fours à chaux, habitat troglodyte Deux ZPPAUP : Brignoles et Saint-Martin 11 Sites Classés de petite taille (pas de grands ensembles paysagers) Label « Pays d'Art et d'Histoire » Nombreuses actions de restauration et de préservation engagées 4 sites patrimoniaux culturels « phares » sont Notre Dame des Grâces à Cotignac, la Basilique de Saint Maximin, l'Abbaye de La Celle et le Site de la Sainte-Baume
Paysages	Paysages naturels	++	++	+	+	6	Fort	Importance du relief dans les paysages naturels (massifs, plaines, vallons, …) Espaces boisés couvrant une grande partie du territoire Rôle structurant des espaces agricoles Rôle paysager structurant de la Trame Bleue Enjeu de gestion de la fréquentation dans les sites paysagers boisés Existence d'un Plan Paysage
	Paysages urbains	+	++	++	+	6	Fort	Silhouettes des villages perchés Étalement urbain qui altère les paysages naturels (mitage des espaces agricoles et naturels) Intégration paysagère des zones d'activités et des aménagements routiers à améliorer Existence d'un Plan Paysage

En résumé, les enjeux retenus pour l'évaluation environnementale du SCoT Provence Verte Verdon sont :

Thématique	Libellé de l'enjeu	Hiérarchisation
Gestion de l'eau	Préserver la trame bleue et participer au maintien/amélioration de la qualité des ressources en eau	**Fort**
	Protéger et économiser la ressource en eau potable (notamment les eaux souterraines et les captages)	**Fort**
	Améliorer le dispositif d'assainissement, collectif comme autonome	**Fort**
	Améliorer la gestion des eaux pluviales	**Moyen**
Gestion des déchets	Pérenniser une gestion des déchets de qualité, notamment par une gestion autonome des déchets ultimes	**Fort**
Pollutions	Ne pas augmenter la population soumise aux nuisances sonores	**Faible**
	Participer au maintien de la qualité de l'air et ne pas augmenter la population soumise à des dépassements ponctuels	**Moyen**
	Valoriser et requalifier les sites et sols pollués	**Faible**
Gestion des risques	Améliorer la prise en compte des risques naturels	**Fort**
	Améliorer la prise en compte des risques technologiques	**Moyen**
Maitrise et gestion de l'énergie	Maîtriser les consommations énergétiques, notamment en ce qui concerne le résidentiel et les transports	**Fort**
	Favoriser le développement des énergies renouvelables	**Fort**
Patrimoine	Préserver et protéger les milieux naturels et la biodiversité, préserver et restaurer les fonctionnalités écologiques	**Fort**
	Préserver et valoriser le patrimoine culturel et historique	**Moyen**
Paysages	Préserver et valoriser les paysages identitaires naturels	**Fort**
	Préserver et valoriser les paysages identitaires urbains	**Fort**

La carte page suivante présente les principales sensibilités environnementales sur le territoire Provence Verte Verdon.

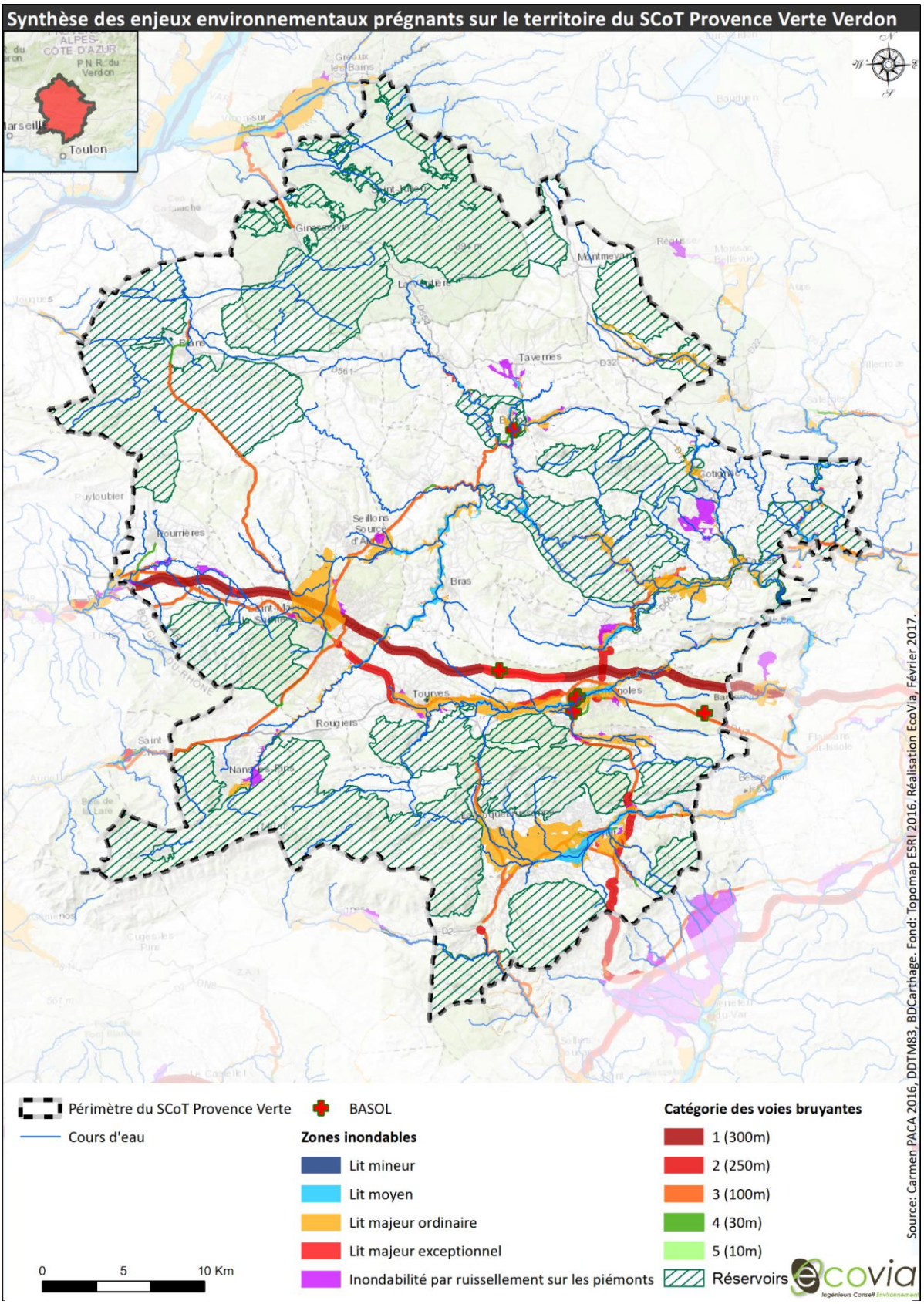


Figure 96 : Carte de synthèse des enjeux environnementaux

ANNEXES

ANNEXE 1 : LES ESPECES PROTEGEES SUR LE SCOT PROVENCE VERTE VERDON

71 espèces de plantes vasculaires

Sources : SILENE-Flore ; PM Blais (orchidées du Var)

Nom scientifique (SILENE-FLORE)	PN	PR	83
Adonis vernalis	X		
Aira provincialis		X	
Alcea biennis		X	
Anacamptis coriophora	X		
Anacamptis coriophora ssp. fragrans	X		
Anacamptis laxiflora		X	
Anacamptis laxiflora ssp. laxiflora		X	
Anemone coronaria	X		
Antirrhinum majus		X	
Arenaria provincialis	X		
Artemisia molinieri		X	
Asplenium jahandiezii	X		
Cachrys trifida		X	
Carduus acicularis		X	
Carex depauperata		X	
Carex olbiensis		X	
Carex pseudocyperus		X	
Circaea lutetiana		X	
Cleistogenes serotina		X	
Coronilla valentina		X	
Crypsis schoenoides		X	
Delphinium fissum* subsp. *fissum		X	
Delphinium fissum	X	X	
Dictamnus albus		X	
Ephedra distachya		X	
Ephedra major		X	
Euphorbia graminifolia	X		
Ferulago campestris			X
Gagea bohemica	X		
Gagea bohemica* subsp. *saxatilis	X		
Gagea granatellii	X		
Gagea pratensis	X		
Gagea villosa	X		
Gladiolus dubius	X		

Nom scientifique (SILENE-FLORE)	PN	PR	83
Gouffeia arenarioides	X		
Hermodactylus tuberosus	X		
Hypecoum pendulum	X		
Imperata cylindrica		X	
Inula bifrons	X		
Jurinea humilis	X		
Kengia serotina* subsp. *Serotina		X	
Lathraea squamaria		X	
Lithospermum incrassatum		X	
Lotus tetragonolobus		X	
Lythrum tribracteatum	X		
Medicago sativa ssp. glomerata		X	
Milium vernale ssp.scabrum		X	
Moehringia intermedia	X		
Narcissus assoanus	X		
Nigella gallica	X		
Noccaea praecox		X	
Nuphar lutea		X	
Nymphea alba		X	
Ophioglossum vulgatum		X	
Ophrys aurelia	X		
Ophrys bertolonii* subsp. *Bertolonii	X		
Ophrys drumana	X		
Ophrys provincialis		X	
Prangos trifida		X	
Phyllitis scolopendrium		X	
Ranunculus millefoliatus	X		
Rosa gallica	X		
Scilla hyacinthoides	X		
Stachys palustris		X	
Tulipa agenensis	X		
Tulipa clusiana	X		
Tulipa raddii	X		
Vicia melanops		X	
Viola jordanii		X	
Vitex agnus-castus	X		
Vitis vinifera ssp. sylvestris	X		

PN : Protection Nationale, PR : Protection Régionale, 83 : Protection Départementale

168 espèces animales

Sources : SILENE-Faune, Faune-PACA, Reptil'Var, GCP, Natura 2000, Proserpine-OPIE PACA, INPN

ECREVISSES

Nom scientifique (SILENE-FAUNE)	Nom Français	DH2	DH4	PN
Austropotamobius pallipes	Ecrevisse à pieds blancs	X		X

DH2 et DH4 : espèce de l'annexe 2 et 4 de la directive 92/43/CEE, PN : Protection Nationale

INSECTES

Nom scientifique (SILENE-FAUNE)	Nom Français	DH2	DH4	PN
Cerambyx cerdo	Grand Capricorne	X	X	X
Coenagrion mercuriale	Agrion de Mercure	X		X
Eriogaster catax	Laineuse du Peucédan	X	X	X
Euphydryas aurinia	Damier de la Succise	X		X
Euphydryas aurinia	Damier de la Succise	X		X
Euplagia quadripunctaria	Ecaille chinée	X		
Limoniscus violaceus	Taupin violacé	X		
Lucanus cervus	Lucane Cerf-volant	X		
Maculinea arion	Azuré du serpolet		X	X
Osmoderma eremita	Pique-Prune	X	X	X
Oxygastra curtisii	Cordulie à corps fin	X	X	X
Papilio alexanor	Alexanor		X	X
Parnassius mnemosyne	Semi-Apollon		X	X
Prionotropis hystrix azami	Criquet des Grands Plans			X
Proserpinus proserpina	Sphinx de l'Epilobe		X	X
Rosalia alpina	Rosalie des Alpes	X	X	X
Saga pedo	Magicienne dentelée		X	X
Zerynthia polyxena	Diane		X	X
Zerynthia rumina	Proserpine			X
Zygaena rhadamanthus	Zygène cendrée			X

DH2 et DH4 : espèce de l'annexe 2 et 4 de la directive 92/43/CEE, PN : Protection Nationale

POISSONS

Nom scientifique (SILENE-FAUNE)	Nom Français	DH2	DH4	PN
Barbus meridionalis	Barbeau méridional	X		X
Cottus gobio	Chabot commun	X		
Esox lucius	Brochet			X
Leuciscus souffia	Blageon	X		
Parachondrostoma toxostoma	Toxostome	X		
Salmo trutta fario	Truite fario			X
Telestes souffia	Blageon	X		

DH2 et DH4 : espèce de l'annexe 2 et 4 de la directive 92/43/CEE, PN : Protection Nationale

MAMMIFÈRES, CHIROPTÈRES

Nom scientifique (SILENE-FAUNE)	Nom Français	DH2	DH4	PN
Barbastella barbastellus	Barbastelle d'Europe	X	X	X
Hypsugo savii	Vespère de Savi		X	X
Miniopterus schreibersii	Minioptère de Schreibers	X	X	X
Myotis bechsteinii	Murin de Bechstein	X	X	X
Myotis blythii	Petit murin	X	X	X
Myotis capaccinii	Murin de Capaccini	X	X	X
Myotis emarginatus	M. à oreilles échancrées	X	X	X
Myotis myotis	Grand murin	X	X	X
Myotis natereri	Murin de Naterer		X	X
Nyctalus leisleri	Noctule de Leisler		X	X
Plecotus austriacus	Oreillard gris		X	X
Rhinolophus euryale	Rhinolophe euryale	X	X	X
Rhinolophus ferrumequinum	Grand Rhinolophe	X	X	X
Rhinolophus hipposideros	Petit Rhinolophe	X	X	X
Tadarida teniotis	Molosse de Cestoni		X	X

DH2 et DH4 : espèce de l'annexe 2 et 4 de la directive 92/43/CEE, PN : Protection Nationale

AUTRES MAMMIFÈRES

Nom scientifique (SILENE-FAUNE)	Nom Français	DH2	DH4	PN
Arvicola sapidus	Campagnol aquatique			X
Castor fiber	Castor d'Europe	X	X	X
Canis lupus	Loup	X	X	X
Erinaceus europaeus	Hérisson d'Europe			X
Genetta genetta	Genette			X
Muscardinus avellanarius	Muscardin		X	X
Neomys fodiens	Musaraigne aquatique			X
Sciurus vulgaris	Ecureuil roux			x

DH2 et DH4 : espèce de l'annexe 2 et 4 de la directive 92/43/CEE, PN : Protection Nationale

OISEAUX NICHEURS[v]

Nom scientifique (SILENE-FAUNE)	Nom Français	nidif	DO1	PN
Accipiter gentilis	Autour des Palombes	Ce	X	X
Athene noctua	Chevêche d'Athena	Ce		X
Buteo buteo	Buse variable	Ce		X
Calandrella brachydactyla	Alouette calandrelle	Ce	X	X
Carduelis carduelis	Chardonneret élégant	Ce		X
Cettia cetti	Bouscarle de Cetti	Pr		X
Corvus monedula	Choucas des tours	Ce		X
Emberiza calandra	Bruant proyer	Ce		X
Emberiza cia	Bruant fou	Ce		X
Emberiza cirlus	Bruant zizi	Ce		X
Emberiza hotulana	Bruant ortolan	Ce	X	X
Ixobrychus minutus	Blongios nain	Pr	X	X
Lullula arborea	Alouette lulu	Ce	X	X
Motacilla alba	Bergeronnette grise	Ce		X
Motacilla cinerea	Bergeronnette des ruisseaux	Ce		X
Nycticorax nycticorax	Bihoreau gris	Po	X	X
Pernis apivorus	Bondrée apivore	Po	X	X

Nom scientifique (SILENE-FAUNE)	Nom Français	nidif	DO1	PN
Accipiter nisus	Epervier d'Europe	Ce	X	X
Ardea cinerea	Héron cendré	Ce		X
Asio otus	Hibou moyen-duc	Ce		X
Bubo bubo	Grand-duc d'Europe	Ce	X	X
Caprimulgus europaeus	Engoulevent d'Europe	Pr	X	X
Cecropis daurica	Hirondelle rousseline	Ce		X
Certhia brachydactyla	Grimpereau des jardins	Ce		X
Cinclus cinclus	Cincle plongeur	Ce		X
Circaetus gallicus	Circaète Jean-le-Blanc	Ce	X	X
Cisticola juncidis	Cisticole des joncs	Ce		X
Clamator glandarius	Coucou geai	Ce		X
Corvus corax	Grand corbeau	Ce		X
Cuculus canorus	Coucou gris	Ce		X
Delichon urbica	Hirondelle de fenêtre	Ce		X
Falco subutteo	Faucon hobereau	Ce		X
Falco tinnunculus	Faucon crécrelle	Ce		X
Galerida cristata	Cochevis huppé	Ce		X
Himantopus hymantopus	Echasse blanche	Ce	X	X
Merops apiaster	Guêpier d'Europe	Ce		X
Muscicapa striata	Gobemouche gris	Po		X
Podiceps cristatus	Grèbe huppé	Pr		X
Ptyonoprogne rupestris	Hirondelle de rochers	Ce		X
Strix aluco	Chouette hulotte	Ce		X
Sylvia atricapilla	Fauvette à tête noire	Ce		X
Sylvia cantillans	Fauvette passerinette	Ce		X
Sylvia conspiciliata	Fauvette à lunettes	Ce		X
Sylvia hortensis	Fauvette orphée	Ce		X
Sylvia melanocephala	Fauvette mélanocéphale	Ce		X
Sylvia undata	Fauvette pitchou	Ce		X
Tachybaptus ruficolis	Grèbe castagneux	Ce		X

Tyto alba	Effraie des clochers	Po		X
Nom scientifique (SILENE-FAUNE)	**Nom Français**	**nidif**	**DO1**	**PN**
Aegithalos caudatus	Mésange à longue queue	Ce		X
Alcedo athis	Martin-pêcheur d'Europe	Ce	X	X
Anthus campestris	Pipit rousseline	Ce	X	X
Apus apus	Martinet noir	Ce		X
Apus melba	Martinet à ventre blanc	Ce		X
Carduelis cannabina	Linotte mélodieuse	Ce		X
Charadrius dubius	Petit Gravelot	Ce		X
Cyanistes caeruleus	Mésange bleue	Ce		X
Dendrocopos major	Pic épeiche	Ce		X
Dendrocopos minor	Pic épeichette	Ce		X
Dryocopus martius	Pic noir	Ce	X	X
Fringilla coelebs	Pinson des arbres	Ce		X
Hippolais polyglotta	Hypolaïs polyglotte	Ce		X
Hirundo rustica	Hirondelle rustique	Ce		X
Lanius collurio	Pie-grièche écorcheur	Ce	X	X
Lanius minor[vi]	Pie-grièche à poitrine rose	Ce	X	X
Lanius senator	Pie-grièche à tête rousse	Ce		X
Lophophanes cristatus	Mésange huppée	Ce		X
Milvus migrans	Milan noir	Ce	X	X
Monticola saxatilis	Monticole de roche	Ce		X
Monticola solitarius	Monticole bleu	Ce		X
Oriolus oriolus	Loriot d'Europe	Ce		X
Otus scops	Petit-duc scops	Ce		X
Parus major	Mésange charbonnière	Ce		X
Passer domesticus	Moineau domestique	Ce		X
Passer montanus	Moineau friquet	Ce		X
Periparus ater	Mésange noire	Ce		X
Phylloscopus bonelli	Pouillot de bonelli	Ce		X
Picus viridis	Pic vert	Ce		X
Tetrax tetrax	Outarde canepetière	Pr	X	X

Upupa epops	Huppe fasciée	Ce		X
Nom scientifique (SILENE-FAUNE)	**Nom Français**	**nidif**	**DO1**	**PN**
Acrocephalus arundinaceus	Rousserolle turdoide	Pr		X
Acrocephalus scirpaceus	Rousserolle effarvatte	Pr		x
Carduelis chloris	Verdier d'Europe	Ce		x
Coracias garrulus	Rollier d'Europe	Ce	X	X
Erithacus rubecula	Rougegorge familier	Ce		X
Jynx torquila	Torcol fourmilier	Pr		X
Luscinia megarhynchos	Rossignol philomèle	Ce		X
Oenanthe hispanica	Traquet oreillard	Ce		X
Oenanthe oenanthe	Traquet motteux	Ce		X
Phoenicrurus ochruros	Rougequeue noir	Ce		X
Phoenicrurus phoenicrurus	Rougequeue à front blanc	Ce		X
Phylloscopus collybita	Pouillot véloce	Ce		X
Regulus ignicapillus	Roitelet à triple bandeau	Ce		X
Saxicola torquata	Tarier pâtre	Ce		X
Serinus serinus	Serin cini	Ce		X
Sitta europaea	Sittelle torchepot	Ce		X
Troglodytes troglodytes	Troglodyte mignon	Ce		X

Indice de nidification : Ce=Certain, Pr=Probable, Po=Possible

PN : Protection Nationale, DO1 : espèce de l'annexe 1 de la directive 79/406/CEE

AMPHIBIENS

Nom scientifique (SILENE-FAUNE)	**Nom Français**	**DH2**	**DH4**	**PN**
Alytes obstetricans	Alyte accoucheur		X	X
Bufo bufo	Crapaud commun			X
Bufo calamita	Crapaud calamite		X	X
Hyla meridionalis	Rainette méridionale		X	X
Pelodytes punctatus	Pélodyte ponctué			X
Rana ridibunda	Grenouille rieuse			X

REPTILES

Nom scientifique (SILENE-FAUNE)	Nom Français	DH2	DH4	PN
Anguis fragilis	Orvet			X
Chalcides striatus	Seps strié			X
Coronella girondica	Coronelle girondine			X
Emys orbicularis	Cistude d'Europe	X	X	X
Lacerta bilineata bilineata	Lézard vert occidental		X	X
Malpolon monspessullanus	Couleuvre de Montpellier			X
Natrix maura	Couleuvre vipérine			X
Natrix natrix	Couleuvre à collier			X
Podarcis muralis muralis	Lézard des murailles		X	X
Psammodromus edwardsianus	Psammodrome d'Espagne			X
Rhinechis scalaris	Couleuvre à échelons			X
Tarentola mauritanica	Tarente de maurétanie			X
Testudo hermanni hermanni	Tortue d'Hermann	X	X	X
Timon lepidus	Lézard ocellé			X
Zamenis longissimus	Couleuvre d'Esculape		X	X

DH2 et DH4 : espèce de l'annexe 2 et 4 de la directive 92/43/CEE, PN : Protection Nationale.

ANNEXE – 2 : LISTE DES SITES SOUMIS AUX OUTILS D'INVENTAIRE OU DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Natura 2000 - Zone Spéciale de Conservation	
Site	Type
SOURCES ET TUFS DU HAUT VAR	ZSC
MASSIF DE LA SAINTE BAUME	ZSC
MONT CAUME - MONT FARON - FORET DOMANIALE DES MORIERES	ZSC
VAL D'ARGENS	ZSC

Natura 2000 - Zone de Protection Spéciale	
Site	Type
Montagne Sainte Victoire	ZPS

Zone d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique - Terre - Type I	
Site	Type
Lac de Tourves	ZNIEFF - Terre - Type I
Gorges du Caramy	ZNIEFF - Terre - Type I
Crêtes et ubacs de la Sainte-Baume	ZNIEFF - Terre - Type I

Zone d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique - Terre - Type II	
Site	Type
Barre de Saint-Quinis	ZNIEFF - Terre - Type II
Barres de Cuers et collines de Néoules	ZNIEFF - Terre - Type II
Barres et collines de Rocbaron et de Carnoules	ZNIEFF - Terre - Type II
Basses gorges du Verdon - bois de Malassoque et de la Roquette - plateau de la Seuve	ZNIEFF - Terre - Type II
Bois de Mont Major	ZNIEFF - Terre - Type II
Chaîne de la Sainte-Baume	ZNIEFF - Terre - Type II
Forêt de Pélenc	ZNIEFF - Terre - Type II
Forêts de Vautruite et de Saint-Julien - Collines de Tourves	ZNIEFF - Terre - Type II
Haute vallée du Gapeau	ZNIEFF - Terre - Type II
La Bresque et ses affluents	ZNIEFF - Terre - Type II
Le Cauron et ses affluents	ZNIEFF - Terre - Type II
Le Verdon et ses versants boisés, entre les basses gorges et le barrage de Sainte-Croix - retenue de Quinson	ZNIEFF - Terre - Type II
L'Eau Salée et ses affluents	ZNIEFF - Terre - Type II
L'Huveaune et ses affluents	ZNIEFF - Terre - Type II
Mare de l'Etendard	ZNIEFF - Terre - Type II
Massif de la Gardiole	ZNIEFF - Terre - Type II
Massif du Bessillon	ZNIEFF - Terre - Type II
Mont Aurélien	ZNIEFF - Terre - Type II
Montagne d'Artigues	ZNIEFF - Terre - Type II
Montagne de la Loube	ZNIEFF - Terre - Type II
Mourre d'Agnis et la Forêt Domaniale de Mazaugue	ZNIEFF - Terre - Type II
Plaine de Jonqueirolle	ZNIEFF - Terre - Type II
Plaine de la Roquebrussanne	ZNIEFF - Terre - Type II
Plaine de la Verdière et de Ginasservis	ZNIEFF - Terre - Type II
Plateau de Siou-Blanc - Forêt Domaniale des Morières	ZNIEFF - Terre - Type II
Ripisylves et annexes des vallées de l'Issole et du Caramy	ZNIEFF - Terre - Type II
Vallée de l'Argens	ZNIEFF - Terre - Type II
Vallon de Robernier	ZNIEFF - Terre - Type II
Vallon Sourn	ZNIEFF - Terre - Type II

Zone d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique - Géologique	
Site	Type
COUPE DE BARJOLS	ZNIEFF - Géologique
COUPE DE LA BRASQUE	ZNIEFF - Géologique
COUPE DE PLAN DE BURY LES VINASSIERS	ZNIEFF - Géologique
LE CRETACE SUPERIEUR DE MAZAUGUES	ZNIEFF - Géologique
LE GISEMENT AURELIEN	ZNIEFF - Géologique
LES GLACIERES DE FONFREGE	ZNIEFF - Géologique
MONTAGNE DE LA LOUBE	ZNIEFF - Géologique
ROC DE CANDELON	ZNIEFF - Géologique
SAINT MARTIN DE PALLIERES	ZNIEFF - Géologique
SYNCLINAL DE CAMPS	ZNIEFF - Géologique
VALLONS DE L'INFERNET ET DU CENDRIER	ZNIEFF - Géologique

Site classé loi 1930	
Site	Type
Le site des Orris à la Roquebrussane	Site classe
L'esplanade du chateau de Valbelle à Tourves	Site classe
Le lac du Grand Laoutien à la Roquebrussane	Site classe
La source de la Guillandière et ses abords à Rougiers	Site classe
Le site de la chapelle Notre Dame du Revest à Esparron	Site classe
La fontaine et le gros ormeau à Mazaugues	Site classe
Le site des "Sauts du Cabri" à Mazaugues	Site classe
Le Bois du château de Saint-Martin-des-Pallières	Site classe
Le château d'Entrecasteaux et son parc	Site classe
La Grotte dite "des Rampins" à Méounes	Site classe

Site inscrit loi 1930	
Site	Type
Forêt, falaise et crêtes de la Sainte-Baume	Site Inscrit
Ensemble formé par le village de Saint-Martin des Pallières, le château et une partie de son parc	Site Inscrit
Village de Cotignac, rocher et abords	Site Inscrit
Village d'Entrecasteaux et abords	Site Inscrit

Espace Naturel Sensible		
Site	Commune	Type
BASSON	CORRENS	ENS
BELLEVUE	BRAS	ENS
BIGARRA/AGNIS/PEYFERRIER	MEOUNES-LES-MONTRIEUX	ENS
BOIS D'ANADEAU	BRAS	ENS
BOIS ST JEAN	CARCES	ENS
CAMP LONG	ROUGIERS	ENS
CAUCADIS	MAZAUGUES	ENS
CHATEAUVERT	CHATEAUVERT	ENS
COLLINE DU DEFFENDS	SAINT-MAXIMIN	ENS
DOMAINE DE ST PROBACE	TOURVES	ENS
FONT DE BARDEL	BRIGNOLES	ENS
FONT MARCELLIN	NEOULES	ENS
FONT PETITE	CARCES	ENS
FORET DE SAINT-JULIEN	LA CELLE	ENS
JARDIN DE L'ENCLOS	SAINT-MAXIMIN	ENS
JARDIN DE SAINT BERNARD	SAINT-MARTIN	ENS
JARDINS DE L'ANCIEN HOSPIC	BRIGNOLES	ENS
LA BEAUME DU MUY	MAZAUGUES	ENS
LA BRASQUE BAYOUNETTE	PLAN-D'AUPS	ENS
LA CONDAMINE	CORRENS	ENS
LA FARE	CARCES	ENS
LA GALINIERE	CARCES	ENS
LA GLACIERE PIVAUT	MAZAUGUES	ENS
LA ROQUETTE	CORRENS	ENS
LA VERRERIE	ROCBARON	ENS
LA VERRERIE - CANRIGNON	NEOULES	ENS
L'ABBAYE - L'ABOIS	LA CELLE	ENS
L'ABOIS	LA CELLE	ENS
LE BOURG NEUF LES CARMES	BARJOLS	ENS
LE CHATEAU DE VALBELLE	TOURVES	ENS
LE CLAOU DE LA CHEVALIERE	TOURVES	ENS
LE CLOS DU CHATEAU	MAZAUGUES	ENS
LE GASCON	SEILLONS-SOURCE-D'A	ENS
LE PETIT PRE	MAZAUGUES	ENS
LE PIGEONNIER	BRUE-AURIAC	ENS
LE PLAN	MAZAUGUES	ENS
LE PONT	COTIGNAC	ENS
LE PONT	MONTMEYAN	ENS
LE PORTAIL NEUF JARDIN	BRIGNOLES	ENS
LE PRE DE LA FONT	SAINTE-ANASTASIE-SUR-IS	ENS
LE PRE DE NAPLES	SAINTE-ANASTASIE-SUR-IS	ENS
LE SARRET	NEOULES	ENS
LE VALLON DE L'EPINE	MAZAUGUES	ENS
LE VILLAGE	MONFORT-SUR-ARGENS	ENS
LES ADRET	NANS-LES-PINS	ENS
LES BAUMES LES FARAYETTES	GAREOULT	ENS
LES BREGUIERES	CORRENS	ENS
LES CHABERTS - LES DEFENDS	GAREOULT	ENS
LES CLAS	ROCBARON	ENS
LES CLAUX	PONTEVES	ENS
LES COSTES- LE CLOS D'AGNIS	LA ROQUEBRUSSANE	ENS
LES ESCARETTES - HUBAC DU L	MAZAUGUES	ENS
LES FAUVOUILLERES	NANS-LES-PINS	ENS
LES HAUTES FOURCHES	MAZAUGUES	ENS
LES LONES DE CAMPARNAUD	CARCES	ENS
LES LONNES	MEOUNES-LES-MONTRIEUX	ENS
LES PALUDS	BARJOLS	ENS
LES PLAINES DE CROS DAVIS	ROUGIERS	ENS
LES PLAINES DE L'AIRE	SEILLONS-SOURCE-D'A	ENS
LES PLANS	GAREOULT	ENS
LES PLAQUES	FORCALQUEIRET	ENS
LES RABINETS	OLLIERES	ENS
LES SARTAILLES	MAZAUGUES	ENS
LES TAYETTES	SAINT-ANTONIN-DU-VAR	ENS
MERINDOS-PLEADE-BAGAREDE	CHATEAUVERT	ENS
NOTRE-DAME	LA ROQUEBRUSSANE	ENS
PEIRASCOUS	FORCALQUEIRET	ENS
PETITE VENELLE	MAZAUGUES	ENS
PIEGU	ROUGIERS	ENS
PIERRE LONGUE- BEAUME ST MI	MAZAUGUES	ENS
PLAINES DE LA SANCHA	CORRENS	ENS
QUARTIER MAUNAOU	GAREOULT	ENS
RIBE PAILLASSE	PLAN-D'AUPS	ENS
RIGODOUNE	CARCES	ENS
SAINT MITRE	SAINT-MAXIMIN	ENS
ST CASSIEN	NANS-LES-PINS	ENS
ST SEBASTIEN	CAMPS-LA-SOURCE	ENS
TOUR COUROUN ET CYTHERE	LE VAL	ENS
VALLON CHARRETIER	NANS-LES-PINS	ENS
VALLON DE LA FIGUIERE	SAINT-MAXIMIN	ENS
VALLON GAI	COTIGNAC	ENS

NotaBene : la modification du périmètre du SCoT Provence Verte Verdon entraîne le rajout des périmètres figurant dans le tableau ci-dessous :

Espaces Naturels Sensibles	
Communes	**Sites**
Ginasservis	La Plantade
La Verdière	Les Ferrages
Rians	Saint-Sebastien
Rians	Lambruisse
Rians	Puits de Rians – Blaconnes
La Verdière	Les Cèdres
Saint Julien	Le Defends Neuf
Saint Julien	Le Defends Vieux
La Verdière	Malassoque
NATURA 2000 – Zone de Protection Spéciale	
Commune	**Site**
Saint Julien	Verdon
NATURA 2000 – Zone Spéciale de Conservation	
Communes	**Sites**
Saint Julien	Basses gorges du Verdon
Artigues, Esparron, Rians	Montagne de la Sainte Victoire
SITES CLASSES LOI 1930	
Communes	**Sites**
Artigues, Rians	Massif du Concors
ZNIEFF I de type Géologique	
Communes	**Sites**
Rians	Montage de la Vautubière
Artigues, Rians	Les bois de Mont Major
Artigues, Rians	Gisements fossilifères de Rians, les Sables bleutés du Haut Var
ZNIEFF de type I	
Communes	**Sites**
Saint Julien	Basses gorges du Verdon
ZNIEFF de type II	
Communes	**Sites**
Saint Julien, Vinon-sur-Verdon	Le bas Verdon entre Vinon-sur-Verdon et le lac d'Esparron – Bois de Maurras – Plaine alluviale du Colostre à l'aval de Saint-Antoine
Rians	Montagne de Vautbière – Massif de Mirabeau – Plaine de la Sbouve

ANNEXE - 3 : LISTE DES HABITATS AYANT ENTRAINE LA DESIGNATION DE SITES AU RESEAU NATURA 2000

ZONES SPECIALES DE CONSERVATION – DIRECTIVE HABITATS-FAUNE-FLORE

Type d'habitats inscrits à l'annexe I		Montagne Sainte Victoire	Le Verdon	Val d'Argens	Sources et tufs du Haut Var	Massif de la Sainte-Baume	Valensole	Marais de Gavoty - lac de Bonne Cougne - lac Redon	Mont Caume - Mont Faron - Forêt domaniale des Morières
Code	Intitulé								
3120	Eaux oligotrophes très peu minéralisées sur sols généralement sableux de l'ouest méditerranéen à Isoëtes spp.			X					
3140	Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.		X	X	X		X	X	X
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	X	X	X			X	X	
3170	Mares temporaires méditerranéennes			X				X	
3240	Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à Salix elaeagnos		X				X		
3250	Rivières permanentes méditerranéennes à Glaucium flavum			X					
3260	Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion			X	X			X	X
3270	Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidention p.p.		X				X		
3280	Rivières permanentes méditerranéennes du Paspalo-Agrostidion avec rideaux boisés riverains à Salix et Populus alba		X	X	X		X		
3290	Rivières intermittentes méditerranéennes du Paspalo-Agrostidion	X		X					X
4090	Landes oroméditerranéennes endémiques à genêts épineux	X	X		X	X	X		X
5110	Formations stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)	X	X				X		

Code	Intitulé	Montagne Sainte Victoire	Le Verdon	Val d'Argens	Sources et tufs du Haut Var	Massif de la Sainte-Baume	Valensole	Marais de Gavoty - lac de Bonne Cougne - lac Redon	Mont Caume - Mont Faron - Forêt domaniale des Morières
5130	Formations à Juniperus communis sur landes ou pelouses calcaires		X				X		
5210	Matorrals arborescents à Juniperus spp.	X	X	X	X	X	X		X
6110	Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alysso-Sedion albi		X	X		X	X		X
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)	X	X	X	X	X	X		X
6220	Parcours substeppiques de graminées et annuelles des Thero-Brachypodietea	X	X	X	X	X	X		X
6420	Prairies humides méditerranéennes à grandes herbes du Molinio-Holoschoenion		X	X	X		X		X
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin		X	X	X		X		X
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)		X	X	X		X		X
7220	Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)	X	X	X	X	X	X		X
8130	Eboulis ouest-méditerranéens et thermophiles	X	X			X	X		X
8210	Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	X	X	X	X	X	X		X
8220	Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique			X					X
8230	Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion dillenii			X					
8240	Pavements calcaires					X			
8310	Grottes non exploitées par le tourisme	X	X		X	X	X		X

9150	Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion					X			

Code	Intitulé	Montagne Sainte Victoire	Le Verdon	Val d'Argens	Sources et tufs du Haut Var	Massif de la Sainte-Baume	Valensole	Marais de Gavoty - lac de Bonne Cougne - lac Redon	Mont Caume - Mont Faron - Forêt domaniale des Morières
9180	Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion		X				X		X
91B0	Frênaies thermophiles à Fraxinus angustifolia			X	X			X	X
91F0	Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmenion minoris)			X					
92A0	Forêts-galeries à Salix alba et Populus alba		X	X	X	X	X		X
92D0	Galeries et fourrés riverains méridionaux (Nerio-Tamarcietea et Securinegion tinctoriae)								X
9320	Forêts à Olea et Ceratonia								X
9340	Forêts à Quercus ilex et Quercus rotundifolia		X	X	X	X	X	X	X
9380	Forêts à Ilex aquifolium					X			X
9540	Pinèdes méditerranéennes de pins mésogéens endémiques			X	X	X			X
9580	Bois méditerranéens à Taxus baccata					X			X

ANNEXE - 4 : LISTE DES ESPECES AYANT ENTRAINE LA DESIGNATION DE SITES AU RESEAU NATURA2000

ZONES SPECIALES DE CONSERVATION – DIRECTIVE HABITATS-FAUNE-FLORE

Espèces inscrites à l'annexe II de la Directive Habitats		Montagne Sainte Victoire	Le Verdon	Val d'Argens	Sources et tufs du Haut Var	Massif de la Sainte-Baume	Valensole	Marais de Gavoty - lac de Bonne Cougne - lac Redon	Mont Caume - Mont Faron - Forêt domaniale des Morières
Code	Nom scientifique								
1041	*Oxygastra curtisii*			X					
1044	*Coenagrion mercuriale*	X		X	X				
1065	*Euphydryas aurinia*	X	X	X	X	X	X		X
1074	*Eriogaster catax*		X			X	X		
1079	*Limoniscus violaceus*					X			
1083	*Lucanus cervus*	X	X	X	X	X	X		X
1084	*Osmoderma eremita*		X			X	X		
1087	*Rosalia alpina*					X			
1088	*Cerambyx cerdo*	X	X	X	X	X	X		X
1092	*Austropotamobius pallipes*	X	X	X	X	X	X		
1138	*Barbus meridionalis*			X	X	X			X
1163	*Cottus gobio*	X	X				X		
1217	*Testudo hermanni*			X	X			X	
1220	*Emys orbicularis*			X	X			X	
1303	*Rhinolophus hipposideros*	X	X	X	X	X	X	X	X
1304	*Rhinolophus ferrumequinum*	X	X	X	X	X	X		X
1305	*Rhinolophus euryale*				X				X
1307	*Myotis blythii*	X	X	X	X	X	X	X	X
1308	*Barbastella barbastellus*		X	X		X	X		X
1310	*Miniopterus schreibersii*	X	X	X	X	X	X		X
1316	*Myotis capaccinii*	X	X	X	X		X		X
1321	*Myotis emarginatus*	X	X	X	X		X		X
1323	*Myotis bechsteinii*	X		X	X	X			X
1324	*Myotis myotis*		X	X	X	X	X	X	X
1337	*Castor fiber*		X				X		
1423	*Asplenium jahandiezii*		X				X		
1453	*Arenaria provincialis*	X				X			
6147	*Telestes souffia*	X	X	X	X	X	X		X
6199	*Euplagia quadripunctaria*	X	X	X	X	X	X		X

ANNEXE - 5 : CRITÈRES DE RECHERCHE DE SITES POUR LE STOCKAGE DES DÉCHETS MÉNAGERS

CRITERES PROPOSES PAR LE CONSEIL GENERAL POUR LA RECHERCHE DE SITES POTENTIELS DE STOCKAGE DE DECHETS MENAGERS

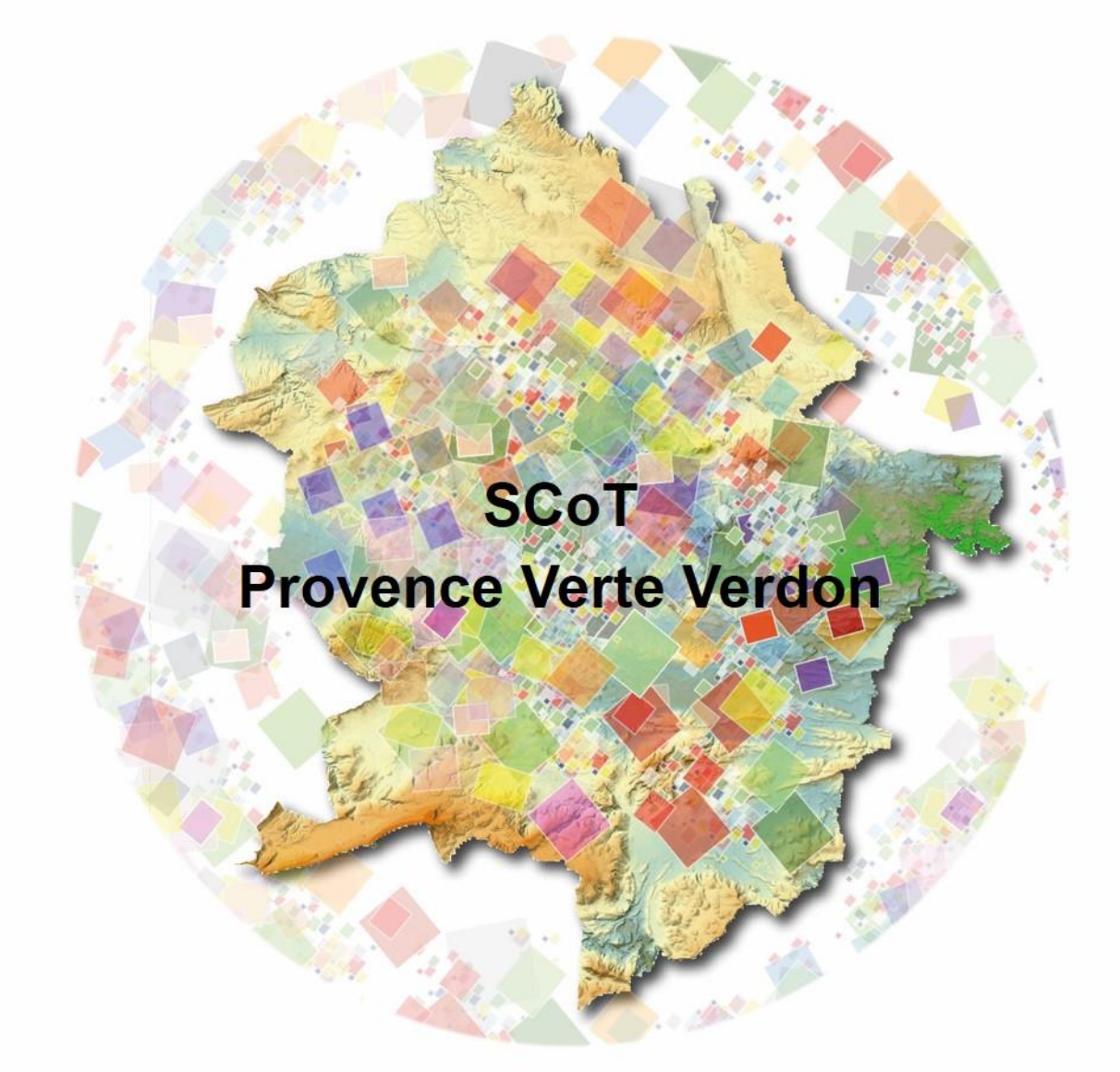
Item	Catégorie	Sous-catégorie	Niveau de contrainte		
			Favorable	A étudier	Défavorable
Milieu naturel					
Réseau Natura 2000					
Natura 2000					✖
pSIC					✖
ZPS					✖
ZSC					✖
Richesse écologique					
Arrêtés de biotope					✖
Réserves naturelles					✖
Milieux sensibles					
Zones humides					✖
Espaces naturels sensibles					✖
Protection des bois et forêts					✖
Parcs nationaux et régionaux				✖	
Forêts de protection					✖
Espaces boisés classés				✖	
Autres mesures conservatoires					
PIG de protection				✖	
Inventaire scientifiques					
ZICO				✖	
ZNIEFF de type I				✖	
ZNIEFF de type II				✖	
Risques naturels et anthropiques					

Item	Catégorie	Sous-catégorie	Niveau de contrainte		
			Favorable	A étudier	Défavorable
Zones inondables					✖
Risque géologique					✖
Mouvement de terrain				✖	
Feux de forêt				✖	
Avalanches				✖	
Milieu humain					
Protection du patrimoine					
Sites classés et inscrits					✖
Monuments historiques					✖
ZPPAUP					✖
Urbanisme					
Zones anthropiques					✖
SUP				✖	
Protection du milieu agricole					
Zone de Protection Agricole					✖
Distance d'éloignement aux aérodromes				✖	
Substratum					
Géologie – hydrogéologie – perméabilité					
Périmètres de protection des captages AEP					✖
Formation alluviales, éboulis, sables					✖
Formations sédimentaires argileuses ou à tendance argileuses			✖		
Formations détritiques ou sédimentaires hétérogènes				✖	
Formations gypsifères					✖
Formations sédimentaires homogènes massives					✖
Formations de socle				✖	
Contexte géotechnique – creusabilité					

Item	Catégorie	Sous-catégorie	Niveau de contrainte		
			Favorable	A étudier	Défavorable
Très difficile					✖
Difficile				✖	
Facile			✖		
Très facile			✖		
Capacités techniques					
Pentes >30%					✖
Accès >3km					✖
Superficie >10ha					✖

[i] Les degrés jours unifiés (DJU) sont la somme des écarts journaliers de la température moyenne avec une température de référence (18°C).
[ii] Source : Schéma départemental des carrières, Annexe 1 – Éléments d'actualisation des SDC de la Région PACA, 7mars 2011

[v] Note : Bien que non listé, l'aigle de Bonelli (*Aquila fasciata*), dont plusieurs couples nichent en limite du territoire, trouve en Provence Verte une partie de ses zones de chasse.
[vi] Un seul cas de nidification sur Saint-Maximin-la-Sainte-Baume en 2005



- 4 -

ARTICULATION PLANS ET PROGRAMMES

SOMMAIRE

I. LA HIERARCHISATION DES PLANS ET PROGRAMMES 537
II. LA NOTION DE COMPTABILITE 537
II.1. LA COMPATIBILITE AVEC LA CHARTE DU PNR DE LA SAINTE BAUME 537
II.2. LA COMPATIBILITE AVEC LA CHARTE 2008-2020 DU PNR DU VERDON 543
II.3. LA COMPATIBILITE DU SCOT AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE 544
II.4. LA COMPATIBILITE DU SCOT AVEC LE PLAN DE GESTION DU RISQUE INONDATION (PGRI) 2016-2021 DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE 553
II.5. LA COMPATIBILITE DU SCOT AVEC LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DE L'ARC PROVENÇAL 556
II.6. LA COMPATIBILITE DU SCOT AVEC LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU VERDON 557
II.7. LA COMPATIBILITE DU SCOT AVEC LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU GAPEAU 558
III. LA NOTION DE PRISE EN COMPTE 558
III.1. LA CHARTE DE PAYS DE LA PROVENCE VERTE 558
III.2. LA PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE 559

I. LA HIERARCHISATION DES PLANS ET PROGRAMMES

Le code de l'urbanisme introduit une hiérarchie entre les différents documents d'urbanisme, plans et programmes, et un **rapport de compatibilité** entre certains d'entre eux. Le rapport de compatibilité exige que les dispositions d'un document ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur.
En complément des documents pour lesquels un rapport de compatibilité est exigé, le code de l'urbanisme prévoit que les documents d'urbanisme **prennent en compte** un certain nombre d'autres plans et programmes. La notion de prise en compte est moins stricte que celle de la compatibilité et implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document.
Au regard de la hiérarchie des plans et programmes exposée ci-dessous et des documents réalisés ou en cours de réalisation concernant la Provence Verte Verdon, le SCoT doit :

- **Etre compatible avec** : la Charte du PNR du Verdon, la Charte du PNR Sainte-Baume, le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée, les SAGE du Verdon et de l'Arc provençal ;
- **Prendre en compte** : la Charte du Pays de la Provence Verte, le SRCE PACA.

II. LA NOTION DE COMPTABILITE

Rappel :
La compatibilité = la non contrariété
Moins contraignante que la conformité, la compatibilité exige qu'il n'y ait pas de « contradiction majeure » vis-à vis des objectifs généraux des plans.

II.1. LA COMPATIBILITE AVEC LA CHARTE DU PNR DE LA SAINTE BAUME

Labellisé le 21 décembre 2017, le Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume est né de la volonté de dynamiser les activités économiques du territoire tout en protégeant les paysages, la nature et en mettant en valeur le patrimoine culturel. Le PNR de la Saint-Baume regroupe tout ou partie des 26 communes autour de la Montagne Sainte-Baume et s'étend sur 81 000 ha.
La Charte du PNR récemment finalisée, s'étend sur la période 2018-2032. Ce document cadre s'articule en 5 ambitions déclinées en orientations puis mesures.

Thèmes du PNR	Traduction dans le SCoT
Ambition cadre : inscrire le paysage au cœur du projet de territoire	
• Maîtriser l'urbanisation • Promouvoir un urbanisme durable et respectueux des paysages • Renforcer la qualité des paysages urbains et du cadre de vie • Requalifier les espaces banalisés • Préserver et valoriser le patrimoine bâti, archéologique et historiques • Améliorer la découverte et l'image du territoire • Préserver et pérenniser les paysages agricoles • Gérer les paysages forestiers • Préserver et valoriser les paysages naturels • Maîtriser l'exploitation des ressources naturelles	Le SCoT agit positivement sur les paysages qui composent le territoire. Des nombreuses prescriptions portées par le DOO y participent : - d'une manière globale, les communes doivent veiller à valoriser et préserver les grands paysages et les sites paysagers remarquables dont les plus emblématiques : les reliefs majeurs de la Sainte Baume, les deux Bessillons, Le Vallon Sourn, le lac de Sainte Suzanne à Carcès, les Lacs de Vins…ainsi que les sites classés ou inscrits. Le DOO traduit les sensibilités paysagères identifiées sur le plan du parc dans la carte intitulée « Petit et grand paysage ». Elle localise notamment les coupures d'urbanisation à maintenir, les points de vue et les routes pittoresques à préserver, les entrées de ville à améliorer… Le DOO demande aux communes, maîtres d'ouvrages et gestionnaires de voieries de mettre en œuvre des politiques visant la protection et l'amélioration de la qualité paysagère du territoire par : - la valorisation des infrastructures routières, bords de routes et cônes de vue - la requalification des entrées et traversées de villes et villages - une urbanisation « maîtrisée » : limiter le développement linéaire le long des axes et l'étalement urbain…garantir l'intégration urbaine et paysagère des zones d'activité, des enseignes et des équipements publicitaires le long des voies, - mettre en œuvre des aménagements et des signalétiques adaptées le long des itinéraires touristiques et particulièrement aux portes d'entrées du territoire (route, voie ferrée, vélo route voie verte…). Le DOO porte des orientations fortes sur la préservation et le maintien de l'activité agricole. Des recommandations sont proposées sur la gestion durable des espaces forestiers.
Ambition 1 : préserver le caractère de la Sainte-Baume, protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et les paysages	
Orientation 1 : Assurer la préservation et la valorisation des paysages identitaires	Les orientations du DOO sur les paysages et des patrimoines ainsi que sur la préservation des espaces agricoles et de la Trame Verte et Bleue permettent de préserver les entités identitaires du Parc : - les paysages remarquables à dominantes boisés (la hêtraie, les chênaies, les garrigues et les pelouses d'altitude, les lapiaz et dolomies…) - les paysages agricoles sensibles - les cônes de vue et les abords routiers dont les routes pittoresques
Orientation 2 : Assurer la pérennité d'une nature exceptionnelle en Saint-Baume	A travers son projet de Trame Verte et Bleue, le SCoT préserve les milieux naturels et leur fonctionnalité. Il identifie plusieurs composantes associées de prescriptions adaptées : - des cœurs de nature : le développement de l'urbanisation y est limité

	- des corridors écologiques : les projets d'urbanisation susceptibles d'impacter le déplacement des espèces évitent ces secteurs de déplacement - les zones relais : des coupures d'urbanisation y sont maintenues pour maintenir le déplacement des espèces - une trame aquatique et humide composée des cours d'eau, zones humides et espaces de bon fonctionnement associées (zones de mobilité des cours d'eau, ripisylve, berges, talwegs, bassin d'alimentation des zones humides…) : les aménagements de cours d'eau et des abords respectent les espaces de bon fonctionnement et préservent les continuités écologiques et permettent leur restauration le cas échéant (requalification de cours d'eau et/ou restauration de berges). Les PLU prévoient en outre des espaces non bâtis le long des cours d'eau (recul des constructions). Des dispositions du DOO sont ciblées sur les zones humides : les PLU les localisent et les protègent de l'urbanisation par des règles appropriées. Les espaces de fonctionnalité des zones humides doivent être aussi délimitées et assorties d'une occupation du sol adaptée. Outre ces composantes de Trame Verte et Bleue à préserver, le DOO cible six secteurs de fragilité où la fonctionnalité devra être maintenue. Les PLU les protège de toute artificialisation. Des mesures sont aussi prévues pour permettre la restauration sur certains secteurs en particuliers fragmentés actuellement par le passage de l'A8. Les PLU anticipent et prévoient les espaces naturels et agricoles nécessaires aux actions de restauration par un classement adéquat (zone N ou A ou classement au titre de la loi paysage). D'autres mesures encore portant sur la politique agricole durable agricole, visent à réduire l'utilisation des produits phytosanitaires ce qui favorisera la biodiversité au sein des espaces agricoles et préservera la qualité des milieux aquatiques et humides.
Orientation 3 : Affirmer l'excellence environnementale du territoire	Le SCoT assure une gestion durable de la ressource en eau : - Le DOO limite et conditionne le développement de l'urbanisation aux capacités de ressource en eau, notamment dans les secteurs sensibles vis-à-vis de la qualité et de la quantité de la ressource en eau classé en zone stratégique : - sur les secteurs en vulnérabilité forte, les activités à risque de pollution des eaux souterraines et superficielles sont interdites (traduction dans les documents d'urbanisme), - sur les secteurs en vulnérabilité moindre à moyenne, ces activités à risque sont autorisées seulement si elles mettent en place des dispositifs adaptés pour réduire cette pollution. - les schémas directeurs pour l'eau potable doivent être réalisés pour toutes les communes en tenant compte des besoins saisonniers actuels et futurs.

	- Le SCoT appelle les collectivités à économiser l'eau dans la gestion de leurs espaces verts, en prévoyant des aménagements adaptés au climat méditerranéen, à inciter l'installation de dispositifs de récupération d'eau de pluie chez les particuliers. - des orientations spécifiques sur la protection des ressources dans l'agriculture : le DOO demande de favoriser la gestion et la modernisation des réseaux de canaux d'arrosage et notamment le passage en basse pression, moins consommateur. - des schémas directeur pour la gestion des eaux pluviales sont recommandés par le SCoT et en priorité sur les communes rencontrant de fortes problématiques d'entrées d'eau parasitaires dans le réseau d'assainissement et sur la commune de Mazaugue en zone stratégique. - des dispositifs de traitement des eaux usées adaptés à la situation du milieu récepteur doivent être mis en place dans les stations d'épuration rejetant directement ou non dans les cours d'eaux présentant un risque de « non atteinte du bon état » (NABE) en 2015. Les cours d'eau présentant un risque NABE listés par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée sont les suivants : le Caramy et l'Issole, le lac de Carcès, l'Huveaune… Le SCoT souhaite minimiser l'impact de l'exploitation des ressources minérales sur l'environnement en évitant les extensions et l'ouverture de sites d'exploitation sur les espaces à enjeux : les espaces agricoles et les cœurs de biodiversité. Concernant l'exploitation de la ressource forestière, le DOO encourage le développement de cette filière : les PLU doivent prévoir des zonages adaptés pour permettre l'exploitation et en anticipant sur l'installation d'équipements légers, prenant en compte les enjeux liés aux risques et à la biodiversité. Des recommandations de gestion forestière durable sont proposées à destination des collectivités et gestionnaires tel que l'encouragement à la certification PEFC.
Ambition 2 : orienter le territoire de la Sainte-Baume vers un aménagement durable	
Orientation 4 : Adopter une stratégie commune d'occupation du sol, orientée vers un aménagement économe en espace et respectueux de l'identité rurale	A travers l'orientation du DOO « Favoriser un développement urbain qualitatif et économe en espace », le SCoT fixe un objectif maximal de consommation d'espaces de 600 ha pour l'habitat et les équipements pour les 20 prochaines années et affiche ainsi une réduction de la consommation d'espaces de 66% par rapport aux dix dernières années. Plusieurs mesures permettent directement de réduire la consommation d'espaces : - la densification et le renouvellement sont priorisés dans les enveloppes urbaines existantes quel que soit la vocation (habitat, équipement, économie…) - les modes d'urbanisation priorisent des formes urbaines compacte et en continuité de l'existant

Orientation 5 : contribuer à améliorer le cadre de vie, à réduire les nuisances et l'exposition aux risques	Le SCoT Provence Verte en tant qu'outil d'aménagement du territoire cherche à réduire la vulnérabilité de son territoire en intégrant au mieux les risques, les nuisances et pollutions dans les projets d'aménagement : - le développement urbain à proximité des sites d'exploitations minérales doit être évité pour limiter toutes nuisances liées à l'exploitation (bruit, poussières, flux de véhicules, vibrations, impacts paysagers) - concernant le risque inondation, le SCoT rappelle aux communes de vérifier que les nouvelles constructions ne soient pas exposées au risque inondation et n'augmentent pas le risque existant. - en amont de tout développement urbain, les communes doivent anticiper le risque d'inondation liée à l'imperméabilisation des sols, l'augmentation du ruissèlement et la gestion des eaux pluviales – des ouvrages de collecte et de stockage des eaux pluviales sont intégrés dans les projets. - Le DOO rappelle aussi de limiter toute imperméabilisation des sols dans tout projet d'aménagements et de contraindre les porteurs de projets à des mesures compensatoires le cas échéant. - Les communes doivent aussi prévoir des règles adaptées pour les constructions en zone inondable. - Sur les zones à risque fort d'inondation (lit mineur et moyens des cours d'eau, axes d'écoulement préférentiels, ruissellement sur piémonts identifiés dans l'AZI), le SCoT recommande d'interdire toute nouvelle construction et de permettre l'activité dans les secteurs urbains anciens ou denses voire l'extension d'habitation sous réserve de mesures adéquates et n'aggravant pas la vulnérabilité des personnes et des biens exposés. - les zones naturelles et agricoles situées en zone inondable doivent être confortées ou identifiées en zone d'expansion de crue dans les documents d'urbanisme. - des précautions sont également prises dans le DOO pour que les bâtiments nécessaires à la gestion de crise soient situés en dehors des zones inondables. - dans les secteurs à fort risque de feux de forêt, les nouveaux aménagements devront prévoir des dispositifs pour limiter la propagation du feu : • La création d'espaces-tampons entre les secteurs boisés et les zones urbanisées, notamment par le maintien de zone agricole. • L'élargissement des voies ou la prévision des aires de retournement pour les services de secours, • Les « bouclages » de voirie afin de sécuriser les quartiers.
Orientation 6 : Contribuer à la transition énergétique dans le respect des habitats naturels et des paysages	Concernant le développement des énergies renouvelables, les installations sont intégrées en priorité sur les bâtis en cohérence avec les enjeux architecturaux, patrimoniaux et paysagers. Les conditions prescrites dans le DOO concernant l'implantation des sites de production permettront de ne pas impacter les paysages identitaires : développement des sites hors espaces cultivés, agricole et « agricolables », en

	priorité sur les sites déjà dégradés tout en évitant d'aggraver la situation…
Ambition 3 : fédérer et dynamiser le territoire par un développement économique respectueux de l'identité du territoire et de la valorisation durable de ses ressources	
Orientation 7 : Maintenir, soutenir et promouvoir une agriculture locale et durable	Le SCoT encadre également l'activité agricole par de nombreuses mesures qui permettre de réduire l'impact sur les milieux aquatiques et humides (incluses dans deux chapitres entièrement dédiés à cette problématiques : chapitre 2.5 intitulé « Agriculture et environnement » et chapitre 2.6 « Développer une agriculture durable ») : il est demandé de privilégier des pratiques respectueuses de l'environnement sur les périmètres sensibles liés aux captage d'eau publics et les zones stratégiques, les exploitants se verront demander de réduire l'utilisation de produits phytosanitaires et engrais dans la zone d'alimentation du captage du lac de Sainte Suzanne à Carcès ou encore sur les sites Natura 2000.
Orientation 8 :Accompagner le développement d'une économie forestière durable et la reconnaissance des services environnementaux et sociaux assurés par la forêt	Concernant l'exploitation de la ressource forestière, le DOO encourage le développement de cette filière : les PLU doivent prévoir des zonages adaptés pour permettre l'exploitation et en anticipant sur l'installation d'équipements légers, prenant en compte les enjeux liés aux risques et à la biodiversité. Des recommandations de gestion forestière durable sont proposées à destination des collectivités et gestionnaires tel que l'encouragement à la certification PEFC.
Orientation 9 : Accompagner et promouvoir le développement d'un tourisme durable	Les collectivités soutiennent le développement du tourisme à travers l'aménagement des parcs et lieux de loisirs familiaux. Tout projet d'équipements ou d'aménagements touristiques légers peut s'implanter au sein d'une composante TVB sous réserve d'en préserver la fonctionnalité.
Orientation 10 : Favoriser une économie innovante et écoresponsable	Le SCoT présente peu de leviers d'action sur cette orientation. Les PLU intègrent des objectifs de préservation de l'environnement (eaux pluviales, énergies renouvelables et déchets) dans les OAP prévues pour les zones d'activités. Le DAAC prévoit des mesures pour encadrer les aménagements commerciaux et notamment leur qualité environnementale, notamment du point de vue de la performance énergétique, avec recours le plus large qui soit aux énergies renouvelables et à l'emploi de matériaux ou procédés écoresponsables, La gestion des eaux pluviales et l'imperméabilisation des sols sont également abordées.
Ambition 4 : valoriser la richesse culturelle du territoire et renforcer le vivre et le faire ensemble	
Orientation 11 : Consolider l'identité du territoire et valoriser le patrimoine culturel et spirituel	Le SCoT assure la préservation, la valorisation et la réhabilitation du patrimoine paysager à travers le traitement qualitatif des entrées et traversées de villes et villages, la gestion des axes routiers et de leurs points de vue éventuels. Les sites emblématiques du territoire devront être protégés. *Cf. traduction du DOO pour l'ambition cadre.*

Orientation 12 : Favoriser l'appropriation et le respect du territoire par les habitants et les visiteurs et concilier les différentes activités de loisirs dans les espaces naturels	Le SCoT présente peu de leviers d'action sur cette orientation. Des espaces de détente et loisirs pourront être aménagés avec des équipements légers en dehors des secteurs de plus grande sensibilité écologique, notamment pour contribuer à la maîtrise de la fréquentation de secteurs très sensibles. Ils seront localisés et conçus de manière à limiter les impacts sur la qualité des cours d'eau.
Orientation 13 : Mobiliser l'ensemble des citoyens sur un projet commun et proposer à chacun de devenir acteur du territoire	Le SCoT n'a pas de leviers sur ce volet de la charte.

II.2. LA COMPATIBILITE AVEC LA CHARTE 2008-2020 DU PNR DU VERDON

Le Parc a été créé en 1997, il regroupe 46 communes. Le territoire du Parc Naturel Régional du Verdon s'étend sur une surface de 180 000 hectares. Un parc naturel régional est un territoire rural fragile aux patrimoines remarquables, qui s'organise autour d'un projet commun pour assurer durablement sa protection, sa gestion et son développement économique, social et culturel. Les acteurs du territoire s'engagent donc à trouver un équilibre entre le développement économique et social et la protection de l'environnement. Cet engagement s'est traduit par la Charte qui est aujourd'hui en révision.
La Charte du PNR du Verdon se décline en 4 axes et 14 orientations.

Thèmes du PNR	Traduction dans le SCoT
Axe A : Pour une transmission des patrimoines	
• Mettre en place une stratégie de protection et de gestion du patrimoine naturel • Assurer une gestion intégrée de la ressource en eau • Préserver l'identité des paysages	Le DOO fixe les modalités de préservation des cœurs de nature et des corridors écologiques par des orientations contraignantes en termes d'urbanisation. Les projets du SCoT visent la cohérence avec la disponibilité de la ressource en eau brut et potable. Par ailleurs le DOO incite la protection de la ressource en veillant à la qualité de l'assainissement. Enfin le DOO consacre une partie au respect et à la préservation des paysages. « Les PLU veilleront à préserver les sites paysagers remarquables ».
Axe B : Pour que l'homme soit au cœur du projet	
• Favoriser la réappropriation, l'expression et la pratique culturelle • Impliquer les acteurs locaux dans le projet • Développer une conscience citoyenne par l'éducation	Le SCoT ne va pas à l'encontre de ces objectifs qui relèvent plus de l'animation du parc que de documents de planification.
Axe C : Pour une valorisation durable des ressources	
• Contribuer au développement d'une agriculture diversifiée, économiquement viable, écologiquement responsable • Promouvoir une gestion multifonctionnelle des espaces forestiers	Le DOO incite à la réalisation d'un diagnostic agricole complet lors de l'élaboration ou révision des PLU. Le SCoT recommande aussi une agriculture biologique afin de participer à l'objectif national de 20% de SAU bio en 2020 en référence à la Loi du 03 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

• Mettre en œuvre une politique de développement touristique durable • Accompagner et Promouvoir un développement économique respectueux du Verdon • Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie	Le SCoT souhaite aussi valoriser la forêt et tant qu'espace de développement économique. Pour soutenir l'activité agricole et renforcer sa viabilité, le SCoT engage les PLU à des prévoir des emplacements pour des activités de diversification ou de vente directe à la ferme, s'inscrivant dans le prolongement de la production agricole. Le DOO émet des recommandations concernant le développement touristique notamment pour les itinéraires et l'agrotourisme. Il incite à la réalisation d'un Schéma de Développement et d'Organisation Touristique Durable. Le SCoT participe à l'amélioration de la qualité de vie en assurant une anticipation, une diminution des risques, des nuisances et des pollutions.
Axe D : Pour l'expérimentation de relations nouvelles entre territoires	
• Promouvoir une qualité d'aménagement • Renforcer les complémentarités avec les intercommunalités de projet • Développer les fonctions d'expérimentation et de transfert d'expérience	Le SCoT invite à l'amélioration des performances environnementales des bâtiments neufs et anciens. (bioclimatisme, performance énergétiques, énergies renouvelables)

II.3. LA COMPATIBILITE DU SCOT AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE

Conformément aux articles L131-1 et L131-2 du Code de l'urbanisme, le SCoT Provence Verte doit être **compatible** avec le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016-2021.**

Les Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) sont des outils de planification et de cohérence de la politique de l'eau. Ils fixent les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques, ainsi que des objectifs de qualité à atteindre d'ici à 2021. Ils intègrent les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement.

D'une durée de 6 ans, le SDAGE 2016-2021 a été adopté par le Comité de bassin le 20 novembre 2015. Les orientations fondamentales des SDAGE et leurs dispositions sont opposables aux décisions administratives dans le domaine de l'eau (réglementation locale, programme d'aides financières, etc.), aux SAGE et à certains documents tels que les schémas de cohérence territoriale (SCoT), plans locaux d'urbanisme (PLU), Plans de Déplacements Urbains (PDU) ou Schémas départementaux de carrière, …

Le SDAGE Rhône-Méditerranée fixe les grandes orientations de la politique de l'eau sur le bassin du même nom. Introduit par la loi sur l'eau de 1992, le premier SDAGE du bassin est entré en vigueur en 1996.

Les 9 orientations fondamentales du SDAGE 2016 – 20121 du Bassin Rhône Méditerranée sont les suivantes :

- OF 0 - S'adapter aux effets du changement climatique ;
- OF 1 - Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- OF 2 - Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
- OF 3 - Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement ;
- OF 4 - Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau ;
- OF 5 - Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé :
    - OF 5A - Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle ;
    - OF 5B - Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques ;
    - OF 5C - Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses ;
    - OF 5D - Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles ;
    - OF 5E - Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine.
- OF 6 - Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides :
    - OF 6A - Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques ;
    - OF 6B - Préserver, restaurer et gérer les zones humides ;
    - OF 6C - Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau.
- OF 7 - Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
- OF 8 - Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le SCoT Provence Verte doit ainsi veiller à intégrer les dispositions du SDAGE 2016-2021 RM notamment au niveau de :

- l'adaptation aux effets du changement climatique (biodiversité, risques, ressource en eau…) ;
- la prévention et de la gestion des risques inondations (en lien également avec le Plan de Gestion des Risques Inondation défini dans le cadre de la Directive Inondation) ;
- la préservation, de la non-dégradation et de la restauration des milieux aquatiques et des zones humides, en particulier dans le cadre de la définition de la Trame Verte et Bleue ;
- la définition de principes d'aménagement cohérents avec la gestion et la préservation de l'eau (quantitative et qualitative), avec l'enjeu de partage de la ressource et de lutte contre les sources de pollution. Le potentiel d'accueil du Pays d'Arles sera ainsi à considérer en tenant compte de la ressource en eau, en plus des possibilités foncières ou des équipements structurants.

Pour intégrer ces dispositions, le SCoT s'est s'appuyé sur les démarches engagées au niveau local et départemental : Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) du Var de 2018, Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) 2016-2021.

	Articulation
Orientations fondamentales du SDAGE RMC 2016-2021	**Dispositions du SCoT Provence Verte Verdon**
OF 0 : S'adapter aux effets du changement climatique	Plusieurs orientations et recommandations du DOO participent de façon directe ou indirecte à la prise en compte des changements climatiques. Sur le bâti, les conceptions urbaines et architecturales bioclimatiques sont rendues possibles et favorisées dans les documents d'urbanisme (formes des toitures permettant la création de toiture terrasse végétalisée, végétalisation de la parcelle…). Le SCoT recommande ainsi le développement de règle d'implantation et d'OAP basées sur les bonnes pratiques du bioclimatisme en territoire méditerranéen. Le DOO porte l'objectif d'anticiper le réchauffement climatique à travers les choix et les pratiques agricoles. Le DOO encourage les études d'extension ou de création de nouvelles sources d'irrigation ou d'anticiper la localisation des équipements nécessaires (retenues collinaires…), en anticipation du changement climatique. Plus globalement, la volonté de préserver des espaces naturels et agricoles à hauteur ha…, de préserver les zones humides, de ne consommer que ha en nouvelles urbanisation et de prioriser la densification aux extensions urbaines, sont autant de mesures permettant de limiter la consommation de l'espace et participent à l'adaptation aux changements climatiques. Plusieurs recommandations sont proposées pour économiser la ressource en eau : gestion écologique des espaces verts, aménagements paysagers adaptés au contexte méditerranéen. Le SCoT prévoit des orientations particulières sur les cours d'eau et plus particulièrement la préservation des espaces de mobilité, permettant de contribuer à la prévention des inondations. En outre, plusieurs mesures du DOO sont en faveur de la préservation des ressources naturelles et notamment aquatiques (maintien et création d'espaces verts, rétention à la source des eaux pluviales, infiltration à la parcelle par des revêtements perméables, préservation des champs d'expansion des crues, préservation et protection du réseau hydrologique et des zones humides et notamment leur bassin versant etc.), de la prise en compte, de la gestion voire de la réduction des risques naturels (inondation, feux de forêts). De plus à travers certaines prescriptions et recommandations de son DOO, le SCoT Provence Verte affiche sa volonté de réaliser une transition énergétique à travers plusieurs mesures favorisant les modes de déplacements doux, l'usage des transports collectifs, la réduction des consommations énergétiques (toitures terrasses végétalisées). Cette mise en place d'une politique d'amélioration des performances énergétiques des constructions, associées à la mobilité active, et, de manière globale, à l'action sur les déplacements, via notamment des mesures préventives ou d'atténuation, qui visent à limiter les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) sont autant de mesures permettant de participer à l'adaptation du territoire aux changements climatiques et aux effets associés.

	Articulation
Orientations fondamentales du SDAGE RMC 2016-2021	**Dispositions du SCoT Provence Verte Verdon**
OF 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	Le DOO favorise de nombreuses interventions à la source pour des thèmes dont il possède des leviers d'actions : Concernant la qualité de l'eau, le SCoT prévoit plusieurs prescriptions : - tout d'abord les prescriptions sur la trame bleue protègent les cours d'eau, les zones humides ainsi que tous les espaces associés : ripisylve, bassin d'alimentation des zones humides, espaces de mobilité des cours d'eau, zones d'expansion de crues. - il est aussi prescrit que toute activité polluante sera évitée en bordure de cours d'eau, des zones enherbées ou boisées d'a minima 5 à 10 mètres doivent être maintenues ou créées en bordure de cours d'eau - Les espaces de loisirs à proximité de milieux aquatiques devront être localisés et intégrés des mesures visant à limiter les impacts sur la qualité de l'eau. - sur les points sensibles particulier tel que le lac de Carcès, les aménagements, installations ou activités à risque doivent être implantés hors de la zone de fragilité du resserrement de l'Argens dans la traversée de Carcès. De même, sur les autres zones de fragilités (Issole et Caramy). - le SCoT encadre également l'activité agricole par de nombreuses mesures qui permettre de réduire l'impact sur les milieux aquatiques et humides (incluses dans deux chapitres entièrement dédiés à cette problématiques : chapitre 2.5 intitulé « Agriculture et environnement » et chapitre 2.6 « Développer une agriculture durable ») : il est demandé de privilégier des pratiques respectueuses de l'environnement sur les périmètres sensibles liés aux captage d'eau publics et les zones stratégiques, les exploitants se verront demander de réduire l'utilisation de produits phytosanitaires et engrais dans la zone d'alimentation du captage du lac de Sainte Suzanne à Carcès ou encore sur les sites Natura 2000. - Les périmètres de protection de captage sont préservés de tous risque de pollution : les activités potentiellement polluantes y sont interdites voire strictement encadrées. - Par ailleurs, au sein de la zone stratégique en vulnérabilité forte, les activités à risque de pollution des eaux souterraines et superficielles sont interdites (traduction dans les documents d'urbanisme), dans les zones en vulnérabilité moindre à moyenne, ces activités à risque sont autorisées seulement sous conditions de mettre en place des dispositifs adaptés pour réduire cette pollution. Concernant la réduction à la source du risque de ruissellement : - Les mesures visant à réduire l'imperméabilisation, à prendre en compte la gestion des eaux pluviales à la source, à intégrer des toits terrasses, à maintenir et créer des espaces verts … permettent aussi de limiter indirectement les transferts de polluants vers les milieux aquatiques (charge hydraulique en station d'épuration diminuée en temps de pluie renforçant l'efficacité des traitements).

	Articulation
Orientations fondamentales du SDAGE RMC 2016-2021	**Dispositions du SCoT Provence Verte Verdon**
OF 2 - Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	Premièrement, l'orientation du DOO « Maintenir les fonctionnalités de la trame bleue porte tout un panel de prescriptions visant à préserver les milieux aquatiques (et humides). On peut citer les mesures les plus fortes suivantes : - le SCoT encadre les aménagements situés dans les espaces de fon fonctionnement des cours : ils doivent contribuer à • préserver les continuités écologiques, permettre leur restauration le cas échéant, • préserver les espaces de mobilité • la requalification des cours d'eau et la renaturation des berges en zone urbaine - les PLU doivent préserver les berges et les ripisylves : couloirs non bâtis, éviter toute activité polluante directement en bordure de cours d'eau, les ripisylves seront maintenue voire élargies, des zones enherbées ou boisées sont maintenues ou créées en bordure de cour d'eau. Ces mesures sont priorisés sur les sites sensibles (Natura 2000, zones à risque moyen ou fort qui seront définies sur le périmètre de l'aire d'alimentation du captage du lac de Sainte Suzanne, réservoirs biologiques du SDAGE). - Pour toute urbanisation nouvelle, recul des constructions a minima de 10 mètres par rapport au haut de berges, à adapter en fonction des sensibilités et enjeux. - Les espaces de loisirs à proximité de milieux aquatiques et hors secteurs de grandes sensibilités écologiques, devront être localisés et intégrés des mesures visant à limiter les impacts sur la qualité de l'eau. Les mesures en faveur d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement visent aussi à réduire les impacts sur les milieux aquatiques. Deux chapitres sont entièrement dédiés à cette problématique : chapitre 2.5 « Agriculture et environnement » et chapitre 2.6 « Développer une agriculture durable ». Indirectement les mesures visant la préservation des milieux humides participent à la non-dégradation des milieux aquatiques également : Les PLU devront identifier et protègent les zones humides. Les PLU délimitent également les espaces de fonctionnalité des zones humides et les assortissent des règles d'occupation du favorables à leur préservation. La démarche ERC est également rappelé dans le DOO en ce qui concernant le développement urbain dans l'espace agricole : les projets doivent en priorité éviter ces milieux, dans un second, réduire leur impact sou réserve de justification.
OF 3 - Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	*Le SCoT ne possède pas de leviers d'actions sur cette orientation du SDAGE RM 2016-2021*

	Articulation
Orientations fondamentales du SDAGE RMC 2016-2021	**Dispositions du SCoT Provence Verte Verdon**
OF 4 - Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau	Le SCoT ne présente aucune mesure visant à renforcer la gestion de l'eau au niveau du bassin-versant l'exception de la recommandation de réaliser des études de caractérisation du risque inondation à l'échelle du bassin versant. Le DOO limite et conditionne le développement de l'urbanisation aux capacités de ressource en eau, notamment dans les secteurs sensibles vis-à-vis de la qualité et de la quantité de la ressource en eau : - pour la ressource souterraine des contreforts Nord de la Ste Baume située dans le sous-secteur « Massif d'Agnis et de la Sainte Baume » (code 6137b) : la zone stratégique sera intégrée par des dispositions appropriées dans les documents de planification et d'urbanisme, prise en compte dans la révision des schémas directeurs d'eau potable, d'assainissement et d'eaux pluviales. - sur cette zone stratégique en vulnérabilité forte, les activités à risque de pollution des eaux souterraines et superficielles sont interdites (traduction dans les documents d'urbanisme), et sur les secteurs en vulnérabilité moindre à moyenne, ces activités à risque sont autorisées seulement si elles mettent en place des dispositifs adaptés pour réduire cette pollution. - des schémas directeur pour la gestion des eaux pluviales sont recommandé par le SCoT et en priorité sur les communes rencontrant de fortes problématiques d'entrées d'eau parasitaires dans le réseau d'assainissement et sur la commune de Mazaugue en zone stratégique. - des dispositifs de traitement des eaux usées adaptés à la situation du milieu récepteur doivent être mis en place dans les stations d'épuration rejetant directement ou non dans les cours d'eaux présentant un risque de « non atteinte du bon état » (NABE) en 2015. Les cours d'eau présentant un risque NABE listés par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée sont les suivants : le cours principal de l'Argens, l'Eau Salée, le Cauron, La Meyronne, le ruisseau de Pontevès, la rivière le Val de Camps, le ruisseau des rayères, le Caramy et l'Issole, le lac de Carcès, l'Huveaune. - le SCoT définit par ailleurs des zones de fragilité dont certaines visent directement les milieux aquatiques : - la zone de fragilité 3 au niveau du resserrement de l'Argens dans la traversée de la plaine de Carcés : les aménagements, installations ou activités à risque doivent être implantés hors de la zone de fragilité - la zone de fragilité 4 au niveau du passage du Caramy et de son affluent et du passage du Cauron sous l'autoroute A8 : les espaces naturels et agricoles sont préservés de part et d'autre du cours d'eau et des zones humides associées. Il est recommandé aux communes de prévoir avec la société gestionnaire de l'autoroute des actions de restauration de la continuité (berges et végétalisation des accotements).
OF 5 - Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé : **OF 5A - Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle** **OF 5B - Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques** **OF 5C - Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses**	Concernant l'ensemble des déclinaisons de l'orientation fondamentale n°5 du SDAGE RMC 2016-2021 relative à la lutte contre divers types de pollutions le SCoT ne possède pas de leviers d'actions visant directement cette orientation du SDAGE. Il ne possède notamment aucune prescription ou recommandation relative aux stations d'épuration et aux installations d'assainissement autonome, aucune prescription ou recommandation relative à la protection des captages ou à la protection des masses d'eau souterraines ou superficielles. Toutefois le PADD du SCoT du Pays de Lunel recommande (recommandation **R11**) que la densification et la création de logements collectifs doit être favorisée au regard des possibilités d'accueil de la commune notamment en termes d'alimentation en eau potable et d'assainissement des eaux usées Néanmoins quelques prescriptions participent à lutter contre les pollutions aquatiques.

	Articulation
Orientations fondamentales du SDAGE RMC 2016-2021	**Dispositions du SCoT Provence Verte Verdon**
OF 5D - Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	Par exemple la prescription visant à préserver l'ensemble des milieux aquatiques et humides (notamment) participent à lutter contre les pollutions à travers le service écosystémiques d'autoépuration des eaux fourni par les zones humides. Le SCoT incite également à la réduction des déchets à la source et le recyclage etc. (recommandation **R15**). De même le SCoT recommande (recommandation **R15**) que l'urbanisation se fasse en adéquation avec les ressources disponibles afin que les futures extensions à vocation d'habitat ne portent pas atteinte à la protection des eaux captées pour l'alimentation en eau potable (usage de l'eau brute et techniques permettant des économies de cette ressource). Le PADD précise également que la capacité en termes d'assainissement est essentielle à prendre en compte en privilégiant l'accès à l'assainissement collectif et en veillant à l'amélioration des performances de l'assainissement autonome via les SPANC. Ces mesures participent ainsi à limiter les risques de ruissellement et la circulation des polluants dans les milieux aquatiques. De manière générale, le SCoT promeut la densification et le renouvellement urbain dans les espaces urbanisés existants qui a pour effet de concentrer les pollutions et d'améliorer leur traitement. La conditionnalité de la répartition des logements dans chaque niveau de l'armature urbaine sera envisagée en fonction des ressources en eau potable et des capacités d'assainissement. Le SCoT demande que les formes urbaines et les localisations des aménagements doivent aller dans sens d'une optimisation de l'usage des réseaux.
OF 5E - Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	Le SCoT Provence Verte en tant qu'outil d'aménagement du territoire cherche à réduire la vulnérabilité de son territoire en intégrant au mieux les risques d'inondations dans les développements urbains. Le DOO porte plusieurs orientations portant directement sur l'anticipation et la diminution du risque inondation : - le SCoT rappelle aux communes de vérifier que les nouvelles constructions ne soient pas exposées au risque inondation et n'augmentent pas le risque existant. - en amont de tout développement urbain, les communes doivent anticiper le risque d'inondation liée à l'imperméabilisation des sols, l'augmentation du ruissellement et la gestion des eaux pluviales – des ouvrages de collecte et de stockage des eaux pluviales sont intégrés dans les projets. - Le DOO rappelle aussi de limiter toute imperméabilisation des sols dans tout projet d'aménagements et de contraindre les porteurs de projets à des mesures compensatoires le cas échéant. - Les communes doivent aussi prévoir des règles adaptées pour les constructions en zone inondable. - Sur les zones à risque fort d'inondation (lit mineur et moyens des cours d'eau, axes d'écoulement préférentiels, ruissellement sur piémonts identifiés dans l'AZI), le SCoT recommande d'interdire toute nouvelle construction et de permettre l'activité dans les secteurs urbains anciens ou denses voire l'extension d'habitation sous réserve de mesures adéquates et n'aggravant pas la vulnérabilité des personnes et des biens exposés. - les zones naturelles et agricoles situées en zone inondable doivent être confortées ou identifiées en zone d'expansion de crue dans les documents d'urbanisme. - des précautions sont également prises dans le DOO pour que les bâtiments nécessaires à la gestion de crise soient situés en dehors des zones inondables.
OF 6 - Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides **OF 6A - Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques**	Premièrement, l'orientation du DOO « Maintenir les fonctionnalités de la trame bleue porte tout un panel de prescriptions visant à préserver les milieux aquatiques (et humides). On peut citer les mesures les plus fortes suivantes : - le SCoT encadre les aménagements situés dans les espaces de fon fonctionnement des cours : ils doivent contribuer à • préserver les continuités écologiques, permettre leur restauration le cas échéant,

	Articulation
Orientations fondamentales du SDAGE RMC 2016-2021	**Dispositions du SCoT Provence Verte Verdon**
OF 6B - Préserver, restaurer et gérer les zones humides	• préserver les espaces de mobilité • la requalification des cours d'eau et la renaturation des berges en zone urbaine - les PLU doivent préserver les berges et les ripisylves : couloirs non bâtis, éviter toute activité polluante directement en bordure de cours d'eau, les ripisylves seront maintenue voire élargies, des zones enherbées ou boisées sont maintenues ou créées en bordure de cour d'eau. Ces mesures sont priorisés sur les sites sensibles (Natura 2000, zones à risque moyen ou fort qui seront définies sur le périmètre de l'aire d'alimentation du captage du lac de Sainte Suzanne, réservoirs biologiques du SDAGE). Les PLU devront identifier et protègent les zones humides. Les PLU délimitent également les espaces de fonctionnalité des zones humides et les assortissent des règles d'occupation du favorables à leur préservation. - Sur la zone de fragilité 4 au niveau du passage du Caramy et de son affluent et du passage du Cauron sous l'autoroute A8 : les espaces naturels et agricoles sont préservés de part et d'autre du cours d'eau et des zones humides associées. Il est recommandé aux communes de prévoir avec la société gestionnaire de l'autoroute des actions de restauration de la continuité (berges et végétalisation des accotements). - Le SCoT aborde également les questions de Nature en ville en demandant aux documents d'urbanisme de veiller à préserver, les éléments du paysage de type talwegs, cours d'eau, ripisylve, zones humides, zone d'expansion des crues Le SCoT porte une orientation sur l'agriculture et la préservation de la TVB en indiquant que les espaces agricoles et les pratiques associées participent à la protection des cours d'eau, des berges, des ripisylves, des zones humides et des zones d'expansion de crue. Par ailleurs, toutes les mesures prises pour anticiper et limiter le risque d'inondation sont favorables à la préservation des milieux aquatiques et humides.
OF 6C - Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	*Le SCoT ne possède pas de levier d'actions sur cette orientation du SDAGE RM 2016-2021* Néanmoins, le SCoT propose certaine mesure en lien avec cette orientation : il recommande notamment la mise en œuvre d'installations spécifiques au niveau des seuils pour permettre le déplacement de la faune aquatique. Sur le point de fragilité « Caramy et Cauron », le SCoT recommande la restauration des berges et accotement pour augmenter la franchissabilité pour la faune terrestre. Sur le point de liason entre les contreforts de la Montagne Sainte-Victoire et le Mont Aurélien, le SCoT demande aux communes de prévoir des espaces naturels et agricoles suffisant larges au moyen de classements adaptés pour permettre la restauration (aménagement d'un passage à faune).

	Articulation
Orientations fondamentales du SDAGE RMC 2016-2021	**Dispositions du SCoT Provence Verte Verdon**
OF 7 - Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	Le DOO favorise l'équilibre quantitatif à travers : - une orientation dédiée à la préservation des masses d'eau souterraines : • l'urbanisation doit être conditionné à la disponibilité de la ressource en eau, suffisante et pérenne. • les déficits sur les secteurs sensibles ne sont pas aggravés notamment en période d'étiage. • des mesures spécifiques pour la zone stratégique pour l'eau : en vulnérabilité forte, les activités à risque de pollution des eaux souterraines et superficielles sont interdites (traduction dans les documents d'urbanisme), en vulnérabilité moindre à moyenne, ces activités à risque sont autorisées seulement sous conditions de mettre en place des dispositifs adaptés pour réduire cette pollution. • Les communes situées en zone stratégique, les prélèvements autres que AEP ne doivent pas avoir d'incidence compromettant la qualité et la quantité de la ressource. - le DOO demande aux communes : • d'engager et d'achever rapidement les démarches de protection réglementaire des périmètres de captage • d'assurer la cohérence entre les règles des Plu avec les arrêtés préfectoraux de DUP des captages. • D'interdire ou d'encadrer strictement les activités présentant un risque de pollution des eaux souterraines. • D'aménager les forages privés situés dans un périmètre de protection de captage. - les schémas directeurs pour l'eau potable doivent être réalisés pour toutes les communes en tenant compte des besoins saisonniers actuels et futurs. - Le SCoT anticipe également la gestion de la ressource en encourageant la réalisation d'étude sur les autres ressources souterraines. - Le SCoT appelle les collectivités à économiser l'eau dans la gestion de leurs espaces verts, en prévoyant des aménagements adaptés au climat méditerranéen, à inciter l'installation de dispositifs de récupération d'eau de pluie chez les particuliers. - des orientations spécifiques sur la protection des ressources dans l'agriculture : le DOO demande de favoriser la gestion et la modernisation des réseaux de canaux d'arrosage et notamment le passage en basse pression, moins consommateur.

	Articulation
Orientations fondamentales du SDAGE RMC 2016-2021	**Dispositions du SCoT Provence Verte Verdon**
OF 8 - Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Le SCoT comporte plusieurs mesures (directes et indirectes) au sein de son DOO et qui sont en faveur de la prévention, de la gestion des risques, naturels notamment) vis-à-vis des personnes et des biens. Plus particulièrement les orientations suivantes : - sur le risque inondation : le SCoT rappelle aux communes de vérifier que les nouvelles constructions ne soient pas exposées au risque inondation et n'augmentent pas le risque existant. Les communes doivent aussi prévoir des règles adaptées pour les constructions en zone inondable. - Sur les zones à risque fort, le SCoT recommande d'interdire toute nouvelle construction et de permettre l'activité dans les secteurs urbains anciens ou denses voire l'extension d'habitation sous réserve de mesures adéquates. - conforter la vocation agricole, ou naturelle, des espaces situés en zone inondable, ou repérés comme zone d'expansion des crues, afin de faciliter le fonctionnement naturel de ces zones et de limiter les risques d'inondations (PPRI Caramy-Issole (prescrit en 2017), ZEC, lit mineur, moyen et majeur de l'AZI...) Les orientations visant la préservation de la trame verte et bleue participent aussi à prendre en compte le risque d'inondation dans les projets d'aménagements : préserver les zones d'expansion de crues et espaces de fonctionnalité des zones humides, respecter les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau Des nombreuses mesures du DOO demandent de limiter l'imperméabilisation des sols (pour les aires de stationnements mais aussi dans toutes les nouvelles constructions avec des surfaces minimales végétalisées et des espaces verts) voire même désimperméabiliser certaines surfaces, et de promouvoir des revêtements perméables, concourant à réduire le risque d'inondation par ruissellement.

II.4. LA COMPATIBILITE DU SCOT AVEC LE PLAN DE GESTION DU RISQUE INONDATION (PGRI) 2016-2021 DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE

Le **Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)** est un document de planification dans le domaine de la gestion des risques d'inondation à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée. Élaboré par le préfet coordonnateur de bassin, il couvre une période de 6 ans. Le **PGRI sera mis en œuvre entre 2016 et 2021 par l'élaboration de stratégies locales, notamment via des PAPI.** Il s'agit là d'un document complémentaire au SDAGE RM 2016-2021 et qui constitue l'outil de mise en œuvre de la Directive Inondation. En effet il vise à :

- Encadrer l'utilisation des outils de prévention des risques inondation à l'échelle du Bassin Rhône-Méditerranée ;
- Définir des objectifs priorisés pour réduire les conséquences négatives des inondations sur les Territoires à Risques d'Inondation important (TRI).

Conformément à l'article L. 566-7 du Code de l'Environnement, le PGRI définit, à l'échelon du bassin hydrographique, les objectifs de gestion des risques d'inondation pour réduire les conséquences négatives des inondations. Ceux-ci doivent permettent d'atteindre les objectifs prioritaires de la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation. Le SCoT doit être compatible avec les orientations du PGRI.

	Articulation
Objectifs du PGRI Rhône-Méditerranée 2016-2021	**Orientations du SCoT**
GRAND OBJECTIF N°1 « Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation »	Le SCoT Provence Verte en tant qu'outil d'aménagement du territoire cherche à réduire la vulnérabilité de son territoire en intégrant au mieux les risques d'inondations dans les développements urbains. Le DOO porte plusieurs orientations portant directement sur l'anticipation et la diminution du risque inondation : - le SCoT rappelle aux communes de vérifier que les nouvelles constructions ne soient pas exposées au risque inondation et n'augmentent pas le risque existant. - en amont de tout développement urbain, les communes doivent anticiper le risque d'inondation liée à l'imperméabilisation des sols, l'augmentation du ruissellement et la gestion des eaux pluviales – des ouvrages de collecte et de stockage des eaux pluviales sont intégrés dans les projets. - Le DOO rappelle aussi de limiter toute imperméabilisation des sols dans tout projet d'aménagements et de contraindre les porteurs de projets à des mesures compensatoires le cas échéant. - Les communes doivent aussi prévoir des règles adaptées pour les constructions en zone inondable. - Sur les zones à risque fort d'inondation (lit mineur et moyens des cours d'eau, axes d'écoulement préférentiels, ruissellement sur piémonts identifiés dans l'AZI), le SCoT recommande d'interdire toute nouvelle construction et de permettre l'activité dans les secteurs urbains anciens ou denses voire l'extension d'habitation sous réserve de mesures adéquates et n'aggravant pas la vulnérabilité des personnes et des biens exposés. - les zones naturelles et agricoles situées en zone inondable doivent être confortées ou identifiées en zone d'expansion de crue dans les documents d'urbanisme. - des précautions sont également prises dans le DOO pour que les bâtiments nécessaires à la gestion de crise soient situés en dehors des zones inondables. D'autres mesures plus ponctuelles mais néanmoins nécessaires pour anticiper la gestion du risque d'inondation dans les documents d'aménagement : - favoriser les espaces verts, en faire des espaces de rétention des eaux pluviales supplémentaires - favoriser l'infiltration des eaux à la parcelle notamment par des revêtements perméables - favoriser la récupération des eaux de pluie des maisons individuelles et des bâtiments publics. - favoriser la végétalisation des aires de stationnement végétalisés et de tout espace libre, - favoriser des aménagements végétalisés pour les parcs et les cheminements doux (entre les villages et les espaces naturels environnants). Le SCoT rappelle aux communes d'informer les habitants, organismes des logements sociaux, aménageurs, notaires, constructeurs… des risques d'inondation par des documents spécifiques notamment DICRIM, PCS et Plan Particulier de mise en sécurité (pour établissement scolaire). Le SCoT encourage par ailleurs aux communes de se rapprocher du Service de Prévisions de Crues (SPC) pour les assister dans la mise en œuvre de dispositifs d'alerte adaptés. La réalisation des schémas directeurs d'assainissement et des eaux pluviales va également permettre une meilleure connaissance des sensibilités et points noirs « hydrauliques » et d'engager des actions pour y remédier.

	Articulation
Objectifs du PGRI Rhône-Méditerranée 2016-2021	**Orientations du SCoT**
GRAND OBJECTIF N°2 **« Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques »**	De manière globale, le SCoT joue fortement sur les capacités d'écoulement des eaux et la fonctionnalité des milieux naturels et aquatiques. Tout d'abord, à travers les orientations de la Trame Verte et Bleue, les communes identifient et préservent tous les cours d'eau, zones humides mais aussi les espaces liés à leur fonctionnement : zones d'expansion de crue, bassins d'alimentation des zones humides. Tout aménagement devra respecter la fonctionnalité de ces milieux, notamment ils devront contribuer à : • la préservation des continuités écologiques des cours d'eau ainsi que leur restauration, • la préservation des espaces de mobilité des cours d'eau pour en minorer les risques d'altération morphologique et contribuer à la prévention des inondations, • la requalification des cours d'eau et la renaturation des berges en zone urbaine. Les espaces agricoles et les pratiques y afférents doivent participer à la protection de ces composantes « Trame Bleue ». Le SCoT recommande aux communes de « conforter la vocation agricole, ou naturelle, des espaces situés en zone inondable, ou repérés comme zone d'expansion des crues, afin de faciliter le fonctionnement naturel de ces zones et de limiter les risques d'inondations. » - Les PLU doivent préserver les berges et les ripisylves : couloirs non bâtis, éviter toute activité polluante directement en bordure de cours d'eau, les ripisylves seront maintenue voire élargies, des zones enherbées ou boisées sont maintenues ou créées en bordure de cour d'eau. Ces mesures sont priorisés sur les sites sensibles (Natura 2000, zones à risque moyen ou fort qui seront définies sur le périmètre de l'aire d'alimentation du captage du lac de Sainte Suzanne, réservoirs biologiques du SDAGE). - Pour toute urbanisation nouvelle, recul des constructions a minima de 10 mètres par rapport au haut de berges, à adapter en fonction des sensibilités et enjeux. - Les espaces de loisirs à proximité de milieux aquatiques et hors secteurs de grandes sensibilités écologiques, devront être localisés et intégrés des mesures visant à limiter les impacts sur la qualité de l'eau. Indirectement les mesures visant la préservation des milieux humides participent à la non-dégradation des milieux aquatiques également : Les PLU devront identifier et protègent les zones humides. Les PLU délimitent également les espaces de fonctionnalité des zones humides et les assortissent des règles d'occupation du favorables à leur préservation. L'ensemble des mesures visant à limiter toute imperméabilisation, à favoriser le végétalisation des parcelles (espaces verts, aires de stationnement, toitures…) et des cheminements doux, à favoriser des revêtements perméables (aires de stationnement…) et à intégrer des dispositifs paysagers de gestion des eaux pluviales (noues, mare, bassin, fosses d'infiltration...) permet de traiter les eaux pluviales in situ et maintenir un fonctionnement naturel des systèmes.
GRAND OBJECTIF N°3 **« Améliorer la résilience des territoires exposés »**	Le SCoT demande d'améliorer la sensibilisation et l'information préventive sur le risque inondation à destination des habitants mais aussi des organismes de logements sociaux, notaires, constructeurs… à travers la réalisation de DICRIM, PCS, Plan Particulier de mise en sécurité. Ainsi le SCoT développe la conscience du risque inondation.
GRAND OBJECTIF N°4 **« Organiser les acteurs et les compétences »**	*Le SCoT n'a pas de leviers d'action sur cet objectif*

	Articulation
Objectifs du PGRI Rhône-Méditerranée 2016-2021	**Orientations du SCoT**
GRAND OBJECTIF N°5 « Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation »	Le SCoT demande d'améliorer les connaissances sur les risques inondation consistant à caractériser le fonctionnement hydraulique/hydrogéomorphologique et les aléas et à adapter la réglementation locale aux risques réels, sur des secteurs à enjeux ou à l'échelle du bassin versant.

II.5. La compatibilite du SCoT avec le Schema d'Amenagement et de Gestion des Eaux de l'Arc Provençal

Le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).
Les communes de Pourrières et Pourcieux sont concernées par le SAGE Arc Provençal. La compatibilité du SCoT avec le SAGE se fait au regard des principes énoncés dans le PAGD (Projet d'Aménagement et de Gestion Durable) du SAGE approuvé le 13 mars 2014.

Objectifs stratégiques du SAGE	Compatibilité du SCoT
Limiter et mieux gérer le risque inondation à l'échelle du bassin versant sans compromettre le développement du territoire	Le SCoT ne va pas à l'encontre de ce point stratégique. Il fixe dans le DOO le principe de veiller à ce que les nouvelles constructions ne soient pas exposées au risque inondation et n'augmentent pas le risque existant.
Améliorer la qualité des eaux et des milieux aquatiques du bassin versant de l'Arc	Le SCoT réaffirme se principe en se fixant comme objectif de : • Assurer la cohérence entre les schémas directeurs d'assainissement des eaux usées et les documents d'urbanisme • Améliorer les performances de l'assainissement collectif des eaux usées • Accompagner l'amélioration de la qualité de l'assainissement non collectif • Améliorer la prise en compte des eaux pluviales et favoriser leur gestion à la source
Préserver et redévelopper les fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques	Le SCoT, dans le DOO, définit les conditions de préservation de la trame verte et des continuités écologiques liées à l'eau. Le DOO oriente par exemple : la traduction dans les PLU la préservation des berges et ripisylves pour leur rôle majeur qu'elles jouent dans les continuités écologiques. De plus, le long des parcelles agricoles, une bande enherbée de 5m de large devra être maintenue. Les zones humides seront aussi identifiées et protégées dans les PLU.
Anticiper l'avenir, gérer durablement la ressource en eau	Le SCoT vise plus particulièrement les eaux souterraines fragiles du territoire (identifiées au SDAGE).

Réinscrire les rivières dans la vie sociale et économique	Le SCoT ne va pas à l'encontre de cet enjeu qui vise particulièrement des actions de concertations et d'animation.

II.6. LA COMPATIBILITE DU SCOT AVEC LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU VERDON

Le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Le SAGE Verdon a été validé par arrêté inter préfectoral du 13 octobre 2014. Il concerne les communes de Montmeyan, Saint-Julien, Ginasservis et La Verdière.

Orientations du SAGE	Compatibilité du SCOT
Rechercher un fonctionnement hydraulique et biologique permettant la satisfaction des différents usages, la préservation des milieux naturels et la gestion des risques	Les prescriptions ou les recommandations du DOO sont en cohérence avec cette orientation : • Assurer la fonctionnalité des cours d'eau (et les espaces périphériques : zone de mobilité, zone d'expansion de crue…) • Préserver et restaurer les zones humides ainsi que leur espace de bon fonctionnement
Préserver et valoriser le patrimoine naturel, exceptionnel mais fragile et soumis à de nombreuses contraintes	Le DOO affirme la préservation des fonctionnalités des corridors écologiques.
Aller vers une gestion solidaire de la ressource	Le SCoT inscrit dans son DOO les objectifs : • Gérer le partage de l'eau et les conflits d'usage • De gérer l'alimentation en eau potable des communes de la Provence Verte et anticiper les besoins. • De préserver les masses d'eau souterraine majeures
Assurer une qualité des eaux permettant la satisfaction des différents usages et préservant les potentialités biologiques.	Le SCoT inscrit dans le DOO les objectifs : • D'assurer la cohérence entre les schémas directeurs d'assainissement des eaux usées et les documents d'urbanisme • D'améliorer les performances de l'assainissement collectif des eaux usées • D'accompagner l'amélioration de la qualité de l'assainissement non collectif
Concilier les activités touristiques liées à l'eau avec les autres usages et la préservation des milieux	Le SCoT ne va pas à l'encontre de cet enjeu qui vise particulièrement des actions de concertation et d'animation.

II.7. LA COMPATIBILITE DU SCOT AVEC LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU GAPEAU

Le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

La commune de Méounes-lès-Montrieux est concernée par le SAGE du Gapeau.
Ce SAGE est en cours d'élaboration. Le projet a été soumis au comité d'agrément le 13 juin 2019.

Dès l'approbation de ce document, le PLU de la commune de Méounes-lès-Montrieux devra être rendu compatible avec les orientations du SAGE dans un délai de 3 ans.

III. LA NOTION DE PRISE EN COMPTE

Rappel : En complément des documents pour lesquels un rapport de compatibilité est exigé, le code de l'urbanisme prévoit que les documents d'urbanisme prennent en compte un certain nombre d'autres plans et programmes. La notion de prise en compte est moins stricte que celle de compatibilité et implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document.

III.1. LA CHARTE DE PAYS DE LA PROVENCE VERTE

Elaborée conjointement par le syndicat Mixte du Pays de la Provence Verte regroupent les élus des 4 communautés de communes et par le conseil de développement, elle reflète la volonté politique d'axer le choix d'aménagement et de développement du Pays dans une démarche de développement durable dont l'esprit peut se résumer en une phrase « Construire un territoire vivant autour de l'excellence de ses produits et de la qualité de son cadre de vie pour préserver ses ressources et anticiper les évolutions à venir. »
La charte s'organise autour de 3 axes.

- Axe 1 : Maîtriser l'évolution des espaces.
  - Définir et mettre en œuvre une stratégie commune et concertée d'aménagement et de développement
  - Produire un urbanisme et un habitat structurants de qualité
  - Développer une spécialisation environnementale
  - Préserver et valoriser l'attractivité du Pays

- Axe 2 : Tirer parti de la croissance démographique pour améliorer la qualité de vie
  - Produire un urbanisme et un habitat structurants de qualité
  - Recomposer les services, équipements publics et les modes de déplacement internes en lien avec la périphérie
  - Se doter d'une offre sociale et culturelle locale de qualité

- Développer les structures éducatives, les organismes de formation et d'insertion en lien avec les entreprises et les dispositifs territoriaux de développement
- Mettre en œuvre des politiques spécifiques en faveur de l'emploi
- Préserver et valoriser l'attractivité du Pays

- Axe 3 : Renforcer le tissu économique local par la diversification
  - Définir et mettre en œuvre une stratégie commune et concertée d'aménagement et de développement
  - Développer les structures éducatives, les organismes de formation et d'insertion en lien avec les entreprises et les dispositifs territoriaux de développement
  - Mettre en œuvre des politiques spécifiques en faveur de l'emploi
  - Optimiser le potentiel économique des ressources locales
  - Développer une spécialisation environnementale

Le SCoT reprend ces objectifs et vise, en termes de planification, à traduire la volonté exposée dans la charte pays. Les thèmes développés dans le DOO sont par exemple :

- Orienter la production des logements pour les besoins des ménages,
- Organiser et spatialiser le développement économique,
- Orienter le développement ver une économie endogène

III.2. La prise en compte du Schema Regional de Coherence ecologique

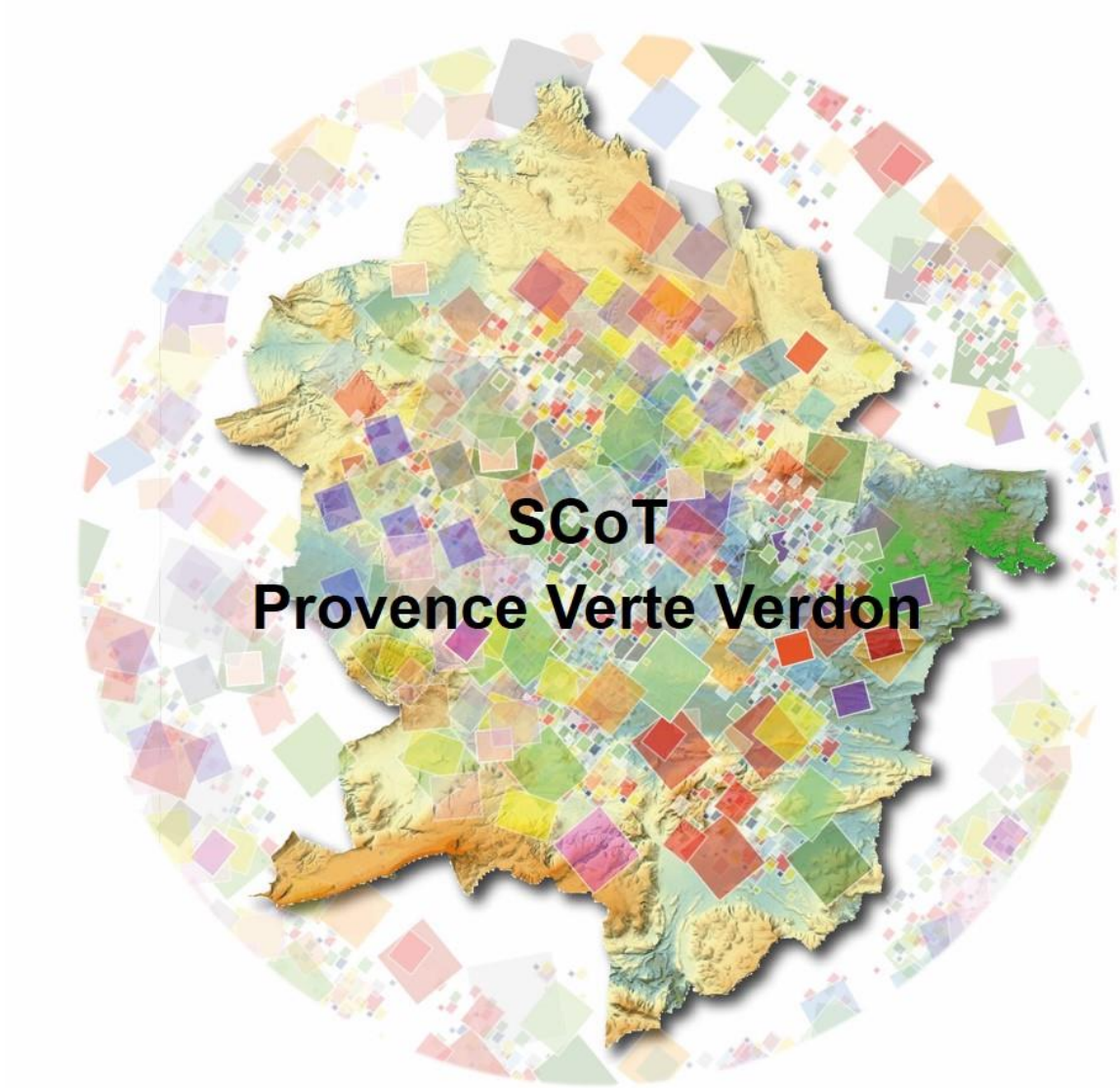
Instaurés par les lois issues du Grenelle de l'environnement, les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE) devront être mis en place par les collectivités avant la fin 2012.
La prescription de ces schémas part du constat de déclin de la biodiversité en France, provoqué par la fragmentation des milieux naturels. L'aménagement des espaces pour les activités humaines concoure en effet à une modification radicale de l'environnement dont l'effet sur la biodiversité se fait aujourd'hui ressentir.

A l'heure actuelle, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), lors de son approbation, va « remplacer » le SRCE. Toutefois, le SRADDET n'étant pas encore disponible, une analyse cartographique a été réalisée sur les éléments de fonctionnalités écologiques du SRCE afin de s'assurer de la bonne prise en compte des fonctionnalités écologiques régionales au sein du SCoT Provence Verte Verdon.

Le tableau ci-dessous présente les recoupements surfaciques des éléments de continuités écologiques identifiés par le SRCE PACA avec les éléments de trame verte et bleue définis par le SCoT Provence Verte Verdon.

Superficie en ha		SRCE PACA	
		Fusion réservoirs / corridors trame verte	Réservoirs de trame bleue
		103630	1452
TVB du SCoT Provence Verte Verdon			
Cœurs de nature & Zone d'extension de cœur de nature	88 179	63 515	
Zones nodales	207 744	95 096	
TOTAL Trame verte		98 530	
Sous-trame humide	1110		1110
		95 %	76 %

Ainsi, les réservoirs de trame bleue du SRCE sont retranscrits pour 76 % par le SCoT Provence Verte Verdon, quand les éléments de trame verte du SRCE sont eux retranscrits pour 95 %. La Trame Verte et Bleue du SCoT Provence Verte Verdon témoigne ainsi d'une excellente prise en compte du SRCE PACA et des fonctionnalités écologiques d'échelle régionales.



- 5 -

JUSTIFICATION DES CHOIX

SOMMAIRE

PREAMBULE 564

PARTIE I – GENESE DES CHOIX AU COURS DE L'ELABORATION DU SCOT 566

I.1 – LES ELUS DU TERRITOIRE AU CŒUR DE L'ELABORATION DU SCOT 566

I.2 – LA CO-CONSTRUCTION DU DOCUMENT AVEC LES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET LES ACTEURS DU TERRITOIRE .. 566

I.3 – LA CONCERTATION AVEC LE PUBLIC AU COURS DE L'ELABORATION 567

I.4 – DES ETUDES POUR APPROFONDIR ET FORMALISER LE SCOT DE 2015 A 2019 567

PARTIE II – MAITRISER LES CONDITIONS D'ACCUEIL DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE 570

II.1 - LE CHOIX D'UN SCENARIO DEMOGRAPHIQUE 570

II.1.1 - Les projections réalisées par l'INSEE 570

II.1.2 - Le choix d'objectif démographique de la Provence Verte 573

II.2 - LE CHOIX DE RENFORCER LES CENTRALITES ET DE LES EQUILIBRER DANS L'ARMATURE URBAINE 574

PARTIE III : LES CHOIX POUR RESPECTER ET POUR VALORISER LES RESSOURCES DU TERRITOIRE TOUT EN CONSERVANT UN ENVIRONNEMENT SAIN 575

III.1 – LE MAINTIEN D'UNE TRAME VERTE ET BLEUE FONCTIONNELLE ET ENCORE BIEN CONSERVEE 575

III.2 – LA PRESERVATION DES ESPACES AGRICOLES ET LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT 580

III.3 - RESPECTER ET VALORISER LES PAYSAGES ET LES PATRIMOINES 585

III.4 – LIMITER LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE (GES), DIMINUER LA CONSOMMATION D'ENERGIE ET VALORISER LES SOURCES D'ENERGIES RENOUVELABLES (ENR) 586

III.6 - LES RESSOURCES EN EAU ET CARRIERES 587

III.6.1 – La ressource en eau et les milieux aquatiques 587

III.6.2 – Gérer la ressource en granulats, répondre aux besoins et minimiser l'impact sur l'environnement 589

III.7 - OPTIMISER LA GESTION DES DECHETS DANS UNE LOGIQUE DE PREVENTION ET DE PROXIMITE 590

III.8- ASSURER UNE ANTICIPATION ET UNE DIMINUTION DES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS 592

PARTIE IV : UN DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL AU SERVICE D'UN TERRITOIRE DYNAMIQUE SOLIDAIRE ET DURABLE 594

IV.1 - LES OBJECTIFS DE CONSOMMATION ECONOME D'ESPACE A L'ECHELLE DU TERRITOIRE DU SCOT 594

IV.2 - UNE URBANISATION RAISONNEE ET ECONOME EN FONCIER 597

IV.3 - ORIENTER LA PRODUCTION DES LOGEMENTS POUR LES BESOINS DES MENAGES 599

IV.3.1 - Les objectifs globaux de production de logements 599

IV.3.2 - La répartition de l'offre nouvelle de logements par EPCI 600

IV.3.3 - Les caractéristiques de l'offre nouvelle de logements 600

IV.3.4 - Les caractéristiques de l'offre nouvelle de logements 601

IV.4 - AMELIORER L'OFFRE EN EQUIPEMENTS ET ADOSSER SON ACCESSIBILITE A LA TRAME URBAINE 601

IV.5 - LE TRANSPORT ET LES DEPLACEMENTS 602

IV.5.1 - Des axes stratégiques 602

IV.5.2 - Les bases d'un schéma de déplacement 603

IV.5.3 - Articulation Urbanisme / Transport 603

IV.6. - AMENAGEMENT NUMERIQUE 604

PARTIE V : UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENDOGENE 604

V.1 - ORGANISER ET SPATIALISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 605

V.1.1. - Une ambition de rattrapage progressif du ratio emploi / actifs 605

V.1.2 – Anticiper les besoins en foncier économique 607

V.1.3. Rééquilibrer les surfaces à créer en renforçant l'armature urbaine 608

V.2 -VERS UNE ECONOMIE ENDOGENE 610

V.3 - UN COMMERCE COHERENT ET EQUILIBRE À L'ECHELLE DU TERRITOIRE 610

PREAMBULE

Le contexte réglementaire

Article R*122-2 CU

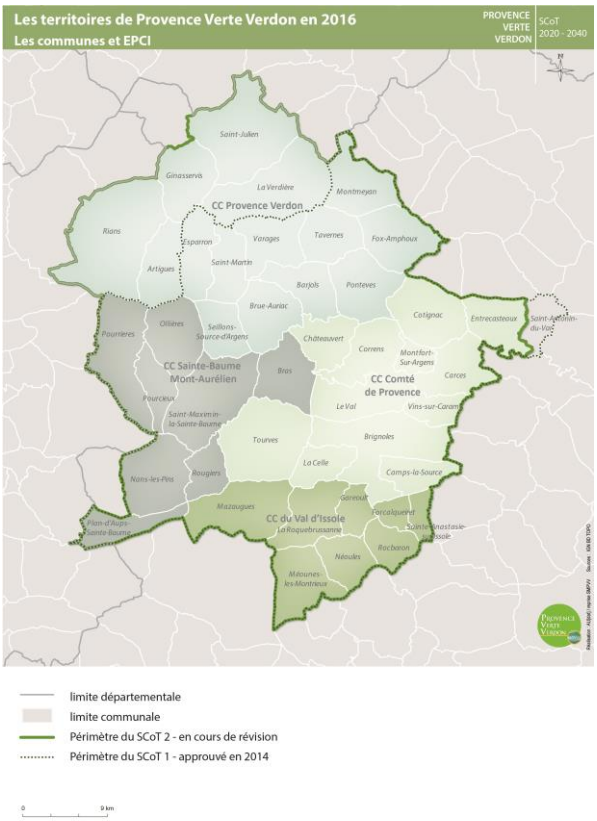
Le rapport de présentation : « 5° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs. Le cas échéant, il explique les raisons pour lesquelles des projets alternatifs ont été écartés, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du schéma »

Historique de l'élaboration du SCoT Provence Verte Verdon

De l'approbation du SCoT en 2014 à la prescription de révision du SCoT puis à l'arrêt du projet de SCoT en juillet 2019, l'histoire du SCoT Provence Verte Verdon n'est pas linéaire.

Le périmètre du SCoT initialement nommé « Provence Verte » a évolué depuis janvier 2014, suite à la réforme des collectivités locales qui a défini une nouvelle carte intercommunale :

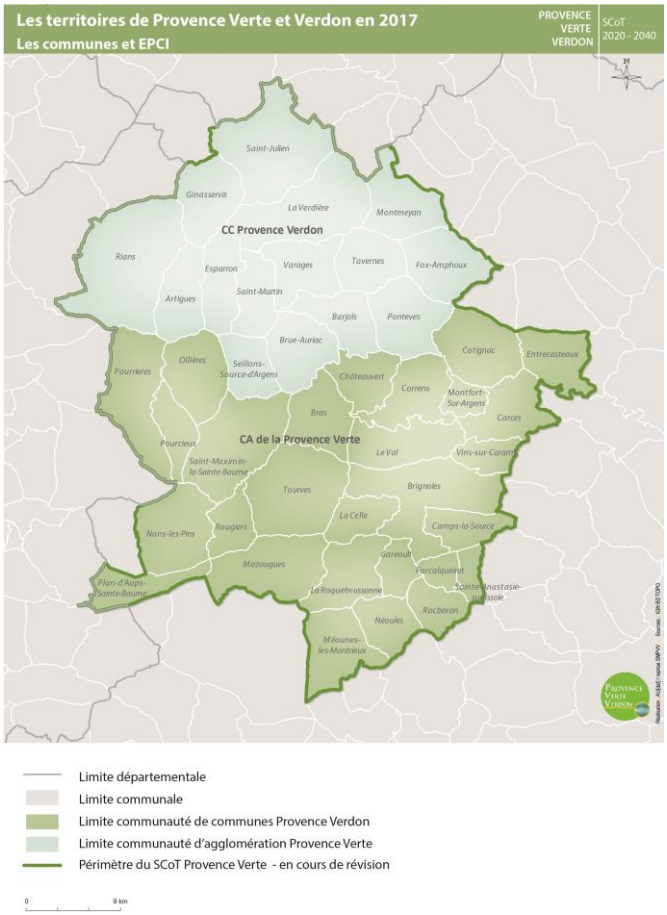
- Les Communautés de Communes de Provence d'Argens en Verdon et de Verdon Mont Major ont fusionné pour former la Communauté de Communes Provence Verdon en juillet 2014.
- La commune de Bras a quitté la Communauté de Communes Provence d'Argens en Verdon et a rejoint la Communauté de Communes Sainte Baume Mont Aurélien ;
- La commune de Saint-Antonin-du-Var a quitté la Communauté des Communes du Comte de Provence pour rejoindre la Communauté d'Agglomération Dracénoise. Ainsi, elle est sortie du SCoT Provence Verte Verdon.



Le périmètre du SCoT Provence Verte a donc été étendu aux 5 communes de Rians, Saint-Julien, Artigues, Ginasservis et La Verdière qui composaient l'ancienne CC Verdon Mont Major.

Certaines de des communes sont membres du Parc Naturel Régional du Verdon ce qui constitue une nouveauté.

La fusion des 3 Communautés des Communes de Sainte-Baume Mont Aurélien, Comté de Provence et Val d'lssole a donné au 1er janvier 2017 Ia Communauté d'Agglomération Provence Verte.



Le Parc Naturel Régional de la Sainte Baume a été créé par décret le 20 décembre 2017. Il englobe tout ou partie des communes du sud du périmètre du SCoT.

En même temps, le contexte réglementaire et régional a beaucoup évolué, avec la promulgation des Lois ALUR, Notre, ACTPE, LAAF, ... qu'il faut intégrer au SCoT et les nouveaux documents supra qui s'imposent au SCoT : Le deux Chartes des Parcs Naturels de la Ste Baume et du Verdon, le SRADDET de la région Sud PACA, le SDAGE 2016-2021, SAGE...

PARTIE I – GENESE DES CHOIX AU COURS DE L'ELABORATION DU SCOT

I.1 – LES ELUS DU TERRITOIRE AU CŒUR DE L'ELABORATION DU SCOT

Comme présenté dans le Bilan de la Concertation, l'organisation du Syndicat Mixte a été faite de manière à élargir au maximum les choix et décisions relatives aux orientations du SCoT. La préparation des décisions entre les commissions thématiques, le Bureau et le partage des connaissances lors des séminaires d'élus et des Comités syndicaux ont permis d'enrichir le document qui est soumis à l'arrêt. Les commissions n'étaient pas constituées uniquement d'élus « délégués titulaires ou suppléants » du syndicat mixte puisqu'elles ont été ouvertes très largement aux conseillers municipaux des 43 communes du territoire.

Les étapes de l'élaboration sont ponctuées de rencontres du Président et des Vice-présidents avec les conseils communautaires de la Communauté d'Agglomération Provence Verte et de la Communauté de Communes Provence Verdon. Ces moments ont été ceux d'échanges approfondis sur le contenu du document et notamment sa mise en œuvre post-approbation.

I.2 – LA CO-CONSTRUCTION DU DOCUMENT AVEC LES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET LES ACTEURS DU TERRITOIRE

Les Personnes Publiques Associées (PPA) à l'élaboration du SCoT l'ont été bien en amont de l'arrêt et tout au long du processus qui y mène. Pour plus de détail il est possible de se reporter au « Bilan de la Concertation » sur l'association des PPA. Quoiqu'il en soit, les services techniques des PPA ont été associés tout au long de l'élaboration de la rédaction des cahiers des charges des études, à leurs suivis et aux rendus finaux, jusqu'aux réunions de restitutions des principales phases d'élaboration aux autorités exécutives des PPA. Une réunion de présentation du PADD du SCoT, en janvier 2019 a été organisée dans le cadre de la concertation avant l'arrêt du document. Des réunions de travail techniques ont été menées durant 2018 et 2019 sur le projet de DOO soumis à l'arrêt, notamment avec les services de l'État, de la Région, du Département, les chambres consulaires, l'Agence de l'eau.

I.3 – LA CONCERTATION AVEC LE PUBLIC AU COURS DE L'ELABORATION

Une période d'échanges en réunions publiques a eu lieu en juin 2019, ainsi que la délibération n°006/2016 du 27 janvier 2016 sur les modalités de la Concertation l'a définie.

On peut considérer que les modalités de la Concertation ont été remplies et que la Concertation a permis au public d'exprimer ses remarques sur le document. Pour plus de détail il est possible de se reporter au « Bilan de la Concertation ».

I.4 – DES ETUDES POUR APPROFONDIR ET FORMALISER LE SCOT DE 2015 A 2019

Le diagnostic élaboré pour le SCoT approuvé en 2014 a été actualisé et approfondi.

A l'issue de sa présentation au Comité Syndical, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) a été rédigé. Ce PADD reprend la quasi-totalité des objectifs du SCoT de 2014 mais il a été adapté au contexte du nouveau périmètre, et proposé au débat du Comité Syndical le 22 octobre 2018. Le Comité Syndical a souhaité que soient approfondis des points soumis lors de ce débat, soit les thèmes de la perspective démographique, de la définition du besoin associé en logements, sur les besoins économiques, sur la question foncière notamment agricole et enfin sur l'équilibre de l'aménagement commercial. Il a donc été décidé de réaliser un Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC), qui est document optionnel au sens de la loi. Par ailleurs, une prospective a été faite pour définir le schéma d'accueil foncier des activités et des emplois en Provence Verte.

L'étude de critérisation d'implantation des centrales photovoltaïques au sol

Terminée en février 2017 par le **Cabinet Biotope**, cette étude a permis de faire un point à un temps « t » sur les centrales photovoltaïques au sol existantes, sur les interlocuteurs publics ou privés liées à ces installations, sur les cadres juridiques, etc. Elle a proposé des critères d'implantations de centrales au regard des enjeux du territoire, réalisé un guide à destination des élus. Depuis 2017, les données de cette étude, notamment sur l'inventaire et l'état d'avancement des centrales ont été mis à jour en régie par le Syndicat mixte.

L'étude sur la mise en œuvre du principe de compensation agricole du SCoT

Réalisée par le groupement **Terres et Territoires, SAFER PACA, BEGEAT**, cette étude achevée en décembre 2017 a réalisé un mode d'occupation des sols agricoles, défini les notions reprises au PADD et DOO de « consommation d'espace agricole », de terres « agricolables » et posée les fondements d'un dispositif de mise en œuvre de ce principe de compensation à la suite de l'approbation du SCoT. Cette étude a permis de définir un processus de compensation, ultime recours à l'urbanisation des terres agricoles, qui permet aux communes de réaliser leurs projets urbains sous certaines

conditions, tout en garantissant le maintien, voir l'extension du foncier dévolu à l'agriculture. Cette étude propose des fiches de mise en œuvre d'actions de protection des terres agricoles aux communes.

L'étude de la finalisation du mode d'occupation du sol et étude sur la consommation d'espaces

L'étude du mode d'occupation des sols de la Provence Verte Verdon a été réalisée par le **syndicat mixte en régie** entre 2017 et 2019. Toutefois un soutien ponctuel a été trouvé auprès du **Cabinet TTI Production** entre octobre et décembre 2018 pour la finalisation de la numérisation et la photo-interprétation d'une quinzaine de communes en 2003 et 2017. Cette étude a permis de concrétiser l'analyse de la consommation d'espace qui figure au rapport de présentation du SCoT, mais aussi de caler les objectifs de réduction de cette consommation dans les orientations et objectifs du DOO.

Sur l'urbanisme commercial

Ceci a consisté à définir l'évolution de l'équipement commercial de la Provence Verte Verdon au regard des besoins des habitants. Sa plus grosse contribution incorpore au SCoT des orientations stratégiques sous la forme du Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC).

Une programmation équilibrée du développement commercial du territoire a été recherchée, entre les « petits » commerces indépendants (les commerces de rues/places) et les Grandes et Moyennes Surfaces (GMS) en fonction des échelles de échelles de territoires desservies : bassin de vie, Pays, régional.

Le DAAC issu pour une bonne part de cette étude s'attache à contenir l'aménagement commercial, notamment dans les zones desservies par des transports collectifs afin de limiter les déplacements en voiture et favoriser les modes de déplacements « doux ».

Ce volet commercial a également proposé des actions d'amélioration de la qualité des espaces commerciaux parce que les commerces sont aussi la vitrine du territoire. Ainsi, cette étude a posé les bases d'orientation pour des aménagements d'espaces commerciaux aux qualités paysagères et urbaines valorisantes qui prennent en compte aussi la production d'énergies renouvelables.

La maîtrise d'œuvre de cette étude a été confiée au Cabinet PLANèD. Outre les objectifs de l'étude, le prestataire a eu en charge l'animation d'ateliers de travail et de visites de terrain pour un élargissement de l'audience et des points de vue sur la question commerciale.

Le volet Environnemental

L'objectif général de cette prestation a été de prendre en compte l'élargissement du périmètre aux 5 communes supplémentaires, de prendre en compte les documents supra SCoT qui ont été approuvés depuis janvier 2014 (SRCE, SDAGE, SAGE, SRADDET...) et donc :

- de compléter l'« État Initial de l'Environnement » en apportant des réponses aux remarques formulées par les Personnes Publiques Associées ;
- de réaliser l'« Évaluation Environnementale » des incidences des orientations du SCoT telle qu'elle est prévue par la Loi.

Cette prestation a dû abonder la démarche d'élaboration du SCoT dans sa partie stratégique pour accompagner les élus dans l'écriture du DOO et des documents graphiques. La maîtrise d'œuvre de cette étude a été confiée au Cabinet **Ecovia** en tant que mandataire et expert biodiversité.

L'étude pour la définition des besoins économiques

Les constats présentés dans le Diagnostic du SCoT ont mis en avant un manque d'harmonisation des projets de foncier économique à l'échelle de Provence Verte Verdon. L'anticipation du foncier nécessaire à l'installation des entreprises existe mais elle n'est pas coordonnée entre documents d'urbanismes communaux. Les orientations du PADD mentionnent le besoin d'une coordination de cette question centrale au développement de la Provence Verte. Les objectifs de cette partie de l'étude pour la finalisation du SCoT ont été de définir un volume de foncier économique. La stratégie économique de 2014, basée sur une étude éponyme avant le premier SCoT est toujours d'actualité. Cette stratégie avait été partagée en son temps par l'ensemble des acteurs publics et privés. Elle consiste donc toujours à doter le territoire d'une identité économique forte et attractive et à définir les modalités de pilotage de la politique économique à l'échelle du territoire en concertation avec l'ensemble des acteurs publics et privés. Le bureau d'études PLANèD et le SMPPV ont travaillés avec les communes et les intercommunalités pleinement compétentes aujourd'hui sur la question foncière économique.

Une mission d'assistance juridique

Cette mission a consisté à argumenter juridiquement les orientations les plus volontaristes du SCoT et à anticiper les aspects contentieux des orientations prises. De plus, elle consiste à accompagner la phase d'enquête publique, les avis et accords à rendre par le SMPVV et les modifications juridiques liées à l'intégration de nouvelles communes dans le périmètre du SCoT ou l'intégration de nouvelles réglementations touchant le SCoT, sa mise en œuvre ou son portage. La mission a été confiée au cabinet **d'Avocats Laurent DUCROUX.**

PARTIE II – MAITRISER LES CONDITIONS D'ACCUEIL DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

L'ambition est de maîtriser et de mieux territorialiser le développement de la Provence Verte. Le projet du territoire est construit sur la base des besoins à structurer pour la population à l'horizon 2040, soit 20 ans après l'approbation du SCoT début janvier.

Le territoire a connu un taux de croissance démographique annuel moyen de 2,4% entre 1999 et 2006, puis 2,1% par an entre 2006 et 2010. Ce rythme, d'après les observations, poursuit son inflexion : ainsi entre 2010 et 2015 ce rythme a été de 1,487% par an

	1990	*1999*	*2010*	*2015*
Population SCoT	67 149	84 358	110 357	118 809
Croissance annuelle sur lapériode intercensitaire passée	*4,217%*	*2,567%*	*2,723%*	*1,487%*

L'enjeu n'est pas tant de fixer de façon théorique une croissance démographique qui est liée au solde migratoire et dont les raisons sont multifactorielles : attractivité économique de la région Sud PACA, prix du foncier, vitesse de déplacement, attractivité du cadre de vie. Il est également de déterminer les conditions d'accueil de la population dans l'espace et dans le temps, en jouant sur la localisation à l'échelle du territoire, puis à l'échelle des communes, puis sur le phasage de cet accueil.

La mise en cohérence du projet du SCoT réside donc surtout dans la localisation du logement et le développement de l'activité économique le long des Axes A8/RDN7 et RD43 et des centralités du territoire afin de limiter la consommation d'espace et les déplacements, tout en préservant le cadre de vie. C'est pourquoi le projet du territoire décliné au PADD puis au DOO consiste à s'appuyer sur l'armature urbaine pour accueillir la croissance démographique et donc à renforcer les centralités des villes-centres que sont Brignoles et Saint-Maximin et des communes relais de centralités que sont Rians, Barjols, Carcès, Garéoult-Rocbaron.

II.1 - LE CHOIX D'UN SCENARIO DEMOGRAPHIQUE

II.1.1 - Les projections réalisées par l'INSEE

En novembre 2017, l'Insee et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur lNSEE ont établi de nouvelles perspectives démographiques pour accompagner les politiques territoriales ; ces nouvelles projections ont été réalisées par l'Insee à partir du modèle de projection Omphale 2017.

Établis en particulier pour le SCoT de la Provence Verte Verdon, quatre scénarios ont été ainsi élaborés :

Projection selon quatre scénarios à l'horizon 2030 et 2050

	Population			Évolution en %	
	2013	2030	2050	2013 -2030	2013 -2050
Population haute	115 600	137 300	155 700	18,7	34,7
Central	115 600	133 600	144 000	15,6	24,6
Population basse	115 600	130 500	134 000	12,8	15,9
Sans migrations	115 600	117 100	116 200	1,3	0,5

Source : Insee, Omphale 2017

	Période 2013-2030					Période 2013-2050				
	En nombre	En moyenne annuelle	Taux annuel moyen %	dont contribution du solde naturel	dont contribution solde mi-gratoire	En nombre	En moyenne annuelle	Taux annuel moyen %	dont contribution du solde naturel	dont contribution solde mi-gratoire
Population haute	+ 21 700	+ 1 270	+ 1,0	+ 0,1	+ 0,9	+ 40 100	+ 1 080	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,7
Central	+ 18 000	+ 1 060	+ 0,9	+ 0,0	+ 0,8	+ 28 400	+ 770	+ 0,6	- 0,1	+ 0,7
Population basse	+ 14 900	+ 870	+ 0,7	- 0,1	+ 0,8	+ 18 400	+ 500	+ 0,4	- 0,3	+ 0,7

Source : Insee, Omphale 2017

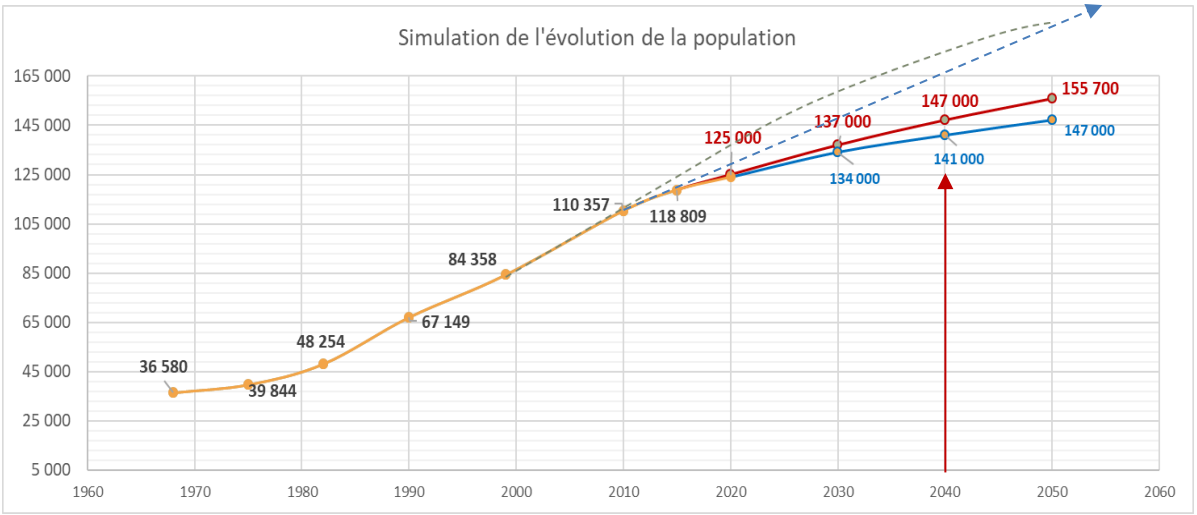
Ainsi qu'on le voit, la différence entre les scénarios, particulièrement entre le scénario « central » et le scénario « population haute » provient à la fois d'un moindre solde naturel (0,0 au lieu de +0,1) et d'un moindre solde migratoire (+0,8 au lieu de +0,9).

Les scénarios alternatifs

La prospective proposée met en œuvre 2 principes :

- **Scénario 1** -Une inflexion de la dynamique démographique qui se poursuivrait de façon « tendancielle » pondérée,
- **Scénario 2 -** Une rupture à la baisse amplifiée dans les prochaines années par rapport à celle observée vers 2010.

On obtient ainsi 2 scénarios dont le plus élevé (S1) correspond au scénario haut de l'INSEE et le plus bas (S2) à un scénario un peu plus élevé que le scénario central :



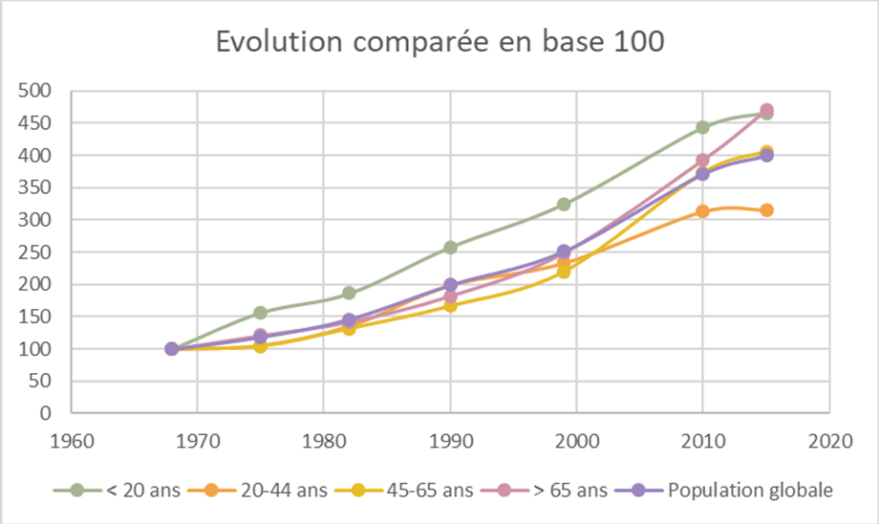
Les deux scénarios sont plus faibles que la simple tendance qui, par prolongation de la courbe 2010-2015, donnerait une population d'environ 165.000 habitants pour le territoire du SCoT en 2040.

	1990	*1999*	*2010*	*2015*	*2020*	*2030*	*2040*	*2050*
S1 Pop Hyp haute	67 149	84 358	110 357	118 809	127 000	137 000	147 000	155 700
	4,217%	*2,567%*	*2,723%*	*1,487%*	*1,342%*	*1,527%*	*0,707%*	*0,577%*
S2 Pop hyp basse	67 149	84 358	110 357	118 809	125 000	134 000	141 000	147 500
	4,217%	*2,567%*	*2,723%*	*1,487%*	*1,021%*	*1,400%*	*0,510%*	*0,452%*

À l'horizon 2040, selon le scénario haut (S1), la population projetée serait de 147 000 habitants soit une croissance moyenne annuelle de 0,734%/an sur la période (2020-2040). Selon le scénario bas (S2), la population 2040 serait de 141.000 habitants avec +0,604% / an (sur 2020-2040).

Éléments qualitatifs susceptibles d'aider le choix des élus

L'observation des tranches d'âges sur les dernières années 1999-2010 et 2010-2015 montrent des éléments relatifs à l'équilibre générationnel de la population de la Provence Verte Verdon :



- Toutes les tranches d'âges participent au changement de rythme démographique vers 2010, hormis la tranche des +65 ans qui continue sa progression et voire même l'accélère ;
- Les 45-65 ans connaissent une évolution sensiblement parallèle à la tendance globale
- Les -20 ans connaissent une évolution un peu plus rapide que la tendance globale
- Les 20-44 ans connaissent une stabilisation nette de leur nombre.

Le changement de rythme démographique que l'on observe vers 2010 est provoqué de façon significative par les tranches des -20 ans et surtout celle des 20-44 ans. Cette dernière tranche est concernée plus que toute autre par les migrations dont le taux de +2,5% /an entre 1999 – 2010 est descendu à +1,4%/an entre 2010 et 2015.

Or, si cette tranche des 20-44 ans qui comprend la majorité des personnes en âge d'avoir des enfants se stabilise voire baisse, le nombre des 20-44 ans risque d'être pénalisé de façon significative.

On peut donc retenir le principe que l'équilibre générationnel de la SCoT Provence Verte Verdon dépend essentiellement de sa capacité à attirer de migrations et notamment celles des 20-45 ans.

II.1.2 - Le choix d'objectif démographique de la Provence Verte

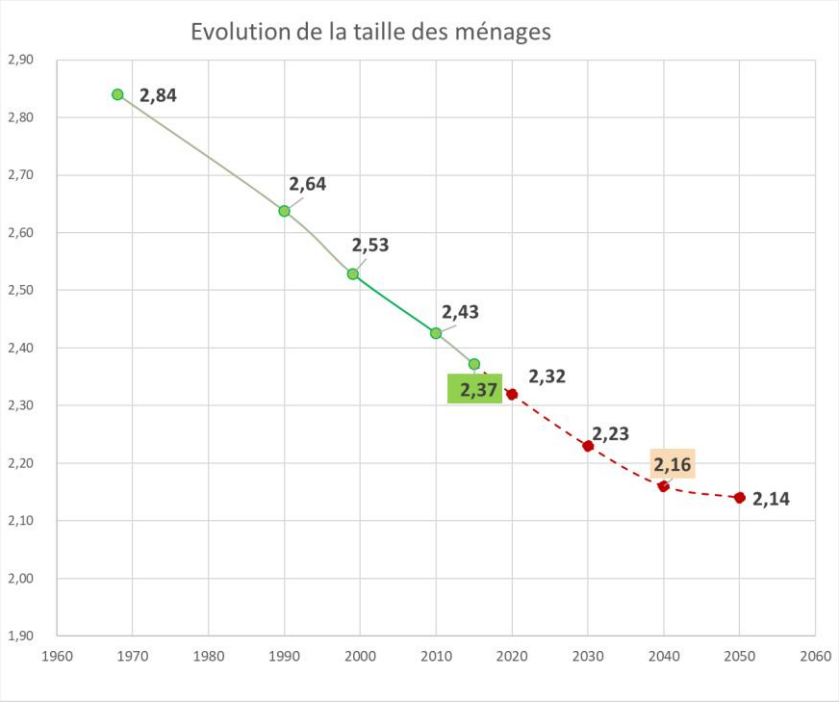
L'ambition du SCoT de la Provence Verte concerne l'équilibre générationnel et veut donner toute sa chance au maintien voire à la redynamisation des 20-44 ans.

La deuxième hypothèse a donc été retenue, car :

- Elle correspond à une poursuite des évolutions démographiques observées ces dernières années, sans rupture ;
- Elle poursuit les tendances structurelles de l'attractivité du territoire envers les populations d'actifs et familiales ;
- Elle prend en compte la croissance du phénomène de vieillissement de la population et la décohabitation prévisible des ménages familiaux eu égard au passage à l'âge adulte de nombreux habitants d'ores et déjà présents en Provence Verte Verdon.

Ainsi, le plafond d'accueil démographique total de la Provence Verte est une population de 147 000 personnes.

Avec l'hypothèse d'une poursuite pondérée de **la baisse du nombre de personnes par ménages**,



Cela se traduit par 13.200 ménages supplémentaires sur 20 années sur la période 2020-2040.

II.2 - LE CHOIX DE RENFORCER LES CENTRALITES ET DE LES EQUILIBRER DANS L'ARMATURE URBAINE

La vitesse du développement de la Provence Verte résulte de l'arrivée d'une population cherchant d'abord une implantation résidentielle. Cette pression démographique a été plutôt subie par des documents d'urbanisme ne maitrisant pas voire peu leur foncier, des axes routiers sécurisés accélérant le temps de transit entre habitat et emploi, des prix moyens de foncier moindre que sur les territoires voisins.

Cette logique de développement s'est faite sans anticipation ni choix collectifs de localisation et sans que les niveaux d'emplois et de services ne soient organisés pour accompagner cette croissance. Tout ceci a conduit à une dilution des centralités urbaines, à la perte de dynamisme de centres urbains et à l'affaiblissement des logiques de proximité sous l'impact d'aménagements économiques, commerciaux trop souvent positionnés en périphérie des centres villes ou de village ce qui ne donnait aucune alternative au « tout automobile ».

Mais l'évolution de la population présente dans la Provence Verte Verdon (20.000 habitants supplémentaires dans 20 ans) implique de nouveaux besoins et de nouvelles réponses en termes d'aménagement du territoire.

Le vieillissement des personnes, le souhait d'inscrire son parcours résidentiel au sein de la Provence Verte pour les personnes y résidant déjà (en particulier les jeunes) et la nécessité de consolider le lien des habitants avec leur territoire de vie nécessite de consolider et de conforter les centres urbains sur la base de l'armature urbaine de la Provence Verte. Ceci se traduit par une mise en cohérence, poursuivie par le SCoT, des politiques de l'habitat, de l'économie, de la mobilité et de l'équipement à la hauteur des exigences de la population présente et future de la Provence Verte. Ceci mène logiquement à la définition d'une planification locale, nécessaire anticipation des aménagements, planification qui n'est autre que le « **S**chéma de **Co**hérence **T**erritoriale ».

En fonction de leur rayonnement, les communes n'ont pas toutes le même rôle dans le fonctionnement interne au territoire, ni même dans les liens qui les unissent aux territoires voisins. Ce rayonnement est tributaire de la qualité, de la quantité et de l'accessibilité aux équipements publics ou privés.

Le choix est d'organiser le développement au service d'une armature urbaine claire et assumée. Ceci consiste à rééquilibrer le développement du territoire dans une logique de complémentarité et de concertation entre les communes qui ont le même niveau de rayonnement, sans concurrence ou opportunisme afin de renforcer l'autonomie des bassins de vie, d'améliorer la qualité de vie et de limiter les déplacements.

Très concrètement, les choix de hiérarchie de la voirie et du schéma de déplacements, le développement de la production nouvelle de logements et les densités résidentielles attendues, la localisation de l'offre commerciale, l'implantation et la confortation des espaces économiques et l'ambition de renforcement de l'offre d'équipements et de services proposés par le SCoT concourent à et sont inspirés par cette armature urbaine.

PARTIE III : LES CHOIX POUR RESPECTER ET POUR VALORISER LES RESSOURCES DU TERRITOIRE TOUT EN CONSERVANT UN ENVIRONNEMENT SAIN

III.1 – LE MAINTIEN D'UNE TRAME VERTE ET BLEUE FONCTIONNELLE ET ENCORE BIEN CONSERVEE

Introduite par les lois Grenelle 1 et 2 sur l'Environnement (2009 et 2010) la constitution d'une Trame verte et bleue est l'outil de prise en compte de la biodiversité et des continuités écologiques dans le SCoT et les autres documents d'urbanisme.

La Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 121 définit les objectifs de la Trame Verte et Bleue. L'article L141-5 du Code de l'Urbanisme indique que les SCoT doivent déterminer les conditions permettant d'assurer les équilibres entre développement urbain et utilisation économe des espaces, l'identification, la préservation de la biodiversité et des corridors écologiques. L'Article L141-10 du Code de l'urbanisme indique que le Document d'Orientations et d'Objectifs doit déterminer les espaces et sites naturels, agricoles, forestiers ou urbains à protéger, et doit préciser les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité et à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques. Le SCoT devra également prendre en compte le Schéma Régional de Cohérence Écologique établi conjointement par l'État et la Région et annexé au SRADDET arrêté à l'automne 2018.

Si le territoire de la Provence Verte Verdon est caractérisé par la prédominance de ses milieux naturels et notamment forestiers (voir l'« État Initial de l'Environnement »), certains éléments fragmentant (A8 notamment) ou projets de développement peuvent néanmoins entrainer une perte de la biodiversité par fragmentation ou destruction d'espaces naturels. En effet, pour survivre une espèce doit disposer d'un territoire de taille suffisante et des voies de déplacement nécessaires pour réaliser la totalité de son cycle vital (reproduction, alimentation, repos, nidification…). Le but est donc d'identifier, de préserver et de restaurer un réseau écologique cohérent et fonctionnel permettant aux espèces animales et végétales de réaliser la totalité de leur cycle vital.

Le SCoT a donc réaffirmé dans son PADD le caractère structurant des espaces naturels et agricoles dans le projet de développement du territoire et notamment la priorité du maintien d'une Trame Verte et Bleue fonctionnelle.

Pour cela, la méthode utilisée (voir l'« État Initial de l'Environnement »), a consisté en une analyse objective du réseau écologique du territoire, homogène et standardisée à partir de son occupation du sol. Elle est fondée sur une analyse paramétrable de l'occupation du sol à travers le filtre de l'écologie du paysage, au moyen d'un Système d'Information Géographique (SIG) et fait également intervenir des modélisations du déplacement des espèces animales.

4 types de composantes ont été cartographiés et définis ci-dessous :

Type de composante	Définition Écologique
Cœur de nature ou réservoir de biodiversité	Espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.
Axe de déplacement ou corridor écologique	Axes de liaison qui assurent des connexions entre des cœurs de nature, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. 3 types : ▪ Structures linéaires (chemins, haie, cours d'eau et leurs rives…) ▪ Structures en pas japonais (ponctuation d'ilots refuges, mares, bosquets) ▪ Matrices paysagères : type de milieu paysager dominant sur le territoire d'étude,…
Zone d'extension de cœur de nature	Zones de transition, à l'interface des cœurs de nature et de la matrice dominante du territoire. Elles ont plusieurs rôles à jouer. Ce sont les zones à privilégier pour le développement des réservoirs de biodiversité à travers la restauration ou le renforcement de leurs qualités, capacités et fonctions écologiques. Par ailleurs, ces zones jouent un rôle dans la protection des cœurs de nature contre les perturbations extérieures. Elles ont en effet un rôle de zone tampon entre les zones de plus forte biodiversité et les zones dédiées aux activités humaines, tout particulièrement aux abords des secteurs urbanisés.
Zone relais	Espaces de « nature ordinaire » avec une potentialité d'accueil des espèces plus faible mais qui peuvent jouer un rôle pour la survie des espèces qui les utilisent pour leur déplacement.

Cette méthode présente l'originalité forte d'intégrer dans ses calculs la fragmentation existante du territoire pour un résultat au plus proche de la réalité de terrain mais ne constitue qu'une aide à la décision pour définir les composantes du réseau écologique. Elle est ensuite confrontée aux inventaires du patrimoine naturel et aux enjeux paysagers et mise en lien avec les observations de terrain, les savoirs des acteurs du territoire (consultations) et le dire d'experts naturalistes du territoire.

La modélisation du réseau écologique du territoire d'étude a comporté quatre étapes principales :

- l'identification des sous-trames pertinentes à l'échelle de l'aire d'étude, sur la base essentiellement de son occupation du sol ;
- la caractérisation des réservoirs de biodiversité (ou cœurs de nature) potentiels à l'échelle du territoire considéré ;
- la définition des corridors écologiques potentiels entre ces zones sources de biodiversité ;

- la révélation des espaces naturels relais jointifs aux corridors de chaque sous-trame, des zones d'extension de cœurs de nature ainsi que des points de fragmentation sur lesquels doivent porter les efforts de préservation voire de restauration.

Ce travail fait ressortir l'exceptionnelle qualité de la Trame Verte et Bleue sur toute la Provence Verte, avec un ensemble de corridors favorisant des déplacements multiples et se faisant de manière diffuse sur le territoire.

Pour définir les cœurs de nature, un croisement du potentiel identifié par la modélisation a été fait avec les outils d'inventaire et de protection du patrimoine naturel existant sur le territoire. **Il a ensuite été choisi de retenir l'ensemble des secteurs connus pour leur caractère patrimonial (ZNIEFF et Natura 2000) comme cœurs de nature.**

Les domaines vitaux de l'Aigle de Bonelli identifiés dans le Programme National d'Action ont également été intégrés dans la Trame Verte et Bleue du SCoT : 52% en cœur de nature, 17% en extension de cœur de nature et 6% en corridor écologique. Près de 75% de la superficie des domaines vitaux de l'Aigle de Bonelli dans le SCoT sont préservés par des prescriptions fortes. Le reste correspond à des milieux déjà artificialisés (5%) et à des zones relais (20%).

Seule la ZNIEFF de la Plaine de la Roquebrussanne n'a cependant pas été prise en compte car son potentiel était plus faible que pour les autres zonages. De même, les ZNIEFF concernant des tronçons de cours d'eau en dehors des sites Natura 2000 n'ont pas été retenues comme cœurs de nature, ces éléments linéaires auront un rôle à jouer comme corridors.

Certains périmètres Natura 2000 intègrent tout ou partie des espaces urbains des villages tels que Correns, Plan d'Aups, Cotignac, Nans les Pins…

En complément du travail spécifique développé par le SCoT, le projet de trame verte et bleue (TVB) du SCoT transpose les éléments de réservoirs de biodiversité des Parcs Naturels Régionaux (PNR) du Verdon et de la Sainte-Baume.

Le contenu de la Charte du PNR Ste Baume et plus précisément : ***l'ambition 2 orientation 4 « Disposition Pertinente » M8 – Protéger le socle agricole, naturel et paysager*** *contient la disposition suivante : « Protéger les paysages remarquables, les réservoirs de biodiversité et les paysages agricoles sensibles, qui n'ont pas vocation à être ouverts à l'urbanisation. [...]*

De ce fait, dans le périmètre du PNR SB cette disposition sera transposée dans le SCoT dans un principe de compatibilité et donc reprenant cette disposition dans le DOO ces espaces ne pourront être urbanisés. La TVB du SCoT, pour les communes sises dans le périmètre du PNR SB extrudera les espaces urbains comme le représente le Plan de Parc.

Par contre, le choix des élus n'a pas été d'étendre ces dispositions de la Charte du PNR SB à l'intégralité des 43 communes du périmètre du SCoT.

Dans les communes, hors PNR Ste Baume, dont tout ou partie des espaces déjà urbanisés sont inclus dans un « cœur de nature » (ou « réservoir de biodiversité »), le choix a été de ne pas « détourer » les espaces urbains au sein des cœurs de nature, afin de maintenir des entités géographiques cohérentes calées sur les périmètres Natura 2000 initialement définis. Ces espaces urbains font

l'objet d'orientations particulières au sein du DOO visant à minimiser les impacts sur l'environnement. Ces orientations consistent à procéder à un développement urbain dans la continuité de l'enveloppe urbaine et des performances environnementales renforcées.

Concernant le projet de TVB du PNR Verdon, il a été identifié par le PNRV des réservoirs de biodiversité sur son périmètre d'étude (plus large que le périmètre officiel).

Afin de ne pas imposer des choix du PNR Verdon à des communes qui, aujourd'hui ne sont pas adhérentes, il a été décidé de transposer les réservoirs de biodiversité du PNRV, pour les communes adhérentes au Parc (Saint-Julien, La Verdière, Ginasservis), en tant que cœur de nature; et pour les communes non adhérentes de les transposer en tant que zone d'extension de cœur de nature.

Notons que le centre du territoire, malgré un potentiel de cœur de nature élevé, n'est pas concerné par des zonages environnementaux. Il n'est pas retenu comme cœur de nature, cependant il a un rôle à jouer dans les échanges entre les cœurs de nature. **Aussi le choix a été fait de mettre en évidence des zones qui constituent des espaces pouvant être utilisés par les espèces dans leurs déplacements quotidiens ou saisonniers. Ces zones sont appelées zones relais, constituent des espaces qui participent à la réalisation de tout ou partie des cycles de vie de ces espèces. Elles sont référencées dans la cartographie du DOO.**

En plus de ce rôle de relais, certains espaces ont une plus grande importance du fait de leur positionnement à proximité immédiate des cœurs de nature. Ils ont un rôle de zone tampon entre les zones de plus forte biodiversité et les zones dédiées aux activités humaines, tout particulièrement aux abords des secteurs urbanisés. À ce titre, **il a été décidé d'identifier ces secteurs comme zones d'extension autour des cœurs de nature,** définissant ainsi de grandes entités géographiques fonctionnelles.

Il est généralement attendu dans un projet de TVB d'identifier des corridors écologiques entre les réservoirs de biodiversité. Ces corridors sont des espaces de déplacements privilégiés pour les espèces. La modélisation a permis d'identifier un ensemble de corridors relativement nombreux et complexes. **La matrice naturelle étant prédominante en Provence Verte Verdon, très préservée et extrêmement fonctionnelle, les déplacements se font de manière diffuse sur la quasi-totalité du territoire. En Provence Verte Verdon, c'est donc l'ensemble des espaces naturels référencés qui participent aux déplacements des espèces.**

Ainsi, il a été fait le choix de faire figurer uniquement des corridors écologiques participant au réseau écologique départemental voire régional, afin de témoigner de l'importance de leur maintien du fait de leur rôle à une échelle plus large que le SCoT Provence Verte Verdon.

Quelques secteurs à enjeux, **qui présentaient des fragilités particulières pour le déplacement des espèces, ont été cartographiés. Ces points de fragilités spécifiques ont fait l'objet de zoom dans le DOO sur des éléments particuliers et d'un encadrement *ad hoc* dans l'écriture du DOO. Il a été choisi de mettre en évidence les points de fragilité sur ces corridors et les points de restauration potentiels. Cela concerne des points d'intersection entre les continuités et l'autoroute A8 d'une part, mais aussi des rétrécissements des corridors liés à l'extension de l'urbanisation d'autres parts.**

Aussi, le SCoT s'est appuyé sur ces différents éléments pour orienter vers la conservation de la Trame Verte et Bleue :

- La préservation des cœurs de nature ;
- Le maintien de la fonctionnalité des corridors écologiques terrestres et aquatiques ;
- Le renforcement du rôle écologique des zones d'extension ;
- La préservation de la qualité naturelle des zones relais.

Le DOO a ensuite décliné ces orientations pour rendre opérationnelle la préservation de la Trame Verte et Bleue, les principaux objectifs étant de :

- Délimiter à l'échelle locale les cœurs de nature et les corridors identifiés sur la carte de la Trame Verte et Bleue et renforcer leur statut réglementaire au sein des PLU afin de conserver leur surface, leur intégrité écologique et leur fonctionnalité par une mobilisation des différents outils existants ;
- Préserver les ripisylves, les zones humides, maintenir des couloirs non bâtis le long des cours d'eau ;
- Maintenir la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue au niveau des points de fragilité en renforçant le statut réglementaire à ces points de passage ;
- Favoriser des actions de restauration par des actions foncières et de gestion adaptée au niveau des points de rupture identifiés du fait du passage de l'autoroute.

III.2 – LA PRESERVATION DES ESPACES AGRICOLES ET LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

La Loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement précise que le droit de l'urbanisme devra lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, les collectivités territoriales fixant des objectifs chiffrés en la matière après que des indicateurs de consommation d'espace auront été définis. […]. Cette Loi rappelle aussi la vocation productive de l'agriculture pour les besoins alimentaires et son besoin d'adaptation au changement climatique et de limitation de son impact sur les ressources.

La Loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture vise à inscrire l'agriculture et la forêt dans un développement durable des territoires. Elle affiche l'objectif de réduire le rythme de consommation d'espaces agricoles de 50% d'ici 2020 et créer une commission départementale de la consommation des espaces agricoles.

Un ralentissement des pertes des espaces agricoles. Le deuxième type d'espaces occupant le plus de superficie est celui des espaces agricoles. Ils sont essentiellement situés en plaine et sur les coteaux et occupent, en 2014, 29 394 ha soit plus de 18% du territoire.
Entre 2014 et 2017, 80 ha d'espaces agricoles mutent en espaces artificialisés mais cette consommation est à 53% à l'intérieur de l'enveloppe urbaine[1]. En réalité, l**e solde des espaces agricoles indique une stabilisation voire une augmentation très légère (+4.5ha). Les gains sont faits sur les espaces naturels (+50ha) et forestiers (+40ha).** Les pertes le sont au profit des espaces naturels et forestiers (-10ha) pour l'artificialisation (-80ha). Ces chiffres indiquent la mise en œuvre des orientations du SCoT de 2014.

L'activité agricole est une richesse et une opportunité considérable pour le territoire. Disposant d'un terroir à fort potentiel (terres et produits) support d'une agriculture encore dynamique et notamment d'une viticulture compétitive, la Provence Verte Verdon est également un territoire proche de gros bassins de consommation, les métropoles, avec des accès autoroutiers facilitant les mouvements de populations et de marchandises. Aussi des opportunités sont à saisir en termes de diversification des produits et activités agricoles (maraîchage, cultures anciennes à valeur identitaire, cultures énergétiques, production d'éco-matériaux de constructions, agritourisme...) et de dynamisation des circuits courts et de la vente directe. Le maintien de l'activité agricole est également indispensable pour l'identité territoriale qui s'appuie largement sur les paysages façonnés par l'agriculture.

[1] Enveloppe urbaine : elle est définie comme l'ensemble de l'espace urbain déjà bâti et équipé, en continuité des noyaux villageois ou hameaux densément habités.

C'est pourquoi, le SCoT entend garder à l'agriculture une place centrale aujourd'hui et demain, en tant qu'activité économique à part entière qui contribue à son aménagement.

Pour protéger efficacement les terres agricoles de l'urbanisation, le SCoT entend favoriser le développement des différentes fonctions de l'agriculture : économique, paysagère, pédagogique, sanitaire et sociale, environnementale.

Cette dimension multifonctionnelle assure la légitimité et la pérennité des activités agricoles.

Néanmoins, le maintien et le développement de l'outil et de l'activité agricole passeront avant tout par la préservation des terres agricoles, **le foncier agricole est donc l'élément fondamental d'une politique agricole à l'échelle du SCoT**.

Le choix fait dans le PADD est donc d'afficher une lisibilité à long terme pour les terres agricoles en se fixant comme objectif de maintenir une enveloppe foncière agricole a minima équivalente à l'actuelle. L'objectif est de préserver les espaces agricoles de toute forme d'artificialisation par une maîtrise de l'étalement urbain, en utilisant de manière optimale les espaces déjà urbanisés et en évitant le morcellement des terres agricoles.

Le DOO est venu préciser cette orientation afin de pouvoir la rendre opérationnelle. Le SCoT définit l'enveloppe foncière agricole, sur la base d'une analyse précise de l'occupation des sols établie à partir d'interprétation d'imageries aériennes de l'IGN et diffusées par le Centre Régional d'Information Géographique pour les années 2003, 2014 et 2017. L'analyse de ces données a été réalisée en interne sur une base méthodologique pratiquée largement dans la région par les autres territoires de SCoT.

Le détail de cette analyse de la consommation est précisé au Rapport de Présentation du présent projet de SCoT. Il s'agit d'un élément objectif sur lequel s'appuyer qui donne l'avantage d'une vision dynamique dans le temps. En synthèse, il a été constaté une consommation d'espaces agricoles et naturels de près de 155ha/an entre 2003 et 2014. Ce rythme de consommation a été divisé par 2,7 entre 2014 et 2017 (57,5 ha/an). Cette forte diminution trouve probablement son origine pour partie dans le ralentissement démographique constaté depuis 2014 et dans la crise immobilière depuis 2008, mais pour partie aussi dans les orientations du SCoT de 2014 qui ont été transcrites dans la quasi-totalité des PLU.

L'objectif du DOO est bien de préserver le foncier agricole au sein des documents d'urbanisme communaux. Cette préservation est poursuivie par toutes les orientations sur le développement urbain :

- Une réduction de la consommation d'espace divisée par 4 pour la période 2020-2040 comparée à celle de 2004-2014 ;
- 70% de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine existante et seulement 30 % en extension contre 45% dans la décennie précédente ;

- Des objectifs de densité qui s'appuient sur l'armature urbaine pour orienter la démographie à 40% dans les villes centres, 25% dans les communes relais, 20% dans les communes d'appuis au développement, 15% dans les communes rurales ou bourgs ;

- Des objectifs de densité sur toute nouvelle urbanisation qui sont d'autant plus importants que la commune à un rôle de centralités pour ce qui est de l'échelle SCoT

- Des objectifs de densité au site de développement à l'échelle communale qui sont d'autant plus important que l'on s'approche du centre ;

- La cessation du mitage de l'espace

- La non-utilisation des espaces agricoles pour les implantations de productions d'énergies renouvelables ;

Toutes ces orientations abordent la protection des espaces agricoles du point de vue urbain et sont volontairement une volonté politique de stopper la spéculation foncière sur les terres agricoles.

Le SCoT recommande aux communes et EPCI de mettre en place des politiques et des zonages spécifiques pour la protection des espaces agricoles (Zones Agricoles Protégées par exemple).

Cependant, tous les cas ne peuvent être anticipés par le SCoT notamment au regard des spécificités de chaque commune et des besoins et opportunités économiques pour le développement du territoire par exemple. C'est pourquoi le SCoT oriente vers la séquence maintenant classique du principe « ERC » pour Eviter-Réduire-Compenser.

Le SCoT Provence Verte va au-delà de cette séquence ERC en **définissant les termes de ce qui fait l'objet d'une mise en œuvre effective du principe de compensation préalable à l'ouverture à l'urbanisation de terres agricoles** :

- la nature des espaces agricoles

- la nature de la consommation d'espace

- la nature des espaces de compensation nommés « agricolables »

- la nature du dispositif de compensation qui n'apparait pas au DOO mais dont les modalités sont précisées dans la partie « Mesures et indicateurs de suivis »

Dans les cas restreints où des communes, du fait de leur contexte territorial seraient contraintes de déclasser ponctuellement tout ou partie d'une zone agricole, et afin de ne pas bloquer toute possibilité de développement un principe dérogatoire a été introduit. Il n'est pas envisagé que le SCoT se substitue aux PLU, en fixant des normes trop prescriptives, dans le respect du rapport de compatibilité qui est bien différent de celui d'un rapport de « conformité ».

De manière dérogatoire, une commune pourrait procéder au déclassement de tout ou partie d'une zone agricole, sous réserve :

- que les sites envisagés fassent partie de l'enveloppe foncière définie à l'intercommunalité dont elle est membre ;
- d'avoir procédé à une étude de densification de l'urbanisation
- d'avoir dûment justifié de l'absolue nécessité de consommer tout ou partie d'une zone agricole afin d'éviter les terres agricoles ;
- d'avoir circonscrit le projet d'urbanisation et définit précisément sa nature dans une orientation pour l'aménagement et la programmation (OAP) dans la logique de réduire l'impact sur les terres agricoles ;
- d'avoir réunis le monde agricole concerné par la commune pour
  - en définir le projet agricole
  - déterminer la qualité notamment agronomique des espaces « agricolables », qui sont l'objet de la compensation et dont la définition est précisée dans le DOO.
  - Identifier des porteurs de projets agricoles demandeurs de foncier
- d'avoir préalablement au changement d'affectation de la surface agricole qui sera perdue compensée celle-ci par la mise en culture d'une surface agricolable identifiée et rouverte à l'agriculture (reclassée agricole) de taille et de qualité agronomique équivalente sur le territoire communale au mieux mais tout aussi bien sur n'importe laquelle des autres communes dans le périmètre du SCoT Provence Verte Verdon.
- d'avoir abondé un fond de compensation destiné au financement de la remise en culture
- la compensation ne sera effective que lorsque la terre servant de compensation sera reclassée agricole dans les documents d'urbanisme pour que l'enveloppe foncière agricole reste la même.

Ce principe dérogatoire fait l'objet d'une procédure dont le détail est précisé dans les indicateurs de suivi et d'évaluation. Il pourrait ainsi être décliné au sein d'une politique agricole plus globale menée à l'échelle des structures intercommunales.

Si ce principe s'applique à l'ensemble des zones classées, le SCoT apporte une attention particulière à certains espaces agricoles stratégiques offrant les meilleurs potentiels en matière d'adaptabilité à plusieurs types de productions qui du fait de leurs caractéristiques propres (terres facilement exploitables, plates, irriguées, zone de maraichage) seront difficiles à compenser.

Le SCoT protège les zones d'AOC viticoles (non urbanisées, en zone naturelle) qui devront être préservées de toute urbanisation car elles représentent un enjeu potentiel en termes de revalorisation agricole.

Étant donné l'attraction que représente le territoire de la Provence Verte Verdon pour les porteurs de projet de centrales photovoltaïques au sol, le SCoT oriente conformément à la circulaire[2] du 18 décembre 2009 et de la LAAF, les centrales photovoltaïques au sol s'implanteront en dehors des espaces agricoles et agricolables.

Enfin, afin d'éviter le mitage agricole, des orientations visent à encadrer les aménagements et les constructions liées à l'activité agricole : le but est de permettre aux exploitants de mener une activité agricole avec les aménagements et constructions qui leur sont nécessaires et notamment de diversifier leurs activités sur l'exploitation (agritourisme) mais de limiter les changements d'affectations futures de ces bâtiments.

Afin d'aider la mise en place de l'ensemble de ces mesures en amont et afin de mieux appréhender le potentiel et les enjeux agricoles sur la commune et pour anticiper d'éventuelles politiques foncières à transcrire dans les PLU qui seraient menées par les intercommunalités, est encouragée la réalisation d'un diagnostic agricole lors de l'élaboration ou révision des PLU.

En Provence Verte Verdon, l'agriculture est structurante et multifonctionnelle. Cette activité est identitaire sur le plan paysager. Elle peut favoriser la biodiversité, elle participe de l'économie endogène du territoire. Le PADD et le DOO ont ainsi prévu des orientations et objectifs en ce sens en vue d'encourager une agriculture plus respectueuse de l'environnement, ayant un rôle d'entretien et de valorisation des espaces et paysages qui favorise la diversité des activités et productions agricoles, et renforce la compétitivité de l'agriculture locale.

[2]Circulaire du 18 décembre 2009 relative au développement et au contrôle des centrales photovoltaïque au sol du Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

III.3 - RESPECTER ET VALORISER LES PAYSAGES ET LES PATRIMOINES

La Loi du 13.12.2000 de Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) indique que «Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer :

- 1° L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable».
- 3° Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels et urbains, ..., la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains... »

Le modèle de la maison individuelle exerce une pression urbaine forte sur les espaces agricoles et naturels. Ce modèle s'accompagne d'une banalisation du style architectural « néo provençal » et par une perte de la qualité des aménagements notamment des zones commerciales et/ou artisanales, en entrées de ville. La pression urbaine s'exerce également sur les milieux naturels comme les zones humides ou d'expansion des crues qui ont un rôle tampon dans la gestion des eaux. De plus, la déprise agricole s'est traduite par plus de 8 000 ha de terres agricoles reconquises par la forêt et donc par une fermeture des paysages par les massifs forestiers.

Cependant, ce paysage, ce cadre de vie de qualité, ces éléments patrimoniaux et identitaires mis en valeur par le Pays d'art et d'histoire, sont à la fois attractifs et objet de dégradations par les effets cumulés des usages individuels de ceux qui en sont les premiers demandeurs : les habitants et les touristes.

Intervenir sur les paysages est transversal dans le SCoT. Le choix, dans le PADD, est de protéger et de valoriser les paysages pour en faire une vitrine touristique du territoire, ainsi que pour en préserver la qualité patrimoniale et identitaire. Ceci revient à organiser l'accueil de la démographie dans les documents d'urbanisme et dans les aménagements par une prise en compte très en amont.

Le DOO, traduit ces choix par le maintien de l'enveloppe foncière agricole. Le DOO engage aussi au maintien de coupures à l'urbanisation entre commune pour éviter l'étalement urbain, à la prise en compte des grands paysages (reliefs, massifs, cônes de vue…) dans les aménagements de voirie. Par ailleurs, le DOO précise une volonté d'amélioration qualitative de l'architecture et des paysages d'entrées de villes, un développement de la « nature-en-ville » par la prise en compte de l'eau, de la biodiversité et des espaces verts collectifs dans les aménagements urbains.

III.4 – LIMITER LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE (GES), DIMINUER LA CONSOMMATION D'ENERGIE ET VALORISER LES SOURCES D'ENERGIES RENOUVELABLES (ENR)

Les lois Grenelle ont renforcé la portée environnementale des SCoT notamment dans le domaine du climat et de l'énergie. Le code de l'urbanisme prévoit désormais que «*le SCoT détermine les conditions permettant d'assurer la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air ».*

La politique française en matière énergie-climat s'appuie à la fois sur l'engagement européen des «3x20» et sur les objectifs nationaux définis dans la loi Grenelle 1 qui sont la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20 % en 2020 par rapport à l'année de référence 1990, l'amélioration de 20 % de l'efficacité énergétique d'ici 2020, et l'utilisation de 23% d'énergie issue de sources d'énergies renouvelables d'ici 2020 dans la consommation (Loi Grenelle).

Sachant qu'il n'y a pas d'obligations réglementaires de répondre à ces objectifs au sein des SCoT.

Le Schéma Régional Climat-Air-Energie (SRCAE) introduit dans l'article 23 de la loi Grenelle 2 constitue un document essentiel d'orientation, de stratégie et de cohérence sur les problématiques du climat, de l'énergie et de la qualité de l'air. Il définit les orientations et les objectifs régionaux aux horizons 2020-2030 suivants : produire 18% d'énergie d'origine renouvelable à l'horizon 2020 et 27% à l'horizon 2030.

En ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serres, d'amélioration de l'efficacité énergétique e de production d'énergies renouvelables la révision du SCoT n'a pas consistée à revoir les orientations dans ces domaines exceptés par une réactualisation des fonciers susceptibles d'être mobilisés pour les productions d'Energies renouvelables.

Ce foncier passe à un objectif de 150ha toute énergie renouvelable confondue : méthanisation, éolien, photovoltaïque…

Toutefois le critère privilégié retenu par le SCoT en matière de production d'énergie renouvelable est la diminution de l'artificialisation des espaces. Ainsi, sans diminuer ses objectifs de productions d'énergie renouvelable sur le territoire, le SCoT met l'accent en priorité sur l'installation d'unité de production d'énergie renouvelable en site artificialisé ou aménagé : parking, friche industrielles ou d'aménagement, toiture…

Les orientations générales données par le SCoT de 2014 sont toujours d'actualité.

Des changements sont attendus sur la connaissance de ces thématiques et les actions qui pourront en découler dans la mesure où les deux intercommunalités membres du Syndicat mixte Provence Verte Verdon lui ont confiés l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial. Au moment de l'arrêt du projet de SCoT le PCAET n'est pas suffisamment avancée pour permettre une réactualisation fine de la connaissance factuelle de ces problématiques. Il a été choisi de conserver les orientations et objectifs du SCoT de 2014 jusqu'à ce que les éléments de connaissance dans ces domaines permettent de solliciter une prochaine révision du SCoT.

Compte tenu des choix exposés les orientations du PADD et leur traduction dans le DOO sont transversales et prévoient d'atteindre ces objectifs :

- En agissant sur les principes d'aménagement pour limiter les consommations par une densification des zones urbaines existantes ou à venir, en favorisant la redensification des zones pavillonnaires sous certaines conditions. Cette organisation plus dense du territoire permet de réduire les distances parcourues et d'éviter les déplacements en véhicule particulier qui contribuent largement à l'émission des GES ;
- En réduisant les émissions et consommations liées principalement aux transports par des solutions alternatives à l'usage du véhicule individuel, par le développement des modes doux, par un rapprochement des lieux de vie et de travail ;
- En réduisant les émissions et consommations liées aux bâtiments par une amélioration de la perfomance énergétique du bâti neuf et ancien, par le développement de l'usage des EnR et du bioclimatisme ;
- En réduisant la dépendance énergétique du territoire par un développement des filières locales de production d'Energie (éolien, photovoltaique, solaire, bois énergie) tout en limitant leurs impacts sur les zones naturelles en prévoyant des critères d'implantation et de réalisation.

III.6 - LES RESSOURCES EN EAU ET CARRIERES

III.6.1 – La ressource en eau et les milieux aquatiques

Depuis la transposition en droit français de la Directive Européenne Cadre sur l'Eau complétée par la Loi sur l'Eau et les milieux aquatiques en 2006 et le Grenelle de l'Environnement en 2010, l'approche des enjeux de l'eau a été très largement renouvelée.

Cela a justifié la révision du SDAGE Rhône Méditerranée qui est le document de référence en matière de politique de l'eau sur le Bassin. Le nouveau SDAGE a été approuvé fin 2015, pour être mis en application sur la période 2016-2021. Sa prochaine révision va d'ailleurs bientôt démarrer.

Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue l'enjeu de l'adaptation au changement climatique que l'on aurait tendance à reléguer au second plan avec le retour à une pluviométrie plus favorable depuis 2009.

Le SCoT doit être compatible avec les orientations fondamentales et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE – *Article L122-1-12 du code de l'urbanisme.*

Objectifs fixés par le SDAGE 2016-2021 sur la Provence Verte :

- Atteinte du bon état écologique et chimique du Caramy en 2027. Le Caramy est la seule rivière du territoire identifiée comme présentant un « mauvais » état chimique.

- Atteinte du bon état chimique de l'Issole en 2021.
- Identification de plusieurs cours d'eau en tant que « réservoirs biologiques » sur lesquels il y a des enjeux forts de qualité des eaux et de maintien de la continuité écologique des cours d'eau ainsi que des enjeux de maîtrise de l'impact de la fréquentation du public et des usagers, en particulier l'Argens, le Caramy, l'Issole, le Cauron, l'Huveaune de sa source à la confluence du ruisseau de Vede à Auriol et le Gapeau de la source au barrage Lantier 350m en aval du ruisseau le Naï et ses affluents ;
- le SDAGE comporte aussi de nombreux objectifs et/ou mesures portant sur différentes thématiques : lutte contre les pollutions, préservation des réservoirs biologiques, protection des zones humides, prévention des inondations, zones d'expansion des crues, etc.

Le SCoT doit également être compatible avec les objectifs de protection définis par les SAGE (Arc provençal en cours d'actualisation, Verdon et Gapeau en cours d'élaboration) au sens des *Articles L123-1-9 et L124-2 du code de l'urbanisme.*

Préservation des milieux aquatiques

A cet effet, une priorité forte est mise en avant dans le SCoT concernant la préservation des milieux aquatiques, d'autant plus que le réseau hydrographique, notamment le bassin versant de l'Argens, représente un élément majeur des ressources naturelles du territoire qui participe à la qualité de son cadre de vie.

Aussi le SCoT entend protéger et mettre en valeur un réseau hydrographique dense et peu anthropisé en garantissant au mieux le partage des eaux, en assurant la fonctionnalité des cours d'eau, en préservant les zones humides. Ceci est également traduit dans la Trame Verte et Bleue.

Préservation de la ressource en eau

La mise en place d'une préservation durable des masses d'eau destinées à répondre aux besoins futurs en eau potable est un enjeu majeur découlant des exigences de la Directive Européenne Cadre sur l'Eau.

Cela concerne :

- des ressources souterraines majeures que le SDAGE identifie sous la forme de grandes entités ;
- des captages dégradés présentant un fort enjeu tels que la retenue de Carcès ;
- les captages publics d'eau potable locaux.

L'alimentation en eau potable des communes de la Provence Verte doit également être adaptée en permanence pour répondre aux exigences de qualité et aux perspectives d'augmentation de la population attendue dans les 20 prochaines années. De plus, le territoire connaît un certain nombre de problématiques : mauvais rendement des réseaux, problème de sécurisation de la ressource en eau notamment sur certains captages, insuffisante diversification de la ressource.

Aussi l'une des ambitions majeures affichées dans le SCoT est de préserver les ressources pour l'alimentation en eau potable en :

- Préservant les masses d'eau souterraine majeures ;
- Gérant l'alimentation en eau potable des communes de la Provence Verte et en anticipant les besoins ;
- Gérant la retenue de Sainte Suzanne, Lac de la Provence Verte à Carcès en tant que captage prioritaire et masse d'eau emblématique.

Afin d'atteindre les objectifs d'atteinte du bon état des masses d'eau, le SCoT prévoit également **d'assurer un traitement performant des pollutions et gérer les eaux pluviales**

III.6.2 – Gérer la ressource en granulats, répondre aux besoins et minimiser l'impact sur l'environnement

Les ressources minérales pouvant être valorisées au sein de la Provence Verte sont principalement de nature calcaire et argile. Leur exploitation soutient le développement économique et participe à l'aménagement du territoire. Elle pourvoit aux besoins locaux en matériaux pour la construction et l'industrie mais exporte également une grande part de la production vers les territoires avoisinants. L'exploitation des ressources minérales est encadrée par le Schéma Départemental des Carrières approuvé en 2001 et dont la révision a été publiée le 7 mars 2011.

Le Var est le plus gros producteur de granulats de roches massives de la Région Sud Paca avec près de 7 millions de tonnes produites en 2010, et le second producteur de pierres de tailles. En Provence Verte, cinq exploitants se répartissent la production, dont les deux plus importants représentaient 26 % de la production départementale en 2010.

Les choix du PADD sont d'accompagner les besoins induits par le développement de Provence verte mais en minimisant les impacts sur l'environnement. Ceci revient à recourir aux matériaux de recyclage ou à utiliser davantage des matériaux renouvelables, à prioriser les matériaux de proximité donc à minimiser les déplacements et anticiper sur les impacts induits par l'extraction de matériaux ou les dépôts sur les espaces agricoles et ceux constituant la Trame verte et Bleue.

Le DOO fait le choix d'inciter les collectivités et leurs partenaires publics ou privés à la mise en œuvre coordonnée d'infrastructures pour les dépôts de matériaux inertes et leur recyclage afin de réduire les déplacements et de faciliter leur réemploi. Des efforts sont aussi demandés pour la maitrise des déplacements générés par cette activité ainsi que pour le réaménagement des sites post-exploitation. Les extensions, création des sites d'exploitations et de leur installation veilleront à éviter les éléments constituant la Trame Verte et Bleue (cœurs de nature, zones d'extension, corridors écologiques) pour en faciliter la préservation. Par ailleurs, afin de concilier exploitations et extension urbaine, le DOO incite les communes à éloigner leurs sites de développement urbain des sites d'extraction.

III.7 - OPTIMISER LA GESTION DES DECHETS DANS UNE LOGIQUE DE PREVENTION ET DE PROXIMITE

La loi dite « Grenelle 1 » de 2009 a relancé une politique des déchets très ambitieuse axée sur la prévention ou réduction de la quantité de déchets (exemple : réduire la production d'ordures ménagères et assimilées de 7 % par habitant à horizon 2014).

La Loi du 13 juillet 2010, dite loi « Grenelle 2 » prévoit que les plans départementaux d'élimination des déchets devront désormais intégrer des objectifs de réduction de la production de déchets et des objectifs de recyclage et fixer une limite aux capacités d'incinération et d'enfouissement. Ces objectifs doivent avoir comme finalité une valorisation matière correspondant au moins à 40 % des déchets produits. Les collectivités territoriales responsables de la collecte ou du traitement doivent également définir un programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés indiquant les objectifs de réduction des quantités de déchets et les mesures mises en place pour les atteindre

Décret du 11 juillet 2011 : dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets

Dans le cadre du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPG-DND) :

- planification de la gestion des déchets avec un renforcement des objectifs et des indicateurs sur le recyclage et la valorisation ;
- Prise en compte d'objectifs spécifiques en matière de biodéchets : obligation de tri et de collecte séparée des biodéchets par les gros producteurs ;
- limitation des capacités de stockage et d'incinération des déchets à 60% des déchets non dangereux produits dans le département à terme de 12 ans.

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance fixe comme objectif de dépasser le modèle économique linéaire qui est : extraire-produire-consommer-jeter. Elle réaffirme la priorité à donner sur la prévention de la production de déchets et la hiérarchisation des modes de traitement des déchets, à savoir le recyclage, la réutilisation, ou à défaut la valorisation. Enfin, elle fixe un objectif de réduction des DMA/habitant et de DAE[3] notamment dans le BTP, et rend obligatoire certaine actions pour les collectivités publiques telles que lutter contre le gaspillage alimentaire en restauration collective, réduire la consommation de papier de bureau…

Depuis la Loi NOTRe, la responsabilité de l'élaboration d'un plan de prévention et de gestion des déchets a été confiée aux régions. Ainsi, le 26 juin 2019, a été approuvé le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PRPGDND) de la Région Sud PACA. Celui-ci remplace le Plan Départemental de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés du Var devenu obsolète.

Il vise :

[3] Déchets d'Activités Economiques

- Une réduction de 10% de la production de DMA en 2020 par rapport à 2010
- Développement du réemploi et augmentation de la quantité de déchets faisant l'objet de préparation à la réutilisation
- Valorisation matière de 55% en 2020 et 65% en 2025 des déchets non dangereux non inertes
- Valorisation de 70% des déchets issus de chantiers du BTP d'ici 2020
- Limitation en 2020 et 2025 des capacités de stockage ou d'incinération sans production d'énergie des déchets non dangereux non inertes (-25% à -30% en 2020, puis -50% en 2025 par rapport à 2010)

Si le territoire de la Provence Verte-Verdon est assez bien structuré en matière de collecte sélective (réseau de déchetterie suffisant), un certain nombre de problématiques subsistent en matière de déchets :

- Sur le gisement global de déchets ménagers et assimilés en 2017, environ 39% de ces déchets (Ordures ménagères résiduelles, non valorisées) sont éliminés par stockage dans une Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND). 57% sont valorisés essentiellement grâce au recyclage matière. L'objectif réglementaire étant de limiter à 60% maximum les déchets enfouis ou incinérés, le territoire devra valoriser en recyclage matière et organique 8400 t de plus par an ;

- De plus, à horizon 2040, suivant le scénario démographique retenu (20 000 habitants en plus environ) et en considérant une légère diminution de la production de déchets par habitant, ce sont au moins 98 000 t/an qu'il faudra traiter ;

- La collecte sélective de la fraction fermentescible des déchets ménagers et plus globalement de l'ensemble des biodéchets est aujourd'hui largement insuffisante pour atteindre les objectifs réglementaires ;

- Le territoire manque également d'installations de prise en charge des déchets du bâtiment

- Enfin un des principaux enjeux concerne à moyen terme la capacité de traitement des déchets ultimes produits sur le territoire car les installations de stockage actuelles ont une capacité et une durée d'exploitation limitées et aucun site précis n'est aujourd'hui déteminé pour accueil un tel équipement.

Aussi au vu de ces éléments, l'objectif global du SCoT est bien de passer d'une logique d'élimination à une logique de prévention et de gestion intégrée et optimisée sur le territoire en privilégiant un principe de proximité. Ceci dans une optique économique pour maîtrise des coûts, environnementale pour limitation des impacts sur le milieu, économie de matières premières, diminution des GES… et de santé publique.

Ainsi le SCoT entend promouvoir la hiérarchie suivante en ce qui concerne les modes de gestion des déchets : prévention, réemploi, recyclage et valorisation organique, autre valorisation notamment énergétique, élimination.

Le DOO a ainsi précisé les objectifs suivants :

- Réduire la production de déchets à la source ;

- Privilégier le réemploi et la réutilisation des déchets ;
- Renforcer la collecte sélective, développer le recylage matière et la valorisation organique ;
- Envisager la création d'infrastructures structurantes de traitement et d'élimination des déchets, notamment un centre de tri, une unité de stockage des déchets non dangereux et des équipements de gestion des déchets du BTP.

III.8- ASSURER UNE ANTICIPATION ET UNE DIMINUTION DES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS

Deux des principaux risques majeurs en Provence Verte concernent les inondations et les feux de forêt. Pourtant aucune de ces communes ne dispose de Plan de Prévention des Risques (PPR) approuvé relatif à ces risques (un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) prescrit sur Brignoles).

Inondations

Les épisodes de ces 10 dernières années ont montré que le territoire pouvait être largement impacté (inondations de 2010 et 2011) par différents phénomènes, débordements de cours d'eau, ruissellements urbains ou saturation et refoulement des réseaux pluviaux, entrainant un risque important pour les personnes et les biens.

Bien souvent, d'autant plus en l'absence de PPRI, les communes manquent de connaissance fine des aléas. Le SCoT n'entend pas se substituer à un PPRI mais prévoit néanmoins dans ses orientations **d'anticiper et prendre en compte les risques inondations dans l'aménagement du territoire afin de réduire l'exposition des populations aux risques**.

Pour cela le DOO précise : « Veiller à ce que les nouvelles constructions ne soient pas exposées au risque inondation et n'augmentent pas le risque existant ». Les communes devront ainsi se baser sur les éléments de connaissance existants pour identifier les zones inondables potentielles et devront réaliser une étude de caractérisation du risque inondation pour affiner la connaissance du risque et de son intensité et ainsi adapter la réglementation locale aux risques réels.

Le principe général est bien **d'éviter toute nouvelle construction dans les zones où le phénomène d'inondation est potentiellement de forte intensité** (lit mineur, moyen, axes d'écoulements, zones de ruissellements) sauf pour certains types d'aménagements et sous réserve de réduire ou de ne pas aggraver la vulnérabilité des personnes et des biens exposées en prenant des mesures adaptées. Néanmoins une étude hydraulique locale peut venir préciser le risque et éviter une interdiction systématique de l'urbanisation en fonction des risques réels.

Le SCoT prévoit une démarche globale pour limiter ces risques en précisant notamment des orientations pour **diminuer la vulnérabilité des bâtiments et activités implantés en zone à risques.**

Le SCoT a également axé ses orientations sur une prévention en amont du risque. En effet, seules quelques communes ont réalisé un schéma de gestion des eaux pluviales malgré l'importance de ce document qui permet de délimiter des secteurs où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et maîtriser l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement. De même, le rôle déterminant des ZEC quant à l'écrêtement des crues ou la limitation des risques d'inondation a été démontré dans le cadre d'une étude menée par le Conseil Général, d'autant plus sur le bassin amont de l'Argens.

C'est pourquoi le DOO à prévu un ensemble de mesures visant à limiter le ruissellement à la source et préserver les zones d'expansion des crues.

Incendies

Dans ce domaine également des incendies importants ont concernés le territoire tel qu'à Montfort, Correns et Cotignac en 2017 (env. 350 ha). La couverture forestière est telle que toutes les communes de la Provence Verte Verdon sont concernées par le risque incendie. L'expérience montre qu'il existe une forte corrélation entre le départ des incendies et l'urbanisation dispersée dans les massifs forestiers. L'augmentation des friches agricoles et la fermeture des milieux ne font qu'augmenter ce risque. Les interfaces habitat-forêt sont particulièrement sensibles en formant des territoires plus ou moins complexes dans lesquels espaces forestiers et urbains sont en contact ou s'interpénètrent. Ces interfaces sont importantes en Provence Verte Verdon au regard du nombre d'ha de zones naturelles habitées.

Pour autant aucun Plan de Prévention des Risques Incendie de forêt (PPRIF) n'a encore été prescrit sur le territoire.

Le SCoT en a ainsi tiré des orientations en prévoyant au sein du DOO de limiter le risque incendie et l'exposition aux risques des personnes grâce aux objectifs suivants :

- évaluer le risque incendie (avec les services de l'Etat, études spécifiques) afin de déterminer les sites pouvant être ouverts à l'urbanisation ;
- proscrire l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation dans les secteurs soumis à un risque important d'incendie de forêt (même en l'absence de PPRIF)
- stopper les mitages des espaces boisés dans les zones déjà habitées en interface habitat/forêt dans les documents d'urbanisme
- éviter le développement urbain en zone d'aléa fort du risque incendie
- à la réalisation d'aménagements permettant de limiter la propagation du feu et favorisant les interventions des services de secours ;
- prévoir les équipements et aménagements liés à la prévention et à la défense incendies pour les zones déjà habitées en interface habitat/forêt.

En amont il est également prévu :

- **de réduire la biomasse potentiellement inflammable** par débroussaillement, mobiliser davantage la ressource forestière dans le cadre d'une exploitation durable ;
- **d'aménager et gérer les massifs forestiers dans une logique de protection incendie** par des coupures de combustibles, le sylvopastoralisme, l'identification et la préservation des zones coupe-feu existantes.

PARTIE IV : UN DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL AU SERVICE D'UN TERRITOIRE DYNAMIQUE SOLIDAIRE ET DURABLE

IV.1 - LES OBJECTIFS DE CONSOMMATION ECONOME D'ESPACE A L'ECHELLE DU TERRITOIRE DU SCOT

L'analyse de la consommation de l'espace réalisée lors de l'élaboration du SCoT approuvé en janvier 2014 n'a pas bénéficié des outils dont a disposé le SMPVV pour cette présente révision. Ainsi, l'évaluation sur la décennie 2004-2014 avait conduit à une estimation de la consommation de 1 300 ha en se basant sur les permis de construire et les tailles moyennes des parcelles puis sur une extrapolation statistique.

Dans le cadre de la révision du SCoT, la période 2003-2014 et son prolongement jusqu'à 2017 ont fait l'objet d'analyses SIG plus fine basées sur des images aériennes issues de l'IGN et diffusées par le CRIGE PACA aux années 2003, 2014 et 2017.

La consommation foncière issue de l'analyse réalisée par les services du syndicat mixte et dont la méthode est présentée dans la partie éponyme a mis en évidence qu'entre 2003 et 2014, 1 707 ha d'espaces naturels, forestiers et agricoles ont été artificialisés soit un rythme moyen de 155 ha/an. De 2014 et 2017, 230 ha supplémentaires ont été artificialisés mais sur un rythme annuelle nettement plus faible de 57,5 ha/an, peut-être dû à l'effet du premier SCoT. En moyenne, le rythme annuel d'artificialisation des sols a été sur la période 2003-2017 de 138 ha/an.

Par extrapolation, l'on estime la consommation de l'espace dans la décennie 2009-2019 avant l'arrêt du projet de SCoT à 1 160 ha, comme suit :

- **de 2009 à 2014, 155 ha/an x 6 années = 930 ha**
- **de 2015 à 2019, 57,5 ha/an x 4 années = 230 ha**

Pour rappel, les objectifs de consommation économe de l'espace du SCoT de 2014 pour la période 2014-2024 étaient de 1000 ha répartis comme suit :

- activités/commerces (265 ha),
- habitat/équipements/infrastructures (525 ha),
- Energie (210 ha).

Le tableau ci-dessous compare les types d'artificialisations qui occupent le sol par le passé et celles qui sont plafonnées pour la durée du SCoT.

Types d'espaces/Périodes	Consommation passée (ha)			Consommation Plafonnée (ha)
	2003-2014	**2014-2017**	**2003-2017**	**2020-2040**
Habitat/équipement/infrastructures	1330	214	1544	600
Activité Eco/Commerces	105	3	108	190
Energies renouvelables	272	13	285	150
TOTAUX	**1 707**	**230**	**1 937**	**940**
Rythmes annuels (ha/an)	**155**	**58**	**138**	**47**

Les choix faits consistent à diminuer quasiment par 4 le foncier susceptible d'être artificialisé par rapport à la période 2003-2014 et de conforter la forte modération de la consommation foncière engagée depuis 2014 sur une enveloppe foncière maximum de 940 ha ou un rythme moyen annuel de 47ha/an **sur 20 ans**

À l'échelle du territoire, le choix est fait d'adosser le développement urbain sur les axes principaux de son armature : A8/RDN7 et RD43 et donc plus particulièrement dans les villes centres et les communes d'appuis au développement. Par le passé ces communes ont accueillies 48% de la croissance démographiques. Dans le nouveau SCoT ces communes auront pour objectif d'accueillir

60% de la croissance démographique projetée. Ce choix participe à réduire fortement la croissance des plus petites des communes par le renforcement des centralités du territoire et notamment des communes-relais comme l'indique le tableau ci-dessous.

Répartition de la croissance démographique selon l'armature urbaine des	Tendance de 2015 (%)	Objectifs 2040 (%)	Répartition des logements entre 2020-
Villes Centres	**34**	**40**	**5 270**
Relais	**11**	**25**	**3 300**
Communes d'appuis au développement	**14**	**20**	**2 650**
Rurales ou bourgs	**41**	**15**	**1 980**
TOTAUX	100	100	**13 200**

Au-delà de concentrer la croissance démographique sur les communes centres le projet de SCoT fixe des objectifs de densités urbaines moyennes plus importants pour les communes centres et les communes relais que pour les autres communes. Ces objectifs de densité trouveront leurs traductions notamment dans les PLU des communes.

La surface plafond nécessaire pour la réalisation des besoins en habitat, équipements et infrastructures diverses est fixée à 600 ha pour les deux décennies futures.

Objectifs de densité moyenne pour les nouvelles surfaces	Densité	Ha
VILLES CENTRES	40 log/ha	**135**
VILLES RELAIS	25 log/ha	**133**
COMMUNES D'APPUI AU DEVELOPPEMENT	20 log/ha	**132**
COMMUNES RURALES	10 log/ha	**200**
		600

La densification ne peut être homogène sur le territoire communal, ni égale entre toute les communes.

IV.2 - UNE URBANISATION RAISONNEE ET ECONOME EN FONCIER

A l'échelle des communes, la densification des tissus urbains doit être d'autant plus importante que les sites de développement urbain sont proches des centres ou proches de points stratégiques (arrêts de transports en communs par exemple).

L'analyse SIG de la consommation d'espace a permis de distinguer le potentiel mobilisable dans les enveloppes urbaines des communes ce que le SCoT définit comme l'ensemble de l'espace urbain déjà bâti et équipé, en continuité des noyaux villageois ou hameaux densément habités, généralement zoné U ou AU dans les PLU. Cette analyse doit être affinée par les communes au regard des contraintes notamment physiques, d'accès, d'équipements. L'analyse de l'occupation du sol du SCoT a démontré que l'urbanisation s'est développée, entre 2003 et 2017, à 55% dans ces enveloppes urbaines et à 45% en extensions urbaines. **Le projet de SCoT fixe comme objectif de concentrer 70% de la future croissance urbaine dans les enveloppes urbaines des communes.**

Le projet de révision du SCoT identifie les répartitions des logements en densifications suivants :

	Nombre de logements à produire en densification
VILLES CENTRES	4 000
VILLES RELAIS	2 300
COMMUNES D'APPUI AU DEVELOPPEMENT	1 400
COMMUNES RURALES OU BOURGS	1 500
Total logements à produire en densification	**9 200**

Dans la quasi-totalité des communes, les zones d'habitat diffus représentent plusieurs dizaines, voire quelque centaines d'hectares. Une densification non raisonnée des zones d'habitat diffus, ce qui est rendu possible par la suppression du COS des PLU, aurait pour conséquence une augmentation considérable de la démographie communale, une surfréquentation des voiries, une pression accrue sur l'environnement, le sous calibrage des équipements publics, etc. **C'est pourquoi, le choix a été fait de geler les enveloppes des zones d'habitat diffus (ex zones NB -naturel bâti- des POS), les communes devront réaliser une étude des potentiels de densification dans leurs enveloppes urbaines, dont certaines parties de ces zones, afin de disposer d'éléments tangibles pour arbitrer**

sur les moyens de densification de ces zones. Pour rappel, 70% des nouvelles urbanisations doivent se réaliser dans les enveloppes urbaines des communes.

Par contre, une densification des « dents creuses » significatives, considérées comme telles par le SCoT quand elles sont supérieures à 1ha, ou une densification des sites de développement au plus près des centres urbains, donne du sens à une politique des déplacements alternatifs à la voiture, optimise le foncier utilisé, permet de créer des formes urbaines plus denses, permet de mixer habitat/commerces/services, donne des formes urbaines plus adaptées à la demande en accession à la propriété ou en locatif, permet une anticipation dans la mise en œuvre de dispositifs utilisant les énergies renouvelables, diminue les émissions de gaz à effet de serre.

Après avoir fixé des objectifs à l'échelle de la Provence Verte Verdon puis des intercommunalités, le SCoT fixe des objectifs pour optimiser le foncier à l'échelle des communes. Ces objectifs diffèrent selon la localisation des sites de développement urbain au regard du centre historique de la commune. **Le choix est fait de proposer aux communes des fourchettes de densités modulant l'urbanisation future dans le DOO pour les sites de développement urbain**. Ceci permet, entre autre, de tirer la densité vers le haut pour les sites de développements urbains compris dans l'enveloppe urbaine, renouvellement urbain ou « dents creuses » ou pour les sites les plus proches des centres villes et de villages. La commune devra néanmoins anticiper la densité qu'elle entend mettre en œuvre sur l'ensemble des sites d'urbanisation qu'elle envisage afin que la densité moyenne de l'ensemble de ses futurs sites corresponde à son rang dans l'armature urbaine. **C'est pourquoi le SCoT incite très fortement les communes à phaser leur urbanisation et à anticiper sur les aménagements des sites pressentis par la voie d'Orientations d'Aménagement et de Programmation prévues par le Code de l'Urbanisme.**

Par ailleurs, le SCoT distingue des sites de développement urbains qui sont stratégiques tels que les entrées de villes ou ceux proches d'arrêt de transports en commun. Pour ceux-ci les densités doivent tendre vers le haut des fourchettes de densités proposées.

Le choix a été fait de laisser les communes déterminer les sites de développement urbains, selon la souplesse qu'exige le principe de compatibilité des PLU envers le SCoT. Ainsi, les sites de développements urbains futurs ne sont pas cartographiés dans le DOO mais les communes doivent rendre compatibles leurs projets de développement urbains dans le cadre des critères d'urbanisation préférentielle, dans les contraintes imposées par les orientations et objectifs relatifs à la Trame Verte et Bleue, à l'agriculture, à l'énergie, aux risques… qui sont précisés dans les parties spécifiques à ces critères.

Le SCoT donne également des critères qualitatifs pour les aménagements à venir. Ces critères seront à mettre en œuvre par les communes. Elles les préciseront dans des Orientations d'Aménagement et de Programmation qui consistent à orienter les aménagements des sites de développement urbain selon les objectifs des politiques publiques communales vis-à-vis de aménageurs.

IV.3 - ORIENTER LA PRODUCTION DES LOGEMENTS POUR LES BESOINS DES MENAGES

IV.3.1 - Les objectifs globaux de production de logements

L'objectif maximal d'accueil de population est de 147.000 personnes à l'horizon 2040, soit 13.200 nouveaux ménages sur 20 ans. Il sera donc nécessaire de produire un minimum de 13 200 résidences principales (660 par an) pour pouvoir accueillir ce supplément de ménages.

Le projet fait l'hypothèse d'une poursuite de la baisse relative des résidences secondaires et affirme sa volonté de faire diminuer le nombre des logements vacants tout en reconnaissant le seuil de vacance adapté à une bonne rotation du parc de logements à environ 7% du Parc total :

SCOT PROVENCE VERTE	*1999*	*2010*	*2015*	*2020*	*2030*	2040
Population	84 358	110 357	118 809	127 000	137 000	147 000
Résidences principales	32 760	44 579	49 168	54 194	60 784	67 374
Résidences secondaires	8 414 19%	7 868 14%	8 168 13%	8 168 12%	8 168 11%	8 168 10%
Compensation de la vacance (mutation parc)	3 136 7%	4 899 9%	5 898 9%	6 698 10%	6 698 9%	6 698 8%
PARC TOTAL DE LOGEMENTS	44 310	57 346	63 235	69 060	75 650	82 240

- est programmé la **baisse relative des logements secondaires** (-1%/10 ans),
- est viser d'**enrayer l'augmentation de la vacance sa diminution par la réhabilitation** (-1%/10 ans),

Ainsi, les objectifs de production de logements de la Provence Verte, une fois intégrées ces marges de manœuvres indispensables, s'élèvent à un maximum de 13 200 logements par an.

IV.3.2 - La répartition de l'offre nouvelle de logements par EPCI

La localisation de l'offre nouvelle de logements doit renforcer l'armature urbaine de la Provence Verte Verdon. Nous avons vu plus haut les objectifs d'accueil de la croissance démographique à venir selon l'armature urbaine. Les objectifs sont fixés pour les deux intercommunalités issues des fusions de celles qui composées le périmètre en 2014.

CC PROVENCE VERDON	2 500 logements environ	**Soit environ 19% du besoin total**
CA PROVENCE VERTE	10 700 logements	**Soit environ 81% du besoin total**

IV.3.3 - Les caractéristiques de l'offre nouvelle de logements

Le territoire de la Provence Verte Verdon est marquée par :

- La faiblesse de l'offre de logements locatifs en particulier à destination des jeunes actifs,
- La trop rare présence d'une offre de logements de petite taille ou de taille intermédiaire en collectif,
- Le coût souvent hors de portée du revenu des ménages locaux pénalisent le parcours résidentiel des ménages déjà présents en Provence Verte Verdon.

Et cela dans un contexte majeur de changement de structure démographique lié au vieillissement de la population et de nécessité du renforcement de l'attractivité pour les jeunes ménages d'actifs ou l'arrivée sur le marché du logement des jeunes décohabitants présents sur le territoire.

Pour ces raisons, le SCoT souhaite que la production de logements s'oriente vers une diversification de l'offre de logements, trop concentrée sur le modèle de la maison individuelle en accession à la propriété. Pour se faire, l'accession **sociale** à la propriété, la production de logement locatif dont les loyers pourraient être encadrés et la production de logements sociaux devront être mis en avant pour mieux correspondre à la demande des jeunes, jeunes couples, jeune famille, personnes âgées à revenus modestes, et à la demande des familles monoparentales en fonction de leur niveaux de revenus.

Le SCoT, au regard de la Loi, fixe des objectifs de production de logements sociaux tous types c'est-à-dire que ces logements soient produits par réhabilitation, par construction neuve, locatifs ou en accession à la propriété. Le choix a été de fixer des objectifs dans lesquels les Plans Locaux de l'Habitat ou les Programmes d'Intérêt Généraux portés par les intercommunalité auront la possibilité de décliner plus finement ces objectifs à leurs échelles voir à celle de leurs communes membres.

Les objectifs de productions de résidences principales neuves sont de 660 par an soit 525 pour la CA Provence Verte et 135 pour la CC Provence Verdon.

Les objectifs de production de logements sociaux sont fixés en flux annuel pour le périmètre du SCoT à 27% des 660 résidences principales soit 185 logements sociaux par an.

Compte tenu de la volonté, présentée plus haut, d'accueillir la croissance démographique en priorité sur les axes A8/RDN7 et RD43 et dans les centralités, la part des logements sociaux à produire chaque année sur les deux intercommunalités n'est pas égale. Ainsi, pour la CA Provence Verte 30% des résidences principales neuves annuelles devront être des logements sociaux, et 15% pour la CC Provence Verdon.

IV.3.4 - Les caractéristiques de l'offre nouvelle de logements

Le diagnostic a révélé l'enjeu majeur de la réhabilitation du parc de logements anciens en centre-ville, souvent locatif, collectif et de petite taille et donc a priori plutôt adapté à l'accueil de ménages modestes, de jeunes couples ou de personnes âgées mais dans des conditions trop souvent mauvaises voire indécentes. Afin d'améliorer le niveau de cette offre existante et de contribuer également à l'amélioration des conditions de vies dans les centres des villes et villages, le SCoT recommande de poursuivre les efforts de réhabilitation des parcs privés et publics

IV.4 - AMELIORER L'OFFRE EN EQUIPEMENTS ET ADOSSER SON ACCESSIBILITE A LA TRAME URBAINE

Au sens de l'article L. 141-13 du Code de l'Urbanisme, le *« DOO définit les grandes orientations de la politique des transports et de déplacements. Il définit les grands projets d'équipements et de dessters par les transports collectifs »* Le SCoT prend donc en compte les déplacements urbains, notamment les déplacements entre le domicile et le lieu de travail et de la zone de chalandise des commerces, ainsi que les déplacements vers les équipements culturels, sportifs, sociaux et de loisirs.

Dans le but de réduire les inégalités de l'offre d'équipements publics ou privés, le PADD s'efforce de proposer les éléments d'un équilibre géographique par une localisation pertinente des équipements et en fonction de la diversité des besoins. Le renforcement de l'armature urbaine, consiste à implanter le bon équipement dans la bonne commune car en fonction de sa nature, son rayonnement n'est pas le même. Cet équipement génère plus ou moins de déplacements.

Le DOO traduit dans ses orientations ce qui concerne l'armature urbaine, l'anticipation des besoins en foncier pour toutes les communes notamment pour les équipements qui participent de l'attractivité culturelle et de loisirs, ceux qui participent de l'identité du territoire tels que le Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine.

Le choix est fait d'accompagner les politiques publiques qui visent à réduire les fragilités en matière d'accès à l'offre de services et d'équipements sanitaire, de la formation, d'emploi, de justice et de sécurité.

Cependant, il convient de préciser que les orientations et les objectifs du SCoT en matière de déplacements ne seront que des principes larges dans la mesure ou la révision du SCoT n'a pas disposer d'éléments de connaissance précis, d'études ou d'analyse de cette problématique. Le contexte de transfert des compétences du Départements du Var à la Région puis la mise en œuvre par la CA Provence Verte n'a pas été favorable à la mise en place d'étude. Durant le printemps 2019, le SCoT Provence Verte Verdon a initié avec les autres SCoT du Var une démarche InterSCoT pour trouver des réponses communes et partagées techniquement et financièrement en matière de mobilité. Cette démarche n'est pas aboutie à l'heure de l'arrêt du Projet de SCoT.

IV.5 - LE TRANSPORT ET LES DEPLACEMENTS

L'urbanisme des 30 dernières années, essentiellement fait sous forme d'habitat individuel disséminé géographiquement, de zones commerciales ou d'activités déconnectées des centres urbains a pour conséquence la multiplication des déplacements individuels. Ce modèle de développement connaît aujourd'hui ses limites qui se caractérisent par les impacts sur l'environnement, sur les budgets des ménages, sur les coûts des équipements de sécurisation à réaliser, sur la consommation d'énergie, sur la pollution de l'air… tous points présentés dans le diagnostic du SCoT.

Actuellement, neuf déplacements sur dix sont faits en voiture individuelle, c'est ce que l'on nomme « l'autosolisme ». Cette tendance ne pourra s'inverser sur le court terme car elle requiert une autre approche de l'urbanisme que celle pratiquée depuis plusieurs décennie.

IV.5.1 - Des axes stratégiques

Certains axes du réseau de voirie de la Provence Verte Verdon joue un rôle particulier compte tenu de leur importance en terme de fréquentation, des communes qu'ils desservent (villes-centres et commune-relais), de leur rôle de lien avec les bassins d'emplois extérieurs ou intérieurs. Sur ces axes, qui servent aussi de vitrines au territoire, les implantations d'équipements économiques, commerciaux doivent permettre de diminuer l'usage des véhicules individuels.

Le SCoT vise à poser les conditions de développement d'une alternative au tout automobile soit par une offre de transport en commun soit par la mise en place des moyens de déplacements « doux ». Dans la logique d'échelles qui est celle du SCoT, les orientations et objectifs s'adaptent à l'échelle considérée.

C'est pourquoi à l'échelle de la Provence Verte Verdon, des axes sont considérés comme stratégiques et donc répertoriés comme voirie primaire, prioritaire en terme d'investissements pour le développement d'alternative à l'automobile. Sont considérés également comme stratégiques la réalisation de certaines infrastructures, comme l'échangeur complet de Pourrières sur l'A8 ou leur

devenir tel que la réouverture de la ligne ferroviaire qui dessert les principaux pôles d'emplois voisins des agglomérations d'Aix, Marseille et Toulon.

Ces axes sont cartographiés dans la carte sur l'armature urbaine car ils sont intimement liés au renforcement de cette armature.

IV.5.2 - Les bases d'un schéma de déplacement

Depuis janvier 2018, il existe une Autorité Organisatrice des Mobilité (AOM) en Provence Verte Verdon : la Cté Agglomération Provence Verte pour les communes qui en sont membres.

La gestion de la problématique des déplacements requiert des actions conjointes dans la recherche d'alternatives à la voiture individuelle, pratique aussi appelée « autosolisme ». **Le SCoT fait le choix de poser les fondements d'un schéma de déplacement à l'échelle de la Provence Verte** Verdon **qu'il traduit dans le DOO par une série d'orientations et d'objectifs pour une anticipation des réserves foncières, pour la réalisation d'équipements tels que les pôles d'échange multimodaux (voiture/bus/train), les voiries de déplacements doux, les aires de covoiturage, les aires de stationnement.**

IV.5.3 - Articulation Urbanisme / Transport

Une politique des transports et une politique de l'habitat conjuguées se renforcent l'une et l'autre lorsqu'elles sont mises en cohérence. Ce sont néanmoins des politiques qui trouvent leurs résultats sur le long terme, 10 à 15 ans minimum. C'est pourquoi, le SCoT veut renforcer les villes-centres et les communes-relais dans l'armature urbaine pour y renforcer le poids démographique. C'est pourquoi aussi les critères d'urbanisation préférentielle poussent à la programmation des aménagements par les communes afin de donner de la lisibilités aux investissements sur le long terme. C'est pourquoi enfin, la densification à proximité des arrêts de transports en commun, existants ou à venir, demande à être anticipée. Tous ces paramètres renforcent une politique de déplacements alternatifs à l'autosolisme, concourent à la réduction du bilan énergétique de la Provence Verte et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'ensemble de ces objectifs poursuivis par la réglementation et repris dans le PADD, sous tend un schéma de déplacements. Le choix est fait de poser les bases de ce schéma de déplacement dans les orientations et objectifs du DOO afin d'organiser une desserte en transport en commun performante, de développer une offre de transport collectif adaptée aux contextes de la Provence Verte.

IV.6. - AMENAGEMENT NUMERIQUE

Dans un territoire périurbain et rural tel que la Provence Verte Verdon, dont certains points sont distants des centres de décisions, des centres économiques, de équipements et services structurants, voire des premiers secours, les infrastructures permettant la circulation de l'information dématérialisée offrent une alternative importante aux déplacements des biens et personnes.

Le choix consiste à faire de l'aménagement numérique un élément de la compétitivité économique du territoire et de l'accessibilité des services publics. Ainsi les zones d'activités économiques ou tertiaires sont-elles prioritairement à desservir. Par ailleurs, le SCoT pose les éléments d'une réduction de la fracture numérique.

PARTIE V : UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENDOGENE

Les années 1980 à 2000 ont vu le déclin des activités industrielles traditionnelles en Provence Verte : mines, tanneries, faïenceries et le développement d'une économie présentielle directement liée à la croissance démographique de ce territoire. Par contre, l'essentiel du développement économique à l'échelle régionale s'est produit sur le littoral ou dans les agglomérations voisines, ceci générant pour la Provence Verte des mouvements importants de migrations domicile-travail quotidienne : plus de quatre actifs sur dix quittent chaque jour la Provence Verte pour aller travailler.

La majorité des entreprises sont de petite taille, moins de 10 salariés. Les collectivités n'ont pas anticipé la production de foncier en Zones d'Activités Économique pour l'accueil d'entreprises. Ces mêmes zones d'activités économiques n'ont pas fait preuve d'aménagements et de services réellement qualitatifs jusqu'à très récemment, sauf pour quelques-unes.

Le territoire pâti d'un manque de coordination économique à son échelle ce qui induit une multiplication de petites zones d'activités et peu de sites économiques dont le rayonnement dépasse le bassin de vie locale. Parmi les faiblesses qui ont été constatées se trouve l'offre de formation locale et l'inadéquation entre la demande et l'offre d'emploi. Pour autant, il y a une forte augmentation de l'emploi salarié depuis 1999 mais majoritairement peu qualifié, à temps partiel et saisonnier, et dont les salaires moyens sont en deçà des niveaux enregistrés en Région PACA. Par ailleurs, la répartition de l'emploi sur le territoire est très inégale. En effet, la grande majorité des emplois se trouvent sur le territoire de la CA Provence Verte, dont Brignoles est le pôle économique historique.

Les enjeux consistent donc à créer les conditions d'un développement économique endogène dont les finalités sont de favoriser la création d'emplois sur le territoire, d'équilibrer sa répartition en fonction de l'armature urbaine et sur les voiries primaires du territoire. Ce choix se traduit notamment par un accompagnement du SCoT sur l'extension de la ZAE de Nicopolis et sur les projets de Zones d'activités économiques des bassins de vie de St-Maximin, et du Val d'Issole. Par ailleurs, la production de foncier économique doit passer par une recherche qualitative des aménagements qui seront réalisés.

Ces enjeux s'accompagnent des conditions visant à favoriser une offre en adéquation avec la demande d'emplois et à développer et diversifier les filières économiques.

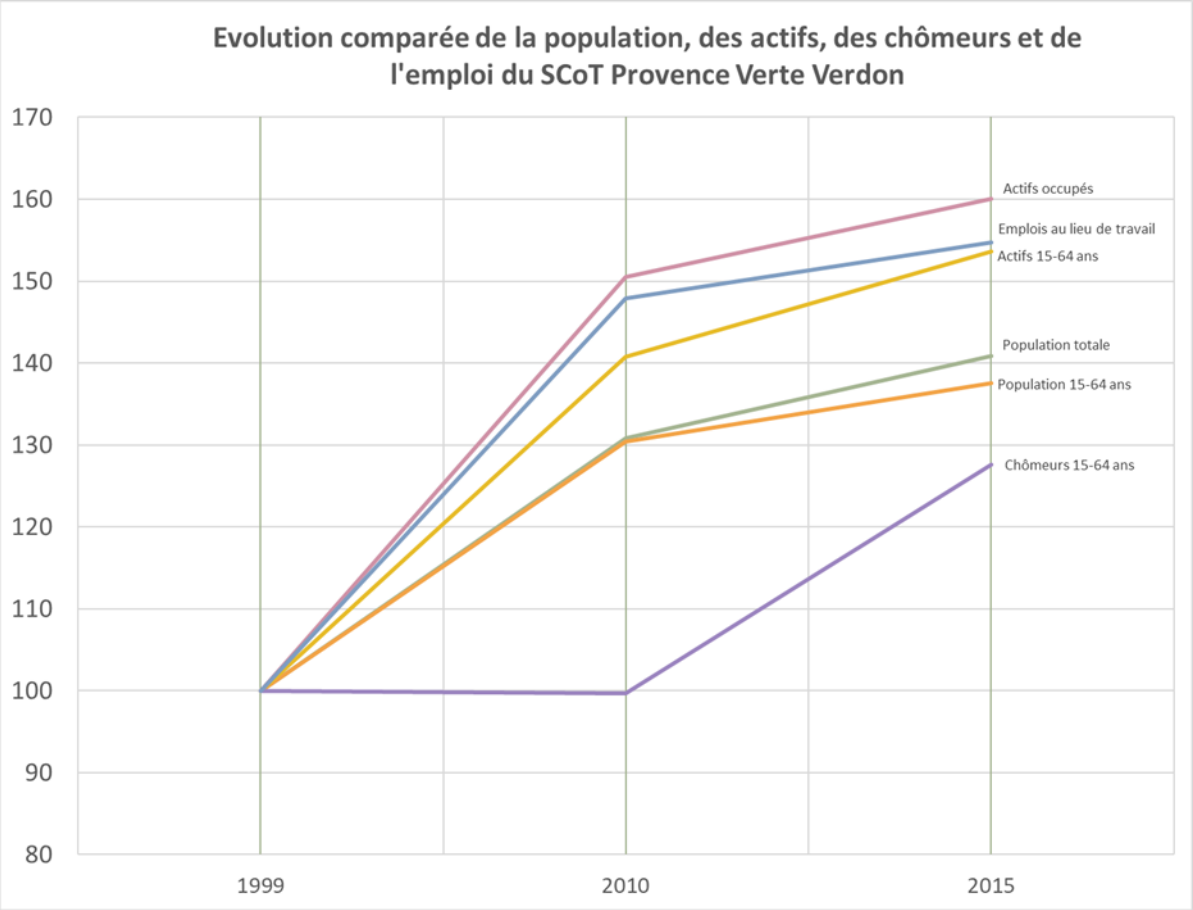
V.1 - ORGANISER ET SPATIALISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

V.1.1. - Une ambition de rattrapage progressif du ratio emploi / actifs

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du nombre d'emplois par actifs sur les 2 intercommunalités comparés à celui du territoire du SCoT Provence Verte Verdon, du Var et de la région PACA.

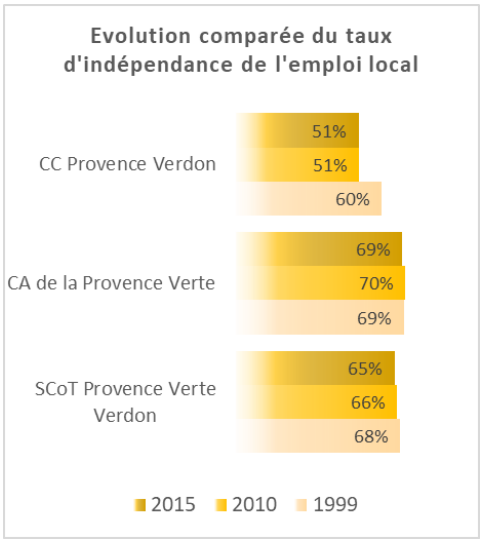
Tableau n°5 : Ratios emplois/actif en Provence Verte, source INSEE, 2015

	Population 15-64 ans	Actifs 15-64 ans	% Actifs / pop totale	Actifs occupés	% actifs occupés / actifs 15-64 ans	Chômeurs 15-64 ans	Taux d'indépendance total emplois / % actifs occupés
PACA	3 073 086	2 207 417	72%	1 873 661	84,9%	333 757	101%
Var	623 873	448 219	72%	379 847	84,7%	68 372	94%
SCoT Provence Verte Verdon	72 169	51 867	72%	44 026	84,9%	7 841	65%
CA de la Provence Verte	59 109	42 577	72%	36 187	85,0%	6 389	69%
CC Provence Verdon	13 060	9 290	71%	7 839	84,4%	1 451	51%



Ainsi, la croissance du nombre des emplois locaux[4], de 55% entre 1999 et 2015 a été quasiment le même que la croissance du nombre des actifs de 15-64 ans (54%). On peut en conclure que sur le plan de l'emploi, le territoire a fait face à ses responsabilités sociales.

Le rôle de Nicopolis et des Consacs est évident puisqu'il y existe 69 emplois pour 100 actifs de l'agglomération Provence Verte. Par comparaison, la moyenne du territoire du SCoT la Provence Verte Verdon est de 65% actifs pour 100 emplois. Pour sa part, la CC Provence Verdon fait apparaître sa dépendance vis-à-vis des bassins d'emplois qui sont extérieurs à leur bassin de vie, qu'il soit majeur (Aix-Marseille) ou secondaire.



Pourtant, sur la même période, le nombre d'actifs occupés a augmenté sur la période de +60%, soit plus vite que le nombre d'actifs de 15-64 ans, ce qui signifie que malgré cette dynamique d'emplois remarquable, le recours à l'emploi extérieur a augmenté sur la période. De 32% d'actifs sortant du territoire pour occuper un emploi situé à l'extérieur (sur les agglomérations de Toulon et de Aix-en-Provence principalement, le recours à l'emploi extérieur s'est élevé jusqu'à 35 % en 2015. Le taux d'indépendance[5] a donc diminué de 3 points, passant de 35% à 32%.

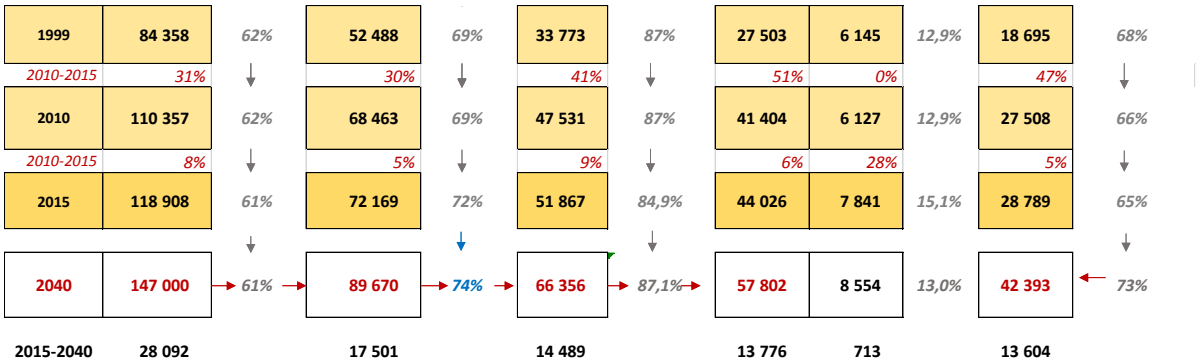
Le choix a été fait dans le PADD d'opérer un rattrapage progressif du ratio actifs occupés / actifs et Emplois locaux / actifs occupés soit une diminution du taux de chômage et une diminution du recours à l'emploi extérieur :

- Un taux de chômage de 13% des actifs 15-64 ans, comme en 2010 ;
- Un taux d'indépendance par rapport à l'emploi extérieur de 73%. On stabilise à environ 15 400 le nombre des actifs qui vont chaque jour travailler à l'extérieur comme en 2015

Tableau n°6 : Prospective emplois sur la période 2015-2040

[4] *Les emplois locaux sont appelés « Emplois au lieu de travail » pour l'INSEE*

[5] *Taux d'indépendance = nombre d'emplois locaux / Nombre d'actifs occupés*



L'objectif est ainsi évalué à un minimum de 550 emplois à créer chaque année dans l'ensemble du territoire de la Provence Verte.
Il s'agit bien donc de ne pas aggraver le déficit d'emplois par rapport aux actifs résidents et, également, de contribuer au redressement du ratio actifs/emplois et de diminuer le % des déplacements domicile-travail en stabilisant en les stabilisant en nombre brut.

Les choix retenus au sein du PADD sont de hiérarchiser et de spatialiser le développement économique sur l'armature urbaine, d'augmenter très significativement la part de foncier dédiées aux activités économiques de façon à créer les conditions anticipées d'un accueil des entreprises, et de faire évoluer les ZAE vers un aménagement qualitatif les rendant plus attractives. Le rattrapage en termes d'emplois passe obligatoirement par la création de surfaces économiques spécifiques, au-delà de la création d'emplois de nature présentielle, qui pourra se faire essentiellement en tissu urbain mixte.

V.1.2 – Anticiper les besoins en foncier économique

L'estimation des surfaces nécessaires procède de 2 méthodes complémentaires :

UNE METHODE DITE DES EMPLOIS

On fait l'hypothèse, par défaut, d'une répartition des activités par type identique à celle de 2015. On répartit donc les 11 000 emplois à produire et on obtient un total de 1 900 emplois à produire en zones d'activités économiques

Puis cette méthode applique à chaque activité destinée à s'implanter en zones d'activités un ratio d'emploi à l'hectare : 20 emplois / ha pour les industries, 10 emplois / ha pour le génie civil et la construction, 10 ha pour le transport…

	Total des activités	Industries	Génie Civil	Construction	Transports
% Postes 2015	100%	3,7%	1,2%	7,2%	6,8%
Poste 2020-2040	11 000	408	134	796	746
% à implanter en ZAE		100%	100%	67%	60%
Emplois en ZAE	1 523	408	134	533	447
Emplois / ha	*11,5*	20	10	10	10
Surfaces nettes nécessaires	132	20	13	53	45

Au, final, on obtient un besoin net de 132 ha à consommer sur 20 ans. Par application d'un coefficient de souplesse de 25% qui correspond à la fois au besoin d'un fond de roulement pour l'offre mais aussi un potentiel de développement à l'issue du SCoT, le besoin par la méthode des emplois s'évalue à 165 ha à 20 ans.

UNE APPROCHE MACRO-ECONOMIQUE

Cette méthode fait l'hypothèse que le développement de l'occupation des espaces par les activités s'accroît chaque année d'environ 2,3%. A partir d'une surface occupée à la date d'arrêt du SCoT d'environ 323 ha, ce sont 186 ha environ qui seraient nécessaires pour l'accueil des activités. Les dispos étant évaluées à un peu moins de 10 hectares, **le besoin de surfaces est ainsi évalué de façon macro-économique à 175 ha.**

V.1.3. Rééquilibrer les surfaces à créer en renforçant l'armature urbaine

Le DOO définit une typologie d'espaces économiques (ZAE[6] centrales, Relais et de Proximité) participant à l'essor de l'emploi qu'il localise selon leur vocation dominante et de leur localisation sur les axes structurants du territoire appelés *voiries primaires* : A8, RDN7, RD 43. Ainsi les ZAE d'intérêt

[6] Zone d'Activité Économique

Pays dont le rayonnement dépasse celui de leur bassin de vie d'implantation et dont l'essor va au-delà de la Provence Verte sont-elles appelées à s'installer au plus proches des villes-centres de Brignoles et St Maximin et/ou sur la RD43 dans le cas du Val d'Issole.

Le DOO traduit les choix du PADD en poursuivant, notamment, les objectifs croisés de renforcement de l'armature urbaine, de rééquilibrage économique du territoire, de production du foncier économique, sous conditions de préservation de la Trame Verte et Bleue ainsi que de terres agricoles, de la définition de critères énergétiques et de la limitation des déplacements individuels.

Le choix est fait de produire 1180 ha de foncier économique pour l'accueil des entreprises, qui visent :

- à être le support d'un développement significatif de l'emploi sur l'ensemble du territoire Provence Verte Verdon;
- à doter les territoires les plus dépourvus, d'espaces économiques adaptés à l'existence d'un tissu orienté vers la satisfaction des besoins locaux ou à l'exploitation de ressources spécifiques ;
- à conforter le rôle des bassins de vie de Brignoles et Saint Maximin dans leur position de centralités fortes sur l'ensemble de la Provence Verte Verdon.

Aux conditions de respect de ces critères traduits dans les orientations du DOO, le SCoT soutient le renforcement des ZAE centrales pour 105 hectares :

- L'extension du parc NICOPOLIS à Brignoles,
- Le projet de création d'une ZAE Pays, le Parc d'activités des Monts Aurélien, aux environs de 45 ha à l'ouest, sur le bassin de vie majeur de Saint Maximin, en soutenant
- Le projet de création d'une zone sur l'axe RD43 à brignoles
- Au nord, sur le bassin de vie secondaire de Barjols en fixant comme objectif de créer 15 ha de foncier économique.

Pour les zones d'activités économiques « Relais », le SCoT programme 40 hectares qui s'ajoutent aux 2 ha de disponibilités, avec :

- La création d'une zone d'activités sur le pôle relais de Rians,
- L'extension de la zone du Chemin d'Aix à Saint Maximin,
- L'extension de la zone d'activités économiques Les Ferrages à Tourves,
- L'extension de la zone d'activités économiques « les Praderies » à Carcès.

Pour les zones d'activités de niveau communal, le SCoT évalue l'ensemble des surfaces à planifier à environ 35hectares.

Outre l'anticipation du besoin de foncier économique, le développement des ZAE ne saurait se faire sans prévoir un aménagement qualitatif par une consommation économe de l'espace, une desserte en transports en commun, une recherche de qualité architecturale, et des mesures visant à respecter l'environnement. C'est la raison pour laquelle quelques orientations du DOO conditionnent l'extension ou la création de ZAE selon leur localisation vis-à-vis de la Trame Verte et Bleue à la mise en œuvre d'Approche environnementale de l'Urbanisme et vis-à-vis de l'urbanisation de terres agricoles à une compensation lorsque leur implantation ne peut se faire en dehors de ce type d'espace.

Il s'agit de renforcer les critères d'implantation des ZAE en matière de desserte fonctionnelle, d'accessibilité, de stationnement, de consommation économe de l'espace, de desserte en transport en commun, de qualité architecturale, de respect de l'environnement…

V.2 -VERS UNE ECONOMIE ENDOGENE

Le choix de développer une activité économique endogène est basé sur les ressources propres du territoire et parfois sous-valorisées. Ces ressources mériteraient des politiques publiques structurantes qui accompagnent et permettent l'essor de filières économiques à part entière, de la matière première produite localement aux débouchés soit locaux, en circuits courts, soit de proximité telles que les agglomérations voisines. Ceci passe par une diversification des productions agricoles telles que le maraîchage, la production d'agri-matériaux tel le chanvre ou le développement de petites filières agricoles telles que le pois chiche de Rougiers, par exemple. C'est pourquoi la maitrise de l'urbanisation et de la destination des sols notamment la préservation des terres agricoles, permettra l'essor économique du territoire.

Par ailleurs, la valorisation des ressources sylvicoles, et des filières qui en découlent, permet à la fois de lutter contre le risque incendie tout en favorisant le mix-énergétique par la production d'énergie comme dans le cas de la centrale Inova.

Le tourisme dans sa globalité constitue pour le territoire une manne de retombées économiques d'où les choix d'émettre les conditions pour développer l'agrotourisme ou pour le structurer.

Les choix pour accompagner le développement économique par une organisation en amont et en aval des politiques publiques visent à affirmer une identité forte du territoire et à l'accompagner d'un environnement économique à la hauteur de ses ambitions en développant l'offre de formation dans les secteurs porteurs, en réalisant une « Maison de l'économie », et en créant des pépinières d'entreprises, des ateliers-relais ou des hôtels d'entreprises thématisées ou généralistes …

V.3 - UN COMMERCE COHERENT ET EQUILIBRE À L'ECHELLE DU TERRITOIRE

Au cours des années 2000-2015, un développement commercial « massif » de périphérie s'est opéré. Ce phénomène se vérifie à Saint Maximin avec la création de la zone commerciale de la « La Laouve » et l'extension de « Cap Ste Baume » puis la « Mirade », un peu moins à Brignoles.

Le développement commercial s'est traduit pour l'essentiel par des zones commerciales en périphérie des villes-centres et des communes-relais ou en secteurs d'entrées d'agglomération, générant des flux de déplacements individuels motorisés de la clientèle et une forte consommation foncière. Parallèlement, on a constaté un affaiblissement des dynamiques et de l'attractivité des centres villes. Ils se sont dévitalisés pour diverses raisons liées notamment à des locaux non adaptés, aux difficultés d'accès, aux difficultés de stationnements, …

Aujourd'hui, les pôles commerciaux périphériques existants possèdent une marge de progression dans la nature de l'offre qualitative et quantitative. L'offre commerciale s'est étoffée pour les postes de dépenses liés à l'alimentaire, l'équipement de la personne, mais moins pour les besoins tels que l'équipement de la maison, ou l'automobile…

Les enjeux révélés par le diagnostic sont de plusieurs natures. Tout d'abord, ils font apparaître la croissance très forte des établissements de la GMS ; ainsi, le nombre de m² de GMS pour 1000

habitants est passé de 451 m² / 1000 habitants à 839 m² pour 1000 habitants, avec une part grandissante des hypermarchés et des supermarchés :

	2000	*2013*	*2018*
Total m² GMS	**38 297**	**71 247**	**107 999**
Population	**85 000**	**115 500**	**128 800**
Surfaces en m² de la GMS/ 1000 habitants	**451**	**617**	**839**
Surfaces en m² en Hyper et supermarchés pour 1000 habitants		**252**	**447**

Ensuite, l'évolution des comportements d'achats observés à l'échelle nationale, donc à l'échelle de la Provence Verte Verdon justifie bien d'anticiper les évolutions de l'aménagement commercial des prochaines années.

Au final, l'enjeu majeur de la préservation de l'appareil commercial des centres-villes nécessite aujourd'hui que soient modérés les développements commerciaux dans les zones commerces comme dans les secteurs d'entrée d'agglomération sur Brignoles et Saint-Maximin-la-Sainte-Baume.

Le renforcement de l'armature urbaine mettant en proximité les principales zones commerciales et les plus gros bassins de vie doit permettre de réduire les déplacements en dehors et au sein du territoire ce qui aura pour effet également de limiter les émissions de gaz à effet de serre qu'ils génèrent. Ces efforts sont également poursuivis par l'impulsion que donne le DOO du SCoT en matière de développement de la desserte des pôles commerciaux périphériques par les transports en commun et les conditions d'aménagement des modes de déplacements doux.

Un enjeu de taille consiste à redonner dynamique et attractivité aux centres-villes par une amélioration des conditions d'accueil des commerces mais également de la clientèle et par la synergie entre les commerces et les autres fonctions que peuvent dispenser les centres urbains.

Enfin, la qualité des aménagements des pôles commerciaux requière de réduire la consommation foncière et d'améliorer leur insertion avec leur environnement direct. En effet, leur localisation en périphérie de ville ou village dans un espace de la transition entre espaces urbains et agricole ou naturels nécessite plus d'attention.

Dans la logique de l'évolution règlementaire, le DOO du SCoT comprend un Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC) qui définit les conditions d'implantations des commerces. Le commerce étant une composante naturelle de l'attraction des communes, il est indispensable pour équilibrer les développements urbains, d'équilibrer les polarités commerciales et leurs développements, c'est pourquoi le choix est fait de mettre en cohérence son implantation avec les niveaux de l'armature urbaine du SCoT.

Les choix retenus au sein du projet politique PADD permettent de déterminer l'implantation préférentielle des commerces en fonction des différents types d'équipements définis et des différents espaces urbains considérés.

Le PADD oriente le SCoT pour faciliter les conditions d'une dynamique commerciale en centres villes plus équilibrée vis-à-vis des pôles commerciaux périphériques et des secteurs de flux (entrées de ville des agglomérations de Brignoles et Saint-Maximin).

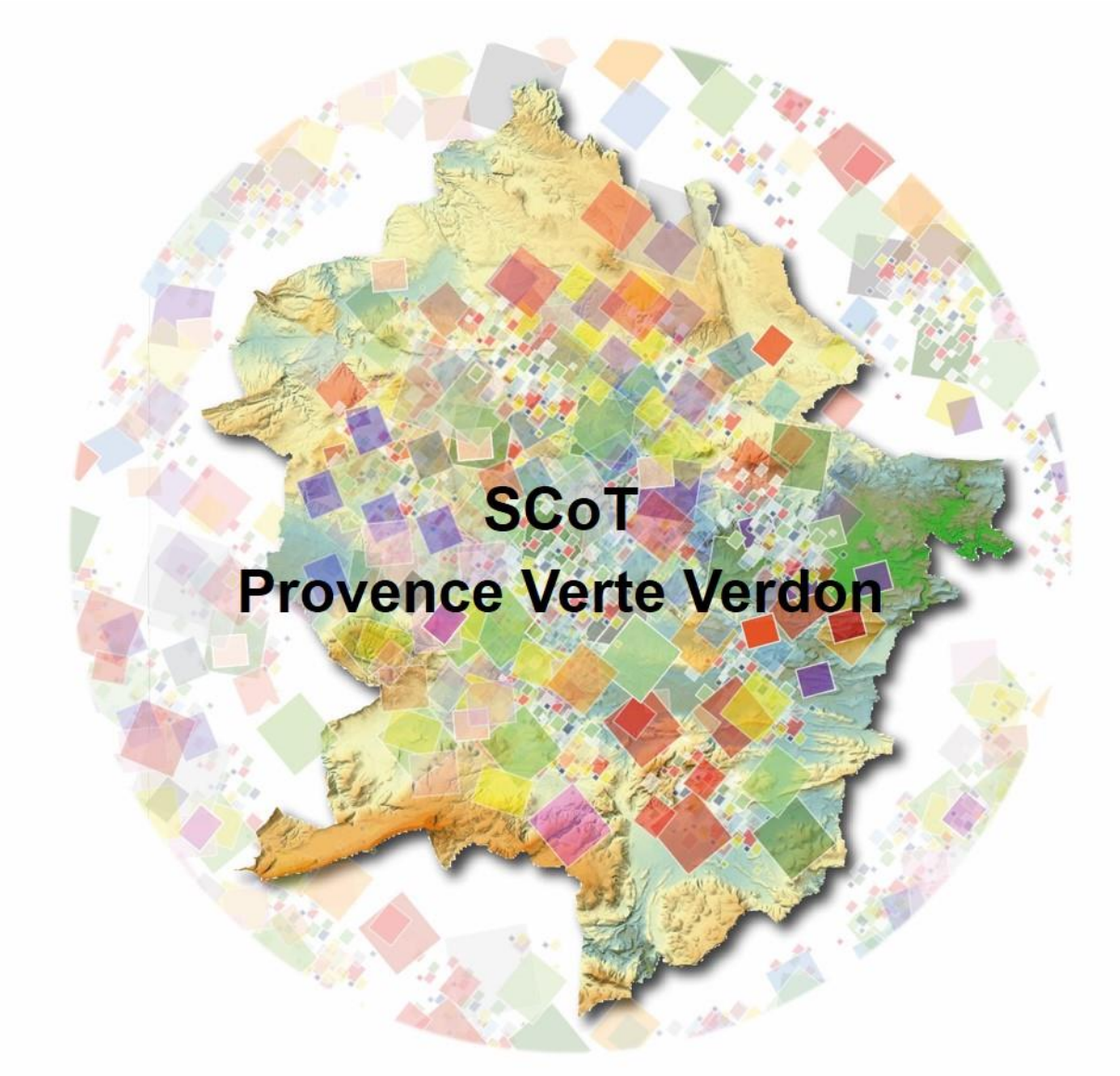
La traduction de ces choix au sein du DOO vis-à-vis de l'armature urbaine passe par le renforcement des villes-centres (Brignoles et St Maximin) dans le respect d'un principe de complémentarité. Du reste, le confortement de l'autonomie commerciale des communes-relais au sein de leur bassin de vie respectifs est utile non seulement pour équilibrer l'armature urbaine mais également à limiter les déplacements individuels et donc l'émission de gaz à effet de serre. Enfin, les bourgs doivent assurer et maintenir une offre commerciale de proximité.

Au sein du DOO se trouve la définition des types d'équipements commerciaux (commerces de proximité, de rayonnement bassin de vie et de rayonnement Pays) en fonction de leur rayonnement, de leur compatibilité avec l'habitat, selon leur fréquence d'achat et les niveaux de centralités urbaines des communes dans l'armature urbaine.

Le DAAC, à l'échelle de la commune, définit 3 types d'espaces urbains comme localisations d'implantations préférentielles du commerce : les centralités urbaines, des secteurs de flux, des pôles commerciaux périphériques. Le DAAC définit des critères et des conditions d'implantations des commerces au sein de chacune de ces implantations préférentielles. Les objectifs sont d'équilibrer les développements entre zones commerciales périphériques et centres villes afin de redynamiser ces derniers via leur partie commerciale, c'est ainsi que les grandes et moyennes surfaces peuvent être des locomotives commerciales pour les centres-ville. Du reste, le DOO oriente les communes à l'élaboration de projets urbains en lien avec les centres villes/villages lorsqu'il y a des projets commerciaux qui leurs sont liés. Le DAAC définit des tailles minimum et/ou maximum de développement de surface de surface de vente des établissements à implanter dans les secteurs de flux et les pôles périphériques afin de privilégier les implantations des petits commerces dans les centres villes.

Compte tenu des possibilités de développement des surfaces de ventes déconnectées de la croissance démographique du territoire, le DAAC proposé est un outil d'aménagement qui permet de planifier l'équilibre territorial du commerce du territoire.

Du point de vue de la qualité des aménagements et de la réduction de la consommation foncière, le DAAC renforce les critères qualitatifs des aménagements commerciaux notamment sur le plan de l'accessibilité, de la mixité des aires de stationnement, de la desserte en solutions alternatives à la voiture, de la qualité architecturale, de la production d'énergies renouvelable ou du respect de l'environnement.



- 6 -

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

SOMMAIRE

PREAMBULE 616

I. ÉVALUATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE DES INCIDENCES DU SCOT SUR L'ENVIRONNEMENT 616

I.1. MATRICE D'ANALYSE DES INCIDENCES DU PADD 617

I.2. ANALYSE THEMATIQUES DES INCIDENCES DU DOO SUR L'ENVIRONNEMENT 637

I.2.1 - Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité 637

I.2.2 - Incidences sur le paysage et le patrimoine 643

I.2.3 - Incidences sur la consommation d'espace 645

I.2.4 - Incidences sur la ressource en eau et les milieux aquatiques 647

I.2.5 - Incidences sur les risques 651

I.2.6 - Incidences sur les choix énergétiques, la qualité de l'air et les transports 654

I.2.7 - Incidences sur la ressource minérale 659

I.2.8 - Incidences sur les déchets 660

II. EVALUATION DES INCIDENCES SUR LES SITES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHES DE MANIERE NOTABLE & MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION ET COMPENSATION 661

II.1. ANALYSE « MACRO-TERRITORIALE » DES INCIDENCES ATTENDUES SUR LES SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ETRE IMPACTES 661

II.2. ANALYSE « FINE » DES PROJETS STRUCTURANTS GEOLOCALISES : LES PROJETS SOUTENUS PAR LE DOO 666

II.2.1 - Méthodologie employée 677

II.2.2 - Milieux naturels et semi-naturels rencontrés 677

II.2.3 - Analyse des incidences : zooms sur les projets par commune portés par le SCoT 684

II.2.4 - Mesures d'évitement et de réduction générales pour l'ensemble des projets portés par le SCoT Provence Verte Verdon. 722

III. ÉVALUATION DES INCIDENCES DU SCOT SUR LE RESEAU NATURA 2000 730

III.1 - PREAMBULE – LE CADRE REGLEMENTAIRE 730

III.2 - PRESENTATION DES SITES NATURA 2000 PRESENTS SUR LE TERRITOIRE DE LA PROVENCE VERTE VERDON 731

III.2.1 - ZPS / SIC Montagne Sainte-Victoire, forêt de Peyrolles, montagne des Ubacs, montagne d'Artigues (FR9310067 & FR9301605) 732

III.2.2 - SIC Massif de la Sainte-Baume (FR9301606) 734

III.2.3 - SIC Mont Caume, Mont Faron, Forêt domaniale des Morières 735

III.2.4 - ZSC Sources et tufs du Haut-Var (FR9301618) 737

III.2.5 - SIC Val d'Argens (FR9301626) 739

III.2.6 - ZSC Basses Gorges du Verdon 741

III.2.7 - ZPS Sainte-Baume occidentale 742

III.2.8 - ZPS du Verdon 743

III.2.9 - ZPS Mont Caume 745

III.2.9 - Synthèse des enjeux « Natura 2000 » sur le territoire de la Provence Verte Verdon 746

III.3 - EFFETS PREVISIBLES ET MESURES ASSOCIEES DES ORIENTATIONS DU SCOT 754

III.3.1 - Dispositions du DOO concernant les sites Natura 2000 754

III.3.2 - Analyse « macro » des secteurs susceptibles d'être impactés en lien avec les sites Natura 2000 . 754

III.3.3 - Analyse « micro » des projets susceptibles d'avoir des incidences sur les sites Natura 2000 755

III.3.4 - Notion de secteurs agricolables & Sites Natura 2000 764

III.3.5 - Mesures d'évitement et de réduction pour les habitats et les espèces d'intérêt communautaire . 765

III.4 - CONCLUSIONS SUR L'EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000 770
III.5 - DISPOSITIF DE SUIVI DES INCIDENCES 770
III.6 - RESSOURCES ET REFERENCES 771

PREAMBULE

L'application du SCoT aura des impacts sur le territoire de la Provence Verte Verdon. Ceux-ci peuvent être positifs grâce à une meilleure gestion des besoins, des ressources et une prise en compte environnementale forte. Ils peuvent également s'avérer négatifs sur certains aspects, lorsqu'il s'agit par exemple de la consommation foncière, avec un impact réduit par des dispositions prévues dans le DOO, ou nuls sur d'autres aspects.

Afin de mieux cerner ces impacts, quels qu'ils soient, les pages suivantes exposent l'analyse des incidences sur l'environnement par une ***approche qualitative et quantitative des incidences****. En complément de ces analyses, l'évaluation environnementale s'attache également à réaliser* ***un focus sur les aménagements prévus par le DOO*** *et* ***une analyse des incidences cumulées sur l'environnement.***

I. ÉVALUATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE DES INCIDENCES DU SCOT SUR L'ENVIRONNEMENT

Ce premier chapitre de l'évaluation environnementale a fait l'objet d'une actualisation, sur la base de l'évaluation environnementale réalisée par Even Conseils conjointement avec le SCoT de 2014

L'analyse environnementale du PADD est une étape essentielle de l'évaluation environnementale dans l'analyse des effets du projet de SCoT sur l'environnement. Elle consiste à interroger les orientations et objectifs du projet au regard des enjeux environnementaux définis à l'issu de l'Etat Initial de l'Environnement. Il s'agit d'une **analyse qualitative des incidences**. En effet, celles-ci sont évaluées comme étant positives, neutres ou négatives et à des degrés plus ou moins importants. Cette approche permet de vérifier la prise en compte des enjeux environnementaux dans le projet de SCoT et de relever les possibles incohérences.

L'analyse qualitative des incidences du projet de SCoT sur l'environnement, basée sur le PADD, est complétée par une approche **quantitative**, qui repose davantage sur le DOO. En effet, au-delà de la qualification des incidences comme positives, neutres ou négatives, un autre enjeu de l'évaluation environnementale est de quantifier les effets induits du développement urbain sur l'environnement. Il peut s'agir, d'une part, d'objectifs à atteindre qui sous-tendent le projet de territoire mais qui ne sont pas en tant que tels inscrits dans les orientations par exemple sur l'accroissement de la population), et d'autre part, de l'effet objectif d'une orientation (consommation foncière, d'eau potable…).

I.1. MATRICE D'ANALYSE DES INCIDENCES DU PADD

La matrice d'analyse des incidences permet d'avoir une vision globale de l'évaluation environnementale. Elle consiste à interroger les orientations et objectifs du PADD au regard des enjeux environnementaux définis à l'issu de l'État Initial de l'Environnement, et sur la base des tendances observées « au fil de l'eau ».

Le détail des incidences identifiées dans cette matrice est exposé à la suite de cette analyse pour une meilleure compréhension des effets positifs et négatifs du projet de SCoT sur l'environnement.

Les enjeux environnementaux retenus pour l'évaluation des incidences sur l'environnement sont les suivants :

EAU ET MILIEUX AQUATIQUES	**1**	Préservation de la trame bleue
	2	Préservation de la qualité des eaux superficielles
	3	Limitation de la pression sur les milieux aquatiques
	4	Protection de la ressource en eau
	5	Gestion des eaux de ruissellement
	6	Gestion de l'assainissement
	7	Limitation des rejets dans le milieu naturel
MILIEUX NATURELS	**8**	Préservation des milieux naturels et de la trame verte
	9	Préservation des continuités écologiques
DECHETS	**10**	Gestion des déchets
BRUIT	**11**	Limitation des nuisances sonores
POLLUTIONS	**12**	Préservation de la qualité de l'air
	13	Préservation de la qualité des sols
RISQUES	**14**	Limitation de l'exposition des biens et personnes aux risques
ENERGIE	**15**	Maîtrise et gestion des énergies
PATRIMOINE	**16**	Préservation et valorisation du patrimoine culturel et historique
PAYSAGES	**17**	Préservation des paysages ouverts et des arrières-plans boisés
	18	Amélioration de l'intégration paysagère des aménagements et infrastructures de transport
	19	Valorisation des paysages urbains identitaires
CONSOMMATION D'ESPACE	**20**	Limitation de l'étalement urbain (mitage des espaces naturels et agricoles)
RESSOURCE SOL	**21**	Gestion de la ressource en granulat

Le système de qualification retenu pour évaluer la prise en compte des enjeux environnementaux dans les orientations et objectifs du PADD est le suivant :

+ + +	Incidence positive forte et globale
++	Incidence positive moyenne et globale / Incidence positive forte et locale
+	Incidence positive faible et locale
0	Incidence neutre
-	Incidence négative faible et locale
- -	Incidence négative moyenne et globale / Incidence négative forte et locale
- - -	Incidence négative forte et globale

		Orientation 1 du PADD : Affirmer l'équilibre des centralités					
		Une armature urbaine claire et assumée				Mieux se déplacer, être mieux reliés	
		Fortifier le développement de la Provence Verte Verdon avec les deux pôles principaux Brignoles et St-Maximin	*Asseoir le rôle des communes-relais*	*Faire participer les communes d'appui au développement plus activement que les bourgs*	*Permettre un développement équilibré des bourgs*	*Réduire la part des déplacements dans les émissions de GES pour améliorer le bilan énergétique du territoire*	*Offrir au plus grand nombre une alternative crédible au « tout automobile »*
Enjeux environnementaux	**1**						
	2						
	3						
	4						
	5						
	6						
	7						
	8						
	9						
	10						
	11						
	12					**+++**	**++**
	13						
	14						
	15					**+++**	
	16						
	17						
	18						
	19						
	20						
	21						

		Interconnecter les transports avec le territoire régional				
		Le renforcement des infrastructures routières et autoroutières	*La modernisation des infrastructures de transport favorisant l'auto-partage*	*Le développement des lignes de transport en commun express à haut niveau de fréquence*	*L'indentification des zones d'activités préférentielles pour l'activité logistique*	*Le maintien du potentiel de transport collectif que représente la ligne ferrée Carnoules-Gardanne (pôles d'échanges multimodaux)*
Enjeux environnementaux	**1**					
	2					
	3					
	4					
	5					
	6					
	7					
	8					
	9					
	10					
	11	**+**	**+**			**+**
	12		**+**	**++**		**+**
	13					
	14					
	15					
	16					
	17					
	18					
	19					
	20					
	21					

		Promouvoir un système de transport hiérarchisé sur l'armature territoriale		**Remettre les déplacements au cœur des politiques d'aménagement**		**Déployer l'infrastructure numérique**
		Hiérarchisation du système de transport	*Maillage routier sécurisé, de qualité et adapté aux modes de déplacements alternatifs*	*Limiter les distances de déplacement et promouvoir la ville des courtes distances*	*Organiser les déplacements de proximité*	
Enjeux environnementaux	**1**					
	2					
	3					
	4					
	5					
	6					
	7					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12	**+++**	**+++**	**+++**	**++**	
	13					
	14					
	15					
	16					
	17					
	18		**+++**			
	19					
	20			**+++**		
	21					

		Orientation 2 du PADD : Ménager le territoire par un développement urbain raisonné		
		Consolider la trame verte et bleue du territoire en limitant les impacts de l'urbanisation sur les ressources et les espaces naturels		**Préserver et valoriser l'enveloppe foncière agricole**
		Limiter la consommation et la fragmentation des espaces naturels et agricoles / Assurer le maintien et la remise en bon état des continuités écologiques	*Préserver les espaces naturels structurants, les interconnexions entre maillage vert et maillage urbain / Inciter le développement de la nature en ville*	*Affirmer une volonté de reconquête agricole en accroissant les terres agricoles et « agricolables »*
Enjeux environnementaux	**1**	**+++**	**++**	
	2			
	3			
	4			
	5			
	6			
	7			
	8	**+++**	**++**	
	9	**+++**	**++**	
	10			
	11			
	12			
	13			
	14			
	15			
	16			
	17	**+++**		**++**
	18			
	19			
	20	**+++**	**++**	**++**
	21			

		Cibler le développement et viser une réduction de la consommation d 'espace				Privilégier une urbanisation plus compacte	Accroître la qualité des projets et des aménagements
		Diminuer la surface de foncier dédiée à l'habitat	*Contenir la surface dédiée aux zones commerciales*	*Augmenter la surface de foncier dédiée aux activités économiques*	*Conserver la proportion de foncier dédiée à la production d'énergies issues de sources renouvelables*		
Enjeux environnementaux	**1**					+++	
	2						
	3						
	4						
	5						
	6						
	7						
	8					+++	
	9						
	10						
	11					+++	
	12					+++	
	13						
	14						
	15				++		
	16						
	17						
	18						+++
	19						+++
	20	+++	+++	- -	-	+++	
	21						

		Orientation 3 du PADD : Un développement résidentiel au service d'un territoire dynamique, solidaire et durable		
		S'appuyer sur l'armature urbaine pour répartir la croissance démographique	**Apporter une réponse adaptée aux besoins en logements**	**Structurer les équipements et services du territoire dans une logique de cohésion et de complémentarité territoriale**
Enjeux environnementaux	**1**			
	2			
	3			
	4			
	5			
	6			
	7			
	8			
	9			
	10			
	11			
	12			
	13			
	14			
	15			
	16			**++**
	17			
	18			
	19			
	20	**++**		
	21			

		Orientation 4 du PADD : Un développement économique ambitieux			
		Développer un tourisme moteur économique et responsable		**Valoriser les sources d'énergies renouvelables**	**Profiter de l'effet levier de la croissance démographique du territoire en termes d'économie résidentielle**
		Valoriser le cadre de vie, le patrimoine et l'environnement	*Structurer l'action touristique*		
Enjeux environnementaux	**1**				
	2				
	3	-			
	4				
	5				
	6				
	7				
	8			-	
	9				
	10				
	11				
	12			++	
	13				
	14				
	15			++	
	16	++			
	17			-	
	18				
	19	++			
	20		-		
	21				

		Favoriser la diversité des activités et productions agricoles et sylvicoles, renforcer leur compétitivité		Cibler le développement de la formation autour des filières locales	Tirer parti du positionnement géographique périurbain de Provence Verte Verdon
		Accompagner le développement de la filière bois	*Conforter et diversifier l'activité économique agricole*		
Enjeux environnementaux	**1**				
	2				
	3				
	4				
	5				
	6				
	7				
	8				
	9				
	10				
	11				+
	12				+
	13				
	14				
	15	++	++		
	16				
	17				
	18				
	19				
	20				
	21				

		Renforcer les espaces économiques du territoire	Accompagner un développement économique attractif et compétitif	Tendre à l'équilibre du territoire par une géographie des commerces à l'échelle des besoins	
				Des implantations commerciales en renforcement de l'armature urbaine	*Des implantations commerciales bien intégrées dans la ville*
Enjeux environnementaux	**1**				
	2				
	3				
	4				
	5				
	6				
	7				
	8				
	9				
	10				
	11			**+**	
	12			**+**	
	13				
	14				
	15				
	16				
	17				
	18	**++**			**+**
	19				
	20	**-**		**-**	
	21				

		Orientation 5 du PADD : Respecter et valoriser les ressources exceptionnelles de Provence Verte Verdon, offrir aux populations un environnement sain				
		Le maintien d'une trame verte et bleue fonctionnelle et encore bien conservée				
		Préserver l'intégrité des cœurs de nature	*Maintenir la fonctionnalité des corridors écologiques terrestres et aquatiques*	*Renforcer le rôle écologique des zones d'extensions*	*Préserver la qualité naturelle des zones relais*	*Inciter le développement de la nature en ville*
Enjeux environnementaux	**1**	**+++**	**++**			**+**
	2					
	3					
	4					
	5					
	6					
	7					
	8	**+++**	**++**	**++**	**++**	**+**
	9	**+++**	**++**			
	10					
	11					
	12					
	13					
	14					
	15					
	16					
	17					
	18					
	19					
	20					
	21					

		Le maintien et la valorisation de la qualité des paysages	L'amélioration du bilan énergétique du territoire	L'agriculture respectueuse de l'environnement et facteur d'identité paysagère			
				Conforter la fonctionnalité écologique de l'agriculture	*Renforcer le rôle de l'agriculture dans la prévention des risques naturels*	*Soutenir des pratiques culturales respectueuses de l'environnement*	*Identifier et préserver le patrimoine agricole et rural de qualité*
Enjeux environnementaux	**1**	+++		++		+	
	2						
	3						
	4						
	5						
	6						
	7						
	8		+	++		+	
	9						
	10						
	11						
	12		+++				
	13						
	14				++		
	15		+++				
	16	+++	+				+
	17	+++					+
	18						
	19	+++					
	20	+					
	21						

		La préservation de la ressource en eau			
		Assurer la préservation à long terme de la ressource en eau souterraine considérée comme stratégique	*Gérer la retenue de Ste-Suzanne pour tendre à un partage des usages*	*Gérer l'alimentation et anticiper les besoins en eau potable*	*Tendre vers une gestion économe de la ressource en eau par tous les types d'usagers*
Enjeux environnementaux	**1**		++		
	2				
	3		++	+	
	4	+++	++	++	
	5				
	6				
	7				
	8				
	9				
	10				
	11				
	12				
	13				
	14				
	15				
	16				
	17				
	18				
	19				
	20				
	21				

		La préservation de la ressource en granulats			
		Prioriser l'utilisation de matériaux issus du recyclage des matériaux inertes	*Favoriser la diversification et l'utilisation de matériaux issus de ressources renouvelables et gérés durablement*	*Minimiser les impacts consécutifs à l'exploitation des ressources sur les milieux naturels, agricoles et urbains*	*Conserver les capacités de production du territoire en relation avec le projet de développement*
Enjeux environnementaux	**1**				
	2				
	3				
	4				
	5				
	6				
	7				
	8			++	
	9				
	10				
	11				
	12				
	13				
	14				
	15				
	16				
	17				
	18				
	19				
	20				
	21	++	++		++

		La limitation du risque incendie			
		Stopper le mitage urbain des espaces boisés	*Mettre en place des aménagements de sécurité*	*Réaliser ou réactualiser les documents de planification et de gestion des risques*	*Déterminer les espaces forestiers sujets à la reconquête agricole*
Enjeux environnementaux	**1**				
	2				
	3				
	4				
	5				
	6				
	7				
	8	**+++**			**-**
	9				
	10				
	11				
	12				
	13				
	14	**+++**	**++**	**+**	**++**
	15				
	16				
	17				
	18				
	19				
	20	**+++**			
	21				

		Anticiper sur le risque inondation				
		Améliorer la connaissance du risque	*Prendre en compte le risque dans l'aménagement du territoire*	*Mettre en place des mesures visant à limiter ou ne pas aggraver le risque*	*Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens*	*Développer une culture du risque par l'information des populations et l'organisation des secours*
Enjeux environnementaux	**1**					
	2					
	3					
	4					
	5		+	+		
	6					
	7					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					
	13					
	14	++	+++	++	+++	++
	15					
	16					
	17					
	18					
	19					
	20					
	21					

		Tendre vers un traitement performant des eaux usées			Améliorer la gestion des eaux pluviales		
		Assurer la cohérence entre les schémas directeurs d'assainissement et les documents d'urbanisme	*Améliorer les performances de l'assainissement collectif*	*Accompagner l'amélioration de la qualité de l'assainissement non collectif*	*Planifier la gestion des eaux pluviales*	*Conditionner l'ouverture à l'urbanisation à des capacités de gestion des eaux pluviales suffisantes et prendre en compte les impacts des eaux pluviales sur la qualité des milieux récepteurs*	*Favoriser une gestion des eaux pluviales à la source*
Enjeux environnementaux	**1**						
	2		+	+			
	3						
	4						
	5				++	+++	+++
	6	++	+++				
	7	++	+++	+++			
	8						
	9						
	10						
	11						
	12						
	13						
	14						
	15						
	16						
	17						
	18						
	19						
	20						
	21						

		Optimiser la gestion des déchets dans une logique de prévention et de proximité	Réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique (vulnérabilité des milieux, activités et populations)	Réduire la pollution de l'air et les nuisances sonores	Améliorer la connaissance des sites et sols pollués
Enjeux environnementaux	1				
	2				
	3				
	4				
	5				
	6				
	7				
	8				
	9				
	10	+++			
	11			++	
	12		+	+++	
	13				+++
	14		+		
	15	++	+		
	16				
	17				
	18				
	19				
	20				
	21				

Bilan de l'analyse qualitative des incidences

Le tableau ci-dessous expose les résultats de l'analyse des incidences des orientations et objectifs du PADD sur chaque enjeu environnemental. Ces résultats ont été obtenus par la somme des « + » et des « - » par ligne d'enjeu.

La totalité des thématiques est impactée positivement par le projet de SCoT. Ces résultats démontrent que, malgré le développement urbain attendu, les effets négatifs de cette urbanisation sont compensés par des mesures positives sur les milieux naturels et les paysages notamment.
Les fortes plus-values du projet sont attendues sur :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre, avec notamment un large développement des modes de transports alternatifs à la voiture ;
- la limitation de l'exposition aux risques naturels, et notamment les inondations et les feux de forêts ;
- la préservation et la valorisation de la trame verte et bleue ;
- la limitation de l'étalement urbain et la lutte contre le mitage des espaces naturels et agricoles ;
- la maîtrise de la demande en énergie et le développement des énergies renouvelables.

			Résultats de l'analyse des incidences du PADD sur les enjeux environnementaux
EAU ET MILIEUX AQUATIQUES	**1**	Préservation de la trame bleue	**22**
	2	Préservation de la qualité des eaux superficielles	**2**
	3	Limitation de la pression sur les milieux aquatiques	**2**
	4	Protection de la ressource en eau	**7**
	5	Gestion des eaux de ruissellement	**10**
	6	Gestion de l'assainissement	**5**
	7	Limitation des rejets dans le milieu naturel	**8**
MILIEUX NATURELS	**8**	Préservation des milieux naturels / Préservation de la trame verte	**27**
	9	Préservation des continuités écologiques	**12**
DECHETS	**10**	Gestion des déchets	**3**
BRUIT	**11**	Limitation des nuisances sonores	**9**
POLLUTIONS	**12**	Préservation de la qualité de l'air	**34**
	13	Préservation de la qualité des sols	**3**
RISQUES	**14**	Limitation de l'exposition des biens et personnes aux risques	**23**
ENERGIE	**15**	Maîtrise et gestion des énergies	**19**
PATRIMOINE	**16**	Préservation et valorisation du patrimoine culturel et historique	**7**
PAYSAGES	**17**	Préservation des paysages ouverts et des arrières-plans boisés	**8**
	18	Amélioration de l'intégration paysagère des aménagements et infrastructures de transport	**9**
	19	Valorisation des paysages urbains identitaires	**8**
CONSOMMATION D'ESPACE	**20**	Limitation de l'étalement urbain (mitage des espaces naturels et agricoles)	**19**
RESSOURCE SOL	**21**	Gestion de la ressource en granulat	**6**

I.2. ANALYSE THEMATIQUES DES INCIDENCES DU DOO SUR L'ENVIRONNEMENT

L'analyse qualitative du PADD a permis de construire la matrice d'analyse des incidences sur l'environnement. La seconde étape de l'évaluation des incidences consiste à exposer en détail les données issues de cette matrice. Les incidences sont abordées ici par une approche thématique qui facilite leur compréhension, et sont basées sur une analyse fine du DOO qui vient conforter les résultats de la matrice et renforcer l'évaluation.

I.2.1 - Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

CONSTATS / RAPPELS

La Provence Verte Verdon, comme son nom l'indique, bénéficie d'un patrimoine naturel dominant, véritable atout du territoire à protéger et à valoriser.

Les points forts liés au patrimoine naturel dans l'état initial de l'environnement :

- 34% du territoire en ZNIEFF ;
- Un territoire homogène et naturel avec de belles continuités existantes (93 % du territoire sont naturels) ;
- De grands ensembles naturels bien conservés représentant des cœurs de nature (5 Zones Spéciales de Conservation (ZSC) et 3 Zone de Protection Spéciale (ZPS) couvrant 14% du territoire) ;
- Une domination de la sous trame boisée, un rôle capital de la trame bleue pour les échanges entre grands ensembles naturels ;
- Le PNR du Verdon et de la Sainte Baume assurent une gestion efficace du patrimoine de la partie nord et sud du territoire ;

Les points faibles liés au patrimoine naturel dans l'état initial de l'environnement :

- Une perte de milieux naturels entre 2003 et 2014 (- 1170 ha environ) au profit des espaces urbanisés et dans une moindre mesure agricoles ;
- Des zones de fragilité de la trame verte et bleue identifiées : traversée des cours d'eau en milieu urbain, traversée de l'autoroute en plusieurs points ;
- De vastes zones présentant un potentiel fort de biodiversité sans statut réglementaire stricte (à nuancer car sur cette zone plusieurs grandes forêts communales sont présentes) ;
- Plusieurs Zones Humides fragiles.

Conscients de cet atout les élus ont placé le patrimoine naturel comme élément fondateur de l'aménagement du territoire en développant en premier point cette thématique dans leur PADD et DOO. Le vocabulaire propre à la trame verte et bleue est décliné dans les orientations du document, preuve de la réelle volonté politique et de l'engagement pris en faveur du patrimoine naturel.

INCIDENCES POSITIVES DIRECTES

↗ Préservation de l'intégrité des cœurs de nature

La première prescription forte du DOO (d'autant plus « forte » que cette prescription « intègre » les prescriptions de deux chartes de PNR concernées sur le territoire Provence Verte Verdon) est de décliner la trame verte et bleue dans les PLU, trame qui s'organise autour des cœurs de nature. Les PLU retranscriront les continuités écologiques identifiées dans la carte TVB et veilleront à les préciser et à les délimiter sous la forme d'une traduction réglementaire, afin de préserver leur fonctionnalité.

De même, les PLU identifieront et délimiterons des corridors écologiques fonctionnels à l'échelle de la commune. Ils feront ressortir les besoins de remise en état des continuités écologiques en fonction du niveau de fonctionnalité ou de fragmentation des corridors.

L'urbanisation est limitée dans ces espaces. Par ailleurs, tout projet devra présenter des critères de réalisation limitant les impacts sur le milieu et assurant sa remise en bon état. Au-delà des orientations liées à l'urbanisme, des recommandations en vue de définir des gestions adaptées des réservoirs de biodiversité sont énoncées.

- **Maintien et remise en bon état des continuités écologiques**

Un corridor écologique est une voie de déplacement, empruntée par la faune et la flore, qui relie les réservoirs de biodiversité (cœurs de nature). Ces liaisons fonctionnelles entre milieux naturels permettent la dispersion et la migration des espèces. La TVB du territoire de la Provence Verte Verdon est encore très fonctionnelle. Les échanges entre les grands massifs sont facilités par une matrice végétale dominante. De ce fait, les échanges se font de façon diffuse et non pas à travers des corridors bien identifiés.

Néanmoins, 6 zones de fragilités ont été identifiées sur le territoire. Elles concernent notamment la trame bleue avec une urbanisation sur certains secteurs qui menace les ripisylves et la fonctionnalité des cours d'eau et le croisement du cours d'eau avec des infrastructures linéaires. Ces zones de fragilité concernent également la trame ouverte moins étendue sur le territoire, qui au même titre que les surfaces dédiées à l'agriculture est menacée ponctuellement par l'urbanisation. Ces points de fragilité sont localisés, des actions spécifiques sont définies d'une part pour stopper leur érosion, d'autre part pour restaurer ces espaces.

De manière générale, les PLU devront organiser la conservation des fonctions de passage que constituent ces zones et les protéger de toute artificialisation grâce à des outils réglementaires ou des prescriptions adaptés à leur niveau de conservation.

Concernant la trame bleue, les PLU traduiront la préservation des berges et des ripisylves associées, compte tenu de leur rôle majeur dans les continuités écologiques, en les maintenant, voire en les élargissant, en veillant également à éviter toute activité polluante directement en bordure des cours d'eau.

- **Renforcement du rôle écologique des zones d'extension (interface entre zone construite et cœurs de nature)**

Une réflexion a été engagée sur l'interface entre les zones construites et les milieux naturels présentant des enjeux écologiques forts. Les zones d'extension ont un rôle de zone tampon à jouer. Ce sont les zones à privilégier pour le développement des réservoirs de biodiversité à travers la restauration ou le renforcement de leurs qualités, capacités et fonctions écologiques. Par ailleurs, ces zones jouent un rôle dans la protection des cœurs de nature contre les perturbations extérieures.

Les communes préciseront et délimiteront à l'échelle locale les cœurs de nature et leurs zones d'extension associées, localisés sur la carte de la Trame verte et bleue. Elles assureront la préservation de ces zones en renforçant leur statut réglementaire au sein des PLU, de manière qu'elles conservent leurs surfaces et l'intégrité de leurs fonctionnalités écologiques.

↗ Préservation de la qualité naturelle des zones relais

D'autres milieux participent à la mobilité de la biodiversité terrestre sur le territoire : les zones relais. Il s'agit d'un ensemble de zones, non continues, plus ou moins connectées entre elles qui peuvent également créer des entités fonctionnelles, comme par exemple de la plaine de Nans qui est jointive avec celle de Brue-Auriac et de Seillons.

Les PLU déclineront et préciseront les contours de zones relais dans leur projet et en assureront la préservation, en maintenant des coupures d'urbanisation et en assurant leur continuité. Toute activité et urbanisation susceptibles de dégrader leurs fonctions écologiques y est proscrite par le DOO.

Si des projets d'urbanisation ou des aménagements sont prévus au sein de corridors ou zones relais, les PLU veilleront à maintenir des fuseaux d'espaces naturels ou agricoles non fragmentés et d'une largeur suffisante au déplacement des espèces.

↗ Limitation de l'étalement de l'urbanisation (choix d'une urbanisation plus compacte)

Ce qui fait l'attrait du territoire et contribue au cadre de vie de la Provence Verte Verdon réside dans le fait qu'il y a de l'espace. Contrairement au modèle du passé où l'urbanisation était très dense, le modèle d'urbanisation de ces dernières décennies était souvent la maison individuelle. Ce modèle étant très consommateur d'espace naturel et la demande augmentant, il était important de définir de nouvelles règles.

Le SCoT, comme son prédécesseur, infléchit cette tendance, en la renforçant davantage. Un travail spécifique est fait sur les formes urbaines, l'urbanisation souhaitée par la Provence Verte Verdon devant optimiser le potentiel foncier dans et hors enveloppe urbaine :

Notamment, les communes traduiront les objectifs visant à prioriser le développement urbain dans les enveloppes urbaines existantes, puis dans la continuité de l'enveloppe urbaine existante, à articuler le développement urbain avec la desserte en transports en commun ou les objectifs de développement de la mobilité active, mais aussi à encadrer les développements urbains le long des axes pour limiter l'étalement urbain par des secteurs de coupures d'urbanisation entre les villages et par une limitation des accès à la voie en dehors des noyaux urbains.

Ce faisant, le modèle d'habitat individuel qui a donné lieu au mitage du paysage est définitivement stoppé.

↗ Maintien des espaces agricoles par la préservation de l'enveloppe foncière agricole

Les espaces agricoles occupent 18% du territoire (2014), alors qu'ils occupaient 28% en 1972. Plus de 11 550 ha ont disparu. Il s'agit notamment de zones qui se sont enfrichées faute d'activité. Néanmoins les zones les plus productives subissent également des pressions liées à l'urbanisation. Fort de ce constat, le SCOT prévoit de maintenir un potentiel agricole et une enveloppe foncière agricole au moins équivalents à ceux constatés sur le territoire en 2014.

Pour ce faire, le DOO demande aux communes de zoner de façon privilégiée les espaces agricoles (soit les espaces situés hors zones urbaines des documents d'urbanisme communaux et qui sont cultivés et/ou classé AOC/AOP, et/ou des friches agricoles de moins de 20 ans).

Chaque projet de développement urbain mettra en place des mesures qui viseront à éviter la consommation d'espace agricole. Toute consommation d'espace agricole qui ne pourra être évitée donnera lieu à compensation préalablement au projet d'aménagement et par la mise en œuvre de mesures de (re)conquête agricole permettant ainsi de retrouver les surfaces agricoles perdues...

Cet engagement est favorable aux espèces typiques des milieux ouverts du territoire.

➚ **Développement de la nature en ville**

Plusieurs villages se sont construits autour de cours d'eau. Le SCoT oriente les PLU afin qu'ils préservent les éléments paysagers de types : canaux, talwegs, cours d'eau, alignements végétalisés, bosquets, oliveraies, ripisylve, zones humides … Cela contribue à préserver le patrimoine naturel tout en préservant le cadre de vie (agrément, microclimat…).

Également, les PLU veilleront :

- à orienter les développements urbains de sorte qu'ils s'insèrent dans le cadre architectural patrimonial, agricole et naturel environnant par la création de transitions douces et d'ambiances urbaines végétalisées adaptées aux contraintes climatiques locales et favorables à la biodiversité endémique.
- à prévoir des emplacements réservés pour des espaces verts visant à recréer une armature verte interne à la ville.

INCIDENCES POSITIVES INDIRECTES

➚ **Soutien aux pratiques culturales respectueuses de l'environnement**

Les activités agricoles ont un rôle à jouer dans la qualité des milieux naturels. Elles interagissent tout particulièrement avec les zones humides et les cours d'eau qui accueillent une biodiversité spécifique. Le SCOT fait une série de recommandations visant à encourager une agriculture plus respectueuse de l'environnement. On citera *« Les PLU préserveront les espaces agricoles jouxtant l'Argens par un maintien ou un classement en zone A en prévoyant une bande enherbée de 5 m minimum à partir des berges et un recul d'au moins 10 m à partir du haut de berges pour toute éventuelle construction* » ou encore « *Aux abords des cours d'eaux et des chemins qui en sont proches, seront maintenus ou créés des zones enherbées ou boisées d'a minima 5 à 10 m limitant le transfert direct de polluants* ».

Enfin, le SCOT recommande de « *Conforter la vocation agricole, ou naturelle, des espaces situés en zone inondable, ou repérés comme zone d'expansion des crues, afin de faciliter le fonctionnement naturel de ces zones et de limiter les risques d'inondations.*

➚ **Limitation des impacts consécutifs à l'exploitation des ressources en granulats sur les milieux naturels**

Un volet spécifique du SCOT développe la question des matériaux utilisés sur le territoire. En premier lieu une incitation à l'utilisation de matériaux recyclés est faite réduisant de fait la consommation de ces matériaux fossiles non renouvelables. De plus, « *Les PLU traduiront les orientations visant à privilégier l'extension et/ou le maintien des sites existants et/ou la réouverture d'anciennes carrières* », et « *L'ouverture, la réouverture ou l'extension des carrières et de leurs installations est à éviter dans les espaces agricoles* ». Néanmoins, *« l'ouverture, la réouverture ou l'extension des carrières et de leurs installations se fera préférentiellement en dehors des zones d'extension des cœurs de nature* »

➚ **Réduction du risque incendies pour les milieux naturels**

Étant donné le contexte méditerranéen, l'importante couverture forestière et l'augmentation des friches agricoles, les risques de feux de forêt sont importants comme en témoignent les incendies de 2002-2003 sur Le Val et Bras (environ 1000 ha) ou celui de Saint-Maximin et Seillons en 2017 (1700 ha). De gros efforts sont fournis par les communes pour faire face à ce risque. Près de 23 000 ha ont brûlé en 50 ans, en témoignent la jeunesse des forêts et la faiblesse des peuplements de vieux sujets arborés. En luttant contre l'étalement urbain, en soutenant l'activité agricole (gestionnaire des interfaces), les risques sont diminués.

INCIDENCES NEGATIVES DIRECTES

➘ Développement urbain et risque de pression accrue sur la trame verte et bleue

L'homme s'est installé à proximité des cours d'eau, de fait c'est sur la trame bleue que se font souvent plus ressentir les pressions. Plusieurs points de fragilité de la trame bleue ont été identifiés. Même si des orientations sont faites pour conserver le patrimoine lié au cours d'eau au sein des zones urbaines, la fonctionnalité de la trame bleue est souvent très perturbée au cœur des cités (ex : Caramy dans la traversée de Brignoles ou l'Issole). On retiendra néanmoins les efforts faits par Provence Verte Verdon notamment pour préserver la ripisylve de l'Argens au niveau de Carcès : « *Les PLU veilleront à maintenir une coulée verte en préservant les berges et la ripisylve de l'Argens par un classement adapté (EBC, art L123-1-5 7° et R123-11 i du code de l'urbanisme) et des prescriptions dans le règlement de nature à assurer leur protection et leur gestion* » ou encore « *L'extension de la zone d'activité des Praderies à Carcès devra notamment répondre à ces orientations* ».

➘ Reconquête agricole sur de jeunes espaces forestiers

60% des terres agricoles qui ont disparu depuis 1972 le sont au profit des espaces naturels. On note dans l'état initial de l'environnement que « *Ces espaces naturels ne sont pas inexorablement perdus et peuvent potentiellement faire l'objet d'une reconquête agricole* ». Néanmoins sur ces anciens espaces agricoles abandonnés, la nature a repris ses droits. Aussi, la réouverture de ces espaces pour l'agriculture devra se faire sous certaines réserves : ne pas remettre en question des populations d'espèces protégées, ne pas réduire la fonctionnalité écologique du secteur ce qui nécessite de prendre en compte les déplacements de la faune… Dans la mesure où les enjeux écologiques sont pris en compte avec par exemple des pratiques « plus douces » adaptées, il ne devrait pas y avoir d'incidences négatives. La réouverture de ces milieux jeunes pourrait même être favorable aux espèces typiques des milieux ouverts comme plusieurs espèces de chiroptères.

Un croisement SIG a permis de mettre en évidence ces espaces agricolables, qui correspondent aux espaces hors de l'enveloppe bâtie et qui répondent aux critères cumulatifs suivants :

- Non bâtis,
- ET non cultivés ou en friche depuis plus de 20 ans,
- ET présentant un potentiel agricole comme une faible pente, un potentiel exploitable ou irrigable, autrefois cultivés, à la pédologie favorable, aux essences forestières favorables à l'arboriculture.

Au total, 12 806 hectares de milieux naturels peuvent potentiellement correspondre à des secteurs agricolables. Ces espaces « agricolables » présentent différents niveaux de sensibilités environnementales (cf. tableau ci-dessous) :

ZONES AGRICOLABLES	
Incidences environnementales potentielles	Surface concernée (ha)
Sans impact	8 034
Impactant les cœurs et les extensions de cœurs de nature (TVB) (situés hors sites Natura 2000)	2 002
Impactant les périmètres de protection réglementaire et N2000	2769

Il en ressort que la majorité des espaces agricolables (63 %) peuvent bénéficier d'une « reconquête agricole » sans impacter aucun périmètre de sensibilité écologique et/ou paysagère.
De plus, l'analyse des secteurs susceptibles d'être impactés a démontré que l'ensemble des projets susceptibles d'être mis en œuvre avec l'application du SCoT ne devrait potentiellement impacter « que » 314 hectares d'espaces agricoles.
Il s'agirait donc de compenser, « au maximum », ces 314 hectares.

MESURE D'EVITEMENT : l'évaluation environnementale recommande de compenser l'éventuelle artificialisation des espaces agricoles dans des espaces agricolables qui ne sont concernés par aucun périmètre de sensibilité écologique (notamment Natura 2000) et/ou paysagère.
Ainsi, les compensations éventuelles de consommation d'espaces agricoles devront se limiter aux 8 034 hectares d'espaces agricolables « sans impact » (ces 8 034 hectares représentant plus de 25 fois le besoin éventuel de compensation des espaces agricoles potentiellement consommés à la suite de la mise en œuvre du SCoT).

INCIDENCES NEGATIVES INDIRECTES

➘ Développement des énergies renouvelables indispensable

Le développement des énergies renouvelables est indispensable en PACA, région fortement dépendante de ses voisines pour assurer ses besoins. Néanmoins ces projets ne devront pas venir en interaction avec les ambitions de maintien des espaces agricoles d'une part et des enjeux écologiques d'autre part. Ainsi le SCOT ne ferme pas la porte à ce type d'aménagement, il en précise néanmoins les implantations. Ainsi, « *les sites de production d'énergie renouvelable ne doivent pas porter atteinte à la qualité paysagère et à la biodiversité et garantir leur réversibilité* ».

Plus spécifiquement, le DOO précise notamment que les sites de productions d'énergie renouvelable au sol :

- s'implanteront dans les conditions définies pour la Trame Verte et Bleue ;
- éviteront d'impacter les sites d'exploitations forestières les plus productifs ;
- limiteront la création de voies nouvelles pour la réalisation et l'exploitation de la centrale ;
- garantir la réversibilité des aménagements et anticiper dès la conception la remise en état du site (prévoir les financements).

➘ Extension de l'agriculture aux abords de la trame bleue

La qualité des eaux de l'Argens, du Caramy et de L'Issole qui conflue vers le lac de Carcès a été jugée médiocre dans le SDAGE, et celle du Val d'Argens, sur certains tronçons comme état écologique moyen. Une partie de la qualité des eaux peut être imputée aux activités agricoles (pesticides par exemple). L'ouverture d'espace cultivé aux abords de ces zones humides qui accueillent des espèces spécifiques nécessitera des précautions voire des améliorations des usages. Néanmoins, les documents d'aménagement du territoire ne peuvent encadrer les pratiques culturales. On retiendra néanmoins que le SCOT recommande de « *Conforter la vocation agricole, ou naturelle, des espaces situés en zone inondable, ou repérés comme zone d'expansion des crues, afin de faciliter le fonctionnement naturel de ces zones et de limiter les risques d'inondations* », mais tout en précisant qu' « *Aux abords des cours d'eaux et des chemins qui en sont proches, seront maintenus ou créés des zones enherbées ou boisées d'a minima 5 à 10 m limitant le transfert direct de polluants* ».

I.2.2 - Incidences sur le paysage et le patrimoine

CONSTATS / RAPPELS

La Provence Verte Verdon est localisée dans le centre ouest du département du Var. En plein cœur de la « Basse Provence ». Cette situation géographique détermine sa géomorphologie et son climat qui jouent des rôles essentiels dans l'organisation historique et actuelle de son territoire.

Le relief s'organise donc en structures plissées complexes dominées par plusieurs grands massifs d'une orientation générale est-ouest :

- Le massif de la Sainte-Baume,
- Les sommets du Petit et du Gros Bessillons,
- Les contreforts de la Sainte-Victoire,
- Le Plateau de Bellevue.

L'une des caractéristiques les plus marquantes de la Provence Verte Verdon est la densité de son réseau hydrographique qui joue un rôle de premier ordre dans la constitution des paysages. Les autres composantes du paysage sont les espaces boisés, les crêtes rocheuses, les falaises et gorges, les zones humides et dépressions, les plaines agricoles et les espaces urbanisés.

Le patrimoine est riche est diversifié en Provence Verte Verdon. On recense plus d'une soixantaine de Monuments Historiques et de nombreux sites classés sur le territoire.

Les principales tendances sont :

- Un enfrichement des coteaux, des collines et des fonds de vallée générant la fermeture du paysage ;
- Une progression du style néo-provençal et d'une architecture pauvre ;
- Une lisibilité réduite des structures villageoises et agricoles ;
- Une pression urbaine sur l'espace agricole et isolement de parcelles agricoles ;
- Une fragmentation du territoire par les infrastructures ;
- Une urbanisation linéaire le long des axes de circulation et poursuite du développement des zones d'activités et commerciales en entrée de ville ;
- Un aménagement non homogène des ZAE ;
- Des pôles commerciaux très hétérogènes et fortement consommateurs d'espace

INCIDENCES POSITIVES DIRECTES

↗ Intégration et qualité paysagère des aménagements

En matière d'aménagement de voiries, le SCoT incite les collectivités à requalifier les voiries structurantes tout en favorisant leur intégration urbaine et paysagère, notamment en ce qui concerne les zones d'activités. Cette requalification concerne également les entrées de ville

L'enjeu est aussi de limiter l'urbanisation le long des voies principales pour ne pas dénaturer l'identité paysagère du site et préserver les points de vue sur le grand paysage.

En matière d'installations de production d'énergies renouvelables, de mobilier urbain et d'équipements de collecte de déchets, le SCoT fixe différentes préconisations pour leur intégration paysagère.

La lutte contre la pollution visuelle est également affichée dans le projet de SCoT.

➚ **Affirmation de la nature dans les paysages urbains**

La valorisation des paysages urbains se traduit dans le SCoT par des préconisations relatives à la préservation des éléments paysagers identitaires, la création d'espaces verts ou encore la diversité d'ambiances paysagères.

➚ **Protection et valorisation des paysages identitaires**

Les coupures d'urbanisation identifiées par le SCoT ont pour objectif de limiter l'étalement urbain tout en préservant les paysages identitaires.

Le SCoT préconise également la protection des grands paysages et sites remarquables, notamment les reliefs de la Sainte-Baume, les deux Bessillons, le Vallon Sourn, le lac de Carcès, le lac de Vins, les plaines agricoles, les villages perchés, les Monuments Historiques, etc.

➚ **Maintien de la qualité des paysages agricoles et de leurs composantes**

Le maintien des paysages agricoles se traduit dans le SCoT par la préservation de l'enveloppe foncière agricole, l'encadrement des aménagements et constructions liées à l'activité agricole, la maîtrise des espaces destinés à la production d'énergies renouvelables et l'encouragement à une agriculture plus respectueuse de l'environnement. La préservation de ces espaces agricoles permet à la fois de limiter les incidences négatives du développement urbain sur le paysage et de préserver les paysages identitaires de la Provence Verte Verdon.

➚ **Affirmation de la place de l'eau dans le paysage**

À travers les incidences positives du SCoT sur la ressource en eau, les milieux aquatiques et plus généralement la trame verte et bleue, la place de l'eau dans le paysage est valorisée. Cela concourt à la préservation des paysages et à l'identité du territoire.

➚ **Conciliation du développement touristique et de la préservation du patrimoine**

À travers l'aménagement et la requalification des axes routiers structurants et de leurs abords, la préservation des cônes de vue et l'aménagement d'itinéraires touristiques, les éléments paysagers, supports du développement touristique, sont valorisés.

INCIDENCES NEGATIVES DIRECTES

➘ **Modification des paysages avec le développement urbain**

Le développement de l'urbanisation, même maîtrisé, aura nécessairement des incidences négatives sur les paysages. Néanmoins, le SCoT prévoit de nombreuses orientations à intégrer aux PLU visant à limiter ces impacts.

En particulier, le SCoT impose aux communes de traduire les objectifs visant à garantir l'intégration urbaine et paysagère des zones d'activité, des enseignes et des équipements publicitaires le long des voies.

INCIDENCES NEGATIVES INDIRECTES

➘ **Développement des énergies renouvelables**

Les installations de production d'énergies renouvelables, notamment les parcs éoliens et les centrales photovoltaïques sont susceptibles de générer des impacts sur le paysage environnant. Néanmoins, le SCoT prévoit plusieurs orientations visant à limiter ces impacts pouvant être transcrites dans le règlement des PLU.

En particulier, le DOO précise que « *les sites de production d'énergie renouvelable ne doivent pas porter atteinte à la qualité paysagère et à la biodiversité et garantir leur réversibilité* ».

I.2.3 - Incidences sur la consommation d'espace

CONSTATS / RAPPELS

Les principales tendances sont :

- Une tâche urbaine qui a augmenté de 19 % entre 2003 et 2014 (consommation de 155 ha/an) ;
- Une progression d'une urbanisation diffuse sur les coteaux et en plaine générant du mitage urbain ;
- Une pression touristique sur les milieux naturels.
- Une dynamique de l'étalement urbain favorisée par l'usage largement répandu de la voiture individuelle ;
- Entre 2003 et 2014, le tissu urbain semi-dense a connu une plus grosse évolution que le tissu diffus ;
- Une offre commerciale et économique développée essentiellement dans les espaces les plus accessibles, axes et nœuds routiers notamment, qui a amoindri l'attractivité et le rôle de centralité des centres historiques des communes.

INCIDENCES POSITIVES DIRECTES

↗ Réduction du rythme de consommation foncière

L'objectif de réduction de l'espace envisagé par Provence Verte Verdon est de moins 66% de la consommation foncière estimée durant les dix dernières années (138 ha/an). Cette réduction équivaut à une consommation maximale de 940 ha entre 2020-2040, soit 47 ha/an.

Superficie consommé en ha	Diagnostic		SCoT en vigueur		SCoT révisé		Plus-value du SCoT révisé par rapport au diagnostic	plus-value du SCoT révisé par rapport au SCoT en vigueur
	2004-2017	par an	2014-2024	par an	2020-2040	par an		
Habitat & Equipement	1307	93	525	52,5	600	30	-68%	-43%
Economie + Commerces	231	17	265	26,5	190	9,5	-42%	-64%
Enr	392	28	210	21	150	7,5	-73%	-64%
TOTAL	**1930**	**138**	**1000**	**100**	**940**	**47**	**-66%**	**-53%**

Par rapport au SCoT en vigueur (2014-2024), le projet de SCoT révisé représente une diminution supplémentaire de consommation d 'espace de 53 %.

↗ Promotion de la ville compacte aux courtes distances

La limitation de l'étalement urbain et des effets négatifs qu'il génère sur l'environnement, notamment en termes de consommation d'espaces naturels ou agricoles, et d'augmentation des distances parcourues impliquant une hausse des émissions de gaz à effet de serre, se traduit dans le projet de SCoT par des préconisations incitant à un développement urbain à l'intérieur ou en continuité des enveloppes urbaines existantes.

Ainsi, la mobilisation des « dents creuses » et les opérations de renouvellement urbain sont privilégiées au sein du tissu urbanisé. La proximité des axes de communication, la desserte en transport en commun et le raccordement aux réseaux d'assainissement collectif sont également retenus comme critères privilégiés pour l'urbanisation.

Par ailleurs, des typologies urbaines et des objectifs de densité ont été fixés en fonction de la localisation des sites de développement urbain afin de maîtriser l'évolution de l'armature urbaine tout en limitant les impacts négatifs sur les paysages.

↗ Diminution de la surface de foncier dédiée à l'habitat

La réduction du rythme de consommation foncière sur les vingt prochaines années se traduit particulièrement sur le foncier dédié à l'habitat. En effet, 600 hectares auront pour vocation dominante le résidentiel et les équipements. Cet objectif traduit la volonté forte de densifier la production résidentielle à venir afin de limiter les effets néfastes de l'étalement urbain et notamment du mitage sur l'environnement.

↗ Préservation des espaces naturels structurants

La préservation des espaces constitutifs de la trame verte et bleue du territoire du SCoT fait l'objet de nombreuses préconisations dans le DOO. Ainsi, les cœurs de nature, les continuités écologiques, les zones d'extension et les zones relais conserveront leur rôle écologique. Les sites de développement urbain et l'urbanisation en générale ont donc été priorisés sur les espaces les moins sensibles d'un point de vue écologique *(cf. « Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité » et « Analyse « macro » des secteurs susceptible d'être impactés »).*

INCIDENCE NEGATIVE INDIRECTE

↘ Augmentation de la tâche urbaine

Le développement urbain, même maîtrisé, implique nécessairement une augmentation de la tâche urbaine existante. En effet, bien que le rythme de consommation foncière soit réduit de 66 % par rapport au phénomène observé au cours de la décennie précédente, près de 940 hectares seront consommés à l'horizon 2040, soit :

- 180 ha dédiés aux activités et au tourisme, et 10 ha aux commerces ;
- 600 ha dédiés à l'habitat et aux équipements (-42% par rapport à la dernière décennie)
- 150 ha dédiés à la production des énergies renouvelables.

Des mesures de réduction ont été retenues dans le DOO afin de limiter les effets négatifs de la consommation foncière, particulièrement sur les sites d'accueil de la croissance urbain en matière de densités et de structure du développement urbain.

I.2.4 - Incidences sur la ressource en eau et les milieux aquatiques

CONSTATS / RAPPELS

- **Le Lac de Carcès :** Un plan d'eau anthropique qui sert de stockage d'eau pour l'alimentation en eau potable, et qui est qualifié de Masse d'Eau Fortement Modifiée au sens de l'article 4.3 de la DCE. En 2013, sa qualité chimique et écologique est bonne.
- **Les cours d'eau du bassin de l'Argens :** Des cours d'eau qui présentent globalement un bon état écologique et chimique, hormis les rivières du Cauron, du Val de Camps, de la Bresque et du Caramy.
- **Les captages d'eau potable :** 40 communes sur les 43 possèdent des captages, dont le niveau de protection varie d'un territoire à l'autre.
- **Les masses d'eau stratégiques** : Le SDAGE a référencé 3 masses d'eau stratégiques, situées en partie sur la Provence Verte Verdon, dans lesquelles les ressources majeures sont à identifier et caractériser en vue de leur préservation pour l'alimentation en eau potable actuelle et future.
- **L'assainissement :** en 2016 les 46 STEP de la Provence Verte Verdon ont une capacité nominale totale de 117 850 équivalents habitants. Plus de la moitié ont plus de 20 ans. Une majorité de ces stations nécessiterait un remplacement à court ou moyen terme.

INCIDENCES POSITIVES DIRECTES

↗ **Préservation de la ressource en eau de la retenue de Ste-Suzanne**

La retenue de Ste-Suzanne, le Lac de la Provence Verte Verdon à Carcès, est identifiée comme captage prioritaire et masse d'eau emblématique du territoire. La préservation des abords des cours d'eau, la prise en compte des périmètres de captage, la réduction de l'emploi de produits phytosanitaires et le développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement sont autant de moyens envisagés pour préserver le bon état des eaux du captage du lac de Ste-Suzanne.

↗ **Préservation de la ressource en eau souterraine**

En matière de préservation à long terme de la ressource en eau souterraine stratégique des contreforts Nord de la Ste-Baume, le SCoT retient des mesures strictes en réduisant notamment les possibilités d'urbanisation et de prélèvements d'eau.

En particulier, cette zone sera :

- intégrée par des dispositions appropriées dans les documents de planification et d'urbanisme,
- à prendre en compte dans l'élaboration ou la révision des schémas directeurs d'eau potable, d'assainissement des eaux usées et d'eaux pluviales.
- Cette masse d'eau doit pouvoir répondre à des besoins futurs d'alimentation en eau potable dépassant les seuls enjeux locaux.

↗ **Gestion de l'alimentation et anticipation des besoins en eau potable**

Face à l'augmentation des besoins en eau potable générée par l'accueil de nouvelles populations et activités, le SCoT préconise, à travers différents outils, la protection des ressources en eau, la gestion optimale de la distribution d'eau potable et les économies d'eau.

En particulier, le SCoT fixe comme objectifs que :

- Toutes les communes doivent disposer d'un schéma de distribution d'eau potable. Lors de l'élaboration de ces schémas, il sera tenu compte des besoins saisonniers actuels et futurs. Ces documents doivent être régulièrement actualisés. Ils doivent être pris en compte dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme. Il faudra en particulier veiller à la cohérence entre les plans locaux d'urbanisme et la nouvelle délimitation des zones desservies par le réseau de distribution d'eau potable exigée ;
- Il sera recherché une adéquation entre l'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau quartier résidentiel ou d'activités et la capacité de la commune à augmenter la production d'eau potable pour répondre aux besoins nouveaux induits ;
- L'intérêt de la création d'un réseau d'eau brute destiné à satisfaire des besoins industriels sera examiné pour la desserte de zones d'activités situées à proximité du réseau de la Société du Canal de Provence.

De plus, le DOO recommande, pour économiser la ressource en eau potable, que :

- Les collectivités s'orientent vers une gestion écologique de leurs espaces verts et la conception d'aménagements paysagers économes en eau.
- Des aménagements paysagers adaptés au climat méditerranéen soient privilégiés dans les nouvelles opérations d'urbanisme.
- En zone d'urbanisation de moindre densité, les particuliers soient incités à s'équiper d'ouvrages de récupération et stockage des eaux de pluie pour l'arrosage des jardins.

↗ Amélioration des performances de l'assainissement collectif et de la qualité de l'assainissement non collectif

Afin de limiter le risque de pollution des milieux naturels et notamment aquatiques, le SCoT vise une gestion de l'assainissement collectif et de l'assainissement autonome performante. En particulier, « *Les communes et intercommunalités programmeront le renforcement ou la mise à niveau des équipements vétustes en prévoyant des équipements facilitant la gestion des boues d'épuration* ».

L'ouverture à l'urbanisation des sites de développement urbain est conditionnée par des capacités suffisantes de traitement des eaux usées. Une mise en conformité des stations de traitement des eaux usées et un encadrement des rejets des eaux usées des entreprises sont également préconisés.

L'assainissement non collectif sera conditionné par les contraintes existantes et l'aptitude des sols.

↗ Amélioration de la gestion des eaux pluviales

Une gestion des eaux pluviales optimale limite les risques de ruissellement urbain et de pollution des milieux naturels. À ce titre, le SCoT conditionne les ouvertures à l'urbanisation à des capacités suffisantes de gestion des eaux pluviales et à la prise en compte des impacts sur la qualité des milieux récepteurs.

A cet effet, les documents d'urbanisme traduiront les objectifs de gestion des eaux pluviales consistant :

- à viser la transparence hydraulique de tout ouvrage ou bâtiment nouveau (public, privé, collectif, individuel etc.) ;

- à favoriser par des dispositions appropriées l'infiltration dans le sol et la rétention à la source des eaux pluviales. L'infiltration est privilégiée dès lors que la nature des sols, du contexte sanitaire et environnemental le permet ;
- à permettre la multifonctionnalité des ouvrages dédiés à l'infiltration et/ou de stockage des eaux pluviales (espaces de loisirs par exemple...) ;
- à préserver les restanques, structures indispensables à l'infiltration des eaux et à la lutte contre l'érosion des sols ;
- à désimperméabiliser les surfaces qui le sont.

INCIDENCES POSITIVES INDIRECTES

↗ Préservation de l'intégrité des cœurs de natures et des continuités écologiques

Le SCoT prend des mesures relatives à la gestion et à la protection des espaces naturels qui ont des effets positifs indirects sur la qualité de l'eau et la biodiversité. A l'échelle locale, les documents d'urbanisme devront composer une trame bleue à travers le maintien ou la restauration des corridors aquatiques, la protection des ripisylves, la protection des zones humides et de leur espace de fonctionnalité et la protection stricte des cœurs de nature.

↗ Développement de la nature en ville

Le développement de la nature en ville préconisé par le SCoT participe indirectement à la préservation de la trame bleue dans la mesure où les cours d'eau et leurs abords en milieu urbain devront être mis en valeur, dans le respect du fonctionnement des milieux naturels.

↗ Soutien aux pratiques culturales respectueuses de l'environnement

Le SCoT préconise une gestion durable des zones d'extension et des zones relais de la trame verte et bleue. Au sein de ces espaces, les pratiques agricoles devront être respectueuses de l'environnement en procédant notamment à des économies de la ressource en eau.

↗ Urbanisation plus compacte

La maitrise de l'étalement urbain a un effet positif indirect sur la ressource en eau et les milieux aquatiques. En effet, la limitation de l'étalement urbain réduit les effets dommageables du développement urbain sur la ressource en eau, la pression sur les milieux aquatiques et le risque de pollution. De plus, limiter l'étalement urbain permet de réduire la longueur des réseaux nécessaires, et limite ainsi les pertes d'eau au sein du réseau.

↗ Limitation des surfaces imperméabilisés et du risque de ruissellement

L'augmentation des surfaces imperméabilisées engendrerait indirectement une hausse du risque de ruissellement urbain. C'est pourquoi le DOO prescrit que « *les enjeux en matière de gestion des eaux pluviales doivent conduire à minimiser les surfaces imperméables, notamment au niveau des abords des bâtiments et particulièrement pour les surfaces de stationnement. L'utilisation des revêtements de sol perméables est ainsi privilégiée, tels les pavés poreux, graviers, pavés non rejointoyés, gazons stabilisés, ...* ».

INCIDENCES NEGATIVES DIRECTES

↘ Augmentation des besoins en eau potable

La croissance démographique, bien que maîtrisée, aura pour effet d'engendrer une hausse des besoins en eau potable (pour les particuliers comme pour les activités) pouvant engendrer des conflits d'usages et une augmentation des prélèvements dans les nappes. Le besoin "résidentiel" supplémentaire en eau potable est évalué à environ 4200 m3 par jour auquel doit être ajouté le besoin "économique et agricole" lié à l'augmentation du nombre d'emplois.

INCIDENCES NEGATIVES INDIRECTES

↘ Augmentation du traitement des eaux usées et du risque de rejets dans le milieu naturel

Bien que mesurée, l'augmentation de la population (environ 20 000 habitants supplémentaires sur le territoire du SCOT) génèrera un surplus d'eaux usées et donc de rejets dans le milieu naturel.

I.2.5 - Incidences sur les risques

CONSTATS / RAPPELS

- **Risque inondation**

7 communes font l'objet d'une prescription de PPRi. L'un concerne la rivière du Caramy, prescrit par arrêté préfectoral en date du 11/02/99 pour la commune de Brignoles, l'autre a été prescrit très récemment (19/12/02017) sur le bassin de l'Issole pour les communes de Garéoult, Sainte Anastasie, La Roquebrussanne, Néoules, Forcalquieiret, Rocbaron. Les études sont en cours.

Sur les bassins versants de l'Issole et du Caramy, les inondations sont de 3 types : les crues extraordinaires, les ruissellements le long des fortes pentes et le débordement des canalisations. À noter des forts enjeux en matière d'inondations au niveau des biens et des personnes sur la commune de Brignoles avec la traversée du Caramy.

La Provence Verte Verdon compte plusieurs zones d'expansion des crues. Leur présence permet de décaler les apports des différents affluents du Haut Argens évitant ainsi un cumul des débits maximaux. Quatre types de zones d'expansion de crues se distinguent selon l'usage et l'affectation des terres : les espaces agricoles, les espaces à vocation pastorale, les espaces « naturels » et les espaces soumis à une pression anthropique importante.

- **Risque incendie**

La couverture forestière est telle que toutes les communes du département sont concernées par le risque incendie. Près de 23 000 ha ont brûlé en 50 ans. L'augmentation des friches agricoles ne fait qu'augmenter le risque incendie. Pour autant aucun plan de Prévention des risques incendie de forêt (PPRIF) n'a encore été prescrit sur le territoire. Une attention particulière est portée sur la gestion des interfaces urbanisation/forêt dans le risque incendie.

- **Risques mouvements de terrain**

En Provence Verte Verdon, parmi toutes les communes (23) soumises au risque mouvements de terrain, seule Méounes dispose d'un plan de prévention des risques de mouvements de terrain opposable. Par ailleurs, la commune de Barjols est constituée en grande partie de marnes et d'argiles qui peuvent être le siège de glissements et d'affaissements de terrains.

- **Risques technologiques**

Sur le territoire, seule la commune de Mazaugues possède une installation de type Seveso : il s'agit de Titanobel (fabrication et stockage d'explosifs).

Les communes de la Provence Verte Verdon traversées par les grands axes routiers (A8, N7, N560) sont soumises aux risques de transport de matières dangereuses.

Il y a sur le territoire d'étude un gazoduc et un oléoduc qui traversent 17 communes de la Provence Verte Verdon.

INCIDENCES POSITIVES DIRECTES

Risque inondation

- ↗ **Limitation de l'exposition des constructions**

Pour que les nouvelles constructions ne soient pas exposées au risque et n'augmentent pas le risque existant, le SCoT demande aux communes de :

- s'appuyer sur les éléments de connaissance existants pour mieux évaluer et caractériser le risque inondation, en particulier les PPRI (ou cartes d'aléas) s'ils existent, l'Atlas des Zones

Inondables (AZI), l'Enveloppe Approchée des Inondations Potentielles ou toute autre étude hydraulique existante ;

- préciser dans le règlement des PLU des prescriptions sur les constructions en zones inondables au regard de la qualification du risque, afin de diminuer la vulnérabilité des bâtiments et activités implantés en zone à risques.

Dans les zones de risques, le SCoT encourage les collectivités à mettre en œuvre des mesures de réduction et notamment un programme d'intervention, et leur conseille en particulier de « *respecter un principe général d'interdiction de toute nouvelle construction dans les zones urbanisées, agricoles ou naturelles, sauf étude locale en démontrant la faisabilité* ».

↗ Limitation du ruissellement urbain

À travers la préservation des ripisylves, la fonctionnalité des zones humides, la limitation de l'imperméabilisation des sols, le maintien de pratiques culturales et la réalisation de schémas directeurs d'assainissement pluvial ou de gestion des eaux pluviales, le SCoT vise une réduction du risque de ruissellement urbain.

L'augmentation des surfaces imperméabilisées engendrerait indirectement une hausse du risque de ruissellement urbain. C'est pourquoi le DOO prescrit que « *les enjeux en matière de gestion des eaux pluviales doivent conduire à minimiser les surfaces imperméables, notamment au niveau des abords des bâtiments et particulièrement pour les surfaces de stationnement. L'utilisation des revêtements de sol perméables est ainsi privilégiée, tels les pavés poreux, graviers, pavés non rejointoyés, gazons stabilisés, ...* ».

Le DOO précise également que « *Les communes, préalablement à l'ouverture de sites de développement urbain, veilleront à anticiper les conséquences prévisibles en termes d'imperméabilisation des sols, d'augmentation du ruissellement et ainsi de gestion future des eaux pluviales* ». En conséquence, le DOO leur prescrit de :

- limiter l'imperméabilisation des sols lors de la réalisation de projets d'aménagements et en exigeant des mesures compensatoires à l'imperméabilisation ;
- favoriser le maintien et la création des espaces verts lors des projets d'aménagements comme lieux de rétention supplémentaires ;
- favoriser l'infiltration à la parcelle par des revêtements perméables ;
- prévoir au sein des aménagements urbains des ouvrages visant à collecter, stocker et restituer de manière différée et régulée les eaux de pluie et en favorisant pour cela les techniques alternatives (noue, chaussée réservoir…).

↗ Préservation des zones d'expansion des crues

Le rôle hydraulique, hydrologique, écologique et paysager des zones d'expansion des crues sera maintenu à travers des mesures de préservation de ces espaces. En effet, le SCoT impose aux PLU de préserver les zones d'expansions de crues, en précisant ensuite dans une recommandation de « *conforter la vocation agricole, ou naturelle, des espaces situés en zone inondable, ou repérés comme zone d'expansion des crues, afin de faciliter le fonctionnement naturel de ces zones et de limiter les risques d'inondations* ».

↗ Gestion des abords des cours d'eau

La rétention dynamique des crues et la gestion des ripisylves se traduisent à travers différentes préconisations dans le DOO et permettent de limiter le risque inondation.

➚ **Développement d'une culture du risque**

L'information et la sensibilisation des populations, ainsi que l'organisation des secours sont encouragées par le SCoT.

Risque incendie

➚ **Limitation de l'exposition des biens et des personnes**

Pour limiter le risque incendie, le SCoT incite les communes à mieux évaluer le risque, notamment en menant les études spécifiques et en sensibilisant la population. Les secteurs soumis à un risque important font l'objet d'une attention particulière dans la mesure où les ouvertures à l'urbanisation sont à éviter. Pour les secteurs déjà construits, les extensions seront limitées et les aménagements permettant le limiter la propagation du feu et favorisant l'intervention des services de secours, devront être réalisés.

Le DOO prescrit également aux communes de ne pas augmenter la vulnérabilité de biens et des personnes vis-à-vis de l'aléa incendie, et de préserver ou de mettre en œuvre des espaces agricoles tampons aux risques incendies aux interfaces habitat/forêt.

INCIDENCES POSITIVES INDIRECTES

Risque incendie

➚ **Renforcement du rôle de l'agriculture dans la prévention du risque incendie**

Sur les secteurs d'interface habitat/forêt, le SCoT recommande la préservation d'espaces agricoles tampons en mettant en œuvre une véritable politique d'entretien de ces milieux.

INCIDENCES NEGATIVES INDIRECTES

Risques mouvements de terrain

➚ **Gestion des risques**

Le SCoT ne précise rien concernant ce risque.

Risques technologiques

➚ **Gestion des risques**

Le SCoT ne précise rien concernant ce risque.

I.2.6 - Incidences sur les choix énergétiques, la qualité de l'air et les transports

CONSTATS / RAPPELS

Énergie :

- Le grand éolien constitue une réelle opportunité pour le territoire.
- Le territoire de la Provence Verte Verdon avec plus de 2750 heures d'ensoleillement par an est un territoire où la ressource solaire est très importante (gisement d'énergie solaire supérieur à 1 550 kwh/m²/an selon l'ADEME)
- La filière bois énergie est un secteur porteur, qui a de l'avenir en Provence Verte Verdon, mais qui manque encore pour l'instant de débouchés.

Qualité de l'air : La qualité de l'air est relativement bonne sur le territoire du SCoT, néanmoins, les pics d'Ozone sont présents.

Les transports : La position centrale de la Provence Verte Verdon dans la Région PACA la place au cœur d'un dispositif de transports routiers. La tendance est à l'accroissement de l'utilisation de la voiture individuelle.

INCIDENCES POSITIVES DIRECTES

↗ Valorisation des sources d'énergies renouvelables

Le SCoT prévoit la diversification des ressources énergétiques et notamment le développement des énergies renouvelables. Le territoire du SCoT accueille déjà deux projets éoliens et encadre l'utilisation du photovoltaïque pour empêcher toute concurrence avec l'agriculture « *Les sites de productions d'énergie renouvelable au sol s'implanteront hors espaces cultivés, hors espaces agricoles et hors espaces agricolables* ».

↗ Développement de la filière bois

L'objectif est d'exploiter la filière bois à hauteur du potentiel qu'elle représente. Cet objectif a un double avantage : limiter l'usage des énergies fossiles et favoriser l'entretien des milieux forestiers grâce à la sylviculture. A cet effet, le DOO précise :

- Les collectivités accompagnent le développement de la filière bois dans leur projet de territoire ;
- Les collectivités veillent à produire des formes urbaines et un développement urbain qui permettent la mise en œuvre de réseau de chaleur à valorisation de la biomasse.

↗ Amélioration du bilan énergétique du territoire

En plus de développer les énergies renouvelables, l'ambition du SCoT est aussi de limiter les besoins en énergie dans les constructions. Ainsi l'amélioration des performances énergétiques dans le bâti ancien et le bâti neuf va améliorer le bilan énergétique du territoire.
Notamment, le DOO précise que les documents d'urbanisme veilleront à rendre possible les conceptions urbaines et architecturales bioclimatiques, ainsi qu'à permettre la généralisation des constructions à énergie passive ou positive. Le DOO définit aussi des performances énergétiques renforcées :

- pour les opérations à dominante habitat supérieures à 1500m² de plancher
- pour les opérations à dominante tertiaire supérieures à 2500 m² de plancher.

↗ Réduction de la part des déplacements dans les émissions de gaz à effet de serre

L'enjeu pour le SCoT de Provence Verte Verdon est de limiter les déplacements individuels motorisés sources de nuisances et de pollutions. Les objectifs fixés dans le PADD et dans le DOO vont dans ce sens par un renforcement des transports en commun, l'organisation de plan de déplacements et du covoiturage, et la création ou l'amélioration des aménagements modes doux.
En particulier, des lieux d'intermodalité précis devront faire l'objet d'une OAP dans les documents d'urbanisme locaux :

- les pôles d'échanges multimodaux (PEM) structurants sur les villes centres de Brignoles et Saint-Maximin ;
- les pôles d'échanges multimodaux secondaires sur les communes-relais de Rians, Barjols, Carcès, Rocbaron et Garéoult ;
- les parkings-relais et les aires de covoiturage, connectés au réseau de transports en commun, aux entrées d'agglomérations et sur les grands itinéraires, dans les ZAE « centrales » et « relais ».

↗ Limitation de l'exposition aux nuisances sonores

Le SCoT fixe des règles aux documents d'urbanisme visant à limiter les nuisances sonores liées aux infrastructures routières, en incitant à une localisation préférentielle des nouvelles constructions situées aux abords des voies : « *Les documents d'urbanisme veilleront minimiser les risques sanitaires liés aux nuisances sonores et aux pollutions atmosphériques engendrées notamment par les infrastructures routières* ».

INCIDENCES POSITIVES INDIRECTES

↗ Diversification de l'activité économique agricole

Le développement de la filière bois pourra donner un nouveau souffle pour l'agriculture de Provence Verte Verdon. Par ailleurs, les constructions à usage agricole peuvent être le support de production d'énergie renouvelable (Panneaux photovoltaïques).

↗ Réduction de la contribution au changement climatique

En limitant son empreinte écologique, le territoire de Provence Verte Verdon limite sa contribution à la problématique plus globale du changement climatique. La diversification des ressources énergétiques aura pour conséquence d'atténuer le recours aux énergies fossiles et polluantes.

↗ Développement des lignes de transport en commun express à haut niveau de fréquence et anticipation de la réouverture de la ligne ferrée Carnoules-Gardanne

L'objectif de diminuer la part du transport automobile individuel aura pour incidence indirecte d'augmenter l'accessibilité du territoire aux modes de déplacements plus efficaces, plus économe en énergie et en temps.

↗ Déploiement d'aires de covoiturage

Les aires de covoiturage vont être un outil pour limiter l'autosolisme et donc le recours systématique à la voiture individuelle sources de nuisances et de pollutions supplémentaires.

↗ Développement du réseau de modes doux

L'objectif de limiter les gaz à effet serre dus au transport se traduira par le développement du réseau d'écomobilités. Les villes seront plus accessibles et la circulation apaisée.

↗ Urbanisation plus compacte et limitation des distances de déplacements

La limitation des besoins énergétiques qu'elle soit pour le transport ou les bâtiments aura, à terme, une incidence sur la compacité des villes : les réseaux de transports ou de chaleur efficaces s'adaptent à un milieu urbain dense.

INCIDENCES NEGATIVES INDIRECTES

↘ Augmentation du trafic routier et des besoins énergétiques

L'augmentation, même maitrisée de la population aura pour incidence indirectes d'augmenter les besoins en transport et en énergie. Le SCoT met cependant un œuvre des orientations pour limiter cette tendance.

↘ Augmentation des nuisances sonores

L'augmentation du trafic routier généré par la croissance démographique, entrainera une hausse des nuisances sonores. Le SCoT met cependant en œuvre des orientations pour limiter cette tendance.

↘ Risque de modification des paysages

Les installations de production d'énergies renouvelables, notamment les parcs éoliens et les centrales photovoltaïques sont susceptibles de générer des impacts sur le paysage environnant. Néanmoins, le SCoT prévoit plusieurs orientations à intégrer aux PLU visant à limiter ces impacts. En particulier, le DOO précise que « *Les sites de production d'énergie renouvelable ne doivent pas porter atteinte à la qualité paysagère et à la biodiversité et garantir leur réversibilité* ».

Zoom sur les incidences du SCoT en matière d'émissions de gaz à effet de serre

Sur le territoire du Pays de la Provence Verte Verdon, les émissions de gaz à effet de serre sont estimées pour l'année 2013 à 561 700 teqCO2. Elles sont quasiment exclusivement liées à la consommation d'énergie par les transports, le résidentiel et le tertiaire.

Analyse qualitative des incidences du SCoT sur les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES)

Selon les documents du SCoT, une augmentation de la population est attendue à l'horizon 2040 d'environ 13200 nouveaux ménages (147000 habitants en 2040), ce qui engendrera automatiquement des émissions de gaz à effet de serre supplémentaire du fait de la consommation en énergie induite par les nouveaux logements, les véhicules supplémentaires sur le territoire du SCoT, etc. Toutefois, le SCoT a pour objectif de réduire la consommation d'espace, de favoriser des formes urbaines plus compactes et économes en espace, ce qui permettra de limiter les besoins en énergie liés à l'habitat, en particulier les besoins de chauffage et/ou de climatisation, et donc les émissions de gaz à effet de serre.
Concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le levier principal du SCoT est l'articulation d'un urbanisme cohérent avec le réseau de déplacements, notamment les modes doux et les réseaux de transports collectifs. Le SCoT vise de plus à favoriser significativement les modes actifs et le développement des itinéraires dédiés, spécifiquement le vélo, afin de répondre non seulement à la demande touristique, mais aussi à l'usage quotidien (liaisons domicile-travail).

Analyse quantitative des incidences du SCoT sur les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES)

L'outil utilisé pour le calcul quantitatif des émissions de GES en fonction des scénarios évalués est l'outil GES-SCoT développé par le CETE et le CERTU (version 1.3.9 du 13 Octobre 2011). Il comporte de nombreuses approximations. Les résultats sont donc à considérer dans leurs tendances, et non dans leurs valeurs absolues.
D'après les résultats issus de l'outil GES-SCoT, les émissions de gaz à effet de serre relatives à l'habitat, au transport, aux changements d'affectation des sols et au transport devraient augmenter d'environ 68 109 teqCO2. Cette augmentation des émissions est essentiellement due à l'influence attendue de la population supplémentaire.
Dans ses objectifs de développement du territoire et d'accueil de population nouvelle, le scénario mis en œuvre par le SCoT apporte néanmoins une plus-value, avec une réduction attendue des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'évolution tendancielle qui entrainerait une augmentation de 103 222 teqCO2. Le SCoT apporte donc une réduction de près de 34 %, par rapport à l'augmentation d'émissions attendue dans le scénario au fil de l'eau (c.a.d. le développement de population attendue sur le territoire sans mise en œuvre du SCoT révisé).

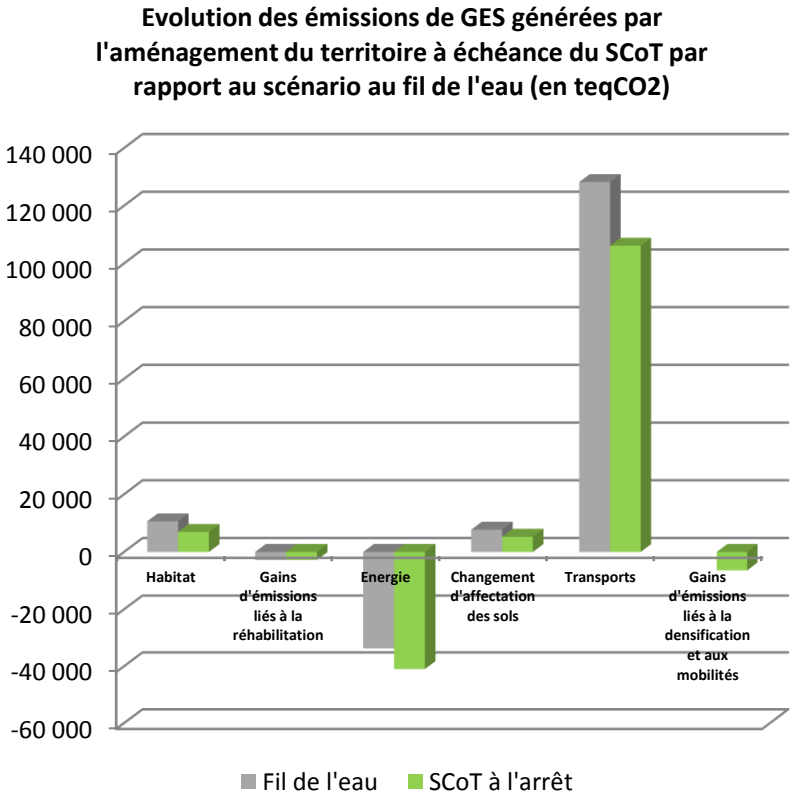
Tableau : Evolution des émissions annuelles de GES générées par l'aménagement du territoire à échéance du SCOT par rapport à la situation actuelle

Emissions de GES en teq CO2	**Fil de l'eau**	**SCoT à l'arrêt**
TOTAL	**103222**	**68109**
Emissions de GES / habitant en 2013	**4,86**	
Evolution des émissions annuelles de GES / habitant actuel	**0,88**	**0,58**
Evolution des émissions annuelles de GES / nouvel habitant	**0,64**	**0,46**
Evolution des émissions annuelles de GES / habitant à échéance du SCoT	**0,37**	**0,26**

Dans le détail, le SCoT apporte une plus-value significative sur les secteurs de l'habitat, de l'affectation des sols, de l'énergie et du transport, notamment grâce aux mesures visant à réduire l'artificialisation du territoire et à mettre en cohérence développement de l'urbanisme et mobilité par les transports collectifs et les modes actifs.

Tableau et graphique : Evolution des émissions annuelles de GES générées par l'aménagement du territoire à échéance du SCOT par rapport à la situation actuelle, répartis par secteur d'émissions

En tonnes équivalent CO2	Fil de l'eau	SCoT à l'arrêt	Plus-value apportée par le SCoT	Evolution relative
Habitat	10 608	6930	-3 678	-35%
Gains d'émissions liés à la réhabilitation	-2 782	-2 782		
Energie	-33756	-41023	-7 267	
Changement d'affectation des sols	7 711	5 246	-2 465	-32%
Transports	128172	106125	-22 391	
Gains d'émissions liés à la densification et aux mobilités	-6731	-6387		
TOTAL	**103 222**	**68 109**	-35 113	-34%



Les émissions de GES devraient augmenter de 68 109 tonnes équivalent CO2 d'ici à l'horizon du SCoT sur le territoire. Sans la mise en œuvre du SCoT, ces émissions de GES seraient augmentées d'environ 103 222 tonnes équivalent CO2. **La plus-value du SCoT est de 34 % de réduction.**

I.2.7 - Incidences sur la ressource minérale

INCIDENCES POSITIVES DIRECTES

↗ Priorisation de l'utilisation de matériaux issus du recyclage des matériaux inertes

La politique du SCoT contribue à préserver la ressource minérale sur le territoire en incitant les collectivités au recyclage des matériaux inertes, et à favoriser la diversification et l'utilisation de matériaux issus de ressources renouvelables et gérés durablement, afin de minimiser la pression sur les ressources non renouvelables.

Ainsi, les PLU prévoiront les zones pouvant bénéficier du développement des activités connexes aux activités d'extraction telles que concassage, tri, centrale de béton…, avec un zonage indicé spécifique et des obligations de remise en état et de réhabilitation des milieux.

↗ Maîtrise du développement des sites d'exploitation et d'extraction

Le SCoT vise à conserver les capacités de production du territoire en relation avec le projet de développement en privilégiant la proximité de la ressource, donc issue préférentiellement de Provence Verte Verdon.

Le SCoT fixe donc des règles relatives à la localisation des futurs sites d'exploitation et d'extraction en privilégiant l'extension, le maintien de sites existant et la réouverture d'anciennes carrières, tout en demandant aux PLU :

- d'éviter tout site de développement urbain à proximité des sites d'exploitations
- de traduire l'objectif de limitation de toutes les nuisances liées à l'exploitation, notamment celles liées au bruit, aux poussières, aux flux de véhicules, aux vibrations, aux impacts paysagers…

INCIDENCES NEGATIVES INDIRECTES

↘ Risques d'accroissement de la consommation de matériaux et de pression sur les milieux naturels

La croissance démographique, même maîtrisée, entrainera une augmentation continue de la consommation de matériaux pour le développement urbain et notamment économique. Cela pourra également générer une hausse de la pression sur les milieux naturels.

↘ Risques d'accroissement des nuisances liées à l'exploitation des carrières

- Même maîtrisée, l'augmentation potentielle de la demande en matériaux consécutive au développement urbain et économique est susceptible d'entrainer une augmentation de « l'activité » carrière, et donc une augmentation des nuisances liées à l'exploitation, en particulier bruit, poussières, flux de véhicules et vibrations…

I.2.8 - Incidences sur les déchets

CONSTATS / RAPPELS

Le gisement annuel de déchets ménagers et assimilés s'élève à environ 82 680 t dont seulement 35 % sont valorisés, les 65% restants étant stockés en ISDND. SI on observe de manière générale une baisse de la production de déchets par habitant, le scénario démographique retenu entrainera néanmoins une augmentation du gisement qui avoisinera les 98 000 t/an à horizon 2040.

Le territoire est aujourd'hui relativement bien équipé, et devrait renforcer ses capacités de gestion avec l'émergence du projet TECHNOVAR.

INCIDENCES POSITIVES DIRECTES

↗ Réduction de la production de déchets à la source

Le SCoT incite les collectivités et les structures compétentes en matière de gestion des déchets à la mise en œuvre de plans locaux de prévention, aux actions de sensibilisation, au développement des circuits économiques courts et à la conception de bâtiments limitant la production de déchets, etc.

↗ Développement de la collecte sélective

La mise en place du tri sélectif et des actions de communication et sensibilisation à l'échelle des collectivités ou structures compétentes permettra d'optimiser la gestion des déchets.
De plus, le SCoT demande aux collectivités et aux documents d'urbanisme de veiller à :

- identifier les contraintes et améliorer l'accessibilité aux sites d'apports volontaires et de collecte ;
- prévoir les espaces nécessaires aux activités et infrastructures de collecte, de traitement et de valorisation de toutes les filières de déchets ;
- la mise en œuvre des équipements de collecte, de tri et de valorisation.

↗ Développement de la valorisation organique des déchets

A travers l'incitation au compostage, le développement de la collecte sélective et les équipements de traitement et de valorisation des déchets, le SCoT vise une gestion optimale des déchets.

Les collectivités et les documents d'urbanisme veilleront notamment à accompagner la création des filières de valorisation issues du recyclage des déchets

↗ Gestion localisée des déchets ultimes

Le SCoT recommande de planifier la gestion des déchets ultimes en Provence Verte Verdon en prévoyant les capacités de stockage nécessaires et en réservant les espaces susceptibles d'accueillir une Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND).

INCIDENCES NEGATIVES DIRECTES

↘ Augmentation de la production et du traitement des déchets

La croissance démographique attendue, même maîtrisée, entraînera une augmentation continue de la quantité totale de déchets (+ 15 000 tonnes) et des boues d'épuration.

II. EVALUATION DES INCIDENCES SUR LES SITES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHES DE MANIERE NOTABLE & MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION ET COMPENSATION

Conformément à l'article R 122-2 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation du SCoT doit notamment :

- *[…] exposer les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma ;*
- *[…] analyser les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et exposer les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement ;*
- *[…] présenter les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement.*

Le rapport de présentation est proportionné à l'importance du schéma de cohérence territoriale, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. ***Il est aussi dépendant, dans une certaine mesure, de la spatialisation des projets et du degré de précision de celle-ci dans le DOO.***

II.1. ANALYSE « MACRO-TERRITORIALE » DES INCIDENCES ATTENDUES SUR LES SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ETRE IMPACTES

Le DOO précise par ses prescriptions l'enveloppe maximale d'extension potentielle de la tâche urbaine (soit pour tout type de projet confondu) d'ici à 2040. Globalement, cette réduction globale de la consommation foncière comprend trois objectifs correspondants à la mise en œuvre du projet de PADD à savoir :

- 600 ha de surfaces dédiées à une vocation dominante résidentielle et aux équipements,
- 180ha de surfaces dédiées à l'économie dont les zones artisanales et industrielles et les espaces utilisés pour les activités touristiques,
- 10 ha pour les zones commerciales,
- 150 ha de surfaces dédiées au développement des énergies renouvelables.

Grâce à la connaissance du terrain des techniciens du Syndicat du SCoT Provence Verte Verdon et à l'aide d'un catalogue SIG présentant le potentiel foncier existant sur le territoire, il a été possible d'identifier un scénario « potentiel » de mise en œuvre du SCoT, avec des localisations hypothétiques pour :

- les futures zones économiques ;
- les futurs secteurs d'équipements ;
- les futures zones d'extension et de densification de l'habitat.

La déclinaison de ce scénario via un logiciel SIG permet d'identifier les incidences potentielles, en valeur relative, de cette artificialisation hypothétique à venir sur le territoire, en fonction des éléments de connaissance à disposition et présentés dans l'état initial de l'environnement.
Le tableau page suivante présente ces incidences (basée sur les recoupements surfaciques) par type de projet et pour chacun des éléments de connaissances concernés.

Sensibilités environnementales	Surface des sensibilités environnementales dans le périmètre du SCOT	Secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) POTENTIELS (ha)			TOTAL	% relatif aux sensibilités
		ÉCONOMIE	ÉQUIPEMENT	HABITAT		
		363	544	435	1342	
Biodiversité						
CEN	29	0	0	0	0	0,0%
ENS	4374	0	0	0	0	0,0%
PNR	56430	116	100	142	359	0,6%
Réservoirs biologiques	341	0	0	0	0	0,0%
ZNIEFF Terre Type 1	1630	0	0	0	0	0,0%
ZNIEFF Terre Type 2	51457	25	82	8	115	0,2%
Zones humides	453	0	0	0,6	0,6	0,1%
Domaine vital de l'Aigle de Bonelli	21 025	21	80	13	114	0,5%
NATURA 2000						
DO - Zones de protection spéciale	6576	0	22	0	22	0,3%
DH - Zones Spéciale de conservation	22009	25	22	2	49	0,2%
SRCE						
Réservoirs de trame bleue	96537	13	0	4	17	0,0%
Réservoirs de trame verte	7077	0	13	4	17	0,2%
Corridors de trame verte	1452	11	0	29	40	2,8%
Trames verte et bleue du SCoT						
Cœurs de nature	62 553	55	104	11	170	0,3%
Zone d'extension de cœur de nature	22 864	82	176	37	294	1,3%
Zones relais simplifiées	207 744	311	539	307	1157	0,6%
Sous-trame humide	1 995	2	0	2	4	0,2%
Corridors écologiques	13 530	47	56	10	113	0,8%
Paysage et patrimoine						
Sites classés	5624	0	0	0	0	0,0%
Sites inscrits	1560	0	0	0,6	0,6	0,0%
Risques naturelles et technologiques						
Atlas des zones inondables	9624	49	1	59	109	1,1%
Périmètre de 200m autour des ICPE	366	13	0	18	31	8,5%
Périmètre de 500m autour du site SEVESO de TITANOBEL	79	5	0	0	5	6,6%
Occupation du sol (MOS) Niveau 1						
Espaces artificialisés	10681	31	2	69	102	1,0%
Espaces agricoles	29393	110	12	191	314	1,1%
Espaces naturels	120241	222	529	175	925	0,8%

Il est à noter que la totalité des secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) hypothétiques analysés dans le tableau représentent une superficie totale de 1 342 hectares, alors que la consommation attendue d'ici à 2040 par la mise en œuvre du SCoT est objectivé à 940 hectares maximum. Les résultats présentés précédemment sont donc bien à prendre **en considération pour leur valeur relative, et non pour leur valeur absolue** qui devrait varier à plus ou moins 30 % en fonction des projets portés par les documents d'urbanisme locaux lors de leur mise en compatibilité avec le SCoT.

Vis-à-vis des milieux naturels, **à l'échelle du SCoT**, aucun des secteurs de richesses écologiques ou de fonctionnalités reconnus par le SCoT n'est susceptible d'être impacté de manière significative. En effet, pour l'ensemble des périmètres (ZNIEFF, ENS, Natura 2000…) ou entités de fonctionnalités (réservoirs SRCE, Cœurs de nature, sous-trame humide, continuités supra-territoriales…), les secteurs susceptibles potentiels représentent systématiquement moins de 1 % de la superficie totale de l'entité concernée (à l'exception des corridors du SRCE pour laquelle les SSEI représentent 2,8 % de la superficie totale, et des zones d'extension des cœurs de nature du SCoT, pour lesquelles les SSEI représentent 1,3 % de la superficie totale). Les projets du SCoT sont donc globalement localisés hors des sites de sensibilité écologique du territoire.
A l'échelle du territoire, la mise en œuvre du SCoT ne devrait donc pas engendrer d'incidences négatives significatives sur les milieux naturels, la biodiversité et les fonctionnalités écologiques de Provence Verte Verdon.

Toutefois, à l'échelle locale, la mise en œuvre des futurs PLU est susceptible d'affecter certaines zones sensibles du point de vue écologique. Pour exemples, on trouve :

- 115 hectares de secteurs susceptibles d'être impactés en ZNIEFF de type 2 ;
- 25 hectares à vocation économique impactant potentiellement des sites Natura 2000 inscrits au titre de la Directive Habitat ;
- 22 hectares à vocation d'équipements, impactant potentiellement des sites Natura 2000 inscrits au titre de la Directive oiseaux ;
- 115 hectares de secteurs susceptibles d'être impactés, impactant potentiellement le domaine vital de l'Aigle de Bonelli ;
- …

MESURE DE REDUCTION : Concernant les incidences potentielles à l'échelle d'un projet pris dans son individualité, l'évaluation environnementale recommande que l'ensemble des projets susceptibles d'avoir des incidences potentielles sur des périmètres d'inventaires, règlementaires et/ou fonctionnelles (cœurs de nature, zones d'extension de cœurs de nature et/ou continuités supra-territoriales) intègrent dès la conception du projet les enjeux liés aux milieux naturels (habitats, faune et flore) et aux fonctionnalités écologiques.
Dans le cadre des PLU notamment, il sera nécessaire de réaliser un passage sur le terrain par un écologue afin de déterminer les différents enjeux faunistiques et floristiques de la zone qui, dans le cas où ces derniers s'avèrent importants, proposera les mesures d'évitement, réduction et/ou compensations à mettre en place.

D'autres mesures d'évitement/réduction/compensation prises au titre de la préservation des sensibilités écologiques sont encore développées dans le chapitre suivant.

Vis-à-vis des sites paysagers les plus emblématiques du territoire, aucun des sites classés n'est concerné par un quelconque projet.
Concernant les sites inscrits, à l'échelle du SCoT, aucun site n'est susceptible d'être impacté de manière significative. Les projets du SCoT sont donc globalement localisés hors des sites de sensibilité paysagère les plus emblématiques. **A l'échelle du territoire, la mise en œuvre du SCoT ne devrait donc**

pas engendrer d'incidences négatives significatives sur les paysages les plus emblématiques du territoire.
Toutefois, à l'échelle locale, on relève une potentialité d'incidence sur 0,6 hectares pour le site inscrit « Village d'Entrecasteaux et ses abords ».

MESURE D'EVITEMENT : l'évaluation environnementale recommande aux PLU de n'ouvrir aucune parcelle à l'urbanisation, dès lors qu'elle se situerait dans le périmètre d'un site inscrit. Si les PLU devaient malgré tout, en l'absence de solutions de substitution, ouvrir à l'urbanisation ce type de parcelles, l'Architecte des Bâtiments de France devra impérativement être consulté.

L'évaluation environnementale ne dispose pas de données spatialisées présentant l'aléa incendie feu de forêt sur le territoire Provence Verte Verdon. Les incidences potentielles des projets du SCoT vis à vis de ce risque ne peuvent donc être caractérisées selon cette approche macroscopique.

MESURE DE REDUCTION : Cependant, l'évaluation environnementale recommande que, conformément aux prescriptions du DOO, dans les secteurs soumis à un risque important d'incendie de forêt (même en l'absence de PPRIF), l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation soit évitée. Pour les secteurs déjà construits, les extensions soient limitées et les aménagements permettant de limiter la propagation du feu et favorisant les interventions des services de secours, comme la création d'espaces-tampons ou le maintien de zone agricole, soient réalisés.

La majorité des zones identifiées par l'Atlas des Zones Inondables ne sont pas concernées par des projets portés par le SCoT. Pour autant, on trouve potentiellement 8 % des SSEI concernés par l'AZI, et donc par un aléa inondation (pouvant varier de faible à fort). En particulier, 59 hectares à vocation d'habitat présentent un aléa inondation d'après l'Atlas des Zones Inondables.

MESURE DE REDUCTION : Conformément aux prescriptions du DOO, toute opération d'aménagement concernant ces secteurs devra faire l'objet de mesures (qui seront précisés dans le règlement des PLU) afin de diminuer la vulnérabilité des bâtiments et activités implantés en zone à risques (par exemple limitation de l'imperméabilisation des sols, maintien d'une marge de recul, création de bassins de rétention à proximité etc.) et devra être conforme, le cas échéant, aux prescriptions énoncées dans le(s) PPRi.

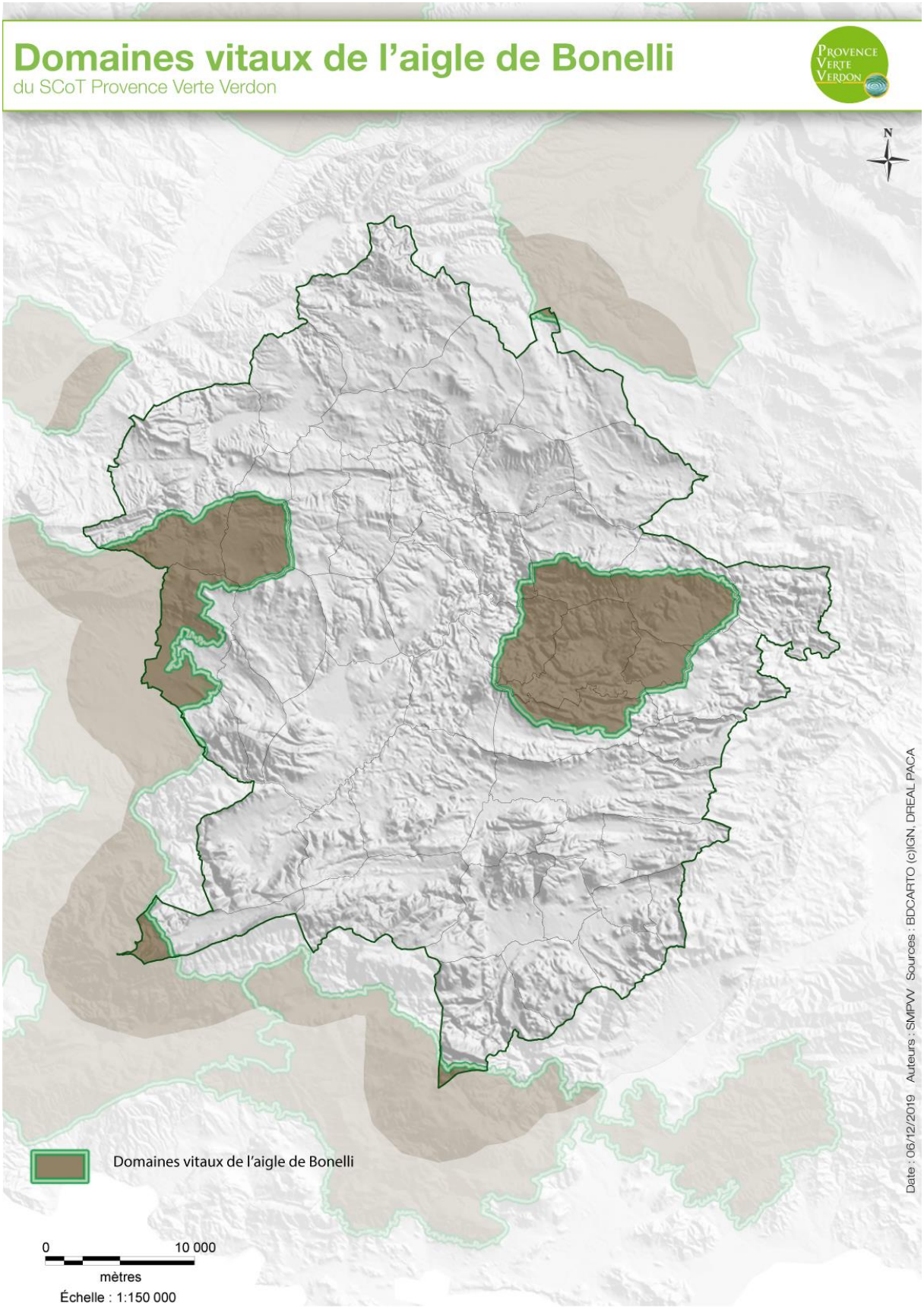
Vis-à-vis des Installations Classés pour l'environnement, les projets du SCoT sont globalement localisés à plus de 200 mètres (pour 98 % d'entre eux). Toutefois, à l'échelle locale, 18 hectares de SSEI à vocation d'habitat sont susceptibles de se localiser à moins de 200 mètres d'une ICPE, présentant donc potentiellement des incidences sanitaires.

MESURE DE REDUCTION : Pour l'ensemble de ces secteurs potentiellement impactés, l'évaluation environnementale recommande donc que toute opération d'aménagement prenne en compte les nuisances potentielles et propose des aménagements qui permettront de garantir tout risque de pollution.

Concernant le site SEVESO TITANOBEL, 5 hectares de projet à vocation économique, en lien avec la zone, sont prévus à proximité. Aucune mesure d'évitement/réduction n'est donc nécessaire, puisqu'il ne s'agit pas de secteurs à vocation d'habitat.

Domaines vitaux de l'aigle de Bonelli

du SCoT Provence Verte Verdon



II.2. Analyse « fine » des projets structurants geolocalises : les projets soutenus par le DOO

Au-delà de l'analyse « macro-territoriale » précédente, le SCoT porte et spatialise via les cartes du DOO l'ensemble des projets structurants, dont la localisation est précisément connue.
Le présent chapitre détaille donc plus finement l'analyse des secteurs susceptibles d'être impactés par la mise en œuvre du SCoT, eu égard à l'importance stratégique de ces projets pour le SCoT, au niveau de connaissance actuel des projets, et l'ampleur des incidences potentielles qui en découlent.
La totalité des secteurs susceptibles d'être impactés présentée par la suite représentent donc une liste exhaustive des zones susceptibles d'être impactés à la mise en œuvre du SCoT, selon le niveau de connaissance actuel porté et défini par le projet de DOO.

Tous les projets soutenus par le DOO (au nombre de 25) bénéficient donc d'une évaluation environnementale rigoureuse et argumentée (objet de ce chapitre), qu'ils soient concernés ou non par le réseau Natura 2000.

Les cartes pages suivantes présentent ces projets et leurs localisations approximatives révisionnelles sur le territoire Provence Verte Verdon, ainsi que les principales sensibilités environnementales spatialisables et cartographiables à proximité.

Les pages suivantes présentent ensuite, pour chaque projet/secteur :

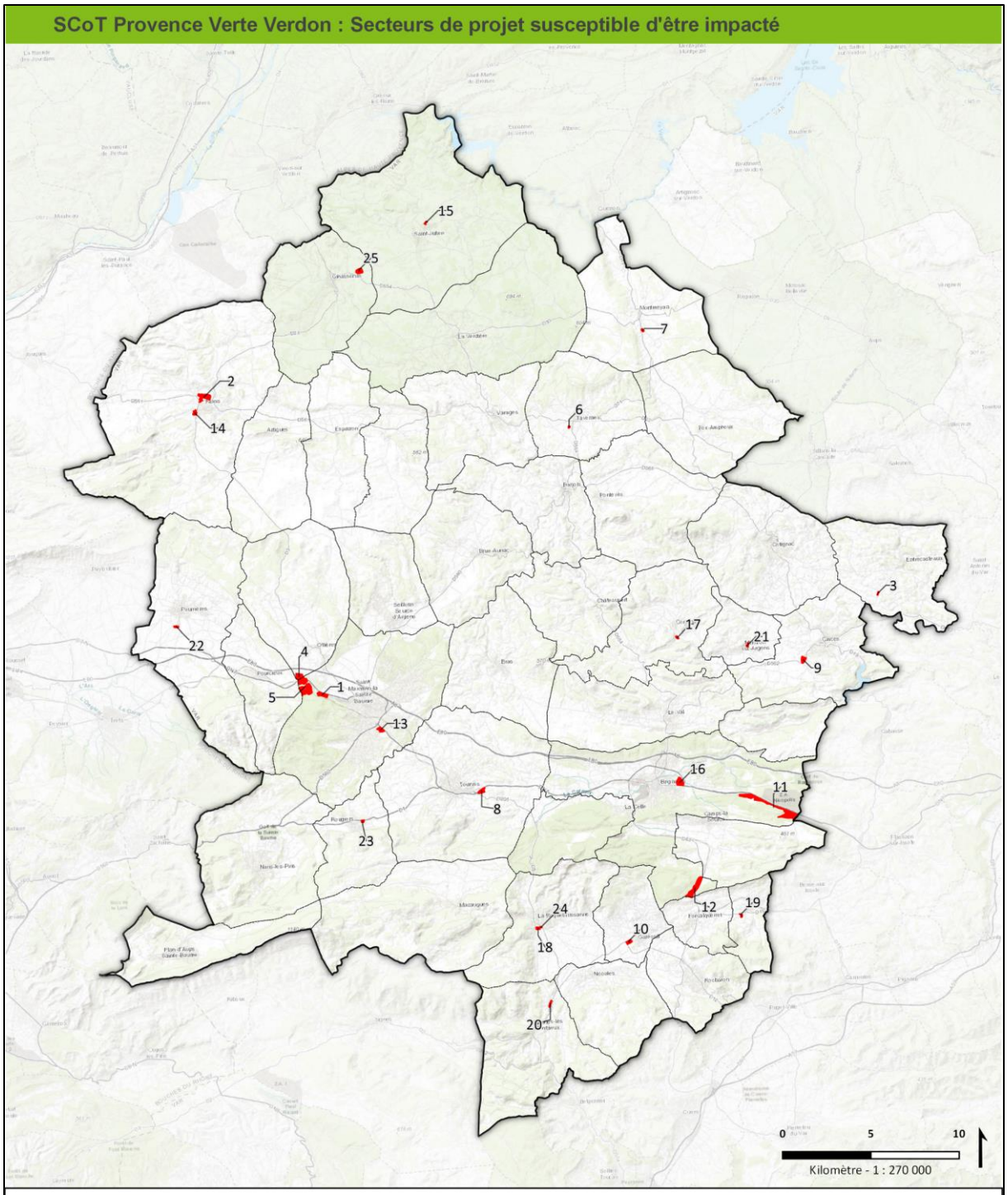
- Une présentation de leur situation actuelle ;
- Une analyse des incidences potentielles positives et négatives dues à la mise en œuvre du SCoT ;
- Le cas échéant, les mesures d'évitement, de réduction voir de compensation (mesures ERC) préconisées pour réduire les effets du projet sur l'environnement.

Nota : la description des habitats et espèces présentes ou potentiellement présentes sur les secteurs évalués ne sauraient être exhaustives. Elles sont présentées ici à titre indicatif.

Conformément à la directive européenne EIPPE et au Code de l'Urbanisme, l'évaluation environnementale expose les caractéristiques des sites susceptibles d'être touchés de manière notable par la mise en œuvre du SCoT. De manière générale, il s'agit des secteurs qui sont susceptibles d'être impactés, directement ou indirectement par les orientations du document d'urbanisme et les futurs projets.
Sur le territoire de la Provence Verte Verdon, de nombreux projets d'aménagement sont identifiés dans le SCoT à travers son DOO. Il s'agit de projets de création ou d'extension de Zones d'Activités Economiques et de pôles commerciaux sur le territoire Provence Verte Verdon.
Parmi les secteurs qui sont susceptibles d'être impactés, certains on fait l'objet d'une analyse approfondie (zoom) du fait de leur sensibilité environnementale. Au total, 25 projets répartis sur l'ensemble du territoire et représentant une surface totale d'environ 231,7 hectares ont été analysés à travers une analyse multi-critères (croisements environnementaux) et on fait l'objet de prospections de terrains.

Commune	Nom du lieu-dit	Vocation	Ext-densif	Surface artificialisable SCoT 2020-2040 (ha)
Brignoles	Nicopolis extension	Economie	Extension	57,6
	RD 43	Economie	Extension	30,4
	Le Vabre	Economie	Extension	10,3
Carcès	Les Praderies	Economie	Extension	7
Correns	ZA Correns	Economie	Extension	1
Entrecasteaux	La Chevalière	Economie	Extension	1,2
Garéoult	Les Cros	Economie	Extension	5
Ginasservis	Pied de la Chèvre	Economie	Extension	8
La Roquebrussanne	ZA La Roquebrussanne	Economie	Extension	2,8
	ZC La Roquebrussanne	Economie	Extension	0,6
Méounes	ZA Méounes	Economie	Extension	2,8
Montfort-sur-Argens	ZA Montfort	Economie	Extension	1,2
Montmeyan	Les Brégous	Economie	Extension	1,5
Ollières + Saint-Maximin	Le PAMA	Economie	Extension	50
Pourrières	ZA Pourrières	Economie	Extension	2
Rians	Garragaï-Saint-Esprit	Economie	Extension	16,7
	ZA Sainte-Catherine	Economie	Extension	2,4
	ZC Sainte-Catherine	Economie	Extension	2,3
Rougiers	ZA Rougiers	Economie	Extension	1,8
Saint-Julien	Saint-Pierre	Economie	Extension	0,8
Sainte-Anastasie-sur-Issole	ZA les Négadisses	Economie	Extension	1,7
Saint-Maximin-la-Sainte-Baume	Chemin d'Aix	Economie	Extension	10,3
	RDN7 - L'Etendard	Economie	Extension	6,3
Tavernes	Le Roucasset	Economie	Extension	1
Tourves	Les Ferrages	Economie	Extension	7
			TOTAL	231,7

SCoT Provence Verte Verdon : Secteurs de projet susceptible d'être impacté



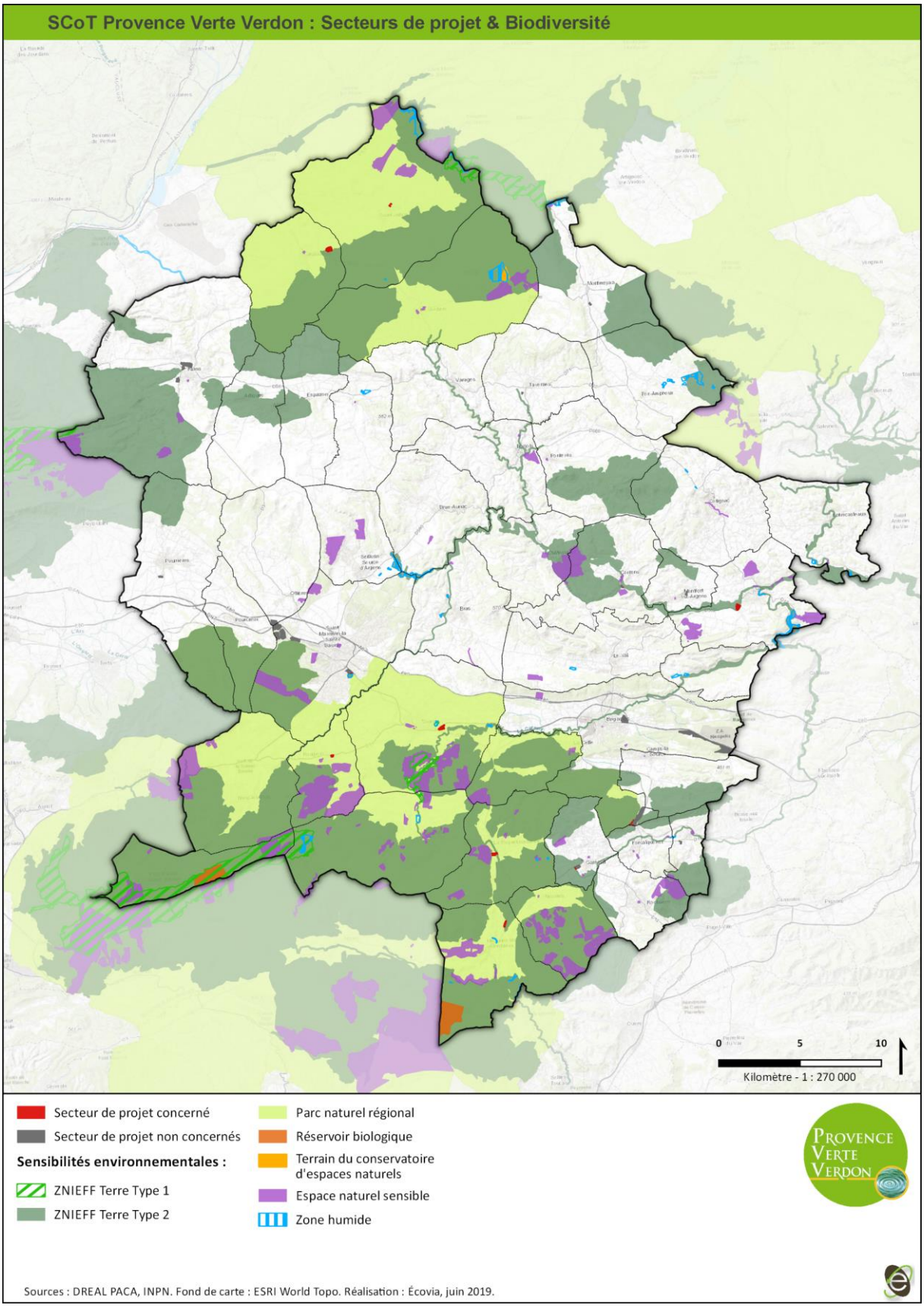
Périmètre du SSEI

Numéro et nom des projets :

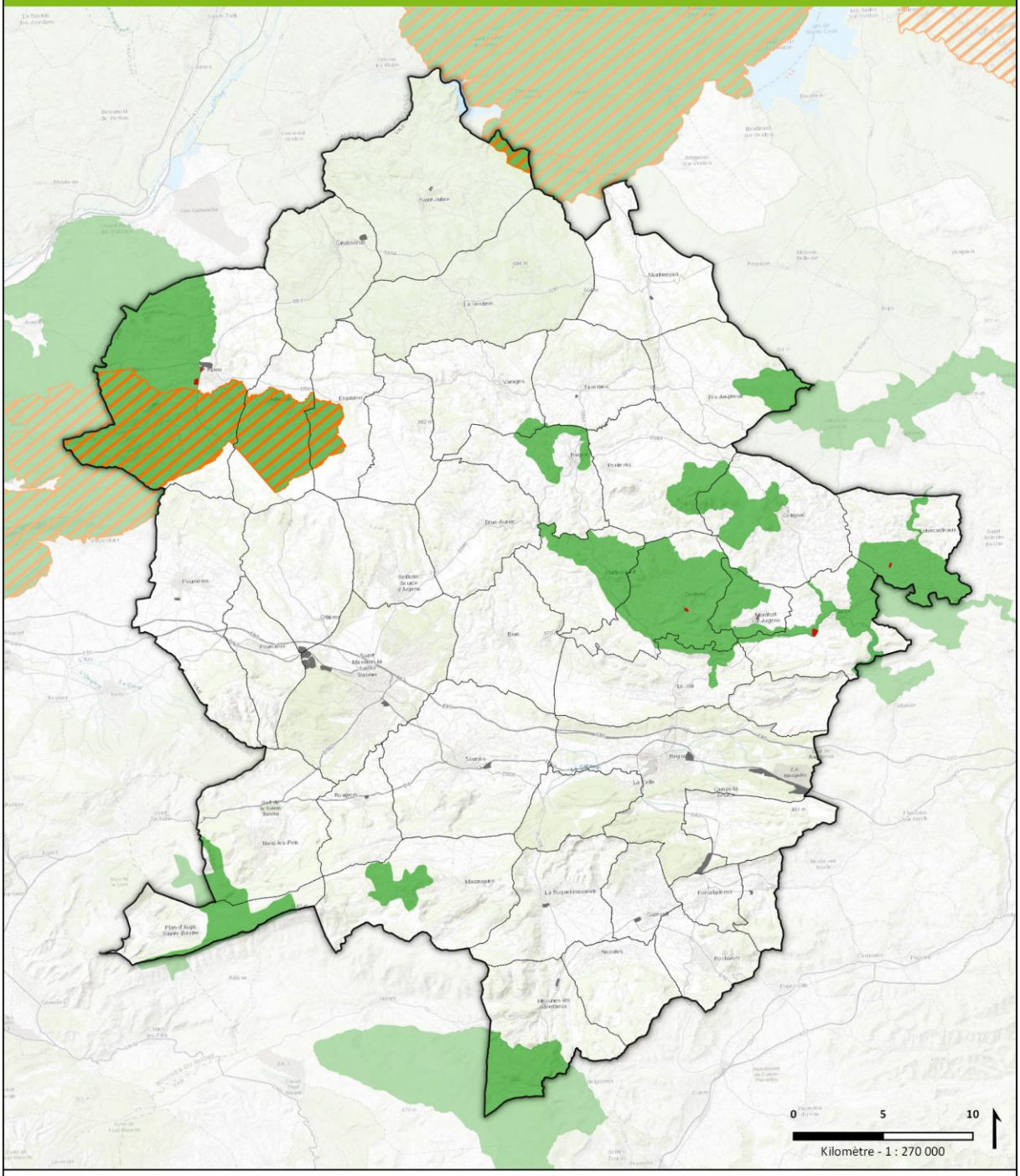
1 - CHEMIN D'AIX
2 - GARRAGAÏ - ST ESPRIT
3 - LA CHEVALIERE
4 - LE PAMA
5 - LE PAMA
6 - LE ROUCASSET
7 - LES BREGOUS
8 - LES FERRAGES
9 - LES PRADERIES
10 - LES CROS
11 - NICOPOLIS EXTENSION
12 - RD 43
13 - RDN7 - L'ETENDARD
14 - SAINTE CATHERINE
15 - ST PIERRE
16 - VABRES
17 - ZA CORRENS
18 - ZA LA ROQUEBRUSSANNE
19 - ZA LES NEGADISSES
20 - ZA MEOUNES
21 - ZA MONTFORT
22 - ZA POURRIERES
23 - ZA ROUGIERS
24 - ZC LA ROQUEBRUSSANNE
25 - PIED DE LA CHÈVRE

PROVENCE VERTE VERDON

Sources : SCOT Provence Verte Verdon. Fond de carte : ESRI World Topo. Réalisation : Écovia, juin 2019.


SCoT Provence Verte Verdon : Secteurs de projet & Biodiversité
0
5
10
Kilomètre - 1 : 270 000
Secteur de projet concerné
Secteur de projet non concernés
Sensibilités environnementales :
ZNIEFF Terre Type 1
ZNIEFF Terre Type 2
Parc naturel régional
Réservoir biologique
Terrain du conservatoire d'espaces naturels
Espace naturel sensible
Zone humide
PROVENCE VERTE VERDON
Sources : DREAL PACA, INPN. Fond de carte : ESRI World Topo. Réalisation : Écovia, juin 2019.

SCoT Provence Verte Verdon : Secteurs de projet & Réseau NATURA 2000



Secteur de projet concerné

Secteur de projet non concernés

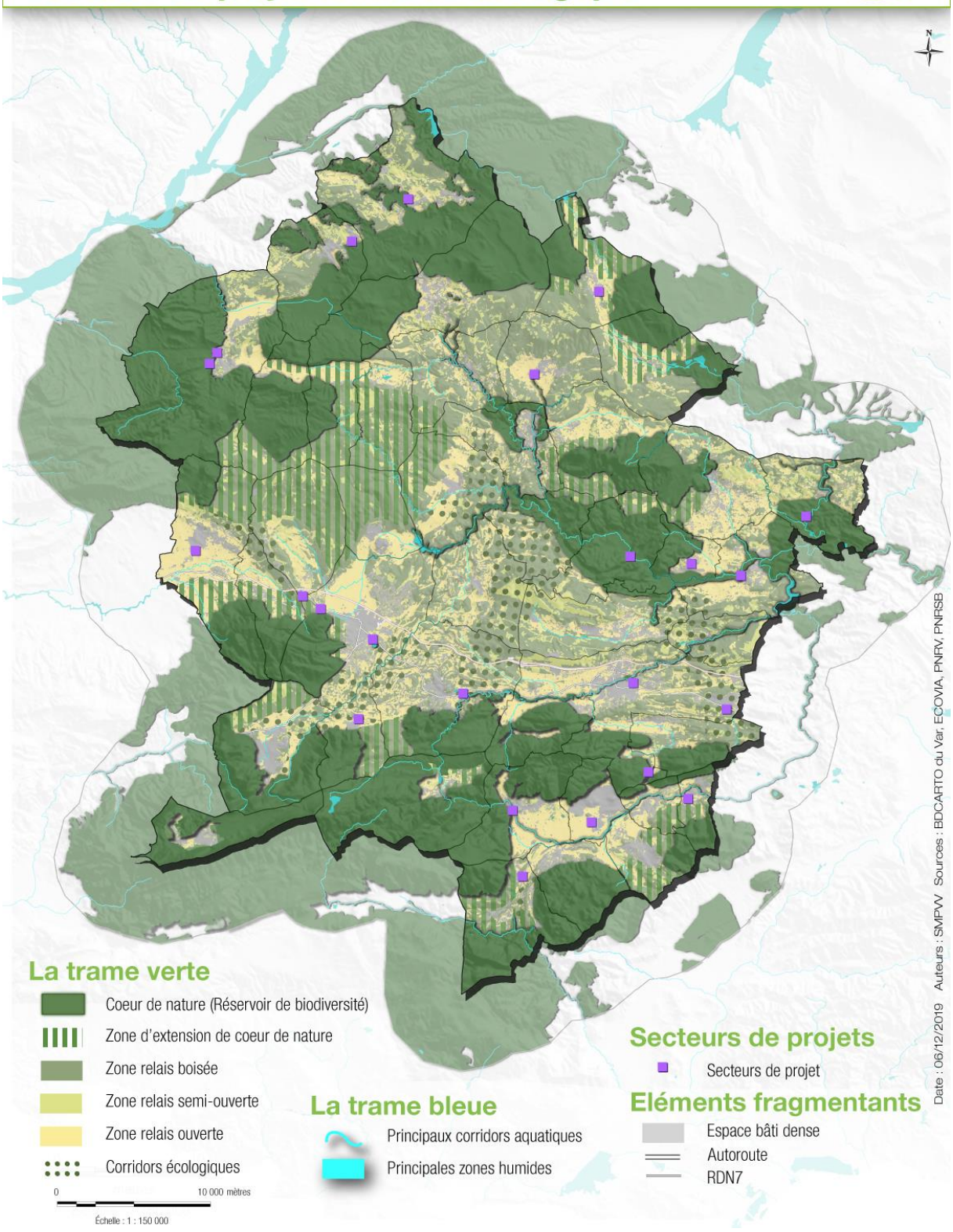
Réseau NATURA 2000 :

Directive "Oiseaux" : Zone de Protection Spéciale

Directive "Habitats" : Zone Spéciale de Conservation

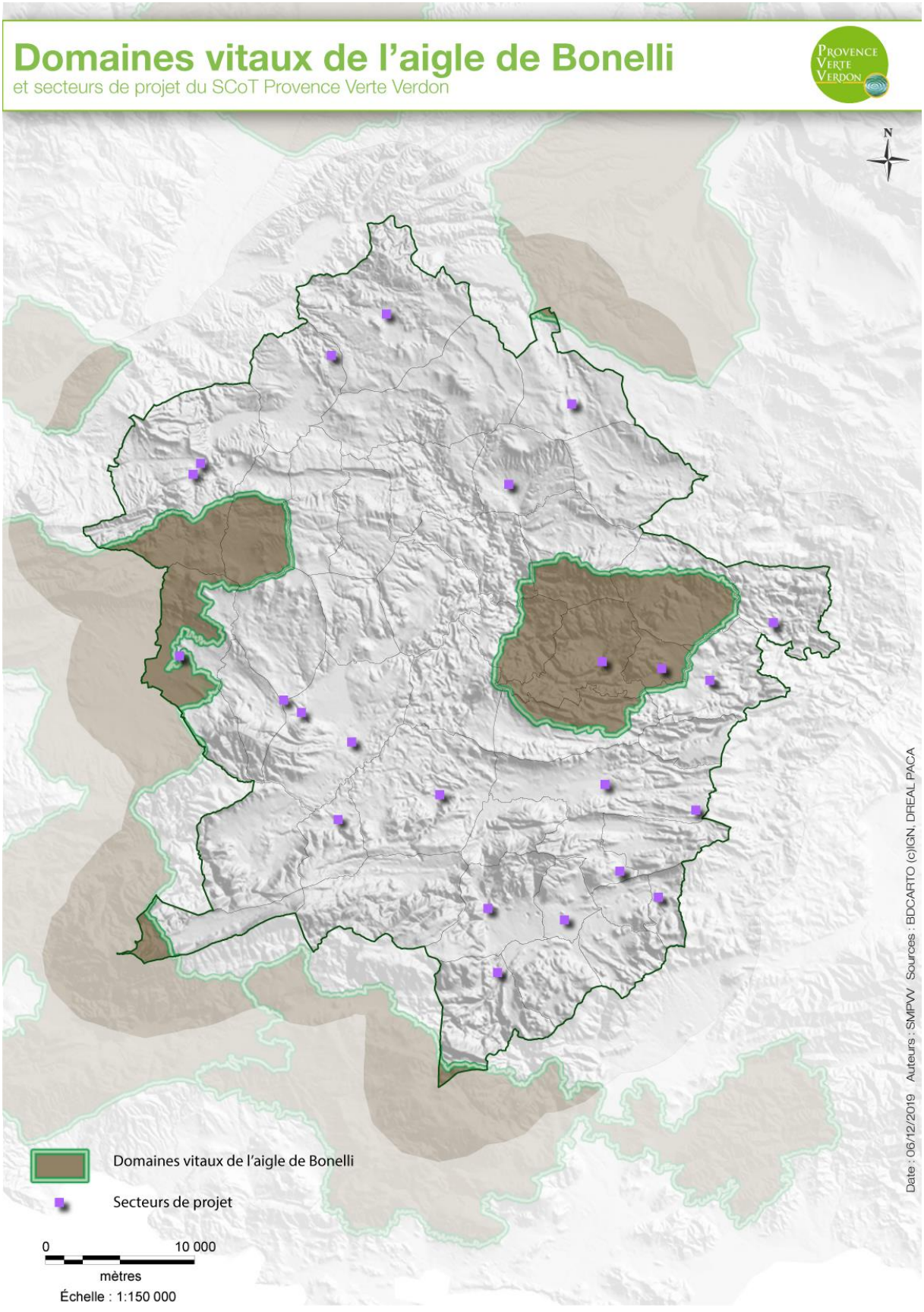
Sources : INPN. Fond de carte : ESRI World Topo. Réalisation : Écovia, juin 2019.

SCoT Provence Verte Verdon : Secteurs de projet et réseau écologique

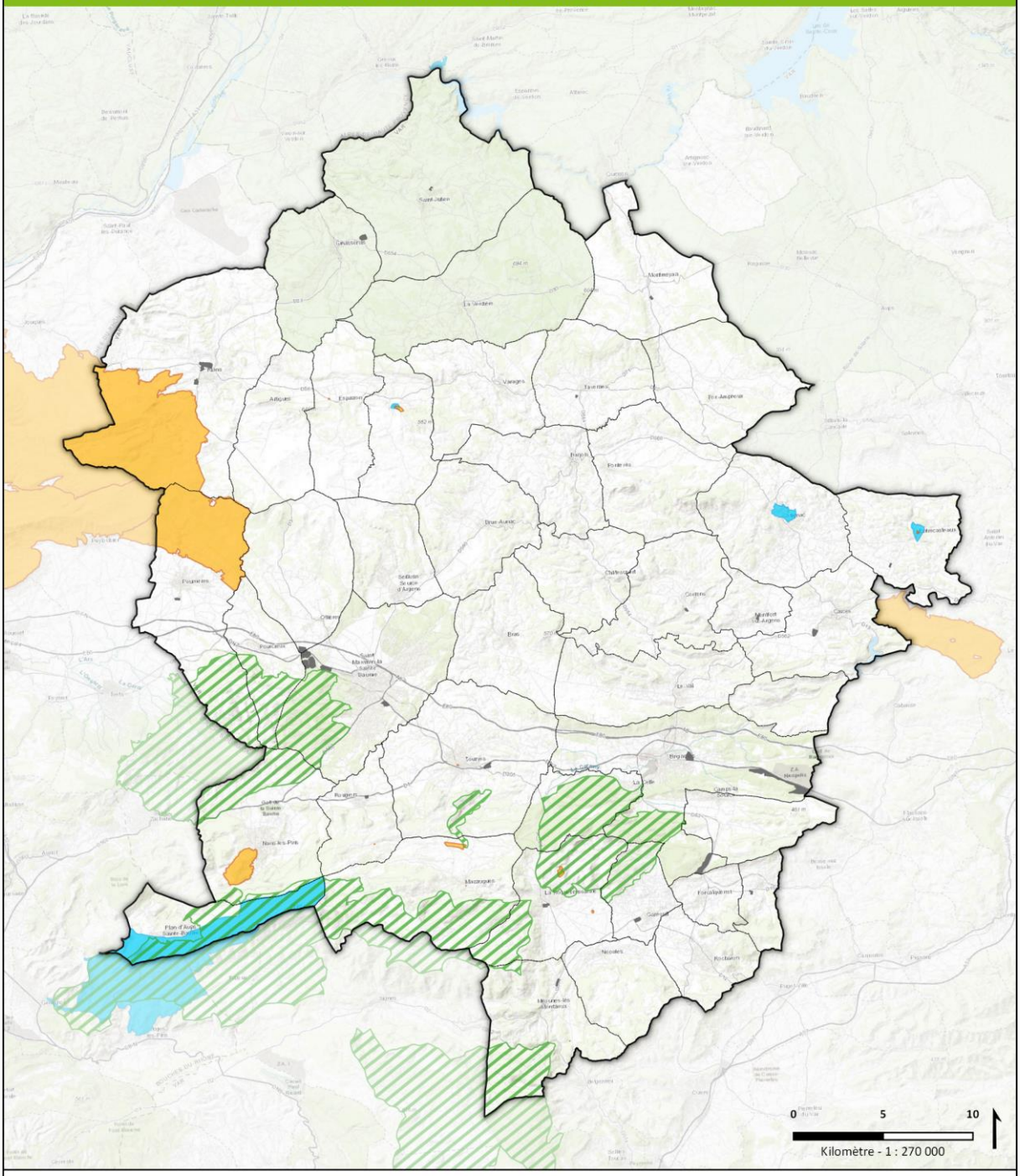


Domaines vitaux de l'aigle de Bonelli

et secteurs de projet du SCoT Provence Verte Verdon



SCoT Provence Verte Verdon : Secteurs de projet & Paysages remarquables



Secteur de projet non concernés

Périmètres de protection patrimoniale :

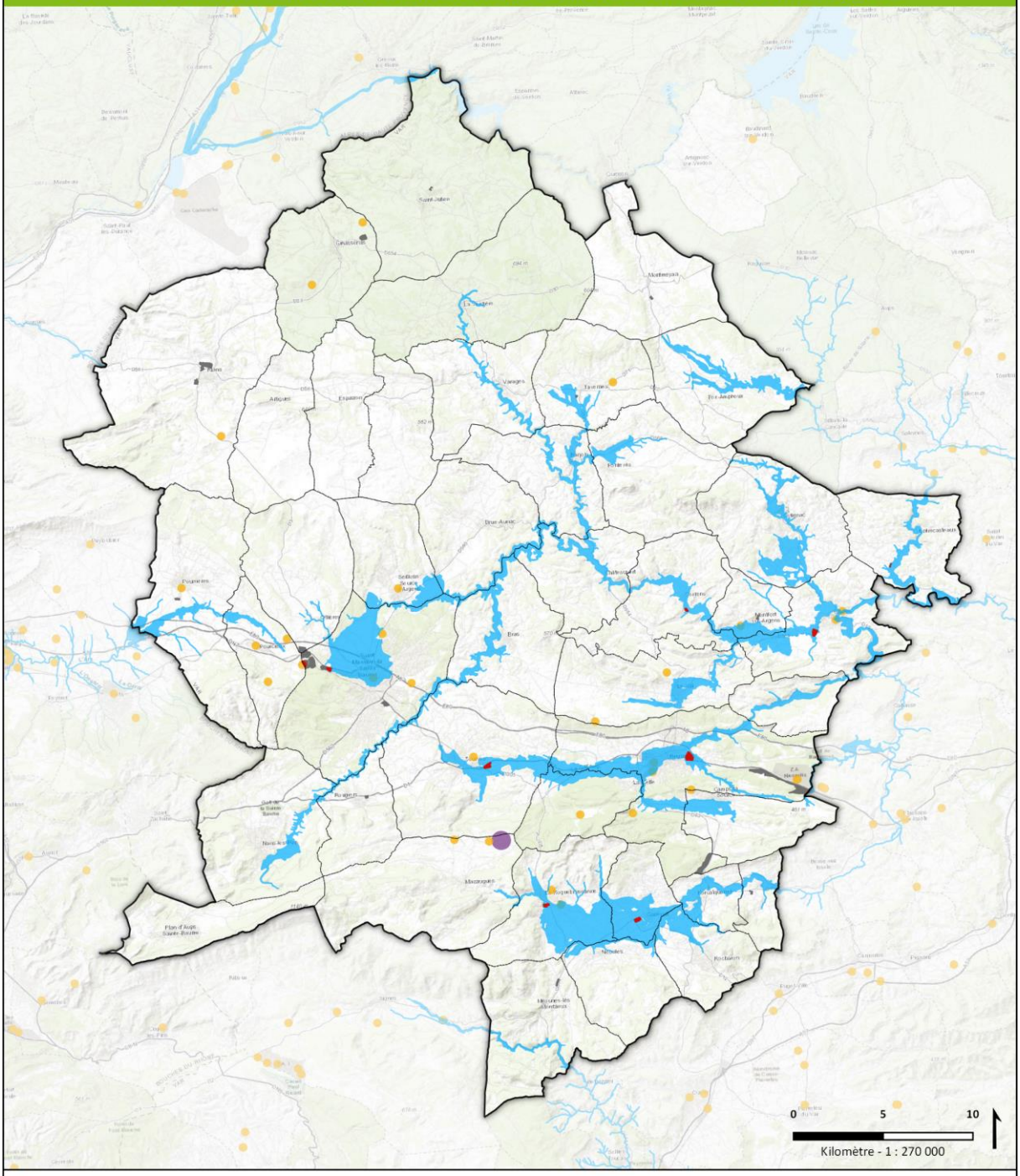
Site classé

Site inscrit

Paysages remarquables du PNR Sainte Baume

Sources : DREAL PACA. Fond de carte : ESRI World Topo. Réalisation : Écovia, juin 2019.

SCoT Provence Verte Verdon : Secteurs de projet & Risques naturels et technologiques



Secteur de projet concernés

Secteur de projet non concernés

Risque naturel :

Atlas des zones inondables

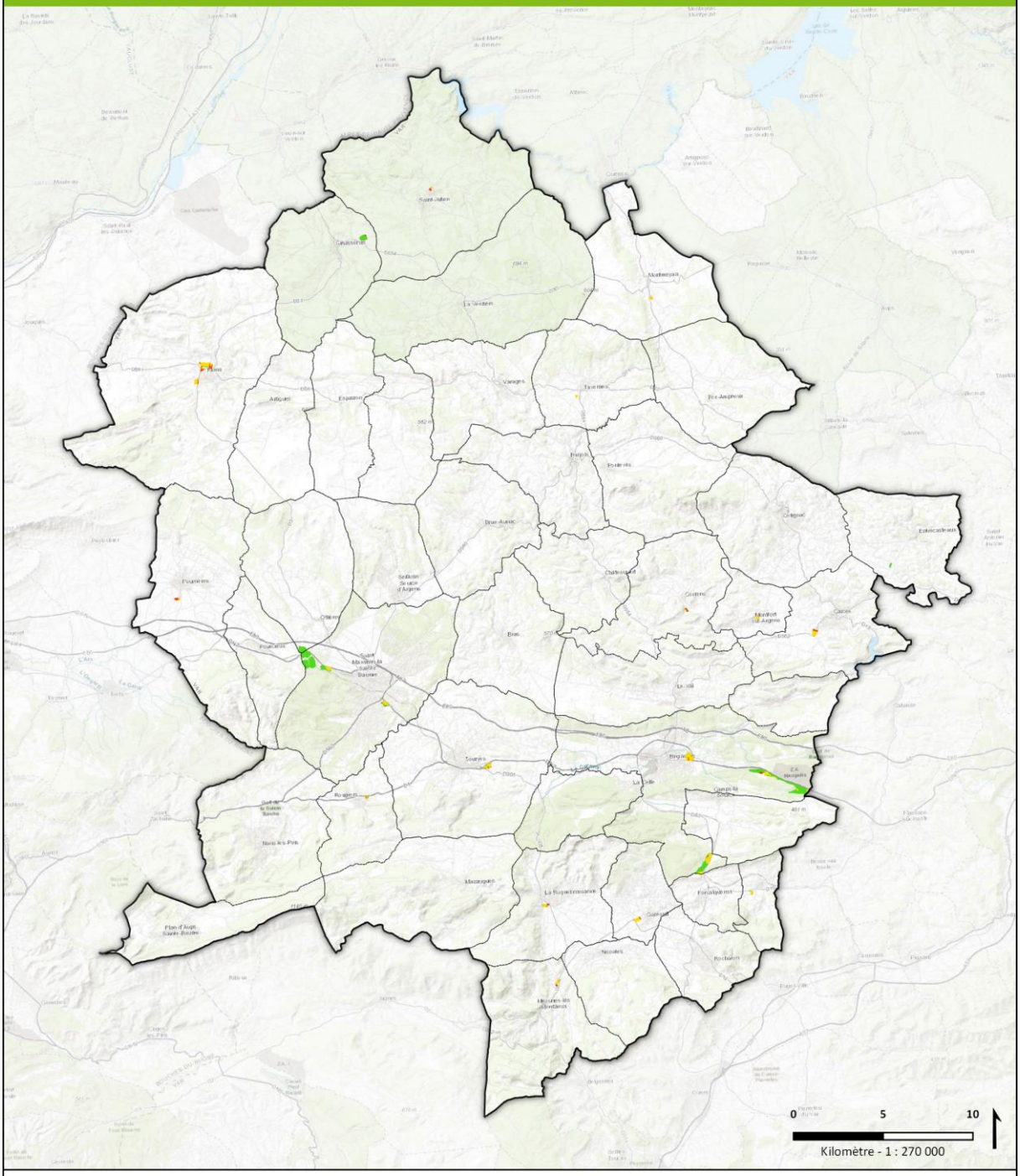
Risque technologique :

Périmètre de 200m autour des ICPE

Périmètre de 500m autour du site SEVESO TITANOBEL

Sources : DREAL PACA. Fond de carte : ESRI World Topo. Réalisation : Écovia, juin 2019.

SCoT Provence Verte Verdon : Secteurs de projet & occupation du sol en 2014



Typologie (Niveau 1) :

- Espaces artificialisés
- Espaces agricoles
- Forêts et milieux naturels
- Zones humides

Sources : SCOT Provence Verte Verdon. Fond de carte : ESRI World Topo. Réalisation : Écovia, juin 2019.

II.2.1 - Méthodologie employée

Différents secteurs ont fait l'objet de croisements environnementaux et de prospections terrains afin d'analyser les incidences sur ces secteurs susceptibles d'être impactés. Du fait du niveau de précision attendu, aucun protocole réglementaire n'a été utilisé sur le terrain. Néanmoins les passages de terrain ont été réalisés dans le but de maximiser les contacts vis-à-vis des espèces faunistiques, un maximum d'indices a été relevé afin de caractériser au mieux les potentialités en termes d'espèces. De plus ces inventaires de terrain ont été complétés en mettant à profit différentes bases de données naturalistes (Atlas cartographique, données communales, etc. bien que celles-ci n'aient pas vocation à être exhaustives). Les résultats sont présentés sous forme de tableaux mettant en avant l'état des lieux des différents secteurs, l'analyse des incidences et la proposition de mesures ERC adaptées.

➔ L'occupation du sol décrite pour chacun des secteurs s'appuie sur une occupation du sol sous système d'information géographique (SIG) fourni par le Syndicat Mixte Provence Verte Verdon et sur une prospection terrain permettant de renforcer l'occupation du sol sous SIG.
Légende :



➔ La sensibilité écologique est définie à dire d'experts et s'appuie sur la fonctionnalité écologique des habitats (participe aux continuités écologiques, accueillent une biodiversité riche…), sur la fragilité des milieux et sur les enjeux de préservation (ex : les zones humides).
Légende :

Sensibilité écologique : + : faible ; ++ : moyenne ; +++ : forte ; ++++ : très forte

➔ La trame Verte et Bleue a également été prise en compte dans l'analyse des incidences et permet de limiter la fragmentation des milieux naturels en proposant des éléments à préserver participant aux continuités écologiques du territoire. Ce croisement se base sur la Trame Verte et Bleue identifiée par le SCoT Provence Verte Verdon. La prospection terrain permet de renforcer l'identification et la préservation des éléments fonctionnels pour la Trame Verte et Bleue.

➔ Les éléments à préserver sont identifiés grâce au travail de terrain qui identifie les éléments les plus fonctionnels d'un point de vue écologique. Ces éléments accueillent généralement une biodiversité riche et participent aux continuités écologiques du territoire. Leur préservation limite les incidences sur les secteurs de projets.

➔ Le caractère humide du secteur est défini lors des prospections terrain. Néanmoins, il est important de noter que ces prospections se basaient seulement sur le critère floristique et non sur le critère pédologique. Certains secteurs n'étaient pas accessibles, voir non visibles depuis l'extérieur du secteur et empêchaient ainsi toute estimation du caractère humide de la parcelle. De plus, certaines parcelles correspondaient (lors des prospections terrains) à des parcelles cultivées ou à des parcelles entretenues (jardins, parcs), limitant ainsi fortement la présence d'espèces floristiques spontanées et ne permettant pas la détermination du caractère humide du secteur. Pour finir, au vu de la taille de certains secteurs (plusieurs dizaines d'hectares), la prospection par déambulation aléatoire a été privilégiée afin de pouvoir caractériser le plus de milieux naturels et agricoles possibles. Ainsi les prospections

terrains réalisées permettent de donner des approximations concernant le caractère humide du secteur mais ne permettent pas d'identifier précisément ce caractère humide et de définir/délimiter ces zones humides le cas échéant.

➔ Suite à ces nombreuses informations acquises grâce aux croisements environnementaux sous SIG et aux prospections terrains, les incidences sur ces secteurs sont définies et des mesures ERC adaptées sont ensuite proposées selon les enjeux de consommation d'espace, de biodiversité et continuités écologiques, de paysage et de risques. La mise en place de ces mesures ERC permet d'éviter les incidences sur ces secteurs voire de les réduire le cas échéant.

N.B. :

Les projets portés par le SCoT restent peu définis et ne permettent pas de définir précisément la totalité des incidences et les mesures à mettre en place. Ces zooms correspondent ainsi à une première analyse permettant de cadrer les projets lors de leur mise en place. Ils n'ont pas vocation à être exhaustifs et n'ont pas vocation à remplacer les études d'impacts.

II.2.2 – Milieux naturels et semi-naturels rencontrés

Les secteurs susceptibles d'être impactés par les projets portés par le SCoT Provence Verte Verdon concernent des milieux agricoles ou naturels qui sont décrits ci-après.
NB : les descriptions floristiques et faunistiques présentées ci-dessous n'ont pas vocation à être exhaustives.

MESURE D'EVITEMENT :
Quel que soit l'occupation du sol du secteur susceptible d'être impactée (agricole ou naturel), l'évaluation environnementale préconise le maintien au maximum des haies arborées ou arbustives délimitant généralement les parcelles ainsi que les bosquets d'arbres afin que les projets du SCoT Provence Verte Verdon impactent le moins possible la biodiversité qu'elle soit remarquable ou ordinaire.

Prairies agricoles

Parmi les différents milieux rencontrés sur les secteurs stratégiques, on retrouve des prairies temporaires correspondant aux prairies de fauche pouvant être pâturées sur le regain par des équins, des ovins ou encore des bovins. Il s'agit donc de parcelles agricoles comportant une strate herbacée haute dominée par plusieurs espèces de graminées annuelles très souvent utilisées pour leur qualité de bonnes fourragères à savoir l'Avoine (*Avena sativa*), le Fromental élevé (*Arrhenatherum elatius*), le Pâturin des prés (*Poa pratensis*), le Dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*) pouvant former par endroits des touradons. D'autres graminées sont souvent en mosaïque avec les espèces précédentes et souvent sur les bordures des champs.
Les espèces accompagnatrices peuvent être nombreuses avec notamment le Plantain lancéolé (*Plantago lanceolata*), la Fléole des prés (*Phleum pratense*), plusieurs espèces de Trèfles (le Trèfle des prés – *Trifolium pratense* -le Trèfle porte-fraises – *Trifolium fragiferum* – etc.) parfois et pour certaines d'entre elles la Knautie des champs (*Knautia arvensis*), de la Luzerne cultivée (*Medicago sativa* ssp. *sativa*), le Salsifis des prés (*Tragopogon pratensis*), le Lotier corniculé (*Lotus corniculatus*), de la Carotte sauvage (*Daucus carota*), de la Grande Oseille (*Rumex acetosa*), de l'Achilée millefeuille (*Achillea*

millefolium) pour les prairies moins nitrophiles ainsi que plusieurs espèces de Gesses dont la Gesse à larges feuilles (*Lathyrus latifolius*) qui sont très souvent présents au sein même des prairies de fauche. Sont également présentes des espèces de Céraistes. D'autres espèces comme la Vesce des moissons (*Vicia segetalis*), le Géranium disséqué (*Geranium dissectum*), le Pissenlit (*Taraxacum* sp.), la Grande Mauve (*Malva sylvestris*) ou encore des espèces de Silènes (Compagnon blanc – *Silene latifolia* – ou la Silène enflé – *Silene vulgaris* -) qui, bien que pour la plupart d'entre elles sont des espèces indicatrices d'un milieu plutôt perturbé (notamment pour le Géranium, la Vesce, le Pissenlit) et se rencontrent de ce fait généralement sur les bords des champs et de chemins ainsi que sur les talus, peuvent néanmoins se retrouver au sein même des prairies de fauche selon la gestion, la richesse du sol etc.
Dans le cas d'une gestion relativement extensive ces prairies peuvent comporter (et généralement plus souvent les bordures des champs et talus) des peuplements de Coquelicots (*Papaver rhoeas*).

Friches agricoles/prairies en cours de fermeture

Des délaissés agricoles, notamment de prairies sont également présents au sein des secteurs stratégiques et peuvent être regroupés sous l'appellation de friches. Les friches agricoles correspondent au premier stade de recolonisation végétale de substrats perturbés ou anciennement gérés dont la gestion s'est arrêtée.
En effet, si les facteurs qui maintiennent le couvert végétal à ras (fauche, pâturage, etc.) disparaissent et qu'aucune gestion n'est effectuée dans les mois ou années qui suivent, certaines espèces de plantes "vivaces" vont commencer à coloniser le milieu et à se rajouter au cortège généralement composé d'annuelles des prairies agricoles pour finir par le remplacer. L'installation de vivaces va tendre à fermer le milieu (recouvrement plus dense), ce processus naturel va se poursuivre avec l'installation des premières espèces de ligneux dites «pionnières» et dont les graines sont généralement transportées par le vent (anémochorie) comme des espèces de Saules lorsque le milieu est humide, d'Ormes champêtres (*Ulmus minor*) et d'autres qui sont disséminées à travers les déjections d'oiseaux (ornithochorie) (Prunellier - *Prunus spinosa* -, Aubépine monogyne - *Crataegus monogyna* -, plusieurs espèces de ronces : Ronce bleuâtre - *Rubus caesius* -, Ronce à feuilles d'orme - *Rubus ulmifolius* -, Cornouiller sanguin - *Cornus sanguinea* -, églantiers divers dont celui des chiens- *Rosa canina* -, Lierre grimpant - *Hedera helix*). A cela viennent s'ajouter des Pins d'Alep, du Chêne vert ou du Chêne kermès, du Nerprun alaterne, des Peupliers noirs ou blancs parfois etc. Si aucune gestion n'a lieu, d'autres essences viendront s'ajouter selon les lieux, la topographie, l'humidité du sol (Frênes, Erables, Trembles, Peupliers) pour finir par créer des bosquets, des boisements.
Dans la grande majorité des cas, les friches correspondent à d'anciennes parcelles de prairies temporaires, très souvent des prairies de fauche à végétation dense de hautes graminées et plantes fourragères, ayant été délaissées et qui subissent le processus naturel de fermeture du milieu. Ces friches présentent donc un cortège floristique similaire à celui des prairies temporaires de fauche décrit précédemment auquel vient se rajouter une diversité d'espèces végétales "pionnières" avec une grande part d'annuelles. Ces espèces végétales diffèrent en fonction du type de sol, de son hygrométrie, de la pente et de sa teneur en azote et en nutriments. Issues de parcelles agricoles généralement amendées, une majorité des espèces ont une tendance nitrophile (elles apprécient les fortes teneurs en azote dans le sol).
Les friches abritent généralement une faune ordinaire qui peut parfois s'avérer riche en termes de diversité d'espèces notamment en ce qui concerne les invertébrés (Criquet ensanglanté) et particulièrement pour les papillons (Piéride du Navet, des Hespéries (sp.), Azurés des Nerpruns etc.).

Leur diversité végétale favorise la présence de reptiles (Lézard des murailles, Tarente de Maurétanie en cas de présence d'habitations à proximité ou autres) et d'oiseaux attirés par cette diversité d'invertébrés. En ce qui concerne l'avifaune, certaines espèces s'avèrent plutôt inféodées aux milieux anthropisés (dont les parcs et jardins) comme le Moineau domestique, la Tourterelle turque, la Pie bavarde, le Chouca des tours, le Pic vert ou encore le Grimpereau des jardins. D'autres espèces sont plus liées aux secteurs boisés ou aux fourrés comme la Fauvette mélanocéphale et à tête noire, le Serin cini, le Pigeon ramier, le Rougegorge familier, la Mésange charbonnière ou bleue, le Pouillot véloce, le Chardonneret élégant, le Verdier d'Europe ou encore le Pinson des arbres. A noter que ces secteurs surtout s'ils présentent des arbustes épineux (prunelliers, ronciers etc.) servent également de territoire de chasse à des espèces patrimoniales comme la Pie-grièche à tête rousse ou encore la Pie-grièche méridionale. Des mammifères comme l'Ecureuil roux ou encore le Hérisson d'Europe sont susceptibles d'utiliser ces secteurs. Les rapaces comme la Buse variable, le Faucon crécerelle, le Circaète Jean-le-Blanc etc. peuvent également s'en servir comme territoire de chasse.

Cultures

Les **parcelles agricoles en jachère** présentent généralement un sol labouré et nu qui n'est favorable qu'à très peu d'espèces. Elles ne présentent que peu d'intérêt au regard de la biodiversité qu'elles abritent et leur artificialisation, si tant est qu'elle ait lieu, n'entraînera pas d'impacts significatifs au regard de l'environnement.

Les **cultures maraîchères** correspondent à des parcelles agricoles cultivées de légumes. Le terrain occupé par ces cultures est généralement riche en azote et convient très bien aux légumes. Ces parcelles sont délimitées par des haies agricoles qui ont originellement une vocation de brise-vent et sont donc dominées par du Cyprès communs parfois envahis de Lierre grimpant (*Hedera helix*) mais qui présentent un intérêt écologique certains du fait de la diversité de strates (arborées, arbustives, herbacées) et d'espèces qu'elles abritent avec notamment du Frêne à feuilles étroites (*Fraxinus angustifolia*), du Peuplier blanc (*Populus alba*), Arbre de Judée (*Cercis siliquastrum*), de l'Aubépine, des espèces de ronces.

Les **vergers** correspondent à des cultures d'arbres fruitiers, comme des poiriers, des pommiers… Ces cultures sont composées d'une strate herbacée généralement entretenue, fauchée. On retrouve néanmoins quelques adventices en strate herbacée. Ces parcelles sont généralement bordées de haies. Elles ne présentent que peu d'intérêt au regard de la biodiversité.

On retrouve également plusieurs parcelles de **grandes cultures** qui représentent de vastes parcelles agricoles mono-spécifiques de céréales. Ces parcelles sont généralement gérées de manière intensive avec une forte utilisation d'engrais et de pesticide et avec une importe mécanisation. Ces parcelles sont généralement dépourvues de haies et ne présentent que peu d'intérêt au regard de la biodiversité qu'elles abritent et leur artificialisation n'entraînera pas d'impacts significatifs au regard de l'environnement.

Les **parcelles viticoles** abritent une richesse et une diversité écologique généralement faible et qui sont fonction des pratiques agricoles qui y ont lieu. Ainsi les parcelles viticoles les plus intensives ne présentent pas de bandes enherbées entre les différentes rangées de vignes, sont traitées chimiquement et ne présentent généralement peu voire pas de haies arbustives à proximité. Celles gérées plus extensivement, comportent des bandes enherbées qui présentent généralement des espèces rudérales à tendance nitrophiles comme la Fausse-Roquette (*Diplotaxis erucoides*) accompagné, entre autres, de Plantain lancéolé (*Plantago lanceolata*) ou de Dactyle agglomérée

(*Dactylis glomerata*). Ces parcelles comportent généralement sur leurs bordures des bandes ou talus enherbées (avec globalement les mêmes espèces floristiques) ou des fossés qui s'avèrent pour la plupart enroncés et qui, lorsqu'ils sont arbustifs, peuvent comporter des Rosiers des chiens (*Rosa canina*), des Prunelliers (*Prunus spinosa*), des individus d'Epine-du-Christ (*Paliurus spina-christi*) ou de Buissons ardents (*Pyrracantha coccinea*), d'Ormes champêtres (*Ulmus minor*) ou encore d'Amandiers. L'artificialisation des parcelles viticoles ou à proximité de ces parcelles ne devrait donc pas engendrer d'incidences significatives sur ces milieux au regard de la biodiversité du fait de la faible richesse écologique de ces milieux. Les haies correspondant aux éléments susceptibles d'abriter le plus de richesse en termes d'espèces floristiques et faunistiques (notamment pour l'avifaune), il est recommandé de les préserver.

Pelouses

Les **pelouses** correspondent à de petites places entretenues (pelouses rases monospécifiques pour la plupart) qui comportent des espèces plantées et ornementales comme du Laurier rose (*Nerium oleander*), de l'Olivier (*Olea europaea*) ou encore de l'Argousier (*Hippophae rhamnoides*). Ces pelouses ne présentent que peu d'intérêt au regard de la biodiversité qu'elles abritent et leur artificialisation n'entraînera pas d'impacts significatifs au regard de l'environnement.

Garrigues

Certains secteurs susceptibles d'être impactés concernent des secteurs de garrigues et donc des secteurs entièrement naturels qui sont systématiquement fonctionnels d'un point de vue écologique. La garrigue est un milieu possédant un caractère généralement fermé et présente une strate arborée peu représentée comparativement à la strate arbustive et qui ne correspond qu'à quelques individus de Pin d'Alep (Pinus halepensis) ou de Pin Pignon (Pinus pinea) ainsi qu'à des individus de Chênes verts (Quercus ilex ou Quercus rotundifolia). La strate arbustive de ce type de garrigue est dominante par rapport aux autres étages de végétation et correspond majoritairement à des peuplements dense de Chênes kermès qui sont accompagnés, par endroits, par d'autres arbustes typiquement méditerranéens tels que des Filaires à feuilles étroites (Phillyrea angustifolia), des Genévriers cade (Juniperus oxycedrus), des Genêts scorpions (Genista scorpius), de Ciste cotonneux (Cistus albidus), des Chênes verts, des Nerpruns alaternes ou encore quelques individus d'Oliviers (Olea europaea). La strate herbacée est, elle, dominée par du Brachypode rameux (Brachypodium retusum), une poacée méditerranéenne également surnommée l'Herbe à moutons puisqu'il s'agit là de la principale herbe pâturée (ovins, caprins etc.) lors du pastoralisme. Cette poacée est accompagnée généralement par de la Dactyle agglomérée qui forme, par endroits, des touradons. Les principales autres espèces de la strate herbacée sont le Thym (Thymus vulgaris) qui peut former par endroits des petits peuplements, quelques Panicauts champêtres (Erygium campestre), quelques stations d'Aphyllanthes de Montpellier (Aphyllanthes monspeliensis), de l'Hélianthème à feuilles de Marum (Helianthemum marifolium) ou encore de la Fumana fausse-bruyère (Fumana ericoides), de l'Euphorbe réveil-matin (Euphorbia helioscopia) et petit-cyprès (Euphorbia cyparissias), de la Dactyle agglomérée (Dactylis glomerata), du Fenouil (Foeniculum vulgare). De l'Asperge sauvage peut également se rencontrer avec parfois du Chèvrefeuille des Balèares (Lonicera implexa) au pied des arbres et arbustes.

Les secteurs de garrigue sont généralement des secteurs abritant une biodiversité pouvant être parfois remarquable et qui présentent très souvent une richesse spécifique importante. Ils revêtent ainsi un important enjeu de conservation puisqu'ils servent ainsi d'abri, de refuge mais aussi de lieu de vie, de repos à bon nombre d'espèces, que ce soit pour les invertébrés (nombreuses espèces de papillons -

Aurore et Citron de Provence, Piérides etc.- bourdons, abeilles, guêpes, Scolopendre annelée – Scolopendra cingulata- etc.) que pour les reptiles, notamment au niveau des affleurements rocheux calcaires (Lézard des murailles, Lézard vert ou encore par exemple le Psammodrome d'Edwards, plusieurs espèces de serpents etc.), que pour les mammifères, puisque des Lapins de Garenne y ont été contactés, que pour de nombreuses espèces d'oiseaux tant pour les passereaux que pour les rapaces qui s'en servent de zone de chasse tels que le Faucon crécerelle, la Buse variable, le Circaète-Jean-le-Blanc. Ces secteurs de garrigue sont également favorables aux espèces protégées de Pie-Grièche et notamment la Pie-grièche méridionale ou encore la Pie-grièche à tête rousse qui apprécient les secteurs ouverts à semi-ouverts comportant des arbustes épineux qu'elles vont utiliser pour se percher et venir empaler leurs proies mais aussi à plusieurs espèces de Fauvettes méditerranéennes : la Fauvette mélanocéphale étant quasi-systématiquement présente ou encore au Pipit rousseline. A noter que ces secteurs de garrigues, notamment lorsqu'ils comportent des patchs de pelouses sont également susceptibles d'abriter plusieurs espèces d'orchidées, des espèces d'Astragale comme l'Astragale étoilé, le Thym d'Emberger ou encore des Gagées qui sont des espèces protégées. Les secteurs de garrigues sont, sur l'ensemble des secteurs susceptibles d'être impactés, ceux qui présentent la naturalité et la fonctionnalité écologique les plus importantes. Ces secteurs ainsi que les secteurs de prairies et les secteurs ouverts en général sont également fréquentés par quelques espèces de chauves-souris comme le Grand et Petit Rhinolophe.

Les zones rudérales

Les zones rudérales correspondent généralement aux espaces ayant d'ores et déjà été terrassés en vue des futurs aménagements. Ces terrassements laissent généralement le sol nu et sont, par la suite, recolonisés par des espèces pionnières dont le cortège floristique est similaire à celui des friches rudérales (qui sont des zones rudérales). Les zones rudérales peuvent également correspondre à des décombres, des secteurs proches d'habitations ou de structures abandonnées et dégradées et présentent donc une végétation rudérale souvent nitrophile.

Les boisements

On retrouve sur le territoire de Provence Verte Verdon, différents types de boisements.

- **Les feuillus**

À maturité, les forêts de feuillus constituent des habitats remarquables pour de nombreuses espèces protégées (oiseaux, insectes saproxylophages...). Parmi les espèces emblématiques du cortège d'espèces associées aux zones boisées, on peut citer, la Noctule de Leisler, chiroptère gîtant dans les arbres creux, le Pique-Prune, coléoptère emblématique lié à la présence de bois morts, présent ponctuellement dans les forêts matures et les gros arbres cariés.

- **Les conifères**

Les forêts de conifères sont composées de Pins sylvestre et de Pins d'Alep, essence pionnière et hélophile que l'on trouve sur des terrains marneux et calcaires, secs et peu profonds. Particulièrement sensible au feu, le pin a développé une forte faculté de réensemencement. Sa progression est très active notamment sur des terrains en déprise agricole. En dehors des pinèdes hautes spontanées de Pins d'Alep localisées dans des massifs (Sainte-Victoire, Arbois) et qualifiées « d'habitat d'intérêt communautaire », ces forêts de pin mono-spécifiques ne présentent que peu d'intérêt sur le plan de la biodiversité. Dans certaines pinèdes le Circaète Jean-le-Blanc, rapace diurne, trouve tout de même des zones de quiétude où il installe son nid à la cime des grands pins.

Parmi les grands types majeurs des milieux boisés, on peut retrouver plusieurs catégories de forêts :

- Les chênaies-charmaies (calcicoles) au sein desquelles le Charme et le Chêne pédonculé dominent la strate arborée. Ces deux espèces sont en mosaïque avec d'autres espèces de feuillus arbustifs comme le Tilleul (dont celui à grandes feuilles), le Merisier, le Tremble, diverses espèces d'Érables (champêtre notamment), le Hêtre d'Europe, l'Orme (des montagnes selon l'exposition) ou encore le Noisetier. Ces forêts présentent un substrat moins acide que les chênaies ou les forêts de pins et présentent, de ce fait, une des strates herbacées les plus diversifiées. Le sous-bois de certains de ces boisements abrite parfois plusieurs espèces de fougères avec par exemple le Dryoptéris écailleux, le Polypode intermédiaire ou encore la Fougère scolopendre ou encore quelques espèces de Cypéracées comme la Laîche pendante.

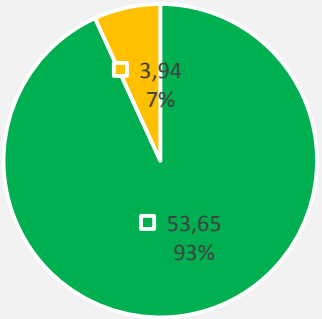
- Les chênaies sessiliflores au sein desquelles l'espèce arborée dominante est le Chêne sessile. Ce dernier est néanmoins généralement accompagné par le Chêne pédonculé et le Hêtre d'Europe. Ces forêts abritent une avifaune riche avec quelques espèces de rapaces diurnes comme le Milan noir ou la Buse variable, des couples de Pics verts et de Pics épeiches dénotant de la présence d'arbres sénescents ou morts favorables à leur nidification…

- Les **forêts alluviales et les ripisylves** que l'on retrouve à proximité du réseau hydrographique. Ces forêts sont constituées généralement d'Aulnes glutineux et de différentes espèces de Frênes. Elles forment ainsi des aulnaies-frênaies. Elles hébergent des plantes rares et patrimoniales telles que la Balsamine des bois (Impatiens noli-tangere) ou des tapis d'Ail des ours. Ces forêts alluviales correspondent aux forêts inondables proches de la nappe du cours d'eau et qui s'étendent au-delà des berges sur toute la largeur du lit majeur et sur la terrasse alluviale du cours d'eau correspondant généralement au champ d'expansion des crues de ce dernier. Lorsqu'elles sont réduites à des alignements d'arbres de quelques mètres de large en bordure de cours d'eau, ces forêts portent le nom de ripisylves. Au plus près du lit (bancs de sables ou de galets) se trouvent généralement des fourrés de plusieurs espèces de Saules (pouvant former un habitat d'intérêt communautaire et prioritaire) souvent inondées, car aux abords immédiats de l'eau, tandis qu'au-delà des berges, là où les inondations sont moins fréquentes, on retrouve des espèces arborées plus hautes comme les Frênes, les Aulnes, les Peupliers ou encore les Ormes champêtres qui sont les principales essences des forêts alluviales.
  Malgré leur importance, ces forêts alluviales sont, de l'ensemble des types de forêts, celles qui subissent le plus de pressions. Elles présentent parfois un mauvais état de conservation soit du fait de la présence d'espèces exotiques envahissantes, soit du fait de leur mauvaise gestion : populiculture (peupliers), gestion trop intensive avec retrait des arbres morts ou vieillissants, assèchement des forêts alluviales du fait des nombreux ouvrages anthropiques venant modifier le régime hydraulique (prélèvements, endiguements, retenues, etc.).
  Qu'il s'agisse des ripisylves ou des forêts alluviales, la diversité de strates, d'espèces, d'âges de la végétation qui s'y retrouve, la proximité du réseau hydrographique offre ainsi des possibilités à bon nombre d'espèces qu'elles soient inféodées au milieu forestier ou par exemple au milieu humide d'y accomplir leur cycle de vie ou tout du moins une partie (reproduction, alimentation, repos). Elles fournissent également de nombreux services écosystémiques (Maintien des berges ; Écrêtement des crues ; Épuration de l'eau ; Réservoirs de biodiversité ; Zone de repos, d'alimentation, de chasse…).

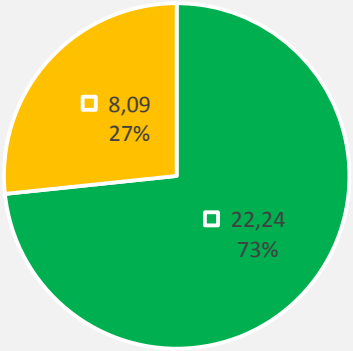
Ces habitats peuvent servir aussi bien de réservoirs de biodiversité que de corridors écologiques (notamment pour la Loutre). En mosaïque avec des paysages agricoles et des zones humides, les forêts alluviales sont également favorables à de nombreuses espèces de chiroptères comme le Grand et Petit Rhinolophe, le Rhinolophe euryale, la Barbastelle, le Minioptère de Schreibers, ou encore le Grand murin.

II.2.3 Analyse des incidences : zooms sur les projets par commune portés par le SCoT

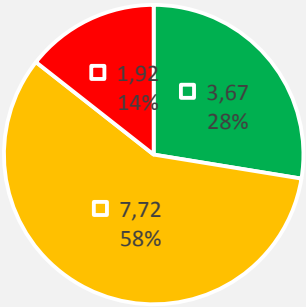
Brignoles

Secteur stratégique	Surface (ha)	Occupation du sol	Sensibilité écologique pressentie	Trame Verte et Bleue	Eléments à préserver	Caractère humide	Contexte/Incidences potentielles	Mesures ERC
Nicopolis extension	57,60	 - Chênaie - Garrigue - Prairie de fauche en cours de fermeture - Vigne	++++	- Zones relais boisée dominante - Axe de déplacement semi-ouvert et boisé à l'est	Boisement + garrigues + bosquets + arbres	Non (critère floristique)	***Consommation d'espace :*** Consommation potentiellement de 58 ha d'espaces naturels (garrigues, chênaies) et d'espaces agricoles (prairies de fauche dont certaines en cours de fermeture, vignes).	▪ Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques, à savoir la garrigue, les boisements et les prairies en cours de fermeture.
							Biodiversité & Fonctionnalités écologiques : Destruction potentielle d'habitats naturels fonctionnels (garrigues chênaies) favorables à de nombreux taxons (oiseaux, chiroptères, reptiles, lépidoptères…). Destruction de secteurs de reproduction et de chasse pour de potentiels rapaces nichant à proximité (falaises à proximité). Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour les sous-trames boisée et semi-ouverte.	▪ Passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces protégées (reptiles, chiroptères, oiseaux, insectes saproxyliques…) ; ▪ Préservation des boisements et du secteur de garrigue ; ▪ Les arbres comportant des cavités, des traces de fissures, un décollement d'écorce, du terreau dans les cavités, etc. ; devront être préservés ; ▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer les continuités écologiques de la sous-trame boisée et semi-ouverte ;
	Quelques vues du secteur :						***Paysage :*** Ce secteur est situé en face de la zone d'activité existante et est bordée par la RDN7. Destruction potentielle du paysage naturel du secteur.	▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues, bassin de rétention…) ; ▪ Plantation de haies le long des voies de desserte ; ▪ Création de placettes et de voies piétonnes végétalisés.

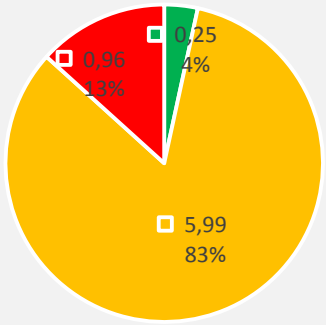
	 	***Risques :*** Le secteur comporte 1,1 hectare concerné par un risque inondation. Risque potentiel d'incendie du fait de son occupation du sol boisé. Imperméabilisation potentielle du sol accentuant davantage le risque inondation.	▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues, bassins de rétention …) ; ▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings… ▪ Maintien de milieux ouverts à proximité du secteur (pastoralisme, obligation de débroussaillement…).	

Secteur stratégique	Surface (ha)	Occupation du sol	Sensibilité écologique pressentie	Trame Verte et Bleue	Eléments à préserver	Caractère humide	Contexte/Incidences potentielles	Mesures ERC
RD43	30,33	 - Chênaie - Garrigue - Prairie de fauche en cours de fermeture - Parcelle retournée - Friche	++/+++	- Entouré de cœurs de nature - Zones relais boisée dominante - Zones relais ouverte au nord et semi-ouverte au sud - Axe de déplacement semi-ouvert et ouvert	Boisement + Haies + bosquets + éléments en pierre (bâtiment en ruine)	Non (critère floristique)	***Consommation d'espace :*** Consommation potentiellement de 30 ha d'espaces naturels (garrigues, chênaies) et d'espaces agricoles (prairies de fauche dont certaines en cours de fermeture, friches, parcelles retournées).	▪ Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques, à savoir la garrigue, les boisements et les prairies en cours de fermeture.
							Biodiversité & Fonctionnalités écologiques : Destruction potentielle d'habitats naturels fonctionnels (garrigues chênaies) favorables à de nombreux taxons (oiseaux, chiroptères, reptiles, lépidoptères…). Destruction de secteurs de chasse pour de potentiels rapaces et chiroptères nichant dans les boisements/garrigues. Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour les sous-trames boisée, ouverte et semi-ouverte.	▪ Passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces protégées (reptiles, chiroptères, oiseaux, insectes saproxyliques…) ; ▪ Préservation des boisements et de la garrigue ; ▪ Les arbres comportant des cavités, des traces de fissures, un décollement d'écorce, du terreau dans les cavités, etc. ; devront être préservés ; ▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer les continuités écologiques de la sous-trame boisée et semi-ouverte ;
		Quelques vues du secteur :						

	 	***Paysage :*** Ce secteur est situé le long par la RD43. Destruction potentielle du paysage agro-naturel du secteur.	▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues, bassin de rétention…) ; ▪ Plantation de haies le long des voies de desserte ; ▪ Création de placettes et de voies piétonnes végétalisés.
		Risques : Risque potentiel d'incendie du fait de son occupation du sol boisé. Exposition de personnes et de biens supplémentaires à un éventuel risque incendie	▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues, bassins de rétention …) ; ▪ Maintien de milieux ouverts à proximité du secteur (pastoralisme, obligation de débroussaillement…).

Secteur stratégique	Surface (ha)	Occupation du sol	Sensibilité écologique pressentie	Trame Verte et Bleue	Eléments à préserver	Caractère humide	Contexte/Incidences potentielles	Mesures ERC
Vabre	13,30	 - Boisement - Prairie de fauche - Prairie de fauche en cours de fermeture - Friche	+++/++++	- Zones relais ouverte et semi-ouverte dominantes - Réservoir de biodiversité aquatique au nord	Boisement + Haies + bosquets + éléments en pierre (bâtiment en ruine, murets) + fossés humides + cours d'eau	Oui – Fossés humides + présence d'un petit cours d'eau + trace d'humidité notamment au sud du secteur à proximité du cours d'eau (présence de touffes de joncs)	***Consommation d'espace :*** Consommation potentiellement de 13 ha d'espaces naturels (Boisement) et agricoles (prairies de fauche dont certaines en cours de fermeture, friches).	▪ Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques, à savoir les boisements, les prairies en cours de fermeture et les secteurs humides.
							Biodiversité & Fonctionnalités écologiques : Destruction potentielle d'habitats agro-naturels fonctionnels (prairie de fauche en cours de fermeture, boisement) et de secteurs humides (comme les fossés humides, le cours d'eau) favorables à de nombreux taxons (oiseaux, chiroptères, lépidoptères, odonates, amphibiens…). Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour les sous-trames aquatique, ouverte et semi-ouverte.	▪ Passage d'un écologue pour délimiter précisément les zones humides. ▪ Préserver les fossés humides + le petit cours d'eau + marge de recul de 5 mètres vis-à-vis des zones humides ; ▪ Passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces protégées (reptiles, chiroptères, oiseaux, amphibiens, insectes saproxyliques…) ; ▪ Préservation des boisements, des bosquets et des éléments en pierre ; ▪ Les arbres comportant des cavités, des traces de fissures, un décollement d'écorce, du terreau dans les cavités, etc. ; devront être préservés ; ▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ
	Quelques vues du secteur :							

	 		pour préserver et renforcer les continuités écologiques de la sous-trame semi-ouverte ;
		Paysage : Ce secteur est concerné par un paysage agro-naturel en continuité de l'urbanisation existante et bordé par la RDN7. Destruction potentielle du paysage agro-naturel du secteur.	▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues, bassin de rétention…) ; ▪ Plantation de haies le long des voies de desserte ; ▪ Création de placettes et de voies piétonnes végétalisés.
		Risques : Secteur concerné par un risque inondation. Imperméabilisation potentielle du sol accentuant davantage le risque inondation.	▪ Préserver les zones humides (fossés, petit cours d'eau…) ; ▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues, bassins de rétention …) ; ▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings…

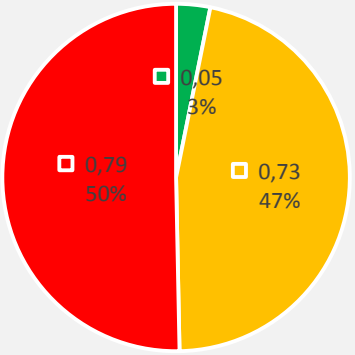
<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="6">Les Praderies</td><td rowspan="2">7,19</td><td rowspan="2"> 

- Vignes
- Sylviculture
- Ripisylve
- Prairies de fauche et/ou de pâture
- Construit</td><td rowspan="2">++/+++

Situé sur la ZSC Val d'Argens</td><td rowspan="2">- Cœur de nature

- Sous-trame aquatique (ouest)

- Zones relais ouverte et boisée</td><td rowspan="2">Ripisylve à l'ouest + sylviculture + bosquets + muret en pierre à l'est</td><td rowspan="2">En partie – présence du lac de Carcès (cours d'eau) et de sa ripisylve à l'est. Présence d'une roselière à proximité de la sylviculture</td><td>Consommation d'espace :
Consommation potentiellement de 7 ha d'espaces agricoles (prairies de fauche, vignes, sylviculture).</td><td>▪ Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques, comme les espaces à caractère humide (sylviculture associée à une roselière, le cours d'eau et sa ripisylve).</td></tr>
<tr><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d'habitats agricoles fonctionnels (prairie de fauche). Ce secteur peut servir de zones de chasses pour certains taxons (oiseaux, chiroptères…).
Dégradation potentielle de l'habitat d'intérêt communautaire « Frênaies thermophiles à Fraxinus angustifolia (91B0) ».
Dégradation potentielle de la qualité du cours d'eau et de la ripisylve.
Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour les sous-trames aquatique, ouverte et boisée.</td><td>▪ Passage d'un écologue pour délimiter précisément les zones humides.
▪ Préserver le cours d'eau et sa ripisylve (habitat d'intérêt communautaire potentiel 91F0) + marge de recul de 15 mètres ;
▪ Passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces protégées (reptiles, chiroptères, oiseaux, amphibiens …) ;
▪ Préservation des bosquets et des murets en pierre + marge de recul de 5 mètres ;
▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer les continuités écologiques de la sous-trame boisée.</td></tr>
<tr><td colspan="7">Quelques vues du secteur :</td></tr>
<tr><td colspan="7">   </td></tr>
<tr><td>Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage agricole bordé par un cours d'eau et sa ripisylve (naturel) et par la zone d'activité existante.
Destruction potentielle du paysage agricole du secteur et impact du paysage naturel à proximité.</td><td>▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues, bassin de rétention…) ;
▪ Plantation de haies le long de la route afin de limiter la visibilité du projet ;
▪ Création de placettes végétalisés et de voies piétonnes et cyclables végétalisés.</td></tr>
<tr><td>Risques :
Secteur concerné par un risque inondation.
Imperméabilisation potentielle du sol accentuant davantage le risque inondation.</td><td>▪ Préserver le cours d'eau et les zones humides ;
▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site ;
▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création chemins/trottoirsparkings…</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="5">ZA Correns</td><td rowspan="2">1,58</td><td rowspan="2"> 

- Vignes
- Remblais
- Jachère
- Construit</td><td rowspan="2">+/++

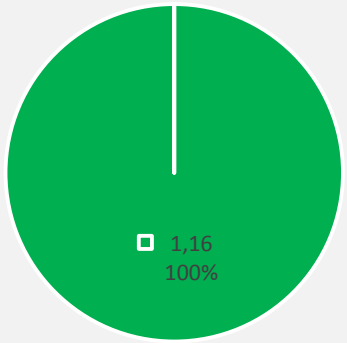
Situé sur la ZSC Val d'Argens

Domaine vital de l'Aigle de Bonelli</td><td rowspan="2">- Cœur de nature

- A l'ouest d'un réservoir de biodiversité aquatique (cours d'eau)

- Zones relais et axe de déplacement de la sous-trame semi-ouverte</td><td rowspan="2">Haies + bosquets</td><td rowspan="2">Non (critère floristique)</td><td>Consommation d'espace :
Consommation potentiellement de 1,6 ha d'espaces agricoles (vignes, remblais, jachère).</td><td></td></tr>
<tr><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d'habitats agricoles. Ce secteur peut servir occasionnellement de zones de chasses pour certains taxons (oiseaux, chiroptères…). Néanmoins ces espaces agricoles sont peu fonctionnels d'un point de vue écologique.
De plus, le secteur n'est pas concerné par un habitat d'intérêt communautaire.
Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame semi-ouverte.</td><td>▪ Préservation des haies + marge de recul de 5 mètres ;
▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer les continuités écologiques de la sous-trame semi-ouverte et pour renforcer la fonctionnalité écologique du secteur.</td></tr>
<tr><td colspan="7">Quelques vues du secteur :
   </td><td>Paysage :
Ce secteur est situé en entrée de bourg sud et est concerné par un paysage agricole et par une zone d'activité existante en bordure de paysage naturel.
Destruction potentielle du paysage agricole du secteur.</td><td>▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues, bassin de rétention…) ;
▪ Plantation de haies le long de la route afin de limiter la visibilité du projet depuis l'entrée de bourg sud ;
▪ Création de placettes végétalisés.</td></tr>
<tr><td colspan="7"></td><td>Risques :
Secteur concerné par un risque inondation.
Imperméabilisation potentielle du sol accentuant davantage le risque inondation.</td><td>▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues, bassins de rétention …) ;
▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings…</td></tr>
</table>

Entrecasteaux

Secteur stratégique	Surface (ha)	Occupation du sol	Sensibilité écologique pressentie	Trame Verte et Bleue	Eléments à préserver	Caractère humide	Contexte/Incidences potentielles	Mesures ERC
La Chevalière	1,16	 - Chênaie de Chêne vert et de Chêne pédonculé	++++ Situé sur la ZSC Val d'Argens	- Cœur de nature - Zones relais boisée	La totalité du boisement	Non (critère floristique)	***Consommation d'espace :*** Consommation potentiellement de 1,2 ha de boisement. ***Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :*** Destruction potentielle d'une partie d'un boisement fonctionnel. **Ce boisement correspond potentiellement à un habitat d'intérêt communautaire, à savoir « Forêts de *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia* (9340) ».** Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame boisée. ***Paysage :*** Ce secteur est concerné par un paysage naturel boisé en bordure de route. Destruction potentielle du paysage naturel du secteur et impact du paysage naturel à proximité. ***Risques :*** Risque potentiel d'incendie du fait de son occupation du sol boisé. Exposition de personnes et de biens supplémentaires à un éventuel risque incendie	▪ Se référer aux mesures ERC à la suite du tableau
		Quelques vues du secteur :						
								
								

Ce secteur correspond à une Chênaie dominée par le Chêne vert. On retrouve également du Chêne pédonculé. Ce secteur correspond ainsi potentiellement à un habitat d'intérêt communautaire : « Forêts à *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia* (9340) ». L'urbanisation de ce secteur impactera la fonctionnalité et les continuités écologiques de ce secteur. Néanmoins, l'habitat d'intérêt communautaire « Forêts à *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia* (9340) » représente environ 3 506 hectares sur la ZSC Val d'Argens, soit environ 29% du site Natura 2000. De plus, cet habitat est un milieu bien représenté en Provence. Le site de la zone d'activités de la Chevalière (1,16 hectare) représente ainsi 0,03% de l'habitat d'intérêt communautaire présente sur la ZSC. **Donc à l'échelle du SCoT et du site Natura 2000, Le projet de zone d'activités de la Chevalière n'entrainera pas d'incidence significative susceptible de remettre en cause l'état de conservation de cet habitat d'intérêt communautaire. Concernant les espèces d'intérêt communautaire, le secteur en abrite potentiellement. Des mesures sont proposées par la suite afin d'éviter, voire réduire le cas échéant les impacts sur ces espèces.**
Néanmoins, cet habitat est un milieu très fonctionnel d'un point de vue écologique. Il est situé à proximité de la Bresque et abrite de nombreuses espèces. Cette chênaie est accompagnée de Pins, d'Asperges sauvages, de Cistes, de Lierres, de Salsepareille, de ronce, de Genêt d'Espagne, etc… De nombreuses espèces faunistiques utilisent ce secteur comme zone de repos, de reproduction, de chasse. Parmi les espèces contactées, on note la présence de Mésange charbonnière, de Pinson des arbres, de Geai des chênes, de Pipit des arbres, de Fauvette mélanocéphale, etc… De plus, on note sur ce secteur, une litière épaisse, la présence de bois morts et de roche apparente. Ces éléments naturels sont potentiellement favorables à des espèces de reptiles, d'insectes saproxylophages, d'insectes, de chiroptères, etc… La présence d'espèce d'intérêt communautaire est donc très forte. Par ailleurs, ce secteur correspond à un cœur de nature et à une zones relais boisée fonctionnelle et est en lien avec les milieux naturels voisins, notamment les boisements, la Bresque et sa forêt alluviale. L'aménagement de ce secteur impacterait ainsi la fonctionnalité et les continuités écologiques de ce boisement et pourrait potentiellement remettre en cause l'état de conservation de certaines espèces d'intérêt communautaire. De ce fait, à l'échelle du PLU et du projet, cette zone d'activités induit des incidences significatives sur l'environnement. Des mesures ERC sont ainsi proposées afin qu'elles soient intégrées lors de la mise en place du projet et/ou du PLU dans le but d'éviter voire réduire ces incidences.

Mesures générales :
Il est recommandé le passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces d'intérêt communautaire et/ou protégées (reptiles, chiroptères, oiseaux…). A ce titre, il est recommandé la réalisation d'une étude d'impact précise incluant des prospections de terrain « 4 saisons » pour tous les taxons ;

Concernant la Trame Verte du secteur, il est recommandé de préserver autant que possible les éléments participant aux continuités écologiques de la sous-trame boisée à savoir le boisement, les bosquets, les haies situés à proximité. Le cas échéant, les continuités écologiques pourront être renforcées notamment en replantant des haies multi-strates et multi-espèces locales au sein du secteur.
Si les continuités écologiques sont impactées, il est recommandé de réaliser des aménagements pour le franchissement des voies pour les espèces animales (mesure de réduction).

En ce qui concerne la création de linéaires de haies, l'évaluation environnementale préconise l'utilisation d'espèces indigènes et d'ores et déjà présentes sur le site. De même pour une meilleure fonctionnalité écologique, il est préconisé l'implantation de haies multi spécifiques et multi strates (arborée, arbustive, herbacée) privilégiant des espèces végétales dites non conductrices de feu afin de ne pas augmenter le risque incendie (c'est-à-dire éviter l'implantation de Cyprès ou de Pins).

Mesures concernant les travaux :
L'évaluation environnementale recommande fortement que le démarrage des travaux se fasse en dehors des périodes de reproduction des espèces faunistiques, notamment avifaune et chiroptère, et floristiques (floraison) autrement dit pas au printemps ni en été.

L'évaluation environnementale recommande que les travaux de remblais et de déblais débutent avant le début de la saison de reproduction des espèces afin de ne pas détruire d'espèces nichant ou se reproduisant au sol.

L'évaluation environnementale préconise que tout dépôt de matériel (terre, sable, etc.) nécessaire à la réalisation des aménagements soit bâché afin de limiter au maximum les pollutions atmosphériques qui seront générées lors de la phase de chantier (effet temporaire) tant pour les habitants que pour les milieux naturels alentour.

L'évaluation environnementale préconise que l'ensemble des mesures destinées à éviter toute pollution accidentelle des milieux lors des travaux soient prises.

De manière générale, l'évaluation environnementale préconise que :
- Des matériaux locaux soient utilisés autant que possible pour éviter l'apport et la dissémination de plantes exotiques envahissantes. Les engins seront contrôlés et nettoyés si nécessaire avant de pénétrer dans le périmètre des travaux. La terre éventuellement importée devra provenir d'une zone indemne de plantes exotiques envahissantes et contrôlées au préalable ;

- Les véhicules et engins de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent ou qu'ils soient équipés de kits de dépollution en cas de fuite de carburant, huile ou autres matériaux ;
- Les accès au chantier et aux zones de stockage seront interdits au public ;
- Les eaux usées de la base-vie (s'il y en a une) seront traitées ;
- Une collecte sélective des déchets, avec poubelles et conteneurs, sera mise en place.

De plus l'évaluation environnementale préconise que tout dépôt soit installé en dehors de la zone de chantier et éloigné de tout habitat naturel d'intérêt communautaire, habitat d'espèce d'intérêt communautaire ou de lieux abritant des espèces d'intérêt communautaire.

L'évaluation environnementale préconise que l'emprise du chantier soit réduite au maximum et clairement délimitée afin de limiter les impacts sur les habitats naturels et les habitats d'espèces. Pour ce faire, l'évaluation environnementale préconise la mise en défens des espaces à préserver par un ingénieur écologue en amont des travaux afin d'éviter que les engins de chantiers et les ouvriers ne circulent sur les zones devant être préservées. Cette mesure devra être mise en place avant le démarrage des travaux et maintenue durant toute la phase de travaux.

De plus, l'évaluation environnementale préconise que les installations de chantiers, la base de vie, etc. soient installées en dehors des secteurs et de préférence (si possible) à plus de 100 mètres de distance des secteurs ayant été jugés sensibles par le ou les écologue(s). De même, les zones de stockage devront être réalisées sur des aires spécifiques, confinées, éloignées de ces milieux sensibles afin d'éviter les apports de poussières ou d'eaux de ruissellement.

En plus de cela, l'évaluation environnementale préconise qu'un système de barrières semi-perméables soit mis en place afin de limiter au maximum l'accès au chantier aux animaux tout en permettant à ceux situés au sein de la zone de travaux d'en sortir.
Cette barrière devra être constituée de matériau suffisamment résistant, posée sur des piquets, d'une largeur de 50 cm, être enterrée sur 10 cm au minimum et être inclinée à 40°-45° maximum, pour permettre le franchissement uniquement vers la zone extérieure à l'emprise des travaux. Les piquets devront être placés du côté de la zone des travaux afin d'éviter que certains individus réussissent à pénétrer dans la zone des travaux en grimpant le long des piquets.

Afin de réduire le risque de destruction d'individus, le déboisement et défrichement devront se faire en deux étapes décalées dans le temps :
- Identification au préalable (de préférence un an avant le début des travaux) d'arbres à cavités susceptibles d'abriter des chauves-souris ou oiseaux arboricoles ou encore des insectes saproxyliques. Ces arbres devront être au maximum préservés et une marge de recul d'*a minima* 10 mètres (idéalement de 100 mètres s'il s'agit d'arbres abritant des insectes saproxyliques) devra être mise en place afin de minimiser le dérangement et les impacts induits par les travaux (mesures d'évitement). Dans le cas où ces derniers ne peuvent pas être préservés, ils devront être abattus en dehors des périodes d'hibernation et de reproduction de ces espèces, soit en septembre-octobre (mesures de réduction) ;
- Débroussaillage de la strate arbustive (sous-bois) et des secteurs buissonnants suivi de l'export immédiat des coupes au sol hors du site afin d'éviter d'une part que les animaux n'y trouvent refuge et ne s'y installent et d'autre part pour rendre le milieu moins attractif (mesures de réduction) ;
- Abattage et débardage des arbres avec des engins plus lourds après une semaine calendaire (mesures de réduction).

Afin de réduire les incidences vis-à-vis des différentes espèces de chiroptères fréquentant les différents secteurs, l'évaluation environnementale préconise qu'aucun éclairage nocturne ne soit mis en place pendant la phase travaux ainsi qu'en dehors de la phase de travaux. Si des travaux de nuit s'avèrent nécessaires, des mesures seront prises conformément aux conseils d'un écologue. Les niveaux d'éclairage nocturne seront basés sur le minimum du respect de la réglementation en termes de sécurité des personnes.

Pour ce faire, il faudra :

- Éviter toute diffusion de lumière vers le ciel : munir toutes les sources lumineuses de systèmes réflecteurs renvoyant la lumière vers le bas ;
- Utiliser des lampes peu polluantes (exclure les lampes à vapeur de mercure ou à iodure métallique) ;
- Ajuster la puissance des lampes et donc l'intensité lumineuse aux besoins, dans le temps et dans l'espace ;
- Utiliser des systèmes de déclenchement et d'arrêt automatiques pour n'éclairer que lorsque nécessaire.

Une fois la phase de travaux finie, l'évaluation environnementale exige que la réglementation française en termes d'éclairage nocturne soit strictement respectée.

Ces mesures devront être réalisées durant toute la phase de travaux et un contrôle sera effectué par un écologue indépendant tout au long de la phase travaux.

Tableau : règles d'extinction nocturne

Règles d'extinction nocturne		
Types de dispositif	**Taille de l'agglomération**	**Obligation d'extinction**
Publicité et pré enseigne lumineuse	Moins de 800 000 habitants	Entre 1 heure et 6 heures du matin
	Au-dessus de 800 000 habitants	Selon les modalités du règlement local de publicité (RLP)
Enseigne lumineuse*	Quelle que soit la taille	Entre 1 heure et 6 heures du matin
Vitrine de magasin ou d'exposition	Quelle que soit la taille	Entre 1 h (ou une heure après la fermeture ou la fin d'occupation des locaux) et 7 heures (ou une heure avant le début de l'activité si celle-ci s'exerce plus tôt) du matin
Éclairage intérieur des locaux professionnels	Quelle que soit la taille	1 heure après la fin d'occupation des locaux
Façade des locaux professionnels	Quelle que soit la taille	Au plus tard à 1 heure du matin
Source : Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre), Ministère chargé de l'environnement		

Des dérogations plus ou moins restrictives à l'extinction nocturne peuvent être décidées par arrêté municipal ou préfectoral, les veilles de jours fériés chômés, lors des illuminations de Noël, autorisées la semaine précédant Noël, ainsi que dans les zones touristiques exceptionnelles ou lors d'événements exceptionnels à caractère local.

L'obligation d'extinction nocturne ne s'applique pas :

- Aux affiches éclairées par projection ou transparence sur le mobilier urbain (abris-bus, kiosque à journaux, colonne porte-affiches, etc.) ;
- Aux aéroports ;
- Aux publicités numériques sur le mobilier urbain, à condition que les images soient fixes ;
- Aux publicités numériques de surface exceptionnelle (50 m² maximum) ;
- À l'éclairage public de la voirie, notamment les réverbères apposés en façade ;
- Aux installations d'éclairage à détection de mouvement ou d'intrusion, destinées à assurer la protection des bâtiments.

Pour rappel, le maire de la commune est chargé de contrôler le respect de ces dispositions et de mettre en demeure la personne ou entreprise en infraction dans un délai qu'il détermine.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux chiroptères :

En ce qui concerne les chiroptères, de la diversité d'espèces potentiellement présentes sur le secteur qu'elles fréquentent que ce soit pour la chasse, la reproduction, les gîtes hivernaux, estivaux ou encore de transit, l'évaluation environnementale recommande :

- Qu'aucun éclairage nocturne ne soit mis en place durant la phase travaux et post-chantier (installations pérennes) ;
- Que les travaux ne s'effectuent que de jour et qu'ils prennent fin, de préférence, 30 minutes avant le coucher du soleil et après le lever du soleil, ce afin d'éviter de venir déranger les différentes espèces de chiroptères qui généralement rentrent et sortent de leur gîte en fonction du soleil ;

Du fait de l'utilisation du réseau forestier par certaines espèces de chiroptères tel que le Petit Rhinolophe que ce soit pour chasser ou encore se déplacer et de leur sensibilité, dans ce cas-là, vis-à-vis des trouées qui s'avèrent fragmentantes à leur déplacement lorsqu'elles sont importantes, l'évaluation environnementale recommande fortement que l'abattage et/ou l'élagage de différents individus d'arbres n'entraînent pas la formation de trouées dans les formations forestières de plus de 5 mètres de diamètre.
Enfin les travaux devront être réalisés en dehors des périodes de reproduction des différentes espèces de chiroptères (swarming) et d'hibernage et donc de préférence lorsque la majorité des espèces ne sont pas présentes sur le site afin que les vibrations et nuisances sonores ne viennent pas les déranger dans leur sommeil.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux coléoptères saproxyliques :

L'évaluation environnementale préconise que, lorsque l'ensemble des individus ayant vocation à être abattus aura été identifié, le passage d'un entomologiste afin de vérifier de l'absence ou de la présence d'insectes saproxyliques (comme le Grand capricorne & Lucane cerf-volant) au niveau des racines et des troncs de ces individus et le cas échéant d'éviter leur abattage.

De plus, en amont de la phase de débroussaillage et d'abattage d'arbres et arbustes, l'évaluation environnementale préconise d'éviter l'élagage et l'abattage d'individus présentant un diamètre supérieur à 30 cm à partir de 1,20 mètre de haut par rapport au niveau du sol notamment pour les espèces suivantes : Chêne vert, Chêne pubescent, Érable et Frêne (dont le Frêne oxyphylle). Pour ces individus, un élagage en têtard à plus de 1,50 mètre par rapport au niveau du sol est également envisageable.

De manière générale, les arbres comportant des cavités, des traces de fissures, un décollement d'écorce, du terreau dans les cavités, etc. ; devront être évités dans la mesure du possible.

De plus, l'évaluation environnementale préconise d'éviter tout déplacement de bois morts ou en décomposition et d'éviter l'abattage d'arbres sénescents s'ils s'avèrent concernés par le chantier.

Dans le cas où la présence serait avérée, l'évaluation environnementale demande d'éviter l'abattage des arbres occupés et de mettre en place des marges de recul d'environ 10 mètres de part et d'autre de ces arbres afin d'éviter toute incidence significative : ces espèces (notamment le Pique-Prune et le Grand-Capricorne) ayant de faibles capacités de dispersion (la majorité des déplacements ne dépassant pas quelques dizaines de mètres).

Dans le cas où l'abattage ne pourrait être évité, l'évaluation environnementale préconise qu'il le soit uniquement en dehors de la présence d'espèces protégées et en suivant les conseils d'un écologue.

De plus l'évaluation environnementale préconise un balisage (rubalise) ou piquetage afin d'identifier précisément l'emprise du chantier et ainsi protéger les arbres et arbustes ayant vocation à être protégés.

Mesures d'évitement spécifiques aux reptiles :
L'évaluation environnementale préconise la préservation de la roche apparente et les milieux fermés denses, comme les bosquets, favorables aux reptiles.

L'évaluation environnementale préconise de mettre l'année précédant les travaux, des murets de pierres sèches et/ou gabions en périphérie du secteur comportant des milieux boisés et/ou rocheux afin d'y attirer les populations présentes *in situ* et ainsi réduire l'impact potentiel de l'aménagement de ces sites sur ces populations.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux milieux aquatiques et humides :
Pour rappel, le secteur est situé à proximité de la Bresque et est séparé de ce cours d'eau par la RD31.
L'évaluation environnementale préconise qu'aucune zone humide naturelle et/ou artificielle ne soit impactée. L'évaluation environnementale rappelle que les zones humides sont protégées par l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement et que la destruction de telles zones est soumise à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau, que ces demandes doivent proposer des mesures correctives voire compensatoires efficientes, si et seulement si l'incidence ne peut être évitée. L'évaluation environnementale rappelle également que les décisions administratives doivent être compatibles avec les documents de planification de la gestion de l'eau (SDAGE ; SAGE, etc.). L'évaluation environnementale rappelle également l'obligation légale (codifiée aux articles L. 122-3 et L. 122-6 du Code de l'Environnement et L. 121-11 du Code de l'Urbanisme) de la séquence "Éviter, Réduire et Compenser" (ERC) concernant les impacts des projets sur les milieux naturels.
Du fait de la proximité du cours d'eau, l'évaluation environnementale préconise que :

- Une marge de recul d'au moins 15 mètres devra être prévue vis-à-vis du cours d'eau ;

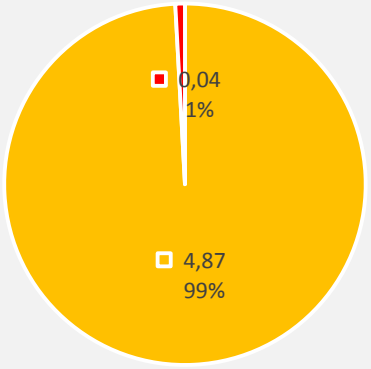
- Le chantier devra être bien cadré afin d'éviter tout débordement en direction du cours d'eau et l'ensemble des précautions devront être prises pour éviter les pollutions accidentelles de ce cours d'eau à proximité (fuite d'hydrocarbures, etc.) et les impacts vis-à-vis du sol.

- Les matériaux/remblais/déblais ne devront pas être stockés à proximité du cours d'eau. Aucun déchet ne devra être rejeté dans ce milieu aquatique.

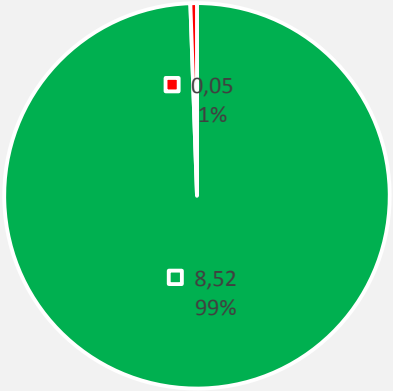
- Éviter au maximum l'usage de produits chimiques pour éviter toute pollution (fuites hydrocarbures, huiles…).

- De plus des précautions devront être prises pour réduire au maximum ces risques de pollution à savoir un stockage dans des bacs étanches pour les liquides présentant une toxicité pour le milieu naturel dans le cas où ils s'avèrent impérativement nécessaires pour la réalisation du chantier. Les équipements de récupération des fluides doivent être à disposition lors du remplissage des réservoirs et pendant l'utilisation des engins.

- L'ensemble des matériaux nécessaires à la construction du chantier devra être non toxique pour la faune, la flore et l'eau (non traité) pour ne pas altérer les qualités physico-chimiques du cours d'eau. Cela nécessite donc l'usage de matériaux inoxydables.

<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="5">Les Cros</td><td rowspan="2">4,92</td><td rowspan="2"> 

- Tissu urbain discontinu
- Prairies
- Terres arables autres que serres et rizières</td><td rowspan="2">++</td><td rowspan="2">- Bordé de cœur de nature
- Axe de déplacement de la sous-trame ouverte au sud
- Zones relais semi-ouverte dominante</td><td rowspan="2">Haies + bosquets + arbres isolés si présents sur le secteur</td><td rowspan="2">Non (croisement SIG)</td><td>Consommation d’espace :
Consommation potentiellement de 5 ha d’espaces agricoles.</td><td></td></tr>
<tr><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d’habitats agricoles. Ce secteur peut servir occasionnellement de zones de chasses pour certains taxons (oiseaux, chiroptères…). Néanmoins ces espaces agricoles sont peu fonctionnels d’un point de vue écologique.
Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame semi-ouverte et ouverte.</td><td>▪ Préservation des haies, des bosquets, des arbres isolés si présents sur le secteur.
▪ Plantation d’individus d’arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer les continuités écologiques de la sous-trame semi-ouverte et pour renforcer la fonctionnalité écologique du secteur.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Quelques vues du secteur :</td><td rowspan="3">Paysage :
Ce secteur est situé en entrée de bourg ouest et est concerné par un paysage agricole.
Destruction potentielle du paysage agricole du secteur.</td><td rowspan="3">▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues, bassin de rétention…) ;
▪ Plantation de haies le long de la route afin de limiter la visibilité du projet depuis l’entrée de bourg ouest ;
▪ Création de placettes végétalisés.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Photos non disponible</td></tr>
<tr><td colspan="5"></td></tr>
<tr><td colspan="5"></td><td>Risques :
Secteur concerné par un risque inondation.
Imperméabilisation potentielle du sol accentuant davantage le risque inondation.</td><td>▪ Mise en place d’une gestion des eaux pluviales à l’échelle du site (aménagement de noues, bassins de rétention …) ;
▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des chemins/trottoirs/parkings…</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="5">Pied de la Chèvre</td><td>8,56</td><td> 

- Zone de dépôts – friche rudérale
- Remblais
- Garrigues</td><td>+++/++++</td><td>- Borde un cœur de nature situé au sud du secteur</td><td>Préserver autant que possible les secteurs de garrigues</td><td>Non (critère floristique)</td><td>Consommation d’espace :
Consommation potentiellement de 8,6 ha d’espaces naturels (garrigue) et semi-naturel (friche rudérale, remblais).</td><td>▪ Limiter la consommation des espaces d’intérêts écologiques, comme les secteurs de garrigue.</td></tr>
<tr><td colspan="7">Quelques vues du secteur :</td><td rowspan="3">Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d’habitats naturels fonctionnels (garrigues). Ce secteur peut servir de zones de chasses pour certains taxons (oiseaux, chiroptères…). De plus, destruction potentielle de remblais et zones caillouteuses favorables aux reptiles.
Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour les sous-trames ouverte et semi-ouverte.

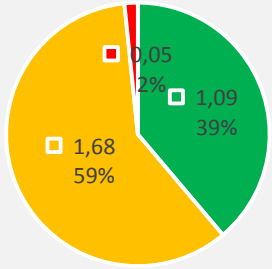
Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage naturel de garrigue situé à proximité d’une centrale thermique (visible depuis le secteur).
Destruction potentielle du paysage naturel du secteur et impact du paysage naturel voisin.

Risques :
Risque potentiel d’incendie du fait de son occupation du sol boisé.
Exposition de personnes et de biens supplémentaires à un éventuel risque incendie</td><td rowspan="3">▪ Préserver autant que possible les secteurs de garrigues ;
▪ Passage d’un écologue pour déterminer la présence ou non d’espèces protégées (reptiles, chiroptères, oiseaux…) ;
▪ Préservation des zones caillouteuses et des roches apparentes ;
▪ Plantation d’individus d’arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer les continuités écologiques des secteurs de garrigues.

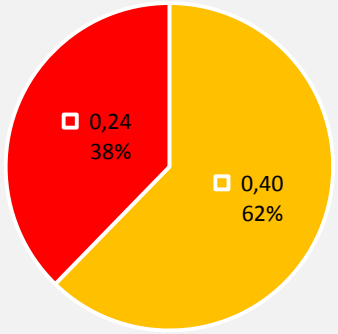
▪ Plantation de haies le long de la route afin de limiter la visibilité du projet ;
▪ Création de placettes végétalisés.

▪ Implantation de haies multi spécifiques et multi strates (arborée, arbustive, herbacée) privilégiant des espèces végétales dites non conductrices de feu (c’est-à-dire éviter l’implantation de Cyprès ou de Pins).</td></tr>
<tr><td colspan="7">   </td></tr>
</table>

La Roquebrussanne

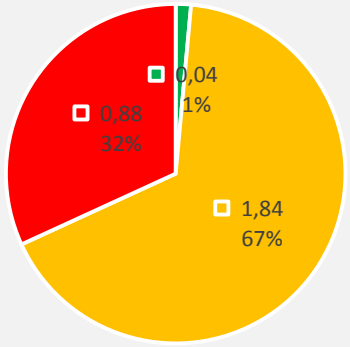
<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="5">ZA La Roquebrussanne</td><td rowspan="2">2,82</td><td rowspan="2"> 

- Prairies de fauche bocagères
- Friche
- Pinède – prairie de fauche en sous-bois</td><td rowspan="2">++/+++</td><td rowspan="2">- Borde un cœur de nature situé à l'ouest du secteur
- Zones relais ouverte, semi-ouverte, boisée</td><td rowspan="2">Haies + arbres de la pinède</td><td rowspan="2">Non (critère floristique)</td><td>Consommation d'espace :
Consommation potentiellement de 2,8 ha d'espaces agricoles (friche agricole, prairies de fauche dont certaines sont bocagères et arborées).</td><td>▪ Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques, comme la prairie arborée (pinède).</td></tr>
<tr><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d'habitats agricoles fonctionnels (prairies de fauche bocagères voire arborées, friches agricoles). Ce secteur peut servir de zones de chasses pour certains taxons (oiseaux, chiroptères…).
Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour les sous-trames boisée, ouverte et semi-ouverte.</td><td>▪ Préserver les haies ainsi que la pinède ;
▪ Prévoir une marge de recul d'au moins 15 mètres vis-à-vis du boisement à l'ouest ;
▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer les continuités écologiques des sous-trame boisée et semi-ouverte.</td></tr>
<tr><td colspan="6">Quelques vues du secteur :
   </td><td>Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage agricole en limite de l'urbanisation.
Destruction potentielle du paysage agricole du secteur et impact du paysage naturel voisin (boisement à l'ouest).</td><td>▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues, bassin de rétention…) ;
▪ Plantation de haies le long des voies de desserte ;
▪ Création de placettes et de voies piétonnes et cyclables végétalisés.</td></tr>
<tr><td>Risques :
Risque potentiel d'incendie du fait de la proximité du boisement.
Secteur concerné par un risque inondation.
Exposition de personnes et de biens supplémentaires à un éventuel risque incendie ;
Imperméabilisation potentielle du sol accentuant davantage le risque inondation.</td><td>▪ Implantation de haies multi spécifiques et multi strates (arborée, arbustive, herbacée) privilégiant des espèces végétales dites non conductrices de feu (c'est-à-dire éviter l'implantation de Cyprès ou de Pins).
▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues, bassins de rétention …) ;
▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des chemins/trottoirs/parkings…</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="5">ZC La Roquebrussanne</td><td rowspan="2">0,65</td><td rowspan="2"> 

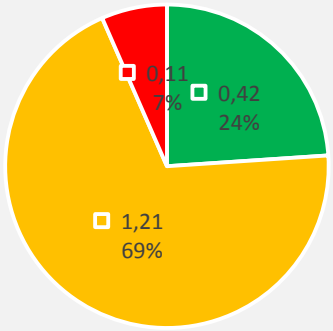
- Zone rudérale
- Friche agricole en cours de fermeture</td><td rowspan="2">+/++</td><td rowspan="2">- Borde un réservoir de biodiversité aquatique (cours d'eau à l'est du secteur)

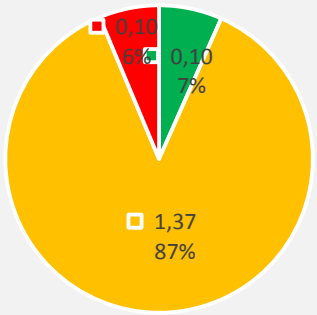
- Zones relais ouverte</td><td rowspan="2">Haies + cours d'eau + ripisylve</td><td rowspan="2">Présence de l'Issole à l'est. Parcelle non prospectée – Accès privé</td><td>Consommation d'espace :
Consommation potentiellement de 0,65 ha d'espaces agricoles (friche agricole) et d'espaces artificialisés (zone rudérale).</td><td>▪ Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques, à savoir la friche agricole en cours de fermeture.</td></tr>
<tr><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d'une friche agricole en cours de fermeture accueillant potentiellement une biodiversité riche (oiseaux, reptiles, lépidoptères…).
Dégradation potentielle du cours d'eau et de la ripisylve à proximité (à l'est).
Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame ouverte.</td><td>▪ Passage d'un écologue pour délimiter précisément la zone humide du cours d'eau.
▪ Préserver le cours d'eau et la ripisylve + marge de recul d'au moins 15 mètres ;
▪ Passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces protégées (reptiles, amphibiens, oiseaux…)
▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer la fonctionnalité écologique du secteur.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Quelques vues du secteur :
   </td><td>Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage semi-naturel/urbain en limite de l'urbanisation et d'un paysage agricole.
Destruction potentielle du paysage semi-naturel du secteur.</td><td>▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues, bassin de rétention…) ;
▪ Plantation de haies le long des voies de desserte ;
▪ Création de placettes et de voies piétonnes et cyclables végétalisés.</td></tr>
<tr><td>Risques :
Secteur concerné par un risque inondation.
Imperméabilisation potentielle du sol accentuant davantage le risque inondation.</td><td>▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues, bassins de rétention …) ;
▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings…</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="5">ZA Méounes</td><td>2,75</td><td> 

- Prairie de fauche en cours de fermeture
- Prairie fourragère
- Construit</td><td>++/+++</td><td>- Borde un cœur de nature situé à l'est du secteur
- Axe de déplacement de la sous-trame ouverte
- Zones relais ouverte</td><td>Haies + bosquets + boisements à proximité</td><td>Non (critère floristique)</td><td>Consommation d'espace :
Consommation potentiellement de 2,8 ha d'espaces agricoles (prairie de fauche en cours de fermeture et prairie fourragère).</td><td>▪ Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques, à savoir la prairie de fauche en cours de fermeture.</td></tr>
<tr><td colspan="6">Quelques vues du secteur :
   </td><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d'habitats agricoles fonctionnels (prairie de fauche en cours de fermeture). Ce secteur peut servir de zones de chasses pour certains taxons (oiseaux, chiroptères…) nichant dans les boisements à proximité.
Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame ouverte.</td><td>▪ Préserver les haies et les bosquets du secteur ainsi que les boisements à proximité ;
▪ Prévoir une marge de recul d'au moins 15 mètres vis-à-vis du boisement à l'ouest ;
▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer les continuités écologiques (lien avec les boisements) et la fonctionnalité écologique du secteur.</td></tr>
<tr><td>Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage agricole bordé par la RD554.
Destruction potentielle du paysage agricole du secteur et impact des paysages naturels voisins (boisements).</td><td>▪ Plantation de haies le long de la RD554 afin de limiter la visibilité de la zone d'activités ;
▪ Création de placettes végétalisés.</td></tr>
<tr><td>Risques :
Risque potentiel d'incendie du fait de la proximité des boisements.
Exposition de personnes et de biens supplémentaires à un éventuel risque incendie ;</td><td>▪ Implantation de haies multi spécifiques et multi strates (arborée, arbustive, herbacée) privilégiant des espèces végétales dites non conductrices de feu (c'est-à-dire éviter l'implantation de Cyprès ou de Pins).</td></tr>
</table>

Montfort-sur-Argens

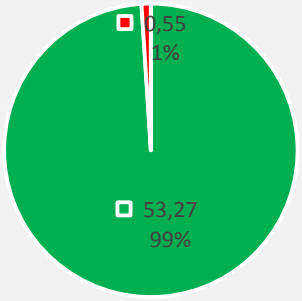
Secteur stratégique	Surface (ha)	Occupation du sol	Sensibilité écologique pressentie	Trame Verte et Bleue	Eléments à préserver	Caractère humide	Contexte/Incidences potentielles	Mesures ERC
ZA Montfort	1,2	 - Prairie de fauche en cours de fermeture - Vigne - Friche agricole en cours de fermeture - Petit boisement - Milieux remaniés (remblais, déchets…)	++/+++ Domaine vital de l'Aigle de Bonelli	- Zones relais ouverte au nord du secteur	Haies + bosquets + petit boisement au cœur du secteur + Boisement à proximité (nord-ouest) + muret en pierre	Non (critère floristique)	***Consommation d'espace :*** Consommation potentiellement de 1,7 ha d'espaces agricoles (vignes, prairies de fauche et friches en cours de fermeture) et d'espaces naturels (petit boisement-bosquet).	▪ Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques, à savoir le petit boisement/bosquet au cœur du secteur et les milieux fermés.
							Biodiversité & Fonctionnalités écologiques : Destruction potentielle d'habitats agricoles fonctionnels (prairie de fauche et friche en cours de fermeture). Ce secteur peut servir de zones de chasses pour certains taxons (oiseaux, chiroptères…) nichant dans les boisements à proximité. Destruction potentielle du muret en pierre et impact sur les potentielles espèces utilisant ce muret (reptiles). Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame ouverte.	▪ Préserver le boisement/bosquet situé au centre du secteur ; ▪ Préserver le muret en pierre le long de la route communale traversant le secteur. ▪ Passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces protégées (reptiles, chiroptères, oiseaux…) ; ▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer la fonctionnalité écologique du secteur.
		Quelques vues du secteur :  					***Paysage :*** Ce secteur est concerné par un paysage semi-naturel en continuité de l'urbanisation existante. Destruction potentielle du paysage semi-naturel du secteur et impact du paysage naturel voisin (boisement).	▪ Plantation de haies le long de la RD22 afin de limiter la visibilité de la zone d'activités ; ▪ Création de placettes et de voies piétonnes et cyclables végétalisés vers le centre-bourg.
							Risques : Risque potentiel d'incendie du fait de la proximité du boisement au nord-ouest. Exposition de personnes et de biens supplémentaires à un éventuel risque incendie ;	▪ Implantation de haies multi spécifiques et multi strates (arborée, arbustive, herbacée) privilégiant des espèces végétales dites non conductrices de feu (c'est-à-dire éviter l'implantation de Cyprès ou de Pins).

Secteur stratégique	Surface (ha)	Occupation du sol	Sensibilité écologique pressentie	Trame Verte et Bleue	Eléments à préserver	Caractère humide	Contexte/Incidences potentielles	Mesures ERC
Les Brégous	1,57	 - Forêts mélangées - Arboriculture autre que oliviers - Oliveraies - Zones d'activités et équipements	++	- Zones relais semi-ouverte	Haies + boisement	Non (croisement SIG)	***Consommation d'espace :*** Consommation potentiellement de 1,6 ha d'espaces agricoles (arboriculture) et d'espaces naturels (petit boisement).	▪ Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques, à savoir les zones boisées.
							Biodiversité & Fonctionnalités écologiques : Destruction potentielle d'habitats agricoles pour l'arboriculture et de la biodiversité associée. Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame semi-ouverte.	▪ Préserver les haies et les zones boisées ; ▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer la fonctionnalité écologique du secteur et les continuités écologiques de la sous-trame semi-ouverte.
	Quelques vues du secteur :							
	Photos non disponible						***Paysage :*** Ce secteur est concerné par un paysage agricole en bordure d'une zone d'activité. Destruction potentielle du paysage agricole du secteur et impact des paysages agro-naturels voisins (prairies, petits boisements…).	▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues…) ; ▪ Plantation de haies le long des voies de desserte ; ▪ Création de placettes végétalisés.
							Risques : Pas de risques majeurs identifiés.	▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues…) ; ▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings…

<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="4">Le PAMA</td><td rowspan="2">50</td><td rowspan="2">++++</td><td rowspan="2">- Corridor écologique entre le massif de la Sainte-Victoire et le massif de la Sainte-Baume
- Axe de déplacement boisé
- Situé au nord d'un cœur de nature
- Correspond à une zone d'extension de cœur de nature
- Zones relais boisée
- Ce secteur correspond à une zone de fragilité pour les continuités écologiques (enjeux forts)</td><td rowspan="2">Boisements</td><td rowspan="2">Présence de ravine

Boisement non prospecté</td><td>Consommation d'espace :
Consommation potentiellement de 53,8 ha d'espaces boisés fonctionnels.</td><td></td></tr>
<tr><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Négatifs :
Destruction d'habitats naturels (boisement) fonctionnels.
Destruction d'espèces et d'habitats d'espèces dont certaines sont protégées.
Dégradation des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame boisée.

Positifs :
Maintien d'une trame verte structurante au sein de la ZAC par le maintien d'un densité végétale favorable au maintien des niches écologiques, la plantation d'arbres et d'arbustes, et la création de nouveaux espaces végétalisés qui participent à la diversification des milieux ;
Protection des espaces naturels d'intérêt écologique majeur plus attractif pour la faune et valorisation des secteurs d'enjeux.</td><td>Mesures de réduction :

Définies :
- dans l'étude d'impact du projet de ZAC
- dans la demande de dérogation au titre de l'article L411-2 du code de l'environnement.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Occupation du sol :
 

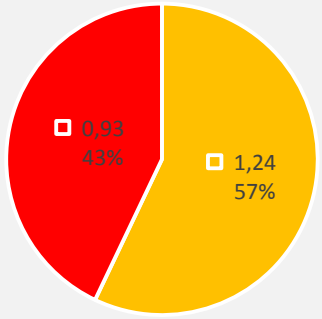
- Forêts de feuillus
- Maquis et garrigues
- Réseau routier et ferroviaire et espaces associés
- Extraction de matériaux</td><td>Paysage :
Positifs :
Une valorisation paysagère forte sur ce secteur :
• prise en compte des covisibilités avec la RDN7
• création de percées visuelles et de perspectives qui n'existent pas à l'heure actuelle
• maintien d'un paysage « naturel » avec une forte dominance du végétal
Négatifs :
Artificialisation et minéralisation d'une partie du secteur, par multiplication des constructions : ambiance plus minérale</td><td>▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues…) ;
▪ Plantation de haies le long des voies de desserte ;
▪ Création de placettes végétalisés.</td></tr>
<tr><td colspan="5"></td><td>Risques :
Augmentation de l'imperméabilisation des sols et donc des volumes d'eau de ruissellement à traiter.</td><td>▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues…) ;
▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings…</td></tr>
</table>

Extrait du dossier de demande de dérogation au titre de l'article L411-2 du code de l'environnement

Evaluation de l'impact potentiel du projet			
Type d'effet	***Description de l'impact attendu***	***Habitat et espèces concernés par l'impact***	***Intensité de l'effet***
		En phase travaux	
IP	Emprise du projet et bande DFCI : Destruction d'habitats naturels	Destruction de : -30 ha de chênaie mixte ; - 0,25 ha de chênaie pubescente - 1 arbre âgé - Moins de 1 ha de zones en friches	Impact faible
IP	Emprise du projet : Destruction d'habitats d'espèce	Habitats d'espèces forestières : 30 ha	Impact modéré
IP		Habitats d'espèces de milieux ouverts : moins de 1 ha	Impact modéré
IP	Emprise du projet : Destruction d'individus d'espèces floristiques	Destruction de stations de : - Tulipe précoce : enjeu fort - Luzerne agglomérée : enjeu modéré	Impact Fort
IP	Emprise du projet : Risque de destruction d'individus d'espèces faunistiques	Risque de destruction d'individus d'espèces : - à enjeu fort (Criquet hérisson, Pique-prune, Taupin violacé) - à enjeu modéré (Magicienne dentelée, Proserpine, Pélodyte ponctuée, Crapaud calamite, Seps strié, les nichées d'oiseaux présents dans le boisement (Petits duc scops)	Impact fort
IT	Emprise supplémentaire liée aux installations de chantier et aux engins : Destruction d'habitats naturels, d'habitats d'espèce et d'individus d'espèces floristiques et faunistiques	Présence d'habitats d'espèces protégées, présence de stations floristique d'espèces protégées, présence d'espèces faunistiques protégées	Le risque d'impact est fort
IT	Destruction temporaire liée aux travaux de construction du réseau hydraulique : constitution d'une tranchée	La zone humide est concernée : l'enjeu de conservation est néanmoins faible.	Impact faible
IT	Dérangements des espèces faunistiques pendant la phase travaux (bruits, activités humaines)	Les espèces nicheuses de l'aire d'étude sont particulièrement concernées par cet impact.	Impact fort

Evaluation de l'impact potentiel du projet			
Type d'effet	*Description de l'impact attendu*	*Habitat et espèces concernés par l'impact*	*Intensité de l'effet*
IT	Dégradation des habitats naturels pendant la phase travaux (émissions de poussières)	Des stations d'espèces protégées sont présentes.	Impact modéré
IT	Risque de pollution accidentelle	Des stations d'espèces protégées sont présentes.	Impact modéré
	En phase de fonctionnement		
IP	Emprise du Parc d'activité	Altération du corridor boisé	Impact fort
IP		Fragmentation des habitats ouverts	Impact faible
IP	Risque d'altération des milieux naturels par l'entretien des espaces verts	Risque d'impact sur les milieux naturels et les espèces patrimoniales aux alentours du projet	Impact modéré
IP	Risque d'altération des milieux par l'entretien DFCI	Stations d'espèces végétales protégées (Luzerne agglomérée) et des habitats d'espèces d'insectes protégés et patrimoniaux (Criquet hérisson).	Impact modéré
IP	Dérangement des espèces par les activités induites par le Parc d'activité	La présence de l'autoroute, de la départementale et de carrières en activité amène à qualifié ce dérangement supplémentaire de modéré.	Impact modéré
IP	Pollutions lumineuses	Impacts sur les espèces nocturnes : chauves-souris, rapaces, insectes nocturnes, Genette	Impact fort

Pourrières

Secteur stratégique	Surface (ha)	Occupation du sol	Sensibilité écologique pressentie	Trame Verte et Bleue	Eléments à préserver	Caractère humide	Contexte/Incidences potentielles	Mesures ERC
ZA Pourrières	2,17	 - Friche enherbée - Prairie de fauche en cours de fermeture - Friche rudérale terrassée - Cours d'eau - Roselière	+/ +++ (cours d'eau)	- Réservoir de biodiversité pour la sous-trame humide et aquatique - Zones relais ouverte	Cours d'eau + roselière + fossés humides	Présence d'un cours d'eau et d'une roselière qui traverse le secteur. Zone humide de part et d'autre du cours d'eau + fossés humides	***Consommation d'espace :*** Consommation potentiellement de 2,2 ha d'espaces agricoles (prairies de fauche en cours de fermeture), d'espaces artificialisés (friche rudérale terrassée et enherbée) et d'espaces naturels (zone humide, cours d'eau et roselière).	▪ Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques comme le cours d'eau, la zone humide et la roselière associées.
							Biodiversité & Fonctionnalités écologiques : Destruction potentielle d'habitats agricoles fonctionnels (prairie de fauche en cours de fermeture) et d'espace naturel humide (roselière, zone humide, cours d'eau). Destruction potentielle d'espaces artificialisés. Ces espaces sont peu fonctionnels d'un point de vue écologique et sont déjà impactés par l'homme (entretien, terrassement). Dégradation potentielle de la qualité du cours d'eau et de la zone humide et impact potentiel sur les espèces inféodées aux zones humides. Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame humide, aquatique et ouverte.	▪ Passage d'un écologue pour délimiter précisément la zone humide du cours d'eau. ▪ Préserver le cours d'eau, la zone humide et la roselière + marge de recul d'au moins 15 mètres ; ▪ Restaurer la ripisylve sur toute la longueur du cours d'eau. ▪ Passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces protégées (amphibiens, reptiles, oiseaux…) ▪ Préservation des fossés en eau ; ▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer la fonctionnalité écologique du secteur.
	Quelques vues du secteur :							
	 						***Paysage :*** Ce secteur est concerné par un paysage agricole et rudéral en continuité de l'urbanisation existante. Destruction potentielle du paysage agricole du secteur.	▪ Plantation de haies le long de la RD23 afin de limiter la visibilité de la zone d'activités ; ▪ Plantation de haies en frange agricole afin d'intégrer une zone tampon entre les espaces agricoles et la nouvelle urbanisation.

			▪ Création de placettes et de voies piétonnes et cyclables végétalisés vers le centre-bourg.
		Risques : Pas de risques majeurs identifiés.	▪ Préservation des zones humides ; ▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues…) ; ▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings…

Du fait de la proximité du cours d'eau, des mesures ERC sont proposées concernant les milieux aquatiques et humides et la biodiversité associée.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux milieux aquatiques et humides :

Pour rappel, le secteur est traversé par un cours d'eau. Ce dernier est associé à une zone humide de part et d'autre du cours d'eau et à une roselière.

L'évaluation environnementale recommande le passage d'un écologue pour délimiter précisément la zone humide du cours d'eau. La zone humide, la roselière et le cours d'eau devront être préservés avec une marge de recul d'au moins 15 mètres. De plus, il est recommandé de restaurer la ripisylve sur toute la longueur du cours d'eau.

L'évaluation environnementale préconise qu'aucune zone humide naturelle et/ou artificielle ne soit impactée. L'évaluation environnementale rappelle que les zones humides sont protégées par l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement et que la destruction de telles zones est soumise à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau, que ces demandes doivent proposer des mesures correctives voire compensatoires efficientes, si et seulement si l'incidence ne peut être évitée. L'évaluation environnementale rappelle également que les décisions administratives doivent être compatibles avec les documents de planification de la gestion de l'eau (SDAGE ; SAGE, etc.). L'évaluation environnementale rappelle également l'obligation légale (codifiée aux articles L. 122-3 et L. 122-6 du Code de l'Environnement et L. 121-11 du Code de l'Urbanisme) de la séquence "Éviter, Réduire et Compenser" (ERC) concernant les impacts des projets sur les milieux naturels.

Du fait de la présence du cours d'eau et de la zone humide, l'évaluation environnementale préconise que :

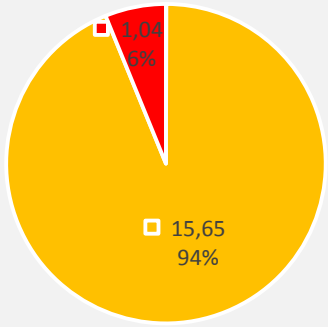
- Le chantier devra être bien cadré afin d'éviter tout débordement en direction du cours d'eau et l'ensemble des précautions devront être prises pour éviter les pollutions accidentelles de ce cours d'eau à proximité (fuite d'hydrocarbures, etc.) et les impacts vis-à-vis du sol.
- Les matériaux/remblais/déblais ne devront pas être stockés à proximité du cours d'eau et de la zone humide. Aucun déchet ne devra être rejeté dans ce milieu humide.
- Éviter au maximum l'usage de produits chimiques pour éviter toute pollution (fuites hydrocarbures, huiles…).
- De plus des précautions devront être prises pour réduire au maximum ces risques de pollution à savoir un stockage dans des bacs étanches pour les liquides présentant une toxicité pour le milieu naturel dans le cas où ils s'avèrent impérativement nécessaires pour la réalisation du chantier. Les équipements de récupération des fluides doivent être à disposition lors du remplissage des réservoirs et pendant l'utilisation des engins.
- L'ensemble des matériaux nécessaires à la construction du chantier devra être non toxique pour la faune, la flore et l'eau (non traité) pour ne pas altérer les qualités physico-chimiques du cours d'eau. Cela nécessite donc l'usage de matériaux inoxydables.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux amphibiens :

Du fait de la présence du cours d'eau et des fossés humides, l'évaluation environnementale préconise le passage d'un écologue (herpétologue) afin d'attester de la présence ou non d'amphibiens.

En cas de présence avérée, l'évaluation environnementale préconise d'éviter la destruction de ces habitats et d'identifier des secteurs de passage des amphibiens afin de clairement les identifier (balisage) et ainsi réduire les risques de piétinements et d'écrasement d'individus.

De la même manière, en cas de présence avérée, l'évaluation environnementale demande qu'une marge de recul d'a minima une trentaine de mètres soit réalisée de part et d'autre de la zone humide et que celle-ci soit clairement identifiée (balisage) afin d'éviter le passage d'engins et/ou d'ouvriers et ainsi réduire le risque de piétinement des individus.

<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="4">Garragaï-Saint-Esprit</td><td rowspan="2">16,69</td><td rowspan="2"> 

- Prairies de fauche dont certaines en cours de fermeture
- Culture fourragère
- Jachère
- Friche arbustive</td><td rowspan="2">++/ +++ (cours d'eau)

Borde la ZSC Sainte-Victoire</td><td rowspan="2">- Réservoir de biodiversité pour la sous-trame humide et aquatique

- Zones relais ouverte</td><td rowspan="2">Cours d'eau + Ripisylve + haies + bosquets + friches arbustives + fossés potentiellement humides + éléments en pierre</td><td rowspan="2">Présence du Ruisseau du Béarn et de sa ripisylve en bordure de l'urbanisation + fossés humides le long des routes</td><td>Consommation d'espace :
Consommation potentiellement de 16,7 ha d'espaces agricoles (prairies de fauche, jachères, culture fourragère) et d'espaces naturels (zone humide, cours d'eau et roselière).</td><td>▪ Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques comme le cours d'eau, la ripisylve, les friches arbustives.</td></tr>
<tr><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d'habitats agricoles fonctionnels (prairies de fauche, friche arbustive) et d'espace naturel humide (roselière, cours d'eau).
Destruction potentielle de parcelles en jachère. Ces espaces sont peu fonctionnels d'un point de vue écologique.
De plus, le secteur n'est pas concerné par un habitat d'intérêt communautaire.
Dégradation potentielle de la qualité du ruisseau du Béarn et de sa ripisylve et impact potentiel sur les espèces inféodées aux zones humides.
Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame humide, aquatique et ouverte.</td><td>▪ Passage d'un écologue pour délimiter précisément la zone humide du cours d'eau.
▪ Préserver le cours d'eau, la zone humide et la roselière + marge de recul d'au moins 15 mètres ;
▪ Restaurer la ripisylve sur toute la longueur du cours d'eau.
▪ Passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces protégées (amphibiens, reptiles, oiseaux…)
▪ Préservation des fossés en eau ;
▪ Préservation des éléments en pierre (tour en pierre) ;
▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer la fonctionnalité écologique du secteur.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Quelques vues du secteur :
 
  </td><td>Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage agricole en continuité de l'urbanisation existante.
Destruction potentielle du paysage agricole du secteur.</td><td>▪ Plantation de haies en frange agricole afin d'intégrer une zone tampon entre les espaces agricoles et la nouvelle urbanisation.
▪ Création de placettes et de voies piétonnes et cyclables</td></tr>
</table>

			végétalisés vers le centre-bourg.
		Risques : Pas de risques majeurs identifiés.	▪ Préservation du cours d'eau ; ▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues…) ; ▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings…

Du fait de la proximité du cours d'eau, des mesures ERC sont proposées concernant les milieux aquatiques et humides et la biodiversité associée.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux milieux aquatiques et humides :

Pour rappel, le secteur est traversé par le ruisseau du Béarn. Ce dernier est associé à une ripisylve.

L'évaluation environnementale recommande le passage d'un écologue pour délimiter précisément le cours d'eau. Ce dernier devra être préservé avec une marge de recul d'au moins 15 mètres. De plus, il est recommandé de restaurer la ripisylve sur toute la longueur du cours d'eau.

L'évaluation environnementale préconise qu'aucune zone humide naturelle et/ou artificielle ne soit impactée. L'évaluation environnementale rappelle que les zones humides sont protégées par l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement et que la destruction de telles zones est soumise à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau, que ces demandes doivent proposer des mesures correctives voire compensatoires efficientes, si et seulement si l'incidence ne peut être évitée. L'évaluation environnementale rappelle également que les décisions administratives doivent être compatibles avec les documents de planification de la gestion de l'eau (SDAGE ; SAGE, etc.). L'évaluation environnementale rappelle également l'obligation légale (codifiée aux articles L. 122-3 et L. 122-6 du Code de l'Environnement et L. 121-11 du Code de l'Urbanisme) de la séquence "Éviter, Réduire et Compenser" (ERC) concernant les impacts des projets sur les milieux naturels.

Du fait de la présence du ruisseau, l'évaluation environnementale préconise que :

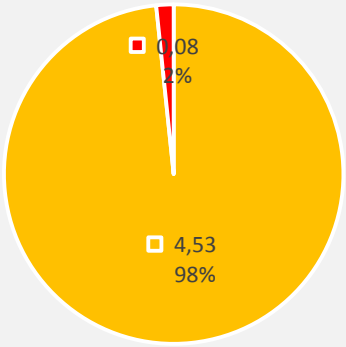
- Le chantier devra être bien cadré afin d'éviter tout débordement en direction du cours d'eau et l'ensemble des précautions devront être prises pour éviter les pollutions accidentelles de ce cours d'eau à proximité (fuite d'hydrocarbures, etc.) et les impacts vis-à-vis du sol.
- Les matériaux/remblais/déblais ne devront pas être stockés à proximité du cours d'eau et de la zone humide. Aucun déchet ne devra être rejeté dans ce milieu humide.
- Éviter au maximum l'usage de produits chimiques pour éviter toute pollution (fuites hydrocarbures, huiles…).
- De plus des précautions devront être prises pour réduire au maximum ces risques de pollution à savoir un stockage dans des bacs étanches pour les liquides présentant une toxicité pour le milieu naturel dans le cas où ils s'avèrent impérativement nécessaires pour la réalisation du chantier. Les équipements de récupération des fluides doivent être à disposition lors du remplissage des réservoirs et pendant l'utilisation des engins.
- L'ensemble des matériaux nécessaires à la construction du chantier devra être non toxique pour la faune, la flore et l'eau (non traité) pour ne pas altérer les qualités physico-chimiques du cours d'eau. Cela nécessite donc l'usage de matériaux inoxydables.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux amphibiens :

Du fait de la présence du cours d'eau et des fossés humides, l'évaluation environnementale préconise le passage d'un écologue (herpétologue) afin d'attester de la présence ou non d'amphibiens.

En cas de présence avérée, l'évaluation environnementale préconise d'éviter la destruction de ces habitats et d'identifier des secteurs de passage des amphibiens afin de clairement les identifier (balisage) et ainsi réduire les risques de piétinements et d'écrasement d'individus.

De la même manière, en cas de présence avérée, l'évaluation environnementale demande qu'une marge de recul d'a minima une trentaine de mètres soit réalisée de part et d'autre de la zone humide et que celle-ci soit clairement identifiée (balisage) afin d'éviter le passage d'engins et/ou d'ouvriers et ainsi réduire le risque de piétinement des individus.

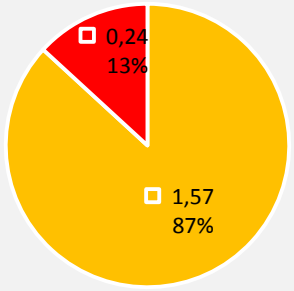
<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="4">Sainte-Catherine (distinguée en ZC et ZAE)</td><td rowspan="2">4,61</td><td rowspan="2"> 

- Cultures dont des cultures de blé
- Jachères/parcelles labourées
- Vignes</td><td rowspan="2">+/++

Sur la ZSC Sainte-Victoire
A proximité de la ZPS Montagne Sainte-Victoire</td><td rowspan="2">- Cœur de nature

- Zones relais ouverte</td><td rowspan="2">Haies + bosquets</td><td rowspan="2">Non (critère floristique)</td><td>Consommation d’espace :
Consommation potentiellement de 4,61 ha d’espaces agricoles (Cultures dont des cultures de blé, jachères, vignes).</td><td></td></tr>
<tr><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d’habitats agricoles (Cultures dont des cultures de blé, jachères, vignes).
Ces espaces sont peu fonctionnels d’un point de vue écologique. Ces espaces peuvent néanmoins servir de secteurs de chasse pour certaines espèces de rapaces notamment.
Le secteur n’est pas concerné par un habitat d’intérêt communautaire.
Dégradation potentielle des haies et des bosquets.
Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame ouverte.</td><td>▪ Préservation des haies et des bosquets ;
▪ Plantation d’individus d’arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer la fonctionnalité écologique du secteur.</td></tr>
<tr><td colspan="7">Quelques vues du secteur :
   </td></tr>
<tr><td colspan="2"></td><td colspan="5">Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage agricole en continuité de l’urbanisation existante.
Destruction potentielle du paysage agricole du secteur.</td><td>▪ Plantation de haies le long de la RD3 afin de limiter la visibilité de la zone d’activités ;
▪ Plantation de haies en frange agricole afin d’intégrer une zone tampon entre les espaces agricoles et la nouvelle urbanisation.
▪ Création de placettes et de voies piétonnes et cyclables végétalisés vers le centre-bourg.</td></tr>
<tr><td colspan="2"></td><td colspan="5">Risques :
Pas de risques majeurs identifiés.</td><td>▪ Mise en place d’une gestion des eaux pluviales à l’échelle du site (aménagement de noues…) ;
▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des chemins/trottoirs/parkings…</td></tr>
</table>

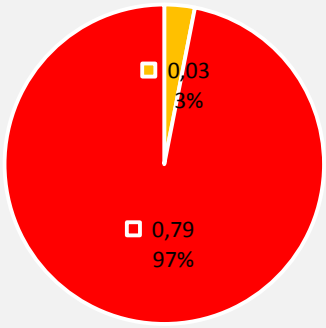
Rougiers

<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="5">ZA Rougiers</td><td rowspan="2">1,81</td><td rowspan="2"> 

- Prairies de fauche en cours de fermeture
- Culture fourragère</td><td rowspan="2">++</td><td rowspan="2">- Axe de déplacement de la sous-trame ouverte

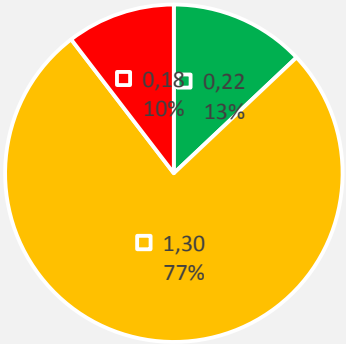
- Zones relais ouverte</td><td rowspan="2">Haies + bosquets + petit boisement + muret en pierre</td><td rowspan="2">Non (critère floristique)</td><td rowspan="2">Consommation d’espace :
Consommation potentiellement de 1,81 ha d’espaces agricoles (prairies de fauche en cours de fermeture, culture fourragère).</td><td rowspan="2">▪ Limiter la consommation des espaces d’intérêts écologiques comme les bosquets/petits boisements.</td></tr>
<tr></tr>
<tr><td colspan="5">Quelques vues du secteur :</td></tr>
<tr><td colspan="5"> 
  </td><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d’habitats agricoles fonctionnels (prairies de fauche en cours de fermeture).
Ce secteur peut servir occasionnellement de zones de chasses pour certains taxons (oiseaux, chiroptères…).
Néanmoins la fonctionnalité écologique de ce secteur est limitée et le secteur est d’ores et déjà impacté par l’urbanisation voisine.
Destruction potentielle d’éléments fonctionnels comme les haies, les bosquets, les murets en pierre favorables à de nombreux taxons comme les reptiles, les oiseaux…
Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame ouverte.</td><td>▪ Passage d’un écologue pour déterminer la présence ou non d’espèces protégées (reptiles, oiseaux, chiroptères…) ;
▪ Préservation des haies et des bosquets + marge de recul d’au moins 5 mètres ;
▪ Préservation des éléments en pierre (muret en pierre) ;
▪ Plantation d’individus d’arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer la fonctionnalité écologique du secteur.</td></tr>
<tr><td colspan="5"></td><td>Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage agricole en continuité de l’urbanisation existante. Il est situé en entrée de bourg est.
Destruction potentielle du paysage agricole du secteur et dégradation potentielle de la qualité d’entrée de bourg.</td><td>▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues…) ;
▪ Plantation de haies le long de la RD1 et en frange agricole afin de limiter la visibilité du projet en entrée de bourg.
▪ Création de placettes et de voies piétonnes et cyclables végétalisés vers le centre-bourg.</td></tr>
<tr><td colspan="5"></td><td>Risques :
Pas de risques majeurs identifiés.</td><td>▪ Mise en place d’une gestion des eaux pluviales à l’échelle du site (aménagement de noues…) ;
▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings…</td></tr>
</table>

Saint-Julien

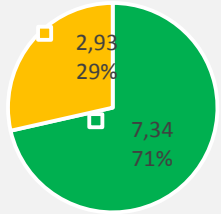
<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="4">Saint-Pierre</td><td rowspan="2">0,81</td><td rowspan="2"> 

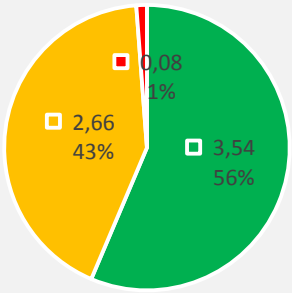
- Prairies de fauche
- Pelouse
- Tissu urbain discontinu</td><td rowspan="2">+/++</td><td rowspan="2">- Zones relais ouverte</td><td rowspan="2">Bosquets + fossés</td><td rowspan="2">Fossés potentiellement humide</td><td>Consommation d'espace :
Consommation potentiellement de 0,81 ha d'espaces agricoles (prairies de fauche) et d'espace artificialisés (pelouse, parcelle terrassée...).</td><td>▪ Privilégier l'urbanisation sur les espaces d'ores et déjà artificialisés ou entretenus (pelouses, parcelle terrassée).</td></tr>
<tr><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d'habitats agricoles (prairies de fauche).
Urbanisation potentielle d'espaces artificialisés limitant l'impact du projet sur le secteur.
La fonctionnalité écologique de ce secteur est limitée et le secteur est d'ores et déjà impacté par l'urbanisation voisine.</td><td>▪ Passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces protégées, notamment les amphibiens au niveau des fossés ;
▪ Préservation des fossés potentiellement humides + marge de recul d'au moins 5 mètres ;
▪ Préservation des haies et des bosquets ;
▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour renforcer la fonctionnalité écologique du secteur.</td></tr>
<tr><td colspan="7">Quelques vues du secteur :
   </td></tr>
<tr><td>Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage urbain en continuité de l'urbanisation existante et en frange agricole. Il est situé en entrée de bourg nord.
Dégradation potentielle de la qualité d'entrée de bourg.</td><td>▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux ;
▪ Plantation de haies le long de la RD35 et en frange agricole afin de limiter la visibilité du projet en entrée de bourg.
▪ Création de placettes et de voies piétonnes et cyclables végétalisés vers le centre-bourg.</td></tr>
<tr><td>Risques :
Pas de risques majeurs identifiés.</td><td>▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site ;
▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings…</td></tr>
</table>

Sainte-Anastasie-sur-Issole

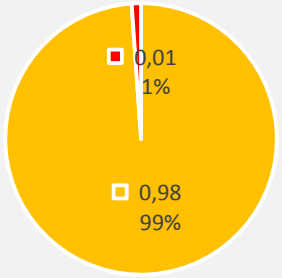
<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="4">ZA les Négadisses</td><td rowspan="2">1,69</td><td rowspan="2"> 

- Forêts mélangées
- Vignobles
- Tissu urbain discontinu
- Equipements sportifs et de loisirs
- Espaces de bâti diffus et autres bâtis
- Zones d’activités et équipements</td><td rowspan="2">+/++</td><td rowspan="2">- Zones relais ouverte à l’ouest</td><td rowspan="2">Haies + boisements</td><td rowspan="2">Non (croisement SIG)</td><td rowspan="2">Consommation d’espace :
Consommation potentiellement de 1,7 ha d’espaces agricoles (vignes).</td><td>▪ Limiter la consommation des espaces d’intérêts écologiques, à savoir les zones boisées à proximité.</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle de vignes et de la biodiversité associée. Le secteur est peu fonctionnel d’un point de vue écologique.
Impact potentiel sur les boisements à proximité.</td><td rowspan="3">▪ Préserver les haies et les zones boisées ;
▪ Plantation d’individus d’arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer la fonctionnalité écologique du secteur.</td></tr>
<tr><td colspan="7">Quelques vues du secteur :</td></tr>
<tr><td colspan="7">Photos non disponible</td><td>Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage agricole en continuité de l’urbanisation et d’un paysage naturel (boisement).
Destruction potentielle du paysage agricole du secteur et impact du paysage naturel voisin (boisement…).</td><td>▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues…) ;
▪ Plantation de haies le long des voies de desserte ;
▪ Création de placettes végétalisés.</td></tr>
<tr><td colspan="7"></td><td>Risques :
Pas de risques majeurs identifiés.</td><td>▪ Mise en place d’une gestion des eaux pluviales à l’échelle du site (aménagement de noues…) ;
▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings…</td></tr>
</table>

Secteur stratégique	Surface (ha)	Occupation du sol	Sensibilité écologique pressentie	Trame Verte et Bleue	Eléments à préserver	Caractère humide	Contexte/Incidences potentielles	Mesures ERC
Chemin d'Aix	10,27	 - Prairie de fauche - Parcelle labourée - Oliveraies - Boisements - Friches agricoles – garrigues	++/+++	- Borde un cœur de nature situé au sud du secteur - La partie ouest du secteur correspond à une zone d'extension de cœur de nature - Zones relais boisée, semi-ouverte et ouverte	Boisements + haies + muret en pierre + milieux fermés	Non prospecté	***Consommation d'espace :*** Consommation potentiellement de 10,3 ha d'espaces agricoles (prairies, oliveraies…) et naturels (boisements).	▪ Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques, comme les boisements, les secteurs de garrigue.
							Biodiversité & Fonctionnalités écologiques : Destruction potentielle d'habitats naturels fonctionnels (boisements) et d'habitats agricoles fonctionnels (prairies, friche). Les parcelles agricoles peuvent servir de zones de chasses pour certains taxons (oiseaux, chiroptères…). De plus, destruction potentielle de muret en pierres favorables aux reptiles. Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour les sous-trames boisée, ouverte et semi-ouverte.	▪ Préserver autant que possible les boisements ; ▪ Eviter toute urbanisation au sein de la zone d'extension de cœur de nature à l'ouest ; ▪ Passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces protégées (reptiles, chiroptères, oiseaux…) ; ▪ Préservation des haies, des bosquets et des murets en pierre ; ▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer les continuités écologiques du secteur (notamment pour la sous-trame boisée).
	Quelques vues du secteur :  						***Paysage :*** Ce secteur est concerné par un paysage agro-naturel en bordure de massif boisé. Ce secteur longe la RDN7 et est situé en entrée de ville ouest. Destruction potentielle du paysage agro-naturel du secteur et impact du paysage naturel voisin.	▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues, bassin de rétention…) ; ▪ Plantation de haies le long de la route afin de limiter la visibilité du projet ; ▪ Plantation de haies le long des voies de desserte ; ▪ Création de placettes végétalisés.
							Risques : Risque potentiel d'incendie du fait de son occupation du sol boisé. Une partie du secteur est concernée par un risque inondation. Exposition de personnes et de biens supplémentaires à un éventuel risque incendie. Imperméabilisation potentielle du sol accentuant davantage le risque inondation.	▪ Implantation de haies multi spécifiques et multi strates (arborée, arbustive, herbacée) privilégiant des espèces végétales dites non conductrices de feu (c'est-à-dire éviter l'implantation de Cyprès ou de Pins). ▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues, bassins de rétention …) ; ▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings

<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="4">RDN7-l'Etendard</td><td rowspan="2">6,28</td><td rowspan="2"> 

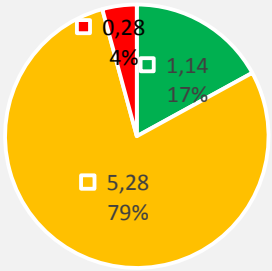
- Prairie de fauche en cours de fermeture
- Boisements
- Friche rudérale – piste enherbée
- Vignes</td><td rowspan="2">++/+++</td><td rowspan="2">- Zones relais semi-ouverte.</td><td rowspan="2">Boisements/ milieux fermés + haies + bosquets + muret en pierre</td><td rowspan="2">Non (critère floristique) Borde une zone humide</td><td rowspan="2">Consommation d'espace :
Consommation potentiellement de 6,3 ha d'espaces agricoles (prairies, vignes…) et naturels (boisements).</td><td rowspan="2">▪ Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques, comme les boisements et les milieux fermés.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Quelques vues du secteur :</td></tr>
<tr><td colspan="2">  </td><td colspan="2">  </td><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d'habitats naturels fonctionnels (boisements) et d'habitats agricoles fonctionnels (prairies en cours de fermeture). Les parcelles agricoles peuvent servir de zones de chasses pour certains taxons (oiseaux, chiroptères…). De plus, destruction potentielle de muret en pierres favorables aux reptiles.
Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame boisée.</td><td>▪ Préserver autant que possible les boisements ;
▪ Passage d'un écologue afin de réaliser des prospections approfondies concernant le caractère humide de la zone (critère pédologique) ;
▪ Passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces protégées (reptiles, amphibiens, chiroptères, oiseaux…) ;
▪ Préservation des haies, des bosquets et des murets en pierre ;
▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer les continuités écologiques de la sous-trame semi-ouverte.</td></tr>
<tr><td colspan="5"></td><td>Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage agro-naturel avec des espaces cultivées (dont la plupart à l'abandon) en bordure de boisements. Ce secteur longe la RDN7 et est situé en entrée de ville sud-ouest.
Destruction potentielle du paysage agro-naturel du secteur.</td><td>▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues…) ;
▪ Plantation de haies le long de la route afin de limiter la visibilité du projet ;
▪ Plantation de haies le long des voies de desserte ;
▪ Création de placettes végétalisés.</td></tr>
<tr><td colspan="5"></td><td>Risques :
Risque potentiel d'incendie du fait de la présence de boisements.
Exposition de personnes et de biens supplémentaires à un éventuel risque incendie.</td><td>▪ Implantation de haies multi spécifiques et multi strates (arborée, arbustive, herbacée) privilégiant des espèces végétales dites non conductrices de feu (éviter cyprès ou Pins).
▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues…) ;
▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour les chemins/trottoirs/parkings.</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="5">Le Roucasset</td><td rowspan="2">0,99</td><td rowspan="2"> 

- Prairie de fauche
- Vigne à l'abandon</td><td rowspan="2">++</td><td rowspan="2">- Zones relais ouverte (en lien avec les prairies voisines)

- Secteur situé à l'ouest d'un réservoir de biodiversité humide et aquatique</td><td rowspan="2">Bosquets + muret en pierre (à proximité)</td><td rowspan="2">Secteur situé à l'ouest d'un cours d'eau (Secteur en pente vers le cours d'eau)

Donc non humide (critère floristique)</td><td>Consommation d'espace :
Consommation potentiellement de 1 ha d'espace agricole (prairies et vigne à l'abandon).</td><td>Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques, comme les secteurs potentiellement humides, les boisements et les milieux fermés.</td></tr>
<tr><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d'habitats agricoles (prairies, vigne).
Le secteur est peu fonctionnel d'un point de vue écologique. Il peut néanmoins occasionnellement de zone de chasse pour certaines espèces de chiroptères et d'oiseaux.
Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame ouverte.</td><td>▪ Préserver les bosquets présents sur le secteur ;
▪ Préserver le muret en pierre situé à proximité du secteur le long de la route ;
▪ Passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces protégées (reptiles, chiroptères, oiseaux…) ;
▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour renforcer la fonctionnalité écologique du secteur.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Quelques vues du secteur :
 
  </td><td>Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage agricole le long du chemin de Rambourgue et est situé en entrée de ville sud.
Destruction potentielle du paysage agricole du secteur et impact du paysage agricole voisin.</td><td>▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues…) ;
▪ Plantation de haies le long de la route afin de limiter la visibilité du projet ;
▪ Plantation de haies en frange agricole afin d'intégrer une zone tampon entre les espaces agricoles et la nouvelle urbanisation.
▪ Création de placettes et de voies piétonnes et cyclables végétalisés vers le centre-bourg.</td></tr>
<tr><td>Risques :
Pas de risques majeurs identifiés.</td><td>▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues…) ;
▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Occupation du sol</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="5">Les Ferrages</td><td rowspan="2">6,71</td><td rowspan="2"> 

- Prairie de fauche dont certaines en cours de fermeture
- Oliveraie
- Potager
- Boisement
- Friche agricole
- Remblais
- Vignes</td><td rowspan="2">++/+++</td><td rowspan="2">- Réservoir de biodiversité humide et aquatique

- Axe de déplacement de la sous-trame ouverte à l'ouest

- Zones relais ouverte</td><td rowspan="2">Boisements + Bosquets + Milieux fermés</td><td rowspan="2">Potentiellement humide à l'ouest au niveau de la prairie en cours de fermeture.

Le critère floristique ne permet pas d'exclure le caractère humide du secteur.</td><td>Consommation d'espace :
Consommation potentiellement de 6,7 ha d'espaces agricoles (prairies, vigne, friche, etc…) et naturels (boisements).</td><td>Limiter la consommation des espaces d'intérêts écologiques, comme les secteurs potentiellement humides, les boisements et les milieux fermés.</td></tr>
<tr><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d'habitats agricoles fonctionnels (prairies de fauche en cours de fermeture, friches). Ce secteur peut servir occasionnellement de zones de chasses pour certains taxons (oiseaux, chiroptères…).
Impact potentiel de zones potentiellement humides sur la partie ouest du secteur.
Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame ouverte.</td><td>▪ Préserver autant que possible les boisements ;
▪ Passage d'un écologue afin de réaliser des prospections approfondies concernant le caractère humide de la zone (critère pédologique) notamment sur la partie ouest ;
▪ Passage d'un écologue pour déterminer la présence ou non d'espèces protégées (amphibiens, chiroptères, oiseaux…) ;
▪ Préservation des haies et des bosquets ;
▪ Plantation d'individus d'arbres indigènes (autres que du Cyprès) déjà présents in situ pour préserver et renforcer la fonctionnalité écologique du secteur.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Quelques vues du secteur :</td><td>Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage agro-naturel le long de la RDN7 et est situé en entrée de ville sud-est.
Destruction potentielle du paysage agro-naturel du secteur.</td><td>▪ Intégration paysagère des aménagements pluviaux (noues, Bassin de rétention…) ;
▪ Plantation de haies le long de la route afin de limiter la visibilité du projet ;
▪ Plantation de haies en frange agricole afin d'intégrer une zone tampon entre les espaces agricoles et la nouvelle urbanisation.
▪ Création de placettes et de voies piétonnes et cyclables végétalisés vers le centre-bourg.</td></tr>
<tr><td colspan="2"> 
  </td><td>Risques :
Le secteur est concerné par un risque inondation.
Imperméabilisation potentielle du sol accentuant davantage le risque inondation.</td><td>▪ Mise en place d'une gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (aménagement de noues, Bassin de rétention…) ;
▪ Utiliser des matériaux naturels et perméables pour la création des cheminements, des trottoirs, des parkings</td></tr>
</table>

II.2.4. Mesures d'évitement et de réduction générales pour l'ensemble des projets portés par le SCoT Provence Verte Verdon.

Pour rappel une mesure d'évitement correspond à une : "mesure qui modifie un projet ou une action d'un document de planification afin de supprimer un impact négatif identifié que ce projet ou cette action engendrerait".

Au contraire une mesure de réduction correspond à une : "Mesure définie après l'évitement et visant à réduire les impacts négatifs permanents ou temporaires d'un projet sur l'environnement, en phase chantier ou en phase exploitation." (*Source : Lignes Directrices – MEDDE 2013*).
Dans le but de réduire le plus possible les incidences potentielles inhérentes aux différents projets du SCoT Provence Verte Verdon, l'évaluation environnementale propose une liste de mesures d'évitement et de réduction générales à prendre en compte et à adapter dans le cadre de chaque projet. Certaines de ces mesures ont vocation à être appliquées lors de la phase de chantier afin de réduire au maximum les incidences temporaires qui y sont liées tandis que d'autres sont, elles, destinées à réduire les incidences pérennes liées à l'activité anthropique, une fois le projet aboutit.

Les secteurs de projets les plus sensibles d'un point de vue écologique présentent des mesures ERC directement présentées dans les zooms. Ces mesures sont similaires aux mesures suivantes mais sont adaptées aux secteurs et doivent être absolument prises en compte dans ces projets.

Mesures générales :
Éviter les zones de forts enjeux écologiques et le cas échéant, redéfinir l'emprise des projets (mesure d'évitement) ;

Concernant la Trame Verte et Bleue du territoire, il est recommandé de préserver tout élément participant aux continuités écologiques de chaque sous-trame à savoir les cours d'eau et ripisylves, les boisements, les haies, les prairies, etc. Le cas échéant, les continuités écologiques pourront être renforcées notamment en replantant des haies multi-strates et multi-espèces locales le long des axes ou des nouveaux aménagements.
Si les continuités écologiques sont impactées, il est recommandé de réaliser des aménagements pour le franchissement des voies pour les espèces animales (mesure de réduction).

En ce qui concerne la création de linéaires de haies, l'évaluation environnementale préconise l'utilisation d'espèces indigènes et d'ores et déjà présentes sur le site. De même pour une meilleure fonctionnalité écologique, il est préconisé l'implantation de haies multi spécifiques et multi strates (arborée, arbustive, herbacée) privilégiant des espèces végétales dites non conductrices de feu afin de ne pas augmenter le risque incendie (c'est-à-dire éviter l'implantation de Cyprès ou de Pins).

Mesures concernant les travaux :
L'évaluation environnementale recommande fortement que le démarrage des travaux se fasse en dehors des périodes de reproduction des espèces faunistiques, notamment avifaune, et floristiques (floraison) autrement dit pas au printemps ni en été.

L'évaluation environnementale recommande que les travaux de remblais et de déblais débutent avant le début de la saison de reproduction des espèces afin de ne pas détruire d'espèces nichant ou se reproduisant au sol.

L'évaluation environnementale préconise que tout dépôt de matériel (terre, sable, etc.) nécessaire à la réalisation des aménagements soit bâché afin de limiter au maximum les pollutions atmosphériques qui seront générées lors de la phase de chantier (effet temporaire) tant pour les habitants que pour les milieux naturels alentour.

L'évaluation environnementale préconise que l'ensemble des mesures destinées à éviter toute pollution accidentelle des milieux lors des travaux soient prises.
De manière générale, l'évaluation environnementale préconise que :

- Des matériaux locaux soient utilisés autant que possible pour éviter l'apport et la dissémination de plantes exotiques envahissantes. Les engins seront contrôlés et nettoyés si nécessaire avant de pénétrer dans le périmètre des travaux. La terre éventuellement importée devra provenir d'une zone indemne de plantes exotiques envahissantes et contrôlées au préalable ;
- Les véhicules et engins de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent ou qu'ils soient équipés de kits de dépollution en cas de fuite de carburant, huile ou autres matériaux ;
- Les accès au chantier et aux zones de stockage seront interdits au public ;
- Les eaux usées de la base-vie (s'il y en a une) seront traitées ;
- Une collecte sélective des déchets, avec poubelles et conteneurs, sera mise en place.

De plus l'évaluation environnementale préconise que tout dépôt soit installé en dehors de la zone de chantier et éloigné de tout habitat naturel d'intérêt communautaire, habitat d'espèce d'intérêt communautaire ou de lieux abritant des espèces d'intérêt communautaire.

L'évaluation environnementale préconise que l'emprise du chantier soit réduite au maximum et clairement délimitée afin de limiter les impacts sur les habitats naturels et les habitats d'espèces. Pour ce faire, l'évaluation environnementale préconise la mise en défens des espaces à préserver par un ingénieur écologue en amont des travaux afin d'éviter que les engins de chantiers et les ouvriers ne circulent sur les zones devant être préservées. Cette mesure devra être mise en place avant le démarrage des travaux et maintenue durant toute la phase de travaux.

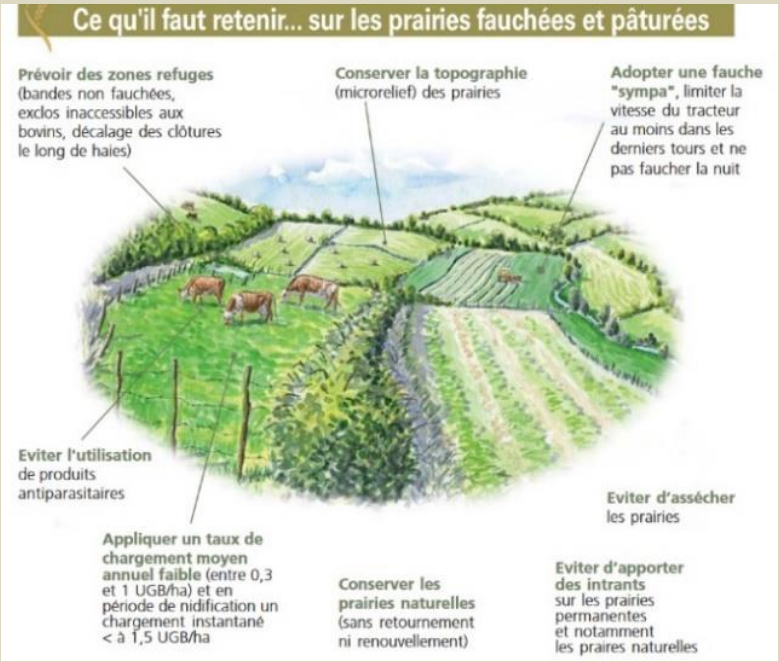
De plus, l'évaluation environnementale préconise que les installations de chantiers, la base de vie, etc. soient installées en dehors des secteurs et de préférence (si possible) à plus de 100 mètres de distance des secteurs ayant été jugés sensibles par le ou les écologue(s). De même, les zones de stockage devront être réalisées sur des aires spécifiques, confinées, éloignées de ces milieux sensibles afin d'éviter les apports de poussières ou d'eaux de ruissellement.

En plus de cela, l'évaluation environnementale préconise qu'un système de barrières semi-perméables soit mis en place afin de limiter au maximum l'accès au chantier aux animaux tout en permettant à ceux situés au sein de la zone de travaux d'en sortir.
Cette barrière devra être constituée de matériau suffisamment résistant, posée sur des piquets, d'une largeur de 50 cm, être enterrée sur 10 cm au minimum et être inclinée à 40°-45° maximum, pour permettre le franchissement uniquement vers la zone extérieure à l'emprise des travaux. Les piquets devront être placés du côté de la zone des travaux afin d'éviter que certains individus réussissent à pénétrer dans la zone des travaux en grimpant le long des piquets.

Afin de réduire le risque de destruction d'individus, le déboisement et défrichement devront se faire en deux étapes décalées dans le temps :

- Identification au préalable (de préférence un an avant le début des travaux) d'arbres à cavités susceptibles d'abriter des chauves-souris ou oiseaux arboricoles ou encore des insectes saproxyliques. Ces arbres devront être au maximum préservés et une marge de recul d'*a minima* 10 mètres (idéalement de 100 mètres s'il s'agit d'arbres abritant des insectes saproxyliques) devra être mise en place afin de minimiser le dérangement et les impacts induits par les travaux (mesures d'évitement). Dans le cas où ces derniers ne peuvent pas être préservés, ils devront être abattus en dehors des périodes d'hibernation et de reproduction de ces espèces, soit en septembre-octobre (mesures de réduction) ;
- Débroussaillage de la strate arbustive (sous-bois) et des secteurs buissonnants suivi de l'export immédiat des coupes au sol hors du site afin d'éviter d'une part que les animaux n'y trouvent refuge et ne s'y installent et d'autre part pour rendre le milieu moins attractif (mesures de réduction) ;
- Abattage et débardage des arbres avec des engins plus lourds après une semaine calendaire (mesures de réduction).

Mesures concernant le fauchage :



En vue de la phase de chantier, l'évaluation environnementale préconise la réalisation d'une fauche tardive pour les prairies vouées à accueillir des projets ce qui permettra une dernière fois aux espèces présentes sur site de se reproduire sans incidences. Lors de la fauche (si elle n'est pas tardive), laisser en place, d'avril à août, une bande non fauchée de 5 à 6 mètres de préférence le long des éléments fixes (haies, fossé, talus…). Cette bande permettra à la faune de s'y réfugier et à la flore de fructifier. Elle pourra être fauchée à partir de fin août (fauchage tardif).

Toujours concernant la fauche, l'évaluation environnementale préconise de faucher du centre de la parcelle concernée vers la périphérie afin de permettre à la faune de fuir et de ne pas être broyée en leur permettant de rejoindre une zone refuge (fauche dite "sympa").

De même L'évaluation environnementale préconise de prévoir et de garder des zones de refuges fermées au pâturage (en ce qui concerne les prairies pâturées) de mi-avril à fin juillet afin de fournir des habitats de tranquillité à la faune et à la flore. Fin juillet, ces zones peuvent être de nouveau rendues accessibles au pâturage. Les localisations à privilégier concernent les bordures de prairies, chemins, haies, fossés, cours d'eau, mares, etc.

De plus, l'évaluation environnementale préconise de créer (lorsqu'inexistant) des zones tampons autour des prairies (1 à 1,50 mètre le long des haies, fossés, etc.), d'un point de vue écologique, pour permettre le développement d'un ourlet de végétation et créer ainsi une zone refuge pour la faune et la flore.

Afin de réduire les incidences vis-à-vis des différentes espèces de chiroptères fréquentant les différents secteurs, l'évaluation environnementale préconise qu'aucun éclairage nocturne ne soit mis en place pendant la phase travaux ainsi qu'en dehors de la phase de travaux. Si des travaux de nuit s'avèrent nécessaires, des mesures seront prises conformément aux conseils d'un écologue. Les niveaux d'éclairage nocturne seront basés sur le minimum du respect de la réglementation en termes de sécurité des personnes.
Pour ce faire, il faudra :
- Éviter toute diffusion de lumière vers le ciel : munir toutes les sources lumineuses de systèmes réflecteurs renvoyant la lumière vers le bas ;
- Utiliser des lampes peu polluantes (exclure les lampes à vapeur de mercure ou à iodure métallique) ;
- Ajuster la puissance des lampes et donc l'intensité lumineuse aux besoins, dans le temps et dans l'espace ;
- Utiliser des systèmes de déclenchement et d'arrêt automatiques pour n'éclairer que lorsque nécessaire.

Une fois la phase de travaux finie, l'évaluation environnementale exige que la réglementation française en termes d'éclairage nocturne soit strictement respectée.

Ces mesures devront être réalisées durant toute la phase de travaux et un contrôle sera effectué par un écologue indépendant tout au long de la phase travaux.

Tableau : règles d'extinction nocturne

Règles d'extinction nocturne		
Types de dispositif	**Taille de l'agglomération**	**Obligation d'extinction**
Publicité et pré enseigne lumineuse	Moins de 800 000 habitants	Entre 1 heure et 6 heures du matin
	Au-dessus de 800 000 habitants	Selon les modalités du règlement local de publicité (RLP)
Enseigne lumineuse*	Quelle que soit la taille	Entre 1 heure et 6 heures du matin
Vitrine de magasin ou d'exposition	Quelle que soit la taille	Entre 1 h (ou une heure après la fermeture ou la fin d'occupation des locaux) et 7 heures (ou une heure avant le début de l'activité si celle-ci s'exerce plus tôt) du matin
Éclairage intérieur des locaux professionnels	Quelle que soit la taille	1 heure après la fin d'occupation des locaux
Façade des locaux professionnels	Quelle que soit la taille	Au plus tard à 1 heure du matin
Source : Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre), Ministère chargé de l'environnement		

Des dérogations plus ou moins restrictives à l'extinction nocturne peuvent être décidées par arrêté municipal ou préfectoral, les veilles de jours fériés chômés, lors des illuminations de Noël, autorisées la semaine précédant Noël, ainsi que dans les zones touristiques exceptionnelles ou lors d'événements exceptionnels à caractère local.

L'obligation d'extinction nocturne ne s'applique pas :

- Aux affiches éclairées par projection ou transparence sur le mobilier urbain (abris-bus, kiosque à journaux, colonne porte-affiches, etc.) ;
- Aux aéroports ;
- Aux publicités numériques sur le mobilier urbain, à condition que les images soient fixes ;
- Aux publicités numériques de surface exceptionnelle (50 m² maximum) ;
- À l'éclairage public de la voirie, notamment les réverbères apposés en façade ;
- Aux installations d'éclairage à détection de mouvement ou d'intrusion, destinées à assurer la protection des bâtiments.

Pour rappel, le maire de la commune est chargé de contrôler le respect de ces dispositions et de mettre en demeure la personne ou entreprise en infraction dans un délai qu'il détermine.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux chiroptères :

En ce qui concerne les chiroptères, de la diversité d'espèces potentiellement présentes et des nombreux milieux tant naturels qu'agricoles qu'elles fréquentent que ce soit pour la chasse, la reproduction, les gîtes hivernaux, estivaux ou encore de transit, l'évaluation environnementale recommande :

- Qu'aucun éclairage nocturne ne soit mis en place durant la phase travaux et post-chantier (installations pérennes) ;
- Que les travaux ne s'effectuent que de jour et qu'ils prennent fin, de préférence, 30 minutes avant le coucher du soleil et après le lever du soleil, ce afin d'éviter de venir déranger les différentes espèces de chiroptères qui généralement rentrent et sortent de leur gîte en fonction du soleil ;

Du fait de l'utilisation du réseau forestier par certaines espèces de chiroptères tel que le Petit Rhinolophe que ce soit pour chasser ou encore se déplacer et de leur sensibilité, dans ce cas-là, vis-à-vis des trouées qui s'avèrent fragmentantes à leur déplacement lorsqu'elles sont importantes, l'évaluation environnementale recommande fortement que l'abattage et/ou l'élagage de différents individus d'arbres n'entraînent pas la formation de trouées dans les formations forestières de plus de 5 mètres de diamètre.

Enfin les travaux devront être réalisés en dehors des périodes de reproduction des différentes espèces de chiroptères (swarming) et d'hibernage et donc de préférence lorsque la majorité des espèces ne sont pas présentes sur le site afin que les vibrations et nuisances sonores ne viennent pas les déranger dans leur sommeil.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux coléoptères saproxyliques :

L'évaluation environnementale préconise que, lorsque l'ensemble des individus ayant vocation à être abattus aura été identifié, le passage d'un entomologiste afin de vérifier de l'absence ou de la présence d'insectes saproxyliques (comme le Grand capricorne & Lucane cerf-volant) au niveau des racines et des troncs de ces individus et le cas échéant d'éviter leur abattage.

De plus, en amont de la phase de débroussaillage et d'abattage d'arbres et arbustes, l'évaluation environnementale préconise d'éviter l'élagage et l'abattage d'individus présentant un diamètre supérieur à 30 cm à partir de 1,20 mètre de haut par rapport au niveau du sol notamment pour les espèces suivantes : Chêne vert, Chêne pubescent, Érable et Frêne (dont le Frêne oxyphylle). Pour ces individus, un élagage en têtard à plus de 1,50 mètre par rapport au niveau du sol est également envisageable.

De manière générale, les arbres comportant des cavités, des traces de fissures, un décollement d'écorce, du terreau dans les cavités, etc. ; devront être évités dans la mesure du possible.

De plus, l'évaluation environnementale préconise d'éviter tout déplacement de bois morts ou en décomposition et d'éviter l'abattage d'arbres sénescents s'ils s'avèrent concernés par le chantier.

Dans le cas où la présence serait avérée, l'évaluation environnementale demande d'éviter l'abattage des arbres occupés et de mettre en place des marges de recul d'environ 100 mètres de part et d'autre de ces arbres afin d'éviter toute incidence significative : ces espèces (notamment le Pique-Prune et le Grand-Capricorne) ayant de faibles capacités de dispersion (la majorité des déplacements ne dépassant pas quelques dizaines de mètres).

Dans le cas où l'abattage ne pourrait être évité, l'évaluation environnementale préconise qu'il le soit uniquement en dehors de la présence d'espèces protégées et en suivant les conseils d'un écologue.

De plus l'évaluation environnementale préconise un balisage (rubalise) ou piquetage afin d'identifier précisément l'emprise du chantier et ainsi protéger les arbres et arbustes ayant vocation à être protégés.

Mesures d'évitement spécifiques aux reptiles :
L'évaluation environnementale préconise de mettre l'année précédant les travaux, des murets de pierres sèches et/ou gabions en périphérie des secteurs susceptibles d'être impactés comportant des milieux boisés et/ou rocheux afin d'y attirer les populations présentes *in situ* et ainsi réduire l'impact potentiel de l'aménagement de ces sites sur ces populations.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux milieux aquatiques et humides :
L'évaluation environnementale préconise qu'aucune zone humide naturelle et/ou artificielle ne soit impactée par un quelconque projet. L'évaluation environnementale rappelle que les zones humides sont protégées par l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement et que la destruction de telles zones est soumise à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau, que ces demandes doivent proposer des mesures correctives voire compensatoires efficientes, si et seulement si l'incidence ne peut être évitée. L'évaluation environnementale rappelle également que les décisions administratives doivent être compatibles avec les documents de planification de la gestion de l'eau (SDAGE ; SAGE, etc.). L'évaluation environnementale rappelle également l'obligation légale (codifiée aux articles L. 122-3 et L. 122-6 du Code de l'Environnement et L. 121-11 du Code de l'Urbanisme) de la séquence "Éviter, Réduire et Compenser" (ERC) concernant les impacts des projets sur les milieux naturels.
Si un milieu aquatique ou humide se situe au sein ou à proximité d'un secteur, l'évaluation environnementale préconise que :

- Une marge de recul d'au moins 15 mètres devra être prévue vis-à-vis des zones humides du secteur.

- Au vu des enjeux concernant les zones humides, la priorité est d'éviter les impacts sur ces zones humides. À défaut, il faut au maximum les réduire.

- Le chantier devra être bien cadré afin d'éviter tout débordement en direction de la zone humide et l'ensemble des précautions devront être prises pour éviter les pollutions accidentelles de cette zone humide ou des cours d'eau à proximité (fuite d'hydrocarbures, etc.) et les impacts vis-à-vis du sol.

- Les matériaux/remblais/déblais ne devront pas être stockés à proximité de la zone humide ou du cours d'eau. Aucun déchet ne devra être rejeté dans ces milieux humides et aquatiques.

- Éviter au maximum l'usage de produits chimiques pour éviter toute pollution (fuites hydrocarbures, huiles…).

- De plus des précautions devront être prises pour réduire au maximum ces risques de pollution à savoir un stockage dans des bacs étanches pour les liquides présentant une toxicité pour le milieu naturel dans le cas où ils s'avèrent impérativement nécessaires pour la réalisation du chantier. Les équipements de récupération des fluides doivent être à disposition lors du remplissage des réservoirs et pendant l'utilisation des engins.

- L'ensemble des matériaux nécessaires à la construction du chantier devra être non toxique pour la faune, la flore et l'eau (non traité) pour ne pas altérer les qualités physico-chimiques de la zone humide. Cela nécessite donc l'usage de matériaux inoxydables du fait du caractère humide de la zone.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux amphibiens :

En cas de découvertes de points d'eau permanent ou temporaire (mares temporaires méditerranéennes, flaques, ornières) au sein d'un secteur susceptible d'être impacté, l'évaluation environnementale préconise le passage d'un écologue (herpétologue) afin d'attester de la présence ou non d'amphibiens et/ou reptiles visés par la Directive Habitats-Faune-Flore.

En cas de présence avérée, l'évaluation environnementale préconise d'éviter la destruction de ces habitats et d'identifier des secteurs de passage des amphibiens afin de clairement les identifier (balisage) et ainsi réduire les risques de piétinements et d'écrasement d'individus.

De la même manière, en cas de présence avérée, l'évaluation environnementale demande qu'une marge de recul d'a minima une trentaine de mètres soit réalisée de part et d'autre de la zone humide et que celle-ci soit clairement identifiée (balisage) afin d'éviter le passage d'engins et/ou d'ouvriers et ainsi réduire le risque de piétinement des individus.

III. ÉVALUATION DES INCIDENCES DU SCOT SUR LE RESEAU NATURA 2000

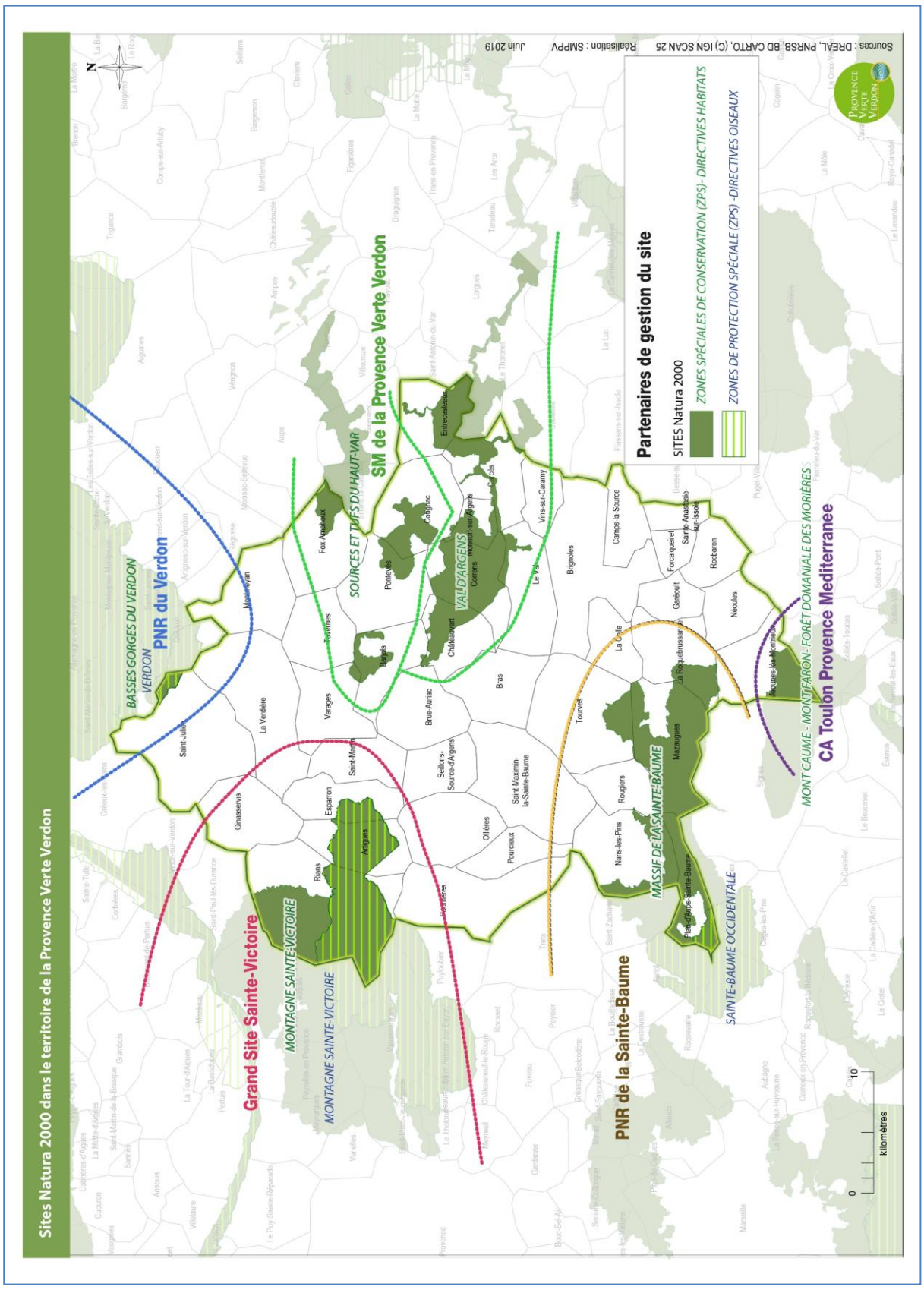
III.1 - PREAMBULE – LE CADRE REGLEMENTAIRE

Textes de référence :

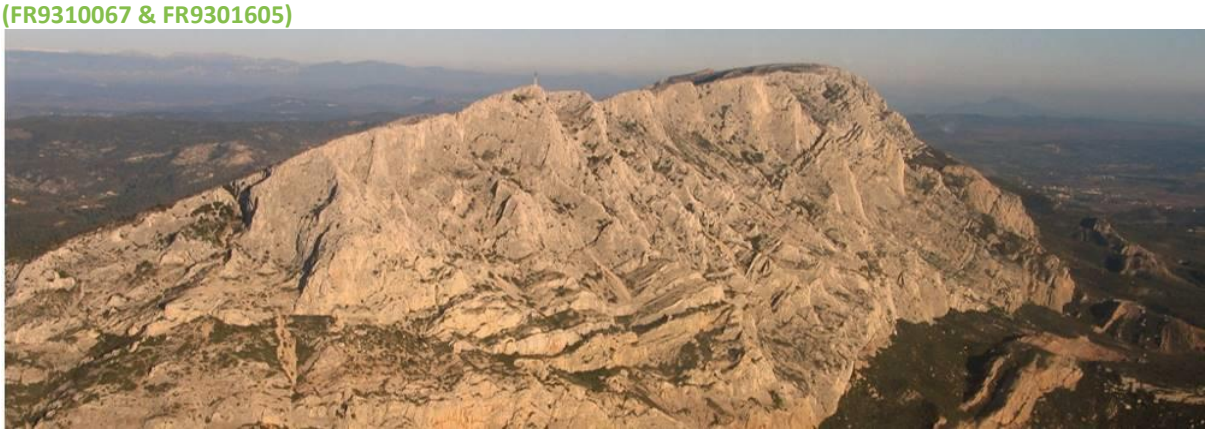
- Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage, dite directive « habitats » ;
- Directive 2001/42 du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- Ordonnance 2004-489 du 3 juin 2004 portant transposition de la directive 2001/42
- Décret 2005-608 du 27 mai 2005 et circulaire 2006-16 UHC/PA2 du 6 mars 2006 relatifs à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement ;
- Code de l'urbanisme :
  - art. L121-10 à L.121-15
  - art. R121-14 à 17
  - art. R123-2-1
- Code de l'environnement :
  - art. L414-4
  - art. R414-19 à R414-24

Au vu des dispositions introduites par les articles L.121-10 et R.121-14 du code de l'urbanisme, en application de la directive européenne relative « à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement » (EIPPE) du 27 juin 2001 et sa transposition en droit français (ordonnance de 2004), le SCoT de la Provence Verte Verdon doit faire l'objet d'une "évaluation d'incidence sur les sites Natura 2000" compte-tenu du fait que le ce document d'urbanisme est susceptible de permettre la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements mentionnés à l'article L.414-4 du code de l'environnement (site Natura 2000).

III.2 - PRESENTATION DES SITES NATURA 2000 PRESENTS SUR LE TERRITOIRE DE LA PROVENCE VERTE VERDON

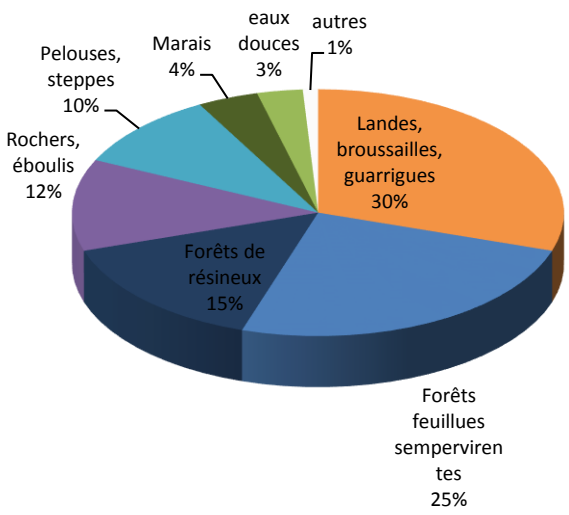


III.2.1 - ZPS / SIC Montagne Sainte-Victoire, forêt de Peyrolles, montagne des Ubacs, montagne d'Artigues (FR9310067 & FR9301605)



N° du site	FR9310067 / FR9301605
Statut	ZPS / SIC
Altitudes	195 – 1016 m
Superficie	15 493 / 32 733 ha
Localisation	Bouches du Rhône - Var
Communes concernées	**En Provence Verte Verdon : Esparron, Pourrières** Artigues, Beaurecueil, Chateauneuf-le-rouge, Jouques, Saint-Marc-Jaumegarde, Meyrargues, Saint Paul-les-Durance, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rians, Vauvenargues, Venelles
Partenaires de la gestion	Grand Site Sainte-Victoire (Animateur)

Occupation des sols



Présentation générale du site

De par la beauté de ses paysages, la Sainte Victoire est un haut lieu provençal, de réputation internationale. C'est également un territoire présentant une forte richesse biologique. Divers types de milieux sont représentés : falaises et barres rocheuses, éboulis, crêtes dénudées, forêts de feuillus et de conifères, garrigues, petites plaines agricoles, plan d'eau.

Le site de « la Montagne Sainte-Victoire – forêt de Peyrolles – montagne des Ubacs – montagne d'Artigues » est concerné par les deux Directives européennes qui encadrent la démarche Natura 2000 : une Zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la Directive Oiseau et un Site d'Intérêt Communautaire (PSIC) au titre de la Directive Habitats.

Intérêt européen

La flore, d'affinité orophile, présente des éléments rares pour la France. Les zones karstiques, les milieux ouverts et les vieilles forêts constituent un complexe d'habitats favorables aux chiroptères. Un vaste territoire forestier continu permet la prise en compte d'une entité fonctionnelle du plus grand intérêt.

La mosaïque créée par ces différents milieux offre des conditions très propices à l'avifaune méditerranéenne. Le site est ainsi fréquenté par près de 150 espèces d'oiseaux dont une vingtaine d'espèces présentent un intérêt communautaire. Ce site est notamment remarquable pour les grands rapaces comme l'aigle royal (unique couple reproducteur des Bouches-du-Rhône) et l'aigle de Bonelli.

Orientations de gestion durable

Extrait du DOCOB « Sainte-Victoire »
Objectifs de conservation des habitats…

- Conserver les pelouses sèches des massifs et des crêtes (habitats herbeux) – Priorité 1;
- Augmenter la superficie des chênaies âgées – Priorité 1;
- Protéger et restaurer les habitats d'éboulis – Priorité 2;
- Restaurer les ripisylves à Peuplier blanc – Priorité 2;
- Favoriser la gestion conservatoire d'habitats ponctuels : sources pétrifiantes, zones humides de Jouques et de la Cause aval) – Priorité 3.

Objectifs complémentaires pour la conservation des espèces…

- Maintenir des zones de nidification (falaises de Sainte-Victoire) et d'alimentation (milieux ouverts) pour les rapaces et les oiseaux rupestres – Priorité 1;
- Vérifier la richesse du site en insectes et maintenir leurs habitats – Priorité 2 ;
- Augmenter la capacité d'accueil du site pour d'autres espèces caractéristiques du massif – Priorité 2.

Objectifs d'accompagnement favorables à l'ensemble des habitats et espèces…

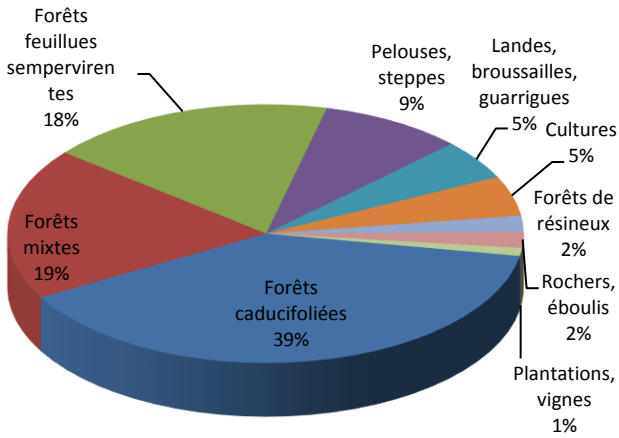
- Promouvoir les pratiques sylvicoles et agricoles favorables à la conservation des habitats et des espèces– Priorité 1;
- Favoriser la revalorisation biologique des milieux abandonnés par l'agriculture– Priorité 1;
- Assurer la compatibilité des activités récréatives avec la conservation des habitats et des espèces – Priorité 1;
- Assurer la compatibilité des grands aménagements et des activités d'exploitation des ressources naturelles avec la conservation des habitats et des espèces – Priorité 3 ;

III.2.2 - SIC Massif de la Sainte-Baume (FR9301606)



N° du site	FR9301606
Statut	SIC
Altitudes	330 – 1'142 m
Superficie	2 169 ha
Localisation	Bouches du Rhône - Var
Communes concernées	**En Provence Verte Verdon : Mazaugues, Nans-les-Pins, Plan d'Aups-la-Sainte-Baume** Saint-Zacharie, Riboux
Partenaires de la gestion	ONF (Animateur)

Occupation des sols



Présentation générale du site

En position frontale avec la Sainte-Victoire, la Sainte-Baume partage beaucoup de points communs avec le massif bucco-rhodanien. Toutefois, si la nature des crêtes et de son versant sud est très proche de celle que l'on trouve en Sainte-Victoire, le versant nord tire son originalité de ses écosystèmes forestiers très rares en Provence méridionale dont le plus réputé est celui de la hêtraie mature.

Intérêt européen

Le caractère exceptionnel du site tient à la présence d'une hêtraie mature, en situation de marginalité chorologique, préservée depuis des siècles et à l'existence de tous les coléoptères français cités à l'annexe 2 de la directive Habitats. Il abrite également une des stations les plus septentrionales de la Sabline de Provence.

Orientations de gestion durable

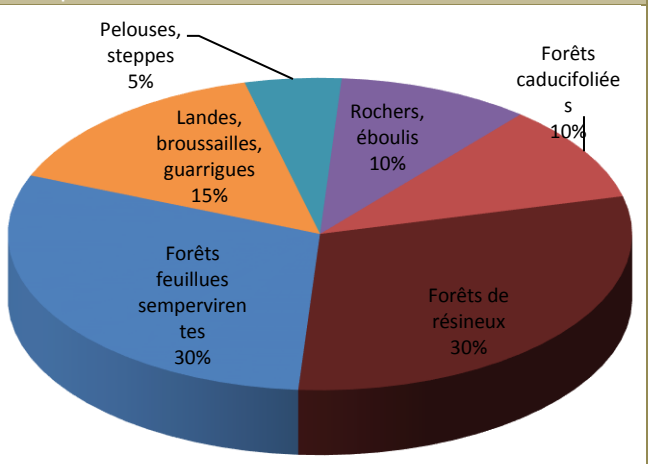
Le site de la Sainte-Baume est doté d'un document d'objectifs complété par un document d'application depuis 2003. Il est animé par l'ONF dans la mesure où la grande partie du site correspond à la forêt domaniale de la Sainte-Baume. Les grandes orientations de gestion visent au vieillissement des peuplements forestiers, notamment par la mise en place d'une réserve biologique forestière, et à la maîtrise de la fréquentation touristique forestière. Quelques opérations de restauration de milieux ou de populations d'espèces communautaires sont envisagées. Nous noterons toutefois qu'un projet d'extension du site est proposé par le comité de pilotage du site. Il vise à mieux prendre en compte les éléments remarquables du patrimoine naturel. Cela concerne notamment les parties sommitales du massif qui revêtent un intérêt certain pour la biodiversité communautaire.

III.2.3 - SIC Mont Caume, Mont Faron, Forêt domaniale des Morières



N° du site	FR9301608
Statut	SIC
Altitudes	42 – 821 m
Superficie	11 321 ha
Localisation	Var
Communes concernées	**En Provence Verte Verdon : Méounes-les-Montrieux** Belgentier, Evenos, La Farlède, Le Revest-les-Eaux, Signes, Solliès-Toucas, Solliès-Ville, Toulon, La Valette du Var
Partenaires de la gestion	TPM (Opérateur) ; ONF (gestionnaire)

Occupation des sols



Présentation générale du site

Le site autour des monts toulonnais doit son grand intérêt biologique notamment à la forêt domaniale des Morières bien conservée. Les crêtes et autres biotopes rupestres accueillent l'association endémique toulonnaise à Choux de Robert et Alysse épineuse et des éboulis à Sabline de Provence (endémique). On retrouve ici aussi 9 espèces de chiroptères d'intérêt communautaire qui profitent des gorges calcaires.

Intérêt européen

Le territoire de la Provence Verte Verdon n'est concerné que par la forêt des Morières. Dans le but d'améliorer la lisibilité du présent rapport, nous ne mentionnons ici que les habitats directement concernés par le SCoT Provence Verte Verdon.

L'essentiel de la valeur patrimoniale de la forêt des Morières réside dans l'originalité de ses peuplements comme les tillaies des ubacs très frais ou les zones à ifs et à houx du vallon du gros pigeon. Dans ces secteurs certains arbres très matures fournissent un habitat particulièrement intéressant pour les chiroptères d'intérêt communautaire. Il en va de même pour la ripisylve du Gapeau qui constitue un élément important de la trame écologique forestière.

Orientations de gestion durable

Extrait du DOCOB « Mont Caume, mont Faron, forêt domaniale des Morières »

Objectifs de conservation prioritaires

- Maintenir la mosaïque de milieux et des entités paysagères
- Veiller à la qualité des eaux et au bon fonctionnement des cours d'eau et des ripisylves associées sur l'ensemble des bassins versants
- Maintenir l'état de conservation et la quiétude des falaises pour la reproduction de l'avifaune rupicole (Aigle de Bonelli, Grand-duc d'Europe)
- Maintenir et favoriser les peuplements forestiers matures afin de pérenniser les espèces d'intérêt communautaire qui leur sont inféodées (chiroptères, entomofaune, avifaune)
- Maintenir l'état de conservation des milieux de pelouses favorables à la flore et territoire de chasse pour l'avifaune et les chiroptères
- Préserver, restaurer ou aménager les gîtes souterrains, rupestres et bâtis pour les chiroptères du site (petit et grand murins, petit et grand rhinolophes, murin à oreilles échancrées)

Objectifs de conservation secondaires

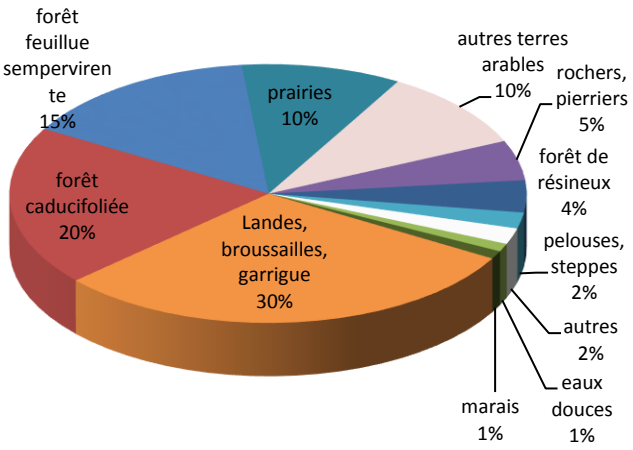
- Maintenir et améliorer l'état de conservation des habitats des crêtes (Landes à genêt de Lobel), des pentes rocheuses et des éboulis
- Favoriser la réouverture des milieux (débroussaillage, pâturage)
- Limiter toute dégradation mécanique, physico-chimique, biologique et structurale des milieux particulièrement fragiles et à fort enjeu
- Améliorer la conservation des milieux dégradés
- Maintenir les milieux semi-arbustifs et les espèces associées

III.2.4 - ZSC Sources et tufs du Haut-Var (FR9301618)



N° du site	FR9301618
Statut	ZSC
Altitudes	217-800 m
Superficie	5 612 ha
Localisation	Var
Communes concernées	**En Provence Verte Verdon : Barjols ; Cotignac ; Fox-Amphoux ; Pontevès ; Tavernes ; Varages** Aups ; Salernes, Sillans la Cascade ; Tourtour ; Villecroze
Partenaires de la gestion	SMPPV (Animateur)

Occupation des sols



Présentation générale du site

Le site des sources et tufs du Haut-Var, se situe dans le haut bassin versant de l'Argens et concerne 8 affluents nord du fleuve varois ainsi que leurs bassins versants. L'ensemble de ces 8 cours d'eau est issu de sources karstiques dont la particularité, en contexte méditerranéen est de fournir une eau fraîche et particulièrement dure tout au long de l'année.

Intérêt européen

L'hydrologie des cours d'eau du site, liée à la géologie du site et aux conditions climatiques locales est à l'origine de la formation d'accumulations de tufs dont l'ampleur est parmi les plus importantes de France. Sur ce substrat rocheux très friable se développe une végétation particulière dominée par des bryophytes et un cortège faunistique très spécialisés, avec un fort taux d'endémisme (invertébrés aquatiques). Cet habitat considéré comme prioritaire par la directive européenne trouve ici l'une de ses plus importantes représentations, comparable aux gorges de la Siagne.

Ces cours d'eau permanents sont aussi facteurs du développement de nombreux autres habitats aquatiques et humides en raréfaction dans la zone méditerranéenne française. Les ripisylves entre autres, combinées à une bonne représentation de prairies permanentes revêtent un fort intérêt pour les chiroptères dont 9 espèces d'intérêt communautaires ont été inventoriées sur le site qui en comprend 22 espèces au total.

Parmi celles-ci une population remarquable de petit Rhinolophe se reproduit sur le site et le très rare Rhinolophe euryale fréquente le secteur sans que l'on ait à l'heure actuelle plus de précision sur sa répartition et l'utilisation du site.

Orientations de gestion durable

Extrait du DOCOB « Sources et tufs du Haut-Var »

Objectifs transversaux

- Maintenir une hydrologie la plus naturelle possible
- Lutter contre les sources de dégradation des eaux
- Maintenir les ripisylves et en améliorer la richesse biologique
- Conserver la surface forestière actuelle et en améliorer la biodiversité
- Maitriser les dégradations des habitats causés par la surfréquentation touristique
- Lutter contre le déversement ou l'implantation d'espèces exotiques envahissantes

Objectifs de conservation des habitats communautaires

- Protéger les habitats humides, leur hétérogénéité et leur biodiversité
- Conserver la naturalité des systèmes agro-pastoraux et améliorer leur biodiversité
- Restaurer les habitats à très fort enjeu dégradés

Objectifs de conservation des espèces communautaires

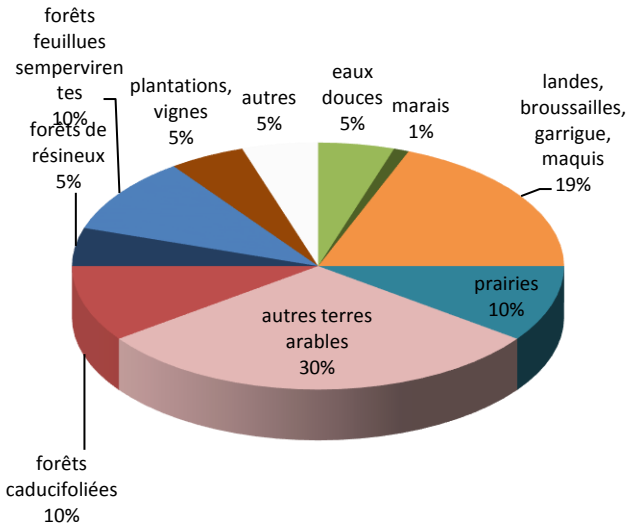
- Garantir la pérennité des gîtes à chiroptères connus
- Préserver le biotope des espèces piscicoles patrimoniales
- Renforcer la qualité d'accueil des zones d'alimentation des chiroptères
- Assurer les continuités piscicoles (hors obstacles naturels)
- Favoriser la reconquête des milieux par l'écrevisse à pattes blanches

III.2.5 - SIC Val d'Argens (FR9301626)



N° du site	FR9301626
Statut	SIC
Altitudes	3 – 360 m
Superficie	12246 ha
Localisation	Var
Communes concernées	**En Provence Verte Verdon : Carcès ; Chateauvert ; Correns ; Cotignac ; Entrecasteaux ; Montfort s/A. ; le Val.** les Arcs ; Cabasse ; le Cannet des Maures ; Lorgues ; le Muy ; la Motte ; Puget s/A. ; Roquebrune s/A. ; Salernes ; St Antonin du Var ; Taradeau ; le Thoronet ; Vidauban ;
Partenaires de la gestion	Conseil Général du Var (Opérateur)

Occupation des sols



Présentation générale du site

L'Argens est un fleuve côtier méditerranéen situé dans le centre du département du Var. Son bassin versant a une superficie de 2700 Km2, soit plus de la moitié de la surface totale du département. La vallée est orientée Ouest-Est, contrairement à de nombreux affluents de son bassin.
Sa source, une résurgence karstique, se situe à 270 mètres d'altitude, sur la commune de Seillons-Source- d'Argens, à l'Est du massif de la Sainte Victoire. Le fleuve se jette dans la Mer Méditerranée, dans le golf de Fréjus, après un parcours de 114 km

D'une superficie de 12 246 ha, le site Natura 2000 « Val d'Argens » concerne une partie de la vallée du fleuve, depuis la limite en amont de la commune de Châteauvert jusqu'à la limite communale de Fréjus (jusqu'à la mer, le reste du fleuve correspond à un autre site Natura 2000 FR9301627 « Embouchure de l'Argens »).
Le périmètre s'élargit par endroits et inclut également une partie de certains affluents (la Ribeirote, la Cassole, la Bresque, l'Issole, l'Aille et l'Endre), et s'étend au delà du lit majeur du cours d'eau sur certains secteurs en amont du site.

Intérêt européen

Le principal fleuve du Var draine un système karstique et présente un régime permanent, lent, avec des eaux froides. Ce fonctionnement contraste fortement avec les régimes torrentiels, qui caractérisent la plupart des rivières de la région méditerranéenne. Notamment, l'action des crues y est limitée et les systèmes pionniers peu représentés. A l'inverse, les ripisylves forment de belles forêts galeries diversifiées. Le bon état de conservation général de son bassin versant permet le développement d'une grande diversité d'habitats et de peuplements, caractérisés par la présence de nombreuses espèces floristiques et faunistiques remarquables. Le site comprend notamment de belles formations de tufs, habitat d'intérêt communautaire prioritaire (secteur du Vallon Sourn).

Le Val d'Argens présente un fort intérêt pour la préservation des chauves-souris. Diverses espèces sont présentes, dont certaines en effectifs importants. Le site accueille ainsi la colonie de reproduction la plus importante de France pour le Murin de Capaccini, ainsi que des colonies d'importance régionale pour le Minioptère de Schreibers et le Murin à oreilles échancrées.

Le territoire de la Provence Verte Verdon n'abrite que les écosystèmes de la partie calcaire du site Natura 2000. Dans le but d'améliorer la lisibilité du présent rapport, nous ne mentionnons ici que les habitats directement concernés par le SCoT Provence Verte Verdon, ainsi que l'ensemble des milieux aquatiques du site Natura 2000.

Orientations de gestion durable

Extrait du DOCOB du « Val d'Argens »

Objectifs transversaux prioritaires

- Préserver l'hydrosystème du fleuve et des affluents
- Maintenir et restaurer les continuums écologiques (trames vertes et bleues)

Objectifs prioritaires

- Conserver la dynamique naturelle des peuplements rivulaires
- Garantir un réseau de gîtes pour les populations de chauves-souris (conservation et restauration)
- Préserver la qualité des habitats de chasse autour des gîtes à chauves-souris

Objectifs secondaires

- Conserver les habitats de tufs et de travertins
- Restaurer et préserver les fonctionnalités des prairies humides
- Conserver les populations du Barbeau méridional
- Surveiller les espèces exotiques envahissantes susceptibles de menacer les habitats et les espèces d'intérêt communautaire

Objectifs tertiaires

- Maintenir une dynamique spontanée des milieux forestiers et de leurs fonctions écologiques
- Entretenir des milieux ouverts
- Améliorer les connaissances de certaines espèces à fort et très fort enjeu

III.2.6 - ZSC Basses Gorges du Verdon



Source : DOCOB

Description

Le site présente une mosaïque de milieux particulièrement intéressants : formations rupicoles de gorges encaissées, pelouses sèches, forêts mélangées de ravins (Ste-Maxime), etc. Autant de milieux qui autorisent la présence de colonies de chiroptères. Ce site abrite une des trois colonies mixtes de Provence : Petit Murin, Minioptère et Murin de Capaccini, ce qui traduit la préservation de la qualité des milieux naturels et l'importance des ressources alimentaires. Présence de colonies d'importance nationale à internationale, notamment pour le Murin de Capaccini (30 % de la population reproductrice nationale).

Habitats

Les habitats rencontrés sur le site sont principalement les suivants :

Classes d'habitats	Couverture
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	29 %
Forêts caducifoliées	25 %
Rochers intérieurs, Éboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	18 %
Pelouses sèches, Steppes	15 %
Forêts sempervirentes non résineuses	8 %
Forêts de résineux	5 %

Espèces

17 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire listées à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE du Conseil ont été relevées.

Vulnérabilité

La sur-fréquentation des falaises nuit aux chiroptères (dégradation de leurs lieux de reproduction et d'hibernation...). Les milieux ouverts sont sujets à l'embroussaillement.

III.2.7 - ZPS Sainte-Baume occidentale



Source : DOCOB

Description

Ce site Natura 2000 est situé sur la partie ouest du massif de la Sainte-Baume et correspond à des reliefs calcaires couverts principalement de forêts et garrigues.
Le site porte une responsabilité nationale pour la conservation de l'Aigle de Bonelli (2 couples nicheurs, soit environ 7 % de la population nationale). Le site accueille également une quinzaine d'autres espèces de la directive Oiseaux typiques des massifs calcaires de Provence (Circaète, Grand-duc d'Europe, Pipit rousseline, pies-grièches, fauvettes, etc.).

Habitats

Les habitats rencontrés sur le site sont principalement les suivants :

Classes d'habitats	Couverture
Forêts (en général)	40 %
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	40 %
Rochers intérieurs, Éboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	20 %
Pelouses sèches, Steppes	15 %

Espèces

La ZPS est fréquentée par 17 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire.

Vulnérabilité

Vulnérabilité
Le principal risque concerne les incendies de forêts du fait de la vaste couverture forestière du massif.
Le développement de loisirs de pleine nature peut également provoquer un dérangement, notamment des aires de nidification de rapaces.

III.2.8 - ZPS du Verdon



Source : DOCOB

Description

Situé dans la chaîne subalpine de haute Provence, le site est formé d'un important massif calcaire profondément entaillé par les eaux, ayant formé de profonds canyons.

La prédominance des milieux rupestres confère au site un caractère très attractif pour les grands rapaces, nichant le plus souvent dans les falaises et prospectant les vastes espaces alentour pour s'alimenter. Le Verdon constitue ainsi un site d'importance nationale à internationale pour la conservation des vautours :

- Vautour fauve : réintroduction entre 1999 à 2004. Durant cette période, 90 oiseaux ont été libérés. En 2007, environ 130 oiseaux sont présents, parmi lesquels au moins 30 couples. Les premières reproductions ont eu lieu dès le printemps 2002. Depuis la colonie continue de s'étendre géographiquement et de s'accroître numériquement (40-50 couples en 2014).

- Vautour percnoptère : était encore nicheur dans les basses gorges jusqu'en 1997. Depuis, ce site est irrégulièrement fréquenté. Dans le grand canyon, le Vautour percnoptère est réapparu suite au retour du Vautour fauve. Ce phénomène a été prouvé partout où le Vautour fauve a été réintroduit en France. Chaque année, le nombre d'individus contactés est inférieur à dix (entre 2 et 7 individus comptabilisés chaque année depuis 2000), mais la moyenne s'élève, ainsi que la durée de séjour sur le site. 1 couple observé en 2007 et une tentative de reproduction en 2008.

- Vautour moine : ce rapace bénéficie actuellement d'un plan national de restauration et le sud des Alpes est le théâtre d'une vaste opération de réintroduction débutée en juillet 2004 dans la Drôme (Baronnies). La deuxième étape de ce programme s'est déroulée en 2005 dans le Verdon, avec le lâcher de 7 individus entre 2005 et 2007. Entre 2005 et 2017, 31 oiseaux ont été relachés dans le Verdon. Première reproduction d'un couple en 2013, 157 ans après la dernière donnée historique.

Habitats

Les habitats rencontrés sur le site sont principalement les suivants :

Classes d'habitats	Couverture
Forêts caducifoliées	50 %
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	20 %
Forêts de résineux	10 %
Rochers intérieurs, Éboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	10 %
Pelouses sèches, Steppes	5 %
Autres terres arables	2 %
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	2 %
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	1%

Espèces

La ZPS est fréquentée par 35 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire.

Vulnérabilité

- Grands rapaces : risque avéré d'électrocution ou collision avec certaines lignes électriques moyenne et haute tension. Deux cas de mortalité (Vautour fauve) déjà observés dans le Verdon.
- Dérangement induit par la sur-fréquentation de certains secteurs sensibles, notamment liée au développement de divers sports de pleine nature (sports d'eau vive, escalade, base jump, etc).
- Aménagement et équipement de falaises (engrillagement, purge, bétonnage) pouvant ponctuellement menacer l'existence de certaines colonies d'oiseaux rupestres (Tichodrome, Crave, hirondelles, martinets, etc).

III.2.9 - ZPS Mont Caume



Description

Il s'agit d'un espace naturel situé à proximité de l'agglomération de Toulon. La végétation est dominée par des formations végétales rases et clairsemées. Le paysage minéral y est profondément marqué par l'érosion : falaises calcaires, éboulis, crêtes dénudées.
L'intérêt majeur du site est la présence d'un couple nicheur d'Aigle de Bonelli, espèce fortement menacée en France (environ 30 couples). Ce couple est le seul du département du Var et le Mont Caume constitue à ce jour la limite orientale de la population méditerranéenne française.
Outre l'Aigle de Bonelli, quelques autres oiseaux d'intérêt communautaire nichent dans le site.
Certaines espèces nichent hors du périmètre mais fréquentent le site pour s'alimenter : Circaète Jean-le-Blanc, Faucon pèlerin.

Habitats

Classes d'habitats	Couverture
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	40 %
Forêts sempervirentes non résineuses	40 %
Rochers intérieurs, Éboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	20 %

Espèces

Le site concerne 8 espèces d'oiseaux d'intérêts communautaires nichant principalement en falaises, dont des Circaètes-Jean-le-blanc ou l'aigle de Bonelli.

Vulnérabilité

- fermeture des milieux,
- dérangement des rapaces dans les falaises durant la nidification, par des activités humaines susceptibles de faire échouer la reproduction. Risque non négligeable du fait de la proximité de l'agglomération de Toulon.
- présence de lignes électriques induisant un risque de mortalité par collision pour l'Aigle de Bonelli (notamment pour les jeunes oiseaux peu expérimentés).

III.2.9 - Synthèse des enjeux « Natura 2000 » sur le territoire de la Provence Verte Verdon

Nous mettons en avant, au travers de tableaux, la présence quantifiée des habitats et espèces d'intérêt communautaires présents en Provence Verte Verdon et ayant motivé la désignation des sites Natura 2000 sur ce territoire.

NB : 4 des 9 sites présentées ne sont pas repris ici, eu égard à leur faible superficie sur le territoire de Provence Verte Verdon.

Habitats et espèces des sites Natura 2000 du Pays de la Provence Verte Verdon *

Habitats Natura 2000		FR9310067/ FR9301605	FR9301606	FR93016	FR9301618	FR9301626
		Sainte-Victoire	Sainte-Baume	Monts toulonnais	Sources et tufs du Haut-Var	Val d'Argens (partie calcaire)
Habitats aquatiques et humides						
3140	Herbiers à characées			X	0,1 ha	0,2 ha
3150	Lacs eutrophes	75 ha				88 ha
3260	Rivières permanentes méditerranéennes			16 kml	10 ha	X
3280	Saulaies pionnières arbustives				0,5 ha	
3290	Ruisseaux méditerranéens intermittents	5ha		5,9 kml		
7220*	Communauté des sources et suintements carbonatés	X	X	6 kml	1,3 ha	X
Habitats forestiers						
9180	Forêts de pente, éboulis, ravin du *Tilio-Acerion*			3 ha		
91B0	Frênaie thermophile			15 ha	17 ha	90 ha
91F0	Forêts mixtes riveraines des grands fleuves					256 ha
92A0	Forêts galeries à *Salix alba* et *Populus alba*	183 ha		74 ha	71 ha	430 ha
9340	Forêts sclérophylles méditerranéennes à *Quercus ilex*	9 816 ha		5 306 ha	1 200 ha	3 256 ha
9380	Chênaies à houx et taxaies méditerranéennes	515 ha	X	267 ha		
9540	Pinède méditerranéenne à pin maritime			244 ha	345 ha	173 ha
9580	Bois méditerranéens à If			19 ha		
Habitats agro-pastoraux						
4090	Landes oro-méditerranéennes endémique à genêts épineux	70 ha	X	11 ha	10 ha	
5110	Formations stables xérothermophiles à *Buxus sempervirens* de pentes	77 ha				

Habitats Natura 2000		FR9310067/ FR9301605	FR9301606	FR93016	FR9301618	FR9301626
		Sainte-Victoire	Sainte-Baume	Monts toulonnais	Sources et tufs du Haut-Var	Val d'Argens (partie calcaire)
5210	Matorrals arborescents à *Juniperus spp.*	881 ha		836 ha	5,5 ha	1 057 ha
6110	Pelouses calcaires karstiques ou rupicoles		X	40ha		20 ha
6210	Pelouses calcicoles	200 ha	X	157 ha	14 ha	6 ha
6220	Parcours substeppiques de graminées annuelles des *Thero-Brachypodietea*	1100 ha	X	199 ha	8 ha	29 ha
6420	Prairies humides méditerranéennes			0,2 ha	3 ha	26 ha
6430	Megaphorbiaies			0,6 ha	1 ha	11 ha
6510	Prairies de fauche semi-naturelles			25 ha	23 ha	
Habitats rocheux						
8130	Eboulis ouest-mediterranéens thermophiles	138 ha		618 ha		
8210	Végétation chasmophytiques des pentes rocheuses	31 ha		1 021 ha	20 ha	58 ha
8310	Grottes non exploitées par le tourisme	X		544	X	

*Surfaces des habitats sur chaque site Natura 2000 (parties hors communes de la Provence Verte Verdon inclues)

Espèces Natura 2000		FR9310067/ FR9301605	FR9301606	FR93016	FR9301618	FR9301626
		Sainte-Victoire	Sainte-Baume	Monts toulonnais	Sources et tufs du Haut-Var	Val d'Argens
Oiseaux (DOI)						
	Aigle de Bonelli (*Aquila fasciata*)	1 couple nicheur	2 couples nicheur	1 couple nicheur		Données non fournies par le DOCOB
	Aigle Royal (*Aquila chrysaetos*)	1 couple nicheur	Présence régulière			
	Autour des Palombes (*Accipiter gentilis*)	nicheur	nicheur			
	Circaète Jean-le-Blanc (*Circaetus gallicus*)	nicheur	nicheur	chasse		
	Faucon pèlerin (*Falco peregrinus*)			nicheur		
	Grand-Duc d'Europe (*Bubo bubo*)	nicheur	nicheur	Présent	Présent	
	Petit-duc Scops (*Otus scops*)	nicheur	nicheur			
	Traquet oreillard (*Oenanthe hispanica*)	nicheur	nicheur			
	Monticole bleu (*Monicola solitarius*)	nicheur	nicheur			
	Monticole de roche (*Monticola saxatilis*)	nicheur	nicheur			
	Martinet à ventre blanc (*Apus melba*)	x				
	Pipit rousseline (*Anthus campestris*)	nicheur	nicheur	1 couple nicheur		

Espèces Natura 2000		FR9310067/ FR9301605	FR9301606	FR93016	FR9301618	FR9301626
		Sainte-Victoire	Sainte-Baume	Monts toulonnais	Sources et tufs du Haut-Var	Val d'Argens
	Alouette lulu (*Lullula arborea*)	nicheur	nicheur	nicheur	nicheur	
	Engoulevent d'Europe (*Caprimulgus europaeus*)	nicheur	nicheur		nicheur	
	Fauvette orphée (*Sylvia hortensis*)	nicheur	nicheur			
	Fauvette pitchou (*Sylvia undata*)	nicheur	nicheur	nicheur	nicheur	
	Bruant ortolan (*Emberiza hortulana*)	nicheur	nicheur			
	Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*)	nicheur	nicheur		nicheur	
	Hirondelle rousseline (*Cecropis daurica*)	nicheur				
	Crave à bec rouge (*Pyrrhocorax pyrrhocorax*)	Hivernant	Hivernant	Hivernant		
Mammifères : carnivore (DH)						
1352	Loup gris (*Canis lupus*)			occasionnel		
Mammifères : chiroptères (DH)						
1307	Petit Murin (*Myotis blythi*)	Estive	Présence		Estive	Reproduction
1303	Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*)	Présence	Reproduction	Estive	Reproduction	Reproduction
1304	Grand Rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*)	Présence		Rare	Estive	Reproduction
1305	Rhinolophe euryale (*Rhinolophus euryale*)				Estive	
1308	Barbastelle d'Europe (*Barbastella barbastellus*)		Présence			Chasse
1310	Minioptère de Schreibers (*Miniopterus schreibersii*)	Estive	Présence	Estive	Chasse	Reproduction
1316	Murin de Capaccini (*Myotis capaccinii*)	Transit			Transit	Reproduction
1321	Vespertilion à oreilles échancrée (*Myotis emarginatus*)	Présence		Swarm	Chasse	Reproduction
1323	Murin de Bechstein (*Myotis Bechsteinii*)	Présence	Présence	Chasse	Chasse	Estive
1324	Grand murin (*Myotis myotis*)				Estive	
Invertébrés : insectes (DH)						
1041	Cordulie à corps fin (*Oxygastra curtisii*)					Présence
1044	Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*)	Assez commun			Présence	Présence
1065	Damier de la Succise (*Euphydryas aurinia*)	Abondant	Présence	Présence	Présence	
1074	Lainseuse du prunellier (*Eriogaster catax*)		Présence			
1078	Ecaille chinée (*Euplagia quadripunctaria*)	Rare	Présence	Présence	Présence	Probable

Espèces Natura 2000		FR9310067/ FR9301605	FR9301606	FR93016	FR9301618	FR9301626
		Sainte-Victoire	Sainte-Baume	Monts toulonnais	Sources et tufs du Haut-Var	Val d'Argens
1079	Taupin violacé (*Limoniscus violaceus*)		Présence			
1084	Barbot (*Osmoderma eremita*)		Présence	Non avérée		
1087	Rosalie des Alpes (*Rosalia alpina*)		Présence			
1088	Grand Capricorne (*Cerambyx cerdo*)	Assez rare	Présence	Présence	Présence	Probable
1083	Lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*)	Rare	Présence	Présence	Présence	Probable
Invertébrés : crustacés (DH)						
1092	Ecrevisses à pattes blanches (*Austropotamobius pallipes*)	Présence	Présence			
Reptiles						
1217	Tortue d'Hermann (*Testudo hermanni*)				Présence	Présence
1220	Cistude d'Europe (*Emys orbicularis*)				Présence	Présence
Poissons (DH)						
1131	Blageon (*Leuciscus souffia*)		Présence	Présence	Présence	
1138	Barbeau méridional (*Barbus meridionalis*)		Présence	Présence	Présence	

A l'échelle du territoire, le patrimoine d'intérêt communautaire présent sur les sites du réseau Natura 2000 est principalement celui visé par la directive « habitats ». **Il s'agit pour la grande majorité d'espèces à faible capacité de dispersion et de migration ce qui induit une très forte sensibilité aux impacts directs et localisés**. Notons ici que la prise en compte des zones d'intérêt écologiques remarquables par la trame verte et bleue (TVB) en tant que « cœur de nature » et les mesures qui y sont liées prémunissent les sites Natura 2000 et l'essentiel des habitats naturels communautaires de la plupart de ces impacts directs.

Nous traiterons d'une manière plus spécifique les espèces animales ayant entités biologiques fonctionnelles (EBF) plus vastes que ceux présents dans les sites Natura 2000 : les rapaces, les chiroptères, les reptiles et la faune piscicole.

Au-delà des impacts directs (destruction par artificialisation, pollution ou autres dégradations), certains habitats et populations d'espèces sédentaires sont soumis à un certain nombre de menaces induites. **Les principaux enjeux de conservation des milieux naturels remarquables sur le territoire de la Provence Verte Verdon sont liés à la qualité biologique des cours d'eau et des masses d'eau souterraines, à la « naturalité » des peuplements forestiers remarquables (forêts de Morières et de la Sainte-Baume) et à la subsistance d'habitats agro-pastoraux extensifs hérités du passé**.

Réseau d'échanges biologiques

Le caractère très boisé de la Provence Verte Verdon confère au territoire la particularité d'un réseau de corridors écologiques peu marqué. Les modélisations réalisées dans le cadre de la définition de la TVB démontrent que l'essentiel des échanges biologiques se fait d'une manière diffuse ou en « pas japonais ». La présence de très nombreux cours d'eau permanents, généralement associés à des forêts galeries bien conservées, marque une trame bleue relativement fournie.
Néanmoins, la définition de la TVB fait ressortir certains points de fragilité que le SCoT doit prendre en considération pour renforcer la qualité des échanges biologiques terrestres et aquatiques.
Intéressons-nous aux échanges aériens. Parmi la faune communautaire, nous choisissons comme indicateurs les espèces à grande capacité de dispersion (capable de nécessiter une large utilisation du territoire).

	Habitat de chasse (grand type)	Axes privilégiés de déplacement	Remarque sur le territoire de la Provence Verte Verdon	
Aigle de Bonelli	Milieux ouverts agropastoraux et agricoles extensifs	Reliefs	Les habitats de chasse des deux couples de l'ouest Sainte-Baume sont intégrés par le SCOT dans le cœur de Nature Sainte-Baume et Monts Auréliens ainsi que leurs zones d'extension. Le couple de Sainte Victoire vu l'étendue de son EBF utilise très certainement les milieux ouverts à semi-ouverts du nord-ouest du territoire (zones relais de la TVB). Des mesures de suivis et de protections spécifiques à l'habitat de cette espèce emblématique de la Provence sont déjà mise en place (Plan d'action national)	Les principaux risques liés aux infrastructures aériennes proviennent des lignes THT Boutre-Toulon et Toulon-Grasse et le maillage assez dense de ligne moyenne tension au sud-ouest du territoire sur lesquelles le SCoT n'intervient pas. Note : ERDF, à son initiative et en partenariat avec des associations de conservation de la nature prend en compte ces enjeux en aménageant ces lignes Les projets de parcs éoliens devront prendre en compte notamment ces espèces dans les études d'impacts.
Aigle Royal	Milieux ouverts à semi ouverts agropastoraux et agricoles extensifs	Reliefs	Comme le couple d'aigle de Bonelli, le couple de Sainte Victoire utilise très certainement les milieux ouverts à semi-ouverts du nord-ouest du territoire (zones relais de la TVB) Un ou plusieurs individus fréquente la Sainte-Baume où une prochaine installation est envisagée par les naturalistes locaux. Dans ce cas le territoire de chasse serait inclus dans la zone cœur de Nature de la TVB (Sainte-Baume et Monts Auréliens). D'autres individus plus sporadiques sont observés au nord du territoire mais concernent des individus probablement erratiques en provenance de la zone Verdon.	

	Habitat de chasse (grand type)	Axes privilégiés de déplacement	Remarque sur le territoire de la Provence Verte Verdon
Autour des Palombes	Forets, falaises	Néant (diffus)	L'habitat de l'Autour des palombes est relativement bien représenté sur le site. Plusieurs couples sont d'ailleurs notés en reproduction certaine dans les secteurs les plus prospectés par les naturalistes, bien que la population de la Provence Verte Verdon soit probablement sous-estimée à l'heure actuelle. Là encore, la TVB choisie par le SCoT semble très conservatrice pour cette espèce puisque les cœurs de nature sont pour la plupart de grands ensemble forestiers (Sainte-Baume, Bois de Pélenc, Val d'Argens etc.). Les projets de parcs éoliens devront prendre en compte notamment cette espèce dans les études d'impacts.
Circaète Jean-le-Blanc	Milieux ouverts agropastoraux et agricoles extensifs	Reliefs	Au vu de la densité des effectifs de Circaète Jean-le-blanc en Provence Verte Verdon il est probable que l'ensemble des milieux ouverts du territoire soient fréquentés pour la chasse de cette espèce. Toutes les actions préconisées par le SCoT visant au maintien de l'ouverture par l'agriculture et l'élevage seront profitables à l'espèce. Les cœurs de nature et leurs extensions offrent visiblement une densité suffisante de préservation de son habitat. Les projets de parcs éoliens devront prendre en compte notamment cette espèce dans les études d'impacts.
Faucon pèlerin	Rupestres, divers	-	Un seul couple se reproduit sur la Provence Verte Verdon, dans la Montagne de la Loube, bien que les falaises de la Sainte Baume, du Gros Bessillon ou des gorges du Vallon Sourn pourraient lui être favorable. Le classement de ces sites en « cœur de nature » par la TVB est encore une fois une bonne protection de ses sites de chasse. La fréquentation des milieux rupestres pour les activités de pleine nature doit être maitrisée afin de préserver des espaces favorables à la reproduction de cette espèce. Les projets de parcs éoliens devront prendre en compte notamment cette espèce dans les études d'impacts.
Engoulevent d'Europe	Garrigue ouverte dégradée	Néant (diffus)	Comme le Circaète Jean-le-Blanc, l'Engoulevent profite de la grande naturalité à l'échelle du territoire. Etant donnée l'étendue de sa répartition en Provence Verte Verdon, une grande part des garrigues et pinèdes claires du territoire lui est profitable.

	Habitat de chasse (grand type)	Axes privilégiés de déplacement	Remarque sur le territoire de la Provence Verte Verdon
Petit Rhinolophe	Mosaïque bocage, milieux humides et forêt. Milieux agricoles extensifs : friches, prairies permanentes, vignes enherbées, etc.	Linéaires boisés (ripisylves, haies, etc.)	Peu de données sur les chiroptères sont actuellement recueillies en dehors des zones Natura 2000, néanmoins la TVB en étendant dans la plupart des cas les cœurs de nature aux zones périphériques des sites et intégrant l'ensemble des grandes ripisylves de la Provence Verte Verdon renforce la préservation des zones « bastions » pour ces espèces sur le territoire. L'usage des réseaux souterrains dans les activités de loisirs est à encadrer. Les axes de transits saisonniers et de migrations locales seront néanmoins à étudier au cas par cas dans le cadre des évaluations d'incidences Natura 2000 en périphérie des sites où ces espèces sont connues. En effet l'échelle du SCoT ne permet pas une étude suffisante de ces axes de migration. Les projets de parcs éoliens devront prendre en compte les espèces de chiroptères dans les études d'impacts.
Rhinolophe euryale	Méconnu	Méconnus	
Minioptère de Schreibers	Milieux forestiers et agricoles arborés, zones urbaines et péri-urbaines	Linéaires boisés (ripisylves, haies, etc.)	
Murin de Capaccini	Cours d'eaux et milieux aquatiques	Ripisylves	
Murin à oreilles échancrées	Forêts (cœurs et lisières), bocages, milieux périurbains, ripisylves	Linéaires boisés (ripisylves, haies, etc.)	
Murin de Bechstein	Forêts (âgées)	Néant (diffus)	
Grand murin	Forêts pâturées, prairies	Linéaires boisés (ripisylves, haies, etc.)	
Petit murin	Prairies, pelouses	Linéaires boisés (ripisylves, haies, etc.)	

III.3 - EFFETS PREVISIBLES ET MESURES ASSOCIEES DES ORIENTATIONS DU SCOT

III.3.1 - Dispositions du DOO concernant les sites Natura 2000

Une des premières prescriptions forte du DOO est de décliner la trame verte et bleue dans les PLU, trame qui s'organise autour des cœurs de nature, ces derniers intégrant notamment l'ensemble des sites Natura 2000 du territoire Provence Verte Verdon.
Le DOO impose que le caractère naturel du cœur de nature soit conservé, soit en zone N pour les espaces boisés, soit en zone A pour les espaces ouverts et agricoles.
L'urbanisation y est limitée et conditionnée à des performances environnementales renforcées et à la prise en compte des capacités d'assainissement et de ressource en eau pour les communes intégrées dans ces cœurs de nature.

Concernant les cours d'eau, le DOO demande aux PLU de traduire la préservation des berges et des ripisylves associées, compte tenu de leur rôle majeur dans les continuités écologiques, en maintenant des couloirs non bâtis (recul des constructions), en évitant toute activité polluante directement en bordure des cours d'eau, par le maintien ou la création de zones enherbées ou boisées d'a minima 5 à 10 m limitant le transfert direct de polluants.
Sur les secteurs compris dans les « cœurs de nature » du SCoT, la ripisylve sera, a minima maintenue, voire élargie par des dispositions appropriées (exemple zone N, Nco, EBC…).

Globalement, la mise en œuvre du SCoT Provence Verte Verdon témoigne donc d'une plus-value vis-à-vis du réseau Natura 2000, en renforçant leur protection, notamment en y limitant fortement toute possibilité de constructibilité.

III.3.2 – Analyse « macro » des secteurs susceptibles d'être impactés en lien avec les sites Natura 2000

Rappel du chapitre II.1

Grâce à l'excellente connaissance du terrain des techniciens du Syndicat du SCoT Provence Verte Verdon et à l'aide d'un catalogue SIG présentant le potentiel foncier existant sur le territoire, il a été possible d'identifier un scénario « potentiel » de mise en œuvre du SCoT, avec des localisations hypothétiques pour les futures zones économiques, les futurs secteurs d'équipements et les futures zones d'extension et de densification de l'habitat.
La déclinaison de ce scénario via un logiciel SIG permet d'identifier les incidences potentielles, en valeur relative, de cette artificialisation hypothétique à venir sur le territoire, en lien avec les sites Natura 2000 concernés.
Le tableau suivant présente ces incidences (basée sur les recoupements surfaciques) par type de projet et pour chacune des deux directives (Habitat et Oiseaux) :

Sensibilités environnementales	Surface des sensibilités environnementales dans le périmètre du SCOT	SSEI POTENTIELS (ha)			TOTAL	% relatif au sensibilité
		ÉCONOMIE	ÉQUIPEMENT	HABITAT		
		363	544	435	1342	
NATURA 2000						
DO - Zones de protection spéciale	6576	0	22	0	22	**0,3%**
DH - Zones Spéciale de conservation	22009	25	22	2	49	**0,2%**

Vis-à-vis du réseau Natura 2000, **à l'échelle du SCoT**, aucun des périmètres Natura 2000 n'est susceptible d'être impacté de manière significative. En effet :

- Seulement 22 hectares sur les 6 576 classés en directive Oiseaux (soit 0,3 %) sont susceptibles d'être potentiellement impactés à la mise en œuvre du SCoT ;
- Seulement 49 hectares sur les 22 009 classés en directive Habitat (soit 0,2 %) sont susceptibles d'être potentiellement impactés à la mise en œuvre du SCoT ;

Les projets potentiels du SCoT sont donc globalement localisés hors des sites Natura 2000 du territoire. **A l'échelle du territoire, la mise en œuvre du SCoT ne devrait donc pas engendrer d'incidences négatives significatives sur le réseau Natura 2000.**

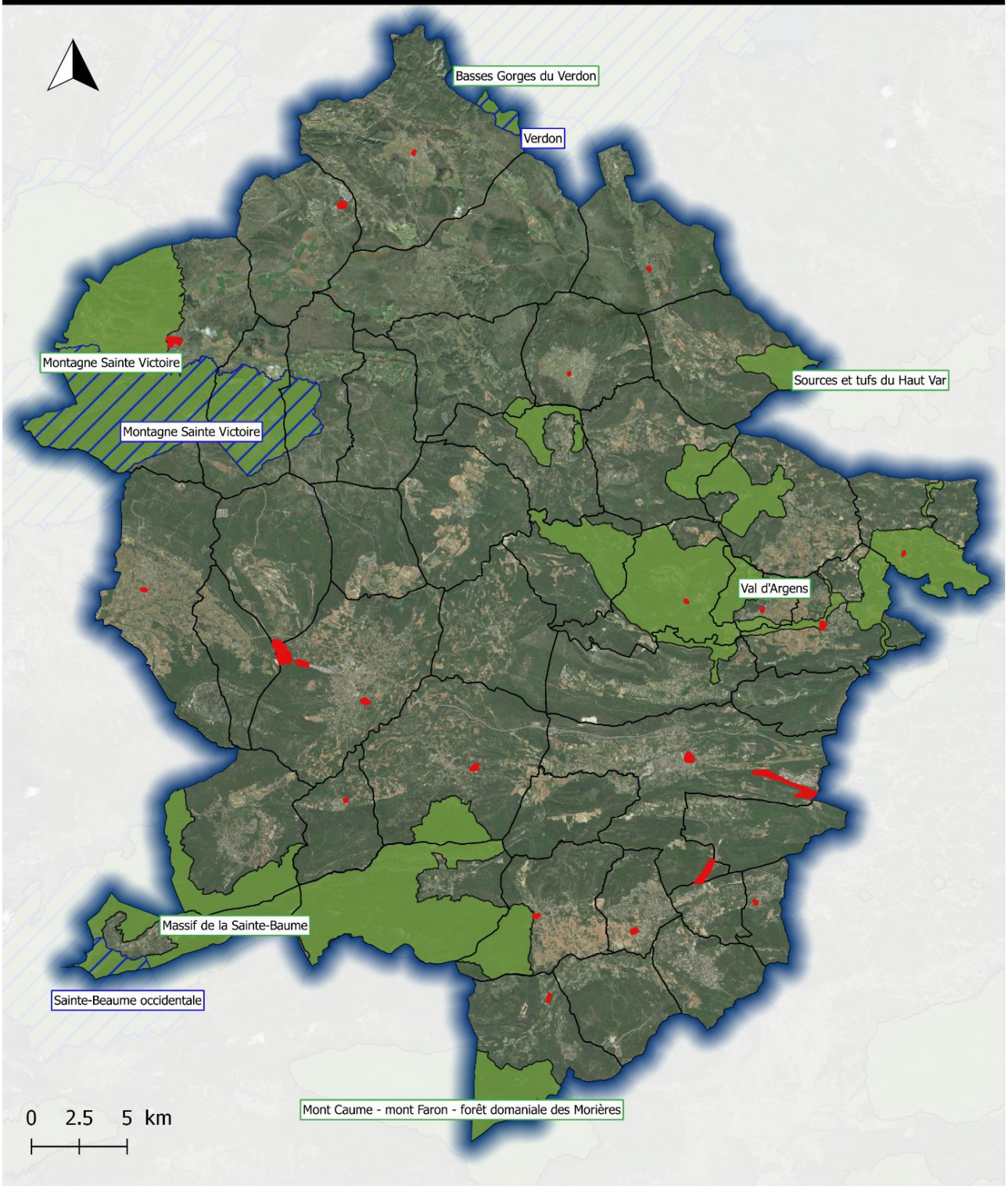
Toutefois, à l'échelle locale, ces projets sont susceptibles d'engendrer des incidences. Leur analyse est développée dans le chapitre suivant, selon une approche « micro ».

III.3.3 – Analyse « micro » des projets susceptibles d'avoir des incidences sur les sites Natura 2000

L'analyse des projets portés par le SCoT se base essentiellement sur les distances des projets par rapport au site Natura 2000 et par rapport à l'occupation du sol des projets. Des croisements SIG ont permis d'identifier les projets les plus sensibles correspondant aux projets situés sur ou à proximité immédiate de sites Natura 2000. Par la suite, les prospections terrains ont permis de porter une attention toute particulière vis-à-vis de ces zones et de leur occupation du sol (présence ou non d'habitats d'intérêt communautaire).

La carte et le tableau pages suivantes présentent l'analyse des incidences de chaque zone d'activités vis-à-vis des sites Natura 2000 présents sur le territoire du SCoT :

Localisation des projets portés par le SCoT et les sites Natura 2000



Limites communales

Secteurs de projets portés par le SCoT Provence Verte

Natura 2000 :

Zones de Protection Spéciale - Directive Oiseaux

Zones Spéciales de Conservation et Sites d'Intérêt Communautaire - Directive Habitats

Commune	Secteur	Surface	Occupation du sol (dominance)	Milieux naturels et agricoles	Distance au site Natura 2000 le plus proche (en mètres)	Site Natura 2000 concerné	Présence d'habitat d'intérêt communautaire
Brignoles	Nicopolis extension	57,60	Naturelle et agricole	Chênaie + garrigue + prairie de fauche en cours de fermeture + vignes	5 000	ZSC Val d'Argens	Non
	RD43	30,33	Naturelle et agricole	Chênaie + garrigue + prairie de fauche en cours de fermeture + jachère + friche	8 600	ZSC Massif de la Sainte-Baume	Non
	Vabre	13,30	Naturelle, agricole et artificialisée	Boisement + prairie de fauche dont certaines en cours de fermeture + friches	3 800	ZSC Val d'Argens	Non
Carcès	**Les praderies**	**7,19**	**Agricole**	**Vignes + sylviculture + ripisylve + prairie de fauche**	**Secteur situé sur un site Natura 2000**	**ZSC Val d'Argens**	**Oui – « Frênaies thermophiles à *Fraxinus angustifolia* (91B0) »**
Correns	ZA Correns	1,58	Agricole et artificialisée	Vignes, remblais, jachère	Secteur situé sur un site Natura 2000	ZSC Val d'Argens	Non
Entrecasteaux	**La chevalière**	**1,16**	**Naturelle**	**Chênaie de Chêne vert et pédonculé**	**Secteur situé sur un site Natura 2000**	**ZSC Val d'Argens**	**Oui - « Forêts de Quercus ilex et Quercus rotundifolia (9340) »**
Gareoult	Les cros	4,92	Agricole	Prairies de fauche + Terres arables autres que serres et rizières	5 200	ZSC Massif de la Sainte-Baume	Non
Ginasservis	Pied de la Chèvre	8,56	Naturelle	Garrigues, remblais	8 900	ZSC Montagne Sainte-Victoire	Non
La Roquebrussane	ZA La Roquebrussane	2,82	Agricole et naturelle	Prairies de fauche bocagères + friche + pinède avec prairie en sous-bois	Frontalière	ZSC Massif de la Sainte-Baume	Non
	ZC La Roquebrussane	0,65	Agricole et artificialisée	Zone rudérale + friche agricole en cours de fermeture	200	ZSC Massif de la Sainte-Baume	Non
Méounes-les-Montrieux	ZA Méounes	2,75	Agricole et artificialisée	Prairies de fauche + culture fourragère	1 360	ZSC Massif de la Sainte-Baume	Non
Montfort-sur-Argens	ZA Montfort	1,74	Agricole et naturelle	Prairies de fauche en cours de fermeture + friche + vigne + boisement	272	ZSC Val d'Argens	Non
Montmeyan	Les Bregous	1,57	Agricole	Arboriculture + oliveraies	6 400	ZSC Sources et tufs du Haut-Var	Non
Ollières et Saint-	Le PAMA	58,82	Naturelle	Forêts de feuillus + garrigues et maquis	8 300	ZSC Massif de la Sainte-Baume	Non

Maximim-la-Sainte-Baume							
Pourrières	ZA Pourrières	2,17	Agricole et artificialisée	Prairies de fauche + friche enherbée + friche rudérale + cours d'eau et roselière	4 540	ZSC et ZPS Montagne Sainte-Victoire	Non
Rians	Garragaï-Saint-Esprit	16,69	Agricole	Prairies de fauche dont certaines en cours de fermeture + culture fourragère + jachère + arbustive	Une partie sur site Natura 2000	ZSC Montagne Sainte-Victoire	Non
	Sainte-Catherine	4,7	Agricole	Cultures + jachères + vignes	Secteur situé sur un site Natura 2000	ZSC Sainte-Victoire	Non
Rougiers	ZA Rougiers	1,81	Agricole	Prairies de fauche en cours de fermeture + culture fourragère	3 000	ZSC Massif de la Sainte-Baume	Non
Saint-Julien	Saint-Pierre	0,81	Artificialisée et agricole	Pelouse + prairies de fauche	3 850	ZSC Basse gorges du Verdon + ZPS du Verdon	Non
Saint-Anastasie-sur-Issole	ZA les Négadisses	1,69	Agricole	Vignes	5 300	ZSC Marais de Gavoti – Lac de Bonne Cougne – Lac Redon	Non
Saint-Maximin-la-Sainte-Baume	Chemin d'Aix	10,27	Naturelle et agricole	Prairies de fauche + oliveraies + boisements + friches agricoles-garrigues	8 830	ZSC Massif de la Sainte-Baume	Non
	RDN7-l'Etendard	6,28	Naturelle et agricole	Prairies de fauche en cours de fermeture + boisements + friches rudérales + vignes	6 100	ZSC Massif de la Sainte-Baume	Non
Tavernes	Le Roucasset	0,99	Agricole	Prairie de fauche + vigne à l'abandon	1 540	ZSC Sources et tufs du Haut-Var	Non
Tourves	Les Ferrages	6,71	Agricole et naturelle	Prairies de fauche dont certaines en cours de fermeture + oliveraie + boisement + friche agricole + vignes	1 590	ZSC Massif de la Sainte-Baume	Non

En gras, les secteurs qui font l'objet d'un focus du fait de leur sensibilité vis-à-vis des sites Natura 2000.

On dénombre au total 6 secteurs stratégiques situés sur ou en bordure d'un site Natura 2000. Parmi ces 6 secteurs, seuls deux secteurs présentent potentiellement un habitat d'intérêt communautaire et font l'objet d'un zoom par la suite. Les 4 autres secteurs présentent des milieux agricoles en grande majorité et ne présentent pas d'habitat d'intérêt communautaire.
Concernant les 20 autres secteurs stratégiques, les distances à un site Natura 2000 varient entre 200 et 9 000 mètres. De plus, les prospections terrains ont permis d'identifier l'occupation du sol de chaque secteur et aucun d'entre eux ne présente d'habitat d'intérêt communautaire.

Ainsi, l'aménagement de ces secteurs (hors les deux focus) n'entraînera pas :

- De destruction ou de détérioration d'habitat (sites trop éloignés et occupation du sol d'intérêt non communautaire) ;
- De rejets polluants dans les milieux aquatiques ;
- De circulation supplémentaire au niveau des sites Natura 2000 (sites trop éloignés) ;
- De poussière, vibrations, pollutions, bruits, susceptibles d'impacter l'un des sites (sites trop éloignés).

Ainsi, la distance éloignée et l'occupation du sol de ces secteurs permettent d'exclure toute incidence significative sur les habitats d'intérêt communautaire des différents sites Natura 2000 et ne remettront pas en cause leur état de conservation.

Concernant les espèces d'intérêt communautaire, certains secteurs stratégiques présentent plusieurs habitats favorables aux espèces ayant justifié de la mise en place des sites Natura 2000. Les milieux naturels les plus fonctionnels comme les garrigues, les prairies bocagères, les boisements, les cours d'eau et les ripisylves offrent des secteurs fonctionnels potentiels de reproduction, de chasse et d'alimentation pour ces espèces.
L'urbanisation des habitats favorables à ces espèces entraînera un impact potentiel sur leur domaine vital et notamment pour les espèces ayant de vastes domaines vitaux comme les oiseaux et plus précisément les rapaces qui verront leur secteur de chasse se réduire potentiellement. Cette urbanisation induira également un dérangement potentiel induit par les activités anthropiques (pollution lumineuse et sonore notamment) vis-à-vis des espèces faunistiques s'abritant au sein des différents milieux naturels.
Cependant, les secteurs stratégiques sont entourés de milieux similaires, favorables à la chasse et à la reproduction de ces espèces. De plus, les secteurs stratégiques présentent également des parcelles à la sensibilité écologique faible (espaces cultivés, artificialisés, entretenus). **L'artificialisation de ces sols n'entraînera donc pas d'incidence significative directe vis-à-vis des espèces ayant justifié de la désignation de ce site au réseau Natura 2000 car les secteurs favorables aux espèces sont nombreux sur le territoire et l'urbanisation des secteurs stratégiques fonctionnels d'un point de vue écologique ne remettra pas en cause l'état de conservation de ces habitats fonctionnels et des espèces d'intérêt communautaire.**
Il est néanmoins recommandé de développer l'urbanisation au niveau des parcelles présentant une sensibilité écologique faible ou moyenne afin de limiter au maximum l'impact sur l'espace vital de ces espèces. Des mesures ERC plus précises sont proposées par la suite et concernent notamment la phase de travaux et la préservation de la fonctionnalité écologique du milieu.

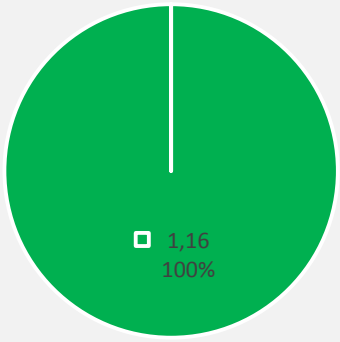
Focus sur la ZAE de la Chevalière à Entrecasteaux

La ZAE de la Chevalière est située dans le périmètre du site Natura 2000 FR9301626 « Val d'Argens ». Le projet d'extension est prévu sur l'habitat d'intérêt communautaire **« Forêts de Quercus ilex et Quercus rotundifolia (9340) ».** C'est pourquoi une analyse plus fine de ce site d'extension est proposée dans ce focus.

<table>
<tr><th>Secteur stratégique</th><th>Surface (ha)</th><th>Sensibilité écologique pressentie</th><th>Trame Verte et Bleue</th><th>Eléments à préserver</th><th>Caractère humide</th><th>Contexte/Incidences potentielles</th><th>Mesures ERC</th></tr>
<tr><td rowspan="5">La Chevalière</td><td rowspan="2">1,16</td><td rowspan="2">++++

Situé sur la ZSC Val d'Argens</td><td rowspan="2">- Cœur de nature

- Zones relais boisée</td><td rowspan="2">La totalité du boisement</td><td rowspan="2">Non (critère floristique)</td><td>Consommation d'espace :
Consommation potentiellement de 1,2 ha de boisement.</td><td rowspan="5">▪ Se référer aux mesures ERC à la suite du tableau</td></tr>
<tr><td>Biodiversité & Fonctionnalités écologiques :
Destruction potentielle d'une partie d'un boisement fonctionnel.
Ce boisement correspond potentiellement à un habitat d'intérêt communautaire, à savoir « Forêts de Quercus ilex et Quercus rotundifolia (9340) ».

Dégradation potentielle des continuités écologiques du secteur pour la sous-trame boisée.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Quelques vues du secteur :</td><td>Paysage :
Ce secteur est concerné par un paysage naturel boisé en bordure de route.
Destruction potentielle du paysage naturel du secteur et impact du paysage naturel à proximité.</td></tr>
<tr><td colspan="5"> 

Chênaie de Chêne vert et de Chêne pédonculé</td><td>Risques :
Risque potentiel d'incendie du fait de son occupation du sol boisé.
Exposition de personnes et de biens supplémentaires à un éventuel risque incendie</td></tr>
</table>

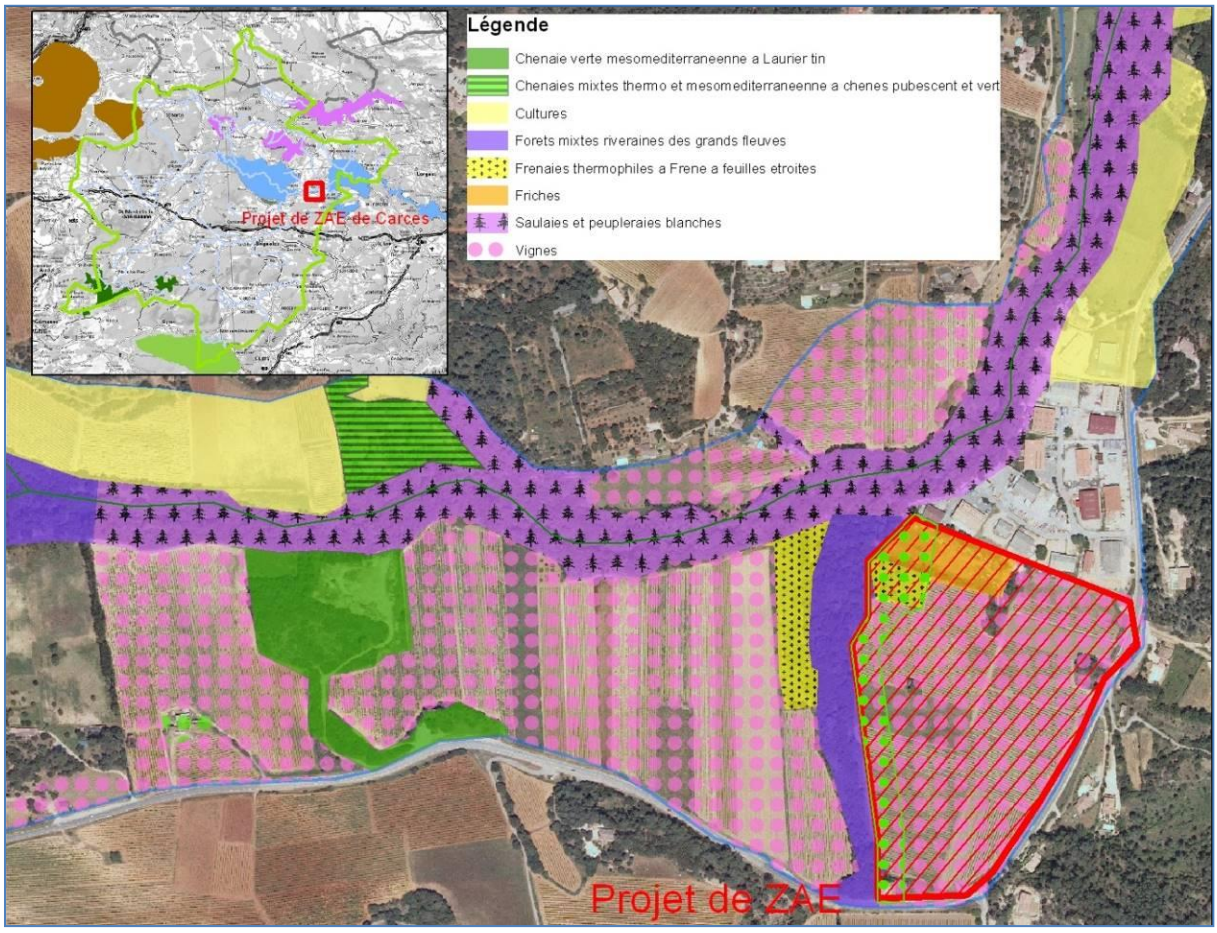


Ce secteur correspond à une Chênaie dominée par le Chêne vert. On retrouve également du Chêne pédonculé. Ce secteur correspond ainsi potentiellement à un habitat d'intérêt communautaire : « Forêts à *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia* (9340) ». L'urbanisation de ce secteur impactera la fonctionnalité et les continuités écologiques de ce secteur. Néanmoins, l'habitat d'intérêt communautaire « Forêts à *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia* (9340) » représente environ 3 506 hectares sur la ZSC Val d'Argens, soit environ 29% du site Natura 2000. De plus, cet habitat est un milieu bien représenté en Provence. Le site de la zone d'activités de la Chevalière (1,16 hectare) représente ainsi 0,03% de l'habitat d'intérêt communautaire présente sur la ZSC. **Donc à l'échelle du SCoT et du site Natura 2000, Le projet de zone d'activités de la Chevalière n'entrainera pas d'incidence significative susceptible de remettre en cause l'état de conservation de cet habitat d'intérêt communautaire. Concernant les espèces d'intérêt communautaire, le secteur en abrite potentiellement. Des mesures sont proposées par la suite afin d'éviter, voire réduire le cas échéant les impacts sur ces espèces.**

Néanmoins, cet habitat est un milieu très fonctionnel d'un point de vue écologique. Il est situé à proximité de la Bresque et abrite de nombreuses espèces. Cette chênaie est accompagnée de Pins, d'Asperges sauvages, de Cistes, de Lierres, de Salsepareille, de ronce, de Genêt d'Espagne, etc… De nombreuses espèces faunistiques utilisent ce secteur comme zone de repos, de reproduction, de chasse. Parmi les espèces contactées, on note la présence de Mésange charbonnière, de Pinson des arbres, de Geai des chênes, de Pipit des arbres, de Fauvette mélanocéphale, etc… De plus, on note sur ce secteur, une litière épaisse, la présence de bois morts et de roche apparente. Ces éléments naturels sont potentiellement favorables à des espèces de reptiles, d'insectes saproxylophages, d'insectes, de chiroptères, etc… La présence d'espèce d'intérêt communautaire est donc très forte. Par ailleurs, ce secteur correspond à un cœur de nature et à une zone relais boisée fonctionnelle et est en lien avec les milieux naturels voisins, notamment les boisements, la Bresque et sa forêt alluviale. L'aménagement de ce secteur impacterait ainsi la fonctionnalité et les continuités écologiques de ce boisement et pourrait potentiellement remettre en cause l'état de conservation de certaines espèces d'intérêt communautaire. De ce fait, à l'échelle du PLU et du projet, cette zone d'activités induit des incidences significatives sur l'environnement. Des mesures ERC sont proposées par la suite afin qu'elles soient intégrées lors de la mise en place du projet et/ou du PLU dans le but d'éviter voire réduire ces incidences.

Focus sur la ZAE des Praderies à Carcès

La ZAE des Praderies est située dans le périmètre du site Natura 2000 FR9301626 « Val d'Argens ». Un projet d'extension est prévu lui aussi dans le périmètre Natura 2000. C'est pourquoi une analyse plus fine de ce site d'extension a été menée dans le cadre de l'élaboration du SCoT.



Incidences directes prévisibles	0,23 ha de Frênaie thermophiles à frêne à feuilles étroites, habitat d'intérêt communautaire n°91B0, sont directement menacés par ce projet. Cet habitat représente un **enjeu très fort** pour le site Natura 2000.
Incidences induites prévisibles	1,89 ha de forêt mixte riveraine des grands fleuves, habitat d'intérêt communautaire n°91F0, sont menacés indirectement par le projet. Cet habitat représente un **enjeu très fort** pour le site Natura 2000. D'autre part, il est en liaison écologique directe avec le fleuve Argens qui constitue un habitat de chasse et de transit pour certaines espèces de chauves-souris, principalement pour le Murin de Capaccini, *Myotis capaccinii*, espèce qui présente aussi un **enjeu très fort** de conservation sur le site Natura 2000.
Incidences cumulatives prévisibles	Le secteur de développement de cette ZAE se situe dans une partie fragilisée de la trame verte et bleue. Bien que la majeure partie de la zone d'extension se situe sur des terres viticoles elle contribue à l'urbanisation du secteur, à l'augmentation des risques de pollution des eaux, l'augmentation des risques d'imperméabilisation des sols et des risques de pollution lumineuse. Par là-même elle renforce potentiellement la fragilisation de la trame écologique.

Synthèse des enjeux	Trois éléments du patrimoine naturel d'intérêt communautaires à très fort enjeu de conservation pour le site Natura 2000 du Val d'Argens (FR9301626) sont directement ou indirectement concernés par le projet d'extension de la ZAE des Praderies. Les menaces sont essentiellement liées : • aux risques de modification de la qualité biologique des eaux de l'Argens : objectif de conservation OT1 du DOCOB • à l'altération de la qualité biologique des ripisylves du secteur, par rapprochement des zones urbaines et par les éclairages induits en période d'activité des chiroptères : objectifs de conservation OT2, OC3 et OC7 du DOCOB
Préconisation du SCoT	Afin de limiter la majeure partie des incidences liées à ce projet, il conviendrait : • d'exclure dans sa totalité l'habitat d'intérêt communautaire 91B0 (frênaie thermophile). • d'effectuer une zone de retrait du secteur à urbaniser d'une largeur minimale de 30 mètres (hauteur de houppier moyenne) par rapport à l'aplomb des derniers houppiers de la ripisylve (cf. zonage ponctué de vert sur l'image), et de laisser la zone ainsi dégagée dans une dynamique de végétation naturelle jusqu'à 3m de la zone urbanisée. Soit une réduction d'environ 1,5 ha sur les 8,5 ha prévus. Cette surface participera à l'espace tampon entre le cours d'eau et la zone urbanisée en prévision des risques incendie. • de limiter au maximum les éclairages publics et privés, en nombre, intensité et durée d'éclairage ; d'éviter les éclairages dans la direction de la ripisylve et du corridor transversal à l'Argens préservé, de prévoir une extinction nocturne des enseignes publicitaires • de collecter et traiter les eaux de ruissellement en surface Afin de suivre les effets potentiels de l'extension de cette ZAE sur la qualité biologique du site Natura 2000 du Val d'Argens, il est proposé : • de préciser l'état de conservation des habitats 91B0 et 91F0 en périphérie directe de la zone concernée qui constituera un état 0 pour un suivi biologique de ces milieux naturels ; • de réaliser un suivi d'abondance de la fréquentation du secteur de ripisylve, du corridor et des terrains agricoles impactés par les chiroptères et plus spécifiquement par le Murin de Capaccini (*Myotis capaccinii*) avant réalisation de la ZAE et post-réalisation ; • et de mettre en œuvre d'éventuelles mesures correctives que ces suivis pourraient déceler.

III.3.4 – Notion de secteurs agricolables & Sites Natura 2000

Le SCoT prévoit de compenser l'éventuelle perte de milieux agricoles au sein des projets en permettant de reconquérir des espaces à vocations agricoles sur des milieux naturels du territoire Provence Verte Verdon : on définit ces espaces comme « agricolables ».

Un croisement SIG a permis de mettre en évidence ces espaces agricolables, qui correspondent aux espaces hors de l'enveloppe bâtie et qui répondent aux critères cumulatifs suivants :

- Non bâtis,
- ET non cultivés ou en friche depuis plus de 20 ans,
- ET présentant un potentiel agricole comme une faible pente, un potentiel exploitable ou irrigable, autrefois cultivés, à la pédologie favorable, aux essences forestières favorables à l'arboriculture.

Au total, 12 806 hectares de milieux naturels peuvent potentiellement correspondre à des secteurs agricolables. Ces espaces « agricolables » présentent différents niveaux de sensibilités environnementales (cf. tableau ci-dessous) :

ZONES AGRICOLABLES	
Incidences environnementales potentielles	Surface concernée (ha)
Sans impact	8 034
Impactant les cœurs et les extensions de cœurs de nature (TVB)	2 002
Impactant les périmètres de protection réglementaire et N2000	2769

Il en ressort que la majorité des espaces agricolables (63 %) peuvent bénéficier d'une « reconquête agricole » sans impacter aucun périmètre de sensibilité écologique et/ou paysagère.
De plus, l'analyse des secteurs susceptibles d'être impactés a démontré que l'ensemble des projets susceptibles d'être mis en œuvre avec l'application du SCoT ne devrait potentiellement impacter « que » 314 hectares d'espaces agricoles.
Il s'agirait donc de compenser, « au maximum », ces 314 hectares.

MESURE D'EVITEMENT : l'évaluation environnementale recommande de compenser l'éventuelle artificialisation des espaces agricoles dans des espaces agricolables qui ne sont concernés par aucun périmètre de sensibilité écologique (notamment Natura 2000) et/ou paysagère.
Ainsi, les compensations éventuelles de consommation d'espaces agricoles devront se limiter aux 8 034 hectares d'espaces agricolables « sans impact » (ces 8 034 hectares représentant plus de 25 fois le besoin éventuel de compensation des espaces agricoles potentiellement consommés à la suite de la mise en œuvre du SCoT).

Sous réserve du respect de cette mesure d'évitement, la compensation agricole prévue n'est pas susceptible d'engendrer des incidences significatives négatives sur l'état de conservation des habitats et/ou des espèces ayant entrainé la désignation des sites Natura 2000 de Provence Verte Verdon.

III.3.5 – Mesures d'évitement et de réduction pour les habitats et les espèces d'intérêt communautaire

Les mesures suivantes sont similaires aux mesures ERC générales proposées pour l'ensemble des secteurs stratégiques. Elles sont néanmoins adaptées aux habitats et aux espèces d'intérêt communautaire.

Mesures concernant les travaux :

L'évaluation environnementale recommande fortement que le démarrage des travaux se fasse en dehors des périodes de reproduction des espèces d'intérêt communautaire autrement dit pas au printemps ni en été.

L'évaluation environnementale recommande que les travaux de remblais et de déblais débutent avant le début de la saison de reproduction des espèces afin de ne pas détruire d'espèces nichant ou se reproduisant au sol.

L'évaluation environnementale préconise que tout dépôt de matériel (terre, sable, etc.) nécessaire à la réalisation des aménagements soit bâché afin de limiter au maximum les pollutions atmosphériques qui seront générées lors de la phase de chantier (effet temporaire) tant pour les habitants que pour les milieux naturels alentour.

L'évaluation environnementale préconise que l'ensemble des mesures destinées à éviter toute pollution accidentelle des milieux lors des travaux soient prises.

De manière générale, l'évaluation environnementale préconise que :

- Des matériaux locaux soient utilisés autant que possible pour éviter l'apport et la dissémination de plantes exotiques envahissantes. Les engins seront contrôlés et nettoyés si nécessaire avant de pénétrer dans le périmètre des travaux. La terre éventuellement importée devra provenir d'une zone indemne de plantes exotiques envahissantes et contrôlées au préalable ;
- Les véhicules et engins de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent ou qu'ils soient équipés de kits de dépollution en cas de fuite de carburant, huile ou autres matériaux ;
- Les accès au chantier et aux zones de stockage seront interdits au public ;
- Les eaux usées de la base-vie (s'il y en a une) seront traitées ;
- Une collecte sélective des déchets, avec poubelles et conteneurs, sera mise en place.

De plus l'évaluation environnementale préconise que tout dépôt soit installé en dehors de la zone de chantier et éloigné de tout habitat naturel d'intérêt communautaire, habitat d'espèce d'intérêt communautaire ou de lieux abritant des espèces d'intérêt communautaire.

L'évaluation environnementale préconise que l'emprise du chantier soit réduite au maximum et clairement délimitée afin de limiter les impacts sur les habitats naturels et les habitats d'espèces. Pour ce faire, l'évaluation environnementale préconise la mise en défens des espaces à préserver par un ingénieur écologue en amont des travaux afin d'éviter que les engins de chantiers et les ouvriers ne circulent sur les zones devant être préservées. Cette mesure devra être mise en place avant le démarrage des travaux et maintenue durant toute la phase de travaux.

De plus, l'évaluation environnementale préconise que les installations de chantiers, la base de vie, etc. soient installées en dehors des secteurs et de préférence (si possible) à plus de 100 mètres de distance des secteurs ayant été jugés sensibles par le ou les écologue(s). De même, les zones de stockage

devront être réalisées sur des aires spécifiques, confinées, éloignées de ces milieux sensibles afin d'éviter les apports de poussières ou d'eaux de ruissellement.

En plus de cela, l'évaluation environnementale préconise qu'un système de barrières semi-perméables soit mis en place afin de limiter au maximum l'accès au chantier aux animaux tout en permettant à ceux situés au sein de la zone de travaux d'en sortir.
Cette barrière devra être constituée de matériau suffisamment résistant, posée sur des piquets, d'une largeur de 50 cm, être enterrée sur 10 cm au minimum et être inclinée à 40°-45° maximum, pour permettre le franchissement uniquement vers la zone extérieure à l'emprise des travaux. Les piquets devront être placés du côté de la zone des travaux afin d'éviter que certains individus réussissent à pénétrer dans la zone des travaux en grimpant le long des piquets.

Afin de réduire le risque de destruction d'individus, le déboisement et défrichement devront se faire en deux étapes décalées dans le temps :

- Identification au préalable (de préférence un an avant le début des travaux) d'arbres à cavités susceptibles d'abriter des chauves-souris ou oiseaux arboricoles ou encore des insectes saproxyliques. Ces arbres devront être au maximum préservés et une marge de recul d'*a minima* 10 mètres (idéalement de 100 mètres s'il s'agit d'arbres abritant des insectes saproxyliques) devra être mise en place afin de minimiser le dérangement et les impacts induits par les travaux (mesures d'évitement). Dans le cas où ces derniers ne peuvent pas être préservés, ils devront être abattus en dehors des périodes d'hibernation et de reproduction de ces espèces, soit en septembre-octobre (mesures de réduction) ;
- Débroussaillage de la strate arbustive (sous-bois) et des secteurs buissonnants suivi de l'export immédiat des coupes au sol hors du site afin d'éviter d'une part que les animaux n'y trouvent refuge et ne s'y installent et d'autre part pour rendre le milieu moins attractif (mesures de réduction) ;
- Abattage et débardage des arbres avec des engins plus lourds après une semaine calendaire (mesures de réduction).

Mesures concernant le fauchage :

En vue de la phase de chantier, l'évaluation environnementale préconise la réalisation d'une fauche tardive pour les prairies vouées à accueillir des projets ce qui permettra une dernière fois aux espèces présentes sur site de se reproduire sans incidences. Lors de la fauche (si elle n'est pas tardive), laisser en place, d'avril à août, une bande non fauchée de 5 à 6 mètres de préférence le long des éléments fixes (haies, fossé, talus…). Cette bande permettra à la faune de s'y réfugier et à la flore de fructifier. Elle pourra être fauchée à partir de fin août (fauchage tardif).

Toujours concernant la fauche, l'évaluation environnementale préconise de faucher du centre de la parcelle concernée vers la périphérie afin de permettre à la faune de fuir et de ne pas être broyée en leur permettant de rejoindre une zone refuge (fauche dite "sympa").

De même L'évaluation environnementale préconise de prévoir et de garder des zones de refuges fermées au pâturage (en ce qui concerne les prairies pâturées) de mi-avril à fin juillet afin de fournir des habitats de tranquillité à la faune et à la flore. Fin juillet, ces zones peuvent être de nouveau

rendues accessibles au pâturage. Les localisations à privilégier concernent les bordures de prairies, chemins, haies, fossés, cours d'eau, mares, etc.

De plus, l'évaluation environnementale préconise de créer (lorsqu'inexistant) des zones tampons autour des prairies (1 à 1,50 mètre le long des haies, fossés, etc.), d'un point de vue écologique, pour permettre le développement d'un ourlet de végétation et créer ainsi une zone refuge pour la faune et la flore.

Afin de réduire les incidences vis-à-vis des différentes espèces de chiroptères fréquentant les différents secteurs, l'évaluation environnementale préconise qu'aucun éclairage nocturne ne soit mis en place pendant la phase travaux ainsi qu'en dehors de la phase de travaux. Si des travaux de nuit s'avèrent nécessaires, des mesures seront prises conformément aux conseils d'un écologue. Les niveaux d'éclairage nocturne seront basés sur le minimum du respect de la réglementation en termes de sécurité des personnes.
Pour ce faire, il faudra :
- Éviter toute diffusion de lumière vers le ciel : munir toutes les sources lumineuses de systèmes réflecteurs renvoyant la lumière vers le bas ;
- Utiliser des lampes peu polluantes (exclure les lampes à vapeur de mercure ou à iodure métallique) ;
- Ajuster la puissance des lampes et donc l'intensité lumineuse aux besoins, dans le temps et dans l'espace ;
- Utiliser des systèmes de déclenchement et d'arrêt automatiques pour n'éclairer que lorsque nécessaire.

Une fois la phase de travaux finie, l'évaluation environnementale exige que la réglementation française en termes d'éclairage nocturne soit strictement respectée.

Ces mesures devront être réalisées durant toute la phase de travaux et un contrôle sera effectué par un écologue indépendant tout au long de la phase travaux.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux chiroptères :
En ce qui concerne les chiroptères, de la diversité d'espèces potentiellement présentes et des nombreux milieux tant naturels qu'agricoles qu'elles fréquentent que ce soit pour la chasse, la reproduction, les gîtes hivernaux, estivaux ou encore de transit, l'évaluation environnementale recommande :
- Qu'aucun éclairage nocturne ne soit mis en place durant la phase travaux et post-chantier (installations pérennes) ;
- Que les travaux ne s'effectuent que de jour et qu'ils prennent fin, de préférence, 30 minutes avant le coucher du soleil et après le lever du soleil, ce afin d'éviter de venir déranger les différentes espèces de chiroptères qui généralement rentrent et sortent de leur gîte en fonction du soleil ;

Du fait de l'utilisation du réseau forestier par certaines espèces de chiroptères tel que le Petit Rhinolophe que ce soit pour chasser ou encore se déplacer et de leur sensibilité, dans ce cas-là, vis-à-vis des trouées qui s'avèrent fragmentantes à leur déplacement lorsqu'elles sont importantes, l'évaluation environnementale recommande fortement que l'abattage et/ou l'élagage de différents individus d'arbres n'entraînent pas la formation de trouées dans les formations forestières de plus de 5 mètres de diamètre.

Enfin les travaux devront être réalisés en dehors des périodes de reproduction des différentes espèces de chiroptères (swarming) et d'hibernage et donc de préférence lorsque la majorité des espèces ne sont pas présentes sur le site afin que les vibrations et nuisances sonores ne viennent pas les déranger dans leur sommeil.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux coléoptères saproxyliques :
L'évaluation environnementale préconise que, lorsque l'ensemble des individus ayant vocation à être abattus aura été identifié, le passage d'un entomologiste afin de vérifier de l'absence ou de la présence d'insectes saproxyliques (comme le Grand capricorne & Lucane cerf-volant) au niveau des racines et des troncs de ces individus et le cas échéant d'éviter leur abattage.

De plus, en amont de la phase de débroussaillage et d'abattage d'arbres et arbustes, l'évaluation environnementale préconise d'éviter l'élagage et l'abattage d'individus présentant un diamètre supérieur à 30 cm à partir de 1,20 mètre de haut par rapport au niveau du sol notamment pour les espèces suivantes : Chêne vert, Chêne pubescent, Érable et Frêne (dont le Frêne oxyphylle). Pour ces individus, un élagage en têtard à plus de 1,50 mètre par rapport au niveau du sol est également envisageable.

De manière générale, les arbres comportant des cavités, des traces de fissures, un décollement d'écorce, du terreau dans les cavités, etc. ; devront être évités dans la mesure du possible.

De plus, l'évaluation environnementale préconise d'éviter tout déplacement de bois morts ou en décomposition et d'éviter l'abattage d'arbres sénescents s'ils s'avèrent concernés par le chantier.

Dans le cas où la présence serait avérée, l'évaluation environnementale demande d'éviter l'abattage des arbres occupés et de mettre en place des marges de recul d'environ 100 mètres de part et d'autre de ces arbres afin d'éviter toute incidence significative : ces espèces (notamment le Pique-Prune et le Grand-Capricorne) ayant de faibles capacités de dispersion (la majorité des déplacements ne dépassant pas quelques dizaines de mètres).

Dans le cas où l'abattage ne pourrait être évité, l'évaluation environnementale préconise qu'il le soit uniquement en dehors de la présence d'espèces protégées et en suivant les conseils d'un écologue.

De plus l'évaluation environnementale préconise un balisage (rubalise) ou piquetage afin d'identifier précisément l'emprise du chantier et ainsi protéger les arbres et arbustes ayant vocation à être protégés.

Mesures d'évitement spécifiques aux reptiles :
L'évaluation environnementale préconise de mettre l'année précédant les travaux, des murets de pierres sèches et/ou gabions en périphérie des secteurs susceptibles d'être impactés comportant des milieux boisés et/ou rocheux afin d'y attirer les populations présentes *in situ* et ainsi réduire l'impact potentiel de l'aménagement de ces sites sur ces populations.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux milieux aquatiques et humides :
L'évaluation environnementale préconise qu'aucune zone humide naturelle et/ou artificielle ne soit impactée par un quelconque projet. L'évaluation environnementale rappelle que les zones humides sont protégées par l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement et que la destruction de telles zones

est soumise à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau, que ces demandes doivent proposer des mesures correctives voire compensatoires efficientes, si et seulement si l'incidence ne peut être évitée. L'évaluation environnementale rappelle également que les décisions administratives doivent être compatibles avec les documents de planification de la gestion de l'eau (SDAGE ; SAGE, etc.). L'évaluation environnementale rappelle également l'obligation légale (codifiée aux articles L. 122-3 et L. 122-6 du Code de l'Environnement et L. 121-11 du Code de l'Urbanisme) de la séquence "Éviter, Réduire et Compenser" (ERC) concernant les impacts des projets sur les milieux naturels.

Si un milieu aquatique ou humide se situe au sein ou à proximité d'un secteur, l'évaluation environnementale préconise que :

- Une marge de recul d'au moins 15 mètres devra être prévue vis-à-vis des zones humides du secteur.
- Au vu des enjeux concernant les zones humides, la priorité est d'éviter les impacts sur ces zones humides. À défaut, il faut au maximum les réduire.
- Le chantier devra être bien cadré afin d'éviter tout débordement en direction de la zone humide et l'ensemble des précautions devront être prises pour éviter les pollutions accidentelles de cette zone humide ou des cours d'eau à proximité (fuite d'hydrocarbures, etc.) et les impacts vis-à-vis du sol.
- Les matériaux/remblais/déblais ne devront pas être stockés à proximité de la zone humide ou du cours d'eau. Aucun déchet ne devra être rejeté dans ces milieux humides et aquatiques.
- Éviter au maximum l'usage de produits chimiques pour éviter toute pollution (fuites hydrocarbures, huiles…).
- De plus des précautions devront être prises pour réduire au maximum ces risques de pollution à savoir un stockage dans des bacs étanches pour les liquides présentant une toxicité pour le milieu naturel dans le cas où ils s'avèrent impérativement nécessaires pour la réalisation du chantier. Les équipements de récupération des fluides doivent être à disposition lors du remplissage des réservoirs et pendant l'utilisation des engins.
- L'ensemble des matériaux nécessaires à la construction du chantier devra être non toxique pour la faune, la flore et l'eau (non traité) pour ne pas altérer les qualités physico-chimiques de la zone humide. Cela nécessite donc l'usage de matériaux inoxydables du fait du caractère humide de la zone.

Mesures d'évitement et de réduction spécifiques aux amphibiens :

En cas de découvertes de points d'eau permanent ou temporaire (mares temporaires méditerranéennes, flaques, ornières) au sein d'un secteur susceptible d'être impacté, l'évaluation environnementale préconise le passage d'un écologue (herpétologue) afin d'attester de la présence ou non d'amphibiens et/ou reptiles visés par la Directive Habitats-Faune-Flore.

En cas de présence avérée, l'évaluation environnementale préconise d'éviter la destruction de ces habitats et d'identifier des secteurs de passage des amphibiens afin de clairement les identifier (balisage) et ainsi réduire les risques de piétinements et d'écrasement d'individus.

De la même manière, en cas de présence avérée, l'évaluation environnementale demande qu'une marge de recul d'a minima une trentaine de mètres soit réalisée de part et d'autre de la zone humide et que celle-ci soit clairement identifiée (balisage) afin d'éviter le passage d'engins et/ou d'ouvriers et ainsi réduire le risque de piétinement des individus.

III.4 - Conclusions sur l'evaluation des incidences Natura 2000

Le SCoT Provence Verte Verdon est un document de planification pour l'aménagement du territoire. Il en définit les grandes orientations politiques et établit des prescriptions de cadrage pour la mise en œuvre de ces orientations.
Soulignons le travail effectué pour la définition d'une trame verte et bleue sur un territoire rural et aux fortes potentialités de biodiversité. La trame définie par le Pays Provence Verte Verdon a fait le choix d'une protection accrue des espaces naturels remarquables dont font partie les sites Natura 2000 et les ZNIEFF qui leur sont attenantes. De ce fait elle assure au territoire et à ses sites Natura 2000 une garantie forte de limitation des impacts directs liés aux aménagements urbains (y compris concernant les énergies nouvelles).

Subsistent à la marge des risques induits liés principalement à l'orientation vers une économie exploitant au mieux les ressources naturelles du territoire : agriculture, forêt, sites touristiques, énergies renouvelables. Ces risques sont ceux d'une utilisation d'un territoire et doivent être pondérés par une évolution des pratiques vers une meilleure prise en compte globale des thématiques environnementales. Outre le contexte règlementaire national, le SCoT renforce cette prise en compte de son patrimoine naturel en prescrivant des mesures d'exigence de performances environnementales et d'organisation des filières, autant de gages d'une meilleure gestion à l'échelle territoriale.

De ce fait, et au regard des analyses effectuées, la mise en œuvre du SCoT Provence Verte Verdon Verdon n'engendrera aucune incidence négative significative susceptible de remettre en cause l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ayant permis la désignation des sites Natura 2000 étudiés, sous réserve d'appliquer strictement les dispositions du DOO et les mesures ERC proposées.

III.5 - Dispositif de suivi des incidences

Au vu des conclusions de cette évaluation, aucune mesure de suivi n'est à prévoir autre que celles mises en œuvre dans le cadre de l'animation des DOCOB pour chaque site Natura 2000.
L'évaluation du SCoT et de la résolution de ses objectifs se fera dans le cadre d'une animation territoriale dédiée à ce document d'urbanisme.

III.6 - RESSOURCES ET REFERENCES

Commission européenne, DG Environnement, 2001. Evaluation des plans et projets ayant des incidences significatives sur des sites Natura 2000 ; Guide de conseils méthodologique de l'article 6, paragraphes 3 et 4 de la directive « habitats » 92/43/CEE.

Communauté d'agglomération Toulon-Provence-Méditerranée 2012. Document d'objectifs du site Natura 2000 « Mont Caume – Mont Faron – Forêt domaniale des Morières » ; tome 1. Version validé.

Conseil général du Var, 2012. Document d'objectifs du site Natura 2000 « VAL D'ARGENS » ; tome 1. Version finale.

Conseil général du Var, 2012. Document d'objectifs du site Natura 2000 « VAL D'ARGENS » ; tome 2. Version non définitive.

Grand site Sainte-Victoire, 2006. Document d'objectifs des sites Natura 2000 « MONTAGNE SAINTE-VICTOIRE – FORET DE PEYROLLES – MONTAGNE DES UBACS – MONTAGNE D'ARTIGUES » et « MONTAGNE SAINTE-VICTOIRE » ; tomes 1 et 2. Version finale approuvée le 08/08/2007.

ONF, 2001. Document d'objectifs du site Natura 2000 « MASSIF DE LA SAINTE-BAUME » ; tome 1. Version finale

ONF, 2003. Document d'application du site Natura 2000 « MASSIF DE LA SAINTE-BAUME » ; tome 2. Version finale.

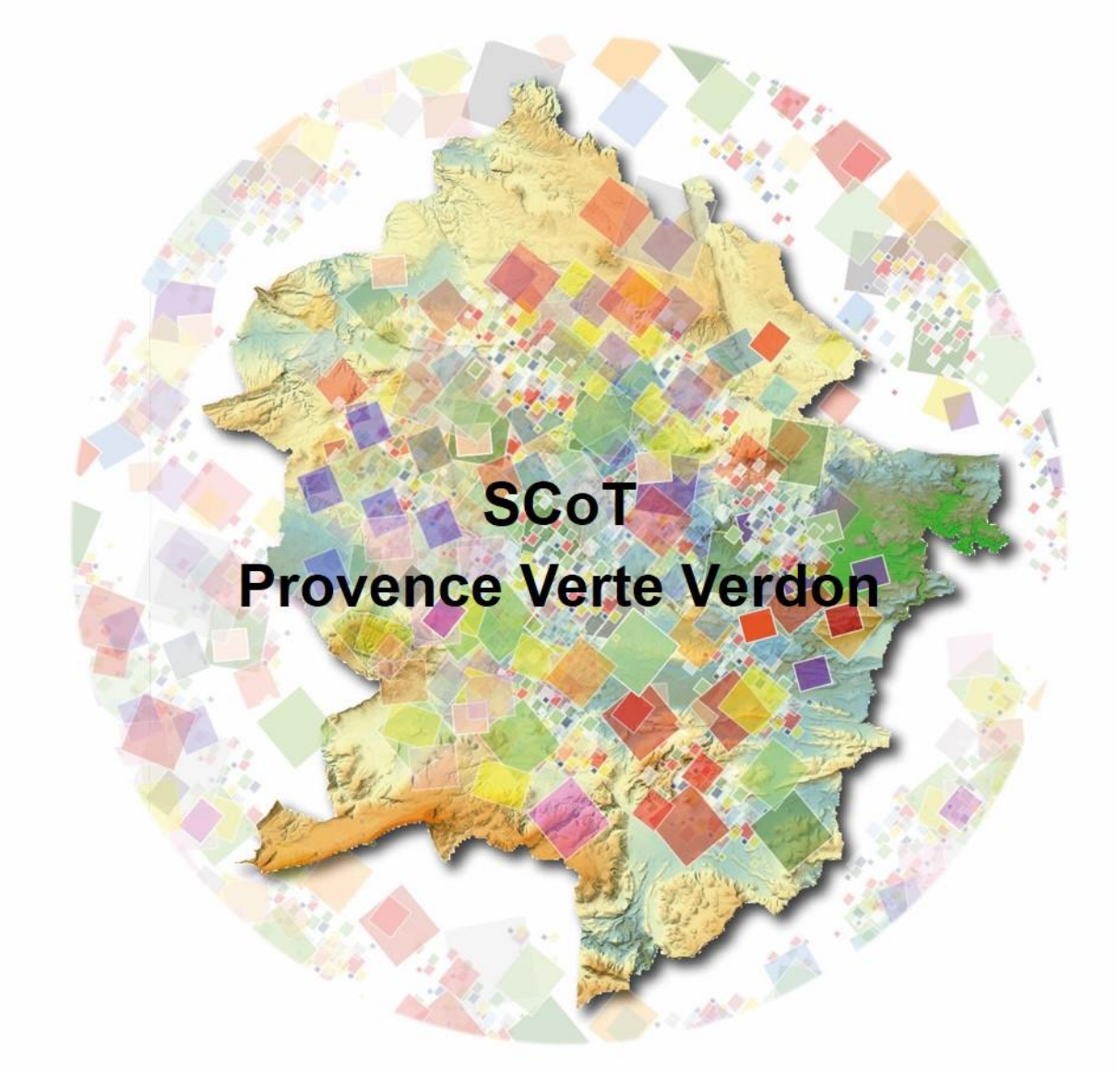
Syndicat mixte du Pays de la Provence Verte Verdon, 2012. Document d'objectifs du site Natura 2000 « SOURCES ET TUFS DU HAUT-VAR » ; tome 1. Version finale.

Syndicat mixte du Pays de la Provence Verte Verdon, 2012. Document d'objectifs du site Natura 2000 « SOURCES ET TUFS DU HAUT-VAR » ; tome 2. Version non définitive.

CARMEN géoréférencement des données environnementales en région PACA.

SILENE.EU, base de données naturalistes de la DREAL PACA.

FAUNE-PACA.ORG, base de données naturalistes en région PACA (oiseaux, mammifères, micromammifères, rhopalo-cères, odonates, orthoptères).



- 7 -

MESURES DE MISE EN ŒUVRE ET INDICATEURS DE SUIVIS

SOMMAIRE

I. METHODOLOGIE EMPLOYEE 775
II. MESURES EN FAVEUR DE LA PRESERVATION DES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE ET MODALITES DE SUIVI 776
III. MESURES EN FAVEUR DE LA PRESERVATION DU PAYSAGE ET DU PATRIMOINE ET MODALITES DE SUIVI 778
IV. MESURE EN FAVEUR DE LA LIMITATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET MODALITES DE SUIVI 780
V. MESURES EN FAVEUR DE LA PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES ET MODALITES DE SUIVI 783
VI. MESURES EN FAVEUR DE LA LIMITATION DE L'EXPOSITION AUX RISQUES ET MODALITES DE SUIVI 785
VII. MESURES EN FAVEUR DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE, DE LA PRESERVATION LA QUALITE DE L'AIR ET DE LA REDUCTION DES NUISANCES SONORES ET MODALITES DE SUIVI 787
VIII. MESURES EN FAVEUR D'UNE GESTION OPTIMALE DE LA RESSOURCE MINERALE ET MODALITES DE SUIVI 789
IX. MESURES EN FAVEUR D'UNE GESTION OPTIMALE DES DECHETS ET MODALITES DE SUIVI 791

I. METHODOLOGIE EMPLOYEE

Les trois types de mesures

Le SCoT peut éviter, réduire ou compenser ses effets dommageables sur l'environnement en proposant des mesures spécifiques :

- → **Une mesure d'évitement ou de suppression** est la modification, la suppression ou le déplacement d'une orientation pour en supprimer totalement les incidences. Il s'agit de l'étude des différentes alternatives au projet initial, en comparant les incidences potentielles, qui conduit à éviter les incidences d'une solution moins favorable en matière d'environnement.
- → **Une mesure de réduction** est l'adaptation de l'orientation pour en réduire ses impacts.
- → **Une mesure de compensation** est une contrepartie à l'orientation pour en compenser les incidences résiduelles qui n'auront pas pu être évitées ou suffisamment réduites. Elle doit rétablir un niveau de qualité équivalent à la situation antérieure.

Il est à noter que le projet de SCoT peut déjà comprendre des mesures à impact environnemental positif qui pourraient **atténuer tout ou partie des impacts négatifs d'autres mesures**.

Les indicateurs de suivi

Tout projet de territoire durable doit apporter une amélioration de la situation initiale au regard des finalités du développement durable, et ce pour chaque domaine d'action (la gestion de la consommation de l'espace, de l'eau, des déchets et des pollutions, la préservation des espaces naturels et des paysages, …).

La mise en place d'un dispositif de suivi est une étape clé dans la démarche évaluative : c'est ce suivi qui permettra de conduire le bilan du document d'urbanisme tout au long de sa durée au cours de sa mise en œuvre tel que le prévoit le Code de l'Urbanisme (au plus tard à l'expiration d'un délais de six ans), et si nécessaire de le faire évoluer.

Un indicateur se définit comme « un facteur ou une variable, de nature quantitative ou qualitative, qui constitue un moyen simple et fiable de mesurer et d'informer des changements liés à une intervention, ou d'aider à apprécier la performance d'un acteur de développement » (définition de l'OCDE, glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et à la gestion axée sur les résultats, 2002).

Les indicateurs choisis pour le territoire du SCoT ont été déterminés selon leur pertinence, leur fiabilité et la facilité d'accès des données et de leur calcul. Pour chaque indicateur, la source de la donnée est indiquée pour faciliter sa collecte et sa mise à jour ultérieure.

II. MESURES EN FAVEUR DE LA PRESERVATION DES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE ET MODALITES DE SUIVI

Rappel des incidences négatives

- Développement urbain et risque de pression accrue sur la trame verte et bleue
- Reconquête agricole sur de jeunes espaces forestiers
- Développement des énergies renouvelables indispensable
- Extension de l'agriculture aux abords de la trame bleue

Mesures d'évitement

✓ Une démarche itérative pour une meilleure prise en compte du patrimoine naturel

La Provence Verte a engagé un travail avec un écologue pour une meilleure prise en compte des thématiques liées à la biodiversité. Ainsi, en 2010 une hiérarchisation du patrimoine exceptionnel du territoire a été réalisée. Ce travail a permis de mettre en avant les efforts à fournir pour mieux intégrer ces enjeux dans le projet du SCOT. Une analyse critique du projet tout au long de son élaboration, identifiant ainsi les marges de progression pour le projet final, a été organisée. De fait, le projet du SCOT a pu intégrer des enjeux, ainsi certains projets ont été revus à la baisse voire abandonnés.

✓ La définition de la trame verte et bleue, fondement du DOO

Le travail de l'écologue, mis à jour lors de la révision du SCoT, a permis de caractériser le réseau écologique, avec pour vocation de compléter l'état initial de l'environnement du SCoT. La modélisation du réseau écologique du territoire d'étude a comporté quatre étapes principales :

- Une première étape d'identification des sous-trames pertinentes à l'échelle de l'aire d'étude, sur la base essentiellement de son occupation du sol ;
- Une deuxième étape de caractérisation des réservoirs de biodiversité (ou cœurs de nature) potentiels à l'échelle du territoire considéré ;
- Une troisième étape de définition des corridors écologiques potentiels entre ces zones sources de biodiversité ;
- Une quatrième étape de révélation des espaces naturels relais jointifs aux corridors de chaque sous-trame ainsi que des points de fragmentation sur lesquels doivent portés les efforts de préservation voire de restauration.

Les résultats de ce travail ont été intégralement inclus dans l'état initial de l'environnement. La première orientation forte du DOO est de décliner la trame verte et bleue dans les PLU, trame qui s'organise autour des cœurs de nature, de leur zone d'extension, mais aussi des continuités écologiques.

Mesures de réduction

- ✓ L'identification des zones de fragilité de la trame verte et bleue pour mieux les préserver

Le territoire de la Provence Verte présente une Trame Verte et Bleue très bien conservée liée à une matrice naturelle boisée dominante. Les déplacements des espèces sauvages sur le territoire se font de façon diffuse et il est difficile de dessiner finement les corridors écologiques. Néanmoins, il est apparu des zones de fragilité où les espèces animales pouvaient être perturbées dans leurs déplacements. En les identifiant, la Provence verte a pu faire un travail spécifique sur les projets d'urbanisation à leurs abords. Cela concerne tout particulièrement les Zones de fragilité 1 et 2 - Plaine agricole de Seillons-Source-d'Argens et Brue-Auriac ; ou la zone de fragilité 3 - Resserrement de l'Argens dans la traversée de la plaine de Carcès.

Mesures de compensation

- ✓ L'identification des points de rupture de la trame verte et bleue pour mieux les restaurer

Cela concerne des points d'intersection entre continuités et l'autoroute A8 d'une part, mais aussi des rétrécissements des corridors liés à l'extension de l'urbanisation. Sur ces points des actions ont pu être identifiées spécifiquement. Deux d'entre elles concernent une politique de restauration de point de passage sur l'autoroute en partenariat avec le gestionnaire de l'autoroute, ESCoTa.

Modalités de suivi

Indicateurs	Données	Sources / Organismes	Périodicité de suivi
Occupation du sol	• Superficies et part des espaces naturels et agricoles dans les documents d'urbanisme	• Service urbanisme des communes • CORINE Land Cover (base de données sur l'occupation des sols)	3 ans
Surfaces concernées par des périmètres institutionnels	• Surfaces couvertes par des mesures d'inventaire : ZNIEFF, zone humides… • Surfaces couvertes et nombre de sites classés, sites inscrits, SIC, ZPS, ENS…	• DREAL PACA • Associations naturalistes	6 ans
Surfaces concernées par des mesures de protection	• Surfaces d'espaces verts préservés au titre de la loi Paysage (art. L.151-19 et/ou L151-23 du Code de l'Urbanisme) • Linéaires et haies et ripisylves protégés dans les documents d'urbanisme	• Communes et intercommunalités	3 ans

III. MESURES EN FAVEUR DE LA PRESERVATION DU PAYSAGE ET DU PATRIMOINE ET MODALITES DE SUIVI

Rappel des incidences négatives

- Modification des paysages avec le développement urbain
- Développement des énergies renouvelables

Mesures d'évitement

- ✓ Evitement de tout développement urbain dans les coupures d'urbanisation
- ✓ Préservation des sites paysagers remarquables et des cônes de vue
- ✓ Préservation de l'enveloppe foncière agricole

Mesures de réduction

- ✓ Intégration urbaine et paysagère des principales infrastructures routières
- ✓ Requalification des entrées de ville
- ✓ Diffusion de la nature en ville à travers les documents d'urbanisme locaux
- ✓ Limitation de l'impact paysager des installations de production d'énergies renouvelables et règles de localisation préférentielle
- ✓ Intégration paysagère des mobiliers urbains et des équipements de collecte des déchets
- ✓ Lutte contre la pollution visuelle par l'incitation des collectivités à réaliser un règlement local de publicité
- ✓ Affirmation de la place de l'eau dans le paysage
- ✓ Développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement

Mesures de compensation

Aucune mesure de compensation n'a été retenue.

Modalités de suivi

Indicateurs	Données	Sources / Organismes	Périodicité de suivi
Evolution des paysages	• Rythme de la consommation foncière (ha/an)	• Orthophoto BD Ortho IGN	6 ans
Mesures de protection paysagère	• Nombre et surfaces de sites classés et inscrits • Nombre et surface de ZPPAUP / AVAP • Nombre de monuments historiques inscrits et classés	• DREAL PACA • DDTM • STAP • DRAC	6 ans
Actions visant l'amélioration de la qualité paysagère	• Nombre de PLU comprenant un règlement de publicité • Nombre d'études d'entrée de ville menées • Nombre d'opération de traitement paysager des entrées de ville et villages réalisées • Nombre d'opérations de requalification des zones d'activités existantes réalisées	• CAUE • Communes et intercommunalités	3 ans
Identification du petit patrimoine et éléments significatifs du paysage	• Eléments remarquables du paysage et du patrimoine bâti protégés au titre de la loi Paysage (art. L.151-19 du Code de l'Urbanisme)	• CAUE • Communes et intercommunalités	Révision des documents d'urbanisme locaux

IV. MESURE EN FAVEUR DE LA LIMITATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET MODALITES DE SUIVI

Rappel des incidences négatives

- Augmentation de la tâche urbaine

Mesures d'évitement

- ✓ Préservation des espaces naturels et agricoles structurants

Mesures de réduction

- ✓ Réduction du rythme de consommation foncière par rapport au phénomène observé durant la décennie précédente, et réduction supplémentaire par rapport au SCoT en vigueur
- ✓ Priorisation de l'urbanisation à l'intérieur ou en continuité des enveloppes urbaines existantes
- ✓ Réalisation d'études de densification urbaine lors de l'élaboration ou la modification des documents d'urbanisme locaux
- ✓ Superficie minimale constructible à fixer dans les zones d'habitat diffus des PLU, compte tenu des conditions architecturales, paysagères et d'assainissement et au regard de l'étude de densification
- ✓ Réalisation d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), dans le cadre des PLU, pour toute urbanisation supérieure ou égale à 1ha, afin de structurer le développement de ces secteurs
- ✓ Ouvertures à l'urbanisation sur les « sites stratégiques de développement urbain » conditionnées par des critères de performance énergétiques et environnementales renforcées
- ✓ Modulation des densités des sites ouverts à l'urbanisation en fonction de leur localisation et préconisations spécifiques

Mesures de compensation

- ✓ Dans le cas d'un déclassement de tout ou partie d'une zone NC ou A et sous certaines réserves, le SCoT met en place un principe de compensation des terres agricoles et fixe les caractéristiques des surfaces concernées par cette compensation, comme l'expose les tableaux ci-dessous.

I- Naissance d'un projet agricole	Démonstration de la compatibilité du projet avec le SCOT	Au regard des critères retenus pour les sites d'extension
	Démonstration de l'impossibilité d'éviter de consommer des terres agricoles	
	Démonstration des mesures prises pour limiter au maximum la consommation de terres agricoles	
Validation de l'étape 1 par la Commission agricole du SCOT *(ou comité syndical)*– Déclenchement de la procédure de compensation (sinon retour au début)		
II- Mesure de l'impact et identification des réserves potentielles pour la compensation	Appréciation (par la commune ou EPCI) de la qualité de la parcelle agricole à déclasser pour évaluer l'importance de l'impact (plus la terre est précieuse, plus elle sera difficile à compenser)	**Critères principaux :** - Surface - Valeur agro pédologique - Zonage AOC viticole - Irrigation - Pente - Continuité parcellaire (enclavement de la parcelle, accessibilité)
	Identification (par la commune ou EPCI) des réserves potentielles de reconquête pouvant servir de compensation sur le territoire de la commune ou sur d'autres communes de la Provence Verte	Espaces **inexploités** *(friches de plus de 3ans)*, **classés N, ND, NB, AU, NA, en AOC ou hors AOC**
		Identification possible par anticipation d'espaces de compensation, provenant du déclassement de zones N ou AU **inexploitées, ayant un potentiel agronomique avéré**. Ces espaces seront classées en zone A indicées **(Ar, Af ou autres).** Leur qualité sera comparée ultérieurement à la qualité de la surface impactée
	Etude de l'équivalence de la compensation en fonction de la qualité de la terre impactée et de la terre proposée au regard des critères prédéfinis précédemment (éventuellement à dire d'expert)	Le rapport surface de compensation/surface consommée ne doit pas être inférieur à 1.
	Recherche et identification des repreneurs potentiels	
Avis de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles (?), Chambre Agriculture, DDTM **Validation de l'étape 2 par la commission agricole (en cas de refus, retour au début) sur l'équivalence de la compensation**		
III – Mobilisation et remise en état des terres (et éventuellement location ou revente à un agriculteur)	Acquisition et remise en état*des terres servant de compensation par la commune ou l'intercommunalité (et éventuellement location ou revente à un agriculteur) *la terre doit être prête à être travaillée (hors plantation)	Un fonctionnement intercommunal peut être mis en place qui permettrait de constituer des réserves en amont avec la mise en place d'un fonds de gestion prélevé sur chaque m^2 agricole perdu
	Accord du propriétaire de la parcelle pour louer à un agriculteur, remise en état préalable, signature d'un contrat (bail)	La commune ou communauté de communes (dans le cadre des CIF et CAR) pourra apporter une aide à l'exploitant correspondant au montant du loyer de la 1ère année (pour couvrir les frais de remise en culture et de faible récolte). Ou éventuellement aide au fermage pour inciter le propriétaire à louer ses terres
IV – Validation conditionnée au reclassement des parcelles de compensation en zone agricole	**Validation par le bureau ou comité syndical du syndicat mixte**	

Modalités de suivi

Indicateurs	Données	Sources / Organismes	Périodicité de suivi
Evolution de la structure de l'occupation du sol	Structure et évolution des surfaces occupées par les espaces urbanisés, agricoles, naturels, forestiers et zones humides	Base de données OCSOL - CRIGE PACA	7 à 8 ans (millésimes 2006 et 2013/14)
	Structure et évolution des parcelles non bâties	Fichier des propriétés non bâties à la parcelle (MAJIC II - Dgfip)	Annuelle
Evolution de la destination des sols non bâtis	Affectation des sols selon la destination dans les POS et PLU	Fichiers numérisés des POS et PLU (DDTM / CDIG Var / Communes)	Annuelle
Evolution de la nature des espaces urbains	Evolution des surfaces de plancher	Fichier des propriétés bâties à la parcelle (MAJIC II - Dgfip)	Annuelle
	Flux des surfaces mises en chantier et autorisées	Fichier SIT@adel2 à la commune voir à l'adresse (SOES - MEDDE)	Annuelle
Espace et activités agricoles	Evolution de la surface agricole utile	Recensement agricole (Agreste - Ministère de l'Agriculture)	10 ans
Développement économique	Surfaces de développement économique	Chambre de commerce et d'industrie, Chambre des métiers, intercommunalités	3 ans
	Surfaces commerciales	Chambre de commerce et d'industrie et intercommunalités	

V. MESURES EN FAVEUR DE LA PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES ET MODALITES DE SUIVI

Rappel des incidences négatives

- Augmentation des besoins en eau potable
- Augmentation du traitement des eaux usées et du risque de rejets dans le milieu naturel

Mesures d'évitement

- ✓ Préservation des continuités écologiques des cours d'eau
- ✓ Préservation de la « zone stratégique » de la masse d'eau souterraine du massif de la Sainte-Baume via notamment l'interdiction d'ouverture à l'urbanisation dans les zones de forte vulnérabilité

Mesures de réduction

- ✓ Renaturation des berges en zone urbaine
- ✓ Maintien voire élargissement de la ripisylve
- ✓ Maintien et création, le long des cours d'eau et des chemins proches des cours d'eau, de zones enherbées, boisées ou de haies
- ✓ Recul significatif des constructions ou installations vis-à-vis du haut de berge des cours d'eau
- ✓ Développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement
- ✓ Renforcement du dispositif de protection des captages d'eau potable
- ✓ Obligation aux communes de disposer d'un schéma de distribution d'eau potable
- ✓ Obligation aux communes de disposer d'un schéma directeur d'assainissement des eaux usées et d'un zonage d'assainissement
- ✓ Recherche d'une adéquation entre développement urbain et capacité de production d'eau potable
- ✓ Recherche d'une adéquation entre développement urbain et capacité de traitement des eaux usées
- ✓ Evitement de l'urbanisation dans les secteurs où l'aptitude à l'assainissement non collectif est défavorable
- ✓ Mise en œuvre de dispositifs pour économiser la ressource en eau
- ✓ Gestion des eaux pluviales à la source

Mesures de compensation

- ✓ Zones humides : face aux éventuelles destructions partielles rendues nécessaires par les enjeux d'intérêt général, il sera privilégié la restauration d'anciennes zones humides sur une surface au moins égale à 200% de la surface perdue ou altérée

Modalités de suivi

Indicateurs	Données	Sources / Organismes	Périodicité de suivi
Eau ressource	• Etat des masses d'eau, qualité des cours d'eau • Nombre et surface des périmètres de protection de captage mis en place • Volumes prélevés d'eau potable par commune • Consommation d'eau potable par habitant et par an (évolution)	• Agence de l'eau • DDASS • Gestionnaires de l'eau potable	1 an
Assainissement	• Part des habitants raccordés au réseau collectif • Capacité de traitement des stations d'épuration • Rendement épuratoire des stations de traitement des eaux usées et qualité des effluents en sortie de station • Nombre d'installations d'assainissement non collectif contrôlées par an • Pourcentage de conformité des installations d'assainissement non collectif contrôlées	• Gestionnaires de l'assainissement • SPANC	1 an
Eaux pluviales	• Nombre de Schéma d'Assainissement avec volet pluvial conçus selon les prescriptions du SDAGE • Evolution des surfaces imperméabilisées • Nombre de dispositifs de traitement alternatif des eaux pluviales mis en place	• Service urbanisme des communes	1 an

VI. MESURES EN FAVEUR DE LA LIMITATION DE L'EXPOSITION AUX RISQUES ET MODALITES DE SUIVI

Rappel des incidences négatives

- Absence de gestion du risque mouvement de terrain
- Absence de gestion des risques technologiques

Le projet de SCoT retient de nombreuses mesures visant à limiter de manière générale l'exposition des biens et des personnes aux risques naturels et technologiques.

Mesures d'évitement

Risque inondation

- ✓ Préservation des ripisylves, des zones humides et de l'enherbement des berges des cours d'eau
- ✓ Préservation des zones d'expansion des crues

Risque incendie

- ✓ Création de zones agricoles tampon à l'interface habitat/forêt
- ✓ Réalisation d'équipements et d'aménagements de prévention et de défense incendies

Mesures de réduction

Risque inondation

- ✓ Incitation à la réalisation de PPRI et à l'engagement d'études hydrauliques
- ✓ Incitation au respect du principe général d'interdiction de toute nouvelle construction dans les zones où le phénomène d'inondabilité est potentiellement de forte densité
- ✓ Localisation préférentielle des constructions en dehors des zones de risques
- ✓ Anticipation des conséquences prévisibles en termes d'imperméabilisation des sols et de ruissellement urbain lors des ouvertures à l'urbanisation
- ✓ Sensibilisation de la population

Risque incendie

- ✓ Incitation à la réalisation d'études d'évaluation du risque
- ✓ Evitement des nouvelles ouvertures à l'urbanisation dans les secteurs soumis à un risque important d'incendie de forêt
- ✓ Arrêt du mitage des espaces boisés
- ✓ limitation des extensions pour les espaces déjà construits en interface habitat/forêt

Mesures de compensation

Aucune mesure de compensation n'a été retenue.

Modalités de suivi

Indicateurs	Données	Sources / Organismes	Périodicité de suivi
Risques inondation	• Nombre de PPRi prescrits, approuvés ou en cours d'élaboration ou d'études hydrogéomorphologiques • Superficie des zones classées comme champ d'expansion des crues par les documents d'urbanisme	• DREAL PACA • DDTM • Communes • PLU	6 ans
Risques incendies et feux de forêts	• Nombre de PPRif prescrits, approuvés ou en cours d'élaboration • Nombre d'incendies et superficies concernées	• DREAL PACA • DDTM • Intercommunalités • Base de données Prométhée • Prim.net • SDIS	6 ans
Risques mouvements de terrain / séisme	• Surfaces d'espaces boisés classés (art. L.130-1 du Code de l'Urbanisme) • Surfaces d'espaces verts préservés au titre de la loi Paysage (art. L.151-19 et L.151-23 du Code de l'Urbanisme) • Linéaires et haies et ripisylves protégés dans les documents d'urbanisme	• Communes et intercommunalités	6 ans
Risques technologiques (TMD, SEVESO, etc.)	• Nombre de PPRmt prescrits, approuvés ou en cours d'élaboration • Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles – mouvements de terrain • Nombre de sites soumis à autorisation au titre des ICPE ou classés SEVESO • Surfaces couvertes par des périmètres SEVESO	• DREAL PACA • DDTM • Intercommunalités • Prim.net	6 ans
Information, sensibilisation de la population	• Nombre de campagnes d'information de la population • Nombre de DICRIM réalisés	• DREAL PACA • DDTM • Communes et intercommunalités	6 ans

VII. MESURES EN FAVEUR DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE, DE LA PRESERVATION LA QUALITE DE L'AIR ET DE LA REDUCTION DES NUISANCES SONORES ET MODALITES DE SUIVI

Rappel des incidences négatives

- Augmentation du trafic routier et des besoins énergétiques
- Augmentation des nuisances sonores
- Risque de modification des paysages généré par le développement des énergies renouvelables

Mesures d'évitement

Aucune mesure d'évitement n'a été retenue.

Mesures de réduction

Transports, bruit et émissions de GES

- ✓ Atténuation des nuisances sonores par une localisation préférentielle du développement urbain
- ✓ Organisation d'une desserte en transports en commun performante
- ✓ Développement de l'intermodalité et des modes alternatifs à l'autosolisme (transports en commun, pôles d'échange multimodaux, parkings relais, aires de covoiturage)
- ✓ Développement des modes de déplacement doux (réseau cyclable et piétonnier)
- ✓ Développement de la ville des courtes distances via notamment une densification des zones urbaines

Energie et émissions de GES

- ✓ Incitation à l'amélioration de la performance énergétique du bâti ancien
- ✓ Définition de critères de performantes énergétiques renforcées (allant au-delà de la FT2012) pour certaines opérations d'aménagement, dans le cadre des PLU
- ✓ Incitation à la performance énergétique et aux énergies renouvelables pour les constructions neuves, dans le cadre des PLU
- ✓ Incitation à l'évaluation quantitative des consommations d'énergie et des émissions de GES générées par les bâtiments et les déplacements, dans le cadre d'études préalables aux opérations d'aménagement
- ✓ Obligation pour les PLU d'exposer les conditions permettant de favoriser le bioclimatisme
- ✓ Développement des filières locales d'énergies renouvelables
- ✓ Limitation de l'impact paysager des installations de production d'énergies renouvelables et règles de localisation préférentielle
- ✓ Limitation de l'impact paysager des projets éoliens
- ✓ Adaptation du territoire au changement climatique

Mesures de compensation

Aucune mesure de compensation n'a été retenue.

Modalités de suivi

Indicateurs	Données	Sources / Organismes	Périodicité de suivi
Suivi et réduction des consommations	• Consommation des bâtiments neufs et réhabilités • Nombre de diagnostics énergétiques des bâtiments publics effectués • Nombre d'opérations de réhabilitation des bâtiments publics	• ADEME • Communes et intercommunalités	6 ans
Développement des énergies renouvelables	• Puissance photovoltaïque installée • Nombre d'installations et surface de capteurs solaires thermiques ou photovoltaïques installés (publics et privés) • Nombre de chaudières bois et puissance installée dans les bâtiments publics et les programmes d'aménagement d'ensembles • Tonnage de déchets organiques orientés vers une filière de valorisation énergétique	• Conseil Départemental • DDTM • ADEME • Espaces énergie • Communes et intercommunalités	3 ans
Développement des mobilités durables	• Flux routiers et PL sur les principaux axes de communication • Taux d'actifs stable en Provence Verte • Km de linéaires bus et cars en site propre • Km de voies réservées aux modes doux • Evolution de la part modale des TC	• Conseil Départemental • INSEE • ADEME • Communes et intercommunalités	3 ans
Qualité de l'air	• Suivi des mesures de pollutions • Evolution de l'indice ATMO • Nombre de jours de dépassement des seuils d'alerte	• AtmoSUD • Cigale	1 an
Nuisances	• Linéaire de routes faisant l'objet d'un arrêté de voies bruyantes • Nombre de points noirs de bruit recensés et/ou traités • Nombre de personnes et d'habitations situées dans les zones bruyantes • Nombre d'ouvrages antibruit	• DDTM • Entreprises à la source des nuisances • Communes et intercommunalités	6 ans

VIII. MESURES EN FAVEUR D'UNE GESTION OPTIMALE DE LA RESSOURCE MINERALE ET MODALITES DE SUIVI

Rappel des incidences négatives

- Risque d'accroissement de la consommation de matériaux et de pression sur les milieux naturels
- Risques d'accroissement des nuisances liées à l'exploitation des carrières

Mesures d'évitement

- ✓ Interdiction des dépôts de matériaux inertes dans les cœurs de nature et les espaces agricoles structurants
- ✓ Localisation préférentielle des dépôts de matériaux inertes sur les sites d'activités désaffectés
- ✓ Localisation préférentielle des sites nouveaux d'exploitation ou d'extraction en extension de sites existants ou sur d'anciennes carrières
- ✓ Interdiction d'ouverture de carrières et de leurs installations dans les cœurs de nature et les espaces agricoles structurants
- ✓ Interdiction des extensions urbaines jouxtant les sites d'exploitation et leurs installations

Mesures de réduction

- ✓ Respect des préconisations du schéma départemental des carrières
- ✓ Règles spécifiques à la gestion de la ressource minérale et à la réduction des nuisances dans le cadre des PLU

Mesures de compensation

Aucune mesure de compensation n'a été retenue.

Modalités de suivi

Indicateurs	Données	Sources / Organismes	Périodicité de suivi
Production de matériaux	• Evolution du tonnage par type de matériaux • Nombre de carrières • Nombre d'unités de traitement des matériaux • Surface d'exploitation	• Communes et intercommunalités • DREAL	3 ans
Qualité des sols	• Nombre de sites pollués ou potentiellement pollués	• Base de données BASOL • Base de données BASIAS	3 ans

IX. MESURES EN FAVEUR D'UNE GESTION OPTIMALE DES DECHETS ET MODALITES DE SUIVI

Rappel des incidences négatives

- Augmentation de la production et du traitement des déchets

Mesures d'évitement

Aucune mesure d'évitement n'a été retenue.

Mesures de réduction

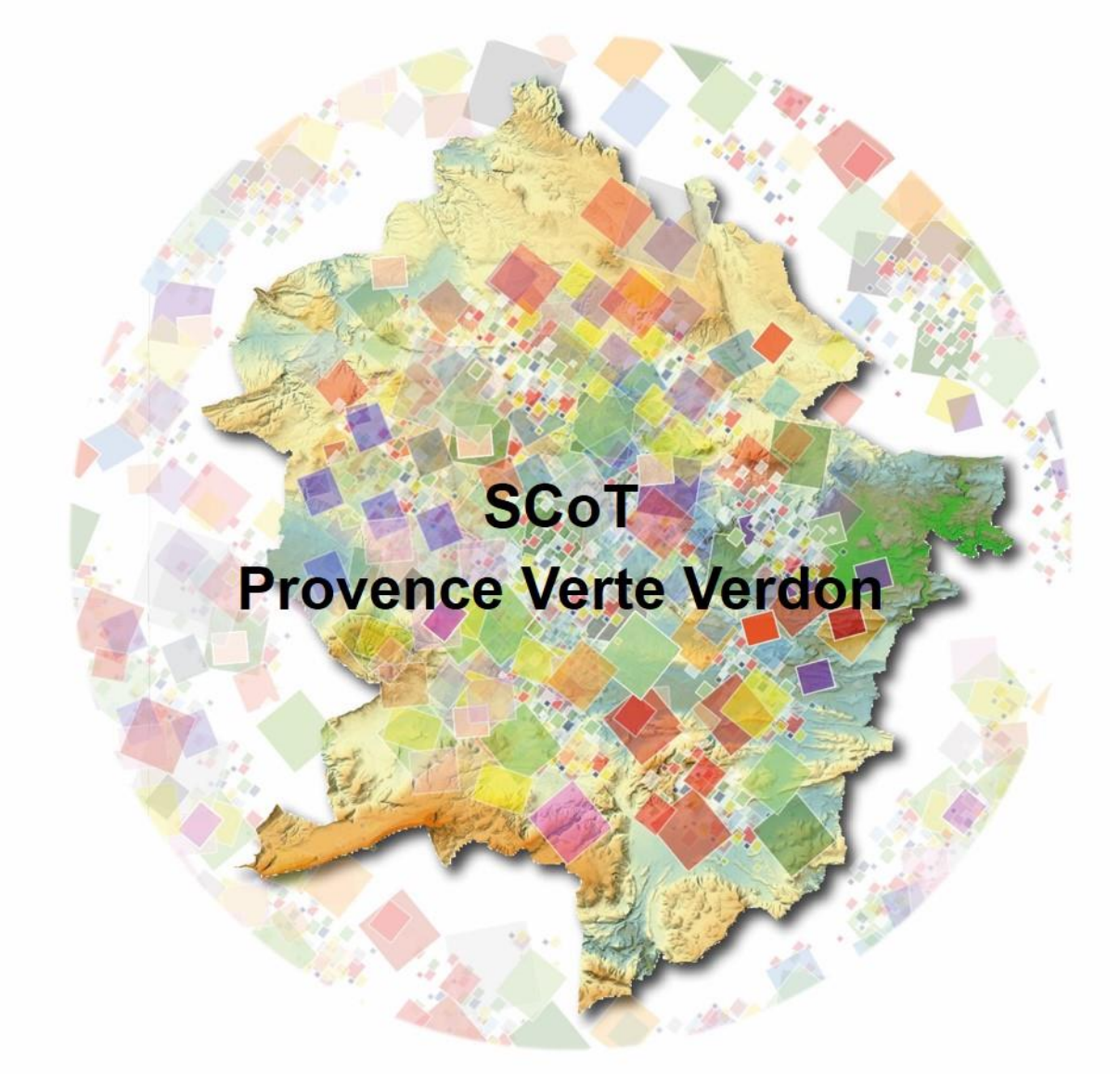
- ✓ Incitation à la réalisation de plans locaux de prévention indiquant les objectifs de réduction des quantités de déchets et les mesures mises en place pour les atteindre
- ✓ Sensibilisation de la population
- ✓ Incitation au développement du commerce de proximité et aux circuits courts
- ✓ Incitation à la conception de bâtiments limitant la production de déchets
- ✓ Installation de ressourceries-recycleries
- ✓ Développement de la collecte sélective
- ✓ Développement de la valorisation organique des déchets
- ✓ Respect des préconisations du plan départemental des déchets
- ✓ Incitation à la planification de la gestion des déchets et notamment à la prévision des capacités de stockage nécessaires, avec réservation des espaces susceptibles d'accueillir une Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND)
- ✓ Valorisation des boues par le biais de différents outils

Mesures de compensation

Aucune mesure de compensation n'a été retenue.

Modalités de suivi

Indicateurs	Données	Sources / Organismes	Périodicité de suivi
Production de déchets et collecte	• Evolution du tonnage par type de déchets, par habitant et par an • Nombre de composteurs individuels distribués • Nombre de déchetteries sur le territoire • Taux de refus	• Communes et intercommunalités • SIVED • SIVOM	1 an
Valorisation des déchets	• Capacité des centres de traitement • Pourcentage de déchets valorisés / total collecté • Tonnage par type de déchets exportés pour recyclage • Taux de valorisation matière et organique • Taux de valorisation énergétique • Tonnage de déchets ménagers et assimilés enfouis	• Communes et intercommunalités • SIVED • SIVOM	1 an



- 8 -

PROJET D'AMENAGEMENT

ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

SOMMAIRE

PREAMBULE : UN TERRITOIRE QUI S'IMPOSE DANS SON ENVIRONNEMENT REGIONAL ET QUI TIRE PARTI DE SES ATOUTS « POUR VIVRE ET TRAVAILLER DIFFEREMMENT EN PROVENCE VERTE-VERDON, AUJOURD'HUI ET DEMAIN » 797

I. AFFIRMER L'EQUILIBRE DES CENTRALITES 801

I.1. UNE ARMATURE URBAINE CLAIRE ET ASSUMEE 801

I.2. MIEUX SE DEPLACER, ETRE MIEUX RELIES 805

I.2.1. Interconnecter les transports avec le territoire régional 805
I.2.2. Promouvoir un système de transport hiérarchisé sur l'armature territoriale 806
I.2.3.Remettre les déplacements au cœur des politiques d'aménagement 807
I.2.4. Déployer l'infrastructure numérique 807

II. AMENAGER LE TERRITOIRE PAR UN DEVELOPPEMENT URBAIN RAISONNE 808

II.1. REAFFIRMER LE CARACTERE STRUCTURANT DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES DANS LE PROJET DE DEVELOPPEMENT .. 808

II.1.1. Consolider la Trame Verte et Bleue du territoire en limitant les impacts de l'urbanisation sur les ressources et les espaces naturels 808
II.1.2. Préserver et valoriser l'enveloppe foncière agricole 808

II.2. ACCROITRE LA MAITRISE DE L'URBANISATION 809

II.2.1. Cibler le développement et viser une réduction de la consommation d'espace 809
II.2.2. Privilégier une urbanisation plus compacte 809
II.2.3. Accroître la qualité des projets et des aménagements 810

III. METTRE EN ŒUVRE UN DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL AU SERVICE D'UN TERRITOIRE DYNAMIQUE, SOLIDAIRE ET DURABLE 810

III.1. MAITRISER LES CONDITIONS D'ACCUEIL DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE 810

III.1.1. S'appuyer sur l'armature urbaine pour répartir la croissance démographique 811
III.1.2. Apporter une réponse adaptée aux besoins en logements 811
III.1.3. Structurer les équipements et services du territoire dans une logique de cohésion et de complémentarité territoriale 812

IV. REALISER UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AMBITIEUX 813

IV.1. DEVELOPPER UN TOURISME MOTEUR ECONOMIQUE ET RESPONSABLE 814

IV.1.1 Valoriser le cadre de vie, le patrimoine et l'environnement 814
IV.1.2. Structurer l'action touristique 814

IV.2. FAVORISER LA DIVERSITE DES ACTIVITES ET PRODUCTIONS AGRICOLES ET SYLVICOLES, RENFORCER LEUR COMPETITIVITE . 815

IV.2.1. Accompagner le développement de la filière bois 815
IV.2.2. Conforter et diversifier l'activité économique agricole 815

IV.3. VALORISER LES SOURCES D'ENERGIES RENOUVELABLES 816

IV.4. PROFITER DE L'EFFET LEVIER DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE EN TERMES D'ECONOMIE RESIDENTIELLE 816

IV.5. CIBLER LE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION AUTOUR DES FILIERES LOCALES 816

IV.6. TIRER PARTI DU POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE PERIURBAIN DE PROVENCE VERTE-VERDON 817

IV.7. RENFORCER LES ESPACES ECONOMIQUES DU TERRITOIRE 817

IV.7.1. Anticiper le besoin en nouveaux espaces économiques *817*
IV.7.2. Renforcer et hiérarchiser le réseau des zones d'activités économiques *817*

IV.8. ACCOMPAGNER UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ATTRACTIF ET COMPETITIF 818

IV.9. TENDRE A L'EQUILIBRE DU TERRITOIRE PAR UNE GEOGRAPHIE DES COMMERCES A L'ECHELLE DES BESOINS 819

IV.9.1. Des implantations commerciales en renforcement de l'armature urbaine *819*
IV.9.2. Des implantations commerciales bien intégrées à la ville *819*

V. RESPECTER ET VALORISER LES RESSOURCES EXCEPTIONNELLES DE PROVENCE VERTE-VERDON, OFFRIR AUX POPULATIONS UN ENVIRONNEMENT SAIN **820**

V.1. LE MAINTIEN D'UNE TRAME VERTE ET BLEUE FONCTIONNELLE ET BIEN CONSERVEE 820

V.2. LE MAINTIEN ET LA VALORISATION DE LA QUALITE DES PAYSAGES 821

V.3. L'AMELIORATION DU BILAN ENERGETIQUE DU TERRITOIRE 821

V.4. L'AGRICULTURE RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT ET FACTEUR D'IDENTITE PAYSAGERE 821

V.5. LA PRESERVATION DES RESSOURCES 822

V.5.1. La ressource en eau *822*
V.5.2. La ressource en granulats *822*

V.6. LA REDUCTION DES RISQUES ET DES NUISANCES 823

V.6.1. Limiter le risque incendie *823*
V.6.2. Anticiper sur le risque inondation *823*
V.6.3. Tendre au traitement performant des eaux usées *823*
V.6.4. Améliorer la gestion des eaux pluviales *824*
V.6.5. Optimiser la gestion des déchets dans une logique de prévention et de proximité *824*
V.6.6. Réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique *824*
V.6.7. Réduire la pollution de l'air et les nuisances sonores *825*
V.6.8. La prévention de la pollution des sols *825*

VI. CONCLUSION DU PADD **825**

Cadre réglementaire

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) en tant qu'élément constitutif du SCoT est défini ainsi par l'article L122-2-1 du Code de l'urbanisme :

« Le projet d'aménagement et de développement durable fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme en matière d'habitat, de développement économique, de loisirs, de déplacements des personnes et des marchandises, de stationnement des véhicules et de régulation du trafic automobile.»

Et Article L141-4 du Code de l'urbanisme :

« Le projet d'aménagement et de développement durables fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de qualité paysagère, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques.

En matière de déplacements, ces objectifs intègrent une approche qualitative prenant en compte les temps de déplacement.
Lorsque le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale recouvre en tout ou partie celui d'un pays ayant fait l'objet d'une publication par arrêté préfectoral, le projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale prend en compte la charte de développement du pays. »

PREAMBULE : UN TERRITOIRE QUI S'IMPOSE DANS SON ENVIRONNEMENT REGIONAL ET QUI TIRE PARTI DE SES ATOUTS « POUR VIVRE ET TRAVAILLER DIFFEREMMENT EN PROVENCE VERTE-VERDON, AUJOURD'HUI ET DEMAIN »

Le territoire de la Provence Verte-Verdon est en constante évolution depuis 30 ans. Il a connu une longue histoire agricole qui se poursuit encore, des épisodes industriels et de nombreuses vagues de migrations qui l'ont enrichi de savoir-faire et de compétences nouvelles. Ce territoire, aujourd'hui « **péri**urbain », dépend pour beaucoup des décisions et actions qui lui sont extérieures. Aussi, a-t-il choisi d'élaborer un projet qui lui est propre et qui a pour but de ***« Vivre et travailler différemment en Provence Verte-Verdon, aujourd'hui et demain »***.

Ce choix d'une inversion des regards, d'une inversion des tendances, est celui d'une prise en main de ses potentiels afin de se structurer autour d'un projet de développement partagé et concerté. Ce choix permet d'envisager une position plus enviable que celui de *« territoire à la marge de … »*.

Ce Projet d'Aménagement et de Développement Durable a pour ambition de donner à la Provence Verte-Verdon un véritable rôle à l'échelle régionale, d'en faire un partenaire des grandes agglomérations voisines.

La position géographique de la Provence Verte-Verdon au voisinage direct des agglomérations urbaines d'Aix-en-Provence, Marseille, Aubagne, Toulon, du CEA Cadarache et ITER (Saint-Paul-les-Durance, 13) et de Manosque entraîne des enjeux forts à l'échelle régionale. Ces enjeux concernent :

- L'économie, fortement dépendante des bassins d'emplois et de vie voisins ;
- La pression démographique subie par ce territoire depuis 30 ans et ses conséquences sur les migrations journalières domicile/travail, la prédominance de l'habitat individuel et diffus, la pression sur les milieux naturels et agricoles ;
- Les potentiels énergétiques suscitant une multitude de projets.

La Provence Verte-Verdon est **un espace d'expansion résidentielle des territoires urbains voisins**. La Provence Verte-Verdon entend ne plus subir la croissance démographique mais en faire un atout par l'anticipation et la maîtrise des impacts qu'elle induit :

- Par une organisation du territoire, cohérente et équilibrée, anticipant l'accueil de la population nouvelle. L'objectif soutenable de croissance démographique est plus modéré qu'une évolution au fil de l'eau ;
- Par la prise en compte du levier que représente la croissance de la population en termes d'emplois et des compétences humaines qui s'installent, des marchés qui se créent et par l'atteinte de seuils démographiques qui permettent de se doter de nouveaux équipements;

- Par l'organisation des formes de dépendance déjà en œuvre, en particulier du point de vue des migrations domicile/travail, donc des déplacements, et par le développement d'une offre de transports adaptée.

La Provence Verte-Verdon est voulue comme **un espace de développement économique** sur les axes Italie/Espagne et couloir rhodanien, centrales entre les métropoles d'Aix-Marseille et de Nice et connectée à l'axe Durancien et aux Alpes.

La Provence Verte-Verdon entend tirer profit de cette position géographique au travers de :

- Son positionnement privilégié et sa bonne accessibilité qui permettent l'implantation d'entreprises ayant des marchés à l'est et à l'ouest de PACA. La proximité d'Aix-en-Provence, porte d'entrée régionale des flux économiques, doit être vue comme un atout, tout comme le développement de l'activité portée par ITER.
- La valorisation de ses qualités intrinsèques au-delà de son foncier et de son positionnement géographique : avec le renforcement de l'économie agricole, le potentiel de développement touristique, la capacité de contribuer significativement au développement des énergies renouvelables à l'échelle régionale, et la volonté de tirer profit du développement de filières issues des pôles de compétitivité et d'excellence régionaux.

La Provence Verte-Verdon est **un espace emblématique de la Provence** connue internationalement. Elle entend valoriser ses potentiels en :

- Mettant en scène le patrimoine architectural, urbain, culturel, industriel, agricole et naturel de ses villes et villages ;
- S'inscrivant dans les étapes et monuments de la Provence, aux frontières de grands vecteurs d'attraction touristique de niveau national et international (Gorges du Verdon, Pays d'Aix et Ste Victoire, Calanques, Côte d'Azur…);
- Préservant et mettant en valeur ses ressources et compétences humaines, ses espaces naturels, forestiers, agricoles et ses ressources naturelles.

Ce PADD tient compte de la Charte de développement du Pays de la Provence Verte de décembre 2004, de la Charte du PNR de la Sainte Baume, de la Charte du PNR du Verdon. Les périmètres du Pays et du SCoT, arrêtés en 2003, sont identiques. Le SCoT a été approuvé le 21 janvier 2014 au terme d'une forte implication des élus et d'une forte mobilisation des partenaires publics, privés et socio-professionnels du territoire.

Le SCoT a connu des modifications de son périmètre après son approbation.

En juillet 2014 :

- création de la Communauté de communes de Provence Verdon issue de la fusion des Communautés de communes de Provence d'Argens en Verdon (déjà inclue au périmètre de SCoT) et de la Communauté de communes de Verdon Mont Major. Ce qui a ajouté au

périmètre de SCoT les communes de Rians, d'Artigues, de Saint Julien le Montagnier, de Ginasservis, La Verdière ;

- sortie de la Communauté de communes Comté de Provence de Saint Antonin du Var pour rejoindre le SCoT de la Dracénie;

Au 1er janvier 2017 :

- Création de la Communauté d'Agglomération Provence Verte par fusion des communautés de communes du Comté de Provence, de Sainte Baume Mont Aurélien, du Val d'Issole.

A compter du 1er janvier 2017 le périmètre du SCoT comprend 43 communes réparties en 2 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (cf Carte) :

- La Communauté d'agglomération Provence Verte
- La Communauté de communes Provence Verdon

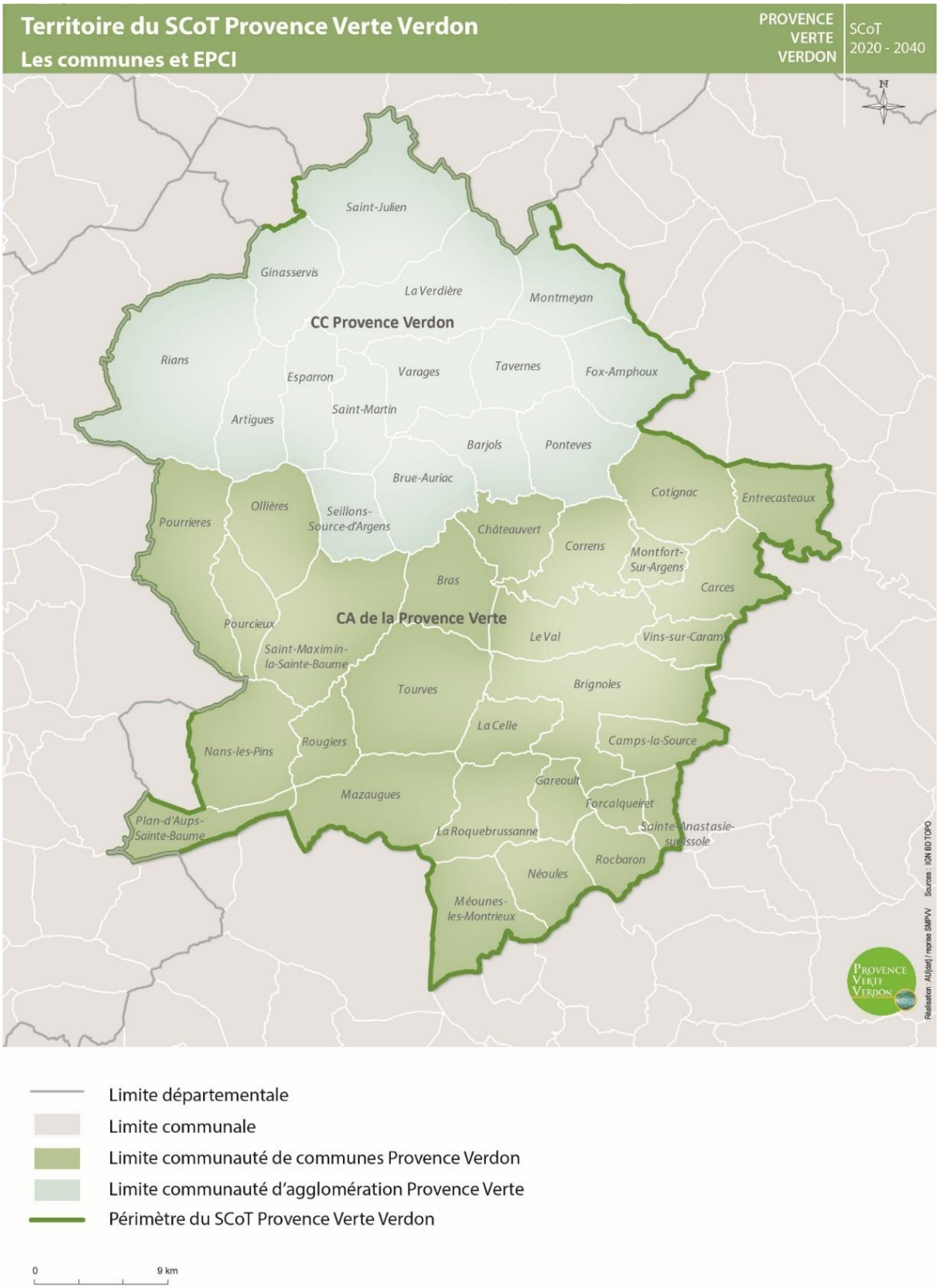


Figure 1 : Périmètre du SCoT Provence Verte Verdon

L'ambition du Pays est de : **« Construire un territoire vivant autour de l'excellence de ses produits, de la qualité du son cadre de vie, de la préservation et la valorisation de ses ressources et l'anticipation des besoins à venir. »**

Pour atteindre cette finalité, cinq axes stratégiques ont été définis :

- Affirmer l'équilibre des centralités
- Aménager le territoire par un développement urbain raisonné
- Mettre en œuvre un développement résidentiel au service d'un territoire dynamique, solidaire et durable
- Procéder à un développement économique ambitieux
- Respecter et valoriser les ressources exceptionnelles de Provence Verte-Verdon et offrir aux populations un environnement sain

I. AFFIRMER L'EQUILIBRE DES CENTRALITES

La vitesse du développement de la Provence Verte-Verdon résulte de l'arrivée massive d'une population cherchant d'abord une implantation résidentielle. Cette pression démographique s'est faite au gré des possibilités d'urbanisation, souvent en partant des frontières avec les grands territoires voisins et remontant les axes routiers reliant la Provence Verte-Verdon aux bassins de vie et d'emplois voisins.

Cette logique de développement s'est faite sans anticipation et choix collectifs de localisation et sans que le niveau d'emplois et de services suive cette croissance. Elle a conduit à une dilution des centralités et à l'affaiblissement des logiques de proximité, sous l'impact du « tout automobile ».

La Provence Verte-Verdon ambitionne d'organiser son développement au service d'une armature claire et assumée avec la perspective pour chaque habitant et usager du territoire d'être mieux relié et de mieux se déplacer.

I.1. UNE ARMATURE URBAINE CLAIRE ET ASSUMEE

Le SCoT constate que les communes n'ont pas toutes le même rôle dans le fonctionnement interne du territoire ni même dans les liens qui les unissent aux territoires voisins. Ceci tient à leur localisation géographique tout autant qu'à leur rayonnement. Ce rayonnement est fonction du niveau des équipements et services publics et privés au sein des communes (économiques, administratifs, et commerciaux, de loisirs, culturels …) et fonction également de leur taille, de leur accessibilité… Ces équipements et services constituent autant de motifs de déplacement de la population.

Il s'agit de conforter l'armature urbaine de la Provence Verte-Verdon au travers des bassins de vie existants :

- pour rééquilibrer le développement de son territoire sans logique de subordination d'une commune à une autre. Ce qui est poursuivi est la sortie d'une logique concurrentielle ou d'un

fonctionnement opportuniste des communes pour orienter le territoire, dans son ensemble, vers une logique de complémentarité des politiques publiques et des investissements publics et/ou privés.

- Pour renforcer l'autonomie des bassins de vie par une implantation des services et équipements adaptés aux besoins de proximité afin d'améliorer la qualité de vie et de limiter les déplacements.

La Provence Verte-Verdon est constituée de 6 bassins de vie qui sont à conforter du point de vue de l'emploi, du commerce et des équipements. Ces bassins de vie sont ceux dans lesquels les habitants font l'essentiel de leurs déplacements quotidiens. L'armature urbaine de la Provence Verte-Verdon se construit sur les bassins de vie de Brignoles, de Saint Maximin, du Val d'Issole, de Carcès, de Barjols, de Rians.

Au sein de chaque bassin de vie, chaque commune a un rôle à jouer en fonction de sa taille démographique, de son offre de services, de commerces, d'équipements, de son niveau d'emplois et de son potentiel de développement :

- Les communes de **Brignoles et de St-Maximin** sont à la fois centrales dans leur bassin de vie et dans toute la Provence Verte-Verdon. Leurs niveaux d'équipements, de commerces, d'emplois leur confèrent le **statut de villes-centres**.
- Les communes de **Barjols, Carcès, Rians, et Garéoult-Rocbaron** relaient l'ensemble du développement du territoire à l'échelle de leur bassin de vie dont elles sont le centre d'attraction. Elles ont le **statut de villes-relais**.
- Les communes de **Camps la Source, La Celle, Pourrières, Tourves, Le Val** ont le **statut de communes d'appui au développement**.
- **Les autres communes** bouclant le maillage du territoire et disposant d'une offre de proximité quotidienne garante de la qualité de vie ont le statut de « **bourgs** ». Certains de ces bourgs appartiennent à deux bassins en raison de la proximité avec 2 villes-centres ou de 2 communes relais.

La logique d'implantation de la croissance démographique tiendra compte à la fois du poids démographique de chaque bassin dans l'ensemble de la Provence Verte-Verdon et du poids de chaque commune dans son bassin de vie.

L'ambition du SCoT est de renforcer les niveaux de centralités et les fonctions associées. Les objectifs de renforcement de la trame urbaine sont les suivants :

- **Fortifier le développement de la Provence Verte-Verdon** en privilégiant dans Brignoles et St-Maximin la localisation des équipements structurants de rayonnement Pays et des activités économiques dont l'influence dépasse l'échelle de la Provence Verte-Verdon. Ceci dans un souci de complémentarité et d'équilibre entre ces deux communes ;
- **Asseoir le rôle des communes-relais** de Carcès, Barjols, Rians et du binôme **Garéoult-Rocbaron** par le maintien et l'implantation d'équipements, de commerces, de services et d'activités économiques dont la zone de chalandise correspond à leur bassin de vie ;
- **Faire participer les communes d'appui au développement**, plus activement que les bourgs du fait de leur localisation sur les axes centraux A8/RDN7 et RD43 ou de leur proximité aux villes

centres participent aux objectifs de production de logements dont le logement locatif social, de production de foncier économique et commercial ;

- **Permettre un développement équilibré des bourgs** pour pérenniser voire atteindre un niveau suffisant de services de proximité.

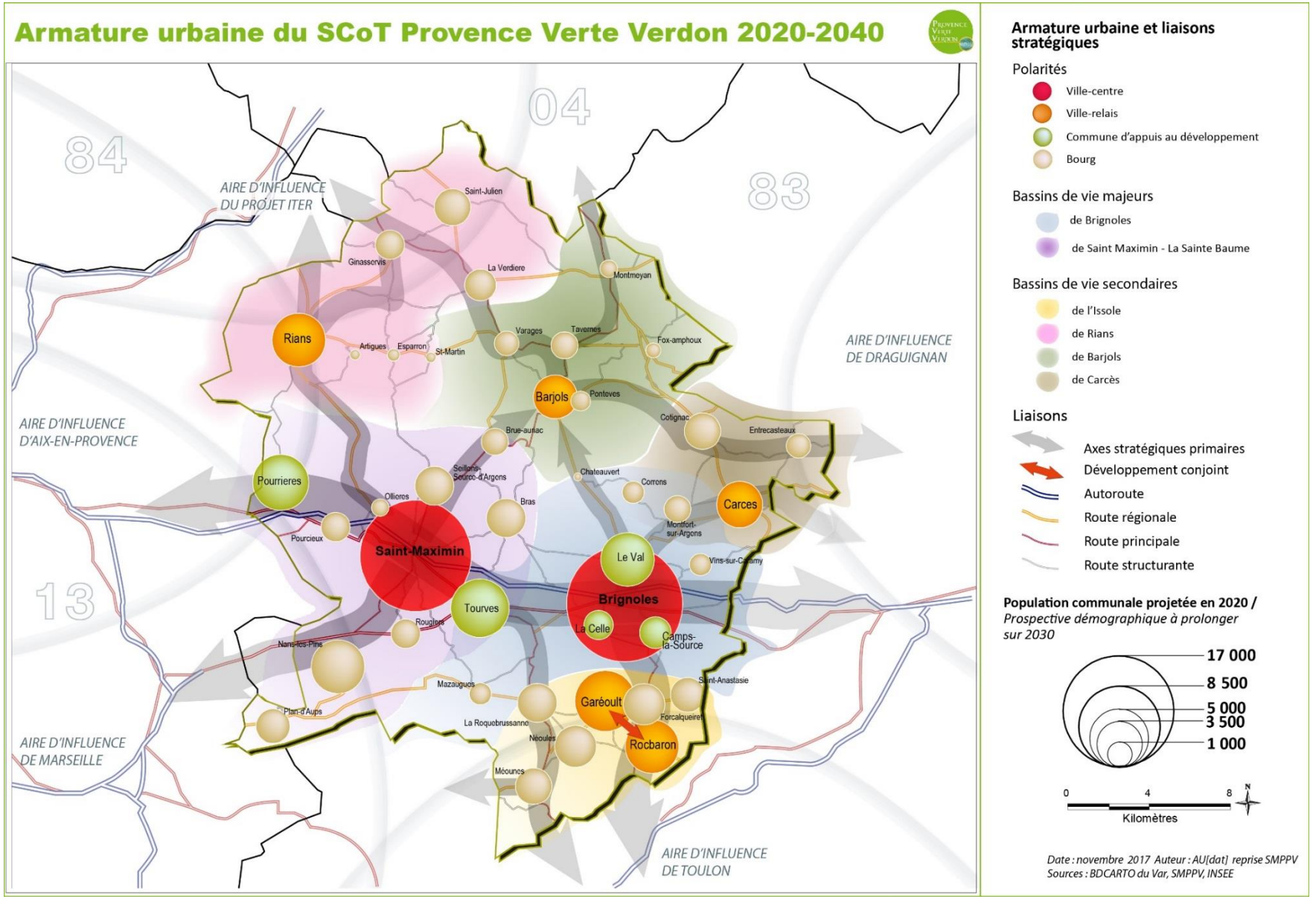


Figure 2 : l'Armature urbaine de la Provence Verte Verdon

I.2. MIEUX SE DEPLACER, ETRE MIEUX RELIES

La voiture individuelle constitue un outil indispensable pour se déplacer en Provence Verte-Verdon. L'urbanisme éclaté et diffus, le réseau de voirie performant et le faible coût des hydrocarbures a profité au développement de ce mode de transport jusqu'à le rendre hégémonique. Mais aujourd'hui, l'augmentation régulière du coût des carburants montre les limites de ce système. Ce phénomène se traduit dans les faits par :

- Une augmentation de la vulnérabilité financière des ménages due à la part consacrée au budget déplacement ;
- Un coût économique du aux localisations d'activités qui pénalise le territoire en matière de déplacements des salariés et des marchandises ;
- Une augmentation de la pression sur les infrastructures et donc sur les coûts d'investissement portés par les collectivités.

Le secteur des transports est le principal émetteur de gaz à effet de serre sur le territoire de la Provence Verte-Verdon et consommateur d'énergie du fait de la part prépondérante des véhicules particuliers dans les déplacements quotidiens et de l'importance du trafic de marchandises.

Du point de vue des déplacements, l'objectif du SCoT est :

- de réduire la part des déplacements dans les émissions de gaz à effet de serre afin de contribuer significativement à l'amélioration du bilan énergétique du territoire,
- d'offrir au plus grand nombre une alternative crédible au « tout automobile ».

Pour cela, le SCoT poursuivra la stratégie suivante :

- Conforter et valoriser la position géographique de la Provence Verte-Verdon aux portes des métropoles de Marseille, Aix, Toulon, et d'ITER en améliorant l'interconnexion avec les centres économiques et décisionnels depuis Brignoles, St-Maximin et les villes-relais de Rians et Garéoult-Rocbaron ;
- Promouvoir un système de mobilités structuré autour de l'armature territoriale en accompagnement du rééquilibrage emplois/logements ;
- Mettre les déplacements au cœur des politiques d'aménagement par l'organisation des déplacements de proximité ;
- Accompagner le déploiement de la couverture numérique pour rendre le territoire compétitif et assurer une qualité de service à la population et limiter les déplacements.

I.2.1. Interconnecter les transports avec le territoire régional

Le SCoT fixe comme orientation de valoriser sa position géographique centrale à la Région Provence Alpes Côte d'Azur et d'améliorer les connexions avec les territoires voisins notamment depuis les villes centres de son territoire que sont Brignoles et St-Maximin. Ceci se concrétise par :

- Le renforcement des infrastructures routières et autoroutières :
  - La réalisation de l'échangeur A8 complet de Pourrières,
  - La desserte autoroutière de zones économiques proches de l'A8 et particulièrement celle de Nicopolis,
  - Les déviations des centres villes et villages les cas échéant, …

- L'amélioration des axes reliant Rians à Cadarache et ITER, notamment la RD3-RD11

- La modernisation des infrastructures de transport favorisant l'auto-partage :
  - par le déploiement d'aires de covoiturage à proximité des principaux nœuds routiers et autoroutiers et des Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM).
  - par la mise en œuvre d'outils de partage tels que plateforme Internet, taxis collectifs…
  - par des aménagements urbains adaptés tels que parkings-relais connectant le réseau de voiries primaires de la Provence Verte-Verdon aux bassins de vie et d'emplois voisins ;

- Le développement de lignes de transport en commun express à haut niveau de fréquence (« RER routier ») pour les trajets de longues distances vers Aix-en-Provence, Marseille, Aubagne, Toulon, Manosque, ITER, Draguignan, Le Luc et par une meilleure interconnexion et coordination avec les Autorités Organisatrices des Transports (AOT) ayant une responsabilité dans le territoire de Provence Verte-Verdon et/ou sur les territoires voisins ;

- L'organisation de l'activité logistique en identifiant des zones d'activités préférentielles pour ce type d'activités en lien direct avec les échangeurs autoroutiers ;

- Maintenir le potentiel de transport collectif que représente la ligne ferrée Carnoules-Gardanne avec la possibilité de mettre en place des pôles d'échanges multimodaux (PEM) dans les communes desservies par cet axe.

I.2.2. Promouvoir un système de transport hiérarchisé sur l'armature territoriale

Le SCoT fixe comme orientation d'organiser, de hiérarchiser et de structurer les déplacements à l'intérieur et entre les bassins de vie du territoire en jouant sur l'offre et la demande en transport par :

- Un système de transport en commun hiérarchisé qui vise à :
  - Structurer les villes-centres et les communes-relais en pôles d'échanges multimodaux,
  - Organiser les lignes à haut niveau de fréquence à partir de ces pôles d'échanges multimodaux pour desservir les pôles d'emplois limitrophes et pour améliorer les liaisons internes aux bassins de vie et entre les bassins de vie de la partie centrale et du Sud de la Provence Verte-Verdon (St-Maximin, Brignoles, Garéoult-Rocbaron) ;
  - Renforcer les connexions entre les bassins de vie de la partie Nord et leur ville-centre de référence (Brignoles pour Carcès et Barjols, St-Maximin pour Rians, Brignoles pour Garéoult-Rocbaron) à partir de ces pôles d'échanges multimodaux par un système de rabattement en transport collectif (ligne régulière, transport à la demande, …) et/ou covoiturage ;

- Un maillage routier sécurisé, de qualité, adapté aux modes de déplacements alternatifs
  - Définir une hiérarchisation des axes routiers en maintenant l'effort de sécurisation et en facilitant l'usage des modes de déplacements doux
  - Faire du maillage routier une vitrine de la qualité de vie du territoire pour les habitants et pour sa valorisation économico-touristique, notamment par :
    - des coupures d'urbanisation entre villages
    - des aménagements routiers insérés dans le paysage
    - des aménagements routiers d'entrées de ville et de villages en insertion paysagère, assurant la transition ville/campagne

I.2.3.Remettre les déplacements au cœur des politiques d'aménagement

- Le SCoT vise à organiser le territoire par bassins de vie et à limiter les distances de déplacement. Ceci consiste à :

    - Pallier aux déficits en terme d'offre de services par le renforcement des équipements, activités et commerces à l'intérieur des bassins de vie ;
    - Privilégier un développement urbain à plus forte densité dans et autour des villes-centre, des communes-relais et de leurs pôles d'échanges multimodaux ;
    - Organiser et améliorer la desserte en transports en commun des principaux pôles attractifs du territoire, actuels et futurs tels que les zones d'emplois, les grands équipements, les zones commerciales, etc ;
    - Subordonner l'ouverture à l'urbanisation de certains sites d'extensions et de certaines zones d'activités économiques à la desserte en transports en commun ;
    - Promouvoir, par l'intermédiaire d'associations, le développement de Plans de Déplacements InterEntreprises (PDIE) dans les zones d'activités existantes et en projet ;

- Promouvoir la ville des courtes distances pour organiser les déplacements de proximité :

    - Offrir un nouveau partage de l'espace public dans les centres au profit des modes alternatifs à la voiture par des espaces dédiés aux deux roues et aux piétons, par l'instauration de zones de circulation particulières (Zone 30, zone de rencontre,…) afin de garantir la sécurité de tous les usagers ;
    - Développer l'accessibilité en modes doux vers les équipements publics, les zones commerciales, les zones d'emplois et les pôles d'échanges multimodaux ;
    - Organiser le stationnement des deux roues dans les centres, aux abords des équipements publics, des zones commerciales, des zones d'emplois et des pôles d'échanges multimodaux.

I.2.4. Déployer l'infrastructure numérique

Faciliter et accompagner le déploiement d'un réseau d'information et de communication efficace et performant :

- Pour améliorer la compétitivité des entreprises et le développement des services à la population ;
- En priorisant la mise en œuvre des éléments de l'infrastructure numérique sur les axes de développement économique du territoire et sur les villes centres et relais de l'armature urbaine ;
- Permettre une réduction de la « fracture numérique » sur tout le territoire.

II. AMENAGER LE TERRITOIRE PAR UN DEVELOPPEMENT URBAIN RAISONNE

L'urbanisation rapide de la Provence Verte-Verdon ces quarante dernières années s'est faite trop souvent au gré des opportunités foncières et de la pression de la demande principalement issue des territoires limitrophes.

Elle a conduit à une consommation rapide des espaces naturels et agricoles les plus proches des villes et villages en aboutissant à un mitage des terroirs de la Provence Verte-Verdon, à une dégradation de ses paysages d'interfaces et à la production d'une forme urbaine trop largement dominée par le modèle de la maison individuelle.

La réponse de la Provence Verte-Verdon vise à une inflexion nette de ce mode de développement en articulant deux ambitions : celle d'un équilibre renforcé et durable entre espaces urbanisés et non urbanisés et celle d'une forte progression de la maîtrise du mode d'urbanisation.

II.1. REAFFIRMER LE CARACTERE STRUCTURANT DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES DANS LE PROJET DE DEVELOPPEMENT

II.1.1. Consolider la Trame Verte et Bleue du territoire en limitant les impacts de l'urbanisation sur les ressources et les espaces naturels

- Préserver la biodiversité en limitant la consommation et la fragmentation des espaces naturels et agricoles et en assurant le maintien et la remise en bon état des continuités écologiques ;
- Contribuer à la qualité des paysages et du cadre de vie en favorisant les interconnexions entre maillage vert et maillage urbain (développement de la nature en ville).

II.1.2. Préserver et valoriser l'enveloppe foncière agricole

Affirmer une volonté de reconquête agricole en accroissant les terres agricoles et « agricolables », a minima conserver l'enveloppe foncière agricole constatée sur la base du mode d'occupation des sols agricoles (MOSA) de 2014.

L'atteinte de cet objectif est conditionnée aux principes suivants :

1- L'évitement des terres agricoles,
2- La réduction des impacts de l'urbanisation sur les terres agricoles par la mise en œuvre des orientations visant l'urbanisation qui sont au Document d'Orientations et d'Objectifs du présent SCoT,
3- A titre exceptionnel, ***sur justification de la commune*** dans les cas où une terre agricole est projetée d'être ouverte à l'urbanisation, un principe de compensation préalable à cette perte de surface agricole sera mis en œuvre ;

- Favoriser l'accès au foncier des agriculteurs ainsi que le maintien et/ou le développement des espaces productifs ;
- Encadrer les aménagements et constructions liés ou non à l'activité agricole afin de limiter le mitage agricole ;
- Eviter les concurrences quant à l'usage du sol entre activités agricoles et activités liées aux énergies renouvelables.

II.2. ACCROITRE LA MAITRISE DE L'URBANISATION

II.2.1. Cibler le développement et viser une réduction de la consommation d'espace

Le développement urbain de la Provence Verte-Verdon articulera renouvellement urbain et développement par extension dans des sites repérés et choisis par les communes en fonction de critères d'urbanisation préférentiels précisés dans le Document d'Orientations et d'Objectifs. Ce développement est d'autant plus prioritaire dans les espaces bien desservis ou potentiellement bien desservis par les transports en commun.

Dans les enveloppes d'urbanisation future définies le SCoT se donne comme orientations :

- De diminuer la surface de foncier dédiée à l'habitat et aux équipements structurants par une densification de l'urbanisation et des formes urbaines économes d'espace,
- De contenir la surface dédiée aux zones commerciales afin de conforter les équilibres de l'armature urbaine et de répondre aux besoins de la croissance démographique par bassin de vie,
- D'augmenter la surface de foncier dédiée aux activités économiques pour créer les conditions de développement d'une activité économique endogène et équilibrée sur le territoire.
- De conserver la proportion de foncier dédiée à la production d'énergie issue de sources renouvelables et produites sur Provence Verte-Verdon

Au final, le SCoT vise une réduction importante du rythme de consommation du foncier à l'horizon 2030. Ces objectifs chiffrés seront définis au Document d'Orientations et d'Objectifs.

II.2.2. Privilégier une urbanisation plus compacte

L'urbanisation souhaitée par la Provence Verte-Verdon optimise le potentiel foncier dans et hors enveloppe urbaine :

- En favorisant le renouvellement urbain qui consiste à refaire la ville sur la ville par la densification du tissu existant (dents creuses, remembrements fonciers), la réhabilitation, la mobilisation du parc de logements vacants, le changement d'usage ;
- En orientant le développement nouveau dans la continuité des tissus urbains existants, à proximité ou sur les axes les plus à même d'être desservis par les transports en commun ;
- En lien avec la poursuite des orientations relatives à la Trame Verte et Bleue ;
- En optimisant le potentiel d'accueil des sites d'extension urbaine par une densité adaptée.

II.2.3. Accroître la qualité des projets et des aménagements

Les projets urbains qui seront développés par les communes anticiperont :

- La maîtrise foncière ;
- L'inscription du site dans le projet urbain de la commune ;
- L'organisation des déplacements et la mixité fonctionnelle ;
- La qualité architecturale, paysagère et environnementale ;
- Le caractère patrimonial du contexte urbain et les entrées de villes et villages.

III. METTRE EN ŒUVRE UN DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL AU SERVICE D'UN TERRITOIRE DYNAMIQUE, SOLIDAIRE ET DURABLE

Le développement de la Provence Verte-Verdon a été engendré par une croissance démographique très forte, sous influence des grands territoires voisins mais aussi d'origines plus lointaines que la région PACA. Cette poussée résidentielle ne s'est pas accompagnée d'un développement économique équivalent.

Le futur développement de la Provence Verte-Verdon doit mieux articuler évolution démographique et croissance économique.

Celui-ci doit tirer un meilleur parti de ses richesses naturelles et de sa capacité d'innovation, faire du développement résidentiel un levier pour l'implantation et la création d'emplois renforçant l'offre de services à la population et la qualité de vie de la Provence Verte-Verdon, profiter de sa situation géographique privilégiée à portée des trois grandes agglomérations de PACA et monter en gamme l'ensemble de ses espaces économiques.

III.1. MAITRISER LES CONDITIONS D'ACCUEIL DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

Compte tenu de la forte croissance démographique qu'a connue la Provence Verte-Verdon ces vingt dernières années et des mutations spatiales et sociétales qu'elle a générée, le SCoT vise à organiser le développement du territoire, à le structurer afin de lui permettre de gérer dans les meilleures conditions **un plafond démographique soutenable à l'horizon 2040**.

Eu égard à la proximité de Provence Verte-Verdon avec deux grandes aires urbaines - d'Aix-Marseille et Toulon - sur les trois que compte la Région PACA, la croissance démographique est une donnée inévitable. Ne pas prendre en compte cette pression contracterait l'offre de logements et pèserait sur

le parcours résidentiel et la solvabilité des ménages déjà présents dans le territoire. Cependant, le niveau de population présenté correspond à un maximum, celui d'une croissance démographique qui s'infléchit comparée à celle connue depuis 30 ans.

III.1.1. S'appuyer sur l'armature urbaine pour répartir la croissance démographique

Le SCoT souhaite répartir l'accueil de la population nouvelle dans le but de renforcer les villes-centre, les communes d'appui au développement ainsi que les communes-relais dans leurs rôles de centralités vis-à-vis des communes de leurs bassins de vie.

Le SCoT entend rééquilibrer la répartition spatiale de l'offre de logements, dont les logements sociaux, sur les villes-centre et communes-relais au plus proche des zones d'emplois, des commerces, des équipements et services et des axes de communication qui ont les meilleures caractéristiques pour développer une politique de transport en commun.

Le Documents d'Orientations et d'Objectifs définira les objectifs de production de logements en tenant compte de l'objectif de renforcement de l'armature urbaine.

III.1.2. Apporter une réponse adaptée aux besoins en logements

Répondre quantitativement aux besoins de logement de la population

L'objectif est d'adapter la production annuelle de logement aux besoins liés au desserrement des ménages, au vieillissement de la population ainsi qu'aux besoins liés à la croissance démographique, essentiellement due à l'arrivée d'actifs.

Adapter la production aux besoins et reconstruire le parcours résidentiel

Le SCoT a pour priorité la reconstitution des éléments manquants d'un parcours résidentiel complet en développant une offre adaptée à la demande des jeunes, jeunes couples, jeunes familles, des personnes âgées indépendantes à revenus modestes, des familles monoparentales, etc.

Le SCoT souhaite orienter la production de logements pour :

- permettre une diversification de l'offre ;
- améliorer la mixité sociale à toutes les échelles du territoire ;
- permettre aux ménages à revenus modestes d'accéder à la propriété ;
- soutenir la production de logements locatifs aux loyers encadrés.

Le SCoT prend en compte les besoins en logements des personnes âgées dépendantes, des situations d'urgence et des gens du voyage sédentarisés ou non.

III.1.3. Structurer les équipements et services du territoire dans une logique de cohésion et de complémentarité territoriale

La croissance démographique doit aller de pair avec le développement d'une offre de services adaptée pour, à la fois, conforter les centralités et éviter les inégalités territoriales en termes de services de proximité.

Développer une offre de services et d'équipements à la localisation pertinente

Le SCoT entend permettre le développement d'une offre d'équipements et de services adaptée aux besoins des habitants afin de renforcer son attractivité, en particulier pour les jeunes, les actifs et les familles. L'offre d'équipements et de services est un vecteur de solidarité envers les publics en situation de fragilité.

Dans une logique de cohésion territoriale et de complémentarité, l'accessibilité de cette offre en chacune des parties du territoire s'appuie sur l'armature urbaine :

- Les villes-centre de Brignoles et St-Maximin bénéficieront préférentiellement des équipements et services de rayonnement Pays et/ou au-delà, c'est-à-dire ayant vocation au rayonnement communautaire et/ou surpa-communautaire ;
- Les communes-relais de Barjols, Carcès, Rians, Garéoult-Rocbaron seront confortées dans leur offre d'équipements, de services intermédiaires ;
- Les communes d'appui au développement sont Camps-la-Source, La Celle, Le Val, Tourves et Pourrières. Ces communes, du fait de leur localisation sur la colonne vertébrale A8/RDN7 et/ou de leur proximité aux villes centres de Brignoles et St Maximin accompagnent un développement privilégié de cette partie du territoire dans les objectifs de production de logements pour actifs, de production de foncier économique et/ou commercial ;
- Dans les bourgs, est visé le maintien et/ou le développement d'une offre de services de proximité.

Développer une offre de services et d'équipements adaptée à la diversité des besoins

Le SCoT poursuit l'objectif d'attirer et de maintenir les jeunes, les actifs et les familles en Provence Verte-Verdon par une réponse adaptée à leurs besoins qui consiste à :

- Conforter la politique d'offre des services d'accueil de la petite enfance ;
- Structurer l'offre en équipements sportifs et de loisirs par une politique d'anticipation des besoins, voire de mutualisation des moyens ;
- Anticiper et étendre les offres en formation initiale et continue en fonction de la stratégie de développement économique de Provence Verte-Verdon ;
- Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur, à la formation et aux services de l'emploi par des politiques de déplacements et d'infrastructures complémentaires et adaptées aux besoins.

La santé est considérée comme composante indispensable à la politique de solidarité territoriale. Il est prioritaire de lutter contre les inégalités d'accès aux soins. Il est poursuivi de :

- Conforter les services hospitaliers à Brignoles en tant que base de l'organisation sanitaire du territoire ;
- Soutenir l'offre sanitaire de proximité dans les différents bassins de vie du territoire ;
- Adapter les conditions sanitaires et d'accueils aux enjeux du vieillissement de la population et du handicap.

L'offre culturelle et patrimoniale est considérée comme un élément de cohésion territoriale et de développement économique. La pierre angulaire de l'offre patrimoniale est le Pays d'Art et d'Histoire dont les collectivités encouragent les orientations et les accompagnent par :

- La prise en compte de l'offre culturelle et patrimoniale comme une constituante identitaire pour les habitants tout autant qu'une ressource économique propre au territoire et valorisable, notamment sur le plan touristique ;
- L'implantation concertée d'équipements culturels et patrimoniaux structurants destinés aux habitants comme aux visiteurs extérieurs ;
- La structuration et la professionnalisation de l'offre culturelle et patrimoniale sur le territoire.

Il est considéré comme incontournable, dans le cadre d'un objectif de solidarité territoriale, de maintenir partout sur le territoire du SCoT les conditions d'accès aux services publics postaux, d'accès au droit et à la sécurité.

IV. REALISER UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AMBITIEUX

Le SCoT de la Provence Verte-Verdon ambitionne de favoriser un développement économique qui permette d'améliorer l'offre d'emploi et la diversité des activités au sein de son territoire. Pour cela, **il est visé**, en lien avec les prévisions démographiques, **un objectif de création nette d'emplois** au même rythme que la croissance du nombre d'actifs envisagée dans les prévisions démographiques.

Cet objectif qui sera exprimé dans le Document d'Orientations et d'Objectifs ne pourra être atteint qu'en valorisant au mieux les nombreux potentiels économiques du territoire et en tirant partie des potentialités des territoires proches, comme le CEA de Cadarache mais également les zones d'activités économiques ou les dynamiques démographiques et résidentielles...

Ce développement doit naturellement s'accompagner d'une structuration des principales filières économiques actuelles et potentielles du territoire, c'est-à-dire par l'accompagnement du développement économique par la création de locaux, d'espaces économiques de qualité, la création de formations adaptées et dotées de moyens.

Par ailleurs, la structuration du territoire autour de l'armature urbaine vise également à optimiser l'efficacité économique.

IV.1. DEVELOPPER UN TOURISME MOTEUR ECONOMIQUE ET RESPONSABLE

La position stratégique de la Provence Verte-Verdon, aux portes de tous les grands sites touristiques provençaux, et ses qualités propres, du point de vue paysager, patrimonial, des variétés des activités et des possibilités de proposer une offre en toutes saisons, mettent en avant le tourisme comme un axe stratégique de développement économique de la Provence Verte-Verdon.

IV.1.1 Valoriser le cadre de vie, le patrimoine et l'environnement

Le tourisme est un élément de la dynamique économique du territoire qui doit également permettre de valoriser la qualité de vie, le patrimoine, l'environnement de la Provence Verte-Verdon en minimisant son empreinte écologique et ce, autour de 5 axes privilégiés :

- Développer la filière pleine nature,
- Favoriser les accès à l'eau pour la pratique d'activités nautiques dans le respect des milieux et des usages en ciblant les plans d'eaux et lieux de baignades existant lacs de Carcès, Vins sur Caramy, Montmeyan et Saint-Julien le Montagnier plage sur le Verdon,
- Développer un volet patrimonial en utilisant les actions menées par le Pays d'Art et d'Histoire,
- Valoriser les activités et savoir-faire artisanaux et industriels,
- Développer les activités oenotouristiques et agrotouristiques.

IV.1.2. Structurer l'action touristique

L'objectif est d'accroître et de pérenniser l'activité touristique tout au long de l'année et sur l'ensemble du territoire de la Provence Verte-Verdon. Le tourisme devra mettre en synergie les compétences publiques et privées ainsi que les infrastructures et actions de développement. Pour cela, le SCoT vise à :

- Encourager la création de sites touristiques structurants et permettre l'implantation de nouvelles activités touristiques,
- Augmenter et diversifier l'offre d'hébergements touristiques, en particulier hôtels, campings et hébergements de groupe,
- Coordonner les démarches de qualité et de classement, optimiser la communication sur la destination Provence Verte-Verdon et harmoniser les compétences des acteurs publics et privés,

IV.2. FAVORISER LA DIVERSITE DES ACTIVITES ET PRODUCTIONS AGRICOLES ET SYLVICOLES, RENFORCER LEUR COMPETITIVITE

Les pistes de développement de l'agriculture et de la sylviculture passent par le maintien du savoir-faire local mais aussi par la diversification de pratiques nouvelles ou la recherche de nouveaux marchés.

IV.2.1. Accompagner le développement de la filière bois

Le SCoT vise à développer un ensemble de compétences issues de l'exploitation du bois en structurant et diversifiant ses débouchés économiques, ainsi que l'emploi et la formation qui en découlent tout en promouvant une sylviculture raisonnée. Le SCoT souhaite :

- Développer le Bois énergie ;
- Favoriser le développement d'autres filières de valorisation du bois local (isolation bois, bois de construction, d'œuvre ou d'industrie, castanéiculture…) en tenant compte des capacités de production des espaces forestiers ;
- Promouvoir une gestion durable de la forêt.

Par ailleurs, le SCoT accompagne la gestion et la valorisation de la forêt dans un souci de multifonctionnalité de ces espaces (la fonction d'accueil du public pourra notamment être développée) et dans un but de limitation des risques aux personnes et aux biens.

IV.2.2. Conforter et diversifier l'activité économique agricole

Le SCoT veut conforter le dynamisme des filières agricoles en place, dont la viticulture. Mais il entend également diversifier et développer les productions destinées à un approvisionnement local en Provence Verte-Verdon et dans les agglomérations voisines, en développant par exemple le maraîchage et en renforçant les circuits courts.

Le développement de l'agritourisme, notamment d'une offre oenotouristique, sera également une opportunité pour le territoire.

Seront poursuivis le développement des filières d'éco matériaux, d'éco-construction, de valorisation de la biomasse, en profitant de la proximité de la ressource et des débouchés liés à la dynamique démographique forte de la Région PACA et d'initier ou d'accompagner le développement de petites filières de niches de production agricoles anciennes (pois chiche de Rougiers, coing de Cotignac, prune de Brignoles, Courge de Rians, Châtaigne de Camps…)

L'adaptation des productions en fonction de la ressource en eau et le développement de nouvelles sources d'irrigation devront permettre de pérenniser l'agriculture du territoire.

Enfin, les productions respectueuses de l'environnement devront être soutenues, agriculture raisonnée comme agriculture biologique.

IV.3. VALORISER LES SOURCES D'ENERGIES RENOUVELABLES

La Provence Verte-Verdon recèle un potentiel très important en matière de production d'énergies renouvelables. Ce potentiel existe sur une grande diversité de segments ce qui permet d'envisager un mix énergétique varié.

Cette capacité énergétique potentielle, source de développement économique, donne à la Provence Verte-Verdon un rôle très important face à l'enjeu de la sécurisation énergétique de la région PACA et lui permet de contribuer significativement à l'amélioration de ses performances environnementales.

Le développement de ce potentiel énergétique passera par celui des filières de production telles que la biomasse, le photovoltaïque au sol (hors terres agricoles) et en toiture, le solaire thermique et l'éolien.

IV.4. PROFITER DE L'EFFET LEVIER DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE EN TERMES D'ECONOMIE RESIDENTIELLE

Le SCoT ambitionne d'améliorer la réponse aux besoins de commerces et services des habitants actuels et futurs. Cette croissance de l'économie résidentielle, à la fois par le rattrapage des déficits actuels et par l'accompagnement du développement futur, permettra une création d'emplois locaux et le renforcement de chaque bassin de vie.

Les secteurs qui porteront cette croissance sont entre autres le commerce, les services à la personne, la santé, la formation, l'éducation et le BTP.

Par ailleurs, ces activités contribueront à (et peuvent s'appuyer sur) l'attractivité touristique de la Provence Verte-Verdon.

IV.5. CIBLER LE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION AUTOUR DES FILIERES LOCALES

En ce qui concerne la formation initiale et continue, l'existence d'un bassin de main d'œuvre adapté et de qualité passera par la montée en gamme qualitative et quantitative de l'offre locale de formation et par sa structuration.

Cette offre de formation doit s'organiser prioritairement autour des filières et des productions précédemment identifiées.

IV.6. TIRER PARTI DU POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE PERIURBAIN DE PROVENCE VERTE-VERDON

La localisation centrale et stratégique de la Provence Verte-Verdon au sein de la Région PACA doit lui permettre de tirer parti d'un développement logistique plus soucieux de l'environnement et complémentaire avec les projets existants en particulier le long de l'A8 et des nœuds routiers.

IV.7. RENFORCER LES ESPACES ECONOMIQUES DU TERRITOIRE

Le développement économique de la Provence Verte-Verdon passera par le renforcement et l'amélioration des espaces existants, le développement de nouveaux espaces et l'affichage pour l'ensemble de ces espaces de vocations dominantes et ce dans une armature hiérarchisée des espaces économiques.

Schématiquement sept types d'espaces vont être support de développement économique :

1. Les zones urbaines mixtes déjà existantes et en particulier les centres-villes ;
2. Les zones commerciales, leurs extensions futures et celles qui seront créées ;
3. Les zones d'activités artisanales et économiques actuelles, leurs extensions futures et celles qui seront créées ;
4. Les zones d'équipements et de services (pôles administratifs, lycées, collèges, hôpitaux…) dans leur configuration actuelle et projetée ;
5. Les zones de production d'énergie renouvelable en cours d'installation et projetées ;
6. Les espaces agricoles ;
7. Les espaces naturels supports d'attractivité touristique ou aux ressources valorisables.

IV.7.1. Anticiper le besoin en nouveaux espaces économiques

L'objectif de création nette d'emplois par an trouvera un support spatial dans la confortation et le développement des entreprises, services et équipements déjà présents sur la Provence Verte-Verdon mais également dans l'implantation de nouvelles unités. Pour contribuer à atteindre cet objectif, **la part des espaces nouvellement urbanisés dévolus à l'accueil d'activités économiques devra s'accroître très significativement sur la durée du SCoT**.

IV.7.2. Renforcer et hiérarchiser le réseau des zones d'activités économiques

Le SCoT définit trois niveaux de Zones d'Activités Economique (ZAE), selon leur rôle dans la progression de l'attractivité économique du territoire et la satisfaction des besoins locaux en espaces économiques dédiés :

- Les ZAE d'intérêt « Pays ». Ces zones participent de l'identité du territoire et doivent être exemplaires. Elles ont vocation à accueillir une part importante du développement économique. Elles sont localisées au sein des bassins de vie de Brignoles et de St-Maximin et le long des voiries primaires de l'A8, la RDN7, la RD43 ;
- Les ZAE Relais sont de 2 types : elles accueillent des activités économiques présentielles ou développent une spécialisation dédiée telle que la transformation des ressources naturelles spécifiques, l'éco-construction, l'agriculture… Elles sont localisées le long des voiries primaires ;

- Les ZAE de Proximité concernent toutes les autres zones d'activités économiques. Elles ont pour vocation principale l'accueil d'activités présentielles et artisanales. Elles peuvent être localisées dans toutes les communes sur des axes de circulation pouvant être desservis par les transports en commun.

Les ZAE d'intérêt Pays et Relais sont orientées afin d'être le support d'un développement de filières structurantes ou de spécialisation forte pour le territoire. Les extensions et nouveaux espaces économiques devront contribuer fortement sur le moyen et le long terme à :

- Faciliter l'accueil de nouvelles activités économiques porteuses de développement en Provence Verte-Verdon ;
- Anticiper l'avenir du foncier économique du territoire ;
- Rééquilibrer le ratio emplois/actifs.

Les communes ou EPCI au regard de leurs compétences respectives sont encouragés à requalifier et réaménager leurs espaces économiques afin de redonner attractivité et compétitivité aux ZAE existantes et d'optimiser l'aménagement des projets d'extension ou de création de nouveaux sites économiques.

De plus, tout projet devra s'inscrire dans une approche d'aménagement durable au travers de certification ou de labellisation pour favoriser les qualités urbaines et paysagères des fonciers d'activités économiques et privilégier l'économie de l'espace.

IV.8. ACCOMPAGNER UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ATTRACTIF ET COMPETITIF

Les collectivités impulseront une stratégie de développement économique pour rendre le territoire du SCoT attractif et compétitif. Les objectifs sont de :

- Soutenir la création, l'accueil et le développement d'entreprises par une politique immobilière adaptée ;
- Faciliter la mise en place de services aux salariés et aux entreprises ;
- Affirmer l'entité économique du territoire du SCoT par une politique de marketing et d'ingénierie territoriale.

IV.9. TENDRE A L'EQUILIBRE DU TERRITOIRE PAR UNE GEOGRAPHIE DES COMMERCES A L'ECHELLE DES BESOINS

La localisation préférentielle des commerces est définit selon deux principes exposés ci-dessous.

IV.9.1. Des implantations commerciales en renforcement de l'armature urbaine

L'objectif poursuivi est de limiter l'évasion commerciale en dehors du territoire du SCoT afin d'offrir aux habitants l'offre commerciale nécessaire, de réduire les déplacements et de développer l'économie de la Provence Verte-Verdon.

Pour ce faire, il s'agit d'élever les niveaux qualitatifs et quantitatifs de l'offre commerciale des deux villes-centres Brignoles et St-Maximin, dans le respect d'un principe de complémentarité entre ces deux polarités.

Les politiques publiques conforteront l'attractivité commerciale des villes-relais de Barjols, Carcès, Rians, Rocbaron et des communes d'appui par une offre adaptée à l'échelle de leur bassin de vie respectif.

Enfin, dans les autres communes du SCoT les politiques publiques viseront le maintien d'une offre commerciale de proximité avec pour objectif de limiter les déplacements pour l'achat de produits de première nécessité.

IV.9.2. Des implantations commerciales bien intégrées à la ville

Pour atteindre l'équilibre commercial du territoire, le SCoT différencie le développement commercial selon qu'il s'agit des centres villes et centres villages, des centres de quartiers, des zones de mixité urbaine ou des pôles commerciaux périphériques.

Ainsi, chacun de ces secteurs urbains doit disposer de capacités variables à accueillir les différents types d'équipements commerciaux selon leurs spécificités : comportements d'achat des consommateurs, nature des flux générés et portée de leur rayonnement.

Selon les secteurs urbains, les orientations d'aménagements rechercheront la qualité architecturale, paysagère, et l'optimisation du foncier existant, ainsi que la mise en place d'une mixité fonctionnelle et d'une limitation des déplacements.

V. RESPECTER ET VALORISER LES RESSOURCES EXCEPTIONNELLES DE PROVENCE VERTE-VERDON, OFFRIR AUX POPULATIONS UN ENVIRONNEMENT SAIN

Les ressources naturelles de la Provence Verte-Verdon sont les constituantes primordiales et centrales de sa qualité de vie. En tant que telles, ces ressources participent de l'attractivité du territoire et de son rayonnement. Aussi l'environnement, loin de constituer une contrainte en Provence Verte-Verdon, représente un réel facteur de développement pour le territoire.

Le projet de développement de la Provence Verte-Verdon, s'il vise à produire de la valeur ajoutée sur la base de ses potentialités, se fonde également sur le choix assumé et délibéré de minimiser les impacts du développement sur ces ressources.

V.1. LE MAINTIEN D'UNE TRAME VERTE ET BLEUE FONCTIONNELLE ET BIEN CONSERVEE

Les grandes orientations pour la conservation de la Trame Verte et Bleue sont :

- **La préservation des Cœurs de Nature** : ces espaces reconnus pour leur intérêt en termes de biodiversité sont capitaux. Ils doivent être préservés dans les documents d'urbanisme et dans la mise en œuvre des opérations d'aménagement ;
- **Le maintien de la fonctionnalité des corridors écologiques terrestres et aquatiques** : bien que les échanges entre les grands espaces naturels du territoire soient nombreux et se fassent de façon diffuse, de grands corridors d'intérêt supra-territorial sont identifiés et devront être précisés. Afin de maintenir la fonctionnalité de ces corridors, plusieurs points de fragilité ont été identifiés et devront être préservés. De plus, des points de rupture ont été localisés et devront dans la mesure du possible être restaurés.

  Concernant la Trame Bleue, des efforts sur le maintien de la fonctionnalité des cours d'eau et de leur ripisylve sont à engager ;
- **Le renforcement du rôle écologique des zones d'extension :** ces espaces à l'interface des Cœurs de Nature et des espaces relais boisés jouent un rôle particulier pour préserver les secteurs de plus forte biodiversité. Ils doivent bénéficier d'une politique d'aménagement du territoire adaptée. Ce sont les lieux préférentiels pour mettre en place des actions de restauration des milieux ;
- **La préservation de la qualité naturelle des zones relais :** ces espaces qui prédominent sur le territoire contribuent au bon fonctionnement de la Trame Verte et Bleue. Les activités agricoles et forestières qui y prennent place influencent la qualité de ces espaces et leur potentiel en faveur de la biodiversité ;

- Plus indirectement, afin de renforcer la qualité et la diversité des paysages et d'améliorer le cadre de vie, il sera favoriser également le **développement des interconnexions avec le maillage vert et bleu urbain (incitation au développement de la nature en ville**).

V.2. LE MAINTIEN ET LA VALORISATION DE LA QUALITE DES PAYSAGES

Les objectifs suivants sont poursuivis :

- Respecter l'harmonie et les identités paysagères du territoire en organisant l'accueil et le développement dans les documents d'urbanisme et dans les aménagements ;
- Maintenir voir accroitre la SAU
- Préserver la qualité des paysages agricoles et de leurs composantes ;
- Assurer la gestion, la diversification et la mise en valeur économique de la forêt ;
- Affirmer la place de l'eau dans le paysage ;
- Concilier développement touristique et préservation du patrimoine.

V.3. L'AMELIORATION DU BILAN ENERGETIQUE DU TERRITOIRE

Compte tenu du contexte local sera poursuivie la mise en place de dispositifs et/ou d'actions en faveur de l'efficacité énergétique du territoire.

Pour cela, l'enjeu majeur sera d'établir une cohérence entre les pratiques en matière d'urbanisme et d'aménagement et les objectifs en termes énergétiques et climatiques.

La diversification du mix énergétique du territoire comme objectif amène à :

- Développer les filières d'énergies potentiellement exploitables sur le SCoT telles que le bois-énergie, le solaire thermique, le solaire photovoltaïque et l'éolien ;
- Définir un cadre de conditions d'implantation des installations de production notamment pour la préservation des espaces agricoles et naturels.

V.4. L'AGRICULTURE RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT ET FACTEUR D'IDENTITE PAYSAGERE

En dehors de sa fonction productive l'agriculture est un facteur prépondérant de la construction des paysages du territoire. De surcroît elle joue un rôle d'entretien et de valorisation des espaces y compris naturels. Pour réduire son impact sur l'environnement et mettre en avant son rôle, le SCoT se donne comme objectif de :

- Conforter la fonctionnalité écologique de l'agriculture dans le cadre de la Trame Verte et Bleue (TVB) ;
- Renforcer le rôle de l'agriculture dans la prévention des risques naturels ;
- Soutenir des pratiques culturales respectueuses de l'environnement pour limiter l'impact sur les paysages et les milieux ;
- Identifier et préserver le patrimoine agricole et rural de qualité.

V.5. LA PRESERVATION DES RESSOURCES

V.5.1. La ressource en eau

La protection et la mise en valeur du réseau hydrographique, dense et peu anthropisé à ce jour, consiste à assurer la fonctionnalité des cours d'eau et à préserver les zones humides.

Il est objectivé de préserver les ressources d'alimentation en eau potable et pour cela :

- Fixer, en compatibilité avec l'orientation générale inscrite dans le SDAGE, que l'usage prioritaire des ressources en eau souterraine « majeures » (identifiées par le SDAGE) est l'alimentation en eau potable ;
- Assurer la préservation à long terme de la ressource en eau souterraine considérée comme stratégique, notamment celle des contreforts nord de la Ste-Baume, par une gestion concertée ;
- Gérer la retenue de Ste-Suzanne (Lac de la Provence Verte-Verdon, à Carcès) pour tendre à un partage des usages ;
- Gérer l'alimentation et anticiper les besoins en eau potable des communes de Provence Verte-Verdon ;
- Tendre vers une gestion économe de la ressource en eau par tous les types d'usagers.

V.5.2. La ressource en granulats

En réponse aux besoins induits par le développement de la Provence Verte-Verdon et afin de minimiser les impacts sur l'environnement, le SCoT fixe comme objectifs de :

- Prioriser l'utilisation de matériaux issus du recyclage des matériaux inertes ;
- Favoriser la diversification et l'utilisation de matériaux issus de ressources renouvelables et gérés durablement, afin de minimiser la pression sur les ressources non renouvelables ;
- Minimiser les impacts consécutifs à l'exploitation des ressources sur les milieux naturels, agricoles et urbains ;
- Conserver les capacités de production du territoire en relation avec le projet de développement :
    - En privilégiant la proximité de la ressource, donc issue préférentiellement de Provence Verte-Verdon ;
    - En anticipant sur les besoins à venir compte tenu des prospectives démographiques ;
    - En se référant au Schéma Départemental des Carrières.

V.6. LA REDUCTION DES RISQUES ET DES NUISANCES

Les risques principaux sont les incendies et les inondations. Ils concernent la majorité des communes du territoire même si l'acuité de la menace n'est pas la même selon les communes.

Le Plan Particulier d'Intervention du CEA de Cadarache s'applique sur quelques communes au nord du territoire dont Rians et Ginasservis. Il sera à prendre en compte.

La prise en compte des risques est primordiale dans les documents d'urbanisme communaux pour la sécurisation des biens et des personnes dans les zones déjà urbanisées, comme pour l'anticipation dans les zones d'urbanisation future.

V.6.1. Limiter le risque incendie

Vis-à-vis du risque incendie, au-delà des éléments de gestion de la forêt qui concourent déjà à le réduire, les objectifs sont les suivants :

- Stopper le mitage urbain des espaces boisés et mieux gérer les interfaces urbain/forêt ;
- Mettre en place les aménagements de sécurité le cas échéant ;
- Réaliser ou réactualiser les documents de planification et de gestion des risques puis les articuler entre eux (ex. : PIDAF, plan de massif, charte forestière) ;
- Déterminer les espaces forestiers sujets à reconquête agricole pour utiliser l'activité agricole et son occupation du sol comme des espaces tampon à l'interface urbain/forêt.

V.6.2. Anticiper sur le risque inondation

Concernant le risque inondation, les objectifs sont les suivants :

- Améliorer la connaissance du risque ;
- Prendre en compte les risques inondations dans l'aménagement du territoire et le développement urbain ;
- Mettre en place des mesures visant à limiter ou à ne pas aggraver le risque telles que la préservation des Zones d'Expansion des Crues, la limitation de l'imperméabilisation des sols ;
- Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens ;
- Développer une culture du risque par l'information des populations et l'organisation des secours.

V.6.3. Tendre au traitement performant des eaux usées

L'objectif est d'assurer un traitement performant des pollutions liées aux rejets d'eaux usées, ce qui revient à :

- Assurer la cohérence entre les schémas directeurs d'assainissement des eaux usées et les documents d'urbanisme ;
- Améliorer les performances de l'assainissement collectif des eaux usées ;
- Accompagner l'amélioration de la qualité de l'assainissement non collectif.

V.6.4. Améliorer la gestion des eaux pluviales

L'objectif est d'améliorer la gestion des eaux pluviales, donc à :

- Planifier la gestion des eaux pluviales par des documents de référence cohérents avec les projets d'extension urbaine des communes ;
- Conditionner l'ouverture à l'urbanisation à des capacités de gestion des eaux pluviales suffisantes et prendre en compte les impacts des eaux pluviales sur la qualité des milieux récepteurs ;
- Favoriser une gestion des eaux pluviales à la source.

V.6.5. Optimiser la gestion des déchets dans une logique de prévention et de proximité

L'objectif global en matière de déchets est de passer d'une logique d'élimination à une logique de prévention et de gestion intégrée et optimisée sur le territoire en privilégiant un principe de proximité. Ceci dans une optique économique (maîtrise des coûts), environnementale (limitation des impacts sur le milieu, économie de matières premières, diminution des GES…) et de santé publique.

Ainsi la hiérarchie des modes de gestion des déchets doit-elle être la suivante : prévention, réemploi, recyclage et valorisation organique, autre valorisation notamment énergétique, élimination.

Aussi, le projet du SCoT et ses orientations, les collectivités locales et leurs actions et les documents d'urbanisme locaux doivent contribuer à :

- Réduire la production des déchets à la source en participant à l'objectif national de réduction de la production de déchets ménagers et assimilés par habitant
- Réduire la part des déchets ultimes par valorisation, recyclage et réemploi des déchets en participant à l'objectif de diminution des quantités de déchets incinérées ou stockées et prévoir les moyens et infrastructures nécessaires afin de limiter la quantité de déchets incinérés ou stockés à horizon 2025.
- Augmenter le taux de recyclage matière et organique des déchets ménagers et assimilés.
- Optimiser l'utilisation des infrastructures de collecte, d'élimination et de stockages existants
- Envisager la création des infrastructures liées à leur valorisation, à leur conditionnement et à leur élimination
- Mettre en cohérence la problématique des déchets avec les autres problématiques environnementales
- Coordonner les documents et interventions en la matière sur Provence Verte-Verdon avec les documents de référence au niveau départemental

V.6.6. Réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique

A travers l'ensemble de son projet d'aménagement et de développement durable et ses orientations et objectifs, le SCOT participera à l'adaptation du territoire au changement climatique en proposant des principes d'aménagement visant à limiter :

- La vulnérabilité des milieux : incendies, inondations, ressource en eau…
- La vulnérabilité des activités : agriculture, urbanisme et infrastructure…
- La vulnérabilité des populations : précarité énergétique, pollution de l'air…

V.6.7. Réduire la pollution de l'air et les nuisances sonores

La pollution atmosphérique de Provence Verte-Verdon a pour source principale le secteur des transports du fait d'un réseau routier très fréquenté, notamment avec la présence de l'A8 où s'effectue la majorité des trafics. Par ailleurs, la fréquentation sur les infrastructures routières et ferroviaires est à l'origine de nombreuses nuisances sonores qui participent à la dégradation de l'ambiance acoustique.

La réduction de la pollution de l'air et des nuisances consistera à agir pour une réduction des déplacements et l'intégration de ces problématiques dans les documents d'urbanisme et les aménagements futurs.

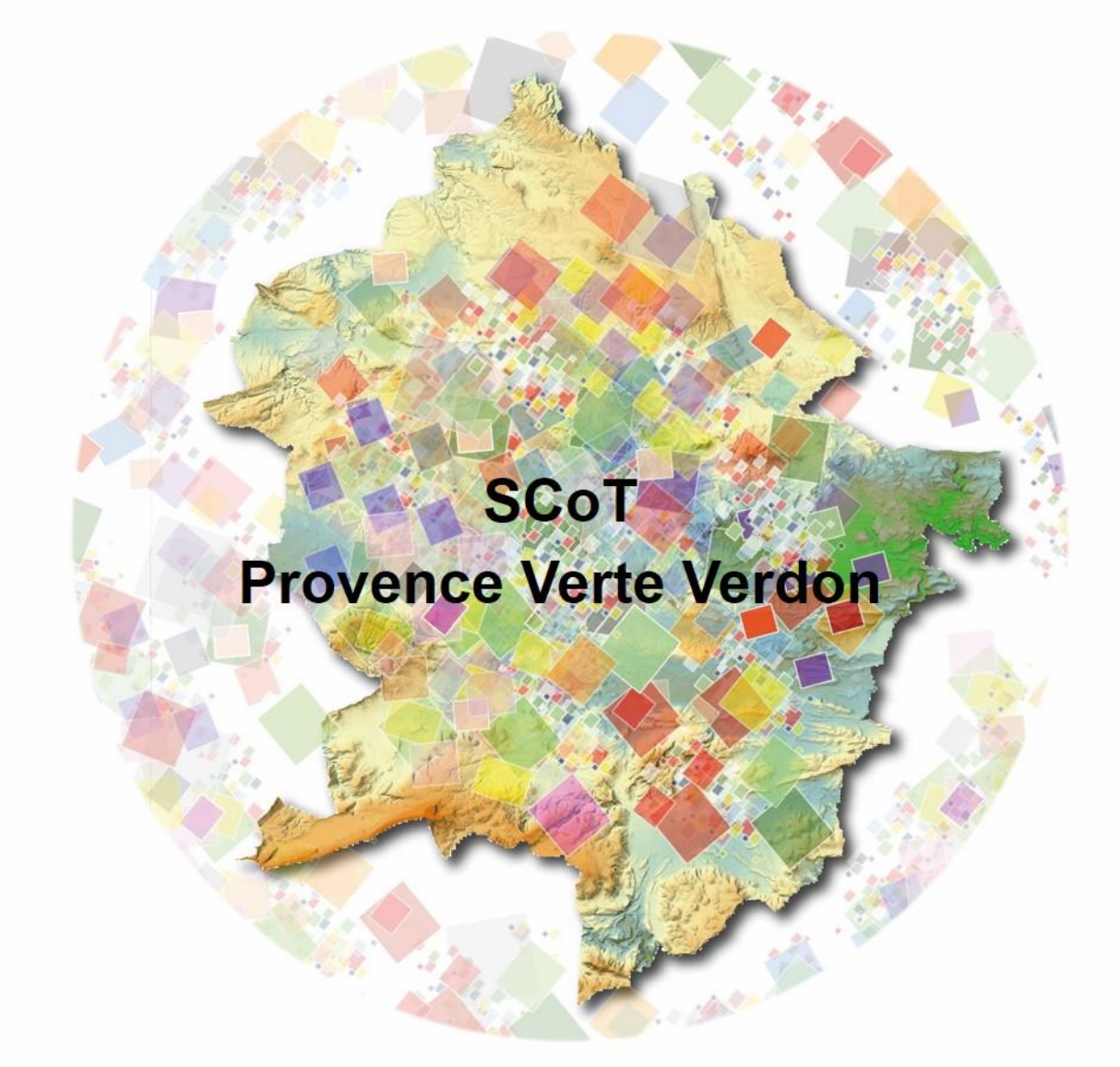
V.6.8. La prévention de la pollution des sols

La pollution des sols intervient principalement en zones urbanisées, le long des axes de communication fréquentés ou sur des sites d'activités industrielles utilisant des produits à haut risque environnemental.

La prévention de la pollution des sols consistera à améliorer la connaissance des sites à risques du territoire et à intégrer ces préoccupations dans les documents d'urbanisme et les futurs aménagements.

Conclusion du PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable sera décliné dans les orientations et objectifs définis au DOO du SCoT. Ces orientations et objectifs seront mises en œuvre, entre autres, dans les politiques publiques portées par les collectivités dans un principe de compatibilité.



- 9 -

DOCUMENT

D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS

SOMMAIRE

PARTIE 1 - RESPECTER ET VALORISER LES RESSOURCES EXCEPTIONNELLES, OFFRIR AUX POPULATIONS UN ENVIRONNEMENT SAIN 832

1 LES GRANDS AXES POUR LA PRESERVATION DES MILIEUX NATURELS, DE LA BIODIVERSITE ET LEUR VALORISATION : LA TRAME VERTE ET BLEUE 833

1.1 ORIENTATIONS POUR PRESERVER LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE 833
1.2 ORIENTATIONS POUR LIMITER LES ACTIVITES DANS LES CŒURS DE NATURE, LEURS EXTENSIONS ET DANS LES CORRIDORS ECOLOGIQUES 834
1.3 ORIENTATIONS POUR PRESERVER LES CŒURS DE NATURE ET LES ZONES D'EXTENSION DES CŒURS DE NATURE 834
1.4 ORIENTATIONS POUR MAINTENIR LA FONCTIONNALITE DES CORRIDORS ECOLOGIQUES TERRESTRES 835
1.5 ORIENTATIONS POUR MAINTENIR LES FONCTIONNALITES DE LA TRAME BLEUE (MILIEUX HUMIDES ET AQUATIQUES) 836
1.5.1 Orientations particulières sur les cours d'eau 836
1.5.2 Orientations particulières sur les zones humides 837
1.6 ORIENTATIONS PARTICULIERES POUR LES SECTEURS A ENJEUX IDENTIFIES 838
1.6.1 Orientations spécifiques aux zones de fragilité 838
1.6.2 Orientations pour les points de restauration potentiels 839
1.7 RECOMMANDATIONS POUR ENCOURAGER UNE GESTION DURABLE DES ZONES D'EXTENSION ET DES ZONES RELAIS 840
1.8 ORIENTATIONS POUR DEVELOPPER LA NATURE EN VILLE 840

2 LA PRESERVATION DES ESPACES AGRICOLES ET LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT 847

2.1 ORIENTATIONS POUR PRESERVER L'ENVELOPPE FONCIERE AGRICOLE 847
2.1.1 Des espaces agricoles à préserver 847
2.1.2 Eviter et Limiter l'impact du développement urbain sur les espaces agricoles 848
2.1.3 Orientations relatives à la compensation des espaces agricoles 848
2.1.4 Compléments techniques afin de faciliter la mise en œuvre du principe de compensation et d'identification d'espace agricolable au sein des communes et EPCI 849
2.2 ENCADRER LES AMENAGEMENTS ET LES CONSTRUCTIONS LIEES OU NON A L'ACTIVITE AGRICOLE 849
2.2.1 Orientations favorisant la diversification de l'activité agricole 849
2.2.2 Orientations limitant la pression foncière 850
2.2.3 Orientations favorisant l'intégration architecturale des constructions en milieu agricole 850
2.3 GERER LES CONCURRENCES ENTRE ACTIVITES AGRICOLES ET PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES 850
2.4 FAVORISER L'ACCES AU FONCIER DES AGRICULTEURS 851
2.4.1 Recommandations lors de l'élaboration ou révision des PLU(i) : 851
2.4.2 Recommandations en matière de politique agricole 851
2.5 LIER AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT 851
2.5.1 Orientations agriculture et préservation de la TVB 851
2.5.2 Orientations liées à la prise en compte des risques naturels 852
2.5.3 Orientations liées à la protection des ressources 852
2.6 DEVELOPPER UNE POLITIQUE AGRICOLE « DURABLE » 852
2.7 ENCADRER LES AMENAGEMENTS ET LES CONSTRUCTIONS LIEES A L'ACTIVITE FORESTIERE 853

3 VALORISER LES PAYSAGES ET LES PATRIMOINES 853

4 DEVELOPPER DES FILIERES LOCALES DE PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES ET DIVERSIFIER LE MIX ENERGETIQUE 857

4.1 ORIENTATIONS SUR LE BATI 857
4.2 CONCERNANT LES INSTALLATIONS PRODUCTRICES D'ENERGIES RENOUVELABLES 858
4.3 SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT DE CENTRALE BIOMASSE ET DE RESEAU DE CHALEUR 859

5 POUR UNE MEILLEURE GESTION DE L'EAU EN PROVENCE VERTE VERDON 859

5.1 PRESERVER LES MASSES D'EAU SOUTERRAINES MAJEURES 859
5.2 GERER L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES COMMUNES ET ANTICIPER LES BESOINS 860
5.3 AMELIORER LE TRAITEMENT DES EAUX USEES 861
5.4 GERER LES EAUX PLUVIALES 862

6 GERER LA RESSOURCE EN GRANULATS EN REPONSE AUX BESOINS ET EN MINIMISER L'IMPACT DE L'EXPLOITATION 863

7 GESTION DES DECHETS : OPTIMISATION, VALORISATION, PREVENTION ET PROXIMITE 864

7.1 ORIENTATIONS RELATIVES A L'AMELIORATION DE LA COLLECTE ET LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES .. 864
7.2 ORIENTATIONS RELATIVES A LA GESTION DES DECHETS ULTIMES DES MENAGES ET DE CHANTIER 865

8 ASSURER ANTICIPATION ET DIMINUTION DES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS 866

8.1 ORIENTATIONS POUR ANTICIPER ET DIMINUER LES RISQUES INONDATIONS 866
8.2 LIMITER LE RISQUE INCENDIE ET L'EXPOSITION DES PERSONNES ET DES BIENS 868
8.3 LIMITER L'EXPOSITION AUX NUISANCES SONORES 869

PARTIE 2 - UN DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL AU SERVICE D'UN TERRITOIRE DYNAMIQUE SOLIDAIRE ET DURABLE 870

9 UNE PRODUCTION DE LOGEMENTS REPONDANT AUX BESOINS DES HABITANTS 871

9.1 PRODUIRE 660 LOGEMENTS PAR AN EN MOYENNE ET REPARTITION 871
9.2 LES BESOINS DE LOGEMENTS SOCIAUX 871
9.2.1 Production globale et répartition par EPCI 871
9.2.2 Répartition par type d'opérations 872
9.3 POUR UNE OFFRE DE LOGEMENTS POUR LES PUBLICS SPECIFIQUES 872
9.4 LUTTER CONTRE LA VACANCE ET REVITALISER LES CENTRES URBAINS ET VILLAGEOIS 873
9.5 UNE PRODUCTION DE LOGEMENT QUALITATIVE EN MATIERE D'ENERGIE 873

10 RENFORCER L'ARMATURE URBAINE 874

10.1 LIER IMPLANTATION DES LOGEMENTS ET RENFORCEMENT DES CENTRALITES DU TERRITOIRE 875
10.2 AMELIORER LES SERVICES PROPOSES PAR L'ARMATURE URBAINE 875
10.2.1 Conforter des services d'accueil de la petite enfance accessibles et de qualité 875
10.2.2 Étendre les dispositifs de formation initiale et continue 876
10.2.3 Conforter les services décentralisés 876
10.2.4 Soutenir l'offre sanitaire 876
10.3 - DEPLOYER L'OFFRE EN EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS 877

11 FAVORISER UN DEVELOPPEMENT URBAIN QUALITATIF ET ECONOME EN ESPACE 878

11.1 OBJECTIFS CHIFFRES DE CONSOMMATION ECONOME DE L'ESPACE POUR LE LOGEMENT ET DE LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN 878
11.1.1 Prioriser le développement dans les tissus urbains constitués 878
11.1.2 Une réduction différenciée par grandes fonctions 879
11.2 CRITERES D'URBANISATION PREFERENTIELLE POUR REDUIRE LA CONSOMMATION D'ESPACE 880
11.3 OBJECTIFS EN MATIERE DE DENSITE RESIDENTIELLE MOYENNE SUR LES SITES OUVERTS A L'URBANISATION 880
11.4 OBJECTIFS DE DENSITE SELON LA LOCALISATION DU SITE DE DEVELOPPEMENT URBAIN 883
11.5 CRITERES QUALITATIFS DES ESPACES URBANISES 885

12 LE TRANSPORT ET LES MOBILITES 886

12.1 HIERARCHIE DU RESEAU VIAIRE DE LA PROVENCE VERTE VERDON 886
12.2 RENFORCER L'OFFRE DE TRANSPORTS COLLECTIFS 887
12.2.1 Le maillage en transports en commun 887
12.2.2 Développer une offre de transports collectifs de proximité 888
12.3 FAVORISER LES MOBILITES ALTERNATIVES 888
12.3.1 Localiser les principaux pôles d'échanges multimodaux 888
12.3.2 Anticiper les aménagements physiques et les équipements favorisant le covoiturage, l'autopartage et autres alternatives 889
12.3.3 Anticiper le développement des mobilités propres 890
12.3.4 Favoriser l'usage des modes actifs dans les aménagements 890
12.3.5 Un stationnement favorable au report modal et à l'autopartage 891

PARTIE 3 - VERS UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENDOGENE 892

13 ORGANISER ET SPATIALISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 893

13.1 AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE 893
13.2 ORIENTATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN TOURISME DYNAMIQUE 893
13.3 LE RENFORCEMENT MUTUEL DE L'ECONOMIE ET DES CENTRALITES 894
13.4 OBJECTIFS POUR UNE ANTICIPATION DES EXTENSIONS ET CREATIONS DE SITES ECONOMIQUES 896
13.5 FAIRE EVOLUER QUALITATIVEMENT LES ZAE 898

14 POUR UN COMMERCE COHERENT ET EQUILIBRE À L'ECHELLE DU TERRITOIRE 900

14.1 PRENDRE EN COMPTE LE CONTEXTE ET LES CONSEQUENCES DU CHANGEMENT ACTUEL DE MODELE DE DEVELOPPEMENT DE LA GRANDE DISTRIBUTION 900
14.2 IMPLANTATIONS PREFERENTIELLES DU COMMERCE SELON SA PORTEE SUR L'EQUILIBRE TERRITORIAL 901
14.3 IDENTIFIER L'ARMATURE COMMERCIALE 902
14.3.1 Définition des types d'équipements commerciaux 902
14.3.2 Identification des vocations commerciales des communes selon l'armature urbaine 903
14.3.3 Définition des localisations préférentielles 904
14.4 PRINCIPES GENERAUX POUR L'IMPLANTATION DES COMMERCES 908
14.4.1 Principes préalables à la définition du volume des nouvelles surfaces de vente 908
14.4.2 Principes de mixité des fonctions commerces – habitat – services 908
14.4.3 Orientations relatives aux extensions et créations des sites commerciaux périphériques 908
14.4.4 Principes d'implantations des commerces hors des localisations préférentielles 909
14.4.5 Le cas des complexes cinématographiques 910

15 DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL ET COMMERCIAL (DAAC) 911

15.1 STRUCTURATION ET CONDITIONS DU DEVELOPPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT COMMERCIAL 911
15.1.1 Localisation des localisations préférentielles des commerces 911
15.1.2 Principe d'implantations des commerces 926
15.2 ORIENTATIONS RELATIVES AUX OBJECTIFS DE NOUVELLES SURFACES DE VENTE 927
15.2.1 Prescription d'incitation à la densité des équipements commerciaux dans les localisations préférentielles 927
15.2.2 Orientations pour inciter à une meilleure intégration architecturale et paysagère des équipements commerciaux d'importance 928
15.2.3 Orientations pour la des-imperméabilisation des espaces de stationnement 929
15.2.4 Orientations pour la limitation de l'impact environnemental des équipements commerciaux 929
15.2.5 Orientations relatives à la requalification des sites commerciaux existants 930

16 SYNTHESE DU DEVELOPPEMENT URBAIN 2020-2040 931
16.1 SCHEMA DE L'URBANISATION 931
16.2 SYNTHESE DES OBJECTIFS DE CONSOMMATION ECONOME DE L'ESPACE 932

PARTIE 1 - RESPECTER ET VALORISER LES RESSOURCES EXCEPTIONNELLES, OFFRIR AUX POPULATIONS UN ENVIRONNEMENT SAIN

1 LES GRANDS AXES POUR LA PRESERVATION DES MILIEUX NATURELS, DE LA BIODIVERSITE ET LEUR VALORISATION : LA TRAME VERTE ET BLEUE

1.1 ORIENTATIONS POUR PRESERVER LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE

La Provence Verte Verdon se caractérise par une richesse en matière de biodiversité et de milieux naturels exceptionnels, que le SCoT demande de préserver et de valoriser dans le projet de développement du territoire. Il se porte ainsi garant de la préservation des espèces les plus emblématiques ou patrimoniale du territoire telles l'Aigle de Bonelli, le Pique-Prune ou bien encore le minoptère de Schreibers par exemple.

Le SCoT de la Provence Verte Verdon pose un principe général de maintien et de préservation de la biodiversité et des habitats naturels ou agro-naturels qui en sont le support. Le projet de trame verte et bleue s'organise autour de plusieurs sous-trames, pour mieux appréhender les enjeux de biodiversité du territoire :

- La trame verte composée de la trame de milieux boisés, de la trame de milieu ouverts, de la trame de milieux semi-ouverts ;
- La trame bleue composée des milieux aquatiques et des milieux humides.

Le SCoT de Provence Verte Verdon organise ces sous-trames en trois grands types de composantes, représentées dans la cartographie ci-dessous :

- Les cœurs de nature et des zones d'extension de cœur de nature,
- Les corridors écologiques et les zones relais,
- De secteurs à enjeux.

L'ensemble de ces composantes constituent les continuités écologiques du territoire.

Les PLU retranscrivent les continuités écologiques identifiées dans la carte TVB ci-dessous. Ils veilleront à les préciser et à les délimiter sous la forme d'une traduction réglementaire, afin de préserver leur fonctionnalité.

Les PLU complèteront la Trame Verte et Bleue du SCOT par l'identification et la délimitation de corridors écologiques fonctionnels à l'échelle de la commune.

Les PLU, dans la traduction de leur Trame Verte et Bleue, feront ressortir les besoins de remise en état des continuités écologiques en fonction du niveau de fonctionnalité ou de fragmentation des corridors.

1.2 ORIENTATIONS POUR LIMITER LES ACTIVITES DANS LES CŒURS DE NATURE, LEURS EXTENSIONS ET DANS LES CORRIDORS ECOLOGIQUES

Les projets légers d'équipements ou d'aménagements à vocation touristique, de loisir, éducative ou pédagogique peuvent s'implanter dans les cœurs de nature, leurs extensions et les corridors écologiques dans la mesure où ils ne compromettent pas leur biodiversité ou leur fonctionnalité écologique.

Les nouveaux équipements et activités, tels que carrières, décharges, centres d'enfouissement ou de traitement des déchets, susceptibles de dégrader ou de fragmenter les cœurs de natures n'ont pas vocation à s'y implanter. Ces équipements et activités, s'installeront préférentiellement en dehors des extensions de cœurs de nature et des corridors écologiques.

Les projets de centrales photovoltaïques au sol s'implanteront prioritairement sur les secteurs déjà artificialisés ou impactés par l'activité (tels que : anciennes carrières ou sites industriels, délaissés routiers, friches industrielles ou décharges…) et le cas échéant sur les espaces naturels de moindre qualité.

Tout projet devra présenter des critères de réalisation limitant les impacts sur le milieu et assurant sa remise en bon état.

Le SCoT recommande :

- La prise en compte de la biodiversité dans les pratiques culturales (agriculture extensive, maintien de prairies, enherbement des vignes…)
- Le maintien, la création ou la restauration des zones refuges favorables à la biodiversité : muret, mares, haies, bosquets, …
- D'autoriser dans la trame verte les équipements ou aménagements légers nécessaires à l'exploitation forestière

Dans le périmètre du PNR Sainte Baume :

- Les nouveaux projets ou extensions des installations existantes de grand éolien, de centrales photovoltaïques au sol n'ont pas vocation à s'implanter dans les cœurs de nature, dans les extensions de cœurs de nature et dans les corridors écologiques ;
- Les nouveaux projets de carrières n'ont pas vocation à s'implanter en cœurs de nature.

1.3 ORIENTATIONS POUR PRESERVER LES CŒURS DE NATURE ET LES ZONES D'EXTENSION DES CŒURS DE NATURE

Les documents d'urbanisme précisent et délimitent à l'échelle locale les cœurs de nature et les zones d'extension des cœurs de natures qui leurs sont associées, à partir de la Trame Verte et Bleue du SCoT. Les communes assurent la préservation de ces zones en renforçant leur statut réglementaire au sein des documents d'urbanisme en visant la conservation de leurs surfaces et l'intégrité de leurs fonctionnalités écologiques.

Pour les communes dont tout ou partie de l'enveloppe urbaine est comprise en cœur de nature (Carcès, Correns, Entrecasteaux, Cotignac, Plan d'Aups, Châteauvert, La Verdière) ou qui en jouxte un (Nans, La Celle,

Ginasservis, St Julien le Montagnier, Rians), des développements urbains limités sont possibles en continuité de l'enveloppe urbaine et sous réserve de ne pas porter atteinte aux fonctionnalités écologiques. Les projets aux performances écologiques renforcées, comme par exemple la mise en place d'une Approche Environnementale de l'Urbanisme (AEU), seront recherchés sur ces espaces.

Dans le périmètre du PNR Ste Baume les documents d'urbanisme confirmeront la vocation agricole ou naturelle des cœurs de nature, des corridors écologiques et des paysages remarquables. Ces espaces n'ont pas vocation à être ouverts à l'urbanisation. Pourront néanmoins y être envisagés, à titre exceptionnel et sous réserve d'une approche environnementale et paysagère exemplaire :

- les constructions, installations et aménagements strictement nécessaires à l'exploitation agricole, aux activités participant au maintien des équilibres écologiques, à la mise en valeur des paysages et à la gestion de la fréquentation et de l'accueil du public ;
- la réhabilitation et l'extension mesurée des constructions et carrières existantes ;
- la création d'infrastructures, réseaux, ouvrages et équipements techniques lorsqu'elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes et des biens notamment en prévenant un risque, ou lorsqu'elle est imposée par des contraintes géographiques ou techniques.

Le SCoT recommande :

- Le classement en Zones N ou A de ces sites (en dehors des zones urbanisées) éventuellement indicées (par exemple Nco, Npt, Aco, Apt) en fonction du niveau de sensibilité et du niveau de protection souhaité dans le règlement
- L'identification des cœurs de nature dans les documents graphiques du règlement et la définition de prescriptions différenciées en fonction des zonages visant à garantir la préservation des cœurs de nature et leur fonctionnalité des continuités écologiques
  Pour les zones où l'expression de la biodiversité est la plus forte, les PLU pourront déterminer des zones agricoles strictes non constructibles, accompagnées de la définition et de la mise en place de pratiques agroenvironnementales adaptées.
- La mise en place d'actions d'animation et de sensibilisation des usagers, locaux et des touristes, pour un meilleur respect des cœurs de nature.

1.4 ORIENTATIONS POUR MAINTENIR LA FONCTIONNALITE DES CORRIDORS ECOLOGIQUES TERRESTRES

Les déplacements et échanges d'espèces se font de manière diffuse sur la Provence Verte Verdon, mais de grandes continuités supra territoriales sont identifiées sur la carte de la Trame Verte et Bleue reliant les principaux cœurs de nature entre eux. Il s'agit de corridors écologiques.

Les corridors écologiques seront précisés à l'échelle communale et préservés de toute urbanisation susceptible de dégrader leur fonction d'échanges entre les cœurs de nature concernés.

Là où des projets d'urbanisation ou des aménagements sont prévus au sein de corridors, les PLU veilleront à maintenir des fuseaux d'espaces naturels ou agricoles non fragmentés et d'une largeur suffisante au déplacement des espèces.

Le SCoT recommande :

- le classement en Zones N ou A de ces sites (en dehors des zones urbanisées) éventuellement indicées (Nco, Aco) en fonction du niveau de sensibilité et du niveau de protection souhaité dans le règlement,
- L'identification des corridors dans les documents graphiques du règlement,
- La définition de prescriptions différenciées en fonction des zonages visant à garantir la fonctionnalité des continuités écologiques.
- L'intégration de ces éléments dans les orientations d'aménagement des zones d'urbanisation future

1.5 ORIENTATIONS POUR MAINTENIR LES FONCTIONNALITES DE LA TRAME BLEUE (MILIEUX HUMIDES ET AQUATIQUES)

Les corridors aquatiques sont constitués principalement des cours d'eau pérennes et des zones humides.

1.5.1 Orientations particulières sur les cours d'eau

D'une manière générale, les aménagements des cours d'eau et de leurs abords doivent respecter les espaces de bon fonctionnement de la rivière. Ils doivent contribuer à :

- la préservation des continuités écologiques des cours d'eau ainsi que leur restauration,
- la préservation des espaces de mobilité des cours d'eau pour en minorer les risques d'altération morphologique et contribuer à la prévention des inondations,
- la requalification des cours d'eau et la renaturation des berges en zone urbaine.

Les PLU traduiront la préservation des berges et des ripisylves associées, compte tenu de leur rôle majeur dans les continuités écologiques :

- Seront maintenus des couloirs non bâtis (recul des constructions) dont la largeur variera en fonction de la configuration et de la sensibilité du site en instaurant un classement spécifique.
- Seront éviter toute activité polluante directement en bordure des cours d'eau.
- La ripisylve sera, a minima maintenue, voire élargie par des dispositions appropriées (exemple zone N, Nco, EBC, ….), en particulier sur les secteurs compris dans les « cœurs de nature » du SCoT et dans les secteurs délimités comme « réservoir biologique » par le SDAGE.
- Aux abords des cours d'eaux et des chemins qui en sont proches, seront maintenus ou créés des zones enherbées ou boisées d'a minima 5 à 10 m limitant le transfert direct de polluants

Cette mesure portera en priorité sur :

- les sites Natura 2000
- les zones à risque moyen ou fort qui seront définies sur le périmètre de l'aire d'alimentation du captage du lac de Sainte Suzanne
- les cours d'eaux délimités par le SDAGE comme réservoir biologique

La protection des sources riches en minéraux (gypse, sel, …) qui contribuent à la qualité particulière et à l'équilibre écologique des milieux aquatiques de la Provence Verte Verdon sera recherchée notamment pour les sources de l'Eau Salée, les Bouillidoux, Gours Bénis.

Dans les zones destinées à une urbanisation future, toute implantation de construction ou installation devra respecter un recul significatif vis-à-vis du haut de berge des cours d'eau a minima de 10m. La largeur de ce recul sera adaptée par les documents d'urbanisme en tenant compte notamment des espaces de mobilité des cours d'eau, des plans de prévention des risques d'inondation et d'autres enjeux d'intérêt général éventuels.

Des espaces de détente et loisirs pourront être aménagés avec des équipements légers en dehors des secteurs de plus grande sensibilité écologique, notamment pour contribuer à la maîtrise de la fréquentation de secteurs très sensibles. Ils seront localisés et conçus de manière à limiter les impacts sur la qualité des cours d'eau.

Ainsi en milieu urbain, une réflexion globale sur la mise en valeur des cours d'eau et de leurs abords dans le respect du fonctionnement des milieux naturels sera privilégiée tant pour la contribution que la présence de l'eau peut apporter au paysage urbain à la création de lieux propices à la détente et aux loisirs, que pour le développement de la biodiversité en ville ou la gestion des risques.

Dans le respect du cadre réglementaire, la possibilité de mettre en place des activités pédagogiques ou des activités légères de loisirs sur le Lac Ste Suzanne pourra être étudiée, sans compromettre l'objectif de protection du captage et l'usage AEP prioritaire.

1.5.2 Orientations particulières sur les zones humides

Sur la base de l'inventaire départemental, les PLU veilleront à identifier et localiser les zones humides et à les protéger de l'urbanisation en définissant des règles et prescriptions adaptées à leur état de conservation, visant à assurer leur protection et le maintien de leur fonctionnalité.

D'éventuelles destructions partielles rendues d'une absolue nécessité par des projets d'intérêt général devront faire l'objet de mesures compensatoires. En tant que compensation, il sera privilégié la restauration d'anciennes zones humides sur une surface au moins égale à 200 % de la surface perdue ou altérée.

Les communes identifieront également les espaces de fonctionnalité des zones humides et veilleront à y adapter les occupations du sol et à proposer des mesures de gestion appropriées, pour garantir la pérennité des zones humides et l'efficacité de leurs fonctions.

Le SCoT encourage :

- l'élaboration de documents de gestion de la rivière tels que SAGE et contrats de rivière permettant de coordonner et renforcer les actions sur les cours d'eau, en cohérence avec le SDAGE
- la préservation des zones humides qui bordent les cours d'eau par des actions foncières.
- la restauration de la fonctionnalité des cours d'eau par le maintien du caractère naturel des berges, la préservation et l'entretien des ripisylves, le maintien des arbres à cavités, le choix d'essences végétales locales, la réduction des zones à espèces invasives.
- l'aménagement naturel des berges des cours d'eau en zone urbaine pour favoriser la présence de la nature en ville.
- la mise en œuvre d'installations spécifiques au niveau des seuils pour permettre le déplacement de la faune aquatique.

1.6 ORIENTATIONS PARTICULIERES POUR LES SECTEURS A ENJEUX IDENTIFIES

1.6.1 Orientations spécifiques aux zones de fragilité

Le SCoT identifie des points de fragilités (voir cartographie). Il vise à maintenir la fonctionnalité de la TVB en ces points. Les PLU conserveront les fonctions de passage que constituent ces zones et les protégeront de toute artificialisation grâce à des outils réglementaires ou des prescriptions adaptés à leur niveau de conservation.

Zones de fragilité 1 et 2 : Plaine agricole de Seillons-Source-d'Argens et Brue-Auriac.

Les PLU maintienne une coupure d'urbanisation afin de préserver la continuité ouverte, associée aux espaces agricoles, qui constitue une zone relais pour le déplacement des espèces liées à ces milieux *(Aigle de Bonelli, Pie-grièche écorcheur, Diane, …)*. Pour cela, les PLU renforceront le statut réglementaire de ces points de passage par un maintien des zones agricoles existantes au sud et/ou au Nord du village de Seillons et de part et d'autre du village de Brue-Auriac en apportant une attention particulière à l'interface ville/nature.

Zone de fragilité 3: Resserrement de l'Argens dans la traversée de la plaine de Carcès

- Les PLU veilleront à maintenir une coulée verte en préservant les berges et la ripisylve de l'Argens par un classement de protection adapté de type EBC et des prescriptions dans le règlement de nature à assurer leur protection et leur gestion.
- Les PLU préserveront les espaces agricoles jouxtant l'Argens par un maintien ou un classement en zone A en prévoyant une bande enherbée de 5 m minimum à partir des berges et un recul d'au moins 10 m à partir du haut de berges pour toute éventuelle construction.

- En zone U et AU, les PLU s'attacheront à maintenir un couloir non bâti (recul des constructions) le long de l'Argens dont la largeur variera en fonction de la configuration et de la sensibilité du site en instaurant un classement spécifique (hors U et AU) voire une identification au titre de l'art R 123-11 i du code de l'urbanisme.

L'extension de la zone d'activité des Praderies à Carcès devra notamment répondre à ces orientations. De plus, les aménagements, installations ou activités comportant un risque de pollution des eaux devront être implantés en dehors de cette zone.

Zone de fragilité 4 : Plaine agricole de l'Issole

- Les PLU viseront à maintenir une coupure d'urbanisation dans la plaine de l'Issole en préservant les espaces agricoles jouxtant l'Issole par le maintien ou un classement en zone A. Ces espaces agricoles participent également à la gestion du risque inondation sur le territoire.

Zones de fragilité 5 et 6 : Passage du Caramy et de son affluent sous l'autoroute A8 et Passage du Cauron sous l'autoroute A8

Les communes préserveront ces zones de passage en maintenant les espaces agricoles et naturels jouxtant les cours d'eau de part et d'autre de l'autoroute ainsi que les zones humides associées. Les PLU pourront procéder par exemple à un classement en A ou N ou au titre de l'art R123-11 i du Code de l'urbanisme.

Le SCoT recommande aux collectivités de prévoir avec la société gestionnaire de l'autoroute A8 des actions de restauration pour améliorer la continuité écologique au passage de l'autoroute, par une renaturation des berges et la végétalisation des accotements afin d'augmenter la fonctionnalité du franchissement pour la faune terrestre.

1.6.2 Orientations pour les points de restauration potentiels

Le SCOT identifie des points de restauration potentiels sur des corridors fragmentés par le passage de l'autoroute A8 et entend favoriser des actions de restauration par des actions foncières et de gestion adaptée.

Point A : liaison entre les contreforts de la Montagne Sainte Victoire et le Mont Aurélien restaurée

- Un éco-pont a été réalisé par la société gestionnaire de l'autoroute A8 qui assure le franchissement des espèces terrestres. Afin d'accompagner la restauration du corridor et de permettre l'opérationnalité les communes chercheront à préserver de part et d'autre de l'autoroute des fuseaux d'espaces naturels ou agricoles non fragmentés d'une largeur suffisante au déplacement des espèces. Ceci pourra se traduire par un classement en zone naturelle ou agricole.

- Dans le cas de projets prévus sur ces espaces, les PLU définissent des performances environnementales pour les constructions, installations ou aménagements envisagés visant à préserver la biodiversité et la fonctionnalité des corridors.

Point B : liaison entre Sainte Baume et Petit et Gros Bessillon à restaurer

- Même recommandation que pour le Point A

Point C : Liaison entre Montagne de la Loube et Petit et Gros Bessillon en cours de restauration :

- Un éco-pont a été réalisé, les communes chercheront à préserver de part et d'autre de l'autoroute des fuseaux d'espaces naturels ou agricoles non fragmentés d'une largeur suffisante au déplacement des espèces. Ceci pourra se traduire dans les PLU par un classement en zone naturelle ou agricole.

1.7 RECOMMANDATIONS POUR ENCOURAGER UNE GESTION DURABLE DES ZONES D'EXTENSION ET DES ZONES RELAIS

Promouvoir des actions de gestion durable de la forêt (encourager la réalisation de Plans simples de gestion et de plans d'aménagement, développer la certification durable, procéder à la conservation d'ilots de maturation forestière à concilier avec les exigences de la DFCI…)

Promouvoir des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement (réduire les intrants, prendre en compte la biodiversité dans les pratiques culturales, procéder à des économies de la ressource en eau, maintenir ou créer des zones refuges : muret, mares…)

Mener des actions d'animation et de sensibilisation des usagers pour limiter les impacts des activités dans ces zones (activités touristiques et de loisirs notamment)

1.8 ORIENTATIONS POUR DEVELOPPER LA NATURE EN VILLE

Afin de développer la « Nature en ville », pour des raisons liées au maintien de la biodiversité mais également à la qualité paysagère les PLU veilleront à :

- préserver, les éléments du paysage de types : canaux, talwegs, cours d'eau, alignements végétalisés, bosquets, oliveraies, ripisylve, zones humides, Zone d'expansion des crues, …
- orienteront les développements urbains de sorte à ce qu'ils s'insèrent dans le cadre architectural patrimonial, agricole et naturel environnant par la création de transitions douces et d'ambiances urbaines végétalisées adaptées aux contraintes climatiques locales et favorables à la biodiversité endémique.
- pourront, le cas échéant, prévoir des emplacements réservés pour des espaces verts, ou bien réglementer des surfaces minimales végétalisées dans les opérations d'aménagement ; et limiter ainsi l'imperméabilisation dans tout nouvel aménagement

- Mettre en valeur les cours d'eau et leurs abords (berges…) en milieu urbain dans le respect du fonctionnement des milieux naturels pour le développement de la biodiversité en ville et l'amélioration du cadre de vie.
- Prévoir, dans les projets urbains, des ouvrages de gestion des eaux pluviales favorables à la biodiversité (noues paysagères, bassins écologiques,…).
- Les PLU veilleront à préciser et adapter les règles régissant les clôtures pour limiter le risque inondation, mettre en œuvre les orientations de préservation de la biodiversité, ne pas occulter par des aménagements peu qualitatifs des cônes de vues ouverts.

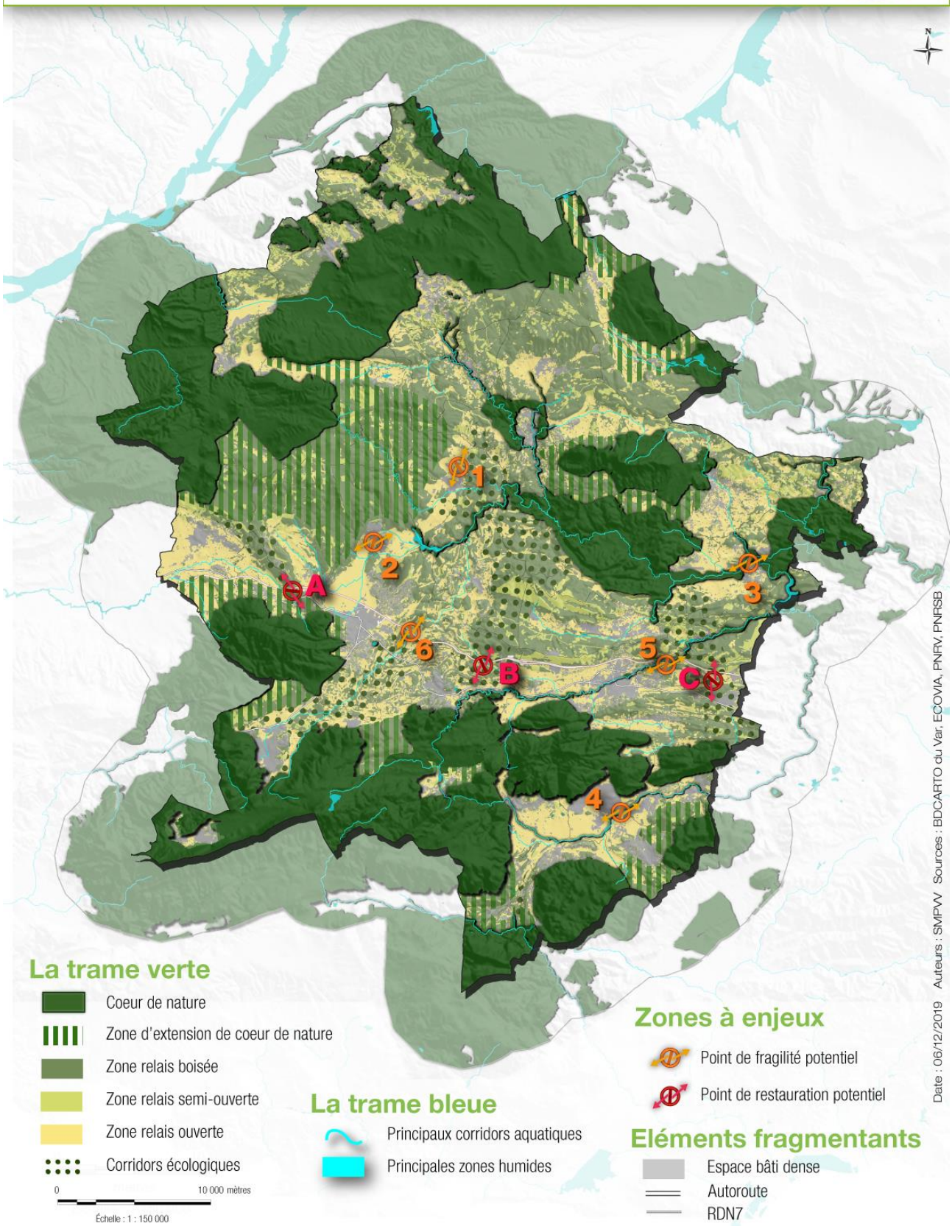
Les PLU veilleront à prévoir des emplacements réservés pour des espaces verts visant à recréer une armature verte interne à la ville.

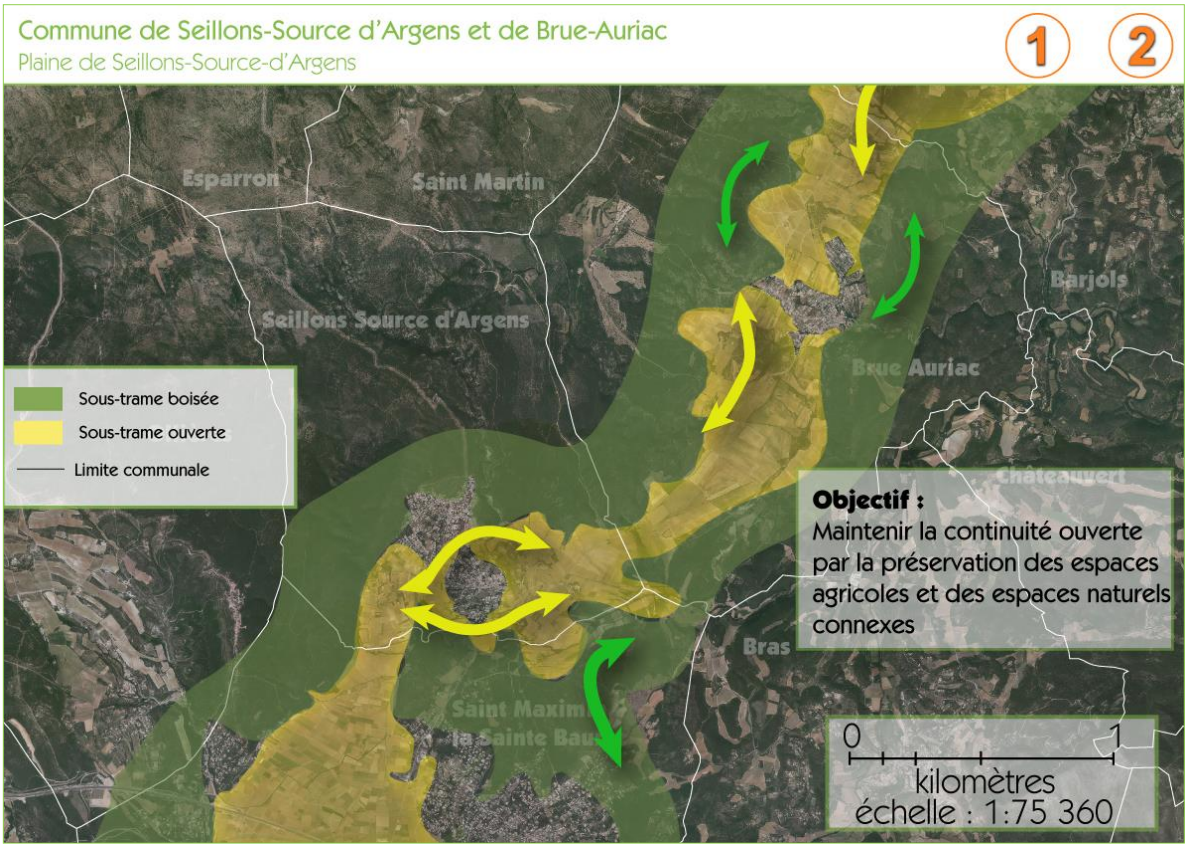
Le SCoT recommande de :

- Intégrer des espaces verts et limiter l'imperméabilisation dans tout nouvel aménagement
- Mettre en valeur les cours d'eau et leurs abords (berges…) en milieu urbain dans le respect du fonctionnement des milieux naturels pour le développement de la biodiversité en ville et l'amélioration du cadre de vie.
- Prévoir, dans les projets urbains, des ouvrages de gestion des eaux pluviales favorables à la biodiversité (noues paysagères, bassins écologiques,…)
- Entretenir les espaces verts par des techniques alternatives de gestion écologique
- Favoriser les actions de végétalisation des centres villageois

La Trame Verte et Bleue

du SCoT Provence Verte Verdon



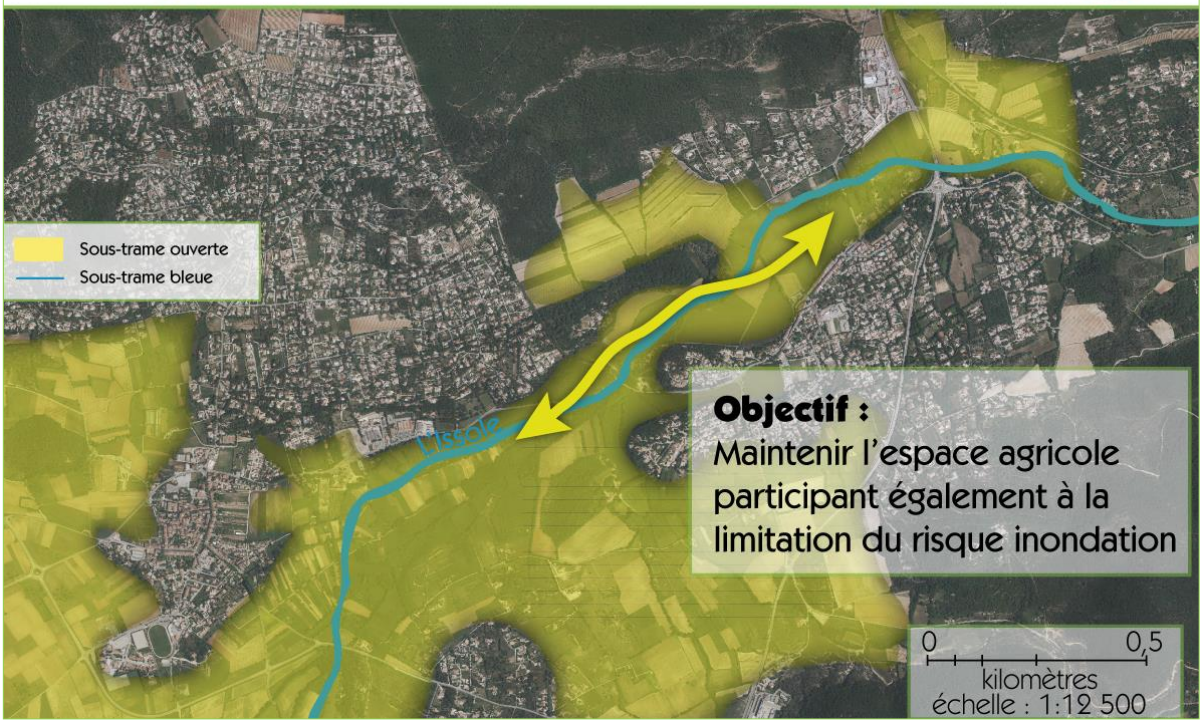

Commune de Seillons-Source d'Argens et de Brue-Auriac
Plaine de Seillons-Source-d'Argens
1
2
Esparron
Saint Martin
Seillons Source d'Argens
Barjols
Brue Auriac
Bras
Sous-trame boisée
Sous-trame ouverte
Limite communale
Objectif :
Maintenir la continuité ouverte par la préservation des espaces agricoles et des espaces naturels connexes
0
1
kilomètres
échelle : 1:75 360


Commune de Carcès
Resserrement de l'Argens dans la traversée de la plaine de Carcès
3
Objectif : Préserver la ripisylve et assurer sa fonctionnalité
Projet d'extension de la zone d'activité Les Praderies
Coeur de Nature
Sous-trame bleue
Limite communale

Communes de Garéoult - Forcalqueiret - Rocbaron

Plaine agricole de l'Issole

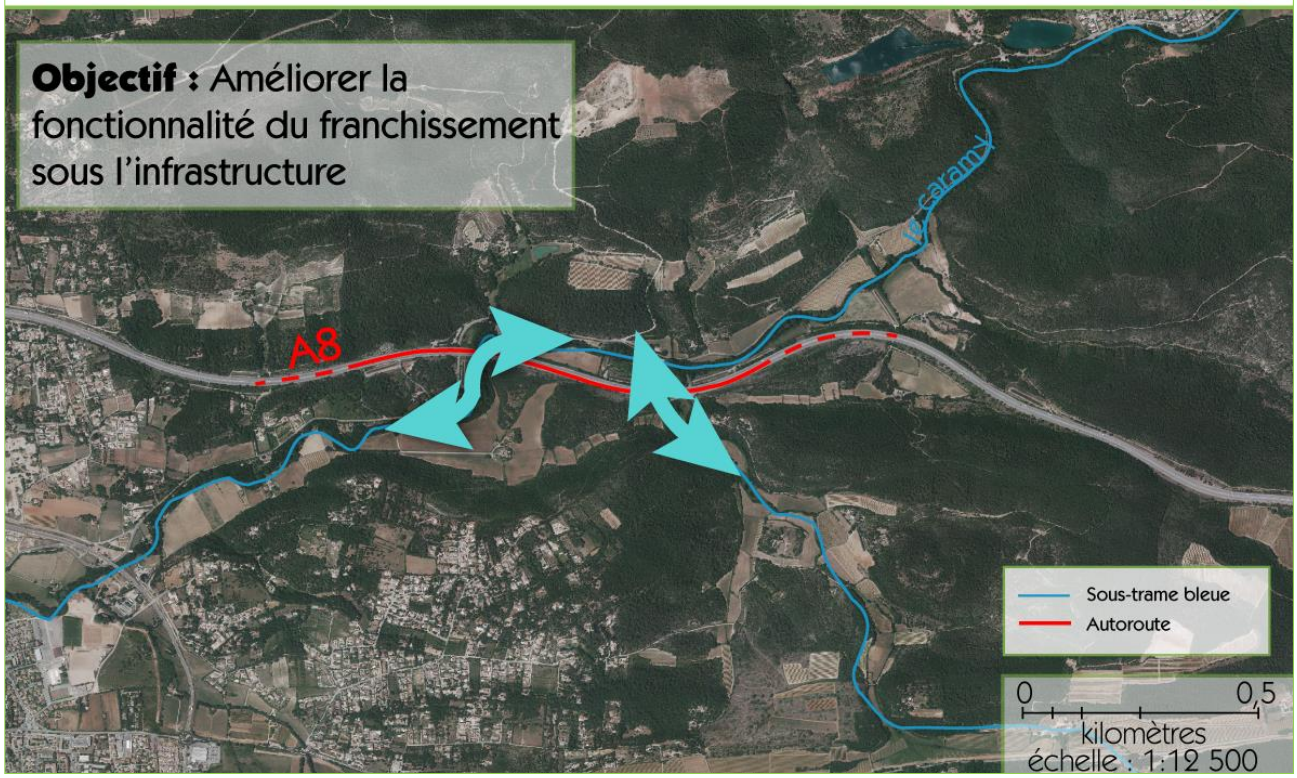
4



Commune de Brignoles

Passage du Caramy et de son affluent sous l'autoroute A8

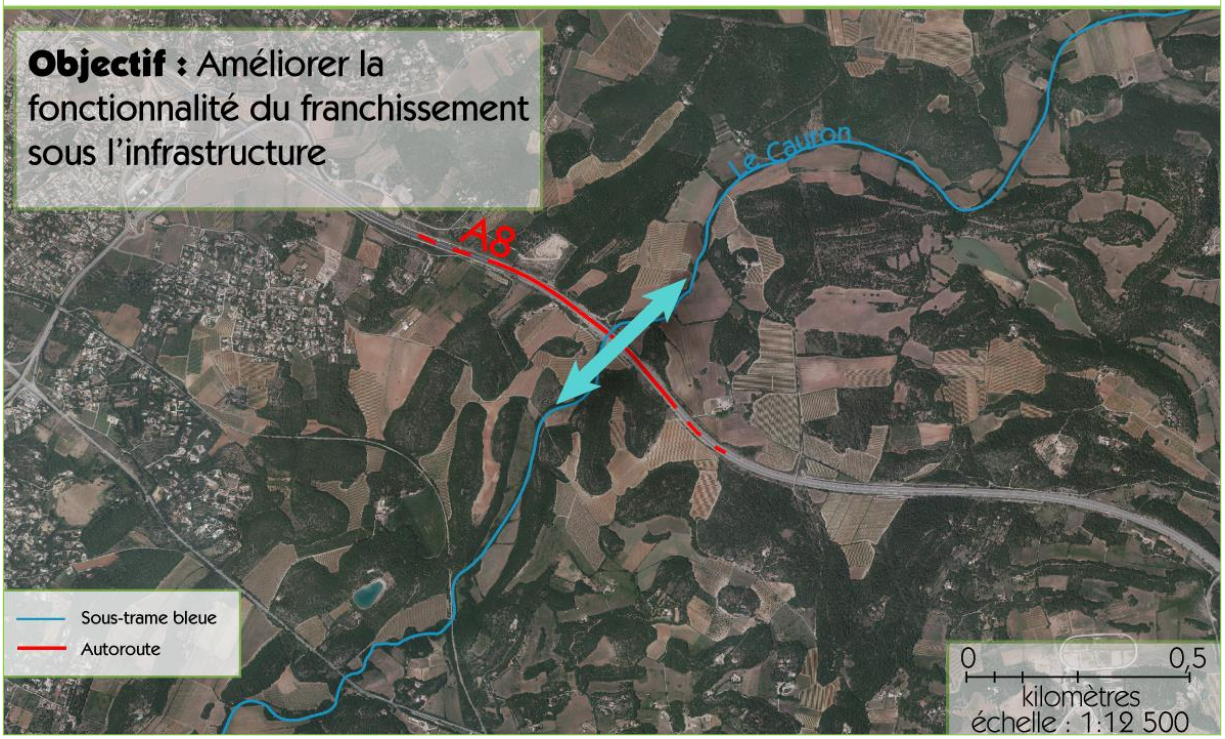
5



Commune de Tourves

Passage du Cauron sous l'autoroute A8

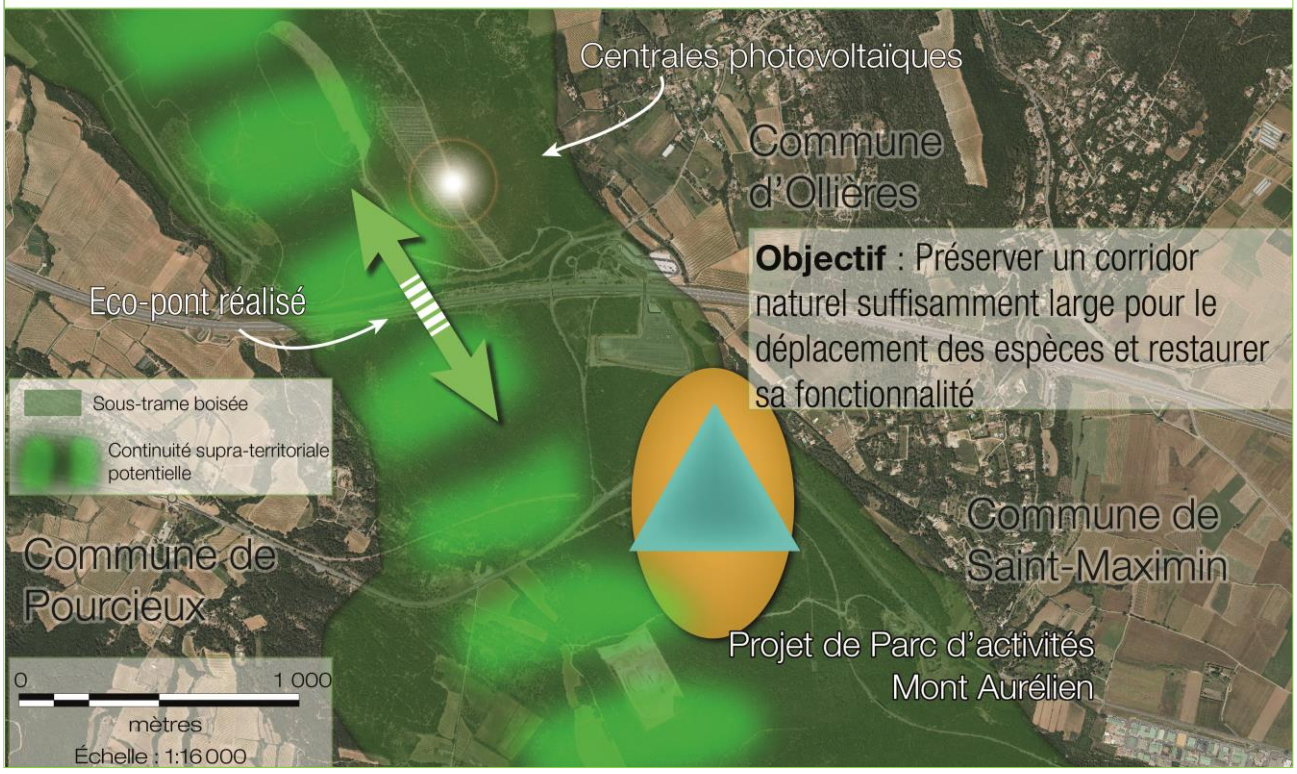
6



Communes de Pourcieux - Ollières - Saint-Maximin

Liaison entre les Contreforts de la montagne Sainte-Victoire et Monts Aurélien

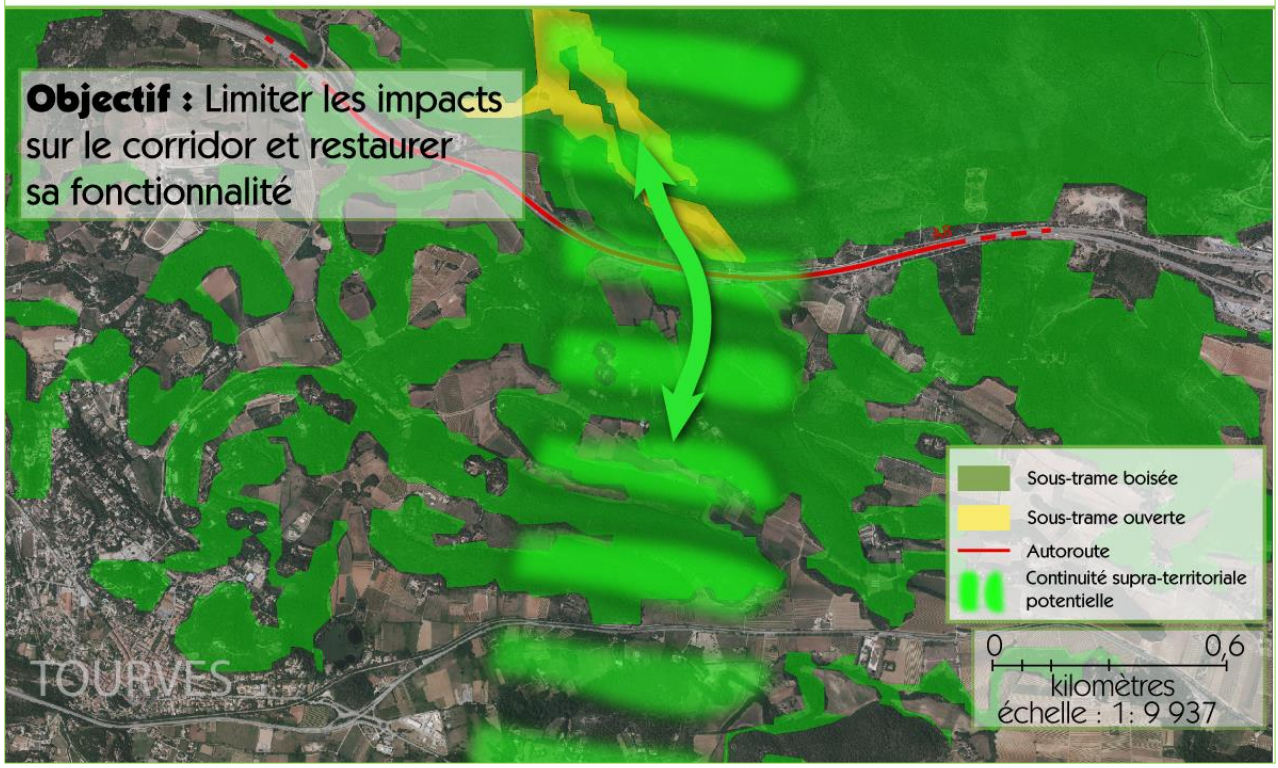
A



Communes de Tourves

Liaison entre Sainte-Baume et le Petit et Gros Bessillon

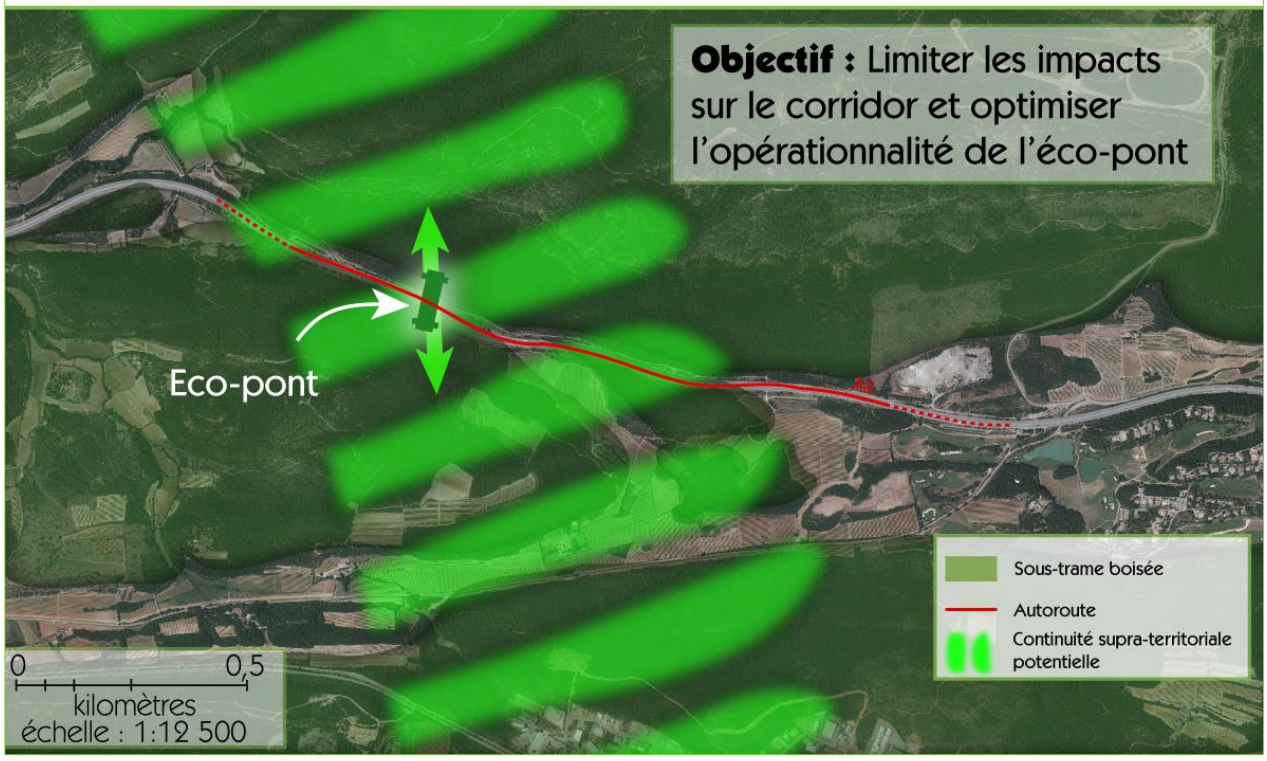
B



Commune de Brignoles

Liaison entre Montagne de la Loube et Petit et Gros Bessillon

C



2 LA PRESERVATION DES ESPACES AGRICOLES ET LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

2.1 ORIENTATIONS POUR PRESERVER L'ENVELOPPE FONCIERE AGRICOLE

La Provence Verte Verdon cherche à affirmer une lisibilité à long terme pour les terres agricoles en se fixant comme objectif de maintenir un potentiel agricole et une enveloppe foncière agricole au moins équivalents à ceux constatés sur le territoire en 2014.

L'atteinte de cet objectif est conditionnée aux principes suivants :

- L'évitement en priorité des terres agricoles,
- La réduction des impacts de l'urbanisation sur les terres agricoles par la mise en œuvre des orientations visant l'urbanisation qui sont au Document d'Orientations et d'Objectifs du présent SCoT,
- A titre exceptionnel, dans les cas où une terre agricole est projetée d'être ouverte à l'urbanisation, un principe de compensation préalable à cette perte de surface agricole sera mis en œuvre ;
- Favoriser l'accès au foncier des agriculteurs ainsi que le maintien et/ou le développement des espaces productifs ;
- Encadrer les aménagements et constructions liés ou non à l'activité agricole afin de limiter le mitage agricole ;
- Éviter les concurrences quant à l'usage du sol entre activités agricoles et activités liées aux énergies renouvelables.

2.1.1 Des espaces agricoles à préserver

Les communes veilleront à préserver les espaces agricoles à travers leur document d'urbanisme.

Le SCoT définit comme espace agricole un espace situé hors zones urbaines des documents d'urbanisme communaux et qui répond aux caractéristiques suivantes :

- Cultivés et/ou classé AOC/AOP,
- De friche agricole de moins de 20 ans,

Les communes zonent de façon privilégiée ces espaces agricoles en A.

Les communes, les EPCI et leurs partenaires institutionnels peuvent développer, le cas échéant, différents outils de préservation des espaces agricoles tels que les Zones Agricoles Protégées (ZAP) et les Périmètres d'intervention pour la Protection et la mise en valeur des Espaces Naturels et Agricoles Périurbains (PAEN).

2.1.2 Eviter et Limiter l'impact du développement urbain sur les espaces agricoles

Les communes, les EPCI, et le cas échéant leurs partenaires institutionnels, assurent l'objectif de préservation des espaces agricoles sur le long terme en garantissant leur pérennité vis-à-vis de leur projet de développement urbain en se fondant, par exemple, sur leurs objectifs de production de logements, démographiques, économiques, environnementaux, énergétiques, climatiques …

Tout doit être mis en œuvre pour reporter les projets de développement urbains hors de l'espace agricole.

Dans un premier temps, chaque projet de développement urbain met en place des mesures qui visent **à éviter** la consommation d'espace agricole. Dans un deuxième temps, le projet de développement urbain sera le plus précis possible et devra **réduire** au maximum l'impact sur l'espace agricole endommagé.

Ce projet de développement urbain sera argumenté au regard de l'impossibilité technique, **à titre exceptionnel** d'éviter la consommation résiduelle d'espace agricole.

Est qualifiée de « consommation » la réduction d'un espace agricole au profit d'un zonage permettant l'artificialisation de cet espace.

2.1.3 Orientations relatives à la compensation des espaces agricoles

2.1.3.1 LES CRITERES DE LA COMPENSATION AGRICOLE EN PROVENCE VERTE VERDON

Toute consommation d'espace agricole qui ne peut être évitée doit donner lieu à compensation préalablement au projet d'aménagement et par la mise en œuvre de mesures de (re)conquête agricole permettant ainsi de retrouver les surfaces agricoles perdues.

Cette compensation respecte les critères cumulatifs suivants :

- le respect de la règle de réciprocité est recherché.
- la compensation s'effectue sur un « espace agricolable »
- la compensation s'accompagne de la mise en œuvre d'un projet agricole sur l'espace agricolable support.

La compensation peut s'effectuer sur le territoire communal portant le projet d'aménagement ou sur tout autre commune du périmètre du SCoT Provence Verte Verdon.

2.1.3.2 IDENTIFIER LES ESPACES AGRICOLABLES

Les espaces agricolables sont des espaces hors de l'enveloppe bâtie qui répondent aux critères cumulatifs suivants :

- Non bâtis,
- ET non cultivés ou en friche depuis plus de 20 ans,

- ET présentant un potentiel agricole comme une faible pente, un potentiel exploitable ou irrigable, autrefois cultivés, à la pédologie favorable, aux essences forestières favorables à l'arboriculture. Exemple : anciennes oliveraies, châtaigneraies, terres classées AOC/AOP, (re)conquête agricole…

Les documents d'urbanisme communaux traduisent les « espaces agricolables ». Il est recommandé de recourir à un zonage agricole, de préférence indicé et spécifique (ex. : « Af » pour « agricole futur »).

Il est recommandé d'identifier les espaces agricolables lors d'« *ateliers agricoles* » avec les représentants de la profession agricole, les agriculteurs exploitants et les propriétaires de terres agricoles volontaires, de son territoire, lors de l'élaboration ou de la révision du document d'urbanisme communal. La commune pourra par exemple se servir du Mode d'Occupation Agricole de 2014 comme base de référence.

Les espaces agricolables identifiés par les communes et les EPCI sont soustraits de toute urbanisation et sont à destination exclusive de l'activité agricole.

Les communes et les ECPI approfondissent ces objectifs de préservation des espaces agricolables sur le long terme en garantissant leur pérennité dans le cadre de leur projet de développement, assurant leur protection grâce à des outils adaptés dans le cadre de leur document d'urbanisme (règlement, zonage adapté, prescription graphique…) ou de tout autre démarche de protection.

2.1.4 Compléments techniques afin de faciliter la mise en œuvre du principe de compensation et d'identification d'espace agricolable au sein des communes et EPCI

La compensation consiste en la définition d'un projet agricole avec un porteur de projet identifié sur la base d'un avis technique. Ce projet agricole doit être défini en parallèle de l'élaboration du PLU.

2.2 ENCADRER LES AMENAGEMENTS ET LES CONSTRUCTIONS LIEES OU NON A L'ACTIVITE AGRICOLE

2.2.1 Orientations favorisant la diversification de l'activité agricole

- Sont possibles les activités économiques s'inscrivant dans le prolongement de la production agricole et utilisant l'exploitation agricole comme support.
- Sont rendus possibles les aménagements des bâtiments existants nécessaires à cette diversification dans le cadre des orientations limitant la pression foncière sur les espaces agricoles.
- Les changements de destination de bâtiments au sein d'une exploitation agricole, n'ayant plus d'utilité pour l'activité agricole sont possibles s'ils ne compromettent pas la pérennité de l'exploitation agricole, sa reprise par un exploitant et la qualité paysagère du site. Les PLU définissent ce changement de destination dans le respect de ces conditions.

2.2.2 Orientations limitant la pression foncière

Les documents d'urbanisme communaux traduiront les objectifs concourant à :

- Introduire des dispositifs techniques et des distances minimales séparant les espaces agricoles des zones habitées ;
- Maintenir des distances minimales entre les parcelles agricoles et les constructions nouvelles issues des capacités constructives des habitations existantes (extensions, annexes…)
- Eviter de fragmenter et d'enclaver des espaces agricoles par l'urbanisation.
- Dimensionner, l'aspect extérieur des constructions et les aménagements des abords, les différentes constructions visées plus haut devront être proportionnées aux besoins, être économes en espaces en privilégiant l'aménagement ou l'extension de bâtiments existants et former un ensemble cohérent et continu avec les bâtiments existants, qui contribue à la qualité architecturale et à l'insertion harmonieuse des constructions dans le milieu environnant.
- Préserver les espaces agricoles déjà desservis par des réseaux d'irrigations existants

2.2.3 Orientations favorisant l'intégration architecturale des constructions en milieu agricole

- Plantations et végétaux adaptés aux milieux et aux paysages.
- Traiter les espaces extérieurs en lisières et aux abords des constructions.
- Limiter les clôtures au strict nécessaire.
- Valoriser les bâtiments et faciliter l'insertion paysagère

2.3 GERER LES CONCURRENCES ENTRE ACTIVITES AGRICOLES ET PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES

Les projets de production d'énergie renouvelable (parc éolien, centrales photovoltaïques au sol, …) S'implanteront en dehors :

- des espaces cultivés,
- des espaces agricoles,
- des espaces agricolables

Les installations de productions d'énergie renouvelable sont possibles sur des bâtiments agricoles si les fonctions agricoles et le caractère patrimonial et architectural n'en sont pas affectés. La production d'énergie renouvelable doit rester secondaire quant à la vocation agricole des bâtiments supports. Les équipements et accessoires relatifs aux raccordements seront intégrés aux constructions.

2.4 FAVORISER L'ACCES AU FONCIER DES AGRICULTEURS

2.4.1 Recommandations lors de l'élaboration ou révision des PLU(i) :

- la réalisation d'un diagnostic agricole lors de la révision des documents d'urbanisme communaux
- l'organisation d'un « atelier » agricole réunissant les exploitants et la profession agricole lors de la révision des documents d'urbanisme communaux

2.4.2 Recommandations en matière de politique agricole

- La mise en œuvre du dispositif de compensation et de son fond porté par le SM Provence Verte Verdon
- Le développement d'un projet agricole concerté par les collectivités avec une politique foncière intercommunale,
- L'acquisition de réserves foncières dédiées à l'agriculture,
- La mise en œuvre d'outils de mobilisation et de remise en valeur des terres incultes comme par exemple l'« intervention du département pour la remise en culture des terres en friche » appliquée notamment sur les communes de La Roquebrussanne et Tavernes,
- La mise en œuvre d'actions de restructuration foncière pour recréer des unités foncières viables et lutter contre le morcellement du foncier agricole via par exemple : des aides à l'échange de parcelles, le stockage temporaire de terrains…
- Une information/sensibilisation des propriétaires privés et des communes sur les possibilités de baux temporaires tels que les conventions de mise à disposition de la SAFER, mais aussi par des actions encourageant les baux à long terme (sensibilisation, aide au fermage…).
- La mise à disposition des terres acquises à des exploitants suivant différentes formes : rétrocession de terres stockées sur plusieurs années, location-vente, conservation de la maîtrise foncière et location, installation d'agriculteurs sous contrat pour développer un type d'activité en particulier (maraîchage, culture bio), …
- La mise à disposition d'un système de fermes-relais dans des communes qui n'ont plus d'agriculteurs pour recréer une activité et offrir des conditions facilitant l'installation d'un porteur de projets,

Les communes pourraient proposer, notamment aux exploitations, la création de hameaux agricoles de maîtrise foncière publique ou la mise à disposition de bâtiments incluant ou non le logement de type fermes-relais.

2.5 LIER AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

2.5.1 Orientations agriculture et préservation de la TVB

- Les espaces agricoles et les pratiques y afférents participent de la protection des cours d'eau, de leurs berges et des ripisylves. Il en est de même pour les zones humides, et les zones d'expansion des crues.
- Les espaces agricoles concourent au maintien de zones relais ouvertes dans la TVB. Ils seront préservés à cet effet.
- Les espaces agricoles participent au maintien des coupures à l'urbanisation entre communes.

2.5.2 Orientations liées à la prise en compte des risques naturels

- Conforter la vocation agricole, ou naturelle, des espaces situés en zone inondable, ou repérés comme zone d'expansion des crues, afin de faciliter le fonctionnement naturel de ces zones et de limiter les risques d'inondations (PPRI Caramy-Issole (prescrit en 2017), ZEC, lit mineur, moyen et majeur de l'AZI...)
- Préserver ou mettre en œuvre des espaces agricoles tampons aux risques incendies aux interfaces habitat/forêt.

Recommandation : mettre en œuvre une politique d'entretien pour maintenir les milieux ouverts par exemple par sylvopastoralisme et favoriser la remise en culture d'espaces enfrichés pour développer des zones pare feux. Ces espaces peuvent être ciblés par exemple comme « agricolables » si leurs caractéristiques y contribuent.

2.5.3 Orientations liées à la protection des ressources

Privilégier une agriculture respectueuse de l'environnement dans les périmètres de protection des captages publics et dans les zones stratégiques à préserver pour l'alimentation en eau potable. Des efforts plus conséquents seront demandés aux exploitations, portant sur la réduction des produits phytosanitaires et des engrais, dans la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage du lac Ste Suzanne, à Carcès, qui est identifié comme l'un des 507 captages les plus menacés par les pollutions diffuses.

2.6 DEVELOPPER UNE POLITIQUE AGRICOLE « DURABLE »

- Permettre et accompagner la diversification des productions et débouchés agricoles ainsi que des filières induites : matériaux biosourcés/constructions, maraichage/programme alimentaire territorial, etc...
- Développer des dispositifs contractuels entre la collectivité et l'agriculteur pour l'entretien des milieux naturels notamment dans les milieux les plus sensibles (Natura 2000 par exemple).
- Tendre à une réduction des produits phytosanitaires et des intrants ayant un impact sur les milieux ;
- Développer l'agriculture biologique sur le territoire afin de participer à l'objectif national de 20% de SAU bio en 2020 en référence à la Loi du 03 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement. Pour cela, les collectivités pourront mettre en place l'exonération de la taxe foncière pour les exploitations en bio.
- Anticiper les conditions du réchauffement climatique dans les choix et les pratiques agricoles
- Concernant les canaux d'arrosage il conviendra de favoriser la gestion et la modernisation des réseaux : entretien, réhabilitation, conversion basse pression.
- Favoriser la gestion et la modernisation des réseaux de canaux d'arrosage : entretien, réhabilitation, conversion basse pression.
- Étudier l'extension ou la création de nouvelles sources d'irrigation ou anticiper la localisation des équipements nécessaires (retenues collinaires…), en anticipation du changement climatique.

2.7 ENCADRER LES AMENAGEMENTS ET LES CONSTRUCTIONS LIEES A L'ACTIVITE FORESTIERE

Les documents d'urbanisme permettront le développement de la filière sylvicole :

- Par le recours à des zonages permettant l'exploitation forestière au sens large (sylviculture, loisirs, patrimoine...)
- En permettant, la desserte aux forêts de production (accès viaires, urbanisation bloquante ou gênante...)
- En anticipant les besoins de sites, hors espaces agricoles, pour l'implantation de plateformes de type : stockage, séchage, bois énergie, transformation…
- En anticipant les concurrences entre productions forestières et photovoltaïques
- En anticipant l'installation d'équipements légers, ainsi que par la prise en compte des risques dans le respect de la biodiversité.
- l'organisation d'une concertation réunissant les exploitants et la profession sylvicole lors de la révision des documents d'urbanisme communaux

Il est recommandé une gestion durable des espaces forestiers par :

- la mise en œuvre de plans et programmes d'actions volontaristes des collectivités et de leurs partenaires pour le développement de la filière bois notamment de bois de construction (normalisation du Pin d'Alep), l'isolation bois, le bois d'œuvre, l'industrie, la castanéiculture...
- la mise en place de plans de massifs et/ou de chartes forestières ;
- le développement de plan simple de gestion des forêts privées, sur les propriétés de moins de 25 ha, en favorisant la restructuration parcellaire et le regroupement des propriétaires ;
- le développement des plans d'aménagements sur les forêts communales ;
- l'encouragement de la certification PEFC ;
- la valorisation des espaces forestiers les moins sensibles, à travers le développement de pratiques sociales, de tourisme et de loisirs ;
- Le développement d'une stratégie concertée entre les Département, EPCI, communes, maitres d'ouvrages des PIDAF et structure porteuse du SCoT sur les voiries d'accès aux massifs et les réseaux de desserte forestière.

3 VALORISER LES PAYSAGES ET LES PATRIMOINES

Les communes veilleront à valoriser et préserver les grands paysages et les sites paysagers remarquables dont notamment *(liste non exhaustive)* : les reliefs majeurs de la Sainte Baume, les deux Bessillons, Le Vallon Sourn, le lac de Sainte Suzanne à Carcès, les Lacs de Vins, les plaines agricoles, les villages perchés, les monuments historiques classés ou inscrits et notamment les bâtiments cultuels emblématiques du territoire…

Dans le périmètre du PNR Ste Baume les documents d'urbanisme veilleront à :

- Protéger les paysages remarquables et les paysages agricoles des nouveaux équipements, constructions, et activités pouvant porter atteinte aux ambiances paysagères à l'exception :
    - des constructions, installations et aménagements strictement nécessaires à l'exploitation agricole, aux activités participant au maintien des équilibres écologiques, à la mise en valeur des paysages et à la gestion de la fréquentation et de l'accueil du public ;
    - de la réhabilitation et l'extension mesurée des constructions et carrières existantes ;
    - de la création d'infrastructures, réseaux, ouvrages et équipements techniques lorsqu'elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes et des biens notamment en prévenant un risque, ou lorsqu'elle est imposée par des contraintes géographiques ou techniques.
- Veiller à la qualité des aménagements de découverte des paysages remarquables
- Confirmer la vocation naturelle ou agricole des paysages remarquables ;
- Préserver les structures paysagères et leurs vocations agricoles ;
- Préserver le patrimoine bâti de pays ;
- Transcrire les cônes de vue ;
- Préserver la qualité paysagère des routes pittoresques d'accès à la montagne Sainte-Baume ;
- Préserver les silhouettes villageoises bâties d'intérêt paysager ;
- Transposer les coupures agro-naturelles afin de préserver les paysages et les espaces naturels et agricoles pour éviter la conurbation des villages.

Des coupures à l'urbanisation sont représentées dans la cartographie relative au paysage du DOO, les documents d'urbanisme les transposeront dans l'objectif de les préserver.

Les voiries structurantes du territoire, les voiries primaires et secondaires identifiées partie déplacements, jouent un rôle majeur dans la perception et la découverte du territoire.

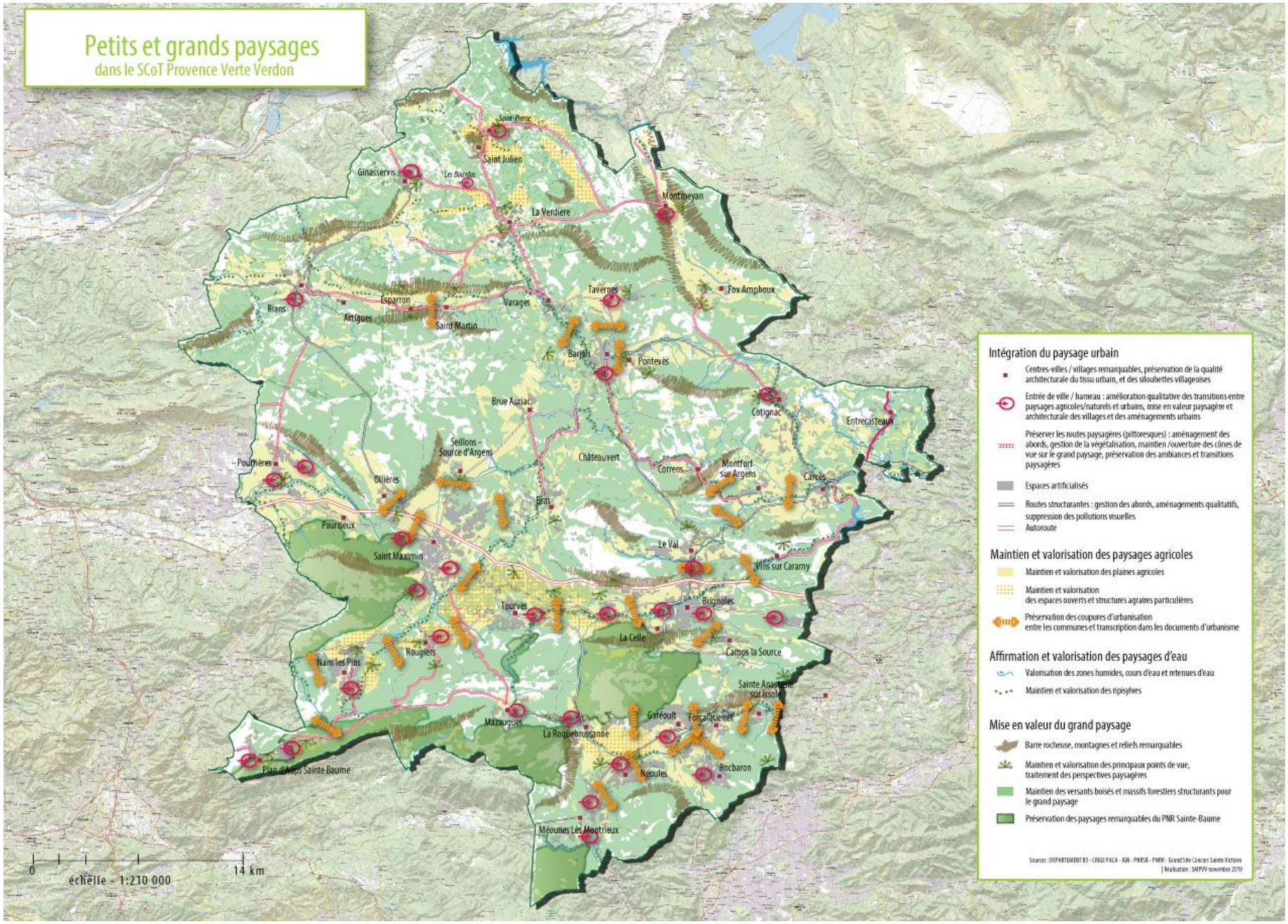
Les collectivités locales, les maitres d'ouvrages et les gestionnaires de voiries veilleront à :

- Valoriser les abords des axes routiers structurants et des cônes de vues part des aménagements et des équipements routiers qualitatifs.
- Donner à voir les territoires traversés par l'infrastructure en préservant ou en développant les points de vue sur le grand paysage et sur les espaces naturels, ruraux et urbains traversés par ces axes.
- Requalifier les entrées et traversées d'agglomération et de village,

- Assurer une urbanisation qualitative sur le plan paysager répondant aux orientations du SCoT lorsqu'elle est faite en continuité du tissu urbain existant, notamment des centres anciens, et qu'elle est comprise dans les cônes de visibilité sur des éléments patrimoniaux.
- Favoriser l'intégration urbaine et paysagère de l'infrastructure tout en réduisant les nuisances générées par le trafic automobile,
- Limiter les développements urbains le long des axes ;
- Limiter l'étalement urbain par des secteurs de coupures d'urbanisation entre les villages ;
- Limiter les accès aux voies structurantes en dehors des noyaux urbains ;
- Garantir l'intégration urbaine et paysagère des zones d'activités, des enseignes et des équipements publicitaires le long des voies ;
- Mettre en œuvre des aménagements et des signalétiques adaptées le long des itinéraires touristiques et particulièrement aux portes d'entrées du territoire, qu'ils s'agissent des routes, de la voie ferrée, de la Vélo route voie verte, ou des principaux circuits de randonnée.

Recommandations :

- Prendre en compte le Plan Paysage de la Provence Verte Verdon élaboré par le Département du Var dans la mise en œuvre des projets de développement.
- Prendre en compte les orientations du grand site Sainte-Victoire pour les communes concernées par son périmètre ;
- Réaliser des études d'aménagement et de développement urbain qui prennent en compte la dimension paysagère très en amont des ouvrages.


Petits et grands paysages
dans le SCoT Provence Verte Verdon
Saint Julien
Ginasservis
Les Bauvins
La Verdière
Montmeyan
Tavernes
Fox-Amphoux
Esparron
Varages
Rians
Artigues
Saint-Martin
Barjols
Pontevès
Brue-Auriac
Cotignac
Entrecasteaux
Seillons - Source d'Argens
Châteauvert
Correns
Montfort sur Argens
Carcès
Pourcieux
Ollières
Bras
Le Val
Saint Maximin
Vins sur Caramy
Brignoles
Tourves
La Celle
Rougiers
Camps la Source
Nans les Pins
Sainte Anastasie sur Issole
Mazaugues
Garéoult
Forcalqueiret
La Roquebrussanne
Rocbaron
Nécules
Méounes Les Montrieux
0
échelle - 1:210 000
14 km
Intégration du paysage urbain
Centres-villes / villages remarquables, préservation de la qualité architecturale du tissu urbain, et des silouhettes villageoises
Entrée de ville / hameau : amélioration qualitative des transitions entre paysages agricoles/naturels et urbains, mise en valeur paysagère et architecturale des villages et des aménagements urbains
Préserver les routes paysagères (pittoresques) : aménagement des abords, gestion de la végétalisation, maintien /ouverture des cônes de vue sur le grand paysage, préservation des ambiances et transitions paysagères
Espaces artificialisés
Routes structurantes : gestion des abords, aménagements qualitatifs, suppression des pollutions visuelles
Autoroute
Maintien et valorisation des paysages agricoles
Maintien et valorisation des plaines agricoles
Maintien et valorisation des espaces ouverts et structures agraires particulières
Préservation des coupures d'urbanisation entre les communes et transcription dans les documents d'urbanisme
Affirmation et valorisation des paysages d'eau
Valorisation des zones humides, cours d'eau et retenues d'eau
Maintien et valorisation des ripisylves
Mise en valeur du grand paysage
Barre rocheuse, montagnes et reliefs remarquables
Maintien et valorisation des principaux points de vue, traitement des perspectives paysagères
Maintien des versants boisés et massifs forestiers structurants pour le grand paysage
Préservation des paysages remarquables du PNR Sainte-Baume
Sources : DEPARTEMENT 83 - CRIGE PACA - IGN - PNRSB - PNRV - Grand Site Concors Sainte Victoire
Réalisation : SMPVV novembre 2019

4 DEVELOPPER DES FILIERES LOCALES DE PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES ET DIVERSIFIER LE MIX ENERGETIQUE

Les orientations de l'aménagement urbain concourent à la maitrise de l'urbanisation, de sa densification, la réduction de la consommation foncière et de l'artificialisation. Ces orientations participent de la réduction des déplacements et donc des émissions de Gaz à effet de serres.

La sobriété énergétique et la modification du bouquet énergétique sont des objectifs du SCoT.

La production d'un mix d'énergies renouvelables est recherchée par diversification des sources (éolien, solaire thermique et photovoltaïque, bois énergie, géothermie…) mais en encadrant les projets pour limiter leurs impacts sur les milieux.

4.1 ORIENTATIONS SUR LE BATI

Les documents d'urbanisme veilleront à rendre possible les conceptions urbaines et architecturales bioclimatiques.

Les orientations de performances énergétiques du bâti sont les suivantes :

- Améliorer les performances énergétiques des bâtiments publics, du bâti ancien et du bâti neuf.
- Définir des performances énergétiques renforcées :
    - pour les opérations à dominante habitat supérieures à 1500m² de plancher
    - pour les opérations à dominante tertiaire supérieures à 2500 m² de plancher.
- Permettre la généralisation des constructions à énergie passive ou positive

Recommandations

- Procéder à une évaluation quantitative et qualitative des consommations d'énergie et des émissions de GES générées par les bâtiments existants et leurs usages, notamment en matière de déplacements (tous types, biens et personnes).
- Intégrer un volet d'évaluation des impacts « énergies/émissions GES) aux études préalables aux opérations d'aménagement.

4.2 CONCERNANT LES INSTALLATIONS PRODUCTRICES D'ENERGIES RENOUVELABLES

Les installations productrices d'énergies renouvelables seront prioritairement intégrées aux bâtis en cohérence avec les enjeux architecturaux, patrimoniaux et paysagers, tout particulièrement sur les bâtiments publics, les bâtiments industriels et commerciaux, et les surfaces artificialisées s'y prêtant (Ex. : parc de stationnement). Toutefois, les bâtiments supports n'auront pas pour vocation première la production d'énergie renouvelable.

Les documents d'urbanisme locaux veilleront à faciliter et optimiser la mise en place de dispositifs de réduction de la consommation d'énergie et de production d'énergie renouvelable dans les tissus urbains constitués et dans les zones ouvertes à urbanisation.

Les dispositifs réglementaires de préservation du patrimoine (tels que Site Patrimonial Remarquable, secteur sauvegardé... ou autres), promeuvent les objectifs de réhabilitation des logements, ceux visant la réduction de la consommation et l'augmentation de la production d'énergie renouvelable, lors de leur élaboration.

Pour l'atteinte des objectifs quantitatifs de production d'énergie renouvelable en complémentarité des installations sur les bâtiments, une enveloppe foncière de **150** ha est dévolue à l'implantation de sites de productions d'Energie renouvelable (hors projets dont le permis de construire a déjà été accordé avant l'approbation du SCoT).

Les sites de production d'énergie renouvelable ne doivent pas porter atteinte à la qualité paysagère et à la biodiversité et garantir leur réversibilité.

Les sites de productions d'énergie renouvelable au sol :

- s'implanteront hors espaces cultivés, hors espaces agricoles et hors espaces agricolables ;
- s'implanteront hors zones à risques naturels majeurs ou sites générant ou aggravant les risques pour des zones urbaines voisines (inondation et incendie) ;
- s'implanteront en priorité sur des sites dégradés ou sur des espaces déjà artificialisés en veillant à ne pas aggraver les points noirs paysagers ;
- s'implanteront dans les conditions définies pour la Trame Verte et Bleue ;
- éviteront d'impacter les sites d'exploitations forestières les plus productifs ;
- limiteront la création de voies nouvelles pour la réalisation et l'exploitation de la centrale ;
- garantir la réversibilité des aménagements et anticiper dès la conception la remise en état du site (prévoir les financements) ;

4.3 SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT DE CENTRALE BIOMASSE ET DE RESEAU DE CHALEUR

Les collectivités accompagnent le développement de la filière bois dans leur projet de territoire.

Le recours à la « biomasse » dans le cadre de la création d'un réseau de chaleur sera étudié en priorité :

- Dans l'étude de potentiel de développement en énergies renouvelables prévue au code de l'urbanisme pour toute action ou opération d'aménagement faisant l'objet d'une étude d'impact,
- Dans l'étude de faisabilité des approvisionnements en énergie (prévue pour tout bâtiment nouveau ou opération de construction de bâtiments dont la surface de plancher totale est supérieure à 1000 m².

Les collectivités veillent à produire des formes urbaines et un développement urbain qui permettent la mise en œuvre de réseau de chaleur à valorisation de la biomasse.

5 POUR UNE MEILLEURE GESTION DE L'EAU EN PROVENCE VERTE VERDON

5.1 PRESERVER LES MASSES D'EAU SOUTERRAINES MAJEURES

L'usage prioritaire des masses d'eau souterraines majeures, identifiées par le SDAGE est l'alimentation en eau potable.

L'urbanisation doit être conditionnée à la capacité de mobiliser les ressources en eau suffisantes et pérennes, au regard de l'accueil des populations et des activités envisagées.

Les dispositions d'urbanisme s'attacheront à ne pas aggraver les déficits, identifiés sur certains secteurs, vis-à-vis des objectifs de débit à l'étiage.

Afin d'assurer la préservation à long terme de la ressource en eau souterraine des contreforts Nord de la Ste Baume située dans le sous-secteur « Massif d'Agnis et de la Sainte Baume » (code 6137b) qui concerne les communes de Mazaugues, Tourves, Rougiers, Nans-les-Pins et Plan d'Aups, la « zone stratégique » à préserver sera :

- intégrée par des dispositions appropriées dans les documents de planification et d'urbanisme.
- à prendre en compte dans l'élaboration ou la révision des schémas directeurs d'eau potable, d'assainissement des eaux usées et d'eaux pluviales.
- Cette masse d'eau doit pouvoir répondre à des besoins futurs d'alimentation en eau potable dépassant les seuls enjeux locaux.

Dans les zones de forte vulnérabilité, les documents d'urbanisme s'attacheront à ne prévoir aucune ouverture à l'urbanisation. Les communes veilleront à y interdire les activités, aménagements ou installations comportant un risque de pollution des eaux souterraines et superficielles et le traduiront dans leur document d'urbanisme.

Dans les zones de vulnérabilité moyenne et dans les zones de moindre vulnérabilité (secteur vulnérable au ruissellement) de la zone stratégique : les activités présentant un risque de pollution des eaux souterraines et superficielles ne seront autorisées que sous des conditions de mise en place de dispositifs adaptés aux risques encourus pour prévenir, réduire et traiter les pollutions susceptibles d'être induites.

Pour les communes de Mazaugues, Tourves, Rougiers, Nans-les-Pins et Plan d'Aups les prélèvements d'eau souterraine, à des fins autres que l'alimentation en eau potable, ne devront pas avoir une incidence telle qu'ils compromettraient l'objectif de préservation de cette masse d'eau sur le plan quantitatif et qualitatif.

Le SCoT recommande :

- d'améliorer la connaissance et assurer la préservation des autres ressources en eau souterraine de la Provence Verte Verdon,
- de mettre en œuvre une gestion concertée voire intercommunale des ressources en eau souterraine pour sécuriser à long terme leur exploitation.
- D'actualiser les périmètres de protection des captages publics.
- de développer une agriculture respectueuse de l'environnement dans les « zone stratégique » pour la ressource en eau.

5.2 GERER L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES COMMUNES ET ANTICIPER LES BESOINS

Dans l'objectif de protéger les ressources locales en eau souterraine pour l'alimentation en eau potable :

- Les procédures de protection règlementaires des périmètres de captages destinés à l'alimentation en eau potable qui ne sont pas encore engagées ou achevées doivent être conduites à terme rapidement.
- La cohérence des règlements des PLU avec les arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique des captages doit être assurée.
- Les communes où la capacité de production apparaît insuffisante à moyen terme doivent engager de nouvelles recherches d'eau pour être en mesure d'assurer par anticipation la préservation des zones favorables à la mobilisation future de ressources en eau souterraine.

- Les activités induisant un risque de pollution des eaux souterraines ou superficielles sont à proscrire ou à encadrer strictement par les documents d'urbanisme à partir du moment où les périmètres à protéger d'un captage public sont identifiés, qu'ils aient fait l'objet d'un arrêté préfectoral de DUP ou non.
- Les ressources existantes doivent être pérennisées par un audit et une réhabilitation des forages vieillissants.
- Une agriculture respectueuse de l'environnement sera privilégiée dans les périmètres de protection des principaux captages publics.
- Les forages privés existants dans les périmètres de protection des captages publics doivent être aménagés pour éviter les risques de contamination des eaux souterraines

Dans l'objectif de planifier et de programmer la gestion de la distribution d'eau potable en cohérence avec les prévisions des documents d'urbanisme le SCoT fixe comme objectifs que :

- Toutes les communes doivent disposer d'un schéma de distribution d'eau potable. Lors de l'élaboration de ces schémas, il sera tenu compte des besoins saisonniers actuels et futurs. Ces documents doivent être régulièrement actualisés. Ils doivent être pris en compte dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme. Il faudra en particulier veiller à la cohérence entre les plans locaux d'urbanisme et la nouvelle délimitation des zones desservies par le réseau de distribution d'eau potable exigée ;
- Il sera recherché une adéquation entre l'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau quartier résidentiel ou d'activités et la capacité de la commune à augmenter la production d'eau potable pour répondre aux besoins nouveaux induits.
- L'intérêt de la création d'un réseau d'eau brute destiné à satisfaire des besoins industriels sera examiné pour la desserte de zones d'activités situées à proximité du réseau de la Société du Canal de Provence.

Recommandations pour économiser la ressource en eau potable :

- Les collectivités s'orientent vers une gestion écologique de leurs espaces verts et la conception d'aménagements paysagers économes en eau.
- Des aménagements paysagers adaptés au climat méditerranéen soient privilégiés dans les nouvelles opérations d'urbanisme.
- En zone d'urbanisation de moindre densité, les particuliers soient incités à s'équiper d'ouvrages de récupération et stockage des eaux de pluie pour l'arrosage des jardins.

5.3 AMELIORER LE TRAITEMENT DES EAUX USEES

Les communes et intercommunalités programmeront le renforcement ou la mise à niveau des équipements vétustes en prévoyant des équipements facilitant la gestion des boues d'épuration.

Des dispositifs de traitement des eaux usées adaptés à la situation du milieu récepteur doivent être mis en place lors de toute mise à niveau ou renforcement de station de traitement des eaux usées rejetant, directement ou non, dans les cours d'eaux présentant un risque de « non atteinte du bon état » (NABE) en 2015. Les cours d'eau présentant un risque NABE listés par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée sont les suivants : le cours principal de l'Argens, l'Eau Salée, le Cauron, La Meyronne, le ruisseau de Pontevès, la rivière le Val de Camps, le ruisseau des rayères, le Caramy et l'Issole, le lac de Carcès, l'Huveaune.

Le SCoT recommande la réalisation d'un schéma intercommunal des boues d'épuration déclinant le schéma départemental de 2012. Un tel schéma intercommunal pourrait comporter un volet sur la gestion des matières de vidange.

5.4 GERER LES EAUX PLUVIALES

Les communes veilleront à conditionner l'ouverture à l'urbanisation à des capacités de gestion des eaux pluviales suffisantes et à la limitation de leurs impacts sur la qualité des milieux récepteurs.

Les documents d'urbanisme traduiront les objectifs de gestion des eaux pluviales consistant :

- à viser la transparence hydraulique de tout ouvrage ou bâtiment nouveau (public, privé, collectif, individuel etc.) ;
- à favoriser par des dispositions appropriées l'infiltration dans le sol et la rétention à la source des eaux pluviales. L'infiltration est privilégiée dès lors que la nature des sols, du contexte sanitaire et environnemental le permet ;
- À permettre la multifonctionnalité des ouvrages dédiés à l'infiltration et/ou de stockage des eaux pluviales (espaces de loisirs par exemple...) ;
- à préserver les restanques, structures indispensables à l'infiltration des eaux et à la lutte contre l'érosion des sols.
- À désimperméabiliser les surfaces qui le sont ;

Le SCoT recommande de planifier et de programmer la gestion des eaux pluviales dans le cadre de schémas directeurs, en cohérence avec les prévisions des documents d'urbanisme.

L'élaboration de schémas directeurs concernera en priorité :

- les communes concernées par des risques d'inondation affectant des zones urbanisées ou des zones agricoles sur lesquelles l'inondation pourrait avoir un fort impact économique ;
- les communes dont l'urbanisation crée des risques d'inondation affectant des communes situées en aval ;
- les communes ayant de fortes problématiques d'entrées d'eaux parasites dans leurs réseaux d'assainissement des eaux usées ;
- la commune de Mazaugues dont l'urbanisation se situe dans la zone stratégique de la ressource en eau des contreforts nord de la Sainte Baume.

Concernant les schémas directeurs des eaux pluviales, le SCoT recommande qu'ils :

- analysent les risques au regard des épisodes pluviaux décennaux et exceptionnels.
- apportent une attention particulière à l'impact des substances dangereuses et pesticides entraînés par le ruissellement et aux dispositions à prévoir pour traiter ces pollutions.
- appréhendent l'impact du ruissellement sur les zones agricoles situées à l'aval et proposeront des mesures adaptées pour en réduire les effets.
- soient régulièrement actualisés.

6 GERER LA RESSOURCE EN GRANULATS EN REPONSE AUX BESOINS ET EN MINIMISER L'IMPACT DE L'EXPLOITATION

L'ouverture, la réouverture ou l'extension des carrières et de leurs installations se fera dans le respect des préconisations environnementales du schéma régional des carrières et du SCoT, vis-à-vis notamment de la prise en compte de la protection des cours d'eaux et de la ressource en eau de surface et souterraine.

Les PLU traduiront les orientations visant à :

- Éviter tout site de développement urbain à proximité des sites d'exploitations
- Limiter toutes nuisances liées à l'exploitation notamment celles liées au bruit, aux poussières, aux flux de véhicules, aux vibrations, aux impacts paysagers ;
- Prévoir les zones pouvant bénéficier du développement des activités connexes aux activités d'extraction telles que concassage, tri, centrale de béton…,

Sont privilégiés l'extension et/ou le maintien des sites existants et/ou la réouverture d'anciennes carrières à la création de nouvelle carrière.

Les espaces paysagers, les espaces agricoles, les espaces naturels à enjeux identifiés aux Plans de parc des PNR, **et les cœurs de nature de la Trame Verte et Bleue** seront exempts de création de nouvelles carrières.

L'ouverture, la réouverture de carrières et leurs installations se font préférentiellement en dehors des zones d'extension des cœurs de nature et des corridors écologiques (cf. partie 1.2 DOO).

Les carrières existantes améliorent leur intégration paysagère et recherchent une remise en état la plus optimale possible des cœurs de nature concernés par leurs activités.

7 GESTION DES DECHETS : OPTIMISATION, VALORISATION, PREVENTION ET PROXIMITE

7.1 ORIENTATIONS RELATIVES A L'AMELIORATION DE LA COLLECTE ET LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Pour rappel, le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PRPGDND) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui a été approuvé par délibération de l'Assemblée Plénière en date du 26 juin 2019 impose :

- Réduction de 10% de la production de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) en 2020 par rapport à 2010
- Développement du réemploi et augmentation de la quantité de déchets faisant l'objet de préparation à la réutilisation
- Valorisation matière de 55% en 2020 et 65% en 2025 des déchets non dangereux non inertes
- Valorisation de 70% des déchets issus de chantiers du BTP d'ici 2020
- Limitation en 2020 et 2025 des capacités de stockage ou d'incinération sans production d'énergie des déchets non dangereux non inertes (-25% à -30% en 2020, puis -50% en 2025 par rapport à 2010)

Les collectivités intégreront dans les documents d'urbanisme et dans leurs politiques sectorielles les modalités de mise en œuvre du projet de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés porté par la structure compétente en la matière consistant notamment à :

- agir sur la performance de tri, sur les biodéchets, sur les Déchets d'Activité Economique, sur l'augmentation de la durée de vie des produits, sur l'éco-exemplarité des collectivités, ...
- développer le tri des déchets par la mise en œuvre des dispositifs de collecte adaptés, la sensibilisation à l'environnement.
- structurer une filière en maitrise d'ouvrage publique pour le traitement des déchets ménagers et assimilés recherchant une pérennité et une maitrise des coûts.

Les communes associeront la structure compétente en matière de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés aux modifications et révisions de leurs documents d'urbanisme afin, entre autres choses :

- d'identifier, le cas échéant, les lieux potentiels pouvant accueillir les équipements et installations de traitement ;
- d'adapter les règlements et les zonages à l'atteinte des objectifs mentionnés plus haut ;
- d'anticiper l'accessibilité et les aménagements urbains, telles que les voiries, espaces de stockages..., pour faciliter la collecte des différents flux de déchets, la collecte séparative...

7.2 ORIENTATIONS RELATIVES A LA GESTION DES DECHETS ULTIMES DES MENAGES ET DE CHANTIER

Pour atteindre les objectifs du PPGRDND visant notamment à limiter la mise en décharge des déchets, les collectivités compétentes chacune pour ce qui les concerne devront :

- Assurer la création d'une unité de valorisation multi filière située en cohérence avec l'armature urbaine, respectant le caractère industriel de cette activité visant à ~~pour~~ la réduction des déchets ultime, sur un lieu compatible avec l'existence des réseaux d'énergie d'alimentation et éventuellement d'injection et avec l'optimisation des transports ;
- Poursuivre la remise en service de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Ginasservis par l'ouverture de nouveau(x) casier(s) et réserver son utilisation à l'accueil des déchets ultimes des ménages en sortie de traitement de l'unité de valorisation multi filière cité ci-dessus; Jusqu'à la mise en exploitation de cette unité de valorisation multifilière, seuls les déchets de la zone géographique de la Communauté de Communes Provence Verdon pourront être admis sur l'ISDND de Ginasservis.
- Tendre à une mutualisation des moyens avec les collectivités hors périmètre du SCoT Provence verte Verdon telles que la CC Cœur de Var.

Au regard des capacités des sites existants, des gisements attendus et des orientations préconisées dans le Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets non Dangereux (PRPGDND), les documents d'urbanisme identifieront des lieux susceptibles d'accueillir de nouvelles installations de gestion des déchets de chantier. Seront notamment étudiées les opportunités de créer :

- Un ou plusieurs centres de regroupement temporaire pour compléter les déchèteries existantes avec un rayon d'influence de 15 km environ autour de la zone de production
- Un ou plusieurs centres de tri couplés avec les plates formes de regroupement
- Un centre de valorisation/recyclage des déchets inertes pour plusieurs sous bassins d'activité, éventuellement couplée à une installation de stockage.

Pour l'atteinte de l'objectif de ne plus mettre en décharge les boues issues de l'assainissement, les collectivités compétentes devront étudier l'opportunité de créer un outil de valorisation des dites boues dans un périmètre raisonnable par rapport aux gisements en incitant à la mutualisation des moyens : un outil intercommunal situé sur l'axe A8/RDN7 pourrait être étudié, les documents d'urbanisme devant identifier les lieux potentiels pouvant accueillir un tel équipement.

8 ASSURER ANTICIPATION ET DIMINUTION DES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS

8.1 ORIENTATIONS POUR ANTICIPER ET DIMINUER LES RISQUES INONDATIONS

Les communes s'assurent que les nouvelles constructions ne soient pas exposées au risque inondation et n'augmentent pas le risque existant. En dehors de PPRI, les communes doivent :

- s'appuyer sur les éléments de connaissance existants pour mieux évaluer et caractériser le risque inondation, en particulier les PPRI (ou cartes d'aléas) s'ils existent, l'Atlas des Zones Inondables (AZI), l'Enveloppe Approchée des Inondations Potentielles ou toute autre étude hydraulique existante

- préciser dans le règlement des PLU des prescriptions sur les constructions en zones inondables au regard de la qualification du risque, afin de diminuer la vulnérabilité des bâtiments et activités implantés en zone à risques

Dans les zones où **le phénomène d'inondation est potentiellement de forte intensité** (lit mineur et moyens des cours d'eau, axes d'écoulement préférentiels, ruissellement sur piémonts identifiés dans l'AZI), il est recommandé aux communes de :

- respecter un principe général d'interdiction de toute nouvelle construction dans les zones urbanisées, agricoles ou naturelles, sauf étude locale en démontrant la faisabilité. Peuvent néanmoins être autorisées certaines opérations, telles que : aménagement ou extension limitée des constructions existantes, aire de stationnement…, sous réserve de réduire ou de ne pas aggraver la vulnérabilité des personnes et des biens exposées en prenant des mesures adaptées.

- permettre le maintien de l'activité, dans les secteurs urbains anciens ou denses, en limitant la vulnérabilité des biens et personnes. Ainsi pourront être autorisées, par exemple, la construction, l'aménagement ou l'extension de bâtiments d'habitation ou d'activités, la création d'aire de stationnement, d'espace de plein air...sous réserve d'avoir prévu des mesures adaptées de réduction ou de non aggravation de la vulnérabilité des personnes et des biens exposés.

- Conforter la vocation agricole, ou naturelle, des espaces situés en zone inondable, ou repérés comme zone d'expansion des crues, afin de faciliter le fonctionnement naturel de ces zones et de limiter les risques d'inondations.

Les bâtiments publics utiles à la gestion de crise, les bâtiments accueillant des populations dites sensibles, les travaux susceptibles de faire obstacles au libre écoulement des eaux, les aires d'accueil des gens du voyage et les camping-caravanings, doivent préférentiellement être implantés en dehors des zones suivantes :

- Lit mineur et moyen des cours d'eau, axes d'écoulement préférentiels, de ruissellement de piémont identifiés dans l'AZI
- Lit majeur et lit majeur exceptionnel.

Les bâtiments publics utiles à la gestion de crise peuvent néanmoins être implantés dans ces zones s'il est démontré l'impossibilité d'une implantation alternative et s'ils restent fonctionnels en cas de crise.

Les communes, préalablement à l'ouverture de sites de développement urbain, veilleront à anticiper les conséquences prévisibles en termes d'imperméabilisation des sols, d'augmentation du ruissellement et ainsi de gestion future des eaux pluviales.

- Limitant l'imperméabilisation des sols lors de la réalisation de projets d'aménagements et en exigeant des mesures compensatoires à l'imperméabilisation
- Favorisant le maintien et la création des espaces verts lors des projets d'aménagements comme lieux de rétention supplémentaires.
- Favorisant l'infiltration à la parcelle par des revêtements perméables
- En prévoyant au sein des aménagements urbains des ouvrages visant à collecter, stocker et restituer de manière différée et régulée les eaux de pluie et en favorisant pour cela les techniques alternatives (noue, chaussée réservoir…).
- Favorisant la récupération et le stockage des eaux de toiture (maisons individuelles et bâtiments publics).

Le SCoT recommande aux communes :

- En l'absence d'éléments de connaissance suffisants pour qualifier l'aléa, de réaliser une étude de caractérisation du risque inondation (étude hydraulique, hydrogéomorphologique fine voire étude d'aléa) pour affiner la prise en compte du risque et de son intensité et adapter la réglementation locale aux risques réels. Cette étude pourra être faite à l'échelle de la commune lors de la révision ou de l'élaboration du PLU, sur des secteurs à enjeux ou à l'échelle du bassin versant pour une gestion globale du risque.

- d'établir le DICRIM (Dossier Communal d'Information sur les Risques Majeurs) déclinaison communale du dossier départemental des risques majeurs

- d'adresser un dossier informatif aux organismes de logements sociaux, aménageurs, notaires, géomètres…

- d'informer le constructeur ou lotisseur du caractère inondable du secteur et de la nature des inondations prévisibles et de lui rappeler les objectifs à suivre pour réduire le risque

- d'informer les riverains potentiellement exposés aux risques inondations

  Le SCoT encourage les communes à se rapprocher du Service de Prévisions de Crues (SPC) de leur territoire pour la mise en œuvre de dispositifs d'alerte adaptés.

  Les communes sont incitées à mettre en place un Plan communal de sauvegarde et un Plan Particulier de mise en sécurité (pour établissement scolaire)

8.2 LIMITER LE RISQUE INCENDIE ET L'EXPOSITION DES PERSONNES ET DES BIENS

Les communes n'augmentent pas la vulnérabilité de biens et des personnes vis-à-vis de l'aléa incendie.

Elles évaluent le risque incendie sur leur territoire communal. Elles pourront se rapprocher du SDIS ou en mener une étude spécifique afin de déterminer les sites pouvant être ouverts à l'urbanisation.

Dans les secteurs soumis à un risque important d'incendie de forêt (même en l'absence de PPRIF), l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation ne sera pas possible.

Pour les zones déjà habitées en interface habitat/forêt, les documents d'urbanisme communaux veilleront à :

- Stopper les mitages des espaces boisés ;
- Eviter le développement urbain en zone d'aléa fort du risque incendie ;
- Prévoir les équipements et aménagements liés à la prévention et à la défense incendies tels que :
  - La création d'espaces-tampons entre les secteurs boisés et les zones urbanisées, notamment par le maintien de zone agricole.
  - L'élargissement des voies ou la prévision des aires de retournement pour les services de secours,
  - Les « bouclages » de voirie afin de sécuriser les quartiers.

Pour les secteurs déjà construits, limiter les extensions et réaliser les aménagements permettant de limiter la propagation du feu et favorisant les interventions des services de secours.

Les communes mettront en œuvre une information préventive au risque incendie auquel sont exposées les populations.

Le SCoT recommande la mise en œuvre des actions visant à :

- réduire la biomasse potentiellement inflammable en appliquant, et en faisant appliquer, les règles de débroussaillement avec gestion des rémanents.
- réactualiser régulièrement les PIDAF, les articuler à l'échelle du territoire Provence Verte Verdon, par massifs et dans une logique interscot le cas échéant, en prévoyant les moyens d'animation et les équipements suffisants pour être efficaces.
- mobiliser davantage la ressource forestière dans le cadre d'une exploitation durable, par une diversification des débouchés. Se reporter également aux orientations pour un développement économique endogène.

Les communes s'attacheront à aménager et gérer les massifs forestiers dans une logique de protection incendie par :

- L'implantation de coupures de combustibles pour cloisonner les massifs,
- Le développement du sylvopastoralisme pour diminuer la végétation inflammable et entretenir les zones coupe-feu,
- L'identification et la préservation des zones coupe-feu existantes.

8.3 LIMITER L'EXPOSITION AUX NUISANCES SONORES

Les documents d'urbanisme veilleront minimiser les risques sanitaires liés aux nuisances sonores et aux pollutions atmosphériques engendrées notamment par les infrastructures routières.

PARTIE 2 - UN DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL AU SERVICE D'UN TERRITOIRE DYNAMIQUE SOLIDAIRE ET DURABLE

9 UNE PRODUCTION DE LOGEMENTS REPONDANT AUX BESOINS DES HABITANTS

9.1 PRODUIRE 660 LOGEMENTS PAR AN EN MOYENNE ET REPARTITION

Le SCoT fixe à l'échelle de la Provence Verte Verdon un objectif de production globale annuelle moyenne de **660 logements,** en construction neuve ou en réhabilitation de logements vacants.

Le SCoT définit les objectifs de productions totale **13 200 logements** répartis par EPCI comme suit :

CC PROVENCE VERDON	**2 5**00 **logements** environ	**Soit environ 19% du besoin total**
CA PROVENCE VERTE	10 700 logements	Soit environ **81%** du besoin total

9.2 LES BESOINS DE LOGEMENTS SOCIAUX

9.2.1 Production globale et répartition par EPCI

La part de logements sociaux dans la production de logements dans la Provence Verte Verdon, devra atteindre une part minimum de 27% en moyenne, soit environ 3 500 logements sociaux pour l'ensemble du SCoT sur la période 2020-2040, avec des adaptations à la nature des territoires et à la demande des ménages.

L'objectif est d'assurer la présence d'une offre de logements sociaux et notamment de logements sociaux dans tous les territoires de Provence Verte Verdon.

Ainsi, les objectifs suivants de taux minimal annuel moyen de logements sociaux, en production neuve et en réhabilitation, par EPCI comme suit :

	Nombre de Logement sociaux à produire par EPCI	Pourcentages de logements sociaux à produire
CC PROVENCE VERDON	380	15%
CA PROVENCE VERTE	3 200	30%

Les intercommunalités pourront, au travers de leur politique locale de l'habitat (PLH notamment), viser des objectifs supérieurs en matière de production de logements sociaux, notamment locatifs. Au sein des EPCI, la répartition par commune de ces logements sociaux respectera les objectifs et le calendrier de du code de la construction et de l'Habitat qui s'impose aux communes concernées.

En parallèle à la mise en œuvre des obligations liées à ce cadre réglementaire, les PLH et les PLU(i) moduleront les logements sociaux à produire en fonction de la situation des communes vis-à-vis de l'armature urbaine, des bassins d'emplois, des équipements et services et des axes de communication ayant les meilleures caractéristiques pour développer une politique de transport en commun.

Sur les communes non concernées par un PLH ou bien encore per les obligations du code de la construction et de l'Habitat, les PLU faciliteront le développement des logements locatifs sociaux en prenant en compte au préalable leur positionnement dans l'armature urbaine

9.2.2 Répartition par type d'opérations

L'objectif est de développer un parc de logements pouvant soutenir la croissance économique, mieux loger les habitants déjà présents et reconstituer les éléments manquants d'un parcours résidentiel complet en développant une offre de petite taille et de taille moyenne adaptée :

- à la demande des jeunes, jeunes couples, jeune famille
- à la demande de personnes âgées à revenus modestes
- à la demande des familles monoparentales
- aux niveaux de revenus des ménages 3*

Il est recommandé aux collectivités :

- de développer une politique foncière intercommunale,
- la mise en œuvre de toutes actions visant à soutenir la production de logements locatifs à loyers encadrés ou de remise sur le marché de logement vacants.

9.3 POUR UNE OFFRE DE LOGEMENTS POUR LES PUBLICS SPECIFIQUES

Dans les programmes neufs comme dans les programmes de réhabilitation, dans toutes les opérations situées à proximités des centres urbains et villageois, il conviendra d'anticiper et de développer une offre de logements répondant aux personnes âgées, aux personnes présentant un handicap par la réponse adaptée à l'accessibilité au logement, à son ergonomie …

Il est recommandé :

- D'apporter une réponse concertée à la demande en logement d'urgence, en équilibrant leur répartition préférentiellement dans les villes-centre et communes-relais.
- De prendre en compte les prescriptions du Schéma Départemental des aires d'accueil des gens du voyage pour la réalisation éventuelle d'aires dans les territoires des deux EPCI du SCoT et celles concernant les gens du voyage sédentarisés dans le cadre des PLU et PLH.

9.4 LUTTER CONTRE LA VACANCE ET REVITALISER LES CENTRES URBAINS ET VILLAGEOIS

Le SCoT fixe comme objectif de lutter contre la vacance des logements notamment en centre-ville et centre ancien. Pour stabiliser la proportion actuelle, assimilable au besoin de rotation du marché du logement, le SCoT définit un objectif de maintien de la part des logements vacant à 7% du parc total des logements d'ici à 2040, actuellement de 9% en moyenne sur le territoire.

Les documents d'urbanisme locaux devront intégrer cet objectif dans leurs perspectives de logements.

Les communes accompagnent les dispositifs de réhabilitation par la conduite d'opération de revitalisation des centres anciens prenant en compte, notamment, la qualité des espaces publics, le handicap, l'offre commerciale de proximité, les mobilités dont les douces, les stationnements, la qualité architecturale et la valorisation du patrimoine.

Ainsi il est recommandé de :

- généraliser autant que possible les dispositifs de réhabilitation à toutes les communes concernées.
- mettre en œuvre des objectifs cités plus haut à travers les outils opérationnels suivants : POS ou PLU, PLH, OPAH, OPAH-RU, RHI, PIG, Programme Habiter Mieux …
- d'étendre dans les centres anciens des villes et villages, les dispositifs de réhabilitation et de revitalisation des centres anciens aux communes non encore investies dans les dispositifs d'OPAH, d'OPAH-RU, de la lutte contre la précarité énergétique des propriétaires occupants, de rénovation… et dont les besoins sont identiques.
- développer des politiques de réhabilitation thermique des bâtiments existants (résidentiels et tertiaires) afin de participer aux objectifs en matière de lutte contre l'effet de serre anthropique :
    - en ciblant en particulier les bâtiments publics et collectifs construits avant 1975
    - en intégrant des objectifs ambitieux de rénovation thermique dans les PLH
    - en mettant en œuvre des projets de rénovation du parc de logements dans le cadre d'OPAH, OPAH-RU, PIG, PST…

9.5 UNE PRODUCTION DE LOGEMENT QUALITATIVE EN MATIERE D'ENERGIE

Les communes, à travers leur PLU par exemple, veilleront à mettre en œuvre des conditions favorisant un bâti économe en énergie répondant aux principes de l'architecture bioclimatique. Il s'agit de limiter les incidences du développement de Provence Verte Verdon sur les changements climatiques et de lutter contre la précarité énergétique.

Les PLU favorisent la performance énergétique et l'intégration des énergies renouvelables pour les constructions. Ils développent des conceptions urbaines et architecturales répondant aux principes du bioclimatisme : implantation des constructions permettant d'optimiser les apports solaires, formes des toitures permettant la création de toiture terrasse végétalisée, végétalisation de la parcelle…

Le SCOT recommande :

- le développement de règle ou de bonnes pratiques adaptées à chaque commune en la matière, via la réalisation d'un cahier de recommandations environnementales et/ou architecturales.
- Le développement de règle d'implantation et d'OAP basées sur les bonnes pratiques du bioclimatisme en territoire méditerranéen.
- de viser pour les bâtiments neufs d'habitation ou d'activités tertiaires la généralisation de la construction de bâtiments à énergie passive ou positive.

10 RENFORCER L'ARMATURE URBAINE

Le Schéma de Cohérence Territoriale structure son développement à partir d'une armature urbaine confortée en définissant la répartition des nouveaux logements, services et commerces.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du SCoT a défini une armature urbaine hiérarchisée pour assurer un développement urbain plus équilibré et permettre l'optimisation de son fonctionnement dans ses multiples composantes : transports collectifs, collecte des déchets, réseaux, services, commerces, …

Ainsi, l'urbanisation la plus économe – la plus efficace pourrait-on dire – en besoins d'équipements et de services collectifs, en déplacements et donc en consommation d'énergie fossile et en émission de gaz à effets de serre est celle qui privilégie la densification – on parle aujourd'hui d'intensification urbaine – plutôt que d'étalement urbain.

Dans cet esprit, le projet de Provence Verte Verdon identifie son armature urbaine selon 4 niveaux :

Armature urbaine	Communes
VILLES CENTRES	Brignoles Saint-Maximin-la-Sainte-Baume
VILLES RELAIS	Rians, Barjols, Carcès, Garéoult, Rocbaron
COMMUNES D'APPUI AU DEVELOPPEMENT	Le Val, La Celle, Camps-la-Source, Tourves, Pourrières
COMMUNES RURALES	Artigues, Bras, Brue-Auriac, Châteauvert, Correns, Cotignac, Entrecasteaux, Esparron-de-Pallières, Forcalqueiret, Fox-Amphoux, Ginasservis, Mazaugues, Méounes-lès-Montrieux, Montfort-sur-Argens, Montmeyan, Nans-les-Pins, Néoules, Ollières, Plan-d'Aups-Sainte-Baume, Pontevès, Pourcieux, La Roquebrussanne, Rougiers, Sainte-Anastasie-sur-Issole, Saint-Julien, Saint-Martin-de-Pallières, Seillons-Source-d'Argens, Tavernes, Varages, La Verdière, Vins-sur-Caramy

10.1 LIER IMPLANTATION DES LOGEMENTS ET RENFORCEMENT DES CENTRALITES DU TERRITOIRE

Le SCoT répartit ainsi les logements à produire par an selon 4 catégories d'implantations définies pour tenir compte d'un rééquilibrage du territoire en fonction du tableau ci-dessous :

VILLES CENTRES	***40%***	***soit environ 5 270***
VILLES RELAIS	*25%*	*soit environ **3 300***
COMMUNES D'APPUI AU DEVELOPPEMENT	*20%*	*soit environ **2 650***
COMMUNES RURALES	*15%*	*soit environ **1 980***

La répartition du développement au sein des Communautés de communes et des communes de la Provence Verte Verdon vise au confortement de l'armature urbaine. Les développements urbains qui relèvent d'une localisation de l'habitat, du commerce et des activités économiques seront à privilégier dans les villes-centre (Brignoles et Saint-Maximin) et les communes-relais (Rians, Barjols, Carcès, Garéoult/Rocbaron).

Les bourgs contigus des villes-centres et localisés sur les axes primaires de déplacement identifiés dans le SCoT (A8/RDN7) viennent en appui de cet objectif de confortement de l'armature urbaine. Ce sont les communes de Le Val, La Celle, Camps-la-Source, Tourves, Pourrières.

10.2 AMELIORER LES SERVICES PROPOSES PAR L'ARMATURE URBAINE

Les nouveaux équipements et services seront implantés selon leur rayonnement dans la trame urbaine :

- Pour les villes-centres de Brignoles et Saint-Maximin, seront implantés les équipements de rayonnement Provence Verte Verdon et de leurs bassins de vie respectifs. Une recherche d'amélioration du niveau d'équipements et de complémentarité entre ces deux villes-centres sera poursuivie.
- Pour les communes-relais de Rians, Barjols et Carcès sera confortée l'offre en équipements de services intermédiaires à l'échelle de leurs bassins de vie respectifs.
- Pour le duo-pôle de communes-relais Garéoult/Rocbaron sera confortée et structurée l'offre en équipements de services intermédiaires sur le Val d'Issole en recherchant une complémentarité entre Garéoult et Rocbaron.
- Pour les bourgs sera suscitée, accompagnée, voir soutenue l'offre de proximité.

10.2.1 Conforter des services d'accueil de la petite enfance accessibles et de qualité

Afin de conforter les services d'accueil de la petite enfance et leur accessibilité, il est recommandé de poursuivre la réponse aux besoins des familles et des actifs par la structuration et l'adaptation du

réseau d'accueil et des autres services développés pour la petite enfance, sur la base d'une réflexion intercommunale.

10.2.2 Étendre les dispositifs de formation initiale et continue

Pour anticiper les besoins en formation initiale et augmenter le taux de scolarisation des 18-24 ans, les villes-centres et les communes-relais veilleront dans leurs documents d'urbanisme à prévoir le foncier nécessaire à la création des équipements éducatifs et de formation lorsque la nature de l'équipement envisagé en aura été définie.

Les besoins en formation initiale seront anticipés en vue de :

- Soutenir l'effort de construction de classes primaires
- Accompagner la programmation des collèges par le Conseil Départemental du Var
- Évaluer, anticiper et accompagner la programmation de lycées et centres de formation sur le bassin d'éducation et de formation de Brignoles

10.2.3 Conforter les services décentralisés

L'armature urbaine doit être le siège du maintien des plus hauts niveaux des services administratifs décentralisés. Il est ainsi objectivé de :

- Maintenir voire d'étoffer l'offre de services déconcentrés existante sur Rians, Barjols, Garéoult/Rocbaron (ex. : Pôle Emploi, Mission Locale, espaces multi-accueil etc.).
- Aménager des Maisons de la Formation sur Brignoles et Saint-Maximin
- Structurer une offre décentralisée sur la commune-relais de Carcès.

10.2.4 Soutenir l'offre sanitaire

Les collectivités de Provence Verte Verdon, en lien avec les acteurs publics et privés concernés par le secteur de la santé, viseront un renforcement de l'offre de services palliant les déficits actuels et visant à accompagner le développement démographique de leur territoire.

Ceci consistera à :

- Privilégier la création de maisons médicales pluri-professionnelles dans les communes-relais des cantons quand il y a un déficit d'offre médicale mais sans exclure la création de tels équipements dans des pôles de proximité en fonction des besoins et des contextes locaux. Dans cette dernière hypothèse, encourager un fonctionnement en réseau à l'échelle des bassins de vie.
- Développer l'imagerie médicale sur les territoires les plus éloignés des cabinets de radiologie pour limiter les déplacements des malades en liaison avec les orientations relatives au développement de l'infrastructure numérique.
- S'appuyer sur le Centre hospitalier de Brignoles et le projet de « Pôle de santé » pour accompagner une offre de consultations spécialisées en réponse aux besoins non satisfaits

localement. Améliorer la coordination entre la médecine de ville et les autres acteurs de santé au sens large, à l'échelle du territoire.

Il est recommandé également aux collectivités d'accompagner l'amélioration du niveau d'équipements liées aux services de soins, comme les filières de formations et d'économie qui leurs sont liées :

- Accompagner le projet « Hôpital 2012 » destiné à la rénovation des locaux pour améliorer les conditions d'accueil des patients ;
- Favoriser une desserte performante de l'hôpital et des principaux équipements sanitaires par les réseaux à Haut et Très haut Débit en s'appuyant sur le schéma départemental d'aménagement numérique ;
- les plans et programmes relatifs aux personnes âgées et aux personnes handicapées.

10.3 - DEPLOYER L'OFFRE EN EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS

Le territoire de Provence Verte Verdon doit continuer le déploiement d'équipements culturels, sportifs et de loisirs, avec pour objectifs de répondre aux besoins existants de la population présente mais également l'attractivité du territoire. Les documents d'urbanisme prévoiront les réserves foncières utiles à la création de ces équipements ainsi qu'à leur desserte en transports en commun ou partagés.

Cette offre devra se poursuivre en cohérence avec les 4 niveaux de l'armature urbaine et selon les critères d'implantation suivants :

- Améliorer le niveau et l'accessibilité des équipements sportifs, de loisirs et culturels ;
- Rechercher les complémentarités entre villes-centre dont le rayonnement et celui du périmètre du SCoT Provence Verte Verdon ;
- Mutualiser les équipements à l'échelle des différents bassins de vie.

Les collectivités locales faciliteront l'aménagement des parcs et lieux de loisirs familiaux en cohérence avec les orientations en matière de tourisme. Les documents d'urbanisme traduiront ces objectifs :

- Aménager dans les 2 villes-centre des parcs urbains pouvant être le support d'évènementiels tel que le parc de l'Enclos à Saint-Maximin ;
- Aménager des parcs et des cheminements constituant des liaisons douces végétalisées entre les villages et leurs espaces naturels environnants immédiats comme le long de l'Argens de La Celle à Brignoles puis Vins,... ;
- Créer ou mettre en valeur des pôles de loisirs à vocation de détente ou thématisés à destination des familles et des touristes.

Le SCoT recommande la mise en œuvre d'un schéma directeur des équipements sportifs, de loisir et culturels à l'échelle de son périmètre, à minima à celle des EPCI.

11 FAVORISER UN DEVELOPPEMENT URBAIN QUALITATIF ET ECONOME EN ESPACE

11.1 OBJECTIFS CHIFFRES DE CONSOMMATION ECONOME DE L'ESPACE POUR LE LOGEMENT ET DE LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN

Concernant la production de logements, l'objectif de réduction de l'espace envisagé par Provence Verte Verdon est d'au moins 60% de la consommation foncière estimée durant les dix dernières années. Cette réduction équivaut à une consommation maximale de 600 ha entre 2020-2040.

Cet objectif est atteint grâce aux respects des orientations suivantes, que les communes se doivent de respecter et de décliner dans leur projet de développement urbain.

11.1.1 Prioriser le développement dans les tissus urbains constitués

Afin de renforcer les polarités et conforter les bourgs, une part importante des logements à produire le seront au sein de l'enveloppe urbaine, notamment par la réutilisation de friches, ou le comblement de dents creuses[1]. La mise en œuvre de la politique d'urbanisation du territoire de Provence Verte Verdon, s'inscrit ainsi selon les deux orientations majeures suivantes :

- Promouvoir la densification et le renouvellement dans les enveloppes urbaines existantes (résidentiel, économique, équipements…),
- Prioriser des modes d'urbanisation en continuité des espaces urbanisés existants qui, par leurs formes et leurs programmes, permettent d'assurer des objectifs de compacité.

Le renouvellement urbain s'entend à l'intérieur des enveloppes urbaines existantes au moment de l'élaboration du document d'urbanisme opposable.

L'objectif global est de produire 70% des logements au sein de l'enveloppe urbaine constituée.

[1] *Les dents creuses sont « les espaces interstitiels restés non-construits à l'intérieur des villes (source : Ministère de l'Ecologie, du DD, et de l'Energie). Selon le glossaire de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme, « une dent creuse est constituée de parcelle ou d'un groupe de parcelles non bâties insérées dans un tissu construit ».*

Cet objectif se répartit par niveau de l'armature urbaine et par EPCI :

VILLES CENTRES	**4 000 Logements**
VILLES RELAIS	2 300 Logements
COMMUNES D'APPUI AU DEVELOPPEMENT	1 400 Logements
COMMUNES RURALES	1 500 Logements

	Logement à produire en densification	
CC PROVENCE VERDON	649	7%
CA PROVENCE VERTE	8 590	93%

La priorité de l'intensification urbaine doit se faire sur les centres villes, bourg-centre et l'ensemble des centralités des villes et villages qui composent l'armature urbaine de Provence Verte Verdon.

Les communes doivent, par ailleurs, valoriser le potentiel foncier des zones d'habitat individuel diffus, de façon à en optimiser la consommation d'espace. Il s'agit d'une intensification limitée qui prend en compte la proximité aux centres historiques, aux commerces et zones d'activités, aux équipements publics les plus proches, la question des risques, la Trame Verte et Bleue, la desserte en transport en commun, les modes de déplacements doux, les réseaux secs et humides (assainissement, adduction d'eau, gestion des eaux pluviales), le paysage et les coûts/recettes éventuellement induits par une densification.

11.1.2 Une réduction différenciée par grandes fonctions

Cette réduction globale de la consommation foncière comprend trois objectifs correspondants à la mise en œuvre du projet de PADD à savoir :

- **600 ha** de surfaces dédiées à une vocation dominante résidentielle et aux équipements,
- **190 ha** de surfaces dédiées à l'économie dont les zones artisanales et industrielles, les zones commerciales, les espaces utilisés pour les activités touristiques,
- **150 ha** de surfaces dédiées au développement des énergies renouvelables, soit un maintien de la proportion d'espace dédiée aux énergies renouvelables produites sur le territoire (20%).

11.2 CRITERES D'URBANISATION PREFERENTIELLE POUR REDUIRE LA CONSOMMATION D'ESPACE

Sont définis comme stratégiques, du fait de leur localisation, de leur nature à générer ou à limiter les déplacements et de l'attention à porter à la qualité de leurs aménagements, les sites de développement urbain suivants :

- entrées de villes-centre, de communes-relais, de bourgs ;
- sites à proximité piétonne d'un arrêt de transports en commun, d'un parking relais, d'un pôle d'échange multimodal, d'une aire de covoiturage en milieu urbain existant ou à venir ;
- zones d'activités économiques et/ou artisanales, zones de services tertiaires ;
- zones commerciales périphériques ;

Les documents d'urbanisme communaux identifieront ces sites.

Dans ces sites, l'ouverture à l'urbanisation y sera subordonnée à des critères de performances énergétiques et environnementales renforcées et à des critères de qualité renforcée en matière d'infrastructure et de réseaux de communication numérique.

Les PLU veilleront à préciser les critères ci-dessus exposés dans leur mise en œuvre.

Les PLU veilleront à ce que les sites de développements urbains à proximité des arrêts de transports en commun, ou à proximité des axes de communication stratégiques pour la création d'un arrêt de transport en commun, fassent l'objet d'une optimisation du foncier au plus proche du haut de la fourchette de densité objectivée par type dans le tableau des *« typologies urbaines et objectifs de densité correspondants aux localisations des sites de développement urbain»*.

11.3 OBJECTIFS EN MATIERE DE DENSITE RESIDENTIELLE MOYENNE SUR LES SITES OUVERTS A L'URBANISATION

Le SCoT définit une densité moyenne pour l'ensemble constitué des sites de développement urbain de la commune à dominante résidentielle et en fonction de son statut dans l'armature urbaine comme suit :

- Brignoles et St Maximin (villes-centre) : 40 logements par hectare,
- Barjols, Carcès, Garéoult, Rians et Rocbaron (communes relais) : 25 logements par hectare,
- Camps-la-Source, La Celle, Le Val, Pourrières, Tourves, (bourgs mitoyens des villes-centres et localisés sur les axes A8/RDN7, RD43) : 20 logements par hectare,
- Autres bourgs : 10 logements à l'hectare

Chaque site de développement urbain pourra avoir une densité variable en fonction de son contexte urbain, au regard des typologies de densité objectivées par le SCoT. Au total, la densité moyenne

calculée sur l'ensemble des sites de chaque commune devra correspondre au minimum à la densité moyenne correspondante au statut de la commune dans l'armature urbaine.

Les PLU veilleront à :

- La réorganisation de la densité dans un objectif de confort d'habiter (lumière, extérieurs)
- La dé-densification du bâti pour apporter plus de logements occupés avec une réflexion « à l'îlot » ;
- La création d'espaces publics (placettes, jeux, espaces verts) en reportant le stationnement en sous-sol, en silo ou en périphérie ;
- Le partage de la voirie (piétons, deux-roues, voitures) ;

Le rapport de présentation du PLU veillera à décrire les modalités de mises en œuvre pour atteindre cette densité moyenne.

La notion de « confort d'habiter » pourra être étendue par les collectivités à l'habitat existant, et particulièrement aux centres anciens en recherche de requalification, à l'occasion d'opérations de renouvellement urbain :

- apporter une offre de logements de qualité pouvant retenir et attirer des ménages aisés (environnement sonore préservé, stationnement résidentiel facilité, espaces privés, etc.),
- mettre en place les conditions du vivre-ensemble au sein des quartiers à aménager, et aussi
- dans leurs relations avec leur environnement immédiat, afin de favoriser une bonne cohabitation entre des profils de population très diversifiés,
- privilégier une architecture bioclimatique améliorant la qualité de vie et diminuant la précarité
- énergétique (orientation des logements par rapport au soleil, gestion des apports solaires d'hiver et d'été, prise en compte du vent pour le rafraîchissement estival, etc),
- tout en s'assurant de la viabilité économique des opérations d'aménagement.

Ce « confort d'habiter » peut s'envisager par divers éléments tels que ceux concourant à une mixité sociale réussie, favorable notamment à l'inclusion des publics fragiles accompagnés par le Département.

Définitions de principes

Le SCoT définit comme ci-dessous : la consommation de l'espace, l'enveloppe urbaine, le développement urbain, le renouvellement urbain, l'extension urbaine, la densité résidentielle et la forme urbaine.

La consommation d'espace est la transformation physique d'un espace dont l'occupation du sol est à dominante agricole ou naturelle en un espace artificialisé quel qu'en soit la vocation finale (économie, commerce, équipements, infrastructures, habitat, etc.), et ce quel que soit le zonage du document d'urbanisme en vigueur.

L'enveloppe urbaine est l'ensemble de l'espace urbain déjà bâti et équipé, en continuité des noyaux villageois ou hameaux densément habités, généralement zoné U ou AU dans les PLU.

Le développement urbain est un processus d'urbanisation maîtrisé dans les espaces dont l'occupation est agricole ou naturelle. Est considérée comme développement toute urbanisation de sites comprise ou non dans l'enveloppe urbaine.

Le renouvellement urbain se caractérise par la mobilisation de dents creuses, friches (développement urbain en enveloppe urbaine) et/ou en procédant à des opérations de réhabilitation, rénovation ou changements d'usage.

L'extension urbaine est le développement urbain hors enveloppe urbaine, généralement les zones AU strictes ou la partie non encore urbanisée des zones AU.

La densité résidentielle considérée ici est un nombre de logements sur une superficie en hectare. Les logements peuvent être individuels ou collectifs. La surface considérée est celle d'un tissu urbain homogène soit déjà constitué soit tel qu'il est projeté au terme de l'urbanisation d'un site. La surface considérée inclue les voiries et espaces collectifs directement liées à l'opération produite comme par exemple : les aires de stationnements, les parvis, jardins privatifs, placettes, aires de jeux…).

La densité résidentielle considérée ne tient pas compte des équipements publics compris dans l'opération ni des espaces publics partagés avec l'extérieur du site comme par exemple : les places publiques, les jardins publics, les voiries de transit ou rues.

La forme urbaine est l'apparence physique d'un morceau de ville ou de village. Elle est constituée d'un tissu urbain homogène résultant du type de bâti construit (logement et/ou commerces et/ou services…), du réseau de voiries, du parcellaire et de son intégration paysagère.

11.4 OBJECTIFS DE DENSITE SELON LA LOCALISATION DU SITE DE DEVELOPPEMENT URBAIN

Formes urbaines et/ou tissus urbains constatés	localisation du site de développement urbain	Objectifs Logts/ha
Sites en centre historique : - Tissu urbain traditionnel dense localisé en centre historique. Réseau viaire étroit. Hauteur potentielle selon les communes et les servitudes de R+2 à R+4 **Sites en prolongement du centre historique d'une ville-centre ou commune-relais :** - Organisation en îlots avec éventuellement des espaces publics intérieurs : rues, placettes - Places et espaces publics tampons avec des équipements collectifs ou les axes historiques de contournement du centre. ☞ Formes urbaines pouvant variées selon les quartiers du collectif, à l'habitat pavillonnaire dense en passant par le petit collectif,	☞ En centre ancien de toutes les communes ☞ En prolongement des centres anciens d'une ville-centre ou d'une commune-relais	**50 et +**
Sites en 1ère couronne des villes centres et communes-relais ou des bourgs : - Sites compris dans la ceinture des axes de contournement des bourgs et villes relais - A proximité des équipements publics des bourgs et communes-relais - Quasi absence d'espaces publics hormis les voiries et les aires de stationnements des équipements publics Pour les villes centres et communes-relais, sur des axes desservant le centre et mixant les fonctions d'habitat et de commerce. Axes encore non constitués en boulevard urbain (aligements, largeur de voirie…) **Sites en continuité des centres historiques d'un bourg : Tissu urbain dense du centre historique, réseau viaire étroit, hauteur de R+2 à R+3 rarement plus**	☞ En 1ère couronne des centres anciens ☞ En continuité des centres historiques d'un bourg ☞ Dans la ceinture des axes de contournement des villes centre ou commune-relais	**25-50** **ou + selon contexte urbain**

Formes urbaines et/ou tissus urbains constatés	localisation du site de développement urbain	Objectifs Logts/ha
Sites immédiatement au-delà de la ceinture des axes de contournement des villes et villages : - Mélange d'habitat individuels plus ou moins dense et de friches agricoles - Sites équipés ou à proximité des VRD ☞ Pas d'espaces publics	☞ En zone d'habitat pavillonnaire dense ☞ En continuité de front urbain, ☞ En entrée de ville centre, en entrée de commune-relais, en entrée de bourg	**12-25** **ou + selon contexte urbain**
Site en front urbain éloigné du centre : - Habitat individuel très peu dense sur assainissement non collectif - Pas d'espaces publics - Mixité des parcelles bâties et des parcelles agricoles souvent en friche ☞ Tissus urbains d'habitats diffus non homogènes des ex-zones NB des villes-centre de Brignoles et Saint Maximin.	☞ Zone d'habitat diffus d'une densité minimale préexistante de 4 logts/ha*	**6-12** **ou + selon contexte urbain**

- * valable uniquement pour les zones déjà existantes et densifiables selon étude de densification.

11.5 CRITERES QUALITATIFS DES ESPACES URBANISES

Les communes traduiront les objectifs visant :

- À Prioriser le développement urbain dans les enveloppes urbaines existantes, puis dans la continuité de l'enveloppe urbaine existante,
- À articuler le développement urbain avec la desserte en transports en commun ou les objectifs de développement de la mobilité active.
- À encadrer les développements urbains le long des axes pour limiter l'étalement urbain par des secteurs de coupures d'urbanisation entre les villages et par une limitation des accès à la voie en dehors des noyaux urbains,
- À garantir l'intégration urbaine et paysagère des zones d'activité, des enseignes et des équipements publicitaires le long des voies,
- À identifier les potentialités de créations de logements par changement de destination, requalification ou rénovation de friches ou grands bâtiments (ex. remise, friches industrielles, friches agricoles…) ;
- À garantir la mixité fonctionnelle (habitat/équipements/services/activités tertiaires) ;
- À réserver dans les règlements de PLU la possibilité de mettre en œuvre une architecture et des matériaux contemporains « dès lors que les caractéristiques patrimoniales du lieu d'intervention, ou du bâti, sont prises en compte et préservées »

L'urbanisation sera ainsi programmée en priorité sur les secteurs desservis par les transports en commun ou susceptibles de l'être.

Afin de veiller à la bonne mise en œuvre des objectifs qualitatifs de compacité urbaine les documents d'urbanisme communaux préciseront par le recours à des Orientations d'Aménagements et de Programmation (OAP):

- toute urbanisation supérieure ou égale à 1 ha .
- toute requalification d'une surface de plancher supérieure à 2000 m².
- de conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones de 2 hectares ou plus à la présence ou à la possibilité de l'implantation d'un PEM, d'une ancienne gare dans un rayon de 800 mètres ou d'une ligne de transports collectifs structurante dans un rayon de 300 mètres.

Il est recommandé que les OAP prennent en compte notamment :

- L'optimisation du foncier destiné au stationnement,
- Les circulations douces au sein du site et en lien avec les tissus urbains mitoyens,
- L'implantation des bâtis,
- Le patrimoine historique inscrit ou non, classé ou non,
- La gestion des eaux pluviales à la source,
- Un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation.

12 LE TRANSPORT ET LES MOBILITES

Du point de vue des déplacements, les principaux objectifs du SCoT sont d'offrir au plus grand nombre une alternative crédible au « tout automobile » et de réduire la part des déplacements dans les émissions de gaz à effet de serre afin de contribuer significativement à l'amélioration du bilan énergétique du territoire.

12.1 HIERARCHIE DU RESEAU VIAIRE DE LA PROVENCE VERTE VERDON

Est affirmé l'armature du réseau viaire dans le projet de développement de Provence Verte Verdon. Sont identifiées comme voiries structurantes composant de cette armature :

- Les voiries primaires permettent de relier les villes-centres aux agglomérations extérieures et les voiries permettant de relier les villes-centres aux communes-relais, soit dans le périmètre du SCoT :

    - L'autoroute A8,
    - la RDN7,
    - la D560 ;
    - la D3
    - la D5
    - la D1 de la RDN560 à la RDN7
    - la RD43
    - la D554
    - la D562 ;

Les voiries primaires jouent un rôle majeur dans l'organisation du système de transport en commun de la Provence Verte Verdon. Leur aménagement doit permettre le déploiement de lignes de transports en commun express à haut niveau de fréquence. Ces axes jouent également un rôle majeur dans la perception et la découverte du territoire.

- Sont identifiées comme voiries secondaires :

    - la D23 de Rians à Ginasservis
    - la D5 puis 205 jusqu'à la RDN7,
    - la D554 de Rocbaron à Méounes et vers la Vallée du Gapeau
    - la D2 de Méounes en direction de Signes

Les collectivités locales, les documents d'urbanisme locaux ainsi que les maîtres d'ouvrages et gestionnaires des voiries structurantes veilleront à :

- Requalifier les traversées d'agglomération et de village,

- Favoriser l'intégration urbaine et paysagère de l'infrastructure tout en réduisant les nuisances générées par le trafic automobile,
- Donner à voir les territoires traversés par l'infrastructure en préservant ou en développant les points de vue sur le grand paysage et, plus largement, sur les espaces naturels, ruraux et urbains traversés par ces axes.

Les collectivités déclinent et précisent cette armature du réseau viaire dans leur projet de développement.

Par ailleurs, les collectivités locales soutiendront les projets et les programmes visant à améliorer les conditions de déplacements au sein de la Provence Verte Verdon :

  - Traversée d'agglomération et de village
  - Contournement de cœur de village
- Aménagements cyclables, notamment de la Véloroute voie verte EuroVelo 8 (EV8) sur la voie SNCF désaffectée Meyrargues-Draguignan, ainsi que les connexions avec cette voie.
  - La réouverture de la ligne ferroviaire Carnoules-Gardanne avec une connexion à la gare actuelle de Carnoules
  - La réalisation de l'échangeur complet de l'A8 à Pourrières

12.2 RENFORCER L'OFFRE DE TRANSPORTS COLLECTIFS

12.2.1 Le maillage en transports en commun

Le SCoT a pour objectif de renforcer les dessertes vers les métropoles voisines, les dessertes entre les bassins de vie ainsi que les dessertes internes aux bassins de vie de Provence Verte Verdon en organisant avec l'ensemble des Autorités Organisatrices des Mobilités (AOM) et des collectivités locales un système de déplacements garantissant et renforçant la cohésion sociale et territoriale.

Il est objectivé un renforcement du cadencement et la rapidité des lignes de transport en commun sur 4 axes primaires (au moins 1 bus par demi-heure) permettant de relier les villes centres aux territoires voisins et aux communes-relais du sud de Provence Verte Verdon :

- Un axe Est-Ouest : Aix-en-Provence – Saint-Maximin – Brignoles – Le Luc. Des études préciseront son organisation, soit en une liaison unique (Aix-Le Luc), soit en plusieurs liaisons (Aix-St Maximin-Brignoles et Brignoles-Le Luc par exemple).

- Organisation d'une desserte en transports en commun performante (1 bus toutes les demi-heures) des communes-relais au Nord en rabattement vers les villes centres :
  - rabattement de Rians vers Saint-Maximin
  - rabattement de Barjols vers Saint-Maximin et vers Brignoles,
  - rabattement de Carcès vers Brignoles,
  - Rabattement du duopole Garéoult/Rocbaron vers Brignoles.

- Trois axes vers le Sud :
  - Saint-Maximin – Aubagne,
  - Saint-Maximin– Toulon par Solliès-Pont
  - Brignoles – Toulon par Cuers,

À long terme, cette organisation pourra être complétée par la réouverture de la ligne ferroviaire Carnoules-Gardanne et son réseau de gares qui constitueront alors le socle du système de déplacements.

12.2.2 Développer une offre de transports collectifs de proximité

L'offre de proximité en transports collectifs doit être renforcée :

- En reliant en transports urbains les villes-centres aux bourgs de leur première couronne,
- En permettant une offre en Transports à la Demande (TAD) reliant les autres bourgs des bassins de vie vers leur commune-relais.
- En coordonnant ces deux composantes de l'offre de transports collectifs aux réseaux interurbains, tant aux niveaux des horaires que des lieux d'échanges intermodaux.

Le développement des transports en commun vers les ZAE, les zones commerciales et les grands équipements (culturels, sportifs, scolaires, santé,…) doit être continué.

Le SCoT recommande la coordination de l'ensemble de l'offre en transport sur Provence Verte Verdon en lien avec les territoires voisins et les partenaires institutionnels concernés. Il s'agit notamment de :

- limiter les ruptures de charges et les temps de correspondances,
- organiser une information multimodale de qualité
- promouvoir une billettique adaptée et harmonisée entre AOM
- promouvoir pour une offre de transports adaptée aux étudiants vers les centres universitaires de la Région PACA.
- Prendre en compte dans les projets de transports et de mobilités l'organisation de co-voiturage ou de transports collectifs en rabattements notamment depuis les communes de Nans-les-pins, Plan d'Aups, voir Rougiers et Saint Maximin.

12.3 FAVORISER LES MOBILITES ALTERNATIVES

12.3.1 Localiser les principaux pôles d'échanges multimodaux

Pour structurer ce système de déplacement, des lieux d'intermodalité seront identifiés et hiérarchisés dans les documents d'urbanisme des communes en fonction de leur rôle. Il s'agit :

- Des pôles d'échanges multimodaux (PEM) structurants sur les villes centres de Brignoles et Saint-Maximin ;
- Des PEM secondaires sur les communes-relais de Rians, Barjols, Carcès, Rocbaron et Garéoult ;

- Des parkings-relais et des aires de covoiturage, connectés au réseau de transports en commun, aux entrées d'agglomérations et sur les grands itinéraires, dans les ZAE Pays et Relais ;

Ces secteurs devront faire l'objet d'une OAP dans les documents d'urbanisme locaux.

Les collectivités locales, autorités organisatrices de transport et maîtres d'ouvrages compétents sont invités à :

- Localiser, lorsque cela est possible, les PEM en priorité près des anciennes gares ou dans les centres villes.
- Préserver voire zoner par la mise en place d'emplacements réservés dans les documents de planification les emprises foncières nécessaires à l'aménagement et au développement de ces PEM, parkings-relais et aires de covoiturage
- Différencier les exigences en fonction du rôle de chacun des PEM dans le système de déplacement, selon :
  - le niveau d'offre de services à proximité du PEM,
  - le niveau de desserte du PEM,
  - le rabattement des transports en commun,
  - le rabattement des voitures particulières,
  - l'organisation du stationnement automobile et deux-roues (parking-relais, parking vélos,…),
  - l'accessibilité des gares et des haltes par les modes doux.

12.3.2 Anticiper les aménagements physiques et les équipements favorisant le covoiturage, l'autopartage et autres alternatives

Les collectivités locales développeront les pôles d'échanges multimodaux (PEM) et accompagneront le développement de la pratique du covoiturage :

- Par l'aménagement de PEM sur les voiries primaires de l'armature urbaine et en lien avec le développement urbain des communes d'implantation ;
- Par l'aménagement d'aires de covoiturage à proximité des échangeurs autoroutiers, le long des voiries primaires, ou dans les PEM
- Par la réservation de places de covoiturage dans les zones d'activités, économiques, commerciales et auprès des grands équipements, …

Sont recommandés :

- Le développement de Plan de Déplacements Inter-Entreprises favorisant l'utilisation des transports en commun, la pratique du covoiturage et de l'autopartage, le recours à la marche et au vélo ;
- Les ZAE d'intérêt Pays, les grands centres commerciaux et les grandes administrations, doivent concernés en priorité.

- La réalisation d'une OAP au sein des PLU pour les projets d'aménagement à proximité des PEM afin de s'assurer de la bonne intégration des principes énoncés ci-contre dans le projet urbain considéré.

12.3.3 Anticiper le développement des mobilités propres

Les collectivités locales concourront au développement des mobilités propres alternatives telles que l'utilisation de véhicules à hydrogène ou biométhane, la mise en œuvre de sites adaptés de recharges de véhicules.

12.3.4 Favoriser l'usage des modes actifs dans les aménagements

Afin de développer les modes actifs il est demandé aux communes de :

- Proposer un réseau de cheminements piétons dans un rayon de 500 à 1000 m autour des PEM, des parkings-relais, des aires de covoiturage en milieu urbain et des principaux arrêts de transports en commun existants et à venir, ainsi que des cheminements cyclables dans un rayon d'environ 3 km autour de ces derniers.
- Relier les grands générateurs de déplacements existants et à venir (grands équipements sportifs, culturels, scolaires et de santé, ZAE, zones commerciales, services,…) au centre-ville.
- Poursuivre les efforts de réaménagement des espaces publics des centres-villes au profit des piétons et des cyclistes,
- Organiser des cheminements pour les modes doux dans le tissu urbain existant par le recours aux ER, aux servitudes,…
- Promouvoir des continuités cyclables et piétonnes de commune à commune

La définition de liaisons ou d'aménagements piétons dans toutes les opérations d'aménagement et des liaisons cyclables dans les opérations d'aménagement de plus de 1 hectare, prévoir leur connexion avec le réseau existant

Le SCoT recommande le développement :

- Des voies de circulation entre les communes pour rendre possible la circulation en vélo.
- Dans les voiries existantes le tracé d'itinéraires piétons et cyclistes. Ils s'implantent en particulier des itinéraires partant de chaque zone d'activité nouvelle et existante reliés au centre-ville le plus proche, ainsi que des accès aux zones commerciales pour les cyclistes et piétons de manière systématique, couplés avec des parkings vélo sécurisés.
- de zones de circulation particulières (zone 30, zone de rencontre, aire piétonne,…) dans les centres-villes et les quartiers résidentiels afin de favoriser la mixité des modes de transport et de sécuriser l'usage du vélo et le déplacement des piétons.

- pour tout projet de création ou de réhabilitation de la voirie autour d'un arrêt de transport en commun, d'un pôle d'activités, d'un équipement culturel ou sportif, d'intégrer la création d'espaces couverts et sécurisés de parking à destination des vélos et de faciliter l'accès des modes de déplacement actifs à l'infrastructure/au pôle.
- Lors d'un nouvel aménagement urbain, la définition d'un coefficient de proportionnalité entre le nombre de places de stationnement de véhicules particuliers et de vélos. Ce coefficient pourra être différent selon la destination du bâti.

12.3.5 Un stationnement favorable au report modal et à l'autopartage

L'offre de stationnement doit permettre de poursuivre les objectifs du SCoT en matière de développement d'une mobilité alternative à la voiture particulière. Ainsi les critères de développement du stationnement devront être les suivants :

- Limiter l'offre de stationnement automobile public quand une offre performante de transport collectif existe et dans les territoires situés à moins de 300 mètres d'un arrêt de bus
- Limiter le stationnement automobile de longue durée dans les espaces bien desservis par les transports collectifs
- Rechercher une disponibilité suffisante de places de stationnement automobile dans les secteurs non desservis par les transports collectifs
- favoriser le développement de l'autopartage. Pour l'accompagner, les PLU veilleront à définir des règles de réservation de certaines places de stationnement aux véhicules partagés accompagnées d'une tarification spéciale et incitative. Pour les communes situées à proximité d'une entrée d'autoroute. Le SCoT encourage la création d'un zonage adapté à la réalisation d'une aire de covoiturage.

Le SCoT recommande la réalisation d'un diagnostic sur les modalités de stationnement à l'occasion de la révision ou de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et du PDU.

PARTIE 3 - VERS UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ENDOGENE

13 ORGANISER ET SPATIALISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

13.1 AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE

Seront desservis en priorité par la fibre optique : les équipements sanitaires, les ZAE de niveau Pays (ex. Nicopolis, Le PAMA, , …), les équipements tertiaires publics et privés dans les centres urbains des villes centres (ex. : l'Hôpital de Brignoles) les établissements d'enseignements et de formation, le Tribunal, les centres décisionnels administratifs tels que : Ss-Préfecture, Direction départementale des territoires et de la mer du Var Service Territorial Ouest Var, Tribunal, Gendarmeries, Mairies, siège des EPCI, services du Département du Var,...

Les communes, ECPI et aménageurs devront anticiper dans les aménagements de quartiers et dès les phases amont aux travaux sur voiries les réservations par des fourreaux réservés à ces équipements.

Les collectivités locales pourront s'appuyer à l'avenir sur le futur Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) mise en place par le Département du Var.

13.2 ORIENTATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN TOURISME DYNAMIQUE

Le Tourisme constitue un axe de développement économique endogène. Pour renforcer l'économie touristique, les collectivités compétentes veilleront à la mise en œuvre d'une stratégie concertée et d'actions de développements pour dynamiser la filière économique basée sur le tourisme.

Cette stratégie et ces actions veilleront au respect du paysage et de l'environnement et viseront à désengorger les sites les plus sensibles et réduire la pression sur les Cœurs de Nature.

Les collectivités compétentes s'engageront à :

- Valoriser sur le plan touristique le patrimoine de Provence Verte Verdon via notamment le Pays d'Art et d'Histoire.
- Promouvoir les lieux valorisant les patrimoines naturels en lien avec les deux Parcs Naturels Régionaux ;
- Permettre le renforcement de l'offre touristique par la mise en place d'une offre d'hébergements touristique en hôtellerie de plein air et hébergements de groupes, tourisme d'affaire
- Harmoniser les politiques et actions évènementielles pour élargir l'offre sur les « ailes de saison » notamment

Les nouveaux équipements touristiques structurants, indépendants de la valorisation des espaces naturels ou patrimoniaux et fortement générateurs de déplacements, seront implantés en priorité dans les ville-centres.

Le SCoT identifie des équipements touristiques structurants à réaliser, de type « Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine du Pays d'Art et d'Histoire », « centres d'accueil de séminaires et/ou de conférences » …

Le SCoT recommande de hiérarchiser et de localiser les points d'information dédiés au tourisme (offices de tourisme…) sur les axes de la voirie primaire et/ou dans sur les lieux touristiques les plus fréquentés.

13.3 LE RENFORCEMENT MUTUEL DE L'ECONOMIE ET DES CENTRALITES

L'armature urbaine constitue le support du développement économique du territoire.

Le SCoT a pour objectif un développement économique différencié au sein des bassins de vie :

- Dans les bassins de vie majeurs, le développement économique se réalisera en priorité dans les communes de Brignoles et de Saint Maximin afin de confirmer leur rôle de villes-centres.
- Dans les bassins de vie secondaires, les collectivités tendront à renforcer et diversifier le développement économique des communes-relais.
- Dans les bourgs, le SCoT privilégie le développement d'activités économiques présentielles.

Les Zones d'Activités Économiques (ZAE) sont définies et hiérarchisées selon trois types en fonction de leur rôle dans le développement économique, de l'organisation du territoire et de leur vocation dominante, qui s'organisent selon les trois niveaux de l'armature urbaine :

- Les ZAE d'intérêt « Centrales »
  - Vocation dominante : Exemplarité et « vitrines » du territoire, accueil du développement de filières structurantes ou de spécialisations fortes du territoire, d'activités à forte valeur ajoutée et/ou dont le rayonnement dépasse les limites du SCoT
  - Localisation le long des axes stratégiques primaires : A8, RDN7 et RD43.

- Les ZAE « Relais »
  - Vocation dominante : accueil des activités économiques présentielles et/ou développement d'une spécialisation liée aux ressources naturelles locales.
  - Localisation dans les communes relais et/ou le long des voiries primaires

- Les ZAE « Communales »
  - Vocation dominante : artisanat.
  - Localisation dans toutes les communes

Sont identifiés et localisés les sites d'activités actuels et futurs suivants, selon leur type, qui ont vocation à accueillir un développement de ZAE soit en extension soit en création :

- **Les ZAE « centrales »** :
  - Nicopolis à Brignoles,
  - Le Parc d'Activités Mont Aurélien à Saint Maximin (site en projet).
  - Sur la RD43 à Brignoles

- **Les ZAE « relais »** :
  - La zone du Chemin d'Aix à Saint Maximin,
  - La zone en entrée Est de St Maximin (Création « L'étendard » sur la RN7)
  - Les Consacs à Brignoles,
  - La ZA du Plan à Brignoles,
  - Les Praderies à Carcès,
  - Les Ferrages à Tourves,
  - Le Garragaï-Saint Esprit à Rians.

- **Les ZAE « niveau communal » :** à Varages (Sopexi, St-Jean, les ferrages), Ste Estève à Brue Auriac, ZA de Saint Pierre à Saint Julien, de Sainte Catherine à Rians, du Pied de la Chèvre à Ginasservis, des Brégou à Montmeyan, des Bourgneuf (Tanneries), des Carmes, des Gavottes partie artisanale à Barjols, du Roucasset et de La Tavernaise à Tavernes, de la ZA Distillerie à Saint Maximin, de la ZA Méounes, des Négadisses à Sainte Anastasie, de la ZA La Roquebrussane à La Roquebrussane, de Montfort, de La Chevalière à Entrecasteaux, de Rougiers, de Correns et de Pourrières.

La densification des zones existantes est une priorité. Ainsi, l'ensemble des ZAE existantes identifiées dans le schéma des ZAE ci-dessous, ont vocation à se densifier et le cas échéant à se requalifier, indépendamment des objectifs d'extension dont elles peuvent faire l'objet.

Les activités économiques tertiaires et de services à la personne seront préférentiellement implantées dans les centres-villes et centres-villages ou à l'intérieur des axes de contournement.

Les activités artisanales et industrielles, sources de nuisances ou consommatrices d'espaces, seront préférentiellement implantées au sein des ZAE définies. *Voir aussi les orientations sur les risques et nuisances.*

Les ZAE « centrales », « relais » et « communales » n'ont pas vocation à accueillir d'activités commerciales. Néanmoins, y sont autorisés l'extension limitée des commerces existants définies par les PLU.

Sont encouragées dans les ZAE d'intérêt « centrales » le regroupement des activités artisanales et présentielles dans une partie dédiée de la zone.

13.4 OBJECTIFS POUR UNE ANTICIPATION DES EXTENSIONS ET CREATIONS DE SITES ECONOMIQUES

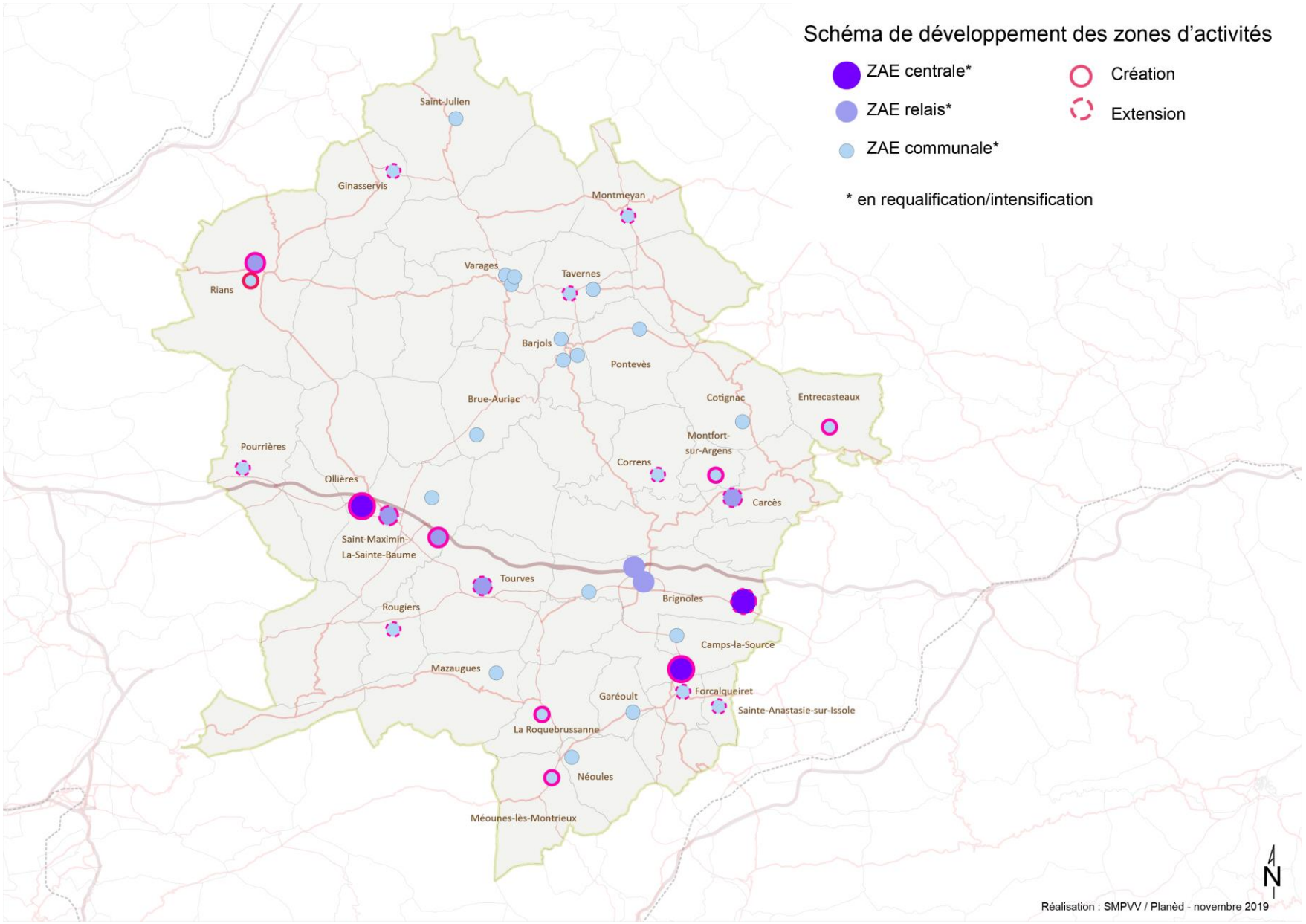
Dans le tableau suivant, sont identifiées, les extensions ou créations de zones pour permettre l'accueil de nouvelles activités et organiser des réserves foncières stratégiques.

Types de surfaces	Surfaces occupées	Disponibilités	Extensions SCoT
ZAE centrales	**200**	**0**	**105**
ZAE Relais	**85**	**2**	**40**
ZAE Communales	**48**	**8**	**35**
Total dispositif	**332**	**10**	**180**

Types de surfaces	Surfaces occupées ha	Disponibilités en ha	Extensions SCoT en ha	% répartition des extensions
CA Provence Verte	**318**	**10**	**145**	**80%**
CC Provence Verdon	**14**	**0**	**35**	**20%**
	332	**10**	**180**	

Les zones d'activités identifiées seront déployées selon le volume maximal défini par EPCI et par niveau de zones d'activités. Les EPCI assurent la mise en œuvre des zones d'activités et conditionnent leur ouverture dans le cadre d'une programmation qui rythme l'ouverture des zones en fonction des besoins.

Les EPCI développent un schéma de zones d'activités qui organise leur développement au regard des critères d'implantations qui précisent les besoins en création et en extension des différentes zones.


Schéma de développement des zones d'activités
ZAE centrale*
ZAE relais*
ZAE communale*
Création
Extension
* en requalification/intensification
Saint-Julien
Ginasservis
Montmeyan
Varages
Tavernes
Rians
Barjols
Pontevès
Brue-Auriac
Cotignac
Entrecasteaux
Montfort-sur-Argens
Pourrières
Correns
Ollières
Carcès
Saint-Maximin-La-Sainte-Baume
Tourves
Brignoles
Rougiers
Camps-la-Source
Mazaugues
Forcalqueiret
Garéoult
Sainte-Anastasie-sur-Issole
La Roquebrussanne
Néoules
Méounes-lès-Montrieux
N
Réalisation : SMPVV / Planèd - novembre 2019

13.5 FAIRE EVOLUER QUALITATIVEMENT LES ZAE

Dans toutes les ZAE, existantes (requalification, extension) ou à venir (création), les PLU procèderont à des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) intégrant les orientations et objectifs d'aménagements qui concourent :

- À optimiser l'urbanisation du foncier
- À mettre en œuvre une desserte fonctionnelle, veiller à l'accessibilité et au stationnement
- À veiller à l'intégration paysagère, à la qualité architecturale et à l'harmonisation de la signalétique
- Prioriser les bâtis recevant des dispositifs de productions d'énergies renouvelables optimisant les surfaces de toitures, de stationnements etc...
- À préserver l'environnement
- A permettre et inciter à la production d'énergies renouvelables
- A lutter contre les risques notamment par la dés-imperméabilisation des sols

Les collectivités veilleront à ce que la partie existante de la zone soit réaménagée, le cas échéant, selon les mêmes exigences que l'extension projetée.

Les objectifs qualitatifs poursuivis sont précisés comme suit :

Orientations	Objectifs à mettre en œuvre dans les aménagements
Mettre en œuvre une desserte fonctionnelle Et veiller à l'accessibilité et au stationnement	- Favoriser l'accessibilité des ZAE par des modes doux et les transports collectifs avec les centres villes avoisinants. - Encourager les parkings relais et les aires de covoiturage (Cf partie Transports et Déplacements).
	- Optimiser la gestion des flux de marchandises, des salariés et de la clientèle.
	- Réduire l'emprise des stationnements : mutualisation, en ouvrages, intégration au bâti…
Veiller à l'intégration paysagère, à la qualité architecturale, à la signalétique	- Optimiser les aménagements paysagers, la qualité architecturale : des bâtiments, des enseignes, du mobilier urbain, des espaces publics, l'éclairage. - Développer une signalétique harmonieuse et efficace. - Assurer une insertion de la ZAE avec le tissu urbain avoisinant.
Optimiser le foncier	- Densifier le bâti, assurer la mutabilité de l'immobilier et du foncier.

Préserver l'environnement	- Gérer les eaux pluviales à la source (cf. partie environnement), - Développer des installations productrices d'énergie renouvelables, - Gérer les déchets d'activités économiques et autres types.

L'ouverture à l'urbanisation d'une ZAE est conditionnée à la réalisation d'une étude de densification des zones déjà urbanisées. L'ouverture à l'urbanisation d'une ZAE n'étant réellement envisageable que si cette étude démontre que la densification des ZAE existantes ne permet pas d'accueillir le développement envisagé et nécessite une création de ZAE. L'étude et ses conclusions seront insérées dans le dossier des documents d'urbanisme concernés et seront présentées dans le cadre des procédures d'évolution des PLU.

La création des nouveaux sites d'activités ne sera autorisée qu'à la condition de l'élaboration d'un projet d'aménagement d'ensemble qui privilégie :

- Les formes urbaines et la qualité architecturale ou paysagère, en favorisant une intégration optimale des bâtiments d'activités, etc.
- Les modalités de gestion du stationnement ;
- La mise en place d'aménagements permettant d'améliorer durablement la performance environnementale des zones d'activités économiques ;
- Le traitement qualitatif renforcé des espaces localisés le long des axes routiers structurants et secondaires, notamment par des aménagements paysagers de qualité ;
- La réalisation des espaces techniques (locaux de stockage, etc.) à l'arrière des bâtiments afin de les masquer depuis les voies routières.
- La desserte en réseaux divers, en liaisons douces et en réseau numérique ;
- La gestion des eaux notamment pluviales ;
- Les dimensions urbaine, environnementale et paysagère en lien avec le tissu et les milieux existants.

Le projet d'aménagement comprenant phasage et modalités de mise en œuvre favorisera la réalisation d'une densification des implantations de façon à répondre aux enjeux d'économie du foncier.

Le SCoT préconise la mise en œuvre d'outils complémentaires à l'offre de foncier d'activités comme par exemple des aménagements adaptés et de l'immobilier public ou privé destiné à l'accueil de petites structures économiques (bâtiments collectifs de bureaux, services mutualisées).

La mise en œuvre de principes de qualité sera recherchée dans le projet d'aménagement des sites : traitement des questions énergétiques, gestion des déchets, limitation du ruissellement, aménagement paysager par une bonne insertion pour les zones en entrée de ville, qualité des constructions et des abords, de la signalétique et des clôtures, notamment pour les zones artisanales

destinées à l'activité du bâtiment éventuellement connexes ou intégrées aux zones d'activités économiques traditionnelles.

Ces sites pourront être exemplaires sur le plan environnemental (notamment mise en œuvre d'une procédure de management environnemental).

Les zones d'activités existantes pourront, en cas de besoin, être requalifiées par des aménagements durables de qualité : stationnements paysagers, liaisons douces, gestion environnementale, …

Dans les ZAE d'intérêt Pays et Relais, existantes ou à venir, les EPCI et les communes compétentes procèderont à la mise en place de mobilités douces et de desserte en transport en commun ou partagés avec les centres villes avoisinants.

La desserte en fibre optique des ZAE d'intérêt Pays puis des ZAE Relais est une priorité.

Sont recommandés les aménagements allant dans le sens d'une labellisation des ZAE et le développement de services aux salariés et aux entreprises.

14 POUR UN COMMERCE COHERENT ET EQUILIBRE À L'ECHELLE DU TERRITOIRE

14.1 PRENDRE EN COMPTE LE CONTEXTE ET LES CONSEQUENCES DU CHANGEMENT ACTUEL DE MODELE DE DEVELOPPEMENT DE LA GRANDE DISTRIBUTION

La dernière décennie a vu une croissance soutenue des surfaces commerciales (en Provence Verte Verdon comme sur le reste du territoire national) cinq fois plus rapidement que la croissance démographique donc beaucoup plus rapidement que celle des besoins. Simultanément, la part de la consommation hors magasin (e-commerce …) a connu une croissance sans précédent. Cet effet « ciseau » a généré un décalage entre une offre qui ne cesse de croître et une demande qui s'est stabilisée.

Parallèlement, les modes d'implantation se sont diversifiés, depuis les centres villes et centres-bourgs vers la zone commerciale d'abord puis vers des espaces interstitiels (axes de flux, ronds-points, …) avec pour effet une augmentation importante de la vacance en centre-ville (13% en France) mais aussi dans les zones commerciales et les secteurs des faubourgs (8,5%) voire même dans les derniers retail-parks.

Plusieurs défis sont proposés aujourd'hui au commerce et à l'aménagement commercial ; mis à part la nécessaire adaptation à la modification des profils d'acheteurs et notamment de l'attractivité propre des sites de commerces physiques qui sont de la responsabilité des acteurs privés, quatre défis paraissent relever de la responsabilité des acteurs publiques (Syndicat de SCoT, Communautés de communes et communes) :

- Revitaliser les centralités par les facteurs d'attractivités et de commercialités, pour récréer et/ou pérenniser les flux ; cela suppose par exemple de mettre fin à la périphérisation des services publics et à la paupérisation de la population des centres villes ;
- Gérer le commerce de flux sur les axes de flux, les entrées et sorties de ville, …, en veillant à ne pas fragiliser les centres villes ;
- Organiser la valorisation et la mutation des zones commerciales, par exemple en y réintroduisant de la multifonctionnalité ;
- Intégrer les conséquences d'une économie de plus en plus servicielle en prenant en compte les problématiques de la logistique urbaine qui y est associée.

14.2 IMPLANTATIONS PREFERENTIELLES DU COMMERCE SELON SA PORTEE SUR L'EQUILIBRE TERRITORIAL

L'objectif est l'équilibre géographique du commerce à l'échelle des besoins des habitants de Provence Verte Verdon. Ceci se décline selon deux principes qui justifient le choix de localisation pour les implantations commerciales

- Le renforcement de l'armature urbaine du territoire (dans toutes ses composantes, dont sa composante commerciale) pour offrir aux habitants l'offre commerciale dont ils ont besoin et ainsi limiter l'évasion commerciale ;

- L'équilibre entre les différentes composantes de l'offre commerciale dont la complémentarité doit répondre à la diversité des attentes des consommateurs.

Différents secteurs d'implantation sont identifiés comme sensibles vis-à-vis de l'implantation des commerces en raison des enjeux urbains, socio-économiques et environnementaux qui y sont importants. **Ces secteurs sont ceux de l'implantation préférentielle du commerce. Trois grandes typologies sont identifiées** :

- Les **« centralités »** urbaines des villes, et des bourgs qui permettent d'associer pour la majorité des communes la plus grande mixité fonctionnelle – habitat, services, commerces, transports collectifs, emplois, … - aux plus grandes densités de population, habitants ou visiteurs.

- Les **« secteurs de flux »**, situés le long des grandes voies pénétrantes sur les villes de Brignoles et de Saint Maximin-la-Sainte-Baume, qui sont aujourd'hui insérés au sein du tissu urbain des agglomérations principales de Provence Verte Verdon.

- **Les « pôles périphériques »**, souvent dénommés « zones commerciales », qui sont adaptés à l'accueil des grands formats des magasins de la Grande Distribution, mais dont la qualité doit être améliorée et la consommation foncière doivent être encadrés.

Ces trois types de secteurs sensibles sont identifiés comme les trois types de localisations préférentielles du territoire de Provence Verte Verdon et le DAAC les localise et définit les conditions d'implantations des commerces pour chacun d'entre eux.

Ces conditions privilégient la contribution du projet à la revitalisation du tissu commercial, notamment par la modernisation des équipements commerciaux existants et la préservation des centres urbains, la consommation économe de l'espace, notamment en entrée de ville (secteurs de flux), par la compacité des formes bâties, l'utilisation prioritaire des surfaces commerciales vacantes et l'optimisation des surfaces (notamment celles dédiées au stationnement), la desserte de ces équipements par les transports collectifs et les modes de déplacement les plus économes en émission de dioxyde de carbone ainsi que sur leur qualité environnementale, architecturale et paysagère, notamment au regard de la performance énergétique et de la gestion des eaux.

Par ailleurs, tenant compte du fait que certains établissements commerciaux sont, aujourd'hui, déjà implantés sur des espaces qui se situent en dehors des localisations préférentielles du Commerce, le DAAC définit les conditions pour leur permettre un minimum de développement.

14.3 IDENTIFIER L'ARMATURE COMMERCIALE

14.3.1 Définition des types d'équipements commerciaux

Le SCoT définit les types d'équipements commerciaux suivants :

- **les commerces de proximité** sont de taille réduite et ne génèrent pas de fret important. Ils correspondent soit à des achats « pratiques » répondant aux besoins courants de la population locale (boulangerie, presse, superette…), soit à des achats « plaisirs » souvent occasionnels (parfumerie, librairie, prêt à porter…) dont l'aire de chalandise dépasse l'échelle communale. Ces commerces peuvent être isolés ou groupés. **Ils ne nécessitent pas la présence immédiate d'un véhicule et sont compatibles avec l'habitat et les centralités urbaines.**

- **les commerces de rayonnement bassin de vie** sont de taille moyenne nécessitent des stocks. Ils répondent aux besoins hebdomadaires, courants, d'une population à l'échelle d'un bassin de vie. Ils offrent une diversité de produits supérieure à celle des commerces de proximité sans atteindre la diversité de l'offre des commerces de **rayonnement Pays. Ils peuvent nécessiter la présence d'un véhicule et sont compatibles avec une implantation en mixité avec l'habitat**.

- **Les commerces de rayonnement Pays** sont de grande taille et nécessitent des stocks importants. Ils répondent à des besoins occasionnels ou exceptionnels de l'ensemble de la population du territoire et proposent une offre très diversifiée dépassant le niveau de l'offre des commerces de **rayonnement bassin de vie. Ils nécessitent l'usage d'un véhicule et peuvent être compatibles avec l'habitat.**

Simultanément, il définit également les commerces « importants » :

Les commerces « importants » au sens du présent SCoT correspondent aux équipements commerciaux dont l'importance en surface entraine selon le contexte de l'armature urbaine, un impact certain sur l'organisation territoriale. Tenant compte de la nature rurale de l'ensemble du territoire (chacune des deux agglomérations de Brignoles et Saint-Maximin-la-Sainte-Baume dépassent à peine les 15.000 habitants), Il s'agit :

- des commerces de plus de 300 m² de surface de vente
- des ensembles commerciaux[2] de plus de 1 000 m² de surface de vente composés de plusieurs magasins.

Ces commerces « importants » ont vocation à s'implanter dans les localisations préférentielles identifiées dans le DOO (voir à la suite), et dont les conditions d'implantation sont régies dans le DAAC

14.3.2 Identification des vocations commerciales des communes selon l'armature urbaine

14.3.2.1 CONFIRMER LE ROLE DE VILLES-CENTRES DE BRIGNOLES ET DE SAINT MAXIMIN :

Pour les villes-centres de Saint-Maximin et de Brignoles, les documents d'urbanisme orienteront le développement commercial de sorte à maîtriser le nombre de pôles commerciaux, et la recherche pour chacune de ces deux communes d'un équilibre entre l'activité commerciale des centres-villes d'une part et l'activité commerciale des secteurs de flux et des pôles périphériques d'autre part.

Les communes de Brignoles et de Saint Maximin veilleront à développer leur offre commerciale par une optimisation qualitative et une recherche de complémentarité.

Les communes de Brignoles et de Saint Maximin ont vocation à développer une offre commerciale de rayonnement Pays (commerces de proximité, de rayonnement bassin de vie et Pays).

Les communes de Brignoles et de Saint Maximin n'accueillent pas d'offre commerciale de rayonnement départemental ou régional.

14.3.2.2 RECONNAITRE LE ROLE DES COMMUNES D'APPUI

Les centres-villageois des communes d'appui au développement ont vocation à accueillir une offre commerciale de proximité. Elles veilleront à conforter leur autonomie commerciale en vue d'accompagner la croissance des besoins quotidiens des habitants.

Les communes d'appui ne développeront pas d'offre commerciale de rayonnement Bassin de vie ou supérieur.

[2] Au sens de l'article L. 752-3 du code de commerce

14.3.2.3 CONFORTER L'AUTONOMIE COMMERCIALE DES COMMUNES-RELAIS

Les centres-bourgs des communes-relais ont vocation à accueillir une offre commerciale de proximité et de rayonnement bassin de vie. Elles veilleront à conforter leur autonomie commerciale en vue d'accompagner la croissance des besoins hebdomadaires des habitants du bassin de vie.

Les communes-relais ne développeront pas d'offre commerciale de rayonnement Pays ou supérieur.

14.3.2.4 - MAINTENIR UNE OFFRE DE PROXIMITE DANS LES AUTRES COMMUNES (BOURGS)

Les documents d'urbanisme des communes permettront l'implantation d'une offre commerciale répondant aux premiers besoins de la population communale dans les centres-bourg afin de renforcer son attractivité.

Les communes rurales ont vocation à accueillir des commerces de proximité. Elles n'ont pas vocation à développer une offre commerciale de rayonnement bassin de vie, ou au-delà.

14.3.3 Définition des localisations préférentielles

Les secteurs sensibles vis-à-vis de l'implantation des commerces « importants » se déclinent sous la forme de trois types de localisations préférentielles :

- **Les centralités urbaines (et rurales)**

  Ces secteurs centraux existants sont caractérisés par un tissu dense et polarisant une diversité des fonctions urbaines : fonction d'habitat et plusieurs fonctions économiques (commerces, services), plusieurs fonctions d'équipements publics et collectifs (administratives, culturelles, loisirs…) etc.

  Les centres-villes de Brignoles et de St-Maximin constituent les centralités urbaines principales, les centres-bourgs des communes relais constituent les centralités urbaines relais et les centres-bourgs des communes rurales constituent les centralités urbaines de proximité.

  Ces secteurs constituent la priorité de développement pour tous les types de commerces, hormis ceux dont la nature et la taille impacteraient la qualité du cadre de vie des habitants et des autres fonctions urbaines. Ce sont les lieux privilégiés de la revitalisation.

- **Les secteurs de flux**

  Ces secteurs de flux sont multifonctionnels – ils concilient habitat, commerces et services, etc. Ils sont situés le long des principaux axes routiers d'accès aux centralités urbaines.

Ces secteurs à vocation de mixité urbaine constituent le plus souvent un espace linéaire d'accès au centre de Brignoles ou de Saint Maximin à partir de leurs principales entrées, mais également sur certains pôles relais.

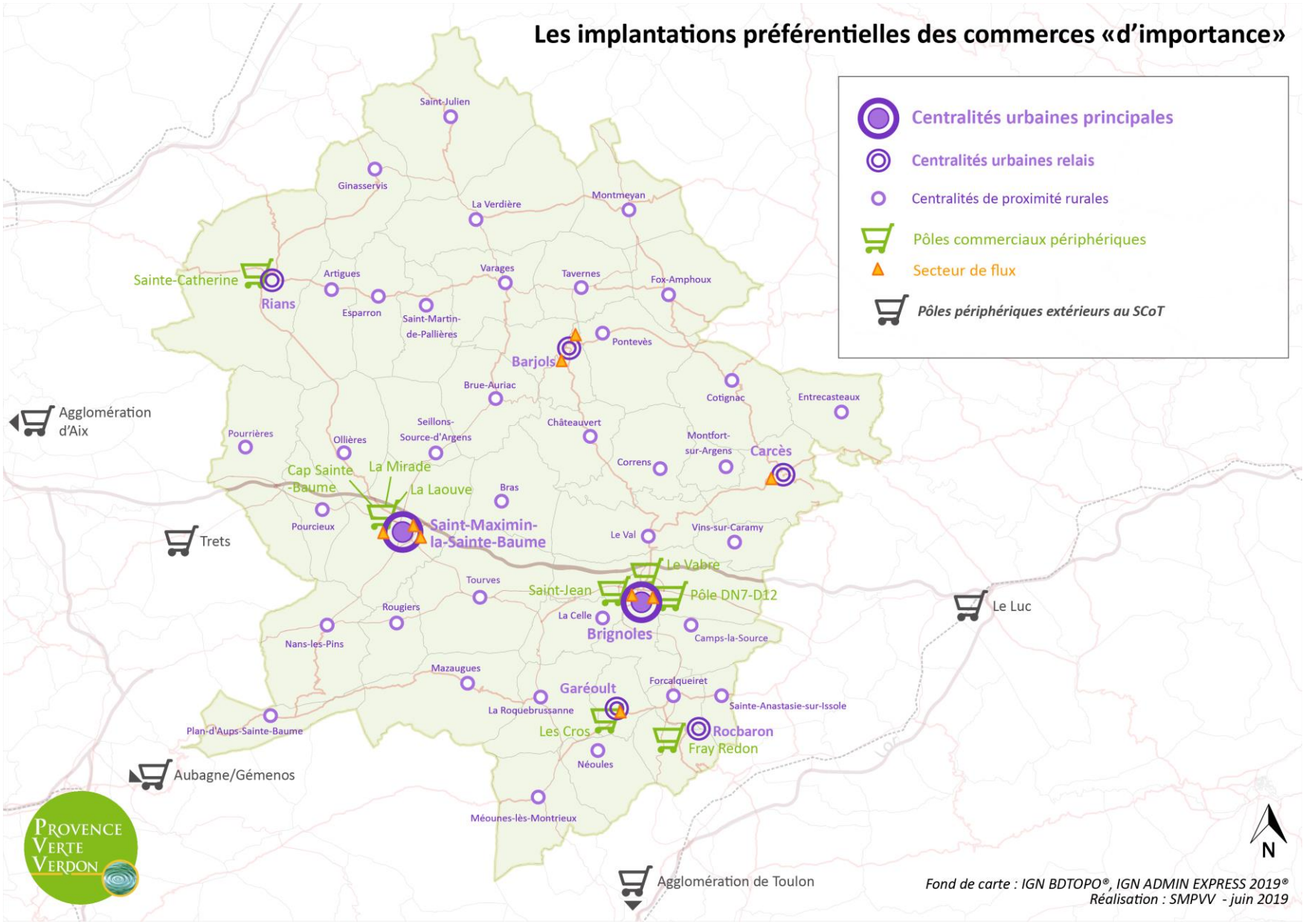
Dans ces secteurs, la mixité fonctionnelle (Habitat, Commerce, Services, TC, emplois) souvent assez peu organisée et maîtrisée doit combiner les enjeux du développement durable et de la structuration urbaine (notamment pour ne pas surdimensionner une offre commerciale concurrente des Centres- Villes).

- **Les pôles commerciaux périphériques**

Les pôles commerciaux périphériques sont composés de grande(s) surface(s) commerciale(s), souvent organisé(s) autour d'une « locomotive » alimentaire et localisés principalement à l'extérieur des centralités urbaines. Ces secteurs sont majoritairement situés en limite de l'enveloppe urbaine (en entrée de ville) et ont un fonctionnement spécifique.

Tableau de définition des localisations préférentielles du commerce

Armature urbaine	Communes	Centralités urbaines	Secteurs de flux	Pôles commerciaux périphériques
VILLES CENTRES	Saint-Maximin-la-Sainte-Baume Brignoles	Centre-ville (Centralités urbaines principales) Centre-ville (Centralités urbaines principales)	Avenues du Chemin d'Aix et Gabriel Péri Route de Nice à Intersection DN7/RD560A Déviation sud Avenue St Jean Avenue des Berges et début nord de l'avenue F. Mistral Avenue de la Libération puis Chemin du Luc /Route de Nice	La Laouve La Mirade Cap Ste Baume Intermarché DN7 Pôle DN7/D12 Saint Jean Le Vabre
COMMUNES RELAIS	Barjols, Carcès, Garéoult, Rocbaron, Rians,	Centre-bourgs (Centralités urbaines relais)	Carcès sud D562 Garéoult (D554) Barjols (D560 Rte de Marseille et D554 Rte de Tavernes)	Fray Redon (Rocbaron) St Catherine (Rians)
COMMUNES D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT	Le Val, Tourves, Pourrières, La Celle, Camps-la-Source	Centres bourgs (Centralités urbaines de proximité)	Tourves D205	
COMMUNES RURALES	Artigues, Bras, Brue-Auriac, Châteauvert, Correns, Cotignac, Entrecasteaux, Esparron, Forcalqueiret, Fox-Amphoux, Ginasservis, Mazaugues, Méounes-lès-Montrieux, Montfort-sur-Argens, Montmeyan, Nans-les-Pins, Néoules, Ollières, Plan-d'Aups-Sainte-Baume, Pontevès, Pourcieux, La Roquebrussanne, Rougiers, Sainte-Anastasie-sur-Issole, Saint-Julien, Saint-Martin-de-Pallières, Seillons-Source-d'Argens, Tavernes, Varages, La Verdière, Vins-sur-Caramy	Centres bourgs (Centralités urbaines de proximité)		


Les implantations préférentielles des commerces «d'importance»
Centralités urbaines principales
Centralités urbaines relais
Centralités de proximité rurales
Pôles commerciaux périphériques
Secteur de flux
Pôles périphériques extérieurs au SCoT
Saint-Julien
Ginasservis
La Verdière
Montmeyan
Sainte-Catherine
Rians
Artigues
Esparron
Saint-Martin-de-Pallières
Varages
Tavernes
Fox-Amphoux
Barjols
Pontevès
Brue-Auriac
Cotignac
Entrecasteaux
Agglomération d'Aix
Pourrières
Ollières
Seillons-Source-d'Argens
Châteauvert
Montfort-sur-Argens
Carcès
Correns
Cap Sainte-Baume
La Mirade
La Laouve
Bras
Pourcieux
Saint-Maximin-la-Sainte-Baume
Trets
Le Val
Vins-sur-Caramy
Le Vabre
Tourves
Saint-Jean
Pôle DN7-D12
Rougiers
La Celle
Brignoles
Le Luc
Nans-les-Pins
Camps-la-Source
Mazaugues
Garéoult
Forcalqueiret
La Roquebrussanne
Sainte-Anastasie-sur-Issole
Les Cros
Rocbaron
Fray Redon
Plan-d'Aups-Sainte-Baume
Néoules
Aubagne/Gémenos
Méounes-lès-Montrieux
Agglomération de Toulon
PROVENCE VERTE VERDON
N
Fond de carte : IGN BDTOPO®, IGN ADMIN EXPRESS 2019®
Réalisation : SMPVV - juin 2019

14.4 PRINCIPES GENERAUX POUR L'IMPLANTATION DES COMMERCES

14.4.1 Principes préalables à la définition du volume des nouvelles surfaces de vente

Les nouveaux développements des surfaces de ventes doivent répondre aux objectifs suivants :

- Conforter l'équilibre entre le développement des pôles périphériques et le renforcement des centralités urbaines des centres-villes et des principaux centre-bourgs marchands
- Optimiser l'occupation de l'espace dans les pôles de périphérie et privilégier la densification à la mise à disposition de foncier non bâti ;
- Limiter l'étalement urbain en favorisant la densification des pôles plutôt que l'extension des espaces dédiés au commerce et la création de nouveaux pôles ;
- Limiter le risque (actuel et futur) d'apparition de friches commerciales en périphéries par l'inscription d'enveloppes foncières maximales pour le développement de l'offre de commerces importants ;
- Limiter le développement du commerce sur les lieux de flux pour y favoriser la mixité des fonctions urbaines (habitat, services, commerces, loisirs, déplacements, activités,…).

14.4.2 Principes de mixité des fonctions commerces – habitat – services

La priorité sera donnée aux projets qui valorisent l'association commerces – services – habitat – transports collectifs.

Le développement d'une offre commerciale dynamique et diversifiée : devra être favorisée en

- Favorisant l'implantation de « locomotives commerciales »,
- Modernisant les devantures commerciales,
- Adaptant la taille des locaux commerciaux pour permettre la diversification de l'offre de produits,
- Favorisant la transmission-mutation des commerces existants,
- Visant la concentration géographique de l'activité commerciale,
- Optimisant l'accueil de commerces non sédentaires.

La diversification de l'offre commerciale devra être recherchée, notamment par la mise en œuvre des concepts commerciaux modernes comme les livraisons à domicile, les commerces ambulants, les commerces « multi-services », et ce notamment dans les centralités urbaines de proximité (centres-bourgs des communes rurales) où l'offre commerciale est la moins pourvue. Les documents d'urbanisme locaux doivent être compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif de maintien et de développement du commerce de proximité dans ces lieux.

La politique d'animation et de communication sera mise en œuvre en lien avec celle développée pour le développement touristique.

14.4.3 Orientations relatives aux extensions et créations des sites commerciaux périphériques

L'urbanisation d'un secteur de flux ou secteur périphérique sera conditionnée aux conclusions d'une étude du potentiel de densification des localisations préférentielles environnantes déjà urbanisées. L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur n'étant réellement envisageable que si cette étude

démontre que la densification des secteurs existants ne permet pas d'accueillir le développement envisagé et nécessite une création.

L'artificialisation des surfaces inhérentes aux extensions et création de sites commerciaux périphériques sera comprise dans une enveloppe de 10ha.

14.4.4 Principes d'implantations des commerces hors des localisations préférentielles

Les commerces d'importance n'ont pas vocation à s'implanter en dehors des localisations préférentielles.

Seules sont admises les extensions limitées des commerces d'importance existants. L'extension limitée s'entend par une ou plusieurs extensions dont le cumul permet de respecter un objectif de création maximale de surface de vente supplémentaire de l'ordre de 20% de la surface de vente existante à la date d'approbation du SCoT.

Cas particulier des carrefours et autres infrastructures routières

Hormis les secteurs de flux définis par le DAAC, comme localisations préférentielles pour l'implantation des commerces, les abords des carrefours et autres infrastructures routières (contournements, bretelles de voies rapides,…) ne constituent pas des localisations préférentielles du Commerce au titre des secteurs de flux. Les documents d'urbanisme locaux les traduiront en vue d'y limiter l'implantation des commerces quelle que soit leur taille.

Cas des zones artisanales mixtes

Dans les zones artisanales qui connaissent une mutation progressive de leur nature en zone commerciale, telles que Les Consacs à Brignoles, le Chemin d'Aix à St Maximin, et les Fontaites à Forcalqueiret, les objectifs sont d'y stopper la mutation en zones commerciales, de ne pas les voir muter en nouveaux pôles commerciaux périphériques. Les PLU traduiront les objectifs visant à ne pas y rendre possible de nouvelles implantations de « commerce d'importance ».

Y seront toutefois admises les extensions limitées des commerces d'importance existants. L'extension limitée s'entend par une ou plusieurs extensions dont le cumul permet de respecter un objectif de création maximale de surface de vente supplémentaire de l'ordre de 20% plafonnée à 600m² de la surface de vente existante, à la date d'approbation du SCoT.

14.4.5 Le cas des complexes cinématographiques

Pour conforter l'attractivité diurne et nocturne des villes-centres, pour participer au développement culturel et économique du territoire dans une logique de complémentarité avec les autres équipements culturels ou de loisirs existants ou à venir et pour limiter l'évasion commerciale de type culturel, les complexes cinématographiques n'ont pas vocation à s'implanter hors des centralités urbaines principales.

15 DOCUMENT D'AMENAGEMENT ARTISANAL ET COMMERCIAL (DAAC)

15.1 STRUCTURATION ET CONDITIONS DU DEVELOPPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT COMMERCIAL

15.1.1 Localisation des localisations préférentielles des commerces

En application des principes du DOO, les localisations préférentielles du commerce sont précisées dans les cartes en pages suivantes, définies à partir de la densité des commerces existant (linéaires, …).

Les projets d'implantations des commerces doivent se faire préférentiellement dans les secteurs représentés.

Les secteurs de centralités urbaines principales, relais ou de proximité répondent aux critères suivants :

- Secteurs présentant une densité et une continuité du bâti, ou présentant une mixité des fonctions urbaines (habitat, équipements publics, activité de services, commerces, activités médicales, professions libérales, etc.) ;
- Secteurs de concentration et de continuité de l'offre commerciale et de services, de dimensionnement limité, ou secteurs actuellement marchands à densifier commercialement, ou secteurs à proximité immédiate de l'offre existante le cas échéant (exemple : 100 à 200 mètres de distance maximale depuis le dernier commerce).

Les secteurs de flux répondent au critère suivant :

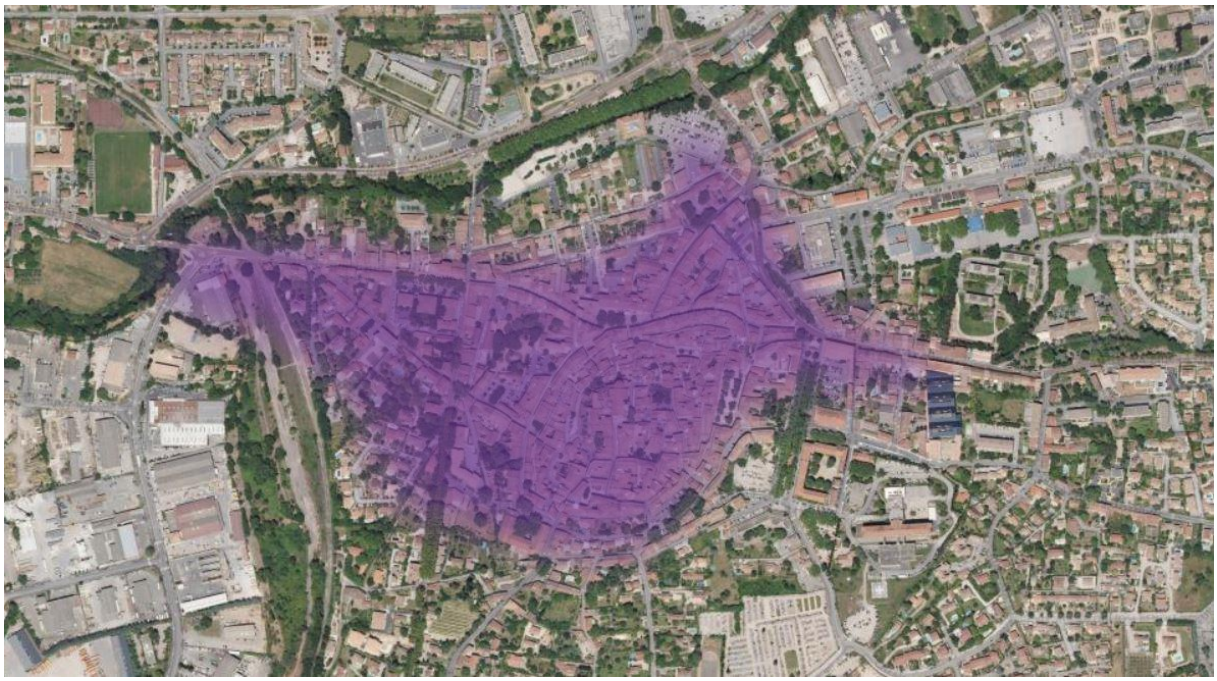
- Secteurs de flux routier en entrée de ville ou le long d'une pénétrante vers un centre-ville où se positionne déjà une offre commerciale et de services significatifs,

Les secteurs de périphérie répondent aux critères suivants :

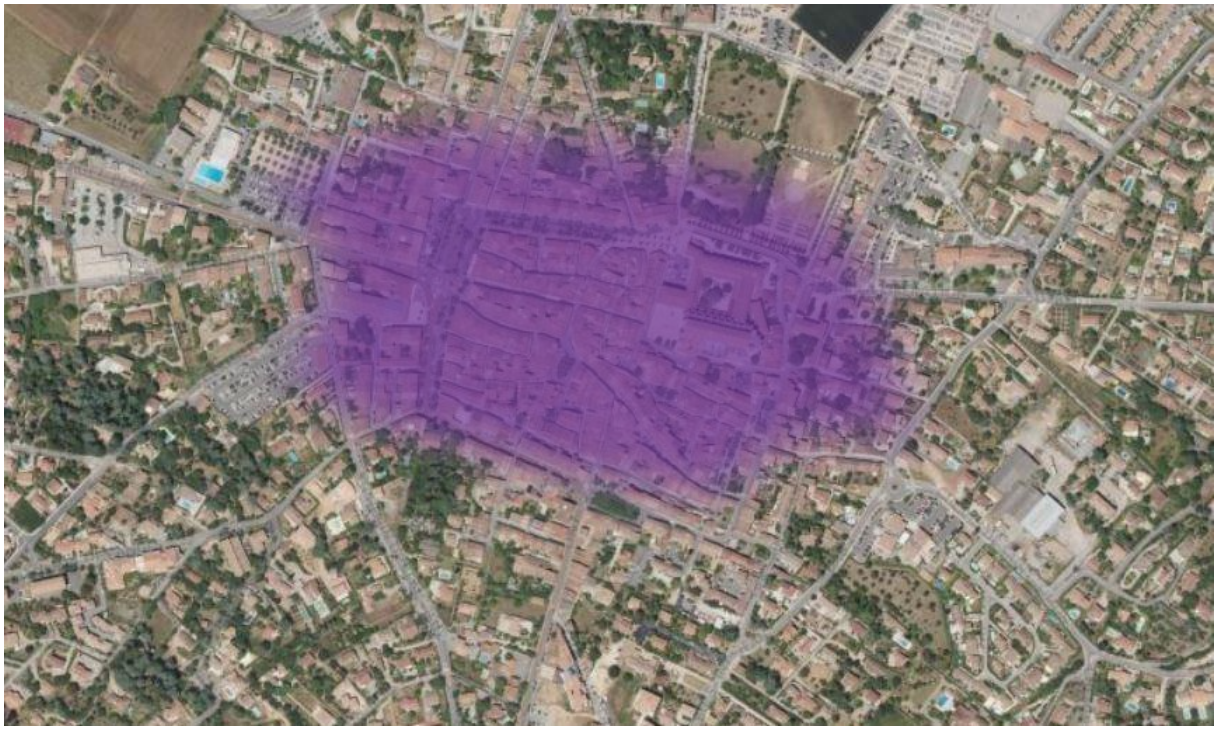
- Secteurs regroupant dans une logique de zones commerciales ou de retail-park des établissements de la grande et moyenne distribution.

15.1.1.1 LOCALISATION DES SECTEURS DE CENTRALITES URBAINES

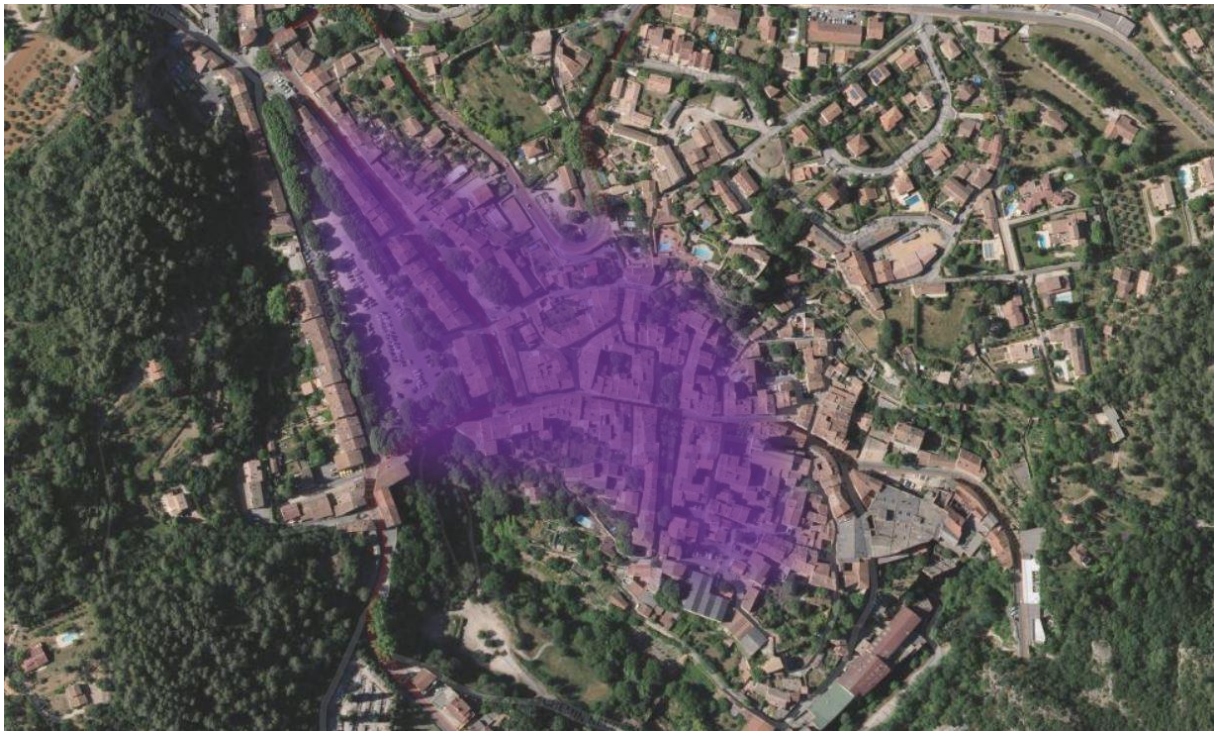
Secteur de centralité urbaine principale de Brignoles



Secteur de centralité urbaine principale de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume



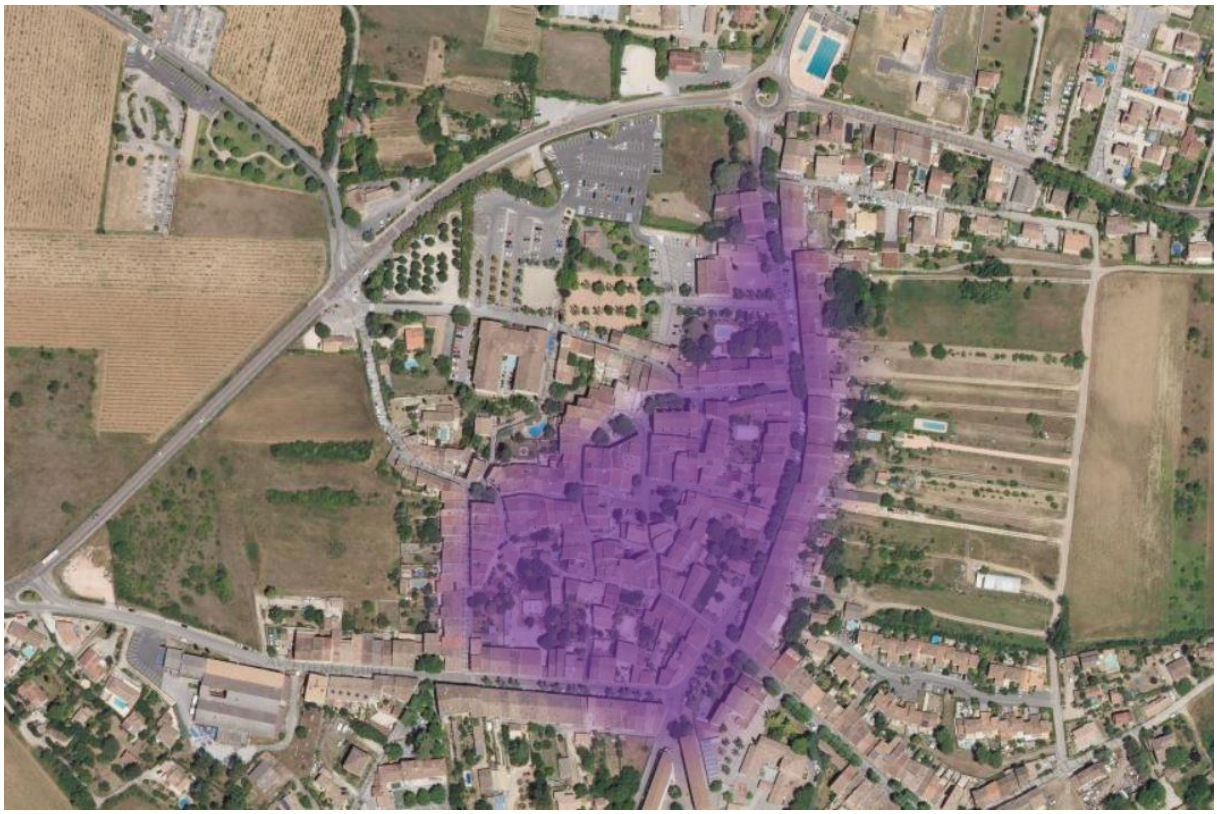
Secteur de centralité urbaine relais de Barjols



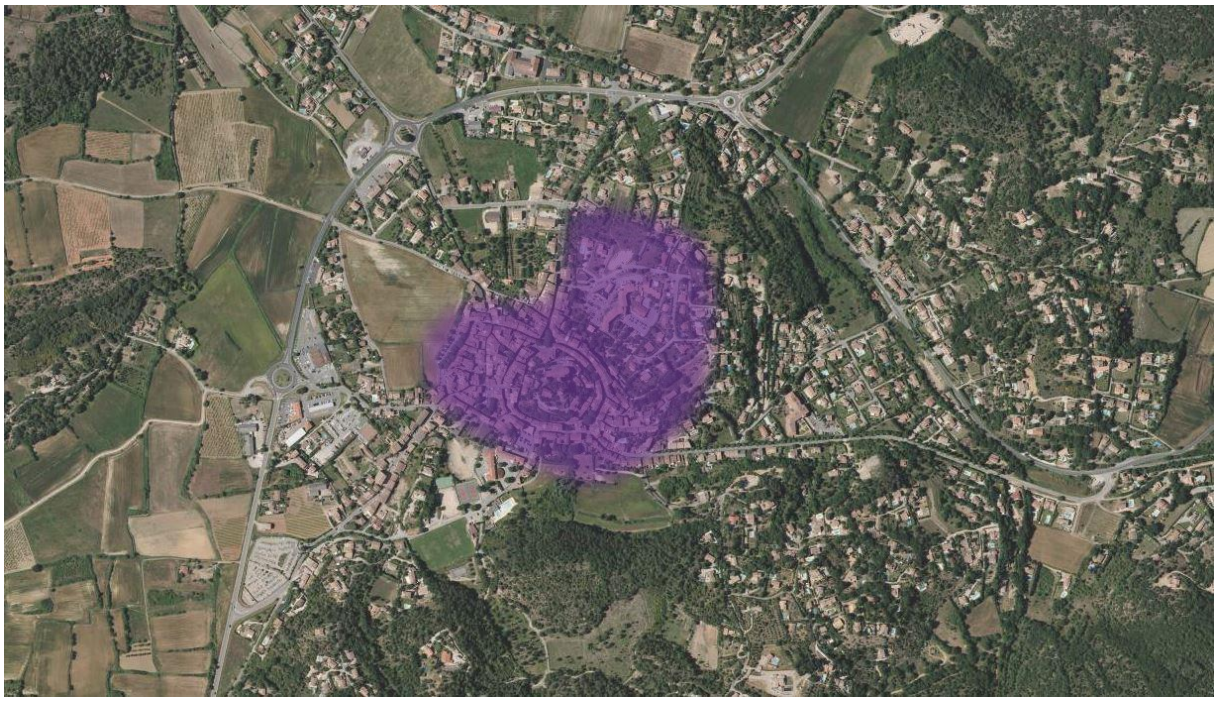
Secteur de centralité urbaine relais de Carcès



Secteur de Centralité urbaine relais de Garéoult



Secteur de centralité urbaine relais de Rians



Secteurs de centralités de proximité communes rurales

Le SCoT identifie également les centres-bourgs des autres communes du territoire comme des centralités de proximité. Il s'agit ainsi des centres-bourgs des communes suivantes : Artigues, Bras, Brue-Auriac, La Celle, Châteauvert, Correns, Cotignac, Entrecasteaux, Esparron, Forcalqueiret, Fox-Amphoux, Ginasservis, La Celle, Mazaugues, Méounes-lès-Montrieux, Montfort-sur-Argens, Montmeyan, Nans-les-Pins, Néoules, Ollières, Plan-d'Aups-Sainte-Baume, Pontevès, Pourcieux, Pourrières, La Roquebrussanne, Rougiers, Sainte-Anastasie-sur-Issole, Saint-Julien, Saint-Martin-de-Pallières, Seillons-Source-d'Argens, Tavernes, Tourves, Varages, Le Val, La Verdière, Vins-sur-Caramy.

15.1.1.2 LOCALISATION DES SECTEURS DE FLUX

Avenues du Chemin d'Aix et Gabriel Péri (Saint-Maximin-La-Sainte-Baume)



Route de Nice à Intersection DN7/RD560A (Saint-Maximin-La-Sainte-Baume)



Déviation sud (Saint-Maximin-La-Sainte-Baume)



Secteur de flux sur l'ancienne RN7 (Chemin du Luc à Brignoles)



Secteur de Flux « Avenue des berges » Brignoles



Secteur de flux du site de Carcès Sud D562



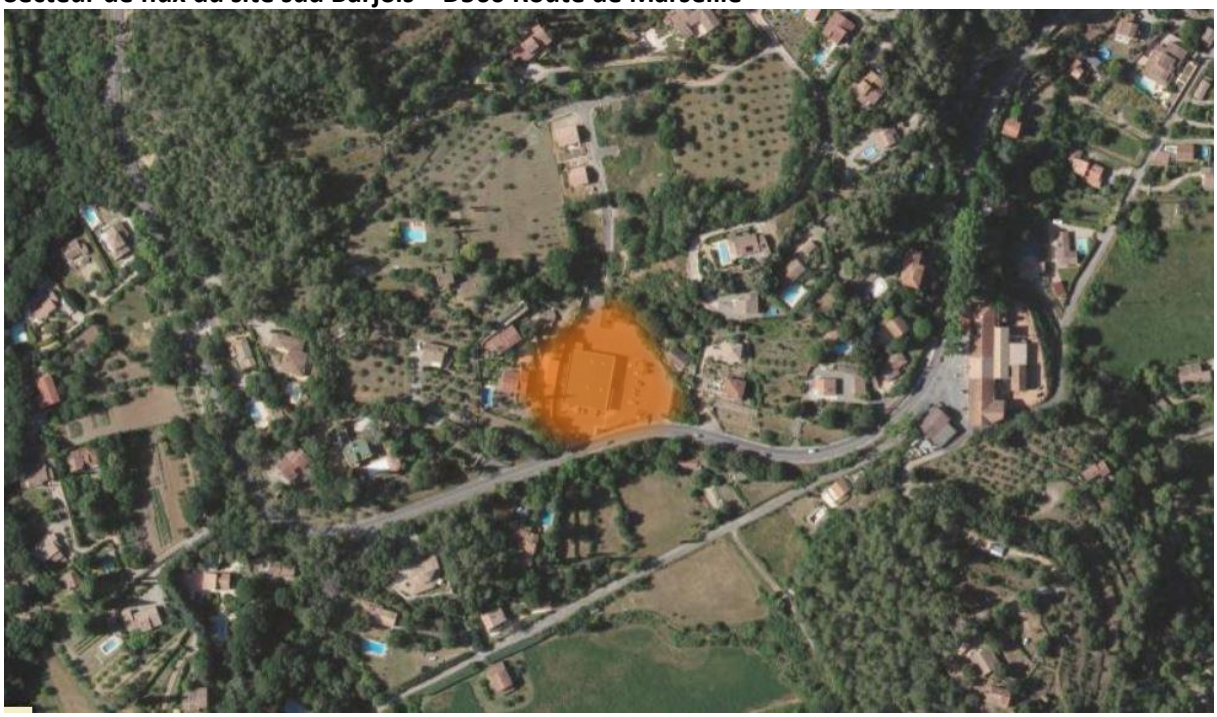
Site de flux du site Garéoult – D554



Secteur de flux du site de Barjols – D554 route de Tavernes



Secteur de flux du site sud Barjols – D560 Route de Marseille



15.1.1.3 LOCALISATION DES SECTEURS COMMERCIAUX PERIPHERIQUES

Pôles commerciaux périphériques de Cap Ste Baume (à gauche) et de La Mirade (à droite) à St Maximin



Pôles commerciaux périphériques de la Route de Nice à Saint-Maximin



Site périphérique structurant de La Laouve (Saint-Maximin-la-Sainte-Baume)



Site périphérique structurant Saint Jean (Brignoles)



Site périphérique structurant de la Route de Nice DN7-DN12 (Brignoles)



Site périphérique structurant Le Vabres (Brignoles)



Site périphérique secondaire de FrayRedon (Rocbaron)



Site périphérique secondaire Garéoult – Les Cros



Site périphérique secondaire de Sainte Catherine (Rians)



15.1.2 Principe d'implantations des commerces

15.1.2.1 PRINCIPES D'IMPLANTATIONS DES COMMERCES DANS LES CENTRALITES URBAINES

Le développement commercial se fera préférentiellement dans les centralités urbaines principales, relais ou de proximité à la condition que les conditions d'accès, de flux de véhicules et de livraison de marchandises n'entraînent pas leur dysfonctionnement ni n'altèrent leur cadre de vie.

Toutes les centralités urbaines principales, secondaires ou de proximité constituent des espaces préférentiels pour le développement du commerce de proximité (commerce inférieur à 300 m² de surface de vente).

Dans les centralités il n'est pas de limite de taille pour le commerce, toutefois les aménagements tendront à faire des commerces d'importance des locomotives commerciales des centralités au regard des objectifs d'équilibre territorial de la commune dans l'armature urbaine.

15.1.2.2 PRINCIPE D'IMPLANTATIONS DES COMMERCES DANS LES SECTEURS DE FLUX

En secteurs de flux, les documents d'urbanisme intégreront l'identification et la délimitation - dans leur règlement graphique - les quartiers, îlots, voies dans lesquels doit être préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité et le cas échéant, définiront les règles d'urbanisme de nature à assurer cette orientation.

En secteur de flux des villes-centres, l'accueil des commerces de rayonnement bassin de vie et de proximité est un objectif.

Les constructions sur plusieurs étages, et notamment les bâtiments à vocation mixte avec vocation commerciale en rez-de-chaussée et habitat dans les étages seront favorisés.

Les secteurs de flux sont les lieux d'implantation préférentielle des commerces d'importance notamment ceux à dominante alimentaire. Les ensembles commerciaux (Galeries ou villages de marques), tels que définis par le Code du Commerce, n'ont pas vocation à s'y implanter.

15.1.2.3 PRINCIPE D'IMPLANTATIONS DES COMMERCES DANS LES POLES COMMERCIAUX PERIPHERIQUES

Les pôles commerciaux périphériques sont destinés à l'accueil des commerces « d'importance » dont la taille (surface de vente > 300 m²), les flux générés et le fonctionnement général (volume de livraison notamment) peuvent constituer une gêne pour les centres urbains des communes.

Afin de favoriser le maintien et le développement des commerces dont la surface de vente est inférieure à 300 m² dans les centralités urbaines, les nouvelles implantations de commerces dont la surface de vente est inférieure à 300 m² et des ensembles commerciaux, au sens du Code du commerce, composés totalement ou partiellement d'unités commerciales inférieures à 300 m² de surface de vente sont exclues des secteurs périphériques.

Dans les villes centres, les pôles commerciaux périphériques n'ont pas de plafond de surface de vente.

Dans les pôles commerciaux périphériques des communes relais :

- les créations de commerce, qui correspondent à une implantation nouvelle dans l'un des pôles, doivent respecter, chacune, un plafond de surface de vente de 2 500m² ;

- les extensions de commerce existant, correspondant à une ou plusieurs extensions dans l'un des pôles, sont autorisées :

- à la condition que la surface de totale de vente du commerce au terme du ou des extensions, ne dépasse pas un plafond de 2 500m² ;
- ou dans un maximum autorisé de 20% de la surface de vente existante à la date d'approbation du SCoT sans pouvoir excéder 600m².

Dans les pôles commerciaux périphériques des bourgs :

- les créations de commerce, qui correspondent à une implantation nouvelle dans l'un des pôles, doivent respecter, chacune, un plafond de surface de vente de 1 500m² ;

- les extensions de commerce existant, correspondant à une ou plusieurs extensions dans l'un des pôles, sont autorisées :

- à la condition que la surface de totale de vente du commerce au terme du ou des extensions, ne dépasse pas un plafond de 1 500m² ;
- ou dans un maximum autorisé de 20% de la surface de vente existante à la date d'approbation du SCoT sans pouvoir excéder 400m².

15.2 ORIENTATIONS RELATIVES AUX OBJECTIFS DE NOUVELLES SURFACES DE VENTE

Cinq types d'orientations permettent de renforcer la qualité du développement et des aménagements.

15.2.1 Prescription d'incitation à la densité des équipements commerciaux dans les localisations préférentielles

Les développements de surface commerciale (création, requalification ou extension) intègrent une plus forte densité d'aménagement afin de limiter la consommation d'espace. Cela se traduit par les dispositions suivantes :

- Privilégier la mutualisation des stationnements et leur intégration au tissu urbain (positionnement en sous-sol, rez-de-chaussée, toit-terrasse ou superstructures …) ;
- Privilégier la mutualisation des infrastructures d'accès entre plusieurs équipements commerciaux ;

Les documents d'urbanisme locaux, facilitent la densification des zones commerciales :

- En agissant par exemple sur les règles de volumes et de gabarits des voies et des bâtiments (hauteur, rapport aux limites) ;
- En agissant par exemple sur les règles de densité s'appliquant aux nouveaux développements (définition d'une densité minimale de construction à proximité des arrêts de transport en commun) ;
- En définissant des règles de stationnement adaptées et en rendant possible la mutualisation des parkings entre enseignes.

  Les documents d'urbanisme locaux et les projets d'extension ou de requalification relatifs aux secteurs d'implantation préférentiels favorisent :
  - l'accessibilité des sites d'implantations préférentielles en modes de déplacements doux et motorisés alternatifs aux déplacements individuels ;
  - la connectivité avec les tissus urbains mitoyens de la zone, avec les centres villes/bourgs et les autres localisations préférentielles
  - les opérations d'ensembles qui intègrent les articulations entre voiries publiques et privées
  - la qualité environnementale des projets du point de vue de la performance énergétique, de la limitation des émissions de Gaz à effet de Serre

15.2.2 Orientations pour inciter à une meilleure intégration architecturale et paysagère des équipements commerciaux d'importance

Les développements de surface commerciale (création, requalification ou extension) intègrent des aménagements permettant l'insertion visuelle du projet.

La justification de la prise en compte de cette orientation est évaluée au regard :

- De la végétalisation des espaces extérieurs, et du traitement de ces espaces végétalisés (essence, nombre de plantations, localisation…) notamment sur les espaces de stationnement. Les espaces libres de toute occupation sont prioritairement traités en espace vert, préférentiellement en pleine terre. Les essences méditerranéennes sont privilégiées. Les espaces de stationnement sont en revêtement perméables ;
- Du traitement paysager dédié aux infrastructures et équipements de déplacements et de stationnements des modes doux (vélo, piéton...) ;
- Du traitement paysager des équipements de gestion des eaux pluviales et usées (bassins d'orage paysagers, fosses d'infiltration, mares écologiques, noues paysagères, etc.) ;
- Du traitement des façades (palette de couleur, position et taille des enseignes) ;
- De l'harmonisation des enseignes commerciales ;
- Du traitement des limites (hauteur, couleur et composition des clôtures ou haies, homogénéité à l'échelle de la zone) ;
- Des aménagements choisis permettant de dissimuler et d'optimiser les emplacements de stockage en fonction des types de collecte des déchets ;
- De l'intégration du stockage des matériaux en extérieur le cas échéant.

- De l'optimisation des surfaces (toitures, stationnements etc...) recevant des dispositifs de productions d'énergies renouvelables...

Il est recommandé l'emploi de matériaux ou de procédés écoresponsables de préférence issus des filières de productions locales.

15.2.3 Orientations pour la des-imperméabilisation des espaces de stationnement

Les enjeux en matière de gestion des eaux pluviales doivent conduire à minimiser les surfaces imperméables, notamment au niveau des abords des bâtiments et particulièrement pour les surfaces de stationnement.

L'utilisation des revêtements de sol perméables est privilégiée, tels que les pavés poreux, graviers, pavés non rejointoyés, gazons stabilisés, ...

En cas de requalification ou de réaménagements même partiels, les revêtements de sol seront perméables.

15.2.4 Orientations pour la limitation de l'impact environnemental des équipements commerciaux

Les développements de surface commerciale (création, requalification ou extension) veillent à contribuer à la préservation de la ressource en eau, notamment en favorisant la rétention des eaux pluviales à l'échelle de chaque opération (noues végétalisées, toitures végétalisées…), et en réduisant les surfaces imperméabilisées.

Les développements de surface commerciale (création, requalification ou extension) intègrent la prise en compte de la problématique énergétique, principalement pour le chauffage, le refroidissement et l'éclairage. Les dossiers de demande d'autorisation sont analysés au regard :

- De l'enveloppe du bâtiment (isolation, toiture terrasse végétalisée…),
- Des types d'énergies utilisées ainsi que le rendement des dispositifs d'éclairage et de refroidissement,
- Du système de vitrage (les doubles vitrages peu émissifs sont à privilégier),
- De la présence éventuelle de « puits » de lumière, et des équipements d'éclairage projetés (commande de l'éclairage par horloge, éclairage des circulations par éclairage vers le sol voire même par éclairage déclenché temporairement par la circulation,...)
- De la mise en place de dispositifs de « production d'énergie renouvelable » (panneaux photovoltaïques, éoliennes verticales ou autre…).

Les développements de surface commerciale (création, requalification ou extension) créent les conditions de gestion des déchets, en privilégiant, le cas échéant, des dispositifs de la valorisation sur site, de tri des déchets à la source, de collecte adaptée à une politique publique dédiée.

15.2.5 Orientations relatives à la requalification des sites commerciaux existants

L'extension des surfaces commerciales existantes dans les secteurs de flux et périphériques est conditionnée à la requalification de l'existant,

Sur les espaces privatifs : il s'agit de profiter des nouveaux développements dans ces secteurs pour procéder à des opérations de restructuration impliquant plusieurs commerces, et favoriser des logiques d'aménagement d'ensemble :

- Mise en place d'accès mutualisés ;
- Simplification des accès viaires ;
- Mutualisation des stationnements ;
- Création de connexions douces entre les commerces ;
- Réduction au maximum des distances entre commerces pour favoriser l'accessibilité douce ;
- La réduction des surfaces imperméabilisées,
- Densification commerciale sur les places de parkings gagnées ;
- Végétalisation des espaces extérieurs ;
- Cohérence architecturale entre les bâtiments (gabarits, couleurs, matériaux).

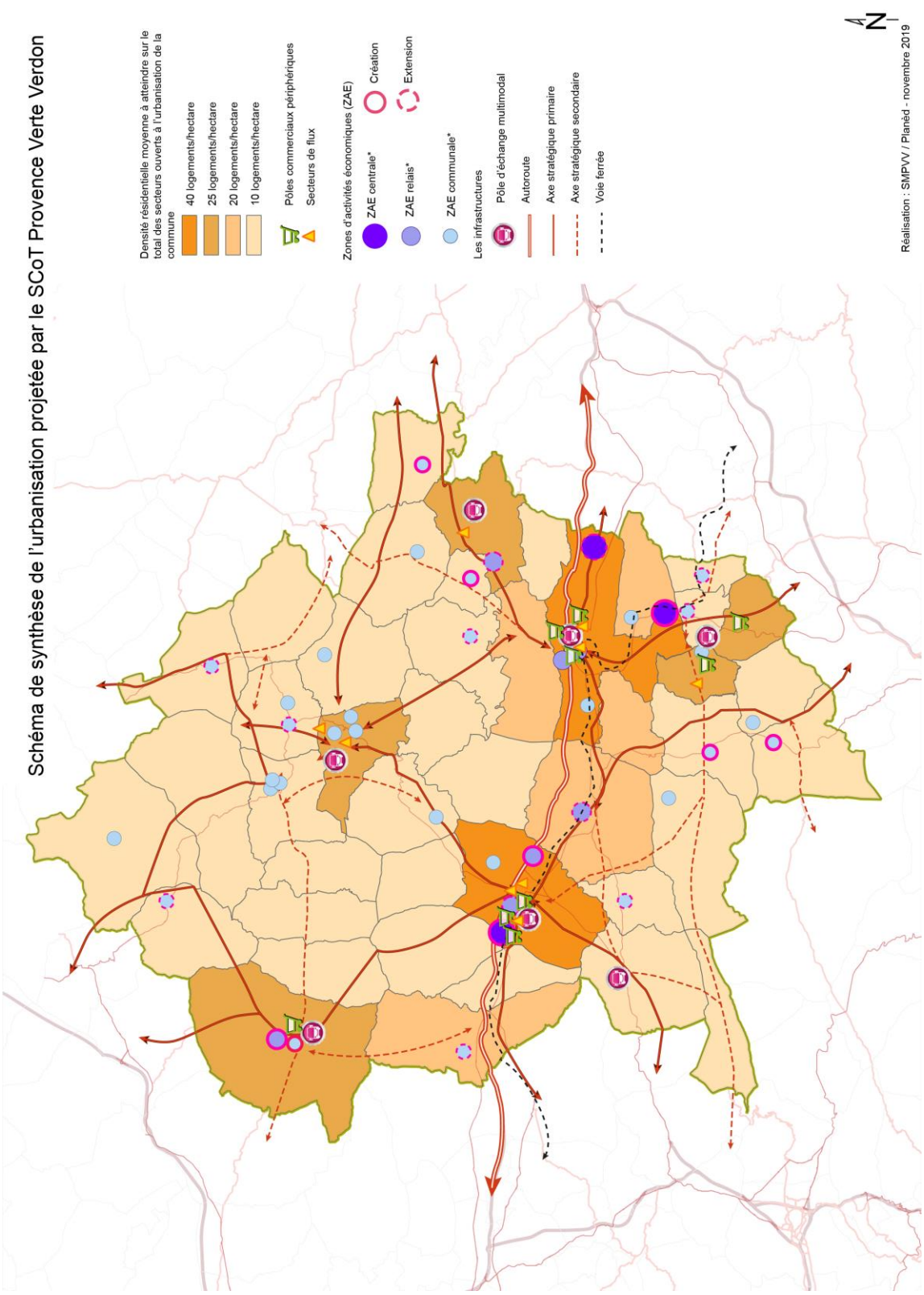
En secteurs de centralités urbaines, secteur de flux, les communes pourront prévoir dans leur PLU des Orientations d'Aménagements et de Programmation « Commerce » intégrant les objectifs en matière d'aménagement commercial.

Sur les espaces publics, il est recherché

- Le traitement qualitatif des voies situées en entrée de ville avec :
    - La mise en place d'alignements d'arbres d'essences méditerranéennes (ces alignements en bord de route ont l'avantage de masquer l'impact paysager des panneaux publicitaires et enseignes) ;
    - La matérialisation des cheminements doux par des espaces réservés en bord de route, continus, et des traversées piétonnes sécurisées. Dans la mesure du possible il s'agit de mettre en place des séparations matérialisées entre ces cheminements et les voies circulantes. Les alignements d'arbres peuvent par exemple matérialiser cette séparation;
- Les aménagements urbains favorisant la lisibilité des espaces dans les zones d'activités :
    - Le gabarit des voies adapté à leur positionnement dans la hiérarchie du réseau (voie de desserte principale, secondaire…) ;
    - Le mobilier urbain et éclairage homogènes et qualitatifs à l'échelle de la zone ;
    - L'adaptation de l'éclairage aux usages (piéton, routier…) ;

16 SYNTHESE DU DEVELOPPEMENT URBAIN 2020-2040

16.1 SCHEMA DE L'URBANISATION



16.2 SYNTHESE DES OBJECTIFS DE CONSOMMATION ECONOME DE L'ESPACE

L'objectif de consommation économe de l'espace est de **940 ha pour les deux décennies de la période 2020 à 2040, soit un rythme moyen de 47 ha/an.**

Rappel on a estimé la consommation de l'espace dans la décennie 2009-2019 avant l'arrêt du projet de SCoT à 1 160 ha. **Comparée à cette période la réduction de la consommation d'espace pour les deux décennies à venir est d'environ 60 %.**

Cette consommation globale de l'espace a pour objectif la mise en œuvre du Projet d'Aménagement et de Développement Durable à savoir :

- **600 ha à vocation dominante résidentielle, équipements et infrastructures**
- **180 ha à vocation de foncier de zones d'activités économiques**
- **10 ha à vocation de foncier commercial**
- **150 ha à vocation de foncier support de production d'énergie renouvelable**

SCoT
PROVENCE VERTE VERDON

Approuvé le 30 janvier 2020



Provence Verte Verdon
Syndicat Mixte

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT)

Syndicat Mixte Provence Verte Verdon
270 Avenue Adjudant Chef Marie Louis Broquier
CS 20014
83 175 Brignoles Cedex
Tél : 04.98.05.12.22 - Fax : 04.98.05.12.31
Mail : scot@paysprovenceverte.fr
http://www.paysprovenceverte.fr